

DÉPARTEMENT DE LA SOMME

INVENTAIRE SOMMAIRE

DES

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ANTÉRIEURES À 1790.

SÉRIE C.

(Administration provinciale, Intendances, Subdélégations, Élections, Bureaux des finances, États provinciaux, Principautés, Régences.).

Suite.

INTENDANCE DE SOISSONS.

C. 1632. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1786. — Santé publique. Médecine. — « Médecins et chirurgiens du royaume. Généralité de Soissons. Subdélégation de Nesle. » — « Médecins et chirurgiens du royaume. Généralité de Soissons. Subdélégation de Ham », — etc.

C. 1633. (Liasse.) — 5 pièces papier (1 imprimée).

1708-1755. — Subsistances. — « Ordonnance de Mgr. l'Intendant, concernant la perception des droits des porcs. » Soissons, 18 novembre 1708 (impr. affiche). — « État des villes, bourgs et hameaux de la subdélégation de Ham, où il se tient des marchés de grains, et les droits de mesurage ou sestelage qui s'y perçoivent. » 1755 — « Subdélégation de Ham. Mémoire sur le blé, pour Mgr. l'Intendant. » XVIII^e s. — « État des droits qui se perçoivent sur les blés, grains, farines et légumes, dans l'étendue de la subdélégation de Ham. » XVIII^e s. — etc.

C. 1634. (Liasse.) — 52 pièces papier.

1756-1757. — Subsistances. — « État des marchés de la ville de Ham, contenant le prix du blé, la quantité qui y a été amenée, le taux du pain et la proportion gardée entre ce taux mis à la livre de pain et le prix du blé, en exécution de la lettre de Mgr. l'Intendant adressée aux officiers de police le 13 décembre 1756. » 16 décembre 1756. — Id. 23, 24 décembre 1756. — Id. 30, 31 décembre 1756. — Id. 5, 8 janvier 1757. — Id. 13, 15 janvier 1757. — Id. 20, 22 janvier 1757. — Id. 27, 29 janvier 1757. — Id. 1, 3, 5 février 1757. — Id. 10, 12 février 1757. — Id. 17, 19 février 1757. — Id. 26 février 1757. — Id. 3, 5 mars 1757. — Id. 17, 19 mars 1757. — Id. 24, 26 mars 1757. — Id. 31 mars, 2, 7 avril 1757. — Id. 14, 16 avril 1757. — Id. 28, 30 avril 1757. — Id. 5, 7 mai 1757. — Id. 12, 14 mai 1757. — Id. 18, 21 mai 1757. — Id. 26, 28 mai 1757. — Id. 2, 4 juin 1757. — Id. 28, 30 juillet 1757. — Id. 4, 6 août 1757. — Id. 11, 13 août 1757. — « Généralité de Soissons. Subdélégation de Ham. Prix des grains, pain et fourrages. » Première quinzaine de mai 1757. — « État des personnes qui ont actuellement des blés à vendre en la ville de Ham, de la quantité que chacun en a, en suivant leurs déclarations faites en conséquence de la lettre de Mgr. l'Intendant, du 26 mai 1757. » — Id. ville de Nesle, — etc.

C. 1635. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1781-1784. — Communautés d'arts et métiers. — « État des charges dont sont composées les communautés de la subdélégation de Ham, indicatif des

sommes qui se paient dans chacune de ces communautés, pour la réception tant des étrangers que des fils de maîtres ou apprentis, et de la répartition qui se fait de ces droits de réception. » 22 août 1781. — Id. Subdélégation de Nesle. — Lettre de M. Delessart à l'Intendant, sur un mémoire par lequel Jean Ponthieu demande qu'il soit ordonné aux orfèvres de Nesle et aux officiers de la monnaie d'Amiens de reconnaître Benoît Ponthieu, son fils, en qualité d'apprenti orfèvre, à partir du 24 mai 1781. Paris, 13 décembre 1783. — Mémoire de M. Delanne, subdélégué à Nesle, sur ladite affaire, — etc.

C. 1636. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1787. — Administration communale. — « Généralité de Soissons. Élection de Noyon. Subdélégation de Ham. Communauté de Brouchy. Procès-verbal de l'assemblée de la paroisse, pour la nomination d'un syndic et autres membres qui doivent composer l'assemblée municipale, en exécution du règlement de Sa Majesté du 5 juillet 1787. » — Id. Eppeville. — Id. Esmery. — Id. Ham. — Id. Hombieux. — Id. Canisy. — Id. Muille-Villette. — Id. Petit Rouy. — Id. Grand Rouy. — Id. Subdélégation de Nesle. Breuil. — Id. Nesle. — Id. Grécourt. — Id. Moyencourt. — Id. Quiquery. — Id. Vovenne.

C. 1637. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1783-1787. — BREUIL. — « Rôle de répartition faite sur tous les biens fonds, maisons, domaines seigneuriaux.... situés dans l'étendue du terroir décimal de Breuil, de la somme de 2,475 l. en principal d'une part, montant de l'adjudication au rabais.... des ouvrages de la reconstruction de la maison presbytérale dudit Breuil », etc. Nesle, 3 janvier 1785. — Requête à l'Intendant par l'évêque de Carcassonne, prier commendaire d'Élincourt-Ste-Marguerite, à l'effet d'être restitué d'une somme de 25 l. 12 s. 6 d. à laquelle il a été imposé par les habitants de Breuil, pour la reconstruction du presbytère dudit lieu. Élincourt, 21 mai 1787, — etc.

C. 1638. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 23 papier.

1764-1787. — BROUCHY. — « Rôle de répartition.... de la somme de 359 l. d'une part, pour le prix des ouvrages à faire au presbytère de Brouchy », etc. Ham, 20 octobre 1764. — Lettre de M. Tévenart à M. de Rassinette, subdélégué à Ham, sur une affaire relative à un droit de pâturage sur une pièce de pré de la communauté de Brouchy, Brouchy, 30 octobre 1780. —

Mémoire de M. Tupigny-Cauvry à l'Intendant, sur ladite affaire. Ham, 10 novembre 1780. — Requête des seigneur, curé, syndic, laboureurs et principaux habitants de Brouchy, à l'Intendant, exposant que la seconde coupe d'herbe qu'il est en usage de vendre chaque année au profit de la commune, pour rétablir les chemins et rues impraticables du village, devant faire défaut cette année, ils demandent une part dans les gratifications, avec l'exemption de la corvée. 1785. — Délibération de la plupart des habitants de Brouchy, à l'effet d'imposer sur tous les taillables du lieu une somme de 400 l., pour la réparation des rues devenues impraticables. 22 janvier 1786. — « Travaux de charité. Nouvel atelier à ouvrir dans la paroisse de Brouchy. Devis estimatif des ouvrages à suivre dans la paroisse de Brouchy. » Noyon, 25 février 1786. — Lettre de M. de Brouchy à M. Favier, secrétaire de l'Intendance, sur la réparation des rues de Brouchy. Brouchy, 8 juillet 1786. — Réclamation d'une partie des habitants de Brouchy contre la répartition des 400 l. ajoutées par la communauté dudit lieu, aux 600 l. accordées sur les fonds de charité et aux 200 l. données par le seigneur dudit lieu, pour la réparation des rues. 1787. — « Compte rendu par M. de Brouchy, le 19 novembre 1787, des dépenses faites aux réparations des rues de la paroisse de Brouchy, jusqu'à ce jour. » — Mémoire de M. Tévenart répondant aux accusations portées contre lui dans la répartition des 400 l. Brouchy, 23 novembre 1787. — Mémoire de M. de Muiroger à l'Intendant, sur ladite affaire. Noyon, 25 décembre 1787, — etc.

C. 1639. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1768-1787. — BUVERCHY. — « Rôle de répartition... de la somme de 320 l., pour le paiement des ouvrages de réparations du presbytère de Buverchy », etc. 6 novembre 1778. — EPPEVILLE. — « Rôle et répartition de la somme de 654 l., pour le prix des ouvrages et réparations du presbytère d'Eppeville », etc. 30 avril 1768. — Requête des habitants du hameau de Verlaine, paroisse d'Eppeville, à l'Intendant, exposant « qu'à la fin de l'année dernière ledit hameau a été attaqué d'une maladie épidémique, caractérisée de fièvre maligne et pourpreuse, qui a régné jusqu'au mois de juin de la présente année. Aucune maison dudit hameau n'a été exempte de cette cruelle maladie. Il était composé alors de soixante-quinze ou seize personnes, sans compter les enfants : presque tous les chefs des familles et les grandes personnes, garçons et filles, en ont été atteints. Ces pauvres habitants, réduits dans la dernière des misères, qui manquaient presque tous du plus nécessaire à la vie,

n'ont trouvé alors d'autres ressources, que dans la personne de M. leur prieur curé, qui les a assistés sans discontinuer autant qu'il a été en lui, en leur faisant donner les médicaments convenables, et en leur fournissant de quoi soutenir non seulement les malades, mais aussi aux personnes que la nécessité obligeait d'être auprès d'eux pour les soulager Ce charitable pasteur que l'on voyait le jour et la nuit continuellement aller de maison en maison dans le hameau de Verlaine, a enfin succombé lui-même, et a été à deux doigts de la mort. Ce fut alors que la désolation et la calamité a augmenté : les pauvres habitants se sont vus privés de tous secours spirituels et corporels, manquant de tout, chargés de famille et de dettes ; enfin cette malheureuse maladie, qui a duré presque deux mois à la plupart de ceux qui en ont été atteints, en a conduit 12 grandes personnes au tombeau, ce qui fait à peu près le sixième des habitants du hameau. » Ils demandent en conséquence une diminution d'impositions. 21 septembre 1775. — Certificat du sieur Cambronne, curé d'Eppeville, attestant que ladite épidémie a régné dans le hameau de Verlaine. — ESMERY-HALLON. — « Rôle de répartition... de la somme de 750 l., pour les réparations du presbytère de la paroisse d'Esmerly-Hallon », etc. 21 mai 1773. — GOLLANCOURT. — « Rôle et répartition... de la somme de 634 l., 12 s., pour le prix des ouvrages et réparations du presbytère de Gollancourt », etc. 2 juin 1772. — GRECOURT. — Mémoire de M. Delanne, sur une requête du sieur Dubois, curé de Grécourt, à l'effet de réparations à son presbytère. Nesle, 15 mai 1787. — Mémoire de M. Delanne, sur le même objet. Nesle, 28 juin 1787, — etc.

C. 1640. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1751-1773. — HAM. — « État exact fait par nous, maire, lieutenant et échevins de la ville de Ham, en conséquence et pour satisfaire aux ordres de Mgr. l'Intendant, à nous donnés par sa lettre du 24 mai 1751, servant d'instructions et représentations sur celui de Mgr. le garde des sceaux. » Ham, 7 juin 1751. — Lettre de M. Camus à l'Intendant, lui envoyant l'état qu'il lui a demandé des grains qui se trouvent chez divers particuliers, avec les observations suivantes : « Vous savez que la rivière de Somme, qui passe au faubourg de cette ville, borne votre généralité d'avec celle d'Amiens. Autrefois, c'était cette dernière qui garnissait nos marchés de blés ; aujourd'hui, et depuis près de six semaines, cette bonne coutume cesse, parce que tous les blattiers qui sont dans ce département, mènent les blés du côté d'Amiens, de Cambrai et autres villes de ce

canton, où il est encore plus cher que dans votre généralité, ce qui altère ce canton et y cause l'augmentation d'aujourd'hui. » Ham, 31 mai 1757. — « Copie de la lettre écrite par M. le duc de Choiseul à M. Tisson, à Versailles, le 14 juin 1766 », sur des plaintes portées par les maire et échevins de Ham, de ce qu'il a « ordonné tout nouvellement aux portiers de cette ville de n'en ouvrir les portes qu'à 4 heures du matin et de les fermer à 9 heures du soir, avec défense de les ouvrir pour qui que ce soit, pendant la nuit, sans votre permission. » Il lui fait remarquer tous les inconvénients de cette innovation. « Comme, dans ces circonstances, je ne vois pas que vous ayez eu de motifs recevables pour changer l'usage établi, et que j'ai lieu de penser que vous avez moins eu en vue de montrer votre exactitude sur le service, que de tirer une petite vengeance du dessous que vous avez eu dans vos contestations avec le maire, je vous avertis que, s'il me revient encore que vous fassiez quelque mauvaise difficulté aux magistrats et autres habitants de cette ville, j'en rendrai compte au Roi qui y mettra ordre. » — Lettre de M. Foy à l'Intendant, lui envoyant « le billet qui a été délivré par les officiers municipaux de cette ville, pour loger chez moi un maréchal des logis du régiment de Chartres. A l'arrivée de ce nouvel hôte, je fus trouver le maire, pour lui donner communication de la copie de la lettre de Mgr. le duc de Choiseul que vous avez bien voulu m'envoyer, et lui faire offre de fournitures.. Il me dit qu'il ne voulait rien voir ni rien entendre, que M. l'Intendant m'avait assujéti au logement, que je logerais. Là-dessus, je me suis retiré, et je loge. » Ham, 8 juin 1764. — Lettre du duc de Choiseul à M. Méliand, intendant, lui demandant des éclaircissements sur des représentations faites par les officiers municipaux de Ham, relativement à des décisions qu'il a rendues au sujet de plusieurs particuliers de ladite ville qui prétendent être exempts du logement des gens de guerre. Versailles, 17 juin 1764. — « Observations de M. l'Intendant, sur les décisions par lui rendues au sujet de plusieurs particuliers de Ham, qui se prétendent exempts du logement des gens de guerre. » — Réponse du duc de Choiseul à l'Intendant. Compiègne, 25 juin 1764. — État des revenus et des charges de la ville de Ham. XVIII^e s. — Copie de la lettre écrite par MM. les officiers municipaux de la ville de Ham à M. Le Peletier, intendant de Soissons, le (*blanc*) mai 1773 », lui envoyant ledit état, pour montrer l'impossibilité où est leur ville de supporter la dépense des reconstruction, réparation et entretien des bâtiments servant à l'administration de la justice. Ils demandent l'extension de leur juridiction, et de plus, de « détacher de la mense abbatiale de l'abbaye de cette ville, la

portion qu'elle a et qui lui a été autrefois concédée par un ancien seigneur de Ham, dans les moulins de cette ville, et la réunir également à son patrimoine, en laissant à la mense conventuelle de ladite abbaye, sa portion dans lesdits moulins. » — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui envoyant et appuyant ledit mémoire. 1^{er} juin 1773, — etc.

C. 1641. (Liasse.) — 39 pièces, papier (1 plan)

1779-1786. — HAM. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise la ville de Ham à acquérir une maison sur la place de ladite ville, pour y caserner la maréchaussée. Soissons, 3 juillet 1779. — Lettres patentes qui autorisent ladite acquisition. 13 octobre 1779. — Lettre de M. Asselin, lieutenant de maire de Ham, sur la nécessité d'un nouvel emprunt, pour approprier ladite maison à usage de caserne, pour la maréchaussée. Ham, 2 novembre 1780. — Lettres du sieur Brouet à M. de Noirfosse, prévôt général de la maréchaussée du Soissonnais, sur ladite affaire. 28 novembre-17 décembre 1781. — Mémoire de M. Tupigny, sur une affaire relative à ladite caserne. « On a procédé à la nomination des officiers municipaux de la ville de Ham en 1779. Cette nomination ne s'est point faite sans beaucoup de bruit et de difficulté. Un certain nombre de personnes, sur lesquelles roulaient toujours les suffrages, allaient, à leur grande satisfaction, voir se perpétuer le même abus, lorsqu'on vit le lieutenant général (M. Lemerrier de La Rivière), faisant lui-même la liste de ceux parmi lesquels la commune avait exclusivement à choisir, s'y inscrire et refuser d'y inscrire plusieurs personnes d'état à y être inscrites. Les yeux s'ouvrirent, et on vit échouer la cabale formée pour faire tomber le choix sur ceux de son parti. On fit une autre liste des sujets électifs, sur laquelle furent inscrites plusieurs personnes que le lieutenant général avait toujours exclues, et le choix tomba sur M. Foy, qui fut nommé maire, M. Asselin, avocat, lieutenant de maire, MM. Viéville, Toussain et Flamant, échevin, trésorier et secrétaire-greffier. S'il y a eu cabale dans cette nomination, je peux assurer, Monsieur, que feu M. Foy, ni M. Asselin n'y ont point trempé, non plus que les autres. Quoi qu'il en soit, pendant leur exercice, c'est-à-dire au commencement de 1779, le lieutenant de la maréchaussée leur a demandé, en exécution de la nouvelle ordonnance concernant la maréchaussée, que la brigade de Ham fût logée sur la Grande Rue ;... il eût fallu faire alors une dépense de 3 à 4.000 l. aux bâtiments appartenant

à la ville, occupés par la brigade de la maréchaussée. » Ils ont considéré que la ville n'avait pas à loger la maréchaussée à ses frais, mais à ceux de toutes les paroisses du district. C'est en partant de ce point de vue qu'ils ont agi. Ham, 5 octobre 1782. — « État des ouvrages à faire aux casernes de la maréchaussée de Ham. » — « Mémoire à consulter », sur ladite affaire. — « État d'une maison dans son état actuel, située au bout de la place, qui était une auberge qui portait pour enseigne le *Comte d'Artois* ; cette maison faisant face sur la grande rue Notre-Dame, et une sortie sur le derrière, par une grande porte cochère donnant sur la rue de la Flaque aux Pourceaux. » — Mémoire des maire et échevins de Ham à l'Intendant, lui exposant que la maison acquise du sieur Foy, et destinée à faire une caserne de maréchaussée, n'a pas la solidité nécessaire, qu'il faudrait la reconstruire, et proposant de résilier ladite acquisition. Ham, 26 décembre 1781. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux de Ham, leur montrant que leur demande n'est pas admissible. 24 octobre 1783. — « Plan et coupe des casernes de la maréchaussée de la ville de Ham, avec projet pour relever d'un étage l'aile à l'est du bâtiment », par M. Cormont. Clermont, 17 janvier 1784. — « Détail estimatif des dépenses à faire pour élever d'un étage l'aile des casernes de la maréchaussée de Ham », etc., par M. Cormont. Clermont, 17 janvier 1784. — « Extrait du registre aux actes de délibérations générales et assemblées des notables de la ville de Ham », relativement à ladite affaire. 22, 27 février 1784. Expédition du 2 mars. — Lettre de M. Tupigny à M. Leblanc, lui envoyant ladite délibération « prise par M. Lemercier, bailli de Ham, et le sieur Quin, son beau-frère, dans une soi-disant assemblée générale, sur la lettre de M. l'Intendant du 30 janvier dernier, et les devis et plan de M. de Courmont, concernant le logement de la maréchaussée..... Je dis prise par le bailli et son beau-frère, parce que depuis longtemps, et notamment pour cette affaire, personne ne se trouve auxdites assemblées, ou plutôt ces deux messieurs n'y invitent que des artisans qu'ils ont fait nommer députés, et qu'ils qualifient de représentant la commune. M. Lemercier porte ordinairement ses délibérations toutes dressées, ce qui en excluerait naturellement les personnes instruites et éclairées qui y ont droit, et qui s'en abstiendraient quand on leur ferait la justice de les y inviter. » Ham, 5 mars 1784. — Mémoire sur les casernes de maréchaussée de Ham. 28 février 1786. — Observations de M. Tupigny sur le projet d'ordonnance de

l'Intendant, relativement aux casernes de la maréchaussée de Ham. Mars 1786, — etc.

C. 1642. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1781-1789. — HAM. — Mémoire de M. Tupigny-Cauvry, subdélégué, sur les octrois de la ville de Ham. Ham, 20 août 1781. — Lettre de M. Quin, maire de Ham, à l'Intendant, réclamant contre la mise à la charge de la ville de la réparation du pavé dans la chaussée qui la traverse. Ham, 13 mars 1787. — Réponse de l'Intendant au maire de Ham. — « Copie de la consultation des avocats du conseil des communautés », sur une contestation relative aux octrois de la ville de Ham. Soissons, 23 février 1789. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise la ville de Ham à plaider dans ladite affaire. Soissons, 28 février 1789. — « Renseignements sur les dépenses militaires de la ville de Ham. » 16 juin 1789, — etc.

C. 1643. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1785. — HAM. — Lettre du baron de Breteuil à M. d'Agay, intendant de Picardie, lui demandant des éclaircissements sur ce que les officiers municipaux de Ham se plaignent de ce que M. d'Avricourt, lieutenant de Roi de cette ville, veut nommer au préjudice du droit qu'ils prétendent leur appartenir, à la place de portier de la porte de Noyon. Versailles, 13 janvier. — Lettre de M. d'Agay à l'intendant de Soissons, lui renvoyant ladite lettre, qui lui a été adressée par erreur. 20 janvier 1785. — Lettre de M. d'Avricourt à l'Intendant, pour lui expliquer les raisons qu'il a de prétendre au droit de nommer aux places de portier des portes de Ham. Ham, 20 janvier. — Enquête de M. Tupigny-Cauvry, subdélégué, sur ladite affaire. 11 février. — Mémoire de M. Tupigny à l'Intendant, sur le même objet, et les difficultés suscitées par le maire et les officiers municipaux de Ham. Ham, 14 février. — Lettre des officiers municipaux de Ham à l'Intendant, se plaignant de la partialité de M. Tupigny dans leur contestation avec le lieutenant de Roi. 14 février. — Mémoire de M. Tupigny sur ladite affaire. 30 mars. — Mémoire de l'Intendant au baron de Breteuil, sur ladite affaire. Soissons, mai, — etc.

C. 1614. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1778-1779. — MUILLE-VILLETTE. — « Rôle de répartition fait par nous, Alexandre-Philippe de Rassinnette, écuyer, licencié ès lois, subdélégué de l'intendance de Soissons au département de Ham...., de la somme de 993 l., 6 s., 8 d., pour le premier tiers du prix de la construction du presbytère de la paroisse de Muille-Villette », etc. 10 mai 1778. — Ordonnance de

l'Intendant, pour la communauté de Muille-Villette, contre celle de Brouchy, relativement au bois de Lannoy. 20 juin 1779, — etc.

C. 1645. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1783-1788. — NESLE. — Arrêt de la cour des Aides, rendu entre Louis-Augustin de Mailly, comte de Mailly, marquis de Nesle et de Mailly en Boulonnois, colonel du régiment Royal-Infanterie, premier et grand écuyer de la comtesse de Provence, d'une part, et Jean Patte, bourgeois de Nesle, ci-devant fermier des moulins de ladite ville, les assésurs et collecteurs des tailles et autres impositions de ladite ville, et enfin les échevins, notables et officiers municipaux de ladite ville, de l'autre. 28 août 1783. — « Mémoire de frais et faux frais dus à M. Delanne, procureur au Parlement, pour avoir occupé à la cour des Aides pour les maire et échevins, officiers municipaux et habitants de la ville de Neelle », etc. Paris, 3 juin 1787. — Requête du sieur Delanne à l'Intendant, à l'effet d'imposer sur les habitants de Nesle, la somme de 692 l., 15 s., 3 d., qui lui reste due sur les frais dudit procès. Juin 1787. — « Extrait du registre aux délibérations de la ville de Neelle ». Délibération arrêtant de répartir ladite somme sur tous les habitants, au marc la livre de la taille. 22 juin 1787. — Rôle d'imposition de ladite somme. 28 octobre 1788, — etc.

C. 1646. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1786. — NESLE. — « Extrait du registre aux délibérations de la ville de Neelle. » Délibération arrêtant le moyen de lever sur les habitants la somme annuelle de 150 l., nécessaire pour l'entretien du pavé, le nettoyage et l'enlèvement des boues. 29 juillet. — Requête des officiers municipaux et habitants de Nesle à l'Intendant, à l'effet d'homologuer ladite délibération. — « Extrait du registre aux délibérations de la ville de Neelle. » Nouvelle délibération sur ladite affaire. 30 août. — Soumission par les laboureurs de la ville et faubourgs de Nesle, de faire les voitures et charrois nécessaires pour l'approche des matériaux employés à la réparation et entretien du pavé de la ville de Nesle. 30 août. — Mémoire de M. Delanne à l'Intendant, sur ladite affaire. Nesle, 2 septembre. — Ordonnance de l'Intendant, qui homologue la délibération du 29 juillet, provisoirement et sous le bon plaisir du Conseil. 15 octobre, — etc.

C. 1647. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1787-1788. — NESLE. — Mémoire de M. Delanne, subdélégué, sur une requête du sieur Goguet, maître de la poste aux chevaux de Nesle,

tendant à ce qu'il lui soit permis d'avoir seul un troupeau de bêtes à laine. Nesle, 21 mai 1787. —

Mémoire de MM. Charpentier et Brocheton, sur ladite affaire. Soissons, 28 mai 1787. — Lettre de M. Necker à la commission intermédiaire du Soissonnais, sur une requête du marquis de Nesle, propriétaire des offices municipaux de ladite ville, à l'effet d'être maintenu dans ce droit, et de déclarer nulle et illégale l'élection faite le 25 novembre 1787, de quatre membres et d'un syndic, pour compléter la municipalité. « Le Conseil a décidé que la délibération des habitants de Nesle, du 25 novembre 1787, portant nomination d'un syndic et de quatre adjoints, serait regardée, ainsi que tout ce qui s'en est ensuivi, comme nulle et non avenue. » Paris, 31 décembre 1788.

C. 1648. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1776-1788. — VILLESSELVE. — « Rôle de répartition fait par nous, Alexandre-Philippe de Rassinette,..... de la somme de 1.020 l., d'une part, pour le prix des ouvrages et réparations faites à la nef et au clocher de Villeselve », etc. Ham, 25 septembre 1776. — « Rôle de répartition..... de la somme de 314 l., 8 s., à laquelle M. le duc d'Aumont avait été imposé au rôle de réparation des nef et clocher de l'église de Villeselve, ordonnée être réimposée sur tous les propriétaires des fonds et habitants dudit village », etc. Ham, 2 octobre 1777. — VOYENNE. — Copie d'une requête des seigneur, curé et syndic de Voyenne, à l'assemblée de département de l'élection de Noyon, demandant à autoriser le syndic de ladite municipalité à prendre les voies de droit contre plusieurs particuliers de la paroisse, à l'effet de faire et poursuivre le recouvrement des sommes qu'ils doivent à la communauté, pour raison des portions de communes qu'ils tiennent d'elle à ferme. 1788.

C. 1649. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

1786-1789. — Corvée et contribution représentative. — Procès-verbal contre le sieur Cochet, maître de poste de Ham, pour un tas d'immondices déposées par lui sur la route, à l'entrée du faubourg, en venant de Noyon. 22 mai 1786. — Rôle de répartition de la contribution représentative de la corvée de la communauté de Breuil, pour l'année 1788. — Id. 1789. — Id. Brouchy, 1788. — Id. Buvérchy. 1788. — 1789. — Id. Eppeville 1788. — 1789. — Id. Ercheu 1788. — 1789. — Id. Esmerly-Hallon 1788. — 1789. — Id. Grécourt. 1788. — 1789. — Id. Ham. 1788. — 1789. — Id. Hombleux et Bacquencourt, 1788. — 1789. — Id. Moyencourt. 1788. —

1789. — Id. Muille-Villette. 1788. — 1789. — Id. Nesle. 1788. — 1789. — Id. Quiquery. 1788. — 1789. — Id. Rouy-le-Grand. 1788. — 1789. — Id. Rouy-le-Petit. 1788. — 1789. — Id. Voyenne. 1788. — 1789, — etc.

C. 1650. (Liasse.) — 2 pièces parchemin.

1738. — Droits féodaux. — Arrêt du conseil d'État, qui supprime un droit de travers ou péage par terre prétendu par le sieur Bouzier, seigneur d'Estouilly, sur la chaussée dudit lieu. Versailles, 1^{er} juillet, — etc.

C. 1651. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1772-1790. — Fortifications et château de Ham. — « Direction de M. Pont-le-Roy. Toisé des ouvrages que le Roi a ordonné être faits, pour l'entretien de la fortification et bâtiments dépendant de la ville et château de Ham, pendant la présente année, exécutés par le sieur Clément, selon le marché qui lui a été passé le 18 juin, pour les trois années consécutives 1772, 1773 et 1774. » — Id. Direction de M. de Brouillard, travaux exécutés par Louis-Montain Apoix. 1777. — Id. 1778. — Id. 1779. — Id. Travaux exécutés par Jean-Marie Baudemont. 1780. — Id. 1781. — Id. 1782. — Id. Direction d'une partie de la Flandre, de la Picardie et de l'Artois. Travaux exécutés par Jean-Charles Apoix. 1783. — Id. 1784. — Id. Direction de M. Dajot. 1785. — Id. Direction de M. Du vignau. 1786. — Id. 1787. — Id. 1788. — Id. 1789. — Devis et conditions auxquels sera tenu de se conformer celui qui entreprendra les ouvrages à faire aux fortifications de Ham et aux bâtiments qui en dépendent, pendant les années 1787, 1788, 1789, 1790, 1791 et 1792 » ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux au sieur Apoix. 27 mars 1787, — etc.

C. 1652. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1775-1778. — Fortifications et château de Ham. — « Copie de la lettre de M. le maréchal du Muy, à M. l'abbé de Breteuil », sur ce que le nommé François de la Croix, habitant de Ham, demande la permission de construire un moulin au bas de l'étang qui appartient au Roi, et qui est fermé par la chaussée de Noyon, sous le château de cette place, à charge de construire à ses frais un aqueduc. « Avant la démolition des fortifications de Ham, la porte de Noyon était couverte par un ouvrage à cornes, qui s'étendait à 172 toises au-delà de cette porte. Ainsi il n'y a point de doute que ce terrain sur lequel le nommé La Croix demande à établir un moulin, n'appartienne au Roi. » Versailles, 16 septembre 1775. — Lettre du prince de Montbarey à l'Intendant d'Amiens, sur un mémoire par lequel le duc

d'Orléans demande que toutes les dépendances des anciennes fortifications de Ham et de celles extérieures du château, soient déclarées faire partie de son apanage. Marly, 22 mai 1778. — Lettre de l'intendant d'Amiens à celui de Soissons, lui renvoyant la précédente, qui lui a été adressée par erreur. Amiens, 26 mai 1778. — Mémoire de M. Tontu sur la réclamation du duc d'Orléans. Noyon, 20 juin 1778. — Mémoire de l'Intendant à l'abbé de Breteuil, sur ladite affaire. 28 juin 1778. — Id. au prince de Montbarey. 28 juillet 1778. — Deux mémoires non datés sur le même objet, — etc.

C. 1653. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1779-1788. — Fortifications et château de Ham. — « État des personnes détenues au château de Ham, en vertu d'ordres du Roi, et de celles qui en sont sorties pendant le courant de l'année 1779. » — Id. 1780. — Id. 1781. — Id. 1782. — Id. 1784. — Id. 1788. — Dans tous ces états figure le comte de Lautrec, enfermé par ordre du Roi, signé de M. Voyer d'Argenson, du 23 juillet 1754, pour violences et menaces. Le dernier état, de 1788, porte la mention : « est devenu tout à fait imbécile », — etc.

C. 1654. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1781-1784. — Fortifications et château de Ham. — « Procès-verbal de visite faite à la chapelle du château de Ham », et état des objets nécessaires pour en compléter le mobilier, par le chevalier d'Avricourt, commissaire des guerres. 25 juin 1781. — « Adjudication de fournitures de linges, ornements, etc., pour l'usage de la chapelle du château. » 10 juillet 1782. — Lettre de M. de Boiscler à l'Intendant, sur une augmentation à donner à l'adjudicataire des fournitures susdites sur le prix de son adjudication, à cause de changements reconnus nécessaires aux conditions de celle-ci. Il observe en outre que c'est le château qui doit faire la fourniture de la cire, du pain et du vin nécessaires à la célébration de la messe. « On en chargeait le cantinier, moyennant la rétribution ; mais il s'en acquittait si mal et si négligemment, donnant du suif pour de la cire, des restes de vin éventé ou mêlé d'eau, laissant quelquefois manquer de pain, que, pour obvier à tous ces inconvénients, l'aumônier prit le parti de fournir lui-même et à ses frais, ce qui était nécessaire au sacrifice..... L'abbaye désirerait que, pour la suite il lui fût alloué ce qu'on donnait ou devait donner précédemment au cantinier pour cette dépense, qu'on évalue à une dizaine d'écus, et qu'on voulût bien, en même temps, porter les honoraires de l'aumônier de Ham, à

150 l., au lieu de 140 dont il jouit, les appointements de la plupart des aumôniers des châteaux-forts étant portés à ce premier taux de 150 l. Il n'y a point de religieux mendiants à Ham : l'abbaye est desservie par des Genovéfains. La messe du château la met dans la nécessité d'avoir habituellement un prêtre de plus qu'il n'en faut pour le service de la maison. » Ham, 12 janvier 1783. — Mémoires de fournitures communes pour l'usage du château, — etc.

C. 1655. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1785. — Fortifications et château de Ham. — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, sur les travaux à faire, pour continuer et achever le rétablissement des bâtiments militaires du château de Ham. Versailles, 10 mars. — « Procès-verbal de vente au profit du Roi, d'effets hors de service et d'arbres morts ou déperissants. » 13 mai, — etc.

C. 1656. (Liasse.) — 2 pièces papier.

1790. — Invalides. — Rôle de paiement des invalides de la compagnie de Soissons, subdélégation de Ham. 1er semestre 1790, — etc.

C. 1657. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1688-1782. — Ponts et Chaussées. — « Ouvrages à faire en terre au bout de la chaussée de la ville de Ham, jusqu'au pont d'Allemagne, et encore une en terre, proche la maison du nommé La Roche, le tout sur le chemin de Ham à Amiens. » 3 février 1688. — « Réception de la chaussée de sable faite au bout du pavé de la ville de Ham, sur le chemin d'Amiens. » 7 octobre 1688. — « Ouvrage à faire entre la porte de la ville de Ham et le faubourg de St-Sulpice, chemin à St-Quentin. » Soissons, 20 avril 1714. — « Devis pour la construction d'une arche de maçonnerie et d'une chaussée de pavé à la sortie de Guiscart, du côté de Ham, chemin de Paris en Flandre. » Soissons, 10 mai 1715. — « Devis du pavé à remanier à bout dans la ville de Ham, chemin de Paris en Flandre. » 10 mai 1715. — « Devis d'une chaussée à faire près de Ham, à Eppeville, grande route d'Amiens à St-Quentin. » 11 mai 1720. — « Devis d'un pont à faire en maçonnerie, en place du pont de bois appelé le Pont d'Allemagne, proche Ham, sur la route de Ham à Amiens. » Soissons, 5 juillet 1722. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur ce que la marquise de Nesle demande qu'on fasse travailler au chemin de Roye à Ham, sur Nesle. Paris, 2 février 1782.

C. 1658. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1757-1758. — Ponts et Chaussées. — Lettre de M. de Certon, relativement à la réparation du pont de

Pont-l'Évêque, dit Pont aux Changes. Noyon, 19 avril 1757. — Lettre de M. de Certon, sur la construction d'un nouveau chemin de Noyon à la chapelle de Saint-Quirin. Noyon, 13 avril 1758. — Lettre de M. de Certon sur ce que les habitants de la paroisse du Plessis de Roye se plaignent d'être chargés de voiturier 8.000 pavés de grès, des bois de Thiescourt à Gournay, ce qui fait une distance d'au moins 4 lieues. Noyon, 20 juillet 1758. — « État d'indication des ouvrages à faire et des paroisses proposées pour l'exécuter. Corvée d'automne 1758. » — « État des chevaux de la paroisse du Plessis de Roye, conforme à celui remis au brigadier de la maréchaussée de Gournay, par le syndic de ladite paroisse. » XVIII^e s., — etc.

C. 1659. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1780-1781. — Ponts et Chaussées. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur un mémoire de la marquise de Nesle, qui se plaint du mauvais état du pavé de ladite ville et demande qu'on le fasse réparer sur les fonds des ponts et chaussées. Paris, 8 juillet 1780. — « Rapport de l'ingénieur au mémoire concernant la traverse de la ville de Nesle », par M. Dumez. Soissons, 23 août 1780. — Réponse de l'Intendant à M. de Cotte. 30 août 1780. — Lettre de l'Intendant à la marquise de Nesle, sur ladite affaire. 30 août 1780. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, l'informant qu'en raison de la nécessité urgente des réparations demandées, de l'impossibilité absolue d'exiger une contribution de la ville, qui n'a aucun revenu, et des sacrifices que fait personnellement le marquis de Nesle, pour subvenir en partie à cette dépense, le Roi a bien voulu accueillir sa demande, jusqu'à concurrence de la somme de 3.000 l. payables en deux ans. Versailles, 19 octobre 1780. — Requête de la marquise de Nesle, demandant des corvées pour l'approche des matériaux nécessaires auxdits travaux. v. 1781. — etc.

C. 1660. (Liasse.) — 11 pièces papier (1 plan).

1786-1787. — Ponts et Chaussées. — Lettre de M. Delanne à l'Intendant, lui envoyant une requête des maîtres de poste de Nesle et de Beauvais, sur le mauvais état des ponts de Voyenne. Nesle, 20 mai 1786. — « Rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, sur la requête des seigneur et habitants de la paroisse de Voyenne, tendant à exposer le mauvais état des ponts construits jadis à leurs frais... et à demander en conséquence une exemption des corvées royales, pour s'employer de préférence aux constructions ci-

dessus », etc., par M. Duperron. Soissons 30 mai 1786. — Rapport dudit ingénieur, sur la requête des maîtres de poste de Nesle et de Beauvais, concernant les ponts de Voyenne. Soissons, 31 mai 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui décharge les habitants de Voyenne de la corvée de la présente année, à la charge d'exécuter lesdits travaux. 3 juin 1786. — Lettre de MM. Tondu de Muirger et Cormont à l'Intendant, sur l'inspection qu'ils viennent de faire dans l'élection de Noyon. Ils s'appesantissent surtout sur le mauvais état de l'église St-Pierre de Ham. Noyon, 27 mai 1787. — « Extrait du registre aux actes de délibérations de la paroisse St-Pierre de Ham », sur le mauvais état de ladite église et sa réunion proposée à l'abbaye de ladite ville. 7 novembre 1784, 11 juin 1787. Expédition du 26 juin 1787. — Lettre de M. Tupigny à l'Intendant, sur ladite affaire. Ham, 4 juillet 1787. — Plan de la traverse de la ville de Ham. XVIII^e s., — etc.

C. 1661. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1782. — Justice. — Lettre de M. Amelot à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un projet d'acte et un projet de lettres patentes concernant un échange entre le marquis de Nesle et M. de Maissemi, et un remplacement dans la substitution de la maison de Mailly. Versailles, 5 septembre. — Mémoire de M. Delanne, subdélégué, sur ladite affaire. Nesle, 14 septembre, — etc.

C. 1662. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1749. — Établissements de bienfaisance. — « Hôtel-Dieu de Ham. 1^{er} état pour être envoyé à Mgr. Méliand, intendant de la généralité de Soissons, en conséquence de sa lettre adressée aux administrateurs dudit Hôtel-Dieu, le 27 septembre dernier, ledit état contenant l'extrait des titres, lettres patentes et des arrêts du conseil d'État rendus en faveur de ladite maison. » Ham, 22 octobre 1749. — « 2^e état contenant les fonds et revenus annuels, tant de l'ancien domaine de cet Hôtel-Dieu, que des maladreries de St-Jean de Ham et de Fonchette y réunies, avec la proportion qui se trouve entre ces revenus et le nombre des pauvres que cette maison est susceptible de recevoir. » Ham, 22 octobre 1749. — « 3^e état contenant les charges locales annuelles, les dépenses générales ordinaires et les extraordinaires, honoraires de médecins, gages des sœurs de Charité et autres personnes nécessaires pour le service de la maison, ensemble ce qui concerne l'administration. » Ham, 22 octobre 1749. — « 4^e état contenant les observations relatives aux 5^e, 6^e, 7^e et 8^e articles du

mémoire envoyé par mon dit seigneur l'Intendant. » Ham, 22 octobre 1749. — « Hôtel-Dieu de Nesle. Réponse aux mémoires envoyés par Mgr. l'évêque de Noyon et par Mgr. l'Intendant de Soissons, aux administrateurs de l'Hôtel-Dieu de la ville de Neelle, diocèse de Noyon. » XVIII^e s.

C. 1663. (Liasse.) — 24 pièces papier.

1781-1790. — Établissements de bienfaisance. — Lettre des administrateurs de l'Hôtel-Dieu et hôpital St-Jean de Nesle, à l'Intendant, lui envoyant l'état des enfants trouvés exposés et reçus dans ledit établissement, et lui demandant des secours. Nesle, 3 janvier 1781. — Requête des administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Nesle à M. Necker, à l'effet d'obtenir des secours, pour indemniser ledit établissement des charges que lui impose le nombre considérable d'enfants trouvés qu'il est obligé de recevoir. Nesle, 15 mars 1781. — Correspondance relative aux enfants trouvés reçus à l'Hôtel-Dieu de Nesle. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que M. Lambert a signé un ordre de 7.183 l. 4 s. 8 d., sur le trésor royal, pour le remboursement de la dépense occasionnée à l'hôpital de Nesle par les enfants trouvés. Paris, 24 janvier 1788. — « Extrait des registres du bailliage du marquisat de Neelle. » Procès-verbal de présentation de deux enfants à l'hôpital de Nesle. 3 mars 1788. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général ne peut pas autoriser l'hôpital de Nesle à faire l'emprunt qu'il demande. Paris, 15 mars 1788, — etc.

SUBDELEGATION D'ABBEVILLE.

C. 1664. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1776-1780. — ABBEVILLE. — « Devis des ouvrages et réparations à faire à l'église St-Gilles d'Abbeville, conformément au procès-verbal de la visite qui en a été faite le 16 avril 1776. » Réfection de la voûte du bas-côté nord ; placement de tirants de fer pour résister à la poussée ; réparation de lézardes à la tour ; travaux aux chéneaux ; réfection des amortissements des piliers buttants du côté nord ; travaux à la couverture, etc., par M. Dubois. Abbeville, 10 mai 1776 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 5-26 août 1776. — Arrangement entre l'adjudicataire desdits travaux et les propriétaires et habitants de la paroisse St-Gilles. 20 juin 1779. — BEAUCHAMP. — « Devis du presbytère en neuf de Beauchamps lez Gamaches. » 15 mai 1776 ; et Procès-verbal d'adjudication des travaux dudit presbytère. 14 août 1776. — « Adjudication des matériaux

du presbytère de Beauchamps. » 14 août 1776. — BOUVINCOURT. — « Presbytère de Bouvincourt. Construction d'un logement, en la place de celui bâti par feu M. Beaurain. » Adjudication. 27 janvier 1779. — DOUDELAINVILLE. — « Visite du presbytère de la paroisse de Doudelainville. » 26 mai 1780, — etc.

C. 1665. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1777-1789. — EAUCOURT. — Requête d'Adrien Duhamel, sous-brigadier des fermes au poste du Moulin-Bleu, à l'Intendant, à l'effet d'être payé de ce qui peut lui être dû par le sieur Tripier, adjudicataire de la portion de commune d'Eaucourt, dont le produit devait être employé à acquitter les frais du procès relatif à la reconstruction de l'église de cette paroisse. 12 novembre 1788. — ÉPAGNE. — Procès-verbal d'assemblée des habitants d'Épagne, relativement à des réparations à faire au pont dudit lieu. 8 février 1778. — « Visite du pont d'Épagne. » 7 mars 1778 ; et procès-verbal d'adjudication des travaux à y faire. 18 mars 1778. — Devis des réparations du presbytère d'Épagne. 8 mars 1780 ; procès-verbal d'adjudication desdites réparations. 4 mai 1780. — ÉPAGNETTE. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, lui demandant son avis sur une requête des habitants d'Épagnette, qui demandent l'autorisation de mettre en réserve une portion d'environ 12 journaux de leurs communes, pour le paiement des charges annuelles de leur communauté. 26 avril 1787. — « État des charges de la communauté d'Épagnette. » — ERCOURT. — « Visite et devis détaillé du logement personnel du sieur curé de la paroisse d'Ercourt, du 21 juillet 1778 » ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 26 octobre 1779. — GAMACHES. — « Visite et devis du presbytère de la paroisse de Gamaches, du 2 juillet 1777 » ; et procès-verbal d'adjudication des travaux dudit presbytère. 19 mars 1778. — Expertise desdits travaux. 11 novembre 1779. — HUPPY. — Requête au bureau intermédiaire du département d'Abbeville, par l'assemblée municipale d'Huppy, relative au recouvrement de la collecte pour la reconstruction du presbytère dudit lieu. 11 décembre 1788. — « Extrait de la séance du 16 janvier 1789, de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur le même objet. Expédition du 13 février, — etc.

C. 1666. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1775-1788. — LIERCOURT. — Lettre de l'Intendant à M. de Branlicourt, sur le curage des fossés de Liercourt et de Duncq. 27 septembre 1775. — LONG. — « Devis des réparations à faire au petit pont de Long, dit le Pont des Planches, et à la maison

vicariale. » 2 mai 1780 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 9 mai 1780. — Réception des travaux du presbytère de Long. 12 juillet 1785. — MAISNIERES. — « Devis des réparations à faire au presbytère de la paroisse de Maisnières. » 10 septembre 1776 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 15 mai 1777. — « Devis estimatif de quelques nouvelles dégradations survenues au presbytère de la paroisse de Mesnières, depuis la visite qui en a été faite le mois de septembre dernier. » 25 juin 1777. — NAMPONT-SAINT-MARTIN. — « Adjudication de 2.615 toises, 3 pieds, de curement à faire au canal de Nampont. » 30 septembre 1777. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit qu'il sera sans délai procédé au rôle de répartition de la somme à laquelle ont été adjugés les travaux du canal de Nampont, etc. 22 novembre 1780. — OISEMONT. — « État des frais et dépenses, pour parvenir à l'établissement d'une caserne destinée à loger la brigade de maréchaussée établie à la résidence du bourg d'Oisemont », etc. 1778. — PONT-REMY. — Délibération des syndic, principaux habitants et propriétaires externes de Pont-Remy, relative à des réparations à faire au presbytère dudit lieu. 6 mars 1785. — TOURS-EN-VIMEUX. — Requête de Pierre Leroy, entrepreneur à Abbeville, à l'Intendant, à l'effet de faire procéder à la réception des travaux qu'il a exécutés au presbytère de Tours. 11 décembre 1787. — VILLERS-SOUS-AILLY. — « Visite de l'église de Villers-sous-Ailly. » 6 mars 1776. — « Église de Villers-sous-Ailly. Devis pour la construction d'une nef neuve, d'une tour et de son clocher, et d'un baptistère », par Claude-Salomon Noël, architecte à Abbeville. 19 juillet 1775 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 6 août 1776, — etc.

SUBDELEGATION D'ALBERT.

C. 1667. (Liasse.) — 2 pièces papier.

1788 — Administration communale. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, subdélégué, lui demandant des renseignements sur l'état des corps municipaux établis dans les petites villes et bourgs de sa subdélégation. 23 avril. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, lui envoyant un arrêt du Conseil sur les protestations, arrêtés et délibérations des cours, corps et communautés, contre les nouvelles lois. 3 juillet.

C. 1668. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1782-1788. — ALBERT. — Procès-verbal de visite des réparations à faire au presbytère d'Albert. 11 octo-

bre 1782 ; et adjudication desdites réparations. 7 janvier 1783. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, relativement auxdits travaux. Il voit « avec peine que la mésintelligence qui règne entre les membres de cette communauté, s'oppose à la conclusion des affaires qui doivent faire l'objet des délibérations. » 13 mars 1785. — Requête de Dominique Lasanté à l'Intendant, se plaignant de ce que les maire, échevins et principaux habitants d'Albert refusent de lui communiquer copie du rôle des tailles, pour faire le rôle de répartition de la somme due pour les réparations du presbytère. 30 juillet 1785. — Autre requête du sieur Lasanté, sur le même objet. 7 novembre 1785. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, subdélégué, le priant de faire procéder sans délai à l'imposition du prix desdits travaux. 5 janvier 1786. — Nouvelle requête du sieur Lasanté à l'Intendant, se plaignant du mauvais vouloir des officiers municipaux d'Albert à faire ladite imposition. 12 avril 1786. — Ordonnance de l'Intendant, relative à ladite imposition. 13 avril 1785. — Requête de plusieurs laboureurs d'Albert, qui demandent qu'il soit enjoint à l'entrepreneur des tâches de corvée, sur la route d'Amiens à Albert, de pratiquer une pente douce à la sortie de cette dernière ville, pour pouvoir communiquer à leurs exploitations, et voiturier leurs récoltes. 7 août 1785. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, le priant de donner ordre aux officiers municipaux d'Albert de réparer le pavé de la traverse de leur ville. Amiens, 20 septembre 1785. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, sur ce qu'il paraît « que les officiers municipaux d'Albert, pour se conformer aux ordres qui leur ont été donnés de faire réparer le pavé de leur ville, y font travailler en effet depuis quelques jours, mais que le travail qu'ils font faire est mal entendu, puisqu'ils font enlever le pavé du faubourg de Corbie, pour paver celui appelé le faubourg de Bapaume. » Il lui en demande un procès-verbal. 28 octobre 1785. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, subdélégué, sur le mauvais état du pavé de la traverse d'Albert. 5 avril 1787. — « Extrait du registre aux ordonnances de paiements de l'hôtel-de-ville d'Albert, faits aux ouvriers qui ont travaillé à la réparation de la traverse du pavé de ladite ville. » 24 décembre 1787. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, relativement à la construction de cimetières pour les non catholiques. 10 avril 1788, — etc.

C. 1669. (Liasse.) — 22 pièces papier (3 plans).

1785-1789. — ALBERT. — Lettre de M. Maugendre à M. Balis, subdélégué, relativement à des réparations à faire à la nef de l'église d'Albert. Amiens, 30 janvier 1785. — « Élévation du pignon

de la nef de l'église d'Albert. » — Plan de la façade de ladite église. — Projet de façade à deux tours pour ladite église. — Correspondance relative auxdites réparations. — Procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 4 juillet 1789, — etc.

C. 1670. (Liasse.) — 34 pièces papier (1 plan).

1739-1788. — BOUZINCOURT. — « Mémoire en réponse à la lettre du conseil de S. A. S., au sujet de ce que Lescavlé, de Bouzincourt, se plaint qu'on veut prendre une partie de son terrain, pour élargir une rue de ce village. » 19 août 1739. — CONTALMAISON. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, subdélégué, relativement à la reconstruction du presbytère de Contalmaison. 19 mars 1785. — Correspondance relative à ladite affaire. — Procès-verbal de visite des travaux à faire au presbytère de Contalmaison, et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 14 juillet 1785. — Plan dudit presbytère. — Requête à l'Intendant par Henri-Marin Prudhomme, intendant des affaires du marquis de Lameth, se plaignant de ce que M. de Contalmaison, parent du curé dudit lieu, le syndic, le magister, un aumônier et quatre autres particuliers, demandent que ledit presbytère soit reconstruit à neuf, malgré le rapport de l'expert. 6 juin 1785. — Requête de Dominique Lasanté à l'Intendant, à l'effet qu'il soit procédé à la visite desdites réparations, dont il est l'entrepreneur. 20 mai 1787, — etc.

C. 1671. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1780-1788. — ENGLEBELMER. — Procès-verbal d'adjudication des travaux à faire au presbytère d'Englebelmer et Vitermont. 26 juin 1780. — GRANDCOURT. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, subdélégué, sur une requête des habitants de Grandcourt, qui demandent le paiement des 150 l. à eux accordées pour les réparations de leurs rues. 30 juillet 1785. — LANEUVILLE-LES-BRAY. — Requête des syndic et habitants de Laneuville-lès-Bray à l'Intendant, à l'effet d'ordonner que, sur le prix du bail judiciaire des moulins de Bray, il soit tiré une somme pour la reconstruction du pont de Laneuville, qui tombe en ruines. 8 juillet 1786. — Correspondance relative à ladite affaire. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, sur ce que le propriétaire du moulin de Laneuville, qui est tenu à l'entretien dudit pont, prétend que sa reconstruction ne doit pas être à sa charge. Amiens, 31 juillet 1787. — POZIERES. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, relativement à un procès-verbal dressé par les cavaliers de la maréchaussée, le 14 de ce mois, « qui

constate les ordres donnés le 11 au nommé Bertoux, syndic de la paroisse de Pys, d'envoyer le lendemain 15 hommes au village de Pozière, où régnait un incendie, avec une voiture et les instruments nécessaires pour parvenir à éteindre le feu. Il y a joint une lettre de ce syndic, contenant les noms des habitants qu'il avait choisis pour ce service, auquel ils se sont refusés, sur le fondement que, quelque temps auparavant, ceux de Pozière avaient qualifié tous les habitants de Pys de voleurs, et sous le prétexte qu'on n'avait pas besoin d'eux pour travailler à cette sorte d'ouvrage. Quelque sujet de mécontentement qu'eût la communauté de la part de ses voisins, tout esprit de vengeance devait céder dans de pareilles circonstances. Toutes les fois que j'ai déferé de tels refus au ministre, il n'a point hésité à expédier des ordres du Roi, pour punir de prison les rebelles. Je n'ai été arrêté dans cette occasion, que par la considération du grand nombre de gens à punir. Comme il suffit que l'on fasse justice de quelques particuliers, pour avertir les communautés de leurs devoirs, vous me ferez plaisir de vérifier exactement quels sont les plus coupables, et me marquer leurs noms le plus incessamment possible, parce qu'il faut que la punition soit prompte en semblable matière. Il n'a pu m'échapper de remarquer la récompense qu'ont reçue de vous les deux habitants d'Auvillers qui se sont le plus distingués par leur courage. Je vous en témoigne bien sincèrement toute ma satisfaction. » 23 mai 1786. — « État des incendiés du village de Pozières, auxquels il a été donné par ordre de M. l'Intendant une somme de 99 l. pour se procurer du pain. » 24 mai 1786. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, le priant de faire venir et de réprimander un particulier de Thiepval, qui, averti par le syndic du lieu d'aller à Pozières enlever les décombres de l'incendie, aurait répondu « qu'il n'irait pas, et qu'il se moquait de ses menaces. » 30 mai 1786. — PYS. — Lettre de l'Intendant à M. de la Borie, subdélégué, relativement à la construction de granges au presbytère de Pys. 18 mars 1780. — Requête des fabriciens de Pys à l'Intendant, demandant pour leur église, qui a été détruite par l'incendie du 31 août 1779, les mêmes bienfaits qu'aux autres incendiés de la paroisse, relativement à la couverture. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, lui marquant que le secours accordé par le gouvernement est destiné pour les seuls habitants taillables, et que sa modicité ne permet pas d'y faire participer les propriétaires externes, sur lesquels retombe la plus grande partie de la dépense pour les reconstructions et entretiens d'églises. 7 novembre 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, subdélégué, relativement à l'incendie qui, dans la nuit du 9 au 10 novembre, a détruit six maisons à Pys.

16 novembre 1786. — « État des pertes souffertes par la grêle de la paroisse de Pys, du 19 septembre 1787. » — « État de distribution des secours accordés aux incendiés à Pys, qui ont fait couvrir en tuiles leurs nouvelles maisons. » 29 septembre 1787. — « État des incendiés de la paroisse de Pys, arrivé la nuit du 16 au 17 octobre 1788. » 13 novembre 1788. — THIEPVAL. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, subdélégué, sur la réclamation par les habitants de Thiepval d'une somme de 300 l. à eux promise pour la réparation des rues de leur village. Amiens, 27 août 1785, — etc.

SUBDELEGATION D'AMIENS.

C. 1672. (Liasse.) — 1 pièce papier.

1790. — « État des papiers de la subdélégation d'Amiens remis au bureau de l'Intendance, en exécution de la lettre de M. d'Agay, du 21 juillet 1790. » Amiens, 4 août 1790.

C. 1673. (Liasse.) — 156 pièces papier.

1786. — Santé publique, médecine. — État des sages-femmes des paroisses de : Abancourt-Warfusée. — Agnières. — Ailly-sur-Somme. — Airaines (Saint-Denis). — Allery. — Aubercourt. — Aubigny. — Aumâtre. — Aumont. — Aveslès. — Avesnes près Ste-Larme. — Bacouel, Plachy et Buyon. — Bailleul. — Beaucamp-le-Vieil. — Belleuse. — Bergicourt. — Berny-sur-Noye. — Bettencourt-Rivière. — Biencourt. — Blergie. — Boisrault. — Bougainville. — Bouillancourt-en-Sery. — Boves. — Bray-les-Mareuil. — Breilly-sur-Somme. — Briquemesnil. — Bussy-les-Poix. — Cachy. — Cagny. — Camps-en-Amiénois. — Caubert. — Caullières. — Cerisy-Buleux. — Cerisy-Gailly. — Citerne et Yonville. — Clairly. — Condé-Folie. — Conty (Saint-Antoine). — Cottenchy. — Courcelles-sous-Moyencourt. — Creuse. — Croÿ-Wailly. — Damereaucourt. — Dargies. — Dreuil-les-Molliens. — Dromesnil. — Dury. — Épaumesnil. — Élencourt. — Esserteaux. — Estrées. — Étrejust. — Flers. — Fleury. — Flixecourt. — Formeries. — Fouilloy. — Fourdrinoy. — Fransures. — Frémontiers. — Fresne-Tilloloy. — Fresnoy-au-Val. — Fressenneville. — Fricamps. — Frucourt. — Gamaches. — Gentelles. — Glisy. — Gollencourt. — Gouy-l'Hôpital. — Grandvilliers. — Guignemicourt. — Guizancourt. — Guyencourt. — Halliviller. — Hamel. — Hangard. — Hangest-sur-Somme. — Hescamps. — Jumel. — Lachaussée-lès-Picquigny. — La Faloise. — Lagrandville-Rogy. — Lignières-Châtelain. — Lignières-Fou-

caucourt. — Lœuilly. — Longueau. — Mérélessart. — Méricourt-en-Vimeux. — Le Mesge. — Miannay-Lambercourt. — Molliens-en-Beauvoisis. — Molliens-Vidame. — Monchel. — Monsures. — Montagne. — Morcourt. — Moyencourt. — Namps-au-Val. — Neuville-Saint-Germain. — Neuville-lès-Lœuilly. — Offignies. — Oisemont. — Oresmeaux. — Picquigny. — Pissy. — Poix. — Prousel et Fossemanant. — Quesnoy-sous-Airaines. — Quevauvillers. — Remiencourt. — Revelles. — Riencourt. — Romescamps. — Rumainnil. — Rumigny. — Sains, St-Fuscien et Petit-Cagny. — St-Mauvis. — St-Maxent. — St-Thibault. — Saisseval. — Saleux. — St-Aubin-Montenoy. — Sarcus. — Sarnoy. — Senarpont. — Senarpont, Réderie, Bernapré et dépendances. — Seux. — Sommereux. — Soues. — Tainnil. — Thieulloy et Fay. — Thieulloy-la-Ville. — Tilloy-les-Conty. — Tilloy-Florville. — Tœuffles. — Tronchoy et Bezencourt. — Vaux-Marquenneville. — Vergies. — Vers-Hébécourt. — Viefvillers. — Villers-Bretonneux. — Vismes. — Warlus. — Wiry au Mont, au Val et Woirel, — etc.

C. 1674. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1786-1789. — Agriculture et subsistances. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, lui demandant un état des précautions qui ont été prises dans sa subdélégation, pour combattre la sécheresse du printemps précédent, qui a été si nuisible à l'agriculture, dans la vue de concourir à un recueil que doit publier le ministère, pour servir à l'avenir dans des circonstances analogues. Il lui fait en outre plusieurs recommandations, pour assurer la récolte de l'année suivante. 5 janvier 1786. — Lettre de M. Roger à M. Derveloy, lui fournissant les renseignements demandés par l'Intendant. Hamel, 18 janvier 1786. — Réponse de M. Derveloy à l'Intendant. 21 janvier 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, sur une plainte faite au gouvernement par les officiers municipaux d'Amiens, de ce que les meuniers veulent exiger en nature de grains, le droit de mouture. Amiens, 7 juin 1789.

C. 1675. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1744-1789. — Industrie. — Lettre des frères Van Robais à M. Dumollin, subdélégué général, relativement à un mémoire qu'ils ont envoyé à M. Turbert, pour réclamer contre un établissement créé par André Picot, dans les villages d'Ansenes et de Montières, et réclamant contre le projet du maire d'Abbeville, de leur donner des soldats à loger, lors du prochain passage des troupes. Abbeville, 29 mars 1744. — « Mémoire des sieurs Van Robais,

entrepreneurs de la manufacture royale de draps fins à Abbeville, pour servir de supplément à celui qu'ils ont remis le 25 mars 1744 au sieur Turbert, inspecteur des manufactures à Amiens, contre l'établissement proposé par le sieur André Picot, d'une fabrique de différentes sortes de draps, serges et flanelles, tant en laines étrangères qu'en laines du pays, de même que des étoffes de fil et coton dans les villages d'Ancenne et de Montière. » 7 septembre 1744. — Arrêt du conseil d'État, qui interdit la manufacture du sieur Picot. Camp devant Fribourg, 26 octobre 1744. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, sur une demande par les sieurs et demoiselles Bretagne, à l'effet d'obtenir du Roi un terrain de deux à trois journaux, dit la plaine de Saint-Pierre, à Amiens, pour y établir une blanchisserie de velours et de toiles de coton. 12 avril 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, sur ce que le sieur Macloud, sujet anglais, réclame une gratification qui lui aurait été promise, pour l'introduction en France, dans la manufacture royale des velours de coton d'Amiens, de la navette volante. Amiens, 22 février 1789. — Lettre de MM. Morgand et Massey, entrepreneurs de la manufacture royale des velours de coton d'Amiens, à M. Derveloy, sur ladite affaire. Amiens, 28 février 1789. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui marquant que les commissaires du bureau du commerce ont pensé que la réclamation du sieur Macloud ne méritait aucun égard. Amiens, 1^{er} avril 1789, — etc.

C. 1676. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1788. — Commerce. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui demandant des renseignements sur les villes ou bourgs de sa subdélégation, où il existe des charges, des offices de courtiers et agents de change, de jurés-auteurs, etc. 18 mars. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens, envoyant un mémoire contenant les renseignements demandés. Amiens, 4 avril. — « Questions relatives aux offices ou commissions, dont les droits pèsent sur le commerce. » — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui demandant un état des foires et marchés de sa subdélégation où les seigneurs perçoivent des droits. 13 août, — etc.

C. 1677. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1783-1787. — Administration communale. — « Noms de communautés à qui il est accordé du tourbage. » XVIII^e s., — etc.

C. 1678. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1782. — AILLY-SUR-SOMME. — Ordonnance de l'In-

tendant, qui prescrit qu'il sera procédé à la reconnaissance de la portion de terrain qui doit servir de séparation aux marais des paroisses d'Ailly-sur-Somme et de Saint-Sauveur. 6 octobre. — Procès-verbal de la reconnaissance de la limite de séparation des paroisses d'Ailly-sur-Somme et de Saint-Sauveur. 28 octobre. — « Récapitulation du compte des frais et avances des communautés d'Ailly et de Saint-Sauveur. » 28 octobre. — Mémoire de l'Intendant sur ladite affaire. 30 octobre. — Adjudication de l'établissement du fossé qui doit servir de séparation aux marais des paroisses d'Ailly-sur-Somme et de Saint-Sauveur. 19 novembre. — « Devis des ouvrages à faire pour la réparation de plusieurs mauvais pas dans le village d'Ailly-sur-Somme, vis-à-vis le presbytère, contenant 45 toises de longueur, tant dans la rue de l'École, que dans celle de la Cavée », — etc.

C. 1679. (Liasse.) — 35 pièces papier.

1750-1789. — AMIENS. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, au sujet de l'argent qui manque à Amiens pour les ouvriers de la manufacture. Paris, 1^{er} juin 1750. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, subdélégué, contenant diverses observations sur le mémoire des frais fournis aux officiers de ville d'Amiens par leur greffier, pour différents contrats d'acquisitions par lui passés en sa qualité de notaire. Amiens, 21 octobre 1755. — « Vente de terrains, rue des Rabuissons, acquis pour la construction de l'Intendance. » 10 janvier 1775. — Mémoire sur ce que les administrateurs des domaines demandent la distraction au profit du Roi d'un pré dit le pré du Gouverneur, enclavé dans les communes de Saint-Maurice. 25 février 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Derveley, subdélégué, relativement à une requête du sieur Lauredeau, avocat, contenant des observations sur le tort que cause à sa maison la construction de la nouvelle halle au blé. 18 avril 1784. — Lettre de l'Intendant à M. Derveley, sur des réclamations du même genre par le sieur Machuel, aubergiste du Grand Turc. 18 juillet 1784. — Correspondance relative auxdites affaires. — Lettre de l'Intendant à M. Derveley, subdélégué, relativement à la demande de la veuve Delassus, aubergiste à Amiens, d'une prolongation de délai, pour rebâtir la maison qu'elle a acquise sur la place Périgord. 21 avril 1784. — Lettre de l'Intendant à M. Derveley, lui envoyant son ordonnance, pour procéder à la visite des bâtiments de la douane d'Amiens et des travaux à y faire. 19 juin 1784. — Mémoire du subdélégué, au sujet de plaintes contre le sieur Polet, locataire au Logis-du-Roi, de ce qu'il « ferme à sa volonté les deux premières portes vers

la rue des Trois-Cailloux, qu'il n'en ouvre que les guichets pendant le jour, qu'il dispose entièrement de la première cour, qui est remplie de volailles et embarrassée de voitures, qu'il resserre sous l'arcade qui sépare les deux cours une des plus grosses voitures qui arrivent à son auberge », etc. 19 décembre 1784. — Lettre de Madame de Lièvreuille, locataire au Logis du Roi, à M. Derveley, subdélégué, son cousin, sur le même objet, se plaignant, entre autres choses, de ce que ledit aubergiste ferme à sa volonté les portes du Logis du Roi, refusant de les ouvrir aux autres locataires et de leur en donner les clefs, etc. Amiens, 13 janvier 1785. — « Extrait des registres aux délibérations de l'hôtel-de-ville d'Amiens étant au dépôt des archives de ladite ville, sous la cote T. » Délibération fixant le salaire des auneurs de draps. 30 avril 1603. Expédition du 1^{er} septembre 1786. — « Renseignements sur les offices patrimoniaux d'auneurs de draps et toiles de la ville d'Amiens. » 1^{er} septembre 1786. — Procès-verbal de récolement du tourbage de Longpré. 5 septembre 1787. — Mémoire du subdélégué à l'Intendant, relativement audit tourbage. Amiens, 3 avril 1788, — etc.

C. 1680. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1784-1790. — AUBIGNY. — Adjudication des communes d'Aubigny. 28 juin 1784. — Lettre de M. Dufresne à M. Derveley, subdélégué, rue des Cannelles à Amiens, au sujet des comptes à rendre par le syndic actuel d'Aubigny et des héritiers de son prédécesseur. « Il y a dix ans au moins qu'il n'en a point été rendu. Cette communauté a un certain revenu : le reliquat de ces comptes formera un objet important, dont l'emploi viendrait à merveille à soulager ses habitants de ce qui doit leur coûter pour la reconstruction de l'église de ce lieu, qui est instante. » Amiens, 15 avril 1785. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, sur la demande par les habitants d'Aubigny, d'être autorisés à prélever sur leurs deniers communaux, une somme de 600 l., pour le soulagement des pauvres de cette paroisse, et à ce que les nommés Duval et Crampon, receveurs de ces deniers, soient tenus de rendre compte de leur gestion. 21 juillet 1789. — « État de recette que le sieur Pierre-Paul Duval a dû faire pendant le temps de sa charge de receveur. » 4 octobre 1789. — Ordonnance de l'Intendant, relative aux comptes des receveurs d'Aubigny. 16 décembre 1789. — « Compte que rend Pierre-Paul Duval, laboureur à Aubigny, fils et héritier de Henry Duval, aux officiers municipaux, corps et communauté dudit Aubigny, de la gestion qu'a faite ledit Henry

Duval, des revenus de ladite communauté. » 1^{er} juin 1790, — etc.

C. 1681. (Liasse.) — 117 pièces papier.

1750-1785. — AUXY-LE-CHATEAU. — Procès-verbal d'assemblée des habitants d'Auxy-le-Château, sur une demande de ceux de Maizicourt et de Wavans, tendant au mesurage et arpentage des communes dudit Auxy-le-Château, à ce qu'il soit procédé au partage par tiers desdites communes, et à ce qu'il soit dit que les 100 mesures de marais aliénés pour parvenir à la dépense de la construction d'une chaussée dans Auxy-le-Château-Artois, restera pour la part des habitants dudit bourg. 11 août 1750. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, sur ce que les officiers de la seigneurie d'Auxy-le-Château-Picardie réclament les comptes des deniers provenant de la mise en réserve des marais dudit lieu. Amiens, 10 août 1783. — Procès-verbal d'adjudication de 37 journaux de communes appartenant par indivis à la communauté d'Auxy-le-Château-Artois et Picardie. 15 septembre 1783. — Correspondance relative à la comptabilité des communes d'Auxy-le-Château. — Compte par Louise-Gabrielle Machy, veuve de Jacques-Louis Treuet, à son décès ancien syndic et préposé par la communauté d'Auxy-le-Château-Picardie à la recette des communes aliénées dudit lieu, pour l'entretien des ponts et chaussées. 21 décembre 1783. — Id. pour la pension des maître et maîtresse d'écoles dudit lieu. 21 décembre 1783. — Compte par Augustin Duriez, ancien syndic et receveur des communes d'Auxy-le-Château-Picardie, de la gestion des communes aliénées pour la pension des maître et maîtresse d'écoles, durant les trois années de son syndicat. 29 août 1784. — Compte par François Saint-Solieux des deniers communaux qu'il a reçus de la paroisse d'Auxy-le-Château-Picardie, sur les années 1771 et 1772, aux adjudications du 25 septembre 1768. 10 octobre 1784. — Compte par François Saint-Solieux de l'adjudication de 34 journaux de communes du 9 juillet 1772, au sieur Barbier, pour 14 années. 10 octobre 1784. — Compte par Louis-Albert Turbet de sa gestion des deniers communaux d'Auxy-le-Château, pendant les années 1774, 1775 et 1776, pour les maître et maîtresse d'écoles. 14 novembre 1784. — Compte par Louis-Albert Turbet de sa gestion des deniers communaux d'Auxy-le-Château pour les ponts et chaussées, pendant les années 1774 à 1776. 14 novembre 1784. — Compte par Nicolas Dercourt, ancien syndic, de sa gestion des deniers communaux d'Auxy-le-Château, pendant les années 1777, 1778, 1779 et 1780. 16 janvier 1785. — Compte par Nicolas Dercourt, de différentes

adjudications de biens communaux d'Auxy-le-Château, pour 1777 à 1780. 16 janvier 1785, — etc.

C. 1682. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1780-1785. — BELLOY-SUR-SOMME. — Délibération de l'assemblée de la paroisse de Belloy-sur-Somme, arrêtant de faire construire un puits dans la rue neuve du Château, et une horloge sonnante les quarts, conforme à celle faite pour Revelle. 27 mars 1780. — « Devis estimatif pour la construction d'un puits à Belloy-sur-Somme », par Maurice Bordeaux, maçon à Flixecourt. 4 juillet 1780. — « Devis d'une horloge bien conditionnée, sonnante les quarts et l'heure sur trois cloches différentes, pour la paroisse de Belloy-sur-Somme ; laquelle horloge sera composée en trois parties, savoir les quarts, le mouvement et la sonnerie. Lesdits quarts formeront dix coups de marteau à l'heure », etc., par Charles-François Hulot, horloger à Domart-en-Ponthieu. 5 novembre 1780. — Délibération des habitants de Belloy, sur ce que « il était arrivé un incendie le 21 septembre dernier, qui a entièrement consumé les maisons des nommés Pierre et Joseph Démarets frères, qui sont à l'extrémité du village.... que lorsqu'il fut question d'y porter du secours,.... il s'est trouvé que les crochets n'étaient point en état et qu'il n'y avait point de seaux pour porter de l'eau », arrêté d'acheter 100 seaux d'osier, de faire 4 grands crochets et 16 petits, etc. 12 novembre 1780. — Ordonnance de l'Intendant, qui reçoit le sieur Piquet opposant à l'emparquement du tourbage de Belloy. 24 septembre 1784. — « Observations en précis sur la requête du (blanc) septembre 1782, que M. Picquet de Belloy présente », — etc.

C. 1683. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1777-1789. — BERTEAUCOURT-LESTHENNES. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, subdélégué, sur des difficultés entre les habitants de Thennes et de Berteaucourt, au sujet de l'emploi des deniers provenant du produit d'une portion de communes de ces paroisses. Amiens, 13 août 1777. — Requête des syndic, habitants, corps et communauté de Berteaucourt à l'Intendant, à l'effet de mettre en adjudication la portion de communes de Thennes et Berteaucourt, en réserve depuis six ans. 2 août 1781. — Ordonnance de l'Intendant autorisant ladite adjudication. 7 août 1781. — Requête des syndic et principaux habitants de Thennes à l'Intendant, sur ladite affaire. 31 janvier 1785. —

Procès-verbal d'adjudication de la dépouille de la commune de Thennes et Bertheaucourt. 3 juin 1789, — etc.

C. 1684. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1780-1786. — DOMART-SUR-LA-LUCE. — Délibération des habitants de Domart-sur-la-Luce, portant élection de Firmin Dheilly, en qualité de syndic dudit lieu. 27 février 1780. — Procès-verbal d'adjudication des communes de Domart-sur-la-Luce. 7 mai 1786. — Compte rendu par Firmin Dheilly, meunier et receveur des communes de Domart. 16 mai 1786. — DREUIL-LES-AMIENS. — Procès-verbal d'adjudication des communes de Dreuil-les-Amiens. 18 juillet 1784, — etc.

C. 1685. (Liasse.) — 18 pièces papier.

1776-1790. — FAMECHON. — Projet de procès-verbal d'adjudication des communes de Famechon. 1789. — FONTAINE-SUR-SOMME. — « Adjudication de 25 à 26 journaux de prés à Fontaine-sur-Somme, pour 9 années, » 30 mai 1776. — Requête des habitants de Fontaine-sur-Somme à l'Intendant, se plaignant de ce que le tourbage de leurs communes se fait généralement trop tard en saison, ce qui nuit à la qualité de la tourbe. 28 janvier 1783. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage de Fontaine. 6 avril 1783. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 9 août 1783. — État des ménages de Fontaine, pour la répartition de la tourbe. — FORMERIE. — Lettre de M. Francastel à M. Derveloy, subdélégué, relativement au droit de palette. Formerie, 7 février 1790, — etc.

C. 1686. (Liasse.) — 28 pièces papier.

1783-1790. — GLISY. — « Compte que rend Pierre Dubois, syndic de la paroisse de Glisy, de la recette et dépense par lui faite pour ladite paroisse. » 28 juin 1787. — GUIZANCOURT. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, lui demandant des éclaircissements sur une requête de François Becquerel, laboureur de la paroisse de St-Romain, qui se plaint de ce que les habitants de Guizancourt refusent de le faire participer au partage du produit de leurs portions de communes mises en réserve. Amiens, 20 juin 1783. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ladite affaire. 28 juin 1783. — Procès-verbal d'adjudication des communes de Guizancourt. 8 juillet 1783. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise la mise en adjudication de 6 journaux de terre des communes de Guizancourt. 16 juin 1789. — Procès-verbal d'adjudication des communes de Guizancourt. 29 juillet 1789. — « État et mémoire des débours qu'à faits Athanase Démarés, en son vivant

syndic de la paroisse de Guizancourt et receveur des communes, pour toutes les ordonnances et autres à lui adressées pour ladite paroisse, pendant l'année 1788. » 10 mai 1790, — etc.

C. 1687. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1783-1787. — LE HAMEL. — Procès-verbal d'adjudication des communes du Hamel. 31 mars 1783. — Ordonnance de l'Intendant qui déboute l'adjudicataire desdites communes, de la demande par lui faite d'une prorogation de délai, pour l'exploitation du tourbage. 17 janvier 1784. — HANGARD. — Procès-verbal d'adjudication des communes de Hangard : 15 mai 1787. — HANGEST-SUR-SOMME. — Mémoire du subdélégué sur ce que, « par testament du 20 septembre 1782, la dame de Lassaux a institué son mari son légataire universel, à la charge, entre autres choses, d'établir à Hangest-sur-Somme, son lieu natal, une école de charité qui serait tenue par une sœur de la Providence du couvent de Rouen, pourquoi il serait tenu d'acquérir et meubler une maison et payer la pension de ladite sœur, à quoi elle hypothèque spécialement une maison sise au faubourg du Cours de cette ville. » 10 novembre 1784. — Autre mémoire sur le même objet. Amiens, 6 mai 1786, — etc.

C. 1688. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1782-1789. — LA CHAUSSEE-TIRANCOURT. — Mémoire du subdélégué à l'Intendant, sur ce que les habitants de la Chaussée consentent à faire participer la veuve Saily à leur tourbage, attendu son indigence. Amiens, 1^{er} juin 1783. — Requête de plusieurs particuliers de la Chaussée, à l'Intendant, se plaignant d'avoir été mal partagés dans la répartition du tourbage dudit lieu. 17 juillet 1783. — L'ÉTOILE. — Procès-verbal d'adjudication d'une portion des communes de L'Étoile et Condé-Folie-le-bas. 25 octobre 1784. — LONGUEAU. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, sur la réclamation faite par le sieur Donzelle, avocat, sur le produit du tourbage de Longueau, d'une somme de 1.000 l. à lui due par la communauté dudit lieu, pour un procès entre elle et le chapitre de la cathédrale d'Amiens. 14 juillet 1782. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, sur ce que plusieurs habitants de Longueau se plaignent de la nouvelle forme adoptée par le syndic de ce lieu, pour la répartition des vingtièmes des marais communaux. 18 novembre 1783. — Procès-verbal d'adjudication d'une portion de communes de Longueau. 12 mai 1784. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, lui demandant des éclaircissements sur une requête des

habitants de Longueau, à l'effet d'être autorisés à faire vendre une certaine quantité d'arbres plantés dans leurs marais communs, et à en placer le produit en rentes sur le clergé. 31 mai 1786. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant une vente d'arbres sur les communes de Longueau. 22 juin 1789. — Procès-verbal d'adjudication desdits arbres. 5 juillet 1789, — etc.

C. 1689. (Liasse.) — 25 pièces papier.

1768-1783. — MAILLY-RAINNEVAL. —

Mandements et ordonnances pour les corvées de Mailly-Rainneval. 1768-1769. — Compte de Pierre Vasset, syndic de Mailly-Rainneval, de 1762 à 1780, pour la recette de 5 journaux de prés communaux dudit lieu. 27 juillet 1783, — etc.

C. 1690. (Liasse.) — 36 pièces papier.

1777-1788. — PICQUIGNY. — Mémoire du

subdélégué, sur une requête de plusieurs miliciens de Picquigny, qui se plaignent d'avoir été rayés de la liste de répartition du tourbage dudit lieu. 1^{er} juillet 1788. — PONT-DE-METZ. — « Devis fait par nous, Étienne Boucher et Jean-François Gambart, tous deux demeurant au village du Pont-de-Metz, concernant la réparation qui est à faire au ruisseau St-Cyr, situé sur le territoire du Pont-de-Metz, sur la dépendance du chapitre de la cathédrale d'Amiens. » 7 décembre 1786. — « État de recette et de dépense faite par moi, Beauvais, syndic du Pont-de-Metz, concernant les revenus des communes en prairies, sur les prairies dudit Pont-de-Metz, qui ont été criées et adjudgées tous les ans au plus offrant et dernier enchérisseur. » 24 juillet 1787. — Procès-verbal d'adjudication des communes du Pont-de-Metz. 24 juillet 1787. — RENANCOURT. — Procès-verbal d'adjudication d'une portion de communes de Renancourt. 26 septembre 1783. — RIVERY. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, relativement à une requête par laquelle M. de Rivery se plaint au baron de Breteuil, de ce que sa terre de Rivery a été mal à propos comprise dans la réserve de chasse fixée en 1773, pour le gouverneur et l'état-major d'Amiens. 5 septembre 1786. — Mémoire du subdélégué, sur ladite affaire. 19 décembre 1786. — Lettre de M. de Rivery, exprimant sa satisfaction de ce que sa terre « est distraite de la plaine destinée aux plaisirs des gouverneurs d'Amiens. » Paris, 23 février 1787. — Procès-verbal de fixation des limites de la chasse du gouverneur d'Amiens. 2 septembre 1788, — etc.

C. 1691. (Liasse.) — 42 pièces papier.

1783-1787. — SAINT-SAUVEUR. — Copie d'une

requête de François Desprès, ouvrier saiteur à St-

Sauveur, à l'Intendant, se plaignant de n'être pas compris au rôle du tourbage dudit lieu. 7 juin 1783. — SARNOIS. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, lui demandant des éclaircissements sur une requête des habitants de Sarnois, qui se plaignent des dégradations commises sur leurs terres par les lapins des bois du marquis de Grasse. 24 mars 1786. — Lettre du marquis de Grasse à M. Derveloy. Son intention étant de faire droit à ces plaintes si elles sont fondées, et d'en punir les auteurs, au cas contraire, il le prie de vouloir bien l'édifier sur ce point. 1^{er} avril 1786. — Mémoire du subdélégué sur ladite affaire. « J'ai écrit à M. le marquis de Grasse, je l'ai engagé à donner une nouvelle preuve de sa bienfaisance ; en faisant cesser ces plaintes, si elles sont fondées. Suivant sa réponse, il n'existe pas plus de 30 lapins dans ses bois ; le mémoire est l'ouvrage de quelques habitants qu'il a été obligé d'assigner pour des entreprises sur ses bois. Le curé de Sarnoy me mande que les lapins détruits il y a deux ans, d'après la demande judiciaire, commencent à multiplier au point de présenter déjà un grand dommage dans les blés croissants, qu'il intéresse d'arrêter très promptement. Tout le monde connaît la fécondité des lapins, et combien ils sont nuisibles aux moissons ; les plaintes des habitants de Sarnois peuvent être exagérées par la crainte et dictées par la passion, mais elles n'ont pas moins une réalité digne d'attention. Il est des tribunaux compétents pour ces sortes d'affaires. Je pense, Monsieur, qu'il y a lieu de renvoyer les habitants de Sarnoy à se pourvoir par les voies de droit ; en même temps, il serait à propos d'engager M. le marquis de Grasse à prévenir les suites de cette action, en sacrifiant au bien public ces animaux voraces et incommodes. » 1^{er} avril 1786. — SUZANNE. — Requête des syndic, habitants, corps et communauté de Suzanne à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à extraire des bouzins dans leurs communes, pour leur chauffage. 12 mars 1783. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 11 avril 1783. — THEZY-GLIMONT. — Compte du syndic de Thézy-Glimont. 31 mars 1787. — VAUX-SOUS-CORBIE. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, lui demandant des éclaircissements et son avis sur une requête des habitants de Vaux-sous-Corbie, à l'effet d'être autorisés à affermer une portion de leurs communes en réserve, pour payer les charges annuelles de leurs communautés ; se plaignant en même temps d'irrégularités commises dans la précédente adjudication. Amiens, 12 juin 1783. — Mémoire du subdélégué sur ladite affaire. Amiens, 12 juin 1783. — Procès-verbal d'adju-

dication des communes de Vaux-sous-Corbie. 25 juillet 1783. — « Mémoire de la vente de pré et commune de la paroisse de Vaux-sous-Corbie, pour l'année 1782. » 25 juillet 1783. — Compte d'Étienne Drincourt, ancien syndic de Vaux-sous-Corbie. 11 mai 1784, — etc.

C. 1692. (Liasse.) — 16 pièces papier (1 imprimée).

1736-1749. — Eaux et Forêts. — Sentence d'André Bauldry, grand-maître des eaux et forêts de Picardie, Artois, Boulonnois, Flandres, Pays conquis et reconquis, relative aux rivières navigables. Amiens, 22 décembre 1736 (impr. affiche). — Copie de l'exploit de signification fait à la requête du procureur du roi, au maître particulier de la maîtrise des eaux et forêts, au sujet du pont d'Épagne. 29 septembre 1748. — Lettre de M. de Sauvigny à l'Intendant, sur des représentations faites par les habitants de la paroisse de Villers, élection de Beauvais, des accidents causés par les orages qui inondent fréquemment leur territoire. Sauvigny, 20 août 1749. — « Copie d'un imprimé qui a été signifié dans plusieurs villages, depuis Boves jusqu'à Moreuil », relativement à la rivière d'Avre. 29 janvier 1749. — Ordonnance de l'Intendant prescrivant la visite des ravins, fossés, ruisseaux et petites rivières. Paris, 20 février 1749. — « Projet d'ordonnance à rendre par les officiers des eaux et forêts, sur les procès-verbaux de visite faits par les commissaires nommés par M. l'Intendant, au sujet des empêchements qui se trouvent aux ruisseaux et rivières de Picardie », — etc.

C. 1693. (Liasse.) — 27 pièces papier (2 imprimées).

1749-1790. — Domaines. Biens des religionnaires fugitifs. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les sous-fermes des domaines, aides et droits y joints, seront, au renouvellement prochain d'icelles, adjugées après trois publications, de huitaine en huitaine, au plus offrant et dernier enchérisseur. » Versailles, 30 septembre 1749 (impr. affiche). — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, sur une contestation entre le nommé Gravet, de Cempuis, et le nommé de Lavary, relativement à une portion de terre appartenant aux religionnaires fugitifs. Amiens, 12 juin 1784. — Mémoire du subdélégué sur ladite affaire. 18 juin 1784. — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt rendu sur ladite contestation. Versailles, 30 juillet 1784. — Avis de la mise en adjudication pour le 3 août 1785, de 12 à 13 journaux de terre appartenant à des religionnaires fugitifs (impr. affiche). — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui envoyant son ordonnance, qui autorise la mise en adjudication d'une maison sise à la Ferté-St-Valery, saisie sur Nicolas Mercier, religionnaire fugitif. Amiens, 3 juin 1789. —

Procès-verbal d'adjudication de ladite maison. 23 juin 1789. — « Procès-verbal de visite des réparations à faire à la maison de la veuve Gamain, de St-Valery. » 9 septembre 1789. — « Procès-verbal qui constate les réparations faites à la maison de la veuve Gamain de St-Valery. » 15 février 1790. — Procès-verbal d'adjudication de biens ayant appartenu à Mathieu Nourtier, religionnaire fugitif. Amiens, 13 octobre 1789, — etc.

C. 1694. (Liasse.) — 1 pièce papier.

1787. — Affaires militaires. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, pour faire jouir le nommé Magnier, soldat provincial congédié l'année précédente, des exemptions à lui accordées par les règlements. 20 septembre.

C. 1695. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1784-1786. — Canal de la Somme. — « Canal de la Somme. Devis des ouvrages à exécuter, pour ouvrir le contre-fossé droit de la navigation, dans les héritages du village de la Mottelette. » 12 juillet 1784 ; et procès-verbal d'adjudication desdits ouvrages. 30 juillet 1784. — « Devis des ouvrages de terrasses à exécuter, pour ouvrir le canal de la Somme, dans la commune de la Motte-Brebière. » 12 juillet 1784 ; et procès-verbal d'adjudication. 30 juillet 1784. — Id. Blangy 12-30 juillet 1784. — Devis des ouvrages en terrasses à exécuter, pour excaver le canal de la Somme dans une partie de la commune de Daours, depuis la rivière de Somme... jusqu'aux prés de l'abbaye de Corbie. » 12 juillet 1784 ; et procès-verbal d'adjudication. 30 juillet 1784. — « Estimation des quatre parties de canal et contrefossés, à l'adjudication desquels M. Derveloy doit procéder. » 15 juillet 1784, — etc.

C. 1696. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1781-1783. — Dessèchements. — Mémoire sur le dessèchement de la vallée de Métigny, sujette aux inondations. 12 septembre 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy sur ladite affaire. Amiens, 30 septembre 1782. — Mémoire du subdélégué, sur le dessèchement de la vallée de Métigny. 28 mars 1783. — « Mémoire dans l'affaire d'entre M. Cochevin, de Métigny, et le sieur Sagnier, relativement à la construction d'un moulin à blé nouvellement établi par ledit sieur Sagnier, sur la petite rivière de Métigny. » XVIII^e s., — etc.

C. 1697. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1784-1788. — Cultes. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, subdélégué, sur la demande faite par les

chanoines de St-Nicolas d'Amiens, d'être autorisés à faire construire dix maisons sur le terrain de leur ancienne église, et sur une autre partie de l'ancien jardin des Célestins supprimés. 12 novembre 1784. — Lettre de l'Intendant au subdélégué, l'informant qu'il a été rendu un arrêt du Conseil qui accorde ladite autorisation. 19 juillet 1785. — Mémoire de M. Derveloy sur ladite affaire. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, le priant de vérifier un décret de l'évêque d'Amiens portant érection de l'église d'Aigneville en titre de bénéfice, cure et église paroissiale en chef, avec un projet de lettres patentes, pour la confirmation de ce décret. 10 janvier 1788. — Mémoire de M. Derveloy, sur ladite affaire. 17 janvier 1788, — etc.

ÉLECTION D'AMIENS.

C. 1698. (Registre.) — Petit in-fol. 213 feuillets, papier.

1573-1576¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Registre aux sentences diffinitives, chartres, lettres patentes, saufconduits, inthérinemens de lectres de passeportes et lectres d'offices, données et inthérinées par Messieurs les esleux pour le Roy nostre sire, en la ville et eslection d'Amyens, commençant au mois de juing MV^c soixante-treize, à ce temps Vincent Lefèvre, greffier de ladite eslection. » — 1573. — Fol. 1. Sentence pour Nicolas Auxcousteaux, receveur pour le Roi du côté d'Artois, contre Elorimond Clochepin et Olivier Arthus. 22 juin. — Fol. 1 v^o. « Sentence Jehennin Heren, opposant contre les asséeurs de Saissemont et Saisseval. » 20 juin. — Fol. 2. « Sentence Rasse Decamps, fermier, contre M^e Antoine Séneschal. » 26 juin. — Fol. 2 v^o. « Sentence le procureur du Roy, contre Jehan Gombault et Jehan Lebrun. » — Fol. 3. « Sentence de mainlevée Jehan Boullenger contre Jehan Duchemin et Jacques Dubois. » 27 juin. — Fol. 3 v^o. « Sentence pour Jehan Levasseur, contre M^{es} Pierre de Louvencourt et Pierre Croquoison, sergent. » 30 juin. — Fol. 4 v^o. « Lettres M^e Nicolas Auxcousteaux, recepveur du domaine du Roy, du costé d'Artois, pour pouvoir prendre XII d. pour livre. » 3 mars 1566. — Fol. 5. « Lettres patentes portant la provision de pouvoir prendre douze deniers pour livre par le sieur Auxcousteaux et procureur du Roy. » Paris, 25 février 1568. — Fol. 8 v^o. « Sentence pour le procureur du Roy, contre Jacques Huquebar et Marcq Grange, chartiers. » 3 juillet. — Fol. 9 v^o. « Sentence pour Simon Boucart, pour un baril de marchandize arrêté. » 7 juillet. — Fol. 10. Requête au Roi par François Cambry et Jean Losson,

marchands à Amiens, exposant que « ils ont en ladite ville grande quantité de draps et marchandises d'or, d'argent et de soye, de layne, toilleries, et aultres de diverses sortes et espèces, qu'il espéroient faire passer en Espagne et Portugal ; mais d'autant que les rebelles du Roi d'Espagne occupent les ports et havres maritimes de ses Païs-Bas, deppredent, pillent et vollent les marchandises des pauvres marchans qui se hazardent passer le long de la coste d'iceulx, lesdicts supplians n'ozent entreprendre faire embarquer lesdictes marchandises èsdis Païs-Bas, pour les transporter ausdis païs d'Espagne et Portugal, ainsi qu'ilz avoient accoustumé, et desiroient les faire passer par vostre royaulme, jusques aux havres de Calaiz ou Rouen, ou les faire, sy besoing estoit, porter par terre, en paiant voz droicts, s'il plaisoyt à Vostre Majesté leur en donner permission. Aussy ont grande quantité d'epicerie et drogueries qu'ils ont prins en venant de Portugal, en espérant de les faire mener en la ville de Marseille, et de là les faire porter en la ville de Lyon, ce qu'ils ne pœuvent de présent faire, à cause que les chemins de Dauphiné et Languedoc sont empeschés par ceulx de vos subjects qui se sont rebellez et ont prins les armes contre Vostre Majesté. Au moyen de quoy, ils desiroient faire amener lesdictes espiceries et drogueries auxdis havres de Calaiz ou Rouen, pour par après les transporter où bon leur semblera. » Ils demandent en conséquence un passe-port. 6 juin 1572. — Fol. 11 v^o. « Passe-port pour six mois pour ledit de Cambry. » Paris, 27 juin. — Fol. 13 v^o. Interlocutoire Pierre Machu, fermier, contre Jacques Cadot. » 7 juillet. — Fol. 13 v^o. « Sentence Jehan Duchemin et Jacques Dubois, contre Nicolas Auxcousteaux, Olivier Arthus et Flourimond Cochepin. » 8 juillet. — Fol. 14 v^o. « Sentence de mainlevée de l'argent trouvé sur Jehan de Colempcans, d'Anvers. » 11 juillet. — Fol. 15 v^o. « Sentence pour Francisque Cambry, prétendant mainlevée. » 8 juillet. — Fol. 16 v^o. « Sentence de la confiscation de certain nombre d'or et d'argent trouvé sur Jacques Huquebar, dict Coppin, chartier. » 14 juillet. — Fol. 17 v^o. « Sentence pour Guerard Delaire, clerc juré, contre Jehan Brunel. » 14 juillet. — Fol. 18. « Sentence Mahieu du Val, opposant contre Jehan Warnier. » 24 juillet. — Fol. 19. « Sentence pour les asséeurs de Remyencourt, contre plusieurs opposans. » 25 juillet. — Fol. 19. « Sentence interlocutoire : les asséeurs de Ramburelle contre Loys Bizet. » 27 juillet. — Fol. 19 v^o. Requête au Roi par Diego de Chavary, marchand espagnol demeurant à Anvers, exposant « qu'il avoit achetté audit Anvers, vingt fardeaux de tapisserie, pour envoyer en Espagne ; et peu après, s'estant les rebelles au roy catholique

¹ Dates d'enregistrement.

ports et havres de mer, se saisissent par mesme moi en de tout ce qui y passe.» Passe-port à lui accordé. Paris, 22 septembre 1572. — Fol. 20 v°. « Sentence de mainlevée David Naze, de Tournay », pour quatre bottes de soie, de diverses couleurs. 29 juillet. — Fol. 21. « Sentence Guerard Delaire contre Jehan Brunel. » Aide du vin. 31 juillet. — Fol. 21 v°. « Sentence asséeurs de Bacouel. » 5 août. — Fol. 22. « Passe-port de seize balles de tappareye, pour François d'Aguillarporrez », marchand espagnol demeurant à Anvers. Paris, 11 octobre 1572. — Fol. 24 v°. « Sentence pour les asséeurs de Tilloy, contre Noël Pasquier. » 5 août. — Fol. 24 v°. « Sentence relative au huitième du vin vendu à détail. 7 août. — Fol. 25 v°. « Sentence Boytel, receveur des aydes, contre Jehan de Buyre. » 7 août. — « Sentence Boytel, contre plusieurs. » 7 août. — Fol. 26 v°. « Contre Nicolas Pinguer, et la vefve Huchon Crocquison. » 8 août. — Fol. 27 v°. « Sentence N. Auxcousteaux contre Jehan Duchemin. » 8 août. — Fol. 28. « Touchant l'ayde de deux sols sur chacune sarge et bayes faictes en ceste ville, de nouvel impos.... En l'assemblée et convocation faicte en la ville et cité d'Amiens, les lundy et mardy IX^e et dixième jours d'avril, an mil V^e soixante et onze, en la grand salle et auditoire du bailliage d'Amiens, où présidoit sire François Bigant, escuier, licencié ès lois, seigneur de Carrois et de Festonval, maieur de ladictte ville, assisté de plusieurs anciens maieurs, eschevins, advocats, procureur pour office et du greffier d'icelle ville, et en laquelle assemblée ont esté évocquez et sont comparuz jusques au nombre de cent cinquante des plus notables habitans d'icelle ville, tant de la noblesse, de la justice, que de la bourgeoisie et marchandise », etc. — Fol. 30 v°. « Lettres patentes de la mise sus dudict impos. » Trye. 27 mai 1571. — Fol. 36. « Sentence Jehan Duchemin et Jacques Dubois, contre M^e Nicolas Auxcousteaux. 13 août. — Fol. 36 v°. « Extraict des registres de la cour des Aydes. Arrest et reiglement de MM. les esleuz. » 19 mars 1571. — Fol. 38 v°. « Passe-port de douze balles de marchandises, obtenu par l'ambassadeur de Portugal. » Paris, 15 décembre 1572. — Fol. 41 v°. « Sentence pour Jehan Duchemyn, Jacques Dubois et Jehan de Bray, contre M^e Nicolas Auxcousteaux. » 17 août. — Fol. 41 v°. « Sentence de mainlevée de sept ballotz arrestz adjugés à Diègo de Villalobre, et autres marchans d'Amiens. 17 août. — Fol. 42. « Sentence Francisque Darguillarporrez, pour la mainlevée de deux ballots de tappareyes. » 19 août. — Fol. 42 v°. « Sentence d'eslargissemnt Pierre Guillebert, prisonnyer.... ès prisons de la Barge, pour transport, port et rapport de l'argent et velours que l'on maintient avoyr esté faict par icellui Guillebert, tant hors que dedans ce royaulme. » 19 août. — Fol. 44 v°.

« Sentence Jehan Watteblé, contre André Waucquet. » Imposition des draps vendus en gros. 26 août. — Fol. 45. « Sentence Martin Prévost et autres, contre Nicolas Dupont. » 2 septembre. — Fol. 45 v°. « Sentence interlocutoire P. Machu et Ancelme Oeullart, contre Jehan Dufour. » 22 août. — Fol. 45 v°. « Sentence de mainlevée pour F. Onteneda, espagnol, contre Olivier Arthus et Pierre Gourlier. » 29 août. — Fol. 46 v°. « Sentence Decamps et Martin, fermiers, contre demiselle Marye Waucquelin. » 4 septembre. — Fol. 47. « Sentence Jehan Dufour, deffendeur, contre Pierre Machue et Anceline Oeullart. » Subside de 5 sols par muid de vin arrivant à Amiens. 10 septembre. — Fol. 48. « Sentence M^e Richard de Monchy, sur causes de révisions, contre Pierre Machue, fermier. » 10 septembre. — Fol. 48 v°. « Sentence interlocutoire, Pierre Machue, fermier, contre Lambert Barbier. » 12 septembre. — Fol. 49. « Sentence pour George de Rodrigues, et cauxion par luy baillée, pour XII ballotz de marchandises arrestez. » George de Rodrigues, marchand, demeurant à Rouen, procureur spécial de Gaspart de Rodrigues, marchand, de la nation de Portugal. 15 septembre. — Fol. 49 v°. « Sentence Vincent Lefèvre, greffier, contre Pierre Machue, fermier, contenant reiglement. » Huitième du vin vendu au détail dans la ville d'Amiens. 17 septembre. — Fol. 50 v°. « Sentence Christofle de Mortreux contre Loys Pezé appellant. » 18 septembre. — Fol. 51. « Sentence interlocutoire Mathias Lefueille (charpentier à Suzenneville), contre Adrien Nattier », pour un pont de bois construit à Fresnemontier. 28 septembre. — Fol. 51 v°. « Interlocutoire, les asséeurs de Méricourt, contre Nicolas Lesaige. » 28 septembre. — Fol. 52. « Arrest du conseil privé, pour la jurisprudence de MM. les esleux. » Paris, 2 janvier. — Fol. 52 v°. « Sentence interlocutoire pour Rasse Decamps et Jehan Martin, contre demiselle Marye Wauquelin. » 3 octobre. — Fol. 53. « Sentence Flourens Saturne, fermier, contre Jehan Belliart, deffendeur. » 4 octobre. — Fol. 53 v°. « Interlocutoire les asséeurs de Villiers-Brethonneux, contre Flourens Descamps. » 3 octobre. — Fol. 53 v°. « Sentence Nicolas Duparcq contre François Dubos. » 9 octobre. — Fol. 54. « Sentence Jehan Warnyer contre Ysaac Gambet. » 9 octobre. — Fol. 54 v°. « Publication pour la ferme des draps. » 10 octobre. — Fol. 55. « Taille de l'an V^e LXXIII. » Lettres patentes. Château de Boulogne, 6 août. — Fol. 57. « Taillon de l'an V^e LXXIII. » Lettres patentes. Château de

Boulogne, 6 août. — Fol. 58. « Extrait des registres du conseil privé du Roy. Commission pour la réparation des chemyns. » Paris, 28 septembre. — Fol. 59. « Sentence Christofle Dorée (fermier de la buche) contre Remy Ducrocq. » 22 octobre. — Fol. 60. « Extrait des registres des ordonnances royaulx estans au greffe de la cour des Aydes à Paris. Touchant le droict de la buche. » — Fol. 60 v°. « Note de cauxion M^e Noël Wasse », conseiller du Roi, trésorier de ses offrandes et aumônes. 23 octobre. — Fol. 61. « Sentence Christofle de Mortreux contre Loys Pezé, deffendeur. » 3 novembre. — Fol. 61 v°. « Sentence de confiscation contre Jehan Beguyn et Jacques Beguyn », marchands, de Lille. 5 novembre. — Fol. 62. « Sentence de confiscation de deniers, contre Jehan de Montigny et Sébastien de Selers. » 7 novembre. — Fol. 63. « Sentence Duval contre Jehan Warnier. » 6 novembre. — Fol. 63. « Sentence Nicolas Chocquet (fermier du huitième du vin), contre Loys Caignet. » 6 novembre. — Fol. 63 v°. « Descharge pour Jehan Thierry, de la cauxion par luy faite. » Marchandises pour le Portugal. « Facture du nombre de marchandises et attestation. » Draps, toiles et autres étoffes. — Fol. 67. « Sentence de noblesse Auber et Claude Cosette, contre Mons. le procureur du Roy en l'élection d'Amiens. » 6 novembre. — Fol. 68. « Sentence de noblesse Jehan Dippre. » 7 novembre. — Fol. 68 v°. « Sentence Auber Caron. » Transport d'espèces d'or et d'argent. » 13 novembre. — Fol. 69. « Sentence contre Pierre Machut, pour causes de revision. » 24 novembre. — Fol. 69 v°. « Sentence Jacques de Fontaines, contre le procureur du Roy. » Espèces et marchandises en destination de Lille. 27 novembre. — Fol. 70. « Interlocutoire Estienne de Loche, cleric juré, contre Christofle Dorée, fermier de la buche. » 28 novembre. — Fol. 70 v°. « Sentence Claude Levoyr et Jehan Levoir, contre Jehan Chivot et autres asséeurs de Bocquel. » 3 décembre. — Fol. 71. « Sentence M. Duval contre Jehan Warnier. » Droits sur les vins. 3 décembre. — Fol. 72. « Sentence P. Machut et Christofle de Mortreux, contre Pierre Polleur. » 5 décembre. — Fol. 72. « Sentence interlocutoire Jacques de Bailly, contre Jehan Wateblé, fermier de l'ayde des draps. » 12 décembre. — Fol. 72 v°. « Acte de cauxion M^e Vincent Boytel, recepveur des aydes. » 14 décembre. — Fol. 73. « Sentence Mahieu Duval contre M. Deleporte, sergent. » 18 décembre. — Fol. 73 v°. « Missive du Roy à Messieurs les esleux, touchant les deux ordonnances à eulx envoyées, icy après registrées. » Reims, 12 décembre. — Fol. 74. « Ordonnance du Roy, touchant la révocation de la creue de III s. p. livre, pour l'année V^e LXXIII. » Reims, 12 décembre. — Fol. 75 v°. « Révocation de toutes commissions. » Ordonnance du Roi. Reims,

12 décembre. — Fol. 78. « Ordonnance sur l'exécution des deux lettres patentes précédentes. » 18 décembre. — Fol. 78 v°. « C'est la déclaration des bouts et costés des vingnes appartenans à Lambert Barbier, marchant, demeurant à Amiens, séans au terroir de Hangard et Essarteaulx. » 18 décembre. — Fol. 79 v°. « Commission pour la réparation de Gamaches. » Ordonnance du bureau des finances d'Amiens sur ce que « ayans entendu de la part des maieur et eschevins du bourg de Gamaches, corps et communauté d'icelluy, que, par l'impétuosité des eaves sauvaiges et lavasses survenus l'hiver dernier audit bourg, les chemins, chaussées, voiries, rues, flecqz et flégartz royaulx et autres, ont tellement esté rompus et creusez, qu'il en est tumbé plusieurs maisons par terre, est à présent impossible passer et charier en la plus part des rues d'icelluy bourcq, ce que particulièrement nous a esté attesté et certiffié par les esleuz d'Amiens, qui ont veu et visité lesdits dégatz et ruines, en faisant leurs dernières chevauchées, et iceulx ne se pouvoir réparer pour trois mil livres, à quoy seroyt impossible aux habitans dudit bourg pourveoir et remédier, sans l'ayde et secours des villaiges circonvoisins. » Les dits villages y dénommés ordonnés de travailler par corvée à la réparation desdits chemins. Amiens, 18 décembre. — Fol. 80. « Requeste présentée par les habitans dudit Gamaches », aux élus d'Amiens. 20 décembre. — Fol. 81. « Commission pour Gamaches. » 21 décembre.

1574. — Fol. 82 v°. « Sentence Pierre Machue, contre M^e Nicolas de Louvencourt et Adrien Topasture. » Droit de cinq sols par pièce de vin. 18 janvier. — Fol. 83 v°. « Sentence Ancelin Ouellart contre Jacques de Berny et autres. » Droit de cinq sols par muid de vin. 20 janvier. — Fol. 85. « Sentence Laurens Boilleaue, commissaire, contre le procureur du Roy. » Travers du Pont-de-Metz. 29 janvier. — Fol. 85 v°. « Sentence Nicolas Chocquet, contre Pierre Rohault, vinaigrier. » Huitième du vin 1^{er} février. — Fol. 86. « Sentence Lambert Barbyer, opposant contre les fermiers de l'ayde du vin. » 1^{er} février. — Fol. 86 v°. « Sentence J. Wateblé, fermier, contre Pierre de Flaisselles. » Imposition des draps. 9 février. — Fol. 87. « Sentence de Claude et Jehan Levoir, contre les asséeurs du Bosquel. » 17 février. — Fol. 87 v°. « Sentence de Nicolas de Louvencourt contre Adrien Topasture. » Subside de 5 sols pour muid de vin. 19 février. — Fol. 88. « Sentence de mainlevée d'une caisse de passemens et boutons arrestée contre Thibault Guignes », marchand à Paris.

20 février. — Fol. 88 v°. « Passeport R. de Bonneval et Thibault Guignes, pour II^m pesans de passemens et boutons de soye. » 4 août 1573. — Fol. 90. « Sentence Anthoine Lucas et aultres fermiers de Poix, Picquigny et Araynes, contre M^e Augustin Deplancques. » 23 février. — Fol. 90 v°. « Sentence Jehan Ricquier, contre Jehan de Louvencourt. » 25 février. — Fol. 91. « Sentence Ancelin Oeullart, contre Claude Marchant et autres. » Subside de 5 s. par muid de vin. 27 février. — Fol. 91 v°. « Sentence Pierre Gavet, contre Toussains Bainel, brasseur. » 26 février. — Fol. 92 v°. « Sentence de mainlevée Hugues Raintœul », marchand de Flandres. Camelots et serges demi-soie. 27 février. — Fol. 93. « Sentence Pierre Maille, deffendeur, contre Jehan Boucher, demandeur. » Quatrième et impositions de Revelles. 27 février. — Fol. 93 v°. « Sentence de confiscation de dix bottes de passemens, ung cheval et sacq de bled, arrestés sur Moÿse Lefèvre. » 1^{er} mars. — Fol. 94. « Sentence interlocutoire les asséeurs de la Vacquerye contre Mahieu Roussel. » 3 mars. — Fol. 94 v°. « Sentence Nicolas Chocquet contre Jacques Morel. » Huitième du vin. 3 mars. — Fol. 94 v°. « Sentence Jennevieffe de Rains contre Adam de Bernœul. » 3 mars. — Fol. 95. « Sentence Corsains contre Pierre Havet. » Huitième des bières. 5 mars. — Fol. 95 v°. « Mise sus des aydes de la ville pour ung an. » Amiens, 21 septembre 1562. — Fol. 99 v°. « Sentence les asséeurs de Méricourt, contre Nicolas Lesaige, opposant » 4 mars. — Fol. 100. « Sentence Nicolas Chocquet, fermier, contre Nicolas Perdu. » Huitième du vin. 8 mars. — Fol. 100 v°. « Sentence le procureur du Roy, contre Vincent Caignart, fermier de l'entrée des draps. » 11 mars. — Fol. 101 v°. « Sentence Nicolas Chocquet et Martin, fermiers, contre Anthoine Quesnel. » Huitième du vin. 12 mars. — Fol. 102. « Sentence les asséeurs de Namps-au-Mont, contre Jehan Retourné et autres habitans dudit lieu. » 16 mars. — Fol. 103 v°. « Sentence Anthoine Lucas et Martin Le Roy, contre M. Augustin Deplancques. » 17 mars. — Fol. 104. « Sentence Jacques de Barly, contre Jehan Wateblé. » Aide des draps. 27 avril. — Fol. 104 v°. « Sentence interlocutoire contre Jehan le Pot, pour les six balles de reiglice. » 18 mars. — Fol. 105. « Sentence le procureur du Roy, contre Jehan Brisse, laboureur » à Longuevillette. Transport d'espèces hors du royaume. 15 mars. — Fol. 105 v°. « Sentence le procureur du Roy et Nicolas Chocquet, fermier, contre Jacques Morel, appelant. » Huitième du vin. 16 mars. — Fol. 106. « Sentence de confiscation de CV pistoletz, trouvez sur Noël Mauclerc. » 22 mars. — Fol. 106 v°. « Sentence Pierre Hannicque et procureur du Roy, contre Jacques Lamy et Jacques Lefort, commis esleu » à Grandvilliers. 2 avril. — Fol. 107.

« Sentence Pierre Havet, contre Pierre Corpsains. » Huitième des bières. 5 avril. — Fol. 107 v°. « Sentence Anthoine Bonvarlet, opposant, contre Nicolas Chocquet, fermier. » Huitième du vin. 7 avril. — Fol. 108. « Sentence le procureur du Roy contre Jehan Leclerc. » Injures. 7 avril. — Fol. 108 v°. « Interlocutoire Ancelin Oeullart, contre Jacques Thibault. » 5 avril. — Fol. 108 v°. « Sentence le procureur du Roy contre Léger et Adrien Natier et autres de Fresmontier. » 7 avril. — Fol. 109. « Sentence de mainlevée Denis Vauzelle (marchand à Gand), contre Jehan Duchemyn et Jacques Dubois. » Arrêt « d'un coffre de blancq bois, dedens lequel ont esté trouvez cent tant de marcq de fil d'or et d'argent faulx, deux charges de mouy (?) nœuf pièces d'estamine, et plusieurs marchandises de mercerye. » 20 avril. — Fol. 110. « Sentence de confiscation de dix bottes de passemens arrestés à Guillaume Belle, de Tournay. » 19 avril. — Fol. 110. « Sentence Denis Wandezelle. » 22 avril. — Fol. 110. v° « Sentence de confiscation de six pièces de velours », à Valery Vasseur, d'Auxy-le-Château. 22 avril. — Fol. 111. « Sentence Loys Pezé, contre Pierre Machut. » Imposition du poisson de mer. 26 avril. — Fol. 112 v°. « Sentence Ancelme Oeullart, contre Jacques Thibault, demeurant à Picquigny. » cinq sols par muid de vin. 27 avril. — Fol. 113. « Sentence Ysore Prudhomme contre Clément de Lambercourt. » Vingtième du vin. 29 avril. — Fol. 113. « Sentence Havet, fermier, contre Michel Baron. » Huitième des bières. 15 mai. — Fol. 113 v°. « Sentence Anceline Oeullart, contre Claude Marchant et autres. » Cinq sols pour muid de vin. 17 mai. — Fol. 114 v°. « Passeport pour l'ambassadeur du roy d'Espagne. » Vincennes, 6 mai. — Fol. 115. « Sentence de mainlevée de deux caisses de tappisseryes rehaulsées de soye », saisies sur le sieur Gratie Delpége, marchand à Rouen, paroisse St-Maclou, 17 mai. — Fol. 116. « Sentence de réception de cauxion Loïs Pezé contre Pierre Machue. » Droits sur le poisson de mer. 28 mai. — Fol. 116 v°. « Sentence Guillaume Hastevillain, deffendeur, contre Clément de Louvencourt, fermier. » Vingtième du vin vendu en gros. 5 juin. — Fol. 117. « Sentence interlocutoire Jehan Lhostellier contre Clément Gosset. » 12 juin. — Fol. 117. « Sentence Jehan de Louvencourt contre Charles de Sinjot et Jehan Quentin jointct. » 12 juin. — Fol. 117 v°. « Sentence Loys Pezé, contre Nicolas de Hangest et Nicolas de Blangy », grossiers de poisson de mer.

12 juin. — Fol. 118. « Sentence Pierre Havet, fermier, contre Anthoine Lucas le Jonne. » Huitième des bières. 12 juin. — Fol. 119. « Sentence le procureur du Roy, contre Pierre Machue et Loïs Quignon. » Huitième du vin. 14 juin. — Fol. 119 v°. « Sentence Jacques Morel, opposant, contre Nicolas, Chocquet, fermier. » Huitième du vin. 16 juin. — Fol. 119 v°. « Sentence Guillaume Hastevillin ; deffendeur, contre Clément de Louvencourt, fermier. » Vingtème du vin. 16 juin. — Fol. 121. « Sentence le procureur du Roy, contre Claude de la Boche. » 16 juin. — Fol. 121. « Sentence Loys Pezé, nonobstant l'appel contre Nicolas de Hangest et Nicolas de Blangy. » 18 juin. — Fol. 121 v°. « Sentence le procureur du Roy et maistre Durant de la Sarrette, contre Jehan Lepot. » Douane. 18 juin. — Fol. 122. « Sentence Jehan Lepot contre Léger Nattier et Nicolas Desmontier. » Taxe pour la réparation des chemins de Frémontiers. 19 juin. — Fol. 122. « Sentence Pierre Corpsains, opposant, contre Pierre Havet, fermier. » Huitième des bières. 28 juin. — Fol. 122 v°. « Sentence Pierre Rohault contre Olivier Arthus et Pierre Seguin. » Pièces de velours entrées frauduleusement dans le royaume. 2 juillet. — Fol. 123. « Sentence Mathieu Roussel, opposant, contre les asséeurs, manans et habitans de la Vacquerye. » 5 juillet. — Fol. 123 v°. « Sentence Michel de Saint-Fuscien, Jehan Delenef, et aultres, oposans sur mainlevée contre Guillain Guignon et le procureur du Roy Jomet. » 17 juillet. — Fol. 124. « Sentence d'eslargissement Jacques Lamy, contre Pierre Hannicque. » 9 juillet. — Fol. 124 v°. « Sentence interlocutoire, les asséeurs de Hocquaincourt, contre Maxens Héliot. » 16 juillet. — Fol. 125. « Interlocutoire le procureur du Roy et Jehan Duchemin, contre Claude de la Boche », marchand mercier à Amiens, pour 280 l. de sucre. 7 juillet. — Fol. 126. « Le procureur du Roy contre Noël Lefèvre, verrier », demeurant à La Fœuillye-les-Grands-Geneds, près la forêt de Lyon, en Normandie, pour une charrette chargée de verre, destinée à sortir du Royaume. 29 juillet. — Fol. 126 v°. « Sentence Nicolas de Blangy, contre Loys Pezé. » Imposition du hareng et poisson de mer. 7 août. — Fol. 127. « Sentence Jehan Masselin contre Jehan de Louvencourt. » 7 août. — Fol. 128. « Sentence Jehan Duchemin et Jacques Dubois, contre Jacques Paillart. » Traite et imposition foraine. 11 août. — Fol. 129. « Sentence Jehan Martin contre le procureur du Roy et Durant de la Sarrette. » 11 août. — Fol. 129 v°. « Sentence Jehan Wateblé..... contre Vincent Caignart. » Aide des draps. 13 août. — Fol. 130 v°. « Sentence Claude de la Boche, contre le procureur du Roy. » Saisie d'un tonneau plein de sucre. 14 août. — Fol. 131. « Sentence Nicolas

Chocquet, fermier contre M^c Charles Carette. » 19 août. — Fol. 131. « Ledit Chocquet contre Marguerite Tesson », veuve de Jean Rohault, vinaigrier. 25 août. — Fol. 131 v°. « Arrest pour les habitans de Lincheux, contre les habitans de Halliviller. » 25 août. — Fol. 132. « Sentence les manegliers de Boullencourt, contre les manegliers de Wateblerye. » 26 août. — Fol. 132 v°. « Sentence Nicolas Chocquet, fermier, contre Christofle de Morteulx. » Huitième du vin. 28 août. — Fol. 133. « Ledit Chocquet, contre Jehan Prieur. » 30 août. — Fol. 133 v°. « Ledit Chocquet, contre Lambert Barbier. » 30 août. — Fol. 134. « Sentence de mainlevée de six pains et IIII morceaux de cire à cauxion. » 30 septembre. — Fol. 134 v°. « Sentence Pierre Corpsains, opposant, contre Pierre Havet, fermier du VIII^e des bières à Amiens. » 7 octobre. — Fol. 135 v°. « Sentence Jehan Duchemin et Jacques Dubois, demandeurs sur requeste, contre Jacques Paillart, contrerolleur. » 7 octobre. — Fol. 135 v°. « Sentence Jacques de Berny, fermier de Croissy, contre Jehan Cousturs et aultres. » 7 octobre. — Fol. 136 v°. « Sentence Jehan Duchemyn et Jacques Dubois, contre Estienne Gaveau. » 18 novembre. — Fol. 137 v°. « Sentence Jehan Lepot, contre Durant de la Sarrette, commis. » Mainlevée de six balles de réglisse. 7 octobre. — Fol. 138. « Sentence Jacques Paillart, (controleur des munitions de Picardie), contre Aubert Caron et aultres, » 7 octobre. — Fol. 139. « Sentence Wallerand Dugardin, contre Laurens de Flocques. » 14 octobre. — Fol. 140. « Sentence de mainlevée Golian (marchand de Paris), contre Guillain Quignon, dénonciateur, et le procureur du Roy. » 4 novembre. — Fol. 140 v°. « Sentence les asséeurs de Friville, contre Jehan Grantsire, opposant. » 4 novembre. — Fol. 141. « Sentence Anthoine Mabile, contre Hugues Dupetit. » 7 octobre. — Fol. 141 v°. « Sentence le procureur pour office et scindicq de Formeryes, contre les manegliers dudit lieu. » Condamnés à « rendre et restituer au trésor de la fabricque d'icelle église, un calice, ou la juste valleur d'icelluy. » 6 novembre. — Fol. 141 v°. « Sentence les manegliers d'Éplessier, contre Nicolas Vasseur. » 7 novembre. — Fol. 142v°. « Interlocutoire Abraham Delarue contre Nicolas de Hangest. » 12 novembre. — Fol. 143. « Sentence Pierre Hanicque et le procureur du Roy joint, contre Jacques Lamy. » 12 novembre. — Fol. 143 v°. « Sentence Jehan Robyneau, contre Guillain Quignon, dénonciateur. » 14 novembre. — Fol. 144. « Sentence de confiscation, contre Nicolas Granthomme », voiturier à Arras, transportant or et argent hors du

royaume. 18 novembre. — Fol. 144 v°. « Sentence pour la communauté d'Oisemont. » 26 novembre. — Fol. 145. « Sentence les asséurs de Baillœul, contre Anthoine Lempereur et autres. » 2 décembre. — Fol. 145 v°. « Interlocutoire Abraham Delarue, fermier du nouvel impos, contre Martin de Berny. » 7 décembre. — Fol. 145 v°. « Sentence M^e Vincent Boytel, receveur des aydes, contre M^e Nicolas Auxcousteaux, receveur du Domayne. » 10 décembre. — Fol. 146 v°. « Sentence Remy Estocq, tuteur, contre les asséurs d'Essartaux. » 16 décembre. — Fol. 147. « Sentence de mainlevée, pour Michel Bénard et Guillaume Lefèvre », marchands, de Caen en Normandie. 22 décembre. — Fol. 147 v°. « Sentence de confiscation de II petits sacs de cocquesenille. » 22 décembre.

1575. — Fol. 148. « Sentence Jehan Duchemyn et Jacques Dubois, contre Pierre Seguyn. » Imposition foraine. 4 janvier. — Fol. 148 v°. « Sentence dame Hélaïne Bouchart, contre Jehan Duchemyn et autres commis. » Foraine. 8 janvier. — Fol. 149 v°. « Interlocutoire Guy Leroy et Pierre Hoger, opposans, contre les asséurs de Baillœul. » 20 janvier. — Fol. 149 v°. « Sentence Nicolas Delapierre et Jehan Belleguise (échevins de Picquigny), contre Bastien Bunel. » 27 janvier. — Fol. 150. « Sentence Lucien Cucu, fermier de Caigny, contre Clément de Louvencourt » Vingtième du vin. 28 janvier. — Fol. 150. « Sentence de mainlevée d'un ballot de réseaux, pour Jehan Delapierre, contre Guillain Quignon. » 29 janvier. — Fol. 151. « Sentence de confiscation... contre Christofle Balesdens et aultres. » Sac de blé où étaient cachés deux petits sacs de cochenille. 5 février. — Fol. 151 v°. « Sentence Pierre Paillart, fermier de la subvention qui se prend sur les tainctures, contre Martin de Berny », marchand à Amiens. 7 février. — Fol. 152. « Sentence Pierre Havet contre Martin de St-Fuscien. » Huitième des bières. 9 février. — Fol. 153 v°. « Sentence Abraham Delarue, fermier, contre Nicolas de Hangest, marchand. » 14 février. — Fol. 154. « Sentence M^e Agnien de Savignyes, contre Nicolas Chocquet. » Huitième du vin. 14 février. — Fol. 154 v°. « Sentence Nicolas Chocquet, fermier, contre Riquier Cadot. » 15 février. — Fol. 154 v°. « Jehan Flameng contre Loys Petit et Jehan Bultel. » Imposition des draps. 16 février. — Fol. 155. « Sentence interlocutoire Guillain Quignon et le procureur du Roy, contre Jehan Jumel. » 17 février. — Fol. 155 v°. « Sentence Nicolas Regnaume et autres, opposans, contre les asséurs du Maisnil. » 1^{er} mars. — Fol. 156 v°. « Sentence Nicolas de Blangy, contre Philippe Barré. » 1^{er} mars. — Fol. 157. « Sentence contre Pierre Machue, sur causes de récusations. » 2 mars. — Fol. 157. « Sentence Nicolas de Blangy,

contre Jehan Laloyer et autres grossiers de poisson. » 2 mars. — Fol. 157 v°. « Sentence Pierre de Bonnaire, contre Rasse de Camps et Jehan Martin. » 2 mars. — Fol. 158. « Sentence Nicolas de Blangy, contre M^e Simon de Belleville. » Ferme du hareng et poisson de mer. 2 mars. — Fol. 158 v°. « Interlocutoire les asséurs de Conty. » 3 mars. — Fol. 159. « Sentence Guillain Quignon, contre Pierre de la Chambre », marchand à Anvers. Exportation d'or faux en bobines. 5 mars. — Fol. 159 v°. « Sentence les habitans de Mouflières contre les manegliers de Lignièrès. » 10 mars. — Fol. 160. « Sentence Jacques Deffontaines, contre Aubert Caron et autres. » Mainlevée de « XXXI. VIII s. en douzains, une chemise de toile, un paquet de cinquante-six volumes de livres de diverses impressions. » 10 mars. — Fol. 160 v°. « Sentence Jacques Tallon, sergent, contre Christofie de Mortreux. » Rébellion. 14 mars. — Fol. 161. « Sentence de confiscation de plusieurs draps de soye, sur la dénonciation de Jehan Hesterel et Anthoine de Baillœul. » 15 mars. — Fol. 161 v°. « Sentence exécutoire d'arrest Hélaïne Bouchart contre Pierre Duchemyn et autres. » 16 mars. — Fol. 162. « Sentence les asséurs de Dromaisnil, contre Robert Fortin. » 19 mars. — Fol. 162 v°. « Sentence Helaine Bouchart. » 21 mars. — Fol. 162 v°. « Sentence Michel Baron, contre Pierre Havet. » Aide des bières. 29 mars. — Fol. 163. « Sentence de confiscation de l'argent trouvé sur Jehan Robineau. » 29 mars. — Fol. 164 v°. « Sentence Pasquier Chivet, opposant, contre les asséurs de Namps-au-Val. » 30 mars. — Fol. 165. « Sentence Abraham Delarue et autres, contre Martin de Berny. » Nouvel impôt sur les serges. 31 mars. — Fol. 166. « Sentence Jacques Deffontaines, contre le sieur Ludovic Dadjaerte. » Mainlevée « d'un petit sacq et paquet, dans lequel estoient une besasse de toile, une chaussette, dans laquelle y avoit un paquet couvert de pappier, un gaultre petit sacq de toile bize, où estoient trente livre, dix-huit sols, en douzains, une chemise salle et un petit paquet de livres moulees en feulletts non liez, contenant plusieurs volumes de diverses impressions, trouvez sur le chariot et possession de Jacques Hucquebar, voicturier de Lille. » 11 avril. — Fol. 166. « Sentence pour Guillain Quignon contre Jehan Robyneau », marchand à Paris. 11 avril. — Fol. 166 v°. « Sentence Guy Leroy et Pierre Héquet, opposans, contre les asséurs de Baillœul. » 14 avril. — Fol. 167. « Interlocutoire Nicolas de Blangy, contre Jehan Laloyer. » Ferme du hareng et poisson de mer. 22 avril. — Fol.

167 v°. « Sentence Michel Baron, contre Pierre Havet. » 29 avril. — Fol. 168. « Sentence Pierre Séguyn, contre Anthoine de Baillœul. » 6 mai. — Fol. 168 v°. « Interlocutoire Clément de Louvencourt, contre Nicolas Bizart », marchand à Paris. 19 mai. — Fol. 168 v°. « Sentence Martin de Berny, contre Abraham Delarue. » Nouvel impôt sur les serges. 20 mai. — Fol. 169. « Sentence Pierre Seguyn et le procureur du Roy joint, contre Anthoine de Baillœul, prisonnier », accusé avoir récélé des marchandises saisies à Pont-Remy. 21 mai. — Fol. 170 v°. « Sentence les asséeurs du Mesge, contre Jehan Leroy. » 1^{er} juin. — Fol. 171 v°. « Sentence Ynocent Lejonne et sa femme, contre Hubert Mallart. » Ferme du vingtième du vin. 1^{er} juin. — Fol. 172 v°. « Sentence Seguyn contre Baillœul, prisonnier. » 7 juin. — Fol. 173 v°. « Sentence Nicolas de Blangy... contre Jehan Laloyer. » Ferme du poisson de mer. 22 juin. — Fol. 173 v°. « Sentence Anthoine Dally et Jehan d'Outreleau (asséeurs et collecteurs de la taille de Condé-Folie), contre Beaugeois de Sangters. » Rébellion. 25 juin. — Fol. 174. « Sentence les asséeurs du village de Quevauviller, contre plusieurs légionnaires. » Pierre Boilledieu, Mathieu Mille, Pierre Lefèvre, Mathelin Personne, Jean Foucquesolle, Jacques Duval, Jacques de Perceval. 29 juin. — Fol. 174 v°. « Sentence Charles de Labbeye, contre M^c Vincent Boitel, receveur » des aides 2 juillet. — Fol. 175. « Sentence les asséeurs de Behen contre Gervais Huguet, opposant. » 5 juillet. — Fol. 175 v°. « Sentence Nicolas Baron, contre Lucien Cucu. » 8 juillet. — Fol. 176. « Sentence Nicolas Bizart, contre Clément de Louvencourt, fermier du XX^e. » 4 août. — Fol. 176 v°. « Sentence Nicolas de Blangy, ou nom qu'il agist, contre Jehan Leclerc et autres grossiers de poisson. » 5 août. — Fol. 178 v°. « Sentence Guillain Quignon, contre Jehan Guinet et consors. » Saisie de fil de sayette. 9 août. — Fol. 179 v°. « Sentence Guillaume Vennyer, contre M^c Durant de la Sarrette. » 20 août. — Fol. 181. « Sentence Pierre Havet, contre Michel Baron. » Huitième des bières. 22 août. — Fol. 181 v°. « Sentence Jehan Guinet et aultres, contre Guillain Quignon et le procureur du Roy. » 10 septembre. — Fol. 182 v°. « Sentence Pierre Palliart, fermier du nouvel impos, et autres, contre Anthoine de Louvencourt. » 19 septembre. — Fol. 183 v°. « Sentence Souplis Regnault, contre Jehan Pagnier, deffendeur. » 20 septembre. — Fol. 185. « Sentence Michel Baron, contre Pierre Havet, naguères fermier. » Aide des bières. 21 septembre. — Fol. 185 v°. « Sentence Pierre Paillart et Rolland, contre Martin de Berny. » Nouvel impôt sur les serges. 4 octobre. — Fol. 186. « Sentence Guillaume Lefèvre, contre Anthoine Huart. » Vingtième du vin.

1^{er} octobre. — Fol. 186 v°. « Sentence honorable homme Pierre Lenglès », procureur au bailliage et siège présidial d'Amiens, contre François Auxcousteaulx, procureur du Roi audit bailliage, pour l'entérinement des lettres de provision dudit Lenglès de substitut de procureur du Roi en l'élection. 13 octobre. — Fol. 187. « Sentence le procureur du Roy, contre Anthoine Huart. » Vingtième du vin. 14 octobre. — Fol. 188. « Sentence Simon et Jehan Obrée, contre Denise Collenée et Adam Obrée. » Ferme des impositions de Belleuse. 4 octobre. — Fol. 189 v°. « Sentence Abraham Delarue, fermier, contre Martin de Berny. » Impôt sur les serges. 19 octobre. — Fol. 190. « Sentence Blangy et de Hangest, contre Jehan Leclerc et autres grossiers de poisson. » 13 décembre.

1576. — Fol. 190 v°. « Sentence de mainlevée Jehan Guinet et autres, de divers fillez arrestés, contre Guillain Quignon et le procureur du Roy. » 21 janvier. — Fol. 192. « Sentence P. Paillart, fermier du nouvel impos, contre Martin de Berny. » 6 février. — Fol. 193. « Dictum Jehan Couvreur, l'ainé, contre les fermiers des bières. » 7 février. — Fol. 193 v°. « Sentence pour Nicolas de Blangy et de Hangest. » 9-18 février. — Fol. 194 v°. « Sentence de mainlevée des deniers appartenans à Hiérosme Roger et Catherine Maryé. » 3 mars. — Fol. 195. « Sentence Jehan Leclerc et autres, contre Nicolas de Blangy et de Hangest. » Grossiers de poissons. 13 mars. — Fol. 195 v°. « Sentence provisionnelle Noël Decourt, contre Jacques Dubois et Guillaume Blequin. » Serges et fil de sayette. 14 mars. — Fol. 196 v°. « Sentence Jean Tonnelier, fermier du VIII^e, contre Guy de Bailly. » 14 mars. — Fol. 197. « Sentence Anthoine Dallyer contre Léon Bouteillyer. » 15 mars — Fol. 197 v°. « Sentence Noël Dercourt, contre Jacques Dubois et autres. » 17 mars. — Fol. 198. « Sentence Pierre Havet, contre Martin de St-Fuscien et Laurens Testart. » Huitième des bières. 20 mars. — Fol. 198 v°. « Sentence sur causes de récusations, pour Hélayne Bouchart, contre Jehan Duchemin et autres. » 11 avril. — Fol. 198 v°. « Sentence M^c Charles Gorguette contre Nicolas Chocquet. » Aide du vin. 2 avril. — Fol. 199. « Interlocutoire les asséeurs de Drumaisnil, contre Robert Fortin et Nicolas Lemaire. » 5 avril — Fol. 199 v°. « Interlocutoire les asséeurs d'Éplaisniers contre Jehan Boullenger. » 6 avril. — Fol. 199 v°. « Sentence Jehan Tonnelier, fermier du VIII^e, contre Jehan Flameng, fermier du XX^e. » 6 avril. — Fol. 200. « Sentence Martin de Berny. » Saisie de satins et marchandises. 13 avril. — Fol. 200 v°. « Sentence Pierre
Pail-

lart et Pierre de Lespaulx », teinturier à Amiens. Droit de sceau. 13 avril. — Fol. 201. « Sentence Havet contre Martin de St-Fuscien et Testart. » 17 avril. — Fol. 201. « Sentence Denys Piéret, contre Jehan Hanicque. » 17 mai. — Fol. 202. « Sentence Denys Piéret contre les asséeurs de Grandviller. » 12 mai. — Fol. 203. « Sentence Pierre Paillart, fermier, contre Jehan de Hangest », teinturier. Droit de sceau. 14 mai. — Fol. 203 v°. « Sentence Jehenne Perdu, vefve, contre les asséeurs de Grandviller, en l'an LXXV. » 17 mai. — Fol. 204 v°. « Sentence pour le procureur du Roy contre Nicolas Leblond. » Taillon. Rébellion. 4 juin. — Fol. 205. « Sentence Pezé contre Nicolas de Hangest. » 9 juin. — Fol. 206 v°. « Sentence de mainlevée de trois chariots arrestés, faute de déclaration des marchandises estans sur iceulx », conduits par deux charretiers de Lille. 19 juin. — Fol. 207. « Sentence Vincent Lefèvre, greffier. » 25 juin. — Fol. 207 v°. « Sentence de confiscation de quelque cocquesenille. » 20 juin. — Fol. 208. « Sentence Souplis Regnaut, contre Baptiste Lefèvre. » 11 juillet. — Fol. 208 v°. « Sentence Jacques Dubois, demandeur sur réparation d'injures, contre Noël Decourt, deffendeur. » 12 juillet. — Fol. 209. « Sentence pour le procureur du Roy, contre François Lefrancq et Nicolas Boucher de Waudricourt. » Tailles. 12 juillet. — Fol. 209 v°. « Sentence Robert Fortin et Nicolas Lemaire, opposans, contre les asséeurs de Dromaisnil. » 12 juillet. — Fol. 210 v°. « Interlocutoire les asséeurs de Croixraoul contre Jenneviève de Rains. » 14 juillet. — Fol. 210 v°. « Sentence Pierre Paillart, fermier du sceau des draps, contre Laurens Rolland. » 14 juillet. — Fol. 212. « Sentence pour les habitans de Lully. » Francs-marchés et foires. 14 juillet. — Fol. 212 v°. « Sentence Jacques Dubois et Blequyn, demandeurs et dénonciateurs, contre Noël Decourt. » 19 juillet, — etc.

C. 1699. (Registre.) — Petit in-fol. 193 feuillets, papier.

1583-1587¹. — Registre aux Chartes. — « Registre aux chartres, édictz, lettres patentes, provisions et institutions d'offices, confirmation de previllèges et aultres lettres, concernans l'élection d'Amiens, commençant en l'an de grâce MV^cIII^{xx}III, à ce temps M^{es} Quentin Quesnel, président, Pierre Rogeau, Charles Gorguette, Richard Demonchy, Hubert Cosette, Francoys Castelet, et Jehan Bachelier, élus, tous conseillers du Roy en ladicte élection, par François Auxcousteaux, procureur du Roy, et Vincent Lefèvre, greffier. » — Fol. 1. « Édict du Roy contenant les droictz d'entrée que Sa Majesté vœult estre acquitez sur les grosses denrées et marchandises

amenées des pays estranges en ce royaume. » St-Maur-des-Fossés, 1^{er} août 1581. — Fol. 2 v°. « Estat des denrées et marchandises venant des pays estrangers cy après déclairés, sur lesquelles le Roy veut et entend estre doresnavant prins et levé, par forme d'imposition, les sommes de deniers quy sont particulièrement déclairées sur chacunes nature et espèces desdites denrées et marchandises, selon et ainsy quy s'ensuit. » Conseil privé à St-Maur-des-Fossés, 1^{er} août 1581. — Fol. 4 v°. « Extraict des registres de la court des aydes en Normendie. » Arrêt d'enregistrement desdits édit et état. Rouen, 28 novembre 1581. — Fol. 5. « Ensuit la modération faite au Conseil du Roy, sur la taxe des droits ordonnez par Sa Majesté.... laquelle modération Sadite Majesté entend estre faite à présent en Normandye seulement. » Conseil du Roi. 10 décembre 1581. — Fol. 6. « Estat de ce que payeront les denrées et marchandises estrangères cy après déclairées, pour nostre droict général d'entrée à leur arrivée en nostre royaume », etc. Conseil d'État à St-Maur-des-Fossés, 11 septembre 1582. — Fol. 8 v°. « Extraict des registres du conseil d'État, touchant les droicts d'entrée des marchandises. » St-Maur-des-Fossés, 11 septembre 1582. — Fol. 8 v°. Ordonnance royale, relative au droit d'entrée. St-Maur-des-Fossés, 11 septembre 1582. — Fol. 10. « Sommaire du privilège. » 22 février 1578. — Fol. 10 v°. « Touchant le droit des bourdereaux attribué aux controlleurs. » Ordonnance royale. Paris, 4 novembre 1582. — Fol. 14. « Déclaration du Roy contenant la suppression de l'édict de l'ayde et subvention des procès, et création du paris des especes. » Paris, février 1583. — Fol. 17. « Edict du Roy contenant établissement d'un sergent des tailles et aydes en chacune paroisse de ce royaume. » Paris, septembre 1581. — Fol. 20. « Édict et déclaration du Roy, sur l'ampliation et attribution de pouvoir aux sergens royaulx nouvellement créés, et greniers, chambres à sel, en chacune parroisse de ce royaume. » Paris, novembre 1582. — Fol. 21 v°. « Emprinse de serment du clerc du VIII^e du vin. » 8 avril 1583. — Fol. 22. « Ordonnance du Roy, sur l'exécution de son édict de réuyon du mois de mars mil V^e quatre vingtz, pour la revente en domaine des greffes des paroisses qui restent à vendre, et maintenir les adjudicataires d'iceulx, sans que, par préférence ny autrement que par le tiercement ordonné, ils puissent estre dépossédez ny empeschez en leurs adjudications », etc. Paris, 26 février 1583. — Fol. 25 v°. « Extraict de certains articles des mémoires et instructions faictes et arrestées au conseil d'Etat, le XXV^e

¹ Dates d'enregistrement.

mai MV^c quatre-vingts-trois... pour servir aux commissaires députez à l'exécution de l'édicte de la réunion et revente en domaine des greffes des paroisses», etc. 3 août 1583. — Fol. 26 v^o. « Commission de Mons. Le président Leclerc, touchant ladicte rényon. » Lettres patentes. Paris, 15 janvier 1583. — Fol. 28. Prestation de serment de sous-greffier de la ferme de l'imposition du hareng et poisson de mer. 26 septembre 1583. — Fol. 29. « Rafréchissement de serment du greffier de Baudéduict. » 14 octobre 1583. — Fol. 29. « Pour M^e Noël Gueneron, greffier de Lully. » 22 octobre 1583. — Fol. 29 v^o. « Pour Jehan Lemoisne, laboureur, collecteur. » 18 août 1583. — Fol. 30. « Bail Jehan Delacroix, fermier des aides de la ville » d'Amiens. 14 septembre 1583. — Fol. 31. « Greffier de Bouveresse. » 2 décembre 1583. — Fol. 31 v^o. « Provision de l'estat de greffier de Bouveresse. » Lettres patentes. Paris, 30 novembre 1575. — Fol. 32. « Acte pour Mons. Baillon, procureur du Roy. » 15 décembre 1583. — Fol. 32 v^o. « Arrest de la court des grans jours séant en la ville de Troyes. » Chevauchées pour les impositions, etc. 27 septembre 1583. — Fol. 33 v^o. « Pour la levée des deniers des offices de receveurs-collecteurs. » Lettres patentes. 15 mars 1583. — Fol. 38 v^o. « Pour les officiers et commensaulx du Roy. » Lettres patentes. St-Germain-en-Laye, 15 janvier 1584. — Fol. 39 v^o. « Pour les officiers de la Roynie. » Lettres patentes. St-Germain, 15 janvier 1584. — Fol. 40 v^o. « Pour les officiers et commensaux de la royne mère. » Lettres patentes. St-Germain, 15 janvier 1584. — Fol. 41 v^o. Prestations de serments de plusieurs. — Fol. 43 v^o. Lettres de provision de l'état de receveur-collecteur des tailles de Gollencourt, à Jean Lemoisne. Paris, 1^{er} octobre 1583. — Fol. 45. « Bail des laynes et pelures. » 22 février 1583. — Fol. 46. « Édicte du Roy, contenant ample règlement sur le fait des tailles, et que ceulx qui ont usurpé le titre de noblesse, sans avoir lettres d'anoblissement, y seront cottizés, pour soullager d'autant son pauvre pœuple. » Paris, mars 1583. — Fol. 52 v^o. Prestations de serments. — Fol. 57. « Extrait des registres de Fuscien Pécoul, notaire roial au bailliage d'Amiens. Arrière-bail des XII d. pour livre mis sur la drapperye, façon d'Amyens. » 21 février 1584. — Fol. 60. « Bail du sceau de la drapperye, fait à Pierre Pailliar. » 3 février 1583. — Fol. 62. « Reiglement provisionnel de la court des Aydes, sur le fait des oppositions de surtauxe et deniers de non-valloir. » 23 mars 1584. — Fol. 64. « Extrait des registres du conseil d'Etat. Arrest de descharge de XL l., pour les tauxations des levées extraordinaires. » Paris, 21 avril 1584. — Fol. 64 v^o. « Édicte du Roy, touchant la création d'un clerc et commissaire du huitième; en chasque ville et faulxbourgs de ce royaulme, où il n'y a encore esté pourveu, aux

conditions y contenues. » Paris, décembre 1581. — Déclarations et lettres sur le même objet. — Fol. 69. « Transport et vente du greffe de le Vacquerie. » 24 septembre 1584. — Fol. 70. « Bail du nouveau subsidie des V s. de la généralité de Picardye. » Amiens, 20 septembre 1584. — Fol. 75. « Bail de l'imposition des soyes et satins. » Amiens, 14 septembre 1584. — Fol. 76. « Bail de l'impos des sarges et bayes, pour J. Flameng. » 13 septembre 1584. — Fol. 77 v^o. « Pour les taverniers, hosteliers et cabaretiers. » Lettres patentes. St-Maur, 17 juin 1584. — Fol. 78. « Commission pour M^e Pierre Rogeau, commissaire. » Paris, 21 juin 1584. — Fol. 79. « Édicte du Roy de la création des controlleurs, sur le fait de la drapperie, visitation et marque des marchandises, sallaires et proufficts desdits controlleurs et de leur exemption des charges publicques », etc. Paris, décembre 1582. — Fol. 80 v^o. « Déclaration du Roy de l'édicte de la création des controlleurs sur le fait de la drapperie. » St-Maur, 14 mai 1584. — Fol. 81. Arrêt de la cour des Aides sur ledit édit. 13 juin 1584. — Fol. 82. « Édicte du Roy, tant sur la manufacture des draps, sarges et estamets, que sur la taincture, vente et délivrance d'iceulx. » Paris, mars 1571. — Fol. 84 v^o. « Estat de ce quy sera paié pour chacune pièce de draps, sarges, estamets frisés, felus, sarges, et autres sortes cy-après spécifiées, qui seront seellées suivant l'édicte cy attaché, soubz le contreseel de nostre chancellerie. » Paris, 19 mars 1571. — Fol. 86. « Bail de l'entrée des draps à Vincent Soiry. » 13 septembre 1584. — Fol. 87. « Lettres pour lever deniers à Picquigny. » Paris, 12 septembre 1584. — Fol. 88. « Provision de l'office de greffier des roolles des tailles de Cayeu, pour Nicolas Bourgois. » Paris, 6 novembre 1584. — Fol. 89 v^o. « Lettres pour lever denier, pour le bailly d'Aut. » Paris, 14 juillet 1584. — Fol. 91. « Provision de l'office de sergent (en l'élection), pour Jehan Roussel. » Paris, 3 avril 1585. — Fol. 92 v^o. « Touchant la levée de surcéance de l'édicte des taverniers. » Paris, 2 juillet 1585. — Fol. 92 v^o. « Édicte du Roy, contenant le restablisement des présidens, esleus et autres officiers par cy-devant supprimez. » Paris, mai 1585. — Fol. 95. « Provision de canonnyer ordinaire, Roulland de Forcheville », demeurant à St-Valery, par Philibert de la Guiche, chevalier des deux ordres du Roi, conseiller en ses conseil privé et d'État, grand maître et capitaine général de l'artillerie de France. Paris, 30 septembre 1584. — Fol. 96 v^o. « Provision de l'office

d'éleu, M^e Claude Delattre. » Paris, 19 octobre 1585. — Fol. 98. « Assiette pour les habitans de Démuy. » Lettres patentes. Paris, 9 juillet 1585. — Fol. 99. « Extrait des registres de la court des Aydes. Arrest de restablissement des offices réduictz. » Paris, septembre 1585. — Fol. 101. « Provision de l'office d'éleu, Robert de Morlencourt. » Paris, 14 octobre 1585. — Fol. 103. Lettres patentes de provision de l'office de contrôleur sur le fait des aides et tailles en l'élection d'Amiens, à Vincent Roussel. Paris, 18 novembre 1585. — Fol. 105 v^o. « De par les président et éleuz conseillers pour le Roy, en la ville et élection d'Amyens, touchant le bestial. » 9 novembre 1585. — Fol. 106. « Provision et prestation de serment de greffier de Grattepanche. » Amiens, 2 janvier 1586. — Fol. 106 v^o. « Bail général de la douane de Lyon et autres droits. » Lettres patentes. Paris, 24 mai 1584. — Fol. 119 v^o. « Touchant la feuille et menues nécessitez de la chambre. » Lettres patentes. Paris, 15 novembre 1585. — Fol. 120 v^o. « Arrest contre les taverniers. » Conseil d'État. Paris, 17 mars 1586. — Fol. 122 v^o. « Previllège des postes. » Lettres patentes. Paris, 24 février 1584. — Fol. 124. « Lettres de provision de receveur des espices, M^e Martin de Myraulmont. » Paris, 31 décembre 1584. — Fol. 126. Prestations de serments de divers. — Fol. 127. « Arrest de commission pour les chemins de chasse-marées. » Parlement. Paris, 19 mars 1585. — Fol. 128 v^o. « Pour la levée de XL chevaux, X chartiers, V charettes et I chariot, avec l'esquipage. » Lettres patentes St-Maur, 25 juin 1586. — Fol. 130 v^o. « Vendition et transport du greffe des tailles de Fontaines-soubz-Catheux. » 2 janvier 1585. — Fol. 131 v^o. « Sentence pour le prieur de Laleu. » Paris, 13 février 1585. — Fol. 133. « Pour l'office de clerc du VIII^e du vin : » Paris, décembre 1580. — Fol. 134. « Commission pour le restablissement d'un controlleur de la drapperie. » Lettres patentes. Paris, 27 septembre 1586. — Fol. 136. « Sentence provisionnelle pour le clerc du VIII^e. » 7 novembre 1586. — Fol. 138. « Pour Morlencourt, controlleur, touchant le droict de bordereau. » 27 juillet 1586. — Fol. 139. « Lettres pour levée des arréraiges du droict de bordereau. » Paris, 12 septembre 1586. — Fol. 141. « Ordonnance (royale) que toutes commissions de levées de deniers extraordinaires seront contrôllées des intendants des finances. » Paris, 2 décembre 1586. — Fol. 141 v^o. « Provision de l'office de recepveur des aydes, M^e Claude de Hangest. » Lettres patentes. St-Germain-en-Laye, 10 octobre 1586. — Fol. 143 v^o. « Provision de l'office de receveur des taille et taillon, M^e Claude de Hangest. » Paris, 17 décembre 1586. — Fol. 146. « Touchant les greffes des tailles

des paroisses. » Déclaration du Roi, Paris, 23 mars 1586. — Fol. 155 v^o. « Provision de l'estat de receveur des consignations, M^e Michel de Suyn. » Lettres patentes. Fontainebleau, 26 juin 1582. — Fol. 157. « Extrait des registres du conseil d'Etat. Touchant les greffes des roolles des tailles. » Paris, 28 février 1587. — Fol. 157 v^o. « Provision de l'estat de lieutenant en l'élection d'Amyens, M^e Charles Gorguette. » Paris, 2 janvier 1587. — Fol. 159. « Provision de l'estat et office d'éleu, M^e Flourens de Louvencourt. » Paris, 27 février 1587. — Fol. 160 v^o. « Provision Anthoine Vrayet, huissier de l'élection. » Paris, 19 avril 1587. — Fol. 161 v^o. « Réglement des président et éleuz. » 22 avril 1587. — Fol. 162. « Extrait du registre de la court des aydes. Arrest donné au prouffict de M^e Jacques Lefort, esleu particulier à Grandviller, contenant exemption de tailles. » 29 janvier 1587. — Fol. 162 v^o. « Arrest pour M^e Vincent Roussel, controlleur. » 20 septembre 1586. — Fol. 163. « Quittance du tiers denier de l'office M^e Charles Roussel, éleu. » Paris, 31 août 1585. — Fol. 163 v^o. « Lettres de provision dudit Roussel. » Paris, 3 août 1587. — Fol. 165. « Lettres de provision de Jehan Bourcier », de l'office de sergent royal en l'élection. Paris. 31 décembre 1586. — Fol. 166. « Lettres (patentes) de la taille de l'élection d'Amiens, pour l'année V^e III^{xx} VIII. » Paris, 27 août 1587. — Fol. 168 v^o. « Lettres de permission de tenir taverne et cabaret, pour Guillaume Poinctier. » Paris, 27 janvier 1587. — Fol. 169. « Id. pour Jacqueline Foucquerel. » Paris, 27 janvier 1587. — Fol. 169 v^o. « Lettres de provision d'éleu, (François) Moreau. » Paris, 20 octobre 1587. — Fol. 170 v^o. « Pouvoir et commission de commis greffier au siège de Grandviller, pour le greffier de l'élection d'Amyens. » Amiens, 20 novembre 1587. — Fol. 171. « Création d'un lieutenant de robe longue en chacune élection, avec nouvelle confirmation de la jurisdiction des éleuz. » Ordonnance royale. Paris, mai 1586. — Fol. 176. « Permission de taverne de Salmon Carpentier. » Paris, 2 mai 1586. — Fol. 176 v^o. « Édict du Roy, contenant attribution de jurisdiction, pouvoir et qualité d'éleu, aux controlleurs des élections de ce royaume. » Paris, mai 1587. — Fol. 178. Permissions de cabaretiers et taverniers. — Fol. 179 v^o. « Création d'un lieutenant, en chacune des élections particulières de ce royaulme, ensemble d'autres nouvelles élections particulières, ès lieux que besoing sera, avec la création ancienne des éleuz particuliers ès élections particulières de ce royaulme. » Ordonnance royale. Paris, mars 1587. — Fol. 181. Ordonnance

royale sur le même objet. Fontainebleau, 19 juillet 1543. — Fol. 183 v°. « Déclaration du Roy sur l'édicte des lieutenans particuliers des esleuz. » Paris, 18 novembre 1587. — Fol. 185. Ordonnance royale relative aux élus. Fontainebleau, décembre 1584. — Fol. 188. « Édicte du Roy, contenant création et élection des offices de clerks et commissaires des fermes du VIII^e, XX^e et III^e du vin, ès fermes qui sont au-dessous de CXXXIII l. », etc. Paris, mars 1586. — Fol. 189 v°. « Commission, règlement et mandement du Roy, adressant à ses elleuz et conseillers, pour procedder à la vente des offices des clerks et commissaires des fermes des vins et autres impositions, à plain déclarées par son édicte du mois de mars 1586. » Paris, 20 janvier 1587. — Fol. 191 v°. « Commission aux président, lieutenans et elleuz, pour vendre les offices de clerks des huitiesme. » Paris, 1^{er} octobre 1587. — Fol. 192 v°. « Lettres patentes, pour la levée de XV l. sur chacune paroisse. » 25 août 1587, — etc.

C. 1700. (Registre.) — Petit in-fol. 275 feuillets, papier.

1615-1622¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1 v°. Lettres de provision de Jacques de Caigny, en l'office de commissaire-examineur nouvellement créé en l'élection d'Amiens. Paris, 20 juillet 1615. — Fol. 3. « Éxtrait du registre de Henry de Bacq, nottaire royal au bailliage d'Amyens. Arrière-bail de la ferme des soyes à Jehan-Nicolas Chocquet. » 11 mai 1713. — Fol. 3 v°. « Extrait du registre de Thomas de St-Fussien, nottaire royal au bailliage d'Amyens. Cession et transport de ladite ferme à Robert de Bœuve. » 20 août 1615. — Fol. 5. « Réception de Anthoine Merlin, en la charge de clerk commissaire de la ferme du sol pour pot de vin à Amyens. » Amiens, 8 janvier 1616. — Fol. 5 v°. « Réception de François Catel, en la charge de clerk commissaire de ladite ferme du sol pour pot. » Amiens, 5 février 1616. — Fol. 6 v°. « Ordonnance pour M^e Pierre de la Sablure, fermier du sol pour pot de vin à Amyens. » Amiens, 20 avril 1616. — Fol. 7 v°. « Réception de Anthoine de Mons, de clerk des mises et offres de la ferme de l'ayde du vin d'Amyens. » Amiens, 3 juin 1616. — Fol. 9. « Levée de deniers pour les habitans de Grandviller. » Paris, 29 mai 1615. — Fol. 9. « Extrait du registre de Firmin Pécoule, nottaire royal au bailliage d'Amyens. Donation de l'office de sergent de l'eslection d'Amyens, par François de St-Fussien, à Jehan de St-Fussien. » Amiens, 14 décembre 1613. — Fol. 10 v°. « Levée de deniers pour les habitans de Sarnoy. » Paris, 29 juillet 1616. — Fol. 12. « Bail de la ferme du XX^e du vin à Amyens, à Adrien Correur. Paris,

11 mai 1616. — Fol. 13. « Commission de Geoffroy de la Cauchie, porte-flambeau de la ferme du sol pour pot. » Amiens, 19 octobre 1616. — Fol. 14. « Provision de Claude Planterose, en la charge de cappitaine en la marine de Ponant. » Rouen, 29 juillet 1615. — Fol. 15. « Vérification du bail de la ferme de Cayeu, pour Anthoine Clari et Romain Delattre. » Amiens, 9 novembre 1616. — Fol. 15 v°. « Commission pour Flourimont Fournier et Jehan Robbe, pour faire les recherches au bourg de Cayeu. » Amiens, 9 novembre 1616. — Fol. 16. « Levée de deniers sur les habitans de La Croix-au-Bailly. » Paris, 1^{er} août 1616. — Fol. 17 v°. « Levée de deniers sur les habitans du bourg d'Aust. » Lettres patentes. Paris, 7 décembre 1616. — Fol. 19. « Bail de la ferme de l'ayde du vin Amyens, à Charles Duroy. » Amiens, 29 octobre 1616. — Fol. 20. « Sentence de noblesse pour Adrian de Canteleu, sieur de Sérouvelle. » Amiens, 19 mars 1544 ; arrêt de la cour des Aides, et sentence de l'élection sur le même objet. — Fol. 24 v°. « Lettre d'assiette sur les habitans de Boullencourt en Sery, pour Noël Grison. » Paris, 11 janvier 1517. — Fol. 26. Arrest contre Charles de Parthenay, soy-disant grand louvetier en Picardie. » Cour des Aides. Concussions. Paris, 7 décembre 1616. — Fol. 27. « Commission de Jehan Duflos, au bourg de Cayeu, pour Pierre de la Sablière, fermier. » 5 juillet 1617. — Fol. 27 v°. « Lettres d'assiette sur les habitans de Croix-au-Bailly, pour la somme de III^e l. » Paris, 3 juillet 1617. — Fol. 29. « Autres lettres d'assiette sur les habitans de Croix-au-Bailly, pour la somme de VII^{xx} X l. » Paris, 5 juillet 1617. — Fol. 30 v°. « Bail de Jehan Palliart, fermier de l'aide du vin. » Amiens, 18 septembre 1617. — Fol. 31 v°. « Lettres de provision de Valentin Gaudissart, en l'office de lieutenant particulier du prévost des maréchaux, à Amyens. » Paris, 1^{er} juillet 1617. — Fol. 33 v°. « Lettres d'exemption de toutes charges publiques, pour Estienne Débeaurains. » Paris, 13 décembre 1612. — Fol. 35 v°. « Adjudication de l'office de commissaire des tailles de Conty et Contres, pour Claude Lhostellier. » Paris, 7 octobre 1617. — Fol. 37 v°. « Adjudication de l'office de commissaire des tailles de St-Wallery, pour Michel Monmignon. » Paris, 21 octobre 1617. — Fol. 40. « Adjudication de l'office de commissaire des tailles du bourg d'Ault, pour ledict Monmignon. » Paris, 21 octobre 1617. — Fol. 40 v°. Id., de Cayeux. — Fol. 40 v°. « Lettres de confirmation du don et octroy de la ville de St-Wallery. » Lettres patentes. Paris, 17 juin 1616. — Fol. 45 v°. « Adjudication de l'office de

¹ Dates d'enregistrement

commissaire des tailles de Friaucourt et autres lieux, pour Jehan Monmignon. » Paris, 21 octobre 1617. — Fol. 47 v°. Lettres de provision de M^e Pierre Vacquette à la qualité d'élu. Paris, 18 août 1717. — Fol. 50. « Lettres d'assiette et levée de deniers sur les habitants de Conty. » Paris, 26 juillet 1617. — Fol. 53 v°. « Lettres de provision de l'office de lieutenant (en l'élection), pour M^e Charles Gorguette. » Paris, 2 janvier 1615. — Fol. 55 v°. « Extraict des registres du conseil d'Etat. Arrest touchant les offices d'huissiers et audienciers ès justices et juridictions royales. » Paris, 8 novembre 1616. — Lettres de provision dudit office à Jean Guisain. Paris, 2 août 1617. — Fol. 58. « Lettres d'assiette et levée de deniers sur les habitans de Villers-sous-Campsart. » Lettres patentes. Paris, 21 décembre 1617. — Fol. 60. « Lettres de provision de l'office de lieutenant particulier ès doyennez d'Oisemont et Gamaches », à Christophe Despréaux. Paris, 16 septembre 1611. — Fol. 62. « Bail de l'ayde du guelde, pour Jacques d'Aumalle. » Amiens, 18 septembre 1617. — Fol. 63. « Bail à ferme de l'estat et office de jaugeur de vin, pour Jehan Paillart. » Amiens, 17 mai 1618. — Fol. 65 v°. « Lettres d'assiette sur les habitans de Lignères. » Paris, 4 mai 1618. — Fol. 67. Lettres de provision à André Goret, de l'office d'huissier audiencier en l'élection d'Amiens, parties d'Airaines, nouvellement créé. Paris, 18 avril 1618. — Fol. 68 v°. Lettre de provisions à François de Louvencourt, de l'office d'élu en l'élection d'Amiens, vacant par la mort de M^e de Morlencourt. Paris, 2 mars 1618. — Fol. 70 v°. « Lettres de provision M^e Pierre Sellier, de l'office de substitud et adjoint. » Paris, 22 juin 1618. — Fol. 72 v°. Lettres de provision de l'office d'huissier audiencier, parties d'Oresmeaux et Gamaches, nouvellement créé, à Jean Baron. Paris, 31 janvier 1618. — Fol. 73 v°. « Lettres d'assiette sur les habitans de Neufville-lès-Lully. » Paris, 18 juin 1618. — Fol. 75. « Lettres (patentes) pour M^e Pierre Sellyer, pour le faire jouir du pouvoir postuler. » Paris, 23 août 1618. — Fol. 76 v°. Lettres de provision à Antoine Moreau, de l'office de président en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de François Moreau. Paris, 2 janvier 1615. — Fol. 79. « Lettres d'assiette sur les habitans d'Oresmeaux. » Paris, 4 mai 1618. — Fol. 80 v°. « Bail de la ferme de l'ayde des bières, pour Jehan Leroy et André Ringart. » Amiens, 13 septembre 1618. — Fol. 82. « Extraict du registre de Jehan Picard, nottaire royal au bailliage d'Amiens. Contrat de vente de l'office de jaugeur d'Amyens, par Jehan d'Auroul, à Louis de Dours. » Amiens, 14 septembre 1618. — Fol. 84 v°. « Édict pour la vente et revente des offices de gardes de petits sceaux et places de maistres clerks, en

chacune eslection en chef. » Paris, mars 1618. — Fol. 87 v°. « Extraict des registres du conseil d'Etat. Arrest pour la revente desdits offices de garde des petits sceaux, etc. » Paris, 5 septembre 1618. — Fol. 91 v°. « Commission de M^e Jehan Chappellier à M^e Jehan de Louvencourt, pour exercer ledit office. » 11 décembre 1618. — Fol. 93. « Lettres d'assiette sur les habitans de Cheppy. » Paris, 16 janvier 1619. — Fol. 94 v°. « Lettres d'assiette sur les habitans de Poix. » Paris, 18 décembre 1618. — Fol. 96 v°. « Bail de l'ayde du vin à Jehan Palliart. » Amiens, 10 septembre 1618. — Fol. 97 v°. « Contract de vente de l'office de jaugeur de la ville d'Amyens, à M^e Michel Dufresne. » Amiens, 8 novembre 1618. — Fol. 103. « Contract de vente de l'office de jaugeur du plat pays de l'eslection d'Amyens, à Louis et Nicolas Gayant. » Amiens 30 janvier 1619. — Fol. 107. « Bail général fait par le Roy et nosseigneurs de son Conseil, de toutes les aydes de France, pour huict années commençant au premier jour d'octobre mil six cens dix-neuf. » Paris, 26 janvier 1617. — Fol. 120 v°. « Arrière-bail fait à M^e Pierre Petyt, des aydes de ceste élection et autres. » 17 mai 1619. — Fol. 124 v°. « Levée de deniers sur les habitans de Sarnoy. » Paris, 7 mai 1619. — Fol. 125 v°. « Bail des fermes d'Araynes à Nicolas de Broutelle. » 14 juillet 1619. — Fol. 127. « Bail de la ferme de St-Wallery à M^e Robert Monmignon. » 28 mai 1619. — Fol. 129. « Bail de la ferme du XX^e du vin d'Amyens, et de l'ancien subside des V s., à M^e Pierre Merlin. » 22 mai 1619. — Fol. 131 v°. « Bail de l'ayde des bières à Jehan Palliart. » Amiens, 16 septembre 1619. — Fol. 133. « Commission de Jehan Gavois, pour la ferme du hareng et poisson de mer. » Amiens, 28 septembre 1619. — Fol. 134. « Commission de Pierre Gosse, clerc commissaire pour la ferme de XII d. pour pot de vin. » 27 septembre 1619. — Fol. 134 v°. « Bail de la ferme de l'ayde du vin d'Amyens à Jehan Roche. » Amiens, 16 septembre 1619. — Fol. 136. « Commission de Jehan de Fourmillon, clerc et commissaire aux fermes de XII s. pour pot de vin et XX^e. » 8 octobre 1619. — Fol. 137. « Bail de la ferme du hareng et poisson de mer de la ville d'Amyens, à Anthoine Quignon et autres, pour IIII ans. » 14 octobre 1619. — Fol. 137 v°. « Bail des fermes dans Gamaches et autres lieux, pour VIII ans. » 4 juin 1619. — Fol. 140. « Arrière-bail de la ferme des bières d'Ault et aultres villages, pour VIII ans. » Ault, 20 septembre 1619. — Fol. 142. « Commission de François Godquin, Guillaume Poitevin et François Valliguet, commis à

la ferme d'Ault. 19 octobre 1619. — Fol. 143. « Commission de Pierre Lirot, pour la ferme du hareng et poisson de mer d'Amyens. » Amiens, 19 octobre 1619. — Fol. 143 v°. « Commission de M^e Jacques Moisnet, commis de MM. à St-Wallery. » 24 octobre 1619. — Fol. 144 v°. « Lettres de provision de Philippe Godard, sergent en ceste élection. » Tours, 10 septembre 1619. — Fol. 145. « Réception de Jacques Boielledieu, en l'office de jaugeur de Quevauviller. » 15 novembre 1619. — Fol. 146. « Levée de deniers sur les habitans de Saigneville. » Lettres patentes. Paris, 11 septembre 1619. — Fol. 147 v°. Lettres de provision de l'office d'huissier audiencier, à Louis de Dours. Tours, 16 août 1619. — Fol. 148 v°. « Lettres de retenue de chef de fruicterie de la Royné, pour Paul Larcher. » Paris, 1^{er} juillet 1616. — Fol. 150. « Cession et remise de la ferme des III^e et impositions de St-Wallery par M^e Robert Monmignon, aux maieur et eschevins dudit lieu. » 3 octobre 1619. — Fol. 152. « Arrest du conseil d'Estat du Roy, portant règlement des droictz que doivent prendre les gardes des petits seaux des eslections de son royaume. » Paris, 26 janvier 1619. — Fol. 153 v°. « Bail des III^es et impositions de Conty, à Michel Gambet. » Amiens, 3 février 1620. — Fol. 155. « Substitution de M^e Jehan Guisain, pour le bail et recepte des aydes. » 24 février 1620. — Fol. 156 v°. « Lettres d'assiette sur les habitans de Fromeries. » Paris, 3 avril 1620. — Fol. 158. « Extraict des registres de François Debacq, nottaire royal au bailliage d'Amyens. Subrogation au bail des fermes des IX 1. XVIII s. et sol pour pot des bourgs de Conty et Hornoy, pour Louis Briseur. » 23 août 1616. — Fol. 159. « Bail des entrées et sol pour pot du bourg de Conty, à Michel Gambet. » 3 février 1620. — Fol. 160 v°. « Lettres d'assiette sur les habitans d'Oisemont, pour M^e Charles Leduc. » Paris, 16 octobre 1618. — Fol. 163. « Mise de faict sur l'office d'huissier audiencier de Pierre Chocquet. » 10 juin 1620. — Fol. 163. « Commission de Louis Fourquin, clerc commissaire pour la ferme du sol pour pot de vin d'Amyens. » 5 juin 1620. — Fol. 164. « Levée sur les habitans de Hocquincourt. » Lettres patentes. Paris, 25 avril 1620. — Fol. 166. « Mise de fait sur deux offices de receveurs des aydes appartenans à M^e Anthoine d'Araynes, à la requeste de M^e Jehan Guisain. » 23 juillet 1620. — Fol. 166 v°. Id., à la requête de Jacques Matissart. 2 septembre 1620. — Fol. 167 v°. Lettres de provision de l'office de receveur alternatif des aides en l'élection d'Amiens, à M^e François Carpentier. Paris, 5 juillet 1618. — Fol. 171 v°. « Bail à ferme de l'office de jaugeur de la ville d'Amyens, pour Jehan Salle. » 17 septembre 1620. — Fol. 172 v°. « Réception de Nicolas Haboury, associé avec Jehan Salle, pour l'office de

jaugeur d'Amyens. » Amiens, 5 novembre 1620. — Fol. 174 v°. « Extraict des registres de la court des Aydes. Arrest contre M^e Vincent Castelet. » 28 août 1620. — Fol. 176. « Lettres de provision de M^e Pierre de Bailly, en l'office d'esleu. » Paris, 24 octobre 1620. — Fol. 178. « Main assize sur l'estat et office de procureur du Roy en l'eslection d'Amyens. » 7 mai 1619. — Fol. 178. « Levée de deniers sur les habitans du bourg de Hornoy. » Paris, 3 décembre 1620. — Fol. 180 v°. « Main assize sur l'estat et office de procureur du Roy en l'eslection d'Amyens, à la requeste de François Randon. » 23 décembre 1620. — Fol. 180 v°. « Mise de faict sur les VI s. pour livre attribuez au greffier de l'eslection, à la requeste de M^e Jehan Chappelier. » 16 janvier 1621. — Fol. 181. « Bail de la ferme de l'ayde du vin d'Amyens à Jehan Roche. » Amiens, 16 septembre 1620. — Fol. 182. « Bail de la ferme de l'ayde de la saierie d'Amyens, à Charles du Rey. » Amiens, 15 septembre 1620. — Fol. 183. « Lettres de vétéran, pour Jehan Routier, archer des gardes du corps du Roy. » Paris, 15 juillet 1619. — Fol. 186 v°. « Levée de deniers sur les habitans de Fromeries, pour Jacque et Estienne de Beurain. » 16 mars 1621. — Fol. 188. « Levée de deniers sur les habitans de Fromeries. » Paris, 17 mars 1621. — Fol. 190. « Bail de la ferme de l'ayde du hareng de la ville d'Amyens, à Jacques Le Roux. » Amiens, 15 septembre 1620. — Fol. 191. « Bail de l'ayde des laines de la ville d'Amyens à Pierre Hémart. » Amiens, 15 septembre 1620. — Fol. 192. « Bail de la ferme de l'ayde du guelde d'Amyens à Jacques d'Aumalle. » Amiens, 14 septembre 1620. — Fol. 193. « Bail de la ferme de l'ayde des draps de layne à Jehan Fauquel. » Amiens, 15 septembre 1620. — Fol. 194. Lettres de provisions de l'office de receveur triennal à M^e Florent de Louvencourt. Paris, 12 juin 1620. — Fol. 200. « Copie collationnée le 30 juillet 1621, des lettres patentes du mois de mars 1470, contenant abolition des impositions y reprises, levées à Amiens, et portant restriction et réserve de plusieurs autres impositions. » — Fol. 204. « Bail de la ferme de l'ayde des bières d'Amyens à Jehan Palliart. » Amiens, 15 septembre 1620. — Fol. 205 v°. « Contract de vente de l'office de controlleur-marqueur de cuirs d'Araynes. » Abbeville, 11 septembre 1609. — Fol. 209 v°. « Levée de deniers sur les habitans d'Oresmeaux, pour M^e Adrian Roussel. » Paris, 26 mai 1621. — Fol. 211. Id. sur les habitans de Grandvilliers. Paris, 18 juin 1621. — Fol. 212 v°. « Bail de la ferme du hareng et poisson de mer de la ville

d'Amyens à Jehan de Myannay, d'Abbeville. » 28 décembre 1621. — Fol. 214. « Levée de deniers sur les habitans du bourg d'Araynes. » Paris, 17 juillet 1620. — Fol. 215 v°. « Contrat de vente et adjudication de l'office de greffier des affirmations de ceste eslection. » Paris, 31 juillet 1621. — Fol. 221 v°. « Adveu de M^e Jehan Chappellier et sa femme à M^e André Le Seiller. » 15 juillet 1621. — Fol. 226 v°. « Bail des fermes des IX l. XVIII s. pour tonneau de vin et sol pour pot. » Lettres patentes. Fontainebleau, 28 avril 1621. — Fol. 234. « Provision de l'office d'huissier du cabinet de Mons. le prince de Condé, pour Claude Lhostellier. » Amiens, 10 mars 1620. — Fol. 236. « Commission pour M^e Jehan Picot, fermier des IX l. XVIII s. et sol pour pot de vin. » Amiens, 22 septembre 1621. — Fol. 237. « Saisie de l'office de commissaire-examineur en l'eslection d'Amyens. » 28 septembre 1621. — Fol. 237 v°. « Levée de deniers sur les habitans du bourg de Conty. » Paris, 7 août 1621. — Fol. 239. « Bail de la ferme de l'ayde du vin à François du Vey. » Amiens, 13 septembre 1621. — Fol. 240 v°. Lettres de provision à Jean Guisain de l'office de receveur triennal des aides en l'élection d'Amiens. Paris, 31 décembre 1620. — Fol. 242 v°. « Bail de l'ayde des bières pour Jehan Boudequin. » Amiens, 13 septembre 1621. — Fol. 243 v°. « Ordonnance pour M^e Jehan Picot, fermier général des droictz d'entrée et sortie du vin de Picardie. » Amiens, 15 octobre 1621. — Fol. 245. « Levée de deniers sur les habitans d'Oisemont, pour Nicolas Lardé. » Paris, 5 mars 1621. — Fol. 248 v°. « Quittance de finance pour les VI d. pour livre attribuez au greffier de ceste eslection. » Bordeaux, 23 septembre 1620. — Fol. 250. « Sentence de vériffication d'exemption de tailles, pour M^e André Lefort, esleu particulier de Grandviller. » 17 décembre 1621. — Fol. 250 v°. « Commission de David de Maucourt pour la poursuite des droicts de la ferme de l'ayde du vin. » Amiens, 17 décembre 1621. — Fol. 251 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest portant que la levée de douze deniers pour pot de vin se fera ès villages. » Paris, 19 décembre 1621. — Fol. 253 v°. « Bail de l'ayde des laynes. » Amiens, 13 septembre 1621. — Fol. 255 v°. « Provision de M^e Guy Fournier, esleu. » Amiens, 15 décembre 1621. — Fol. 256 v°. « Bail de la ferme du sol pour pot de vin à Amyens, à Nicolas de Boullenois. » 3 septembre 1621. — Fol. 261 v°. « Bail faict aux taverniers de Picquigny des quatriesme, vingtiesme, ayde et impositions dudit bourcq, par M. Jacques Pagot. » Amiens, 15 février 1620. — Fol. 264. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest

portant deffence de percevoir le droict du sol pour pot et entrée de vin ès villages. » Paris, 21 mars 1622. — Fol. 266 v°. « Bail de la ferme de l'ayde du guelde à Guy de Beaucourt. » Amiens, 13 septembre 1621. — Fol. 267 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Subrogation de M^e Nicolas Million, au lieu de M^e Jean Picot, fermier des IX l. XVIII s. pour thonneau et sol pour pot. » Paris, 9 mars 1622. — Fol. 268 v°. « Bail de la ferme des draps de layne à Charles de La Barre. » Amiens, 13 septembre 1621. — Fol. 270. « Bail de la ferme de la saiterye à Charles du Rey. » Amiens, 13 septembre 1621. — Fol. 273 v°. Lettres de provision à Vallerand Pécou, de l'office d'élú en l'élection d'Amiens, vacant par résignation de François de Louvencourt. Paris, 15 mars 1622, — etc.

C. 1701. (Registre.) — Petit in-fol. 186 feuillets, papier.

1622-1623¹. — Registre aux Chartes. — (Le fol. 1 manque). — Fol. 2. Bail de la ferme du nouveau subside des 5 sols par muids de vin à Jean Jolly et consorts. Amiens, 1619. — Fol. 3. « Levée de deniers sur les habitans de Fromeries, pour Charles Delattre. » Paris, 20 septembre 1622. — Fol. 6. Lettres de provision à Antoine Le Caron, de l'office de conseiller et premier élu assesseur en l'élection d'Amiens, nouvellement créé. Paris, 30 mars 1622. — Fol. 11 v°. « Cession de Anthoine Quignon des deux places de clerks de la ferme du huitiesme, à M^e Jehan Guisain. » Amiens, 24 septembre 1622. — Fol. 12. « Bail de la ferme d'Oresmeaux à Gabriel Boulléfroy. » Amiens, 1^{er} juillet 1619. — Fol. 13. Lettres de provision à Vincent Castelet de l'office d'élú en l'élection d'Amiens, nouvellement créé. Paris, 30 mars 1622. — Fol. 15. « Bail de la ferme de l'ayde du vin à Amyens à M^e Louis Briseur. » Amiens, 20 septembre 1622. — Fol. 16. « Bail des neuf livres XVIII s. pour tonneau, de XII d. pour pot de vin de Picquigny, à Robert Delahaye et autres. » Picquigny, 21 octobre 1622. — Fol. 18. « Ordonnance portant permission à Jacques Chocquet de faire l'exercice d'huissier en l'eslection particulière d'Oisemont, attendant l'obtention de ses lettres. » Amiens, 25 novembre 1622. — Fol. 19. « Bail de l'antien péage de Péronne à Gilles Hourlier et M^e Pierre Vive. » 21 juin 1621. — Fol. 21. « État des droictz dudit antien péage. » — Fol. 26. « Adjudication de l'office de commissaire des vivres pour M^e Nicolas Caron. » Paris, 12 octobre 1622. — Fol. 30 v°. « Levée de deniers sur les habitans du village de Dromaisnil. »

¹ Dates d'enregistrement.

Paris, 21 novembre 1622. — Fol. 32 v°. « Bail de l'ayde des laines et pellures à Claude Delaboissière. »
 Amiens, 21 octobre 1622. — Fol. 33 v°. « Bail de l'ayde du guelde à Nicolas Masselin. » Amiens, 10 février 1623. — Fol. 34. « Contract de vente et adjudication de l'un des offices de jurez charpentiers, pour François Dupontreué. » Paris, 18 juillet 1622. — Fol. 36. « Pour le second office de juré charpentier, au nom de Toussains de Berneulle. » — Fol. 36 v°. « Bail de l'ayde de la saieterie à Charles de la Barre. » Amiens, 19 septembre 1622. — Fol. 38. « Bail de l'ayde des draps de layne à Simon de Labye. » Amiens, 19 septembre 1622. — Fol. 39. « Bail de l'ayde du hareng à M^e François Catel. » Amiens, 19 septembre 1622. — Fol. 40. « Ordonnance faicte aux taverniers, de ne vendre vin, qu'ilz n'aient mis foëulles à leurs portes, et à ceux qui ont vendu vin qui n'en vendent plus, d'en achepter au pot et au lot, pour le revendre en leur maison, à peine de confiscation et d'amende. » Amiens, 22 février 1623. — Fol. 40 v°. « Édict du Roy, pour la suppression des offices de sergens collecteurs des tailles, cy devant crééz en chacune paroisse pour l'establissement d'iceux, aux départemens des commissaires desdictes tailles, avecq attribution de huit deniers pour livre », etc. Paris, février 1621. — Fol. 50. « Contract de vente des commissaires généraulx de l'office de sergent des paroisses de Paillart, Le Falloize et autres. » Paris, 14 décembre 1621. — Fol. 52 v°. Id. des autres paroisses. — Fol. 56 v°. « Réception de Denis Bennet ès offices de sergeans des aydes et tailles de ceste eslection. » Amiens, 15 décembre 1622. — Fol. 57 v°. « Contract de vente de l'office de jaugeur, faicte par Louis et Nicolas Gayant à Nicolas Mallart, pour les villages du doyenné de Poix. » 3 avril 1621. — Fol. 60. « Bail de la ferme de V s. pour muid de vin d'Abbeville, St-Wallery et aultres lieux, à M^e Jacques Patrisson. » 30 novembre 1619. — Fol. 61 v°. « Bail des deux tiers de la ferme de l'antien subcide des V s. pour muid de vin d'Abbeville, St-Wallery et aultres lieux, à M^e Nicolas de la Hodde et aultres. » 5 septembre 1620. — Fol. 64 v°. « Édict du Roy portant attribution aux receveurs des tailles, d'un denier pour livre sur les deniers des tailles, équivalent, creues ordinaires et extraordinaires, outre et par dessus les trois deniers à eux cy devant attribuez. » Paris, mars 1622. — Fol. 67 v°. Lettres de provision à Philippe Gaillard, d'un office de procureur en l'élection et grenier à sel d'Amiens. Toulouse, 4 juillet 1622. — Fol. 68 v°. Lettres de provision à Remy Trespaigne, d'un office de procureur en l'élection et grenier à sel d'Amiens. Toulouse. 4 juillet 1622. — Fol. 69 v°. « Lettres de provision de M^e Jehan Boulenger en l'office de procureur. » Béziers, 8 août 1622. — Fol. 70 v°. Id. à Robert Obry. Béziers, 8 août 1622. — Fol. 71. Id. à Louis Brizeur. Paris, 15 mars 1623. — Fol. 72. Id. à

Pierre Tigny. Paris, 28 février 1623. — Fol. 73. « Sentence pour Thobie Cadot. » 30 janvier 1619. — Fol. 74. « Levée de deniers sur les habitans d'Oisemont pour Thibault Gallet. » Paris, 22 février 1623. — Fol. 75 v°. « Levée de deniers sur les habitans de Poix, pour Pierre Pingré. » Paris, mars 1623. — Fol. 77. « Édict et déclaration du Roy, sur les cartes, tarots et dez. » Paris, 14 janvier 1605. — Fol. 80 v°. « Règlement du dernier jour de juing M VI^e sept. » Même objet. — Fol. 82 v°. Arrest de la courdes Aides des 16 septembre et 23 octobre 1607, et du conseil d'État du 22 mars 1622, sur le même objet. — Fol. 86. « Bail de la ferme de l'impost des cartes, dez et tarots, fait à M. Jacques Leduchat, secrétaire de la Chambre. » Paris, 16 août 1623. — Fol. 93 v°. « Édict du Roy portant attribution d'hérédité aux offices de pollice et autres y mentionnez, pour la revente de ceux dont les pourvez n'auront prins ladite attribution », etc. Paris, février 1620. — Fol. 102. « Adjudication de l'office de cleric commissaire de la ferme du poisson de mer d'Amyens, à Ancelme Bazin. » Paris, couvent des Augustins, 31 mars 1620. — Fol. 104 v°. « Procuracion de Nicolas Boullenois, fermier du sol pour pot de vin d'Amyens, à M^e Robert Monmignon. » 16 mars 1622. — Fol. 107. « Arrest du Conseil portant révocation du contract fait à M^e Ysaac du Riez, pour le fait du port des commissions. » Paris, 4 mai 1613. — Fol. 121 v°. « Édict touchant les droictz de port de commissions. » Tours, juillet 1619. — Fol. 131. « Provision de la place d'archer des gardes du Roy pour Anthoine Boura. » St-Germain-en-Laye, 1^{er} septembre 1623. — Fol. 132 v°. « Extraict des registres de la court des Aydes. Arrest portant deffences aux officiers des eslections, d'entrer en habitz indécens en leurs sièges. » Sur ce que, « en quelques sièges des eslections de ce ressort, et nommément en celle de Doullens, les esleus mesprisans la dignité de leurs charges, vont au siège en habits indescens et vestus d'habits et manteaux de couleur, au grand scandale du publicq. » 20 juin 1623. — Fol. 133. « Bail des fermes de IX l. XVIII s. pour pot de vin à Mathieu Brabant, pour six ans. » Lettres patentes. St-Germain, 20 juillet 1623. — Fol. 138 v°. « Commission de Jacques Sagnier, commis de M^e Pierre Petit, fermier des aydes. » 30 septembre 1623. — Fol. 139. Id. de Jean Gontier. — Fol. 143. « Déclaration de Jehan de Myannay, qu'il a pris la ferme du hareng et poisson

de mer d'Amyens, pour Anthoine et Nicolas Tellier et Pierre Hémart. » 28 septembre 1621. — Fol. 145 v°. « Estat des offices de commissaires des tailles en l'eslection d'Amyens, estans au nombre de vingt-cinq », etc., adjugés le 16 septembre 1621. — Fol. 147 v°. « Déclaration de M^e Grégoire Cordelle au profit de M^e Jehan Chappellier, touchant les offices de commissaire des tailles. » 6 mars 1623. — Fol. 148 v°. « Estat des offices de commissaires des tailles, au nombre de douze », adjugés le 16 septembre 1621. — Fol. 152. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest touchant la levée des ponts et chaussées. » Paris, 5 juin 1615. — Fol. 153. « Certificat du service fait par Claude Lhostelier, huissier du cabinet de M. le prince de Condé. » Paris, 8 juin 1623. — Fol. 153. « Contract de vente de l'office de greffier alternatif de l'eslection d'Amyens à M^e Nicolas de Halloy. — Fol. 157 v°. « Contract de vente de l'office de maistreclerc alternatif de l'eslection, audit de Halloy. » — Fol. 161. « Bail de la ferme de l'ayde des bières à Guillain Sellier. » Amiens, 14 septembre 1623. — Fol. 162 v°. « Lettres de vétéran pour Nicolas Joly, sieur de Rougefosse. » Paris, 29 novembre 1622. — Fol. 164 v°. « Édict pour la revente des offices de commissaires des tailles. » Paris, janvier 1621. — Fol. 172 v°. « Bail de l'ayde du vin à Simon de Labye. » Amiens, 14 septembre 1623. — Fol. 174. « Bail des jaugeurs de St-Wallery et autres lieux, à Anthoine Cottart. » Abbeville, 14 octobre 1623. — Fol. 176. « Bail de la ferme de l'ayde du hareng à Anthoine Tellier. » Amiens, 14 septembre 1623. — Fol. 177. « Levée de deniers sur les habitans de Dromaisnil, pour Estienne Damyens. » Paris, 14 mars 1623. — Fol. 179. « Levée de deniers sur les habitans d'Esplaisiers. » Paris, 9 décembre 1623. — Fol. 191. « Édict du Roy portant création en tiltre d'office en chacune eslection en chef de ce royaume, d'un conseiller et premier esleu assesseur, d'un conseiller esleu, d'un advocat et d'un procureur de Sa Majesté, où il n'y en a de pourvez, ensemble la suppression des offices de commissaires examinateurs créés èsdictes eslections. » Paris, février 1622. — Fol. 194. « Édict du Roy portant augmentation de gaiges et règlement des taxations et droitz attribuez aux officiers des eslections de ce royaume y dénommés. » Paris, février 1622, — etc.

C. 1702. (Registre.) — Petit in-fol. 201 feuillets, papier.

1623-1629¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Arrest du conseil d'Estat du Roy donné au proffict des adjudicataires des offices de commissaires des tailles et impost du sel, par lequel leurs droictz cy-devant retranchez sont restablis. » Paris, 13 décembre 1623. —

Fol. 3 v°. Lettres de provision à Jean Guisain de l'office de receveur ancien des aides en l'élection d'Amiens, en remplacement de Antoine Daraynes, résignataire. 31 décembre 1620. — Fol. 6. « Levée de deniers sur les habitans de Conty. » Paris, 17 février 1625. — Fol. 8. « Bail de la ferme de l'ayde du hareng, pour Claude Lirot. » Amiens, 13 septembre 1624. — Fol. 9. « Extraict des registres de la cour des Aydes. Arrest pour les président, lieutenant et esleus de l'eslection de Provins, contre M^e François de Beaufort, grenetier du grenier à sel dudit lieu. » 11 mars 1623. — Fol. 9 v°. « Arrest de la Chambre, pour le restablissement des taxations de la creue des ponts et chaussées. » 12 août 1625. — « Édict du Roy portant révocation de la chambre de justice établie pour la recherche et punition des abus et malversations commises au fait des finances. » Paris, mai 1625. — Fol. 16. « Arrest du Conseil portant que les présidens et esleuz ne sont compris en la recherche des finances. » 30 juillet 1625. — Fol. 17. « Bail de la ferme de l'ayde du vin d'Amyens à Charles Obry. » Amiens, 7 septembre 1625. — Fol. 18 v°. « Bail de la ferme de l'ayde des draps de laine à Christophe Varée. » Amiens, 17 septembre 1625. — Fol. 19 v°. « Commission de Gabriel Durant commis pour M^e Estienne Briois et Jehan Sagnier, fermiers du VIII^e et sol pour pot de vin. » Amiens, 14 octobre 1625. — Fol. 20 v°. « Arrière-bail de la ferme du poisson de mer fraiz, craquelots et macreaux sallez, pour Adrien Ringard et aultres. » 7 juin 1624. — Fol. 24. « Provision de l'office d'huissier sergent pour François Vrayet. » Paris, 20 novembre 1624. — Fol. 25. « Contract de vente de l'office de greffier triennal de l'eslection d'Amyens à damoiselle Geneviefve Lequeux. » — Fol. 29. « Contract de vente de l'office de maistre clerc triennal du greffe de l'eslection d'Amyens à damoiselle Geneviefve Lequeux. » — Fol. 33 v°. « Bail des fermes d'Arguel, Mouflières, Boullencourt-en-Sery et aultres, fait par M^e Estienne Briois à Jacques Douville est aultres. » — Fol. 35 v°. « Saisie des immeubles appartenans à la succession de Simon Wateblé. » 13 février 1626. — Fol. 37 v°. « Provision de l'office de sergent pour Robert Roussel. » 17 septembre 1625. — Fol. 39. « Lettres d'assiette sur les habitans de Grandviller. » Paris, 20 décembre 1625. — Fol. 41. Id. sur les habitans de Miannay et Lambercourt. Paris, 27 janvier 1626. — Fol. 43. « Arrest de la cour des aydes, entre Alexandre Levielle, fermier du VIII^e des bières et les brasseurs

¹ Dates d'enregistrement.

de la ville d'Amiens. » Paris, 24 avril 1621. — Fol. 45. « Bail de l'ayde des bières d'Amyens à Jehan Senault. » Amiens, 17 septembre 1625. — Fol. 46 v°. « Bail de l'ayde de la saieterie à Thomas de Villers. » Amiens, 17 septembre 1625. — Fol. 48. « Lettre d'assiette sur les habitans d'Oisemont. » Paris, 18 avril 1626. — Fol. 48 v°. « Arrest de la cour des Aydes entre Jehan Palliart et Jehan Boudequin. » Paris, 5 juillet 1625. — Fol. 50 v°. « Bail des III^e XX^{es}, impositions, sol pour pot et IX l. XVIII s. pour tonneau de vin de Fromeries à Nicolas Mallart. » Amiens, 2 mai 1624. — Fol. 52. « Commission de Arthur de Beaurains, et establissement d'un bureau à Fromeries. » Amiens, 26 juin 1626. — Fol. 53. « Édict du Roy portant création de deux offices, l'un de conseiller du Roy, lieutenant particulier esleu, en chacune eslection en chef de ce royaume », etc. Paris, décembre 1625. — Fol. 58 v°. Lettres de provision à Michel Randon de l'office nouvellement créé de conseiller du Roi, lieutenant particulier élu en l'élection d'Amiens. Fontainebleau, 2 mai 1626. — Fol. 62 v°. « Lettres pattentes du Roy en forme de déclaration, portant règlement pour la desduction aux hostellers, cabaretiers, taverniers et autres vendans vin en détail ès généralitez de Paris, Orléans, Tours, Lyon, Chaalons, Amyens, Soissons, Moulins et Bourges », etc. Fontainebleau, 19 juillet 1625. — Fol. 65 v°. « Bail de l'ayde des laines et pellure à Claude de Laboissière. » Amiens, 30 septembre 1625. — Fol. 66. « Bail de la ferme de l'ayde du hareng à François Lagosse. » Amiens, 18 décembre 1625. — Fol. 67 v°. Lettres de provision à Nicolas Lecaron de l'office d'élu en l'élection d'Amiens, de nouvelle création. Amiens, 11 septembre 1626. — Fol. 70. « Bail de l'ayde du vin, pour Gabriel Hémar. » Amiens, 17 septembre 1626. — Fol. 70. « Bail de la ferme de l'ayde des bières pour André Ringart. » Amiens, 20 septembre 1626. — Fol. 73 v°. « Contract de vente de l'office de cleric commissaire de la ferme du poisson de mer d'Amyens, à Robert Sentier. » Paris, couvent des Augustins, 19 juin 1626. — Fol. 76 v°. « Bail de l'ayde des draps de laine à François Fournier. » Amiens, 17 septembre 1626. — Fol. 78. Lettres de provision à Nicolas Quignon, de l'office declerc commissaire des fermes, pour le huitième et vingtième et autres impositions qui se lèvent sur le vin, bière, cidre, etc. Nantes, 11 août 1626. — Fol. 79. « Lettres de provision de Jacques Lenglés, en la charge de cleric juré de l'ayde des bières. » Amiens, 26 septembre 1624. — Fol. 79 v°. « Bail de l'ayde du hareng à Adrien Ringard. » Amiens, 17 septembre 1626. — Fol. 81. « Provision de M^e Jehan Desuin en l'office d'esleu. » St-Germain, 24 octobre 1626. — Fol. 83. « Provision de M^e Henry de Machy. 7 septembre 1626. — Fol. 85 v°. « Provision de M^e Jacques Bernard, en l'office

d'advocat du Roy en l'eslection et grenier à sel d'Amyens. » Amiens, 4 décembre 1626. — Fol. 86. v°. « Édict du Roy portant suppression des sergens des tailles, et en leur lieu, création en tiltre d'office héréditaire d'un second commissaire à faire les roolles des tailles », etc. Compiègne, mai 1624. — Fol. 92 v°. « Contract de vente et adjudication de second commissaire des tailles du bourg d'Araynes. » Paris, 7 décembre 1624. — Fol. 96. « Lettres d'assiette pour les habitans de Grandviller, pour Louis Lamy. » Paris, 24 novembre 1627. — Fol. 98. « Lettres d'assiette sur les habitans du village de Villers-Brethonneux. » Paris, 11 mars 1628. — Fol. 99 v°. Id. sur les habitants de Cayeux. Au camp devant La Rochelle, 28 décembre 1627. — Fol. 103 v°. « Bail de l'ayde des draps de laine à Anthoine Quignon. » Amiens, 15 septembre 1627. — Fol. 104 v°. « Bail de l'ayde des laines et pellures à Anthoine Quignon. » Amiens, 15 septembre 1627. — Fol. 105. « Extraict des registres de la cour des Aydes. Arrest pour Anthoine Leclerc, fermier du bestial à pied fourché d'Amiens, portant permission d'establir ung bureau. » — Fol. 106 v°. « Édict du Roy portant création en hérédité d'un greffier des dépris des vins en chacune ville, bourg et parroisse de ce royaume. » Paris, février 1627. — Fol. 108. « Règlement sur la fonction des dépris des vins », etc. — Fol. 108 v°. « Contract de vente et adjudication de tous les offices de greffiers des despris des vins. » 1^{er} février 1628. — Fol. 111 v°. Levée de deniers sur les habitans de Miannay. Paris, 24 septembre 1627. — Fol. 115 v°. Lettres de provision à Barthélemy Boudequin d'un des deux offices de nouvelle création de procureur postulant en l'élection et grenier à sel d'Amiens. Nantes, 12 juillet 1626. — Fol. 116. Bail de l'aide du vin à Charles Obry. Amiens, 13 septembre 1628. — Fol. 117 v°. Bail de l'aide de la saieterie à Antoine Revelois. Amiens, 13 septembre 1628. — Fol. 118. Bail de l'aide des cervoises et goudales à Jean Vasseur. Amiens, 20 septembre 1628. — Fol. 119 v°. « Édict du Roy portant création en hérédité d'un prud'homme esleu pour la visitte des cuirs en chacune ville, bourg et bourgade de ce royaume. » Paris, février 1627. — Fol. 121 v°. « Édict du Roy contenant le restablissement et hérédité des offices de controlleurs visiteurs, marqueurs, gardes des halles et marteaux des cuirs, érigez en chacune ville, bourg, bourgade et lieux de ce royaume, où se fait vente et appareil d'iceux. » Paris, 21 mai 1597. — Fol. 126 v°. « Bail faict par Jacques Destrées à Jehan de Romel et consors. »

en l'office antien de receveur et payeur des espices. » Amiens, 28 septembre 1628. — Fol. 128 v°. « Commission de Hubert Roger », pour l'office de prudhomme élu pour la visite des cuirs. Amiens, 23 septembre 1628. — Fol. 129 v°. Provision à Claude Poictou, écuyer, sieur de Milly, de la place de commissaire ordinaire de l'artillerie, vacante par le décès de Claude Lattache. Paris, 15 mai 1628. — Fol. 131. Levée de deniers sur les habitants de Croissy. Paris, 5 mai 1628. — Fol. 133. Provision à Martin Laisné d'une charge de fourrier des logis de la duchesse d'Orléans. Paris, 19 mai 1628. Fol. 134 v°. Bail de la ferme des 4^{es} des villes et élections d'Arques et Caudebec. 17 août 1628. — Fol. 136 v°. Bail des aides de la ville d'Amiens. 23 novembre 1628. — Fol. 138 v°. Bail de la ferme de l'aide des bières de la ville d'Amiens. Amiens, 10 janvier 1629. — Fol. 139. « Édict du Roy, portant création en tiltre d'office formé de deux procureurs postulans ès eslections ordinaires, particulières et greniers à seel, outre le nombre cy-devant estably. » Paris, avril 1625. — Fol. 142 v°. Provision à François du Collet de la charge de palfrenier de la petite écurie, vacante par la résignation d'Edme Lardrant. » Paris, 17 janvier 1620. — Fol. 143 v°. Bail des aides de la ville d'Amiens. Amiens, 13 septembre 1628. — Fol. 146. Provision à Jean Le Ber, de la charge de commissaire ordinaire en la marine du Ponent. Pézenas, 25 avril 1613. — Fol. 148. « Édict du Roy portant création des offices de vendeurs, deschargeurs et lotisseurs de cuirs, en toutes les villes et bourgs où il y a halle, à l'instar des marchans de vin, bestial et poisson de mer. » Paris, 28 juin 1627. — Fol. 150. « Règlement faict par le Roy, sur l'apport et la vente des cuirs en la ville et faulxbourgs de Paris, et pour la fonction des offices de vendeurs desdicts cuirs crééz par édict du mois de juing dernier. » Paris, 24 septembre 1627. — Fol. 166. Provision à David Desmarests de la charge de commissaire du Roi en la marine de Ponent. Paris, 12 janvier 1613. — Fol. 168. Levée de deniers sur les habitants d'Ailly. Paris, 10 décembre 1628. — Fol. 170. Levée de deniers sur les habitants d'Esserteaux. Paris, 10 juin 1628. — Fol. 171 v°. « Déclaration du Roy... portant qu'il sera levé durant six années prochaines et consécutives, dix sols de nouvelle imposition, sur chacun muid de vin et autres vaisseaux à l'équipolent, entrans en toutes les villes, faulxbourgs, bourgs et bourgades de ce royaume. » Paris, 15 janvier 1629. — Fol. 174. « Arrest du conseil d'Estat, par lequel est enjoinct aux esleus d'establir et faire lever les dix sols nouvellement imposés, nonobstant les ordonnances et attaches des trésoriers de France de Paris et autres. » Valence, 23 mai 1629. — Fol. 180. Bail à Claude Delattre du droit de doublement de 4 deniers, de nouvel attribués à l'office de garde seel et place de maître clerc

de l'élection d'Amiens. Amiens, 5 octobre 1624. — Fol. 183 v°. Bail de la ferme des aides, etc. de la ville d'Amiens. Paris, 29 août 1629. — Fol. 189. « Bail des impositions de Gamaches. » 28 décembre 1628. — Fol. 193 v°. Bail de l'aide du vin d'Amiens. Amiens, 5 octobre 1629. — Fol. 196. Levée de deniers sur les habitants d'Oisemont. Paris, 25 septembre 1629. — Fol. 197 v°. « Bail du drap de soie à Anthoine Gœudon. » Amiens, 14 septembre 1629. — Fol. 198. « Réception de M^e François de Vrechot, procureur du Roy en ceste election. » Paris, 31 octobre 1629. — Fol. 200. « Pour le droit de parisis. » Amiens, 19 mai 1617, — etc.

C. 1703. (Registre.) — Petit in-fol. 184 feuillets, papier.

1630-1631¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Bail du guelde faict par les eschevins de cette ville à Gilbert Julliard. » Amiens, 13 septembre 1630. — Fol. 1 v°. « Commission pour Nicolas de Holleville, commis à Caieu. » 7 février 1631. — Fol. 2 v°. « Contract de l'office de controlleur aux greffes des présentations des bailliages d'Amiens, prévosté dudict lieu, Beauquesne, consulz, eslection dudict Amiens », etc Paris, 4 décembre 1629. — Fol. 7. « Lettres de provision pour M^e Anthoine Lefévre, de l'office de vallet de garde robe pour M. le prince de Condé. » Bourges, 24 juin 1630. — Fol. 9. « Édict du Roy portant création en hérédité en chacune eslection de ce roialme, de trois receveurs-collecteurs des droicts alliénez sur les tailles, taillon, solde des prévosts des mareschaux », etc. Paris, décem. 1629. — Fol. 12 v°. « Commission du Roy, portant pouvoir à MM. les conseillers y dénommez, de procedder à la vente et establissement en hérédité des offices de receveur-collecteur des droictz héréditaires alliénez sur les villes », etc. Paris, 26 janvier 1630. — Fol. 28. « Lettres d'assiette sur les habitans de Rumegny. » Paris, 29 janvier 1631. — Fol. 30. « Procuracy passée à M^e Moreau, président, par Madame la princesse de Conty. » 12 mars 1630. — Fol. 31 v°. « Sentence de réception dudict Ricard, à faire l'exercice de commis de greffier des roolles. » Amiens, 8 mars 1631. — Fol. 32 v°. « Procuracy de damoiselle Marie Duret, veuve de M^e Levrin. » 31 août 1630. — Fol. 34. « Lettres de provision de Mons. Picard, esleu », en remplacement de M^e Levrin, décédé. Paris, 13 janvier 1631. — Fol. 36. « Commission pour Samuel Dubois, commis à Gama-

¹ Dates d'enregistrement.

ches. » 28 mai 1631. — Fol. 36 v°. « Lettres d'assiette sur les habitans de Citernes, obtenues par Oudart Crignon. » Paris, 28 février 1631. — Fol. 39. « Contract de vente de l'office de prudhomme des cuirs, à Anthoine Destrée. » 24 février 1631. — Fol. 42 v°. « Lettres de provision de M. Bernard, pour sa réunion à son office d'advocat du Roy. » Paris, 31 décembre 1630. — Fol. 45. « Procuration de Philippe Godart, pour la résignation de son office de sergent en ceste élection à Jacques Quignon. » 20 mai 1631. — Fol. 46. Lettres de provision à Jacques Quignon de l'office de sergent royal des aides et tailles en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de Philippe Godart. St-Germain, 18 juin 1631. — Fol. 47 v°. « Contract de vente de l'office de greffier triennal de cette élection par damoiselle Geneviefve Lequeux. » 2 juillet 1630. — Fol. 50 v°. « Commission de Charles Bigodet, commis pour M^c Laurent de Vienne, en l'estendue de ceste eslection. » Amiens, 18 septembre 1631. — Fol. 51 v°. « Bail de la ferme du VIII^e du vin à M^c René Trespaigne. » Amiens, 13 septembre 1631. — Fol. 54. « Bail de l'aide des draps de laines à Claude Boucher. » Amiens, 16 septembre 1631. — Fol. 55. « Bail de l'aide de la saiterie à Gilbert Julliard. » Amiens, 16 septembre 1631. — Fol. 56. « Commission de Pierre Viseur, commis pour M^c Laurent de Vienne. » Amiens, 10 octobre 1631. — Fol. 56 v°. « Bail de l'aide du vin à M^c François Catel. » Amiens, 16 octobre 1636. Fol. 57 v°. « Bail de l'aide des bieres à Jehan Baron. » Amiens, 17 septembre 1631. — Fol. 59. « Procuration de Nicolas Quignon, pour la résignation de l'office de clerq commissaire du VIII^e du vin, faicte à Jehan de Marsenne. » 20 mars 1631. — Fol. 60. « Lettres de provisions dudit Marsennes. » Paris, 17 avril 1631. — Fol. 61 v°. « Lettres d'assiette sur les habitans de Poix, pour Pierre de Mailly. » Paris, 8 octobre 1631. — Fol. 65. « Bail des aides du harenc. » 17 septembre 1631. — Fol. 67 v°. Exemptions en faveur des Minimes. — Fol. 78. Adjudication de deux offices de clerqs contrôleurs du bétail à pied fourché et de la bûche. 31 août 1626. — Fol. 81 v°. Bail de l'aide des laines et pelures. Amiens, 16 septembre 1631. — Fol. 83. « Édict du Roy portant création en tiltre d'office, forme et héréditaire, d'un contrôleur du régallément et assiette des tailles en chaque paroisse de ce roiaulme », etc. Paris, février 1631. — Fol. 95. Provision à André Lescellier de l'office de receveur des taille et taillon en l'élection d'Amiens. Amiens, 30 janvier 1632. — Fol. 97. Provision à Charles Bigaudet de la charge de commissaire porte-flambeau, pour faire les visites et recherches dans les maisons des taverniers, cabaretiers. hôtelliers et autres personnes vendant du vin dans la ville d'Amiens. » Amiens, 24 mai 1632. — Fol. 98. « Extrait d'Amiens, vacant par la résignation de Pierre Vacquette. Paris, 29 mars

1634. — Fol. 158. Lettres de vins de l'élection d'Amiens. Paris, 13 mai 1632. — Fol. 99 v°. Édict du Roi relatif au greffier des présentations dans les juridictions royales. Paris, 23 mars 1595. — Fol. 105. Bail de l'aide de la saiterie. Amiens, 23 septembre 1632. — Fol. 106. Bail de l'aide des laines. Amiens, 23 septembre 1632. — Fol. 106 v°. Bail de l'aide du hareng. Amiens, 13 septembre 1632. — Fol. 107 v°. Bail de l'aide du vin. Amiens, 18 septembre 1632. — Fol. 108 v°. Bail de l'aide des cervoises. Amiens, 23 octobre 1632. — Fol. 110. « Pour le droit du vingtième. » Amiens, 15 septembre 1632. — Fol. 111. « Édict du Roy, portant création en tiltre d'office, formé et héréditaire, d'un troisième office de conseiller commissaire particulier des vivres en chacune des élections de ce roiaume », etc. Paris, janvier 1631. — Fol. 115 v°. « Édict du Roy portant création des offices de vendeurs, deschargeurs et lotisseurs de cuirs en toutes les villes et bourcqs de ce roiaume, où il y a traficq et débit desdits cuirs », etc. Paris, juin 1627. — Fol. 117 v°. « Déclaration du Roy », sur le même objet. Lyon, juin 1630. — Fol. 121. « Règlement faict par le Roy sur l'apport et vente des cuirs en la ville et faulxbourgs de Paris. », etc. Paris, 24 septembre 1627. — Fol. 134 v°. « Bail faict par le Roy et Nosseigneurs de son conseil, de 9 l. 18 s., sur chacun tonneau de vin entrant ès villes et bourgs de la généralité de Picardie », etc. Fontainebleau, 4 octobre 1629. — Fol. 140 v°. « Arrest de la court de Parlement portant règlement entre les greffiers des prevostéz et les commissaires examinateurs adjoints d'icelles, contenans que lesdicts commissaires seront tenus d'appeler lesdicts greffiers ou commis, pour escrire les informations, enquêtes, interrogatoires et tous autres actes tant civils que criminels, ainsy que faisoient les juges avant la création desdits commissaires », etc. Paris, 9 avril 1633. — Fol. 142 v°. Lettres de provision à Jean Leroy, de l'office de second président en l'élection d'Amiens. Paris, 1^{er} mars 1633. — Fol. 144. « Bail à ferme des quatre offices de vendeurs de cuirs à Robert Viseur. » 3 janvier 1634. — Fol. 148 v°. « Assiette sur les habitans de Croissy. » Paris, 12 mars 1632. — Fol. 150. Vente des offices de clerq et commissaire du bétail à pied fourché et de la bûche. 24 février 1634. — Fol. 152. Bail de la ferme du 20^e du poisson de mer sec et salé. 4 février 1634. — Fol. 154. Provisions provisoires de receveur des taille, taillon et droits aliénés en l'élection d'Amiens. Amiens, 31

mars 1634. — Fol. 155 v°. Lettres de provision à François Eudel, de l'office de conseiller élu en l'élection des registres du conseil d'Etat. » Arrêt relatif aux offices de greffiers des dépris, jaugeurs et courtiers des provision à Claude Martin, de l'office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation d'Antoine Martin. Paris, 29 mars 1634. — Fol. 159 v°. Lettres de provision à François de Herte, écuyer, sieur de Tertry, de l'office de grand louvetier du Roi en Picardie, vacant par la résignation de Charles de Parthenay, sieur de Berny. St-Germain, 31 janvier 1633. — Fol. 162 v°. Lettres de provision à Nicolas Quignon, de l'office de receveur alternatif des aides en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de François Carpentier. Paris, 22 mars 1634. — Fol. 165. « Déclaration du Roy portant exemption en faveur des maîtres des postes du royaume, pour les tailles et autres subcides, avecq confirmation de tous leurs privilèges anciens », etc. Fontainebleau, 15 mai 1634. — Fol. 167. « Règlement pour les offices de contrôleur-visiteur et marqueurs de thoilles, canevas, coutils, futennes et treillis, bougren et doublures, et de ce que les tisserand ouvrent desdictes marchandises et marchans fesans le traficques et négoce d'icelle doibvent faire, fait par MM. les commissaires généraux députez par le Roy, pour l'exécution de son édict de création desdicts offices, du mois de juing 1627. » 22 décembre 1629. — Fol. 170. « Extraict de l'estat des officiers et gardes du corps du Roy, sous la charge de M. de Villequier, fait et dressé en l'année M VI^e trente quatre.... pour jouir par les y dénommés, des privilèges, franchises, libertés, immunités et exemptions à eux attribués », etc. — Fol. 171 v°. Provisions à Nicolas de Prouville, sieur de Chanteraine, d'un état d'archer des gardes du Roi. Paris, 1^{er} décembre 1632. — Fol. 173. Lettres d'Anne d'Autriche, portant provision à Jacques de Machy, ancien conseiller au bailliage et siège présidial d'Amiens, de l'état de l'un de ses maîtres des requêtes. Paris, 17 juillet 1634. — Fol. 175 v°. « Arrest de la cour des Aides, portant commandement aux présidens, lieutenans et esleuz des eslections du resort d'icelle, de mettre aux greffes d'icelles les roolles des tailles des paroisses de leur jurisdiction, vingt-quatre heures aprez qu'ils auront esté vérifiée et signée d'eux, à peine de suspension de leurs charges. » 14 juin 1634. — Fol. 176 v°. « Déclaration du Roy portant règlement sur l'édict de Sa Majesté du mois de janvier six cens trente-quatre, pour l'exemption des officiers commenceaux de la maison du Roy et de la royne, et aultres. » Fontainebleau, 27 mai 1634, — etc.

C. 1704. (Régistre.) — In-fol. 177 feuillets, papier.

1634-1638¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Extraict des registres du conseil privé du Roy. Arrest du Conseil pour Toussains Fournier, contre les jaugeurs. » Paris, 20 juin 1634. — Fol. 2. « Extraict des registres du conseil privé du Roy. » Arrêt relatif aux jaugeurs en l'élection d'Amiens. Paris, 1^{er} juillet 1634. Fol. 3. « Lettres de provision de M. Joachin Fossé, président au grenier à sel de Mers. » Paris, 14 janvier 1633. — Fol. 5. « Provision de l'office de sergent, pour Adrien Roussel. » Paris, 4 mars 1634. — Fol. 5 v°. « Bail de la ferme du huitième du vin à M^e François Catel. » 6 septembre 1634. — Fol. 7. Lettres de provisions à Louis Guillebert, de l'office de procureur postulant en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Philippe Gaillart. Paris, 16 juillet 1634. — Fol. 8 v°. Lettres de provision à Baude Bernâtre d'un office de sergent royal en l'élection d'Amiens. Paris, 26 août 1634. — Fol. 9. « Édict du Roy portant création d'ung conseiller examinateur, ung second avocat et ung procureur du Roy alternatif en chacune des eslections de ce royaume. » St-Germain, décembre 1633. — Fol. 12 v°. Lettres de provision à Philippe de Flesselle, d'un office de second avocat du Roi en l'élection d'Amiens. Paris, 10 avril 1634. — Fol. 13 v°. Lettres de provision à Philippe de Flesselle d'un office de commissaire-examinateur en l'élection d'Amiens. Paris, 10 avril 1634. — Fol. 14 v°. Bail des aides de la ville d'Amiens. Amiens, 7 septembre 1634. — Fol. 16 v°. Bail de l'aide des draps de la ville d'Amiens. Amiens, 7 septembre 1634. — Fol. 19. « Lettres de noblesse de Nicolas du Bos, sieur de Hurt et de Drancourt. » Paris, septembre 1594. — Fol. 21 v°. « Bail de l'aide du vin à Gabriel Hemart. » Amiens, 7 septembre 1634. — Fol. 22 v°. « Bail des laynes et pelures à Gilbert Julliard. » Amiens, 7 septembre 1634. — Fol. 23. « Lettres de provision de Oudard Barbier, l'un des gardes du corps de Sa Majesté. » 6 juillet 1630. — Fol. 24 v°. « Bail de l'ayde des bières à François Bigorne. » Amiens, 28 juillet 1634. — Fol. 25 v°. Autorisation de tenir hôtellerie, cabaret, etc., à Étienne de Berny, demeurant à Paris, paroisse St-Gervais, 8 mai 1634. — Fol. 28. « Commission pour Philippe Blequin, commis à la ferme du VIII^e du vin, pour les mises et ostées. » Amiens, 30 mars 1635. — Fol. 28 v°. « Édict du Roy portant création de ses conseillers contrôleurs conservateurs en chacun de ses greniers à sel, chacune de ses eslections où les aydes ont cours, et en chacun des bureaux de ses cinq grosses fermes, etc. » St-Gre-

¹ Dates d'enregistrement.

main, décembre 1633. — Fol. 40. Lettres de provision à Pierre Haudicquier, de l'office de procureur postulant en l'élection et grenier à sel d'Amiens, vacant par le décès de Louis Briseur. Paris, mars 1635. — Fol. 40 v°. « Extrait des registres du conseil d'Estat » Arrêt relatif aux taxations des receveurs des tailles. Paris, 12 juillet 1634. — Fol. 44. Lettres de provision à Charles Mocquet de l'office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Vallerant Pécou. Paris, 17 mars 1635. — Fol. 45. Assiette sur les habitants de St-Valery. Paris, 31 mars 1634. — Fol. 46 v°. Bail de la ferme du huitième des bières de la ville d'Amiens. 10 mars 1635. — Fol. 47 v°. Assiette sur les habitants de Belleuse. Paris, 17 février 1635. — Fol. 48 v°. Id. Paris, 16 janvier 1634. — Fol. 50. « Extrait des registres du conseil d'Estat. » Prorogation de la ferme des 91. 18 s., sur chaque tonneau de vin entrant dans les villes et bourgs de la généralité de Picardie. etc. Charonne, 18 septembre 1635. — Fol. 52 v°. Bail du sol pour pot de vin du bourg d'Ault. Amiens, 16 octobre 1635. — Fol. 54. Bail de l'aide des cervoises et goudales de la ville d'Amiens. Amiens, 13 septembre 1635. — Fol. 55. Bail de l'aide des draps de laine de la ville d'Amiens. Amiens, 26 octobre 1635. — Fol. 56. Bail de l'aide de la saiterie. Amiens, 7 novembre 1635. — Fol. 56 v°. Bail de l'aide des laines et pelures. Amiens, 13 septembre 1635. — Fol. 57. Bail de l'aide du vin. Amiens, 13 septembre 1635. — Fol. 59 v°. « Octroy pour la ville d'Amyens de la ferme du VIII^e du vin. » Paris, 18 janvier 1634. — Fol. 62. Lettres de provisions à Nicolas Levasseur, de l'office de procureur postulant héréditaire en l'élection et grenier à sel d'Amiens, vacant par le décès de Pierre de Tigny. Paris, 10 septembre 1635. — Fol. 62 v°. Bail de la ferme du sol pour pot de vin du bourg d'Airaines. 25 octobre 1635. — Fol. 64. Bail du greffe alternatif et place de clerc de l'élection d'Amiens, par Nicolas de Halloy, à Louis Lemarchant. 18 septembre 1635. — Fol. 65. Bail de l'aide du hareng. Amiens, 10 septembre 1635. — Fol. 65 v°. Bail de l'aide des guèdes. Amiens, 10 septembre 1635. — Fol. 66. Bail de l'office de visiteur et marqueur des toiles, canevas, etc., en l'élection d'Amiens par Louis Houdré, à Pierre de la Hupinière, bourgeois d'Amiens. Paris, 30 mars 1635. — Fol. 69. Provision à Pierre Morin, demeurant à Grandvillier, d'une place d'archer en la compagnie de maréchaussée de Jean de Gardette, chevalier, sieur de Montifault. Paris, 12 janvier 1636. — Fol. 71 v°. Bail de la ferme du 20^e du poisson de mer sec et salé. Amiens, 16 juin 1636. — Fol. 72 v°. « Commission de Jean Patte, pour faire l'exercice du jauge. » Amiens, 18 janvier 1637. — Fol. 73. « Déclaration faite par M^e Jean Brice, au prouffit de M^e André Allane, d'un quart par indivis aux offices de

jaugeurs. » 30 septembre 1729. — Fol. 74. Bail des droits sur le bétail à pied fourché, pied rond, etc. 24 avril 1636. — Fol. 76 v°. Bail des droits sur les cuirs, peaux, pelleteries, etc. 8 avril 1637. — Fol. 80. Lettres de provision à Adrien Poitevin de l'office de sergent royal en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Baude Benâtre. Paris, 17 avril 1637. — Fol. 84 v°. « Extrait des registres du conseil d'Estat. » Arrêt pour le remboursement d'une somme de 290.300 l. due à Charles Carré, ayant droit de la duchesse de Nemours. Paris, 2 mai 1637. — Fol. 92. « Bail de la ferme des entrées et sol pour pot de Grandvillier, à Nicolas Pierret. » 8 juillet 1637. — Fol. 94. Édît du Roi sur les privilèges et exemptions des employés des postes. Novembre 1635. — Fol. 101. Provision à Claude Dupontreué, de l'office de maître de poste à Picquigny, vacant par le décès de Jean Dupontreué, son père. Paris, 12 août 1637. — Fol. 103. Bail du sol pour livre fait à Henry Gervois. » Amiens, 19 août 1637. — Fol. 105 v°. « Bail des VI d. pour livre fait à Nicolas Louchet. » Amiens, 17 août 1637. — Fol. 106 v°. « Bail des bières fait à Robert Sentier et Nicolas Scellier. » 31 juillet 1637. — Fol. 109 v°. « Bail du huitième du vin fait à Anthoine Rohault. » Amiens, 9 septembre 1637. — Fol. 110 v°. « Bail de l'aide du vin fait à Anthoine Rohault. » Amiens, 14 septembre 1637. — Fol. 113. Id., 30 septembre 1637. — Fol. 114. « Bail des quatrième, vingtième et impositions du bourg d'Ault et Caieu, fait par M^e Louis de Vauchelle à M^e Jehan de la Rivière, Denis Dupreel, Antoine Latigual et Pierre Hochart. » 28 septembre 1637. — Fol. 119. « Édît du Roy portant création d'ung office de commis héréditaire à faire les roolles des tailles et autres impositions qui se feront par cottizations, sur les villes, bourcs et paroisses taillables de ce royaume, et d'ung semblable office, pour faire les roolles du seel d'impost en chacun grenier à seel où l'impost est estably. » Saint-Germain, mars 1637. — Fol. 124. « Arrêt de la cour des Aydes contre M. Hector Mallet, receveur des tailles de Mondidier. » 8 août 1637. — Fol. 133. « Extrait des registres de la cour des Aides. » Arrêt relatif aux cautions du bail général des aides. 12 septembre 1637. — Fol. 134 v°. « Bail de l'aide de la saiterie fait à Gillebert Julliard. » Amiens, 14 septembre 1637. — Fol. 135 v°. « Bail des laynes et pellures fait à Gilbert Julliard. » Amiens, 14 septembre 1637. — Fol. 137. « Bail de l'aide du hareng fait à Gilbert Julliard. » Amiens, 14 septembre 1637. — Fol. 139 v°. « Bail du papier

fait à Jean Loiret. » Amiens, 10 août 1637. — Fol. 142 v°. « Bail de l'aide des draps, fait à Adrien Sohier. » Amiens, 14 septembre 1637. — Fol. 145. « Déclaration du Roy portant le rétablissement des offices de contrôleur prudhommes et visiteurs de cuirs de ce royaume, et révocation de celle du 16 février 1635. » Fontainebleau, 10 juin 1637. — Fol. 150 v°. « Bail du prudhomme fait à Anthoine Destrées. » Amiens, 18 septembre 1637. — Fol. 153. « Lettres de provision obtenues par Claude Poitou, sieur de Mully », de l'office de commissaire ordinaire de l'artillerie. Paris, 8 avril 1637. — Fol. 155 v. « Commission pour Marin de Vismes, clerq commissaire pour la ferme du sol pour pot. » Amiens, 4 novembre 1637. — Fol. 146 v°. « Commission pour Pierre Viseur, pour la ferme du sol pour pot. » Amiens, 4 novembre 1637. — Fol. 157 v°. « Commission pour Vincent Lenée, commis pour tenir registre des mises et ostée pour le sol pour pot de vin. » Amiens, 9 octobre 1637. — Fol. 158 v°. Lettres de provision à Charles Perdu de l'office de clerc postulant héréditaire en l'élection et grenier à sel d'Amiens, vacant par le décès de René Trespaigne. Paris, septembre 1637. — Fol. 159. « Bail fait à Adrien Ringard pour le contrôle des cuirs. » Amiens, 13 octobre 1637. — Fol. 162 v°. Arrêt du Conseil d'État relatif au droit de marque et contrôle du papier. Paris, 24 octobre 1637. — Fol. 163 v°. Arrêt du conseil d'État sur le même objet. Paris, 7 novembre 1637. — Fol. 165 v°. « Bail fait à Charles Baillet, pour la ferme de l'aide des cervoises et goudalles. » Amiens, 14 septembre 1637. — Fol. 167. Bail de la ferme des bières de St-Valery. 27 décembre 1637. — Fol. 170. « Déclaration du Roy portant règlement sur le fait des tailles, en ce qui concerne la confection des assiettes et rôle, à laquelle ne pourront estre appellez les esleuz, translations de domiciles de l'eslection en aultres, et de paroisse en paroisse en mesme eslection », etc. Monceaux, 16 juin 1635. — Fol. 173 v°. « Arrest de la court des Aides obtenu sur la requeste du procureur général du Roy, portant injonction aux présidens des eslections assistés d'un esleu, et sur la réquisition des substitus dudit procureur général du Roy, de dresser estatz des officiers de justices ordinaires, leurs parens et autres personnes qui s'exemptent indeuement des tailles et autres contributions, pour estre par lesdicts présidens, esleu et substitus.... imposés d'offices ès roolles des tailles », etc. 26 mars 1638. — Fol. 176 v°. Bail de la moitié du droit de jauge en la ville et élection d'Amiens. 11 septembre 1637, — etc.

C. 1705. (Registre.) — In-fol. 186 feuillets papier.

1638-1642¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Arrest du conseil d'Etat, pour Antoine Delafosse, portant octroy audit Delafosse de la jouissance du doublement des IX l. XVIII s. pour tonneau de vin entrant ès villes et bourcq de la généralité d'Amyens, et le sol pour pot que se débite en détail, en l'estendue d'icelle. » Paris, 19 décembre 1636. — Fol. 4 v°. « Bail de la ferme des bières fait par M^e Anthoine Fiquelpau à Charles-Gaspard Baillet et autres. » 18 janvier 1638. — Fol. 7. Lettre de provision à Pierre Angot de l'office d'huissier audiencier en l'élection particulière de Grandvillier, vacant par le décès de Pierre Dufour. Paris, 23 mars 1638. — Fol. 9 v°. Lettres de provision à Claude Berthier, de l'office de sergent des aides et tailles en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de Jacques Quignon. Chalis, 28 mai 1638. — Fol. 10 v°. « Bail général de la taxe annuelle sur les taverniers, cabarettiers et marchands de vin en gros de France, pour six années commencées au premier janvier 1637. » Paris, 20 juin 1637. — Fol. 16. Bail d'une partie d'office de jaugeur de la ville d'Amiens. 6 septembre 1634. — Fol. 18. Bail de la ferme des bières du bourg d'Ault. Amiens, 11 mars 1638. — Fol. 20 v°. « Déclaration du Roy portant que les officiers, domestiques et commenseaux de la maison du Roy ne seront exempts à l'advenir des levées de l'empreunt et subsistance des gens de guerre. » Saint-Germain, 19 août 1638. — Fol. 21 v°. « Bail de l'aide de la saïeterie fait à Anthoine Décle. » Amiens, 13 septembre 1638. — Fol. 22 v°. « Bail de la ferme de l'aide des laines et pelures à Anthoine Décle. » Amiens, 13 septembre 1638. — Fol. 23. « Bail de la ferme de l'aide du hareng fait à Jean Loirel. » Amiens, 15 septembre 1638. — Fol. 24. « Bail de la ferme de l'aide du vin fait à Anthoine Quignon. » Amiens, 15 septembre 1638. — Fol. 25 v°. « Bail de l'aide des bières à François Bigorgne. » Amiens, 17 septembre 1638. — Fol. 26 v°. « Extrait des registres du conseil privé du Roy. Arrest entre les officiers de l'élection d'Amiens et le sieur Dufresne, prévost de Beauquesne. » Paris, 5 octobre 1638. — Fol. 29. Provision à Jean du Val, écuyer, sieur dudit lieu, d'une place d'archer des gardes du corps du duc d'Orléans. Wailly, 12 novembre 1637. — Fol. 30 v°. « Bail de la ferme de l'aide des draps de laines fait à Adrien Sohier. » Amiens. 13 septembre 1638. — Fol. 31 v°. « Arrest de la cour des Aydes, obtenu sur la requeste de M. le procureur général du Roy, portant injonction aux asséeurs-collecteurs des paroisses, d'im-

¹ Dates d'enregistrement.

poser ès roolles de la subsistance les privilégez employez ès estats envoieez et receus au greffe de la cour, et aux substituds dudit procureur général d'y tenir la main. » 8 octobre 1638. — Fol. 33. Lettres de provision à Pierre Lefort, de l'office de greffier héréditaire tenant la plume au grenier à sel de Grandvillier, office de nouvelle création. » Paris, décembre 1635. — Fol. 34 v°. Assiette sur les habitants de Saveuse. Paris, juillet 1638. — Fol. 36. « Extraict des registres du conseil d'Etat. » Arrêt rendu « sur la requête présentée au Roy, en son conseil, par les manans et habitans des parroisses de Démuin, Aubercourt, Dompmart-sur-la-Luce, Breteuil, Courcelles-soubz-Moiencourt, Falloise, Boves, Aylles, (Bovelles ?) Villers-Brethonneux, la Cardonnette, Namps-au-Val, Flixecourt, Ville-lez-St-Ouin, Rivery, Lataulle, Arbonnière, eslections de Doullens, Mondidier et Amiens. à ce qu'attendu la misère nottoire en laquelle les habitans desdits lieux, sont réduits à l'occasion des logemens continuels des gens de guerre, courses, pillages et ravagesque les Croates et autres ennemis de l'Etat auroient faicts en la province de Picardie, et nottamment èsdicts villages, iceux bruslez, sans exception mesmes des églises, ny sauver l'honneur des femmes et filles, tué plusieurs paysans, pris les plus aysez prisonniers, les inhumainement conduits et taxez à de grandes et excessives rançons, et par ce moien, les contraincts d'habandonner leur labeur, sans rien pouvoir despouiller ny sauver que leurs pauvres petits enffans, et se reffugier en diverses lieux, où ils sont réduits en très grandes nécessitez, à cause de laquelle et de la maladie contagieuse dont ils ont esté et sont encores à présent affligez seroient decedez les deux thiers des habitans desdits villages », qui renvoie ladite requête aux présidents-trésoriers généraux de France en la généralité d'Amiens, pour y pourvoir ce que de raison. Paris, 16 mai 1637. — Sentence du bureau des finances d'Amiens, qui exempte de tailles les habitants d'Aubercourt et Happeglenne, pour pertes souffertes pendant la guerre. Amiens, 14 mai 1638. — Fol. 38. Id. pour Démuin et Courcelles. Amiens, 14 mai 1638. — Fol. 39. Provision à Jacques de Marial, natif de Muides, pays de Blaisois, d'une place d'archer des gardes du Roi, de la compagnie de cheveu-légers de Georges de Monchy, chevalier, seigneur d'Hanguincourt, Paris, 30 juin 1633. — Fol. 40 v°. Bail de la ferme du pied fourché. Amiens, 29 janvier 1639. — Fol. 44 v°. Vente de deux offices de vendeurs de cuirs en la ville et faubourg d'Amiens. 24 août 1638. — Fol. 46. « Édict du Roy portant exemption à tous les maistres des postes de ce royaume, de paier aulcune tailles ny aides, levée et impositions, tant ordinaires, qu'extraordinaires » etc. Saint-Germain, novembre 1635. — Fol. 51. « Commission de Denis Dublaiz, clerq juré aux fermes des entrée et sol pour pot du

bourcq d'Ault. » Amiens, 1^{er} mars 1639. — Fol. 51 v°. « Édict du Roy portant création en tiltre d'office, formé et héréditaire, d'un recepveur particulier des tailles en chacune paroisse des ressorts des cours des aides de Paris, Rouen, Caen, Clermont-Ferrant et Guienne », etc. St-Germain, décembre 1638. — Fol. 60. « Bail fait par le Roy et Nosseigneurs de son conseil, à M^e Louis Fauveau, des aides des généralités de Chaalons, Soissons, Amiens et des eslections de St-Florentin, Clamecy, Vezelay et Bar-sur-Saine », etc. Paris, 27 juin 1637. — Fol. 67 v°. « Bail de la ferme particulière du XX^e du poisson de mer frais, secq et sallé de la ville et banlieue d'Amiens, à Pierre Vigneron. » Amiens, 1^{er} avril 1639. — Fol. 70. « Bail de la ferme des anciens cinq sols, IV d., XX o. et impositions de Picquigny et autres lieux à Jean Bourgeois, Jacques Vasseur et Quentin Darsigny. » Amiens, 12 juillet 1639. — Fol. 71. « Arrest du Conseil d'Etat portant règlement pour les droicts attribuez aux offices des vendeurs de cuirs. » 30 avril 1638. — Fol. 74 v°. « Bail des III^e, vingtièmes et impositions du village de Bocquel, à Gilles Caron. » 4 mai 1639. — Fol. 76. « Bail des entrées et sol pour pot de vin du bourg de Poix à Nicolas Depaulx. » Amiens, 15 avril 1637. — Fol. 77 v°. « Bail de la ferme de l'aide des draps de soie à Meurice Dabliz. » Amiens, 13 septembre 1638. — Fol. 78 v°. « Bail de la ferme du III^e, vingtième et impositions de Longueaue à Firmin de Blangy. » Amiens, maison du Chapeau de roses, 1639. — Fol. 79 v°. Bail des quatrième, vingtième et impositions de vins, cidres et bières d'Airaines. Amiens, 30 juillet 1639. — Fol. 81. Lettres de provision à Jacques Lefort de l'office de conseiller du Roi et grenetier ancien et moitié du triennal réuni à icelui, au grenier à sel de Grandvilliers, vacant par le décès de Jacques Lefort, son père. Paris, janvier 1639. — Fol. 84. « Bail de la ferme du pied fourché à Christophle Danzel, pour trois ans. » Amiens, 9 septembre 1639. — Fol. 85 v°. « Bail de l'aide des bières à Guillain Domont. » Amiens, 9 septembre 1639. — Fol. 86 v°. « Bail de l'aide des draps de laines à Louis Foursy. » Amiens, 30 août 1639. — Fol. 87 v°. « Bail de l'aide de la saieterie à Anthoine Lendormy. » Amiens, 9 septembre 1639. — Fol. 88 v°. « Bail de l'aide du guelde à Jacques Godde. » Amiens, 30 août 1639. — Fol. 89 v°. « Bail des III^e, XX^e, et impositions du bourg de Poix, à Nicolas Despaulx et Jean du Bos. » Poix, 3 octobre 1639. — Fol. 92 v°. « Bail du droict d'eschantillon et jaulge à Jehan Martin. » Amiens, 18 juillet

1639. — Fol. 94. « Bail de l'aide du vin à Antoine Quignon. » Amiens, 12 septembre 1639. — Fol. 95. « Bail de l'ayde du hareng à François Quind. » Amiens, 2 septembre 1639. — Fol. 95 v°. « Bail de l'aide des laynes et pellures à Gilbert Julliard. » Amiens, 12 septembre 1639. — Fol. 96 v°. Lettres de provision à M^e Nicolas Quignon, de l'office de clerc des fermes du huitième, vingtième et autres impositions sur le vin et autres boissons en la ville d'Amiens, vacant par la résignation de Jean Marsanne. Paris, mai 1640. — Fol. 98. Lettres de provision à Antoine Lefort, de l'office du conseiller du Roi, et grenetier alternatif et moitié du triennal réuni à icelui, au grenier à sel de Grandvilliers, vacant par le décès de Jacques Lefort, son père. Paris, janvier 1639. — Fol. 101. Provision à Guillaume Dupontreué, de la poste de Picquigny, vacante par la résignation de Claude Dupontreué. Donnée par Jérôme de Nouveau, seigneur de Fromont, conseiller du Roi en ses conseils, grand maître des courriers et surintendant général des postes et relais de France, et des chevaucheurs d'écurie du Roi. Amiens, 22 juin 1640. — Fol. 102 v°. « Bail de l'ayde des bières à François Monasse. » Amiens, 12 septembre 1640. — Fol. 104. « Bail de la ferme du VIII^e du vin à Jean Callon. » Amiens, 10 septembre 1640. — Fol. 105. « Bail de l'ayde des draps de laine. » Amiens, 12 septembre 1640. — Fol. 106 v°. Lettres de provision à Adrien Mangnier d'un office de greffier héréditaire alternatif et triennal au grenier à sel de Grandvilliers, de nouvelle création. Paris, août 1640. — Fol. 108 v°. « Édict du Roy portant création de cent-cinquante huissiers, sergents des tailles, pour exécuter les contraintes concernant les aides, tailles, taillons..... et toutes autres impositions quy seront faites en vertu des soumissions de Sa Majesté », etc. Mars 1637. — Fol. 111 v°. Lettres de provision à Adrien Briseur d'un office d'huissier postulant en l'élection d'Amiens, créé par le précédent édit. Paris, 20 avril 1640. — Fol. 112 v°. « Lettre d'assiette sur les habitans d'Aumont. » Paris, 10 mars 1640. — Fol. 114 v°. « Édict du Roy portant augmentation des gages aux receveurs et contrôleurs généraulx des finances, officiers des eslections et aultres, et création des greffiers alternatifs et triennaux des gabelles et lieutenans des controlleurs-conservateurs des fermes. » St-Germain, novembre 1639. — Fol. 120 v°. Lettres de provision à François Soihier, d'un office de greffier héréditaire triennal au grenier à sel d'Aumale, créé par le précédent édit. Paris, août 1640. — Fol. 122 v°. « Édict du Roy portant création en hérédité des offices de thiers référendaires de despens au Parlement, avecq pouvoir de postuller », etc. St-

Germain, décembre 1635. — Fol. 125. Déclaration sur ledit édit. Versailles, 26 mai 1637. — Fol. 131 v°. « Bail de l'aide du guelde à Anthoine Tellier. » Amiens, 10 septembre 1640. — Fol. 132. « Édict du Roy, portant que tous exempts, privilégez et nobles seront assis à la taille. » St-Germain, 6 décembre 1640. — Fol. 134. « Instruction aux commissaires députtez par le Roy, pour l'exécution de l'édict de Sa Majesté du mois de novembre dernier, portant révocation des privilèges et exemptions des tailles. » Paris, 7 décembre 1640. — Fol. 135 v°. « Bail de l'aide du vin à Jean Gueudon. » Amiens, 10 septembre 1640. — Fol. 136 v°. « Bail de l'aide de la saierie à Gilbert Julliard. » Amiens, 12 septembre 1640. — Fol. 137. « Bail de l'aide des laines et pellures audit Julliard. » Amiens, 12 septembre 1640. — Fol. 138. « Bail de l'aide des draps de soie à Gilbert Julliard. » Amiens, 12 septembre 1640. — Fol. 138 v°. « Bail de l'aide du hareng à Gilbert Julliard. » Amiens, 12 septembre 1640. — Fol. 139 v°. « Extraict des registres du Conseil d'Estat. » Arrêt relatif à la ferme des 9 l. 18 s, sur chaque tonneau de vin entrant dans les villes et bourgs de la généralité de Picardie. » Paris, 30 janvier 1641. — Fol. 141. Lettres de provision à Nicolas Viguary, de l'office de sergent royal héréditaire des aides et tailles en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Robert Roussel. Paris, mars 1641. — Fol. 143. « Bail faict par le Roy, en son conseil, à M^e Jehan Pagan, de la ferme des neuf livres dix-huict sols pour thonseau de vin entrant ès villes et bourgs de la généralité de Picardie », etc. Paris, 8 juin 1641. — Fol. 156. Lettres patentes en considération de « la fidélité et valleur avecq laquelle les nommez Philippes Carette, de nostre ville d'Encre, Michel Patou, de la mesme ville, Louis et Charles du Bouzois de Metz, père et fils, du village de Fouilloy, Romain de Thetz, Jean Piez, Philippe de Sapigny, Fleury Duperré, Pierre Debrie, Nicolas Michel, tous dudit village de Fouilloy et Anthoine Debains, du village d'Aubigny, se sont emploiez aux entreprises, tant du bruslement du moulin de nostre ville de Corbie, estant près la porte de l'Image de ladicte ville, de laquelle noz ennemis se sont renduz maistres par la lascheté de ceux ausquelz nous avons confié la garde de nostre ville, que de la prise toutes les travaux estans hors d'icelle, du costé de la chaussée quy est au-delà de nostre rivière de Somme, les susnommez estant alez soubz la conduite du sieur de Beaufort et autres noz gens de guerre ausdictes entreprises, et s'y estans portez de leurs personnes vaillamment et industrément et aiant d'ailleurs esgard aux

perles qu'ilz ont souffertes, tant par le feu mis dans leurs maisons, et la despouille de leur terre faicte par les ennemis à la campagne, que par la prise de leurs grains et aultres biens menés dans ladicté ville de Corbye » ; les susnommés exemptés de toutes tailles et autres impositions. Camp de Démuin, octobre 1636. — Fol. 160 v°. « Bail de la ferme de l'ayde du vin à François Obry. » Amiens, 20 septembre 1641. — Fol. 161 v°. « Bail de la ferme de l'ayde des bières à François de Mons. » Amiens, 18 septembre 1641. — Fol. 163. Lettres de provision à Nicolas Assaulé d'un office de greffier héréditaire triennal au grenier à sel de Grandvilliers, de nouvelle création. Paris, août 1641. — Fol. 165. « Bail des draps de soie à Maurice Dablin. » Amiens, 16 septembre 1641. — Fol. 166. « Bail de l'ayde des draps de layne. » Amiens, 18 septembre 1641. — Fol. 166 v°. « Commission pour François Caruette, pour faire la charge de clerq commissaire à la ferme de l'ayde du vin. » Amiens, 23 octobre 1641. — Fol. 167. « Lettres de provision de l'office de courtier de vin de François Jumel. » Amiens, 24 septembre 1637. — Fol. 167 v°. « Lettres (patentes) pour les religieux Augustins d'Amyens, par lesquelles le Roy leur a donné à perpétuité l'entrée de trente muidz de vin et quatre minots de sel. » Chantilly, septembre 1640. — Fol. 169. « Sentence de M. de Bellejamme, intendant, pour la noblesse de M. Gorguette, lieutenant en l'eslection d'Amiens. » Amiens, 10 mai 1641. — Fol. 170. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest pour les officiers de l'eslection d'Amyens, portant descharge de taxes sur eulx faictes. » Paris, 12 octobre 1641. — Fol. 171 v°. « Bail de l'aide du hareng à Jean Lorel. » Amiens, 16 septembre 1641. — Fol. 172. « Bail de la ferme du sol pour livre à Toussaint Daussy et Antoine Destrée. » Amiens, 12 novembre 1641. — Fol. 174. « Bail de la ferme particulière de la subvention sur le pied fourché de la ville d'Amiens, à Jean Laurel. » Amiens, 12 novembre 1641. — Fol. 176 v°. « Lettre de courtier de vin de Jean Quesnel. » Amiens, 26 novembre 1636. — Fol. 178. « Contract de vente de l'estat de courtier de vin par Guillaume Martin, au prouffict de François Avegneaux. » Amiens, 9 février 1640. — Fol. 180 v°. Assiette sur les habitants de Sains. Paris, 20 janvier 1633. — Fol. 182 v°. « Lettre de provision à Jean Haboury, de courtier de vin. » Amiens, 12 janvier 1637. — Fol. 183. « Bail du XX^e sur les cuirs de bazannes, vaches de roussy, cuirs de vaulx et maroquins à Bardin de Flerines et Antoine Durand. » Amiens, 12 décembre 1641, — etc.

C. 1706. (Registre.) — Petit in fol., 280 feuillets, papier.

1648-1652¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Provision de M^e Noël Fournier, greffier au grenier à sel de Mers. » Paris, décembre 1635. — Fol. 7 v°. « Provisions de François Deville, huissier aux tailles. » Paris, 8 juillet 1639. — Fol. 14. « Lettres patentes de l'hôpital St-Charles. » Paris, décembre 1644. — Fol. 20. Assiette sur les habitants de Rambures. Paris, 27 avril 1648. — Fol. 23. Bail de la ferme des droits de contrôle et visite des bières, etc. Paris, 5 décembre 1647. — Fol. 27. « Déclaration du Roy portant révocation des intendans de justice et remises des restes des tailles, jusques à quarante six inclusivement », etc. Paris, 13 juillet 1648. — Fol. 35. Lettres de provision à André Leseillier, de l'office de conseiller du Roi, receveur alternatif des tailles en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de Florent de Louvencourt. Paris, 29 octobre 1638. — Fol. 51. « Bail du jaulge de St-Wallery à Guillaume Bruslé, par M^e Laurent de Flocques. » St-Valery, 8 décembre 1646. — Fol. 53 v°. « Bail de la ferme du VIII^e des bières à François de Mons. » Amiens, 26 septembre 1648. — Fol. 55 v°. « Bail de la ferme du bestial à Jean Colsonnet. » Amiens, 17 septembre 1648. — Fol. 59 v°. Bail de l'aide des draps de laine à Adrien Sohier. Amiens, 14 septembre 1648. — Fol. 61 v°. Bail de l'aide du hareng à Gilbert Julliard. Amiens, 12 septembre 1648. — Fol. 63. Bail de l'aide de la saiterie. Amiens, 14 octobre 1648. — Fol. 65 v°. Vente d'un office de courtier de vin. Amiens, 25 février 1647. — Fol. 68. « Commission du jaulge. » Amiens, 16 octobre 1648. — Fol. 68 v°. « Bail de la ferme de la bûche à Gaspard Baillet. » Amiens, 17 septembre 1648. — Fol. 70. « Lettres patentes de Sa Majesté adressantes à la cour des Aides, pour la vérification et perception des droicts qui se doibvent lever sur les vins, eaue de vye, tabac, entrant en la ville d'Amyens. » Paris, 27 octobre 1648. — Fol. 76 v°. Bail du gælde. » Amiens, 12 septembre 1648. — Fol. 83. « Réception de Vincent Lené en la charge de l'aide du vin. » Amiens, 16 mars 1649. — Fol. 84 v°. « Bail à M^e François Lhabitant, des IX l. XVIII s. » Fontainebleau, 24 septembre 1644. — Fol. 102 v°. Lettres de provision à Philippe Boullenger, d'un office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de M^e Philippe Boullenger, son père. Paris, 15 juillet 1647. — Fol. 107. Lettres de provision à Louis Lebrun, de l'office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de Charles Roussel. Paris,

¹ Dates d'enregistrement.

7 mai 1649. — Fol. 109. Assiette sur les habitants d'Oresmeaux. Paris, 5 décembre 1642. — Fol. 113 v°. « Édict de suppression des contrôleurs conservateurs et les lieutenans, et au lieu d'iceux, levée de vingt-quatre deniers pour livre, sur tous les droicts de ferme de France, à l'exception des gabelles. » Paris, 20 juillet 1643. — Fol. 120. « Bail de la ferme de l'ayde du vin à Nicolas Pry. » Amiens, 13 septembre 1649. — Fol. 121 v°. « Bail du VIII^e du vin à M^e Michel Tussien. » Paris, 9 septembre 1649. — Fol. 125 v°. « Extrait des registres du conseil d'Etat. » Arrêt pour le recouvrement des impositions de la généralité d'Amiens. Paris, 16 juin 1649. — Fol. 131 v°. « Bail à Adrien Sohier de la ferme des draps de laine. » Amiens, 3 septembre 1649. — Fol. 132. « Bail à Claude Paré de la ferme de l'aide des bières. » Amiens, 13 septembre 1649. — Fol. 134. « Bail de l'aide de la saiterie à Gillebert Julliard. » Amiens, 13 octobre 1649. — Fol. 135 v°. « Bail de l'aide du hareng à M^e P. Ricard. » Amiens, 13 septembre 1649. — Fol. 137. « Bail des laines et pellures à Jacques Quignon. » 13 septembre 1649. — Fol. 138. « Bail du jaulge pour six ans à M^{es} Michel et Daragon, par Louis de Dours. » Amiens, 11 octobre 1649. — Fol. 141 v°. Lettres de provision à M^e Adrien Moitié, de l'office de conseiller assesseur, premier élu en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation d'Adrien Lecaron. Rus (Reuil), 8 mars 1649. — Fol. 143 v°. Provision à Médard Prévost de la Fosse, d'une charge de gentilhomme servant de l'hôtel du Roi. Compiègne, 13 juillet 1649. — Fol. 144 v°. « Bail du vingtième des cuivres à Toussaint Daussy et Antoine Destrée, marchans taverniers. » Paris, 8 janvier 1649. — Fol. 152. « Bail du contrôle des cuirs, à Jean Lambert et Pierre Digeon. » 2 octobre 1649. — Fol. 153 v°. « Bail des cuirs à Toussaint Daussy et Anthoine Destrée. » Amiens, 3 novembre 1649. — Fol. 155 v°. « Bail à Jean Lambert et Pierre Digeon, des droicts attribués à l'office de preudhomme des cuirs. » Amiens, 16 décembre 1649. — Fol. 159 v°. Provision à Martin Warnier, de la charge de porte-arquebuse ordinaire du Roi, vacante par la démission de Jacques Benier. St-Germain, 20 novembre 1649. — Fol. 161 v°. « Contract de vente de l'office de M^e François Courtois (notaire au bailliage d'Amiens), à François Lefebvre. » Amiens, 22 janvier 1650. — Fol. 164. « Arrest de la cour des Aides... portant injonction aux esleus, de faire mention dans les sentences et jugemens qu'ils rendent au subject des descharges des asséeurs-collecteurs et nominations d'offices, des causes et motifs desdictes descharges. » 24 janvier 1650. — Fol. 165 v°. « Arrest de la cour des Aides... portant deffences aux recepveurs des tailles et officiers des eslections, de décerner aucunes

contraintes de solidité contre les principaux habitans de paroisse, sinon en cas de l'ordonnance », etc. Paris, 24 janvier 1650. — Fol. 169 v°. Lettres de provision à François Lefebvre, de l'office de procureur postulant en l'élection d'Amiens, vacant par résignation de François Courtois. Paris, 7 février 1650. — Fol. 171. Lettres de provision à Nicolas Quignon, de l'office de procureur postulant en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de M^e René Pécoult. Paris, 16 février 1650. — Fol. 172 v°. « Bail des impositions du bourg d'Ault. » 13 décembre 1649. — Fol. 176. « Commissions de M^e Pierre Riout et Jean Serroult. » Amiens, 25 mai 1650. — Fol. 178. « Commission de Vincent Lené à la ferme du bestial à pied fourché. » Amiens, 20 mai 1650. — Fol. 179. « Commission à M^e P. Richard, adjoint de la ferme du sol pour pot. » Amiens, 26 mai 1650. — Fol. 179 v°. « Escrip fait entre M. Jullien Hamelin, Antoine Daragon et Vincent Lené. » Amiens, 28 novembre 1649. — Fol. 180 v°. « Commission de Vincent Lené à la ferme du XX^e du vin. » Amiens, 13 juin 1650. — Fol. 181 v°. « Commission de M^e Pierre Ricart, pour la ferme du sol du pot. » Amiens, 27 mai 1650. — Fol. 182. « Commission de Lhabitant, pour la ferme du sol pour pot. » Amiens, 20 juillet 1650. — Fol. 183. « Contract de l'office de procureur en l'élection de M^e Pierre Pécoult, au profit de M^e Mathieu Boiaval. » Amiens, 30 juillet 1650. — Fol. 189 v°. « Édict du Roy portant création des offices quadriennaux, où il y a antiens, alternatifs et triennaux. » Paris, août 1645. — Fol. 194 v°. « Provisions de M^e César Collin en l'office quadriennal des tailles. » Paris, 24 novembre 1646. — Fol. 200 v°. « Bail à Gilles Sohier de l'aide des draps de laine. » Amiens, 14 septembre 1650. — Fol. 202. « Bail de l'aide des bières à Pierre Caron. » Amiens, 14 septembre 1650. — Fol. 204. « Bail de l'aide du vin à Jean Aide. » Amiens, 14 septembre 1650. — Fol. 206. « Bail de l'aide du hareng à Jean Aide. » Amiens, 14 septembre 1650. — Fol. 208. Adjudication d'un office de courtier de vin d'Amiens. — Fol. 210. Lettres de provision à François Lecaron de l'office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de Nicolas Lecaron. Paris, 15 décembre 1642. — Fol. 212. Exemption de tailles à Pierre Lefebvre, écuyer, sieur de Beauregard, demeurant à Agnières, l'un des 200 cheveu-légers ordinaires de la garde du Roi. 11 janvier 1651. — Fol. 213 v°. « Lettres d'assiette pour Jean Wattinée, du bourg d'Oisemont. » Paris, 21 février 1651. — Fol. 215 v°. « Lettres de l'office de courtier de vin de Nicolas Leloir. » 9 novembre 1650.

— Fol. 218. « Édict du Roy portant création en tiltre d'office formé et héréditaire, des receveurs, contrôleurs et visiteurs des fermes des neuf livres dix-huit sols sur chacun tonneau de vin entrant ès villes et bourgs de la généralité de Picardie », etc. Saint-Germain, décembre 1632. — Fol. 224 v°. Lettres de provision à François Lefrançois de l'office de receveur général héréditaire des fermes de 9 l. 18 s. pour chaque tonneau de vin. Paris, juin 1650. — Fol. 231 v°. Testament de Marie Danzel, damoiselle d'Infray, veuve de Jean Luier, écuyer, sieur de Boiencourt et de Laissart, demeurant à Abbeville paroisse Saint-Vulfran en Chaussée, léguant entre autres choses, « à ladicte église Saint-Vulfran la somme de soixante livres, pour aider à parachever le pignon d'icelle. » Abbeville, 15 juillet 1622. — Fol. 234 v°. Testament de Charles Lhuier, chevalier, seigneur d'Infray, licencié ès lois, avocat en Ponthieu, demeurant à Abbeville, paroisse Sainte-Catherine. 25 octobre 1638. — Fol. 239. « Bail des aides du poisson de mer frais à Flourent Denis. » Paris, 26 août 1651. — Fol. 240 v°. « Bail de l'aide des draps de laine à Jean Fossé. » Amiens, 13 septembre 1651. — Fol. 241. « Bail de l'aide du hareng à Thomas Le Roux. » Amiens, 15 septembre 1651. — Fol. 242. « Bail de l'aide des laines et pellures à Thomas Le Roux. » Amiens, 15 septembre 1651. — Fol. 243. Lettres de provision à Michel Tussien d'un office de receveur particulier héréditaire des 9 l. 18 s. pour tonneau de vin entrant dans les villes et bourgs de la généralité de Picardie, etc. Camp devant Nancy, septembre 1633. — Fol. 245. Lettres de provision à M^c Claude Lefebvre, de pareil office. Camp devant Nancy, septembre 1633. — Fol. 246 v°. « Desmission dudict office ès mains dudict Lefebvre. » Paris, avril 1639. — Fol. 248 v°. Assiette sur les habitants d'Onival. Paris, 29 mars 1641. — Fol. 250 v°. « Bail de l'aide du vin de Jean Colsonnet. » Amiens, 13 septembre 1651. — Fol. 251 v°. « Bail de l'aide des cervoises et goudalles. » Amiens, 15 septembre 1651. — Fol. 253. « Arrest de la cour des Aides, sur les offices. » Paris, 2 septembre 1650. — Fol. 254. « Bail de l'aide des draps de soie. » Amiens, 11 septembre 1651. — Fol. 255 v°. Lettres de provision à M. Denis Lemaure, de l'office de receveur particulier à la porte du quai d'Amiens. Paris, 30 juin 1649. — Fol. 257 v°. Lettres de provision à François de Bagnolle, de l'office de receveur particulier héréditaire des fermes de 9 l. 18 s. sur chaque tonneau de vin. Paris, juin 1637. — Fol. 259. « Bail du bestial à pied fourché, pour trois ans, à Pierre de Cocq. » Amiens, 18 septembre 1651. — Fol. 260. « Bail de la ferme du VIII^e des bières, pour trois ans, à Pierre de Cocq. » Amiens, 18 septembre 1651. — Fol. 261 v°. « Lettres de provision de l'office de receveur particulier héréditaire des IX l. XVIII s. au port du Don, pour M^c Michel de Jouan. » Camp devant

Nancy, septembre 1633. — Fol. 263 v°. « Bail de la busche fait à Charles Maigret. » 15 septembre 1651. — Fol. 265. « Bail des IX l. XVIII s. de vin entrant ès villes et bourcs de Picardie, soit pour pot de vin vendu en détail, et les LX s. pour muid de vin sortant de ladite province, fait à Louis Aubert. » Paris, 8 novembre 1651. — Fol. 271 v°. « Règlement sur lesdictes fermes. » Paris, 6 mars 1638. — Fol. 277 v°. « Commission de François Fournier, clerq des mises et ostées du vin, sol pour pot de ceste ville. » Amiens, 15 mars 1652, — etc.

C 1707. (Registre.) — Petit in-fol. 258 feuillets, papier.

1652-1656¹. — Registre aux Chartes. — « Arrest du Conseil pour les habitans de Corbie, pour lever sur les villages de l'eslection d'Amiens deppendans du gouvernement de Corbie les deux thiers de II^m l., pour la fourniture des bois et chandelles des corps de gardes de ladicte ville. » Arrêt rendu sur la représentation des habitants de Corbie, « qu'à cause de la prise d'icelle par les ennemis au mois d'août de l'année MVI^cXXXVI, ils sont à présent réduits à leur grande disete et pauvreté, tant par la perte qu'ils ont faicte de leurs biens mœubles, grains, la ruine et desmolition d'une bonne partie des maisons de ladicte ville, desquelles il ne reste que des mesures, que, au subject de ce que leurs terres sont demeurées incultes et infructueuses, lesquelz habitans, réduits maintenant au nombre seulement d'environ quatre-vingts. » Paris, 11 mars 1638. — Fol. 3. « Extraict des registres du conseil d'Estat. » Arrêt qui décharge les habitants de Corbie de tailles et autres impositions. Paris, 26 mars 1643. — Fol. 19. Lettres de provision à Jean Leroux, de l'office d'huissier-audiencier-priseur, vendeur de biens en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation d'Adrien Roussel. Paris, 19 juin 1651. — Fol. 20 v°. « Bail de l'aide des laines et pellures. » Amiens, 18 septembre 1652. — Fol. 21 v°. « Bail du VIII^e du vin. » Amiens, 20 septembre 1652. — Fol. 23. v°. « Bail des draps de laines fait à François Haboury. » Amiens, 19 septembre 1652. — Fol. 24 v°. « Bail de l'aide des cervoises et goudalles. » Amiens, 23 septembre 1652. — Fol. 25 v°. « Bail de l'aide de la saiterie. » Amiens, 17 septembre 1652. — Fol. 26 v°. « Bail de l'aide du vin. » Amiens, 16 septembre 1652. — Fol. 27 v°. « Bail de l'aide du hareng. » Amiens, 14 septembre 1652. — Fol. 31. Lettres de provision à

¹ Dates d'enregistrement.

Antoine Fustelet de l'office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de Vincent Fustelet, son père. Paris, 24 novembre 1652. — Fol. 33 v°. Lettres de provision à Jean Dehodencq de l'office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Claude Dehodencq, son père. Paris, 20 septembre 1659. — Fol. 37 v°. Lettres de provision à Claude Delahaie de l'office de sergent royal des tailles en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Jean Fournier. Compiègne, 17 septembre 1652. — Fol. 39 v°. « Provision de M. Bernard (Étienne), avocat au grenier à sel d'Amiens. » Paris, 18 décembre 1652. — Fol. 42. « Lettres de provision d'Antoine Wignier, m^e courtier de vin. » 14 novembre 1652. — Fol. 42. « Lettres de provision d'archer du corps, du sieur Bréban demeurant à Sommereux. » Paris, 7 novembre 1652. — Fol. 45 v°. « Provision de Guillaume de Pontreué, maistre de la poste de Picquigny. » Amiens, 20 juin 1640. — Fol. 47 v°. « Sentence de surcéance pour les maieur et eschevins de Saint-Wallery. » Amiens, 1^{er} mars 1653. — Fol. 49. « Commission de Guillaume Jourdain, commis aux mises et ostées du VIII^e du vin. » Amiens, 5 avril 1653. — Fol. 49 v°. Provision d'archer des gardes du Roi à Nicolas Marchant, sieur de Maison-blanche. Paris, 17 février 1653. — Fol. 50 v°. « Contract de vente de l'office de sergent des tailles en ceste eslection, faicte par Marie de Dours, veuve de Pierre Sallé, au proffict de Gabriel de Labie. Amiens, 17 mars 1653. — Fol. 52. « Lettres d'affranchissement pour les habitans de Saint-Wallery », sur ce que ladite ville « estant maritime et frontière, a receu de très grandes charges et pertes, par les courses des ennemis de l'Estat, logemens et passages des gens de guerre ; pourquoy pour leur donner moien d'entretenir leurs murailles, digues, ponts et portes, journallement battues du flus et refflus de la mer, qui leur cause de très grandes ruines, » etc. Paris, 16 mars 1653. — Fol. 55 v°. Lettres de provision à Jean Gorguette de l'office de conseiller lieutenant civil en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Charles Gorguette, son père. Paris, 22 mars 1653. — Fol. 57. « Bail du sol pour pot et entrée de Saint-Wallery et autres lieux à Louis Lallemand. » Amiens, 9 janvier 1652. — Fol. 59 v°. Bail de la ferme de la bûche. Amiens, 12 mai 1653. — Fol. 61 v°. « Commission d'Antoine Destrée, pour les droicts des cuirs. » Amiens, 30 juillet 1653. — Fol. 62. « Escript en forme de bail faict à Adrien Patte, de la commission de clerc commissaire du VIII^e des bières, par le sieur Quignon, avocat au Conseil. » Paris, 1^{er} mai 1653. — Fol. 63. « Bail de l'aide du vin. » Amiens, 4 septembre 1653. — Fol. 64 v°. « Bail de l'aide des draps de laine. Amiens, 4 septembre 1653. — Fol. 66. « Bail des laines et

pelures fait à Hugues Bultel. » Amiens, 20 septembre 1653. — Fol. 68. « Bail de l'ayde des bières à Gilbert Julliant. » Amiens, 19 septembre 1653. — Fol. 69. « Bail des aides de l'eslection d'Amiens, faict à M^e Pacquier de Saint-George. » Amiens, 3 novembre 1653. — Fol. 72. « Contract d'engagement des aides de la ville et eslection d'Amiens. » Paris, 23 décembre 1649. — Fol. 74 v°. « Aultre contract d'engagement des aides des villes, bourcq et parroisses de Saint-Wallery et d'Ault. » Paris, 23 décembre 1649. — Fol. 82 v°. Lettres de provision à Jean-Baptiste Trincart, de l'office de procureur postulant en l'élection et grenier à sel d'Amiens, vacant par le décès de M^e Noël Pezé. Paris, 9 septembre 1653. — Fol. 85 v°. « Bail des impositions de Fouilloy et autres lieux à Antoine de Vault et autres. » Amiens, 12 janvier 1654. — Fol. 95 v°. « Lettres patentes de Neuville-soux-Saint-Acheul. » Paris, 4 août 1653. — Fol. 102 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. » Arrêt rendu sur une contestation entre Françoise de Neufville, duchesse de Chaulnes, tutrice et baillistre des enfants mineurs de feu Louis d'Ailly, duc de Chaulnes, pair de France, lieutenant général pour le Roi en Picardie d'une part, et dame Charlotte d'Ailly, duchesse de Picquigny, sa mère, de l'autre, relativement à la propriété des aides d'Amiens, Saint-Valery et Ault. Paris, 18 avril 1654. — Fol. 108 v°. Lettres de prorogation des octrois de la ville d'Amiens. Paris, 27 mars 1654. — Fol. 110. Bail des octrois de la ville d'Amiens. Amiens, 6 juillet 1654. — Fol. 116. Vente d'un office de courtier de vin. 16 juin 1654. — Fol. 119 v°. « Bail de la ferme des laines et pellures. » — Fol. 121. « Bail de la ferme de la bûche pour III ans à Pierre Decocq. » Amiens, 20 septembre 1654. — Fol. 123. « Bail de la ferme du bestial à pied fourché à François du Porge. » 1654. — Fol. 125 v°. « Bail de l'aide des draps de laine. » Amiens, 9 septembre 1654. — Fol. 135 v°. « Édict du Roy portant création des lieutenant criminel de robbe courte en chacun bailliage, sénéchaussée et siège présidial et royal du royaume. » Paris, novembre 1554. — Fol. 169. « Création d'un lieutenant de robbe courte et quatre archer-sergeant en chacun siège particulier royal des baillyfs, sénéchaux, prévosts et juges, outre le lieutenant de robbe longue, qui exercent le civil et criminel ensemblement et séparément. » Fontainebleau, mars 1554. — Fol. 174 v°. « Édict du Roy en faveur des officiers des mareschaussée du roialme. » Compiègne, juin 1650 — Fol. 184. « Arrest pour le lieutenant criminel de robe courte. » Paris, 9 décem-

bre 1654. — Fol. 192 v°. « Lettres de provision de Nicolas Boisseau, de garde ordinaire du corps de M. le duc d'Anjou. » Paris, 15 février 1655. — Fol. 193 v°. « Arrest du conseil d'Etat du Roy portant que tous les officiers, domestiques et commenceaux de la maison de M. le duc d'Anjou jouiront des privilèges des tailles, aydes et aultres impositions », etc. Paris, 20 janvier 1655. — Fol. 196. « Exrayct des registres du conseil d'Etat. » Arrêt relatif à la ferme des aides de la ville et élection de Rouen et des élections de Caudebec, Montivilliers, etc. Paris, 15 octobre 1634. — Fol. 201 v°. Donation par dame Charlotte d'Ailly, duchesse de Picquigny, douairière de Chaulnes, veuve de Honoré d'Albert, duc de Chaulnes, chevalier des ordres du Roi, gouverneur d'Auvergne, vidame d'Amiens, demeurant à Paris, place royale, paroisse St-Paul, aux damoiselles de Chaulnes, filles de feu Louis d'Ailly, duc de Chaulnes, pair de France, son fils, de 8.000 l. de rente sur les aides de l'élection d'Amiens. 18 février 1655. — Fol. 210 v°. « Arrest du conseil d'Etat du Roy... pour contraindre les fermiers des aydes aliénés, au payement du nouveau sol pour livre, sur le pied de leurs baux », etc. Paris, 2 septembre 1654. — Fol. 213. « Bail de la ferme du huitiesme du vin fait à M^e Baptiste Cordyer. » Amiens, 16 septembre 1655. — Fol. 215 v°. « Bail de l'aide du vin. » Amiens, 10 septembre 1655. — Fol. 217 v°. « Bail du XX^e des cuirs des mégiciers. » 28 juin 1655. — Fol. 219. « Bail des laines et des pellures. » 22 septembre 1655. — Fol. 220 v°. « Extraict du registre aux délibérations d'eschevinage de la ville d'Amiens. Acte de délibération pour Antoine Ricard. » 24 septembre 1655. — Fol. 221. « Bail de la ferme des draps de laine. » Amiens, 13 octobre 1655. — Fol. 223. Lettres de provision à Pierre Hesse de l'office d'huissier audiencier en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Jean Baron. Paris, 4 octobre 1655. — Fol. 224 v°. « Bail de l'ayde du hareng. » Amiens, 10 septembre 1655. — Fol. 225 v°. « Bail de l'ayde en guelde. » Amiens, 10 septembre 1655. — Fol. 227. « Bail de l'ayde des bierres. » Amiens, 11 septembre 1655. — Fol. 228. « Bail du huitième des bierres à Gilbert Julliard. » Amiens, 15 septembre 1655. — Fol. 230. Provision à Jean Dauviller de la charge de piqueur à vol pour corneille, de la grande fauconnerie du Roi. 15 novembre 1655. — Fol. 232. « Lettre de provision obtenu par Guillaume Debeauvais de l'estat et charge de maistre fauconnier pour héron. » Paris, 20 décembre 1655. — Fol. 234. « Lettre d'assiette sur les habitants de Laneufville »-sous-St-Acheul. Paris, 3 septembre 1655. — Fol. 236. « Arrest de la cour des Aydes, en faveur des officiers commenceaux de la maison du Roy. » Paris, 12 janvier 1656. — Fol. 238 v°. Provision à Côme Clozier de la charge de

garde perche au vol pour corneille de la grande fauconnerie du Roi. Paris, 12 mai 1655. — Fol. 239 v°. « Arrest de chambre des comptes portant deffences à tous commis à recepte des deniers du Roy de s'immitter à ladicte recepte, sans faire apparoir de commission vériffiée par ladicte chambre. » 15 juillet 1656. — Fol. 241. Lettres de provision à Antoine Lecaron de l'office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Jean Desuin. Paris, 23 décembre 1655. — Fol. 243 v°. « Extraict des registres du conseil d'Etat. Lettre portant discharge de quelque denier de la taille pour les habitans du bourcq de Caieu »-sur-mer ; sur « le procès-verbal fait par-devant M^e Claude de Saint-Germain, bailly dudit Caieu, à la réquisition du procureur fiscal de la chastellenie dudit lieu, de l'incendye qui y est arrivé où il parroist que quatre-vingt-dix maisons y ont esté bruslées avecq tous les granges et bastimens en deppendans, et tous les meubles et grains des propriétaires, tant battus qu'à battre, quy se trouvent monter à quarante-cinq mille gerbes de bledz fromens, quarante mil d'avoine, orge et autres grains à battre, et quatre cens septier, tant bled qu'avoine et autres grains battus, en sorte qu'il ne reste plus dans ledit bourcq de Caieu que deux ou trois maisons de laboureurs, avecq quelques aultres petites marinières entièrement pauvres. » Paris, 19 mars 1654. — Fol. 245. « Extraict des registres du conseil d'Etat. Lettres pour Montière. » Paris, 2 décembre 1654. — Fol. 248. Assiette sur les habitants de Formeries. Paris, 30 juin 1655. — Fol. 254. « Lettres de provision pour M^e Louis Lepetit, président en ladicte eslection », en remplacement de Jean Leroy, démissionnaire. Paris, 27 mars 1656. — Fol. 256 v°. « Lettres de provisions pour Édouard Crignon, de l'estat et office de l'un des aydes de panneterie, bouche et commun de la maison de Mgr. le duc d'Anjou. » Paris, 13 mai 1655, — etc.

C. 1708. (Registre.) — Petit in-fol. 228 feuillets, papier.

1656-1661¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Acte d'assemblée des procureurs de l'élection d'Amiens pour l'office de M. Pierre Godquin. » 6 juillet 1656. — Fol. 1 v°. « Contract de vente de l'office de M^e Pierre Godquin. » Amiens, 6 juillet 1656. — Fol. 3 v°. « Contract de vente fait par les procureurs de l'eslection d'Amiens, d'un office de procureur postulant. » Amiens, 6 juillet 1656. — Fol. 6 v°. « Bail fait à Gilbert Julliard de l'ayde de la saieterie. » Amiens, 10 novembre 1654. — Fol. 8 v°. « Extraict des registres du conseil d'Etat. Mainlevée de l'interdiction de M. Lepetit,

¹ Dates d'enregistrement.

président. » Paris, 2 août 1656. — Fol. 9 v°. « Bail de l'ayde du vin à Adrien Gamart. » Amiens, 14 septembre 1656. — Fol. 10. « Bail des XLVI s. pour muid de vin entrant en cette ville, pour y estre consommé, à Gilbert Julliard. » Amiens, 22 septembre 1656. — Fol. 13. Lettres patentes qui prorogent l'aide de 46 s. par muid de vin, au profit de la ville d'Amiens. Compiègne, 26 août 1656. — Fol. 18 v°. « Bail de l'ayde des laines et plures. » Amiens, 11 septembre 1656. — Fol. 19 v°. « Bail des draps de laine. » Amiens, 14 septembre 1656. — Fol. 23. « Bail de l'ayde des bières à Gilbert Julliard. » Amiens, 13 septembre 1656. — Fol. 25. « Bail de l'ayde du hareng à Gilbert Julliard. » Amiens, 11 septembre 1656. — Fol. 26. « Rellation de la saisie de l'office de procureur du Roy en l'eslection, duditsieur Scellier. » 26 mars 1657. — Fol. 30. « Provision pour Jean Vauquet » de l'état de piqueur pour le chevreuil du duc d'Anjou. Paris, 6 février 1657. — Fol. 33. « Contract d'acquisition pour Jean du Saulchoy » d'une charge de gentilhomme du duc d'Anjou. 7 février 1657. — Fol. 36 v°. « Commission pour M^e Ricard, de cleric commissaire pour les mises et ostées. » 4 mai 1657. — Fol. 40 v°. « Contract de vente de l'office de procureur en l'eslection, de M^e Philippe Barré à M^e Baptiste Cordier. » Amiens, 20 juillet 1657. — Fol. 42. « Contract fait entre les eschevins, Arthus et consors pour la ferme la saieterie. » Amiens, 23 septembre 1654. — Fol. 50. « Arrest du conseil d'Estat pour la ferme des quarante-six sols. » Paris, 17 janvier 1657. — Fol. 60. « Provision de François Lecaron, sieur de Blangy, pour l'office de maistre d'hostel. » Paris, 7 janvier 1653. — Fol. 65 v°. Lettres de provision à Jean Monmignon d'un office de conseiller élu en l'élection d'Amiens. Paris, 20 août 1657. — Fol. 65. « Bail des laines et pellures. » Amiens, 11 septembre 1657. — Fol. 66 v°. « Bail de l'ayde des draps de laines. » Amiens, 11 septembre 1657. — Fol. 67 v°. « Bail de l'ayde des vins à Rault Dubois. » Amiens, 11 septembre 1657. — Fol. 69. « Bail du huitiesme des bières à Pierre Caron. » Amiens, 13 septembre 1657. — Fol. 72. Lettres de provision à Jean Carron de l'office de conseiller lieutenant particulier en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Michel Randon. Paris, 16 février 1653. — Fol. 74. « Bail de la ferme du vingtiesme du poisson. » Amiens, 26 juillet 1655. — Fol. 75. « Bail de l'ayde des bières. » Amiens, 22 novembre 1657. — « Bail de l'ayde du hareng à Gilbert Julliard. » Amiens, 10 septembre 1657. — Fol. 79 v°. Lettres de provision à Guillain Picard d'un office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, supprimé par édit de mars 1654. Paris, 4 janvier 1658. — Fol. 81 v°. Arrêt du

conseil d'État qui soumet à la taille, taillon, etc. les habitants de Montières-lès-Amiens. 26 octobre 1657. — Fol. 83. Lettres de provision à Jean Levasseur de l'office de procureur postulant en l'élection et grenier à sel d'Amiens, vacant par le décès de Nicolas Levasseur, son père. Paris, 20 juin 1657. — Fol. 85. « Démission faicte par Aubertin Jacquet, au proffit de Anthoine de Migneux, de la charge d'archer des gardes du Roy. » 5 avril 1658. — Fol. 85 v°. Lettres de provision pour ledit office. » Paris, 5 avril 1658. — Fol. 87 v°. « Bail du XX^e du poisson. » Amiens, 21 mars 1657. — Fol. 88 v°. « Bail du cinquième sol pour livre faict à Pierre de Cocq. » Amiens, 2 février 1658. — Fol. 89 v°. « Bail des trois quarts du droict de controlle faict à Jean Lambert. » 22 septembre 1655. — Fol. 90 v°. « Bail du huitiesme du vin à Raoult Dubois. » Amiens, 16 août 1658. — Fol. 92. « Bail de l'ayde du vin à Michel Godquin. » Amiens, 29 août 1658. — Fol. 93. « Bail des laines et pellures à Nicolas Cuvillier. » Amiens, 21 août 1658. — Fol. 94. « Bail de l'ayde du hareng. » Amiens, 31 août 1658. — Fol. 96 v°. « Bail de l'ayde des bières à Rault Dubois. » Amiens, 20 septembre 1658. — Fol. 98. « Bail des draps de laines. » Amiens, 19 août 1658. — Fol. 99. « Provision pour Bernard Lhoste, en la charge de palfrenier de la vénerie pour le chevreul de M. le duc d'Anjou. » Paris, 15 juillet 1658. — Fol. 108. « Arrest du Conseil portant exemption des droicts d'entrée de vingt-cinq muids de vin, pour les pères Jacobins de ceste ville. » Paris, 4 mai 1658. — Fol. 113. « Contract faict au proffit de Flouren Denis, par les vendeurs, visiteurs et courtiers de poisson, pour la perception du sol pour livre. » Amiens, 10 mai 1659. — Fol. 116. « Arrest du conseil d'Estat du Roy... portant révocation des offices de jaulgeurs-courtiers de vins et droictz y attribuez, au lieu desquelz sera levé cinq sols parisis aux entrées des villes et bourgs. » 11 décembre 1658. — Fol. 119. « Provision de Charles Houppin, garde-perche au vol pour rivière. » Paris, 10 décembre 1658. — Fol. 121. « Contract d'adjudication des vingt-cinq sols sur muid de vin et autres droicts à Messire René de Voyères seigneur d'Argenson....., Chastres et Labarollière, comte de Roussien, conseiller du Roy en ses conseils d'Estat, et cy-devant ambassadeur pour le Roy à Venise; demeurant à Paris, en son hostel, vieille rue du Temple, paroisse St-Gervais ». 1659. — Fol. 124. « Bail faict par M^e Pasquier de Saint Georges, au nom et comte

du sieur d'Argenson, à Anthoine Navel, des 25 s. sur muid de vin et autres droicts. » Amiens, 31 décembre 1658. — Fol. 125 v°. Bail des 4 s. pour livre sur la ferme de l'aide du vin d'Amiens. Amiens, 6 février 1659. — Fol. 126 v°. Bail des 12 d. pour livre. Amiens, 3 janvier 1659. — Fol. 129. Lettres de provision à Claude Verruyer de l'office d'huissier sergent des tailles en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de François Verruyer, son père. Paris, 11 août 1659. — Fol. 129 v°. Lettres de provision à Jean Maillart de l'office de sergent royal en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de Nicolas Lesenne. Paris, 11 août 1659. — Fol. 130 v°. « Bail du sieur d'Argenson à Philippe Avegneaux, brasseur. » 4 avril 1659. — Fol. 134 v°. « Bail de l'ayde des bières, servoises et goudalles. » Amiens, 22 août 1659. — Fol. 135 v°. « Bail des laines et pellures. » Amiens, 17 septembre 1659. — Fol. 136 v°. « Bail de l'ayde du vin. » Amiens, 27 août 1659. — Fol. 138. « Bail de l'ayde des draps de laines. » Amiens, 9 septembre 1659. — Fol. 139. « Bail de l'ayde du hareng. » Amiens, 27 août 1659. — Fol. 140. « Lettres de provision d'Anthoine Butteux, maistre de la poste de Picquigny. » Paris, 2 avril 1654. — Fol. 141 v°. Provision à Charles Le Maire d'un office de garde du Roi. Paris, 30 septembre 1659. — Fol. 143 v°. « Adjudication... du controlle des bières ausieur de la Bresche. » Paris, 27 juin 1659. — Fol. 157. « Adjudication de l'office de recepveur des especes à M^c Henry Demachy. » Amiens, 19 décembre 1657. — Fol. 161 v°. « Bail dusieur d'Argenson des vingt-cinq sols sur muid de vin à Jean Vuatinel. » Amiens, 17 mars 1660. — Fol. 166. « Lettres de provision de Anthoine de Prouville, fauconnier pour le vol des champs de Mons. le duc d'Anjou. » 2 mars 1660. — Fol. 167 v°. « Lettres de provision d'archer de robbe courte en la sèneschaussée de Ponthieu, d'Anthoine Prophette. » Paris, 9 décembre 1653. — Fol. 169 v°. « Lettres de provision de François Langeoin, de l'office de sergeant royal en l'eslection d'Amiens, » Paris, avril 1662. — Fol. 171. Bail du nouveau sol pour livre. » Paris, 22 avril 1661. — Fol. 173 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. » Arrêt relatif aux courtiers de vins de la ville d'Amiens. Paris, 11 mars 1660. — Fol. 177 v°. « Édict du Roy portant restablissement et création des offices de commissaire des tailles ès parroisses deppendantes des eslections de ce royaulme », etc. Paris, février 1658. — Fol. 189 v°. « Bail de l'ayde du vin à Jean-Baptiste Corderin. » Amiens. 22 septembre 1660. — Fol. 191 v°. « Bail de l'ayde des laines et pellures à Nicolas Cuvillier. » Amiens, 17 septembre 1660. — Fol. 192 v°. « Bail des draps de laines à Gilbert Julliard. » Amiens, 13 septembre 1660. — Fol. 194.

« Bail de l'ayde du harang à Noël Ducroq. » Amiens, 16 septembre 1660. — Fol. 195. « Bail de la ferme de la bûche à Pierre de Cocq. » — Fol. 199. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest pour la levée des soixante sols sur muid de vin. » Paris, 6 novembre 1660. — Fol. 201. Bail de l'ayde des bières à Pierre Caron. » 24 septembre 1660. — Fol. 203 v°. « Bail du huitième des bières à Pierre Caron, pour trois ans. » — Fol. 206. « Édict du Roy portant restablissement et création de quatre offices de trésorier généraulx, quatre controlleurs et quatre commis en chacune des fermes de Sa Majesté », etc. Paris, avril 1658. — Fol. 221. « Provision de Claude Landon, de la place de l'un des deux cens hommes d'armes de la roine. » Paris, 31 mars 1659. — Fol. 224 v°. « Lettres d'annoblissement pour Jean Merlier, sieur de Saint-Jean. » Paris, 20 octobre 1660, — etc.

C. 1709. (Registre.) — Petit in-fol. 277 feuillets, papier.

1661-1667¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Édict du Roy portant restablissement et création des offices de commissaire des tailles alternatif et triennal, le quadriennal y joint. » Paris, 8 mai 1659. — Fol. 10 v°. « Bail des impositions de Montières à Firmin et Louis Leclercq. » Amiens, 10 mai 1661. — Fol. 17. « Bail de la ferme de Molliens-le-Vidame et autres lieux à Marie Brisse, vefve de Jacques Quignon. » Amiens, 4 janvier 1661. — Fol. 18 v°. « Bail des impositions de Gentelles à Jacques Collée. » Amiens, 19 juin 1661. — Fol. 21. « Bail de l'ayde des laynes. » Amiens, 14 septembre 1661. — Fol. 21 v°. « Bail de la ferme des XVLI s. sur chacun muid de vin. » — Fol. 24. « Bail de la ferme du huitième du vin. » Amiens, 12 septembre 1661. — Fol. 27. « Bail de la ferme de l'ayde du vin à Pierre de Cocq. » Amiens, 8 octobre 1661. — Fol. 28. « Bail de l'ayde des bières à Jean Decamps. » Amiens, 8 octobre 1661. — Fol. 29 v°. « Bail du droict de jauge. » Amiens, 3 octobre 1661. — Fol. 31. « Déclaration du Roy donnée en faveur des officiers, domestiques et commençaux de feu M. le duc d'Orléans. » Vincennes, 3 mars 1661. — Fol. 34. Lettres de provision à Jean-Baptiste Cordier, de l'office de procureur postulant en l'élection et grenier à sel d'Amiens, vacant par la résignation de Philippe Basset. Fontainebleau, 19 octobre 1661. — Fol. 36. « Bail de l'aide du hareng à Anthoine Dupuy. » Amiens, 14 septembre 1661. — Fol. 36 v°. « Bail de l'aide des draps de soie à Anthoine Dupuy. » Amiens, 17 septembre 1661. — Fol. 36 v°.

¹ Dates d'enregistrement.

« Bail de l'aide de gælde audit Dupuy. » Amiens, 17 septembre 1661. — Fol. 38. « Bail du controlle des cuirs à Jean Lombart. » Amiens, 11 octobre 1661. — Fol. 42. « Lettres de provision dudit M^e Claude Scellier, substitut du procureur du Roy en ce siège », etc. Paris, 19 janvier 1662. — Fol. 44. « Lettres de provision de Gabriel Hébert, sieur de Blanpinon, en la charge de l'un des gentilshommes ordinaires de la chambre du Roy. » Fontainebleau, 29 juillet 1661. — Fol. 45 v^o. « Lettres de provision de Pierre Hochet, sieur de Fontaine, en la charge de l'un des deux cens hommes d'armes de la royne mère. » Paris, 30 novembre 1631. — Fol. 49 v^o. « Lettres de noblesse de Anthoine Dupuy, escuier, seigneur de Cressonville. » Fontainebleau, juillet 1650. — Fol. 53 v^o. « Bail fait à Frédéric Bruslé par Simon Hugot, des droicts de XII s. VI d. sur chacun muid de bière qui se brassent à St-Wallery et la Ferté. » Amiens, 7 juin 1662. — Fol. 54. « Bail des greffes ancien et alternatif à Lauren Get, du grenier à scel de Saigneville. » 3 juin 1662. — Fol. 56. Lettres de provision à Firmin Roger de l'office de procureur postulant en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation d'Adrien Briseur. Paris, juin 1656. — Fol. 57. Lettres de provision à Mathieu Boyaval, de l'office de procureur postulant en l'élection d'Amiens, vacant par la démission de René Pécoul. Paris, 31 août 1650. — Fol. 57 v^o. Lettres de provision à Guillain Perdu de l'office de procureur postulant au bailliage, siège présidial, élection et grenier à sel d'Amiens, vacant par le décès de Louis Langevin. Paris, 9 février 1654. — Fol. 58 v^o. « Bail du vingtième des cuirs à Louis Paillard et ses associés. » 17 octobre 1659. — Fol. 64 v^o. « Bail des laines et pellures à Louys Godart. » Amiens, 20 septembre 1662. — Fol. 65. « Bail de l'ayde du vin à Pierre de Cocq. » Amiens, 22 septembre 1662. — Fol. 66 v^o. « Bail de l'ayde des bières à Pierre de Cocq. » Amiens, 22 septembre 1662. — Fol. 69 v^o. « Bail des draps de laynes à Nicolas Dufossé. » Amiens, 18 septembre 1662. — Fol. 70 v^o. « Bail de l'ayde du hareng à Noël du Crocq. » Amiens, 19 septembre 1662. — Fol. 71 v^o. « Bail des entrées et sol pour pot du bourcq d'Oisemont à Jacques Feracq, recepveur de Rambures. » Oisemont, 31 août 1662. — Fol. 73 v^o. Lettres de provision à François Romerel de l'office de procureur postulant en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation d'Antoine Ricard. Paris, 31 octobre 1662. — Fol. 80 v^o. « Provision de Charles Boisleau, garde du corps de Son Altesse Roiale. » Paris, 15 décembre 1662. — Fol. 81 v^o. « Arrest du conseil d'Estat du Roy portant que tous les officiers domestiques et commençaux de la maison de Mgr. le duc d'Anjou jouiront des privilèges des tailles, aydes et autres impositions, tout ainsy et à l'instar des officiers de la maison de Sa

Majesté », etc. Paris, 20 janvier 1655. — Fol. 86 v^o. « Bail fait par M^e Louis Picard, du controlle, marque et visite du papier, aux sieurs Roussel et Hugot. » 26 novembre 1662. — Fol. 89 v^o. « Contract de vente de l'office de courtier de vin de Thomas Roussel à Jherosme Roze. » Amiens, 28 avril 1663. — Fol. 93. « Lettres de provision de Michel Courtois, sergent des tailles. » Paris, 12 juin 1663. — Fol. 94. « Bail de parisis, XII s. VI d. pour livre sur les cuirs à Jean Lombard. » Amiens, 24 décembre 1662. — Fol. 96 v^o. « Arrest de la cour des Aides, au proffict de Gabriel et Claude Davons, par lequel ilz sont déclarez nobles. » 17 juillet 1663. — Fol. 99 v^o. « Lettres du Roy pour l'affranchissement de MM. de Saint-Wallery, pour IX années commencées au premier mars 1662. » 1^{er} août 1661. — Fol. 103. « Lettres d'assiettes pour M^e Claude Dubuisson. » Paris, 25 novembre 1660. — Fol. 106 v^o. « Arrest pour la levée de cinquante-trois sols pour muid de vin, LX s. pour barique d'eau de vie et LX s. pour cent de tabacq. » Paris, 27 octobre 1663. — Fol. 118 v^o. « Lettres de provision de Philippes Marial, archer des gardes du Roy. » Paris, 13 octobre 1659. — Fol. 120 v^o. « Bail de l'ayde des laines et pellures. » Paris, 15 décembre 1663. — Fol. 121 v^o. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest pour la ferme général des aydes à M^e Jean Ravelin. » Vincennes, 25 septembre 1663. — Fol. 135 v^o. « Bail du droit de parisis, douze et VI d. pour livre sur les cuirs à François Ringard. » Amiens, 24 décembre 1663. — Fol. 138. « Lettres de provision de M^e Philippe Larde, président en la prévosté de Vimeu. » Paris, 6 septembre 1660. — Fol. 141 v^o. « Bail du controlle des bières de Saint-Wallery à Philippe de Ponthieu. » Saint-Valery, 16 novembre 1663. — Fol. 143. « Arrest du Conseil portant que tous nobles et esclésiastiques payeront le droict de XX^e des bois qu'ils feront entrer en cette ville. » Paris, 12 mai 1660. — Fol. 147 v^o. « Lettres de provision de M^e Pierre Haudiquer, procureur en l'eslection d'Amiens. » Paris, 16 janvier 1664. — Fol. 149 v^o. Lettres de provision à Antoine Devisme d'un office de procureur en l'élection d'Amiens, vacant par la résignation de Jean Boullenger. Paris, 27 janvier 1664. — Fol. 151. « Bail de l'ayde des draps de laines. » Amiens, 13 février 1664. — Fol. 155 v^o. « Bail du parisis, XII s. et VI d. pour livre de la ferme de la busche et autres fermes à Pierre de Cocq. » Amiens, 9 janvier 1664. — Fol. 155. « Lettres de provision dudit M^e François Pinguet, premier esleu assesseur. » Paris, 30 novembre 1663. — Fol. 157.

« Bail de l'ayde du harang à Nicolas Dufestel. » Amiens, 16 janvier 1664. — Fol. 157 v°. « Bail de l'ayde du guelde André Dufossé. » Amiens, 13 décembre 1663. — Fol. 158. « Bail de l'ayde des draps de soie André Dufossé. » Amiens, 16 janvier 1664. — Fol. 159. « Bail du vingtième du pied fourché. » Amiens, 26 février 1664. — Fol. 163 v°. « Lettres d'assiette pour M^e François Lemaire, curé du village de Sarnoy. » Paris, 1^{er} novembre 1663. — Fol. 166 v°. « Bail des aydes de Montières fait à Gilbert Paillart. » Amiens, 28 mars 1664. — Fol. 168. « Bail de la ferme de la bûche de Saint-Wallery et autres lieux, à Jean, Charles et Frédéricq Lemarchand. » 9 juin 1661. — Fol. 170 v°. « Bail des officiers de prudhommes et vendeurs de cuirs du bourcq d'Ault et Gamaches à Pierre Cappelon. » 25 juin 1661. — Fol. 174. « Contract de vente faicte à Louis de Dours d'un quart de l'office de jaulge. » Amiens, 26 mai 1657. — Fol. 175 v°. « Bail de l'ayde des draps de laines à Anthoine Fournier. » Amiens, 17 septembre 1664. — Fol. 176 v°. « Bail de l'ayde du guelde. » Amiens, 19 septembre 1664. — Fol. 177. « Bail de l'ayde des draps de soie. » Amiens, 19 septembre 1664. — Fol. 178. « Bail de l'ayde du vin à Louis Godart. » Amiens, 24 septembre 1664. — Fol. 179. « Bail de l'ayde du harang à Louis Godart. » Amiens, 17 septembre 1664. — Fol. 180. « Bail de l'ayde des laines et pellures à Louis Godart. » Amiens, 24 septembre 1664. — Fol. 181 v°. « Bail de l'ayde des bières. » Amiens, 24 septembre 1664. — Fol. 183. « Bail de l'ayde de la saiterie. » Amiens, 7 octobre 1664. — Fol. 184. « Lettres de provision de vallet de pied pour le carrosse des femmes et des filles damoiselles de la reine mère, de Édouard Friquet. » 28 décembre 1662. — Fol. 186 v°. « Bail des droicts de courtage et jaulge de Saint-Wallery et Cayeux à Frédéricq Bruslé. » Abbeville, 1^{er} mars 1663. — Fol. 188 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest pour la taxe des huissiers des tailles. » Paris, 6 décembre 1664. — Fol. 194. « Bail des droicts de courtage et jaulgagage fait par M. Pasquier de St-Georges à M. Jacques Fezacque, du bourg d'Oisemont et autres lieux. » Amiens, 29 avril 1662. — Fol. 195 v°. « Contract de vente faicte par Pierre Gervois, de l'office de clerq commissaire du pied fourché, à François Bonbled. » Amiens, 25 février 1665. — Fol. 197 v°. « Arrest du conseil d'Estat du Roy... portant réunion de ce quy reste des aydes aliennés, eschangées, données ou concédées... de la province de Bretagne », etc. Paris, 31 décembre 1664. — Fol. 208. « Lettres de noblesse de Bonnaire, sieur Deschailloux. » Paris, septembre 1660. — Fol. 217 v°. « Lettres de provision de l'office de sergent des deniers », à François Denier. Paris,

28 décembre 1665. — Fol. 219. « Brevet pour Anthoine Prévost, porteur en cuisine de la maison de Mademoiselle d'Orléans. » 15 avril 1665. — Fol. 225. « Lettres d'exemption et affranchissement de tailles, pour les habitans de Montières, hameaux en dépendans. » Paris, février 1655. — Fol. 230. « Bail de l'ayde du vin à Pierre de Cocq. » Amiens, 24 septembre 1665. — Fol. 230 v°. « Bail de l'ayde du harang. » Amiens, 24 septembre 1665. — Fol. 231 v°. « Bail de l'ayde des laines et pellures. » Amiens, 24 septembre 1665. — Fol. 233. « Bail de l'ayde des draps de laines. » Amiens, 24 septembre 1665. — Fol. 235. « Extraict des registrés du Conseil d'Estat. Arrest pour la modération de la taille de Cayeu, pour dix ans », sur ce que « la mer, durant l'hiver dernier, auroit fait plusieurs brèches considérables ausdictes chaussées, et rompu les ponts et emporté les nocs quy servent à faire escouller les eaues dudit terroir dans la mer, en sorte que ledit terroir auroit esté universellement inondé, plusieurs desdits habitans noiez, grand nombre de bestiaux perdus, et tous les grains dudit terroir, lors croissans en vert, entièrement gastés, depuis lequel temps, la mer continue de faire son flux et reflux dans ledit terroir, et par ce moien, l'on n'y peult plus faire aucun labour, et quelque remède qu'on y apporte, les terres seront infructueuses durant plusieurs années. » Paris, 27 octobre 1663. — Fol. 239 v°. « Lettres de provision de Louis Thiery, garde du corps. » Vincennes, 4 octobre 1664. — Fol. 242. « Bail de l'ayde des bières à Anthoine Callais. » Amiens, 24 septembre 1665. — Fol. 248. « Arrest de la chambre souveraine pour les francqs fiefs, au proffit du sieur Gillon. » Paris, 4 janvier 1662. — Fol. 250. « Arrest de la cour des Aydes, portant confirmation de la noblesse dudit sieur Gillon. » 4 mai 1664. — Fol. 254. « Bail de l'ayde des draps de soye. » Amiens, 24 septembre 1665. — Fol. 255. « Bail du pied fourché de Picquigny, à François Collart. » Amiens, 22 octobre 1665. — Fol. 258. « Lettres de provision de M. Fournier, commissaire aux saisies réelles de la ville d'Amiens. » Paris, janvier 1662. — « Bail de l'ayde des bières à Anthoine Goudry. » Amiens, 24 septembre 1666. — Fol. 263 v°. « Bail des laines et pellures à Anthoine Goudry. » Amiens, 22 septembre 1666. — Fol. 264. « Bail des IX l. XVIII s. et subvention du bourg d'Airaynes, à Jean Quignon. » 2 août 1666. — Fol. 266. « Bail de l'ayde des draps de laines à Nicolas Dufossé. » Amiens, 20 septembre 1666. — Fol. 267. « Bail des IX l. XVIII s. sol pour pot et maubouge du bourg de Conty, à Catherine Noiret. » Conty, 24 septembre 1666. — Fol. 269 v°. « Bail de

l'ayde du vin à Pierre de Cocq. » Amiens, 24 septembre 1666. — Fol. 271. « Bail de l'ayde du harang à Pierre de Cocq. » Amiens, 1^{er} décembre 1666. — Fol. 272 v°. Lettre de vétéran pour Jherosme Darmée, maistre queux en la cuisine commune du Roy. » Paris, 8 août 1665, — etc.

C. 1710. (Registre.) — Petit in-fol. 232 feuillets, papier.

1667-1673¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Bail des III sols pour livre du droict de XX^e du pied fourché de la ville et banlieue d'Amiens », etc. Amiens, 2 mars 1667. — Fol. 2. « Bail des deux solz VI d. pour livre à Vincent Dupuis, sur les aides de l'eslection. » Amiens, 11 août 1666. — Fol. 3. « Bail des deux solz VI d. sur le pied fourché de la ville et banlieue d'Amiens à Pacquet Balesdent. » Amiens, 29 septembre 1666. — Fol. 9. « Bail du droit de preudhomme et vendeur de cuir au bourq d'Ault, fait par Charles Chevallier à Nicolas Lamy. » 13 juin 1667. — Fol. 11 v°. « Provision de l'office de M^e Claude Fournier, conseiller du Roi et esleu. » Compiègne, 16 juillet 1667. — Fol. 13 v°. « Bail du droict de jaulge à Charles Leleu et autres tonneliers d'Amiens. » 19 août 1667. — Fol. 17. « Bail des draps de laines à Anthoine Fournier. » Amiens, 5 octobre 1667. — Fol. 18. « Bail de l'ayde des laines et pellures à Louis Godart. » Amiens, 5 octobre 1667. — Fol. 18 v°. « Bail de l'ayde du vin à Pierre de Cocq. » Amiens, 5 octobre 1667. — Fol. 19 v°. « Bail de l'ayde du harang à Henry Mouret. » Amiens, 22 septembre 1667. — Fol. 20. « Bail de l'ayde des bières à Louis Godart. » Amiens, 23 septembre 1667. — Fol. 21 v°. « Extraict des registres du conseil d'Etat. Arrest pour la perception des droicts d'ayde sur la saiterie. » Paris, 24 août 1667. — Fol. 24. « Bail de l'ayde de la saiterie à Charles Durant. » Amiens, 23 Septembre 1667. — Fol. 25 v°. « Provision de la poste de Picquigny pour Charles Dupontreué. » Paris, 21 octobre 1667. — Fol. 28. « Bail des II s. VI d. fait à Anthoine Dubois et Jean Leleu », etc. Amiens, 17 janvier 1668. — Fol. 29. « Bail du XX^e du pied fourché ausdits Dubois et Leleu », etc. Amiens, 17 janvier 1668. — Fol. 30 v°. « Lettres de provision du sieur Pingré, de la charge de lieutenant des gardes des portes du Roy. » 11 mars 1659. — Fol. 34. « Contract fait par MM. Les eschevins de la ville d'Amiens, avecq les marchands de ceste ville Durand, Filleux et autres. » 6 décembre 1667. — Fol. 44 v°. « Contract de vente de l'office de courtier de Jacques Pidieu, au proffit de Anthoine Martin. » Amiens, 19 mai 1668. — Fol. 47 v°. « Lettres de provision de M^e Henry Demachy, en l'office de recepveur des espices. » Paris, 18 janvier

1668. — Fol. 52. « Contract pour l'office de courtier de vin au proffit d'Augustin Villier. » Amiens, 12 juin 1667. — Fol. 56. « Lettres de provision de Charles Ducrocq en la charge de garde du corps du Roy. » Paris, 5 janvier 1666. — Fol. 57 v°. « Bail du XX^e du pied fourché, » etc. 17 octobre 1668. — Fol. 59 v°. « Lettres d'assiette pour Pierre Dupuis sur les habitans du village de Chempuis. » 1^{er} septembre 1668. — Fol. 69 v°. « Édict du Roy portant supression de droit de sol pour livre. » Paris, novembre 1668. — Fol. 75 v°. « Bail de l'ayde des laines et pellures. » Amiens, 12 février 1669. — Fol. 76. « Bail de l'ayde des draps de laines. » Amiens, 12 février 1669. — Fol. 78. « Bail du vingtième du pied fourché du bourg d'Hornoy à Jean Sellier. » Amiens, 23 février 1669. — Fol. 82. « Bail de l'ayde des draps de soye. » Amiens, 13 mars 1669. — Fol. 83. « Bail de l'ayde du hareng. » Amiens, 30 décembre 1668. — Fol. 84. « Lettres d'affranchissement pour les droicts de trente muids de vin d'entrée, pour les relligionnaires de Saint-Jean d'Amiens. » Paris, 1660. — Fol. 90. « Lettres de provision du sieur Pingré du Quesnoy, de la charge de gentilhomme servant de Sa Majesté. » Paris, 7 août 1648. — Fol. 96 v°. « Contract d'acquisition de l'office de courtier de vin par Jean Coquillart. » 22 mars 1669. — Fol. 102 v°. « Lettre d'assiette pour M^e François Sangnier, curé du village de Monchel et Derecourt. » Paris, 16 avril 1669. — Fol. 106. « Provision de l'office de sergent des tailles de Antoine Bochenel. » St-Germain, 16 juin 1669. — Fol. 107 v°. — « Bail des laines et pellures à Louis Godart. » Amiens, 24 septembre 1669. — Fol. 108. « Bail de l'ayde des draps de laine. » Amiens, 19 septembre 1669. — Fol. 109. « Lettres de provision de M^e François Quignon, de l'office de procureur en l'eslection. » St-Germain, 15 septembre 1669. — Fol. 111. « Bail du harang à Jean Le Maire. » Amiens, 18 septembre 1669. — Fol. 112. « Bail de l'ayde du vin à Anthoine Hubault. » Amiens, 27 septembre 1669. — Fol. 114. « Bail de l'aide du passage des grains à Pierre de Cocq, pour trois ans. » — Fol. 114 v°. « Bail du droict de jaulge à Vincent Dupuis. » Amiens, 7 décembre 1669. — Fol. 116. « Bail des droicts du parisis, XII d. pour livre sur les cuirs, à Vincent Dupuis. » Amiens, 25 janvier 1670. — Fol. 119. « Provision de Nicolas Boette de la charge d'exempt en la mareschaussée de Picardie. » Amiens, 3 janvier 1670. — Fol. 123 v°. « Bail du parisis, XII s. et VI d. pour livré sur les cuirs à Jean Lombart. » Amiens, 1^{er} mars 1670. — Fol. 126. « Bail du controlle et marque sur les papiers à Noël Roussel et Simon

¹ Dates d'enregistrement

Hugot. » Amiens, 13 mars 1669. — Fol. 128. « Bail des droicts de courtage fais par la communauté des courtiers à Jean Coquillart. » Amiens, 3 juillet 1669. — Fol. 130. « Arrest du conseil d'Etat... par lequel les douze livres pour muid d'eau-de-vie, jauge de Paris, vendus en détail, ordonnés estre levées dans la province de Picardie, par arrest du Conseil du XI novembre 1669, sont modérez à huit livres », etc. Paris, 11 juin 1670. — Fol. 132 v°. « Bail des droicts de courtage », etc. Amiens, 25 août 1670. — Fol. 133 v°. « Bail du droict de jauge de ceste ville par Jean de Dours. » Amiens, 24 mars 1670. — Fol. 135 v°. « Bail des droicts de courtage de Grandviller », etc. Oisemont, 10 juillet 1670. — Fol. 137 v°. « Bail de l'ayde des draps laines à Anthoine Dupuis. » Amiens. 22 septembre 1670 — Fol. 138 v°. « Bail de l'ayde des laines et pellures à Louis Godart. » Amiens, 19 septembre 1670. — Fol. 141. « Bail de l'ayde du vin à Nicolas Quignon. » Amiens, 29 septembre 1670. — Fol. 142. « Bail de l'ayde des bières audit Quignon. » Amiens, 29 septembre 1670. — Fol. 143 v°. « Bail de l'ayde du harang audict Quignon. » Amiens, 29 septembre 1670. — Fol. 144 v°. « Lettres d'assiette à faire sur les habitans de Conty. » Paris, 3 novembre 1670. — Fol. 147. Lettres de provision à Claude Lefebvre, sieur de Voisinlieu, de la charge de chevaucheur ordinaire de l'écurie. Paris, 20 avril 1661. — Fol. 153. « Bail des droicts des vendeurs des cuirs de ceste ville, fait à Louis Paillard. » 20 janvier 1670. — Fol. 155 v°. « Bail des droicts de courtage de Saint-Wallery et autres lieux à François Méquignon. » 31 octobre 1670. — Fol. 161. Lettres de provision à Claude Caille de l'office de sergent des tailles. Paris, 24 février 1671. — Fol. 162. « Arrest du conseil d'Etat du Roy quy ordonne qu'en attendant le registrement de la déclaration du vingt-cinquième du présent mois, elle sera exécutée selon sa forme et teneur », etc. Paris, 13 janvier 1671. — Fol. 164 v°. « Bail de l'ayde des bières à Louis Dufour. » Amiens, 30 septembre 1671. — Fol. 165 v°. « Bail de l'ayde des laines et pellures à Louis Dufour. » Amiens, 30 septembre 1671. — Fol. 167. « Lettres d'assiettes obtenues par Nicolas Dubos de Saint-Wallery. » Paris, 2 août 1671. — Fol. 172. « Lettres d'affranchissement de la ville de Saint-Wallery, pour nœuf ans. » St-Germain, 19 juillet 1671. — Fol. 174. « Bail de l'ayde du vin à Albert de Follie. » Amiens, 30 septembre 1671. — Fol. 176. « Bail de l'ayde de la saiterie à François Lefebvre. » Amiens, 27 octobre 1671. — « Extraict des registres du conseil d'Etat. Arrest portant réhabilitation de noblesse de Nicolas Lebel. » St-Germain, 8 novembre 1669. — Fol. 184. « Bail des droicts sur les cuirs », etc. 28 février 1662. — Fol. 186. « Bail de l'ayde des draps de laine à

Anthoine Dargonne. » Amiens, 23 septembre 1671. — Fol. 187 v°. « Provision de Albert Richard de la charge de garde du corps de Monsieur. » Paris, 17 novembre 1671. — Fol. 190. « Arrest du Conseil, pour la continuation de la levée des LX et s. XLVI s. sur muid de vin, VII. sur barique d'eau-de-vie, et VII. sur le tabacq entrans en ceste ville. » St-Germain, 25 juin 1669. — Fol. 201 v°. « Contract de vente de l'office de courtier de vin de Jean Coquillard à Nicolas Avegneaux. » Amiens, 24 mars 1672. — Fol. 206 v°. « Lettres de provision à Firmin Roger, procureur en l'eslection. » St-Germain, 17 juin 1672. — Fol. 208. « Bail de l'ayde des laines et pellures à Louis Godart. » Amiens, 22 septembre 1672. — Fol. 209. « Bail de l'ayde des bières à Pierre de Cocq. » Amiens, 26 septembre 1672. — Fol. 210. « Bail de l'ayde du vin à Pierre de Cocq. Amiens, 26 septembre 1672. — Fol. 211. « Bail de l'ayde du harang audit de Cocq. » Amiens, 26 septembre 1672. — Fol. 213. « Bail de l'ayde de la saiterie à Toussaint Delafosse. » Amiens. 28 décembre 1672. — Fol. 220. « Arrest du conseil d'Etat du Roy... portant que l'ancienne imposition du sol pour livre et les seize sols d'augmentation sera payée sur les vins, cidres et autres boissons, en la manière acoustumée », etc. Paris, 9 septembre 1673. — Fol. 232. « Bail de l'ayde des draps de soye. » Amiens, 2 octobre 1673, — etc.

C. 1711. (Registre.) — In-fol. 44 feuillets papier.

1687-1690¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Bail de l'ayde du hareng. » Amiens, 1^{er} octobre 1687. — Fol. 1. « Bail des laines et pelures. » Amiens, 27 septembre 1687. — Fol. 1 v°. « Bail de l'aide de la saiterie. » Amiens, 1^{er} septembre 1687. — Fol. 2. « Bail de l'aide des bières. » Amiens, 8 octobre 1687. — Fol. 6 v°. « Bail de l'aide des draps de laines. » Amiens, 7 octobre 1687. — Fol. 8 v°. « Bail de la ferme du regrat de ce grenier fait à M^e Jean Levasseur. » — Fol. 10. Provision à Cosme-Joseph Duliège de la charge de valet de limier pour le loup dans l'équipage de la vénerie du duc d'Orléans. Versailles, 24 février 1687. — Fol. 12. Lettres de provision à M^e Claude Godquin de l'office de procureur en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de François Rouvrel. Versailles, 24 avril 1688. — Fol. 13 v°. Arrêt du conseil d'État sur la marque du papier. Versailles, 2 février 1688. — Fol. 15 v°. Lettres patentes relatives à la manufacture de camelots façon de Bruxelles et de Hollande, de feu Nicolas Maris-

¹ Dates d'enregistrement.

sal. Versailles, 10 décembre 1683. — Fol. 21 v°. « Bail de l'aide des laines et pelures. » 30 septembre 1688. — Fol. 22 v°. « Bail de l'aide des draps de laine. » Amiens, 11 octobre 1688. — Fol. 23. « Bail de l'aide des bières. » Amiens, 15 novembre 1688. — Fol. 23 v°. « Bail des droits d'octroi. » Amiens, 6 décembre 1688. — Fol. 28. Lettres de provision de Charles Lefort de l'office de procureur en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Charles Perdu. Paris, 30 avril 1689. — Fol. 29 v°. Provision à François Hérel de la charge de salpêtrier ordinaire du Roi à Laneuville-Coppegueulle, Senarpont et Liomer. Paris, 18 février 1689. — Fol. 31 v°. « Bail du regrat du sel. » 1^{er} octobre 1689. — Fol. 32 v°. Arrière-bail de la moitié du droict de prudhomme et paris. » Amiens, 16 novembre 1689. — Fol. 33. « Bail de l'ayde du passage des grains. » Amiens, 2 novembre 1689. — Fol. 33 v°. « Bail de l'ayde de la saiterie. » Amiens, 2 novembre 1689. — Fol. 36 v°. « Lettres de provision à Jacques Rolland de l'office de receveur quadriennal réservé pour l'alternatif des tailles de l'élection d'Amiens. Versailles, 9 janvier 1690. — Fol. 38. « Provisions de l'office de conseiller élu assesseur en l'élection d'Amiens à M^e Gabriel Desachy. » Versailles, 23 janvier 1690. — Fol. 10 v°. « Déclaration du Roy portant augmentation des droits sur le papier et pargemain timbré, pendant la guerre seulement. » Versailles, 18 avril 1690, — etc.

C. 1712. (Registre.) — In-fol. 36 feuillets, papier.

1690-1691¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 3. Lettres de provision à Charles Buteux d'un office d'élus en l'élection d'Amiens de nouvelle création. Versailles, 30 mars 1690. — Fol. 4. « Édit du Roy portant création et rétablissement des officiers de tiers référendaires, taxateurs et calculateurs de dépens, dans toutes les cours de parlement, présidiaux, bailliages et sénéchaussées et autres juridictions du royaume. » Versailles, novembre 1689. — Fol. 7 v°. Acte d'assemblée des habitants de Sarcus, « sur ce que M^e Bernard Prévost, docteur en médecine, estoit en délibération de sortir de la paroisse dudit Sarcus, pour se rendre en la ville d'Aumalle, attendu qu'il estoit surchargé en sa cote de tailles, et qu'il ne possède que peu de bien, et d'autant plus tôt qu'il s'offre de visiter les malades de la paroisse toutefois et quand que les habitans le requèreront. Lesdits habitans, unanimement, ont déclaré qu'à l'advenir ledit sieur Prévost demeurera réduit à la somme de dix livres pour cote de taille, chacune année, exempt de logement de gens de guerre, et généralement toutes charges publiques. » 28 mars 1690. — Fol. 8. « Bail des droicts de jauge et courtage. » 28 juillet 1690. —

¹ Dates d'enregistrement.

Fol. 21. « Bail de l'aide de la saiterie. » Amiens, 18 octobre 1690. — Fol. 22. « Bail de l'aide des bières. » 13 octobre 1690. — Fol. 25 v°. « Esdit du Roy portant création d'offices de greffiers des roolles des tailles. » Versailles, août 1690. — Fol. 27. « Bail du passage des grains. » Amiens, 18 octobre 1690. — Fol. 29 v°. « Bail de l'aide des draps de laine. » Amiens, 18 octobre 1690. — Fol. 30. « Bail de l'aide du hareng. » Amiens, 23 octobre 1690. — Fol. 30. « Bail des droits d'octroi à Vincent Lequien. » Amiens, 4 novembre 1689. — Fol. 31. « Bail de l'aide des draps de soie. » Amiens, 4 octobre 1690. — Fol. 31 v°. « Bail de l'aide des laines et pelures. » Amiens, 18 octobre 1690. — Fol. 34. « Arrest du conseil d'État... qui ordonne que l'article XVI du titre dix-sept de l'ordonnance de 1680 sera exécuté, et fait deffenses aux officiers des greniers à sel de la ferme générale des gabelles de remettre à l'avenir l'amende de deux cens livres portée par icelui contre ceux qui achètent du faux sel pour leur usage. » Paris, 3 avril 1691, — etc.

C. 1713. (Registre.) — In-fol. 101 feuillets, papier.

1691-1695². — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Bail des droicts de prudhomme et vendeur de cuirs fait à François Vasseur. » 10 décembre 1687. — Fol. 8 v°. « Bail de l'ayde du passage des grains à Philippe Roger. » Amiens, 18 octobre 1691. — Fol. 9 v°. « Bail de l'ayde de la saiterie. » Amiens, 15 octobre 1691. — Fol. 10 v°. « Bail de l'ayde des bières. » Amiens, 1^{er} octobre 1691. — Fol. 26 v°. « Bail des laines et pellures à François Poullain. » Amiens, 10 octobre 1691. — Fol. 27 v°. « Bail de l'ayde du hareng à Antoine de Caumartin. » Amiens, 18 octobre 1691. — Fol. 29. « Bail du drap de laines. » Amiens, 15 octobre 1691. — Fol. 29 v°. « Lettres de provision de la charge de mareschal ferrant pour le cheuvreuil pour Robert Bradessine. » Versailles, 23 avril 1692. — Fol. 34. « Extraict des registres du conseil d'Etat. Arrest pour les treize courtiers et commissionnaires des vins et autres liqueurs. » Paris, 30 juin 1692. — Fol. 42. « Bail de l'ayde des draps de laines. » — Fol. 43. « Bail des laines et pellures. » Amiens, 2 octobre 1692. — Fol. 44. « Bail de l'ayde de la saiterie. » Amiens, 23 septembre 1692. — Fol. 46 v°. « Bail de l'ayde du passage des grains. » Amiens, 23 septembre 1692. — Fol. 48. « Bail de l'ayde des bières. » Amiens, 23 septembre 1692. — Fol. 50 v°. « Lettres de provisions de l'office de greffier aux

² Dates d'enregistrement.

entrepas des sels pour M^e François Carpentier. » Paris, 11 avril 1693. — Fol. 54. Lettres de provision à Jean Poirel de l'office d'élu grenetier contrôleur en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Jean de Monmignon. Paris, 29 juillet 1693. — Fol. 59. « Bail des bières. » Amiens, 24 octobre 1693. — Fol. 64 v^o. « Bail de l'aide des laines et pelures » Amiens, 15 septembre 1693. — Fol. 65. « Bail de l'aide du passage des grains. » Amiens, 15 août 1693. — Fol. 66. « Bail de l'aide du vin. » Amiens, 20 septembre 1693. — Fol. 67 v^o. « Bail de l'aide du drap de laine. » Amiens, 15 septembre 1693. — Fol. 69. « Bail de l'aide de la saiterie. » Amiens, 15 septembre 1693. — Fol. 79. Lettres de provision à Jérôme-Alexis de Ribaucourt de l'office d'élu grenetier contrôleur en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de Charles de Ribaucourt, son père. Amiens, 5 octobre 1694. — Fol. 80 v^o. « Bail fait à Pierre François des droicts sur l'or et l'argent. » Amiens, 4 novembre 1694. — Fol. 81. « Contract de démissions de 4 offices de greffier des rolles, au profit du sieur Machart. » 5 novembre 1694. — Fol. 84. « Bail fait par Pierre François à Antoine-Esloy Droz des droicts de marque sur l'or et l'argent. » Amiens, 23 novembre 1694. — Fol. 93 v^o. « Bail de l'ayde de la saiterie à François Poullain. » Amiens, 30 octobre 1694. — Fol. 95. « Lettres de provisions de procureur en ce siège, pour M^e Pierre Boullongne. » Versailles, 9 janvier 1695. — Fol. 96. « Bail de l'aide du vin à Charles de Beaumont. » Amiens, 10 novembre 1694. — Fol. 97. « Bail de l'aide du passage des grains à Charles de Beaumont. » Amiens, 10 novembre 1694. — Fol. 98. « Bail de l'aide du hareng à Charles de Beaumont. » Amiens, 10 novembre 1694. — Fol. 99. « Bail de l'aide des laines et pelures à Charles de Beaumont. » Amiens, 10 novembre 1694. — Fol. 100. « Bail de l'aide des bières à Charles de Beaumont. » Amiens, 10 novembre 1694, — etc.

C. 1714. (Registre.) — In-fol. 201 feuillets, papier.

1693-1705¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Lettres de provision de M. François de Bacq, pour l'office de conseiller du Roy, receveur au grenier à sel d'Amiens. » Paris, 18 février 1695. — Fol. 2. « Bail de l'aide des draps de laine à F. Poullain. » Amiens, 3 octobre 1694. — Fol. 3. « Lettres de provision pour le sieur Marie d'Aubigny, receveur des tailles. » Versailles, 20 avril 1695. — Fol. 6 v^o. « Lettres de provision pour M^e Abraham-François Lesigne, procureur du Roy au grenier à sel d'Amiens. » Paris, 25 juin 1695. — Fol. 8. « Lettres pour Firmin Pascal, greffier des roolles alternatifs de Grattepanche. » —

Fol. 11. « Acte d'assemblée des habitans de Fromerie, portant réduction de la taille de Philippe de Beauvaines, dudit lieu. » 7 novembre 1694. — Fol. 12. « Lettres de noblesse du sieur Jacques Despréaux et sa généalogie. » — Fol. 14 v^o. « Bail de l'aide du pied fourché. » 13 mars 1694. — Fol. 15. « Bail de l'eschoppe de St-Sauflieu. » 18 octobre 1695. — Fol. 15 v^o. « Bail de l'aide de la saiterie. » Amiens, 20 septembre 1695. — Fol. 16. « Bail de l'aide du hareng. » 15 septembre 1695. — Fol. 16 v^o. « Bail de l'aide des laines et pelures. » Amiens, 15 septembre 1695. — Fol. 17 v^o. « Bail de l'aide du vin. » Amiens, 15 septembre 1695. — Fol. 19. « Lettre de provision pour Jean Routier, pour la mairie d'Oisemont. » Paris, 31 mars 1695. — Fol. 20. « Lettre de provision de Martin d'Hérissart pour l'office de greffier de la mairie de Grandviller. » Versailles, 11 octobre 1695. — Fol. 22. « Bail de l'aide du passage des grains. » Amiens, 15 septembre 1695. — Fol. 22 v^o. « Bail de l'aide des bières. » Amiens, 15 septembre 1695. — Fol. 23. « Bail de l'aide des bières, cervoise et goudalles. » Amiens, 19 janvier 1696. — Fol. 25. « Bail du sol pour livres des cuirs à Hubert Roger. » Amiens, 25 janvier 1696. — Fol. 26. « Lettres de provision pour Jean-Baptiste Letellier, en la charge de certificateur des criées. » Paris, 13 août 1695. — Fol. 27. « Bail du droict de controle », etc. Amiens, 29 octobre 1694. — Fol. 30. « Provision de l'office de controlleur des exploits, pour M^e Alexandre Haudoine. » Versailles, 10 février 1696. — Fol. 31 v^o. « Provision pour M^e Nicolas Joly, receveur du tabacq. » Paris, 25 juillet 1696. — Fol. 33 v^o. « Lettres de provision de M^e Michel Lemarchand, procureur. » Fontainebleau, 28 octobre 1696. — Fol. 34 v^o. « Bail général de la ferme des regras du royaume. » — Fol. 38. « Bail des laines et pelures. » Amiens, 15 novembre 1696. — Fol. 39 v^o. « Bail de l'aide du vin. » Amiens, 20 septembre 1696. — Fol. 41. « Bail de l'aide de la saiterie. » Amiens, 15 septembre 1696. — Fol. 41 v^o. « Bail de l'aide des bières. » Amiens, 15 septembre 1696. — Fol. 42 v^o. « Bail de l'aide du passage des grains. » Amiens, 15 septembre 1696. — Fol. 42 v^o. « Lettres de provision de M^e Charles Picard, pour l'office de conseiller du Roy esleu. » Paris, 3 mars 1697. — Fol. 47. « Bail de l'aide des draps de laine. » Amiens, 15 septembre 1696. — Fol. 49. Lettres de provision à Gabriel Roussel, de l'office de premier huissier audencier en l'élection d'Amiens, de nouvelle création. Paris, 8 mars 1697. — Fol. 51. « Lettres de noblesse pour le sieur Pierre d'Incourt, escuier, seigneur de Hangard et de Hourges. »

¹ Dates d'enregistrement.

Versailles, juin 1696. — Fol. 54 v°. « Lettre de confirmation de noblesse du sieur de Villers-Rousseville. » Marly, 19 mars 1696. — Fol. 55 v°. « Bail des aides de la ville. » Amiens, 5 octobre 1697. — Fol. 57. « Lettres de noblesse du sieur de Beaurain de Fromery. » Marly, août 1697. — Fol. 64 v°. « Bail de l'office de distributeur de papier timbré à François de Quincourt. » 28 décembre 1697. — Fol. 65 v°. « Bail de M^e Rochereau, fermier des aydes. » 28 septembre 1697. — Fol. 69 v°. « Bail des droits sur les chapeaux à Charles Depoix. » Rouen, 27 décembre 1697. — Fol. 70 v°. « Bail du regrat pour Grandviller. » Grandvillers, 25 novembre 1697. — Fol. 75. « Arrest du conseil d'Estat du Roy, quy ordonne qu'à commencer du jour de l'expiration des six mois après la publication de la paix générale, Templier ou ses sous-fermiers continueront la levée et perception des droits de jauge et courtage restablis par la déclaration du 4 octobre 1689 », etc. Versailles, 17 juin 1698. — Fol. 76 v°. « Lettres de provision à Michel Auveillier, de l'office de président au grenier à sel d'Amiens, de nouvelle création. Paris, 25 juillet 1698. — Fol. 81. « Lettres de provision de M^e Augustin Lefort, pour l'office de conseiller esleu en l'élection d'Amiens. » Paris, 25 juillet 1698. — Fol. 82. Lettres de provision de M^e Robert Bradesine, maire au bourg de Somereux. » Paris, 22 septembre 1695. — Fol. 82 v°. « Bail de l'aide de la saiterie d'Amiens. » Amiens, 26 septembre 1698. — Fol. 83. Bail de l'ayde des laines. » Amiens, 24 septembre 1698. — Fol. 84. « Bail du passage des grains. » Amiens, 26 septembre 1698. — Fol. 85 v°. « Provision du sieur Mourel, président aux entreposts. » Paris, 24 août 1698. — Fol. 87. « Lettres de noblesse de M^r de Sacy. » Versailles, juillet 1698. — Fol. 92. « Lettres de noblesse de M^r Pinguet de Belingan. » Versailles, décembre 1698. — Fol. 94. « Lettres de provision de M^e Jacques Routtier, prévost royal de Vimeu à Oysemont. » Fontainebleau, 30 septembre 1694. — Fol. 94 v°. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Arrest de suppression des offices de courtiers et jaugeurs en la généralité d'Amiens et Rouen. » Marly, 21 juillet 1699. — Fol. 96. « Lettres de provision pour M. Haudiquier, à la charge de receveur des épices et tournois. » Fontainebleau, 14 septembre 1694. — Fol. 97. « Lettres de provision du sieur Caudel (Jean), pour la charge de receveur au grenier à sel de Grandvillers. » Versailles, 21 avril 1695. — Fol. 97 v°. « Bail du regrat. » Amiens 28 octobre 1699. — Fol. 98 v°. « Bail de l'ayde des vins de la ville d'Amiens. » Amiens, 1^{er} octobre 1699. — Fol. 99. « Bail de l'ayde de la saiterie de la ville d'Amiens. » Amiens, 1^{er} octobre 1699. — Fol. 100. « Bail fait du droit sur

les cuirs aux tanneurs. » Paris, 8 février 1699. — Fol. 102. « Provision de M^e Augustin Lefort, pour la charge de controolleur au grenier à sel d'Amiens. » Versailles, 18 novembre 1699. — Fol. 103 v°. « Provision pour M^e J. B. Despréaux, procureur en ce siège. » Versailles, 30 novembre 1699. — Fol. 105. « Bail du droit de prudhomme et parisais. » — Fol. 105 v°. « Bail de l'aide du passage des grains. » Amiens, 1^{er} octobre 1699. — Fol. 106. « Bail de l'ayde des laines et pelures. » Amiens, 1^{er} octobre 1699. — Fol. 106 v°. « Bail de l'ayde des bierres. » Amiens, 1^{er} octobre 1699. — Fol. 108. « Bail des octrois. » — Fol. 109 v°. « Lettres de provision pour M^e Pierre Godquin, procureur en l'élection d'Amiens, en lieu et place de son père, M^e Pierre Godquin. » Versailles, 25 avril 1700. — Fol. 111. « Bail fait à Pierre Lombart, pour la ferme sur les cuirs. » — Fol. 112. « Provision de M^e Michel Simon, pour l'office d'esleu en lieu et place de M^e Jean de Hodencq. » Versailles, 18 juillet 1700. — Fol. 116. « Lettres de confirmation de noblesse du sieur Routtier de Bernapré-lès-Oisemont. » Versailles, décembre 1698. — Fol. 117 v°. Lettres de provision à Jean Baille, de l'office de premier huissier-audiencier en la prévôté de Vimeu. Paris, 14 août 1698. — Fol. 118 v°. « Lettres de provision pour M^e Houzé, conseiller du Roy, receveur des tailles en l'eslection d'Amiens, pour et au lieu de M^e J.-B. Lemarié, sieur d'Aubigny. » Versailles, 8 août 1700. — Fol. 120 v°. « Lettres de noblesse de Louis-Pierre Pingré, sieur d'Ambreville. » Versailles, février 1698. — Fol. 123. « Provision de l'office de sergent au grenier à sel, pour Antoine de Vismes. » Paris. 14 janvier 1694. — Fol. 124. « Bail de l'ayde du vin. » Amiens, 30 septembre 1700. — Fol. 125. « Bail des aides de la ville d'Amiens », etc. Amiens, 30 septembre 1700. — Fol. 125 v°. « Bail de l'ayde du harang. » Amiens, 30 septembre 1700. — Fol. 127. Lettres de provision à Pierre-Honoré Poirel de l'office de conseiller élu en l'élection d'Amiens, vacant par le décès de J.-B. Poirel, son père. Versailles, 12 mars 1701. — Fol. 128. « Provisions de Henry Sellier de l'office de huissier-audiencier en l'eslection d'Amiens. » Versailles, 1^{er} juillet 1688. — Fol. 129. « Lettres de provision pour André Coconnier, pour la charge de tailleur et chaussetier de Son Altesse Monsieur, frère unique du Roy, duc d'Orléans. » Versailles, 15 janvier 1700. — Fol. 130 v°. « Lettres de provision de Pierre Sondag, pour la charge de fourier de la grande escurie du Roy. » Versailles, 4 mai 1701. — Fol. 131 v°. « Lettres de continuation d'octrois pour la ville de St-Vallery-sur-Somme. » Versailles, 1^{er} mai

1694. — Fol. 132 v°. « Bail des généralités d'Amiens et de Soissons, pour le droit de la marque des chapeaux. » Paris, 30 août 1700. — Fol. 137 v°. « Lettres de confirmation de noblesse de M. de Louvencourt, sieur du Chaussoy. » Amiens, 9 août 1666. — Fol. 139 v°. « Lettres de provision pour François Pingré, sieur de Foucaucourt, pour exemption de taille. » Paris, 7 mars 1700. — Fol. 140. « Arrest du conseil d'Etat pour les sieurs de Guignonville et Vouigny, contre les sieurs Renouard et du Buc, fermiers des aydes de la généralité d'Amiens, pour le nom de Martin Rochereau. » Versailles, 11 avril 1702. — Fol. 159. « Antoine Dufour, garde du corps de feu M. le duc d'Orléans. » Marly, 23 juillet 1701. — Fol. 161. « Lettres de provision pour M^e Antoine Le Brethon, de la charge de procureur en l'élection et grenier à sel d'Amiens », etc. Versailles, 14 avril 1703. — Fol. 164 v°. « Lettres de provisions pour Claude Martin, de la ville d'Abbeville, pour la charge de commissaire vérificateur général des roolles des sels du grenier à sel d'Abbeville. » Versailles, 3 avril 1703. — Fol. 167. « Lettres de provision de Pierre-René Abeille de la Bretonnerie, de la charge de contrôleur ordinaire des guerres. » Versailles, 6 décembre 1702. — Fol. 169 v°. « Bail de la marque sur l'or et l'argent. » 25 octobre 1703. — Fol. 171. « Abonnement fait par les mégissiers avec les tanneurs de cette ville d'Amiens. » Amiens, 23 novembre 1703. — Fol. 175. « Bail de l'ayde des laines et pelures. » Amiens, 24 septembre 1703. — Fol. 176. « Bail de l'ayde du passage des grains. » Amiens, 24 septembre 1703. — Fol. 177 v°. « Bail de l'ayde de la la saiterie. » Amiens, 24 septembre 1703. — Fol. 178 v°. « Bail de l'ayde du vin. » Amiens, 24 septembre 1703. — Fol. 180. Lettres de provision à Robert Gode de l'office de contrôleur ancien alternatif et triennal du receveur et payeur des épices et vacations de l'élection d'Amiens. Versailles, 22 décembre 1703. — Fol. 183. « Lettres de provision de M^e Antoine Debacq, pour l'office de nottaire au grenier à sel d'Amiens. » Versailles, 1^{er} juin 1704. — Fol. 185 v°. « Lettres de provision de M^e Claude Baillet, conseiller du Roy élu en l'élection d'Amiens, ayant la charge de M^e Pierre Grebert, décédé le 21 janvier 1704. » Versailles, 29 juin 1704. — Fol. 188. « Provisions de Jacques Julien, pour l'office de procureur du Roy en l'élection d'Amiens. » Versailles, 20 juillet 1704. — Fol. 191. « Provision de M^e Geoffroy Varlet en l'office de procureur de l'élection et grenier à sel d'Amiens. » Versailles, 9 novembre 1704. — Fol. 192. Lettres de provision à Gabriel Rogeau de l'office de premier huissier-audiencier en la mairie de Grandvilliers. » Paris, 14 juin 1696. — Fol. 193. « Lettre de

provision d'Alexis Prévost, pour la charge de commissaire particulier aux reveues et logement des gens de guerre de Sarcus. » Versailles, 30 mars 1696. — Fol. 195. « Provisions de M^e Jean Dupont, de l'office de contrôleur ancien, alternatif et triennal du receveur des amendes. » Versailles, 1^{er} juillet 1700. — Fol. 198. « Lettres de provisions de Pierre Hertour, pour la charge de conseiller du Roy et son procureur au grenier à sel de Grandviller. » Versailles, 4 septembre 1701. — Fol. 200. « Provisions de l'office de président de Martin de Hérissart. » Versailles, 11 février 1703, — etc.

C. 1715. (Registre.) — In-fol. 201 feuillets, papier.

1708-1719¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Nicolas Friquet, maistre de poste de Hebbécourt. » 8 février 1705. — Fol. 1. « Lettres de provision de M^e Firmin Leseigne, pour la charge de procureur du Roy au grenier à sel d'Amiens, que tenoit et exerçoit cy-devant maistre Abraham-François Leseigne, son père, dernier possesseur. » Versailles, 3 mai 1705. — Fol. 5 v°. « Lettres de provision de l'office de contrôleur, conseiller du Roy, du receveur du grenier à sel d'Amiens, pour Joseph Clech. » Versailles, 1^{er} juin 1705. — Fol. 7 v°. « Lettres de provision de l'office de procureur en l'élection d'Amiens, de M^e Jacques Sagnier, en lieu et place de M^e Firmin Roger, dernier possesseur. » Versailles, 14 juin 1705. — Fol. 9. « Commission de contrôleur au grenier à sel d'Amiens, pour M^e Pierre Vuatbled. » Paris, 30 juin 1705. — Fol. 11. « Lettres de provision de François Mathon, pour la charge de conseiller du Roy contrôleur du greffier de l'hostel-de-ville de la ville de Sarcus, et du greffier de l'escritoire et de commissaire aux reveues et logemens des gens de guerre. » Versailles, 22 juin 1704. — Fol. 13. « Antoine-Firmin Moizan, commissaire-vérificateur du sel, en lieu et place de Pierre Sorel, du village de Bettencourt-Rivière. » 1^{er} septembre 1705. — Fol. 15. Lettres de provision à François Obry, de l'office de commissaire des tailles de l'élection d'Amiens. Versailles, 7 septembre 1704. — Fol. 15 v°. « Lettres de provision de M^e Antoine Damiens, pour l'office de conseiller du Roy, commis ancien, alternatif et triennal y uny, au contrôle des quittances du prest et droit annuel, et des augmentations de gages de la généralité d'Amiens. » Versailles, 17 juin 1703. — Fol. 17 v°. « Lettres de noblesse du sieur Dubos, originaire de Normandie. » Amiens, 31 mars 1702. — Fol. 19. « Brevet

¹ Dates d'enregistrement.

de Durhen » maître de poste à Amiens. St-Germain-en-Laye, 31 janvier 1678. — Fol. 21. Lettres de provision à Philippe Desforges, de l'office de conseiller contrôleur au partage entre plusieurs personnes, du sel qui se débite au grenier d'Amiens. Versailles, 22 novembre 1705. — Fol. 22. « Bail du droit du quart de contoolle sur les cuirs », etc. Amiens, 17 janvier 1705. — Fol. 24 v°. « Lettres de provision de François Andrieu, demeurant à Equesne, pour l'office de serdeaux chez M^{me} la duchesse de Bourgogne. » Versailles, 11 septembre 1706. — Fol. 26. « Lettres de provision de M^e Bernard Simon, de l'office de conseiller du Roy, grenetier au grenier à sel d'Amiens, que tenoit et exerçoit deffunct M^e André Lefort, sieur d'Heusel, dernier possesseur. » Versailles, 16 août 1706. — Fol. 27 v°. « Provisions de M^e Claude Boulenger, pour l'office de conseiller du Roy, rapporteur du point d'honneur. » Paris, 29 août 1705. — Fol. 28 v°. « Bail de l'aide des bierres. » Amiens, 7 septembre 1706. — Fol. 29 v°. « Bail de l'ayde de la saitterie. » Amiens, 24 septembre 1706. — Fol. 30 v°. « Bail de l'ayde des vins. » Amiens, 16 septembre 1706. — Fol. 31. « Bail du passage des grains. » Amiens, 7 septembre 1706. — Fol. 32. « Bail de l'ayde des laines et pelures. » Amiens, 7 septembre 1706. — Fol. 32 v°. « Bail du regrat de Picquigny. » Amiens, 4 novembre 1706. — Fol. 33. « Bail du regrat d'Amiens. » 29 novembre 1706. — Fol. 35 v°. « Lettres de provision de M^e André-Louis Renouard, pour l'office de conseiller du Roy, receveur antien des tailles, en lieu et place de feu M^e Charles Renouard, son père. » Versailles, 17 octobre 1706. — Fol. 37 v°. « Regrat de Molliens-Vidame. » 19 novembre 1706. — Fol. 38. « Bail du regrat de Lœuilly. » Amiens, 8 novembre 1706. — Fol. 38 v°. « Regrat d'Airaines. » Amiens, 30 septembre 1706. — Fol. 40 v°. « Lettres de provision de M^e Estienne Lefebvre, pour la charge de conseiller du Roy, élu assesseur, en lieu et place de feu M^e Gabriel de Sachy, escuyer, seigneur d'Omécourt. » Versailles, 30 janvier 1707. — Fol. 41 v°. « Lettres de provision de M^e Antoine de Bonnaire, de la charge de conseiller du Roy, inspecteur conservateur des eaues et forests de la maistrise particulière d'Amiens. » Versailles, 9 août 1706. — Fol. 53. « Provision du sieur Lardé, pour la charge de lieutenant de maire du bourcq d'Oysemont. » Versailles, 7 août 1707. — Fol. 54. « Bail du passage des grains. » Amiens, 13 septembre 1707. — Fol. 54 v°. « Bail de l'ayde du vin. » Amiens, 13 septembre 1707. — Fol. 56. « Bail de la saitterie. » Amiens, 13 septembre 1707. — Fol. 57. « Provisions de M^e Jean Paillart, conseiller honoraire au présidial d'Amiens. » Paris, 3 août 1690. — Fol. 61 v°. « Provisions de Laurent-

Philippe Dubois, de maire alternatif et mi-triennal du bourcq de Grandviller. » Versailles, 8 mai 1707. — Fol. 62 v°. « Provisions de Nicolas Fruitier, demeurant à Noirville, paroisse de Friville-Escarbotin, pour la charge de commissaire vérifficateur général des roolles de sel du bourcq d'Ault. » Versailles, 19 octobre 1703. — Fol. 64. « Bail de la marque de l'or et de l'argent. » 16 janvier 1708. — Fol. 66. « Lettres de provision de M^e Noël Lhoste, pour l'office de conseiller du Roy, élu assesseur en l'élection d'Amiens, que tenoit et exerçoit cy-devant feu M^e Estienne Lefebvre. » Paris, 31 octobre 1707. — Fol. 69. « Provisions de la charge de maire de Grandvillers, pour le sieur Jean Lefort de St-Léon. » Paris, 9 mai 1693. — Fol. 75 v°. « Provisions de M^e François-Joseph Degand, de l'office de conseiller du Roy et son procureur en l'élection d'Amiens, que tenoit et exerçoit cy-devant Jacques Julien, dernier possesseur. » Fontainebleau, 15 juillet 1708. — Fol. 78. « Bail des octrois de la ville d'Amiens. » Amiens, 5 janvier 1706. — Fol. 79. « Provisions de François Lemarchant, huissier aux tailles. » Versailles, 23 septembre 1708. — Fol. 80 v°. « Bail de l'ayde du vin. » Amiens, 22 septembre 1708. — Fol. 83. « Lettres de provision de M^e Guislin Boucher, procureur au baillage, siège présidial et élection d'Amiens, que tenoit et exerçoit cy-devant deffunct maistre Guislin Perdu, dernier possesseur. » Versailles, 6 avril 1709. — Fol. 84. « Bail de l'ayde des bierres. » Amiens, 22 septembre 1708. — Fol. 86. « Bail pour les cuirs. » 21 octobre 1709. — Fol. 88 v°. « Arrest du conseil du Roy, portant que les gardes des forests de Sa Majesté seront exempts de toutes corvées et autres charges publiques. » Versailles, 10 août 1700. — Fol. 90 v°. « Lettres de provision du sieur Moreau, pour la charge de maire d'Oysemont. » Versailles, 10 février 1710. — Fol. 94. Lettres de provision à Pierre Mouret, de l'office de maire de Poix. Paris, 18 septembre 1694. — Fol. 95 v°. « Lettres de provision de Pierre Flamen, en l'office de huissier, commissaire aux tailles en l'élection d'Amiens, que tenoit et exerçoit cy-devant Philippe Berroyer. » Paris, 2 août 1710. — Fol. 95 v°. « Bail de l'ayde des laines et pelures de 1709. » 1^{er} octobre 1709. — Fol. 96 v°. « Bail de l'ayde de la saitterie de 1709. » 1^{er} octobre 1709. — Fol. 97. « Bail de l'ayde de la saitterie de 1710. » 29 septembre 1710. — Fol. 98. « Bail de l'ayde du vin. » 30 septembre 1710. — Fol. 100. « Provisions de M^e François Sagnier, en l'office de conseiller du Roy assesseur élu en l'élection d'Amiens, que tenoit et exerçoit M^e Noël Lhoste. » Versailles, 25 octobre 1710. —

Fol. 107 v°. « Bail de l'ayde du passage des grains. » 26 septembre 1710. — Fol. 108 v°. « Lettres de provisions de M^e Jacques Mouffliers, procureur postulant en l'élection et grenier à sel d'Amiens, que tenoit et exerçoit ci-devant M^e Jean Boucher. » Versailles, 21 mars 1711. — Fol. 110. « Bail de l'ayde des bières. » 17 septembre 1710. — Fol. 111 v°. « Bail de l'ayde des vins. » 17 août 1711. — Fol. 114. « Bail du sol pour livre paris, sols et six deniers pour livres et quart... sur les cuirs. » 2 octobre 1711. — Fol. 117 v°. « Bail de l'ayde des laines et pelures. » 17 août 1711. — Fol. 118 v°. « Bail de l'ayde du hareng. » 22 septembre 1711. — Fol. 119 v°. « Bail de l'ayde des draps de laine. » 17 août 1711. — Fol. 120 v°. « Bail des mégissiers. » — Fol. 121 v°. « Bail de l'ayde du passage des grains. » 17 août 1711. — Fol. 123 v°. « Bail des aydes de la généralité d'Amiens, pour six années commencées au 1^{er} octobre 1711. » Paris, 30 novembre 1711. — Fol. 128. « Bail de la saiterie. » 27 août 1712. — Fol. 128 v°. « Bail de l'ayde des laines et pelures. » 27 août 1712. — Fol. 129. « Bail de l'ayde des vins. » 27 août 1712. — Fol. 130. « Bail du passage des grains. » 27 août 1712. — Fol. 131. « Lettres de provision pour le sieur Charles Lefort, pour la charge de huissier de salle de Mgr. le duc d'Orléans. » Paris, 14 décembre 1712. — Fol. 132. Arrêt du conseil d'État portant prorogation des octrois de St-Valery. Versailles, 27 septembre 1712. — Fol. 134. « Provision d'Adrien-François de Revelois, demeurant à Oysemont, pour la charge de huissier au grenier à sel de Seigneville. » Paris, 25 juillet 1698. — Fol. 134 v°. « Bail de l'aide des bières. » 27 août 1712. — Fol. 135 v°. « Bail de l'ayde des harengs. » 27 août 1712. — Fol. 136 v°. « Extrait des registres du conseil d'Etat. Arrêt pour l'affaire de Picquigny, obtenu par le fermier des aydes. » Versailles, 29 avril 1713. — Fol. 137 v°. « Adjudication du gros octroi. » 1713. — Fol. 139. « Lettres de provision de M^e Louis Postel, conseiller du Roy élu, en lieu et place de M^e Michel Simon. » Versailles, 21 mai 1713. — Fol. 141. « Lettres de provision de M^e Louis Postel, pour la charge de conseiller du Roy et son avocat en l'élection d'Amiens, de nouvelle création. » Versailles, 21 mai 1713. — Fol. 143. « Bail de l'aide des bières. » 26 août 1713. — Fol. 144. « Bail de l'aide de la saiterie. » 26 août 1713. — Fol. 144 v°. « Bail du passage des grains. » 26 août 1713. — Fol. 145 v°. « Bail de l'ayde des laines et pelures. » 26 août 1713. — Fol. 146. « Bail de l'ayde des vins. » 26 août 1713. — Fol. 147. « Lettres de provisions à Nicolas Chastelain de l'office de huissier commissaire aux tailles en l'élection d'Amiens, que tenoit et exerçoit cy-devant Nicolas-François Parviller, dernier

possesseur. » Versailles, 17 février 1714. — Fol. 148. « Lettres de provision de M^e Pierre Sangnier, en la charge d'assesseur élu en l'élection d'Amiens, que tenoit et exerçoit deffunct M^e François Sangnier, son père. » Versailles, 22 avril 1714. — Fol. 150 v°. « Bail des droits de courtiers, jaugeurs des vins, cidres, poirés, bières », etc. 28 juin 1714. — Fol. 151 v°. « Lettres de provisions de M^e Pierre Perdu, en l'office de conseiller du Roy, lieutenant en l'élection d'Amiens, que tenoit et exerçoit M^e François Pinguet de Bellingan, dernier possesseur. » Versailles, 22 août 1714. — Fol. 153. « Bail de l'ayde du passage des grains. » 5 septembre 1714. — Fol. 153 v°. « Bail de l'ayde du harang. » 5 septembre 1714. — Fol. 154 v°. « Bail de la saiterie. » 5 septembre 1714. — Fol. 156. « Bail de l'ayde des bières. » 5 septembre 1714. — Fol. 156 v°. « Bail de l'ayde des vins. » 5 septembre 1714. — Fol. 158. « Provision du sieur Moinel, pour la charge de la paneterie en chef en la maison du Roy, que tenoit deffunct le sieur Delafosse. » Versailles, 9 décembre 1714. — Fol. 160. « Provisions pour le sieur Saumon, demeurant à Gamaches, en la charge de fourier de la chapelle de la musique du Roy, que tenoit cy-devant Pierre Vinet. » Versailles, 26 mars 1715. — Fol. 160 v°. « Bail des aydes de la généralité d'Amiens. » — Fol. 166. « Bail du harang. » 14 septembre 1715. — Fol. 166 v°. « Bail de l'ayde des vins. » 14 septembre 1715. — Fol. 168. « Bail de la saiterie. » 14 septembre 1715. — Fol. 168 v°. « Bail du passage des grains. » 14 septembre 1715. — Fol. 169. « Laines et pelures. » 14 septembre 1715. — Fol. 172 bis. « Provisions de Joseph Boudequin, en la charge de sergent royal aux aydes et tailles de l'élection d'Amiens, que tenoit et exerçoit Pierre Flamen, dernier possesseur. » — Fol. 173 v°. « Bail des laines et pelures. » 5 septembre 1716. — Fol. 174 v°. « Bail de la saiterie. » 5 septembre 1716. — Fol. 175. « Bail des bières. » 12 septembre 1716. — Fol. 176. « Bail de l'ayde des vins. » 22 septembre 1716. — Fol. 178. « Pierre Sulleau, demeurant à Grandvillers, garde de chasse dans la capitainerie de Vincennes. » 15 juillet 1717. — Fol. 178 v°. « Arrest du conseil d'Etat du Roy, qui résilie les sous-baux des aydes et droits y joints faits par Edme de Bonne », etc. Paris, 23 août 1717. — Fol. 179 v°. « Arrest du conseil d'Etat du Roy, qui permet aux nouveaux sous-fermiers des aydes..... de révoquer ou de continuer les abonnemens qui ont esté faits desdits droits par les précédents sous-fermiers. » Paris, 28 août 1717. — Fol. 182. « Bail de l'ayde des bières. » 14 août 1717. — Fol. 182 v°. « Ayde des vins. » 14 août 1717. — Fol. 183 v°.

« Aydes des laines et pelures. » 14 août 1717. — Fol. 183 v°. « Ayde de la saiterie. » 14 août 1717. — Fol. 184 v°. « Ayde du passage des grains. » 14 août 1717. — Fol. 185 v°. « Bail des maistres mégissiers de cette ville, pour six années. » Amiens, 10 mars 1718. — Fol. 191 v°. « Ayde des vins. » 3 septembre 1718. — Fol. 192 v°. « Bail de l'ayde du passage des grains. » 10 septembre 1718. — Fol. 193. « Bail des laines et pelures. » 10 septembre 1718. — Fol. 193 v°. « Provisions de M^e René-Dieudonné Houzé, de receveur des tailles en l'élection d'Amiens, en lieu et place de M^e Nicolas Houzé, son père. » Paris, 8 septembre 1718. — Fol. 195. « Bail de la saiterie. » 3 septembre 1718. — Fol. 195 v°. « Bail de l'ayde des bières. » 3 septembre 1718. — Fol. 196 v°. « Provisions de M^e Jean de Moyencourt, demeurant à Vers, de la charge d'enfant de cuisine commun de Son Altesse Royale Mgr. le duc d'Orléans, régent du royaume. » Paris, 9 septembre 1719. — Fol. 197. « Bail des bières. » 26 août 1719. — Fol. 198. « Bail de l'ayde de la saiterie. » 26 août 1719. — Fol. 199. « Bail de l'ayde des vins. » 26 septembre 1719. — Fol. 200. « Bail des laines et pelures. » 26 août 1719. — Fol. 200 v°. « L'ayde du passage des grains. » 26 août 1719, — etc.

C. 1716. (Registre.) — In-fol. 139 feuillets, papier.

1733-1756¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1 v°. « Lettres de provision du sieur Jacques Courtin,..... de l'office de vallet de limier. » Paris, 1^{er} juin 1733. — Fol. 2. « Provisions Jean de Saigneville, huissier aux tailles. » Paris, 14 août 1733. — Fol. 4 v°. « Provision de l'office de sergent royal en l'élection d'Amiens, de Jean-François Deslaviers. » Paris, 14 août 1733. — Fol. 6. « Lettres d'honneur de M^e Jean de Turmenyes. » Marly, 3 août 1696. — Fol. 8. « Bail des bières. » 13 novembre 1733. — Fol. 8 v°. « L'ayde du passage des grains. » 13 novembre 1733. — Fol. 9. « Bail des laines et plures. » 13 novembre 1733. — Fol. 9 v°. « Bail du hareng. » 13 novembre 1733. — Fol. 10. « Bail de la saiterie. » 13 novembre 1733. — Fol. 10 v°. « Bail de l'ayde des draps de laine. » 13 novembre 1733. — Fol. 11. « Bail de l'ayde des vins. » 13 novembre 1733. — Fol. 11. Lettre de noble de Grenier de la Rivière. » Menessons, 17 août 1661. — Fol. 12. Id. Coulon de la Fleur. Verrerie du Teilh, paroisse de Ciran, 20 août 1703. — Fol. 14. « Lettre de noblesse de damoiselle Marthe Dragon, veuve de M^e Antoine Berquier, notaire. » Paris, 25 avril 1669. — Fol. 17. « Lettres de provision de M^e Jacques Lasnier, sieur de Voisin, en la charge de conseiller élu en l'élection d'Amiens, que possédoit cy-devant M^e Louis Postel, dernier possesseur. » Versailles,

31 décembre 1734. — Fol. 19. « Retenue de gentilhomme servant, pour le sieur Dezalleux. » 2 septembre 1734. — Fol. 19. « Bail du passage des grains. » 23 septembre 1734. — Fol. 20. « Bail de l'ayde des bières. » 23 septembre 1734. — Fol. 20 v°. « Bail des dras de laine. » 23 septembre 1734. — Fol. 21. « Bail de la saiterie. » 23 septembre 1734. — Fol. 21 v°. « L'ayde de laine et pelure. » 23 septembre 1734. — Fol. 22. « Bail du harang. » 23 septembre 1734. — Fol. 22. « Bail du pied fourchez de Fromerie. » 28 janvier 1731. — Fol. 23. « Bail des laines et pelures. » 23 septembre 1735. — Fol. 23 v°. « Bail des draps de laine. » 23 septembre 1735. — Fol. 24. « Bail du passage des grains. » 23 septembre 1735. — Fol. 24 v°. « Bail de l'ayde des vins. » 23 septembre 1735. — Fol. 25. « Bail des bières. » 23 septembre 1735. — Fol. 25 v°. « Bail de la saiterie. » 23 septembre 1735. — Fol. 26. « Bail du hareng. » 23 septembre 1635. — Fol. 27. « Provision du sieur Jacques Mathon de l'état et office de garde de la compagnie de la connétable, gendarmerie et maréchaussée de France. » Paris, 12 juillet 1726. — Fol. 27 v°. « Provision d'Estienne Lengelé, de substitut du procureur du Roy en la prévosté royalle d'Amiens », etc. Versailles, 14 avril 1735. — Fol. 28 v°. « Laines et pelures. » 28 septembre 1736. — Fol. 29 v°. « Bières, goudalles et cervoises. » 28 septembre 1736. — Fol. 31. « L'ayde du vin. » 28 septembre 1736. — Fol. 32. « L'ayde des draps de laine. » 28 septembre 1736. — Fol. 33. « L'ayde de la saiterie. » 28 septembre 1736. — Fol. 34 v°. Lettres de provision à Pierre-Estienne-Antoine-Benoit Dodrel, de l'office de président en l'élection d'Amiens. Paris, 5 avril 1737. — Fol. 35. « Provision à M. André-François Renouard, de receveur des tailles. » Paris, 5 avril 1737. — Fol. 38 v°. « Bail des laines et pelures. » 20 septembre 1738. (7 ?) — Fol. 39. « L'ayde des bières. » 20 septembre 1737. — Fol. 39. « Ayde de la saiterie. » 20 septembre 1737. — Fol. 39. « Ayde du harang. » 20 septembre 1737. — Fol. 39 v°. « Bail des octrois. » — Fol. 40. « Provision du sieur Alexandre de Vallois, sieur de Campsart, pour garde de la porte du Roy. » Versailles, 13 août 1738. — « Extrait des registres du conseil d'Etat. Arrest de prise de possession du bail des fermes générales. » Versailles, 1^{er} juillet 1738. — Fol. 41 v°. « Bail des aydes de la généralité d'Amiens et Soissons. » — Fol. 43 v°. « Bail de la marque d'or et d'argent. » 21 juillet 1738. — Fol. 45. « Provision de Gabriel-Joseph Delacorne, de greffier en l'élection. » Paris, 9 janvier 1729. — Fol. 46. « Provision de M. Pierre Godquin, fils, de procureur postulant en l'élection. » Paris, 3 janvier 1739. — Fol. 46 v°. « Bail des bières. » 19 septembre 1738. — Fol. 47. « Bail du vin. » 1738. — Fol. 47. « Bail de la

¹ Dates d'enregistrement

saiterie. » 19 septembre 1738. — Fol. 47. « Bail des laines et pelures. » 19 septembre 1738. — Fol. 47 v°. « Bail du hareng. » 19 septembre 1738. — Fol. 50. « Titre clérical de M^e François Cauchy de Lignièrès. » Amiens, 12 novembre 1728. — Fol. 50 v°. « Provision de M^e Louis Porquelin, valet de chambre de Mgr. le duc d'Orléans. » Paris, 17 février 1709. — Arrêt du conseil d'État pour l'exemption de St-Valery. Versailles, 1^{er} septembre 1739. — Fol. 52. « Provision de M. Fauchy, pour garde de la porte du Roy. » Versailles, 15 janvier 1738. — Fol. 52 v°. « L'ayde des laines et pelures. » 24 septembre 1739. — Fol. 53. « L'ayde du passage des grains. » 24 septembre 1739. — Fol. 53. « Bail de la saiterie. » 24 septembre 1739. — Fol. 53 v°. « Bail du harang. » 24 septembre 1739. — Fol. 54. « L'aide des bières. » 24 septembre 1739. — Fol. 54. « Bail de l'aide des draps de laine. » — Fol. 54 v°. « Provisions d'Ambroise Carbon, de premier huissier-audiencier en l'élection d'Amiens, que possédoit cy-devant Gabriel Roussel. » Paris, 2 septembre 1740. — Fol. 55 v°. « L'ayde du passage des grains. » 24 septembre 1740. — Fol. 56. « L'ayde de la saiterie. » Septembre 1740. — Fol. 56 v°. L'ayde du harang..... L'ayde des draps de laine..... L'ayde des laines et plures. » Septembre 1740. — Fol. 57. « Provision du sieur Pierre-Guilain Lepicard, de conseiller du Roy, élu en l'élection d'Amiens, que possédoit cy-devant M^e Charle Lepicard de Millencourt, son père. » Versailles, 26 août 1741. — Fol. 58 v°. « L'ayde des draps de laine..... L'ayde du hareng..... L'ayde de la saiterie..... L'ayde des laines et pellures. » Septembre 1741. — Fol. 60. « Bail fait au profit des marchands tanneurs, par les sieurs Duret et consors. » 11 avril 1741. — Fol. 64 v°. « Arrêt du conseil d'État....., rendu au proffit des propriétaires des droits sur les cuirs, contre les communautés des cordonniers et savetiers de la ville d'Amiens. » Versailles, 27 mars 1741. — Fol. 68. « Provisions de procureur en l'élection, de M. Louis-Auguste Goujon. » Versailles, 25 janvier 1742. — Fol. 68 v°. « Bail fait aux mégissiers par les tanneurs d'Amiens. » 16 janvier 1742. — Fol. 70 v°. Lettres de provision à François de la Bonglise, d'un office d'élu en l'élection d'Amiens, vacant par démission de Louis Lefort. Versailles, 2 juin 1742. — Fol. 73 v°. « Provision du sieur Charles-François Prévost, de Sarcus, d'archer-garde de la connétable, pour servir près M. le maréchal de Duras. » Paris. 3 décembre 1742. — Fol. 74 v°. « Bail des bierres. » 28 septembre 1742. — Fol. 75. « Laines et pelures..... Draps de laine..... Passage des grains. » 28 septembre 1742. — Fol. 75 v°. « Titre clérical du sieur Jean-Baptiste-François Soyer du Hamel. » Amiens, 20 avril 1743. — Fol. 76 v°. « Provision de

Jean Sainneville, de huissier des tailles. » Paris, 30 août 1743. — Fol. 77. « Titre sacerdotal de Jean-François Lefèvre. » 24 novembre 1742. — Fol. 77 v°. « Provision de M^e Louis Fauchon, élu en l'élection d'Amiens. » Paris, 23 novembre 1743. — Fol. 78 v°. « Provisions de M^e Pierre Fleury, pour procureur ès juridictions royales d'Amiens. » Paris, 23 novembre 1743. — Fol. 79 v°. « Provision de Jean-Baptiste Binet, sergent des tailles. » Paris, 24 janvier 1744. — Fol. 80. Lettres de provision à Louis Petit, de l'office de conseiller du Roi, controleur ordinaire des guerres. Paris, 26 août 1740. — Fol. 80 v°. « Bail des draps de laine..... Bières..... Laines et pelures..... Saiterie..... Hareng. » 28 septembre 1743. — Fol. 82 v°. « Bail des aydes. » 1744. — Fol. 84 v°. « Bail de la ferme d'or et d'argent. » Paris, 28 mai 1744. — Fol. 85 v°. « Bail des laines et pelures..... de la saiterie. » 9 octobre 1744. — Fol. 86 v°. « Brevet de maîtresse des postes, pour M^{lle} Marie-Magdeleine Sellier, à Picquigny. » Paris, 18 avril 1743. — Fol. 86 v°. « Provision de M. Guillaume-Antoine Lecouvreur, pour procureur postulant en l'élection et au grenier à sel d'Amiens. » Paris, 1^{er} juillet 1745. — Fol. 87. « Abonnement du sol pour livre de St-Vallery. » Abbeville, 12 mai 1745. — Fol. 87 v°. « L'ayde de la saiterie. » 28 septembre 1745. — Fol. 89. « L'ayde des laines. » 1745. — Fol. 89 v°. « Provision de Charles-Nicolas Bernard, pour procureur postulant en l'élection d'Amiens. » Versailles, 24 août 1742. — Fol. 92. « Provision du sieur Louis d'Esquevauviller, sieur de Famechon, pour l'état et office de valet de limier de la vénerie. » Paris, 16 août 1746. — Fol. 92 v°. « Provisions de Philippe Desenclos, archer-garde de la connétable et maréchaussée de France. » Versailles, 8 septembre 1735. — Fol. 93. « Bail de l'ayde de la saiterie.... des laines et pelures. » 23 septembre 1746. — Fol. 94. « Provision de la charge de garde de porte chez le Roy, au profit de M. Rolland d'Ochancourt » (Charles-Antoine). Bruxelles, 20 juin 1747. — Fol. 94 v°. « Provisions de M. Nicolas-René Houzé, receveur alternatif des tailles en l'élection d'Amiens. » Paris, 1^{er} juillet 1748. — Fol. 95. « Bail des bierres..... des laines et pelures..... de la saiterie. » 30 septembre 1747. — Fol. 96 v°. « Provisions du sieur Jean-Charles Routier, sieur de Cerisy, pour garde de la porte du Roy. » Versailles, 8 mai 1748. — Fol. 97. « Bail du pied fourché de Fromerie. » Grandvilliers, 1^{er} octobre

1744. — Fol. 98. « Lettres patentes pour exemption de taille, au profit des maieur et échevins de St-Vallery et habitans d'icelle. » Versailles, 27 juin 1748. — Fol. 98. « Provisions du sieur Jean-Baptiste Briet, pour sergent des tailles en l'élection d'Amiens. » Paris, 6 septembre 1748. — Fol. 98 v°. « Provisions du sieur Adrien Retourné, pour sergent des tailles en l'élection d'Amiens. » Paris, 17 janvier 1749. — Fol. 99. « Bail des laines et pelures. » 30 septembre 1748. — Fol. 99 v°. « Bail des bierres... de la saiterie. » 30 septembre 1748. — Fol. 101 v°. « Laines et pelures, 1745 à 1750. » — Fol. 104 v°. « Bail des aydes. » — Fol. 108 v°. « Pied fourché du bourg de Fromerie. » 29 août 1750. — Fol. 109. « Pied fourché de Poix. » 30 septembre 1750. — Fol. 109 v°. « Aide du vin. » 24 septembre 1750. — Fol. 110. « Aide de la saiterie. » 24 septembre 1750. — Fol. 112 v°. « Provision du sieur René-Robert-Vallery Blondin, procureur du Roy à l'amirauté de St-Valery. » Paris, 8 janvier 1740. — Fol. 113. « Provision de conseiller du Roy, lieutenant en l'amirauté, au profit de M. Flour-Nicolas Blondin, de St-Vallery. » Paris, 18 mai 1739. — Fol. 114. « Bail de la marc d'or et d'argent. » 23 juin 1750. — Fol. 115. « Provision d'huissier audiencier en l'élection d'Amiens, au profit d'Antoine-Joseph Lalau. » Versailles, 2 janvier 1752. — Fol. 115. « Bail de la saiterie... des laines et pelures. » 30 septembre 1751. — Fol. 116. « Provision de M. Guillaume-Joseph Beaurain, pour valet de garde-robe de M. le duc d'Orléans. » Paris, 29 mai 1744. — Id. de garde de cheval de la grande vénerie du Roi. Fontainebleau, 14 octobre 1752. — Fol. 117. « Provision du sieur François-Baptiste Rivry, huissier, commissaire des tailles. » Versailles, 20 décembre 1752. — Fol. 117 v°. « Arrière-bail de Picquigny. » 1^{er} février 1752. — Fol. 118. « Provisions de M^c Jean-Firmin Turmine, conseiller du Roy, élu en l'élection d'Amiens. » Versailles, 12 février 1753. — Fol. 119. « Bail des laines et pelures... L'aide du vin... Aide des draps de laine... Aide du hareng. » 30 septembre 1752. — Fol. 121. « Provision du sieur Antoine Formet pour l'office de sergent des tailles. » Versailles, 20 mai 1754. — Fol. 122. Lettres de provision à Robert-Vulfran Sanson, sieur du Cauroy, de l'office de trésorier-receveur et payeur alternatif, etc. de gages et augmentations de gages des offices, près le parlement de Besançon. Paris, 30 juin 1740. — Fol. 123 v°. « Provisions de M. Louis-Arsenne Lemarchant, dans l'office de conseiller du Roi élu en l'élection d'Amiens. » Versailles, 20 août 1754. — Fol. 124. « Aide du vin... du hareng... Saiterie. » 4 décembre 1753. — Fol. 125 v°. « L'ayde de la sayeterie... du vin... laine et pelures... du hareng... des draps de laine. » 2 décembre 1754. — Fol. 127 v°. « Provision

de M^c Claude-Antoine Ficquet, en l'office de procureur postulant en l'élection d'Amiens. » Versailles, 26 mai 1755. — Fol. 128 v°. « Provisions de M^c Charles Grébert de Fontenelle dans l'office de conseiller du Roy, élu en l'élection d'Amiens. » Marly, 13 mai 1755. — Fol. 129 v°. « Provisions de M. Jean-Jacques de Montmignon d'Escarbotin, dans l'office de secrétaire du Roy. » Compiègne, 18 juillet 1755. — Fol. 130 v°. « Lettres patentes pour les quatre compagnies de privilégiés de la ville d'Amiens. » Marly, mai 1755. — Fol. 131. « Provisions pour le sieur Breton, huissier aux tailles de l'élection d'Amiens. Versailles, 20 janvier 1756. — Fol. 132. « Provisions de M^c Jean Lecomte, en l'office de greffier en chef de l'élection d'Amiens. » Paris, 20 septembre 1755. — Fol. 132 v°. « L'ayde du vin... des laines et pelures... des draps de laine... du hareng... des bierres... de la saiterie. » 18 novembre 1755. — Fol. 134 v°. Bail général des fermes. Versailles, 31 août 1656. — Fol. 137. « Bail de la marque d'or et d'argent. » Amiens, 10 octobre 1756, — etc.

C. 1717. (Registre.) — In-fol. 80 feuillets, papier.

1756-1777¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Commission au sieur Philippe de Verton, gens d'arme en la compagnie des gens d'armes du Roy, pour tenir rang de capitaine de cavalerie. » 24 décembre 1756. — Fol. 3 v°. « L'ayde du vin... des bierres... des laine et pelure... des draps de laine. » 18 septembre 1756. — Fol. 5 v°. « Provisions de Charles-Joseph-Michel Lemarchant de Fontaine, en l'office de conseiller du Roi élu en l'élection d'Amiens. » Versailles, 29 janvier 1757. — Fol. 7. « Valet de garde robe de S. A. R. par quartier, le sieur Nicolas Sanson. » Versailles, 26 août 1723. — Fol. 9. « L'ayde des harrens. » 18 septembre 1756. — Fol. 11. « Relief de dérogeances de noblesse pour Catherine-Ursule de Marceille, veuve du sieur de Hauteclouque d'Abancourt. » Versailles, 27 avril 1734. — Fol. 10 v°. « Adjudication du gros octroi sur les vins et eaux-de-vie. » 6 août 1757. — Fol. 11 v°. « Bail des laines et pelures. » 31 octobre 1757. — Fol. 13. « Lettres patentes pour la ville de Saint-Vallery-sur-Somme. » Versailles, 4 octobre 1757. — Fol. 14. « Provisions de garde de la porte de Sa Majesté, au profit du sieur Moreau de Franclieu. » Versailles, 30 juin 1758. — Fol. 15 v°. « L'ayde des bierres... laine et pelures... draps de laine... de la sayeterie... du vin. » 2 janvier 1759. — Fol. 17 v°. « Brevet de maître de la

¹ Dates d'enregistrement.

poste d'Amiens, généralité d'Amiens, en faveur d'Antoine-François Darsin. » 1^{er} novembre 1759. — Fol. 18. « Provisions d'une charge de secrétaire du Roy près le parlement de Flandre, au profit du sieur Sanson de Hautmaisnil. » Paris, 13 novembre 1742. — Fol. 19 v^o. « L'ayde du vin. » 29 novembre 1759. — Fol. 20. « Laines et pelures », 21 novembre 1759. — Fol. 20 v^o. « Commission de receveur du tabac au bureau général d'Amiens, au profit du sieur de Sachy. » Paris, 2 juillet 1760. — Fol. 22. « Provisions de M. Dusevel, de procureur en l'élection. » Versailles, 16 septembre 1760. — Fol. 22 v^o. « Provisions de garde de l'hôtel, au profit du sieur François-Louis Liénard d'Oursel. » Versailles, 20 octobre 1759. — Fol. 23. « Provisions de l'office de trésorier payeur de gages de la chancellerie près le parlement de Bezançon, au profit du sieur Alexis Crignon de Beauvers. » Versailles, 29 juillet 1760. — Fol. 24. « L'ayde du vin... de la sayeterie. » 4 août 1760. — Fol. 26. « Provisions de M^e Jean-Baptiste Biart, en l'office de conseiller du Roy, élu en l'élection d'Amiens. » Paris, 9 décembre 1760. — Fol. 26 v^o. « Provisions de Pierre-Nicolas Nollent, dans l'office de huissier aux tailles. » Paris, 17 février 1762. — Fol. 27. « Provisions de M. Camus dans la charge de receveur ancien des tailles. » Paris, 4 février 1762. — Fol. 28. « Provisions du sieur Michel Merlet, en l'office de huissier aux tailles. » Paris, 9 juin 1762. — Fol. 29. « Provisions du sieur Charles-François Dubois, dans la charge d'archer garde de la connétablie. » Fontainebleau, 21 octobre 1745. — Fol. 29 v^o. « Bail général au profit de M. Jean-Jacques Prévôt. » Versailles, 6 juillet 1762. — Fol. 34. « Provisions de garde de la porte du Roy, au profit du sieur François-Joseph de Moyencourt de la Horbe. » Versailles, 20 septembre 1762. — Fol. 34 v^o. « Provisions de l'office de sergent des tailles, au profit de François-Adrien Saineville. » Paris, 5 octobre 1762. — Fol. 38. « Provisions de M. Gontier, en la charge du procureur du Roy en l'élection d'Amiens. » Paris, 30 décembre 1762. — Fol. 39. « Provisions de l'office de conseiller procureur du Roy en l'élection d'Amiens, au profit de M. Auguste-Dieudonné Fontaine. » Paris, 23 mai 1764. — Fol. 39 v^o. « Provisions au profit du sieur Dumarcq, de capitaine d'une compagnie de Cayeux. » Versailles, 26 avril 1758. — Fol. 40. « Provisions de l'office de secrétaire du Roy, maison, couronne de France, au profit du sieur Houzé. » Paris, 23 mai 1764. — Fol. 40 v^o. « Provisions du sieur Godde, secrétaire du Roy. » Versailles, 3 mars 1760. — Fol. 42 v^o. « Lettres de provision à Jean-François-Nicolas Bernard, de procureur postulant au bailliage, siège présidial, bureau des finances, élection et grenier à sel d'Amiens. » Versailles,

31 décembre 1764. — Fol. 43. « Provisions de l'office de huissier aux tailles, au profit d'Antoine Guillemain. » Paris, 16 janvier 1765. — Fol. 43 v^o. « Provisions de procureur postulant en l'élection et grenier à sel d'Amiens, au profit de M^e Jean Vasseur. » Paris, 28 août 1765. — Fol. 44. « Petits octroys de la ville d'Amiens. » — Fol. 45. « Provision de la charge de garde du Roy de la porte de l'hôtel, en faveur du sieur Beurain de Coquemont. » Versailles, 4 février 1766. — Fol. 45. « Provisions, id., en faveur du sieur Jean-Baptiste-François Beurain. » Versailles, 4 février 1766. — Fol. 45 v^o. « Provisions de Jean-Charles Routier, en l'office de sergent des tailles de l'élection d'Amiens. » Paris, 18 février 1767. — Fol. 46. « Avis du conseil d'État du Roy... portant règlement sur la perception des droits municipaux. » Versailles, 17 avril 1761. — Fol. 47 v^o. « Arrêt du conseil d'État du Roy, en forme de résultat au Roy, portant bail et adjudication à François Hacquin, pour dix années, à compter du 1^{er} janvier 1768, des octrois municipaux et sommes fixes relatives auxdits octrois. » 30 juillet 1765. — Fol. 49. « Arrêt du conseil d'État du Roy, qui ordonne que le sieur François Tessier, auquel Sa Majesté a confié la régie, perception et recouvrement des droits réunis au domaine, par arrêt du Conseil du 18 mai dernier, sera mis en possession desdits droits, à compter du 1^{er} octobre prochain. » 9 juin 1767. — Fol. 54. « Arrest du conseil d'État du Roy, pour la prise de possession du bail des fermes générales unies sous le nom de Jullien Alaterre », etc. 24 novembre 1767. — Fol. 59 v^o. « Provisions de M. Étienne-François-Nicolas Baillet, dans l'office de conseiller du Roy élu en l'élection d'Amiens. » Fontainebleau, 6 octobre 1768. — Fol. 60. « Provisions de M. Alexandre Fauchon, procureur du Roi en l'élection. » Paris, 18 novembre 1768. — Fol. 62. « Adjudication de l'office d'aulneur, visiteur, marqueur et controlleur des serges, dans l'étendue de la prévôté de Beauvoisis et Grandvillers au profit du sieur Charles Coquerel. » 22-23 mars 1769. — Fol. 64 bis. « Provisions de l'office de lieutenant de l'amirauté de Saint-Vallery, au profit du sieur Robert-Vallery-Alexandre Blondin. » Versailles, 21 décembre 1768. — Fol. 65. « Provisions de M. Pierre-François Bettefort, en l'office de procureur en l'élection et grenier à sel d'Amiens. » Versailles, 31 décembre 1769. — Fol. 66. « Provisions de M. François Derveloy, de l'office de lieutenant en l'élection. » Paris, 28 juin 1770. — Fol. 66 v^o. « Provisions de huissier-commissaire des tailles, au profit de Charles-Pierre

Lefebvre. » Paris, 16 juillet 1770. — Fol. 67. « Lettres de vétérance, pour le sieur de Vallois de Campsart, garde de la porte du Roy. » Versailles, 16 juin 1764. — Fol. 67. « Lettres de lieutenant honoraire en l'élection d'Amiens, pour M. Derveloy. » Versailles, 13 juillet 1770. — Fol. 67 v°. « Provisions de l'office de procureur postulant en l'élection d'Amiens, au profit de M. Joseph Lefebvre. » Paris, 19 novembre 1770. — Fol. 69 v°. « Commission de subdélégué général de Picardie, en faveur du sieur Dargnies Desbon (François). » Fontainebleau, 11 octobre 1771. — Fol. 71 v°. « Provisions au profit du sieur de la Porte, de l'office de conseiller-contrôleur ordinaire des guerres. » Paris, 27 mai 1772. — Fol. 72. « Extrait du registre du conseil d'État du Roy. Perception du don gratuit sur les bières. » Versailles, 13 septembre 1772. — Fol. 72 v°. « Extrait des registres du conseil d'État. Restriction de l'octroi de 6 l. par barrique d'eau-de-vie », etc. Versailles, 18 janvier 1774. — Fol. 73 v°. « Brevet de maître de la poste d'Amiens, en faveur de Joseph Boullenois. » 31 mars 1774. — Fol. 73 v°. « Provisions de M. Cannet-Dauville pour l'office de receveur des tailles. » Versailles, 29 juin 1774. — Fol. 74. « Arrest du conseil d'État du Roy, pour la prise de possession du bail des fermes générales, sous le nom de Laurent David. » 6 avril 1774. — Fol. 75. « Lettres de vétérance d'avocat du Roy au bureau des finances, au profit de M. Caudel de Zaleux. » Marly, 28 juin 1770. — Fol. 75. « Lettres patentes du Roy, pour la prise de possession de J.-B. Fouache, de la régie des droits sur les cuirs et autres droits pour 9 années », etc. Compiègne, 6 août 1774. — Fol. 78 v°. « Provisions de M. Jean-Louis-François Boutillier, en l'office d'écu en l'élection d'Amiens. » Paris, 17 août 1775. — Fol. 79. « Provision de M. Alexandre-Guillaume-Achille Mitiffeu en l'office de conseiller du Roy, élu en l'élection d'Amiens. » Paris, 30 août 1775. — Fol. 79 v°. « Lettres de conseiller honoraire en l'élection d'Amiens, en faveur de M^c Grébert de Fontenelle. » Versailles, 30 août 1775, — etc.

C. 1718. (Registre.) — Petit in-folio, 39 feuillets, papier.

1777-1789¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 3. « Provisions de l'office de greffier en chef de l'élection d'Amiens, au profit de M. Jacques-François Feret. » Paris, 11 juin 1777. — Fol. 4. « Provisions de M. Louis-Charles-Marie Palyart, conseiller en l'élection d'Amiens. » Paris, 24 mars 1779. — Fol. 5 v°. « Lettres de conseiller honoraire, en faveur de M. Lemarchant. » Versailles, 16 juin 1779. — Fol. 6. « Lettres de vétérance de greffier en l'élection d'Amiens. » Jean

Lecomte. Versailles, 22 septembre 1779. — Fol. 6 v°. « Provisions de l'office de contrôleur au grenier à sel de Grandviller. » Augustin-Pierre-Nicolas Beaurain. » Versailles, 20 novembre 1752. — Fol. 7 v°. « Provisions de M^c Leriche, procureur en l'élection et grenier à sel d'Amiens. » Paris, 3 mai 1780. — Fol. 9. « Lettres d'honneur de conseiller élu à Abbeville. » Jean-François Gaffé. Versailles, 11 juin 1778. — Fol. 10. « Provisions de secrétaire du Roi en la chancellerie près la cour des aides de Bordeaux. » Claude Griffon d'Offoy, chevalier de Saint-Louis, ancien capitaine d'infanterie au régiment de Flandres. Paris, 29 janvier 1777. — Fol. 11. « Provisions de M. Cotinet, procureur en l'élection et grenier à sel d'Amiens. » Paris, 3 octobre 1781. — Fol. 11 v°. « Président au grenier à sel de Grandvilliers. » Charles-Gabriel Lemaire. Paris, 13 février 1777. — Fol. 12 v°. « Régie générale des aides et droits réunis. Abonnement des droits sur les bois, le poisson de mer et les bestiaux. » 15 avril 1781. — Fol. 16 v°. « Provisions de M^c Fabre, procureur en l'élection. » Paris, 17 avril 1782. — Fol. 17 v°. « Lettres de provision à Henri-Alexandre Gossellin de l'office de receveur particulier des finances de l'élection d'Amiens, pour l'exercice pair. » Versailles, 3 mars 1784. — Fol. 19. « Extrait des registres du conseil d'État. Confirmation dans les droits de la noblesse en faveur de M. Lecanu, seigneur de Bray-lès-Mareuil, près d'Abbeville, élection d'Amiens. » Versailles, 25 novembre 1783. — Fol. 20 v°. « Garde de la compagnie de la connétablie, camps et armées du Roy. » Antoine Mesnart. Paris, 13 août 1775. — Fol. 22. « Lettres patentes qui autorisent la chambre du commerce de Picardie à faire un emprunt de 934.000 l., pour le rétablissement du port de Saint-Valery, et à lever un octroi à cet effet. » Versailles, 28 novembre 1782. — Fol. 22. « Tarif dudit octroi. — Fol. 23. « Lettres patentes concernant les travaux à faire au port de Saint-Valery, et les fonds à employer auxdits travaux. » Versailles, 11 juin 1784. — Fol. 24 v°. « Lettres de provision à Louis-François Maillart, de l'office de président en l'élection d'Amiens. » Paris, 6 avril 1785. — Fol. 27. « Quarante-six brevets de récompenses militaires, en faveur d'invalides de la marine, dans l'amirauté de Saint-Valery-sur-Somme. — Fol. 31. « Abonnement des droits sur les bois, le poisson de mer et les bestiaux dans le bourg d'Oisemont. » 16 novembre 1786. — Fol. 33 v°. Lettres de provision à Germain-Louis Chambosse de Saint-Fal, de l'office de receveur particulier des finances de l'élection d'Amiens, pour l'exercice impair. » Paris,

¹ Dates d'enregistrement.

26 mai 1788. — Fol. 35. « Lettres de noblesse en faveur des sieurs Romain de Pétigny de Saint-Romain, et Jean-Charles-Boromé de Pétigny. » Versailles, novembre 1781. — Fol. 37. « Abonnement des droits sur les bois, le poisson de mer et les bestiaux perceptibles dans le bourg d'Airaines. » 22 novembre 1786, — etc.

C. 1719. (Registre.) — In-fol. 130 feuillets, papier.

1731-1790¹. — Registre aux Édits. — Fol. 1. « Arrest de la cour des Aydes, concernant les receveurs des tailles et les huissiers et sergents employez au recouvrement des tailles. » Paris, 28 février 1731. — Fol. 2 v°. « Arrest de la cour des Aydes, concernant les inscriptions de faux contre les procès-verbaux des commis des fermes. » Paris, 16 juillet 1724 et 18 mai 1729. — Fol. 3. « Lettres patentes... portant règlement pour la perception des droits d'anciens et nouveaux cinq sols », etc. Paris, 13 septembre 1717. — Fol. 5. « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt relatif aux anciens et nouveaux cinq sols. Versailles, 24 novembre 1722. — Fol. 6. « Ordonnance de Louis XV, roy de France et de Navarre, pour fixer la jurisprudence sur la nature, la forme, les charges ou les conditions des donations. » Versailles, février 1731. — Fol. 10 v°. « Arrest du conseil d'État du Roy, et lettres patentes sur iceluy, données à Versailles, le 27 mai 1731... qui... permettent la décharge des vins dans les ports de Choisy », etc. Versailles, 27 mars 1731. — Fol. 13. « Arrest de la cour des Aydes, qui fixe les droits qui seront payez dans les élections, pour l'enregistrement des provisions des commenceaux de la maison du Roy et des maisons royales. » Paris, 21 août 1731. — Fol. 13 v°. « Lettres patentes sur arrest, qui permet aux fermiers et sous-fermiers des droits des fermes du Roy, de se servir de tels huissiers ou sergents royaux que bon leur semblera. » Versailles, 4 décembre 1731. — Fol. 15. « Déclaration du Roy pour la continuation du droit annuel accordée aux officiers de judicature, police et finance, pendant 9 années, » etc. Fontainebleau, 22 juillet 1731. — Fol. 16. « Déclaration du Roy concernant les inscriptions de faux. » Versailles, 25 mars 1732. — Fol. 17. « Arrest de la cour des Aydes, portant règlement pour les mesures des collecteurs de l'impôt », etc. Paris, 24 mai 1732. — Fol. 18. « Déclaration du Roy qui proroge dans six années... la levée de différents droits », etc. Versailles, 3 août 1732. — Fol. 19. « Arrest du conseil d'État du Roy concernant le paiement des salaires des tesmoins. »

Versailles, 12 août 1732. — Fol. 19 v°. « Déclaration du Roy qui ordonne que les affirmations des procez-verbaux des emplois de toutes les fermes pourront être par eux valablement faites devant les juges des lieux les plus prochains sièges, soit royaux ou de seigneuriaux. » Fontainebleau, 23 septembre 1732. — Fol. 20 v°. « Déclaration du Roy concernant les caffez provenans des plantations et cultures de l'isle françoise de la Martinique. » Fontainebleau, 27 septembre 1732. — Fol. 21 v°. « Lettres patentes sur arrest, quy ordonne que les affirmations des procez-verbaux des commis des fermes seront valables », etc. Marly, 24 février 1733. — Fol. 22. « Édit du Roy portant suppression de la charge de capitaine du vol pour pié de la chambre du Roy. » Versailles, novembre 1733. — Fol. 22 v°. « Lettres patentes sur arrest, qui dispensent les commis de Nicolas Desbores de prêter nouveau serment, pendant son bail. » Compiègne, 11 août 1755. — Fol. 23 v°. « Edit du Roy portant création de rentes viagères en forme de tontine. » Fontainebleau, novembre 1733. — Fol. 25. « Lettres patentes sur arrest, qui ordonnent la manière et la forme dans lesquels les commis des fermes du Roy pourront faire les visites dans les abbays et autres couvens de filles. » 19 octobre 1734. — Fol. 25 v°. « Arrest de la cour des Aydes portant règlement pour les officiers des élections et grenier à sel. » Paris, 23 décembre 1734. — Fol. 26 v°. « Arrest de la cour des Aydes, portant deffences aux officiers de l'élection d'ordonner l'enregistrement en leurs greffes des titres des nobles. » Paris, 16 juillet 1734. — Fol. 26 v°. « Édit du Roy portant création de rentes viagères en forme de tontine. » Versailles, août 1734. — Fol. 28 v°. « Arrest du conseil d'Etat du Roy quy ordonne que toutes personnes, sans distinction, quy brasseront ou feront brasser des cidres et poirés dans les villes, bourgs et lieux de la généralité d'Amiens, où la subvention et les droits d'inspecteur ont cours, seront tenus avant le brassage, d'en faire déclaration », etc. Versailles, 26 avril 1785. — Fol. 29. « Arrest de la cour des Aydes, qui deffend aux officiers de l'élection de Montdidier et à tous autres, d'obliger le fermier de prendre la voye extraordinaire », etc. Paris, 13 mai 1735. — Fol. 29 v°. « Édit du Roy portant création de 600.000 l. de rentes sur la ferme générale des postes. » Versailles, novembre 1735. — Fol. 30 v°. « Déclaration du Roy qui attribue au président de chaque élection au grenier à sel, le pouvoir de faire seul les fonctions de lieutenant criminel. » Versailles, 11 janvier 1736. — Fol. 31. « Édit du Roy con-

¹ Dates d'enregistrement.

cernant les testamens. » Versailles, août 1735. — Fol. 34 v°. « Déclaration du Roy concernant les privilèges des secrétaires du Roy. » Versailles, 11 mars 1736. — Fol. 35. « Arrêt portant règlement sur le fait des aides. » Cour des Aides. Paris, 30 juillet 1736. — Fol. 35 v°. « Déclaration du Roy concernant les inscriptions de faux contre les procès-verbaux des commis et employés des fermes. » Versailles, 8 septembre 1736. — Fol. 36. « Déclaration du Roy en faveur des receveurs généraux des finances. » Versailles, 4 juin 1737. — Fol. 36 v°. « Édit du Roy portant suppression de partie des charges de la grande vénerie du Roy. » Versailles, décembre 1737. — Fol. 37 v°. « Lettres patentes sur arrêt, qui permet aux commis et employés des fermes de Lorraine et de Bar, de poursuivre les contrebandiers... sur les terres de l'obéissance de Sa Majesté. » Versailles, 4 février 1738. — Fol. 38. « Déclaration du Roy qui ordonne la continuation de la perception des droits y énoncés. » Versailles, 7 janvier 1738. — Fol. 38 v°. « Déclaration du Roy en faveur des trésoriers généraux de l'extraordinaire des guerres. » Versailles, 18 mars 1738. — Fol. 39 v°. « Édit du Roy portant création de 100.000 l. de rentes sur la ferme générale des postes. » Compiègne, juillet 1738. — Fol. 40 v°. « Arrest de la cour des Aydes qui ordonne que, conformément à l'ordonnance des aydes, les curés seront tenus de paier les droits de gros et augmentations des vins qu'il vendront », etc. Paris, 2 septembre 1739. — Fol. 41. Arrêt du conseil d'État relatif au droit de gros sur les vins. Versailles, 13 mai 1738. — Fol. 41 v°. « Lettres patentes-sur arrêt concernant les acquits à caution expédié pour la régie des droits sur les huilles. » Versailles, 1^{er} avril 1738. — Fol. 42. « Édit du Roy portant établissement d'une nouvelle lotterie royale, pour procurer l'extinction de partie des capitaux de rentes sur l'hôtel-de-ville de Paris. » Versailles, août 1739. — Fol. 43. « Arrest du conseil d'État du Roy... et lettres patentes sur iceluy... qui confisquent plusieurs pièces d'eau-de-vie saisies sur Anthoine Lemaire, marchand à Amiens, et sur la veuve Thiéry », etc. Versailles, 11 août 1739. — Fol. 45 v°. « Ordonnance de Louis XV, roy de France et de Navarre, concernant les évocations et les règlements de juges. » Versailles, août 1737. — Fol. 49 v°. « Ordonnance de Louis XV, roi de France et de Navarre, concernant le faux principal, le faux incident, et la reconnaissance des écritures et signatures en matière criminelle. » Versailles, juillet 1737. — Fol. 54 v°. « Arrest de la cour des Aydes concernant les allimens des prisonniers détenus pour dettes civiles. » Paris, 7 octobre 1740. — Fol. 55. « Déclaration du Roy, pour la continuation du droit

annuel accordé aux officiers de judicature, police et finances, pendant neuf années », etc. Versailles, 19 juin 1740. — Fol. 56. « Arrest du conseil d'État du Roy et lettres patentes sur iceluy... qui contiennent différentes dispositions au sujet des déclarations, soumissions et cautionnements, pour assurer le payement des droits de subvention sur les vins et autres boissons », etc. Versailles, 13 septembre 1740. — Fol. 58. Arrêt du conseil d'État relatif aux droits sur les eaux-de-vie. Versailles, 19 mai 1733. — Fol. 62. « Rapel de 3 ans de galères, pour Jean Cauet. » Versailles, 22 juillet 1741. — Fol. 62. « Lettres patentes... portant privilèges des exemptions accordés aux officiers des monnoyes. » Paris, janvier 1719. — Fol. 63. « Édit du Roy portant suppression du dixième éably par la déclaration du 29 août 1741 », etc. Marly, mai 1749. — Fol. 67. « Arrêt de la cour des Aydes portant règlement pour le partage des droits d'installation des officiers dans les sièges des élections et greniers à sel, traites foraines et autres sièges du ressort de ladite cour. » Paris, 16 février 1750. — Fol. 67 v°. « Déclaration du Roy qui prescrit les formalités pour la vérification des échantillons. », etc. Versailles, 21 décembre 1751. — Fol. 68. « Édit du Roy portant création d'une noblesse militaire. » Fontainebleau, novembre 1750. — Fol. 70 v°. « Déclaration du Roy », en interprétation de l'édit précédent. Versailles, 22 janvier 1752. — Fol. 73. « Lettres patentes du Roy, pour accorder en première instance aux élections et par appel à la cour des Aydes, la connoissance des contestations relatives à la perception des droits réservés, à la charge de les juger sommairement et sans frais. » Versailles, 9 mars 1777. — Fol. 73 v°. « Déclaration du Roy concernant la perception des droits réservés. » Versailles, 22 août 1777. — Fol. 76 v°. « Déclaration du Roy concernant la perception des droits d'inspecteurs aux boucheries », etc. Versailles, 15 février 1780. — Fol. 79. « Édit du Roi portant établissement d'un troisième vingtième sur tous les objets assujettis aux deux premiers vingtièmes », etc. Versailles, juillet 1782. — Fol. 79 v°. « Extrait des registres de la cour des Aides », relativement à l'interdiction par le bureau des finances d'Orléans, de plusieurs officiers au grenier à sel de Clamecy, pour s'être immiscés aux fonctions de leurs charges, avant de s'être fait recevoir et d'avoir prêté le serment requis. 9 août 1782. — Fol. 81. « Arrêt de la cour des Aides concernant les actes et exploits faits à la requête du substitut du procureur général du Roi. » Paris, 6 septembre 1782. — Fol. 82. « Arrêt de la cour des

Aides qui défend aux gardes et employés des fermes, de se servir de fusils à deux coups, sous peine de punition corporelle. » Paris, 21 janvier 1783. — Fol. 82 v°. « Lettres patentes du Roy sur arrest, portant que les préposés aux quêtes pour la rédemption des captifs ne jouiront de l'exemption d'aucunes charges publiques. » La Muette, 28 septembre 1782. — Fol. 82 v°. « Arrêt de la cour des Aides concernant les aréomètres ou pèse-liqueurs. » Paris, 28 mars 1783. — Fol. 83 v°. « Arrêt de règlement de la cour des Aides, qui ordonne qu'à l'avenir les officiers des sièges de son ressort seront tenus de motiver leurs jugements et sentences. » Paris, 29 août 1783. — Fol. 83 v°. « Arrêt de règlement de la cour des Aides, concernant les conclusions des gens du Roi », etc. 22 août 1783. — Fol. 84. « Lettres patentes du Roi qui autorisent les chefs de garnison des différentes généralités du ressort de la cour des Aides de Paris, à vendre les fruits et effets saisis sur les contribuables, à défaut de paiement de leurs impositions. » Versailles, 10 juin 1784. — Fol. 84 v°. « Déclaration du Roi qui exclut de la concurrence dans les faillites les sujets du canton de Schaffhouse, ainsi que tous ceux de tous les états du corps helvétique, où la prélation est exercée contre les Français. » Versailles, 20 juin 1784. — Fol. 85 v°. « Arrêt du conseil d'État du Roi... portant exemption des droits sur les eaux-de-vie qui sortiront du royaume », etc. Versailles, 21 juillet 1784. — Fol. 86 v°. « Arrêt du conseil d'État du Roi... et lettres patentes sur icelui... qui permettent la sortie des cuirs et peaux », etc. Versailles, 6 octobre 1784. — Fol. 87. « Lettres patentes du Roi... concernant la validité des procès-verbaux rédigés sur des saisies faites par ceux des employés de la ferme générale qui ne savent ni lire, ni écrire. » Versailles, 21 novembre 1784. — Fol. 88 v°. « Arrêt de la cour des Aides concernant les formalités à remplir lors des saisies faites chez les redevables des droits du Roi. » 1^{er} mars 1785. — Fol. 89. « Arrêt du conseil d'État du Roy... qui approuve et confirme l'adjudication des ouvrages à faire pour reconstruire la porte d'entrée du bureau des finances d'Amiens. » 13 novembre 1784. — Fol. 89 v°. « Lettres patentes du Roi concernant les privilèges des commissaires des guerres. » Versailles, 18 février 1785. — Fol. 90. « Lettres patentes du Roy concernant les taxes d'office des officiers des maîtrises des eaux et forêts. » Versailles, 6 août 1785. — Fol. 92. « Arrêt de la cour des Aides concernant la compétence des élections, pour juger des actions en remboursement des impositions. » 16 décembre 1785. — Fol. 92 v°. « Édit du Roi portant création des offices de directeur général des haras, des postes aux chevaux », etc. Versailles, décembre 1785. — Fol. 93 v°. « Lettres

patentes du Roi, pour favoriser dans le royaume l'établissement des fabricants étrangers. » Versailles, 19 janvier 1786. — Fol. 94. « Déclaration du Roi pour faire jouir des privilèges de commensaux, les officiers de M. le duc d'Orléans. » Versailles, 12 février 1786. — Fol. 94 v°. « Arrest de règlement de la cour des Aides, concernant le droit de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent. » 19 mai 1786. — Fol. 95. « Déclaration du Roi concernant les privilèges et exemptions, tant des officiers et bas officiers invalides et soldats aussi invalides », etc. Versailles, 11 septembre 1786. — Fol. 96. « Arrêt de la cour des Aides portant règlement sur l'enregistrement des titres des privilégiés, aux élections. » 20 décembre 1786. — Fol. 97. « Lettres patentes du Roi, portant abolition du droit d'aubaine, en faveur des sujets du roi d'Angleterre. » Versailles, 18 janvier 1787. — Fol. 97 v°. « Arrêt du conseil d'État du Roi... qui augmente les déductions accordées aux propriétaires, vigneron et laboureurs, sur les boissons provenant de leurs récoltes. » 19 février 1787. — Fol. 98 v°. « Lettres patentes du Roi en forme de déclaration, pour proroger pendant trois ans... la levée et perception des droits et impositions ou sommes fixes connues sous la dénomination d'octrois appartenant au Roi. » Versailles, 19 mars 1787. — Fol. 99 v°. « Édit du Roi portant création d'assemblées provinciales. » Versailles, juin 1787. — Fol. 100. « Déclaration du Roi, pour la conversion de la corvée en une prestation en argent. » Versailles, 27 juin 1787. — Fol. 101. « Édit du Roi portant suppression des offices de directeur général des postes aux chevaux, relais et messageries, et d'intendant des postes aux chevaux, relais et messageries. » Versailles, août 1787. — Fol. 101 v°. « Lettres patentes du Roi, portant abolition du droit d'aubaine, en faveur des sujets de l'impératrice de toutes les Russies. » Versailles, 8 décembre 1787. — Fol. 102. « Lettres patentes du Roi concernant les taxes d'offices des salpêtriers. » Versailles, 14 décembre 1787. — Fol. 103. « Édit du Roi portant suppression des tribunaux d'exception. » Versailles, mai 1788. — Fol. 104. « Déclaration du Roi qui ordonne que l'assemblée des États Généraux aura lieu dans le courant de janvier 1789 », etc. Versailles, 23 septembre 1788. — Fol. 105. « Déclaration du Roi concernant les formes de la répartition et levée des tailles », etc. Versailles, 28 octobre 1788. — Fol. 107. Arrêt de la cour des Aides sur la compétence des officiers des élections de la généralité de Tours. 20 février 1789. — Fol. 108. « Arrêt de

la cour des Aydes, qui règle la manière dont les officiers des élections doivent départir entre eux les chevauchées », etc. 8 juillet 1789. — Fol. 109 v°.

« Lettres patentes du Roi portant suppression des commissions de Saumur et de Reims. » Versailles, 30 septembre 1789. — Fol. 110. « Lettres patentes du Roi concernant la perception des impôts et les prix du sel. » Paris, 18 octobre 1789. — Fol. 112.

« Lettres patentes du Roi concernant le recouvrement des impositions de l'année 1789 et années antérieures », etc. Paris, 18 octobre 1789. — Fol. 112 v°.

« Proclamation du Roi, pour la confection des rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés », etc. Paris, 14 octobre 1789. — Fol. 114 v°.

« Proclamation du Roi pour la répartition des impositions ordinaires », etc. Paris, 16 octobre 1789. — Fol. 116 v°.

« Lettres patentes du Roi, qui ordonne l'abolition des droits de francs fiefs », etc. Paris, octobre 1789. — Fol. 117.

Lettres patentes sur la participation des Suisses au concours dans les faillites. Versailles, 4 octobre 1789. — Fol. 117 v°.

« Lettres patentes du Roy en forme d'édit, portant sanction du décret de l'assemblée nationale, sur la réformation de quelques points de jurisprudence criminelle. » Paris, octobre 1789. — Fol. 119 v°.

« Lettres patentes du Roi, sur un décret de l'assemblée nationale, portant envoi aux tribunaux, municipalités et autres corps administratifs, des décrets de l'assemblée nationale qui ont été acceptés et sanctionnés par le Roi. » 3 novembre 1789. — Fol. 127.

« Lettres patentes du Roi, sur un décret de l'assemblée nationale concernant la nomination des suppléants. » 5 novembre 1789. — Fol. 127 v°.

« Lettres patentes du Roi concernant la déclaration des biens ecclésiastiques dans les deux mois. » 18 novembre 1789. — Fol. 128.

« Lettres patentes du Roi concernant la confiscation des grains et farines saisies en contravention. » 27 novembre 1789. — Fol. 128.

« Lettres patentes du Roi relatives à la conservation des biens ecclésiastiques et celles des archives et bibliothèques des monastères et chapitres. » 27 novembre 1789. — Fol. 128 v°.

« Lettres patentes du Roi, qui prohibent la disposition de tous bénéfices, à l'exception des cures. » 27 novembre 1789. — Fol. 129.

Lettres patentes sur l'imposition des privilégiés. 29 novembre 1789. — Fol. 129 v°.

« Lettres patentes du Roi portant qu'il ne sera plus expédié de provisions d'offices de judicature », etc. 29 novembre 1789. — Fol. 130.

« Lettres patentes du Roi portant qu'il ne sera plus permis aux agents de l'administration... de rien recevoir à titre d'étrennes, gratifications, vin de ville, ou sous quelque autre dénomination. » 29 novembre 1789. — Fol. 130.

« Lettres patentes du Roi concernant les

municipalités. » 3 décembre 1789. — Fol. 130 v°.

Lettres patentes pour l'admission des non catholiques à tous les emplois. Paris, décembre 1789. — Fol. 131.

Lettres patentes sur les formes et modes de répartition à l'égard des taillables de la province de Champagne. 19 décembre 1789. — Fol. 131.

« Lettres patentes du Roi sur un décret de l'assemblée nationale pour la constitution des municipalités. » Paris, décembre 1789, — etc.

C. 1720. (Registre.) — 223 feuillets, papier.

1569-1664. — Registre de l'élection. — Fol. 1.

« Premier chapitre contenant les délibérations prises pour les affaires concernant le particulier d'icelle election. » Députation à Paris, pour empêcher l'établissement d'une election en chef à Corbie. 9 décembre 1626. — Fol. 20.

« Autre chappitre contenant les distributions des commissions extraordinaires. » — Fol. 40.

« Autre chappitre contenant un recueil des édicts, arrests et règlemens nouvellement intervenuz, confirmatifs de la justice civile et criminelle de l'eslection d'Amyens. » — Fol. 40.

« Extraict des registres du grand conseil du Roy, confirmatif de nostre justice criminelle. » Paris, 12 janvier 1627. — Fol. 40 v°.

« Arrest de la cour des Aydes portant règlement entre les esleuz en chef et les esleuz particuliers de ce royaume. » 13 juin 1625. — Fol. 41 v°.

« Édict du Roy portant confirmation de la primitive jurisdiction attribué aux esleuz sur le fait des aydes. » Plessis-lès-Tours, octobre 1569. — Fol. 43.

« Arrest de la cour des Aides portant règlement entre les esleuz en chef et les esleuz particuliers de ce royaume. » 19 avril 1625. — Fol. 45.

Arrêt du conseil d'État relatif aux droits sur les cuirs, pied fourché, etc. Paris, 21 février 1636. — Fol. 47.

« Extraict sommaire des édicts de la création et institution de la jurisdiction des esleuz, depuis l'an 1500, jusqu'en 1634. » — Fol. 51 v°.

« Extraict des registres du conseil d'Etat, pour nostre droict de bailler les fermes de la bûche, du bestail et huitième des bières. » Caen, 20 février 1640. — Fol. 56.

« Extraict des registres du conseil d'Etat. » Arrêt « sur la plainte faicte au Roy, en son conseil, par le seigneur comte de Morette, ambassadeur de Son Altesse de Savoye près de Sa Majesté, que le XXIII^e jour d'aoust dernier, le nommé Jacques Scellier, procureur alternatif de sadicte Majesté en l'eslection d'Amyens, luy auroit fait emprunter son carrosse, et, par surprise s'en seroit servy pour faire prendre et emmener ès prisons de la ville de Paris, M^e François Moreau, président en ladicte eslection, quy est une action que Son Éminence

a jugé mériter chastiment, pour l'avoir fait au desceu dudit sieur ambassadeur, et en la ville d'Amiens, où estoit lors sadicte Majesté, sans en parler à ceux de son conseil quy avoient lors l'honneur d'estre auprès d'elle, requérant ledit sieur ambassadeur qu'il pleust à sadicte Majesté mettre ledit Moreau en toute liberté, et que, pour avoir par ledit Scellier abusé de son carosse, il soit puny selon ses démérites, le Roy, en son conseil, a ordonné et ordonne que ledit Scellier sera pris et appréhendé au corps, et mené en la conciergerie du Palais, à Paris », etc. Paris, 5 septembre 1640. — Fol. 58. « Arrest de la cour des Aydes, pour la confirmation de la justice des fermes de la bûche », etc. 4 février 1641. — Fol. 58 v°. « Arrest de la cour des Aides contre le lieutenant général du Chasteau-Gontier. » 7 juillet 1643.

Fol. 60. « Autre chapitre contenant un recueil des édits, arrests et réglemens concernant la perception des droictz attribuez aux officiers des eslections. » — Fol. 60. « Extraict des registres du conseil d'Etat. Pour noz droictz de bordereau. » Paris, 19 décembre 1613. — Fol. 62. « Arrest notable donné par MM. de la cour des Aydes au profit des controoleurs des aydes et tailles, pour le droit de bordereau appartenant ausdits controoleurs. » 7 avril 1618. — Fol. 64 v°. « Arrest du Conseil pour nos cinq droicts de vérification et signatures de rooles. » Paris, 20 février 1617. — Fol. 65 v°. « Arrest du Conseil, pour le restablissement de noz dix livres de taxations, pour la creue des pontz et chaussées. » Paris, 7 décembre 1624. — Fol. 67 v°. « Arrest du conseil d'État, au proffit des esleuz de ce royaume, par lequel ils sont déclarez exempts de tous emprunts, subventions, impositions », etc. Paris, 29 août 1637. — Fol. 70 v°. « Déclaration du Roy..... pour la dispense du droict annuel en 1639, et faculté d'y entrer pour les suivantes. »

Fol. 80. « Autre chapitre contenant un recueil des éedits, arrests et réglemens concernans les franchises, immunitéz et séances attribuez aux officiers des eslections. » — Fol. 80. « Arrest du Parlement, pour les esleus de Montdidier. » 15 juillet 1606. — Fol. 83 v°. « Arrest du Conseil contre les advocats du parlement de Bordeaux. » Paris, 22 décembre 1726. — Fol. 84 v°. « Arrest du grand conseil, de préséance pour les esleuz, contre les advocatz des bailliages et sièges présidiaux de ce royaume. » Paris, 9 avril 1619. — Fol. 87 v°. « Arrest de règlement du grand conseil... pour les officiers des gabelles. » Paris, 31 mars 1636. — Fol. 89 v°. « Arrest du grand conseil du Roy, sur la préséance donnée entre les officiers du grenier à sel et les officiers commensaux de la maison du Roy. » Poitiers, 26 octobre 1628. — Fol. 91. « Arrests de

nosseigneurs du privé conseil du Roy et grand conseil, portants règlement des rangs et scéances des officiers des eslections et greniers à sel », etc. Paris, 29 mai 1626. — Fol. 92. Arrêt de préséance du grand conseil. Paris, 1^{er} septembre 1626. — Fol. 93. « Arrest du conseil d'Etat du Roy portant règlement de la jurisdiction des esleus et officiers des eslections de ce royaume », etc. Paris, 19 février 1633. — Fol. 98. « Arrest du grand conseil du Roy, portant règlement des rangs et préséances pour les officiers des eslections, contre les officiers de la prévosté des lieux. » Paris, 23 février 1634.

Fol. 100. « Autre chapitre contenant plusieurs réglemens, tant contradictoirement renduz entre les président, lieutenant et esleuz de ce royaume, que accordez par et du consentement des officiers de l'eslection d'Amyens, touchant l'exercice et fonction de leurs charges et perception des esmoluments d'icelles. » — Fol. 100 v°. « Arrest de la cour des Aydes portant réunion de l'office de controolleur triennal », etc. 29 mars 1623. — Fol. 101 v°. « Règlement fait et accordé par les officiers de l'eslection d'Amyens, pour l'expédition des affaires d'icelle eslection. » 30 mai 1631. — Fol. 103 v°. Liste des greffiers de l'élection d'Amiens, de 1624 à 1651. — Fol. 104 v°. « Extraict des registres de la cour des Aydes. Arrest contradictoirement rendu contre M^c Jacques Sellyer, procureur alternatif en cette eslection, refusant de mettre en la bourse commune les deniers et faire les autres droicts et devoirs accoustumez aux officiers d'icelle. » Paris, 10 juin 1639. — Fol. 110 v°. « Extraict des registres de la cour des Aydes. Contre les exécuteurs militaires. » Paris, 21 juillet 1648. — Fol. 111 v°. « Arrest de la cour des Aydes portant deffences aux receveurs des tailles de décerner aucunes contraintes contre les particuliers habitans des paroisses, pour raison de leurs taxes », etc. Paris 12 juin 1643. — Fol. 112 v°. « Arrest du conseil d'Etat du Roy portant renvoy en la cour des Aydes de tous procès, instances et différends concernant sa jurisdiction, nonobstant toutes les évocations et commissions expédiées au contraire. » Paris, 18 avril 1657.

Fol. 120. « Aultre chappitre contenant les distributions des affaires tant particulières d'icelle eslection que aultres, à poursuivre soubz le nom du procureur du Roy en icelle. » — Fol. 141. « Aultre chappitre concernant les réglemens intervenuz sur le fait des levées, assiette et département des deniers, recouvrement et recepte d'iceulx. » — Fol. 141. « Déclaration du Roy contenant règlement sur le fait des impositions et levées de

deniers sur ses subjez. » St-Germain-en-Laye, 6 juillet 1631. — Fol. 145. « Arrest du conseil privé... portant renvoy du procureur du Roy en l'eslection d'Amiens, en la fonction de sa charge », etc. Paris, 3 septembre 1649. — Fol. 162. « Autre chappitre contenant les règlemens intervenus sur le fait des aydes, perception et levée des deniers d'icelles. »

Fol. 182. « Continuation du chappitre contenant le recueil des édicts, arrests et règlemens concernans les franchises, immunités et séances attribués aux officiers des eslections. » — Fol. 182. « Arrest du grand conseil pour MM. du présidial d'Amyens, contre MM. les officiers de l'eslection dudit lieu. » Paris, 14 mai 1621. — Fol. 184. « Extrait des registres du conseil privé du Roy. Arrest deffinitif pour lesdits sieurs officiers de l'eslection d'Amyens, contre Adrien du Fresne advocat au Parlement, et prévost royal de Beauquesne, pour leur préséance. » Paris, 5 octobre 1638. — Fol. 190. « Arrest du conseil d'Etat donné au proffit des greniers à sel de ce royaulme, pour jouir des exemptions des tailles, aydes, emprunts », etc. Chaillot, 26 juin 1638. — Fol. 191 v°. « Arrest de la cour des Aides donné au proffit des officiers des gabelles, pour la décharge du logement des gens de guerre, contre les maire et eschevins de la ville d'Abbeville. » 1^{er} mars 1641. — Fol. 194. « Arrest de la cour des Aydes... portant exemption des logemens des gens de guerre et généralement de toutes contributions, en faveur des officiers des eslections de ce royaulme et leurs veufves. » 15 janvier 1644. — Fol. 203. « Arrest de la cour des Aydes... portant règlement entre les receveurs des tailles et les sergens desdictes tailles. » 8 août 1637. — Fol. 206. « Édict du Roy sur le règlement général des tailles, à la descharge de ses sujets », etc. Paris, janvier 1634. — Fol. 221. « Arrest du conseil d'Etat pour le règlement des tailles. » Fontainebleau, 4 juillet 1664, — etc.

C. 1721. (Registre.) — Petit in-fol. 80 feuillets, papier.

1631-1645. — Registre de l'élection. — Provisions des offices de contrôleurs du régalement des tailles dans les différentes paroisses de l'élection. 1631. — Fol. 60. « Commission pour Pierre Damerval, commis commissaire conservateur des tailles de la paroisse de St-Pierre de Gamaches. » Fontainebleau, 4 octobre 1645. — Fol. 63. Id. Jean de Laporte, pour Hangard. Paris, 31 octobre 1645. — Fol. 63 v°. Id. Nicolas de Quennehen, pour Huppy. Paris, 31 octobre 1645. — Fol. 64. Id. Étienne Boileau, pour Monchel et Ercourt. Paris, 31 octobre 1645. — Fol. 64 v°. Id. Louis Darcourt pour Behen. Paris, 31 octobre 1645. — Fol. 64 v°. Id. Michel Marchant, pour St-Aubin-Montenoy. Paris, 31 octobre 1645. — Fol. 65. Id. Cosme Clozier, pour Baudéduit. Paris, 31 octobre 1645. — etc.

C. 1722. (Registre.) — Petit in-fol. 314 feuillets, papier.

1647-1649. — Registre de l'extraordinaire. — Règlement des contributions relatives aux impositions et aux fermes des aides.

C. 1723. (Registre.) — Petit in-fol. 281 feuillets, papier.

1655-1657. — Registre de l'extraordinaire. — Id.

C. 1724. (Registre.) — Petit in-fol. 178 feuillets, papier.

1658-1659. — Registre de l'extraordinaire. — Id.

C. 1725. (Registre.) — Petit in-fol. 288 feuillets, papier.

1665-1667. — Registre de l'extraordinaire. — Id.

C. 1726. (Registre.) — Petit in-fol. 285 feuillets, papier.

1667-1670. — Registre de l'extraordinaire. — Id.

C. 1727. (Registre.) — Petit in-fol. 178 feuillets, papier.

1674-1681. — Registre de l'extraordinaire. — Id.

C. 1728. (Registre.) — Petit in-fol. 122 feuillets, papier.

1681-1687. — Registre de l'extraordinaire. — Id.

C. 1729. (Registre.) — Petit in-fol. 36 feuillets, papier.

1687-1691. — Registre de l'extraordinaire. — Id.

C. 1730. (Registre.) — Petit in-4. 171 feuillets, papier.

1692-1739. — Registre de l'extraordinaire. — Id.

C. 1731. (Registre.) — In-fol. 136 feuillets, papier.

1627-1632. — Registre aux épices.

C. 1732. (Registre.) — In-fol. 131 feuillets, papier.

1632-1637. — Registre aux épices.

C. 1733. (Registre.) — In-fol. CXL. — 126 feuillets, papier.

1654-1661. — Registre aux épices.

C. 1734. (Registre.) — In-fol. 194 feuillets, papier.

1662-1685. — Registre aux épices.

C. 1735. (Registre.) — In-fol. 238 feuillets, papier.

1685-1763. — Registre aux épices.

C. 1736. (Registre.) — In-fol. 391 pages, papier.

1762-1790. — Registre aux épices et délibérations. — P. 17. Élection de Charles Grébert de Fontenelle, élu en l'élection, comme député de l'élection dans les 14 notables, en conformité de l'art. 32 de l'édit de mai

1765. 8 juin 1765. — P. 17. Élection de Louis-Arsène Lemarchant, élu, en qualité de syndic, en remplacement de Jean-Firmin Turmine, démissionnaire. 4 juillet 1765. — P. 47. Copie d'une lettre de l'intendant de Picardie, relativement à la cession d'une partie du terrain du bâtiment de l'Élection, pour entrer dans le projet de reconstruction de la conciergerie du bailliage d'Amiens. Amiens, 9 août 1769. — P. 49. Délibération des officiers de l'élection, acceptant les propositions faites dans la lettre précédente. 1^{er} septembre 1769. — P. 49. « Copie du contract de vente du 22 novembre 1769. » — P. 54. « Procès-verbal rédigé par les officiers de l'élection d'Amiens, conformément à l'édit du 23 mai 1771. » — P. 78. Élection de Charles Grébert de Fontenelle, en qualité de syndic, en remplacement de Louis-Arsène Lemerchier, démissionnaire. 20 février 1772. — P. 78. Procès-verbal d'installation de Nicolas Cannet Dauvillé, en la charge de conseiller receveur des tailles. 28 juillet 1774. — P. 85. Élection de François-Nicolas Baillet, syndic, en remplacement de Charles Grébert de Fontenelle, démissionnaire. 23 décembre 1774. — P. 85. Installation de Jean-Louis-François Bouteiller, en la charge d'élu, en remplacement de Charles Grébert de Fontenelle. 31 août 1775. — P. 86. Installation de Alexandre-Guillaume-Achille Mitiffeu, en la même qualité, en remplacement de Jean-Baptiste Biart. 5 octobre 1775. — P. 98. Élection de M. Baillet, en qualité de syndic. 18 décembre 1777. — P. 101. Installation de Charles-Marie Palyart, en qualité d'élu, en remplacement de Louis-Arsène Lemarchant. 10 juin 1779. — P. 105. Élection de Jean-Louis-François Boutillier, en qualité de syndic, en remplacement de Étienne-François-Nicolas Baillet, démissionnaire. 18 février 1781. — P. 105. « Copie des lettres patentes de la rente de 120 l. affecté sur les domaines. » Versailles, 11 août 1779. — P. 107. « Copie de la lettre écrite par M. l'Intendant à M. Derveloy », lui recommandant en faveur du sieur Cotinet, le rétablissement de l'office de procureur postulant en l'élection, vacant depuis 1741 par le décès de Jacques Piédecocq. 7 juillet 1781. — P. 107. Délibération concluant au rejet de ladite demande. 11 juillet 1781. — P. 108. Nomination de M. Boutillier en qualité de commissaire particulier pour les vacations extraordinaires et visites chez les orfèvres. 7 mai 1782. — P. 108. « Copie du mémoire de MM. les officiers de l'élection, en réponse à celui des administrateurs du domaine, envoyé au Conseil. » — P. 119. « Pour l'exemption du tirage de la milice pour les domestiques des officiers des élections. Extrait des décisions de M. l'Intendant, du 7 avril 1783. » — P. 119. « La compagnie assemblée

pour délibérer sur les secours extraordinaires que les circonstances malheureuses de l'hiver et la longue durée des froids exigeoient de tous les citoyens, et l'invitation faite par M. l'évêque aux chefs des corps, d'engager les compagnies respectives à faire une aumône proportionné aux besoins, a arrêté qu'il seroit pris une somme de cent livres sur les deniers restans ez-mains de M. le syndic, et que M. Derveloy, lieutenant, priroit MM. les officiers honoraires et MM. les receveurs des tailles de contribuer à l'aumône de la compagnie ; ce qui ayant été exécuté sur-le-champ, l'aumône total s'est trouvé monter à 214 l., que M. Derveloy a porté à M. l'évêque, qui l'a chargé d'en témoigner sa satisfaction à la compagnie. » 19 février 1784. — P. 119. « Installation de M. Gosselin de Bénicourt, en qualité de conseiller receveur des tailles en l'élection, en remplacement de Nicolas-René Houzé, son beau-père. 18 mars 1784. — P. 126. « Copie du mémoire de MM. les officiers de l'élection, à celui du procureur du Roi et du greffier, envoyé par M. le procureur général de la cour des Aides à Paris », relativement au rétablissement des sentences pour la décharge de la taille des mineurs, etc. 1785. — P. 132. Installation de Louis-François Maillart en la charge de président en l'élection, en remplacement de Antoine-Benoît Doderel. 27 mai 1785. — P. 132. Délibération des officiers de l'élection, sur l'enregistrement des sept lois publiées le 8 mai sur la cour des Aides, et sur la suppression des tribunaux d'exception. Arrêté « sur le 1^{er} objet que l'arrêt d'enregistrement de la cour des Aydes des sept loix dont s'agit ne portant pas la clause ordinaire qu'elles seroient envoyées aux tribunaux de son ressort, et l'injonction aux procureurs du Roy de certifier de la publication dans le mois, elle doit surseoir ledit enregistrement jusqu'à ce que M. le procureur général Hocquard, à qui M. le procureur du Roi a écrit le 29, au sujet de ce silence, lui aura fait connoître ses intentions. Sur le 2^e objet, qu'elle attendra le porteur des ordres de Sa Majesté, et que, voulant concilier jusqu'au dernier moment de son existence, la fidélité inviolable aux loix et à ses serments, avec sa soumission au Roi, elle obéira aux ordres qui lui seront notifiés, protestant de se réserver dans ses droits de nature quelconque, tant pour le public que pour la compagnie et chacun de ses membres en particulier ; laquelle protestation sera insérée dans le procès-verbal qui sera dressé en présence du commissaire. » 1^{er} juin 1788. — P. 136. Enregistrement de la déclaration du Roi portant rétablissement de l'élection. 30 septembre 1788. — P. 137. « Copie de

la lettre de M. le procureur général de la cour des Aides à M. le président», lui annonçant ledit rétablissement. Paris, 25 septembre 1788. — P. 137.

« 25 septembre 1788. Copie du discours de M. le procureur du Roi, relativement au rétablissement du siège. Messieurs, Après un silence de cinq mois, qu'il est flatteur pour moi de pouvoir aujourd'hui vous annoncer que le Monarque bienfaisant qui nous gouverne, cédant aux vœux de son cœur, vous rend enfin à vos fonctions ! Ils sont écoulés, ces jours de trouble et d'orage. Le chef de la cour illustre à laquelle nous avons l'honneur de ressortir, est devenu celui de la justice : à son aspect, les ombres qui obscurcissaient la vérité sont disparues, les lois ébranlées se sont raffermies sur leurs anciens fondemens, les magistrats des cours, ces généreux défenseurs des constitutions primitives, ont reparus sur leurs tribunaux, l'ordre ancien de toutes les juridictions est rétabli. Ainsi se termine cette révolution qui a tant agité la justice et l'État. O moment vraiment heureux ! Le désir d'opérer le bien de l'État, la perfection de l'ordre et le plus grand avantage des peuples n'ont cessé d'être les motifs du meilleur des Rois ; rendons à la pureté de ses intentions toute la justice qu'elle mérite ; le Roi veut le bien, mais de tous les tems les mêmes prétextes de bien public ont toujours présidé à ces dangereuses innovations, dont l'illusion séduit par un éclat éphémère, qui disparoît tôt ou tard à la lueur des principes. Entraînée dans le tourbillon de la proscription générale, elle renaît donc avec les loix, cette juridiction aussi ancienne que les impôts, séparée essentiellement par son institution des tribunaux ordinaires établie par États Généraux, confirmée successivement par tous nos rois, depuis 1355, honorée des suffrages de ceux qui ont le mieux mérité de leurs peuples, des Charles V, des Louis XII, reconnue par Charles IX, pour *ancienne, primitive, d'une belle antiquité, pour l'utilité du public* et du royaume ; par le Roi régnant, dans son édit de novembre 1774, comme nécessaire *pour la conservation de ses droits, des règles établies pour leur perception, et la vigilance à apporter pour que les sujets, sans être vexés, ne payent et ne contribuent qu'autant qu'ils doivent*. Telles sont, Messieurs, les titres glorieux de votre établissement ; ils seront présentés aux États Généraux dont l'assemblée aura lieu dans le courant de janvier prochain. Et quelles doivent être, Messieurs, nos espérances ? Les États Généraux détruiroient-ils leur propre ouvrage ? Loin de nous d'affoiblir par la crainte, la sérénité du plus beau de nos jours ; non, les États Généraux ne feront qu'affermir et probablement étendre la consistance de nos tribunaux. En est-il de plus util au Roi et au peuple ?

Au Roi, dont ils assurent les droits par la force de la loi : au peuple, en protégeant leur liberté, en éloignant d'eux l'oppression. En est-il de plus attachés aux principes constitutifs de la monarchie, de plus fermes dans ces tems orageux, de plus fidèles ? Ici, Messieurs, mon cœur se sent enivré de la joie la plus pure : qu'il m'est doux de rendre en public l'hommage dû à votre sagesse ! Votre modestie ne peut s'offenser que je tire des ténèbres la conduite prudente que vous avez tenue dans ce moment délicat et terrible, où, placés entre deux devoirs opposés, le magistrat inférieur ne peut que trembler. Vos archives déposeront de votre discernement, et si des tribunaux placés dans des circonstances plus heureuses ont pu montrer plus de fermeté extérieure, aucun n'a sçu mieux allier l'obéissance passive et forcé avec l'attachement inviolable aux lois et à ses sermens ; aucun n'a pu vous le disputer par la constance de vos sentimens. Mais que fais-je ? Où m'emporte mon zèle ? Je rappelle vos malheurs, et ils sont réparés. Ah ! livrons le passé à un oubli éternel ; jouissons sans trouble, et hàtons-nous de faire jouir le public du bienfait de notre restauration, et, dans un jour où nous en célébrons la solennité, qu'il ne nous soit permis de nous livrer à d'autres mouvemens que ceux de l'allégresse et de la reconnaissance. » — P. 139.

« Copie du discours de M. le Président en réponse à celui de M. le procureur du Roi. Messieurs, Sensible à la justice que MM. les gens du Roi rendent à notre inaltérable attachement aux principes, nous en acceptons le témoignage avec joie, et nous ne croions pas blesser la modestie, en en faisant nous-même un aveu public. Si, dans un moment où l'intrigue calomnioit les tribunaux souverains depositaires des lois antiques et sacrées qui sont comme les colonnes sur lesquelles reposent la tranquillité et la prospérité de l'État, nous n'avons pas cru devoir afficher une opiniâtreté active, opposer des efforts moins dangereux, nous avons au moins consigné nos sentimens et nos principes dans les archives de notre juridiction, dont nous n'avons jamais regardé l'anéantissement comme irrévocable ; nous avons même annoncé publiquement notre confiance, nos espérances et nos vœux. Ceux qui ne voioient ou affectoient de ne voir dans la conduite des cours souveraines que les effets de l'intérêt personnel, auroient pu croire ou publier que le même sentiment nous animoit ; la bienfaisance éclairée du souverain qui, en rapelant tous les magistrats à leurs fonctions, fait en même tems l'éloge de leur zèle et de leur attachement à sa gloire et au bonheur de la

nation, en vengeant nos chefs, nous procure aujourd'hui toute la satisfaction que nous pouvions désirer. C'est à leur noble résistance, à leur dévouement généreux, au sacrifice qu'ils ont fait de leur état, de leur fortune, de leur existence, ces magistrats que la malignité peignoit comme animés des seuls motifs d'un intérêt personnel, que nous devons le jour pur qui va luire, et la restauration de la liberté et de la félicité publique, par la convocation des États Généraux ; animés du seul désir du bien, nous serions les premiers à renoncer à nos prérogatives, s'il étoit possible qu'un autre ordre de choses put assurer la gloire et le bonheur de la nation ; mais nous aimons à penser avec les magistrats sous lesquels nous rendons la justice, que le bien des peuples ne sauroit être opéré que par des tribunaux régulièrement constitués, par des officiers que la sainteté de leur serment rappelle perpétuellement à leur devoir et à la justice. Nous avons partagé la douleur des tribunaux supérieurs, nous leur sommes restés attachés dans le cœur, partageons aujourd'hui leur joie, et comme eux, contribuons de tout notre pouvoir à faire oublier aux peuples les calamités de ces tems malheureux, où ils ont été privés de la justice et de ses ministres légitimes. » — P. 140. « Copie de la lettre écrite par les officiers de ce siège à nosseigneurs de la cour des Aides, pour les féliciter et remercier Nosseigneurs, Rendus à nos fonctions par le bienfait de votre illustre chef devenu celui de la justice, notre premier devoir, le plus cher à nos cœurs, est d'offrir à la cour l'hommage sincère de notre profonde vénération. Nous le devons à cette fermeté héroïque qui vous a fait soutenir avec tant de zèle la cause des loix et de la nation, à cette protection dont vous n'avez cessé d'honorer nos tribunaux, à la bienveillance que nous ne pouvons méconnoître, à l'empressement avec lequel Mgr. le procureur général a daigné nous annoncer notre rétablissement, et au témoignage honorable de sa satisfaction. Notre gloire sera, Nosseigneurs, de nous en rendre digne en tous les tems, par notre attachement inaltérable aux maximes de la cour. Nous vous en offrons pour monument l'arrêté que nous avons pris le 1^{er} juin dernier, il nous a été inspiré par le devoir. Daignez, Nosseigneurs, l'accueillir comme le gage de notre dévouement et de notre reconnaissance. » 30 septembre 1788. — P. 140. Délibération de la compagnie des officiers de l'élection. « 1^o sur la lettre à elle écrite par Mgr. le procureur général de la cour des Aides datée du 11 de ce mois et reçue le 14 ; 2^o sur celle écrite à M. le président de ce siège par MM. les procureurs syndics de l'assemblée du département d'Amiens, en date du 15, au sujet du refus qu'ils prétendent avoir éprouvé de la part du greffier, des communications par eux

demandées relativement au département de la taille de 1789. » 16 octobre 1788. — P. 141. « Copie de la lettre de M. le procureur général de la cour des Aides écrite à la compagnie », relativement au droit réclamé par les élections d'assister au département des tailles fait par le bureau intermédiaire du département. 11 octobre 1788. — P. 142. Délibération relative au département de la taille fait par le bureau intermédiaire du département d'Amiens. 26 novembre 1788. — P. 144. « Copie de la lettre de M. le procureur général de la cour des Aides à M. le procureur du Roi, relativement au département fait par le bureau intermédiaire. 1^{er} décembre 1788. — P. 144. Installation de Germain-Louis Chambos de St-Fal, en qualité de receveur particulier des finances. 19 décembre 1788. — P. 145. Motifs des officiers de l'élection de s'abstenir de députer aux assemblées préliminaires des États-Généraux. 3 avril 1789. — P. 146. « Copie de la lettre de Mgr. le président de la cour des Aides », relativement à ladite affaire. 1^{er} avril 1789. — P. 147. Vote de la somme de 100 l. pour le soulagement des pauvres, sur l'invitation du maire d'Amiens. 16 mai 1789. — P. 148. Délibération relative aux proclamations du Roi pour la confection des rôles de supplément pour les 6 derniers mois de 1789, sur les ci-devant privilégiés. 26 octobre 1789. — P. 150. « Copie de la lettre de M. Lambert, contrôleur général, qui dispense de la chevauchée de 1790. » Paris, 9 août 1790. — P. 150. « Réponse à la lettre de M. Lambert. » 14 août 1790. — P. 150. Désignation de M. Palyart, bourgeois de Paris, 7 rue Tiquetone, pour la liquidation des offices de l'élection. 17 novembre 1790, — etc.

C. 1737. (Registre.) — In-fol. 231 feuillets, papier.

1715-1777. — « Registre pour servir aux affirmations de voiage des élection et grenier à sel d'Amiens. »

C. 1738. (Registre.) — In-fol. 72 feuillets, papier.

1731-1790. — « Registre pour les translations de domicile, depuis le 19 septembre 1731 ; et pour les déclarations des défrichemens des terres incultes, depuis le sept février 1774, jusqu'au (blanc) ; et pour autres déclarations des exploitations de biens hors les lieux des domiciles, et aux fins de fixation des lieux

des impositions, ou de cessation d'icelles en diverses paroisses autres que celles des domiciles, et encore des abandons, cessations ou changemens des termes et exploitations, conformément à la déclaration du Roi du 17 février 1728. »

C. 1739. (Registre.) — Petit in-fol. 303 feuillets, papier.

1674-1680. — Plumitif.

C. 1740. (Registre.) — In-4° 108 feuillets, papier.

1693-1695. — Plumitif. — La couverture, en parchemin, est une lettre de maîtrise de boucher en la ville d'Abbeville, délivrée par Marie de Médicis à un individu, dont le nom est laissé en blanc. Paris, 12 septembre 1613.

C. 1741. (Registre.) — In-4°. 139 feuillets, papier.

1702-1770. — Plumitif.

C. 1742. (Registre.) — In-4°. 165 feuillets, papier.

1704-1705. — Plumitif.

C. 1743. (Registre.) — In-4°. 143 feuillets, papier.

1706-1707. — Plumitif.

C. 1744. (Registre.) — In-4°. 71 feuillets, papier.

1714. — Plumitif.

C. 1745. (Registre.) — In-4°. 74 feuillets, papier.

1715-1716. — Plumitif.

C. 1746. (Registre.) — In-4°. 87 feuillets, papier.

1717-1718. — Plumitif. — La feuille de garde est faite avec l'invitation aux obsèques de Jean-Baptiste Mouret, docteur en médecine, pour le 6 février 1717, à St-Remy d'Amiens (impr.).

C. 1747. (Registre.) — In-4°. 159 feuillets, papier.

1719-1721. — Plumitif. — Fol. 1. « Noms des officiers de l'élection : Me François Cornet, président ; Me Pierre Perdu, lieutenant ; Me Hiérosme-Alexis de Ribeaucourt, Jean-Antoine Palyart en sa place, Me Charle Lepicard, Me Augustin Lefort, Me Pierre-Honoré Poirel, Louis-Gerbert de Fontenelle, Me Louis Postel, élus contrôleurs ; Me Joseph Degand, procureur du Roy ; Me Antoine Delacourt, greffier. » 1719, — etc.

C. 1748. (Registre.) — In-4°. 99 feuillets, papier.

1724-1726. — Plumitif.

C. 1749. (Registre.) — In-4°. 160 feuillets, papier.

1728-1731. — Plumitif.

C. 1750. (Registre.) — In-4°. 45 feuillets, papier.

1739-1740. — Plumitif.

C. 1751. (Registre.) — In-4°. 40 feuillets, papier.

1741-1743. — Plumitif.

C. 1752. (Registre.) — In-4°. 78 feuillets, papier.

1751-1756. — Plumitif.

C. 1753. (Registre.) — In-4°. 54 feuillets, papier.

1756-1758. — Plumitif.

C. 1754. (Registre.) — In-4°. 40 feuillets, papier.

1758-1760. — Plumitif.

C. 1755. (Registre.) — In-4°. 48 feuillets, papier.

1760-1763. — Plumitif.

C. 1756. (Registre.) — In-4°. 50 feuillets, papier.

1764-1766. — Plumitif.

C. 1757. (Registre.) — In-4°. 48 feuillets, papier.

1766-1769. — Plumitif.

C. 1758. (Registre.) — In-4°. 50 feuillets, papier.

1769-1772. — Plumitif.

C. 1759. (Registre.) — In-4°. 102 feuillets, papier.

1772-1777. — Plumitif.

C. 1760. (Registre.) — In-4°. 100 feuillets, papier.

1777-1784. — Plumitif.

C. 1761. (Registre.) — In-4°. 77 feuillets, papier.

1784-1790. — Plumitif.

C. 1762. (Registre.) — In-fol, 123 feuillets, papier.

1769-1775. — « Compte de Me Alexandre-Nicolas-François Cagnet, receveur des tailles de l'élection d'Amiens, à présent comptable des recettes et dépenses par lui faites des deniers provenants du principal de la taille, crues y jointes, et autres impositions de ladite élection, pendant l'année de ce compte 1769, rendu à cour par M. Nicolas Prochasson, procureur en la chambre des comptes, et dudit comptable. »

C. 1763. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1777-1784. — « État et enregistrement des nominations des collecteurs de tailles. » Années 1778. — 1779. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785.

C. 1764. (Liasse.) — 112 pièces, papier.

1615-1735. — Mandats d'amener, assignations et

autres pièces de procédures contre divers. — Formules d'actes, — etc.

C. 1765. (Liasse.) — 16 pièces papier (12 imprimées).

1641-1786. — « Extrait des registres du conseil d'Etat. » Arrêt qui ordonne l'enregistrement de tous les exploits de commandements, exécutions, criées, etc. Paris, 17 janvier 1641 (impr. 3 p. in-fol.). — « Sentence de MM. les élus d'Amiens, rendue en conformité des ordonnances de 1680 et tarif arrêté au Conseil le 27 janvier 1687, qui ordonne que les nobles, officiers, communautz, religieux, religieuses, ecclésiastiques et bourgeois, tant de la ville que de l'élection d'Amiens, qui voudront brasser pour leur provision pendant le bail de Michel Belin, les viendront déclarer en ses bureaux qu'il a établis », etc. Amiens, 30 septembre 1687 (impr. affiche). — Sentence de l'élection de Montdidier qui ordonne à tous propriétaires, marchands et voituriers de vins et eaux-de-vie, en entrant dans l'élection, de faire leur soumission au premier bureau sur leur route, etc. Montdidier, 16 juin 1690 (impr. affiche). — « Arrest du conseil d'État du Roy, qui ordonne que la vente des offices de président, grenetier, contrôleur, procureur du Roy et greffier créés par édit du présent mois, pour composer un corps et une juridiction particulière dans les villes où il y a des élections établies.... sera faite par maistre Nicolas Michault, dont la finance luy sera payée », etc. Fontainebleau, 12 octobre 1694 (impr. 4 p. in-4°). — « Extrait des registres de l'élection de Ponthieu, à Abbeville. » Sentence qui ordonne que tous les receveurs et commis seront tenus de donner des quittances sur papier timbré des droits qu'ils recevront, de quelque nature qu'ils soient. Abbeville, 5 novembre 1703 (impr. affiche). — « Arrest du conseil d'Etat du Roy qui casse une sentence des élus d'Amiens en ce qui concerne la restitution d'une amende d'inscription de faux consignée entre les mains du greffier de ladite élection... et fait défenses de faire les consignations d'amendes en d'autres mains qu'en celles du receveur desdites amendes. » Paris, 26 septembre 1721 (impr. affiche). — « Arrest de la cour de Parlement rendu en forme de règlement... entre les juge et consuls de la ville de Chartres, appelans demandeurs et défendeurs, et les officiers des juridictions de l'élection et du grenier à sel de la même ville intimés, défendeurs et demandeurs. » 30 avril 1768 (impr. 4 p. in-4°, 1768). — « Arrest de la chambre des comptes servant de règlement au sujet des erreurs dans les quittances de rentiers, relativement à l'énoncé de leur âge. » 26 octobre 1769 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1769). — « Arrests de la cour de Parlement de Paris, en forme de règlement.... qui ordonnent que différens édits, déclarations, arrêts et réglemens rendus en faveur des

premiers huissiers-audienciers et des huissiers résidens à Orléans, ayant droit d'exploiter par tout le royaume », etc. 11 août 1772 (impr. 7 p. in-4°. Paris). — « Arrêt de la chambre des comptes qui enjoint aux officiers des élections le rapport des procès-verbaux de chevauchées, conformément à l'ordonnance de 1517. » 28 août 1786 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1786). — « Paroisses de l'élection d'Amiens où il y a des bureaux qui sont sur les confins du Beauvoisy et de la Normandie, qu'il plaira à Messieurs de l'élection reprendre et dénommer dans leur ordonnance. » XVII^e s., — etc.

C. 1766. (Liasse.) — 52 pièces papier (imprimées).

1664-1789. — « Extrait des registres de la cour des Aydes. » Arrêt relatif aux usurpations du titre de chevalier et d'écuyer. Paris, 5 juillet 1664 (impr. 15 p. in-4°). — « Arrest de la cour des Aydes qui fait défense à Colombeau et autres commissionnaires de la ville d'Orléans, de conduire ou envoyer des vins et eaux-de-vie à Paris ou ailleurs, sur des lettres de voiture sous signature privée, ny autrement que sur celles passées devant des notaires, suivant l'ordonnance. » Paris, 11 août 1700 (impr. 3 p. in-4°. Paris, 1709). — « Arrest de la cour des Aydes portant règlement pour la perception des droits des fermes du Roy. » Paris, 3 août 1718 (impr. 3 p. in-4°. Paris, 1718). — « Arrest de la cour des Aydes qui ordonne.... que tous ecclésiastiques et toutes les communautz séculières et régulières seront imposables et pourront être comprises ès rolles des tailles, pour toutes nouvelles acquisitions par eux faites, et pour les immeubles qui leur échéront par succession et donation collatérale. » Paris, 5 mai 1724 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1724). — « Arrest de la cour des Aydes concernant les oppositions en surtaux. » Paris, 5 juin 1726 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1726.) — « Arrest de la cour des Aydes concernant les receveurs des tailles et les huissiers et sergents employez au recouvrement des tailles. » Paris, 28 février 1731 (impr. 8 p. in-4°. Paris, 1731). — « Arrest contradictoire de la cour des Aydes », relativement aux déclarations et lettres de voitures passées par-devant notaires. Paris, 21 mars 1732 (impr. 4 p. in-4°. 1732). — Arrest portant règlement sur le fait des tailles, rendu en la cour des Aydes le 20 juillet 1736 » (impr. 4 p. in-4°). — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Arrêt relatif à la perception irrégulière de droits au profit de la ville de Paris.

Paris, 24 janvier 1759 (impr. 2 p. in-4°). — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Arrêt relatif à la déclaration du Roi du 7 juillet 1756. Paris ; 9 juillet 1760 (impr. 2 p. in-4°, 1760). — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Même objet. 12 septembre 1760 (impr. 6 p. in-4°, 1760). — « Arrest de la cour des Aides » relatif à la liberté des assésurs collecteurs des tailles. Paris, 10 mars 1762 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1762). — « Arrest de la cour des Aides concernant l'exécution des rôles des tailles. » Paris, 19 juin 1762 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1762). — « Arrest de la cour des Aides portant enregistrement des lettres patentes accordées à Jean-Jacques Prévost, pour la prise de possession du bail des fermes générales. » Paris, 9 décembre 1762 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1763). — « Arrest de la cour des Aides qui enjoint à tous les officiers des juridictions de son ressort, de résider dans les villes et lieux de l'établissement de leur siège, sous peine d'être déchus de toutes les exemptions attribuées à leurs offices. » Paris, 20 juillet 1763 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1763). — « Arrest de la cour des Aides » relatif à une ordonnance abusive de l'intendant de Champagne, du 31 janvier 1762. Paris, 20 mars 1765 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1765). — « Arrest de la cour des Aides », sur le droit prétendu par le fermier des aides de faire faire par ses commis des visites et exercices chez des particuliers qui n'ont fait aucune déclaration de vendre du vin ou autres boissons, ni en gros ni en détail. Paris, 24 avril 1765 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1765). — « Arrest de la cour des Aides » qui ordonne que le fermier des aides ne pourra se servir de commis, commandants et gardes qui ne sachent écrire. Paris, 25 avril 1766 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1766). — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Arrêt qui fait défenses aux officiers du grenier à sel de Mayenne et autres, d'ordonner que communication soit donnée au fermier général, d'autres pièces que celles non secrètes et permises par l'ordonnance criminelle de 1670 et l'ordonnance des gabelles de 1680. 20 mars 1767 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1767). — « Arrest de la cour des Aides » relatif à un édit concernant les privilèges d'exemption de taille. Paris, 21 octobre 1767 (impr. 2 p. in-4°. 1767). — « Arrest de la cour des Aides » relatif aux contraintes à décerner par les receveurs des tailles. Paris, 4 mai 1768 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1768). — « Arrest de la cour des Aides, qui ordonne que, huitaine après le département, les officiers de chaque élection de son ressort seront tenus d'envoyer au greffe d'icelle tous les ans..... un état certifié d'eux du montant de la taille, capitation et autres impositions accessoires. » Paris, 13 juillet 1768 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1768). — « Arrest de la cour des Aides qui ordonne que, conformément aux règlements y

énoncés, les receveurs des tailles seront tenus de résider en leur élection et d'y remplir en personne leurs fonctions. » Paris, 22 février 1769 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1769). — « Arrest de la cour des Aides qui, en renouvelant les dispositions des règlements, fait défenses aux collecteurs des tailles de se diminuer, ou leurs parens et alliés, pendant l'année de leur collecte », etc. Paris, 20 mars 1770 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1770). — « Arrest de la cour des Aides portant règlement pour l'assiette et répartition de la taille. » Paris, 7 septembre 1770 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1770). — « Procès-verbal de ce qui s'est passé à la séance tenue en la cour des Aides de Paris, en présence de Mgr. le comte d'Artois, le samedi 12 novembre 1774 » (impr. 38-7 p. in-4°. Paris 1774). — « Arrest de la cour des Aides » relatif à des difficultés sur la taxe des frais pour des procédures faites par des procureurs de la cour, d'avril 1771 à novembre 1774. Paris, 31 mars 1775 (impr. 3 p. in-4°. Paris, 1775). — « Arrest de la cour des Aides » relatif aux opposants aux criées poursuivies en la cour. Paris, 31 mars 1775 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1775). — « Arrest de la cour des Aides qui enjoint à l'adjudicataire général des fermes de tenir la main à ce que ses commis ne fassent aucunes altérations ni ratures sur leurs registres, qu'en présence des parties intéressées, ou elles duement appellées. » Paris, 13 mai 1777 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1777). — « Arrest de la cour des Aides », qui fait défenses à toutes personnes d'intimer les substituts du procureur général de la cour, en leurs propres et privés noms, sans une permission expresse de la cour. Paris, 27 novembre 1778 (impr. 2 p. in-4°, 1778). — « Arrest de la cour des Aides qui autorise Henry Clavel, subrogé à Dominique Compant, régisseur général, à procéder au lieu et place dudit Compant et de ses prédécesseurs », etc. Paris, 12 juin 1779 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1779). — « Arrêt contradictoire de la cour des Aides de Paris... qui réforme la sentence des élus d'Amiens du 28 janvier précédent, décharge Laurent David, adjudicataire des fermes générales, des condamnations prononcées contre lui, condamne Jacques Dartois, laboureur à la Maronde », etc. Paris, 7 décembre 1779 (impr. 4 p. in-4°, 1780). — « Arrêt contradictoire de la cour des Aides de Paris... qui réforme une sentence des élus d'Amiens du 8 juillet 1779, déclare bon et valable le procès-verbal du 5 avril précédent, en conséquence confisque les choses saisies, au profit de Laurent

David, adjudicataire des fermes générales, et condamne Jean Maupin, laboureur à la Neuville », etc. Paris, 6 mars 1780 (impr. 7 p. in-4°, 1780). — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Arrêt relatif à un conflit de juridiction avec la chambre des Comptes. Paris, 3 mai 1780 (impr. 4 p. in-4°. 1780). — « Arrest de la cour des Aides portant règlement pour les registres du contrôle des exploits. » Paris, 21 juin 1780 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1780). — « Arrest de la cour des Aides » relatif aux conflits entre les élections et les greniers à sel. Paris, 31 mai 1781 (impr. 3 p. in-4°. Paris, 1781). — « Extrait des registres de la cour des Aydes. » Arrêt de cassation d'une ordonnance du bureau des finances d'Orléans, qui prononce l'interdiction des officiers du grenier à sel de Clamecy, pour s'être immiscés dans l'exercice des fonctions de leurs charges, avant de s'être fait recevoir et d'avoir prêté le serment requis. 9 août 1782 (impr. 8 p. in-4°. Paris, 1782). — « Arrest de la cour des Aides concernant les actes et exploits faits à la requête des substituts du procureur général du Roi. » Paris, 6 septembre 1782 (impr. 6 p. in-4°. Paris, 1782). — « Arrest de règlement de la cour des Aides, concernant les conclusions des gens du Roi aux sièges du ressort de la Cour. » 22 août 1783 (impr. 3 p. in-4°. Paris, 1783). — « Arrest de règlement de la cour des Aides, qui ordonne qu'à l'avenir les officiers de son ressort seront tenus de motiver leurs jugements et sentences. » Paris, 29 août 1783 (impr. 3 p. in-4°. Paris, 1783). — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Enregistrement des lettres patentes du 21 juillet 1783, portant exemption des droits sur les eaux-de-vie qui sortiront du royaume, etc. Paris, 1^{er} décembre 1784 (impr. 3 p. in-4°, 1784). — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Enregistrement de la déclaration du Roi du 20 juin 1784, qui exclut de la concurrence dans les faillites les sujets du canton de Schaffhouse et de tous les états du corps helvétique où la prélation est exercée contre les français. Paris, 1^{er} décembre 1784 (impr. 3 p. in-4°, 1784). — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Arrêt relatif à l'enregistrement à la chambre des Comptes de l'édit de janvier 1782 portant création de receveurs particuliers des finances. Paris, 7 septembre 1785 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1785). — « Arrest de la cour des Aides concernant la compétence des élections, pour juger des actions en remboursement des impositions. » Paris, 16 décembre 1785 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1785). — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Enregistrement de la déclaration du Roi du 11 septembre 1786, concernant les privilèges et exemptions des

officiers, bas officiers et soldats invalides. Paris, 13 novembre 1786 (impr. 2 p. in-4°. Paris, 1786). — « Arrêt de la cour des Aides portant règlement sur l'enregistrement des titres des privilégiés aux élections. » Paris, 20 décembre 1786 (impr. 4 p. in-4°, Paris, 1787). — « Arrêt de la cour des Aides, qui fait défenses aux officiers des élections de la généralité de Tours, et à tous autres officiers ressortissant en la cour, de connoître d'autre ressort immédiat que celui de la cour. » Paris, 20 février 1789 (impr. 4 p. in-4°, 1789). — « Arrest de la cour des Aides qui règle la manière dont les officiers des élections doivent départir entr'eux les chevauchées, les informations qu'ils doivent prendre lors de la visite des paroisses, les procès-verbaux qu'ils doivent dresser, et les déclarations auxquelles les municipalités sont tenues, sous les peines exprimées audit arrêt. » Paris, 8 juillet 1789 (impr. 8 p. in-4°. Paris, 1789), — etc.

C. 1767. (Liasse.) — 13 pièces papier (12 imprimées).

1681-1782. — Formules imprimées de contraintes. — Lettres d'envoi, — etc.

C. 1768. (Liasse.) — 2 pièces, parchemin.

1697-1725. — Lettre de pardon à Antoine Ricouard, « pauvre jeune homme de la ville d'Abbeville en Picardie », sur ce que « en l'année 1696, le 24^e du mois de juin, il se trouva à un soupé où il avoit esté convié, que Nicolas du Vannel donna en la maison de Baudron, traiteur, à plusieurs bourgeois et marchands de ladite ville, pour sa réception de marchand drapier ; qu'estant sorti de ladite maison environ une heure après minuit, avec Adrien Toullet, bourgeois et eschevin de ladite ville et avec Jacques-Maurice, Jean, Jacques-Michel et Nicolas du Vannel frères, et Pasquier, garçon brasseur de la veuve du Vannel, ils furent rencontrés aux environs de l'église Ste-Catherine, par une troupe de coureurs de nuit, qui les insultèrent avec des espées nues et des bastons ferrez, le suppliant n'ayant aucun arme ny bastons, et quelques-uns de sa compagnie ayant seulement leurs cannes ; firent tout ce qu'ils purent pour s'eschapper des mains desdits coureurs de nuit, Toullet, eschevin, fut demander du secours à la garde et patrouille qui se fait dans la ville ; mais, comme la bienséance et le devoir du suppliant estoit de ne point abandonner ceux avec lesquels il avoit soupé, il les accompagna et fut conduire ledit Maurice dans sa maison ; et y ayant trouvé un baston, il le prist pour se deffendre, dans l'apprehension qu'il avoit d'estre attaqué par les-

dits coureurs de nuit. Et retournant rejoindre Toulet et ceux de sa compagnie, il trouva avec eux la garde et patrouille de la ville qui les avoit joints. Le sergent commandant ordonna à quelques gardes de la patrouille d'aller escorter ledit Toulet et chercher les coureurs de nuit ; et ayant entendu du bruit vers la poissonnerie, ils y furent tous ensemble ; et à l'instant ayant entendu du bruit du costé de l'église de St-Vulfran, Toulet engagea le suppliant avec toute son escorte à y aller. Ils trouvèrent dans un cabaret de la chaussée d'Ocquet trois particuliers armés de bastons, beuvans de l'eau-de-vie, ausquels Toulet, eschevin, fist prendre les bastons par les gardes de la patrouille ; il en prist un à sa main et fist conduire l'un des trois, nommé Nicole, au corps de garde, où estant arrivé, il fut interrogé, et ensuite on le laissa aller, sur la déclaration dudit Toulet d'en faire son rapport au maire de la ville. Après quoy, le suppliant et lesdits bourgeois prirent le party de se retirer chez eux ; mais en s'en allant, et estant encore à la veue du corps de garde dans la place du Marché, ils apperçurent plusieurs coureurs de nuit, vers le pont aux Brouteurs ; ils crurent que c'estoient ceux qui les avoient insultez ; Toulet y voullut aller : le suppliant dans ce temps là, entendant crier Toulet à son secours, accompagné du fils de Nicolas Messier, qu'ils avoient rencontré et qui les avoit suivis avec ledit du Vannel et Pasquier, Toulet demanda plusieurs fois : *Qui va là ?* Un de la troupe de ces coureurs de nuit, inconnu au suppliant, qu'on a depuis appris se nommer Nicolas Legendre, dit Cary, ayant fait quelque réponse qu'il n'entendit point, Toulet porta un coup de son baston audit particulier, lequel, dans le même moment, tira son pistolet sur Toulet, l'amorce prit feu, sans que le coup partist. Toulet ayant esté quelque temps interdit, se mist en devoir de porter encore quelque coup de son baston audit Legendre, à dessein de l'arrester, et luy en donna plusieurs coups en s'enfuyant. Le suppliant courut après luy pour l'arrester, mais comme il faisoit obscur, il le devança de douze à quinze pas ; et retournant sur ses pas pour l'arrester, il se seroit apperceu qu'il estoit tombé par terre devant la maison du nommé Lagorgue, après que ledit Toulet luy eut donné deux ou trois coups de son baston ; Messier estoit proche de luy avec une canne à la main, et le suppliant approchant ledit Legendre, qui estoit par terre proche de Messier, Toulet dist pour lors au suppliant de ne point frapper Legendre, et qu'il en avoit assés, en lui disant le b... m'a manqué, mais je ne l'ay point manqué. Et dans le mesme temps arriva la patrouille avec lesdits du Vannel ; et pour lors Toulet donna au nommé Coudron, l'un des

gardes de la patrouille, un pistolet de poche qu'il avoit osté des mains dudit Legendre terrassé, que l'on conduisit au corps de garde, et ensuite Toulet fut advertir le concierge des prisons de l'hostel-de-ville, pour recevoir Legendre, mais se trouvant fort mal, on fut chercher le nommé Lefeuvre, chirurgien, qui estoit le plus proche voisin, et on le porta chez ledit chirurgien, où il est décédé peu de temps après. Versailles, 15 août 1697. — Lettres de rémission à Augustin Delgove, ouvrier peigneur de laine, de Cramont en Picardie, à présent soldat au régiment de Tallart, compagnie du sieur de Bucquoy de St-Lô, sur ce que « le dimanche 9 juillet 1724, jour et feste dudit lieu de Cramont, Charles Gelée, garçon du mesme village, ayant avec plusieurs autres garçons loué des violons pour se divertir et faire d'aller la jeunesse, ils fixèrent chaque dance à un prix fort haut, à dessein de mettre hors les manouvriers et valets de charrue de pouvoir d'aller danser, ce qui porta le lendemain le suppliant, quelques particuliers et valets de charue, à louer d'autres violons pour d'aller danser entr'eux sur la place dudit Cramont, à environ soixante pas de distance de la dance dudit Gelée, qui, sur les huit à neuf heures du soir, estant pris de boisson, passa à costé de la dance du suppliant et de ses camarades, conduisant sous les bras deux filles chez elles, et étant près de la dance où estoit le suppliant, il prit par la main François Moignet, l'un de ses compagnons, et par dérision et par mespris, après l'avoir fait marcher trois à quatre fois autour de luy, le renversa par terre ; ce que voyant Adrien Leclerc, valet de charue de sa compagnie, il vint à son secours, et demanda à Gelée quelles raisons il avoit pour insulter Moignet de la sorte. Mais Gelée, sans faire aucune réponse, donna un soufflet à Leclerc, et quelques coups de poing sur la teste, desquels estant demeuré tout estourdy, il tomba à terre, et à l'instant survint le père dudit Leclerc, âgé de près de soixante ans, qui, ayant pareillement demandé à Gelée pourquoy il maltraittoit ainsy son fils, il le prit aux cheveux, ce qui engagea le suppliant de s'approcher pour les séparer, en disant à Gelée, fort et violent, de les laisser en repos. Mais, continuant ses insultes et ses menaces, le suppliant, dans la chaleur, luy auroit porté un coup de poing sur la teste, sans faire attention qu'il avoit à la main un morceau de fer, qui luy servoit ordinairement à faire du feu pour allumer sa pipe, duquel coup ledit Gellée ayant esté malheureusement blessé, il seroit décédé sept à huit jours après, au très grand regret et déplaisir du suppliant, qui n'avoit jamais eu aucun déméslé avec ledit Gelée. » Versailles, décembre 1725.

C. 1769. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

1720-1789. — Sentence de l'élection qui fait défense aux huissiers aux tailles d'écrire eux mêmes sur le registre servant à inscrire le jour de leur départ et celui de leur retour. 18 avril 1720. — Information contre Antoine Fourny, marchand de vin à Amiens, à l'enseigne de l'Image de St-Paul. 21 mai 1723. — Enquête contre Charles Carbonnier demeurant à Pissy. 15 mai, 1750. — Dépôt au greffe des plombs et cachets de cire qui doivent servir au bureau du tabac de Dieppe. 30 septembre 1756. — « Estat des non valleur des pauvres hors d'estat de payer pour la taille et capitation de la ville de Saint-Vallery-sur-Somme, et Ribeuville, élection d'Amiens, pour l'année 1767. » — « Extrait du registre aux délibérations de la mairie de St-Vallery-sur-Somme. » Réimposition des non-valeurs sur la communauté de St-Valery. 13 décembre 1768. — Sentence de l'élection relative à la saisie de peaux de veaux sur François Bodin et Charles Digeon, tanneurs associés à Amiens, rue des Tanneurs, paroisse de St-Firmin-le-Confès. Amiens, 24 mars 1772. — Procès-verbal de vérification de marques prétendues fausses sur des cuirs saisis sur Louis Caron, fils aîné, marchand à Amiens. 11-20 décembre 1775. — Procès-verbal de vérification de marques sur des cuirs saisis sur Louis Trouvain, tanneur à Amiens. 12-14 décembre 1775. — Inventaire de Firmin Boutillier, aubergiste à Amiens, marché au Fil. 12 mai 1781. — « Procès-verbal d'apposition de scellés » dans la maison de Louis Trouvain, marchand tanneur à Amiens. 9 décembre 1783. — Inventaire des meubles, effets, marchandises, titres et papiers, de Louis Trouvain, tanneur » à Amiens, rue des Tanneurs. 20 décembre 1783-10 janvier 1784. — Procès-verbal de bris d'un faux marteau pour la marque des cuirs. » 18 février 1784. — Recensement des cuirs et peaux chez Antoine Petit-Lorel, tanneur à Amiens, rue des Tanneurs. 13 décembre 1783. — « Procès-verbal de prestation de serment d'experts graveurs sur métaux, contre Antoine Petit, tanneur. » 7 janvier 1784. — Procès-verbal de non comparution d'Antoine Petit, tanneur, et sa femme. 12 janvier 1784. — « Procès-verbal des dires, soutenues et réquisitions préalables à la vérification des marques prétendues fausses saisies sur le sieur Petit-Lorel, tanneur », etc. 27 janvier 1784. — « Procès-verbal de dépôt d'un faux marteau de charge. » 21 avril 1784. — « Procès-verbal d'apposition de scellés... en la maison et tannerie de Pierre Dragonne », tanneur à Amiens, rue des Tanneurs. 1^{er} juillet 1786. — « Inventaire en la maison de Pierre Dragonne. » 4 juillet 1786. — « Procès-verbal de

comparaison d'empreintes d'un poinçon sur celle matrice. » 20 février 1789, — etc.

C. 1770. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 15 papier (1 imprimée).

1722-1779. — Titre de 203 l. de rente au profit de la confrérie de N. D. du Puy, à la cathédrale d'Amiens. Paris, 31 décembre 1722. — Rébellion de Robert Boucher, cabaretier à Molliens-Vidame, contre le commis des aides. 1737. — « Lettres patentes sur arrêt concernant l'abonnement du don gratuit du bourg de Fromeries. » Versailles, 11 février 1762. — « Rolle de répartition fait entre les habitants de Poix, pour la contribution du don gratuit auquel Poix est taxé pour 5 années commencé le 1^{er} février 1765. » — Défaut contre les collecteurs de Romescamps. 10 juin 1779. — Servant de dossier : Invitation à la profession de sœur Marie-Catherine-Cécile de St-Riquier, dite de Ste-Claire, religieuse Ursuline à Amiens, faite par M. Guerard, bachelier en théologie de la faculté de Paris, curé de St-Firmin en Castillon, prédication par M. Biset, chapelain de la cathédrale et directeur des dames de Ste-Élisabeth, pour le 3 mai 1779 (impr. placard), — etc.

C. 1771. (Liasse.) — 28 pièces, papier (16 imprimées).

1749-1786. — « Déclaration du Roy en interprétation des règlements faits sur la perception des droits de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent, qui se fabriquent et qui se débitent dans le royaume. » Versailles, 26 janvier 1749 (impr. 15 p. in-4° 1749). — « Arrest du conseil d'Estat du Roi, et lettres patentes sur icelui, portant nouveau règlement pour la marque d'or et d'argent. » Versailles, 22 février 1751 (impr. 8 p. in-4° Paris, 1752). — « Édit du Roi portant suppression des offices de jurés-vendeurs, prudhommes, contrôleurs, marqueurs, lotisseurs et déchargeurs de cuirs et autres, sous quelque nom que ce soit, ainsi que des droits à eux attribués, et établissement d'un droit unique dans tout le royaume, sur les cuirs tannés et apprêtés. » Versailles, août 1759 (impr. 8 p. in-4° Imp. Roy. 1759). — « Arrest du conseil d'État du Roi et lettres patentes sur icelui... qui commettent Étienne Somssoye, pour faire la régie, recette et exploitation des droits établis sur les cuirs, par édit du mois d'août dernier. » Versailles, 24 septembre 1759 (impr. 11 p. in-4° Imp. Roy. 1766). — « Lettres patentes du Roi contenant règlement sur la régie et perception du droit sur les cuirs et peaux établi par l'édit du mois d'août 1759. »

Versailles, 29 mai 1766 (impr. 19 p. in-4°. Imp. Roy. 1766). — Procès-verbal de vérification des nouveaux marteaux pour la marque des cuirs. 13 avril 1767. — « Arrest du conseil d'État du Roi, qui ordonne aux officiers des élections de se conformer aux règlements des 18 août 1685 et 5 décembre 1705, concernant la régie et perception des droits de marque sur les ouvrages d'or et d'argent », etc. Compiègne, 15 août 1769 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1769). — « Lettres patentes du Roi concernant les visites des commis du fermier des droits de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent. » Versailles, 21 mai 1771 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1771). — « Lettres patentes du Roi contenant règlement sur la régie et perception du droit sur les cuirs et peaux établi par l'édit du mois d'août 1759. » Versailles, 2 avril 1772 (impr. 12 p. in-4°. Paris, 1772). — « Arrest de la cour du Parlement, portant règlement pour la régie des droits sur les cuirs. » 26 août 1772 (impr. 7 p. in-4°. Paris, 1773). — « Lettres patentes du Roi, en interprétation de l'art. XIV des lettres patentes du 2 avril 1772 concernant la régie des cuirs. » Versailles, 16 mai 1773 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1773). — « Lettres patentes du Roi pour la prise de possession de Jean-Baptiste Fouache, de la régie du droit sur les cuirs et autres droits, pour neuf années, qui commenceront au 1^{er} octobre 1774, et qui finiront au dernier septembre 1783. Compiègne, 6 août 1774 (impr. 7 p. in-4°. Paris, 1774). — Procès-verbal de vérification du nouveau marteau pour la marque des cuirs ; avec empreinte dudit marteau, sur un morceau de cuir. 3 août 1776. — « Déclaration du Roi concernant le dépôt des marques prétendues fausses enlevées des cuirs saisis pour raison desdites marques. » Versailles, 10 janvier 1777 (impr. 3 p. in-4°. Paris, 1777). — « Lettres patentes du Roi qui ordonnent qu'à compter du 1^{er} octobre 1777, Dominique Compant fera la régie, recette et exploitation du droit unique sur les cuirs et peaux », etc. Versailles, 27 août 1777 (impr. 12 p. in-4°. Paris, 1777). — « Procès-verbal de description et dépôt d'empreintes, de poinçons et cachet, pour la marque des ouvrages d'or et d'argent » ; avec empreinte desdites marques sur une plaque de métal. 18 avril 1781. — « Procès-verbal d'insculpation et dépôt d'un nouveau marteau pour la marque des cuirs à Amiens » ; avec empreinte dudit marteau sur un morceau de cuir. 21 août 1781. — « Procès-verbal d'insculpation et dépôt de 19 empreintes pour la marque des cuirs à Amiens et autres départemens. » 26 juin 1782. — « Procès-verbal de dépôt des anciens instrumens qui ont servi à la marque des cuirs et peaux à Amiens et autres départemens. » 29 juillet 1782. — « État des presses, marteaux et poinçons qui ont servi à la marque des cuirs et peaux dans les lieux dépendans de l'élection d'Amiens, exercés par les

commis des directions d'Amiens et d'Abbeville, remis au greffe de l'élection d'Amiens le 29 juillet 1782. » — « Arrest du conseil d'État du Roi... et lettres patentes sur icelui... qui permettent la sortie des cuirs et peaux secs et en poil venant de l'étranger, en exemption des droits, en prescrivant les conditions et formalités à observer à cet égard. » Versailles. 14 juillet 1784 (impr. 8 p. in-4°. Paris, 1784). — « Arrêt de la cour des Aides concernant les formalités à remplir lors des saisies faites chez les redevables des droits du Roi. » Paris, 1^{er} mars 1785 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1785). — « Arrest de règlement de la cour des Aides, concernant le droit de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent. » Paris, 19 mai 1786 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1786), — etc.

C. 1772. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1774-1789. — Requêtes et prestations de serment des garnisaires pour la taille.

C. 1773. (Liasse.) — 85 pièces, parchemin.

1699-1787. — Lettres patentes pour la levée des tailles et accessoires pour l'élection d'Amiens. Années 1700. — 1703. — 1704. — 1705. — 1706. — 1707. — 1708. — 1709. — 1710. — 1711. — 1712. — 1713. — 1715. — 1716. — 1717. — 1718. — 1719. — 1720. — 1721. — 1722. — 1723. — 1724. — 1725. — 1726. — 1727. — 1728. — 1729. — 1730. — 1731. — 1732. — 1733. — 1734. — 1735. — 1736. — 1737. — 1738. — 1739. — 1740. — 1741. — 1742. — 1743. — 1744. — 1745. — 1746. — 1747. — 1748. — 1749. — 1750. — 1751. — 1752. — 1753. — 1754. — 1755. — 1756. — 1757. — 1758. — 1759. — 1760. — 1761. — 1762. — 1763. — 1764. — 1765. — 1766. — 1767. — 1768. — 1769. — 1771. — 1772. — 1773. — 1774. — 1777. — 1778. — 1779. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — « Extrait des registres du conseil d'État. » Diminution de 350.000 l. sur la taille de 1712 à la généralité d'Amiens, en raison des charges de la guerre. Versailles, 20 octobre 1711. — « Extrait des registres du conseil d'État. » Levée extraordinaire de 20,241 l. 18 s. 6 d. sur la généralité d'Amiens, pour le paiement de l'excédant des ouvrages des ponts et chaussées de ladite généralité, sur l'exercice 1712. Versailles, 24 novembre 1711.

C. 1774. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1734-1790. — Acheux en Vimeux, Frières Et Zo-

teux. — Rôles de répartition des tailles et accessoires 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : le curé et le vicaire. — Nombre de feux en 1784 : 232 ; en 1789 : 216 — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. De Poilly, curé ; M. Vasseur, vicaire ; baron du Plouy, seigneur d'Acheux ; baron de Frières, seigneur de Frières, Frireulles et Zoteux, etc. — AGNIERES, HANDICOURT, etc. Rôles de répartition des tailles et accessoires, 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : lecuré ; M. de Carbonnel, noble (1780-1787) Milles de la Gressière, nobles (1780-1787) ; comte de Noailles, seigneur du lieu (1784-1785) ; le vicaire. — Nombre de feux en 1780 : 115 ; en 1789 : 117 ; — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Prince de Poix ; marquis de Grace ; M. de Carbonnel ; Mlle de la Gressière etc., — etc.

C. 1775. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

1774-1790. — AILLY-SUR-SOMME. — Rôles de répartition des tailles et accessoires, 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : le curé ; les six gardes des gabelles. — Nombre de feux en 1784 : 123 ; en 1790 : 262. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Jean-Baptiste Sevel, curé ; comte de Gomer ; Mlle de Fréchencourt ; M. Boitel, avocat, seigneur de Belloy ; M. Laurendeau, avocat à Amiens, etc. — AIRAINES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : le curé de St-Denis et son vicaire ; le curé de Notre-Dame ; le sous-prieur. — Nombre de feux en 1780 : 316 ; en 1790 : 242. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le duc de Luynes et de Chevreuse ; M. Marduel, prieur de Notre-Dame, curé de St-Roch à Paris ; M. Marduel, curé de St-Denis ; M. Ternisien, curé de Notre-Dame ; M. d'Avesnes, y demeurant, en son château ; M. de Dourier ; M. de Boulainvillers ; M. de Louvencourt ; vicomte de Buisemont ; M. Morel d'Hérival, etc., — etc.

C. 1776. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

1777-1790. — ALLERY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : le desservant et le vicaire. — Nombre de feux en 1789 : 160. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Valengart ; Mlle de Rinviller ; marquise de Vilman, etc. — ANDAINVILLE et FRESNOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. —

1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : le curé, le vicaire, depuis 1787. — Nombre de feux en 1780 : 168 ; en 1790 : 183. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. De Saint-Germain, curé, etc. — AUBERCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1783 : 23 ; en 1790 : 22. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Mlle d'Aguessau, dame d'Aubercourt, demeurant à Happeglenne ; Antoine de Warsy, curé ; comte de Gomer ; M^e d'Esmerly, avocat à Amiens ; M. Dufresne, seigneur de Marcelcave, etc., — etc.

C. 1777. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

1780-1790. — AUBIGNY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempt : le prieur. — Nombre de feux en 1780 : 62 ; en 1789 : 68. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Dufresne, seigneur du lieu, etc. — AUMATRE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — 1790. — Nombre de feux en 1786 : 133 ; en 1789 : 134. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Delaporte, curé ; M^{me} d'Aumâtre ; M. de Belloy ; marquis de Mondragon, à Paris ; M. Brunel, avocat du Roi à Amiens ; M. Lesellier, avocat à Amiens, etc. — AUMONT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : le prieur ; M. Dachy, noble ; M. Danzel, noble. — Nombre de feux en 1783 : 91 ; en 1790 : 95. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Lizancourt, prieur ; M^{me} veuve Danzel, etc., — etc.

C. 1778. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

1778-1790. — AVELESGES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : M. d'Avelesges, noble, (1780) ; M^{me} d'Avelesges, dame du lieu, (1783) ; M. de Milleville, seigneur du lieu, (1784-1789) ; le vicaire. — Rôle des supplément de privilégiés. 1789. François-Isidore de Milleville, propriétaire, etc. — AVESNES-SAULCHOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. —

1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. d'Avesnes, noble. — Nombre de feux en 1783 : 76 ; en 1789 : 77. — M. de Calonne d'Avesnes, maire en 1790. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Bouly, curé ; de Calonne, chevalier, seigneur d'Avesnes ; Roussel, chevalier, seigneur de Belloy, etc. — BACOUËL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempt : le prieur. — Nombre de feux en 1780 : 31 ; en 1788 : 33. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Thieulloy ; M. de Bancourt, seigneur de Prouzel ; M. Lecouvreur de Boulainvillers, etc., — etc.

C. 1779. (Liasse.) — 25 pièces papier.

1780-1790. — BAILLEUL, GRANSART et ÉRONDELLE. — Rôle de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1786 : 188 ; en 1790 : 106. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Verton ; M. d'Applaincourt, seigneur de Bellefontaine ; prince de Ghistel, seigneur du lieu ; marquis de Chepy ; Regnier, curé. — BAINAST et ZALEUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1790 : 52. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. du Plouy, seigneur de Zaleux, etc., — etc.

C. 1780. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

1780-1790. — BEAUCHAMPS et EMBREVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : M. Friville, curé. — Nombre de feux en 1789 : 149. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Rouault ; M. Friville, curé ; M^{lle} de Valenglard, etc., — etc.

C. 1781. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

1780-1790. — BEAUDEDUIT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 142 ; en 1790 : 164. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Courtebourne, seigneur du lieu, etc. — BEHEN. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. —

1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. Bigorgne, curé ; M^{lle} de Bellengreville de Behen ; M. et M^{me} de Bellengreville de Behen (1781-1789) ; chevalier de Behen, brigadier dans les gardes du Roi (1786-1789). — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Bellengreville de Behen, etc. — BELLAVESNES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1789 : 6. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Les prieur et religieux de S^e-Larme, seigneurs du lieu, etc., — etc.

C. 1782. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

1778-1790. — BELLEUSE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux, en 1780 : 188 ; en 1790 : 230. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le comte de Casteja, seigneur du lieu, en son château de Framerville ; M. Moyens, curé ; le duc d'Havré ; M. de Pissy, seigneur de Monsure ; collège d'Amiens, etc. — BELLIFONTAINE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1789 : 18. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. d'Applaincourt, seigneur, chevalier de St-Louis, en son château de la Triquerie ; comtesse de Mannay, demeurant à Liercourt ; M. Descaulle, seigneur de Drucat ; M. Regnier, curé, demeurant à Bailleul. — BELLOY-S^t-LEONARD. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de Belloy, seigneur du lieu ; le curé. — Nombre de feux en 1789 : 76 ; en 1790 : 86. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Belloy ; M. Danzel d'Aumont ; M. d'Avelesges, etc., — etc.

C. 1783. (Liasse.) — 51 pièces, papier.

1777-1796. — BERGICOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1783 : 50 ; en 1790 : 63. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Vérac, seigneur du lieu ; M. Gigault, curé ; M. Dumesnil, sei-

gneur de Frémontiers ; marquis Decquevillier (d'Ecquevilly), etc. — BERNY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 31 ; en 1790. 33. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Morgan, seigneur de Belloy ; M. Dubosc, seigneur de Flers ; M. d'Huminy, seigneur de Frémontiers ; le commandeur de la Druelle, demeurant à Paris ; le comte d'Hervillé, seigneur d'Ailly-sur-Noye, etc. — BETTEMBOS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1783 : 108. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Baron de Crussol, seigneur du lieu, etc. — BETTENCOURT-RIVIERE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 75 ; en 1790 : 76. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Louvencourt ; baron de Tournon de Ville, etc., — etc.

C. 1784. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

1775-1790. — BIENCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : M. Simon, curé (1787). — Nombre de feux en 1780 : 58 ; en 1790 : 64. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Buigny, seigneur du lieu ; M. Simon, curé ; M. Danzel, seigneur du Translay, etc. — BLANGY-SOUS-POIX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 44 ; en 1790 : 41. — BLANGY-TRONVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : M. de Blangy, noble (1780-1785) ; M. Lenoir, noble (1780-1785) ; M. Gorin de Tronville (1786-1789) ; M. de la Londe (1787-1789). — Nombre de feux en 1780 : 75 ; en 1789 : 83. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de la Chevardière, noble, seigneur de Blangy ; M. Gorin, noble ; M. Bouland, d'Amiens, noble, etc., — etc.

C. 1785. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1747-1790. — BLARGIES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1747. — 1748. — 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire. — Nombre de feux en 1747 : 280 ; en 1789 : 296. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Barbanson, etc., — etc.

C. 1786. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

1777-1790. — BOISMONT et PINCHEFALISE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. Briet de St-Élier, seigneur du lieu ; M^e Jean-François Tranel, curé. — Nombre de feux en 1780 : 66 ; en 1790 : 61. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — BOISRAULT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 69 ; en 1790 : 83. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Davesne, propriétaire de la terre de Boisrault, etc. — BOSQUEL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1787 : 126 ; en 1790 : 131. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Duc d'Havré, seigneur du lieu ; M. Boulet de Varennes, avocat à Amiens ; M. Morel d'Hérival, conseiller à Amiens, etc., — etc.

C. 1787. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

1775-1790. — BOUGAINVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 202 ; en 1789 : 216. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Gomer ; M. Tellier, curé ; marquis de Valenglart, etc. — BOUILLANCOURT-SOUS-MIANNAY, MOYENNEVILLE et BIENFAY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 246 ; en 1790 : 235. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Tellier, curé de Moyenneville ; marquis de Valenglart ; M. de Moyenneville ; M^{lle} de Valenglart ; marquise de Villemant, etc., — etc.

C. 1788. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

1780-1790. — BOUILLANCOURT-EN-SERY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — Exempts : M. Delens, curé ; M. Deputel, vicaire ; M. Lemoine de Blangermont, seigneur de Watteblérie. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Richemont, seigneur de Bouillancourt ; M. Riclot, desservant de Watteblérie ; M. de Blangermont, etc. — BOURSEVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; M. Ledoux, trésorier de France (1788-1789). — Nombre de feux en 1780 : 127 ; en 1789 : 125. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Ledoux, seigneur du lieu en partie ; M. Pieffort, curé ; M. du Passage, chevalier de St-Louis, ancien capitaine du régiment de Poitiers, à Ste-Segrée, etc., — etc.

C. 1789. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1780-1790. — BOUTTENCOURT, ANSENNES et MONTIERES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Gode, seigneur de Montières. — Nombre de feux en 1781 : 184 ; en 1790 : 156. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Leboucher de Richemont, seigneur de Bouttencourt, à Abbeville ; M. Gode, seigneur de Montières et d'Ansenne, etc. — BOUVRESSE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le vicaire ; M. d'Haucourt, noble (1785-1789). — Nombre de feux en 1781 : 134 ; en 1790 : 86. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Haucourt, demeurant au Valérien, paroisse de Boutavant, etc., — BOUZENCOURT. — Rôle de supplément des privilégiés, 1789. M. Detinencourt, curé : dom Joseph Dauga, bénédictin, prieur, etc. — Rôle des impositions. 1790, — etc.

C. 1790. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

1780-1790. — BOVELLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Gribeauval, seigneur du lieu. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Mlle Vaquette de Fréchencourt ; M. Laurent, curé ; M. de Gomer ; M. Boulet de Varenne ; « le sieur Choqueusse,

d'Amiens », etc. — BOVES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé de Boves ; le curé de St-Nicolas ; le prieur ; M. Delattre, régisseur de la baronnie (1780) ; M. de Fortmanoir, noble (1780). — Nombre de feux en 1780 : 198 ; en 1790 : 122. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Maréchale de Biron, à Paris ; M. de Fortmanoir, à Remiencourt ; comte de Gomer ; président de Bancourt, à Abbeville ; M. d'Hangard ; M. Delattre, régisseur ; M. Maury, prieur de Boves, à St-Brice, près Paris ; M. Masse, curé de Notre-Dame ; M. Berly, curé de St-Nicolas, etc., — etc.

C. 1791. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

1775-1790. — BRASSY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le vicaire. — Nombre de feux en 1780 : 43 ; en 1789 : 50. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Lorel, vicaire ; marquis Despiès, seigneur du lieu. — BRAY-LES-MAREUIL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : M. Lecanu, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1781 : 42 ; en 1790 : 48. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Lecanu, seigneur du lieu, etc. — BREILLY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. Duroselle, desservant (1789) ; M. de Calmer, seigneur du lieu ; les six gardes des gabelles. — Nombre de feux en 1780 : 62 ; en 1790 : 68. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Selle, maître des requêtes, à Paris, seigneur du lieu, etc. — BRIQUEMESNIL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux, en 1780 : 70 ; en 1790 : 64. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Valenglart, etc., — etc.

C. 1792. (Liasse.) — 54 pièces, papier.

1775-1790. — BUSSY-LES-POIX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M.

de Bussy, noble, seigneur du lieu (1781-1787) ; M^{me} de Bussy (1789-1790). — Nombre de feux en 1781 : 53 ; en 1789 : 56. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M^{me} Leclerc, dame de Bussy ; maître Picard, curé ; M. de Gomer, à Quevauvillers, etc. — BUYON et PLACHY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 101 ; en 1789 : 101. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Jourdain de Thieulloy ; duc d'Havré etc. — CACHY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 56. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Fuzellier, curé ; le cardinal de Loménie, abbé de Corbie, seigneur du lieu, etc. — CAGNY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : M. de Genonville, noble, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1789 : 62. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. d'Haille, au lieu et place de M. de Genonville, ancien seigneur de Cagny ; M. Cordier, curé de Cagny, etc., — etc.

C. 1793. (Liasse.) — 37 pièces, papier.

1780-1790. — CAHON et GOUY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé (M. Lecut en 1789). — Nombre de feux en 1780 : 39 ; en 1789 : 44. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de St-Blimond, etc. — CAMBRON. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Nombre de feux en 1780 : 75 ; en 1781 : 89. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Mautort, etc. — CAMPS-EN-AMIENOIS. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : M. Carpentier, curé. — Nombre de feux en 1789 : 141 ; en 1790 : 132. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Carpentier, curé, etc., — etc.

C. 1794. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

1775-1790. — CANTEPIE, ST-HILAIRE et LISLE. — Rôle de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789.

— Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 26 ; en 1790 : 27. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquise de Fontaine ; M^{me} de Dampierre d'Yzengremer, etc. — CATIGNY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1789 : 15 ; en 1790 : 14. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Selincourt ; marquis de St-Blimond, etc. — CAUBERT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : M. Croutelle, curé. — Nombre de feux en 1782 : 52 ; en 1790 : 30. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Wadicourt, seigneur du lieu ; M. Croutelle, curé, etc. — CAULIERES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le prieur ; vicomte de Caulières. — Nombre de feux en 1780 : 112 ; en 1787 : 110. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Caulières, seigneur du lieu, etc., — etc.

C. 1795. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

1775-1780. — CAVILLON. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 50 ; en 1790 : 57. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Jean-Baptiste-Emmanuel Pingré, seigneur du lieu ; marquis de Valenglard ; M. Leclair, vicaire, etc. — CAYEUX-SUR-MER. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. Dufétel, curé ; M. Leleu, vicaire ; le sous-prieur ; M. Morel, chapelain de la Charité ; le brigadier, le sous-brigadier et les six employés du port de Cayeux ; le brigadier, le sous-brigadier et les six employés du port du Hourdel. — Nombre de feux en 1790 : 430. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le comte d'Artois, seigneur du lieu ; Mgr Pierre-Alexandre de Marbeuf, archevêque-comte de Lyon, commandeur de l'ordre du St-Esprit, prieur du prieuré de Cayeux ; Simon Dufestel, curé ; Morel, chapelain ; Grognet, vicaire, etc., — etc.

C. 1796. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1775-1790. — CEMPUIS (Oise). — Rôles de réparti-

tion des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M^{me} de Fay, noble. — Nombre de feux en 1780 : 195 ; en 1789 : 266. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Choiseul-Gouffier, seigneur du lieu ; M. de Fay et M. de la Berquerie, son beau-frère ; M. Dheilly, curé ; M. Derveloy, lieutenant en l'élection et subdélégué d'Amiens, etc. — CERISY-BULEUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : Mlle la marquise de Bellengreville, dame de Buleux, noble ; Mlle de Buleux, noble (1789) ; M. Douville, noble (1780-1783) ; M^{me} Douville (1784-1789) ; le curé. — Nombre de feux en 1780 : 88 ; en 1789 : 90. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Mlle de Bellengreville, dame de Buleux ; M. Poirée, curé ; M. de Cérisy ; M^{me} Douville, etc., — etc.

C. 1797. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1780-1789. — CERISY-GAILLY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : M. Dantoire, noble ; le curé. — Nombre de feux en 1783 : 139 ; en 1789 : 139. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Demarsaugy, prévôt de Cerisy ; M. Dantoire, seigneur de Martinsart, y demeurant, etc. — CHEPY et MONCHAUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Nombre de feux en 1789 : 181. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Chepy, en son château de Huppy ; Dessomme, curé ; Caubert, vicaire ; comte de Crécy ; M. d'Applaincourt de la Tricrie ; M. Carpentier de Buissy, etc., — etc.

C. 1798. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

1780-1790. — CHOQUEUSE (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Lecaron, seigneur du lieu, noble. — Nombre de feux en 1782 : 79 ; en 1790 : 82. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Choqueuse, etc. — CITERNE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempt : le prieur. — Nombre de feux en

1784 : 126 ; en 1789 : 124. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Delignières, curé, etc. — CLAIRY-SAULCHOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de Louvencourt, seigneur du Chaussoy et autres lieux ; le curé. — Nombre de feux en 1781 : 95 ; en 1790 : 226. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Louvencourt du Saulchoy, seigneur de Clairay ; M. Revert, curé, etc., — etc.

C. 1799. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1776-1790. — CONDE-FOLIE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1786. 252 ; en 1790 : 211. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Franssu, seigneur du lieu ; Avenel, curé ; Languillon, vicaire ; baron de Tournon, seigneur de Bettencourt-Rivière ; M. Jourdain de l'Éloge, sieur de l'Étoile et de Condé-Folie le bas ; marquis Delbay ; M. de Long, seigneur de Long ; M. Aliamet, seigneur de Condé-Folie le haut, etc., — etc.

C. 1800. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

1775-1790. — CONTRE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de Mareuil, seigneur du lieu ; le curé. — Nombre de feux en 1780 : 60 ; en 1789 : 60. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Mareuil ; duc d'Havré, etc. — CONTY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé de Conty ; le curé de St-Martin ; le sous-prieur ; M. Robaille (1780-1783) ; les demoiselles Defrèze ; nobles ; l'abbé de Caix (1786). — Nombre de feux en 1782 : 177 ; en 1790 : 189. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Duc d'Havré ; M. de Hault de Lassus, seigneur de Luzières ; M. Dumoulin, curé de Conty ; M. Prévost, curé de St-Martin ; M. Mansart, sous-prieur de Conty, etc. — COTTENCHY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; M. de Carbonnel, noble. — Nombre de feux en 1781 : 140 ; en 1789 : 106. —

Rôle de supplément des privilégiés. M. Hormarville, curé ; la maréchale de Biron à Paris ; M. de Carbonnel, noble ; M. de Morcourt, noble, etc., — etc.

C. 1801. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

1777-1790. — COURCELLES-SOUS-MOYENCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de Septenville, seigneur du lieu ; le curé. — Nombre de feux en 1784 : 79 ; en 1789 : 80. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — M. de Septenville, seigneur du lieu ; M^{me} de Tourtier, dame de Moyencourt ; M. de la Court de Fieffes ; les héritiers du curé, etc. — COURCELLES-SOUS-THOIX. — Rôles de répartition de tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé (en 1789 : M. Parmentier). — Nombre de feux en 1780 : 31 ; en 1789 : 43. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Nampty ; marquis de Courtebourne, etc. — CREUSE. — « État de la perte de la paroisse de Creuse arrivé par la grêle le 27 juin de l'année 1776. » 21 juin 1778. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Exempts : M. Durieux-Beaurepaire, d'Amiens (1780-1783) ; M^{me} Durieux (1784-1788) ; le curé. — Nombre de feux en 1780 : 37 ; en 1788 : 46. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Lefeuvre, curé ; M^{me} Durieux, etc. — CROISY (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 85 ; en 1789 : 84. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Bellette, curé, etc., — etc.

C. 1802. (Liasse.) — 37 pièces, papier.

1774-1790. — CROIX-AU-BAILLY. — Rôle de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le prieur ; le vicaire. — Nombre de feux en 1786 : 183 ; en 1790 : 130. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — CROIXRAULT. — Rôle de répartition des tailles et accessoires. 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le vicaire. — Nombre de feux en 1789 : 170 ; en 1790 : 167. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Prince de Poix ;

comte de Gomer, seigneur de Fricamps, etc. — CROUY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 77 ; en 1789 : 72. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Duc d'Havré ; M. Demons d'Avernas, etc., — etc.

C. 1803. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

1775-1790. — DAMERAUCOURT (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M^{me} veuve Dragon, noble ; le curé. — Nombre de feux en 1783 : 140 ; en 1789 : 122. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Dabauval, curé ; marquis de Grasse, seigneur du lieu, à Sarcus ; M^{me} veuve Dragon, etc. — DARGIES (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire. — Nombre de feux en 1780 : 149 ; en 1790 : 150. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Vérac, seigneur châtelain du lieu, etc., — etc.

C. 1804. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

1774-1790. — DOMART-SUR-LA-LUCE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Brulot de la Feuille, pensionnaire du Roi. — Nombre de feux en 1789 : 97. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le chevalier de Savoye, seigneur de Domart, à Paris ; M. Racine, curé, etc. — DOURIER. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Dourier, noble. — Nombre de feux en 1780 : 9 ; en 1790 : 14. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Jean-Baptiste Cozette, curé ; Louis-Marie-François Picquet, seigneur de Dourier ; duc de Luynes, etc. — DREUIL-LES-AMIENS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1785. — 1786. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1783 : 79 ; en 1790 : 60. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M^{me} veuve de Calmer, etc. — DREUIL-LES-MOLLIENS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions 1790. — Exempt : le prieur. — Nombre de

feux en 1782 : 13 ; en 1790 : 13. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Carpentier, prieur ; comtesse de Bussy, dame du lieu, etc., — etc.

C. 1805. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

1776-1790. — DROMAISNIL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; le chevalier de Belloy (1783-1789) ; Nicolas Maillet, militaire (1785). — Nombre de feux en 1780 : 119 ; en 1789 : 122. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le chevalier de Belloy, seigneur du lieu ; M. Nollen, curé, etc. — DURY et AMILLY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; M. de Dourier, noble ; M. Cardon, prêtre (1785). — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le chapitre d'Amiens, seigneur du lieu ; M. Louvet, curé ; M. Picquet de Dourier ; M. Degand, maître pâtissier, etc. — ÉLENCOURT-STE-MARGUERITE (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 74 ; en 1790 : 69. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Vittet, curé ; comte de Noailles, seigneur du lieu ; marquis de Grace, seigneur de Sarcus ; M. Derveloy, subdélégué à Amiens, etc., — etc.

C. 1806. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

1776-1790. — ÉPAUMESNIL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1782 : 82 ; en 1790 : 87. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Gomer, seigneur du lieu, etc. — ÉPLESSIERS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le prieur. — Nombre de feux en 1780 : 129 ; en 1789 : 132. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Fondeur, curé ; prince de Poix, etc. — ÉQUENNES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Nombre de feux en 1781 : 78 ; en 1788 : 78. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Prince de Poix ; M. Descroix, curé, etc., — etc.

C. 1807. (Liasse.) — 63 pièces, papier.

1774-1790. — ÉRAMECOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789.

— Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 18 ; en 1789 : 17. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Prince de Poix, seigneur du lieu, etc. — ESSERTEAUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; marquis d'Essertaux, noble. — Nombre de feux en 1783 : 77 ; en 1789 : 80. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Claude-Louis-Gabriel de Bery, chevalier, comte d'Essertaux, seigneur du marquisat d'Essertaux, Orémaux, Jumel, en dépendant, chevalier de St-Louis, ancien major de cavalerie à Essertaux ; Jacques-Antoine Sinoquet, curé, etc. — ESTREBEUF. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1780 : 23 ; en 1789 : 23. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de St-Blimond, demeurant à Pendé ; les héritiers de M. Bouton, ancien curé, etc. — ESTREES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : M. Ducroquet de Guyencourt, seigneur du lieu ; M. Vasseur, notaire en chef (1780) ; Alexis Nollent, vicaire en chef (1782-1789). — Nombre de feux en 1786 : 75 ; en 1789 : 75. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Firmin-Jean-Baptiste Ducroquet, noble ; Alexis Nollent, curé ; M. Flament, vicaire ; M. Maillet, maître de pension à Amiens, etc. — ETREJUS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. — 1780. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : M. Roussel de Belloy, seigneur du lieu ; le curé (en 1789, François Suard). — Nombre de feux en 1785 : 77 ; en 1789 : 72. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Belloy, seigneur, etc. — FAMECHON. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé (M. Roussel 1780-1783). — Nombre de feux en 1781 : 47 ; en 1789 : 47. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis Decquevillier (d'Ecquevilly), seigneur du lieu ; l'abbé Mathis, chapelain ; les héritiers de M. Frémont, ancien curé, etc., — etc.

C. 1808. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

1780-1790. — FAY-LES-HORNOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782.

— 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le vicaire. — Nombre de feux en 1785 : 100. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. d'Hardivillier ; M. de Cressy, seigneur de Moyencourt, etc. — FERRIERES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; la présidente d'Haille (1780) ; M. d'Haille, seigneur de la Ferrière (1781-1789) ; M. Devalois, officier vétéran de la maison du Roi (1780-1785) ; ses héritiers (1786) ; M. d'Érouard, chevalier de St-Louis (1787-1789). — Nombre de feux en 1789 : 61 ; en 1790 : 63. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Herte d'Haille, seigneur du lieu ; M. Couture, curé ; Jean-Guillaume Heusez d'Érouard, chevalier de St-Louis ; M. de Moranviller, trésorier à Amiens ; comte de Gomer, etc. — LE FAYEL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1787 : 7 ; en 1789 : 4. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789, — etc.

C. 1809. (Liasse.) — 51 pièces, papier.

1776-1790. — FEUQUIERES et FEUQUEROLLES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé (M. Dupuis en 1789). — Nombre de feux en 1789 : 208 ; en 1790 : 208. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de la Motte, seigneur du lieu, demeurant à Abbeville ; M. Dupuis, curé, etc. — FLERS et PETIT FAÏ. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : M. Dormicourt, noble ; M. Conreur, maître de poste. — Nombre de feux en 1786 : 82 ; en 1789 : 84. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Mlle Dumesnil, dame de Flers ; M. Dubos, seigneur de Flers ; comte de la Grandville ; comte d'Esserteaux, etc. — FLEURY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1782 : 66 ; en 1790 : 63. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Poujeol-Davaukerque, seigneur du lieu, etc. — FLOXICOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Nombre de feux en 1780 : 9 ; en 1789 : 10. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de

Louvencourt ; marquis de Valenglart ; M. de Gomer, etc., — etc.

C. 1810. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

1776-1790. — FLUY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; le vicaire. — Nombre de feux en 1780 : 110 ; en 1789 ; 153. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Gougier, chevalier, seigneur du lieu ; M. Chochot, curé ; M. de Beaumont, seigneur de Pissy ; marquis de Louvencourt ; M. de Cour de Fief ; M. de Laurendeau, avocat à Amiens, député aux États Généraux ; comte de Querecques ; comte de Gomer, etc. — FONTAINE-SOUS-CATHEUX (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1786 : 174 ; en 1789 : 174. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — FONTAINE-LE-SEC. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Bussy de Fontaine, noble, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1780 : 66 ; en 1789 : 69. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Buissy, seigneur de Fontaine-le-Sec ; M. de Belloy-St-Léonard, etc., — etc.

C. 1811. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

1780-1790. — FORCEVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le vicaire ; M. de Forceville, noble, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1780 : 46 ; en 1790 : 48. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Forceville, etc. — FORMERIES (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; Mme veuve du sieur Beurain, officier de la maison du Roi (1780-1785). — Nombre de feux en 1780 : 335 ; en 1785 : 290. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Barbanson, seigneur du lieu, à Paris, rue Babylone, etc., — etc.

C. 1812. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

1775-1790. — FOSSEMANANT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 14 ; en 1790 : 16. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — M. Dubos, seigneur du lieu, etc. — FOUCAUCOURT-HORS-NESLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de Toulle, seigneur du lieu ; le curé (M. Lenoir, 1785-1789). — Nombre de feux en 1781 : 43 ; en 1790 : 34. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Toulle, seigneur du lieu, etc. — FOUILLOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de la Rouzé, doyen du chapitre ; M. Daroux, prévôt ; M. Potez, chanoine et curé ; M. de Neufgermain, chanoine ; M. de Riquebourg, chanoine ; M. Rogez, chanoine. — Nombre de feux en 1789 : 89 ; en 1790 : 81. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Briois, seigneur du lieu en partie, à Arras, etc. — FOURDRINOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; Mme de Marcellet, noble (1780-1782) ; M. de Fourdrinoy, noble (1783-1789). — Nombre de feux en 1780 : 124 ; en 1790 : 142. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Christophe-Florent de Sachy, seigneur de Fourdrinoy ; Jean-Baptiste-Emmanuel Pingré, seigneur de Cavillon, etc., — etc.

C. 1813. (Liasse.) — 58 pièces, papier.

1776-1790. — FRAMICOURT-LE-GRAND. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : Président de Bancourt, noble (1780) ; le curé. — Nombre de feux en 1780 : 19 ; en 1790 : 18. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Gaillard, seigneur du lieu ; comtesse Manée de Liercourt, etc. — FRANLEU. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Sablet, seigneur ; M. de Frières, d'Abbeville, seigneur, etc. — FRANSURES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780.

— 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Rely, noble. — Nombre de feux en 1781 : 81 ; en 1790 : 63. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. François-Nicolas Loisebant, curé ; comte de la Grandville, seigneur du lieu, etc. — FREMONTIERS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1787 : 70 ; en 1789 : 70. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Dumesnil, seigneur du lieu ; duc d'Havré ; marquis de Vêrac ; M. Bouchez, curé ; Mme Tourtier de Moyencourt, etc., — etc.

C. 1814. (Liasse.) — 57 pièces, papier.

1776-1790. — FRESNE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Nombre de feux en 1780 : 31 ; en 1789 : 32. — Exempts : le vicaire ; M. de Chocqueuse, noble. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Antoine Le Caron, seigneur du lieu ; M. de Rencourt, seigneur de Vaux, y demeurant ; Jean-Baptiste Hocquet, vicaire ; vicomte de Bizemont, etc. — FRESNEVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1790 : 28. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Ledieu, curé ; M. Davesne, seigneur du lieu, etc. — FRESNOY-AU-VAL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 87 ; en 1789 : 98. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. L'abbé d'Aligre, seigneur du lieu ; comte Gomer, etc. — FRESSENNEVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire. — Nombre de feux en 1789 : 179. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. François Clément, prieur et curé ; M. Walet, vicaire, etc., — etc.

C. 1815. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

1776-1790. — FRETTECUISSÉ et LE CARRAU. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. —

1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1789 : 35. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Sorel, curé ; M. Homassel, d'Abbeville, seigneur du lieu ; marquis de Sablé, seigneur de Rambure, etc. — FRETTEMEULE, MAIGNEVILLE et INFRAY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1783 : 93 ; en 1790 : 50. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Belleval-Bois-Robin, principal seigneur ; M. de Hautecourt, seigneur en partie ; M. de Roncherolle, seigneur d'Infray en partie ; Mme de Vauchel, dame d'Infray en partie ; M. Hacot, curé, etc. — FRETTEMOLLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le chapelain de St-Nicolas ; chevalier de Saint-Lieu. — Nombre de feux en 1785 : 141 ; en 1790 : 130. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Prince de Poix ; chevalier de Saint-Lieu ; M. Prévôt, curé, etc., — etc.

C. 1816. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

1776-1790. — FRIAUCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : Marquise d'Auxi, dame de Friaucourt (1780-1787) ; le vicaire (M. Candelier, 1782-1786 ; M. Vitant, 1787-1789). — Nombre de feux en 1790 : 58. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de St-Blimond ; duc d'Orléans ; M. Bequet, curé d'Ault et Friaucourt ; M. Vitant, vicaire, etc. — FRICAMPS et LE VIAGE. — Rôles de répartition de tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Fricamps. — Nombre de feux en 1788 : 105 ; en 1790 : 110. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Gomer ; M. de Guillebon, demeurant à Fricamps, etc. — FRIVILLE, ESCARBOTIN, BELLOY et NOIRVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Fressenneville ; M. Wuillaume, curé de Friville ; M. de Thézy, seigneur de Tully, etc., — etc.

C. 1817. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

1780-1790. — FRUCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. —

Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Morgant, noble (1786). — Nombre de feux en 1782 : 98 ; en 1790 : 90. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Jean-Baptiste-Maur Morgan, seigneur de Frucourt-Doudelainville et autres lieux, à Amiens ; M. Poiré, curé ; marquis de Chepy, à Huppy ; Louis Picquet, seigneur de Belloy, etc. — GAMACHES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : M. Jacques Ricquier, curé ; M. Legris, vicaire ; MM. Lemée, de Hurlupé, Delattre, Dubrun, Grosmont, Watteblé, chanoines ; M. Pruvost, chapelain ; MM. Legris, Herbet, vicaires ; MM. Turbert, Cru, desservants ; MM. Curly (1780), Darcy (1786), Sautin (1789), receveurs des aides, etc. — Nombre de feux en 1789 : 237. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Rouault, lieutenant général des armées du Roi, à Paris ; M. Duliège, trésorier de France, à Amiens ; marquise de Villemant à Abbeville, etc. — État des personnes attaquées de l'épidémie commencée en août 1779. — LE GARD et ESQUINOT (fermes). Rôle de répartition des impositions. 1790, — etc.

C. 1818. (Liasse.) — 66 pièces, papier.

1777-1790. — GENTELLES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 90 ; en 1789 : 96. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Jury, curé, etc. — GLISY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 44 ; en 1789 : 44. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Causans, seigneur du lieu, à Marseille (le petit) ; M. Levasseur, curé, etc. — GOLLENCOURT et DOMMARTIN. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 38 ; en 1787 : 45. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Herte d'Haille, seigneur du lieu, etc. — GOUY-LES-GROSEILLERS (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1786 : 14 ; en 1789 : 16. — Rôle de sup-

plément des privilégiés. 1789. — GOUY-L'HOPITAL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 48 ; en 1790 : 50. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Lefèvre, curé, etc., — etc.

C. 1819. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1776-1790. — GRANVILLIERS (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempts : le doyen ; les vicaires ; M. de Zaleux, avocat du Roi vétéran, au bureau des finances d'Amiens (1780-1786) ; chevalier de Bellencourt (1783) ; marquise de Montenay (1784-1788) ; vicomte de Coupigny (1787-1788) ; Mme Poulet, pensionnaire du Roi (1787-1788) ; deux commis aux aides ; deux gardes sextés ; le contrôleur des actes. — Nombre de feux en 1781 : 352 ; en 1788 : 381. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Pecquet, curé doyen ; MM. Barbier et Gravet, vicaires ; vicomte de Coupigny, bourgeois de Doullens ; M. Delanoe, contrôleur des vingtièmes ; M. Bonnefin, contrôleur des actes ; M. Buignet, receveur des aides ; M. Lemaire, président au grenier à sel ; M. Beaurain Deszonnères, contrôleur au grenier à sel ; marquise de Montenay, etc. — GRATTEPANCHE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 73 ; en 1789 : 68. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789, — etc.

C. 1820. (Liasse.) — 76 pièces, papier

1775-1790. — GUIGNEMICOUT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Guignemicourt, noble. — Nombre de feux en 1789 : 46 ; en 1790 : 42. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Pingré, seigneur du lieu ; M. Lambert, curé ; M. de Gomer, de Quevauvillers, etc. — GUIZANCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 36 ; en 1789 : 36. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Rimbart, noble, à Poix ; Mme de Lépinoy, noble ; marquise de Vêrac, etc. — GUYENCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781.

— 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1784 : 50 ; en 1789 : 56. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Firmin-Jean-Baptiste Ducroquet, noble ; Alexis Nollent, curé ; M. Guibet, architecte à Amiens, etc. — HAINNEVILLE-ÉPAGNY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Delattre. — Nombre de feux en 1780 : 21 ; en 1789 : 25. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Morgan, seigneur du lieu, etc. — HALLIVILLERS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 96 ; en 1790 : 88. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. L'abbé de Ste-Aldegonde, seigneur du lieu, etc., — etc.

C. 1821. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1777-1790. — HALLOY et BRIOT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1782 : 105 ; en 1790 : 122. — HAMEL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Lefort, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1780 : 130 ; en 1790 : 126. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Lefort, seigneur de Hamel, y résidant ; M. Lottin, curé, etc., — etc.

C. 1822. (Liasse.) — 39 pièces, papier.

1777-1790. — HAMELET. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 50 ; en 1790 : 57. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Lhotte, curé, etc. — HANGARD. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. d'Hangard ; le curé. — Nombre de feux en 1789 : 55. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. d'Incourt, seigneur d'Hangard, y de-

meurant ; Agnan-Florentin Collet, curé ; marquis d'Aqueville, à Paris ; comte de Gomer, etc. — HANGEST-SUR-SOMME. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de Bichecourt, noble ; le curé (M. Boulet, 1787-1789) ; le vicaire (M. Malet, 1787-1789), etc., — État des incendiés, 1781, — etc.

C. 1823. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

1776-1790. — HARCELAINES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. d'Ochancourt, noble (1780-1782) ; Mlle d'Ochancourt, noble (1784). — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Mlle d'Ochancourt, etc. — HERMILLY. — Rôle de répartition des impositions. 1790. — Nombre de feux : 3. — HESCAMPS-ST-CLAIR. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le vicaire ; le chevalier de St-Lieu, chevalier de St-Louis ; M. Petit d'Élicourt, noble. — Nombre de feux en 1780 : 150 ; en 1789 : 163. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Prince de Poix ; marquis de Grasse, seigneur d'Hescamps, à Sarcus ; M. Petyst d'Élicourt, à Hescamps ; M. de Gomicourt ; le chevalier de St-Lieu ; M. Boulet, vicaire, etc. — HEUCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le prieur (M. Ledieu, 1789). — Nombre de feux en 1789 : 24 ; en 1790 : 25. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Soyécourt, seigneur du lieu ; Ledieu, prieur de St-Germain à Amiens, ci-devant prieur de Heucourt, etc., — etc.

C. 1824. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1774-1790. — HOCQUINCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Belloy, noble. — Nombre de feux en 1781 : 93 ; en 1789 : 99. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Mme de Richemont, dame du lieu ; vicomte de Bismont, demeurant dans la Beauce, etc. — HORNOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé (M. Fertel, 1789) ; le prieur (M. Mantel, 1789) ; le prieur adjoint (1788-1789. M. Mantel jeune, 1789) ; le

vicaire. — Nombre de feux en 1780 : 252 ; en 1790 : 287. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Dompierre, seigneur d'Hornoy, etc. — HUCQUELEUX (ferme). — Rôle de répartition des impositions. 1790. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789, — etc.

C. 1825. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

1776-1790. — HUPPY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le marquis de Chepy, seigneur du lieu ; M. Ledien, curé ; M. Larbalestrier, vicaire (1781) ; M. Tricot, chapelain de la Charité. — Nombre de feux en 1789 : 280. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Cheppy, seigneur du lieu, etc. — HYMMEVILLE et CAMPAGNE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — INVAL-BOIRON. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : M. de Louvencourt, noble, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1783 : 105 ; en 1790 : 137. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Louvencourt du Saulchoi, seigneur du lieu, à Amiens ; M. Desjardin, curé ; M. de Calonne, seigneur d'Avesne ; comtesse de Larocheffoucault, dame du Mazis, etc., — etc.

C. 1826. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

1774-1790. — JUMEL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; marquis d'Esserteaux. — Nombre de feux en 1781 : 67 ; en 1790 : 69. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Claude-Louis-Gabriel de Berry, chevalier, comte d'Esserteaux, seigneur du marquisat d'Esserteaux et Jumel, chevalier de St-Louis, ancien major de cavalerie, à Lille ; Jean-Baptiste-Firmin du Croquet, écuyer, seigneur de Guencourt et Petit Bosquel ; Pierre Clabaut, curé, etc. — LA CHAPELLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 ; 15 ; en

1789 : 16. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Guerard de la Chapelle ; M. Jourdain de Thieulloy, etc. — LACHAUSSEE-TIRANCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1784 : 230 ; en 1790 : 180. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Selles, seigneur de la Chaussée, à Paris ; M. de Machy, curé, etc. — LA FALOISE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1786 : 84 ; en 1790 : 84. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le chevalier du Gard, seigneur de la Faloise ; duc de Mailly, etc., — etc.

C. 1827. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

1774-1790. — LALEU. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 26 ; en 1789 : 31. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le prieur de Laleu, seigneur du lieu ; M. Jourdain, curé, etc. — LAMARONDE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé (M. Boucher, 1789). — Nombre de feux en 1789 : 64 ; en 1790 : 58. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Baron de Crussol. — LAMOTTE-EN-SANTERRE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le prieur-curé. — Nombre de feux en 1780 : 104 ; en 1790 : 107. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Dufresne, seigneur du lieu ; M. Quignon, prieur-curé. — LANCHERES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le prieur ; le vicaire ; M. du Cardonnoy (1780-1785) ; M. de Latouche (1786-1789). — Nombre de feux en 1781 : 159 ; en 1790 : 114. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Latouche, seigneur du lieu ; M. de St-Blimond, seigneur de Pendé ; prince de Bergue ; M. de Poutrincourt ; M. de Vaudricourt, seigneur de Laleu ; M. de Rambure, seigneur de Vaudricourt ; M. Blondin de Bréville, seigneur de Bézieu ; M. Manessier, seigneur de Wacourt ; M. de Carpentin, de Valine ; chevalier de Carpentin, d'Abbeville ; M. de Barde, seigneur de Hurt ; marquis d'Hurt, etc., — etc.

C. 1828. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

1777-1790. — LAVACQUERIE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 73 ; en 1789 : 89. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Geffroy, curé, etc. — LA VERRIERE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 34 ; en 1789 : 33. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comtesse Leclerc de Bussy ; M. Leclerc, chevalier de Bussy, à Saleux ; M. Deslincourt, seigneur ; M. Derely, seigneur en partie de Sommereux ; M. de Courcelles, seigneur en partie de Sommereux ; Adrien-Hector Buteux, curé, etc. — LHORTOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1786 : 44 ; en 1788 : 43. — LIGNIERES-CHATELAIN. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé (Charles-Antoine Magnier 1780-1789) ; M. de Calonne, noble ; le vicaire (1784-1789). — Nombre de feux en 1781 : 180 ; en 1790 : 153. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Calonne, seigneur de Lignièrès, y demeurant ; M. Dédicourt, seigneur de Meigneux ; M. d'Haloy, à Amiens ; Charles-Antoine Magnier, curé, etc., — etc.

C. 1829. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

1774-1790. — LIGNIERES-HORS-FOUCAUCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de Riencourt, seigneur du lieu en partie ; M^{me} de Carpentin, noble ; M^{me} Dacheux, noble ; M. Dacheux fils, noble (1785-1789). — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Danzel, seigneur du lieu ; M. de Riencourt, seigneur du lieu en partie ; M^{me} de Carpentin, noble ; M^{lle} d'Aumont, à Paris ; M. Dacheux ; M^{me} Dacheux, etc. — LIMEUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de

feux en 1780 : 87 ; en 1790 : 80. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Huppy, seigneur de Limeux ; Jean-Baptiste Plé, curé, etc., — etc.

C. 1830. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

1776-1790. — LINCHEUX-HALLIVILLERS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 114 ; en 1790 : 114. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Biencourt, marquis de Poutrencourt, seigneur de Famechon-lès-Lincheux, et autres lieux ; Jean-Alexis Lagnel, curé ; M. de Belloy-St-Léonard, seigneur d'Hallivillers, etc. — LŒUILLY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; la sœur d'école (1789). — Nombre de feux en 1780 : 180 ; en 1790 : 190. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Duc d'Havré ; M. Lefeuvre, curé ; M. de Rivery, seigneur de Taisnil, etc., — etc.

C. 1831. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

1776-1790. — LONGUEAU. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Delahaye. — Nombre de feux en 1780 : 86 ; en 1790 : 82. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Langevin, curé, etc. — MARCELCAVE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire. — Nombre de feux en 1780 : 254 ; en 1790 : 214. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Dufresne, seigneur du lieu ; Louis-Ambroise Carbon, prieur-curé ; comte de Doria, etc., — etc.

C. 1832. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

1776-1790. — MAREST-OUST. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1883. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; Mlle de Villepoix (1783-1789). — Nombre de feux en 1781 : 64 ; en 1789 : 68. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Dufestel, curé ; le duc d'Orléans. — MARLERS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le

vicaire. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Calonne, seigneur de Lignières et Marlers ; M. Buquet, vicaire, etc. — MARQUENNEVILLE et VAUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Vaux (1785). — Nombre de feux en 1780 : 45 ; en 1790 : 49. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Riencourt, seigneur de Vaux ; André Marguerie, curé ; M. de Choqueuse, à Amiens ; M. de Drucat de Beauvarlet, à Drucat en Artois, etc., — etc.

C. 1833. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

1776-1790. — MEIGNEUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le vicaire. — Nombre de feux en 1780 : 188 ; en 1789 : 204. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Jacques de Mons, seigneur de Meigneux ; M. Derveloy, subdélégué général à Amiens, etc. — « Estat des grains qui ont esté indomagé par la grelle arrivé le 5 aoust 1776 ». — MEREACOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 23 ; en 1790 : 25. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Jourdain de Thieulloy, à Amiens, etc. — MERLESSART. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; M. d'Offoy, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1786 : 108, en 1790 : 94. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. d'Offoy, seigneur du lieu ; M. Dovin, curé ; M. Lejeune, vicaire, etc. — MERICOURT-EN-VIMEUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Cacheleu, noble (1781-1789) ; M. de Beaulieu, noble (1786-1789). — Nombre de feux en 1782 : 80 ; en 1790 : 83. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Lhôte de Beaulieu, chevalier de St-Louis ; M. de Cacheleu, chevalier de St-Louis ; M. de Cacheleu, chevalier de Malte ; chevalier de Cacheleu ; Mlle de Cacheleu ; M. Sainte, curé ; M. Danzel d'Aumont ; M. de Belloy-St-Léonard, etc., — etc.

C. 1834. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

1780-1790. — LE MESGE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 89 ; en 1789. 89. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le chapitre de Notre-Dame d'Amiens, seigneur du lieu ; M. de Blangermont, seigneur de Watteblérie ; marquis de Valenglart ; M. Blandin, garde-général des eaux et forêts à Amiens ; M. Laurendeau, à Amiens ; M. Bertin, curé, etc. — MESNIL-EUDIN. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1789 : 38 ; en 1790 : 35. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Riencourt, seigneur du lieu ; Mme de Dampierre, etc. — METIGNY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 34 ; en 1788 : 58. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Duc de Chevreuse, à Paris ; M. de Belloy, seigneur pour un quart du fief de Fournival, sis à Métigny ; le sieur Cochepin, avocat au Parlement, seigneur dudit fief pour la moitié ; le sieur Pingré de Guimicourt, seigneur dudit fief pour un quart ; M. Jourdain, curé ; prince Guistel, seigneur de Métigny ; M. de Valenglart, etc., — etc.

C. 1835. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1776-1790. — MIANNAY et LAMBERCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : le curé ; M. Mauvoisin (1783) ; M. Reignard de Bussy (1784-1788). — Nombre de feux en 1787 : 108 ; en 1790 : 114. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Jean-Baptiste-François Mennelay, marquis de Sablé ; M. de la Motte, seigneur de Feuquières ; Louis-Édouard Reignard, seigneur de Bussy ; Alexandre Benoit, curé ; comte de Boubert ; M. Nacard, chevalier, seigneur d'Audicque ; marquis de Milly, à Zoteux ; M. Briet de Rainviller, seigneur de Boismont ; président de Bancourt, etc. — MOLIENS-EN-BEAUVOISIS (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; Mme de Beaudreuil, noble. — Nombre de feux en 1781 : 194 ; en 1786 : 203. —

Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Grasse, seigneur de Moliens, à Sarcus ; Mme de Beaudreuil, noble, etc., — etc.

C. 1836. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1776-1790. — MOLLIENS-VIDAME. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempts : le vicaire ; Marie-Françoise-Mutel, maîtresse d'école (1780-1782). — Nombre de feux en 1780 : 228 ; en 1790 : 238, — etc.

C. 1837. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

1780-1790. — MONCHEL et ERCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. d'Ercourt, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1789 : 74 ; en 1790 : 97. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Boullenger, curé ; M. d'Ercourt, seigneur du lieu ; Mlle de Bomicourt, à Abbeville ; M. du Maisniel de Belleval, à Abbeville, etc. — MONSURES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; comte de Bourdain, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1780 : 60 ; en 1789 : 54. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Pissy, seigneur de Monsures ; M. Ménard, garde de la connétablie, etc. — MONTAGNE-FAYEL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le vicaire. — Nombre de feux en 1780 : 86 ; en 1789 : 90. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Vicomte de Bizemont ; M. Boistel ; M. de Belloy, aîné ; M. de Belloy, fils ; M. de Behen, etc., — etc.

C. 1838. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1780-1790. — MORCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 97 ; en 1790 : 97. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Feuquières, etc. — MOUFLIERES. — Rôles de répartition des tailles

et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé (M. Douchet 1783) ; MM. Dacheux de St-Maxent, nobles. — Nombre de feux en 1789 : 59 ; en 1790 : 55. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le commandeur d'Oisemont, seigneur du lieu ; Charles-Joseph Douchet, curé ; M. Dacheux, noble ; Mme Dacheux de Lignièrès ; Mme de Carpentin de Lignière ; marquis de Sablé, seigneur du lieu en partie, etc., — etc.

C. 1839. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

1774-1790. — MOYENCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Tourtier ; noble, seigneur du lieu (1780-1783) ; Mme de Tourtier. — Nombre de feux en 1784 : 117 ; en 1790 : 133. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Mme de Tourtier, dame du lieu ; M. de Septenville, seigneur de Courcelles ; M. de Gomer, seigneur de Quevauvillers, etc. — MUREAUMONT (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le vicaire. — Nombre de feux en 1790 : 63. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis d'Espies, à Omécourt ; l'abbé de Lannoy, aumônier du Roi, etc. — NAMPS-AU-MONT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 89. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Bonnaire, seigneur de Namps-au-Mont, officier au régiment de Flandre ; M. Housset, curé ; Mme veuve de Bonnaire de Namps-au-Mont ; M. Decroix, receveur de la seigneurie de Namps-au-Val, etc., — etc.

C. 1840. (Liasse.) — 58 pièces, papier.

1776-1790. — NAMPS-AU-VAL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1783 : 84 ; en 1790 : 92. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Duc d'Havré ; M. de Bonnaire, seigneur de Namps-au-Mont, etc. — NAMPTY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1786 : 24 ; en 1790 : 26. —

Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Jean-Guillain Duval, seigneur du lieu ; M. Duhavrau, curé, etc. — NESLE-L'HOPITAL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé (M. Lenoir). — Nombre de feux en 1789 : 39. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le commandeur de St-Mauvis, curé primitif et seigneur du lieu ; marquis de Sablé, à Rambures, seigneur en partie ; comte d'Ary, seigneur de Senarpont ; M. Lenoir, curé, etc. — NEUVILLE-AUX-BOIS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le vicaire (M. Hévin, 1789) ; M. de Nancelle, noble, seigneur du lieu (1780-1782) ; M. de Sandricourt, noble, seigneur du lieu (1783-1789). — Nombre de feux en 1780 : 55 ; en 1790 : 57. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Sandricourt, seigneur du lieu ; vicomte de Bizemont, etc., — etc.

C. 1841. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

1774-1790. — NEUVILLE-LES-LÈUILLY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1786 : 22 ; en 1790 : 25. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Le chapitre de Notre-Dame d'Amiens, seigneur du lieu ; M. Vasseur, curé ; M. de Framicourt, seigneur de Prousel, etc. — NEUVILLE-LES-MOLIENS (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1789 : 78. — NEUVILLE-SOUS-ST-GERMAIN (Neuville-Coppegueule). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de la Neuville, noble. — Nombre de feux en 1780 : 203 ; en 1789 : 227. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Charles-Honoré Solmont, curé ; M. Daire, vicaire ; les dames des Ancherains (de Sancherains) et de Villiers, dames du lieu, l'une à Étain, en Lorraine, l'autre à Versailles, etc., — etc.

C. 1842. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

1774-1790. — NEUVILLE-ST-VALERY et DRANCOURT.

— Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; Mlle Molan d'Hure. — Nombre de feux en 1782 : 26 ; 1789 : 27. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Devisme, curé ; marquis de St-Blimont, à Pendé, etc. — NIBAS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires, 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; M. de Popincourt, noble. — Nombre de feux en 1789 : 179. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Popincourt ; M. Ozenne, vicaire ; comtesse de Vilman, à Abbeville ; chevalier de Boufflers, à Abbeville ; M. Oger, curé, etc., — etc.

C. 1843. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

1776-1790. — OCHANCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; les demoiselles Duménil de Fiennes ; M. Le Roy d'Hautecourt. — Nombre de feux en 1781 : 23 ; en 1789 : 20. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Rocque, curé, etc. — OFFIGNIES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 112 ; en 1790 : 88. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Levailant, chevalier de St-Louis, seigneur du lieu ; M. Constantin, curé ; marquis de Vérac, seigneur d'Orival, etc. — OFFOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 61 ; en 1789 : 64. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Courtebourne, seigneur du lieu ; M. de Moyencourt, curé, etc., — etc.

C. 1844. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1774-1790. — OISEMONT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le commandeur (M. d'Havraincourt, 1789) ; le curé (M. Guny, 1789) ; le vicaire desservant (M. Rogeau, 1789) ; comte d'Houdelot ; M. de la Courdonneuil ; M. Courtin, officier ; M. Dumont, prévôt royal de Vimeu ; la maîtresse d'école ; deux commis aux aides ; une brigade de maréchaussée. — Nombre de feux en 1781 : 250. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte d'Artois, etc. — OISSY. — Rôles de

répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé (M. Boutroy). — Nombre de feux en 1781 : 16 ; en 1790 : 44. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Valenglart ; marquis d'Aucourt, à Abbeville ; M. de Gomer ; M. Laurendeau, avocat à Amiens, etc., — etc.

C. 1845. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1781-1790. — ORESMEAUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé, le vicaire. — Nombre de feux en 1781 : 332 ; en 1789 : 360. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte d'Esserteaux ; M. Ducrocquet de Guyencourt, etc., — etc.

C. 1846. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1781-1790. — PAILLART (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire. — Nombre de feux en 1781 : 109 ; en 1790 : 121. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Charles Dumoulin, trésorier de France en la généralité de Soissons ; Firmin Lupart, curé, etc. — PENDE, TILLOY et SALLENELLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Nombre de feux en 1781 : 165 ; en 1790 : 170. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Saint-Blimont ; M. Léger, curé ; M. Fournier, vicaire, etc., — etc.

C. 1847. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

1781-1790. — PICQUIGNY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé (M. Balavoine, 1781-1785 ; M. Vasseur, 1785-1788) ; le vicaire (M. Dubus, 1781-1782 ; M. Desavoye, 1785-1788) ; M. Hecquet, trésorier du chapitre ; MM. Hiel, Fauchon, Cocu, Beauger, Dubois, Dervelle, Vion, Sangnier, de Berny, chanoines ; MM. Houssart, Ricouard, chapelains ; M. Delaporte, contrôleur des guerres ; Mme Sangnier, maîtresse de la poste ; une sœur d'école ; deux sœurs à l'Hôtel-Dieu ; deux commis aux aides ; deux brigades d'employés ; le receveur des aides (M. Montanglos, 1781-1786 ; M. Daveluy, 1787-1790). — Nombre de feux en 1781 : 270 ; en 1790 :

307. — PISSY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Pissy. — Nombre de feux en 1781 : 77 ; en 1790 : 80. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Chassepot, seigneur du lieu ; M. Jovelet, curé ; comte d'Artois ; M. de Gomer, etc., — etc.

C. 1848. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

1778-1790. — POIX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempts : les curés ; M. Rimbart, noble (1787-1788). — Nombre de feux en 1781 : 175 ; en 1788 : 171. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Prince de Poix, etc. — [PONT DE] METZ. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Bernard, seigneur du Pont-de-Metz ; M. de Croissy. — Nombre de feux en 1780 : 141 ; en 1790 : 102. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Bernard de Cléry, seigneur du Pont-de-Metz ; M. de Croissy ; M. Domont, maître de poste à Amiens ; marquis de Louvencourt, etc., — etc.

C. 1849. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1776-1790. — PROUSEL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 42 ; en 1788 : 49. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — QUESNOY-SUR-AIRAINES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le marquis de Valangart, seigneur du lieu ; le curé. — Nombre de feux en 1780 : 193 ; en 1790 : 112. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Valangart, en son château du Quesnoy, seigneur du lieu ; M. Delaire, curé ; comte de Gomer ; M de Belville, en son château de Bichécourt, etc., — etc.

C. 1850. (Liasse.) — 37 pièces, papier.

1774-1790. — QUEVAUVILLERS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Exempts : le curé ; le vicaire ; comte de Gomer. — Nombre de feux en 1781 : 231 ; en 1788 : 228. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de la Cour de Fief ; Mme de Tourtier ; M. de Gomer, etc.

— RAMBURELLES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; M. de Ramsay (1789). — Nombre de feux en 1781 : 76 ; en 1789 : 72. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Chepy ; baron de Frierre, à Abbeville ; M. de la Cour de Fieffe, M. Crosnier, curé ; M. Hénocq, vicaire. — RAMBURES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1789 : 119 ; en 1790 : 203. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Sablé ; M. de Chepy, etc., — etc.

C. 1851. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1774-1790. — REMIENCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le prieur ; M. de Formanoir, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1788 : 48 ; en 1790 : 28. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Picard, prieur-curé ; M. Briet de Formanoir, seigneur du lieu ; M. Ducrocquet de Guyencourt ; M. Dion, baron de Ricquebourg, à Amiens. — REVELLES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Moyenneville ; Mme de Forceville. — Nombre de feux en 1781 : 188 ; en 1789 : 211. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Gomer ; comte de Caquet (?) ; marquis de Querecques ; les héritiers de M. de Louvencourt ; comte de Sarcus, etc., — etc.

C. 1852. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

1781-1790. — RIENCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 97 ; en 1790 : 90. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Valangart, seigneur du lieu, etc. — ROGY-LA-GRANDVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : comte de La Grandville ; le curé ; Antoine Lefèvre, maître d'école, clerc lai (1781). —

Nombre de feux en 1789 : 91. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de La Grandville ; M. d'Audicourt, seigneur de Tartigny, etc., — etc.

C. 1853. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

1781-1790. — ROMESCAMPS (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; le prier d'Abancourt ; Mme d'Abancourt, noble. — Nombre de feux en 1781 : 342 ; en 1789 : 292. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Devisme, curé ; M. Gontier, vicaire ; marquis de Grasse, etc. — ROUTHIAUVILLE. — Rôles de répartitions des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 9 ; en 1790 : 10. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Durc, seigneur de Neuville ; M. Leclercq, curé, etc., — etc.

C. 1854. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

1780-1790. — RUMAINNIL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1782 : 73 ; en 1789 : 76. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — RUMIGNY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de la Brassière, noble ; Mlle de Manday, noble. — Nombre de feux en 1782 : 89 ; en 1788 : 94. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Rumigny, seigneur du lieu ; Mme de la Brassière, etc. — SAIGNEVILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé (M. Delahaye, 1789). — Nombre de feux en 1781 : 79 ; en 1789 : 85. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de St-Blimond, etc., — etc.

C. 1855. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1777-1790. — SAINS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; Mme du Gard, noble ; M. de Boisrenaux (1785-1789). — Nombre de feux en 1781 : 137 ; en 1789 : 148. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Maréchal de Biron, à Paris ; M. du Gard, etc. — SAINT-AUBIN-MONTENOY. — Rôles de répartition des tailles et

accessoires. 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1783 : 112, en 1789 : 106. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Baron de Crussol, seigneur du lieu ; M. Bellegueule, curé ; M. de Gomer, seigneur de Fricamps, etc., — etc.

C. 1856. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1776-1790. — SAINT-BLIMOND. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; M. de Rambure, garde du Roi, noble ; M. de Manel, garde du Roi, noble ; chevalier de Boubert. — Nombre de feux en 1787 : 230 ; en 1790 : 284. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Saint-Blimond ; M. Lefebvre des Fontaines, seigneur d'Élincourt ; M. de Rambure, seigneur de Vaudricourt ; M. Gaffé de St-Martin, conseiller en l'élection de Ponthieu ; M. de Manelle ; M. Poilli, curé ; M. Duchemin, vicaire ; M. de Richemont, seigneur de Bouillancourt ; chevalier de Richemont ; chevalier de Boubert, etc., — etc.

C. 1857. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

1774-1790. — SAINTE-SEGREE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. du Passage, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1786 : 58 ; en 1789 : 54. — État des pertes occasionnées par la grêle du 5 août 1776. — SAINT-FUSCIEN et PETIT CAGNY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : les abbé et religieux. — Nombre de feux en 1780 : 104 ; en 1789 : 104. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — SAINT-LEGER-LE-PAUVRE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le prier-curé (M. Lebel, 1780-1783 ; M. de Ribaucourt, 1784-1789). — Nombre de feux en 1786 : 42 ; en 1789 : 42. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — SAINT-MARC. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1789 : 48 ; en 1790 : 106. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789., — etc.

C. 1858. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1774-1790. — SAINT-MAULVIS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; le commandeur. — Nombre de feux en 1780 : 200 ; en 1790 : 230. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Riencourt ; Jean-Baptiste-Denis Conté, curé ; Honoré-Victor Rougemas, vicaire ; comte de Riencourt, à Paris ; M. de Calonne, seigneur d'Avesnes ; M. de Gomer, seigneur d'Épaumesnil, etc., — etc.

C. 1859. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

1780-1790. — SAINT-MAXENT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé ; M. d'Hannecourt ; M. de Granval. — Nombre de feux en 1789 : 71 ; en 1790 : 70. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Chepy, seigneur du lieu, à Huppy ; M. de Granval ; M. Morgant, seigneur de Frucourt ; comte de Nolestin (d'Hunolstein) ; M. de Tœuffles ; M. de Hannecourt, etc. — SAINT-PIERRE-A-GOUY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé (M. de Montigny, 1780-1781 ; M. Bullot, 1783-1789.) — Nombre de feux en 1780 : 10 ; en 1790 : 15. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — SAINT-ROMAIN. — Rôles de répartitions des tailles et accessoires. 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Guizencourt, noble ; Mme de Faÿ, noble. — Nombre de feux en 1781 : 47 ; en 1790 : 54. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Vérac, seigneur de La Haye ; Mme de Lépinoy, noble ; Mme de Faÿ, noble ; M. Martin, seigneur de St-Romain ; M. Éloi, curé, etc., — etc.

C. 1860. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1776-1790. — SAINT-SAUFLIEU. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; la sœur d'école. — Nombre de feux en 1783 : 380 ; en 1789 : 374. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Mons d'Hédicourt ; M. Morel d'Hérival ; M. de Flamicourt, seigneur de Prousel, etc., — État des incendiés. 1780, — etc.

C. 1861. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1780-1790. — SAINT-THIBAULT (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Prévost, chanoine (1780-1784). — Nombre de feux en 1782 : 207 ; en 1790 : 190. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Pierre-Jean-Baptiste Thuillier, curé ; marquis de Grasse ; comte de Fléchin, etc., — etc.

C. 1862. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1776-1790. — SAINT-VALERY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — Des impositions. 1790. — Exempts : les bénédictins ; le curé de St-Nicolas (M. Macron, 1780-1783 ; M. Larchez, 1784-1789) ; le curé de St-Martin (M. Dubrun) ; le supérieur de l'Hôtel-Dieu (M. Larchez, 1780-1783 ; M. Dupreuil, 1788) ; les religieuses de l'Hôtel-Dieu ; les religieuses de la Providence ; le lieutenant de l'amirauté (M. Blondin 1780 ; M. Bruslé, 1783-1788) ; le commis général des sels (M. Bellery), etc. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789, — etc.

C. 1863. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1780-1790. — SAISSEVAL et SAISSEMONT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé ; — Nombre de feux en 1781 : 71 ; en 1789 : 84. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Decaux, curé ; M. Valenglart, du Quesnoy ; M. de Louvencourt, à Bettencourt-Rivière, etc. — SALEUX et SALOUEL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; M. de Saleux. — Nombre de feux en 1781 : 188 ; en 1789 : 193. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Franclieux, seigneur de Saleux ; M. Boistel d'Exaouvillers, écuyer, seigneur d'Acon ; le chapitre de N.-D. d'Amiens, seigneur de Saleux ; chevalier de Bussy ; les héritiers de M. de Louvencourt, etc., — etc.

C. 1864. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1780-1790. — SARCUS (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789.

— Des impositions. 1790. — Exempt : M. de Moyencourt, maître de poste. — Nombre de feux en 1780 : 142 ; en 1790 : 172. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Grasse ; M. Belhomme, curé, etc. — SARNOIS (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Dezalleux, noble ; Mlle Dezalleux, noble. — Nombre de feux en 1780 : 147 ; en 1790 : 143. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Leclerc-Dezalleux ; Mlle Marie-Anne Leclerc-Dezalleux ; baron de Ricquebourt, etc., — etc.

C. 1865. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

1776-1790. — SAULCHOY-SOUS-POIX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. Duchaussoy, président-trésorier de France au bureau des finances d'Amiens (1781-1786) ; Mme Duchaussoy, dame du lieu (1788). — Nombre de feux en 1781 : 22. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Mme du Saulchoy ; M. Jourdain de Thieulloy, à Amiens, etc. — État des pertes occasionnées par la grêle du 8 août 1776. — SAVEUSE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé (M. Damay). — Nombre de feux en 1781 : 59 ; en 1790 : 66. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Mme de Saveuse, noble, dame du lieu ; M. Delouarde, chevalier de St-Louis, à Ferrière ; M. de Croissy, noble, etc. — SELINCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; vicomte de Selincourt, seigneur du lieu. — Nombre de feux en 1780 : 135 ; en 1790 : 130, — etc.

C. 1866. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

1780-1790. — SELVE (GRAND et PETIT). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1784. — 1785. — 1786. — Des impositions. 1790. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Rohault (Rouault), etc. — SENARPONT, BERNAPRE et REDERIE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : M. de Bernapré. — Nombre de feux en 1790 : 40. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Querecque, seigneur de Bernapré ; M. de Riencourt,

etc. — SENTELIE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 72 ; en 1789 : 80. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Vérac, seigneur du lieu ; marquis Despiès, seigneur de Brassy ; François-Noël Brailly, curé. — SEUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de Seux, noble ; le curé. — Nombre de feux en 1780 : 65 ; en 1790 : 59. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Joseph Gougier, seigneur de Seux ; M. Montigny, curé, etc., — etc.

C. 1867. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1774-1790. — SOMMEREUX (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; le commandeur. — Nombre de feux en 1780 : 195 ; en 1789 ; 200. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Prince Camille de Rohan, seigneur et commandeur du lieu ; M. Derveloy, subdélégué à Amiens ; M. de Coupigny, de Doullens, etc. — SORENG, BAZINVAL et LEPINOY (Seine-Inférieure). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : M. de Moimont ; M. de Monchy ; M. de Thionville ; le prieur de Soreng ; le prieur-curé de Bazinval ; le prieur de Lépinoy. — Nombre de feux en 1781 : 130. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte de Rouault ; Bernard de Monchy ; M. de Sarcus de Moimont ; M. Charpentier, prieur de Soreng ; M. Demange, prieur-curé de Bazinval ; M. Delevincourt, prieur de Lépinoy, etc., — etc.

C. 1868. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

1776-1790. — SOUES et PETIT-GARD. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1789 : 20 ; en 1790 : 19 ; — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Thuillez, curé ; M. de Bichécourt, seigneur d'Hangest-sur-Somme, en son château de Bichécourt ; marquis de Valanglard ; M. de Louvencourt, en son château de Béthencourt ; baronnie de Picquigny, etc. — SOUPLICOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787.

— 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1781 : 55 ; en 1789 : 51. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Prince de Poix ; M. Bigorne, curé ; M. de Mons, seigneur de Meigneux, etc. — TAISNIL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 82 ; en 1789. 85. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Rivery, conseiller au Parlement, propriétaire de la terre, etc., — etc.

C. 1869. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

1780-1790. — THENNES et BERTEAUCOUT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1789 : 84. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Thézy ; M. Mathon, curé, etc. — THEZY et GLIMONT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; marquis de Thézy, chevalier de St-Louis, seigneur du lieu ; M. Bernar, curé, etc. — THIEULLOY-L'ABBAYE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le prieur ; M. de Millicourt, noble verrier. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — M. de Louvencourt ; baron de Ville ; marquis de Boulainvillers, etc., — etc.

C. 1870. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

1776-1790. — THIEULLOY-LA-VILLE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 72 ; en 1790 : 73. — Rôle de supplément des privilégiés. 1790. M. Jourdain, seigneur de Thieulloy, à Amiens, etc. — État des pertes occasionnées par la grêle du 5 août 1776. — THOIX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; marquis de Thoix (1780-1782). — Nombre de feux en 1781 : 82 ; en 1789 : 70. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Courtebourne ; M. de Nampty, etc. — TILLOLOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. —

1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1780 : 36. en 1789 : 36. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Riencourt, seigneur du lieu, etc., — etc.

C. 1871. (Liasse.) — 39 pièces, papier.

1777-1790. — TILLOY-LES-CONTY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1787 : 93 ; en 1790 : 96. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Ricquier, curé ; duc d'Havré et de Croÿ, seigneur de Tilloy, etc. — TILLOY-FLORIVILLE. — Rôle de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le vicaire (M. Fleury, 1780 ; M. Davergne, 1789) ; Mme de Floriville. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — TŒUFLES, ROGEAN et SAULCHOY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé (M. Demonchy, 1789) ; M. de Belloy-Rogean, seigneur (1786-1789) ; M. Riquier, chapelain chez M. de Belloy (1787-1788) ; M. Grognet, prêtre (1787) ; M. Boudinel, prêtre (1788-1789) ; M. Boulanger, prêtre (1788). — Nombre de feux en 1781 : 145 ; en 1789 : 124. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Bonval, seigneur de Tœufles, etc., — etc.

C. 1872. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1780-1790. — TOURS-EN-VIMEU. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé (M. Godquin, 1789) ; le vicaire (M. Durand, 1789). — Nombre de feux en 1789 : 177 ; en 1790 : 156. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Chevalier de Boismont, seigneur de Longuemort ; chevalier de Rouen ; prince de Guistel, etc. — TRONCHOY, BOULAINVILLERS et BEZENCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1782 : 160 ; en 1789 : 175. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Baron de Crussol ; comtesse de Bezencourt, etc., — etc.

C. 1873. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

1776-1790. — VACQUERESSE et MENEVILLERS. — Rôle des impositions. 1790. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Louvencourt de Lestocq ; M. de Rivery, seigneur de Taisnil ; duc d'Havré, etc. — VAIRE-SOUS-CORBIE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1789 : 97 ; en 1790 : 90. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Rochon, curé ; M. Dion, baron de Ricquebourg, etc. — VAUX et YONVAL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 22. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Valenglart ; M. de Mautort, etc. — VELENNES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le chapelain (M. Warmé, 1781) ; M. de Moyencourt (1780-1781). — Nombre de feux en 1782 : 77 ; en 1789 : 81. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Duc d'Havré, etc., — etc.

C. 1874. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1780-1790. — VERGIES, FAÏ et VARLAUPIUS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788 — 1789. — Des impositions, 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire. — Nombre de feux en 1789 : 174 ; en 1790 : 164. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Marquis de Sablé ; vicomte de Bizemont, seigneur du fief des Mazures ; baron de France, seigneur du fief Lamarre ; duc de Luynes, seigneur d'Airaines ; M. de Valenglart ; M. de Riencourt, seigneur de Mesnil-Eudin, etc., — etc.

C. 1875. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

1777-1790. — VERS-HEBECOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; le vicaire. — Nombre de feux en 1788 : 146. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Les héritiers de M. de Louvencourt ; chevalier de Gomer ; M. d'Haille, d'Amiens, etc. — VIEFVILLERS. (Oise). — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1782 : 91 ; en 1790 : 106. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Comte

de Lironcourt, seigneur du lieu, etc. — VILLEROY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé (M. Trogneux, 1789). — Nombre de feux en 1789 : 88. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Sablé ; M. de Tourville ; Mme de Valenglart, d'Abbeville ; Mme de Carbonel, etc., — etc.

C. 1876. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

1776-1789. — VILLERS-BRETONNEUX. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; le vicaire ; Mme de la Garde, noble (1780-1786). — Nombre de feux en 1786 : 286. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Dupré, curé ; M. Boissart, vicaire ; M. de Gomer, seigneur de Quevauvillers ; marquis d'Equerville ; Pierre-François-Gabriel Dottin, maître de poste, etc., — etc.

C. 1877. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

1780-1790. — VILLERS-CAMPSART. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé (M. Corbie, 1780) ; le vicaire (M. Ducrocq, 1780). — Nombre de feux en 1781 : 136 ; en 1789 : 131. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Corbie, curé ; M. Morel, vicaire ; marquis de Mondragon, seigneur du lieu ; M. de Fréchencourt, lieutenant général du Roi à Péronne, etc. — VILLERS-SOUS-MAREUIL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. — 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé (M. Duneufgermain). — Nombre de feux en 1781 : 19 ; en 1790 : 28. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. de Valenglard, etc. — VISMES, HANTECOURT et LE PLOUY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Nombre de feux en 1789 : 11 ; en 1790 : 11. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. — M. du Plouy, baron de Vismes, etc. — VRAIGNES. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. —

Exempts : le curé ; marquis de Boulainvillers. — Nombre de feux en 1790 : 106. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Baron de Crussol, seigneur du lieu, etc., — etc.

C. 1878. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

1774-1790. — WAILLY. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Exempts : le curé ; duc d'Havré. — Nombre de feux en 1784 : 57 ; en 1789 : 64. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Duc d'Havré, etc. — WARFUSEE-ABANCOURT. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1786 : 98 ; en 1789 : 99. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. d'Hangard ; M. Dufresne, lieutenant général, etc. — WARLUS. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le prieur ; M. de Belloy de Vaudricourt, noble. — Nombre de feux en 1780 : 89 ; en 1790 : 98. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. Louis-Gabriel, vicomte de Bizemont ; Louis-François, marquis de Belloy ; Antoine Debonnaire, prieur-curé ; Pierre-Philippe Chambrié, ci-devant officier de l'université de Paris, receveur du vicomte de Bizemont ; Joachim-François de Bellengreville, seigneur de Behen ; Jean-Baptiste-Joseph Boistel du Royer, écuyer, à Amiens, rue de Noyon ; Jacques-Joseph-Pascal Leboucher d'Ailly, chevalier, seigneur de Richemont, Bouillancourt-en-Sery, Wiry et autres lieux ; Marie-François-Isidore de Milleville, écuyer, seigneur d'Avelesges, etc., — etc.

C. 1879. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1777-1790. — WIENCOURT-L'ÉQUIPEE. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempt : le curé. — Nombre de feux en 1780 : 84 ; en 1790 : 80. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Dumollin, seigneur de Wiencourt ; Nicolas Horville, curé ; M. Dufresne, seigneur de Marcelcave ; comte Doria ; comte de Bétisy ; marquis de Feuquières, seigneur d'Harbonnières ; M. du Bus d'Argœuve, etc. — État des incendiés. 1780. — WIRY-AU-MONT et WIRY-AU-VAL. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; M. de Richemont. — Nombre de feux en 1780 :

71 ; en 1790 : 76. — Rôle de répartition des privilégiés. 1789. M. de Richemont, comte de Soyecourt, etc., — etc.

C. 1880. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1780-1790. — WOINCOURT et YZENGREMER. — Rôles de répartition des tailles et accessoires. 1780. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — Des impositions. 1790. — Exempts : le curé ; le vicaire ; M. d'Yzengremelle, noble. — Nombre de feux en 1786 : 250 ; en 1789 : 249. — Rôle de supplément des privilégiés. 1789. M. Cardon, curé de Woincourt ; M. Debure, vicaire à Woincourt ; M. Leblond, vicaire d'Yzengremer ; marquis d'Hémon, etc., — etc.

C. 1881. (Liasse.) — 39 pièces, papier.

1701-1750. — Départements des tailles. 1701. — 1702 — 1703. — 1705. — 1706. — 1708. — 1709. — 1710. — 1711. — 1712. — 1713. — 1714. — 1715. — 1716. — 1717. — 1718. — 1719. — 1720. — 1721. — 1722. — 1724. — 1725. — 1727. — 1729. — 1731. — 1732. — 1733. — 1734. — 1735. — 1736. — 1737. — 1739. — 1742. — 1743. — 1745. — 1747. — 1748. — 1750.

C. 1882. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

1751-1790. — Départements des tailles. 1751. — 1752. — 1753. — 1755. — 1756. — 1757. — 1758. — 1759. — 1760. — 1762. — 1763. — 1764. — 1765. — 1766. — 1767. — 1768. — 1769. — 1770. — 1771. — 1772. — 1773. — 1774. — 1775, 1^{er} brevet. — 1775, 2^e brevet. — 1776, 1^{er} brevet. — 1776, 2^e brevet. — 1777, 1^{er} brevet. — 1777, 2^e brevet. — 1778, 1^{er} brevet. — 1778, 2^e brevet. — 1779, 1^{er} brevet. — 1779, 2^e brevet. — 1781. — 1782. — 1783. — 1784. — 1785. — 1786. — 1787. — 1788. — 1789. — 1790.

C. 1883. (Liasse.) — 11 pièces, papier (1 imprimée.)

1728-1785. — « Arrêt du conseil d'État du Roy, qui ordonne l'imposition en 1729, sur les vingt généralités des pays d'élection, d'une somme de cinq cens mille livres, pour être employée au curage et nettoyage du port et havre de la ville de la Rochelle, et à l'enlèvement de la barre du port de la ville de Bayone. » Versailles, 10 août 1728 (impr. 2 p. in-fol.). — « État des paroisses de l'élection d'Amiens, qui n'ont point nommez de collecteurs pour l'année 1731, arrêté par

nous, Bernard Chauvelin, chevalier, seigneur de Beauséjour, conseiller d'État, intendant..., et par nous nommé d'office. » 24 octobre 1730. — « Élection d'Amiens. Taxes d'office pour 1733. » 27 octobre 1732. — « État des paroisses de l'élection d'Amiens qui n'ont point satisfait aux déclarations du Roy des premier août 1716 et 24 mai 1717, et pour lesquelles il est nécessaire de nommer d'office des collecteurs de la taille et impositions de l'année prochaine mil sept cens trente-trois », etc. 27 octobre 1732. — « État de répartition de la somme de neuf mille quatre-vingt livres, à laquelle monte la part de l'élection d'Amiens, dans la remise de trente-cinq mille livres accordée par le Roy sur la taille de mil sept cent quatre-vingt-cinq de la généralité de Picardie. » 1^{er} mai 1785, — etc.

ÉLECTION DE DOULLENS.

C. 1884. (Registre.) — Petit in-fol. 13 feuillets, papier.

1691-1694¹. — Registre aux chartes. — Fol. 1. « Registre aux chartes de l'élection et grenier à sel de Doullens, depuis le 1^{er} décembre 1691, jusqu'au 31 mars 1694. » — Fol. 3. Lettres de provision à Louis Gorjon de Verville, de l'office de conseiller du Roi, receveur ancien des tailles en l'élection de Doullens, que tenait feu Jean Carpentier. Paris, 29 septembre 1690. — Fol. 4. Lettres de provision à Louis Gorjon de Verville, de l'office de conseiller receveur alternatif des tailles en l'élection de Doullens, en remplacement dudit Jean Carpentier. Versailles, 7 janvier 1691. — Fol. 12. Lettres de provision à Nicolas de Gigault, de l'office de conseiller élu grenetier en l'élection et grenier à sel de Doullens. Paris, 24 décembre 1693, — etc.

C. 1885. (Registre.) — In-4°. 38 feuillets, papier.

1703-1706². — Registre aux chartes. — Fol. 1. « Bail des aydes de M^e Daniel Maulque. » 18 octobre 1703. — Fol. 1. « Extrait des registres du conseil d'Etat. Pour le fermier des aydes. » Versailles, 18 septembre 1703. — Fol. 3 v°. « Arrest du conseil d'Etat du Roy... par lequel Sa Majesté ordonne que M^e Germain Gautier jouira de la ferme générale de la vente exclusive des tabacs de toute nature, pendant six années », etc. Versailles, 18 septembre 1703. — Fol. 5. « Déclaration du Roy... en interprétation de l'ordonnance de 1681 concernant la ferme du tabac. » Versailles, 18 septembre 1703. — Fol. 9. Lettres de provision à Louis Beusacq, de l'office de commissaire des tailles en l'élection de Doullens. Versailles,

20 janvier 1704. — Fol. 10. Lettres de provision à Jacques Leblanc, de l'office de conseiller élu en l'élection de Doullens, vacant par le décès de François Fournier. Versailles, 19 août 1703. — Fol. 10 v°. « Arrest du conseil d'État, pour les droits de papier et parchemin timbré (?) pour le fermier des aydes. » Versailles, 29 janvier 1704. — Fol. 20. Lettres de provision à François Bouly, de l'office héréditaire d'huissier en l'élection de Doullens, vacant par démission de Jacques Lando, son beau-père. Versailles, 14 décembre 1704. — Fol. 20 v°. Lettres de provision à Louis Duetz, de l'office de syndic perpétuel de la communauté des procureurs en la prévôté royale et autres juridictions de Doullens. Versailles, 21 avril 1705. — Fol. 23. Lettres de provision à Jacques-Philippe de la Folye Devornes, conseiller receveur au bureau des fermes de Doullens, de l'office de conseiller du Roi subdélégué de l'intendant de Picardie audit Doullens, créé et érigé en titre d'office héréditaire par édit d'avril 1704. Versailles, 9 novembre 1704. — Fol. 24. Lettres de provision à Adrien Latiffy de l'office de conseiller élu contrôleur des quittances des receveurs des tailles en l'élection d'Amiens, de nouvelle création. Versailles, 1^{er} juin 1703. — Fol. 25 v°. « Arrest de la cour des Aydes pour le fermier des aydes contre Marc Durier et consorts, d'Estappes, et les mayeur et eschevins de Boulogne. » 29 janvier 1706. — Fol. 31. « Arrest du conseil d'Etat pour le fermier des aydes contre les habitants de Saint-Maxens », etc. 12 mai 1706. — Fol. 33. « Généalogie de Hémond, originaire de Boulenois, sénéchaussé de Boulogne, généralité d'Amiens. » 1^{er} juillet 1706. — Fol. 35 v°. « Généalogie de Liégard, originaire de Boulenois. » 4 novembre 1706, — etc.

C. 1886. (Registre.) — Petit in-fol. 44 feuillets, papier.

1668-1669. — « Registre aux causes de l'eslection de Doullens, commencé le mardy, troizième jour de janvier 1668, pour les jugemens ou appointemens d'audience. »

C. 1887. (Registre.) — Petit in-fol. 53 feuillets, papier.

1669-1670. — Registre aux causes.

C. 1888. (Registre.) — Petit in-fol. 41 feuillets, papier.

1675-1676. — Registre aux causes.

C. 1889. (Registre.) — Petit in-fol. 46 feuillets, papier.

1677-1678. — Registre aux causes.

C. 1890. (Registre.) — Petit in-fol. 63 feuillets, papier.

1678-1680. — Registre aux causes.

¹ Dates d'enregistrement.

² Dates d'enregistrement.

C. 1891. (Registre.) — In-4°. 49 feuillets, papier.

1685. — « Registre des audiences de l'élection de Doullens. »

C. 1892. (Registre.) — In-4°. 20 feuillets, papier.

1686. — « Registre des audiences de l'élection et grenier à sel de Doullens. »

C. 1893. (Registre.) — In-fol. 50 feuillets, papier.

1687-1688. — « Registre et plumitif des audiences de l'eslection et grenier à sel de Doullens. »

C. 1894. (Registre.) — In-fol. 40 feuillets, papier.

1689-1690. — « Registre pour servir aux causes des audiences. »

C. 1895. (Registre.) — In-fol. 33 feuillets, papier.

1691-1694. — Registre aux causes.

C. 1896. (Registre.) — In-fol. 36 feuillets, papier.

1695-1697. — « Registre pour servir aux causes d'audience de l'élection et grenier à sel de Doullens. »

C. 1897. (Registre.) — In-4°. 60 feuillets, papier.

1782-1787. — « Registre d'audience de l'élection de Doullens. »

C. 1898. (Registre.) — In-fol. 45 feuillets, papier.

1787-1790. — « Registre d'audience de l'élection de Doullens. »

C. 1899. (Liasse.) — 24 pièces, papier (14 imprimées).

1692-1790. — Réception de Jean Legay, receveur à Halloy-lès-Pernois, en l'office de greffier des rôles de la paroisse de Canaples. 7 janvier 1692. — « Arrest du conseil d'Etat du Roy, portant règlement pour la visite et marque des bières fabriquées dans toutes les villes et bourgs fermez où il y a des barrières, et la perception des droits d'inspecteurs des boissons sur lesdites bières. » 5 mars 1726 (impr. affiche). — « Arrest du conseil d'Etat du Roy », sur les formalités à remplir pour l'enlèvement par mer des vins et eaux-de-vie. Versailles, 18 juin 1743 (impr. 16 p. in-4°. Paris, 1743). — « Arrest du conseil d'Etat du Roy », relatif aux visites, marques et exercices à faire par les commis chez les marchands en gros de vins et autres boissons. Fontainebleau, 17 septembre 1743 (impr. 7 p. in-4°. Paris, 1744). — « Déclaration du Roy qui ordonne la continuation de la perception du doublement des droits

du domaine, barrage, poids le Roy de Paris et autres droits y énoncez, pendant le bail de Thibault Larue, adjudicataire des fermes générales unies. » Fontainebleau, 13 octobre 1743 (impr. 4 p. in-4°. 1744). — « Déclaration du Roy qui accorde l'hérédité aux notaires, procureurs et huissiers des juridictions royales. » Versailles, 13 décembre 1743 (impr. 4 p. in-4°. 1744). — « Édit du Roy qui augmente la finance et les gages des 300 offices de conseillers secrétaires de Sa Majesté de la grande chancellerie, et les confirme dans leurs privilèges. » Versailles, décembre 1743 (impr. 4 p. in-4°. 1744). — « Édit du Roy qui augmente la finance et les gages des offices des comptables généraux et particuliers du royaume et de leurs contrôleurs. » Versailles, décembre 1743 (impr. 4 p. in-4°. 1744). — « Édit du Roi qui augmente la finance et les gages des officiers de la grande chancellerie, et les confirme dans, leurs privilèges. » Versailles, décembre 1743 (impr. 4 p. in-4°. Paris). — « Édit du Roy portant augmentation de finance pour les offices de receveurs et contrôleurs généraux des domaines et bois. » Versailles, décembre 1743 (impr. 4 p. in-4°. Paris 1744). — « Édit du Roy portant suppression des offices de trésoriers provinciaux des ponts et chaussées et création nouvelle desdits offices. » Versailles, décembre 1743 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1744). — « Déclaration du Roy concernant la peine des galères qui doit être prononcée contre les faux sauniers, faux tabatiers et autres contrebandiers. » Versailles, 15 février 1744 (impr. 4 p. in-4°. 1744). — « Déclaration du Roi qui ordonne le rétablissement du droit d'un sol six deniers sur chaque jeu de cartes. » Versailles, 16 février 1745 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1756). — « Déclaration du Roi qui ordonne ce qui doit être fait pour la perception du droit établi sur les cartes par celle du 16 février 1745. » Fontainebleau, 21 octobre 1746 (impr. 8 p. in-4°. Imp. Roy. 1756). — « Déclaration du Roy, en interprétation des règlements faits sur la perception des droits de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent qui se fabriquent et qui se débitent dans le royaume. » Versailles, 26 janvier 1749 (impr. 15 p. in-4°, 1749). — Notes de visites. 1776. — Opposition par Pierre-Antoine Varlet, messenger à Pont-Noyelles, au rôle des tailles de ladite paroisse. 19 août 1781. — Rôle de répartition des impositions de la municipalité de Hem, Hardinval, Riqueménil et Laleu. 1790, — etc.

ÉLECTION DE PERONNE.

C. 1900. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

XVIII^e s. — Renseignements statistiques sur les paroisses de l'élection de Péronne, donnant sur cha-

cune d'elles le nom du seigneur, le nombre de feux, les productions industrielles et agricoles, la situation topographique, les routes, etc.

ÉLECTION DE PONTHEIU.

C. 1901. (Registre.) — Petit in-fol. 39 feuillets, papier.

1671-1673¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Pouvoir du sieur de Muin, pour assister au département de la taille. » Versailles, 3 septembre 1671. — Fol. 1 v°. « Arrest du Conseil, comme le sieur de Cumont est déclaré roturier. » Paris, 26 août 1671. — Fol. 3 v°. « Arrest du Conseil, comme le sieur de Maillard est déclaré roturier. » St-Germain, 16 mai 1671. — Fol. 5. « Arrest du Conseil, comme le sieur Dumesnil est déclaré roturier. » Paris, 5 septembre 1671. — Fol. 8. « Privilèges de Pierre Butteux, maître de la poste de Nempond. » Paris, 6 avril 1669. — Fol. 9. « Privilèges de Jacques Butteux, maître de la poste de Bernay. » Paris, 6 avril 1669. — Fol. 10 v°. « Lettres patentes pour les religieuses de St-Dominique, pour les bières. » St-Germain, 6 mai 1666. — Fol. 12. « Bail de François Legendre fait au marchand tanneurs, pour le parisis », etc. 28 octobre 1671. — Fol. 13 v°. « Lettres pour les pères Cordeliers, pour leurs bières. » St-Germain, 9 août 1670. — Fol. 15. « Bail fait pour les droits d'aydes du village de Longpré. » — Fol. 16 v°. « Lettres de noblesse de Jehan Lesperon de Belloy. » (Le feuillet arraché.) — Fol. 17. Lettres de noblesse de Michel Lesperon, seigneur de la Joncquière. Paris, 1594. — Fol. 19. « Provisions de l'office de président en l'élection, pour Jacques Lesperon, escuier, seigneur de Belloy. » Versailles, 29 septembre 1672. — Fol. 21. « Règlement de Sa Majesté, pour les offices des eaues et forests » (extrait). 13 août 1669. — Fol. 21 v°. « Bail d'Adrien Macqueron pour le droit d'aydes de Mareuil. » 10 décembre 1672. — Fol. 23 v°. « Provision du sieur Dumaisniel de greffier de Ponthieu. » St-Germain, 9 novembre 1672. — Fol. 25 v°. « Commission de Jehan de Ribaucourt, commis pour les tanneurs, pour les droits de prudhomme. » Abbeville, 21 janvier 1673. — Fol. 27. « Commission pour Jehan de Ribaucourt commis par les marchands vendeurs de cuirs. » 16 février 1673. — Fol. 29 v°. Bail fait par M^e François Legendre à Nicolas Sutteville, des droits d'aydes du village d'Aigneville. » 11 mars 1673. — Fol. 30 v°. « Bail fait par Jehan... à Michel Gallemand, de la ferme de Wailly en Ponthieu, pour les droits d'aydes. » 8 juin 1673. — Fol. 31. « Règlement du Roy pour le fait des tailles. » Paris,

23 mars 1673. — Fol. 35. « Provisions de M. Briet d'Estrebeuf », à l'office d'élu en l'élection de Ponthieu, vacant par la résignation de Jacques Briet, son père. St-Germain, 25 avril 1673, — etc.

C. 1902. (Registre.) — In-fol. 99 feuillets, papier.

1673-1680². — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Bail des aydes pour le village de Buigny-lès-Gamaches. » 7 octobre 1673. — Fol. 1 v°. « Provisions de Cardaine, pour la poste de Nouvion. » Paris, 12 mai 1659. — Fol. 3. « Arrest du Conseil pour le pied fourché, boissons, poisson de mer frais, secq et sallé. » Paris, 9 septembre 1673. — Fol. 8 v°. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Pied fourché. » Versailles, 30 octobre 1673. — Fol. 9 v°. « Bail des aydes des brasseurs de cette ville. » Abbeville, 22 mars 1672. — Fol. 10. « Bail des aydes de Beaucamps-le-Viel. » 4 septembre 1673. — Fol. 10 v°. « Bail des aydes de Quend. » Rue, 16 décembre 1671. — Fol. 11. « Bail des aydes de Foresmontiers. » Abbeville, 7 mars 1672. — Fol. 17. « Arrest du Conseil pour le bail de M^e Martin Dufresne, pour les aydes. » Paris, 9 juin 1674. — Fol. 19. « Édict sur le pappier et parchemin. » Versailles, août 1674. — Fol. 20 v°. « Édict du Roy pour la création des offices de jaugeurs courtiers de boisson et liqueurs. » Versailles, février 1674. — Fol. 23 v°. « Procuracion touchant la ferme des aydes et pappier timbré. » 7 septembre 1674. — Fol. 25 v°. « Procuracion touchant le jaugeage et courtage. » 24 septembre 1674. — Fol. 27. « Accord fait entre les deux présidens, pour leur charge de commissaire. » Abbeville, 13 février 1674. — Fol. 27 v°. « Lettres de gentilhomme servant pour Philippe Desjardins. » Paris, 18 février 1669. — Fol. 29. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Arrest de noblesse de M. de Thuison d'Arrest. » Paris, 27 mai 1671. — Fol. 32. « Bail des aydes de Lompré. » 7 mars 1675. — « Bail des aydes d'Ailly (le-Haut-Clocher). » 9 mars 1675. — Fol. 33. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Lettres de noblesse du sieur Boucher du Castelet. » Paris, 23 septembre 1671. — Fol. 36. « Lettres de concessions pour les sœurs St-Dominique. » St-Germain, 4 juin 1672. — Fol. 37. « Bail des aydes de Nouvion. » 20 septembre 1675. — Fol. 38 v°. « Bail des octrois à Lecat. » Abbeville, 14 octobre 1675. — Fol. 39. « Bureau des saisies mobilières. » Édité. Versailles, septembre 1674.

¹ Dates d'enregistrement.

² Dates d'enregistrement.

— Fol. 43. « Bail des aydes du village de Bucquoi à Doutreau. » 21 novembre 1675. — Fol. 43 v°. « Lettres de provisions de l'office de sergent à cornet, pour Dergnies, de Cressy. » Paris, 30 juillet 1637. — Fol. 44 v°. « Extrait de l'édit du Roy portant règlement général pour les eaues et forests. » — Fol. 44 v°. « Lettres de provisions de Nicolas Baquet, pour son office de sergent à cornet de Cressy. » Paris, 29 juillet 1671. — Fol. 46. « Arrest du Conseil pour la levée des droits de vingtième sur le bois et pour le droit de pied fourché sur les veaux. » Versailles, 16 novembre 1675. — Fol. 47. « Arrest de la cour des Aydes portant révocation des exemptions et privilèges des commissaires aux bureaux des saisies mobilières. » 5 décembre 1675. — Fol. 48 v°. « Autre arrest du Conseil pour la levée des droits du sol pour livre sur le bois et sur les veaux. » St-Germain, 8 février 1676. — Fol. 52. « Bail fait par Dufrenoy au sieur Sonnet, des droits d'aydes sur les bières. » 31 mars 1676. — Fol. 52 v°. « Bail de Jehan Ribaucourt, pour l'office de vendeur de cuir. » 16 février 1673. — Fol. 54. « Bail des aydes de Cressy et ses deppendances. » 11 mars 1676. — Fol. 55. « Lettres de provisions de M^e Vironchaux, lieutenant en l'élection. » Versailles, 11 septembre 1676. — Fol. 56. « Bail des aydes de Hallencourt. » 17 août 1676. — Fol. 57. « Lettres de Robert de Bonnaventure, pour les provisions de la charge de gentilhomme de la vennerie. » Paris, 9 décembre 1676. — Fol. 58. « Bail du sol pour livre sur les cuirs de la ville de Rue. » 7 janvier 1677. — Fol. 58 v°. « Bail du pied fourché de Rue à Flament. » 6 mars 1677. — Fol. 59 v°. « Arrest du Conseil touchant les greffiers de finances. » Paris, 20 mars 1677. — Fol. 60. « Bail des aydes de Flixecourt à Varlet. » 11 janvier 1675. — Fol. 60 v°. « Bail du parisis des tanneurs. » 23 mars 1676. — Fol. 61. « Bail des droits des offices de preudhommes de cuirs. » 21 janvier 1676. — Fol. 61 v°. « Bail des droits des offices de vendeurs de cuirs. » Abbeville, 25 mai 1677. — Fol. 63. « Extrait des registres de la cour des Aydes. Arrest touchant le bureau des saisies mobilières. » 11 janvier 1676. — Fol. 63 v°. « Tarif des droits de dépôt aux saisies mobilières. » 1674. — Fol. 67. « Provisions du sieur Boulenger, huissier en cette élection. » St-Germain, 27 mars 1677. — Fol. 67 v°. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Arrest de noblesse des sieurs Mannessier, d'Abbeville. » Paris, 9 juillet 1671. — Fol. 72. « Lettres d'huissier en l'eslection, pour Charles Pollay. » Paris, 12 août 1677. — Fol. 72 v°. « Commission pour Charles Leguay, garde de forest d'Arguel. » Abbeville, 30 avril 1676. — Fol. 73 v°. « Provision de François Moncomble, garde picqueur de la forest de Cressy. » Versailles, 10 octobre 1676. — Fol. 74. « Provisions de Louis

Devismes, garde-picqueur de la forest de Cressy. » Versailles, 10 octobre 1676. — Fol. 74 v°. « Bail d'Auxy-le-Chasteau, pour les aydes. » 3 juillet 1676. — Fol. 74 v°. « Bail des aydes du Boisle. » 23 septembre 1676. — Fol. 75. « Bail de Nempond et ses deppendances, pour les aydes. » 30 novembre 1676. — Fol. 75 v°. « Bail du poisson sallé. » 20 septembre 1677. — Fol. 76. « Règlement pour les gallères. » Sur ce que « plusieurs criminelz condamnez à servir sur nos gallères comme forçats, ont portés leur fureur à tel excès, qu'ils ont mutilé leur propres membres, pour éviter d'estre attachés à la chaisne, et se mettre hors d'estat de subir la peine deube à leur crime. » Fontainebleau, 4 septembre 1677. — Fol. 76 v°. « Règlement pour les dépôts mobilières. » Cour des Aides. 7 mars 1679. — Fol. 77. « Extrait des registres de la cour des Aydes. Règlement pour la vériffication des roolles de rejets et réimpositions. » 24 novembre 1678. — Fol. 77 v°. « Règlement qui deffend d'exécuter les bestiaux pour debtes. » St-Germain, 31 janvier 1678. — Fol. 78 v°. « Lettre d'escuier du sieur Ladmiraut de Monstreuil. » 18 juillet 1678. — Fol. 80. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Déclaration de Sa Majesté pour le droict annuel des offices. » Fontainebleau, 5 septembre 1679. — Fol. 81. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Autre arrest pour ledit droict annuel. » St-Germain, 21 octobre 1679. — Fol. 82. « Bail des aydes de Senarpont et deppendances. » Abbeville, 20 mars 1678. — Fol. 83. « Bail des aydes pour la sous-ferme de Buieres. » 21 septembre 1676. — Fol. 83. « Règlement par les tailles » (Extrait). 1673. — Fol. 83 v°. « Arrest de la cour des Aydes portant deffenses aux esleus de prendre espices pour les nominations de procureurs d'office. » 4 décembre 1679. — Fol. 84. « Déclaration du Roy, pour la suppression du jaulgeage et courtage. » Fontainebleau, 19 septembre 1679. — Fol. 85. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Lettres de noblesse de Laurent Duval, escuier, seigneur de Fins. » Compiègne, 30 juin 1667. — Fol. 88 v°. « Bail du sol pour livre sur les cuirs. » 15 mars 1680. — Fol. 90. « Déclaration du Roy concernant les alimens des prisonniers. » St-Germain, 6 janvier 1682. — Fol. 92. « Bail de l'office de preudhomme sur les cuirs. » Abbeville, 27 janvier 1679. — Fol. 92 v°. « Arrest du conseil d'Estat qui fait deffenses aux receveurs des finances et de tailles, de employer aucuns commis et huissier de la religion prétendue réformée. » Rocroy, 17 août 1680. — Fol. 93 v°. « Bail fait par M.

Claude Bouttet, fermier général des aydes, à M. Mathieu Courtiade, de la sous-ferme des aydes de la généralité d'Amiens, avec droits joints. » Paris, 17 août 1680. — Fol. 95 v°. « Arrest du Conseil rendu pour la perception desdits droits d'aydes, rendu sur la requeste de M^e Claude Bouttet, fermier général des aydes. » Versailles, 31 août 1780, — etc.

C. 1903. (Registre.) — In-fol. 87 feuillets, papier.

1680-1687¹. — Fol. 1. « Lettres patentes pour la bière des religieuses sœurs de St-François. » St-Germain, 19 mai 1679. — Fol. 1 v°. « Commission de M. Martin Julliot, distributeur du pappier timbré. » Paris, 28 octobre 1680. — Fol. 2 v°. « Extrait des registres du conseil d'Etat. Déclaration de Sa Majesté, pour le droit annuel. » 29 octobre 1680. — Fol. 3. « Déclaration de Sa Majesté, quy porte que les officiers de judicature estans pourvus d'autres charges quy les exemptent de la taille, seront tenus de s'en défaire, synon imposés à la taille. » Versailles, 23 octobre 1680. — Fol. 4 v°. « Lettre de gentilhomme de la vannerie de M. le ducq d'Orléans, pour le sieur Desgardin, de Longpré. » 28 novembre 1676. — Fol. 6. Prouration et bail du marcq d'or et d'argent fait à M. Pierre Marcand, de cette ville. » 21 mai 1681. — Fol. 7 v°. « Arrest du Conseil, quy attribue aux esleurs les scellés sur les effets des officiers et receveurs des tailles, au préjudice des trésoriers de France. » St-Germain, 26 avril 1681. — Fol. 8 v°. « Anciens et nouveaux cinq sols. » Versailles, 27 mai 1681. — Fol. 10 v°. « Arrest de la cour des Aydes, pour les villes de remuage. » Paris, 16 juillet 1681. — Fol. 11 v°. « Exemptions des postes. » Lettres patentes. Versailles, 30 juin 1681. — Fol. 13. « Arrest du conseil d'Etat, qui deffend aux fermiers de Marly et autres, de poursuivre le débiteur des droits des fermes, le bail estant expiré », etc. Paris, 18 octobre 1681. — Fol. 73 v°. « Provisions de Pernois, huissier. » Alençon, 6 septembre 1681. — Fol. 14 v°. « Extraict des registres du conseil d'Etat. Lettres de noblesse de Michel Manessier, de Maison-Rolland, demeurant à Amiens. » Saint-Germain, 19 octobre 1672. — Fol. 16 v°. « Nomination et provisions du sieur de Lagrange, recepveur antien des tailles de cette eslection. » St-Germain, 9 janvier 1682. — Fol. 19. « Extrait des registres du conseil d'Etat. Règlement pour la nomination des asséeurs et translation de domicilles. » Fontainebleau, 23 septembre 1681. — Fol. 21 v°. « Déclaration du Roy quy dispense les fermiers chargés du recouvrement des deniers du Roy, de l'exécution de l'édict des bureaux des saisies mobilières. Fontainebleau, 27 octobre 1682. —

Fol. 22. « Privilèges des pères Chartreux de cette ville. » Lettres patentes. Paris, janvier 1663. — Fol. 27. « Pour les nouveaux et anciens cinq sols. » Lettres patentes. Versailles, 19 décembre 1682. — Fol. 27 v°. « Révoquation des privilèges de ceux qui ont XII enfans. » Lettres patentes. Versailles, 13 janvier 1683. — Fol. 29. « Extrait des registres de la cour des Aydes. Arrest portant pouvoir aux commis des aydes de donner des assignations par leurs procez-verbaux. » Paris, 21 juin 1683. — Fol. 29 v°. « Règlement pour les offices vacquans aux parties casuelles. » Cour des Aides. 15 mai 1683. — Fol. 30 v°. « Arrest touchant la liquidation des debtes des villes. » Versailles, avril 1683. — Fol. 34. « Arrest de la cour des Aydes quy ordonne que les délibérés sur requeste seront jugés dans trois jours, et prononcés à l'audience. » Paris, 14 décembre 1683. — Fol. 34 v°. « Déclaration du Roy, portant deffenses de saisir les bestiaux pour debtes. » Versailles, 6 novembre 1683. — Fol. 35. « DesclARATION du Roy sur les rémissions. Versailles, 22 novembre 1683. — Fol. 35 v°. « Arrest du Conseil qui ordonne aux receveurs des tailles de ne se faire payer des deniers qu'aux accoustumés. » Versailles, 4 octobre 1683. — Fol. 36. « Déclaration du Roy portant règlement pour le fait des tailles. » Fontainebleau, 16 août 1683. — Fol. 38. « Commission de la cour des Aydes de M. Jacques Relart, recepveur. » Paris, 29 février 1684. — Fol. 39 v°. « Commission du sieur Housset, controleur au tabacq. » Abbeville, 22 mars 1684. — Fol. 40. « Arrest du Conseil contre le sieur Moufle, trésorier des ponts et chaussées. » Versailles, 11 mars 1684. — Fol. 42 v°. « Règlement sur le gros manquant des inventaires des vins. » Versailles, septembre 1684. — Fol. 45. « Arrest du Conseil rendu en forme de règlement pour le fermier du marque de l'or et de l'argent. » Versailles, 12 septembre 1684. — Fol. 46. « Ordonnance de Mgr. Chauvelin, intendant, pour l'exercice du gros manquant. » Amiens, 28 septembre 1684. — Fol. 46 v°. « Arrest du Conseil qui ordonne que les ministres de la religion réformée seront mis à la taille. » Versailles, 8 janvier 1685. — Fol. 47. « Édict de réduction des officiers des eslections et greniers à sel. » Versailles, janvier 1685. — Fol. 50. « Arrest du conseil d'Etat, concernant les greffiers des eslections et greniers à sel, pour la représentation de leurs provisions. » Versailles, 30 janvier 1685. — Fol. 50 v°. « Arrest du conseil d'Etat concernant la réunion des petits greniers à sel. » Versailles, 30 janvier 1685. — Fol. 51. « Estat des noms des officiers des eslections

¹ Dates d'enregistrement.

et greniers à sel de la généralité d'Amiens, que le Roy veult estre remboursé en conséquence de l'édit du mois de janvier 1685. » — Fol. 52. « Lettres de l'office du sieur Mourette, ung des cent gentilshommes de la maison du Roy. » Paris, 25 mai 1685. — Fol. 53. « Déclaration pour le droit annuel. » Versailles, 6 juin 1685. — Fol. 53 v°. « Déclaration du Roy concernant les taxes d'offices. » Versailles, 12 février 1685. — Fol. 55. « Arrest du conseil d'Estat, pour l'exécution de l'estat des offices réservés pour composer à l'advenir les sièges des eslections et greniers à sel de la généralité d'Amiens. » Versailles, 18 août 1685. — Fol. 55 v°. « Extrait des officiers de l'eslection de Ponthieu et grenier à sel d'Abbeville réservés : Jacques Lesperon, président ; Jean Dumesniel, lieutenant ; Louis Darrets, esleu grenetier contrôleur ; Louis de Ponthieu, esleu grenetier contrôleur ; Jacques Gaillard, seigneur de Hénonville, esleu grenetier contrôleur ; Pierre Berquin, esleu grenetier contrôleur ; Jean de Dompierre, esleu grenetier controlleur ; Charles Mannessier, esleu grenetier contrôleur ; Simon de Dompierre, procureur du Roy ; Charles Lefebvre, greffier. » Versailles, 18 août 1685. — Fol. 56 v°. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Arrest quy ordonne que les officiers des eslections et des greniers tiendront deux audiences et fairont les ouvertures des greniers aux jours accoustumés. » Versailles, 26 janvier 1686. — Fol. 57. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Arrest qui lève les souffrances des officiers des eslections au compte de leur gage, pour raison des procès-verbaux qu'ils devoient rapporter touchant les fiefs, dans l'étendue de leurs eslections. » Versailles, 8 décembre 1685. — Fol. 57 v°. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Arrest qui règle les fonctions des officiers des eslections et greniers à sel. » Versailles, 26 janvier 1686. — Fol. 58 v°. « Déclaration du Roy concernant la réduction des officiers des eslections et des greniers à sel, leur rangs et leur fonctions. » Versailles, novembre 1685. — Fol. 59 v°. « Déclaration du Roy concernant la nomination des collecteurs et vérificateurs des roolles. » Versailles, 28 août 1685. — Fol. 60. « Édit du Roy portant deffenses de faire aucun exercice publicq de la religion prétendue réformée, dans son royaume. » Fontainebleau, octobre 1685. — Fol. 63 v°. « Édit du Roy servant de règlement pour les greffiers des eslections et greniers à sel de ce royaulme. » Versailles, avril 1686. — Fol. 66. « Arrest quy deffend la levée de l'annuel sur les propriétaires des pressoirs. » Cour des Aides. Paris, 5 février 1686. — Fol. 66 v°. « Commission du sieur Demont de contrôleur des gabelles. » Paris, 21 mars 1686. — Fol. 70 v°. « Privilège de Van-Robais, manufacturier. » St-Germain, 23 février 1681. —

Fol. 73. « Déclaration du Roy portant sur les eaux-de-vie. » Versailles, décembre 1686. — Fol. 75. « Provisions de M. François de Dompierre, procureur du Roy en l'eslection et grenier à sel d'Abbeville. » Versailles, 21 février 1687. — Fol. 77. « Provisions de M^e Pierre Bonnavanture, conseiller esleu grenetier contrôleur en l'eslection et grenier à sel d'Abbeville. » Versailles, 28 février 1687. — Fol. 80 v°. « Déclaration de Sa Majesté en faveur des greffes des eslections et greniers à sel. » Marly, février 1687. — Fol. 81 v°. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Privilèges des dames de Bertaucourt, pour leur sel. » Versailles, 8 février 1687. — Fol. 83. Lettres de provision à François de Lagrange, de l'office de receveur alternatif des tailles en l'élection de Ponthieu. Versailles, 4 septembre 1687. — Fol. 85. « Arrest du Conseil qui donne pouvoir à M^e Christophe Charier, de jouir des fermes des aydes de France à luy adjudgées, en attendant l'expédition du bail général. » Versailles, 18 mars 1687, — etc.

1904. (Registre.) — In-fol. 170 feuillets, papier.

1687-1693¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Extrait des registres du conseil d'Estat. Arrest touchant l'enregistrement des fermes. » Versailles, 26 juillet 1687. — Fol. 22. « Déclaration touchant les instances des communaultés. » Versailles, 2 août 1687. — Fol. 23. « Déclaration de Sa Majesté touchant l'establissement des fermes du regrat. » Versailles, 25 novembre 1687. — Fol. 24 v°. « Tiltre de noblesse des prédécesseurs du sieur Dault » Dumesnil. Amiens, 5 mars 1681. — Fol. 25 v°. « Titres de noblesse de la famille de Pocholle. — Fol. 26 v°. Id. de la famille Delarocque. — Fol. 27. Id. de la famille de Chanteraine. — Fol. 28 v°. Id. de la famille de Belleval. — Fol. 29 v°. Id. de la famille de Chantereine. — Fol. 30 v°. Id. de la famille Papin. — Fol. 41. « Arrest du conseil d'Estat touchant les droits du fer ouvré et à ouvrir. » Versailles, 4 mai 1688. — Fol. 41 v°. « Déclaration qui augmente les droits sur les bières venant d'Angleterre et d'Irlande. » Versailles, 4 mai 1688. — Fol. 41 v°. « Règlement pour la proceddure de l'eslection et grenier à sel du royaume. » Versailles, 17 février 1688. — Fol. 44. « Règlement que le Roy veult et ordonne estre suivy et observé pour les vaccations des officiers des eslections et greniers à sel », etc. Conseil royal des finances. Versailles, 17 février 1688. — Fol. 45. « Arrest du Conseil quy descharge les hameaux et

¹ Dates d'enregistrement.

escarts de la subvention. » Versailles, 4 mai 1688. — Fol. 47. « Déclaration quy ordonne que la peine pécuniaire contre les femmes faux-saulnières, soit sollidaires pour leurs maris. » Versailles, 23 mars 1688. — Fol. 47. « Provisions d'Antoine Leducq, huissier au grenier. » Alençon, 10 juin 1688. — Fol. 52 v°. « Arrest du Conseil pour l'attribution de V s. pour séance », etc. Versailles, 11 septembre 1688. — Fol. 53. « Arrest du Conseil portant pouvoir au fermier du tabacq de faire visite dans les maisons, chasteaux fort et couvents, pour la conservation des droits du tabacq. » Versailles, 14 août 1688. — Fol. 54. « Pattentes de Sa Majesté, en faveur, des sœurs de St-François d'Abbeville, pour 50 barils de bière d'aumosne. » Versailles, 13 mai 1688. — Fol. 54 v°. « Arrest du Conseil qui veut que le sel eut acquis 2 ans de repos dans le grenier de dépôt, avant d'en faire la distribution au peuple. » Versailles, 7 décembre 1688. — Fol. 55. « Lettres de provision de Charles Landrieu, sergent à cornet de la forest de Cressy. » Paris, 6 novembre 1679. — Fol. 58 v°. « Commission pour le regrat d'Abbeville. » Paris, 8 février 1689. — Fol. 59 v°. « Déclaration pour augmentation de XXX s. pour minot de sel. » Versailles, 22 février 1689. — Fol. 60. « Tiltres de noblesse des sieurs Ducastel et du Rozel. » Rouen 10 juillet 1670. — Fol. 61 v°. « Extraict des registres de la cour des Aydes. Arrest pour la fixation des droits pour le sel des regrats. » Paris, 2 avril 1689. — Fol. 64 v°. « Estat des paroisses de cent feux et au-dessus de l'eslection d'Abbeville, dans lesquelles le droit de subvention se perçoit », etc. — Fol. 66 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest qui ordonne de mettre des bouchons aux portes des cabarets. » Versailles, 30 juillet 1689. — Fol. 67. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest pour le jauge et courtage. » Versailles, 4 octobre 1689. — Fol. 69 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest pour la levée de XXX s. pour minot de sel. » Versailles, 29 octobre 1689. — Fol. 70 v°. « Déclaration portant révoquation des privilèges de plusieurs officiers des maisons royales et autres. » Versailles, 29 octobre 1689. — Fol. 72. « Édit portant création de présidens, assesseurs et esleus dans les eslections et greniers à sel », etc. Versailles, novembre 1689. — Fol. 73 v°. « Déclaration portant augmentation de 30 s. pour chacun minot de sel dans l'estendue des gabelles de France et Lyonois. » Versailles, 25 octobre 1689. — Fol. 73 v°. « Déclaration de Sa Majesté, touchant les droits de jauge et courtage. » Fontainebleau, 10 octobre 1689. — Fol. 75. « Déclaration sur l'union du parisis sur les cuirs aux propriété des droits de controle », etc. Versailles, 29 novembre 1689. — Fol. 76. « Édit portant exemption de taille aux officiers des présidiaux. » Versailles, décembre 1689. — Fol. 77 v°.

« Édit portant création de trois référendaires ès eslections et autres juridictions », etc. Versailles, novembre 1689. — Fol. 78 v°. « Arrest de la cour des Aydes portant fixation et tarif pour les prix de regrat. » Paris, 16 janvier 1690. — Fol. 80. « Déclaration de Sa Majesté, quy donne pouvoir aux esleus de juger en dernier ressort jusques à 50 l. et au-dessous d'opposition et surtaux et des despens, dommages et intérêts. » Versailles, 18 avril 1690. — Fol. 81. « Déclaration du Roy portant deffenses de saisir les bestiaux. » Versailles, 10 janvier 1690. — Fol. 81. « Déclaration du Roy portant augmentation des droits du papier et parchemin timbré. » Versailles, 18 avril 1690. — Fol. 81 v°. « Déclaration du Roy concernant les XIII^c mil l. de rentes viagères. » Versailles, 19 avril 1690. — Fol. 84 v°. « Édit de création de greffier des roolles de taille. » Versailles, août 1690. — Fol. 86 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest de liquidation des charges de la ville d'Abbeville. » Paris, 28 mars 1691. — Fol. 88 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Arrest contre les faux saulniers. » Paris, 3 avril 1691. — Fol. 89. « Arrest du conseil d'Estat, pour l'augmentation de 13 s. 6 d. pour chacun minot de sel. » Versailles, 29 mai 1691. — Fol. 89 v°. « Édit du Roy portant création d'officiers d'admirauté. » Versailles, avril 1691. — Fol. 91 v°. « Édit du Roy portant création d'offices d'essayeurs et controleurs des ouvrages d'estain. » Versailles, mai 1691. — Fol. 93. « Édit du Roy portant réunion aux eslections et greniers à sel, des offices créés par édit du mois de novembre 1689. » Versailles, 8 mai 1691. — Fol. 93 v°. « Édict portant attribution de 9 s. 6 d. aux offices des greniers pour minot de 4 s. aux mesures. » Versailles, mai 1691. — Fol. 95. « Déclaration du Roy portant règlement sur les expéditions de papier et parchemin timbré dans les justices. » Versailles, 19 juin 1691. — Fol. 98. « Déclaration du Roy pour le papier timbré, rendu en interprétation de la déclaration du 19 juin 1691. » Versailles, 24 juillet 1691. — Fol. 98 v°. « Déclaration du Roy portant révocquation des privilèges accordés aux loueurs de chevaux. » Versailles, 25 août 1691. — Fol. 101. « Arrest du Conseil pour le bail de M^e Pierre Pointeau, fermier des gabelles. » Fontainebleau, 25 novembre 1691. — Fol. 113 v°. « Édit portant attribution d'un minot de sel aux greffiers des présidiaux. » Versailles, mars 1673. — Fol. 120. « Édit portant création de 400 greffiers des domaines de gens de main morte. » Versailles, décembre 1691. — Fol.

122 v°. « Édit portant création du contrôleur œconomme séquestre en chaque diocèse. » Versailles, décembre 1691. — Fol. 124. « Édit des commissaires ordinaires des guerres. » Versailles, décembre 1691. — Fol. 126 v°. « Édit des greffiers des insinuations ecclésiastiques. » Versailles, décembre 1691. — Fol. 129 v°. « Édit du Roy portant création des notaires royaux apostoliques. » Versailles, décembre 1691. — Fol. 143. « Déclaration du Roy pour les billets d'eschange quy sont faicts par les gens d'affaires. » Versailles, 26 février 1692. — Fol. 143 v°. « Édit du Roy pour les droicts du caffè et chocolat. » Versailles, janvier 1692. — Fol. 145. « Déclaration du Roy pour le restablissement du privilège des postes. » Versailles, 2 avril 1692. — Fol. 145. « Arrest de la cour des Aydes, concernant l'enregistrement des lettres de noblesse. » Paris, 4 septembre 1692. — Fol. 145 v°. « Déclaration du Roy pour les exemptions et privilèges des officiers des maréchaussées. » Versailles, 6 mai 1692. — Fol. 146 v°. « Édit du Roy portant création de maires perpétuels dans les villes et charges d'assesseurs. » Versailles, août 1692. — Fol. 148 v°. « Édict portant création des offices de commissaire aux reveues des estappes. » Versailles, août 1692. — Fol. 150. « Provisions de M^e Antoine Lerquin, conseiller esleu. » Alençon, 9 août 1692. — Fol. 151. « Provisions de Jacques Dumesniel, garde de forest. » Paris, 5 janvier 1690. — Fol. 151 v°. « Extraict des registres du conseil d'Estat. Pour les courtiers et commissionnaires des vins. » Versailles, 13 novembre 1691. — Fol. 157 v°. « Arrest du Conseil quy veult que les gardes des gouverneurs de province payent la taille », etc. Versailles, 16 décembre 1692. — Fol. 160. « Provisions de M^e Lepierre pour l'office d'esleu. » Versailles, 28 décembre 1692. — Fol. 163 v°. « Provisions du sieur Remilly pour l'office du receveur des especes. » Paris, 8 juin 1693. — Fol. 167 v°. « Édit du Roy pour la révocation des lettres de réhabilitation de noblesse. » Versailles, décembre 1692. — Fol. 168. « Déclaration du Roy, pour les adjudications des octrois des villes. » Versailles, 3 mars 1693. — Fol. 168 v°. « Édict pour la création d'un lieutenant criminel dans les eslections. » Marly, août 1693, — etc.

1905. (Registre.) — In-fol. 130 feuillets, papier.

1693-1703¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 3. « Édit pour la création des charges et offices de commissaires. » Fontainebleau, octobre 1693. — Fol. 5. « Édit pour la création des offices de premier huissier. » Versailles, décembre 1693. — Fol. 7. Édict des contrôleurs des déclarations de despens. »

Versailles, mars 1694. — Fol. 9 v°. « Édit portant création des offices de controolleurs des dons et octrois », etc. Versailles, mars 1694. — Fol. 11. « Édit portant création de capitaine et lieutenant de quartier. » Versailles, mars 1694. — Fol. 17 v°. « Édit du Roy portant désunion de la juridiction des gabelles, du corps des eslections, et création d'un nouveau grenier à sel. » Fontainebleau, octobre 1694. — Fol. 19. « Édit du Roy portant rétablissement de l'hérédité des offices de greffiers des eslections et greniers à sel du royaume et des gages et augmentations et droits y attribués. » Versailles, avril 1694. — Fol. 20. « Arrest du conseil d'Estat du Roy, concernant la descharge de la finance de l'hérédité des greffes des eslections des domaines engagés. » Versailles, 22 mars 1695. — Fol. 21. « Édit de création de recepveur des deniers communs, patrimoniaux et d'octrois dans les villes où il n'en a pas esté créé depuis 1689. » Versailles, août 1694. — Fol. 22 v°. « Édit de création d'offices de controlleurs des actes des nottaires. » Fontainebleau, octobre 1694. — Fol. 23 v°. « Provisions de M^e Tiercelin de l'office de recepveur au grenier à sel d'Abbeville, en titre. » Versailles, 30 juillet 1695. — Fol. 25. « Édit de création des offices de greffiers des roolles des tailles alternatif », etc. Versailles, novembre 1694. — Fol. 31. « Provisions de l'office de premier huissier audiencier en l'eslection de Ponthieu données à Antoine Carette. » Paris, 14 juin 1696. — Fol. 32. « Lettres de noblesse du sieur Gallet de Nuilly. » St-Germain, 4 juin 1668. — Fol. 35 v°. « Édit portant suppression des rapporteurs de saisies et criées establis avant 1689, non remplis, et création de rapporteurs vérifficateurs et certifficateurs de criées dans les sièges royaux, mesme dans les justices seigneurialles. » Versailles, octobre 1694. — Fol. 36 v°. « Déclaration du Roy portant tarif et règlement des droits des greffiers des présentations. » Versailles, 12 juillet 1695. — Fol. 38 v°. « Déclaration du Roy, quy règle les formalités prescrites pour les procès-verbaux des commis aux exercices. » Marly, 19 juillet 1695. — Fol. 40 v°. « Arrest du conseil d'Estat du Roy concernant les présentations. Versailles, 8 février 1696. — Fol. 44 v°. « Provisions de M^e François Lefebvre, pour la charge de greffier en l'eslection de Ponthieu. » Fontainebleau, 13 octobre 1695. — Fol. 54. « Lettres de survivance accordée à M. le comte de Thieux le fils, de la charge de gouverneur du Crottoy, qu'avoit M. son père. » St-Germain, 22 janvier 1680. — Fol. 61. « Arrest du Conseil pour la prise de possession de M^e

¹ Dates d'enregistrement.

Nicolas du Plantier, fermier du tabacq. » Versailles, 17 septembre 1697. — Fol. 61 v°. « Provisions de premier huissier audiencier au bailliage de Cressy, pour Jehan de Brouttelles. » Paris, 30 octobre 1697. — Fol. 62 v°. « Déclaration du Roy concernant les privilèges des gardes du corps du Roy, gendarmes et chevaux-légers de la garde. » Versailles, 2 août 1698. — Fol. 63. « Édit du Roy portant suppression des offices de greffiers des rolles de tailles. » Versailles, août 1698. — Fol. 63 v°. « Déclaration du Roy concernant le remboursement des rentes de l'hôtel-de-ville de Paris. » Versailles, 16 août 1698. — Fol. 64 v°. « Arrêt du Conseil, pour la continuation du droit de jauge et courtage du papier et parchemin timbré. » Versailles, 7 juin 1698. — Fol. 65. « Déclaration du Roy qui supprime les augmentations de gages des officiers des justices royales inférieurs. » Fontainebleau, 4 octobre 1698. — Fol. 66. « Déclaration du Roy qui supprime les augmentations de gages des présidiaux et autres justices royales, et révoque leurs exemptions et privilèges. » Fontainebleau, 4 octobre 1698. — Fol. 67. « Déclaration du Roy qui supprime les augmentations de gages des officiers des eslections et greniers à sel », etc. Fontainebleau, 4 octobre 1698. — Fol. 68. « Lettres de noblesse du sieur Michel Lemasson, escuier, sieur de Monplaisir. » Paris, mars 1648. — Fol. 70. « Déclaration du Roy qui supprime les augmentations de gages attribués aux officiers de chancelleries. Fontainebleau, 4 octobre 1698. — Fol. 70 v°. « Déclaration du Roy concernant les inscriptions de faux contre les procès-verbaux des commis aux aides : » Versailles, 6 janvier 1699. — Fol. 71 v°. « Lettres patentes accordées aux religieuses de St-François d'Abbeville, pour la continuation de leurs privilèges », etc. Fontainebleau, 19 octobre 1698. — Fol. 73. « Déclaration du Roy, en interprétation de celle du 6 janvier 1699, concernant les inscriptions de faux contre les procès-verbaux des commis aux aides, dans le ressort de la cour des Aides de Paris. » Versailles, 14 avril 1699. — Fol. 74. « Provisions de M^e Charles-François Dumesniel, seigneur de Belleval, pour l'office de conseiller du Roy, lieutenant en l'eslection de Ponthieu. » Versailles, 28 mai 1699. — Fol. 75 v°. « Arrest du Conseil au profit de Jean-Pierre Lacaille, pour les offices de jaugeurs et courtiers. » Marly, 21 juillet 1699. — Fol. 77. « Déclaration du Roy concernant les saisies des bestiaux. » Versailles, 14 août 1696. — Fol. 77 v°. « Provisions du sieur Maupin, président au grenier de Forestmontiers. » Paris, 23 avril 1699. — Fol. 78. « Provision donnée au sieur Loyzel, pour l'office de procureur du Roy au grenier à sel de Rue. » Versailles, 19 février 1699. — Fol. 80. « Déclaration du Roy portant peine de galères contre les particuliers

quy faciliteront avec force et port d'armes l'entrée des marchandises deffendues. » Marly, 25 août 1699. — Fol. 81. « Lettres de noblesse du sieur de Carnetin. » Rochefort, 28 septembre 1669. — Fol. 82. « Arrest du Conseil pour les privilèges des relligieuses de St-Dominique de cette ville, pour les bierres. » Versailles, 17 novembre 1699. — Fol. 84. « Lettres de provisions du sieur Louis Mannessier, en la charge de fourrier des escuries de Madame la duchesse de Bourgogne. » Versailles, 21 décembre 1699. — Fol. 85. « Déclaration du Roy portant règlement de ce quy doit estre observé en la vente de la poudre et plomb. » Fontainebleau, 1^{er} octobre 1699. — Fol. 86 v°. « Déclaration du Roy portant descharge et modération de parties des droits de petits sceaux », etc. Marly, 10 novembre 1699. — Fol. 88 v°. « Tarif des droits que le Roy en son Conseil a ordonné estre payés en l'exécution de l'édit du mois de novembre 1696 », etc. — Fol. 91. « Lettres de provisions de vallet de garde robbe du Roy, pour le sieur Prévost, secrétaire de Mgr le ducq de Larochefoucault. » Versailles, 13 septembre 1690. — Fol. 91 v°. « Arrest du conseil d'Estat du Roy... en forme de règlement, pour la perception du droit de marque sur les chapeaux. » Versailles, 26 mai 1699. — Fol. 94. « Lettres patentes pour exempter de la taille le concierge et deux ouvriers servant à la manufacture de pluches establie près d'Abbeville, au Ponderemy. » Fontainebleau, 5 octobre 1694. — Fol. 96. « Lettres de provisions de l'office de substitut du procureur du Roy en cette eslection... de M^e Antoine Lefebvre. » Paris, 7 mars 1678. — Fol. 100. Lettres de noblesse de Simon Bonvillart, sieur de Vaugeois. Paris, juin 1651. — Fol. 101 v°. « Édit du Roy portant création d'un esleu controlleur des tailles en chaque eslection. » Versailles, décembre 1701. — Fol. 103. « Édit du Roy portant que tous ses sujets nobles par extraction, par charge ou autrement,... pourront faire librement toutes sortes de commerce en gros », etc. Versailles, décembre 1701. — Fol. 104 v°. « Déclaration du Roy portant deffences de saisir les bestiaux pour debtes », etc. Fontainebleau, 29 octobre 1701. — Fol. 105. « Déclaration du Roy qui supprime la visite et la marque à laquelle tous les chapeaux fabriqués dans le royaume ont esté assujétis par l'art. 1 de l'édit du mois d'avril 1690. » Versailles, 20 décembre 1701. — Fol. 106. « Lettres de noblesse au sieur Beauvarlet de Bomicourt. » Versailles, juillet 1700. — Fol. 107. « Arrest pour la noblesse des sieurs Gaillard, de Bovancourt et de Senonville. » Paris, 20

avril 1698. — Fol. 110 v°. « Édit du Roy portant création d'un président en chacun siège des eslections du royaume. » Versailles, mai 1702. — Fol. 111 v°. « Déclaration du Roy pour la recherche des faux nobles. » Versailles, 30 mai 1702. — Fol. 112 v°. « Édit du Roy portant création des commissaires des tailles en chaque eslection. » Versailles, juin 1702. — Fol. 113 v°. « Édit du Roy portant création de receveurs et commis au controlle des parties casuelles dans les provinces. » Versailles, juillet 1702. — Fol. 124. « Édit du Roy portant création des syndicqs perpétuels. » Versailles, mars 1702. — Fol. 126. « Tiltres de noblesses de Messieurs du Fay, de Louvigny et de Guinegatte. » Amiens, 5 mars 1703. — Fol. 128. « Déclaration du Roy qui règle le prix qui sera payé par ceux quy jouissent de quelques privilèges ou exemptions à cause des offices dont ils sont pourvus », etc. Versailles, 17 juillet 1703, — etc.

C. 1906. (Registre.) — In-fol.111 feuillets, papier.

1703-1766¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 3 v°. « Arrest du Conseil, pour la continuation de l'abonnement d'eau-de-vie. » Versailles, 18 septembre 1703. — Fol. 4 v°. « Arrest du conseil d'Estat du Roy.... par lequel Sa Majesté ordonne que M^e Germain Gautier jouira de la ferme générale des tabacqs », etc. Versailles, 18 septembre 1703. — Fol. 5 v°. « Déclaration du Roy.... en interprétation de l'ordonnance de 1681 concernant la ferme du tabacq. » Versailles, 18 septembre 1703. — Fol. 12 v°. « Arrest du Conseil qui ordonne que les quittances données par les receveurs des aydes aux portes et passages seront délivrées en pappier timbré. » Versailles, 29 janvier 1704. — Fol. 14 v°. « Déclaration du Roy qui confirme les propriétaires des offices de controlleurs, marqueurs, visiteurs.... dans les fonctions et droits », etc. Versailles, 15 décembre 1703. — Fol. 19. « Lettres de provisions de M^e Jean-François Bourée, pour l'office de conseiller receveur ancien des tailles en l'élection de Ponthieu. » Versailles, 22 juin 1704. — Fol. 20. « Lettres de provisions du sieur Bourée, pour l'office de conseiller receveur alternatif des tailles et octrois en l'élection de Ponthieu. » Versailles, 2 juin 1704. — Fol. 21 v°. « Déclaration du Roy contre les fraudes des droits de la ferme du tabacq. » Versailles, 18 septembre 1703. — Fol. 22. « Déclaration du Roy qui prescript les formalités qui doivent estre observées par les communautés, lorsqu'elles intenteront des procès. » Fontainebleau, 2 octobre 1703. — Fol. 23. « Édit du Roy portant création des offices de controlleurs des œconomes séquestres des greffiers des insinuations ecclésiastiques

et des domaines de gens de main morte. » Fontainebleau, octobre 1703. — Fol. 24 v°. « Édit du Roy portant création des offices de greffiers des roolles des tailles. » Versailles, novembre 1703. — Fol. 26 v°. « Édit du Roy portant création d'un office de trésorier receveur et paieur des revenus des fabriques et confréries en chacune des paroisses des villes du royaume. » Versailles, février 1704. — Fol. 27. « Édit du Roy portant création de quarante officiers de secrétaires du Roy. » Versailles, mars 1704. — Fol. 30. « Édit du Roy portant création des officiers de receveurs alternatif des revenus et deniers patrimoniaux des villes des pays des élections, à l'exception des villes de Paris et de Lion. » Versailles, mars 1704. — Fol. 31. « Édit du Roy portant création des offices de subdélégués des intendans et commissaires départis dans les provinces et généralités du royaume. » Versailles, avril 1704. — Fol. 32. « Déclaration du Roy en faveur des officiers de la grande chancellerie. » Versailles, 6 avril 1704. — Fol. 33. « Déclaration du Roy servant de règlement pour les fonctions des offices de controlleur de greffier des insinuations ecclésiastiques des greffiers des domaines de gens de main morte », etc. Versailles, 6 mai 1704. — Fol. 35. « Déclaration du Roy concernant les droits sur les eaux-de-vie. » Versailles, 23 août 1704. — Fol. 36. « Déclaration du Roy qui règle les fonctions des essayeurs, visiteurs et controlleurs d'eaux-de-vie et les droits qu'ils doivent percevoir. » Versailles, 17 novembre 1703. — Fol. 45 v°. « Provisions de Robert Thibault, pour l'office de commissaire des tailles. » Fontainebleau, 19 octobre 1704. — Fol. 46 v°. « Lettres pattentes d'annoblissement de Philippes du Gardin, sieur de Bernapré. » Versailles, mars 1701. — Fol. 47 v°. « Édit du Roy portant création des greffiers des arts et mestiers. » Versailles, août 1704. — Fol. 49. « Édit du Roy portant suppression des offices de commissaires aux saisies mobilières, et création des offices de controlleurs d'exploits. » Fontainebleau, septembre 1704. — Fol. 50. « Édit du Roy portant création des receveurs des amendes et des espices anciens et mytriennaux, alternatif et mytriennaux. » Versailles, novembre 1704. — Fol. 51 v°. « Édit du Roy portant création des offices de greffiers des experts. » Versailles, novembre 1704. — Fol. 52 v°. « Édit du Roy portant création des offices de controlleurs des actes d'affirmations. » Versailles, septembre 1704. — Fol. 53 v°. « Édit du Roy portant création de conseillers auditeurs des comptes.... dans les bailliages et

¹ Dates d'enregistrement.

autres sièges », etc. Versailles, septembre 1704. — Fol. 54 v°. « Édit du Roy portant création de vendeurs de porcs. » Versailles, mai 1704. — Fol. 55 v°. « Édit du Roy portant création des offices de courtiers, agens de change. », etc. — Fol. 57. « Édit du Roy portant création des offices d'inspecteurs généraux, commissaires, visiteurs et contrôleurs des manufactures de drap et toilles », etc. Fontainebleau, octobre 1704. — Fol. 59 v°. « Édit du Roy portant attribution des droits d'affirmation et des présentations des demandeurs », etc. Fontainebleau, octobre 1704. — Fol. 60 v°. « Déclaration du Roy qui permet aux fermiers des aides de faire exercer par diminution les vendans vins. » Versailles, 17 janvier 1705. — Fol. 61 v°. « Édit du Roy portant création d'offices de président dans les présidiaux du royaume. » Versailles, février 1705. — Fol. 63. « Arrest du Conseil concernant la noblesse des sieurs Lemasson de Monplaisir et de Martinet. » Versailles, 3 mai 1701. — Fol. 65. « Édit du Roy portant création d'offices de jurez contrôleurs essayeurs d'huiles. » Marly, mai 1705. — Fol. 66. « Déclaration du Roy qui deffend aux parties de prendre des transports sur les sièges devant lesquels ils plaideront », etc. Versailles, 27 mai 1705. — Fol. 66 v°. « Déclaration du Roy quy fait deffence à ceux quy ont fait profession de la R. P. R., de vendre durant le temps de trois ans les biens immœubles quy leur appartiennent », etc. Versailles, 9 juin 1705. — Fol. 67 v°. « Déclaration du Roy quy ordonne que la conversion des peines établies contre les fraudeurs et contrevenans à ce quy concerne la ferme du tabacq, ne pourra être prononcée que du consentement du fermier. » Versailles, 13 juin 1705. — Fol. 69. « Provisions et quittance de finance du sieur Vassal, contrôleur au grenier d'Abbeville, demeurant à Auxy. » Versailles, 13 septembre 1705. — Fol. 70 v°. « Édit du Roy concernant les privilèges et exemptions des officiers de l'artillerie. » Fontainebleau, septembre 1704. — Fol. 72 v°. « Édit du Roy portant révocation des privilèges des offices créés depuis le 1^{er} janvier 1689, jusqu'à présent. » Versailles, août 1705. — Fol. 74 v°. « Déclaration du Roy portant établissement des offices de contrôleurs des actes d'affirmations dans toutes les cours et juridictions du royaume. » Versailles, 26 mai 1705. — Fol. 75. « Édit du Roy portant création des offices de contrôleurs des registres et des extraits des baptêmes, mariages et sépultures. » Versailles, juin 1705. — Fol. 76 v°. « Édit du Roy quy attribue des augmentations de gages aux officiers vétérans des cours », etc. Versailles, juin 1705. — Fol. 77 v°. « Déclaration du Roy portant que les pourvus des offices de receveurs alternatifs et mytriennaux des épices, vacations et amendes, jouiront des mesmes droits dont jouissent

les anciens. » Versailles, 28 juillet 1705. — Fol. 78. « Lettres pattendes d'annoblissement accordées au sieur Loisel Le Gaucher, sieur de Broutelle, par Sa Majesté. » Marly, avril 1705. — Fol. 79. « Édit du Roy portant création d'offices d'inspecteurs visiteurs et contrôleurs aux entrées des vins dans les villes et bourgs du royaume. » Fontainebleau, octobre 1705. — Fol. 80. « Édit du Roy portant qu'à commencer du 1^{er} janvier prochain, tous les actes qui seront passés sous signatures privées... seront contrôlés avant que l'on en puisse faire aucune demande en justice. » Fontainebleau, octobre 1705. — Fol. 81. « Édit du Roy quy ordonne qu'à commencer du 1^{er} janvier prochain, les nottaires et tabellions... seront tenus de faire enregistrer et insinuer... tous les contracts de vente, d'échanges, baux à rentes foncières », etc. Fontainebleau, octobre 1705. — Fol. 82. « Déclaration du Roy portant que les deux communautés d'huissiers sergents à verges et d'huissiers à cheval du Châtelet de Paris demeureront séparées », etc. Versailles, 28 novembre 1705. — Fol. 83. Déclaration du Roy pour attribuer aux élections la connoissance des contestations concernant les essayeurs d'huiles. » Versailles 28 novembre 1705. — Fol. 83 v°. « Édit du Roy qui désunit le sol accordé par édit du mois de février 1705 aux huissiers et sergents royaux, et l'unit aux droits dont jouissent les contrôleurs des exploits établis en exécution de l'édit du mois de septembre 1704. » Versailles, novembre 1705. — Fol. 84 v°. « Déclaration du Roy, pour continuer pendant l'année prochaine 1706 la levée de l'augmentation du dixième ou des deux sols pour livre. » Versailles, 26 décembre 1705. — Fol. 85. « Édit du Roy portant création de 116 offices d'agens de change. » Versailles, décembre 1705. — Fol. 86. « Déclaration du Roy qui dispense les officiers de la vénerie du service actuel, nonobstant l'édit du mois d'août 1705. » Versailles, 2 janvier 1706. — Fol. 87. « Déclaration du Roy contenant règlement et tarif des droits attribuez aux offices de contrôleurs prudhommes et vendeurs de cuirs », etc. Versailles, 6 février 1706. — Fol. 89. Lettres de provision à Gille-Gaspard de l'Hommel de l'office de lieutenant de police de la ville de Montreuil-sur-Mer. Versailles, 12 avril 1700. — Fol. 89 v°. « Titres de noblesse du sieur Monguiot du Crottoy. » — Fol. 91. « Déclaration du Roy portant que les veuves des officiers de judicature, police et finances du royaume, ne seront comprises dans les roolles qui seront arrêtez pour les augmentations de gages à elles attribuées par l'édit

du mois de juin dernier, que pour la moitié des sommes pour lesquelles les officiers vétérans qui ont possédé les memes offices que ceux dont leurs maris sont morts revêtus, y seront employez.» Versailles, 22 décembre 1705. — Fol. 91 v°. « Déclaration du Roy concernant la jouissance du sol attribué aux controlleurs des exploits. » Versailles, 12 janvier 1706. — Fol. 93. « Édit du Roy portant création d'offices de controlleurs des greffiers gardes minutes des chancelleries. » Versailles, janvier 1706. — Fol. 95. « Édit du Roy portant établissement de droit de controlle sur les perruques dans l'étendue du royaume. » Versailles, janvier 1706. — Fol. 97. « Édit du Roy portant création des offices de vérificateurs des francs salez. » Versailles, février 1706. — Fol. 98. « Édit du Roy portant création d'offices de greffiers conservateurs des hypothèques des offices qui s'exercent sans provision. » Versailles, mars 1706. — Fol. 99. « Édit du Roy portant création d'offices d'inspecteurs des eaux et forests. » Versailles, mars 1706. — Fol. 101. « Déclaration du Roy qui attribue des augmentations de gages à plusieurs officiers qui y sont dénommez. » Versailles, 10 avril 1706. — Fol. 102 v°. « Édit du Roy donné en explication de celui du mois d'aoust 1705, portant révocation des privilèges et exemptions accordées à plusieurs officiers. » Versailles, septembre 1706, — etc.

C. 1907. (Registre.) — In-fol. 283 feuillets, papier.

1707-1723¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. Édit de désunion du contrôle des extraits des registres de baptêmes, mariages et sépultures des offices de contrôleur desdits registres. Versailles, octobre 1706. — Fol. 3. Déclaration sur les droits de consignations attribués aux receveurs. Versailles, 26 octobre 1706. — Fol. 4 v°. Déclaration qui permet aux négociants en gros de posséder des charges dans les élections et greniers à sel. Versailles, 21 novembre 1706. — Fol. 5. Déclaration pour la continuation de la levée des deux sols pour livre. Versailles, 11 janvier 1707. — Fol. 6. Édit portant création de deux conseillers en chacun des bailliages et autres sièges dans lesquels il a été créé des offices de lieutenants généraux, etc. Versailles, novembre 1706. — Fol. 7 v°. Édit portant création des offices de maires et lieutenants de maire alternatifs et triennaux. Versailles, décembre 1706. — Fol. 12. Édit de création des offices de contrôleurs des greffes, octrois et péages. Versailles, janvier 1707. — Fol. 13 v°. Édit de création des inspecteurs de bâtiments. Versailles, janvier 1707. — Fol. 14 v°. Édit de création des offices de greffiers des subdélégations. Versailles, janvier 1707. — Fol. 15 v°. Édit de création

des offices de gardes de conservateurs des registres des contrôles des exploits et autres actes. Versailles, février 1707. — Fol. 16 v°. Déclaration « en interprétation de l'édit du mois d'octobre 1706, qui a ordonné que les extraits des baptemes, mariages et sépultures seront controllez. » Versailles, 1^{er} février 1707. — Fol. 17 v°. « Arrest du Conseil contre les fermiers qui jouissent sans baux et par force de leurs fermages. » Versailles, 17 juin 1707. — Fol. 18. Déclaration « concernant les droits attribués aux controlleurs des huilles. » Versailles, 15 mars 1707. — Fol. 18 v°. Édit sur les droits de confirmation de noblesse des maires et officiers des villes. Versailles, mai 1707. — Fol. 19. Déclaration « quy attribue des augmentations de gages à plusieurs officiers qui y sont dénommez. » Marly, 10 mai 1707. — Fol. 19 v°. Édit « portant création de syndics perpétuels et greffiers des roolles des tailles alternatifs et triennaux. » Marly, juillet 1707. — Fol. 20. Édit de création « de deux offices de vérificateurs généraux des francs salez », etc. Marly, juillet 1707. — Fol. 21. Édit de création « de vingt capitaines généraux, vingt lieutenants généraux, vingt majors généraux et vingt aides majors, pour servir les costes maritimes. » Marly, juillet 1707. — Fol. 21. Déclaration « servant de nouveaux règlement, pour la confection des rolles des tailles. » Fontainebleau, 4 octobre 1707. — Fol. 22. « Arrest du Conseil qui ordonne le payement des droits de gros et augmentations des boisson vendue par des curez provenant des dixmes qu'ils tiennent à ferme. » Versailles, 14 octobre 1689. — Fol. 22 v°. Déclaration « quy fixe les peines qui seront prononcées contre les collecteurs qui auront diverty les deniers de leur collecte. » Versailles, 7 février 1708. — Fol. 23. Édit « portant création d'augmentations de gages pour les officiers vétérans. » Versailles, août 1707. — Fol. 23 v°. Édit de création « des offices de controlleurs alternatifs des espices et amendes », etc. Versailles, janvier 1708. — Fol. 24 v°. Édit de création « des offices de commissaires conservateurs généraux des décrets volontaires », etc. Versailles, janvier 1708. — Fol. 25 v°. Édit de création « des offices de gardes des archives dans les cours, présidiaux, sénéchaussées, bailliages », etc. Versailles, janvier 1708. — Fol. 26 v°. Déclaration « quy fixe les peines qui seront prononcées contre les collecteurs qui auront divertis les deniers de leur collecte. » Versailles, 7 février 1708. — Fol. 26 v°. Déclaration « concernant l'exercice des commis des aydes. » Versailles, 27 mars 1708. — Fol. 27. « Arrest de la cour des Aydes qui fait deffences aux

¹ Dates d'enregistrement.

officiers des eslections de faire mettre en leurs greffes des eschantillons des tabacqs saisy », etc. 21 mars 1708. — Fol. 28. « Provisions du sieur Manessier de Moncourt, pour l'office de conseiller auditeur des comptes à la sénéchaussée de Ponthieu. » Versailles, 17 octobre 1706. — Fol. 28 v°. « Titre de noblesse du sieur Le Moine de Blangermont. » — Fol. 29 v°. « Arrest du Conseil quy fixe les droits d'aydes sur les bières simples. » Versailles, 8 février 1707. — Fol. 38. « Provisions de l'office de huissier en l'eslection de Ponthieu, pour Nicolas Gellée. » Versailles, 29 janvier 1708. — Fol. 38 v°. « Bail à chetel d'une vache fait à François Delecourt et sa femme, par Marie Tavernier, de Quend en Marquenterre. » Rue, 14 mars 1708. — Fol. 40. « Lettres de provisions de M^e Pierre-François Dequen, sieur du Beauval, pour l'office de conseiller du Roy assesseur en l'eslection de Ponthieu, créé par édit de novembre 1689. » Fontainebleau, 29 juillet 1708. — Fol. 41. « Lettres de provisions de M^e Jacques Godar, pour l'office de conseiller esleu, créé en mil six cent quatre-vingt-neuf. » Fontainebleau, 29 (?) 1707. — Fol. 41 v°. « Lettres de provisions de l'office de conseiller esleu garde seel, pour M^e Louis Dargnies. » Fontainebleau, 9 juillet 17(08 ?). — Fol. 42. Édit « portant établissement des offices de milice bourgeoise. » Fontainebleau, juin 1708. — Fol. 42 v°. Déclaration « concernant les droits sur la bière. » Versailles, 12 juin (?). — Fol. 43. Déclaration sur les droits de contrôle des actes des notaires. Versailles, 20 mars 1708. — Fol. 43 v°. Déclaration sur les droits de petits sceaux. Versailles, 20 mars 1708. — Fol. 44. Édit de création « des offices de contrôleurs visiteurs des poids et mesures dont on doit se servir dans les moulins à eau et à vent. » Versailles, mai 1708. — Fol. 44 v°. Déclaration sur les droits d'insinuations. Versailles, 20 mars 1708. — Fol. 46 v°. Édit sur le recouvrement des droits d'amortissements, de francs fiefs et nouveaux acquets. Versailles, mai 1708. — Fol. 48 v°. Édit de création « d'office de greffiers alternatifs et triennaux dans les eslections. » Fontainebleau, août 1708. — Fol. 49. Déclaration « contre les vendeurs et acheteurs de vin en fraude. » Versailles, 4 septembre 1708. — Fol. 49 v°. « Arrest du conseil d'Etat qui fait deffences de faire un rejet, avant qu'il ait esté ordonné par M. l'intendant. » Versailles, 30 avril 1709. — Fol. 50. Déclaration « contenant plusieurs réglemens sur les labours et semences », etc. Versailles, 11 juin 1709. — Fol. 51 v°. « Arrest de la cour des Aides, qui fait deffences à Colombeau et autres commissionnaires de la ville d'Orléans, de conduire ou envoyer des vins et eaux-de-vies à Paris ou ailleurs, sur des lettres de voitures sous signatures

privées », etc. Paris, 11 août 1700. — Fol. 52 v°. « Arrest de la cour des Aydes pour les alimens des prisonniers. » Paris, 12 septembre 1709. — Fol. 53. « Lettres de commissions.... au sieur Deflocque, pour l'exercice de l'office de président alternatif au grenier à sel de Seigneville. » Versailles, 21 septembre 1709. — Fol. 54. Arrêt du Conseil « pour la prise de possession de la ferme du tabacq. » Fontainebleau, 24 juillet 1708. — Fol. 56 v°. Édit de création « de deux offices de huissiers ordinaires. » Versailles, avril 1707. — Fol. 61. Déclaration « concernant les droits de gros des vins manquans. » Versailles, 26 novembre 1709. — Fol. 61 v°. « Arrest de la cour des Aydes, qui proroge jusqu'au 1^{er} juillet prochain l'exécution de son arrest du 12 septembre 1709 rendu en faveur des prisonniers détenus pour dettes », etc. Paris, 11 janvier 1700. — Fol. 62. Édit « concernant le rachat et amortissement de l'arrêt et du prest que les officiers on accoustumé de payer au Roy. » Versailles, décembre 1709. — Fol. 63 v°. Déclaration « qui unit les offices de greffiers alternatifs et mitrienneaux des élections aux anciens. » Versailles, 19 octobre 1709. — Fol. 65. Déclaration « sur la régie des droits attribuez aux inspecteurs des huilles. » Versailles, 22 décembre 1709. — Fol. 66 v°. Édit « quy décharge les receveurs généraux des finances et les receveurs des tailles d'acquérir des augmentations de gages », etc. Versailles, janvier 1710. — Fol. 67 v°. Édit « portant création de 30.000 l. de rentes au denier 20 », etc. Versailles, janvier 1710. — Fol. 69 v°. Édit « qui attribue des augmentations de gages aux officiers vétérans et autres. » Versailles, mars 1711. — Fol. 71 v°. Déclaration « qui attribue des gages à ceux qui seront pourvus des offices de vérificateurs de deffault à faute de comparoitre, dans les sièges des eslections et des amirautés particulières. » Versailles, 27 janvier 1711. — Fol. 72 v°. « Bail des orfèvres, sur la marque de l'or et l'argent. » Abbeville, 6 novembre 1708. — Fol. 73 v°. Déclaration « portant règlement sur les privilèges et exemptions des officiers domestiques et commensaux demeurans dans les villes, bourcqs et paroisses taillables. » Marly, 19 janvier 1712. — Fol. 75. Déclaration qui proroge d'une année le terme de 8 années pendant lesquelles le Roi a attribué à son profit la perception des droits attribués aux offices d'inspecteurs des huiles. Versailles, 10 mai 1712. — Fol. 76. Déclaration qui confirme les baux faits par le sous-fermier des aides. Versailles, 10 mai 1712. — Fol. 79 v°. Déclaration relative au délai de six mois accordé aux fermiers. Marly, 12 juillet 1712. — Fol. 80.

Déclaration « touchant les déclarations qui surviendront pour la perception des droicts sur les huilles. » Fontainebleau, 2 août 1712. — Fol. 83. Édit relatif à la perception des tailles. Versailles, janvier 1713. — Fol. 86 v°. Édit relatif aux droicts sur le sel. Versailles, février 1713. — Fol. 87. Édit qui confirme un certain nombre d'offices y dénommés, moyennant un supplément de finance. Versailles, février 1713. — Fol. 88 v°. Déclaration « concernant les droicts de gros et autres sur les vins venant d'Orléans. » Versailles, 29 avril 1713. — Fol. 89. « Lettres de provisions de l'office de procureur du Roy en l'élection de Ponthieu, pour M^c Nicolas de Dompierre. » Versailles, 9 juillet 1713. — Fol. 91. Édit portant réunion des offices de maire, et leur lieutenant alternatif aux communauté », etc. Fontainebleau, octobre 1707. — Fol. 93 v°. Déclaration « pour la perception des droicts de courtiers-jaugeurs. » Versailles, 23 octobre 1708. — Fol. 94 v°. Lettres patentes sur les déclarations à faire pour les voitures d'eaux-de-vie et autres liqueurs. Versailles, 26 février 1711. — Fol. 97. Édit « portant création d'offices de greffiers-gardes conservateurs des minuttes », etc. Marly, août 1713. — Fol. 99. Déclaration « quy permet aux officiers quy seront exclus de la voix délibérative par leurs dispenses, de rapporter et d'opiner dans les affaires dont ils seront rapporteurs. » Marly, 20 mai 1713. — Fol. 99 v°. Déclaration « portant que les porteurs de quittances d'offices seront tenus d'obtenir des provisions dans l'année du controlle desdites quittances. » Marly 29 août 1713. — Fol. 100. Déclaration sur les charges d'huissiers dans les cours supérieures. Fontainebleau, 9 septembre 1713. — Fol. 100 v°. Édit « portant nouveau règlement sur les tailles », etc. Versailles, octobre 1713. — Fol. 105. Édit « portant suppression des offices de controlleurs d'exploits. » Versailles, octobre 1713. — Fol. 106 v°. Déclaration « concernant la régie des droicts d'aydes. » Versailles, 30 janvier 1714. — Fol. 109. Provision à Adrien Boinet d'un office de commissaire des tailles en l'élection de Ponthieu. Versailles, 22 avril 1714. — Fol. 109 v°. Déclaration « concernant les droicts d'aydes. » Versailles, 20 mars 1714. — Fol. 109 v°. Déclaration « concernant les hameaux et escarts. » Versailles, 10 avril 1714. — Fol. 111 v°. Édit « portant suppression des offices de maires, lieutenans de maires et autres officiers de ville. » Fontainebleau, septembre 1714. — Fol. 112. Édit « portant qu'il sera fait une imposition sur les provinces et généralités du royaume, pour tenir lieu de la finance qui devoit provenir de la vente des offices de maires, lieutenans de maires et autres officiers de ville supprimés par édit du mois de septembre 1714. » Fontainebleau, septembre 1714. — Fol. 114. Édit « portant suppression des offices de commissaires et greffiers

aux inventaires. » Fontainebleau, septembre 1714. — Fol. 115 v°. Déclaration « concernant les inscriptions de faux contre les procès-verbaux des commis aux aides. » Versailles, 18 décembre 1714. — Fol. 116 v°. Déclaration « concernant les exemptions du clergé séculier et régulier. » Versailles, 16 février 1715. — Fol. 117. Édit « qui descharge du supplément de finance plusieurs officiers qui y sont dénommez », etc. Versailles, décembre 1714. — Fol. 119 v°. Édit « portant suppression du doublement des droicts des inspecteurs aux entrées des boissons. » Versailles, février 1715. — Fol. 121 v°. Déclaration « qui révoque la faculté de commettre aux fonctions des charges de syndics des communauté, de procureurs et d'huissiers », etc. Versailles, 12 mars 1715. — Fol. 122 v°. Déclaration « qui ordonne la continuation de la levée de deux sols pour livre des droicts des fermes », etc. Marly, 7 mai 1715. — Fol. 123 v°. Arrêt du Conseil relatif au bail de la ferme générale du tabac. Versailles, 4 juin 1715. — Fol. 127 v°. Déclaration « qui ordonne qu'il sera passé des baux aux sous-fermiers des aides, pour la prorogation des droicts d'inspecteurs aux boissons », etc. Marly, 2 juillet 1715. — Fol. 128 v°. Déclaration « qui ordonne la continuation de la levée et perception de la capitation et du dixième. » Marly, 9 juillet 1715. — Fol. 129. Édit « de suppression tant des annoblissemens par lettres, que des privilèges de noblesse, accordés depuis le 1^{er} janvier 1689 », etc. Versailles, août 1715. — Fol. 132. Déclaration « qui fixe des peines contre les commis des fermes qui prévariqueront », etc. Vincennes, 12 octobre 1715. — Fol. 132. v°. Déclaration sur la révocation des traites. Vincennes, 19 octobre 1715. — Fol. 133. Déclaration « qui règle le temps dans lequel les particuliers taillables pourront se pourvoir contre leurs taxes d'office. » Vincennes, 7 décembre 1715. — Fol. 134. Déclaration qui exempte de tailles pendant six ans, les soldats ayant quitté le service par congé ou réforme. Vincennes, 30 novembre 1715. — Fol. 135. Édit « portant établissement d'une chambre de justice. » Paris, mars 1716. — Fol. 136. Édit « portant réduction au denier 25 de toutes augmentions de gages... attribués aux offices créés depuis 1688 », etc. Paris, janvier 1716. — Fol. 137 v°. Édit concernant la vente des offices de controlleur et visitteur des poids et mesures des moulins », etc. Versailles, mai 1708. — Fol. 139. Provisions à Antoine Rolland de l'office de falotier du duc d'Orléans. Paris, 16 mars 1716. — Fol. 140 v°. Déclaration « concernant

les taxations au denier 12 qui avoient esté créées sur les tailles. » Paris, 21 mars 1716. — Fol. 141 v°. Déclaration « concernant les droits sur les huilles. » Paris, 21 mars 1716. — Fol. 142. Édit « portant suppression des charges de l'artillerie créées depuis l'année 1703. » Paris, mai 1716. — Fol. 143. Édit « concernant les registres journaux qui doivent estre tenus par tous les officiers comptables », etc. Paris, juin 1716. — Fol. 144. Déclaration « portant règlement pour les receveurs généraux des finances et les receveurs des tailles. » Paris, 10 juin 1716. — Fol. 145. Déclaration « concernant le recouvrement des impositions », etc. Paris, 27 juin 1716. — Fol. 145 v°. Déclaration « pour rétablir les congez de remuage. » Paris, 22 juillet 1716. — Fol. 146. Déclaration « portant règlement pour la nomination des collecteurs des tailles. » Paris, 1^{er} août 1716. — Fol. 146 v°. Édit « portant suppression de différens offices », etc. Paris, août 1716. — Fol. 149. Édit « portant suppression de tous les offices créés avant l'année 1713, dont les finances n'ont point esté païées en entier. » Paris, août 1716. — Fol. 149 v°. Déclaration « qui décharge plusieurs officiers y dénommés, de paier le suplément de finance », etc. Paris, 11 juillet 1716. — Fol. 151. Édit « portant suppression des offices de controlleurs des octroys et péages. » Paris, octobre 1716. — Fol. 151 v°. Déclaration « portant nouveau délay pour le rachapt du prest et droit annuel. » Paris, 5 décembre 1716. — Fol. 152. Déclaration « qui accorde aux tiers référendaires la faculté de postuler leur vie durant », etc. Paris, 12 décembre 1716. — Fol. 162 v°. Déclaration « portant règlement pour les aides. » Paris, 30 janvier 1717. — Fol. 154 v°. Déclaration « pour remédier aux frais des droits d'entrées », etc. Paris, 10 avril 1717. — Fol. 155. Déclaration « concernant la nomination des collecteurs. » Paris, 24 mai 1717. — Fol. 157 v°. Édit « portant règlement pour les eaues-de-vie. » Marly, 24 janvier 1713. — Fol. 158. Déclaration « portant règlement pour les privilèges des secrétaires des chancelleries », etc. Paris, 20 mars 1717. — Fol. 159 v°. Édit « portant suppression de tous les offices de receveurs des fermes », etc. Paris, juin 1717. — Fol. 160. Édit « portant suppression des offices de maires, lieutenans de maires », etc. Paris, juin 1717. — Fol. 160 v°. Déclaration qui exempte de taille les miliciens. Paris, 28 août 1717. — Fol. 162. « Provision de M. Duval Debomy, d'élú. » Paris, 17 août 1717. — Fol. 163 v°. « Bail des aides ». — Fol. 169 v°. Arrêt du Conseil « qui résilie les sous-baux des aides et droits y joints faits par Edme de Bonne et Paul Manis », etc. Paris, 23 août 1717. — Fol. 171 v°. « Estat des incendiés des paroisses de l'eslection de Ponthieu, pendant les

années 1711, 1712, 1713 », etc. — Fol. 172 v°. « Lettres de confirmation de noblesse, pour le sieur Beauvarlet de Bomicourt. » Paris, février 1717. — Fol. 173. « Déclaration « concernant l'élection des offices de maires, lieutenans de maires et autres officiers des hostels-de-ville. » Paris, 17 juillet 1717. — Fol. 173 v°. Déclaration « concernant les usurpateurs des titres de noblesse. » Paris, 7 octobre 1717. — Fol. 173 v°. Déclaration « concernant les significations des procès-verbaux des commis des fermes. » Paris, 6 novembre 1717. — Fol. 174 v°. Arrêt du Conseil qui résilie trois sous-baux des sous-fermes des aides. Paris, 13 mars 1718. — Fol. 176. Édit « portant suppression du dixième du revenu des biens », etc. Paris, août 1717. — Fol. 178 v°. Édit « portant suppression des offices de substitués adjoints dans les sièges et juridictions. » Paris, septembre 1717. — Fol. 179 v°. Édit portant règlement pour les receveurs généraux », etc. Paris, décembre 1717. — Fol. 180 v°. Édit « portant règlement pour les receveurs des tailles », etc. Paris, décembre 1717. — Fol. 181 v°. Arrêt du Conseil « pour la perception des 4 sols pour livre sur tous les droits des fermes. » Paris, 5 mars 1718. — Fol. 183 v°. Déclaration « pour assurer les droits sur les eaux-de-vie. » Paris, 8 mai 1718. — Fol. 184. Arrêt du Conseil, « pour la levée des 4 s. pour livre », etc. Paris, 18 mars 1718. — Fol. 186. « Arrest de la cour des Aydes portant règlement pour la perception des droits des fermes du Roy. » Paris, 3 août 1718. — Fol. 187. « Arrest de la cour des Aydes portant que Jean Lamiral jouira de la ferme du tabac », etc. Paris, 26 septembre 1718. — Fol. 188 v°. Arrêt du Conseil, « pour la prise de possession de la ferme générale du tabac par la compagnie Docadent, sous le nom de Jean L'admiral. » Paris, 27 septembre 1718. — Fol. 190. Provisions à Charles Pappin de l'office de greffier en l'élection de Ponthieu. Paris, 28 février 1719. — Fol. 191 v°. Arrêt du Conseil « concernant les officiers de judicature qui exercent sans commission. » Paris, 25 septembre 1718. — Fol. 193. « Retenue de garde de la porte pour Joseph de Bannillard de la Rivière. » Paris, 16 avril 1719. — Fol. 193 v°. « Arrest du conseil d'Etat du Roy, pour la prise de possession du bail des fermes générales », etc. Paris, 1^{er} septembre 1719. — Fol. 195 v°. Déclaration « concernant les bannis et les vagabonds. » Paris, 8 janvier 1719. — Fol. 197. Arrêt du Conseil « qui commet la cour des Aydes de Paris pour faire le procès... aux nommez Simont et Larose, qui ont insulté les commis du bureau de la barrière des Carmes

et autres leurs complices. » Paris, 30 septembre 1719. — Arrêt du Conseil concernant les fraudes des fermes. Paris, 26 octobre 1719. — Fol. 199. Arrêt du Conseil « qui ordonne que l'art. 3 du titre des entreposts et du bailliage de l'ordonnance du mois de juin 1680, sera exécuté dans la ville de Chinon », etc. Paris, 14 novembre 1719. — Fol. 199 v°. Arrêt du Conseil « concernant les droits réservez. » Paris, 14 novembre 1719. — Fol. 201 v°. Arrêt du Conseil « qui ordonne qu'il sera dressé chaque année un mois après les vandanges finies, des procès verbaux contenant ce que chaque arpent, journal ou autre mesure de vigne, suivant l'usage des lieux, aura communément rapporté ladite année. » Paris, 26 novembre 1719. — Fol. 202 v°. Arrêt du Conseil sur les inventaires des vins. Paris, 19 août 1719. — Fol. 203 v°. Arrêt du Conseil « qui ordonne que les geôliers et concierges des prisons seront responsables des rebellions qui seront faites aux commis des fermes. » Paris, 26 novembre 1719. — Fol. 204. « Provisions du sieur Nicolas Aliamet, pour l'office d'archer-garde en la connétablie et maréchaussée de France. » Paris, 11 juin 1719. — Fol. 205 v°. Déclaration « concernant les amendes prononcées contre les fraudeurs des droits d'aydes. » Paris, 16 mars 1720. — Fol. 206 v°. Arrêt du Conseil concernant les déclarations, exercices, visites et marques des boissons. Paris, 23 mars 1720. — Fol. 207 v°. « Arrest de la cour des Aydes portant règlement pour les enregistrements des édits, déclarations », etc. Paris, 4 mars 1720. — Fol. 208 v°. Arrêt du Conseil « concernant les fermes du Roy. » Paris, 21 juin 1720. — Fol. 210 v°. Arrêt du Conseil concernant la vente en gros et le transport du vin. Paris, 23 juillet 1720. — Fol. 212. Déclaration « portant règlement pour le tabac. » Paris, 17 octobre 1720. — Fol. 215. Arrêt du Conseil « pour la prise de possession des fermes généralles », etc. Paris, 11 janvier 1721. — Fol. 217. Édit portant établissement de nouvelles compagnies de maréchaussée, et supprimant les anciennes. Paris, mars 1720. — Fol. 219. Édit « portant création de 4 millions de rentes viagères en denier 25. » Paris, août 1720. — Fol. 220 v°. Édit « portant création de 8 millions de l. de rentes au denier 50, sur les recettes générales. » Paris, août 1720. — Fol. 221 v°. « Lettres patentes et arrêt du conseil d'État du Roy pour la continuation de la perception des 4 s. pour livre. » Paris, 18 janvier 1721. — Fol. 223 v°. Arrêt du Conseil « pour la prise et possession de la continuation de la régie des fermes générales unies, sous le nom de M^e Charles Cordier », etc. Paris, 5 septembre 1721. — Fol. 225. Arrêt du Conseil « pour la prise de possession de M^e Édouard Duverdiere du bail de la ferme générale du tabac », etc.

Paris, 26 août 1721. — Fol. 227. Déclaration « concernant les droits dus de reste du bail d'Armand Pillavoine. » Paris, 4 mars 1721. — Fol. 227 v°. Arrêt du Conseil « portant règlement pour l'entrée de la viande dans les villes sujettes au droit de sol pour livre », etc. Paris, 4 avril 1721. — Fol. 229. Déclaration « concernant les effets qui sont dans les bureaux des receveurs des consignations et commissaires aux saisies réelles. » Paris, 24 juin 1721. — Fol. 230 v°. Déclaration « portant règlement général pour le tabac. » Paris, 1^{er} août 1721. — Fol. 237. Arrêt de la cour des Aides relatif à la ferme générale du tabac. Paris, 26 septembre 1721. — Fol. 238. Arrêt du Conseil « concernant la marchandise de vin du 10^e octobre 1721. » Paris, 31 octobre 1721. — Fol. 241. Arrêt du Conseil concernant les fermes. Paris, 16 décembre 1721. — Fol. 241 v°. Déclaration concernant la vaisselle d'argent. Paris, 23 novembre 1721. — Fol. 244. Arrêt du Conseil « portant règlement pour la ferme générale du tabac », etc. Paris, 10 mars 1722. — Fol. 248. Arrêt du Conseil « concernant les marchands, voituriers, roulliers, messagers et leurs facteurs. » Paris, 14 avril 1722. — Fol. 250. Déclaration « portant rétablissement de plusieurs droits. » Paris, 15 mai 1722. — Fol. 253. Arrêt du Conseil « concernant les substituts du procureur du Roy dans les élections », etc. Versailles, 15 octobre 1709. — Fol. 254 v°. Arrêt du Conseil concernant les fermes. Versailles, 16 juin 1722. — Fol. 258. Arrêt du Conseil « pour la prise de possession de la continuation de régie des fermes générales unies sous le nom de M^e Charle Cordier », etc. Versailles, 7 septembre 1722. — Fol. 259. « Lettres patentes pour la levée des tailles en l'élection de Ponthieu, pour l'année 1723. » Versailles, 7 septembre 1722. — Fol. 264. Déclaration « concernant les vagabons et mendiants. » Versailles, 5 juillet 1722. — Fol. 264 v°. Édit « portant création et rétablissement des officiers municipaux et autres. » Versailles, août 1722. — Fol. 266. Déclaration « portant rétablissement du prest et annuel. » Versailles, 9 août 1722. — Fol. 267 v°. « Lettres patentes sur arrest concernant le transport des vins et eaux-de-vie... » Versailles, 14 août 1722. — Fol. 269 v°. Arrêt du Conseil « portant règlement pour la perception des droits d'anciens et nouveaux cinq sols », etc. Versailles, 24 novembre 1722. — Fol. 273. Arrêt du Conseil et ordonnance « pour la confirmation de la noblesse de Danzel, curé de Cayeux et autres. » St-Germain, 10 novembre 1651. — Fol. 275. Déclaration concernant la ferme du tabac. Versailles, 1^{er} mars

1723. — Fol. 276 v°. Arrêt du Conseil « pour la prise de possession de la continuation de régie des fermes générales sous le nom de M^c Charles Cordier », etc. Meudon, 3 juillet 1723. — Fol. 278. Arrêt du Conseil « qui maintient les officiers des élections dans l'exemption du logement des gens de guerre », etc. Meudon, 2 août 1723. — Fol. 279. « Lettres patentes pour la levée des tailles de l'élection de Ponthieu, pour l'année 1724. » Versailles, 8 septembre 1723. — Fol. 282 v°. « Lettres de noblesse de Louis Dufour, écuier, demeurant au village d'Épagnette. » St-Germain, décembre 1583, — etc.

C. 1908. (Registre.) — In-fol. 99 feuillets, papier.

1723-1731¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. Arrêt du Conseil « pour la prise de possession du privilège de la vente exclusive du tabac, pour la compagnie des Indes », etc. Versailles, 11 septembre 1723. — Fol. 2. Id., pour la vente du café. Versailles, 12 octobre 1723. — Fol. 2 v°. Arrêt du Conseil « portant qu'il sera imposé sur la généralité d'Amiens la somme de 19.853 l. pendant l'année 1724.... pour la dépense de 1^{re} année des pépinières royales qui doivent être établies dans ladite généralité, et celle de 1.484 l. chacune des années suivantes, pour l'entretien desdites pépinières royales. » Versailles, 30 novembre 1723. — Fol. 4. « Lettres patentes sur arrest concernant le clergé. » Versailles, 25 janvier 1724. — Fol. 4. Déclaration « pour les déclarations que les ecclésiastiques et gens de main morte sont obligés de fournir à la chambre des comptes de tout leur temporel. » Saint-Germain, 29 décembre 1674. — Fol. 4 v°. Arrêt du Conseil « qui ordonne que.... les habitans des villages, hameaux et maisons de Vron, Nempont.... les religieux des abayes de Valois (Valoire) et Domp martin, leurs dépendances et autres lieux, seront tenus de faire leurs déclarations à l'arrivée aux bureaux des aydes établis ou à établir par Charles Cordier, chargé de la régie des fermes générales de tous les vins, eaux-de-vie », etc. Versailles, 15 février 1724. — Fol. 10. « Lettres patentes sur arrest concernant les courtiers jaugeurs de vins. » Versailles, 13 février 1723. — Fol. 11. Déclaration « contre les fraudeurs des fermes du tabac. » Versailles, 1^{er} mars 1723. — Fol. 11 v°. « Arrest du conseil d'État du Roy du 30 septembre 1719 et 26 mars 1720.... portans deffenses à tous juges qui connoissent des droits des fermes, de mettre en liberté les coupables et complices de rébellion », etc. — Fol. 14. Édit « portant suppression d'office d'essayeurs et de contrôleurs des ouvrages de l'orfèvrerie », etc. Versailles, mai 1723. — Fol. 15.

Arrest de la cour des Aydes de Paris, qui fait deffenses aux officiers des élections d'appointer sur les contestations concernant la ferme du tabac », etc. 26 mai 1723. — Fol. 15 v°. « Lettres patentes sur arrest portant deffence au fermier de la marque d'or et d'argent d'apposer son poinçon de charge sur les ouvrages que celui de la maison commune des orfèvres n'ait été préalablement appliqué. » Versailles, 3 juin 1723. — Fol. 17. Déclaration « concernant les registres journaux. » Versailles, 4 octobre 1723. — Fol. 20 v°. « Lettres patentes sur arrests, pour la levée des quatre sols pour livre sur les droits des essaieurs et contrôleurs des ouvrages d'orfèvrerie », etc. Versailles, 7 octobre 1723. — Fol. 27. Déclaration « qui permet aux curez à portion congrue de prendre à ferme les dixmes. » Versailles, 16 novembre 1723. — Fol. 27 v°. Déclaration « pour prévenir les abus qui pourroient se commettre par les comptables, à l'occasion des variations d'espèces. » Versailles, 7 décembre 1723. — Fol. 28 v°. Lettres patentes sur arrêt, relatives aux jugemens interlocutoires et d'instruction des juges des fermes et des gabelles. Versailles, 8 décembre 1723. — Fol. 29. Déclaration « concernant la marque d'or et d'argent. » Versailles, 4 janvier 1724. — Fol. 29 v°. « Lettres patentes sur arrest concernant les anciens et nouveaux cinq sols et jauge et courtage. Versailles, 3 février 1724. » — Fol. 31. « Lettres patentes pour continuer pendant trois années la perception des 4 s. pour livre sur les droits des fermes. » Versailles, 27 février 1724. — Fol. 32. « Arrest de la cour des Aydes qui ordonne.... que tout ecclésiastiques et toutes les communautés séculières et régulières seront imposables et pourront estre comprises ès rolles des tailles, pour toutes nouvelles acquisitions », etc. 5 mai 1724. — Fol. 32 v°. « Lettres patentes sur arrest portant règlement pour assurer les droits d'aydes sur les eaux-de-vie qui entrent dans la généralité d'Amiens. » Versailles, 30 mai 1724. — Fol. 33 v°. Édit « qui fixe les constitutions de rente au denier 30. » Versailles, juin 1724. — Fol. 34. Déclaration « qui décharge les geolliers de payer aucune chose pour le loyer ou ferme des prisons. » Versailles, 11 juin 1724. — Fol. 34 v°. « Lettres patentes sur arrest qui fixent le temps pour relever l'appel des jugemens portans confiscation ou amende », etc. Versailles, 20 juin 1724. — Fol. 35. Édit « portant suppression des offices municipaux. » Chantilly, juillet. 1724. — Fol. 36. Édit relatif aux prix des offices. Fontainebleau, septembre, 1724. — Fol. 36 v°. « Lettres patentes sur arrest qui

¹ Dates d'enregistrement.

ordonnent que les droits de gros des vins venant du comté d'Auxerre seront perçus », etc. Versailles, 5 décembre 1724. — Fol. 37 v°. Arrêt du Conseil, pour la prise de possession du bail des fermes générales, etc. Versailles, 20 août 1726. — Fol. 38 v°. Arrêt du Conseil « qui règle les droits d'enregistrement tant des baux des aydes », etc. Fontainebleau, 1^{er} octobre 1726. — Fol. 39. « Bail de la généralité d'Amiens. » Montdidier, 11 décembre 1726. — Fol. 40 v°. Édît « portant rétablissement du lieutenant du premier chirurgien du Roy. » Versailles, septembre 1723. — Fol. 41 v°. Lettres patentes sur arrêt relatives au droit d'anciens et nouveaux cinq sols. Fontainebleau, 28 novembre 1724. — Fol. 42 v°. Édît « portant confirmation des privilèges et concessions accordés à la compagnie des Indes. » Versailles, juin 1725. — Fol. 44. Arrêt du Conseil relatif aux droits sur les papiers et parchemins timbrés. Chantilly, 19 juin 1725. — Fol. 44. Arrêt du Conseil relatif au papier timbré. Fontainebleau, 28 août 1725. — Fol. 45 v°. Déclaration « qui ordonne que les procès-verbaux des commis des fermes, tant en matière civile que criminelle, seront affirmés véritables, à peine de nullité. » Fontainebleau, 4 octobre 1725. — Fol. 46. Arrêt du Conseil relatif à la ferme du tabac. Versailles, 4 décembre 1725. — Fol. 46 v°. « Lettres patentes sur arrêt concernant les bières. » Versailles, 4 décembre 1725. — Fol. 47 v°. « Lettres patentes sur arrêt, servant de règlement sur les soumissions à faire pour l'enlèvement des eaux-de-vie. » Versailles, 4 juin 1726. — Fol. 50. « Arrest de la cour des Aydes, concernant les oppositions en surtaux. » 5 juin 1726. — Fol. 50. Déclaration « portant suppression de la caisse commune des recettes générales », etc. Versailles, 9 juillet 1726. — Fol. 51. « Lettres patentes sur arrêt portant prorogation jusqu'à la fin du nouveau bail des fermes générales, de différens droits y énoncéz », etc. Versailles, 12 juillet 1726. — Fol. 52. « Lettres patentes sur arrêt, concernant les privilèges et exemptions des officiers commensaux de la maison du Roy et des maisons royales. » Versailles, 30 juillet 1726. — Fol. 53. « Lettres patentes sur arrêt, concernant les marchandises et autres effets qui restent dans les douanes. » Versailles, 13 août 1726. — Fol. 54 v°. Arrêt du Conseil contre Pierre Levasseur, brasseur au Crotoy. Versailles, 11 décembre 1725. — Fol. 57 v°. Provisions à Robert-Vulfran Sanson sieur du Cauroy d'un office d'élu en l'élection de Ponthieu. Paris, 27 août 1727. — Fol. 58. Provisions au sieur d'Aplincourt, de l'office de gentilhomme des toiles de chasse, tentes et pavillons du Roi. Paris, 28 mai 1722. — Fol. 58 v°. Édît « portant suppression des offices de receveurs et contrôleurs des octrois et revenus patrimoniaux », etc. Versailles, juin 1725. — Fol. 60. Édît « qui confirme l'ordre du Saint-

Esprit dans tous ses privilèges. » Versailles, mars 1727. — Fol. 60 v°. « Relief d'adresse et de surannation sur déclarations de 1683 et 1686 concernant les rémissions. » Versailles, 10 avril 1727. — Fol. 61 v°. « Lettres patentes sur arrêt servant de règlement pour la perception des droits sur les huiles », etc. Versailles, 27 mai 1727. — Fol. 64. Déclaration relative aux droits sur les vins. Versailles, 8 juillet 1710. — Fol. 67. Provisions à François-Paul Lesergeant, sieur de Fresne, d'un office d'élu en l'élection de Ponthieu. Paris, 3 juin 1729. — Fol. 68. Arrêt du Conseil portant règlement sur les doubles et triples annuels dus par ceux qui fabriquent de l'eau-de-vie, etc. Fontainebleau, 24 août 1728. — Fol. 70 v°. Édît « en faveur des receveurs et contrôleurs généraux des domaines et bois », etc. Versailles, décembre 1727. — Fol. 72 v°. Édît « concernant les secrétaires du Roy près les cours », etc. Versailles, décembre 1727. — Fol. 74 v°. Déclaration « concernant les taillables qui exploitent des biens dans différentes paroisses d'une même élection. » Versailles, 14 février 1728. — Fol. 75. Édît « portant suppression des offices de contrôleurs provinciaux des postes et relais de France. » Versailles, mars 1728. — Fol. 75 v°. Déclaration « concernant le degré de parenté. » Fontainebleau, 30 septembre 1728. — Fol. 76 v°. « Lettres patentes sur arrêt, concernant les visites », etc. Marly, 14 décembre 1728. — Fol. 78. Déclaration « qui établit des peines contre les contrebandiers. » Versailles, 2 août 1729. — Fol. 78 v°. Déclaration « concernant les receveurs des consignations et commissaires aux saisies réelles. » Versailles, 6 août 1729. — Fol. 81. Arrêt du Conseil « pour la prise de possession de la ferme générale du privilège exclusif de la vente et distribution du tabac. » Versailles, 12 septembre 1730. — Fol. 82 v°. Arrêt du Conseil sur les nouveaux sous-baux des aides. Versailles, 26 septembre 1730. — Fol. 88. Provisions à M^e André Bennin d'un office d'élu en l'élection de Ponthieu. Paris, 30 novembre 1730. — Fol. 88 v°. « Lettre patente, arrêt du Conseil et ordonnance concernant la noblesse de Jean-Baptiste-Louis de Belledame, escuier, seigneur d'Ingreville, demeurant à Montreuille. » — Fol. 93 v°. « Lettre de provision de piqueur au premier vol de la grande fauconnerie de France, par François-Charles Maillard, sieur d'Olincourt. » Fontainebleau, 25 juillet 1731. — Fol. 94. Lettres patentes, etc. « portant règlement pour la perception des droits d'anciens et nouveaux cinq sols »,

etc. Paris, 13 septembre 1717. — Fol. 97 v°. « Arrests de la cour des Aydes concernant les inscriptions de faux contre les procès-verbaux des commis des fermes. » 14 juillet 1724 et 18 mai 1729. — Fol. 98. « Arrest de la cour des Aydes concernant les receveurs des tailles et les huissiers et sergents employez au recouvrement des tailles. » 28 février 1731, — etc.

C. 1909. (Registre.) — In-fol. 394 feuillets, papier.

1764-1787¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1 « Provision d'éleu de M. Gaffé de St-Martin. » Paris, 18 janvier 1764. — Fol. 3 v°. « Commission pour exercer le greffe de l'élection et du grenier à sel, pour le sieur Ternois, pendant neuf ans. » Paris, 15 février 1764. — Fol. 4. « Arrest de la cour des Aydes qui ordonne l'exécution des édits et déclarations sur le fait des tailles. » 7 septembre 1763. — Fol. 5 v°. « Arrest de la cour des Aydes concernant le recouvrement des tailles et autres impositions. » 11 avril 1764. — Fol. 6 v°. « Lettres d'honneur d'éleu, pour le sieur Jossé Dumarcy. » Versailles, 15 février 1764. — Fol. 7. Déclaration « concernant les octroys et autres droits dont jouissent les corps, pays d'états, villes, bourgs, collèges, communautés, hôpitaux, maisons de charité, communautés d'arts et métiers et autres. » Versailles, 11 février 1764. — Fol. 9. Déclaration « portant règlement pour les plombs des toiles de coton, les toiles de lin, de chanvres et de coton peintes ou imprimées venant de l'étranger. » Versailles, 7 avril 1764. — Fol. 11. Déclaration relative aux dessèchements. Versailles, 14 juin 1764. — Fol. 12 v°. Arrêt du Conseil « au sujet du don gratuit extraordinaire des villes et bourgs. » Versailles, 24 février 1764. — Fol. 13 v°. Lettres patentes en forme de déclaration, au sujet du don gratuit. Versailles, 22 juin 1764. — Fol. 14 v°. Déclaration « portant suspension de divers privilèges d'exemption de la taille. » Compiègne, 13 juillet 1764. — Fol. 16 v°. Édit « contenant règlement pour l'administration des villes et principaux bourgs du royaume. » Compiègne, août 1764. — Fol. 23. « Provision de M. Darger, receveur des tailles », etc. Paris, 5 septembre 1764. — Fol. 24 v°. « Arrêt de la cour des Aydes » relatif aux octroys d'Abbeville. 5 septembre 1764. — Fol. 26. Arrêt du Conseil et lettres patentes « qui désignent la nature des contraintes et poursuites, tant des receveurs des tailles que des collecteurs, qui sont exemptes des droits du contrôle, papier marqué et petit scel. » 18 juillet 1764 et 18 mars 1765. — Fol. 28 v°. Arrêt de la cour des Aides relatif aux droits sur les boissons. 20 mars 1765. — Fol. 30. Arrêt de la cour des Aides qui défend de

traduire les sujets du Roi pour raison des droits de détail, devant d'autres juges que ceux des élections. 24 avril 1765. — Fol. 32 v°. Arrêt du Conseil « concernant les villes et bourgs du royaume en retard sur le paiement de leur don gratuit. » Versailles, 26 mars 1765. — Fol. 36. Arrêt du Conseil « qui ordonne que Julien A la terre sera mis en possession de la régie et perception pour le compte du Roy des droits réunis. » Marly, 18 mai 1765. — Fol. 40 v°. Édit « portant suppression des offices de trésoriers particuliers des ponts et chaussées dans les provinces », etc. Marly, mai 1765. — Fol. 44. Lettres patentes « portant établissement d'une commission à Reims, pour juger les contrebandiers, faux-sauniers et autres. » Fontainebleau, 31 novembre 1765. — Fol. 47. Lettres patentes en forme de déclaration, concernant les octroys municipaux. Compiègne, 27 juillet 1765. — Fol. 49 v°. Déclaration « qui accorde des encouragemens à ceux qui défrichent des landes et terres incultes. » Compiègne, 13 août 1766. — Fol. 51. Édit « portant qu'à l'avenir le denier de l'intérêt de l'argent sera fixé au denier 25. » Versailles, juin 1766. — Fol. 52. Lettres patentes contenant règlement sur la régie et perception du droit sur les cuirs et peaux, établi par l'édit du mois d'août 1759. » Versailles, 29 mai 1766. — Fol. 57 v°. Arrêt du Conseil « qui commet Étienne Sommesoye « pour faire la régie, recette et exploitation des droits établis sur les cuirs par édit du mois d'août dernier. » Versailles, 24 septembre 1759. — Fol. 61. Déclaration « portant prorogation pour six années de plusieurs droits faisant partie des fermes générales. » Versailles, 8 janvier 1767. — Fol. 62 v°. Déclaration portant prorogation des 4 s. par livre sur le tabac. Marly, 17 mars 1767. — Fol. 63. Arrêt du Conseil portant bail à François Hacquin des octroys municipaux, etc. Compiègne, 30 juillet 1765. — Fol. 66. Édit « qui ordonne la levée et perception du second vingtième », etc. Versailles, juin 1767. — Fol. 74. Arrêt du Conseil qui ordonne « que la suspension renouvelée par la déclaration du 13 juillet 1764, pour l'imposition de la taille, aura lieu pour l'année 1768. » Versailles, 21 novembre 1767. — Fol. 75 v°. « Extrait des registres du conseil d'État du Roy. Maintenu de noblesse pour M. Dumaisniel d'Aplincourt et Dumaisniel de Belleval. Marly, 6 juin 1761. — Fol. 83 v°. Arrêt du Conseil « pour la prise de possession du bail des fermes générales unies sous le nom de Julien Alaterre », etc. Versailles, 24 novembre 1767. — Fol. 88 v°. Édit « portant suppression et remboursement de plusieurs offices, etc. Versailles, août

¹ Dates d'enregistrement.

1768. — Fol. 90 v°. Arrêt du Conseil « qu'y ordonne que François Noël, subrogé à François Tessier par arrest du 5 may 1768, sera mis en possession de la régie et perception des droits réservés. » Versailles, 15 mai 1768. — Fol. 95. Provisions de Michel Mauvoisin à un office d'élu en l'élection d'Abbeville. Versailles, 15 juin 1768. — Fol. 103. « Lettres d'honneur de conseiller du Roy élu en l'élection d'Abbeville, pour le sieur de Baisnat » (Robert-Maurice). Compiègne, 17 août 1768. — Fol. 103 v°. Édît « concernant les privilèges d'exemption des tailles. » Versailles, juillet 1766. — Fol. 106 v°. Déclaration « concernant la perception de la taille. » Versailles, 7 février 1768. — Fol. 110 v°. Lettres patentes en forme d'édît « qui accordent la noblesse aux officiers du Châtelet, après un certain temps d'exercice de leurs fonctions ». Compiègne, août 1768. — Fol. 112 v°. Lettres patentes « sur le résultat du 19 mai 1767 portant bail des fermes générales sous le nom de Julien Alaterre. » Versailles, 30 décembre 1767. — Fol. 120 v°. Arrêt du Conseil relatif aux privilèges des maîtres de poste. Compiègne, 8 août 1768. — Fol. 124 v°. Arrêt de la cour des Aides qui ordonne que les receveurs des tailles seront tenus de résider dans leur élection. 22 février 1769. — Fol. 126. « Lettres de noblesse de M. de Buissy. » Versailles, 24 juin 1758. — Fol. 132. Lettres de contrôleur de guerre ordinaire honoraire à M. Demianay. » Compiègne, 6 août 1767. — Fol. 138 v°. Édît « qui proroge la levée et perception du second vingtième », etc. Versailles, décembre 1768. — Fol. 139 v°. Édît « qui proroge la levée et perception des deux sols pour livre du dixième », etc. Versailles, décembre 1769. — Fol. 142. Arrêt de la cour des Aides relatif à l'imposition des parents ou alliés des collecteurs des tailles. 23 mars 1770. — Fol. 143. Arrêt du Conseil qui décharge « les habitants des lieux desnommés dans l'état annexé au présent arrest, de toute contribution aux... droits réservés. » Versailles, 19 mars 1770. — Fol. 145 v°. Arrêt du Conseil « portant que la régie des droits rétablis et réunis sera continuée par Jean-Baptiste Fouache », etc. Versailles, 4 juin 1770. — Fol. 147. « Arrest de la cour des Aydes portant règlement pour l'assiette et répartition de la taille. » 7 septembre 1770. — Fol. 149. « Provisions de M. Hermant de Norville (Michel-François), de l'office de président. » Paris, 31 août 1770. — Fol. 154. Édît « portant suppression de la cour des Aydes de Paris. » Versailles, avril 1771. — Fol. 156. Édît « pour confirmation des anoblis. » Versailles, avril 1771. — Fol. 159 v°. Lettres patentes « concernant les offices de jurés priseurs ou vendeurs de meubles. » Versailles, 7 juillet 1771. — Fol. 160 v°. Lettres patentes « pour la régie des droits d'hipothèques. »

Versailles, 7 juillet 1771. — Fol. 163 v°. Lettres patentes concernant la visite des commis du fermier des droits de marque et de contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent. » Versailles, 21 mai 1771. — Fol. 164 v°. Lettres patentes « portant ratification de la convention signée le 26 février 1771 entre Sa Majesté et la duchesse douairière de Saxe-Weymar, pour l'exemption du droit d'aubaine, en faveur des sujets respectifs. » Versailles, 19 mars 1771. — Fol. 166. Déclaration « portant fixation d'un nouveau tarif sur les papiers et cartons. » Versailles, 1^{er} mars 1771. — Fol. 171. Édît « qu'y établit un droit de deux sols sur l'amidon. » Versailles, février 1771. — Fol. 173. Édît « portant suppression des offices de commissaires aux prisées de ventes de meubles », etc. Compiègne, août 1771. — Fol. 174 v°. Déclaration « portant révocation de plusieurs aliénations et exemptions et rétablissement de différents droits. » Versailles, 1^{er} juin 1771. — Fol. 177 v°. Édît portant prorogation des deux vingtièmes », etc. Fontainebleau, novembre 1771. — Fol. 179 v°. Déclaration « portant établissement de chancelleries dans les sièges royaux », etc. Versailles, 24 novembre 1771. — Fol. 181. « Lettres de secrétaire du Roy, de M. Samson de Hautmaisnil. » Paris, 3 novembre 1752. — Fol. 183. Édît « portant établissement dans chacune des villes et communautés du royaume où il y a un corps municipal, d'offices de conseillers maires, lieutenants de maires », etc. Fontainebleau, novembre 1771. — Fol. 185 v°. Lettres patentes « portant qu'il sera surcis à l'exécution de l'arrêt du parlement de Paris du 26 février 1768, concernant les bulles, brefs, et autres expéditions de cour de Rome. » Versailles, 18 janvier 1772. — Fol. 186 v°. Déclaration « portant règlement pour la procédure dans les matières sommaires et dans les matières de tailles. » Versailles, 27 janvier 1772. — Fol. 190 v°. Lettres patentes sur le remboursement des offices. Versailles, 31 août 1771. — Fol. 191 v°. Lettres patentes « portant exemption réciproque du droit d'aubaine entre la France et la Suisse. » Versailles, 20 janvier 1772. — Fol. 193. Id. entre la France et le Danemarck. Versailles, 6 mars 1772. — Fol. 194. Édît portant suppression des offices de payeurs et contrôleurs des gages des officiers des gabelles », etc. Versailles, février 1772. — Fol. 195. Déclaration « portant deffenses aux nouveaux convertis d'aliéner leurs biens sans permission. » Versailles, 15 mars 1772. — Fol. 196. Lettres patentes sur la marque des étoffes. Versailles, 24 février 1772. — Fol. 198. Lettres patentes relatives aux droits sur les cuirs. Versailles, 2 avril

1772. — Fol. 201. « Lettres de payeur alternatif et mi-triennal honoraire des gages des officiers de la chancellerie près la cour des aydes de Montauban, pour le sieur Souques. » Versailles, 17 novembre 1752. — Fol. 202 v°. Déclaration « concernant les études et exercices des élèves en chirurgie. » Versailles, 12 avril 1772. — Fol. 204. Arrêt du Conseil « au sujet des déclarations, soumissions et cautionnements, pour assurer le paiement des droits de subvention, inspecteurs aux boissons », etc. Versailles, 3 décembre 1771. — Fol. 207 v°. Déclaration « concernant les committimus » Versailles, 26 février 1771. — Fol. 208 v°. Déclaration « qui supprime la comptabilité des receveurs de tailles et receveurs particuliers dans la Chambre des comptes », etc. Versailles, 8 mai 1772. — Fol. 210 v°. Édit « quy supprime les offices de payeur des gages des différentes cours », etc. Versailles, mars 1772. — Fol. 211 v°. Déclaration relative à la compétence des prévôts des maréchaux de France, etc. Versailles, 30 avril 1772. — Fol. 212 v°. « Lettres d'honneur de M. Jean-Claude Duchesne, conseiller secrétaire du Roy en la chancellerie près la cour des aydes de Bordeaux. » Versailles, 17 décembre 1755. — Fol. 214. « Traité entre le Roy et le prince-évêque, l'église et l'état de Liège, concernant les limites, le commerce mutuel, et la liberté de communication de leurs états respectifs. » 24 mai 1772. — Fol. 219. Déclaration relative aux hypothèques. Versailles, 23 juin 1772. — Fol. 219. Lettres patentes « portant que les aéromètres ou pèse-liqueurs inventés ou fabriqués par le sieur Cartier seront employés pour la vérification des eaux-de-vie », etc. Compiègne, 3 août 1771. — Fol. 222. Déclaration « quy convertit en une redevance annuelle au proffit de la maison royale de St-Louis établie à St-Cyr, l'obligation des abbayes et monastères de filles de recevoir à chaque changement d'abbesse ou prieure titulaire, telle personne de ladite maison que Sa Majesté juge à propos d'y nommer. » Versailles, mai 1772. — Fol. 224. Lettres patentes qui confirment les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du clergé des 16 et 30 juin 1772, au sujet des dix millions de don gratuit. Compiègne, 13 juillet 1772. — Fol. 234 v°. Lettres patentes qui approuvent la bulle du 15 juillet précédent concernant les Bénédictins, y transcrite. Compiègne, 14 août 1772. — Fol. 241. Arrêt du Parlement « portant règlement pour la régie des droits sur les cuirs. » 26 août 1772. — Fol. 243 v°. « Lettres de secrétaire du Roy honoraire en la chancellerie établie près le conseil provincial d'Artois, de M. de Wadicourt (Pierre Lefebvre) ». Versailles, 7 avril 1773. — Fol. 244 v°. Provision à Pierre Lefebvre de Wadicourt de l'office

de trésorier payeur ancien et mitriennal des gages des officiers de la chancellerie près le conseil provincial d'Artois. » Compiègne, 31 juillet 1752. — Fol. 246. Déclaration concernant les faux-sauniers. Versailles, 23 juin 1773. — Fol. 247. Lettres patentes concernant la régie des cuirs. Versailles, 16 mai 1773. — Fol. 248. Lettres patentes concernant la prévôté des monnaies de France. Versailles, 8 avril 1773. — Fol. 249 v°. Provision à Louis-Charles Mannessier, de l'office de lieutenant des maréchaux à Crécy. Paris, 7 juillet 1773. — Fol. 251. Lettres patentes relatives aux droits sur les eaux de senteur. Fontainebleau, 4 novembre 1772. — Fol. 252. « Convention entre le Roy et l'évêque-prince de Bamberg et de Wurtzbourg, duc de Franconie, pour l'exemption réciproque du droit d'aubaine. » Versailles, 22 juin 1773. — Fol. 253. Édit « portant règlement pour l'instruction des contumaces. » Versailles, juillet 1773. — Fol. 254 v°. Lettres patentes « qui désignent et fixent les provinces auxquelles seront attachés différents villages et lieux cédés au Roy par la convention d'échange conclue en 1769 entre Sa Majesté et l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohème », etc. Compiègne, 6 août 1773. — Fol. 256. Déclaration sur la vente des cuirs. Fontainebleau, 1^{er} novembre 1773. — Fol. 258 v°. Déclaration « portant règlement concernant les mémoires à consulter. » Versailles, 18 mars 1774. — Fol. 259. Déclaration interprétative de l'édit de février 1771 portant règlement pour la procédure. Fontainebleau, 29 octobre 1773. — Fol. 261. Lettres patentes portant règlement pour l'enregistrement du bail des fermes », etc. Versailles, 17 novembre 1773. — Fol. 266. Édit portant remise du droit de joyeux avènement, etc. Mai 1774. — Fol. 277. « Procès-verbal de ce quy s'est passé à la séance tenue en la cour des Aydes de Paris, en présence de Mons. le comte d'Artois, le samedi 12 novembre 1774. » — Fol. 280 v°. Édit « portant rétablissement de la cour des Aydes de Paris. » Fontainebleau, novembre 1774. — Fol. 281. « Lettres patentes en forme d'édit, portant création de la charge de garde des sceaux, en faveur du sieur de Miroménil. » Compiègne, 24 août 1774. — Fol. 282. Édit « portant suppression d'offices dans le Parlement et les conseils supérieurs. » Fontainebleau, novembre 1774. — Fol. 283 v°. Édit « portant rétablissement de la cour des aydes de Clermont-Ferrand. » Fontainebleau, novembre 1774. — Fol. 283 v°. Édit « portant suppression des offices d'avocats au Parlement et rétablissement des offices de procureurs. » Fontainebleau, novembre 1774. — Fol. 285 v°. Arrêt du Conseil « pour la prise de possession de Jean Bap-

tiste Fouache de la régie et droits sur les cuirs », etc. Compiègne, 6 août 1774. — Fol. 287 v°. Déclaration « portant abolition des contraintes solidaires contre les principaux habitants des paroisses, pour le paiement des impositions royales », etc. Versailles, 3 janvier 1775. — Fol. 289 v°. Provisions à Pierre Varin de l'office de premier huissier audiencier en l'élection de Ponthieu. Versailles, 27 septembre 1775. — Fol. 290 v°. Édit « portant suppression des offices de receveurs des tailles », etc. Versailles, août 1775. — Fol. 292 v°. Déclaration relative aux défrichements. Fontainebleau, 7 novembre 1775. — Fol. 293. Déclaration « quy autorise les officiers de la cour des Aydes à faire les recherches et ensuite des copies des arrêtés et procès-verbaux de ladite cour dont les minutes ont été incendiées. » Versailles, 11 mars 1776. — Fol. 293 v°. Déclaration « quy ordonne la représentation à la cour des Aydes des titres et pièces qui y ont été cy-devant registrés concernant la noblesse et les privilèges des communautés séculières et régulières. » Versailles, 11 mars 1776. — Fol. 294. Édit qui supprime les corvées. Versailles, février 1776. — Fol. 298. Déclaration qui supprime les droits établis à Paris sur les blés et autres grains. Versailles, 5 février 1776. — Fol. 301. Édit « portant suppression des offices sur les ports, quais, halles, marchés et chantiers de Paris. » Versailles, février 1776. — Fol. 302 v°. Édit « portant suppression des jurandes et communautés de commerce, arts et métiers. » Versailles, février 1776. — Fol. 306 v°. Édit portant suppression de la caisse de Poissy », etc. Versailles, février 1776. — Fol. 308. Lettres patentes « portant suppression et modération des droits sur les suifs. » Versailles, 5 février 1776. — Fol. 310. Déclaration qui proroge le délai pour représenter à la cour des Aides les titres concernant la noblesse, etc. Versailles, 15 août 1776. — Fol. 310 v°. Déclaration relative à la marque des cuirs. Versailles, 10 janvier 1777. — Fol. 311. Provisions à Jean-Nicolas Buteux de l'office de conseiller substitut du procureur du Roi et du comte d'Artois en la sénéchaussée de Ponthieu, siège présidial, élection, grenier à sel et autres juridictions royales à Abbeville. Versailles, 15 janvier 1777. — Fol. 312. Déclaration « quy rétablit par provision l'ancien usage observé pour les réparations des grands chemins. » Versailles, 11 août 1776. — Fol. 312 v°. Déclaration relative à la contrebande. Versailles, 2 septembre 1776. — Fol. 313 v°. Lettres patentes « pour accorder en 1^{re} instance aux élections et par appel à la cour des Aydes la connoissance des contestations relatives à la perception des droits réservés », etc. Versailles, 9 mars 1777. — Fol. 315. Déclaration qui proroge le délai pour la représentation des titres de noblesse à la cour des

Aides. Versailles, 27 mars 1777. — Fol. 315 v°. Arrêt de la cour des Aides sur les ratures et altérations à faire sur les registres des fermes. 13 mai 1777. — Fol. 315 v°. Lettres patentes en forme de déclaration, qui prorogent la perception des octrois municipaux. Paris, 2 août 1777. — Fol. 324. Déclaration « concernant la perception des droits réservés. » Versailles, 22 août 1777. — Fol. 324 v°. Lettres patentes relatives à la régie des droits sur les cuirs. Versailles, 27 août 1777. — Fol. 326 v°. « Lettres de vétérance, pour le sieur Pierre-Nicolas Duval de Soycourt. » Versailles, 31 décembre 1775. — Fol. 327 v°. Déclaration « quy ordonne que les comptoirs des marchands de vins revêtus en plomb, ainsy que les vaisseaux de cuivre dont se servent les laitières et les balances de même métal qu'employent les regrattiers de sel et les débitants de tabac, seront supprimés. » Versailles, 13 juin 1777. — Fol. 328. Arrêts du Conseil « concernant le paiement des droits sur les eau-de-vie dans la généralité d'Amiens. » Versailles, 22 novembre 1777. — Fol. 331 v°. Déclaration « portant règlement sur la forme de procéder en matière de taille. » Versailles, 23 avril 1778. — Fol. 335. Déclaration « concernant les privilèges des gens de mer. » Versailles, 21 mars 1778. — Fol. 335 v°. « Provision de M. Nicolas-Antoine Delf, de conseiller du Roy, élu. » Paris, 27 mai 1778. — Fol. 336 v°. « Lettres d'honneur de conseiller du Roy élu en l'élection d'Abbeville, de M. Jean-François Gaffé. » Versailles, 11 juin 1778. — Fol. 337. Déclaration « concernant la course sur les ennemis de l'État. » Versailles, 24 juin 1778. — Fol. 340. Lettres patentes « quy règlent la manière dont les arrêts, sentences, jugements et contraintes doivent être mis à exécution contre l'adjudicataire des fermes générales ou ses cautions. » Versailles, 19 janvier 1778. — Fol. 340 v°. Arrêt du Conseil relatif à la culture du tabac. Versailles, 16 septembre 1777. — Fol. 341. Lettres patentes « quy règlent les précautions à prendre à l'avenir pour la validité des procès-verbaux de ceux des employés de la ferme générale quy ne savent lire ny écrire. » Versailles, 17 septembre 1778. — Fol. 344. « Provisions de huissier audiencier en l'élection de Ponthieu, du sieur Jean-Baptiste Éloy. » Versailles, 14 décembre 1779. — Fol. 344 v°. Déclaration « sur la taille et la capitation. » Versailles, 13 février 1780. — Fol. 346. Déclaration « concernant la perception des droits d'inspection aux boucheries. » Versailles, 15 février 1780. — Fol. 348. Édit « portant prorogation du second vingtième des droits réservés », etc. Versailles,

février 1780. — Fol. 348 v°. Lettres patentes « concernant les taxes d'office des officiers des greniers à sel. » Versailles, 15 février 1780. — Fol. 349. Lettres patentes « concernant le droit annuel. » Versailles, 27 février 1780. — Fol. 350 v°. « Arrest de la cour des Aydes portant règlement pour les registres du controlle des exploits. » 21 juin 1780. — Fol. 358. Déclaration « portant abolition de la question préparatoire. » Versailles, 24 août 1780. — Fol. 359. Lettres patentes « concernant les taxes d'office des gardes haras et gardes étalons. » Versailles, 15 septembre 1780. — Fol. 360. Édit « portant augmentation de deux sols pour livre », etc. Versailles, août 1781. — Fol. 362. Déclaration « concernant la perception des droits d'inspecteurs aux boissons ». Versailles, 1^{er} septembre 1781. — Fol. 363 v°. Déclaration sur les détournements des collecteurs. Versailles, 7 février 1780. — Fol. 364 v°. Provisions à Éloi-François de Ribaucourt, sieur de Rouvroy, d'un office d'élu en l'élection de Ponthieu. Versailles, 9 novembre 1781. — Fol. 365. Édit « qui fixe les privilèges des sujets des états du corps Helvétique dans le royaume. » Versailles, décembre 1781. — Fol. 366. Déclaration relative à l'impôt du sel. Versailles, 4 décembre 1781. — Fol. 366 v°. Édit « portant création de receveurs particuliers des finances. » Versailles, janvier 1782. — Fol. 368. Lettres patentes relatives aux droits sur les eaux-de-vie. Versailles, 13 février 1782. — Fol. 368 v°. Lettres patentes « portant deffense de nourrir et de vendre des chiens mâtins propres à servir à la fraude du sel et du tabac. » Versailles, 7 mai 1782. — Fol. 369. « Provisions de M. Félix-Marcel Cordier, de procureur du Roi en l'élection. » Paris, 24 juillet 1782. — Fol. 371. Édit « portant établissement d'un troisième vingtième. » Versailles, juillet 1782. — Fol. 371 v°. « Lettres d'honneur de procureur du Roy en l'élection d'Abbeville pour M. de Dompierre (Charles-Nicolas). » Versailles, 29 août 1782. — Fol. 373. Lettres patentes « portant que les préposés aux quêtes pour la rédemption des captifs ne jouiront de l'exemption d'aucune charge publique. » La Muette, 28 septembre 1782. — Fol. 373 v°. « Provisions du sieur Pierre-Éloy de Ribaucourt, conseiller du Roy élu. » Paris, 9 avril 1783. — Fol. 374 v°. « Arrest de la cour des Aydes, concernant les aréomètres ou pèse-liqueurs. » 28 mars 1783. — Fol. 375. « Arrest de règlement de la cour des Aydes, concernant les conclusions des gens du Roy aux sièges du ressort de la cour. » 22 août 1783. — Fol. 376 v°. Arrêt du Conseil relatif aux droits sur les eaux-de-vie. Versailles, 21 juillet 1784. — Fol. 377 v°. Déclaration « qui exclut de la concurrence dans les faillites les sujets du canton de

Schaffhouse », etc. Versailles, 20 juin 1784. — Fol. 378. Arrêt du Conseil relatif aux cuirs et peaux. Paris, 1^{er} décembre 1784. — Fol. 379 v°. « Arrest de la cour des Aydes concernant les formalités à remplir lors des saisies faites chez les redevables des droits du Roy. » 1^{er} mars 1785. — Fol. 380. « Arrest du conseil d'État du Roy et lettres patentes sur iceluy... qui approuvent et confirment l'adjudication des ouvrages à faire pour reconstruire la porte d'entrée du bureau des finances d'Amiens. » Versailles, 13 novembre 1784. — Fol. 380 v°. « Lettres patentes qui autorisent la chambre du commerce de Picardie à faire un emprunt de 934.000 l., pour le rétablissement du port de St-Vallery, et à lever un octroy à cet effet. » Versailles, 8 novembre 1782. — Fol. 382 v°. Lettres patentes « concernant les privilèges des commissaires des guerres. » Versailles, 18 février 1785. — Fol. 383. Lettres patentes relatives à la finance des offices. Versailles, 28 juillet 1785. — Fol. 384. « Arrest de la cour des Aydes concernant la compétence des élections, pour juger des actions en remboursement des impositions. » 16 décembre 1785. — Fol. 384 v°. « Provisions de lieutenant conseiller du Roy en l'élection, de M. Louis-Michel Dargnies. » Paris, 25 janvier 1786. — Fol. 385 v°. « Provisions d'élu de M. Jacques-Colomban de Miannay, sieur d'Offoy. » Paris, 9 février 1786. — Fol. 386 v°. Lettres patentes « pour favoriser dans le royaume l'établissement des fabriques étrangères. » Versailles, 19 janvier 1786. — Fol. 387. Déclaration « pour faire jouir des privilèges des commensaux, les officiers de feu M. le duc d'Orléans. » Versailles, 12 février 1786. — Fol. 387 v°. Édit « portant création des offices de directeur général des haras », etc. Versailles, décembre 1785. — Fol. 388. Déclaration relative aux privilèges des invalides. Versailles, 11 septembre 1786. — Fol. 393. « Arrêt de la cour des Aydes portant règlement sur l'enregistrement des titres des privilégiés aux élections. » 20 décembre 1786. — Fol. 393 v°. Lettres patentes « portant abolition du droit d'aubaine en faveur des sujets du roy d'Angleterre. » Versailles, 18 janvier 1787. — Fol. 394. Arrêt du Conseil qui augmente la déduction accordée aux propriétaires, vigneron et laboureurs, sur les boissons provenant de leurs récoltes. Versailles, 19 février 1787, — etc.

C. 1910. (Registre.) — Petit in-fol. 144 feuillets, papier.

1646-1648. — Registre aux causes.

C. 1911. (Registre.) — Petit in-fol. 281 feuillets, papier.

1649-1651. — Registre aux causes.

C. 1912. (Registre.) — Petit in-fol. 205 feuillets, papier.

1655-1656. — Registre aux causes.

C. 1913. (Registre.) — Petit in-fol. 132 feuillets, papier.

1673-1675. — Registre aux causes.

GRENIER A SEL D'AMIENS.

C. 1914. (Registre.) — In— 4°. 152 feuillets, papier.

1723-1731. — Plumitif.

GRENIER A SEL D'AULT ET MERS.

C. 1915. (Registre.) — In— 4°. 10 feuillets, papier.

1787-1789. — Registre aux causes.

GRENIER A SEL DOULLENS.

C. 1916. (Registre.) — In— 4°. 18 feuillets, papier.

1742-1760¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Commission de M. Nicolas Delerault, pour faire les fonctions de substitut au grenier à sel, pour l'absence du titulaire. » Paris, 20 mars 1742. — Fol. 3 v°. « Pierre-Estienne-François Gosset, procureur postulant en la prévosté, élection et grenier à sel de la ville de Doullens. » Provision. Paris, 26 juillet 1747. — Fol. 4. « Provision de procureur du Roy au grenier à sel de Doullens, obtenue par le sieur Jean-Baptiste-Gabrielle Le Senne. » Paris, 30 avril 1750. — Fol. 11. « Provision de grenetier au grenier à sel de Doullens, obtenue par M. Pierre-Estienne-François Gosset. » Paris, 29 juin 1752. — Fol. 12. « Provision de controlleur au grenier à sel de Doullens, obtenue par M. François-Romain Gossé. » Compiègne, 31 juillet 1752. — Fol. 13 v°. « Provision de sergent royal de Jean-Pierre Fortel. » Versailles, 1^{er} janvier 1753. — Fol. 14. « Secrétaire du Roy controlleur en la chancellerie près le conseil provincial d'Artois, le sieur Floris-François Le Roux. » Versailles, 18 février 1755. — Fol. 14 v°. « Provision de greffier au grenier à sel de Doullens », Pierre Champion. Versailles, 5 mai 1755. — Fol. 18. « Provision de président au grenier à sel, de M. Pierre-Estienne Dequen. » Versailles, 3 décembre 1759, — etc.

C. 1917. (Registre.) — In-4°. 16 feuillets, papier.

1775-1782². — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Provisions de M. Pougolle (François-Joseph), de conseiller du Roy, grenetier. » Versailles, 2 août 1775. — Fol. 5. « Provision de l'office de conseiller du Roy, grenetier au grenier à sel de Doullens », Jacques

¹ Dates d'enregistrement.

² Dates d'enregistrement.

Holleville. Paris, 9 avril 1778. — Fol. 6. « Déclaration du Roy concernant les privilèges des gens de mer. » Versailles, 21 mars 1778. — Fol. 6 v°. « Lettres patentes du Roy » relatives aux fermes. Versailles, 17 septembre 1778. — Fol. 8. Déclaration relative aux procès sur saisies et oppositions, etc. Versailles, 4 septembre 1779. — Fol. 8 v°. Lettres patentes « concernant les taxes d'offices des greniers à sel. » Versailles, 15 février 1780. — Fol. 9. Lettres patentes « concernant le droit annuel des offices. » Versailles, 27 février 1780. — Fol. 10. Lettres patentes « pour la prise de possession de Henry Clavel de la régie des droits d'aides », etc. Versailles, 5 juillet 1780. — Fol. 12. Édît « portant augmentation de 2 sols pour livre en sus des droits », etc. Versailles, août 1781, — etc.

C. 1918. (Registre.) — In-4°. 20 feuillets, papier.

1783-1788³. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Nomination de la personne de Jean-François Roquet, à l'office de conseiller au grenier à sel de Doullens. » Paris, 28 novembre 1782. — Fol. 2 v°. « Lettres patentes du Roy, sur arrêt portant que les préposés aux quêtes pour la redemption des captifs ne jouiront de l'exemption d'aucunes charges publiques. » La Muette, 28 septembre 1782. — Fol. 3 v°. « Arrêt de règlement de la cour des Aydes quy ordonne qu'à l'avenir les officiers des sièges de son ressort seront tenus de motiver leurs jugements. » 29 août 1783. — Fol. 4 v°. « Déclaration du Roy qui ordonne que les garnitures en cuivre des balances et mesures », etc. Versailles, 13 juin 1784. — Fol. 7 v°. Lettres patentes sur les procès-verbaux dressés par les employés des fermes qui ne savent ni lire ni écrire. Versailles, 21 novembre 1784. — Fol. 9. Provision de procureur du Roy de M. Pierre Baclet. Paris, 26 avril 1786. — Fol. 10 v°. « Provision de sergent royal, de Jean-Baptiste Armand Lépinoy. » Paris, 1^{er} juin 1786. — Fol. 11. « Provision de procureur de M. Thomas-Gervais Ringard. » Paris, 22 juin 1786. — Fol. 12. « Arrest du conseil d'État du Roy, pour la prise de possession du bail des fermes générales sous le nom de Jean-Baptiste Mager. » Fontainebleau, 2 novembre 1786. — Fol. 16. « Déclaration du Roy portant règlement contre le faux-saunage », etc. Versailles, 19 août 1786. — Fol. 17 v°. « Déclaration du Roy qui établit un nouveau régime sur les frontières des provinces rédimées limitrophes des pays de gabelles. » Versailles, 31 août 1786, — etc.

³ Dates d'enregistrement

C. 1919. (Registre.) — In-4°, 5 feuillets, papier.

1723-1725. — Affirmations de voyages d'huissiers.

C. 1920. (Registre.) — In-4°, 10 feuillets, papier.

1745-1750. — Affirmations de voyages d'huissiers.

C. 1921. (Registre.) — In-4°, 18 feuillets, papier.

1750-1761. — Affirmations de voyages d'huissiers.

C. 1922. (Registre.) — In-4°, 46 feuillets, papier.

1724-1725. — Plumitif.

C. 1923. (Registre.) — In-4°, 25-12 feuillets, papier.

1725-1726. — Plumitif.

C. 1924. (Registre.) — In-4°, 30 feuillets, papier.

1726. — Plumitif.

C. 1925. (Registre.) — In-4°, 30-12 feuillets, papier.

1727-1728. — Plumitif.

C. 1926. (Registre.) — In-4°, 30 feuillets, papier.

1728-1730. — Plumitif.

C. 1927. (Registre.) — In-4°, 30-12 feuillets, papier.

1730-1733. — Plumitif.

C. 1928. (Registre.) — In-4°, 30 feuillets, papier.

1733-1735. — Plumitif.

C. 1929. (Registre.) — In-4°, 26 feuillets, papier.

1735-1738. — Plumitif.

C. 1930. (Registre.) — In-4°, 30 feuillets, papier.

1738-1742. — Plumitif.

C. 1931. (Registre.) — In-4°, 20-19 feuillets, papier.

1742-1744. — Plumitif.

C. 1932. (Registre.) — In-4°, 24 feuillets, papier.

1744-1750. — Plumitif.

C. 1933. (Registre.) — In-4°, 23 feuillets, papier.

1750-1757. — Plumitif.

C. 1934. (Registre.) — In-4°, 24 feuillets, papier.

1757-1765. — Plumitif.

C. 1935. (Registre.) — In-4°, 32 feuillets, papier.

1765-1782. — Plumitif.

C. 1936. (Registre.) — In-4°, 24 feuillets, papier.

1782-1787. — Plumitif.

C. 1937. (Registre.) — In-4°, 34 feuillets, papier.

1788-1789. — Plumitif. — Fol. 4 v°. « Édit du Roy portant suppression des tribunaux d'exception. » Versailles, mai 1788, — etc.

C. 1938. (Liasse.) — 50 pièces, papier (15 imprimées).

1742-1788. — Assiette de l'imposition du sel pour 1742. — Id. 1743. — Id. 1745. — Id. 1747. — Id. 1750. — Id. 1751. — Id. 1753. — Id. 1754. — Id. 1757. — Id. 1760. — Id. 1762. — Id. 1763. — Id. 1764. — Id. 1777. — Id. 1779. — Id. 1783. — Id. 1785. — Id. 1788. — « Commission de l'impôt du sel dans la généralité d'Amiens, pour l'année 1742 » (impr. 3 p. in-fol.) — Id. 1743. — Id. 1745. — Id. 1747. — Id. 1750. — Id. 1751. — Id. 1753. — Id. 1757. — Id. 1761. — Id. 1762. — Id. 1763. — Id. 1764. — Id. 1777. — Id. 1785. — Projet de changements à faire à l'impôt du sel. 1742. — Id. 1743. — Id. 1745. — Id. 1747. — Id. 1749. — Id. 1754. — Id. 1756. — Id. 1762. — Id. 1763. — Id. 1761. — Mémoire de M. Landais, commis de l'adjudicataire des fermes, exposant qu'« il y a plusieurs paroisses dans l'arrondissement du grenier de Doullens, qui sont mixtes, c'est-à-dire moitié Artois et moitié Picardie, dont les habitans, pour se soustraire aux impositions qu'y se perçoivent dans chaque province, affectent de se bâtir des maisons qu'ils placent moitié sur Artois et moitié sur Picardie, par ce moyen ils placent donc leur cuisine et l'endroit où ils mangent sur l'Artois, afin d'avoir le privilège du sel et du tabac, et leur écurie sur Picardie, afin de ne point payer de droits de morte et vive herbage sur les bestiaux, imposition qui a cours en Artois ; d'autres habitans de ces paroisses quittent leurs demeures situées en Picardie pour passer dans une autre en Artois, de sorte que les lieux mixtes deviennent peu à peu déserts du costé de Picardie. La paroisse de Warluzel est dans ce cas : les uns se sont bâtis des demeures ainsy qu'il est cy-dessus dit, d'autres ont quittés le costé de Picardie, pour prendre celui de l'Artois, en sorte que, depuis trois ans, les officiers dudit grenier n'ont imposé laditte paroisse que par mémoire, les habitans qui restent n'étant plus qu'au nombre de cinq, qui ne peuvent être imposé à deux

quarto, qui est la quantité la plus petite à laquelle on puisse cottizer une paroisse, hameau, fermes ou écarts. » Doullens, 23 novembre 1746 ; et ordonnance de M. Chauvelin, intendant de Picardie, qui prescrit que les maisons de Warluzel sises en Picardie et leurs habitants seront imposées au grenier à sel de Doullens, conjointement avec les habitants d'Humbercourt. 24 novembre 1746, — etc.

C. 1939. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

1734. — Nominations des collecteurs de sel pour 1735 : Arquèves. — Authieulle. — Auxe. — Canaples. — Hem. — Hiermont. — Humbercourt. — Lannoy. — Lavicogne. — Longuevillette. — Longvillers. — Lucheux. — Luchuel. — Maizicourt. — Marieux. — Petit Meillard. — Mesnil-Domléger. — Montigny-aux-Jongleurs. — Montrelet. — Neuville. — Occoche. — Outrebois. — Pernois. — Le Plouy. — Prouville. — Puchevillers. — Raincheval. — Remaisnil. — Ribeaucourt. — St-Acheul. — St-Hilaire et Lanches. — St-Laud. — St-Léger. — Le Souich. — Thièvres. — Vacquerie. — Valdemaïson. — Valheureux. — Vauchelles-lès-Authie, — etc.

C. 1940. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1737. — Nominations des collecteurs du sel pour 1738 : Agenvillers. — Arquèves. — Authieux. — Authie, — Authieulle. — Auxe. — Bagneux. — Barly. — Beaumetz. — Beauval. — Beauvoir-Rivière. — Boisbergue. — Bretel. — Domart. — Domesmont. — Domléger. — Domqueur. — Épécamps. — Fieffes. — Fienvillers. — Franqueville. — Franssu. — Vacquerie. — Vauchelle-lès-Authie. — Wavans, — etc.

C. 1941. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

1741. — Nominations des collecteurs du sel pour 1742 : Bagneux. — Barly. — Béalcourt. — Beaumetz. — Beauquesne. — Beauval. — Beauvoir-Rivière. — Bernâtre. — Bernaville. — Berneuil. — Berteaucourt. — Boisbergue. — Bonneville. — Bouquemaïson. — Bretel. — Canaples. — Candas. — Conteville. — Domart. — Domléger. — Donqueur. — Épécamps. — Fieffes. — Fienvillers. — Franqueville. — Franssu. — Frohen-le-Grand. — Frohen-le-Petit. — Gézaincourt. — Gorges. — Grouches. — Halloy. — Heuzecourt. — Hiermont. — Humbercourt.

C. 1942. (Liasse.) — 58 pièces, papier.

1759. — Nominations des collecteurs du sel pour 1760 : Arquèves. — Authie. — Authieulles. — Auxe. — Bagneux. — Barly. — Béalcourt. — Beauval. — Bernâtre. — Bernaville. — Berneuil. — Berteaucourt. — Boisbergues. — Bonneville. — Bouquemaïson. — Conteville. — Domart. — Domesmont. — Domléger. — Donqueur. — Épécamps. — Fieffes. — Fienvillers. — Franssu. — Frohen-le-Grand. — Frohen-le-Petit. — Gézaincourt. — Gorges. — Grouches. — Halloy. — Hardinval. — Heuzecourt. — Hiermont. — Humbercourt. — Lannoy. — Longvillers. — Lucheux. — Luchuel. — Maizicourt. — Marieux. — Petit Meillard. — Mesnil. — Montigny. — Montrelet. — Neuville. — Outrebois. — Pernois. — Prouville. — Puchevillers. — Ribeaucourt. — St-Acheul. — St-Hilaire et Lanches. — St-Léger. — Thièvres. — Vacquerie. — Valheureux. — Vauchelles. — Wavans.

C. 1943. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1738-1742. — État des collecteurs du sel : 1738 à 1739. — 1739 à 1740. — 1741 à 1742, — etc.

C. 1944. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

XVII^e s.-1730. — Réception de Jacques Hamart, bourgeois de Paris, à faire la recette de la finance provenant de la vente et établissement des offices de jaugeurs de vins, eaux-de-vie, etc. Doullens, 25.... 168(?). — Réception de Nicolas Contart, à l'office de sergent royal au grenier à sel de Doullens. 21 novembre 1701. — « Noms des paroisses qui n'ont pas fourni de déclarations de collecteurs au greffe pour l'année prochaine 1731 », — etc.

C. 1945. (Liasse.) — 262 pièces, papier.

1699-1700. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1946. (Liasse.) — 120 pièces, papier.

1700. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1947. (Liasse.) — 64 pièces, papier.

1703-1719. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1948. (Liasse.) — 150 pièces, papier.

1721-1727. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1949. (Liasse.) — 104 pièces, papier.

1728. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1950. (Liasse.) — 82 pièces, papier.

1729-1734. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1951. (Liasse.) — 92 pièces, papier.

1736-1739. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1952. (Liasse.) — 1 pièce, parchemin, 206, papier.

1741-1742. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1953. (Liasse.) — 115 pièces, papier.

1742. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1954. (Liasse.) — 122 pièces, papier.

1743-1744. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1955. (Liasse.) — 100 pièces, papier.

1745-1754. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1956. (Liasse.) — 133 pièces papier.

1754-1770. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

C. 1957. (Liasse.) — 95 pièces, papier.

1771-1777. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

GRENIER A SEL DE SAINT-QUENTIN.

C. 1958. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

1703-1787. — Rôles et assiettes de l'impôt du sel. Bernes. 1703. — 1707. — 1709. — 1718. — 1719. — 1720. — 1722. — 1723. — 1724. — 1726. — 1740. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1764. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — Bray-St-Christophe (Aisne). 1755. — Buny. 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1764. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — Cuvilly. 1703. — 1707. — 1709. — 1718. — 1719. — 1720. — 1722. — 1723. — 1724. — 1726. — 1730. — 1740. — 1746. — 1748. —

1754. — 1755. — 1760. — 1764. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787.

C. 1959. (Liasse.) — 74 pièces, papier.

1703-1787. — Rôles et assiettes de l'impôt du sel. — Douilly. 1703. — 1707. — 1718. — 1719. — 1720. — 1722. — 1723. — 1724. — 1726. — 1740. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1764. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — Étouilly. 1703. — 1707. — 1709. — 1718. — 1719. — 1720. — 1722. — 1723. — 1724. — 1726. — 1731. — 1740. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1764. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — Fléchin. 1703. — 1718. — 1719. — 1720. — 1722. — 1723. — 1724. — 1726. — 1731. — 1740. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1764. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — Fléchin. 1703. — 1718. — 1719. — 1720. — 1722. — 1723. — 1724. — 1726. — 1731. — 1740. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1764. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787.

C. 1960. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

1703-1787. — Rôles et assiettes de l'impôt du sel. — Hesbécourt. 1703. — 1709. — 1718. — 1719. — 1720. — 1723. — 1726. — 1732. — 1740. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1764. — 1776. — 1771. — 1773. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — Offoy. 1703. — 1707. — 1709. — 1718. — 1719. — 1722. — 1723. — 1724. — 1746. — 1748. — 1755. — 1760. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — Ossu (Nord). 1707. — Pœuilly. — 1703. — 1707. — 1709. — 1718. — 1719. — 1720. — 1722. — 1723. — 1731. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — 1787. — Ossu (Nord). 1707. — Pœuilly. — 1703. — 1707. — 1709. — 1718. — 1719. — 1720. — 1722. — 1723. — 1731. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787.

C. 1931. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

1703-1787. — Rôles et assiettes de l'impôt du sel. Pontruet (Aisne). 1755. — Saint-Sulpice. 1703. — 1707. — 1709. — 1718. — 1719. — 1720. — 1722. — 1723. — 1724. — 1731. — 1746. — 1748. — 1753. — 1755. — 1760. — 1770. — 1771. — 1773. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — Sancourt. 1703. — 1709. — 1718. — 1719. — 1722. — 1723. — 1724. — 1731. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1782. — 1786. — 1787. — Ugny-l'Équipée. — 1703. — 1705. — 1707. — 1718. — 1719.

— 1720. — 1722. — 1723. — 1746. — 1748. — 1754. — 1755. — 1760. — 1770. — 1771. — 1773. — 1776. — 1780. — 1786. — 1787.

C. 1962. (Liasse.) — 215 pièces, papier.

1705-1788. — Réception de collecteurs pour l'impôt du sel. — Bernes. — Bussy. — Clastres (Aisne). — Cuvilly. — Douilly. — Étouilly. — Fléchin. — Hesbécourt. — Offoy. — Ossu (Nord). — Pœuilly. — Saint-Sulpice. — Sancourt. — Ugny-l'Équipée. — Tableau des habitants sujets à l'impôt du sel. Bernes. 1787. — Id. Bussy. 1779. — Id. Clastres (Aisne). 1788. — Id. Cuvilly. 1787. — Id. Hesbécourt. 1776. — Id. Offoy. 1779. — Id. Pœuilly. 1788. — Id. St-Sulpice. 1780. — Id. Sancourt. 1787. — Id. Ugny-l'Équipée. 1781, — etc.

C. 1963. (Liasse.) — 1 pièce, parchemin, 37, papier.

1705-1736. — Réclamations et pièces de procédures contre les collecteurs de l'impôt du sel. Offoy. — Sancourt. — St-Sulpice.

C. 1964. (Liasse.) — 153 pièces, papier.

1700-1779. — Procès-verbaux et pièces de procédures contre faux-sauniers.

MAITRISE DES EAUX ET FORETS D'ABBEVILLE.

C. 1965. (Registre.) — In-fol. 73 feuillets, papier.

1749-1763¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 2. « Brevet de conservateur des chasses de la forêt de Cressy, en faveur de M. de Mailly d'Haucourt, 23 décembre 1748. — Fol. 3 v°. « Commission de receveur des amendes pour Charles Ternois, marchand d'icelle ville. » 14 juin 1749. — Fol. 4. Lettres de provision à Louis-Charles-Théodore de Roussen, sieur de Gredenneville, à l'office de garde-marteau en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Ponthieu. Versailles, 25 janvier 1749. — Fol. 5. « Provisions du sieur Dargnies Dhesbons, procureur du Roy. » Paris, 6 février 1749. — Fol. 8. « Concernant le brevet de M. le comte de Mailli. » 8 novembre 1749. — Fol. 11. Lettres de provision à Marie-René Linacier de l'office de receveur particulier des eaux et forêts de la maîtrise d'Abbeville. Paris, 18 janvier 1751. — Fol. 12. Règlement pour la chasse de la forêt de Crécy. 28 avril 1751. — Fol. 13 v°. « Extrait des registres du Conseil d'État. Arrêt contre Dailly, de Machiel », pour rébellion. Versailles, 4 mai 1751. — Fol. 17 v°. Arrêt du Conseil relatif à plusieurs entreprises faites sur la rivière de la Somme,

au préjudice de la navigation. Versailles, 10 mars 1750. — Fol. 21 v°. « Extrait du registre des délibérations du conseil de la succession de Mlle Marie de Lorraine, duchesse de Guise », relativement au droit de chasse dans la châtellenie du bourg d'Ault. 21 mai 1751. — Fol. 23 v°. Lettres de provision à Jean-Joseph Geisler, de l'office d'arpenteur en la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Abbeville. Versailles, 16 avril 1753. — Fol. 24. Lettres de provision à Vulfran-Jean-Charles de Huppy, de l'office de premier huissier audienier en la maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville. Versailles, 28 mai 1653. — Fol. 30. « Extrait des registres du conseil d'État. Aumône d'un arpent de bois en la forêt de Cressi aux capucins d'Amiens. » Versailles, 12 mars 1754. — Fol. 32. « Provisions de l'office d'arpenteur en cette maîtrise, dont étoit ci-devant pourvu Jean-Joseph Geisler, accordées à Nicolas Desgardins. » Versailles, 3 juin 1755. — Fol. 34 v°. « Arrêt du Conseil qui permet à la communauté de Dompierre de disposer de 87 arbres épars, tant dans le cimetière que dans un terrain dépendant de ladite communauté », pour la réparation de l'église dudit lieu qui tombe en ruines. Versailles, 2 avril 1754. — Fol. 35. Permission par le Roi aux chartreux d'Abbeville de disposer de 164 chênes et ormes à Nouvion, Forest-l'Abbaye et autres lieux. Versailles, 12 septembre 1755. — Fol. 37 v°. Id. de 120 chênes et 30 ormes ou peupliers, aux environs de ladite Chartreuse. Fontainebleau, 30 octobre 1756. — Fol. 38 v°. « Lettres de provisions d'arpenteur royal en la maîtrise d'Abbeville données à Oudart Destalminil, fermier en la ferme de la halle. » Versailles, 1^{er} décembre 1756. — Fol. 39 v°. Lettre de rémission à Nicolas Debures, sergent et garde des bois de l'abbaye du Lieu-Dieu, pour l'homicide de Nicolas Desjardins. Versailles, septembre 1756. — Fol. 42 v°. Autorisations aux religieuses du tiers ordre de St-François de Rue, au chapitre de St-Vulfran et aux dominicains d'Abbeville d'abattre des arbres. 1757. — Fol. 44. « Lettres de provisions d'huissier audienier en la maîtrise des eaux et forêts du comté de Ponthieu accordées au sieur Hénocque » (Jean-Louis-Philippe). Versailles, 22 octobre 1757. — Fol. 48 v°. « Lettres de provisions de M. Godde (Marc-Antoine), maître particulier d'Abbeville », en remplacement de Louis Beauvarlet de Bomicourt. Versailles, 2 septembre 1758. — Fol. 60 v°. Lettres de provision à Charles-Joseph Hourdel de l'office d'huissier ordinaire en la maîtrise d'Abbeville. Versailles, 24 octobre 1760. — Fol. 66 v°. Lettres de provision à Domitien-Nicolas Bereul, de l'office de receveur particulier des eaux et

¹ Dates d'enregistrement.

forêts de la maîtrise d'Abbeville. Paris, 7 juillet 1762. — Fol. 67. « Déclaration du Roy portant règlement pour le paiement des frais de justice dans les maîtrises des eaux et forêts. » Versailles, 24 novembre 1760. — Commissions de sergents et gardes de bois et de chasses et autres offices, — etc.

C. 1966. (Registre.) — In-fol. 62 feuillets, papier.

1682-1686. — « Registre aux procès-verbaux de visites de M. le maistre de ceste maistrise de Picardie, comté de Ponthieu, et des adjudications qui s'y font, tant de futaie, chablis, tondées qu'autres, enregistrement de commissions, commençant au huitiesme jour d'octobre 1682, contenant soixante et un feuillets cottés et paraphés. »

C. 1967. (Registre.) — In-4°. 76 feuillets, papier.

1753-1755. — « Registre aux dépôts et déclarations d'abbatis ès bois des seigneurs particuliers et propriétaires de bois, futais en corps de bois ou épars qui doivent être registrés au greffe de la maîtrise particulière des eaux et forêts à Abbeville, contenant 76 feuillets cottés et paraphés par premier et dernier, par nous, Louis Beauvarlet, chevalier, seigneur de Bomicourt, la Barre, Fricourt et autres lieux, conseiller du Roi, maître particulier des eaux et forêts de laditte maîtrise, pour servir à M. André-François Michault, greffier en icelle, commençant ledit registre ce jourd'hui, 12 avril 1753. »

C. 1968. (Registre.) — In-4°. 92 feuillets, papier.

1759-1760. — Registre aux dépôts et consignations d'abatis. Jean Sangnier, seigneur d'Abrancourt, Fleuron et autres lieux, lieutenant en la maîtrise, en l'absence du maître particulier : André-François Michault, greffier.

C. 1939. (Registre.) — In-fol. 77 feuillets, papier.

1759-1763. — « Registres pour les ventes, adjudications des forêts et bois appartenant aux communautés régulières, séculières et autres gens de mainmorte, ensemble pour les arrêts, mandemens, martelage, assiette de haute et basse futaie, d'adjudications, de réparations, de travaux au rabais, dans l'étendue du ressort de la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Abbeville », etc.

MAITRISE DES EAUX ET FORETS D'AMIENS.

C. 1970. (Registre.) — In-fol. 316 feuillets, papier.

1722-1772¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. « Provisions d'arpenteur des eaux et forests d'Amiens,

pour Charles Poidevin. » Paris, 3 avril 1721. — Fol. 1 v°. Provisions à Jean-Baptiste Dumollin, de l'office de procureur du Roi ancien et mitriennal en la maîtrise d'Amiens. Paris, janvier 1722. — Fol. 3. « Déclaration du Roy pour la perception au profit de S. M. des 5 d. pour livre du prix de ses bois attribués aux offices », etc. Versailles, 24 novembre 1722. — Fol. 4. Arrêt du Conseil qui maintient les officiers des eaux et forêts dans l'exemption du logement des gens de guerre. Versailles, 4 avril 1723. — Fol. 5. Arrêt du Conseil qui prescrit aux officiers de maréchaussée de prêter main-forte. Versailles, 18 avril 1723. — Fol. 5 v°. « Provisions de huissier-audiencier de Thomas Petit. » Paris, 4 juin 1723. — Fol. 12. « Provisions de huissier-audiencier de Pierre-Paul Leclercq. » Paris, 7 octobre 1723. — Fol. 14 v°. « Provisions de Pierre Fresnoy, garde général collecteur des amendes. » Paris, 9 juin 1725. — Fol. 17. Arrêt du Conseil qui ordonne que les bois des gens de mainmorte et particuliers situés dans les provinces de Flandre et Hainaut seront régis suivant l'ordonnance de 1669 Fontainebleau, 16 octobre 1725. — Fol. 19 v°. Arrêt du Conseil pour les Célestins d'Amiens. Versailles, 6 mai 1727. — Fol. 20 v°. Ordonnance du grand maître des eaux et forêts de Picardie, « au sujet des délivrances du chauffage annuelle de cette maîtrise accordés aux Paraclet, Moraucourt, Bertaucourt et Hôtel-Dieu. » Amiens, 24 septembre 1729. — Fol. 22. « Provisions de M. Philippe Scoriau en la charge de conseiller du Roy, receveur particulier des eaux et forests d'Amiens. » Paris. 7 juin 1730. — Fol. 23 v°. Arrêt du Conseil portant modération d'amende pour délits commis dans le bois d'Outrebois appartenant au chapitre de Paris. Marly, 20 juin 1730. — Fol. 24 v°. « Provisions de Charles-Augustin Caperon, huissier ordinaire en la maîtrise. » Versailles, 21 décembre 1731. — Fol. 25. Arrêt relatif aux bois de la mense abbatiale de Corbie. Versailles, 30 octobre 1731. — Fol. 27. Provisions de huissier-audiencier, Claude Candillon. » Versailles, 21 décembre 1731. — Fol. 28 v°. « Provision d'arpenteur pour Jean Hémeri. » Fontainebleau, 27 octobre 1732. — Fol. 30 v°. Arrêt du Conseil « qui fait deffence aux officiers des maîtrises de recevoir les cautions et certificateurs des adjudicataires qu'en cas qu'ils soient solvable », etc. Compiègne, 3 juin 1733. — Fol. 32 v°. Arrêt du Conseil « qui excepte du paiement des 3 s. pour livre, tous les procès-verbaux y mentionnés. » Compiègne, 28 juillet 1733. — Arrêt du Conseil qui autorise les religieux de Valoires à faire une coupe pour la réparation des bâtiments de leur abbaye. Ver-

¹ Dates d'enregistrement.

sailles, 25 août 1733. — Fol. 36 v°. « Règlement de la table de marbre, au sujet des officiers des maîtrises qui ne sont point reçus à ladite table de marbre. » 9 janvier 1734. — Fol. 38. « Arrêt du Conseil pour l'indemnité de la réduction des coupes des religieux de l'abbaye du Gard. » Marly, 10 février 1733. — Fol. 29. « Déclaration du Roy concernant les comptes des amendes, restitutions, confiscations et condamnations des eaux et forêts. » Versailles, 6 avril 1734. — Fol. 42 v°. « Arrest du Conseil qui ordonne qui (*sic*) sera pris des palissades et liteaux », pour les fortifications de la province de Flandre et Hainaut. Versailles, 24 août 1734. — Fol. 45. « Lettre de M. Bauldry, grand maître, qui permet la coupe du quart de réserve du prieuré de St-Pierre-à-Gouy, à la charge de livrer des palissades au Roy », etc. Abbeville, 9 octobre 1734. — Fol. 46. Arrêt du Conseil portant modération d'amende en faveur de feu Henry-Louis Calonne du Lac, doyen de St-Marcel et prieur de St-Pierre-à-Gouy, à la requête des curés de St-Martin et de St-Hippolyte, à Paris, ses exécuteurs testamentaires. Versailles, 14 janvier 1735. — Fol. 48 v°. Ordonnance de M. Bauldry, grand maître des eaux et forêts de Picardie, relativement au Bois-l'Abbé, appartenant à la mense abbatiale de Corbie. 9 août 1735. — Fol. 52 v°. « Arrest du Conseil qui fait deffences aux maîtres particuliers des maîtrises d'ordonner l'enregistrement de lettres patentes, ordonnances, mandemens, ni d'installations d'officiers, sans l'attache du grand maître », etc. Versailles, 8 mars 1735. — Fol. 54. Arrêt du Conseil, « qui fait deffences aux officiers des maîtrises de recevoir aucune vaccations, sans la taxe du grand maître. » Versailles, 5 avril 1735. — Fol. 56 v°. « Provisions de M^e Alexis Baillet, lieutenant de cette maîtrise. » Versailles, 1^{er} juin 1736. — Fol. 58. « Lettres de M. de Baudry, intendant des finances, concernant les amendes au profit du Roy. » Paris, 24 juin 1724. — Fol. 59 v°. Arrêt du Conseil relativement à la vérification des sentences des maîtrises. Versailles, 4 septembre 1736. — Fol. 60 v°. « Provisions de greffier en cette maîtrise, pour Henry-Jean-Baptiste Vrayet. » Versailles, 28 septembre 1736. — Fol. 61. Ordonnance d'André Bauldry, chevalier, comte de Marigny, seigneur de Vilaine, Coulmier et autres lieux, conseiller du Roi en ses conseils, grand maître des eaux et forêts au département de Picardie, pour les rivières dans l'étendue de la maîtrise d'Amiens. 22 décembre 1736. — Fol. 65 v°. Arrêt du Conseil qui casse et annule deux sentences du bailliage d'Amiens des 5 août 1681 et 21 janvier 1737, au sujet d'un triage de marais demandé par le sieur Blin, seigneur de Bourdon, contre la communauté dudit

Bourdon. Versailles, 30 avril 1737. — Fol. 67. Arrêt du Conseil qui autorise les habitants de Morcourt à faire une coupe, pour la refonte d'une de leurs cloches du poids de 2.000, le pavement à neuf de la nef de leur église, et autres réparations urgentes. Versailles, 21 février 1736. — Fol. 69. « Provisions d'arpenteur pour André Lemoine. » Paris, 24 janvier 1738. — Fol. 70. « Commission de substitut de procureur du Roy à M^e Firmin Roger, notaire et procureur à Amiens. » 7 octobre 1738. — Fol. 72 v°. Arrêt du Conseil qui autorise une coupe aux religieux de Valoires. Versailles, 22 septembre 1739. — Fol. 74. Ordonnance du grand maître relative au triage des marais de Bourdon. 26 avril 1740. — Fol. 76. Autorisation aux religieux de l'abbaye de Cercamp, de faire une coupe à Bouquemaison. 6 septembre 1740. — Fol. 78. Arrêt du Conseil portant décharge de 1.830 l. d'amende à l'abbaye de St-Jean d'Amiens. Versailles, 18 avril 1741. — Fol. 78 v°. « Provisions de M^e Jean Bauldry, chevalier, grand maître des département » de Picardie, Artois et Flandre, en remplacement d'André Bauldry, son père. Paris, 9 juin 1741. — Fol. 80. « Provisions de procureur du Roy, M^e Louis-Joseph Deville, sieur de l'Epinoy. » Versailles, 16 février 1742. — Fol. 82 v°. Arrêt du Conseil qui réduit à 8 ans les coupes de la mense abbatiale de Valoire. Versailles, 14 mars 1741. — Fol. 85. Arrêt du Conseil qui réduit à 24 ans les coupes des bois du sieur Damonville, prieur-curé d'Aumont. Versailles, 3 juillet 1742. — Fol. 89. « Provisions de maître particulier de la maîtrise d'Amiens, pour M^e Claude Fournier. » Fontainebleau, 25 octobre 1743. — Fol. 91. Arrêt du Conseil qui autorise les maître, mère et religieuses de l'Hôtel-Dieu d'Amiens à couper 225 ormes dans leur ferme de la Hestroye, dite Macquefert. Au camp devant Menin, 30 mai 1744. — Fol. 92. « Arrest du Conseil portant règlement sur les amendes », etc. Dunkerque, 10 juillet 1744. — Fol. 93. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de St-Fuscien-au-Bois. Versailles, 10 mars 1744. — Fol. 95. Arrêt du Conseil qui ordonne l'arpentage et la levée des plans des bois de l'abbaye de St-Jean d'Amiens, etc. Versailles, 30 mars 1745. — Fol. 97. Arrêt du Conseil qui autorise le chapitre d'Amiens à couper 84 ormes au-dessus de Dury, sur le grand chemin de Paris, à condition d'en planter de nouveaux et en plus grand nombre. Gand, 31 juillet 1745. — Fol. 97 v°. « Arrêt du Conseil sur la réserve des bois de l'abbaye de Clairfay. Versailles, 21 septembre 1745. — Fol. 100 v°. Arrêt du Conseil portant modération d'amende en faveur de l'abbaye de Selincourt. Versailles, 5 avril 1746. — Fol.

102. Arrêt du Conseil portant modération d'amende en faveur de ladite abbaye. Versailles, 26 juillet 1746. — Fol. 103. Arrêt du Conseil relatif à l'exploitation des bois de l'abbaye de St-Valery. Versailles, 20 septembre 1746. — Fol. 105. Arrêt du Conseil autorisant une coupe dans les bois de la mense abbatiale de Valoire, « pour le prix être employé aux ouvrages qui reste à faire pour la reconstruction de l'église de ladite abbaye. » Versailles, 31 janvier 1747. — Fol. 107 v°. « Provisions de l'office de garde général collecteur des amendes de cette maîtrise, de François-Augustin Fresnoy. » Paris, 30 septembre 1747. — Fol. 109. Arrêt du Conseil relatif aux coupes de l'abbaye de Clerfay. Versailles, 12 décembre 1747. — Fol. 110. Arrêt relatif aux bois du chapitre de Paris, à Outrebois. 19 décembre 1747. — Fol. 113. Arrêt du Conseil « qui deffend aux communautés ecclésiastiques et aux particuliers d'abattre aucuns arbres, futaye ou épars marquez du marteau de la marine. » Compiègne, 23 juillet 1748. — Fol. 114 v°. « Provisions de Nicolas Boulnois, huissier-audencier. » Paris, 7 mars 1749. — Fol. 115 v°. Arrêt du Conseil relatif aux coupes de l'abbaye de Selincourt. Versailles, 18 mars 1749. — Fol. 118. Arrêt du Conseil sur le même objet. Versailles, 9 décembre 1749. — Fol. 119. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye du Gard. Versailles, 5 novembre 1749. — Fol. 120 v°. « Provisions du sieur Pierre Cordier, bourgeois d'Amiens, de conseiller du Roy, receveur particulier des eaux et forêts de cette maîtrise. » Versailles, 17 mai 1751. — Fol. 121 v°. « Provisions de conseiller du Roy, garde-marteau de la maîtrise d'Amiens, du sieur Claude-Jean-François Maillart. » Compiègne, 26 juillet 1751. — Fol. 123 v°. Arrêt du Conseil « qui casse plusieurs décrets décernés par le bailliage d'Amiens contre les gardes de la maîtrise d'Abbeville accusés d'avoir commis des violences en exécutant les sentences de ladite maîtrise, fait deffenses aux parties de procéder ailleurs qu'en ladite maîtrise », etc. Versailles, 4 mai 1751. — Fol. 125. « Provisions de lieutenant de la louverterie du Roy, du sieur Jean-Baptiste Gorin le jeune, marchand négociant à Amiens. » Paris, 5 mars 1750. — Fol. 125 v°. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de Sery. — Fol. 126 v°. Arrêt du Conseil portant règlement pour les bois de l'abbaye de St-Riquier. La Commanderie, 8 juillet 1747. — Fol. 128. « Provisions de greffier en chef de la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Amiens, de M^c Jean-Baptiste Lamy, notaire et procureur à Amiens. » Paris, 9 juin 1752. — Fol. 131. Arrêt du Conseil relatif aux bois du prieuré-cure de Thieulloy-l'Abbaye. Versailles,

28 novembre 1752. — Fol. 132. « Provisions d'huissier audencier en la maîtrise d'Amiens, du sieur Jacques Sire, praticien à Hornoy. » Versailles, 12 août 1754. — Fol. 133. Arrêt du Conseil qui permet aux habitants de Hem d'abattre 45 arbres dans leur cimetièrre. Compiègne, 9 juillet 1754. — Fol. 134. Arrêt du Conseil relatif aux bois de Pernois et de Montières, à l'évêché d'Amiens. Versailles, 4 novembre 1755. — Fol. 138. Arrêt du Conseil relatif aux bois des chapelains de la cathédrale d'Amiens. Versailles, 30 mai 1757. — Fol. 140. « Lettres patentes sur décret de M. l'évêque d'Amiens, portant suppression... au sujet de la démolition de l'église collégiale de Fouilloy, et de la reconstruction d'une autre église. » Compiègne, août 1749. — Fol. 142 v°. Arrêt du Conseil qui permet à l'abbaye du Gard d'abattre 60 arpents en réserve. Versailles, 29 novembre 1757. — Fol. 144 v°. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de Clairfay. Paris, 6 juillet 1758. — Fol. 146 v°. « Arrêt du Conseil obtenu par la communauté des maîtres gribanniers d'Abbeville, qui permet à M. de Calonne de Cocquerel, d'ouvrir un nouveau canal sur la rivière de Somme. » Compiègne, 13 juillet 1756. — Fol. 148. « Arrêt du Conseil obtenu par M. le marquis de Montbrun, qui décharge la succession de M. l'ancien évêque d'Orléans, abbé de l'abbaye de St-Jean d'Amiens, de délits et dégradations de bois. » Versailles, 10 octobre 1758. — Fol. 148 v°. Arrêt du Conseil qui permet aux marguilliers de Morcourt d'exploiter leurs bois libres, pour les réparations de leur église. Versailles, 18 janvier 1757. — Fol. 152. Arrêt du Conseil relatif aux bois du prieuré d'Élincourt. Versailles, 5 décembre 1758. — Fol. 153 v°. Arrêt du Conseil qui autorise la fabrique de Bouzencourt à couper des bois, pour des réparations à leur église, aux piliers et sous le clocher, considéré qu'« il appartenait à la fabrique dudit lieu une maison affermée aux commis des fermes préposé au poste dudit Bouzencourt, dont le loyer servoit aux réparations annuelles de l'église ; cette maison ayant été incendiée il y a quatre ans, l'église se trouve depuis destituée de tous revenus. » Versailles, 25 juillet 1758. — Fol. 154. Arrêt du Conseil relatif aux bois du prieuré de Bagneux. Versailles, 8 mai 1759. — Fol. 155. « Ordonnance de M. Bauldry, grand maître, qui permet aux seigneur et habitans de Villers-au-Bocage d'abattre 22 fresnes dans le cimetièrre dudit lieu », pour reconstruire la maison du vicaire. Amiens, 30 octobre 1759. — Fol. 158. Arrêt du Conseil « qui commet le garde-marteau seul, à l'exclusion des autres officiers, pour la délivrance à faire dans les bois de l'évêché d'Amiens. »

Versailles, 19 février 1760. — Fol. 161. Autorisation aux marguilliers d'Halliviller d'abattre des arbres, pour la réparation de leur église. Paris, 6 février 1760. — Fol. 161. Id. aux marguilliers de Bouquemaison. 8 février 1760. — Fol. 161. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de St-Vaast d'Arras. Versailles, 26 février 1760. — Fol. 162. « Provisions de conseiller du Roy, garde-marteau de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens, de M. Jean-Louis-Charles Baron. » Choisy, 13 août 1760. — Fol. 165 v°. « Provisions de Jean-François Pillon, pour arpenteur de cette maîtrise. » Versailles, 1^{er} décembre 1760. — Fol. 167 v°. Arrêt du Conseil qui autorise les abbé et religieux de St-Acheul, à abattre 491 pieds d'ormes, pour les réparations les plus urgentes des bâtiments de leur abbaye. Versailles, 24 février 1761. — Fol. 169. Arrêt du Conseil qui ordonne un nouveau règlement des bois de l'abbaye du Gard. Versailles, 5 mai 1761. — Fol. 177 v°. « Déclaration du Roy portant règlement pour le paiement des frais de justice dans les maîtrises des eaux et forêts. » Versailles, 24 novembre 1760. — Fol. 178 v°. Arrêt du Conseil qui autorise les abbé et religieux du Chazal-Benoit, en Berry, à couper des bois dans le domaine de la seigneurie de Floxicourt appartenant à ladite abbaye. Versailles, 2 mars 1762. — Fol. 179 v°. Arrêt du Conseil qui autorise les religieuses de Moreaucourt à faire une coupe, pour la réparation des bâtiments de leur abbaye. 23 février 1762. — Id. au prieuré de St-Ausbert de Boves. 28 septembre 1762. — Fol. 180. Arrêt du Conseil « qui casse un jugement de la table de marbre et ordonne l'exécution de 4 sentences rendues par la maîtrise contre les prier et religieux de Corbie. » Versailles, 24 août 1762. — Fol. 181. Autorisation aux curé et marguilliers d'Hallencourt de faire une coupe, pour payer les réparations de leur église et le remplacement de leur plus grosse cloche. Amiens, 25 octobre 1762. — Fol. 182. Autorisation aux chapelains de la cathédrale d'Amiens de faire un tourbage, afin de payer les réparations de l'église de Namps-au-Mont. 29 octobre 1762. — Fol. 184 v°. « Ordonnance de M. le grand maître concernant la rivière en remontant depuis Amiens jusqu'au-dessous de Corbie. » 29 octobre 1762. — Fol. 186. « Lettres patentes du Roy concernant l'ordre de Malte. » Marly, 13 mai 1763. — Fol. 187. Arrêt du Conseil qui autorise les abbessse et religieuses du Paraclét à tourber, pour relever leurs affaires dérangées par la mauvaise administration de la précédente abbessse. Fontainebleau, 19 novembre 1748. — Fol. 190 v°. Autorisation au chapitre d'Amiens de couper des arbres pour subvenir aux réparations de l'église du

Pont-de-Metz et autres. 26 octobre 1763. — Fol. 191 v°. Autorisation aux curé et marguilliers de St-Aubin de Corbie de faire abattre 33 arbres de leur cimetièrre pour dégager leur église et subvenir à sa décoration. 25 novembre 1763. — Fol. 194. Arrêt du Conseil qui permet aux maire et échevins de Doullens de faire une coupe dans un canton de bois au voisinage de Hem. Versailles, 20 mars 1764. — Fol. 194 v°. Arrêt du Conseil qui ordonne au receveur de délivrer aux abbé et religieux de St-Fuscien une somme provenant de l'adjudication des bois de ladite abbaye. Versailles, 21 février 1764. — Fol. 196. « Déclaration du Roy qui permet de faire les dessèchements des marais, pâtis et terres inondés. » Versailles, 14 juin 1764. — Fol. 197 v°. Arrêt du Conseil portant nouveau règlement pour l'exploitation des bois du chapitre d'Amiens. Compiègne, 30 juillet 1764. — Fol. 199. Arrêt du Conseil portant diminution d'amende en faveur de l'abbaye de Selincourt. Compiègne, 17 juillet 1764. — Fol. 200 v°. Arrêt du Conseil qui ordonne l'exécution du nouveau règlement des coupes de l'abbaye du Gard. Versailles, 10 avril 1764. — Fol. 201. Autorisation aux habitants de Cardonnette d'abattre des arbres pour la reconstruction à neuf de leur église à laquelle on travaille. 17 octobre 1764. — Fol. 202 v°. Autorisation aux curé et marguilliers de Notre-Dame de Boves de couper des ormes dans leur cimetièrre, pour la réparation de leur église. 18 octobre 1764. — Fol. 203. « Provisions du sieur Charles-Firmin Cordier, bourgeois d'Amiens, en l'office de conseiller du Roy, receveur particulier de la maîtrise. » Paris, 16 janvier 1765. — Fol. 205 v°. Arrêt du Conseil qui autorise la fabrique de Cerisy-Gailly à disposer de 180 arbres pour reconstruire l'autel, la chaire et le confessionnal de son église. Versailles, 11 décembre 1764. — Arrêt du Conseil qui ordonne le partage et division en 18 coupes égales des trois quarts des bois libres de l'abbaye de Lannoy, ordre de Cîteaux. Compiègne, 20 août 1765. — Fol. 207. Mention d'un arrêt du Conseil qui ordonne l'adjudication de plusieurs années du quart de réserve de l'abbaye de St-Riquier, pour la réparation des bâtiments de l'abbaye, église, logement abbatial et autres. 17 septembre 1765. — Fol. 207. Mention d'un arrêt du Conseil qui permet l'adjudication du quart de réserve de l'abbaye de Selincourt, pour la réparation des bâtiments de ladite abbaye, considéré que la maison abbatiale « est détruite pour la majeure partie, et que le surplus étoit, dès l'année 1761, dans un état de vétusté et de dépérissement tel, que, par arrêt du Conseil du 5 septembre de ladite année », etc. 8 oc-

tobre 1765. — Fol. 207 v°. Arrêt du Conseil portant décharge d'amende en faveur de l'abbé de Selincourt. Fontainebleau, 8 octobre 1765. — Fol. 208. « Ordonnance de M. Bauldry, qui permet l'enlèvement des arbres abbatu par les vents (dans la nuit du 4 au 5 octobre précédent) dans le quart de réserve de l'abbaye de Serry », considéré que « les supliants ont été obligés de commettre une personne pour veiller à la conservation desdits arbres et empêcher leur enlèvement par les habitants des villages voisins qui entourent ladite réserve, à qui ils ont fait bâtir une loge pour luy servir d'habitation et y passer jour et nuit, à qui a été forcé, pour l'engager à y veiller plus exactement, de donner 15 sols par jour, ce qui, au moyen de ce, leur a desjà coûté beaucoup, quoique les arbres soient de très peu de valeur... étant voisins du comté d'Eu où les dégâts sont considérables. » 23 novembre 1765. — Fol. 208. Autorisation à Augustin de Bras, prêtre, curé de la paroisse de St-Pierre de la Houssoye, à couper des arbres dans le cimetière de ladite paroisse, sur sa requête exposant que « la fabrique de ladite paroisse, est sy pauvre, qu'elle manque non seulement des linges servant à l'usage de l'autel, chasubles et autres ornemens nécessaires pour célébrer le service divin avec décence, mais encore qu'il est des réparations urgentes et pressantes à faire à la nef de ladite église, que, ne pouvant parvenir à tous ces besoins, on est forcé d'avoir recours aux églises voisines, pour la célébration des saints mistères. » 23 novembre 1765. — Fol. 209 v°. Brevet « pour le canton de chasse réservé au gouverneur et celui pour l'état major des ville et cithadelle de Doullens. » Versailles, 25 avril 1764. — Fol. 211. Arrêt du Conseil qui autorise l'abbaye de S^c-Larme de Selincourt de faire le recape de 8 arpents au bois de La Maronde, pour la réparation des bâtiments de ladite abbaye. Versailles, 4 mars 1760. — Fol. 212. Autorisation au curé d'Hornoy d'abattre quelques arbres dans le cimetière dudit lieu, pour la réparation des murs de ce cimetière qui tombent en ruine. 22 novembre 1765. — Fol. 215 v°. Autorisation aux curé et marguilliers de Prouville de disposer de six ormes dans leur cimetière, pour refaire à neuf la couverture de leur église. 9 mai 1766. — Fol. 216. Arrêt du Conseil qui autorise le prieur de St-Ausbert de Boves à faire une coupe, pour la restauration des bâtiments dudit prieuré. Compiègne, 9 septembre 1766. — Fol. 217. Autorisation aux curé et marguilliers du Pont-de-Metz de couper des arbres dans leur cimetière pour des aménagements intérieurs de leur église, notamment la confection d'une chaire à prêcher 9 janvier 1767. — Fol. 219 v°. Autorisation aux

seigneur, curé et marguilliers de Fréchencourt de couper quelques arbres dans leur cimetière, pour des réparations urgentes à la nef et au clocher de leur église. 29 décembre 1766. — Fol. 221 v°. « Provisions de l'office de maître particulier de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens, pour M^e François-Joseph Carrey. » Paris, 4 mars 1767. — Fol. 222 v°. Autorisation aux curé, marguilliers et principaux habitants de Boisbergue, d'abattre 38 arbres dans leur cimetière, pour la réfection de la toiture et du clocher de leur église. 7 janvier 1767. — Fol. 224. Autorisation aux curé, marguilliers et principaux habitants de Witaine-Église d'abattre trois arbres qui nuisent au clocher de leur église, auquel ils sont obligés de faire des réparations considérables. 12 mars 1767. — Fol. 225. Autorisation aux curé, marguilliers et habitants de Limeux d'abattre six ormes, pour subvenir aux réparations de leur église. 20 juillet 1767. — Fol. 225 v°. Arrêt du Conseil pour former le quart de réserve des bois de St-Fuscien. Versailles, 3 février 1767. — Fol. 227 v°. Arrêt du Conseil qui permet la coupe de 7 arpents, 20 journaux de bois formant la réserve du prieuré de St-Denis de Poix, pour la réparation du chœur des églises dont il est décimateur, et d'une ferme sise à Éplessier, qui a été détruite par le feu du ciel le 29 avril 1765, etc. Fontainebleau, 15 septembre 1767. — Fol. 229. Arrêt du Conseil « portant règlement sur ce qui doit être observé par les marchands et adjudicataires de bois et les entrepreneurs de ceux qui sont destinés pour la marine. » Versailles, 8 février 1767. — Fol. 229 v°. « Arrêt du Conseil qui casse et annule la nomination faite à la charge de marguillier le lieutenant de la maîtrise de Montargis. » Versailles, 10 février 1767. — Fol. 230 v°. Autorisation aux desservant, syndic, marguilliers, etc. de Laneuville-sous-Corbis d'abattre des arbres sur le terrain du presbytère, pour la réparation de leur église. 9 novembre 1767. — Fol. 232. Autorisation à Ambroise Olivé, curé, et aux habitants de Flixecourt d'abattre six ormes dans leur cimetière, pour la réparation de leur église. 28 novembre 1767. — Fol. 234 v°. « Arrest du Conseil qui ordonne que le chapitre (de la cathédrale d'Amiens) touchera des mains du receveur général des domaines et bois ce qui reste des deniers provenant du prix de vente des bois dudit chapitre », à laquelle il a été autorisé par arrêt du Conseil du 12 avril 1758, dans les bois d'Aveslges, pour être employés entre autres choses « à faire reconstruire le maître autel, le jubé et aux autres ouvrages les plus nécessaires au chœur de ladite église cathédrale », pour quoi « ils viennent de faire

faire par le sieur Porcher, orphèvre de Paris, une croix d'argent et six chandeliers du poids de 351 marcs, 3 onces et 3 quarts, et du prix de 26.824 l. 1 s. proportionnées à la grandeur dudit maître autel. » Versailles, 19 janvier 1768. — Fol. 236 v°. « Provisions du sieur Carpentier en l'état et office d'huissier-audiencier en la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens. » Paris, 3 février 1768. — Fol. 237. v°. Arrêt du Conseil qui autorise les habitants de Morcourt à couper le quart de réserve de leurs bois, pour la réparation de leur église dont une chapelle est interdite. Versailles, 1^{er} mars 1768. — Fol. 239. Arrêt du Conseil qui autorise les Célestins d'Amiens à couper 264 arbres dans le village d'Ergnies, pour la réparation des bâtiments de leur couvent. Marly, 28 juin 1768. — Fol. 240. « Provisions de l'office de garde général collecteur des amendes, restitutions et confiscations de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens, accordées à François-Joseph-Benjamin Cuiret par Sa Majesté. » Paris, 23 juin 1768. — Fol. 241. Mention d'un arrêt du Conseil qui permet à l'abbaye de St-Vaast d'Arras, l'adjudication du quart de réserve de ses bois, pour la reconstruction de l'église et des bâtiments de ladite abbaye. 21 juin 1768. — Fol. 241. « Provisions de l'office de conseiller receveur particulier des eaux et forêts d'Amiens, pour M. Jean-Baptiste Dottin. » Compiègne, 17 août 1768. — Fol. 243 v°. Autorisation aux curé, marguilliers et syndic de Flers, de couper 18 ormes dans leur cimetière, pour faire un lambris dans la nef de leur église. — Fol. 244. Autorisation aux curé et marguilliers de Franvillers de couper des ormes dans leur cimetière, attendu que, « au mois de janvier 1767, il est arrivé un incendie audit Franvillers, dans lequel la plus grande partie des maisons qui entourent le cimetière ont été totalement consumées, que plusieurs de ces incendiés ont rebatis leurs maisons, il reste encore un particulier qui ne l'a point encore fait depuis ce temps, en sorte que le cimetière se trouve vague et non fermé de ce côté. » 15 novembre 1768. — Fol. 244 v°. Commission de lieutenant de louveterie au sieur Decaieu. Paris, 10 novembre 1766. — Fol. 247. Autorisation aux habitants de Bussy-les-Daours de faire abattre des arbres dans leur cimetière, sur leur requête exposant que « la fabrique étant très pauvres, n'ayant pas acquitté des réparations qu'on a été obligé de faire l'année dernière, et qu'il seroit nécessaire d'acheter des ornements, comme des chapes, qu'il n'y en a point pour faire l'office comme il conviendrait. » 15 novembre 1768. — Fol. 248. Autorisation aux curé et marguillier de Lanches, secours de St-Hilaire, de faire couper des ormes dans leur cimetière, pour

des réparations au « clocher ou campanart » de leur église. 5 novembre 1768. — Fol. 248 v°. Autorisation aux syndic, curé et marguilliers de Cramont, de couper 10 ou 12 ormes dans leur cimetière, pour reconstruire la nef de leur église qui tombe en ruines. 8 novembre 1768. — Fol. 251 v°. Autorisation au chapitre de St-Mathieu de Foulloy de faire abattre dans le cimetière dudit lieu « qui est très vaste », plusieurs ormes, pour, sur leur emplacement et de leur produit, faire construire une maison pour y loger ses chantres et enfants de chœur, ne trouvant pas de maison à louer pour cet objet. 13 novembre 1768. — Fol. 251 v°. Arrêt du Conseil qui ordonne « qu'il sera levé un plan figuratif des bois dépendans de la chapelle d'Umbercourt. » Versailles, 6 septembre 1768. — Fol. 251 v°. Autorisation aux curé et marguilliers de Montières de couper des arbres, pour subvenir à la décoration de leur église. 17 février 1769. — Fol. 252. Arrêt du Conseil qui ordonne un nouveau règlement des coupes de l'abbaye de S^c-Larme. Versailles, 14 février 1769. — Fol. 254. Arrêt du Conseil qui autorise le sieur Marne, prieur-curé de Thieulloy-l'Abbaye à faire une coupe pour la réparation des bâtiments dudit prieuré. Fontainebleau, 8 novembre 1768. — Fol. 255 v°. Arrêt du Conseil qui autorise le sieur Enguehard, prieur-curé d'Épécamps, à vendre 538 arbres, pour la réparation du presbytère. Marly, 6 juin 1769. — Fol. 257. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de Valoires. Versailles, 21 mars 1769. — Fol. 258 v°. Arrêt du Conseil qui autorise les curé et habitants de Molliens-Vidame à faire une coupe, afin d'acheter du linge et des ornements pour leur église. Versailles, 3 mai 1769. — Fol. 259 v°. Arrêt du Conseil qui accorde 30 arbres au-dessus de 40 ans par arpent aux Célestins d'Amiens. Versailles, 4 avril 1769. — Fol. 260. « Provisions de l'office de lieutenant en la maîtrise d'Amiens, pour M. Pierre-Jean-Baptiste-Joseph Despineaux. » Paris, 26 avril 1769. — Fol. 262. « Lettres d'honneur et de vétéranse, pour le sieur Baillet, lieutenant des eaux et forêts d'Amiens. » Versailles, 13 septembre 1769. — Fol. 270 v°. Arrêt du Conseil qui ordonne l'arpentage et la levée du plan des bois du prieuré d'Épécamps, et y autorise une coupe pour la réparation des bâtiments dudit prieuré. Versailles, 6 février 1770. — Fol. 272. « Édit du Roy portant que les quatorze deniers pour livre qui se perçoivent sur les bois du Roy au profit des maîtrises, seront perçus à l'avenir au profit de Sa Majesté. » Versailles, janvier 1770. — Fol. 273. Arrêt du Conseil qui autorise le sieur Juillet, prieur-curé de St-Servais d'Aumont, à faire une coupe pour les réparations du presbytère du

lieu. Versailles, 13 mars 1770. — Fol. 274. Autorisation aux curé et marguilliers de St-Martin de Longpré-les-Corps-Saints de couper des arbres dans leur cimetière, pour la réparation de leur église. 3 mars 1770. — Fol. 274 v°. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de St-Fuscien. Versailles, 20 mars 1770. — Fol. 275 v°. Arrêt du Conseil qui ordonne l'arpentage des bois du collège d'Amiens. Versailles, 24 octobre 1758. — Fol. 277 v°. « Ordonnance pour la chasse », de François-Joseph Carrey, maître particulier de la maîtrise des eaux et forêts de Picardie. Amiens, 13 juillet 1770. — Fol. 283 v°. Autorisation aux curé et marguilliers de Fontaine-sous-Catheux de couper des arbres dans leur cimetière, pour la réparation de la nef de leur église. 4 décembre 1770. — Fol. 285 v°. Autorisation aux officiers municipaux d'Amiens d'abattre les arbres morts et dépérissants des promenades publiques. 3 décembre 1770. — Fol. 286. Autorisation à l'abbaye de St-Riquier, d'abattre des arbres pour la couverture de leur église. 27 novembre 1770. — Fol. 290. « Édit portant suppression de la table de marbre de Paris. » Versailles, juin 1771. — Fol. 291 v°. Édit qui ordonne « la liquidation et le remboursement tant des offices unis aux différents corps ou communautés d'officiers supprimés », etc. Versailles, 31 août 1771. — Fol. 292 v°. Édit « portant suppression des offices de commissaires aux prises de ventes de meubles », etc. Compiègne, août 1771. — Fol. 293. Lettres patentes « par lesquelles le Roy réserve, sous le titre d'huissiers ou sergens royaux, les offices de jurés priseurs vendeurs de biens meubles, supprimés par édit de février dernier. » Compiègne, 17 août 1771. — Fol. 294. « Déclaration du Roy portant révocation de plusieurs aliénations et exemptions et rétablissement de différents droits. » Versailles, 1^{er} juin 1771. — Fol. 296. Autorisation au chapitre de St-Martin de Picquigny de faire une coupe pour la réparation de son église. 27 août 1771. — Fol. 296 v°. Autorisation aux curé et marguilliers de l'église St-Sauveur d'Hédicourt, d'abattre 18 arbres dans leur cimetière, sur leur requête expositive que « leur église a été entièrement consumée dans l'incendie qui a réduit en cendres les deux tiers du village, le 4 juin 1770, que Sa Majesté a bien voulu accorder aux habitants un secours sur les tourbes des communes, tant pour faire rétablir leur église, clocher, sacristie et maison d'école, que pour les aider à la reconstruction de leurs maisons, que l'église viennent d'être effectivement réédifiée, mais que les fonds n'ont suffi pour décorer le dedans. » 17 janvier 1772. — Fol. 297. Autorisation aux curé et marguilliers d'Esserteaux de couper des arbres

pour la réparation de la chapelle de leur cimetière. 17 janvier 1772. — Fol. 297. Autorisation aux curé, syndic et marguilliers de Warloy-Baillon, de couper des arbres dans leur cimetière, pour réparer le pavé de la nef de leur église, sur leur requête exposant que, « depuis environ 12 ans, ladite paroisse a été affligée de plusieurs fléaux, comme incendie arrivé dans le courant du mois de juillet 1769, dans lequel 62 maisons furent enveloppées, une grêle, deux inondations qui ont causées une perte très considérables à ladite paroisse, en outre que, depuis quatre ans, ladite paroisse se trouve attaquée d'une maladie épidémique dont elle n'est pas encore purgée. » 17 janvier 1772. — Fol. 297 v°. Autorisation à Pierre Dumeige, curé de Mirvaux, de couper des arbres dans le cimetière dudit lieu, pour l'entretien de son église. 17 janvier 1770. — Fol. 298. « Déclaration du Roy portant établissement de chancelleries dans les sièges royaux ressortissant nuement des cours de parlement, etc. » Versailles, 24 novembre 1771. — Fol. 298 v°. « Édit portant prorogation des deux vingtièmes. » Fontainebleau, novembre 1771. — Fol. 300 v°. « Édit portant rétablissement dans toutes les villes et communautés où il y a corps municipal, d'offices de conseillers maires. » Fontainebleau, novembre 1771. — Fol. 302. Lettres patentes concernant les bulles, breffs et autres expéditions de cour de Rome. » Versailles, 18 janvier 1772. — Fol. 303 v°. « Déclaration portant règlement pour la procédure dans les matières sommaires. » Versailles, 27 janvier 1772. — Fol. 305 v°. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de Clairfay. Versailles, 18 février 1772. — Fol. 307 v°. Déclaration pour la liquidation et le remboursement des offices. Versailles, 31 août 1771. — Fol. 308 v°. Lettres patentes portant exemption du droit d'aubaine entre la France et la Suisse. Versailles, 20 janvier 1772. — Fol. 309 v°. Lettres patentes portant exemption du droit d'aubaine entre la France et le Danemarck. Versailles, 6 mars 1772. — Fol. 310 v°. Lettres patentes sur la marque des étoffes. Versailles, 24 février 1772. — Fol. 311. Édit portant suppression des offices de payeurs et contrôleurs de gages, etc. Versailles, février 1772. — Fol. 312. Déclaration qui défend aux nouveaux convertis d'aliéner leurs biens sans permission. Versailles, 15 mars 1772. — Fol. 313. Lettres patentes portant règlement sur la régie et perception du droit sur les cuirs. Versailles, 2 avril 1772. — Fol. 315 v°. Déclaration concernant les études et exercices des élèves en chirurgie. Versailles, 12 avril 1772, — etc.

C. 1971. (Registre.) — In-fol. 151 feuillets, papier.

1772-1783¹. — Registre aux Chartes. —

Fol. 1 v°. « Procès-verbal de visite des lieux claustraux et autres bâtiments du prieuré de St-Pierre et St-Paul d'Abbeville. » 20 mai 1771. — Fol. 4 v°. Déclaration concernant les committimus. Versailles, 20 février 1771. — Fol. 5 v°. Arrêt du Conseil pour assurer le paiement des droits de subvention, inspecteurs aux boissons. Versailles, 3 décembre 1771. — Fol. 9 v°. Édit qui supprime les offices de payeurs de gages de différentes cours. Versailles, mars 1772. — Fol. 11. Déclaration relative à la compétence des prévôts des maréchaux de France. Versailles, 30 avril 1772. — Fol. 12. Déclaration qui supprime la comptabilité des receveurs des villes, etc. Versailles, 8 mai 1772. — Fol. 14. Lettres patentes « pour l'enregistrement des conventions avec l'évêque prince de Liège concernant les limites, les communications et le commerce des états respectifs. » Versailles, 15 juin 1772. — Fol. 14 v°. Traité entre le Roi et l'évêque de Liège. Versailles, 24 mai 1772. — Fol. 21. v°. Déclaration en interprétation de l'édit de juin 1771 concernant les hypothèques. Versailles, 23 juin 1772. — Fol. 22. Lettres patentes « qui confirme et autorisent les déclarations de l'assemblée générale extraordinaire du clergé des 26 et 30 juin 1772, au sujet de la somme de 10 millions de livres de don gratuit », etc. Compiègne, 13 juillet 1772. — Fol. 33. Lettres patentes « portant que les aréomètres ou pèse-liqueurs inventés et fabriqués par le sieur Cartier seront employés pour la vérification des eaux-de-vie simple, rectifiée, ou esprit-de-vin. » Compiègne, 3 août 1771. — Fol. 34 v°. Déclaration qui convertit en redevance annuelle, au profit de la maison de St-Cyr, l'obligation pour les abbayes ou monastères de femmes de recevoir pour abbesse ou prieure toute personne de ladite maison que le Roi juge à propos d'y nommer. Versailles, mai 1772. — Fol. 36. Lettres patentes qui approuvent la bulle du 15 juillet précédent concernant l'ordre de St-Benoît. Compiègne, 14 août 1772. — Fol. 37. Déclaration en interprétation de l'édit d'avril 1768. Versailles, 15 décembre 1770. — Fol. 38. Arrêt du Conseil portant nouveau règlement de coupes des bois du prieuré de Thieulloy-l'Abbaye. Compiègne, 11 août 1772. — Fol. 39. Arrêt du Conseil portant nouveau règlement des coupes de l'abbaye de St-Jean d'Amiens. Fontainebleau, 3 novembre 1772. — Fol. 43. Autorisation aux curé et habitants de Mons-Béalcourt de couper des arbres dans leur cimetière, pour la réparation de leur église. 12 décembre 1772.

— Fol. 43. Autorisation aux confrères de la charité de St-Nicolas de Doullens d'abattre 187 arbres sur un pré leur appartenant, pour les réparations à faire aux chapelles de ladite confrérie. 8 janvier 1773. — Fol. 44. Ordonnance du grand maître pour la réception des ouvrages faits à l'abbaye de Lannoy. 29 octobre 1770. — Fol. 44 v°. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de St-Fuscien. Versailles, 29 septembre 1772. — Fol. 46. « Arrêt du Conseil qui permet au sieur Dufour d'établir un moulin à bled sur un héritage qui luy appartient à Ailly »-sur-Somme. Versailles, 26 janvier 1773. — Fol. 46 v°. Arrêt du Conseil qui autorise les curé et marguilliers de Vaire à faire une coupe pour réparations à leur église. Versailles, 26 janvier 1773. — Fol. 48. Autorisation aux marguilliers et habitants de Bacouel de couper des arbres dans leur cimetière, pour réparations à leur église. 5 décembre 1772. — Fol. 49. Autorisation aux habitants de Croy de couper des arbres dans leur cimetière, pour la construction d'une école dont leur seigneur leur a donné l'emplacement. 24 mars 1773. — Fol. 49 v°. Arrêt du Conseil qui ordonne nouveau règlement des coupes des chapelains d'Amiens. Versailles, 4 mai 1773. — Fol. 51 v°. « Arrest du Conseil qui autorise M. Caulet de Wasigny à faire les fonctions de grand maître du département de Picardie, en attendant sa majorité. » Versailles, 16 décembre 1773. — Fol. 56. « Extrait des registres du Conseil d'État. Arrêt d'attribution de M. l'Intendant, pour les inondations des vallées et en prévenir les causes. » Versailles, 28 décembre 1773. — Fol. 59 v°. Arrêt du Conseil qui ordonne l'arpentage et la levée des plans des bois du prieuré d'Authie, etc. Versailles, 4 octobre 1774. — Fol. 60 v°. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de Cercamps. Marly, 5 juillet 1774. — Fol. 62 v°. Arrêt du Conseil qui ordonne un nouveau règlement des coupes de l'abbaye de Sery. Fontainebleau, 25 octobre 1774. — Fol. 64. Autorisation aux curé et marguilliers de Wanel d'abattre des arbres dans leur cimetière, pour la réparation de leur église. 31 octobre 1774. — Fol. 65 v°. Autorisation aux curé, seigneur et habitants d'Yaucourt-Bussus, de couper des arbres dans leur cimetière, pour les besoins de leur église. 10 octobre 1774. — Fol. 67. Lettre de M. de Wasigny relativement à l'autorisation donnée par arrêt du Conseil aux curé et marguilliers d'Harbonnières de faire une coupe pour subvenir aux réparations faites et à faire dans leur église. Paris, 3 avril 1775. — Fol. 67 v°. Autorisation aux habitants de Vecquemont et Bussy d'abattre des arbres pour secourir plusieurs par-

¹ Dates d'enregistrement.

ticuliers dudit lieu dont les maisons ont été incendiées la nuit du 4 au 5 avril précédents. 26 juin 1775. — Fol. 68. Autorisation aux curé, marguilliers et principaux habitants de Warloy-Baillon, de couper des arbres dans leur cimetièrre, pour construire une école et un petit logement pour le maître d'école. 9 août 1775. — Fol. 68. Autorisation aux curé, marguilliers et principaux habitants de Querrieu à abattre 30 ormes autour de leur église, pour la refonte de leurs cloches. 4 juillet 1775. — Fol. 68 v°. « Provisions de l'un des arpenteurs en la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens accordées au sieur Adrien Brisse, au lieu et place d'André Lemoine. » Fontainebleau, 10 octobre 1775. — Fol. 70. Autorisation aux habitants de Nелlette d'abattre 15 ormes dans leur cimetièrre, pour la réparation de leur église. 27 octobre 1775. — Fol. 70. Règlement pour la chasse du gouverneur d'Amiens. Versailles, 20 novembre 1773. — Fol. 76 v°. « Provisions d'huissier-audiencier en cette maîtrise au sieur Nicolas Mitouart, en place de Nicolas Boulnois. » Versailles, 14 mars 1776. — Fol. 78. « Provisions de garde général collecteur des amendes de la maîtrise d'Amiens du sieur Nicolas Mitouart, au lieu de Cuir. » Paris, 1^{er} mai 1776. — Fol. 78 v°. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de Valoires. Versailles, 6 février 1776. — Fol. 80. Arrêt du Conseil portant nouveau règlement des coupes de l'abbaye de Corbie. Versailles, 20 août 1776. — Fol. 82. Autorisation aux curé, marguilliers et habitants de Castel d'abattre 20 arbres, pour le rétablissement de leur église qui tombe de vétusté. 23 septembre 1776. — Fol. 84. Autorisation aux curé et marguilliers de Notre-Dame de Doullens d'abattre 30 ormes, pour réparer les dommages causés à leur église par l'orage du 15 août précédent. 23 septembre 1777. — Fol. 85. Autorisation aux curé et marguilliers de Bavelincourt d'abattre quelques arbres, pour achever de payer un lambris qu'ils ont fait faire à leur église. 10 décembre 1776. — Fol. 85 v°. Autorisation aux curé et fabriciens d'Hangest-sur-Somme de faire abattre quarante pieds d'arbres dans leur cimetièrre, pour bâtir une école. 22 mars 1777. — Fol. 86. Ordonnance du chevalier de la Ferrière, pour la chasse du gouverneur d'Amiens. Paris, 5 mai 1777. — Fol. 89 v°. Autorisation aux seigneur, curé et habitants de Léalvillers, d'abattre des ormes dans leur cimetièrre, pour le rétablissement de leur église qui tombe de vétusté. 6 décembre 1777. — Fol. 89 v°. Autorisation à Louis-David Detuncq, curé de Molliens-au-Bois et au Val, d'arracher une haie vive. 26 janvier 1778. — Fol. 90. Arrêt du Conseil qui autorise l'abbaye de S^{te}-Larme à faire une coupe.

Versailles, 27 janvier 1778. — Fol. 90. v°. Autorisation de faire une coupe pour réparer le clocher de l'église de Rambures. 19 mars 1778. — Fol. 92. Autorisation de faire une coupe pour réparations considérables à faire à la nef de l'église St-Martin d'Argœuves. 15 juin 1778. — Fol. 92. Autorisation aux curé, marguilliers et habitants d'Heilly d'abattre des arbres pour la reconstruction de leur église qui doit être déplacée. 22 juillet 1778. — Fol. 93 v°. Autorisation aux curé et fabriciens de St-Martin de Doullens de couper des arbres pour la reconstruction des toits de leur église. 4 décembre 1778. — Fol. 97 v°. Autorisation aux curé et marguilliers de Cottenchy de faire une coupe pour travaux à leur église, notamment le plafond du chœur. 8 avril 1779. — Fol. 97 v°. « Provisions de l'état et office de conseiller du Roy, lieutenant en cette maîtrise, accordées à M. Delaporte, avocat, au lieu et place de M. Guerard. » Paris, 14 avril 1779. — Fol. 99. Autorisation de faire une coupe dans le cimetièrre de St-Léger-Lépinoy, pour la réparation de la nef de l'église dudit lieu. 14 août 1779. — Fol. 99 v°. Arrêt du Conseil qui autorise l'abbaye de St-Jean d'Amiens à faire une coupe. Marly, 11 mai 1779. — Fol. 102. Arrêt du Conseil qui accorde un chauffage aux prieur et religieux du Gard. Versailles, 5 octobre 1779. — Fol. 104. Autorisation aux syndic et habitants de Frohen-le-Grand, de faire une coupe pour subvenir au dessèchement de leurs marais communs. 26 décembre 1779. — Fol. 104. Autorisation aux curé, marguilliers, etc., de Cagny, d'abattre des arbres dans leur cimetièrre, pour faire des bancs à leur église. 12 janvier 1780. — Fol. 104. Autorisation de faire une coupe, pour réparations à l'église d'Auchy. 29 janvier 1780. — Fol. 105 v°. « Provisions de conseiller procureur du Roy en la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens, accordées à M^c Charles-Antoine Despréaulx. » Paris, 8 mars 1780. — Fol. 106 v°. Autorisation aux habitants d'Authieule d'abattre des arbres dans leur cimetièrre, pour refaire des bancs et un pavé dans leur église. 16 avril 1780. — Fol. 107. Autorisation aux curé et marguilliers de Barly de couper 50 ormes dans leur cimetièrre pour la reconstruction de leur église. 12 juillet 1780. — Fol. 107 v°. Arrêt du Conseil relatif au garde général à choisir par le grand maître pour en faire les fonctions. Versailles, 16 décembre 1778. — Fol. 108. Autorisation aux habitants de Ville-St-Ouen d'abattre des arbres dans leur cimetièrre, pour rebâtir leur presbytère détruit par un incendie le 12 mai précédent, rétablir la sacristie de leur église, et réparer leur école. 15 octobre 1780. — Fol. 110 v°. Lettres de conseiller procureur du

Roy honoraire en cette maîtrise accordées à M. Louis-Joseph Deville, cy-devant pourvu dudit office. » Versailles, 19 juillet 1780. — Fol. 113. Lettres patentes pour parvenir à un échange entre le collège d'Amiens et le comte de la Grandville, du bois de Quannetaux (Quennetot), à Rogy, contre des terres sises à Querrieux. Versailles, décembre 1778. — Fol. 115. Acte dudit échange. 7 juillet 1780. — Fol. 119. Autorisation aux seigneur, curé, marguilliers, etc., de Louvencourt de faire abattre des arbres dans leur cimetièrre, pour des réparations à faire à leur église, notamment au maître autel. 20 février 1781. — Fol. 119 v°. Arrêt du Conseil qui autorise le chapitre de St-Quentin à faire une coupe dans la réserve de Bayonvillers, pour réparations notamment à son église. Versailles, 13 février 1781. — Fol. 120 v°. Autorisation aux habitants de Saisseval et Saissemont d'abattre des ormes dans leur cimetièrre, pour réparations à leur église. 6 mars 1781. — Fol. 122. Autorisation aux habitants de Vignacourt d'abattre 30 ormes dans leur cimetièrre, pour la refonte de la principale cloche de leur église. 15 mai 1781. — Fol. 122 v°. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye de St-Riquier. Versailles, 27 mars 1781. — Fol. 135. Arrêt du Conseil qui réduit la réserve établie dans le bois du Prieur appartenant au collège d'Amiens. Versailles, 4 décembre 1781. — Fol. 136. Arrêt du Conseil relatif à l'abbaye de St-Riquier. La Muette, 22 janvier 1782. — Fol. 146. « Provisions accordées au sieur Hébert, de l'état et office de huissier audiencier en la maîtrise d'Amiens, au lieu et place de Nicolas Mitouart. » Versailles, 25 septembre 1782. — Fol. 147 v°. Autorisation aux habitants de Beauquesne de couper des arbres dans leur cimetièrre, pour réparations au maître autel de leur église. 2 novembre 1782. — Fol. 148. Autorisation aux habitants du bourg de Domart à couper 29 ormes dans leur cimetièrre, notamment pour le renouvellement de la couverture de leur église. 7 décembre 1782. — Fol. 149. Arrêt du Conseil relatif aux bois de l'abbaye du Gard. Amiens, 22 octobre 1782. — Fol. 150 v°. Arrêt du Conseil qui ordonne un règlement des coupes du prieuré de St-Nicolas de Rigny. Versailles, 26 novembre 1782, etc.

C. 1972. (Registre.) — In-4°. 100 feuillets, papier.

1733-1739. — Plumitif.

C. 1973. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1747-1762. — « Visite de la rivière de Selle, depuis les sources d'icelle, jusqu'à la rivière de

Somme, par M. le maître particulier des eaux et forêts de la maîtrise d'Amiens. » 19 novembre 1747-30 mai 1748. — « Visittte générale de la rivière de Somme, dans toute l'étendue du ressort de cette maîtrise d'Amiens, par M. Baillet, lieutenant », etc. 25 mai 1750. — « Visittte de la rivière de Somme, depuis la ville d'Amiens jusqu'au Pont-de-Remy. » 12 juin 1753. — « Visittte de la rivière de Somme, en remontant du pont du Cange de la ville d'Amiens, jusqu'aux villages de Morcourt et Méricourt. » 25 juin 1753. — « Visite de la rivière de Somme, descendant depuis Amiens jusqu'au Pont-de-Remy. » 20 octobre 1755. — « Visite de la rivière de Moreuil, des deux côtés, depuis son embouchure dans la rivière de Somme. » 30 octobre 1755. — « Visittte de la rivière de Somme, depuis la ville d'Amiens, jusqu'aux villages de Morcourt et Méricourt. » 12 juillet 1762. — « Visittte de la rivière de Somme, descendant depuis Amiens jusqu'au Pont-de-Remy, et remontant dudit lieu jusqu'à Amiens. » 11 juillet 1775, — etc.

C. 1974. (Liasse.) — 5 pièces, papier (3 imprimées, 2 plans).

1687-1777. — « Arrest du Conseil d'Estat, pour faire mettre les bords de la rivière de Somme en l'estat prescrit par l'ordonnance du mois d'août 1669, sur le fait des eaux et forests. » Versailles, 12 avril 1687 (impr. 8. p. in-4°. Paris, 1687). — Ordonnance du grand maître des eaux et forêts de Picardie prescrivant le curage de la Somme par les riverains, pour faciliter la navigation. Amiens, 22 décembre 1736 (impr. affiche). — « Arrest du Conseil d'Estat du Roy, par lequel Sa Majesté, sans avoir égard à une ordonnance du sieur intendant d'Amiens, rendue en matière d'eaux et forests, a remis les parties au même état qu'elles étoient avant ladite ordonnance », etc. Versailles, 4 avril 1746 (11 p. in-4°. Paris). — « Plan de la rivière de Sel, depuis les moulins de Prouzel, jusqu'au moulin de Plachy. » 22 novembre 1777. — « Plan des rivières du moulin de l'Hôtel-Dieu, de celui du sieur Vidcocq et du canal Marchand. » (à Abbeville ?). XVIII^e s., — etc.

MAITRISE DES EAUX ET FORETS DU COMTE DE
MARLE, LA FERRE ET S^T-QUENTIN.

C. 1975. (Liasse.) — 1 pièce, parchemin, 41, papier.

1683-1731. — « Faits et articles pertinents sur lesquels M^e Louis, marquis de Mailly et de Nelles requiert estre interrogés par vous, M. le lieutenant en la maîtrise des eaux et forests de La Fère, commissaire en cette partie, de Nosseigneurs les juges en dernier ressort de

la table de marbre du palais à Paris, par arrest du 2 juillet dernier, chacun en leur particulier. » 1683. — Interrogatoires sur lesdits articles. 1683. — Procès-verbal de visite par experts des lieux contentieux entre Charles du Rozoy, doyen de la collégiale de Nesle, seigneur de Peuilley et autres lieux, et François du Rozoy, conseiller du Roi au bailliage de St-Quentin, seigneur de Trescon, Cauvigny et autres lieux, d'une part, et François-Armant chevalier, marquis de Caulaincourt, de l'autre. 3 juillet 1730. — Autre procès-verbal d'expertise pour ladite affaire. 3 avril 1731, — etc.

BUREAU DES FINANCES D'AMIENS.

C. 1976. (Registre.) — Petit in-fol. 421 feuillets, papier.

1636-1664. — « Registre aux sentences par rapport et ordonnances aux requestes. » — Fol. 1. Sentence qui condamne le sieur Fleureton, commis à la recette des derniers du sel, à payer les gages des officiers du bailliage d'Amiens, pour le quart échu le 31 décembre 1635. 9 avril 1636. — Fol. 4. Sentence d'admission de Jean Lagouesle à l'office de greffier héréditaire du domaine et voirie de la généralité d'Amiens. 17 octobre 1737. — Fol. 5. Saisine à Pierre Roussel, marchand à Amiens, d'une maison en ladite ville, à l'enseigne du Petit Griffon, chaussée au Blé. 19 octobre 1637. — Fol. 6. Saisine à Adrien de Monchy et à Antoinette Billet, sa femme, d'une maison à Amiens « rue des

Louvelz. » 23 novembre 1637. — Fol. 7. Saisine à Pierre de Ribaucourt, marchand de bois à Amiens, d'une maison dans ladite ville, rue des Jacobins. 26 novembre 1637. — Fol. 8. Relief par Antoine Fouache, écuyer, sieur de Boulan, avocat au bailliage et siège présidial d'Amiens, fils aîné et héritier de feu Melchior Fouache, écuyer, sieur de Rochet, conseiller audit siège, dudit fief de Rochet, consistant en 140 journaux de terre labourable, sis au terroir de Wivren (Yvrench). 19 décembre 1637. — Fol. 9. Saisine aux mère, religieuses et couvent de St-Julien d'Amiens, d'une maison sise en ladite ville et « appelée les Quatre Evangélistes. » 23 décembre 1637. — Fol. 10. Saisine à Marie Courtin, veuve de Pierre Mantel, d'une maison à Amiens, rue St-Firmin le Confès. 8 janvier 1638. — Fol. 11. Saisine à Noël Boullenger, d'une maison avec jeu de paume couvert, sise à Amiens « rue du Vert Aunoy », saisie sur Pierre Bignon, curateur à la succession vacante de Jean de Bailleu, dit Cousin. 15 janvier 1638. — Fol. 14. Saisine à Nicolas Lebon, écuyer, sieur de Béthencourt, trésorier général de France en Picardie, d'une maison sise à Amiens rue St-Michel, tenant à Balthazar de Vaussoire, chanoine vicarial de la cathédrale, à Charles Scourion, chanoine de ladite église, à la maison de Cercamp, appartenant au sieur de Thézy, et au jardin de M. Drancourt, trésorier général de France. 18 mars 1638. — Fol. 15. Saisine d'une maison à Jean de Villers et à Jeanne Chopin, sa femme. 22 mars 1636. — Fol. 16. Saisine à Claude Trouvain, marchand tanneur, et à Marguerite Coppin, sa femme, d'un moulin à tan près le pont St-Michel. 22 avril 1638. — Fol. 19. Sentence relative à un cens dû au Roi sur la maison à l'enseigne des Rouges Taureaux à Amiens. 18 août 1638. — Fol. 23. Sentence relative à un cens dû au Roi sur une maison rue Jeanne Natière à Amiens. 5 octobre 1638. — Fol. 30. Sentence sur requête de Gaspard Paillart, Toussaint, Viseur et consorts, tanneurs à Amiens, relativement à

des travaux à faire à une digue sur la rivière du Maucreux, à Amiens. 29 décembre 1638. — Fol. 32. Procès-verbal de visite d'une maison sise à Amiens, au coin de la rue des Orfèvres. 10 janvier 1639. — Fol. 40. Liquidation en vue du droit de relief du revenu d'année de la terre et seigneurie de Grandvilliers échue à René Hector de Marle, chevalier, seigneur de Perreuse, de Soufle et Vers, héritier de défunte damoiselle Marie du Becq, fille de messire Claude du Becq et de feu Claude Preudhomme, ses père et mère, à cause de dame Claude Preudhomme, sa femme, sœur de feu messire Bernard Preudhomme, chevalier, seigneur de Freschines et de Luzarches, par moitié, et de Grandvilliers-au-Bois, conseiller du Roi, grand maître enquêteur et réformateur général des eaux et forêts au département de Bourgogne et Bresles, tante de ladite défunte dame Claude Preudhomme, marquise du Becq, et grande tante de ladite damoiselle Marie du Becq. 24 janvier 1642. — Fol. 46. Réparation à faire au mur entre la Maison du Roi et le logis d'Hubert Perdu, procureur au bailliage et siège présidial d'Amiens. 4 avril 1644. — Fol. 64. « Maison de la Grosse Tête, rue des Fourbisseurs, doit 40 s. de cens. » 10 janvier 1647. — Fol. 68. Maison appelée le Buquoy. 12 juillet 1647. — Fol. 120. Sentence sur ce que « le feu roy d'heureuse mémoire avoit, pour le bien de ses affaires et l'augmentation de son domaine et la commodité publique, fait construire ung moulin dans la ville de Doullens, à la sortie de deux rivières qui passent au travers d'icelle, au lieu où estoit le pont de l'Arche, et que les gouverneurs de ladite ville s'en estans incontinent après emparez, l'avoient non seulement affermé à leur proffict, mais y avoient assujetty par une violence extraordinaire, tous les habitans de ladite ville et des lieux circonvoisins. » 28 novembre 1650. — Fol. 125. Homme vivant et mourant fourni par l'hôpital St-Charles et S^c-Anne de la ville d'Amiens. 12 décembre 1650. — Fol. 143. Contestation avec le prévôt d'Amiens relativement à la voirie. 2 août 1652. — Fol. 148. Sentence relative au droit de travers du bourg de Breteuil. 1653. — Fol. 175. Sentence relative à des bois coupés dans la forêt de Crécy. 9 août 1655. — Fol. 182. Ordonnance d'enregistrement des lettres patentes qui font don au sieur de Rozamel des biens confisqués par arrêt du Parlement du 13 février 1653 sur le feu sieur de Guyencour d'Estrée. 7 février 1656. — Fol. 219. A la requête de M^{re} Claude de Bourdelles, comte de Montrésor, tuteur honoraire de Joseph-Louis de Lorraine, prince de Joinville, duc de Joyeuse et d'Angoulême et comte de Ponthieu, des lettres patentes du 30 septembre 1674, qui donnent audit prince de Joinville les duché d'Angoulême, châtellenie

de Cognac, comté de Ponthieu, etc. 10 mai 1658. — Fol. 233. Sentence de rectification des erreurs et vices de clerks qui se sont glissés dans la pancarte des droits de chaussée et de travers qui se paient aux portes de la ville d'Amiens. 23 mai 1659. — Fol. 270. Sentence relative à l'amortissement des biens des religieuses de Moreaucourt. 26 novembre 1659. — Fol. 236. Commission nommée pour se transporter dans le comté d'Artois, cédé à la France par le traité des Pyrénées, « pour informer dez domaines, droits et revenus appartenans par ceste conquête à Sa Majesté, en faire les baux, ou commettre à la recepte d'iceux. » 19 avril 1660. — Fol. 287. Contestation avec le bailliage, relativement à la démolition de la chapelle de la Conciergerie. 1660. — Fol. 289. « Règlement pour les huissiers du bureau. » 21 août 1659. — Fol. 369. Sentence rendue sur la réclamation de plusieurs marchands d'Amiens, « disant qu'il ne s'est jamais veu ung tel désordre que celluy quy se commet en la perception du droict de travers sur le port du Cay de cette ville, car sans dire que ce droit de travers quy n'est deub que sur les marchandises traversantes ladite ville, est à présent perceu, tant à l'entrée qu'à la sortie des mesmes marchandises, il s'y commest tant d'autres abus, que l'énumération entière en seroit ennuieuse. » 1664. — Fol. 379. Sentence pour obvier à l'encombrement des rues de la ville d'Amiens. 26 octobre 1665. — Fol. 389. Relief par Charles Macon, écuyer, sieur de Monval, du fief de la Follie sis à Airon-St-Waast, gouvernement de Montreuil, relevant du Roi, à cause de son château de Waben. 21 juillet 1665. — Fol. 420. Saisie du quart de la forêt de Boival, des trois quarts du moulin d'Aron del et du total des préssis à Bourdon tenus en fief du Roi à cause de son bailliage d'Amiens, faute d'homme, droits et devoirs non faits, par suite du décès du sieur de Martaineville, dernier possesseur. 7 janvier 1665, — etc.

C. 1977. (Registre.) — In-4°. 522 feuillets, papier.

1698-1703. — « Registre des sentences par raport et ordonnances sur requestes. » — Fol. 1. « Terre et seigneurie d'Itencourt au doyen de St-Quentin. » 30 juin 1698. — Fol. 3. « Voirie à Amiens prétendu par le sieur Wattebled. » 9 août 1698. — Fol. 16. « Confirmation de la noblesse de Jean de Sachy. » 13 octobre 1698. — Fol. 18. « Droit de minette à Desurennes (Desvres). » 15 octobre 1698. — Fol. 20. « Don de lots et vente, terre de Gézincourt, tenue de Doullens. » 29 octobre 1698. — Fol. 26. « Don des droits de lots et

ventes des terres et baronie de Thiembrone, terre et seigneurie de Preures tenue de Desureune. » 28 novembre 1698. — Fol. 32. Nomination d'experts, fief de la Pasture. » 3 janvier 1699. — Fol. 48. « Voirie, grands chemins à Poix, Cléry, Pissy, Frénoy-au-Val, Fricamps. » 2 mai 1699. — Fol. 80. « Revendication de la maîtrise des eaux et forests de Calais. » 23 juillet 1699. — Fol. 102. « Voirie ; grands chemins à Ardres. » 27 novembre 1699. — Fol. 110. « Lettres de noblesse de Louis Le Boucher d'Ailly. » 20 janvier 1700. — Fol. 117 : « Maison à Sailly-Bray, mouvante du Roi. » 3 février 1700. — Fol. 129. « Droit de lots et vente de la terre de Boucquehaut, fief de Hamel », à la requête de « messire Louis de Calone, marquis de Courtebourne, mareschal de camps des armées du Roy, gouverneur de la ville de Hesdin, lieutenant pour le service de Sa Majesté en la province d'Artois, inspecteur général de cavallerie. » 24 mars 1700. — Fol. 133. « Confirmation de noblesse de Joseph-Gilles Le Boucher. » 23 avril 1700. — Fol. 135. « Pour dix-sept mesure de pré appelez les Prez du Roy, scitué en la basse ville d'Ardres, paroisse de Brême. » 23 avril 1700. — Fol. 141. « Don de moitié des lots et ventes de moitié des terres et seigneuries de Nielle, de Cotteberne, tenue du comte de Guines, domaine d'Ardre », à la requête de « messire Charles Le Sart, chevalier, seigneur de Prémont et Villers-Guillain, Audancourt, Hélincourt, Le Castellet et autres lieux, lieutenant du Roy en Flandres, au département de Cambrai, Mons, Valentienne et autres lieux et chambellan de S.A.R. Mons. fils de France, frère unique de Sa Majesté, duc d'Orléans. » 21 mai 1700. — Fol. 143. « Droit de vicomté au Crotoy. » 25 mai 1700. — Fol. 161 bis. « Réception de caution sur sentence engagiste du domaine de Waissant, contre les Chartreux de Montreuil, ferme et terre de Selle. » 7 juin 1700. — Fol. 103. « Fief et seigneurie de Bimont, tenue de Boulogne. » 9 juin 1700. — Fol. 173. « Grands chemins et autres dans le Bollenois. » 23 juin 1700. — Fol. 175. Pension de 2.000 l. aux Feuillants d'Amiens. 25 juin 1700. — Fol. 177. « Double lots et ventes du fief, terre et seigneurie du Plessier-Gobert, tenu du Roy à cause de son domaine de Montdidier », à la requête de « Messire François Marye, chevalier, seigneur marquis d'Authafort et Pontpadou et autres lieux, maréchal des camps des armées du Roy. » 3 juillet 1700. — Fol. 179. « Ferme de St-Lazare à Doullens, tenue de la seigneurie de Neuville. » 24 juillet 1700. — Fol. 185. « Boullenger de la vicomté de Rouvroy à Abbeville ; boullenger de la vicomté de St-Pierre ; moulin du Roy. » 14 août 1700. — Fol. 188. « Fief des Oies scitué à Wimille en Boullenois, tenu du Roy. » 16 août 1700. — Fol. 194. « Voirie. Maison à Doullens, rue des Juifs. » 28 août

1700. — Fol. 196. « Fiefs Longuet, du Quesnoy, au Mesnil-lez-Doncœur. » 4 septembre 1700. — Fol. 203. « Trois quartiers de terre èz prairies de Doullens, mouvants du Roy. » 10 janvier 1701. — Fol. 205. « Confiscation des biens de M. de Boufflers. » 12 février 1701. — Fol. 216. « Visite du moulin Rouverel. » 1^{er} mars 1701. — Fol. 229. « Opposition au dénombrement de la terre Dargies », à la requête de « Michel Lebon, écuyer, sieur de Lamotte, d'Aronde, Hardivillé et autres lieux. » 21 mars 1701. — Fol. 239. « Voirie à Amiens ; moulin du Maucreux ; jardin du Roy. » 30 avril 1701. — Fol. 242. « Plainte des gribaniers d'Abbeville contre plusieurs droits exigez à la chaine de Picquigny. » 9 mai 1701. — Fol. 250. « Opposition au dénombrement de la terre de Valines, par les habitants. » 27 mai 1701. — Fol. 254. « Ventilation des fiefs de Cluse et de Monthuen, baillage de Boulogne. » 1^{er} juin 1701. — Fol. 266. « Voirie. Opposition à la construction de deux moulin à l'huile, en la place du moulin à poudre », à Amiens. 25 juin 1701. — Fol. 279. « Voirie. Maison rue de la Hautoye », à Amiens. 28 juillet 1701. — Fol. 280. « Voirie. Maison rue St-Jacques », à Amiens. 2 août 1701. — Fol. 283. « Cent quatre journeux déclarez estre mouvants des Chartreux de Montreuil, à cause de leur fief et seigneurie de la Parthe. » 19 août 1701. — Fol. 290. « Voirie. Maison rue des Majots », à Amiens. 3 novembre 1701. — Fol. 291. « Acte de notoriété sur la forme des aveus, tant dans la coutume de Ponthieu, que dans les autres coutumes. » 9 novembre 1701. — Fol. 301. « Fief de l'Epine, mouvant de Bonnenil : » 21 novembre 1701. — Fol. 303. « Ventilation de la terre de la Pàture à Rue. » 29 novembre 1701. — Fol. 314. « Dénombrement de Nédonchel, tenu de Boulogne. » 6 février 1702. — Fol. 317. « Terre et seigneurie de Benthin tenu de Wimille. » 15 février 1702. — Fol. 337. « Maison et trois journeux de terre à Nolette mouvant du Roy, comté de Ponthieu. » 7 avril 1702. — Fol. 363. « Voirie. Maison rue des Sergents », à Amiens. 2 août 1702. — Fol. 369. « Voirie. Maison au Grand Marché », à Amiens. 12 août 1702. — Fol. 373. « Dénombrement des fiefs Longuet et du Quesnoy, au Mesnil-lez-Doncœur. » 28 août 1702. — Fol. 377. « Voirie. Visite d'une maison rue des Sergents », à Amiens. 4 septembre 1702. — Fol. 379. « Voirie. Maison rue du Cornu sans tête », à Amiens. 4 septembre 1702. — Fol. 392. « Don du terrain où étoit le moulin à poudre, pour y pouvoir construire un moulin à bled ou à huile. Opposition des chanoines

(d'Amiens) y jointe. » 9 septembre 1702. — Fol. 442. « Terre de Cléry, forest de Maurepas, ferme d'Eau sur la Somme, moulin bannal. » 2 mai 1703. — Fol. 447. « Voirie à Montdidier. » 9 mai 1703. — Fol. 456. « Fief de la Salle de Ponthieu, à Roye. » 3 mai 1703. — Fol. 460. « Rouverel. » 6 février 1703. — Fol. 480. « Prieur de Remiencourt (frère Charles Vaillant, chanoine régulier), pour la rentrée dans les biens d'église aliénez. » 27 juin 1703. — Fol. 501. « Etang du Gard à Rue. » 21 août 1703, — etc.

C. 1978. (Registre.) — In-4°, 349 feuillets, papier.

1703-1705. — Registre aux sentences par rapport, etc. — Fol. 6. Enregistrement des provisions de Louis Pingré, seigneur de Carnoy et autres lieux, conseiller honoraire au bailliage et siège présidial d'Amiens. 12 novembre 1703. — Fol. 20. Enregistrement des provisions de Jacques Salant, garde scel au grenier à sel de Péronne. 5 décembre 1703. — Fol. 21 bis. Enregistrement des provisions de Laurent-Romain Boutteville, contrôleur au grenier à sel de Péronne. 5 décembre 1703. — Fol. 24. Enregistrement des provisions de François Fourmant, assesseur à l'hôtel-de-ville de Montdidier. 12 décembre 1703. — Fol. 26. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste du Metz, substitut des avocats et procureur du Roi au bailliage de Montreuil. 13 décembre 1703. — Fol. 28. Enregistrement des provisions de Nicolas de Herte, écuyer, conseiller du Roi désuni du garde scel du présidial d'Amiens. 19 décembre 1703. — Fol. 41. Enregistrement des provisions de Jacques Lambert, contrôleur au grenier à sel de Doullens. 26 février 1704. — Fol. 51. Enregistrement des provisions de Jacques Caucher, grenetier au grenier à sel de Grandvilliers. 7 mars 1704. — Fol. 57. Enregistrement des provisions de Jean-Paul Martinet, élu à Montdidier. 14 avril 1704. — Fol. 65. « Interrogatoire du contrôleur des actes à Hornoy. » 5 mai 1704. — Fol. 70. Enregistrement des lettres patentes de François Marest, grenetier au grenier à sel de Grandvilliers. 9 mai 1704. — Fol. 76. « Moulin du Roy à Rue. » 21 mai 1704. — Fol. 87. « Experts pour la ventilation de Courteville, tenu du Roy à cause de son bailliage d'Etaples. » 19 février 1704. — Fol. 93. Enregistrement des provisions de Claude Baillet, élu à Amiens. 12 juillet 1704. — Fol. 101. Enregistrement des provisions de Jacques Julien, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. 4 août 1704. — Fol. 113. Enregistrement des provisions de Charles-Louis Mannessier, écuyer, seigneur de Brasigny, lieutenant général d'épée en la sénéchaussée de Ponthieu. 18 août 1704. — Fol. 115. Enregistrement des provisions de Claude Houbronne-Baurenghe, avocat du Roi en la sénéchaussée de Boulonnois. 20 août 1704. — Fol. 117. Enregistrement des provisions d'Antoine Magnien, procureur du Roi en la sénéchaussée de

Boulonnois. 21 août 1704. — Fol. 120. Enregistrement des provisions de Guillaume-François Leloingne, subdélégué à St-Omer. 27 août 1704. — Fol. 122. Enregistrement des provisions d'Antoine Dreue, assesseur en l'hôtel-de-ville de Roye. 26 août 1704. — Fol. 124. Enregistrement des provisions de Jean-Charles Lecointe, chevalier, seigneur de Cancrines, grand maître enquêteur et général réformateur des eaux et forêts de France, au département de Picardie, Artois et Flandre. 30 août 1704. — Fol. 126. Enregistrement des provisions de Jacques Aboc de la Cocherie de Bazinghen, subdélégué à Boulogne. 2 septembre 1704. — Fol. 128. Enregistrement des lettres d'intermédiaire de François de Patras, chevalier, seigneur de Campagno, sénéchal de Boulonnois. 3 septembre 1704. — Fol. 130. Enregistrement des provisions de François de Patras, chevalier, seigneur de Campagno, Cochen et autres lieux, sénéchal de Boulonnois. 3 septembre 1704. — Fol. 136. Enregistrement des provisions de François de Ponthieu, bailli de la châtellenie de St-Valery, en l'office de subdélégué en ladite ville. 17 septembre 1704. — Fol. 140. Enregistrement des provisions de Louis de Languigne, lieutenant criminel au siège royal de Montreuil. 22 septembre 1704. — Fol. 142. Enregistrement des provisions de Daniel Masse, seigneur Dupriée et autres lieux, élu à Péronne. 26 septembre 1704. — Fol. 148. « Terre de Cormeilles tenue de la Salle de Montdidier. » 15 octobre 1704. — Fol. 161. Enregistrement des provisions de Louis-Henri de Maubreuil, élu à St-Quentin. 5 novembre 1704. — Fol. 167. Enregistrement des provisions de Claude Duflos, lieutenant civil et criminel de la ville et bailliage d'Hesdin, en l'office de subdélégué en ladite ville. 19 novembre 1704. — Fol. 169. Enregistrement des provisions de François-de-Paul-Florimond Eudel, président en l'élection de Péronne. 25 novembre 1704. — Fol. 173. « Terre de Fontaine-sur-Somme. » 28 novembre 1704. — Fol. 175. Enregistrement des provisions de Jacques-Philippe de la Folye de Verues, subdélégué de l'intendance de Picardie. 4 décembre 1704. — Fol. 177. Enregistrement des provisions de Nicolas-Louis de Paris, contrôleur général des domaines et bois de la généralité d'Amiens. 12 décembre 1704. — Fol. 181. Enregistrement des provisions de Louis Bail, écuyer, seigneur de Lignère, secrétaire du Roi, maison, couronne de France en la chancellerie, près le conseil provincial d'Artois. 13 décembre 1704. —

Fol. 185. Enregistrement des provisions de Claude Habouri, trésorier-receveur des ponts et chaussées de la généralité d'Amiens. 9 janvier 1705. — Fol. 187. Enregistrement des provisions d'Adrien Tabary, subdélégué à Bapaume. 10 janvier 1705. — Fol. 201. « Moulin à Rue. » 14 février 1705. — Fol. 206. Enregistrement des provisions de Charles-Antoine de Beauvarlet de Bomicourt, conseiller du Roi en la sénéchaussée et siège présidial de Ponthieu, et maître particulier des eaux et forêts de Picardie, audit comté de Ponthieu, en l'office de subdélégué à Abbeville. 3 mars 1705. — Fol. 210. Procès-verbal de descente pour la construction projetée par la fabrique de St-Firmin en Castillon d'Amiens, de quelques bâtiments aux deux côtés du grand portail de ladite église. 5 mars 1705. — Fol. 216. Procès-verbal d'assemblée des habitants de Rouvrel, pour l'établissement d'un bac sur la rivière de Moreuil, au bout de la chaussée qui conduit de Fouencamps au terroir de Boves et de la ville d'Amiens. 8 mars 1705. — Fol. 218. Id. des habitants de Fouencamps. 8 mars 1705. — Fol. 220. Id. des habitants de Louvrechy. 8 mars 1705. — Fol. 236. Id. des habitants d'Haille. 1^{er} avril 1705. — Fol. 238. Enregistrement des provisions de Jean-Tristan Trépagne, 1^{er} échevin de Montdidier. 29 avril 1705. — Fol. 251. Enregistrement des lettres de noblesse de Jean-Loisel Le Gaucher, écuyer, seigneur de Broutel, premier sous-brigadier de la compagnie des cheval-légers de la garde ordinaire du Roi. 13 mai 1705. — Fol. 263. « Moulin de la Vicomé à Abbeville. » 25 juin 1705. — Fol. 267. Enquête sur le projet de bac à Fouencamps sur la rivière de Moreuil. 27 juin 1705. — Fol. 274. « Moulin du Roy à Abbeville. » 3 juillet 1705. — Fol. 276. « Moulins bannaux à Abbeville. » 10 juillet 1705. — Fol. 280. « Pavé des Feuillants », à Amiens. 1^{er} août 1705. — Fol. 287. Enregistrement des provisions de Charles Balesdens, lieutenant criminel en l'élection de Doullens. 14 août 1705. — Fol. 289. Enregistrement des provisions de Maximilien Bocquet, subdélégué à St-Pol. 19 août 1705. — Fol. 293. Enregistrement des provisions de Jean Piéret, contrôleur au grenier à sel de Grandvilliers. 5 septembre 1705. — Fol. 295. Enregistrement des provisions de Blaise de St-Just, subdélégué à Ardres. 5 septembre 1705. — Fol. 297. Id. de Louis Garson, subdélégué à Aire. 5 septembre 1705. — Fol. 299. Enregistrement des provisions d'Adrien Latiffy, élu contrôleur des quittances des tailles en l'élection de Doullens. 10 septembre 1705. — Fol. 301. Enregistrement des provisions de Jacques-François Deben, prêtre, bachelier en théologie, en l'office de conseiller-clerc au bailliage et siège présidial d'Amiens. 19 septembre 1705. — Fol. 303. Enregistrement des provisions de Louis Mutinot, garde-scel en la maîtrise particulière des

eaux et forêts de Boulogne. 28 septembre 1705. — Fol. 305. Enregistrement des provisions de Claude Boullanger, seigneur de Rivery, conseiller rapporteur du point d'honneur au présidial d'Amiens. 12 octobre 1705. — Fol. 312. Enregistrement des provisions de Jean Levasseur, receveur particulier des eaux et forêts en la maîtrise d'Amiens. 13 octobre 1705. — Fol. 316. Enregistrement des provisions de Claude Duflos, lieutenant général, civil et criminel des ville et bailliage de Hesdin, en l'office de subdélégué à Arras. 15 octobre 1705. — Fol. 327. « Ventilation ; terre et seigneurie de la Roque. » 7 novembre 1705. — Fol. 339. Enregistrement des provisions de Gabriel Tubœuf, substitut du procureur du Roi en la monnaie d'Amiens. 13 novembre 1705. — Fol. 348. Enregistrement des provisions de Charles de Lafernais, subdélégué à Montreuil. 22 décembre 1705, — etc.

C. 1979. (Registre.) — In-4°. 450 feuillets, papier.

1705-1710. — Registre aux sentences par rapport, etc. — Fol. 10. Requête de messire Hubaut, curé de St-Sulpice et consorts, réclamant la suppression d'un arbre énorme qui encombre la cour de May où ils demeurent, et sentence d'adjudication dudit arbre. 31 décembre 1705-20 janvier 1706. — Fol. 16. « Maison à Doullens, mouvance du Roy. » 10 février 1706. — Fol. 29. Enregistrement des provisions de Nicolas-Jacques Rapelet, lieutenant de maire à Breteuil. 5 mars 1706. — Fol. 32. Enregistrement des provisions d'André Vainet, sieur de Laporte, rapporteur du point d'honneur au bailliage de Montreuil. 29 mars 1706. — Fol. 36. Enregistrement des provisions de Florimond Eudel, subdélégué à Péronne. 30 avril 1706. — Fol. 38. Enregistrement des provisions de Jean Lempereur de Boisjavotte, subdélégué à Montdidier. 4 mai 1706. — Fol. 42. Enregistrement des provisions de Nicolas Fontaine de Noielle, procureur du Roi au siège royal de Calais. 14 mai 1706. — Fol. 44. Enregistrement des provisions de Toussaint Boulet, président en l'élection de Montdidier. 20 mai 1706. — Fol. 46. Enregistrement des provisions de Jean Roudeau, assesseur en l'hôtel-de-ville de St-Quentin. 5 juin 1706. — Fol. 48. « Voirie. Maison rue de la Fourbisserie à Amiens. » 18 juin 1706. — Fol. 54. Enregistrement des provisions de François de Barle, élu à Péronne. 30 juin 1706. — Fol. 56. Enregistrement des provisions de Charles Abot de Bourgneuf, subdélégué à Calais. 8 juillet 1706. — Fol. 61. « Pro-

cès-verbal pour 5 muids de bled dus par le seigneur de Bonneuil au seigneur de Paillart. » 11 août 1706. — Fol. 71. Enregistrement des provisions d'Antoine de Bonnair, inspecteur et conservateur des eaux et forêts de la maîtrise d'Amiens. 4 octobre 1706. — Fol. 73. « Procès-verbal d'estimation de la terre de la Roque. » 25 octobre 1706. — Fol. 92. Enregistrement des provisions d'André-Louis Renouard, seigneur de Bezancourt, receveur des tailles de l'élection d'Amiens. 18 novembre 1706. — Fol. 107. Enregistrement des provisions de Claude-Joseph de Buissy, conseiller honoraire au siège présidial et sénéchaussée d'Abbeville. 8 janvier 1707. — Fol. 111. Enregistrement des provisions de Bernard Simon, grenetier du grenier à sel d'Amiens. 15 janvier 1707. — Fol. 116. Enregistrement des provisions de François Galbeau, écuyer, subdélégué à Lens. 25 janvier 1707. — Fol. 118. Enregistrement des provisions de Jean Lepottier, écuyer, sieur de la Hétroy, lieutenant général d'épée au bailliage de Montreuil-sur-Mer. 26 janvier 1707. — Fol. 122. « Terre et seigneurie de Boismont, mouvante du Roy à cause de son baillage d'Amiens, fief Prévost en dépendant, » 16 février 1707. — Fol. 124. Enregistrement des provisions d'Étienne Lefebvre, élu à Amiens. 9 mars 1707. — Fol. 140. Enregistrement des provisions de Jacques-François d'Amiens de la Ferté, subdélégué à Béthune. 11 mai 1707. — Fol. 142. Chauffage de l'hôtel-Dieu de St-Riquier dans la forêt de Crécy. 16 mai 1707. — Fol. 144. Enregistrement des provisions de François Enlart, lieutenant de maire alternatif et mi-triennal à Montreuil-sur-Mer. 23 mai 1707. — Fol. 145. Enregistrement des provisions de Martin Cardon, maire alternatif et mi-triennal de la ville de Poix. 30 mai 1707. — Fol. 147. Enregistrement des provisions de Laurent-Philippe Dubois, maire alternatif et mi-triennal de Grandvilliers. 4 juin 1707. — Fol. 151. Enregistrement des provisions de Robert Fouchet, procureur du Roi au gouvernement et prévôté de Péronne. 8 juin 1707. — Fol. 152. Enregistrement des provisions de Jean de Haussi, avocat du Roi au gouvernement et prévôté de Péronne. 8 juin 1707. — Fol. 153. Enregistrement des provisions de Nicolas Gorguette, conseiller du Roi, chevalier d'honneur au présidial d'Amiens. 11 juin 1707. — Fol. 158. « Échange du domaine de la Salle de Montdidier. » 13 juillet 1707. — Fol. 160. « Voirie. Jardin du Roy à Amiens. » 15 juillet 1707. — Fol. 221. Enregistrement des lettres de noblesse de Pierre Sentier, écuyer, sieur du Plessier et autres lieux. 9 mars 1708. — Fol. 223. Enregistrement des provisions de Noël Lhoste, élu à Amiens. 21 mars 1708. — Fol. 238. « Voirie. Grange isolée près le pont du Don », à Amiens. 4 juin 1708. — Fol. 247.

Enregistrement des provisions de Fursy Dournel, élu à Péronne. 26 juin 1708. — Fol. 261. Enregistrement des provisions de Jacques Godard, élu à Abbeville. 14 août 1708. — Fol. 263. Enregistrement des provisions de François-Joseph de Gand, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. 22 août 1708. — Fol. 265. Terre et seigneurie de Liéramont. 23 août 1708. — Fol. 283. Enregistrement des provisions de François Pocquet, contrôleur au grenier à sel de Rue. 9 novembre 1708. — Fol. 287. Enregistrement des provisions de Quentin Gallois, receveur des tailles en l'élection de St-Quentin. 19 novembre 1708. — Fol. 316. « Rapport d'expert par la ventilation de la terre et seigneurie de Recq, fief du Castel. » Juillet 1709. — Fol. 326. Enregistrement des provisions de Louis-Paul Maillart, élu garde-scel en l'élection de Montdidier. 9 juillet 1709. — Fol. 330. « Moulin du Roy à Abbeville. » 23 août 1709. — Fol. 340. « Maison rue St-Michel, mouvante du Roy à Doullens. » 19 octobre 1709. — Fol. 342. « Égout rue St-Leu, vis-à-vis le Bras coupé (à Amiens) ; rolle des contribuables. » 30 octobre 1709. — Fol. 345. Enregistrement des provisions de Louis Turpin, procureur du Roi au grenier à sel de Roye. 25 novembre 1709. — Fol. 360. Chapelle à St-Firmin à la Porte d'Amiens. 2 mai 1710. — Fol. 370. Inventaire après décès de Claude Marie, receveur général des domaines à Amiens. 22 mai 1710. — Fol. 398. « Garenne de Rue. » 10 juin 1710. — Fol. 404. « Pavé rue St-Leu », à Amiens. 28 juillet 1710. — Fol. 405. « Rouverel. » 30 juillet 1710. — Fol. 427. Enregistrement des provisions d'Étienne-Bernard Marye, receveur-général ancien et mi-triennal des domaines et bois de la généralité d'Amiens. 17 octobre 1710. — Fol. 433. « Jouissance des gages et autres droits de la charge de grand bailly d'épée, sans avoir été reçu » ; M. de Béthisy, chevalier, marquis de Mézières. 22 octobre 1710, — etc.

C. 1980. (Registre.) — In-4°, 429 feuillets, papier.

1711-1714. — Registre aux sentences par rapports, etc. — Fol. 1. Enregistrement des provisions de Jean Tabary, élu à Amiens. 9 janvier 1711. — Fol. 3. Enregistrement des provisions de François Desavenelles, lieutenant en l'élection de Péronne. 21 janvier 1711. — Fol. 5. Enregistrement des provisions de François de Moré, président en l'élection de Péronne. 26 janvier 1711. — Fol. 13. « Alignement à la maison du sieur Pleyart, sur la rivière du Hocquet », à Amiens. 28 mars 1711. — Fol. 17. Inventaire après décès de Louis

Boquillon, sieur de Bouchoir, receveur des tailles à Montdidier. 20 avril 1711. — Fol. 44. Enregistrement des provisions de Louis Bocquillon, écuyer, seigneur de Bouchoir, receveur des tailles à Montdidier. 10 juillet 1711. — Fol. 54. « Terre et seigneurie de Recq en Boullenois. Ventilation. » 18 juillet 1711. — Fol. 66. « Voirie à Montdidier. » 12 août 1711. — Fol. 78. Enregistrement des provisions de Mathieu Louvet, grenetier au grenier à sel d'Ault. 19 octobre 1711. — Fol. 84. Enregistrement des provisions de Daniel Cathoire, contrôleur au grenier à sel de Roye. 19 octobre 1711. — Fol. 110. Enregistrement des provisions de Thomas Le Senne, grenetier au grenier à sel de Doullens. 20 février 1712. — Fol. 114. Chapelle castrale du Crotoy. 25 février 1712. — Fol. 121. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste Amelot, receveur des tailles en l'élection de Péronne. 2 mai 1712. — Fol. 145. « Capitation d'un trésorier de France décédé. » Pierre Pingré, écuyer. 17 août 1712. — Fol. 146. Enregistrement des provisions de Florimond Le Tellier, président au grenier à sel de Péronne. 19 août 1712. — Fol. 156. Enregistrement des provisions de Jacques-François Mallet, greffier au grenier à sel de St-Quentin. 26 octobre 1712. — Fol. 158. Enregistrement des provisions d'Adrien Charpentier, avocat du Roi au grenier à sel de St-Quentin. 26 octobre 1712. — Fol. 164. Enregistrement des provisions de Charles Grandhomme, grenetier au grenier à sel de Corbie. 4 novembre 1712. — Fol. 171. « Hautes justices de Boubers, de Mons. » 2 décembre 1712. — Fol. 179. « Enquête pour Rouverel. » 20 décembre 1712. — Fol. 189. Enregistrement des provisions de Pierre de Vismes, avocat du Roi en la monnaie d'Amiens. 7 janvier 1713. — Fol. 199. « Voirie ; puit rue des Majots ; revendication. » 16 janvier 1713. — Fol. 205. Enregistrement des provisions de Pierre Hérisier, substitut des avocat et procureur du Roi au bailliage et siège royal de Roye. 18 février 1713. — Fol. 229. Enregistrement des provisions de Mathurin Vérité, en l'office de chirurgien-major de l'hôpital de St-Omer, créé par édit de janvier 1708. 28 janvier 1713. — Fol. 232. Enregistrement des provisions de Jean-Denis Coupé, substitut adjoint des avocat et procureur du Roi au bailliage de la ville de Bapaume. 5 mai 1713. — Fol. 234. Enregistrement des provisions de Pierre Migniot, docteur en médecine, médecin-major à l'hôpital d'Arras. 10 mai 1713. — Fol. 238. Id. de Jean-Charles Martin, chirurgien-major de la ville d'Aire en Artois. 27 mai 1713. — Fol. 240. Enregistrement des provisions de Louis Gallopin, lieutenant ancien et mi-triennal du maire de Breteuil. 29 mai 1713. — Fol. 246. Enregistrement des provisions de Louis Postel, élu à Amiens. 23 juin 1713. — Fol. 252. « Fief de Courteville. » 26 juin 1713. — Fol. 258. Enregistrement des provisions d'Adrien

Geffroy, maire alternatif et triennal de Sommereux. 15 juillet 1713. — Fol. 266. Enregistrement des provisions de Nicolas de Dompierre, procureur du Roi en l'élection d'Abbeville. 26 juillet 1713. — Fol. 270. Enregistrement des provisions de François Le Riche, substitut du procureur du Roi en la maréchaussée de Boulonnois. 5 août 1713. — Fol. 287. Enregistrement des provisions de Charles Sagnier, avocat du Roi au grenier à sel d'Amiens. 11 septembre 1713. — Fol. 293. Enregistrement des provisions de Louis Taillant, greffier en chef de l'élection de Péronne. 26 septembre 1713. — Fol. 299. « Vente de domaine ; palais de la Grutthuze à Abbeville. » 18 octobre 1713. — Fol. 305. Enregistrement des provisions de Pierre-André de Dourens de Méricourt, conseiller du Roi en la sénéchaussée de Ponthieu et siège présidial d'Abbeville. 10 novembre 1713. — Fol. 311. Enregistrement des provisions de Louis de Boulongne, écuyer, seigneur de Beaurepaire, procureur du Roi en la sénéchaussée et siège présidial d'Abbeville. 15 novembre 1713. — Fol. 313. Enregistrement des provisions de Louis Sanson, seigneur de Hautmesnil, avocat en Parlement, en l'office de conseiller en la sénéchaussée et siège présidial d'Abbeville. 17 novembre 1713. — Fol. 328. « Voirie à Amiens. Maison au Pont Calais. » 25 janvier 1714. — Fol. 330. Enregistrement des provisions de Louis-François de Bienaimé, contrôleur au grenier à sel de Corbie. 31 janvier 1714. — Fol. 332. Enregistrement des provisions d'Antoine de Lamiray de la Motte, lieutenant du Roi au département de Péronne, Montdidier et Roye. 5 février 1714. — Fol. 344. « Alignement du portail de l'église des Carmes », projetée de construire à Amiens. 21 février 1714. — Fol. 348. Enregistrement des provisions de Pierre Pinguet, avocat du Roi en l'hôtel-de-ville de Montdidier. 28 février 1714. — Fol. 353. Enregistrement des provisions de « Louis-Auguste Destormel, marquis du Frétoy, aagé de douze ans ou environ », en la charge de capitaine et gouverneur des ville et château du Crotoy. 7 mars 1714. — Fol. 355. Enregistrement des provisions de Jean-Louis Fouchet, avocat en Parlement, en l'office de procureur du Roi au gouvernement et prévôté de Péronne. 21 mars 1714. — Fol. 357. Enregistrement des provisions de Claude Maillart, prévôt des monnoyeurs et lieutenant dudit prévôt à Amiens. 28 mars 1714. — Fol. 359. Enregistrement des provisions de Charles Picquet, écuyer, seigneur de Moyencourt, en

l'office de contrôleur général des finances en la généralité d'Amiens. 11 avril 1714. — Fol. 384. Enregistrement des provisions de Charles de Parviller, élu à Péronne. 25 mai 1714. — Fol. 386. Enregistrement des provisions de Pierre Sangnier, élu assesseur à Amiens. 30 mai 1714. — Fol. 400. Enregistrement des provisions de Pierre Besuchet, officier du duc d'Orléans, en l'office de contrôleur provincial ancien des fortifications, réparations, munitions et avitaillements de la province de Picardie, Calais, Boulonnois, Artois, Pays reconquis et adjacent. 11 juillet 1714. — Fol. 402. Enregistrement des provisions de Michel Desvassal, lieutenant du Roi de la ville de Roye. 20 juillet 1714. — Fol. 410. Enregistrement des provisions d'Adrien-Christophe Hébert, avocat en Parlement, en l'office de subdélégué à Arras. 17 septembre 1714. — Fol. 412. Enregistrement des provisions de Pierre Perdu, lieutenant en l'élection d'Amiens. 20 octobre 1714. — Fol. 420. Enregistrement des provisions de Claude-François Gonnet, procureur du Roi en l'élection de Péronne. 17 novembre 1714. — Fol. 428. Enregistrement des provisions d'Adrien Dufresne, prévôt de Beauquesne à Amiens. 14 décembre 1714, — etc.

C. 1981. (Registre.) — In-4°. 451 feuillets, papier.

1715-1718. — Registre aux sentences par rapports, etc. — Fol. 1. Confiscation des biens du sieur de Marsilly, brigadier et colonel d'un régiment d'infanterie, et consorts, « atteints et convaincus des cas et crime de duel à eux imposés, pour réparation desquels ils ont estés dégradés de noblesse, déclarés infames et roturiers et condamnés à estre livrés ès mains de l'exécuteur de la haute justice, pour les mener et conduire par tous les lieux et carrefours de ladite ville d'Aix accoutumés et au devant de la principale porte de l'église métropolitaine de St-Sauveur, faire amende honorable en chemises, testes et pieds nuds, la hart au col, tenants chacun, un flambeau allumé en leurs mains et à genoux, demander pardon à Dieu, au Roy et à la justice, et de là, à la place dite des Prescheurs, pour, sur la potence dressée estre pendus et estranglés, jusques à ce que mort naturelle s'en ensuive. » 14 janvier 1715. — Fol. 10. Enregistrement des provisions de Pierre Dambreville, en l'office de procureur fiscal de la terre, seigneurie et dépendances de Beauquesne. 30 janvier 1715. — Fol. 12. Enregistrement des provisions de Gille Meuriche, substitut des avocat et procureur du Roi en la gouvernance d'Aire. 27 février 1715. — Fol. 16. Enregistrement des provisions de Jacques-Sulpice Hémerly, élu à Doullens. 11 mars 1715. — Fol. 18. « Marquisat de Montcaurel, en faveur de M. de Mailly. » 18 mars 1715. — Fol. 24.

Enregistrement des provisions de Louis Cordon, avocat en Parlement, en l'office d'avocat du Roi au bailliage d'Ardres. 23 mars 1715. — Fol. 26. « Confiscation des biens de M. de Boufflers. » 29 mars 1715. — Fol. 45. « Confiscation des biens, terres et maisons de Charles-Claude Langlois, seigneur de Beaufresne. » 24 mai 1715. — Fol. 47. Enregistrement des provisions de Jacques-Louis Fourment, conseiller au bailliage et prévôté de Montdidier. 8 juin 1715. — Fol. 50. Id. du même, en l'office de maire de Montdidier. 8 juin 1715. — Fol. 61. « Voirie. Grands chemins de Péronne. » 12 juillet 1715. — Fol. 71. Enregistrement des provisions de Pierre-François Le Riche, greffier en chef du bureau des finances d'Amiens. 27 juillet 1715. — Fol. 81. « Domaine à Desurenne (Desvres) tenu de Boulogne ; mesurage ordonné. » 2 septembre 1715. — Fol. 87. Enregistrement des provisions de Josse-Charles Caron, garde marteau en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Ponthieu. 13 novembre 1715. — Fol. 97. Enregistrement des provisions de Sanson-Charles Patte, bailli de Waben. 20 janvier 1716. — Fol. 99. Enregistrement des provisions de Henry-François de Bertin, avocat, en l'office de président au bailliage, prévôté et siège de Montdidier. 22 janvier 1716. — Fol. 103. Enregistrement des provisions d'Adrien Tavernier, garde général des bois et forêts dans la maîtrise particulière d'Amiens. 24 février 1716. — Fol. 109. Enregistrement des provisions d'Antoine Maisnel, procureur du Roi en la ville de Doullens. 30 mars 1716. — Fol. 110. Enregistrement des provisions de Charles Pinguet, lieutenant particulier, assesseur criminel au bailliage de Montdidier. 3 avril 1716. — Fol. 134. Enregistrement des provisions de Jean de Chalnoix, procureur du Roi en l'élection de St-Quentin. 28 avril 1716. — Fol. 154. « Voirie. Hayons au Grand Marché », à Amiens. 25 mai 1716. — Fol. 156. « Rouverel. » 28 mai 1716. — Fol. 169. Enregistrement des provisions de Charles Guénin, président juge des droits de sortie et d'entrée de la ville de Péronne. 17 juin 1716. — Fol. 180. Enregistrement des provisions de François Renouard, seigneur d'Aumâtre, avocat du Roi en la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Amiens. 11 juillet 1716. — Fol. 182. « Information vis-à-vis les maire et échevins de Roye et le prévost royal », relativement aux droits de péage et de travers de ladite ville. 25 juillet 1716. — Fol. 188. « Comté de St-Pol mouvant du comté de Boulogne. » 31 juillet 1716. — Fol. 190. « Voirie. Grands chemins à Lignières-Châtelain. »

7 août 1716. — Fol. 192. « Procès-verbal de nomination d'experts ; maison aux chapelains » de la cathédrale d'Amiens. 21 août 1716. — Fol. 195. « Terre de Senarpont. » 26 août 1716. — Fol. 199. Procès-verbal d'expertise de la maison des chapelains de la cathédrale, rue Sire Firmin Le Roux, à Amiens. 27 août 1716. — Fol. 207. Enregistrement des provisions de Charles-Philippe Dartois, avocat en Parlement, en l'office de lieutenant général civil au bailliage de Vermandois et siège présidial de St-Quentin. 12 septembre 1716. — Fol. 213. Fief de Fromentel, dépendant du domaine de Barleux. 4 décembre 1716. — Fol. 224. Remise à dame Françoise-Joséphine de Gouffier et à damoiselle marquise d'Épagny, sa sœur, des lods et ventes, etc., pour la vente par elles faite le 31 octobre précédent des terres et seigneuries de Guyencourt et d'Estrées, relevant du Roi. 8 janvier 1717. — Fol. 226. Enregistrement des provisions de Louis Le Maître, garde général des bois et forêts en la maîtrise particulière d'Abbeville. 15 janvier 1717. — Fol. 228. « Bénéfices consistoriaux ; » sentence d'apposition des scellés dans la maison de feu Alexandre Le Scellier de Riencourt, doyen et chanoine de la cathédrale d'Amiens, et abbé de Forestmontier. 15 janvier 1717. — Autres pièces sur la même affaire. — Fol. 240. Enregistrement des provisions de Jacques Godard de Tuison, grenetier au grenier à sel d'Abbeville. 5 mars 1717. — Fol. 248. « Terre de Guencourt en deux fiefs, terre d'Étrée, en un fief, mouvant du bailliage d'Amiens. » 12 mars 1717. — Fol. 258. Enregistrement des provisions de Charles Papin de Caumesnil, avocat en Parlement, en l'office de procureur du Roi en la sénéchaussée de Ponthieu et siège présidial d'Abbeville. 24 mars 1717. — Fol. 260. Enregistrement des provisions d'André-Joseph Gaillard, seigneur de Bancourt, avocat en Parlement, en l'office de président au présidial d'Abbeville. 12 avril 1717. — Fol. 264. « Voirie. Maison rue des Vergeaux, au coin de la rue des Lombards, » à Amiens. 12 mai 1717. — Fol. 265. « Terres de Noyelle-sur-Mer, Hyermont, Conteville. » 22 mai 1717. — Fol. 269. Enregistrement des provisions de Nicolas Pollart, maire alternatif et triennal de la ville d'Ardres. 11 juin 1717. — Fol. 279. « Confiscation du sieur de Beaufresne ; maison à Abbeville ; fief à Miannay. » 1^{er} septembre 1717. — Fol. 285. Enregistrement des provisions de Blaise Duval, sieur de Bomy, élu à Abbeville. 4 octobre 1717. — Fol. 293. « Voirie. Maison de la Coqueluche, rue St-Leu », à Amiens. 19 octobre 1717. — Fol. 303. « Abandon du droit de travers sur le pont d'Auxy-le-Château. » 13 novembre 1717. — Fol. 304. Enregistrement des provisions de Louis-Alexandre Gallois, substitut des avocats et procureur du Roi au

bailliage et prévôté de St-Quentin. 22 novembre 1717. — Fol. 316. « Terre de Malincourt ; réception de dénombrement. » 24 janvier 1718. — Fol. 322. Enregistrement des provisions de Pierre-François Cuvelier, subdélégué à Lens. 31 janvier 1718. — Fol. 324. « Travers des portes de Noyon, Beauvais, St-Pierre, » à Amiens. 31 janvier 1718. — Autres pièces sur la même affaire. — Fol. 356. « Maison rue Pavée, pour saisine. » 3 février 1718. — Fol. 358. Enregistrement des provisions de Jean Acarye, de Conteval en la charge de capitaine de la ville de Beauquesne. 4 mars 1718. — Fol. 369. Maison à Abbeville appelée l'hôtel de Méricourt, près de l'église St-Sépulcre, à bailler à ferme. 5 mars 1718. — Fol. 384. « Revendication du chapitre (d'Amiens), 7 journaux au faubourg de Beauvais appartenans au sieur Carpentier, tenus du Roy, » à Amiens. 26 mars 1718. — Fol. 387. « Maison rue St-Méry, au coin de la rue des Verts-Moines, » à Amiens. 3 avril 1718. — Fol. 391. Enregistrement des provisions de Louis-Paul Maillart, lieutenant civil en l'élection de Montdidier. 29 avril 1718. — Fol. 393. « Allignement ; deux maisons rue des Majots, » à Amiens. 9 mai 1718. — Fol. 396. Enregistrement des provisions de Louis de Parvillers, procureur du Roi au grenier à sel de Montdidier. 21 mai 1718. — Fol. 406. « Hôtel de Cerisy, rue St-Jacques (à Amiens), mouvance prétendue par le sieur de Rivery. » 8 juillet 1718. — Fol. 408. « Allignement à l'hôpital (général) sur la rue des Louvets, » à Amiens. 11 juillet 1718. — Fol. 412. « Trois mesures et demie de terre scitués à Desuresne (Desvres), mouvant du Roy. » 16 juillet 1718. — Fol. 417. Enregistrement des provisions d'André Duval, bailli prévôtal d'Airaines et d'Arguel. » 23 juillet 1718. — Fol. 421. « Voirie à Calais. » 1^{er} août 1718. — Fol. 424. « Enquête pour grand chemin. Chaussée d'Albert. » 20 octobre 1718. — Fol. 438. « Vente à vie des droits de chaussée, travers, péages aux quatre portes d'Amiens, » à Jeanne-Thérèse-Pélagie d'Albert de Luynes, veuve de Louis-Guilhem de Castelnau de Clermont, marquis de Saissac. 26 novembre 1718. — Fol. 440. « Vente à vie : dixme de la paroisse d'Oye à Calais, cent mesures de terres dites le Fort-Philippe, le droit de pêche, étendue de Calais, cent mesures de terres dites le Fort-Rouge, 400 l. de rente sur les moulins d'Ardres, » à dame Jeanne-Baptiste d'Albert, comtesse de Verrue, veuve d'Auguste-Mainfroy-Jérôme-Ignace d'Ecaglia de Verrue, maréchal des camps et armées du Roi. 26 novembre 1718. — Fol. 444. « Liquidation des droits seigneuriaux et féo-

daux dus à la recette générale du domaine, de 9 journaux de terres pris en 13 (?), faisant partie du domaine de la terre et seigneurie de Tully. » 4 août 1715. — Fol. 447. « Liquidation des droits seigneuriaux et féodaux dûs à la recette générale, à cause de l'acquisition faite par le sieur Firmin Ducrocquet des terres et seigneurie de Guencourt et Estrées. » 20 février 1717. — Fol. 449. « Liquidation des droits seigneuriaux et féodaux dus à la recette générale, à cause du fief de la sénéchaussée du Vermandois. » 9 janvier 1717. — Fol. 451. « Liquidation des droits de chambellage dû à la recette générale, à cause du fief de la Salle de Ponthieu scitués dans la ville de Roye. » 3 décembre 1718, — etc.

C. 1982. (Registr12:05e.) — In-4°. 544 feuillets, papier.

1719-1732. — Registre aux sentences par rapports. Etc. — Fol. 1. Liquidation des droits seigneuriaux pour le fief Longuet, au Ménil-lès-Donqueur, acquis par Antoine Toullet, écuyer, seigneur de Maison, portemanteau du Roi, et Charles Lebel, écuyer, seigneur d'Huchenneville, lieutenant général en la sénéchaussée de Ponthieu, de Charles-François de Cacheleu, écuyer, seigneur de Barosménil, Bussuel, vicomté du Mesnil, et autres lieux. 4 avril 1719. — Fol. 3. Liquidation des droits seigneuriaux du fief de la Cuisine, bailliage prévôtal de Rue, acquis par Antoine Obry, sieur d'Offigny. 11 octobre 1719. — Fol. 5. Sentence qui condamne un charpentier en 20 l. d'amende, pour avoir apposé une solle à une maison, sans avoir pris congé du bureau. 2 décembre 1719. — Fol. 11. Liquidation des droits seigneuriaux des terres et seigneuries de St-Acheul et de Montigny, par Louis Manessier, sieur de Brasigny, Noyelle et autres lieux, demeurant à Abbeville. 30 décembre 1720. — Fol. 13. Liquidation des droits seigneuriaux d'un fief noble sur le moulin du Roi à Rue. 11 janvier 1721. — Fol. 18. Liquidation des droits seigneuriaux de la terre de Fonsomme. 24 janvier 1722. — Fol. 26. Liquidation des droits seigneuriaux de la seigneurie d'Ondeuil-le-Châtel à Joseph-Marie duc de Boufflers, pair de France, gouverneur héréditaire, capitaine et grand bailli de Beauvais et du Beauvoisis, gouverneur général des provinces de Flandre et Hainaut, etc. 16 avril 1722. — Fol. 30. Liquidation des droits seigneuriaux pour des fiefs sis à Landrethun, Autingue et Louche, à Louis de Calonne-Courtebourne, chevalier de St-Louis, seigneur du Mont, colonel de cavalerie et enseigne des gens d'armes de Berry, demeurant à Calais. 21 octobre 1722. — Fol. 32. Liquidation des droits seigneuriaux du fief de la Cour en Alinctun. 28 avril 1723. — Fol. 36. « Adjudication de la charge de trésorier de France à J.-B.-François Devillers. » 1^{er} septembre

1723. — Fol. 39. Enregistrement des provisions de Claude Nicolas Pecquet, greffier en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Calais. 26 septembre 1724. — Fol. 49. « Remontrance pour obliger l'engagiste de Péronne à faire les réparations particulièrement aux prisons de la ville. » 16 janvier 1725. — Fol. 52. Enregistrement des provisions d'Antoine Marchand, procureur fiscal des terre et seigneurie de Beauquesne. 31 janvier 1725. — Fol. 56. Enregistrement des provisions de Hubert Cauvel de Maucreu, élu à Montdidier. 15 février 1725. — Fol. 59. Enregistrement des provisions d'Armand Louis Cancer Depignan, lieutenant général d'épée au bailliage de Calais. 2 mars 1725. — Fol. 61. Enregistrement des provisions de Nicolas Blottefier, marquis de Vauchelles, en la charge de lieutenant du Roi en la province de Picardie. 18 avril 1725. — Fol. 63. Enregistrement des provisions de Louis-François Dartois, avocat du Roi au bailliage et présidial de St-Quentin. 27 avril 1725. — Fol. 65. Enregistrement des provisions de Léonard Dechéé, greffier conservateur des minutes de la chancellerie près le présidial d'Amiens. 4 mai 1725. — Fol. 75. « Enregistrement de l'arrêt de don de 2.000 l. aux Feuillants » d'Amiens. 30 juin 1725. — Fol. 77. Droits seigneuriaux de la terre et seigneurie d'Obeste. 23 juillet 1725. — Fol. 82. Enregistrement des provisions d'Antoine Dargnies, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. 25 juillet 1725. — Fol. 85. Enregistrement des provisions de Charles de Mory, procureur du Roi au bailliage de St-Quentin. 22 août 1725. — Fol. 87. Enregistrement des provisions de Claude Ancelle, contrôleur au grenier à sel de Péronne. 3 novembre 1725. — Fol. 89. Enregistrement des provisions de Mathias-Barthélemy Dhaussy, avocat du Roi au bailliage, gouvernement et prévôté de Péronne. 8 novembre 1725. — Fol. 95. Enregistrement des provisions de François-de-Paul-Florimond Eudel, président au bailliage de Péronne et prévôté royale y réunie. 18 novembre 1725. — Fol. 103. Enregistrement des provisions de Philippe Thouret, garde-marteau en la maîtrise particulière d'Amiens. 3 janvier 1726. — Fol. 105. Enregistrement des provisions de Pierre Pérache, changeur à Abbeville. 19 février 1726. — Fol. 110. Enregistrement des provisions de Jean Lequeux, contrôleur au grenier à sel de Roye. 15 mars 1726. — Fol. 112. Enregistrement des provisions de Charles Florent Gaudefroy, grenetier à Roye. 26 mars 1726. — Fol. 114. Enregistrement des provisions de Nicolas Bourgeois, grenetier à Ault. 3 avril 1726. — Fol. 116. Enregistre-

ment des provisions de Charles Lepotier, écuyer, seigneur de la Hetroy, lieutenant général d'épée au bailliage de Montreuil-sur-Mer. 2 mai 1726. — Fol. 118. Enregistrement des provisions de Nicolas Fourdrinier, seigneur de St-Michel et de Remortier, lieutenant général criminel en la sénéchaussée de Boulonnois. 12 mai 1726. — Fol. 124. Enregistrement des provisions de Claude-Adrien de Court, contrôleur général ancien des finances de la généralité d'Amiens. 17 mai 1726. — Fol. 128. Enregistrement des provisions de Louis-Joseph Creton, écuyer, seigneur de Prouzel, président au présidial d'Amiens. 15 juin 1726. — Fol. 132. Liquidation des droits seigneuriaux de la terre et seigneurie de Grandmoulin à Charles-Joseph-Barthélemy Moullart, chevalier, seigneur de Villemarest. 14 août 1726. — Fol. 141. Enregistrement des provisions de Félix Cauvel de Beauvillé, procureur du Roi en l'élection de Montdidier. 4 décembre 1726. — Fol. 147. Enregistrement des provisions de François-Joseph de Buissy du Maisnil, président au présidial d'Abbeville. 13 février 1727. — Fol. 149. « Sentence au raport qui déclare le fief Fromentel être dans la mouvance du Roy. » 4 mars 1727. — Fol. 154. Enregistrement des provisions de François Dervellois, lieutenant en l'élection d'Amiens. 2 avril 1727. — Fol. 172. « Lettres de noblesse accordées au sieur François-Henry de Carrette et de Sommereux. » 25 juin 1727. — Fol. 174. Fief de Lessart à « Liencourt, entre Montdidier et Roye. » 30 juin 1727. — Fol. 176. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste Huet, président des traites à Péronne. 12 juillet 1727. — Fol. 178. « Ordre de ventilation des droits seigneuriaux de la baronie de Courset. » 23 juillet 1727. — Fol. 182. Enregistrement des provisions de Robert-Vulfran Sanson, seigneur du Coroy, élu à Abbeville. 9 septembre 1727. — Fol. 186. Enregistrement des provisions de Jean Lebrethon, procureur du Roi des traites de la ville de Péronne. 13 octobre 1727. — Fol. 188. Enregistrement des provisions de Marc-Antoine Ampbman, seigneur de la Cressonnière, maître particulier des eaux et forêts à Calais. 27 septembre 1727. — Fol. 210. Enregistrement des provisions de Paul-Adrien Pincepré, lieutenant en l'élection de St-Quentin. 27 février 1728. — Fol. 218. « Ordonnance au sujet des halles à Abbeville. » 26 avril 1728. — Fol. 243. Enregistrement des provisions de Charles Bersin, président au grenier à sel d'Amiens. 1^{er} septembre 1728. — Fol. 245. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste Tattetrain, procureur du Roi au bailliage et prévôté de Péronne. 16 octobre 1728. — Fol. 248. Enregistrement des provisions de Jean-Antoine Baudrais, procureur du Roi en l'amirauté de St-Valery. 12 novembre 1728. — Fol. 262.

Enregistrement des provisions d'Antoine de Crocquoison, chanoine de la cathédrale d'Amiens, en l'office de conseiller-clerc au bailliage et présidial d'Amiens. 6 avril 1729. — Fol. 267. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste Pléiard, grenetier à Amiens. 10 mai 1729. — Fol. 269. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste-Alexandre Dufresne, sieur d'Haudrimont, président au bureau des traites d'Amiens. 3 juin 1729. — Fol. 272. Enregistrement des provisions de Philippe Fuzelier, prêtre, bachelier en théologie, etc., en l'office de conseiller-clerc en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. 18 juin 1729. — Fol. 275. Enregistrement des provisions d'Antoine Cauvel de Maucreux, président au grenier à sel de Montdidier. 25 juin 1729. — Fol. 277. Enregistrement des provisions de François-Paul Le Sergent, sieur de Fresne, élu à Abbeville. 27 juin 1729. — Fol. 279. Enregistrement des provisions de Charles-Louis Lévassur, élu à Péronne. 4 juillet 1729. — Fol. 283. Enregistrement des provisions de Antoine-Lugle-Luglien de Saint-Fuscien, président en l'élection de Montdidier. 8 juillet 1729. — Fol. 304. « Descente et visite des lieux contentieux au village de Davenescourt. » 20 septembre 1729. — Fol. 369. « Ordonnance pour enregistrement des provisions du sieur Palyart d'Obigny (François), conseiller au bailliage d'Amiens. » 30 mars 1730. — Fol. 378. « Ordonnance sur requête contre les receveurs de la vicomté de Boulongne, » pour « Édouard Fontaine et Lescotte de Tourville, tous deux marchands demeurants en la ville de Londres et les directeurs et administrateurs de la banque d'Angleterre. » 2 juin 1730. — Fol. 392. Enregistrement des provisions de Louis-Antoine de Broutelles, sieur de Cocquerel, garde-marteau en la maîtrise d'Abbeville. 21 juin 1730. — Fol. 394. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste-Antoine Leleu, contrôleur au grenier à sel d'Amiens. 26 juin 1730. — Fol. 396. Enregistrement des provisions de Philippe Scorion, receveur particulier des eaux et forêts en la maîtrise d'Amiens. 26 juin 1730. — Fol. 398. Enregistrement des provisions de Jean-François de la Campagne, élu à Péronne. 28 juin 1730. — Fol. 400. Enregistrement des provisions de Clément Dournel, élu à Péronne. 28 juin 1730. — Fol. 402. Enregistrement des provisions de Charles-François De Ray, sieur de Tilleuil, président au grenier à sel d'Abbeville. 5 juillet 1730. — Fol. 406. « Sentence qui condamne le sieur Tardif, prieur de Davenécourt envers M. de la Miré, seigneur dudit Davenescourt. » 31 juillet 1730. — Fol. 418. « Clos et scellé à l'abbaye de St-

Acheuil. » 20 septembre 1730. — Fol. 422. Enregistrement des provisions de Louis Maupin, président au grenier à sel de Nampont-St-Martin. 8 novembre 1730. — Fol. 426. « Sentence qui déboute le sieur Marie des droits de lots et ventes, pour l'acquisition de certains immeubles en roture de la terre de Vieille-Église. » 31 janvier 1731. — Fol. 435. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste de Moyencourt, élu à Amiens. 28 février 1731. — Fol. 438. « Enregistrement des lettres de provision de la chapelle St-Louis fondé dans le château de Beauquesne. » 14 mars 1731. — Fol. 440. Enregistrement des provisions d'Antoine-François Gobinet, élu à St-Quentin. 4 avril 1731. — Fol. 442. Enregistrement des provisions d'Henri-Louis de Maubreuil, élu à St-Quentin. 4 avril 1731. — Fol. 444. Enregistrement des provisions de Louis-Joseph Gaillard, sieur de Boencourt, président au présidial d'Abbeville. 13 avril 1731. — Fol. 451. Enregistrement des provisions de Louis-Charles Hébert, exécuteur des sentences criminelles du bailliage d'Amiens. 28 mai 1731. — Fol. 458. Enregistrement des provisions de Louis-Joseph Morel, sieur d'Hérival, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. 13 juin 1731. — Fol. 460. Enregistrement des provisions d'André Bonnin, élu à Abbeville. 30 juin 1731. — Fol. 462. Enregistrement des provisions de Philippe Delaforge, président au grenier à sel de Breteuil. 7 juillet 1731. — Fol. 464. Enregistrement des provisions de Nicolas-Jacques Rappolet, grenetier au grenier à sel de Breteuil. 7 juillet 1731. — Fol. 466. Enregistrement des provisions d'Alexandre Davalet, contrôleur au grenier à sel de Breteuil. 7 juillet 1731. — Fol. 468. Enregistrement des provisions de Nicolas Tarangot, procureur du Roi audit siège. 7 juillet 1731. — Fol. 470. Enregistrement des provisions de Pierre Dupuy, greffier audit siège. 7 juillet 1731. — Fol. 472. Enregistrement des provisions de Pierre de Nolval, grenetier à St-Valery. 18 juillet 1731. — Fol. 474. Enregistrement des provisions de Joseph-Marie Lucas, seigneur de Cormont, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. 25 juillet 1731. — Fol. 476. Enregistrement des provisions d'Antoine Herton, contrôleur au grenier à sel de Grandvilliers. 26 juillet 1731. — Fol. 480. Enregistrement des provisions de Pierre Herton, procureur du Roi audit siège. 27 juillet 1731. — Fol. 482. Enregistrement des provisions de Jacques-Jean Lefort, grenetier audit siège. 27 juillet 1731. — Fol. 492. Enregistrement des provisions de Victor Lefort, greffier audit siège. 28 juillet 1731. — Fol. 494. Enregistrement des provisions de Claude Louis, lieutenant général criminel en la sénéchaussée de Boulonnois. 17 août 1731. — Fol. 496. « Érection des terres de Caulaincourt, de Verchy, Beauvoir, Toncele, Brécourt, Tressaux et Averly en marquisat. » 20 août

1731. — Fol. 503. Enregistrement des provisions de Jean-François Riche, greffier en chef au bureau des finances d'Amiens. 14 novembre 1731. — Fol. 527. Enregistrement des provisions de Pierre Bourgeois, greffier de l'élection de Doullens. 16 mai 1732. — Fol. 529. Enregistrement des provisions de Joseph Pingré, seigneur de Guignemicourt, procureur du Roi au bailliage et présidial d'Amiens. 2 juillet 1732. — Fol. 535. « Enregistrement des provisions et prestation de serment du sieur Masson (Étienne-Pierre, écuyer), receveur général des finances de cette généralité. » 20 septembre 1732. — Fol. 537. Enregistrement des provisions de Robert-Pierre Dorigny, président en l'élection de St-Quentin. 29 octobre 1732. — Fol. 541. Enregistrement des provisions de Pierre Cocquerel, conseiller au bailliage de Montdidier. 19 novembre 1732, — etc.

C. 1983. (Registre.) — In-4°, 506 feuillets, papier.

1733-1742. — Registre aux sentences par rapport, etc. — Fol. 1. Enregistrement des provisions d'Edme-Ambroise Manchon, seigneur de Magny, lieutenant criminel de robe longue au bailliage et prévôté de St-Quentin. 10 janvier 1733. — Fol. 7. Enregistrement des provisions de Nicolas du Wanel, procureur du Roi au grenier à sel d'Abbeville. 28 janvier 1733. — Fol. 20. Enregistrement des provisions de Louis-Antoine Petyst, avocat du Roi au bailliage et présidial d'Amiens. 11 mai 1733. — Fol. 22. Enregistrement des provisions de François Le Blanc, seigneur de Meillart, conseiller audit siège. 13 mai 1733. — Fol. 24. Enregistrement des provisions de Jean Martin, louvetier, grand veneur du Boulonnois. 13 juin 1733. — Fol. 26. « Sentence qui ordonne que, sans avoir égard à l'opposition des maire et échevins du Marquentaire, que Nicolas Duval jouira du droit de mort et vif herbage. » 15 juin 1733. — Fol. 32. « Requête aux fins de liquidation des droits dus au domaine, pour la moitié de la terre de Villers-St-Christophe. » 19 juin 1733. — Fol. 36. « Liquidation du fief de Ronquerolles. » 20 juin 1733. — Fol. 38. Enregistrement des provisions de Claude-Jean-Baptiste Descallogne, grenetier au grenier à sel d'Albert. 22 juin 1733. — Fol. 40. Sentence qui ordonne que les parties se pourvoient au Conseil, pour être maintenues dans le droit de mort et vif herbage dans la ville et banlieue de Rue. » 26 juin 1733. — Fol. 44. Enregistrement de la commission de Robert Ternaux,

receveur général du pays de Boulonnois. 13 juillet 1733. — Fol. 46. Enregistrement des provisions d'Antoine-Isaac Dubois, procureur du Roi au grenier à sel de Corbie. 16 septembre 1733. — Fol. 50. Enregistrement des provisions de François Botté de Burival, prévôt royal de St-Quentin. 14 octobre 1733. — Fol. 52. Enregistrement des provisions de Lugle-Luglien-Édouard de la Villette, lieutenant criminel au bailliage de Montdidier. 4 novembre 1733. — Fol. 54. Enregistrement des provisions de Jacques de Sachy, seigneur de St-Aurin, conseiller au bailliage d'Amiens. 9 novembre 1733. — Fol. 56. Enregistrement des provisions de Claude de Brie, contrôleur au grenier à sel d'Albert. 14 novembre 1733. — Fol. 68. Enregistrement des provisions de Charles Grandhomme, élu à Doullens. 15 janvier 1734. — Fol. 74. Enregistrement des provisions de Charles-Joseph Dumaisniel, lieutenant en l'élection d'Abbeville. 17 février 1734. — Fol. 76. Enregistrement des lettres de noblesse du sieur Thierry du Castel », gendarme anglais de la garde du Roi. 20 février 1734. — Fol. 79. Enregistrement des provisions de Jean Lequeux, contrôleur au grenier à sel de Roye. 11 mars 1734. — Fol. 81. Enregistrement des provisions de Charles Guilbert, procureur du Roi au grenier à sel d'Albert. 20 mars 1734. — Fol. 85. « Information contre des particuliers du Marquenterre. » 24 mai 1734. — Autres pièces sur la même affaire. — Fol. 101. Enregistrement des provisions de Guillaume de Lanchy, greffier au grenier à sel de Péronne. 7 août 1734. — Fol. 107. « Enregistrement des lettres patentes du don de 600 l. au doyen et chanoines de St-Quentin, » pour l'entretien et les réparations de leur église. 4 octobre 1734. — Fol. 109. « Enregistrement des privilèges des habitans du village du Parc-lès-Hesdin. » 13 octobre 1734. — Fol. 111. Enregistrement des provisions de Jean-François Belle, bailli des quatre bailliages de Boulonnois. 10 décembre 1734. — Fol. 117. Enregistrement des provisions de Jacques Lasnier, seigneur de Toisin, élu à Amiens. 15 janvier 1735. — Fol. 120. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste Lenain, procureur fiscal de la châtellenie de Beauquesne. 18 mars 1735. — Fol. 122. Enregistrement des provisions d'Adrien Picquet de Dourier, lieutenant particulier au bailliage et présidial d'Amiens. 27 avril 1735. — Fol. 124. Enregistrement des provisions de Josse du Marcq, élu en l'élection de Ponthieu. 27 mai 1735. — Fol. 126. Enregistrement des provisions de Jean-Louis Correnson, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts de Boulogne. 8 juin 1735. — Fol. 128. Enregistrement des provisions de François Boullon, lieutenant au siège présidial de l'amirauté d'Abbeville. 10 juin 1735. — Fol. 132. Enregistrement des provisions de

François Loysel, procureur du Roi au grenier à sel de Nampont-St-Martin. 27 juin 1735. — Fol. 136. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste-Alexandre Dufresne, sieur d'Haudrimont, greffier ancien du bureau des finances. 25 juillet 1735. — Fol. 139. « Enregistrement de foy et hommage fait à la chambre des comptes » pour la terre et seigneurie de Pont-Remy, par Anne-Michel-Louis Lepeletier de St-Fargeau, seigneur dudit Pont-Remy. 3 août 1735. — Fol. 141. « Enregistrement de foy et hommage faits à la chambre des comptes » pour le marquisat de Fiennes par Gaspard-Moïse de Fontanieu, chevalier, seigneur de St-Aubin, Villequay et autres lieux, marquis de Fiennes, maître des requêtes ordinaires de l'hôtel, intendant et contrôleur général des meubles de la couronne, intendant de Dauphiné. 5 août 1735. — Fol. 153. Sentence d'enregistrement des provisions de Charles Alexandre, lieutenant en l'élection de Doullens. 19 octobre 1735. — Fol. 155. Enregistrement des provisions de François-Antoine Cabaille, lieutenant général de police de la ville et faubourgs de Roye. 12 novembre 1735. — Fol. 157. Enregistrement des provisions de Charles Hayez, secrétaire-greffier de la ville de Doullens. 12 novembre 1735. — Fol. 162. Enregistrement des provisions de Guy-Benoît de Bichade de Rochepine, prêtre, en la chapelle St-Pierre de la cathédrale de Boulogne. 9 janvier 1736. — Fol. 166. « Enregistrement des lettres de foy et hommage fait à la chambre des comptes » de la terre et vicomté pairie de Ponches et de la terre et seigneurie de Ligescourt, par Marie-Joseph duc de Boufflers, pair de France, seigneur desdits lieux. 1^{er} février 1736. — Fol. 168. Enregistrement des provisions de Charles Darnaud, écuyer, seigneur de Serouville, président en l'élection d'Abbeville. 3 février 1736. — Fol. 170. Enregistrement des provisions d'Achille Mutinot, receveur particulier des eaux et forêts de Boulogne. 10 février 1736. — Fol. 176. Enregistrement des provisions de Pierre-Jean de la Morlière, grenetier au grenier à sel de Montdidier. 20 avril 1736. — Fol. 184. Enregistrement des provisions de Claude-Alexis Baillet, lieutenant particulier en la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens 13 juillet 1736. — Fol. 190. Enregistrement des provisions de Jean Danzel, juge des droits de sortie et d'entrée et autres y joints à Abbeville. 25 juillet 1736. — Fol. 194. Enregistrement des provisions de Jean Maubert, lieutenant criminel au bailliage de St-Quentin. 9 novembre 1736. — Fol. 196. Enregistrement des provisions de Louis-François Man-

nessier de la Vieuville, élu en l'élection de Ponthieu. 22 décembre 1736. — Fol. 198. « Ordonnance qui déclare un terrain sur la paroisse d'Oye, qui se trouve entièrement en friche, réuni au domaine de Sa Majesté. » 19 janvier 1737. — Fol. 203. Enregistrement des provisions d'André-François Renouard, receveur des tailles de l'élection d'Amiens. 17 avril 1737. — Fol. 205. Enregistrement des provisions de Pierre-Étienne-Antoine-Benoît Doderel, président en l'élection d'Amiens. 3 mai 1737. — Fol. 209. Enregistrement des provisions d'Antoine Liénard, élu à Montdidier. 3 mai 1737. — Fol. 223. Provisions d'Adrien-Pierre Vacquette de Fréchencourt, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. 29 mai 1737. — Fol. 225. Enregistrement des provisions de Charles-François Dauphin d'Halinghen, lieutenant particulier, assesseur criminel en la sénéchaussée de Boulonnois. 1^{er} juin 1737. — Fol. 231. Enregistrement des provisions de François-Toussaint Boulet, receveur des tailles à Montdidier. 17 août 1737. — Fol. 233. « Remontrance... aux fins qu'il soit deffendu aux maire et échevins de la ville de Montdidier, de concéder aucuns terrains sans l'autorité du Roy. » 26 août 1737. — Fol. 237. Enregistrement des provisions de Louis Graval, contrôleur au grenier à sel de Roye. 12 décembre 1737. — Fol. 239. « Remontrance aux fins de déclarer un trésor trouvé dans la cour du presbitaire du village du Titre, acquis et confisqués au profit du Roy. » 24 janvier 1738. — Fol. 244. Enregistrement des provisions de Jérôme-Louis Lecamus, lieutenant criminel au siège royal de Montreuil. 15 février 1738. — Fol. 246. « Enregistrement des bulles de l'abbaye de St-Vulmer », pour Henri-Michel Guedier. 7 mai 1738. — Fol. 248. Enregistrement des provisions de Robert Ternaux, garde-marteau de la maîtrise de Boulogne. 9 mai 1738. — Fol. 252. Enregistrement des provisions de Jean Lheureux, secrétaire greffier de la ville de Boulogne. 18 juin 1738. — Fol. 261. Enregistrement des provisions de Paul-Joseph Joly, trésorier-payeur des ponts et chaussées de la généralité d'Amiens. 17 octobre 1738. — Fol. 265. Enregistrement des provisions de Paul-André Caignart, sieur de Pommery, conseiller au bailliage de St-Quentin. 17 octobre 1738. — Fol. 207. Enregistrement des provisions de Jean-Antoine Mallet, procureur du Roi au grenier à sel de St-Quentin. 28 janvier 1739. — Fol. 269. « Ordonnance pour les deux cierges » présentés au nom du Roi à la cathédrale d'Amiens, le jour de la St-Firmin. 29 janvier 1739. — Fol. 275. Enregistrement des provisions de Marin Marteau, avocat du Roi en la sénéchaussée de Boulonnois. 11 mars 1739. — Fol. 277. Enregistrement des provisions de Charles Lefèvre greffier de l'élection d'Abbeville. 18 mars

1739. — Fol. 279. « Requête pour l'enregistrement des lettres de naturalité », par Louis-François et François Palyart, frères. 10 avril 1739. — Fol. 281. « Sentence qui déclare les prés de Bourdon être mouvans de la seigneurie dudit Bourdon. » 14 avril 1739. — Fol. 283. Enregistrement des provisions de Gabriel-Joseph de la Cour, greffier en l'élection et grenier à sel d'Amiens. 20 avril 1739. — Fol. 285. Enregistrement des provisions de Claude-André Leroy de Lozembrune, président en la sénéchaussée de Boulonnois. 2 mai 1739. — Fol. 287. Enregistrement des provisions de Louis-Nicolas Blondin, lieutenant en l'amirauté de St-Valery. 26 juin 1739. — Fol. 291. « Sentence qui déclare le fief d'Allon être tenu et mouvent de la seigneurie de Sorel. » 4 août 1738. — Fol. 302. Enregistrement des provisions de Nicolas de Hertes, sieur d'Hailles, président au présidial d'Amiens. 6 novembre 1739. — Fol. 304. Enregistrement des provisions de Antoine Ducrocq, sieur de Banère, procureur du Roi en la sénéchaussée de Boulonnois. 4 décembre 1739. — Fol. 306. Enregistrement des provisions de Philippe-Jean-Baptiste Jacquemin, président juge des droits de sortie et entrée de la ville de Montreuil. 9 décembre 1739. — Fol. 308. Enregistrement des provisions de Jean Sangnier, lieutenant en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Ponthieu. 18 décembre 1739. — Fol. 310. Enregistrement des provisions de Charles du Castel, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. 10 décembre 1739. — Fol. 311. Enregistrement des provisions de Gilbert Morel, seigneur de Bécordel, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. 23 décembre 1739. — Fol. 313. Enregistrement des provisions de François-Augustin Carmier, receveur de la maîtrise des eaux et forêts de Boulogne. 8 janvier 1740. — Fol. 315. « Enregistrement de commission à la recette générale des finances, » René-Dieudonné Houzé. 5 février 1740. — Fol. 325. Enregistrement des provisions de Valentin Choluy, contrôleur général des domaines et bois de la généralité d'Amiens. 9 mars 1740. — Fol. 327. Enregistrement des provisions de Robert-Pierre Dorigny, président juge des droits d'entrée et de sortie de la ville de St-Quentin. 19 mars 1740. — Fol. 331. Enregistrement des provisions de Charles Prévost, seigneur de Mironval, président en l'élection de Doullens. 4 mai 1740. — Fol. 333. Enregistrement des provisions d'Antoine Maurice, conseiller honoraire en la sénéchaussée de Ponthieu. 11 mai 1740. — Fol. 335. Enregistrement des provisions de Pierre-Charles Le Sergeant, seigneur d'Himerville,

élu à Abbeville. 23 mai 1740. — Fol. 337. Enregistrement des provisions de Nicolas Bienaimé, contrôleur au grenier à sel de Corbie. 25 mai 1740. — Fol. 351. « Ordonnance aux fins de faire rétablir les vergnes scituées en la rue Becquerelle (à Amiens), pour que laditte rue puisse recevoir les voitures. » 1^{er} août 1740. — Fol. 352. Enregistrement des provisions de Charles-Nicolas de Dompierre, procureur du Roi en l'élection d'Abbeville. 17 août 1740. — Fol. 350. Enregistrement des provisions de Jean-François Martinot, élu à Montdidier. 19 septembre. 1740. — Fol. 367. « Extrait des liasses du greffe de l'hôtel commun de la ville de Calais, au sujet des droits de la vicomté de Calais. » 14 décembre 1740. — Fol. 377. Enregistrement des provisions de Jean-François Pillon, seigneur de la Tour, élu à Montdidier. 16 décembre 1740. — Fol. 380. Enregistrement des provisions de Pierre Bertrant, président au grenier à sel d'Albert. 17 décembre 1740. — Fol. 384. « Tarif du droit de vicomté de Calais. » — Fol. 386. « Ordonnance.... aux fins de réformer l'aveu et dénombrement de la terre et seigneurie de Senarpont. » 18 janvier 1741. — Fol. 388. Enregistrement de la commission du sieur Cauvel, lieutenant au régiment de Périgord-Infanterie, en la charge de commandant pour le Roi en la tour d'Embleuse. 27 janvier 1741. — Fol. 394. Enregistrement des provisions de Charles-Louis-Alexandre Lefèvre de Villers, conseiller au bailliage d'Abbeville. 4 mars 1741. — Fol. 396. Enregistrement des provisions de Vincent-Charles-Philippe Leclercq, procureur du Roi en l'élection de Doullens. 8 mars 1741. — Fol. 400. Enregistrement des provisions de Joseph Lyon, receveur particulier des eaux et forêts de la maîtrise d'Abbeville. 28 mars 1741. — Fol. 410. Enregistrement des provisions de Vincent-Charles-Philippe Leclercq, procureur du Roi au grenier à sel de Doullens. 17 mai 1741. — Fol. 412. Enregistrement des provisions de Joseph Le Seigneur, contrôleur au grenier à sel de St-Quentin. 19 mai 1741. — Fol. 414. Enregistrement des provisions de François-Joseph de Buissy, seigneur d'Yvrench, commissaire-enquêteur et examinateur de la sénéchaussée de Ponthieu. 27 mai 1741. — Fol. 416. Enregistrement des provisions du même, lieutenant général en la sénéchaussée de Ponthieu et présidial d'Abbeville. 27 mai 1741. — Fol. 418. « Ordonnance pour le droit de vicomté de Calais. » 2 juin 1741. — Fol. 436. Enregistrement des provisions de François Picquet, sieur de Moyencourt, contrôleur général des finances de la généralité d'Amiens. 26 juillet 1741. — Fol. 432. Enregistrement des provisions de Pierre-Guilain Lepicard, sieur de Millencourt, élu à Amiens. 11 septembre 1741. — Fol. 434. Enregistrement des provisions de Charles-Bernard de Montigny, receveur général des finances de la généralité d'Amiens. 10 octobre 1741. —

Fol. 438. Enregistrement des provisions de Nicolas Pinguet, lieutenant particulier, assesseur criminel au bailliage de Montdidier. 14 octobre 1741. — Fol. 440. Enregistrement des provisions de Pierre-Daniel de Parvillers, conseiller audit siège. 27 octobre 1741. — Fol. 443. Enregistrement des provisions de Philippe Becquin, lieutenant général criminel et commissaire enquêteur-examinateur en la sénéchaussée de Ponthieu et présidial d'Abbeville. 1^{er} décembre 1741. — Fol. 449. Enregistrement des provisions de Jean Bauldry, chevalier, seigneur de Vilaines, Coulmiers et autres lieux, grand maître des eaux et forêts de la généralité de Picardie, Artois et Flandre. 4 avril 1742. — Fol. 451. Enregistrement des provisions de Louis Beauvarlet, seigneur de Bomicourt, maître particulier des eaux et forêts du comté de Ponthieu. 4 avril 1742. — Fol. 453. Enregistrement des provisions de François Mouret, conseiller juge garde aux entrepôts des sels à Amiens. 6 avril 1742. — Fol. 457. Enregistrement des provisions de Charles Lefebvre, conseiller en la sénéchaussée de Ponthieu et présidial d'Abbeville. 11 avril 1742. — Fol. 473. Enregistrement des provisions de Benoit-Alexandre comte de Monchy, baron de Vismes, vicomte de la Quette, seigneur de Sailly, Flibaucourt, Francières et autres lieux, sénéchal et gouverneur de Ponthieu. 4 juin 1742. — Fol. 476. Enregistrement des provisions d'Éloi Compère, contrôleur au grenier à sel de Péronne. 15 juin 1742. — Fol. 478. Enregistrement des provisions de François-Louis-Marie de Patras de Campaigno, cornette de la compagnie Mestre de camp du régiment de cavalerie de LarocheGuyon, à présent Fleury, en l'office de sénéchal de Boulonnois. 20 juin 1742. — Fol. 480. Enregistrement des provisions de Claude Larcher, élu à Péronne. 20 juin 1742. — Fol. 482. Enregistrement des provisions d'Abraham-Fursy Pillot, procureur du Roi au grenier à sel de Péronne. 22 juin 1742. — Fol. 484. Enregistrement des provisions de François de la Bonglise, élu à Amiens. 4 juillet 1742. — Fol. 486. Enregistrement des provisions d'Antoine Cauvel, sieur de Carouge, greffier au grenier à sel de Montdidier. 13 juillet 1742. — Fol. 492. Enregistrement des provisions de Louis-Pierre-Sébastien Marchal de Saincry, capitaine dans le Mestre de camp général de cavalerie, de présent en Bohème, en l'office de gouverneur de la ville d'Abbeville. 16 juillet 1742. — Fol. 494. « Enregistrement des lettres de noblesse de Claude Houbronne seigneur d'Auvringhen. » 20

juillet 1742. — Fol. 498. Enregistrement des provisions de Jacques Blondel, élu à St-Quentin. 7 septembre 1742, — etc.

C. 1984. (Registre.) — In-4°. 548 feuillets, papier.

1743-1755. — Registre aux sentences par rapports, etc. — Fol. 1. Enregistrement des provisions de Firmin François, procureur fiscal de la châtellenie de Beauquesne. 1^{er} février 1743. — Fol. 12. Enregistrement des provisions de Charles-François Dauphin, seigneur d'Halinghen, lieutenant général civil en la sénéchaussée de Boulogne. 24 avril 1743. — Fol. 14. Enregistrement des provisions de Joseph-André Caullier, élu à Abbeville. 7 juin 1743. — Fol. 28. Enregistrement des provisions de Charles-Claude Lescarmoutier, contrôleur au grenier à sel d'Abbeville. 28 août 1743. — Fol. 38. Enregistrement des provisions de Louis Fauchon, élu à Amiens. 11 décembre 1743. — Fol. 40. Enregistrement des provisions de Nicolas de St-Jullien, procureur du Roi au grenier à sel de Nampont-St-Martin. 20 décembre 1743. — Fol. 51. Enregistrement des provisions de Jean Lévesque de Flixicourt, conseiller en la sénéchaussée de Ponthieu. 5 février 1744. — Fol. 53. Enregistrement des provisions de Jacques-François de Thosse, lieutenant en l'amirauté de Calais. 14 février 1744. — Fol. 55. Enregistrement des provisions du même, président juge général de la justice de Calais. 14 février 1744. — Fol. 57. Enregistrement des lettres d'érection de la terre de Mailly en comté. 2 mars 1744. — Fol. 65. Enregistrement des provisions d'Antoine-Louis Petyst, contrôleur ordinaire des guerres. 22 avril 1744. — Fol. 69. « Enregistrement des lettres de concession de 600 livres au chapitre de St-Quentin, » pour les réparations de leur église. 11 juillet 1744. — Fol. 76. Enregistrement des lettres de naturalité de Pierre-Joseph Stiévenart, orfèvre, natif de Mons en Hainaut. 8 août 1744. — Fol. 83. Enregistrement des lettres de confirmation de noblesse d'Antoine-Joseph de Boulongne, écuyer, seigneur de Beaufort. 8 janvier 1745. — Fol. 87. Enregistrement des provisions de Jean-Marie de la Mesche, grenetier à St-Quentin. 11 janvier 1745. — Fol. 89. Enregistrement des provisions de Jean-Louis Breton, contrôleur au grenier à sel de St-Quentin. 12 janvier 1745. — Fol. 91. Enregistrement des provisions de Louis-François Dartois, procureur du Roi au bailliage de St-Quentin. 5 février 1745. — Fol. 95. Enregistrement des provisions de François Aliamet, procureur du Roi en la juridiction des traites foraines d'Abbeville. 21 mai 1745. — Fol. 99. Enregistrement des provisions de François de Paul-Florimond Piedfort, seigneur d'Atinville, président en l'élection de Péronne. 21 juin 1745. — Fol. 101. Enregistrement des provisions d'Antoine Dufos, marquis de Méry, bailli d'épée à

Amiens. 9 août 1745. — Fol. 103. Enregistrement des lettres de concession de 7 à 8 arpents dans la ville de Boulogne, « dans l'intérieur du port, du costé du hameau de Capécure, couvert de temps immémorial du flux et reflux de la mer » cédé à Pierre Tricot. 20 juillet 1745. — Fol. 105. Fief du Quartier-Grenon, dit Montplaisir, à Bonneuil. 23 août 1745. — Fol. 109. Domaine de la Hérelle. 13 septembre 1745. — Fol. 117. Ordonnance pour l'adjudication d'un terrain vague à Doullens. 15 décembre 1745. — Fol. 119. Ordonnance pour l'adjudication d'un terrain vague à Amiens. 15 décembre 1745. — Fol. 121. Domaine de Boulogne. 22 décembre 1745. — Fol. 123. Ordonnance pour l'adjudication d'un terrain vague à Amiens, rue Dame-Jeanne. 24 décembre 1745. — Fol. 125. Enregistrement des provisions de Louis Le Bel, bailli royal à Rue. 9 février 1746. — Fol. 130. Fiefs de Montivillers et Descalvaux. 20 avril 1746. — Fol. 133. Mouvance de la terre de Boisville. 4 mai 1746. — Fol. 137. Terre de Fransart. 11 mai 1746. — Fol. 141. Enregistrement des provisions de François Cannet, lieutenant en la maîtrise des eaux et forêts de Boulonnois. 6 juillet 1746. — Fol. 146. Enregistrement des provisions de Nicolas-Jean Douville, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. 19 août 1746. — Fol. 148. Enregistrement des provisions de Claude-Nicolas Le Tellier, président au grenier à sel de Péronne. 5 octobre 1746. — Fol. 160. « Ordonnance de ventilation de la terre et seigneurie de Hardecourt-au-Bois. » 25 février 1747. — Fol. 162. Enregistrement des provisions de Louis Lescarmoutier, contrôleur au grenier à sel d'Abbeville. 4 mars 1747. — Fol. 164. Enregistrement des provisions de François-Noël Salé, grenetier à Amiens. 8 mars 1747. — Fol. 168. Enregistrement des provisions de Georges-Marie-Madeleine Dumont de Courset, maître particulier des eaux et forêts de Boulogne. 26 avril 1747. — Fol. 170. Enregistrement des provisions de Jacques-Christophe Guilbert, procureur du Roi au grenier à sel d'Albert. 10 mai 1747. — Fol. 185. Fiefs de Beauvoir et Broutel. 15 juillet 1747. — Fol. 201. Enregistrement des provisions de Jacques-Pierre Antoine Drouillart, garde marteau en la maîtrise particulière de Calais. 31 juillet 1747. — Fol. 203. Enregistrement des provisions du sieur Ferrand, en la charge de capitaine gouverneur des ville et château de Roye. 4 août 1747. — Fol. 205. Enregistrement des provisions de Nicolas-Jacques

Rappellet, grenetier à Breteuil. 6 septembre 1747. — Fol. 207. Enregistrement des provisions de Gaston Leporcq de Lannoie, conseiller en la sénéchaussée de Boulonnois. 20 octobre 1747. — Fol. 210. Enregistrement des provisions de Charles-Joseph-Michel Lemarchant, contrôleur au grenier à sel d'Albert. 23 février 1748. — Fol. 212. Enregistrement des provisions de Claude-Charles de l'Étang, sieur de Richemont, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. 6 mars 1748. — Fol. 216. Sentence qui ordonne la démolition d'une maison en charpente faisant saillie et menaçant ruine, rue St-Leu à Amiens. 5 avril 1758. — Fol. 229. Enregistrement des provisions de Charles-Villebrode Blondin, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. 11 mai 1748. — Fol. 231. Enregistrement des provisions de Michel Monvoisin, grenetier à Abbeville. 29 mai 1748. — Fol. 233. Enregistrement des provisions de Paul-Henri Crignon, lieutenant particulier en la sénéchaussée de Ponthieu. 7 juin 1748. — Fol. 235. Enregistrement des provisions de Louis-François François, juge des droits de sortie et d'entrée de la ville de Péronne. 8 juin 1748. — Fol. 247. « Remonstrances... aux fins de faire deffences aux maire et échevins d'Amiens de se mêler du fait de la voyerie. » 12 juin 1748. — Fol. 238. Enregistrement des provisions de François-Augustin Frénoy, garde général de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens. 5 juillet 1748. — Fol. 239. Enregistrement des provisions de François Barthélemy, sieur d'Arges, contrôleur au grenier à sel de Montdidier. 10 juillet 1748. — Fol. 241. Enregistrement des provisions de Claude-Louis Vaillant, lieutenant général au gouvernement et prévôté de Péronne. 12 juillet 1748. — Fol. 243. « Sentence qui ordonne que le sieur de Clerambault et la dame son épouse seront maintenus dans leur seigneurie de Villeret. » 22 juillet 1748. — Fol. 245. « Ordonnance de subrogation au fief de la Carrière. » 30 juillet 1748. — Fol. 246. « Acte du procureur du Roy de son intervention dans l'instance entre le sieur Lamiré, seigneur de la Rets, et les maire et échevins de Marquenterre. » 7 août 1748. — Fol. 247. Enregistrement des provisions de François Le Tellier, contrôleur au grenier à sel de Péronne. 8 août 1748. — Fol. 249. « Sentence qui déclare différens immeubles être mouvans du fief Graval, » 10 août 1748. — Fol. 254. Enregistrement des provisions de Claude Fournier, maître particulier des eaux et forêts d'Amiens. 14 août 1748. — Fol. 256. Enregistrement des provisions de Henri-Joseph Blanquart, procureur du Roi en la justice royale de Calais. 21 août 1748. — Fol. 258. Enregistrement des provisions de Gaspard-Antoine de Hauttefeuille, procureur du Roi en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Calais. 6 septembre 1748. — Fol. 268. Enregistrement des provisions de Nicolas-Quentin-Gabriel Huet, élu à

St-Quentin. 15 janvier 1749. — Fol. 270. Enregistrement des provisions de Louis-Charles-Théodore de Roussen, seigneur de Gredeneville, garde-marteau en la maîtrise d'Abbeville. 14 mars 1749. — Fol. 272. Enregistrement des provisions de Jean-François-Antoine Dargnies, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville. 26 mars 1749. — Fol. 279. Enregistrement des lettres patentes qui érigent en marquisat les terres et seigneuries d'Huppy, etc., à la requête de Nicolas-Antoine de Grouches, chevalier, marquis de Gribeauval, Chepy, seigneur et patron d'Huppy, seigneur de St-Maxent, Chepy, Limeux, Caumont, Trenquit, Onicourt, Grébault-Mesnil, Ramburelles, Éronnelle, Tully, Grouches, Rezacoulon et autres lieux, maréchal des camps et armées du Roi, commandeur grande croix de Saint-Louis. 14 mai 1749. — Fol. 285. Enregistrement des provisions de Claude-François Gonnet, seigneur de Fiéville, procureur du Roi en l'élection de Péronne. 4 juillet 1749. — Fol. 287. « Sentence qui déclare différens immeubles être dans la mouvance des RR. P. Célestins d'Amiens. » 11 juillet 1749. — Fol. 291. « Sentence qui déclare différens immeubles être dans la mouvance du fief de Graval. » 12 juillet 1749. — Fol. 304. Enregistrement des provisions de Jean Locquet, notaire à Hornoy, en l'office d'avocat du Roi de la ville et communauté de Poix. 21 juillet 1749. — Fol. 306. « Sentence qui déclare les fiefs de la Grande et Petite Lanterne, mouvans de la terre et seigneurie de St-Martin-en-Louche. » 30 juillet 1749. — Fol. 309. Enregistrement des provisions de Pierre-François Dufresne, lieutenant général au bailliage d'Amiens. 16 août 1749. — Fol. 311. Enregistrement des provisions de Marie-Jean-Baptiste-Adrien-Nicolas Dubellay, sieur de Canneville, lieutenant au siège particulier de l'amirauté d'Abbeville. 16 août 1749. — Fol. 312. Enregistrement des provisions d'Antoine-Léger du Blaisel, garde-scel des sentences et jugemens de la juridiction des maire et échevins de Boulogne. 24 octobre 1749. — Fol. 314. Enregistrement des provisions de Charles-Claude-Antoine Dartois, président et lieutenant général civil au bailliage de Vermandois, au siège royal de St Quentin. 5 novembre 1749. — Fol. 316. Enregistrement des provisions de Charles de St Jullien, président au grenier à sel de Nampont-St-Martin. 19 décembre 1749. — Fol. 319. Enregistrement des provisions de Georges François Gallois, procureur

du Roi en l'élection de St-Quentin. 4 mars 1750. — Fol. 329. Enregistrement des provisions de Nicolas-Jacques Duwanel, procureur du Roi au grenier à sel d'Abbeville. 13 avril 1750. — Fol. 333. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste-Gabriel Le Senne, procureur du Roi en l'élection de Doullens. 29 mai 1750. — Fol. 335. Enregistrement des provisions du même, procureur du Roi au grenier à sel de Doullens. 29 mai 1750. — Fol. 337. Enregistrement des provisions de Claude-François Creton, président au grenier à sel d'Amiens. 31 juillet 1750. — Fol. 339. « Sentence aux fins de procéder à la ventilation de la terre d'Hardecourt. » 2 juin 1750. — Fol. 347. Enregistrement des provisions de Pierre Audibert, garde-marteau en la maîtrise de Calais. 27 janvier 1751. — Fol. 349. Enregistrement des provisions du sieur marquis de Putanges, lieutenant général des armées de France, en l'office de bailli des villes de Péronne, Montdidier et Roye. 4 février 1751. — Fol. 359. Enregistrement des provisions de Charles Lefebvre, prévôt de Vimeu. 3 juillet 1751. — Fol. 361. Enregistrement des provisions de Pierre Cordier, receveur particulier de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens. 10 juillet 1751. — Fol. 365. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste-Louis Desavenelle, lieutenant en l'élection de Péronne. 21 juillet 1751. — Fol. 367. Enregistrement des provisions de Daniel-François Formentin, avocat du Roi en la sénéchaussée de Ponthieu. 8 octobre 1751. — Fol. 369. Enregistrement des provisions de Jacques-Nicolas Bouteiller, avocat du Roi audit siège. 8 octobre 1751. — Fol. 372. Enregistrement des provisions de Pierre-Bernard Carpentier, procureur du Roi au siège de l'amirauté de Calais. 8 novembre 1751. — Fol. 374. Enregistrement des provisions de Claude-Jean-François Maillart, garde-marteau en la maîtrise d'Amiens. 14 décembre 1751. — Fol. 376. Enregistrement des provisions de Guillaume-Alexandre Pigault, président aux traites de Calais. 20 décembre 1751. — Fol. 383. Enregistrement des provisions de Charles-François Dauphin, seigneur d'Halinghen, président en la sénéchaussée de Boulonnois. 2 mars 1752. — Fol. 385. « Enregistrement des lettres d'érection du marquisat de St-Blimond. » 8 mars 1752. — Fol. 389. Enregistrement des provisions de Gabriel-Antoine Scellier, contrôleur au grenier à sel de Montdidier. 26 avril 1752. — Fol. 391. Enregistrement des provisions de Philippe-François Ménager ; contrôleur au grenier à sel d'Albert. 8 mai 1752. — Fol. 398. Enregistrement des provisions d'Antoine-Valentin Leclerc, greffier en l'élection de Montdidier. 3 juillet 1752. — Fol. 400. Enregistrement des provisions de Pierre-Étienne-François Gosset, grenetier à Doullens. 14 juillet

1752. — Fol. 402. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste Lamy, greffier en la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Amiens. 12 août 1752. — Fol. 409. Enregistrement des provisions de François-Romain Gosse, contrôleur au grenier à sel de Doullens. 1^{er} septembre 1752. — Fol. 411. Enregistrement des provisions de Charles-Joseph-Michel Le Marchand, président au grenier à sel de Corbie. 16 septembre 1752. — Fol. 413. Enregistrement des provisions de Louis-Marie duc Daumont, premier gentilhomme de la chambre, en la charge de gouverneur de Boulogne, Boulonnois et lieux en dépendant. 23 septembre 1752. — Fol. 418. « Sentence qui maintient les prieur et religieux de St-Jean d'Amiens dans la mouvance qu'ils prétendent sur deux maisons du faubourg de la Hautoye. » 4 novembre 1752. — Autres pièces sur la même affaire. — Fol. 427. Enregistrement des provisions de Gilles-Henri Lhommel, lieutenant particulier et criminel au bailliage et présidial d'Amiens. 19 février 1753. — Fol. 429. Enregistrement des provisions de Jean-François Turmine, élu à Amiens. 28 février 1753. — Fol. 435. Enregistrement des provisions de Paul-Jacques Lemercier, président au grenier à sel de St-Quentin. 21 mars 1753. — Fol. 437. Enregistrement des provisions de Pierre-Nicolas Beaurin, contrôleur au grenier à sel de Grandvilliers. 14 avril 1753. — Fol. 443. Enregistrement des provisions de Guillaume-Antoine-Hippolyte Pigault, président aux traites à Calais. 4 mai 1753. — Fol. 445. Enregistrement des provisions de Louis-Nicolas Froment, contrôleur général des finances de la généralité d'Amiens. 16 mai 1753. — Fol. 448. Enregistrement des provisions de Charles-Hugues-François-Marie Gillon de Noirval, lieutenant en l'amirauté de Boulogne. 20 juin 1753. — Fol. 450. Enregistrement des provisions de Marie-René Linacier, receveur particulier de la maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville. 25 juillet 1753. — Fol. 453. Enregistrement des provisions de Louis Laurent, contrôleur général des domaines et bois de la généralité d'Amiens. 4 août 1753. — Fol. 455. Enregistrement des provisions de Pierre Outrebout, élu à Doullens. 15 septembre 1753. — Fol. 459. Enregistrement des provisions de Pierre-Joseph de Buissy, seigneur de Fontaines, conseiller honoraire en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. 7 novembre 1753. — Fol. 461. Enregistrement des provisions de Michel Anquier, seigneur de Longueville, lieutenant des eaux et forêts en la maîtrise de Calais. 7 novembre 1753. — Fol. 465. « Lettres de confirmation de noblesse

pour M. Vaillant » (François, seigneur de la Patture, ancien capitaine au régiment de Thiérache). 16 novembre 1753. — Fol. 467. Enregistrement des provisions de frère Armand Foucault de St-Germain-Beaupré, chevalier de St-Jean de Jérusalem et brigadier des armées du Roi, en la commanderie de Beauvoir-lès-Abbeville. 14 décembre 1753. — Fol. 473. Enregistrement des provisions de Pierre-Louis-Antoine Bourdon, greffier en l'élection de Péronne. 4 février 1754. — Fol. 478. Enregistrement des provisions de Joseph-Joachim-Thomas Cohorne, marquis de la Patture, gouverneur des ville et principauté d'Orange et de Bourbon l'Archambault, en l'office de greffier en chef au bailliage et présidial d'Amiens. 23 février 1754. — Fol. 480. Enregistrement des lettres de réunion de trois chapelles au chapitre de Noyelle. 16 mars 1754. — Fol. 496. Enregistrement des provisions de François-Guillain Quillet, bailli royal de Crécy. 31 juillet 1754. — Fol. 500. Enregistrement des provisions de Louis-Arsène Lemarchant, élu à Amiens. 28 août 1754. — Fol. 506. Enregistrement des provisions de Claude-François-Félix Boulenger, lieutenant particulier au bailliage et présidial d'Amiens. 13 décembre 1754. — Fol. 508. Enregistrement des provisions d'Antoine de la Chenet, élu à Doullens. 5 février 1755. — Fol. 510. Enregistrement des provisions de Roch Lanvin, procureur du Roi au grenier à sel de Breteuil. 8 février 1755. — Fol. 512. Enregistrement des provisions de Robert-Antoine-Maurice seigneur de Villeroy, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. 21 février 1755. — Fol. 514. Terre, fief et seigneurie de Cohen. 24 février 1755. — Fol. 525. Enregistrement des provisions de Jacques-Jean Lefort de St-Léon, grenetier à Grandvilliers. 21 mai 1755. — Fol. 527. Enregistrement de Charles Miné, avocat du Roi en la monnaie d'Amiens. 11 juin 1755. — Fol. 529. Enregistrement des provisions de Charles Grébert, seigneur de Fontenelle, élu à Amiens. 4 juillet 1755. — Fol. 533. Enregistrement des provisions de Charles-François Cabour, élu à Péronne. 16 juillet 1755. — Fol. 435. Enregistrement des provisions de Charles-Paul-Théodore de Pontreué, procureur du Roi au grenier à sel d'Amiens. 16 août 1755. — Fol. 537. Enregistrement des provisions de Jean-Sulpice-Pierre Mallet, lieutenant particulier assesseur civil et criminel au siège royal de Calais. 22 août 1755. — Fol. 539. Enregistrement des provisions du sieur du Blaisel, capitaine au régiment de Picardie, en la charge de capitaine du château de Hardelot. 23 août 1755. — Fol. 541. Enregistrement des provisions de Claude-Alexis de Caix, élu à Doullens. 6 septembre 1755. — Fol. 543. Enregistrement des provisions du marquis de Perassy, lieutenant général ès armées de France, enseigne de la 1^{re} compagnie des mousquetaires de la

garde du Roi, en la charge de gouverneur de la ville d'Ardres. 13 septembre 1755, — etc.

C. 1985. (Registre.) — In-4°, 514 feuillets, papier.

1756-1763. — Registre aux sentences par rapports, etc. — Fol. 1 « Enregistrement. Confirmation de privilèges pour les 4 compagnies privilégiées d'Amiens. » 2 janvier 1756. — Fol. 3. « Ordonnance pour visite et procès-verbal pour une maison au bas et tenante à l'église de St-Firmin-le-Confesseur », à Amiens. 4 février 1756. — Fol. 8. Enregistrement des provisions de Joseph-Louis-Claude Beuvin, contrôleur général des finances de la généralité d'Amiens. 5 mars 1756. — Fol. 10. Enregistrement des provisions de Pierre-Jacques Doremieulx, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. 31 mars 1756. — Fol. 12. Enregistrement des provisions de Daniel-Pierre de Parvillers, procureur du Roi au grenier à sel de Parvillers. 28 avril 1756. — Fol. 14. Enregistrement des provisions de François-Charles-Louis Sirier, sieur de Bergue, lieutenant général de police à Montreuil. 28 avril 1756. — Fol. 20. Enregistrement des provisions de Jean Le Comte, greffier au grenier à sel d'Amiens. 29 mai 1756. — Fol. 22. Enregistrement des provisions du même, greffier en l'élection d'Amiens. 29 mai 1756. — Fol. 32. Enregistrement des provisions de François-Pierre-Alexandre Pigault, procureur du Roi en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Calais. 10 septembre 1756. — Fol. 36. Enregistrement des provisions de Joseph-Louis Aubry, conseiller clerc au bailliage et présidial d'Amiens. 8 novembre 1756. — Fol. 37. Enregistrement des provisions d'Honoré-Jacques de Ribeaucourt, en la même qualité. 9 novembre 1756. — Fol. 38. Enregistrement des provisions de Jacques Dupay, greffier au grenier à sel de Breteuil. 22 novembre 1755. — Fol. 40. Enregistrement des provisions de Jacques-Antoine Cavezo, garde-scel de la sénéchaussée de Boulogne. 15 décembre 1756. — Fol. 48. Enregistrement des provisions de Charles-Joseph-Michel Lemarchant de Foutaine, élu à Amiens. 5 mars 1757. — Fol. 52. Enregistrement des provisions de Jean-François Turpin, prévôt royal à St-Riquier. 18 mai 1757. — Fol. 60. Enregistrement des provisions de Jean-François Gaffé, élu à Abbeville. 6 juillet 1757. — Fol. 65. Enregistrement des provisions de Louis-Joseph de Bertin, président au bailliage, prévôté et siège de Montdidier. 21 novembre 1757. — Fol. 67.

Enregistrement des provisions de Pierre-François Herlon, procureur du Roi au grenier à sel de Grandvilliers. 25 novembre 1757. — Fol. 69. Enregistrement des provisions de Jean-Denis Durieux, élu à Péronne. 11 mars 1758. — Fol. 71. Enregistrement des provisions de Louis-Pierre de Bonnaire, grenetier à Amiens. 5 mai 1758. — Fol. 72. Enregistrement des provisions de Jean Dercheu, contrôleur au grenier à sel de Roye. 12 mai 1758. — Fol. 78. Enregistrement des provisions de François-Luglien Cauvel, procureur du Roi en l'élection de Montdidier. 23 juin 1758. — Fol. 92. « Sentence qui condamne le sieur de Sailly, de relever au profit du sieur de Serton, à cause de la terre d'Hardecourt, la terre, fief et seigneurie de Gomicourt. » 12 juillet 1758. Fol. 93. Enregistrement des provisions d'Alexis Cazin, lieutenant en l'amirauté de Boulogne. 30 août 1758. — Fol. 94. Enregistrement des provisions de Charles-Maximilien Lebrun, sieur Desplantis, grenetier à Corbie. 23 septembre 1758. — Fol. 96. Enregistrement des provisions de Norbert Loisel, procureur du Roi au grenier à sel de Nampont-St-Martin. 14 octobre 1758. — Fol. 99. Enregistrement des provisions de Louis-Henri-Auguste Le Normant de Champflé, receveur général des finances de Picardie. 14 octobre 1758. — Fol. 103. Enregistrement des provisions de Louis-Alexandre-Pierre Colliette, procureur du Roi au bureau de sortie et entrée de la ville de St-Quentin. 10 novembre 1758. — Fol. 105. « Enregistrement des lettres de noblesse de M. Charles-François Dauphin Dhalinghen. » 17 novembre 1758. — Fol. 113. « Enregistrement d'arrêt et lettres patentes sur icelui, qui maintient les sieurs de Buissy dans leur noblesse d'extraction. » 6 décembre 1758. — Fol. 115. Enregistrement des provisions de Louis-Charles Fouquier, président au grenier à sel de St-Quentin. 20 janvier 1759. — Fol. 116. Enregistrement des provisions de Marc-Antoine Godde, maître particulier des eaux et forêts d'Abbeville. 27 janvier 1759. — Fol. 123. Transport du lieutenant général dans la maison mortuaire de Guillaume Bellenden, colonel des gardes du roi de la Grande-Bretagne, décédé à St-Quentin, où il habitait depuis dix ans, et inventaire de tous les effets par lui délaissés. 21 février 1759. — Fol. 136. Enregistrement des provisions d'Antoine-Adolphe, marquis de Feuquières, chevalier de St-Louis, mestre de camp de cavalerie, en l'office de bailli d'épée de Péronne, Montdidier et Roye. 2 avril 1759. — Fol. 139. Enregistrement des provisions de Noël-Jean-François Marteau, avocat du Roi en la sénéchaussée de Boulogne. 6 avril 1759. — Fol. 146. « Inventaire et vente des meubles et effets délaissés par feu M. de Bellenden. » 8-10 mai 1759. — Fol. 164. Enregistrement des provisions de Jacques Leseneschal, receveur général des domaines et bois de la

généralité d'Amiens. 14 mai 1759. — Fol. 174. « Ordonnance aux fins d'être autorisé à faire raccommoder un pont. » 30 mai 1759. — Fol. 181. « Ordonnance qui donne mainlevée de saisies féodales » de quatre fiefs sis à Mory, nommés du Hamel, Moncreux, Maucrel et Neufmoulin. 23 juin 1759. — Fol. 206. Enregistrement des provisions de Louis Duval, contrôleur au grenier à sel d'Ault et Mers. 11 juillet 1759. — Fol. 222. Enregistrement des provisions de Jean-Louis Damerval, élu à Péronne. 24 août 1759. — Fol. 224 Pièces relatives à la succession de George Buxton, sujet anglais décédé à Boulogne. 1759. — Fol. 230. « Ordonnance ... aux fins de justifier de la propriété du fief d'Hautavesne. » 22 mars 1760. — Fol. 238. Enregistrement des provisions de Josse Lefebvre d'Warren, juge des droits d'entrée et de sortie de la ville d'Abbeville. 6 octobre 1759. — Fol. 242. Enregistrement des provisions de Louis-Victor Wiant, procureur du Roi en la sénéchaussée de Boulonnois. 9 novembre 1759. — Fol. 261. Enregistrement des provisions de Nicolas-Charles-Cyprien Ethéart, grenetier à Ault et Mers. 19 décembre 1759. — Fol. 265. Enregistrement des provisions de Pierre-Etienne Dequen, élu à Doullens. 21 janvier 1760. — Fol. 267. Enregistrement des provisions du même, président au grenier à sel dudit lieu. 21 janvier 1760. — Fol. 284. Enregistrement des provisions de Fursy Dupontlèvesque, greffier au grenier à sel de Péronne. 28 mars 1760. — Fol. 288. Enregistrement des provisions de Louis-François Palfort, sieur de Rousselambre, maître particulier des eaux et forêts de Calais. 2 avril 1760. — Fol. 307. « Réception du sieur Lemarchant, en qualité de receveur de la ville » d'Amiens. 9 mai 1760. — Fol. 319. Enregistrement des provisions de Philippe Auxcouteaux, élu à Doullens. 19 mai 1760. — Fol. 321. « Enregistrement d'arrêt du conseil d'Etat, pour le bac de l'Etoile. » 13 juin 1760. — Fol. 323. Enregistrement des provisions de Charles-Antoine-Philippe Lemir procureur du Roi en l'amirauté d'Abbeville. 13 juin 1760. — Fol. 327. Enregistrement des provisions de Louis-Marie Mulet, sieur de Charlieu, maître particulier des eaux et forêts de Calais 5 juillet 1760 — Fol. 331. Enregistrement des provisions de Claude-Louis-François Cannet, lieutenant particulier assesseur criminel en la sénéchaussée de Boulonnois. 23 juillet 1760. — Fol. 352. Enregistrement des provisions de Jean-Louis-Charles Baron, garde-marteau des eaux et forêts à Amiens. 24 septembre 1760. — Fol.

354. Enregistrement des provisions de François-de-Paul-Barthélemy-Jean de Haussy, avocat du Roi au bailliage de Péronne. 5 novembre 1760. — Fol. 363. Enregistrement des provisions de Pierre-Alexandre-François Marguerin, lieutenant criminel au bailliage de St-Quentin. 17 décembre 1760. — Fol. 374. Enregistrement des provisions de Jacques-Nicolas-Quentin Debry, élu à St-Quentin. 21 janvier 1761. — Fol. 378. Enregistrement des provisions de Jean-Louis-Alexandre Drouart, président au grenier à sel d'Albert. 28 janvier 1761. — Fol. 396. Enregistrement des provisions de Louis-Quentin Compère, contrôleur au grenier à sel de Péronne, 15 avril 1761. — Fol. 400. Enregistrement des provisions de Louis-Auguste Pillot, procureur du Roi audit siège. 15 avril 1761. — Fol. 407. Enregistrement des provisions de Charles-Philbert Desprès, contrôleur général des finances de la généralité d'Amiens. 21 août 1761. — Fol. 409. « Requette aux fins de faire combler des puisards dans la rue St-Dominique », à Amiens. 20 novembre 1761. — Fol. 414. Enregistrement des provisions de Pierre Bertin du Baillon, procureur du Roi au bailliage de Montdidier. 18 décembre 1761. — Fol. 416. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste Biard, élu à Amiens. 14 janvier 1762. — Fol. 420. Enregistrement des lettres de noblesse de François de Lafitte, seigneur d'Haudisque, chevalier de St-Louis, ci-devant ingénieur en chef et lieutenant-colonel réformé à la suite du régiment de Normandie. 19 février 1762. — Fol. 430. Enregistrement des provisions du duc d'Aumont, pair de France, gouverneur des ville et citadelle de Montreuil. 4 juin 1762. — Fol. 432. Enregistrement des provisions de Claude-Jean-Louis Dartois, avocat du Roi au bailliage de St-Quentin. 21 mai 1762. — Fol. 435. Ordonnance concernant la voirie. 31 juillet 1762. — Fol. 449. Enregistrement des provisions de Domitien-Nicolas Bercalle, receveur particulier des eaux et forêts de la maîtrise d'Abbeville 13 août 1762. — Fol. 451. Enregistrement des provisions de Louis-Auguste comte d'Estourmel, marquis du Frétoy, gouverneur des ville et château du Crotoy. 21 août 1762. — Fol. 455. Enregistrement des provisions de Charles-Claude-Bernard de Marville, receveur général des finances de la généralité d'Amiens. 20 septembre 1762. — Fol. 458. Enregistrement des lettres de naturalité de Robert Maccarty de Clancarty, demeurant à Boulogne-sur-Mer. 23 septembre 1762. — Fol. 465. Enregistrement des provisions de Charles-Antoine Dauphin d'Alinghen, lieutenant général civil en la sénéchaussée de Boulogne. 13 décembre 1762. — Fol. 470. Enregistrement des provisions de Florent de Sachy de Marcelet, procureur du Roi au bailliage et présidial d'Amiens.

3 janvier 1763. — Fol. 476. Enregistrement des provisions de Jean-Edouard Cousin, procureur du Roi au grenier à sel de Montdidier. 12 janvier 1763. — Fol. 488. Enregistrement des provisions de Jean-Louis-Charles de Saint-Fuscien de Vignereville, président en l'élection de Montdidier. 11 mars 1763. — Fol. 502. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste Faux, sieur du Faux, lieutenant en la maîtrise particulière de Calais. 15 avril 1763. — Fol. 504. Enregistrement des provisions de Jean-Baptiste-Louis Gontier, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. 27 avril 1763. — Fol. 506. Enregistrement des provisions de Jean-Marie-Louis Ballue, grenetier à Péronne. 11 mai 1763. — Fol. 508. « Enregistrement du contract pour l'aliénation de l'étang de Camier. » 1^{er} juin 1763. — Fol. 510. Enregistrement des provisions de Nicolas Blanquart, procureur du Roi en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Calais. 17 juin 1763. — Fol. 514. Enregistrement des provisions d'Eloi Fouquier, procureur du Roi au bailliage et prévôté de St-Quentin. 3 août 1763. — etc.

C. 1986. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1636-1763. — Tables des précédents registres.

C. 1987. (Registre.) — In-fol. 280 feuillets, papier.

1698-1703¹. — Registre aux chartes. — Fol. 6. « Bail du domaine de Boulogne. » 11 mai 1698. — Fol. 8. Provisions de Nicolas Dusommerard, substitut en la maréchaussée de Boulogne. Paris, 6 décembre 1696. — Fol. 9. Provisions de François Lecaron, lieutenant en la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens. Paris, 8 août 1698. — Fol. 10 v°. Provisions d'Augustin Lefort, seigneur d'Aval, président au grenier à sel de Grandvilliers. Paris, 25 juillet 1698. — Fol. 12. Provisions de Jean-Baptiste Godart, grenetier à Abbeville. Paris, 6 septembre 1698. — Fol. 13 v°. Provisions d'André Lefort, grenetier à Amiens. Paris, 6 septembre 1698. — Fol. 16. Provisions de Joseph Le Bert, grenetier à Grandvilliers. Paris, 3 avril 1698. — Fol. 17. « Bail du domaine de Desuresnes (Desvres). » 12 avril 1698. — Fol. 18. « Lettres de noblesse pour Jean de Sachy. » Versailles, juillet 1698. — Fol. 20. « Lettres de don des droits seigneuriaux de la terre de Gézaincourt à Madame de Caderousse. » Versailles, 26 septembre 1698. — Fol. 23 v°. Provisions de François Mouret, seigneur de Caulière, juge des entrepôts des sels à

¹ Dates d'enregistrement.

Amiens. Paris, 24 août 1698. — Fol. 24 v°. Provisions de Louis Lescarmoutier, contrôleur au grenier à sel d'Abbeville. Paris, 20 octobre 1698. — Fol. 26. Provisions de Jean-Baptiste de Villers, garde-marteau en la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Amiens. Paris, 20 octobre 1698. — Fol. 27 v°. Provisions de Louis Brisse, procureur du Roi au grenier à sel de Doullens. Paris, 15 novembre 1698. — Fol. 30. « Don des droits féodaux de la baronnie de Thiembrune et Preure au marquis de Bullion. » Versailles, 31 mars 1696. — Fol. 31 v°. Provisions de Jacques-Henri Cornet, seigneur de Sillery, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 4 juin 1698. — Fol. 32 v°. Provisions de Jacques Lescot, grenetier à St-Quentin. Versailles, 20 décembre 1696. — Fol. 34. Provisions de Quentin Gobinet, élu à St-Quentin. Versailles, 20 décembre 1696. — Fol. 34 v°. Provisions de Jacques Mallet, greffier au grenier à sel de St-Quentin. 8 mars 1696. — Fol. 35. Provisions d'Henri Gasteau, greffier au grenier à sel de Doullens. Paris, 15 novembre 1698. — Fol. 38 v°. Provisions de Pierre Mache, commissaire particulier aux revues à Ardes. Paris, 15 juillet 1697. — Fol. 43. « Edit de création d'un trésorier de France, au lieu du procureur du Roy près les intendans. » Versailles, décembre 1698. — Fol. 46. « Lettres patentes pour les greffiers des bureaux. » Versailles, 30 octobre 1695. — Fol. 50 v°. Provisions de Claude Mouret, changeur à Montdidier. Versailles, 14 mars 1698. — Fol. 51 v°. Provisions de Charles Gigault, seigneur de Thibeauville, président au grenier à sel de Doullens. Paris, 20 octobre 1698. — Fol. 53. Provisions de Louis Jouan de Crossy, procureur du Roi au grenier à sel de St-Quentin. Paris, 24 août 1698. — Fol. 55 v°. Provisions de Pierre Pinson, commissaire aux revues à Oisemont. Versailles, 20 août 1694. — Fol. 56 v°. Provisions de Pierre Vauquelin, greffier au grenier à sel de Rue. Versailles, 5 février 1699. — Fol. 60. Provisions de Philippe Routier, maire à Oisemont. Paris, 23 avril 1699. — Fol. 60 v°. Provisions de Louis Maupin, président au grenier à sel de Forestmontiers. Paris, 23 avril 1699. — Fol. 62. Provisions de René Despréaux, grenetier à Rue. Paris, 23 avril 1699. — Fol. 62 v°. Provisions de François Gillot, contrôleur au grenier à sel de Rue. Paris, 23 avril 1699. — Fol. 63. Provisions de François Loysel, procureur du Roi audit siège. Versailles, 19 février 1699. — Fol. 63 v°. Provisions de Charles Brunel, Président audit siège. Versailles, 19 février 1699. — Fol. 64. « Lettres (patentes) pour les religieux Chartreux d'Abbeville. » Versailles, juillet 1697. — Fol. 66. Provisions de Jean Roussel, contrôleur au grenier à sel de Forestmontiers. Versailles, 2 mai 1699. — Fol. 67 v°. « Lettres (patentes) pour les religieux Minimes d'Abbeville. » Versailles, 11 mars 1697. — Fol. 73 v°. Provisions de Jean Lever, chevalier,

marquis de Caux, gouverneur de la ville de St-Riquier. Versailles, 28 mai 1699. — Fol. 73 v°. Provisions de Nicolas Hecquet, grenetier à Forestmontiers. Versailles, 26 février 1699. — Fol. 75. Provisions de Charles Forcas du Maisniel, lieutenant en l'élection d'Abbeville. Versailles, 17 juin 1699. — Fol. 76 v°. Provisions de Louis Petit, avocat du Roi au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 3 juin 1699. — Fol. 77. Provisions de Jean Scellyer, grenetier à Montdidier. Paris, 15 juillet 1699. — Fol. 78. Provisions de Nicolas-Charles Cocquerel, garde-scel du bailliage de Montdidier. Paris, 25 juin 1699. — Fol. 80. Provisions de Jean Bernard, grenetier à Rue. Paris, 15 juillet 1699. — Fol. 81. Provisions de Pierre Michault, élu garde-scel à Montdidier. Paris, 1699. — Fol. 82 v°. Provisions de Bernard Cannet, substitut des avocats et procureurs du Roi au bailliage et sénéchaussée de Boulogne. Versailles, 2 mai 1699. — Fol. 83 v°. Provisions de Jacques Maubreuil, substitut des avocats et procureurs du Roi au bailliage et prévôté de St-Quentin. Versailles, 18 mai 1699. — Fol. 85. Provisions de Robert Dongny, président en l'élection de St-Quentin. Versailles, 8 juillet 1698. — Fol. 86. Provisions du même, commissaire audit siège. Paris, 15 juillet 1699. — Fol. 88. Provisions d'Augustin Lefort, seigneur Duval, contrôleur au grenier à sel d'Amiens. Versailles, 18 novembre 1699. — Fol. 91 v°. Provisions de Pierre de Rouvroy, substitut au bailliage de Montdidier. Paris, 20 octobre 1698. — Fol. 92 v°. « Lettres de noblesse pour Louis Leboucher, écuyer, seigneur d'Ailly. » Versailles, février 1699. — Fol. 95 v°. Provisions d'Antoine Dauchel, grenetier à St-Quentin. Fontainebleau, 28 septembre 1699. — Fol. 98. Provisions de François Dusommerard, garde-scel à Boulogne. Versailles, 9 janvier 1700. — Fol. 100 v°. Provisions de Marie de la Mesche, grenetier à St-Quentin. Versailles, 9 janvier 1700. — Fol. 102. Provisions d'Adrien Wignier, seigneur de Haussoy, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 30 décembre 1699. — Fol. 105. Provisions de Louis du Camps, seigneur de Hardingen, maître particulier des eaux et forêts de Boulonnois. Versailles, 24 novembre 1699. — Fol. 106. « Don à M. de Courtebourne des droits de la terre de Bouquehaut. » Versailles, 25 mai 1697. — Fol. 108. Provisions de Charles-Antoine de St-Fuscien, maire à Montdidier. Versailles, 6 avril 1699. — Fol. 112. « Lettres de noblesse pour Joseph-Gilles

Leboucher.» Versailles, mai 1699. — Fol. 113 v°. Provisions d'Antoine Ampleman, seigneur de la Cressonnière, maître particulier des eaux et forêts à Calais. Versailles, 24 novembre 1699. — Fol. 114 v°. «Lettres (patentes) pour les filles orphelines de St-Joseph d'Abbeville.» Versailles, 8 février 1700. — Fol. 116. Provisions de François-Antoine Mansse, garde-scel en la mairie de Boulogne Versailles, 13 mars 1700. — Fol. 117. «Don de droits seigneuriaux au sieur de Prémont.» Versailles, 30 novembre 1699. — Fol. 118 v°. Provisions de Charles Warnier, greffier en l'élection de Péronne. Paris, juillet 1698. — Fol. 120. Provisions de Jean-Maurice, seigneur de Benat, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 13 décembre 1699. — Fol. 123 v°. Lettres patentes pour les Feuillants d'Amiens. Versailles, 22 février 1700. — Fol. 125 v°. «Lettres de don pour M. le marquis d'Hautefort» des droits seigneuriaux de la terre du Plessis-Gobert en Picardie. Versailles, 31 mars 1700. — Fol. 130. Provisions de Louis Lefebvre, substitut en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 17 juin 1699. — Fol. 132. Provisions de Jean-François Cauvel, substitut en l'élection de Montdidier. Fontainebleau, 19 octobre 1699. — Fol. 132 v°. Provisions de Pierre Prévost, avocat et procureur du Roi au bailliage de Roye. Versailles, 24 novembre 1699. — Fol. 134. Provisions de Michel Simon, élu à Amiens. Versailles, 18 juillet 1700. — Fol. 135 v°. Provisions de Charles Lesart, seigneur de Prémont, le Chastelet et autres lieux, chambellan du duc d'Orléans et lieutenant du Roi en la province de Flandres, en la charge de gouverneur du Castelet. Versailles, 27 juillet 1697. — Fol. 137. «Extrait des registres du conseil d'Etat, arrest pour Robert Watier, contrôleur des deniers patrimoniaux à St-Quentin.» Versailles, 15 juin 1700. — Fol. 138 v°. Provisions de Nicolas Lescuyer, élu à Amiens. Versailles, 25 juillet 1700. — Fol. 140. Provisions de Jean-Hubert Lever, marquis de Caux, gouverneur de St-Riquier. Versailles, 22 juillet 1700. — Fol. 142. Provisions de Samuel Cromelin, substitut aux traites à St-Quentin. Versailles, 20 mars 1700. — Fol. 144 v°. Provisions de Thomas Marlet, substitut en l'amirauté de Boulogne. Versailles, 23 avril 1699. — Fol. 146. Provisions d'Antoine Dauchel, conseiller au grenier à sel de St-Quentin. Versailles, 5 septembre 1700. — Fol. 147 v°. Provisions de Nicolas Houzé receveur des tailles en l'élection d'Amiens. Versailles, 8 août 1700. — Fol. 149. Provisions de Charles-Antoine de Beauvarlet de Bomicourt, maître particulier des eaux et forêts de Ponthieu. Paris, 22 février 1697. — Fol. 151. Provisions de Jean-Paul Gineste, seigneur de Mimbart, trésorier de France à Amiens. Versailles, 12 avril 1700. — Fol. 152. Provisions de Nicolas

Bernard, trésorier de France à Amiens. Fontainebleau, 3 octobre 1700. — Fol. 158 v°. Provisions de Charles-Nicolas Prévost, greffier en l'élection de Doullens. Paris, 15 octobre 1697. — Fol. 160. Provisions de Charles Gaillard, garde-scel en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 3 juillet 1698. — Fol. 161 v°. «Lettres patentes pour les habitants de St-Wallery.» Versailles, 1^{er} mai 1694. — Fol. 164. Provisions de Gaspard Paul, procureur du Roi au bureau des finances d'Amiens. Versailles, 23 janvier 1701. — Fol. 170. Provisions de Pierre-Honoré Poirer, élu à Amiens. Versailles, 2 mars 1701. — Fol. 172. Provisions de Pierre-Hyacinthe Bauduin, avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. Versailles, 30 janvier 1701. — Fol. 174. Provisions de Robert Jourdain, marchand et capitaine de la milice bourgeoise d'Amiens, en l'office de receveur des amendes et aumônes au bureau des finances d'Amiens. Versailles, 28 mars 1701. — Fol. 175 v°. «Lettre de vétéran pour M. Pingré, trésorier de France.» Versailles, 14 avril 1698. — Fol. 178 v°. Provisions de François Prévost, président en la prévôté de Doullens. Versailles, 5 février 1701. — Fol. 180 v°. Provisions de Vincent Bucquet, greffier de l'entrepôt des sels d'Amiens. Versailles, 17 avril 1701. — Fol. 182. Provisions de Nicolas Grebeuse, grenetier à St-Valery. Versailles, 23 janvier 1701. — Fol. 183 v°. Provisions de Pierre Hertou, président au grenier à sel de Grandvilliers. Versailles, 4 septembre 1701. — Fol. 184 v°. Provisions du même, substitut en la prévôté dudit lieu. Versailles, 11 septembre 1701. — Fol. 186 v°. Provisions de Claude Reneufve, président au grenier à sel de St-Quentin. Fontainebleau, 16 octobre 1701. — Fol. 189. Provisions de Claude de Romanet, trésorier de France à Amiens. Versailles, 28 mars 1701. — Fol. 191. Provisions de François Hermon substitut de l'avocat général au conseil d'Artois. Versailles, 3 juillet 1701. — Fol. 192. Provisions de Charles Grenier, greffier des insinuations ecclésiastiques du diocèse de Boulogne. Versailles, 26 septembre 1700. — Fol. 193 v°. Provisions du même, économe séquestre du diocèse de Boulogne. Versailles, 21 septembre 1700. — Fol. 197 v°. Provisions de François Sézille, garde-scel des traites foraines de St-Quentin. Versailles, 11 septembre 1701. — Fol. 199 v°. Provisions de Charles Lefort, greffier au grenier à sel de Grandvilliers. Versailles, 11 décembre 1700. — Fol. 208. Provisions de Victor Lefort, contrôleur au grenier à sel de Grandvilliers. Versailles, 30 décembre

1699. — Fol. 210. «Lettres patentes pour l'hospital de St-Riquier.» Fontainebleau, 17 octobre 1701. — Fol. 212. Provisions de Gaspard Delommel, lieutenant général de police à Montreuil. Versailles, 12 avril 1700. — Fol. 213. Provisions d'Antoine Sannier, commissaire de police à St-Quentin. Versailles, 7 février 1700. — Fol. 214 v°. Provisions de Nicolas Duval, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 5 février 1701. — Fol. 217. Provisions de Claude Gorron, receveur des eaux et forêts à Abbeville. Versailles, 27 juin 1702. — Fol. 219. «Don au sieur de Poilly d'une place où estoit le moulin à poudre à Amiens.» Versailles, février 1702. — Fol. 223. Provisions de Quentin Fouquier, greffier des traites à St-Quentin. Versailles, 18 septembre 1701. — Fol. 224. Provisions d'Antoine Morel, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville. Fontainebleau, 15 octobre 1702. — Fol. 226. Provisions de Nicolas de Lamorlière, assesseur en l'hôtel-de-ville de St-Quentin. Versailles, 29 octobre 1702. — Fol. 228 v°. Provisions de Louis-Alexandre Dumesnil, élu à St-Quentin. Versailles, 10 septembre 1702. — Fol. 230 v°. Provisions de Louis-Joseph Watier, contrôleur au grenier à sel de St-Quentin. Versailles, 5 juin 1702. — Fol. 232 v°. Provisions de Jean Bezançon, receveur particulier du prêt et droit annuel de la généralité d'Amiens. Versailles, 6 décembre 1702. — Fol. 234. Provisions de Nicolas Griffon, seigneur de Monchel, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 11 décembre 1700. — Fol. 235 v°. Provisions de Louis Roussel, conseiller en la sénéchaussée d'Amiens. Versailles, 6 août 1702. — Fol. 237 v°. Provisions de Louis Pingré, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 14 mai 1702. — Fol. 239 v°. Provisions de Jacques Lesperon, président en l'élection d'Abbeville. Versailles, 6 décembre 1702. — Fol. 243 v°. Provisions de Jean-Baptiste-Joseph Lecamus, bailli des quatre bailliages du Boulonnois. Versailles, 25 juillet 1700. — Fol. 245 v°. Provisions de Jacques-François Delegorgue, sieur de Rony, président en la sénéchaussée de Boulonnois. Versailles, 16 décembre 1702. — Fol. 247. Provisions de Jean Dubois, assesseur en l'hôtel-de-ville de St-Quentin. Fontainebleau, 10 octobre 1702. — Fol. 248 v°. «Arrest (du Conseil) pour Madame de Senneterre, pour le domaine de Péronne.» Versailles, 14 juin 1701. — Fol. 251. Provisions d'Antoine Roussel, changeur à Amiens. Versailles, 24 mars 1703. — Fol. 253. Provisions d'Antoine Dufossé, garde-scel des eaux et forêts à Calais. Versailles, 1^{er} mai 1701. — Fol. 257 v°. Provisions de Martin d'Hérissart, président au grenier à sel de Grandvilliers. Versailles, 11 février 1703. — Fol. 259. Provisions d'Antoine

Jolly, assesseur en l'hôtel-de-ville de St-Quentin. Fontainebleau, 15 octobre 1702. — Fol. 260. Provisions de Pierre Ballenot, receveur des eaux et forêts à Boulogne. Versailles, 24 mars 1703. — Fol. 264 v°. Arrêt du Conseil pour le greffe des insinuations du diocèse de Boulogne. Versailles, 8 mars 1701. — Fol. 267. Provisions de Pierre Devillers, receveur des eaux et forêts à Amiens. Versailles, 24 juin 1703. — Fol. 269. Provisions de François Frion, substitut au bailliage de Péronne. Versailles, 5 juin 1702. — Fol. 270 v°. Provisions du même, substitut en l'élection et grenier à sel de Péronne. Versailles, 5 (juin ?) 1702. — Fol. 271 v°. Provisions de Nicolas de Cambronne, assesseur en l'hôtel-de-ville de St-Quentin. Versailles, 22 juillet 1703. — Fol. 274. Provisions de Robert de Langaigne, garde-marteau à Abbeville. Versailles, 22 avril 1703. — Fol. 275 v°. Provisions d'Adrien Gallet, lieutenant en la maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville. Versailles, 10 mai 1703. — Fol. 276 v°. Provisions de Jacques Leblanc, élu à Doullens. Versailles, 19 août 1703. — Fol. 278. «Lettres (patentes) pour les habitans d'Albert.» Fontainebleau, 20 octobre 1701. — Fol. 279 v°. Provisions de Pierre Bourgeois, greffier de la police de Doullens. Versailles, 30 juillet 1702, — etc.

C. 1988. (Registre.) — In-fol. 323 feuillets, papier.

1703-1712¹. — Registre aux chartes. — Fol. 2. Provisions de Jean Lenglet, grenetier à Doullens. Versailles, 9 novembre 1703. — Fol. 3 v°. Arrêt du Conseil relatif au grand et petit vinage. Versailles, 30 octobre 1703. — Fol. 8. Provisions de Jacques Lalane, grenetier à Péronne. Fontainebleau, 28 septembre 1699. — Fol. 11. Provisions de Louis Pingré, conseiller honoraire au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 12 août 1703. — Fol. 12 v°. Provisions de François Fourment, assesseur en l'hôtel-de-ville de Montdidier. Versailles, 17 septembre 1702. — Fol. 13 v°. Provisions de Jean-Baptiste Lumet, substitut au bailliage de Montreuil. Versailles, 3 février 1701. — Fol. 15 v°. Provisions d'Adrien Charpentier, maire de St-Quentin Versailles, 11 novembre 1703. — Fol. 16. Provisions de Nicolas de Herte, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 13 août 1701. — Fol. 19^e v°. Bail des domaines de la généralité d'Amiens. Paris, 31 décembre 1703. — Fol. 26. Provisions de Jacques Lambert, contrôleur

¹ Dates d'enregistrement.

au grenier à sel de Doullens. Versailles, 16 février 1704. — Fol. 31. Provisions de Jean-Paul Martinot, élu à Montdidier. Versailles, 8 mars 1704. — Fol. 33. Provisions de François Marest, grenetier à Grandvilliers. Versailles, 29 mars 1704. — Fol. 34 v°. Provisions de Nicolas Lefebvre, seigneur des Amourettes, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 12 décembre 1703. — Fol. 40. Provisions de Florent Bellot, premier échevin à Roye. Versailles, 1^{er} juin 1704. — Fol. 41 v°. Provisions de Claude Baillet, élu à Amiens. Versailles, 29 juin 1704. — Fol. 45 v°. Provisions de Pierre Michault, assesseur en l'hôtel-de-ville de Montdidier. Versailles, 8 mars 1704. — Fol. 47 v°. Provisions de Jacques Jullien, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. Versailles, 20 juillet 1704. — Fol. 48 v°. Provisions d'Antoine Lecaron, greffier au grenier à sel de Montdidier. Versailles, 13 juillet 1704. — Fol. 51. Provisions de Jean-Louis Muller, premier échevin à St-Quentin. Versailles, 13 juillet 1704. — Fol. 54. Provisions de Charles-Louis Manessier, lieutenant général d'épée en la sénéchaussée de Ponthieu. Versailles, 13 avril 1704. — Fol. 55. Provisions d'Antoine Magnien, procureur du Roi en la sénéchaussée de Boulonnois et bailliages en dépendant. Versailles, 22 décembre 1703. — Fol. 56. Provisions de Claude Houbronne d'Avrighen, avocat du Roi audit siège. Versailles, 4 mai 1704. — Fol. 57. Provisions d'Antoine Dreue, assesseur en l'hôtel-de-ville de Roye. Versailles, 20 avril 1704. — Fol. 59. Provisions de Guillaume-François Lecoingne, subdélégué à St-Omer. Versailles, 13 août 1704. — Fol. 60. Provisions de Jean-Charles Lecomte, chevalier, seigneur de Cavrines, grand maître des eaux et forêts de Picardie, Artois et Flandres. Versailles, 20 mai 1702. — Fol. 62. Provisions de Jacques Abot de la Cocherie de Bazingan, subdélégué à Boulogne. — Fol. 63 v°. Provisions de François Patras de Campaigno, sénéchal de Boulonnois. Versailles, 15 juin 1704. — Fol. 66. Provisions de François de Ponthieu, subdélégué à St-Valery. Versailles, 24 août 1704. — Fol. 67. Subrogation du bail des domaines de la généralité d'Amiens. Paris, 25 avril 1704. — Fol. 69. Provisions de Louis de Lengaigne, lieutenant criminel au siège royal de Montreuil. Paris, 8 janvier 1694. — Fol. 72. Provisions de Daniel Masse, élu à Péronne. Versailles, 3 août 1704. — Fol. 74 v°. Provisions de Louis Henri de Maubreuil, élu à St-Quentin. Versailles, 17 août 1704. — Fol. 76. Provisions de Claude Duflos, subdélégué à Hesdin. Fontainebleau, 28 septembre 1704. — Fol. 78. Provisions de François-de-Paul-Florimond Eudel, président en l'élection de Péronne. Fontainebleau, 19 octobre 1704. — Fol. 79. Provisions de Samuel Cromelin, 3^e échevin à St-Quentin. Versailles, 9 novembre 1704. —

Fol. 80 v°. Provisions de Jacques-Philippe de la Folie, subdélégué à Doullens. Versailles, 9 novembre 1704. — Fol. 84. Provisions de Louis Paris, contrôleur général des domaines et bois de la généralité d'Amiens. Fontainebleau, 19 octobre 1704. — Fol. 86. Provisions de Louis Bail, seigneur de Lignères, secrétaire en la chancellerie près le conseil provincial d'Artois. Versailles, 18 novembre 1703. — Fol. 87 v°. Provisions de François-Bernard Brunel de Bertrancourt, avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. — Versailles, 23 novembre 1704. — Fol. 89 v°. Provisions d'Adrien Tabary, subdélégué à Bapaume. Fontainebleau, 17 septembre 1704. — Fol. 93. Provisions de Charles-Antoine de Beauvarlet, subdélégué à Abbeville. Versailles, 8 février 1705. — Fol. 97. Provisions de Louis Battel, commissaire de police à Doullens. Versailles, 18 novembre 1703. — Fol. 101 v°. Provisions de François Lesquevin de Launay, 5^e échevin à St-Quentin. Versailles, 20 janvier 1705. — Fol. 104 v°. Provisions de Jean-Tristan Trespaigne, premier échevin à Montdidier. Versailles, 14 mars 1705. — Fol. 111. Provisions de Firmin Leseigne, procureur du Roi au grenier à sel d'Amiens. Versailles, 3 mai 1705. — Fol. 113. Lettres de noblesse de Jean Loysel Le Gaucher du Broutel. Marly, avril 1705. — Fol. 116. Provisions de Joseph Clech, contrôleur au grenier à sel d'Amiens. Versailles, 1^{er} juin 1705. — Fol. 117 v°. Provisions de Charles Balesdens, lieutenant criminel en l'élection de Doullens. Versailles, 28 mars 1705. — Fol. 119. Provisions de Maximilien Bocquet, subdélégué à St-Pol. Versailles, 26 juillet 1705. — Fol. 120 v°. Provisions de Jean Pierret, contrôleur au grenier à sel de Grandvilliers. Versailles, 29 mars 1704. — Fol. 122. Provisions de Louis Garson, subdélégué à Aire. 23 août 1705. — Fol. 124. Provisions de Blaise de St-Just, subdélégué à Ardres. Versailles, 20 août 1705. — Fol. 126. Provisions d'Adrien Latiffy, élu à Amiens. Versailles, 1^{er} juin 1705. — Fol. 128. Provisions de Jacques-François Dehen, prêtre, bachelier en théologie, conseiller-clerc au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 10 mai 1705. — Fol. 129. Provisions de Louis Mutinot, garde-scel en la maîtrise des eaux et forêts de Boulogne. — Fol. 130 v°. Provisions de Claude Boulenger, conseiller rapporteur du point d'honneur au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 29 août 1705. — Fol. 132. Provisions de Guy Vassal, contrôleur au grenier à sel d'Abbeville. Versailles, 3 septembre 1705. — Fol. 134 v°. Provisions

de Jean-Baptiste Levasseur, receveur particulier des eaux et forêts en la maîtrise d'Amiens. Paris, 29 août 1705. — Fol. 136. Provisions de Claude Duflos, subdélégué à Arras. Versailles, 5 septembre 1705. — Fol. 141 v°. Provisions de Gabriel Tubeuf, substitut en la monnaie d'Amiens. Fontainebleau, 17 septembre 1704. — Fol. 144. Provisions de Charles de la Fresnaye, subdélégué à Montreuil. Versailles, 17 mai 1705. — Fol. 147 v°. Provisions de Charles Boudon, lieutenant de maire à Montreuil. Versailles, 10 janvier 1706. — Fol. 152 v°. Provisions d'André Vainet, conseiller rapporteur du point d'honneur au bailliage de Montreuil. Versailles, 19 juillet 1705. — Fol. 154 v°. Provisions de François-de-Paul-Florimond Eudel, subdélégué à Péronne. Versailles, 20 mars 1706. — Fol. 157. Provisions de Jean Lempereur de Boisjavotte, subdélégué à Montdidier. Versailles, 25 avril 1706. — Fol. 158 v°. Provisions de Nicolas Fontaine de Noyelle, procureur du Roi au siège royal de Calais. Versailles, 15 décembre 1705. — Fol. 160 v°. Provisions de Toussaint Boulet, président en l'élection de Montdidier. Versailles, 6 mars 1706. — Fol. 163. Provisions de Jean Rondeau, assesseur en l'hôtel-de-ville de St-Quentin. Versailles, 24 avril 1701. — Fol. 166 v°. Provisions de François de Barles, élu à Péronne. Versailles, 3 juin 1706. — Fol. 168. Provisions de Charles Abot de Bourneuf, subdélégué à Calais. Versailles, 19 juillet 1785. — Fol. 174 v°. Provisions d'Antoine Julliot, directeur de la monnaie d'Amiens. Versailles, 11 juillet 1706. — Fol. 177. Provisions d'Antoine de Bonnaire, inspecteur conservateur des eaux et forêts en la maîtrise particulière d'Amiens. Versailles, 22 août 1706. — Fol. 182. Provisions de Louis Lefebvre, élu à Montdidier. Versailles, 1^{er} août 1706. — Fol. 184 v°. Provisions de Joseph de Brully, conseiller honoraire en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 26 septembre 1706. — Fol. 187. Provisions de Bernard Simon, grenetier à Amiens. Versailles, 16 août 1706. — Fol. 190. Provisions de Jean Lepotier, écuyer, seigneur de la Hestroy, lieutenant général d'épée au bailliage de Montreuil. Versailles, 6 juillet 1704. — Fol. 191. Provisions de François Gallart, subdélégué à Lens. Versailles, 1^{er} août 1706. — Fol. 196. Provisions d'Étienne Lefebvre, élu à Amiens. Versailles, 30 janvier 1707. — Fol. 202. Provisions de Jacques-François d'Amiens de la Freté, subdélégué à Béthune. Versailles, 9 avril 1707. — Fol. 204 v°. Provisions de François Enlart, lieutenant de maire à Montreuil. Versailles, 30 avril 1707. — Fol. 206. Provisions de Martin Cardon, maire de Poix. Versailles, 8 mai 1707. — Fol. 208 v°. Provisions de Laurent-Philippe Dubois, maire de Grandvilliers. Versailles, 8 mai 1707. — Fol. 210. Provisions de Fursy-Jean de Haussy, avocat du Roi au gouvernement et prévôté de Péronne.

Paris, 1^{er} avril 1684. — Fol. 211 v°. Provisions de Nicolas Gorguette, chevalier d'honneur au présidial d'Amiens. Versailles, 19 avril 1707. — Fol. 213. Provisions de Jean Leseigneur, contrôleur au grenier à sel de St-Quentin. Versailles, 17 juillet 1707. — Fol. 221. Lettres patentes pour le travers de Querrieu. Marly, 12 juillet 1707. — Fol. 229. Lettres d'anoblissement de Pierre Sentier, seigneur du Plessis, ancien lieutenant de la maréchaussée de Picardie. Versailles, juin 1700. — Fol. 231. Provisions de Noël Lhoste, élu à Amiens. Paris, 31 octobre 1707. — Fol. 236 v°. Provisions de Fursy Dournel, élu à Péronne. Versailles, 19 mai 1708. — Fol. 238. Provisions de Pierre-François de Queux, seigneur d'Hubannol, élu à Abbeville. Fontainebleau, 29 juillet 1708. — Fol. 239 v°. Provisions de Jacques Godard, élu à Abbeville. Fontainebleau, 29 juillet 1708. — Fol. 241. Provisions de François-Joseph Degand, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. Fontainebleau, 15 juillet 1708. — Fol. 243. Provisions de Louis Dargnies, élu à Abbeville. Fontainebleau, 29 juillet 1708. — Fol. 245. Provisions de François Pocquet, contrôleur au grenier à sel de Rue. Versailles, 6 novembre 1708. — Fol. 246 v°. Provisions de Quentin Gallois, receveur au grenier à sel de St-Quentin. Versailles, 9 septembre 1708. — Fol. 252. Provisions de François Lecille, procureur du Roi au grenier à sel de St-Quentin. Versailles, 2 mars 1709. — Fol. 253. Provisions de Pierre de Famechon, procureur du Roi au bureau des finances d'Amiens. Paris, 18 mai 1709. — Fol. 254. Provisions de Louis Paul Maillart, élu à Montdidier. Versailles, 16 juin 1709. — Fol. 255 v°. Provisions de Louis Turpin, procureur du Roi au grenier à sel de Roye. Versailles, 27 octobre 1709. — Fol. 260 v°. Provisions de Gabriel-François-de-Paul Roussel de Belloy, trésorier de France à Amiens. Paris, 19 avril 1710. — Fol. 262 v°. Provisions d'Étienne-Bernard Marie, receveur général des domaines à Amiens. Versailles, 10 août 1710. — Fol. 267 v°. Provisions de François Sangnier, élu à Amiens. Versailles, 26 octobre 1710. — Fol. 269 v°. Provisions de Denis Tabary, élu à St-Quentin. Versailles, 27 octobre 1709. — Fol. 271 v°. Provisions de Louis de Flocques, avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. Versailles, 6 décembre 1710. — Fol. 273. Provisions de François de Savenelles, lieutenant en l'élection de Péronne. Versailles, 4 janvier 1711. — Fol. 274 v°. Provisions de Joseph de Moré, président en l'élection

de Péronne. Versailles, 11 janvier 1711. — Fol. 283 v°. Provisions de Mathieu Louvet, grenetier à Ault. Versailles, 27 septembre 1711. — Fol. 286. Provisions de Daniel Cathoire, contrôleur au grenier à sel de Roye. Versailles, 10 mai 1711. — Fol. 289. Provisions de Firmin Delacourt, trésorier de France à Amiens. Versailles, 5 septembre 1711. — Fol. 290. Provisions de Pierre Cavé, contrôleur au grenier à sel de Montdidier. Versailles, 28 novembre 1711. — Fol. 291 v°. Provisions de Thomas Le Senne, grenetier à Doullens. Versailles, 5 décembre 1711. — Fol. 292. Provisions de la chapelle castrale du Crotoy à Joseph de Verton, prêtre du diocèse de Rouen. Versailles, 31 octobre 1711. — Fol. 293. Provisions de Jean Olivier, receveur général des finances à Amiens. Versailles, 4 mai 1710. — Fol. 302 v°. Provisions d'André-Joseph Gaillard, seigneur de Boencourt, président au présidial d'Abbeville. Versailles, 15 novembre 1711. — Fol. 303 v°. Provisions d'André Gineste, prêtre, docteur ès droits civil et canon, avocat en Parlement, chanoine de St-Quentin et abbé de Nesle, en l'office de trésorier de France à Amiens. Versailles, 12 mars 1712. — Fol. 304. Provisions de Jean Sangnier, grenetier à Abbeville. Paris, 27 juin 1711. — Fol. 311. Provisions de Joseph Godin, conseiller honoraire en l'élection et présidial d'Abbeville. Versailles, 22 mai 1712. — Fol. 315. Provisions de Nicolas-Joseph de Dompierre, sieur de Fontaine, trésorier de France à Amiens. Paris, 30 avril 1712, — etc.

C. 1989. (Registre.) — In-fol. 342 feuillets, papier.

1712-1718¹. — Registre aux chartes. — Fol. 1 v°. Provisions de Charles-Nicolas Prévost, maire de Doullens. Paris, 17 juillet 1711. — Fol. 2 v°. Provisions de Jean-Baptiste Pocquet, contrôleur au grenier à sel de Rue. Fontainebleau, 21 août 1712. — Fol. 3 v°. Provisions de Jacques-François Mallet, greffier au grenier à sel de St-Quentin. Versailles, 13 février 1712. — Fol. 4 v°. Provisions du même, greffier en l'élection dudit lieu. Versailles, 13 février 1712. — Fol. 5 v°. Provisions d'Adrien Charpentier, avocat du Roi au grenier à sel de St-Quentin. Fontainebleau, 24 juillet 1712. — Fol. 6. Provisions de Charles Grandhomme, grenetier à Corbie. Fontainebleau, 4 septembre 1712. — Fol. 15 v°. Provisions d'Antoine-Adrien Prévost, sieur de Montaubert, maire de Doullens. Versailles, 16 octobre 1712. — Fol. 21. Provisions de Pierre Devismes, avocat du Roi en la monnaie d'Amiens. Versailles, 28 mai 1712. — Fol. 27 v°. Lettres d'anoblissement de François de Hollande, sieur de Friaucourt, président trésorier de France à Amiens.

Versailles, 10 mars 1711. — Fol. 28 v°. Lettres d'anoblissement de François du Fresne, seigneur d'Espagny, président trésorier de France à Amiens. Versailles, 10 mars 1711. — Fol. 31 v°. Provisions de Jean-Joseph-Hyacinthe Renouard de la Chaussée, président trésorier de France à Amiens. Versailles, 31 décembre 1712. — Fol. 49. Provisions de Mathurin Vérité, chirurgien-major de l'hôpital de St-Omer. Versailles, 27 août 1709. — Fol. 53 v°. Provisions de Pierre Migniot, médecin-major à l'hôpital d'Arras. Versailles, 8 avril 1713. — Fol. 55 v°. Provisions de Jean-Denis Coupé, substitut au bailliage de Bapaume. Paris, 26 mai 1708. — Fol. 61 v°. Provisions de Jean-Charles Martin, chirurgien-major à l'hôpital d'Aire. Versailles, 2 juin 1709. — Fol. 67 v°. Provisions d'Antoine de Lozière de l'Espinoy, prévôt de Beauvoisis à Amiens. Paris, 15 avril 1713. — Fol. 69 v°. Provisions de Louis Postel, élu à Amiens. Versailles, 21 mai 1713. — Fol. 77 v°. Provisions d'Adrien Geffroy, maire de Sommereux. Versailles, 14 avril 1709. — Fol. 82. Provisions de Nicolas de Dompierre, procureur du Roi en l'élection d'Abbeville. Versailles, 9 juillet 1713. — Fol. 84 v°. Provisions de François Leriche, substitut en la maréchaussée de Boulonnois. Fontainebleau, 26 juillet 1711. — Fol. 94. Provisions de Charles Sangnier, avocat du Roi au grenier à sel d'Amiens. Versailles, 28 mars 1713. — Fol. 107. Provisions de Pierre-André de Dourlens de Méricourt, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 22 juin 1710. — Fol. 109 v°. Provisions de Louis de Boulongne, seigneur de Beaurepaire, procureur du Roi en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 2 mars 1709. — Fol. 111. Provisions de Louis Sanson, seigneur de Hautmesnil, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 5 février 1713. — Fol. 113. Provisions d'Antoine Bullart, garde général des bois et forêts à Boulogne. Versailles, 6 novembre 1712. — Fol. 117. Provisions de Maximilien Lebrun, grenetier à Corbie. Versailles, 9 décembre 1713. — Fol. 120. Provisions de Louis-François Bienaimé, contrôleur au grenier à sel de Corbie. Versailles, 7 janvier 1714. — Fol. 121. Provisions d'Antoine de la Myré, chevalier de St-Louis, sieur de la Mothe, Hainnecourt, Estrepigneul, baron d'Hangest et de Triencourt, en la charge de lieutenant du Roi au département de Péronne, Montdidier et Roye, vacante par démission de Louis-Auguste d'Albert d'Ailly, duc de Chaulnes, pair de France, vidame d'Amiens, capitaine lieutenant de la compagnie de cheveu-légers de la garde ordinaire du

¹ Dates d'enregistrement.

Roi. Versailles, 20 janvier 1714. — Fol. 125. Provisions de Pierre Pinguet, avocat du Roi en l'hôtel-de-ville de Montdidier. Paris, 15 avril 1713. — Fol. 127. Provisions de Louis-Auguste d'Estourmel, marquis du Frétoy, capitaine gouverneur des ville et château du Crotoy. Versailles, 20 novembre 1711. — Fol. 129. Provisions de Jean-Louis Fouchet, procureur du Roi au gouvernement et prévôté de Péronne. Versailles, 9 juin 1709. — Fol. 130 v°. Provisions de Claude Maillard, prévôt en la monnaie d'Amiens. Versailles, 29 octobre 1713. — Fol. 132. Provisions de Charles Picquet de Noyencourt, contrôleur général en la généralité d'Amiens. Versailles, 17 février 1714. — Fol. 138. Provisions de Charles de Parvillers, élu à Péronne. Versailles, 30 décembre 1713. — Fol. 140. Provisions de Pierre Sangnier, élu à Amiens. Versailles, 22 avril 1714. — Fol. 141. Provisions de Louis Prévost, sieur de Susainville, secrétaire maison et couronne près le parlement de Paris. Versailles, 2 mars 1714. — Fol. 147 v°. Provisions de Pierre Besuchet, contrôleur des fortifications en Picardie. Versailles, 22 avril 1714. — Fol. 149 v°. Provisions de Michel Desvassols, lieutenant de Roi en la ville et gouvernement de Roye. Marly, 29 septembre 1709. — Fol. 157. Provisions d'Adrien-Christophe Hébert, subdélégué à Arras. Versailles, 8 août 1714. — Fol. 160. Provisions de Pierre Perdu, lieutenant en l'élection d'Amiens. Versailles, 22 août 1714. — Fol. 164 v°. Provisions de Claude-François Gonnet, procureur du Roi en l'élection de Péronne. Versailles, 8 août 1714. — Fol. 166. Provisions de Jean-Baptiste de Revelois, avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. Versailles, 31 octobre 1714. — Fol. 167. Provisions d'Adrien Dufresne, prévôt de Beauquesne à Amiens. Versailles, 30 novembre 1700. — Fol. 174 v°. Provisions de Gille Meuriche, substitut en la gouvernance d'Aire. Versailles, 1^{er} mars 1710. — Fol. 176. Provisions de Jacques-Sulpice Hémerly, élu à Doullens. Versailles, 13 février 1715. — Fol. 177. Provisions de Quentin Gallois, secrétaire maison et couronne près le parlement de Paris. Versailles, 30 décembre 1713. — Fol. 179. Érection de la terre de Monteauvel en marquisat, en faveur de Bertrand-André de Monchy. Versailles, mars 1687. — Fol. 186 v°. Provisions de Louis Cordon, avocat du Roi au bailliage d'Ardres. Versailles, 4 mai 1710. — Fol. 189. Lettres de don aux demoiselles Renée, Espérance et Anne-Clotilde de Boufflers-Rouverel, des deux tiers des meubles et immeubles confisqués sur André de Boufflers-Rouverel, leur frère. Versailles, décembre 1705. — Fol. 193 v°. Lettres patentes pour la collégiale de St-Quentin. Fontainebleau, 9 septembre 1714. — Fol. 194. Provisions de Joseph-Nicolas-Antoine de Ponthieu,

trésorier de France à Amiens. Versailles, 3 avril 1715. — Fol. 197. Provisions de Jacques-Louis Fourment, maire de Montdidier. Versailles, 23 janvier 1715. — Fol. 198. Provisions du même, conseiller au bailliage et prévôté de ladite ville. Versailles, 12 décembre 1714. — Fol. 202. Provisions de Claude Septier, lieutenant de maire à Montreuil. Versailles, 10 décembre 1712. — Fol. 204. Provisions de Jean Vaquette du Cardonnoy, secrétaire maison et couronne près le parlement de Paris. Paris, 4 avril 1711. — Fol. 210. Provisions de François Leriche, greffier en chef au bureau des finances d'Amiens. Versailles, 8 juin 1715. — Fol. 214. Lettres d'anoblissement de Noël Roussel, seigneur de Cavillon, trésorier de France à Amiens. Marly, 17 mai 1715. — Fol. 215. Lettres de confirmation de noblesse de François Dufresne, écuyer, seigneur de Fontaine, Molliens-au-Bois et Molliens-au-Val, trésorier de France à Amiens. Marly, 17 mai 1715. — Fol. 221 v°. Provisions de Josse-Charles Caron, garde-marteau en la maîtrise de Ponthieu. Versailles, 19 juin 1715. — Fol. 228 v°. Provisions de Samplon-Charles Patte, bailli prévôtal à Waben. Versailles, 10 décembre 1712. — Fol. 229 v°. Provisions d'Henri-François de Berlin, président au bailliage, prévôté et siège de Montdidier. Versailles, 19 décembre 1714. — Fol. 237. Provisions d'Antoine Maisnel, procureur du Roi en la ville de Doullens, Versailles, 11 octobre 1711. — Fol. 239 v°. Provisions de Charles Pinguet, lieutenant particulier au bailliage de Montdidier. Versailles, 30 décembre 1713. — Fol. 242 v°. Provisions de Charles de Chalvoix, procureur du Roi en l'élection de St-Quentin. Paris, 7 janvier 1716. — Fol. 243 v°. Provisions du même, procureur du Roi au grenier à sel de ladite ville. Paris, 7 janvier 1716. — Fol. 249 v°. Provisions de Pierre Foucques, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 6 mars 1716. — Fol. 251 v°. Provisions de Charles Guénin, juge des droits de sorties et d'entrées à Péronne. Paris, 17 mars 1716. — Fol. 255 v°. Provisions de François Renouard, seigneur d'Omatre, avocat du Roi en la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Amiens. Versailles, 22 mai 1712. — Fol. 266. Provisions de Charles-Philippe Dartois, lieutenant général civil au bailliage de Vermandois et siège royal de St-Quentin. Versailles, 14 juin 1711. — Fol. 284. Lettres de don aux dames Françoise-Joséphine de Gouffier, marquise d'Annebaut, et Henriette de Gouffier, marquise d'Espagny, sa sœur, des droits seigneuriaux de la terre de Guyencourt et

Estrée. Paris, 8 novembre 1716. — Fol. 286. Provisions de Louis Lemâtre, garde général des bois et forêts en la maîtrise d'Abbeville. Versailles, 22 avril 1714. — Fol. 292 v°. Provisions de Jacques Godart, grenetier à Abbeville. Paris, 22 décembre 1716. — Fol. 296 v°. Provisions de Charles Papin, sieur de Caumesnil, procureur du Roi en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 8 juin 1715. — Fol. 298 v°. Provisions d'André-Joseph Gaillard, seigneur de Boencourt, président au présidial d'Abbeville. Versailles, 15 novembre 1711. — Fol. 303. Provisions de Nicolas Pollart, maire d'Ardres. Versailles, 21 mai 1713. — Fol. 310 v°. Lettres de confirmation des privilèges des habitants du Castelet en Picardie. Paris, août 1717. — Fol. 313. Provisions de Blaise Duval, seigneur de Bomy, élu à Abbeville. Paris, 17 août 1717. — Fol. 316. Provisions de Philippe Godart, seigneur de Noyel, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 22 mars 1710. — Fol. 317. Provisions de Louis-Alexandre Gallois, substitut au bailliage et prévôté de St-Quentin. Paris, 30 octobre 1717. — Fol. 326. Provisions de Pierre-François Cuvelier, subdélégué à Lens. Paris, 27 février 1713. — Fol. 331. Provisions de Louis-Paul Maillart, lieutenant civil en l'élection de Montdidier. Paris, 17 février 1718. — Fol. 332. Lettres d'anoblissement de Charles-Antoine Beauvarlet, seigneur de Bomicourt, ancien maître des eaux et forêts de Picardie. Versailles, juillet 1700. — Fol. 335 v°. Provisions de Louis de Parvillers, procureur du Roi au grenier à sel de Montdidier. Paris, 16 mars 1717. — Fol. 340 v°. Provisions d'André Duval, bailli prévôtal d'Airaines et d'Arguel. Paris, 3 mars 1718, — etc.

C. 1990. (Registre.) — In-fol. 655 pages, papier.

1725-1760¹. — Registre aux Chartes. — P. 14. Provisions de Claude Ancelle, contrôleur au grenier à sel de Péronne. Paris, 7 juillet 1724. — P. 17. Provisions de Mathias-Barthélemy d'Haussey, avocat du Roi au bailliage, gouvernement et prévôté de Péronne. Paris, 16 août 1725. — P. 20. Provisions de François-de-Paul-Florimond Eudel, président audit siège. Paris, 16 août 1725. — P. 36. Provisions de Philippe Thouret, garde-marteau en la maîtrise d'Amiens. Paris, 16 juin 1725. — P. 48. Provisions de Pierre Pérache, changeur à Abbeville. Paris, 27 décembre 1725. — P. 55. Provisions de Jean Lequeux, contrôleur au grenier à sel de Roye. Paris, 10 mars 1718. — P. 60. Provisions de Florent Godefroy, grenetier à Roye. Versailles, 19 février 1723. — P. 63. Provisions de Nicolas Bourgeois, grenetier à Ault. Paris, 7 février 1726. — P. 72. Provisions de Charles Potier, sieur de la Hestroy,

lieutenant général d'épée au bailliage de Montreuil. Paris, 27 octobre 1719. — P. 77. Provisions de Nicolas Fourdrinier, lieutenant général criminel en la sénéchaussée de Boulonnois. Paris, 25 mars 1723. — P. 84. Provisions de Claude-Adrien de Court, contrôleur général des finances en la généralité d'Amiens. Paris, 14 mars 1726. — P. 93. Provisions de Louis-Joseph Creton, seigneur de Prousel, président au présidial d'Amiens. Paris, 16 août 1725. — P. 134. Provisions de Félix Cauvel de Beauvillé, procureur du Roi en l'élection de Montdidier. Paris, 19 septembre 1726. — P. 148. Provisions de François Dervellois, lieutenant en l'élection d'Amiens. Paris, 27 mars 1727. — P. 163. Lettres d'anoblissement de François-Henry de Carrette, seigneur de Sommereux, chevalier de St-Louis, l'un des cheveu-légers de la compagnie servant à la garde ordinaire du Roi. Marly, janvier 1727. — P. 169. Provisions de Jean-Baptiste Huet, juge des droits de sortie et d'entrée de la ville de Péronne. Paris, 23 janvier 1727. — P. 178. Provisions de Robert Fuzelier, sieur d'Aillier, trésorier de France à Amiens. Paris, 13 juin 1727. — P. 182. Provisions de Jean de Baillon, bailli de la châellenie de Bonneuil et Lawarde-Dampierre. 1^{er} août 1723. — P. 183. Provisions de Robert-Vulfran Sanson, seigneur de Coroy, élu à Abbeville. Paris, 7 août 1727. — P. 187. Provisions de Marc-Antoine Amplemant, seigneur de la Cressonnière, maître particulier des eaux et forêts à Calais. Paris, 13 mars 1727. — P. 204. Provisions de Jean Martin, garde-scel en la mairie de Boulogne. Paris, 24 octobre 1727. — P. 209. Provisions de Paul-Adrien Pincepré, lieutenant en l'élection de St-Quentin. Paris, 9 janvier 1728. — P. 209. Provisions de Jacques Drouillard, garde-marteau en la maîtrise de Calais. Paris, 9 avril 1728. — P. 222. Provisions de Louis-Claude Gorjon de Verville, receveur des tailles en l'élection de Doullens. Paris, 29 avril 1728. — P. 239. Acte d'échange de la terre et seigneurie du Pin, à l'effet de transférer « le haras estably en la forest de St-Léger au Buisson d'Yesmes en Normandie, près la ville d'Argentan qui appartient à Sa Majesté, et y joindre, pour la perfection entière dudit haras, la terre et seigneurie du Pin, appartenant audit seigneur de Nointel. » Paris, 28 mai 1715. — P. 256. Provisions de Charles Bersin, président au grenier à sel d'Amiens. Paris, 9 juillet 1728. — P. 260. Provisions de Jean-Baptiste Tattetrain, procureur du Roi au bailliage de Péronne. Paris, 21 juin 1726. — P. 263. Provisions de

¹ Dates d'enregistrement.

Jean-Antoine Beaudrais, procureur du Roi en l'amirauté de St-Valery. Paris, 22 mars 1719. — P. 269. Lettres de naturalité à Edouard Rouverel de Bouflers, natif de Palma au royaume de Majorque. Versailles, juillet 1728. — P. 282. Provisions d'Antoine de Crocquoison, chanoine de la cathédrale d'Amiens, conseiller-clerc au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 15 juillet 1728. — P. 286. Provisions de Jean-Baptiste Pleiard, grenetier à Amiens. Versailles, 8 avril 1729. — P. 289. Provisions de Jean-Baptiste-Alexandre d'Haudrimont, juge des droits d'entrées et sorties à Amiens. Paris, 16 avril 1729. — P. 293. Provisions de Philippe Fuzelier, prêtre, bachelier en théologie, conseiller-clerc en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 9 avril 1728. — P. 296. Provisions de Pierre-Antoine Cauvel de Maureux, président au grenier à sel de Montdidier. Paris, 3 juin 1729. — P. 300. Provisions de François-Paul Lesergeant, sieur de Fresne, élu à Abbeville. Paris, 3 juin 1729. — P. 303. Provisions d'Antoine Lugle-Luglien de St-Fuscien, président en l'élection de Montdidier. Paris, 3 juin 1729. — P. 306. Provisions de Charles-Louis Levasseur, élu à Péronne. Fontainebleau, 25 octobre 1728. — P. 318. Provisions de Nicolas Delattre de Colleville, greffier au grenier à sel de St-Valery. Paris, 25 mars 1728. — P. 320. Provisions de Louis Trémeau, garde-marteau en la maîtrise de Calais. Versailles, 14 octobre 1729. — P. 330. Lettres patentes relatives aux foires d'Hardivillers. Versailles, janvier 1730. — P. 335. Provisions de Pierre-François-Pinguet, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 4 mars 1729. — P. 337. Provisions de Jean-François Palyart, seigneur d'Aubigny, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 15 avril 1723. — P. 339. Provisions de Jean-Philippe Boulanger de Rivery, conseiller rapporteur du point d'honneur au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 8 avril 1730. — P. 344. Provisions de Nicolas Fourdrinier, seigneur de St-Michel et de Remontier, trésorier de France à Amiens. Versailles, 31 mars 1730. — P. 348. Provisions d'Antoine de Broutelles, seigneur de Cocquerel, garde-marteau en la maîtrise d'Abbeville. Versailles, 24 mars 1730. — P. 350. Provisions de Jean-Baptiste-Antoine Leleu, contrôleur au grenier à sel d'Amiens. Paris, 7 juin 1730. — P. 353. Provisions de Philippe Scoriau, receveur particulier des eaux et forêts en la maîtrise d'Amiens. Paris, 7 juin 1730. — P. 355. Provisions de Clément Dournel, élu à Péronne. Paris, 17 février 1730. — P. 358. Provisions de Jean-François de la Campagne, élu à Péronne. Versailles, 14 octobre 1729. — P. 361. Provisions de Charles-François de Ray, président au grenier à sel d'Abbeville.

Fontainebleau, 24 mai 1730. — P. 368. Provisions de Louis Maupin, président au grenier à sel de Nampont-St-Martin. Paris, 11 août 1729. — P. 370. Erection en marquisat de la terre et baronnie de Mailly, y jointes les terres et seigneuries de Beaussart et Colincamps, Belval le haut et le bas, Englebelmer, la Tour du Pré, Toutencourt, Varennes et Arquèves, en faveur de Victor-Alexandre de Mailly, mestre de camp du régiment de Mailly-infanterie depuis l'année 1716, attendu que ladite maison de Mailly « est si ancienne et si illustre, qu'il est incertain si elle a reçu son nom de cette terre, ou si elle le luy a donné, qu'au moins l'histoire fait foy que, dez l'année 800, Guillaume de Sanzay, petit-fils du comte de Poitou, épousa Marthe de Mailly, qu'Anselme de Mailly gouverna la Flandre sous la comtesse Richilde et fut tué devant Lille en l'année 1071 : que Mathieu, sire de Mailly, en deffendant le roy Philippe-Auguste, l'an 1198, fut pris prisonnier par les Anglois, que Gille, sire de Mailly, alla à la guerre de la Terre-Sainte et y mena neuf chevaliers, l'an 1245 ; qu'en 1340, Guillaume de Mailly étoit grand prieur de France ; que Collard, sire de Mailly, fut l'un des seigneurs choisy en l'année 1410 pour gouverner le royaume pendant la maladie du roy Charles VI, et qu'il fut tué avec son fils aîné en l'année 1415 à la bataille d'Azincourt ; que Jean, sire de Mailly, fut fait chevalier de l'ordre par Charle VIII, l'an 1479 ; qu'Antoine, sire de Mailly, s'enferma en l'année 1537 avec René de Mailly, son fils, dans la ville de Mets, lorsque cette place fut assiégée par l'empereur Charles-Quint, et fut aussy fait chevalier de l'ordre par le roy François I ; que Gille sire de Mailly, fut en l'année 1590 gouverneur de la ville de Montreuil, et que René de Mailly, père de l'exposant ayant été pourveu par le feu roy Louis XIV, nostre très honoré seigneur et bisayeul, du régiment Orléannois, se trouva, après quelques années, obligé de quitter le service à cause de ses infirmités, dont il décéda l'année 1698. » Versailles, janvier 1729. — P. 375. Provisions de Jean-François Jouanne de St-Martin, procureur du Roi au bureau des finances d'Amiens. Paris, 15 décembre 1730. — P. 377. Provisions de Jean-Baptiste de Moyencourt, élu à Amiens. Versailles, 2 décembre 1730. — P. 382. Provisions d'Antoine-François Gobinet, élu à St-Quentin. Versailles, 22 décembre 1730. — P. 383. Id. de Henry-Louis de Maubreuil. Versailles, 15 février 1731. — P. 385. Provisions de Louis-Joseph Gaillard, seigneur de Boencourt, président au présidial d'Abbeville. Versailles, 22 février 1731. — P. 387. Provisions de Louis

Charles Hébert, exécuteur criminel au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 10 mai 1731. — P. 395. Provisions de Louis-Joseph Morel d'Hérival, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. Paris, 31 mai 1731. — P. 399. Provisions d'André Beuvin, élu à Abbeville. Paris, 30 novembre 1730. — P. 401. Provisions de Philippe de la Forge, président au grenier à sel de Breteuil. Paris, 8 juillet 1729. — P. 403. Provisions d'Alexandre Davalet, contrôleur audit siège. Paris, 22 juillet 1729. — P. 405. Provisions de Nicolas-Jacques Rappellet, grenetier à Breteuil. Paris, 22 juillet 1729. — P. 407. Provisions de Nicolas Varangot, procureur du Roi audit siège. Paris, 3 juin 1729. — P. 408. Provisions de Pierre Dupuy, greffier audit siège. Paris, 3 juin 1729. — P. 410. Provisions de Pierre de Nollevall, grenetier à St-Valery. Paris, 2 juillet 1722. — P. 412. Provisions de Joseph-Marie Lucas, seigneur de Cormont, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 16 juin 1730. — P. 413. Provisions d'Antoine Herton, contrôleur au grenier à sel de Grandvilliers. Fontainebleau, 24 mai 1730. — P. 415. Provisions de Jacques-Jean Lefort, grenetier à Grandvilliers. Paris, 18 juillet 1720. — P. 417. Provisions de Pierre Herton, procureur du Roi audit siège. Versailles, 14 octobre 1729. — P. 420 v°. Provisions de Victor Lefort, greffier audit siège. Versailles, 30 janvier 1704. — P. 422. Provisions de Claude Louis, lieutenant général criminel en la sénéchaussée de Boulonnois. Paris, 28 avril 1731. — P. 424. Érection en marquisat de la terre et seigneurie de Caulincourt, y jointes celles de Verchy, Beauvoir, Tombe, Brécourt, Trefcon et Tertry. Versailles, décembre 1714. — P. 433. Provisions de Pierre-François Leriche, greffier en chef au bureau des finances d'Amiens. Paris, 15 octobre 1731. — P. 448. Provisions de Pierre Bourgeois, greffier en l'élection de Doullens. Paris, 1^{er} février 1732. — P. 451. Provisions de Joseph Pingré, seigneur de Guignemicourt, procureur du Roi au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 1^{er} mai 1732. — P. 456. Provisions d'Étienne-Pierre Masson, écuyer, receveur général des finances de la généralité d'Amiens. Fontainebleau, 5 juillet 1731. — P. 459. Provisions de Robert-Pierre Dorigny, président en l'élection de St-Quentin. Fontainebleau, 25 septembre 1732. — P. 461. Provisions de Pierre Cocquerel, conseiller garde-scel au bailliage de Montdidier. Versailles, 12 avril 1732. — P. 464. Provisions de Edme-Ambroise Manchon, seigneur de Magny, lieutenant criminel de robe longue au bailliage et prévôté de St-Quentin. Paris, 25 avril 1732. — P. 466. « Bail des domaines, contrôle des actes et droits y joints des généralitez de Châlons, Soissons et Amiens. » Paris, 10 décembre 1732. — P. 473. Provisions de Nicolas

du Wanel, procureur du Roi au grenier à sel d'Abbeville. Versailles, 4 décembre 1732. — P. 479. Provisions de Louis-Antoine Petyst, avocat du Roi au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 29 juillet 1729. — P. 480. Provisions de François Leblanc, seigneur de Meillard, conseiller audit siège. Versailles, 20 décembre 1732. — P. 483. Provisions de Claude-Jean-Baptiste Descallogne, grenetier à Albert. Versailles, 15 mai 1733. — P. 487. Provisions d'Antoine-Isaac Dubois, procureur du Roi au grenier à sel de Corbie. Versailles, 27 août 1733. — P. 489. Provisions de François Botté de Barival, prévôt royal à St-Quentin. Paris, 8 janvier 1733. — P. 491. Provisions de Lugle-Luglien-Édouard de la Villette, lieutenant criminel au bailliage de Montdidier. Compiègne, 24 juin 1732. — P. 492. Provisions de Jacques Desachy, seigneur de St-Aurin, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Compiègne, 14 juillet 1733. — P. 493. Provisions de Claude Debrye, contrôleur au grenier à sel d'Albert. Fontainebleau, 11 octobre 1732. — P. 497. Provisions de Charles Grandhomme, élu à Doullens. Versailles, 31 décembre 1733. — P. 499. Provisions de Charles-Joseph Dumaisniel, lieutenant en l'élection d'Abbeville. Paris, 14 janvier 1734. — P. 500. Lettres d'annoblissement de François Thierry, seigneur de Douve, chevalier de St-Louis, et premier brigadier de la compagnie des cheveu-légers de la garde ordinaire du Roi, depuis 1689. Versailles, mars 1732. — P. 502. Provisions de Jean Le Queux, contrôleur au grenier à sel de Roye. Paris, 14 août 1733. — P. 503. Provisions de Charles Guilbert, procureur du Roi au grenier à sel d'Albert. Paris, 25 février 1734. — P. 505. Provisions d'Isaac Goubé, trésorier de France à Amiens. Versailles, 11 février 1734. — P. 506. Provisions de Guillaume Delanchy, greffier au grenier à sel de Péronne. Paris, 29 juin 1732. — P. 511. Lettres de confirmation des habitants du Parc lès Hesdin. Versailles, avril 1734. — P. 510. Provisions de Jean-François Belle, bailli des quatre bailliages de Boulonnois. Fontainebleau, 19 juillet 1731. — P. 514. Provisions de Jacques Lasnier, seigneur de Voisin, élu à Amiens. Versailles, 31 décembre 1734. — P. 516. Provisions d'Adrien Picquet de Dourier, lieutenant particulier au bailliage d'Amiens. Versailles, 24 mars 1735. — P. 517. Provisions de Josse Dumarcy, élu à Abbeville. Versailles, 21 avril 1735. — P. 519. Provisions de Jean-Louis Corzenon, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts de Boulonnois. Fontainebleau, 3 septembre 1728. — P. 520. Provisions de François Boullon, lieutenant en

l'amirauté d'Abbeville. Versailles, 17 mai 1735. — P. 521. Provisions de François Loisel, procureur du Roi au grenier à sel de Nampont-St-Martin. Versailles, 31 mars 1735. — P. 525. Provisions de Charles Alexandre, lieutenant en l'élection de Doullens. Paris, 16 août 1735. — P. 529. Provisions de François-Antoine Cabaille, lieutenant général de police en la ville de Roye. Paris, 9 novembre 1730. — P. 531. Provisions de Guy-Benoît de Bechade de Rochépine, prêtre, à la chapelle St-Pierre dans la cathédrale de Boulogne. Versailles, 4 juin 1733. — P. 532. Provisions de Charles Darnaud, seigneur de Seronville, président en l'élection d'Abbeville. Versailles, 13 janvier 1736. — P. 535. Provisions d'Achille Mutinot, receveur particulier des eaux et forêts à Boulogne. Versailles, 28 août 1734. — P. 538. Provisions de Pierre-Jean de la Morlière, grenetier à Montdidier. Versailles, 2 décembre 1735. — P. 539. Provisions de Robert d'Halloy, trésorier de France à Amiens. Versailles, 16 mars 1736. — P. 541. Provisions de Claude-Alexis Baillet, lieutenant des eaux et forêts en la maîtrise d'Amiens. Versailles, 1^{er} juin 1736. — P. 542. Provisions d'Alexandre-Michel Damiens d'Hébecourt, trésorier de France à Amiens. Versailles, 15 juin 1736. — P. 543. Provisions de Jean Danzel, président aux traites d'Abbeville. Paris, 12 juillet 1736. — P. 546. Provisions de Jean Maubert, lieutenant criminel au bailliage de Vermandois. Versailles, 3 février 1736. — P. 547. Provisions de Louis-François Manessier de la Vieuville, élu à Abbeville. Versailles, 7 décembre 1736. — P. 541. Provisions de François Roussel de Cavillon, trésorier de France à Amiens. Versailles, 15 février 1737. — P. 547. Provisions de Pierre-Étienne-Antoine-Benoist Doderel, président en l'élection d'Amiens. Paris, 5 avril 1737. — P. 548. Provisions d'Antoine Liénard, élu à Montdidier. Paris, 22 mars 1737. — P. 550. Provisions de Claude-Louis Vacquette Ducardonnois, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 1^{er} mars 1737. — P. 551. Provisions de Charles-François Dauphin d'Halinghen, lieutenant particulier assesseur criminel en la sénéchaussée de Boulonnois. Paris, 29 juin 1732. — P. 554. Provisions de Louis Graval, contrôleur au grenier à sel de Roye. Paris, 17 août 1737. — P. 555. Provisions de Pierre-Antoine Lagrené, seigneur de Valancourt, trésorier de France à Amiens. Paris, 19 novembre 1737. — P. 557. Provisions de Jérôme-Louis Lecamus, lieutenant criminel au siège royal de Montreuil. Versailles, 17 mars 1735. — P. 559. « Bulle du pape pour l'abbaye de St-Vulmer. » S^c-Marie-Majeure, 7 des ides (7) de novembre 1735. — P. 563. Provisions de Jean Lheureux, greffier de la ville de Boulogne. Versailles, 31 décembre 1737. — P. 564. Provisions de Philippe Vrayet, seigneur de Franclieu, trésorier de France à Amiens. Paris, 5 juillet 1738.

— P. 565. « Lettres patentes pour l'hôpital général d'Amiens. » Paris, décembre 1644. — P. 567. Provisions de Paul-André Caignard, seigneur de Pommery, conseiller au bailliage de Vermandois. Versailles, 28 février 1738. — P. 571. « Bail des domaines des actes et droits y joints des généralités d'Amiens, Soissons, Châlons et Metz et département de Sedan. » Paris, 9 mars 1738. — P. 580. Provisions de Jean-Antoine Muller, procureur du Roi au grenier à sel de St-Quentin. Paris, 20 janvier 1739. — P. 582. Provisions de Charles Lefebvre, greffier en l'élection d'Abbeville. Fontainebleau, 7 novembre 1738. — P. 583. Provisions du même, greffier au grenier à sel dudit lieu. Fontainebleau, 7 novembre 1738. — P. 586. Lettres de naturalité de Louis-François et François Palyart, frères. Versailles, 9 janvier 1739. — P. 587. Provisions de Joseph-François-Xavier Lallart, trésorier de France à Amiens. Paris, 27 février 1739. — P. 588. Provisions de Gabriel-Joseph de la Cour, greffier en l'élection d'Amiens. Paris, 9 janvier 1739. — P. 589. Provisions du même, greffier au grenier à sel dudit lieu. Paris, 9 janvier 1739. — P. 590. Provisions de Claude-André Leroy de Lozembrune, président en la sénéchaussée de Boulonnois. Versailles, 4 mai 1710. — P. 594. « Contrat d'aliénation du domaine de Vieille-Église. » Paris, 11 janvier 1714. — P. 595. Provisions de Flour-Nicolas Blondin, lieutenant en l'amirauté de St-Valery. Paris, 15 mai 1739. — P. 597. Provisions de Joseph-François Brunel, seigneur de Bertrancourt, trésorier de France à Amiens. Paris, 9 juin 1739. — P. 600. Provisions de Pierre-Clément-Ferdinand Dubois, seigneur de Petigny, avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. Paris, 31 juillet 1739. — P. 603. Provisions de Nicolas de Herte, seigneur d'Hailles, président au présidial d'Amiens. Paris, 14 juillet 1739. — P. 606. Provisions de Joseph-Antoine du Crocq, seigneur de Bancre, procureur du Roi en la sénéchaussée de Boulonnois. Paris, 6 décembre 1737. — P. 607. Provisions de Philippe-Jean-Baptiste Jacquemin, président aux traites de Montreuil. Versailles, 9 mars 1736. — P. 609. Provisions de Charles Ducastel, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 10 février 1735. — P. 610. Provisions de Jean Sangnier, lieutenant des eaux et forêts de Ponthieu. Paris, 11 septembre 1739. — P. 612. Provisions de Gilbert Morel, seigneur de Bécordel, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 9 juillet 1735. — P. 613. Provisions

de François-Augustin Carmier, receveur particulier des eaux et forêts de Boulogne. Fontainebleau, 22 octobre 1739. — P. 616. Provisions de Valentin Choluy, contrôleur général des domaines de la généralité d'Amiens. Paris, 29 janvier 1740. — P. 618. Provisions de Robert-Pierre Dourgny, président des traites à Saint-Quentin. Paris, 5 février 1740. — P. 621. Provisions de Charles Prévost, seigneur de Mironval, président en l'élection de Doullens. Paris, 1^{er} avril 1740. — P. 623. Provisions d'Antoine Maurice, conseiller honoraire en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 6 mars 1639. — P. 624. Provisions de Pierre-Charles Lesergeant, seigneur d'Himerville, élu à Abbeville. Paris, 5 mai 1740. — P. 625. Provisions de Nicolas Bienaimé, contrôleur au grenier à sel de Corbie. Paris, 13 mai 1740. — P. 632. Provisions de Charles-Nicolas de Dompierre, procureur du Roi en l'élection d'Abbeville. Compiègne, 29 juillet 1740. — P. 639. Provisions de François Boullet, greffier en chef au bureau des finances d'Amiens. Paris, 26 août 1740. — P. 641. Provisions de Jean-François Martinot, élu à Montdidier. Paris, 13 mai 1740. — P. 643. Provisions de Louis-François-Antoine de Ponthieu, seigneur de Poupincourt, trésorier de France à Amiens. Paris, 9 septembre 1740. — P. 644. « Arrest du conseil d'État du Roy, qui envoie au bureau des finances les contestations au sujet du droit de la vicomté de Calais. » Fontainebleau, 25 octobre 1740. — P. 651. Provisions de Jean-François Pillon; seigneur de la Tour, élu à Montdidier. Paris, 18 novembre 1740. — P. 652. Provisions de Pierre Bertrant, président au grenier à sel d'Albert. Paris, 2 décembre 1740. — P. 654. « Tarif du droit de vicomté de Calais. » Amiens, 23 décembre 1740, — etc.

C. 1991. (Registre.) — In-fol. 347 feuillets, papier.

1741-1760¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. Provision du sieur Cannel, lieutenant au régiment de Périgord-infanterie, en la charge de commandant dans la tour d'Ambleteuse. Versailles, 16 décembre 1740. — Fol. 4. Provisions de Louis-Charles-Alexandre Lefèvre, seigneur de Villers, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Fontainebleau, 7 octobre 1740. — Fol. 4 v°. Provisions de Vincent-Charles-Philippe Leclercq, procureur du Roi en l'élection de Doullens. Paris, 26 février 1740. — Fol. 6. Provisions de Joseph Lyon, receveur particulier des eaux et forêts à Abbeville. Versailles, 25 février 1741. — Fol. 7 v°. Provisions de Vincent-Charles-Philippe Leclercq, procureur du Roi au grenier à sel de

Doullens. Paris, 8 janvier 1740. — Fol. 8. Provisions de Joseph Leseigneur, contrôleur au grenier à sel de St-Quentin. Paris, 8 avril 1740. — Fol. 9. Provisions de François-Joseph de Buissy d'Ivren, lieutenant général en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 24 mars 1741. — Fol. 10. Provisions du même, commissaire enquêteur et examinateur audit siège. Paris, 24 mars 1741. — Fol. 11. Provisions de François Picquet, seigneur de Noyencourt, contrôleur général des finances en la généralité d'Amiens. Paris, 9 juin 1741. — Fol. 12. Provisions de Pierre-Guillaume Picard, sieur de Millencourt, élu à Amiens. Versailles, 26 août 1741. — Fol. 13. Provisions de Charles-Bernard de Montigny, receveur général des finances de la généralité d'Amiens. Paris, 4 août 1741. — Fol. 15. Provisions de Nicolas Pinguet, lieutenant particulier, assesseur criminel au bailliage de Montdidier. Paris, 28 juillet 1741. — Fol. 16. Provisions de Pierre-Daniel de Parviller, conseiller audit bailliage. Paris, 14 juillet 1741. — Fol. 18. Provisions de Philippe Becquin, lieutenant criminel en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 21 juillet 1741. — Fol. 20. v°. Provisions de Jean Bauldry, grand maître des eaux et forêts de Picardie. Paris, 9 juin 1741. — Fol. 22 v°. Provisions de Louis Beauvarlet, seigneur de Bomicourt, maître particulier des eaux et forêts du comté de Ponthieu. Paris, 8 janvier 1742. — Fol. 23. Provisions de François Mouret, juge garde aux entrepôts des sels d'Amiens. Paris, 21 août 1741. — Fol. 24 v°. Provisions de Charles Lefebvre, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 17 novembre 1741. — Fol. 26 v°. Provision de Benoit-Alexandre, comte de Monchy, sénéchal de Ponthieu. Versailles, 2 octobre 1741. — Fol. 28. Provisions d'Eloi Compère, contrôleur au grenier à sel de Péronne. Paris, 19 novembre 1738. — Fol. 29. Provisions de Claude Larcher, élu à Péronne. Paris, 21 juillet 1741. — Fol. 30. Provisions de François-Louis-Marie Patras de Campaigno, sénéchal de Boulonnois. Versailles, 4 septembre 1738. — Fol. 30 v°. Provisions d'Abraham-Fursy Pillot, procureur du Roi au grenier à sel de Péronne. Paris, 17 janvier 1738. — Fol. 31 v°. Provisions de François de la Bonglise, élu à Amiens. Versailles, 2 juin 1742. — Fol. 32 v. Provisions d'Antoine Cauvel de Carouge, greffier au grenier à sel de Montdidier. Paris, 28 avril 1741. — Fol. 35. Provisions de Louis-Pierre Sébastien Marchal de Sainsey, gouverneur de la ville d'Abbeville. Paris, 12 mai 1742. — Fol. 36. « Lettres de noblesse pour le

¹ Dates d'enregistrement.

sieur Claude Houbronne d'Avrighen. » Marly, avril 1741. — Fol. 38. Provisions de Jacques Blondel, élu à St-Quentin. Paris, 27 juillet 1742. — Fol. 39. « Arrest du Conseil pour la fixation des droits d'indemnité dûs par la paroisse de St-Leu » d'Amiens, pour l'acquisition de maisons données à la fabrique de ladite paroisse par Nicolas Daveluy, maître hautelissier, et Elisabeth Casman, sa femme, pour fondation de messes. Versailles, novembre 1742. — Fol. 39 v°. « Lettres de naturalité pour les sieur et demoiselle Barandier. » Versailles, novembre 1742. — Fol. 40 v°. Provisions de Charles Cornet, seigneur de Warlu, avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. Paris, 3 décembre 1742. — Fol. 41. Provisions de Firmin François, procureur fiscal de la châtellenie de Beauquesne, appartenant à Marie-Charles-Louis d'Albert, duc de Chevreuse. Compiègne, 30 juin 1739. — Fol. 41 v°. « Contract des droits d'échanges et honorifiques de Moliens aux Bois. » 18 août 1700. — Fol. 42. Id. d'Andechy, 10 août 1700. — Fol. 42 v°. « Lettres d'intermédiat pour M. Cornet-Coupel, avocat du Roy en ce bureau. » Versailles, 29 décembre 1742. — Fol. 42 v°. Provisions de Charles-François Dauphin d'Alinghen, lieutenant général civil en la sénéchaussée de Boulogne. Paris, 30 juin 1742. — Fol. 43 v°. Provisions de Jean-Guilin Duval, seigneur de Nampty, trésorier de France à Amiens. Versailles, 26 avril 1743. — Fol. 45. Provisions de Joseph-André Caullier, élu à Abbeville. Versailles, 26 avril 1743. — Fol. 46 v°. Provisions de Charles-Claude Lescarmoutier, contrôleur au grenier à sel d'Abbeville. Versailles, 10 juillet 1743 — Fol. 47 v°. Provisions de Louis Fauchon, élu à Amiens. Paris, 3 novembre 1743. — Fol. 49. Provisions de Nicolas de St-Jullien, procureur du Roi au grenier à sel de Nampont-St-Martin. Paris, 11 janvier 1743. — Fol. 50. Arrêt du Conseil « qui fixe les droits d'indemnités pour plusieurs communautés » ; chapelains de la cathédrale, Ursulines, Hôtel-Dieu d'Amiens. Versailles, 10 décembre 1743. — Fol. 51 v°. « Concession des Mollières du Temple et Waben, contenant 60 arpens » ; arrêt du Conseil. Fontainebleau, 1^{er} octobre 1743. — Fol. 53 v°. Provisions de Jean Lévesque de Flexicourt, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 10 janvier 1744. — Fol. 54 v°. Provisions de Jacques-François de Thosse, lieutenant en l'amirauté de Calais. Versailles, 15 décembre 1741. — Fol. 56 v°. Provisions du même, président juge général de Calais. Paris, 27 juillet 1743. — Fol. 57. « Lettres d'érection des terres de Rainneval et de Mailly en comté », en faveur de Joseph-Augustin comte de Mailly, marquis d'Haucourt, brigadier des armées du Roi et capitaine lieutenant

de la compagnie d'hommes d'armes des ordonnances sous le titre des Ecosais. Versailles, janvier 1744. — Fol. 61. Provisions de François de Mathieu, contrôleur provincial des fortifications de Picardie. Versailles, 5 août 1743. — Fol. 64. « Concession de 600 l. par an aux doyen, chanoines et chapitre de l'église royal de St-Quentin pour 9 années, à commencer au 1^{er} janvier 1742 ; » arrêt du Conseil. Versailles, 25 juin 1743. — Fol. 65. « Continuation de 1,000 l. et 32 l. aux religieuse du tiers-ordre de St-François de Doullens ; » arrêt du Conseil. 31 mars 1744. — Fol. 72. Lettres de noblesse d'Antoine-Joseph de Boulongne, écuyer, seigneur de Beaurepaire. Versailles, 30 novembre 1743. — Fol. 74. Bail des domaines des généralités d'Amiens, Soissons, Châlons et Metz. Paris, 20 décembre 1743. — Fol. 79. Provisions de Louis-François Dartois, procureur du Roi au bailliage de St-Quentin. Paris, 21 mai 1744. — Fol. 80 v°. Provisions de François Aliamet, procureur du Roi aux traites foraines d'Abbeville. Versailles, 26 mars 1745. — Fol. 81 v°. Provisions de François-Hyacinthe de Croquoison de la Courdefiefs, trésorier de France à Amiens. Paris, 14 mai 1745. — Fol. 83. Provisions de François-de-Paul-Florimond Piéfort, seigneur Dalinville, président en l'élection de Péronne. Versailles, 5 février 1745. — Fol. 83 v°. Arrêt du Conseil « qui accorde un terrain vague sur le port de Boulogne, moyennant 10 s. de cens par chaque arpens. » Versailles, 24 janvier 1741. — Fol. 84 v°. Provisions de Louis-Antoine Dufos, marquis de Mery, bailli d'épée à Amiens. Versailles, 13 juillet 1742. — Fol. 85. Provisions de Jean-Baptiste-Joseph de Sachy, seigneur de Belliveux, trésorier de France à Amiens. Paris, 9 juillet 1745. — Fol. 87. Arrêt du Conseil pour les droits d'indemnité. Versailles, 21 décembre 1745. — Fol. 88. Provisions de Louis Le Bel, bailli royal de Rue. Paris, 19 février 1745. — Fol. 88 v°. « Bail pour les censives des maisons de la ville et banlieues d'Amiens. » Amiens, 14 novembre 1744. — Fol. 89 v°. Arrêt du Conseil pour le droit d'indemnité des gens de mainmorte. Versailles, 29 mars 1746. — Fol. 90 v°. Provisions de François Cannet, lieutenant en la maîtrise des eaux et forêts de Boulonnois. Versailles, 27 novembre 1732. — Fol. 91 v°. « Droits d'échanges et honorifiques de Nampty-Coppegueulle et fief Rigauville. » Paris, 7 octobre 1701. — Fol. 92. Provisions de Nicolas-Jean Douville, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Fontainebleau, 26 avril 1742. — Fol. 92 v°. Provisions de Claude-Nicolas Le Tellier, président au grenier à sel de

Péronne. Paris, 13 août 1746. — Fol. 93 v°. Provisions de François-Claude Gineste, trésorier de France à Amiens. Paris, 16 septembre 1746. — Fol. 94. « Contract d'échange du domaine de Montdidier. » Paris, 31 janvier 1707. — Fol. 97. Provisions de Pierre de Sachy, seigneur de St-Aurin, avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. Fontainebleau, 8 novembre 1746 — Fol. 102. Provisions de Louis Lescarmoutier, contrôleur au grenier à sel d'Abbeville. Paris, 3 janvier 1747. — Fol. 103. Provisions de François-Noël Salé, grenetier à Amiens. Versailles, 17 février 1747. — Fol. 104 v°. Provisions de Georges-Marie-Madeleine Dumont, seigneur de Courses, maître particulier des eaux et forêts à Boulogne. Versailles, 20 mars 1744. — Fol. 105. Provisions de Jacques-Christophe Guilbert, procureur du Roi au grenier à sel d'Albert. Versailles, 14 avril 1747. — Fol. 107 v°. Provisions de Jacques-Pierre-Antoine Drouillart, garde-marteau des eaux et forêts à Calais : Versailles, 25 février 1747. — Fol. 108 v°. Provisions du sieur Ferrand, capitaine gouverneur de la ville et château de Roye. Versailles, 24 janvier 1747. — Fol. 109. Provisions de Jean-Baptiste-Robert Boistel, seigneur d'Welles, trésorier de France à Amiens. Paris, 11 août 1747. — Fol. 109 v°. Provisions de Nicolas-Jacques Rappellet, grenetier à Breteuil. Versailles, 14 avril 1747. — Fol. 110 v°. Provisions de Nicolas-Jacques Fontaines, seigneur de Noyelles, maître particulier des eaux et forêts à Boulogne. Paris, 22 août 1743. — Fol. 113 v°. Provisions de Charles-Joseph-Michel Le Marchand, contrôleur au grenier à sel d'Albert. Paris, 26 janvier 1748. — Fol. 114. Provisions de Claude-Charles de Lestang, seigneur de Richemont, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 4 mars 1747. — Fol. 116. Provisions de Charles-Villebrode Blondin, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 17 mars 1747. — Fol. 117. Provisions de Michel Mauvoisin, grenetier à Abbeville. Versailles, 10 mai 1748. — Fol. 117 v°. Provisions de Paul-Henri Crignon, lieutenant particulier en la sénéchaussée du Ponthieu. Paris, 3 mai 1748. — Fol. 118 v°. Provisions de Louis-François François, président aux traites de Péronne. Paris, 9 juin 1747. — Fol. 119. Provisions d'Augustin Fresnoy, garde général des eaux et forêts à Amiens. Paris, 30 septembre 1747. — Fol. 119 v°. Provisions de François Barthélemy, seigneur Darger, contrôleur au grenier à sel de Montdidier. Versailles, 24 mai 1748. — Fol. 120 v°. Provisions de Claude-Louis Vaillant, président au bailliage, gouvernement et prévôté de Péronne. Versailles, 16 décembre 1747. — Fol. 121. Provision du même, lieutenant général audit siège. Versailles, 16 décembre 1747. —

Fol. 122. Provisions de François Le Tellier contrôleur au grenier à sel de Péronne. Paris, 20 novembre 1747. — Fol. 123. Provisions de Claude Fournier, maître particulier des eaux et forêts à Amiens. Fontainebleau, 25 octobre 1743. — Fol. 124. Provisions d'Henri-Joseph Blanquart, procureur du Roi au siège royal de Calais. Paris, 2 juin 1747. — Fol. 124 v°. Provisions de Gaspard-Antoine de Hautefeuille, procureur du Roi aux eaux et forêts de Calais. Paris, 17 août 1748. — Fol. 128. Provisions de Nicolas-Quentin-Gabriel Huet, élu à St-Quentin. Paris, 30 décembre 1748. — Fol. 130. Provisions de Charles de Lorraine, gouverneur de Picardie. Paris, 10 août 1716. — Fol. 131. Provisions de Charles-Théodore de Roussent, seigneur de Gredeneville, garde-marteau en la maîtrise d'Abbeville. Versailles, 25 janvier 1749. — Fol. 132. Provisions de Jean-François-Antoine Dargnies, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville. Paris, 6 février 1749. — Fol. 134. Erection de la terre d'Huppy et dépendances en marquisat de Gribeauval. Versailles, mai 1681. — Fol. 136. Provisions de Louis-Henri Caudel, seigneur Dezaleux, avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. Paris, 9 mai 1749. — Fol. 138. Provisions de Claude-François Gonnet, seigneur de Fiéville, procureur du Roi en l'élection de Péronne. Versailles, 6 avril 1748. — Fol. 139 v°. « Arrest du conseil d'Etat du Roy, qui approuve et autorise le plan dressé par les soins des trésoriers de France du bureau des finances d'Amiens, pour le nouvel alignement de la place du Marché-aux-Herbes de ladite ville. » Versailles, 10 juin 1749. — Fol. 141 v°. Provisions de Jean Locquet, avocat du Roi en la ville et communauté de Poix. Versailles, 30 juin 1734. — Fol. 142 v°. Provisions d'Alexandre Dufresne, lieutenant général civil et commissaire conservateur au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 29 novembre 1748. — Fol. 143 v°. Provisions de Marie-Jean-Baptiste-Adrien-Nicolas du Belloy, seigneur de Canneville, lieutenant en l'amirauté d'Abbeville. Compiègne, 1^{er} août 1749. — Fol. 144 v°. Provisions d'Eustache-Charles Lebosseur, seigneur de la Baune, chevalier de St-Louis, chevalier d'honneur au bureau des finances d'Amiens. Paris, 23 août 1749. — Fol. 145. Provisions d'Antoine-Léger Dublaizel, garde-scel en la mairie de Boulogne. Versailles, 28 mars 1749. — Fol. 146. Provisions de Charles-Claude-Antoine Dartois, président au bailliage et siège royal de St-Quentin. Paris, 2 septembre 1747. — Fol. 146 v°. Provisions du même, lieutenant général civil audit siège. Paris, 2 septembre 1747. — Fol. 147.

Provisions de Charles de Saint-Julien, président au grenier à sel de Nampont-St-Martin. Fontainebleau, 18 octobre 1749. — Fol. 148. Provisions de Jacques-François de Thosse, lieutenant en l'amirauté de Calais. Versailles, 15 décembre 1741. — Fol. 149. Provisions de Georges-François Gallois, procureur du Roi en l'élection de St-Quentin. Paris, 20 février 1750. — Fol. 150. Provisions de Nicolas-Jacques Duwanel, procureur du Roi au grenier à sel d'Abbeville. Paris, 20 février 1750. — Fol. 152. Provisions de Jean-Baptiste-Gabriel Le Senne, procureur du Roi en l'élection de Doullens. Paris, 30 avril 1750. — Fol. 152 v°. Provisions du même, procureur du Roi au grenier à sel dudit lieu. Paris, 30 avril 1750. — Fol. 155 v°. Lettres de naturalité de Michel Comin, docteur en médecine à St-Quentin. Compiègne, juin 1750. — Fol. 156 v°. Bail des domaines des généralités d'Amiens, Soissons, Chalons et Metz. Paris, 3 février 1750. — Fol. 160 v°. Provisions de Pierre Audibert, garde-marteau en la maîtrise des eaux et forêts de Calais. Paris, 15 novembre 1749. — Fol. 161 v°. Provisions du marquis de Putanges, bailli de Péronne, Montdidier et Roye. Marly, 29 janvier 1748. — Fol. 162. Provisions de Nicolas-Edme-Hyacinthe Pellier, trésorier de France à Amiens. Versailles, 15 décembre 1750. — Fol. 163. Provisions de Charles-Robert Houzé, trésorier de France à Amiens. Versailles, 1^{er} février 1751. — Fol. 165. Provisions de Charles Lefèvre, prévôt de la prévôté de Vimeu à Oisemont. Versailles, 9 juin 1751. — Fol. 166 v°. Provisions de Pierre Cordier, receveur particulier des eaux et forêts de la maîtrise d'Amiens. Versailles, 7 mai 1751. — Fol. 168. Provisions de Jean-Baptiste-Louis Desavenelles, lieutenant en l'élection de Péronne. Versailles, 18 juin 1751. — Fol. 168 v°. Provisions de Jacques-Nicolas Bouteiller, avocat du Roi en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 24 janvier 1750. — Fol. 169. Provisions de Daniel-François Formentin, avocat du Roi audit siège. Paris, 7 février 1750. — Fol. 170. Provisions de Claude-Jean-François Maillart, garde-marteau en la maîtrise d'Amiens. Compiègne, 26 juillet 1751. — Fol. 171. Provisions de Guillaume-Alexandre Pigault, président aux traites de Calais. Fontainebleau, 9 novembre 1747. — Fol. 171 v°. Lettres de confirmation des foires de Fonsomme. Versailles, février 1742. — Fol. 173. Provisions de Charles-François Dauphin d'Halinghen, président en la sénéchaussée de Boulogne. Paris, 9 mai 1749. — Fol. 175. Erection en marquisat de la terre et seigneurie de St-Blimond. St-Germain, avril 1682. — Fol. 175. Provisions de Jean-Baptiste Brunel, trésorier de France à Amiens. Versailles, 12 février 1752. — Fol. 176. Lettres de naturalité de Marie

Jenkin et de Jean Panting. Fontainebleau, novembre 1751. — Fol. 176 v°. Provisions de Gabriel-Antoine Scellier, contrôleur au grenier à sel de Montdidier. Versailles, 10 avril 1752. — Fol. 177. Provisions de Philippe-François Ménager, contrôleur au grenier à sel d'Albert. Versailles, 27 mars 1752. — Fol. 178. Bail des domaines dans la ville et gouvernement de Calais. Calais, 13 janvier 1751. — Fol. 181. Provisions d'Antoine-Valentin Leclerc, greffier en l'élection de Montdidier. Versailles, 24 avril 1752. — Fol. 181 v°. Provisions de Pierre-Etienne-François Gosset, grenetier à Doullens. Paris, 29 juin 1752. — Fol. 183 v°. Provisions de François-Romain Gosse, contrôleur au grenier à sel de Doullens. Compiègne, 31 juillet 1752. — Fol. 185 v°. Provisions de Louis-Marie duc Daumont, gouverneur des ville et château de Boulogne et Boulonnois. Versailles, 24 novembre 1751. — Fol. 188. Provisions de Jean-Baptiste-Pierre-Bernard Dumollin, procureur du Roi au bureau des finances d'Amiens. Versailles, 1^{er} décembre 1752. — Fol. 190. Provisions de Gilles-Henri de Lhommel, lieutenant particulier, assesseur criminel au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 9 décembre 1752. — Fol. 191. Provisions de Firmin Turmine, élu à Amiens. Versailles, 12 février 1753. — Lettres patentes de Charles VIII, établissant un marché à Liomer, considéré que « audit lieu de Lionmerx, qui est assis en la sénéchaussée de Ponthieu, par avant les gens et divisions qui par cy-devant ont eu cours ou pays de Picardie, avoit ung beau village et bon, assis en beau pays et fertile, et près de plusieurs autres bons village et paroisses, lequel, à l'occasion desdites guerres, est fort appouvry, diminué et deppopulé et les maisons et eddifices d'icelluy tourne en grant ruine et démolicion, mais il pourroit tantost estre réparé, basti et venu en grant convalescence, s'il nous plaisoit audit lieu créer, ordonner et établir un marchez », et à la requête de Jean, seigneur d'Eaucourt et de Liomer. Rouen, octobre 1487. — Fol. 194. Lettres patentes sur le même objet. Montils lès Tours, février 1490. — Fol. 194. Provisions de Paul-Jacques Lemercier, président au grenier à sel de St-Quentin. Versailles, 26 février 1753. — Fol. 195 v°. Provisions d'Augustin-Pierre-Nicolas Beaurain, contrôleur au grenier à sel de Grandvilliers. Versailles, 20 novembre 1752. — Fol. 196 v°. Provisions de Jean-Baptiste Durieux, receveur des ponts et chaussées de la généralité d'Amiens. Versailles, 8 mars 1753. — Fol. 197 v°. Provisions de Guillaume-Antoine-Hippolyte Pigault,

président des traites à Calais. Versailles, 20 janvier 1753. — Fol. 198 v°. Provisions de Louis-Nicolas Froment, contrôleur général des finances en la généralité d'Amiens. Paris, 31 mars 1753. — Fol. 200. Provisions de Charles-Hugues-François Gillon de Noirval, lieutenant en l'amirauté de Boulogne. Paris 5 janvier 1748. — Fol. 201 v°. Fondation par Philippe, comtesse de Gueldre d'une chapelle en son manoir de Translay. Août, 1277. — Fol. 201 v°. Lettres de réunion de cinq chapelles à la collégiale de St-Vulfran d'Abbeville. Fontainebleau, septembre 1714. — Fol. 202. Provisions de Marie-René Linacier, receveur particulier des eaux et forêts à Abbeville. Paris, 18 janvier 1751. — Fol. 203 v°. Provisions de Louis Laurent, contrôleur général des domaines de la généralité d'Amiens. Compiègne, 18 juillet 1753. — Fol. 204. Provisions de François Sentier de Chuigne, trésorier de Fran Amiens. Compiègne, 18 juillet 1753. — Fol. 205 v°. Provisions de Pierre Outrebout, élu à Doullens. Compiègne, 18 juillet 1753. — Fol. 206. Provisions de Pierre-Joseph de Buissy, seigneur de Fontaine-Sec, conseiller honoraire en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 7 juin 1730. — Fol. 206 v°. « Arrest (du Conseil) et lettres de confirmation de noblesse pour le sieur François Vaillant. » Versailles, 24 décembre 1752, et 22 janvier 1753. — Fol. 208. Provisions de Michel Anguier de Longueville, lieutenant des eaux et forêts de Calais. Fontainebleau, 5 septembre 1714. — Fol. 208 v°. « Bulle de Malthe, pour la commanderie de Beauvoir lez Abbeville. » Malte, 3 novembre 1746. — Fol. 210. Provisions de la chapelle de l'Annonciation en la cathédrale d'Amiens, à François Witasse, clerc. Amiens, 21 novembre 1716. — Fol. 212 « Brevet du Roy, pour la coadjutorerie de l'abbaye chef d'ordre de Cluny. » Fontainebleau, 10 octobre 1738. — Fol. 212 v°. Provisions de Louis-Antoine Bourdon, greffier de l'élection de Péronne. Versailles, 29 décembre 1753. — Fol. 213. « Bulle du pape, pour la coadjutorerie de l'abbaye de Cluny. » Ste-Marie-Majeure, 10 kal. de juillet (22 juin) 1727. — Fol. 215. « Prise de possession de ladite abbaye de Cluny. » 18 mai 1740. — Fol. 216. Provisions de Joseph-Joachim-Thomas Cohorne, seigneur de la Palleuse, greffier civil au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 28 septembre 1753. — Fol. 217 v°. « Lettres pour la réunion des chapelles de St-Pierre et St-Paul du Gard lez Rue et Cautesse, au chapitre de Noyelle-sur-Mer. » Versailles, juin 1712. — Fol. 218 v°. « Arrest du Conseil qui accorde au sieur Louis-Claude Béchamel de Nointel les molières le long de la rivière de Somme, depuis le pont du Crotoy, jusqu'à la ferme du Four, etc. » Versailles, 20 décembre 1746. — Fol. 225 v°.

« Transport d'un contract d'engagement de plusieurs domaines, par M. Desmarches, au profit de M^{me} de Moras. » Paris, 20 novembre 1750. — Fol. 230 v°. Provisions de François-Guillain Quillet, bailli royal à Crécy. Versailles, 23 mars 1748. — Fol. 233. Provisions de la chapelle castrale du Crotoy à René Ternisien de Fresnoy, prêtre. Fontainebleau, 13 novembre 1746. — Fol. 234. Provisions de Louis-Arsène Le Marchant, élu à Amiens. Versailles, 20 août 1754. — Fol. 234 v°. Concession par Simon, comte de Ponthieu et Marie, sa femme, à l'église de St-Leu d'Esserent, pour le repos de l'âme de leurs parents et de feu Renaud, comte de Boulogne, de 2,000 harengs par an sur la vicomté de Rue. Mars, 1230. — Fol. 235. Provisions de Jean-Baptiste-Pierre Cottin, greffier de la ville de Doullens. Versailles, 12 août 1754. — Fol. 235 v°. Provisions de Claude-François-Félix Boullanger, lieutenant particulier au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 12 février 1752. — Fol. 236 v°. Provisions de Jean-François-Domitien Dubois, trésorier de France à Amiens. Versailles, 11 janvier 1755. — Fol. 237 v°. Provisions d'Antoine de la Chenet, élu à Doullens, Versailles, 13 décembre 1754. — Fol. 238. Provisions de Roch Lauvin, procureur du Roi au grenier à sel de Breteuil. Paris, 29 août 1754. — Fol. 239. Provisions de Robert-Antoine-Maurice seigneur de Villeroy, conseiller honoraire en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Versailles, 21 juin 1754. — Fol. 243 v°. Provisions de Nicolas-Joseph Artus, trésorier de France à Amiens. Versailles, 17 mars 1755. — Fol. 244. Provisions de Jacques-Jean Lefort, grenetier à Grandvilliers. Versailles, 5 mai 1755. — Fol. 245. Provisions de Charles Miné, avocat du Roi en la monnaie d'Amiens. Paris, 19 avril 1749. — Fol. 247. Provisions de Charles Grébert, seigneur de Fontenelle, élu à Amiens. Paris, 12 juin 1755. — Fol. 247 v°. Provisions de Charles-François Cabour, élu à Péronne. Paris, 2 juillet 1755. — Fol. 248 v°. Provisions de Charles-Paul-Théodore de Pontreué, procureur du Roi au grenier à sel d'Amiens. Compiègne, 18 juillet 1755. — Fol. 249 v°. Provisions de Jean-Sulpice-Pierre Mallet de Bresme, lieutenant particulier au siège royal de Calais. Versailles, 8 mars, 1753. — Fol. 250. Provisions du sieur Dublaisel, capitaine au régiment de Picardie, en la charge de capitaine du château d'Hardelot. Versailles, 4 février 1754. — Fol. 251. Provisions d'Henri Thierion, trésorier de France à Amiens. Compiègne, 18 juillet 1755. — Fol. 251 v°. Provisions de Claude-Alexis Decaix, élu à Doullens. Compiègne, 18 juillet 1755. — Fol. 253.

Provisions du marquis de Pérussy, gouverneur d'Ardres. Fontainebleau, 13 novembre 1750. — Fol. 256 v°. « Nominations pour les chapelles de St-Quentin. » — Fol. 260. « Lettres de confirmation pour les privilégiés de la ville d'Amiens. » Marly, mai 1755. — Fol. 261. Provisions de Joseph-Louis-Claude Beuvin, contrôleur général des finances de la généralité de Picardie. Versailles, 9 février 1756. — Fol. 262. Provisions de Pierre-Jacques Doresmieux, conseiller en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 30 janvier 1714. — Fol. 263. Provisions de Pierre-Charles Cocquerel, trésorier de France à Amiens. Versailles, 5 mars 1756. — Fol. 264. Provisions de Daniel-Pierre de Parvillers, procureur du Roi au grenier à sel de Montdidier. Versailles, 4 mars 1756. — Fol. 264 v°. Provisions de François-Charles-Louis Sirier, seigneur de Bergue, lieutenant général de police à Montreuil. Versailles, 26 février 1755. — Fol. 265 v°. Provisions de Jean Leconte, greffier en l'élection d'Amiens. Paris, 20 septembre 1755. — Fol. 266. Provisions du même, greffier au grenier à sel dudit lieu. Paris, 20 septembre 1755. — Fol. 268. « Arrest (du Conseil) pour le travers de Longueau. » Compiègne, 27 juillet 1751, — Fol. 268 v°. « Arrest (du Conseil) pour le travers du Pont-de-Metz. » Versailles, 8 mars 1756. — Fol. 270 v°. Provisions de Pierre-Antoine Dulière trésorier de France à Amiens. Compiègne, 10 août 1756. — Fol. 271. Provisions de François-Pierre-Alexandre Rigaut, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts de Calais. Compiègne, 10 août 1756. — Fol. 272. « Arrest (du Conseil) pour la prise de possession des fermes générales. » Versailles, 31 août 1756. — Fol. 274. Provisions de Joseph-Louis Aubry, conseiller clerc au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 3 décembre 1754. — Fol. 274 v°. Provisions d'Honoré-Jacques de Ribeaucourt, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 10 décembre 1751. — Fol. 275. Provisions d'Antoine-Jacques Cavero, garde-scel en la sénéchaussée de Boulogne. Paris, 5 juillet 1743. — Fol. 276. Provisions de Charles-Joseph-Michel Le Marchant de Fontaine, élu à Amiens. Versailles, 29 janvier 1757. — Fol. 277. « Sous-bail des domaines de la généralité d'Amiens. » Paris, 17 décembre 1756. — Fol. 279. Provisions de Jean-François Turpin, prévôt royal de St-Riquier. Paris, 26 février 1740. — Fol. 280. Nomination d'un chapelain en l'église paroissiale de Rue. 26 février 1755. — Fol. 281. Provisions de Jean-François Gaffé, élu à Abbeville. Versailles, 27 mai 1757. — Fol. 282 v°. « Nomination à la chapelle de Ste-Croix, érigée dans le château de Ponthieu. » Abbeville, 19 novembre 1727. — Fol. 283 v°.

Provisions de Louis-Joseph de Bertin, président au bailliage, prévôté et siège de Montdidier. Versailles, 20 janvier 1756. — Fol. 284. Provisions de Pierre-François Hertton, procureur du Roi au grenier à sel de Grandvilliers. Versailles, 24 mars 1756. — Fol. 285. Provisions de Jean-Denis Durieux, élu à Péronne. Versailles, 7 février 1758. — Fol. 286. Provisions de Louis-Pierre de Bonnaire, grenetier à Amiens. Versailles, 14 avril 1758. — Fol. 287. Provisions de Jean Dercheu, contrôleur au grenier à sel de Roye. Compiègne, 1^{er} août 1755. — Fol. 287 v°. Provisions de Michel Dupuis, garde-scel de la monnaie d'Amiens. Paris, 26 janvier 1747. — Fol. 288. Provisions de Charles-Florimond Le Roux, garde-scel audit siège. Versailles, 30 avril 1751. — Fol. 288 v°. Réunion des offices de procureurs au bureau des finances à ceux de procureurs au bailliage d'Amiens. 1758. — Fol. 295. Provisions de François-Luglien Cauvel, procureur du Roi en l'élection de Montdidier. Choisy, 12 mai 1758. — Fol. 297. Provisions de François-Alexis Cazin, lieutenant en l'amirauté de Boulogne. Versailles, 5 août 1758. — Fol. 298. Provisions de Charles-Maximilien Lebrun, seigneur Desplantes, grenetier à Corbie. Versailles, 2 septembre 1758. — Fol. 299. Provisions de Louis-Henri-Auguste Le Normant de Champhlé, receveur général des finances en la généralité d'Amiens. Versailles, 30 novembre 1757. — Fol. 301. Provisions de Louis-Guilain-Norbert Loisel, procureur du Roi au grenier à sel de Nampont-St-Martin. Versailles, 20 août 1758. — Fol. 302. Provisions de Louis-Alexandre-Pierre Colliette, procureur du Roi aux traites de St-Quentin. Choisy, 12 mai 1758. — Fol. 302 v°. « Lettres de noblesse pour le sieur Charles-François Dauphin d'Halighen. » Versailles, décembre 1757. — Fol. 304 v°. « Arrest du Conseil qui maintient les sieurs de Buissy dans leur noblesse. » Versailles, 24 juin 1758. — Fol. 308 v°. « Contract de revente de la terre et seigneurie de Vielle-Église. » 27 novembre 1758. — Fol. 310. Provisions de Louis-Charles Fouquier, président au grenier à sel de St-Quentin. Versailles, 15 décembre 1758. — Fol. 311. Provisions de Marc-Antoine Godde, maître particulier des eaux et forêts à Abbeville. Versailles, 2 septembre 1758. — Fol. 312 v°. Provisions de Jean-Philippe Vrayet, seigneur de Franclieu, trésorier de France à Amiens. Versailles, 26 janvier 1759. — Fol. 314. Provisions d'Antoine-Nicolas Delegorgue de Rony, trésorier de France à Amiens. Versailles, 12 janvier 1759. — Fol. 314 v°. Provisions du marquis de Feuquières, chevalier de St-Louis et mestre de camp de cavalerie, en l'office de bailli d'épée de Péronne, Montdidier et Roye. Versailles, 6 janvier 1759.

— Fol. 315. Provisions de Noël-Jean-François Marteau, avocat du Roi en la sénéchaussée de Boulogne. Choisy, 12 mai 1758. — Fol. 316. Provisions de Jean-Baptiste Malot, substitut aux traites à Amiens. Paris, 6 septembre 1748. — Fol. 317 v°. Provisions de Jacques-Charles Le Seneschal, receveur général des domaines en la généralité d'Amiens. Versailles, 27 avril 1759. — Fol. 321 v°. Provisions de Louis Duval, contrôleur au grenier à sel d'Ault et Mers. Versailles, 18 février 1755. — Fol. 323. « Contrat de revente du droit de minage dans la ville de Boulogne. » 10 mai 1759. — Fol. 325 v°. Provisions de Jean-Louis Damerval, élu à Péronne. Versailles, 10 août 1759. — Fol. 331. Provisions de Josse-Lefebvre de Warrest, président aux traites d'Abbeville. Versailles, 23 juillet 1759. — Fol. 332. Provisions de Louis-Victor Wyant, procureur du Roi en la sénéchaussée de Boulonnois. Versailles, 9 février 1759. — Fol. 332 v°. « Droit d'afforage de la ville de Roye. » 13 mars 1758. — Fol. 334. Provisions de Nicolas-Charles-Cyprien Esteau, grenetier à Ault et Mers. Versailles, 5 juin 1759. — Fol. 335. Provisions de Pierre-Étienne Dequen, élu à Doullens. Versailles, 9 décembre 1759. — Fol. 339. Provisions de Jean Masse, contrôleur au grenier à sel d'Aumale. Versailles, 20 décembre 1759. — Fol. 342. Provisions de Louis-Nicolas Froment, trésorier de France à Amiens. Versailles, 15 février 1760. — Fol. 343. « Lettres de naturalité pour Germain Gaydet. » Versailles, avril 1759. — Fol. 344. Provisions de Fursy du Pontlévesque, greffier au grenier à sel de Péronne. Paris, 30 octobre 1741. — Fol. 345 v°. Provisions de Louis-François Palfart, seigneur de Rougecambre, maître particulier des eaux et forêts à Calais, Versailles, 30 mai 1758, — etc.

C. 1992. (Registre.) — In. fol. 275 feuillets, papier.

1760-1770¹. — Fol. 4. Provisions de Jean-François Alexandre Gorin, trésorier de France à Amiens. Versailles, 2 avril 1760. — Fol. 6. Provisions de Philippe Auxcousteaux, élu à Doullens. Versailles, 22 avril 1760. — Fol. 7. « Lettres patentes de don du roy Henry II, confirmées par Charles IX, avec le mesurage, des seigneuries de la Callimothé et Rougecambre, scitués près le pont Nieulloy, avec une maison dans la ville de Calais. » Calais, janvier 1557. — Fol. 9 v°. Provisions de Charles-Antoine-Philippe Le Mire, procureur du Roi en l'amirauté d'Abbeville. Versailles, 10 mai 1760. — Fol. 11. « Arrest du Conseil pour un bacq sur la rivière de l'Étoile. » Versailles, 22 août 1752. — Fol. 12. « Contrat d'aliénation de 23 mesures, 8 v. dans les marais de

Guignes », etc. 27 octobre 1757. — Fol. 14. Provisions de Louis-Marie Mulo, seigneur de Charlieu, maître particulier des eaux et forêts à Calais. Versailles, 26 mai 1760. — Fol. 15 v°. « Provisions d'une des deux chapelles royales du château de Boulogne, desservies dans l'église cathédrale de Boulogne. » Versailles, 5 juin 1760. — Fol. 16. Provisions de Claude-Louis-François Cagnet, lieutenant particulier assesseur criminel en la sénéchaussée de Boulonnois. Versailles, 12 juin 1760. — Fol. 18 v°. Provisions de Jean-Louis-Charles Baron, garde-marteau en la maîtrise d'Amiens. Choisy, 3 août 1760. — Fol. 24. Provisions de François-de-Paul-Barthélemy-Jean de Haussy, avocat du Roi au gouvernement et prévôté de Péronne. Versailles, 18 mars 1760. — Fol. 27. Provisions de Pierre-Alexandre-François Margerin, lieutenant criminel de robe longue au bailliage et prévôté de St-Quentin. Choisy, 13 août 1760. — Fol. 29 v°. « Arrest du Conseil pour l'abbaye royale d'Ourscamp. » Versailles, 14 novembre 1760. — Fol. 20. Provisions de Jacques-Nicolas-Quentin de Bry, élu à St-Quentin. Versailles, 17 novembre 1760. — Fol. 30. Provisions de Jean-Louis-Alexandre Drouart, président au grenier à sel d'Albert. Versailles, 31 décembre 1760. — Fol. 31 v°. « Contract d'engagement de 300 mesures de terre sur les paroisses de Marck et Oye. » 14 janvier 1761. — Fol. 35. Provisions d'Antoine-Melchior Lagrené, sieur du Chaussoy, trésorier de France à Amiens. Versailles, 17 février 1761. — Fol. 39. Provisions de Louis-Auguste Pillot de Montpouille, procureur du Roi au grenier à sel de Péronné. Versailles, 24 août 1759. — Fol. 41. Provisions de Louis-Quentin Compère, contrôleur audit siège. Versailles, 21 mai 1759. — Fol. 43 v°. Provisions de Pierre-Louis Duliège, trésorier de France à Amiens. Versailles, 1^{er} mai 1761. — Fol. 44 v°. Provisions de Michel-Ferdinand d'Albert d'Ailly, duc de Chaulnes, etc., lieutenant général des provinces de Picardie et Artois. Versailles, 1^{er} janvier 1752. — Fol. 52 v°. Provisions de Charles-Philbert Després, contrôleur général des finances de la généralité d'Amiens. Versailles, 28 juillet 1761. — Fol. 55 v°. « Bail du droit de palette d'Abbeville. » Abbeville, 23 mai 1755. — Fol. 57. Provisions de Pierre Bertin de Baillon, procureur du Roi au bailliage de Montdidier. Versailles, 13 décembre 1749. — Fol. 70 v°. « Lettres d'honneur pour M. Brunel de Bertrancourt. » Marly, 29 mai 1761. — Fol. 71. Provisions de Claude-Jean-Louis Dartois, avocat du Roi au bailliage et siège royal de St-Quentin.

¹ Dates d'enregistrement.

Versailles, 20 décembre 1752. — Fol. 71 v°. Provisions du duc d'Aumont, gouverneur des ville et citadelle de Montreuil. Versailles, 27 août 1761. — Fol. 73 v°. Arrêt du Conseil portant concession à Armand-François Chanlaire, commissaire des classes de la marine à Boulogne, d'un terrain d'environ 60 arpents, situé proche le chenal du port de Boulogne. Versailles, 22 mai 1762. — Fol. 77. « Arrest de réunion de l'office du controlleur général à celui de controlleur des domaines. » Versailles, 16 mai 1762. — Fol. 80 v°. Provisions de Domitien-Nicolas Bereul, receveur particulier des eaux et forêts à Abbeville. Paris, 7 juillet 1762. — Fol. 81. Provisions du sieur Destourmel, marquis du Fretoy, capitaine gouverneur des ville et château du Crotoy. Versailles, 20 juin 1762. — Fol. 86. Lettres de naturalité de Robert Maccarty de Clancarty. Versailles, mai 1762. — Fol. 88 v°. Provisions de Charles-Antoine Dauphin d'Halinghen, lieutenant général civil, commissaire enquêteur et examinateur en la sénéchaussée de Boulogne. Versailles, 10 août 1761. — Fol. 91. Provisions de Florent de Sachy de Marcelet, procureur du Roi au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 28 juillet 1761. — Fol. 94 v°. Provisions de Jean-Édouard Cousin, procureur du Roi au grenier à sel de Montdidier. Paris, 1^{er} décembre 1762. — Fol. 96. Provisions de Joseph-René Boistel, greffier au bureau des finances d'Amiens. Paris, 15 décembre 1762. — Fol. 99. Arrêt du Conseil relatif aux fermes générales. Versailles, 6 juillet 1762. — Fol. 104. Provisions de Jean-Louis-Charles de St-Fussien de Vignereuil, président en l'élection de Montdidier. Paris, 15 décembre 1762. — Fol. 107. Provisions de Jean-Baptiste Faux, sieur du Faux, lieutenant en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Calais. Paris, 19 mai 1762. — Fol. 108. Provisions de Louis Picquet, greffier audit siège. Paris, 9 juin 1762. — Fol. 110 v°. Provisions de Jean-Marie-Louis Ballue, grenetier à Péronne. Marly, 29 juin 1761. — Fol. 112. « Contract d'engagement de l'étang de Camier. » 30 juillet 1755. — Fol. 113. Provisions de Nicolas Blanquart, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts de Calais. Paris, 9 mai 1763. — Fol. 115. Provisions d'Éloi Fouquier, procureur du Roi au bailliage et prévôté de St-Quentin. Paris, 4 février 1762. — Fol. 116. « Aliénation de 80 journaux de terre situés au terroir du Titre. » Compiègne, 17 août 1763. — Fol. 118. Provisions de Marc-Louis Veillet, contrôleur principal ancien des fortifications de Picardie. Versailles, 31 décembre 1763. — Fol. 120. Provisions de Jean-François Gaffé, sieur de St-Martin, élu à Abbeville. Paris, 18 janvier 1764. — Fol. 121. Provisions de Jean-Baptiste-Augustin Bosquillon, trésorier de France à Amiens. Paris,

18 janvier 1764. — Fol. 122 v°. Provisions d'Auguste-Dieudonné Fontaine, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. Paris, 23 mai 1764. — Fol. 123 v°. « Déclaration qui permet à tous seigneurs et propriétaires de marais, palus et terres inondées, d'en faire les dessèchemens, vérification faite de l'état et consistance desdits terrains. » Versailles, 14 juin 1764. — Fol. 125. Provisions de Louis-Augustin Morel d'Hérival, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 17 août 1763. — Fol. 126 v°. Provisions de Louis-Claude Gorjon de Verville, receveur des tailles en l'élection de Doullens. Paris, 1^{er} février 1764. — Fol. 129 v°. Provisions d'Adrien Fuzellier, contrôleur au grenier à sel de Nampont-St-Martin. Paris, 26 septembre 1764. — Fol. 131. Provisions de Jacques-André-Joseph Becquet, seigneur de Cocove, juge général de la justice de Calais. Paris, 9 décembre 1761. — Fol. 132. Provisions du même, lieutenant en l'amirauté dudit lieu. Versailles, 23 août 1761. — Fol. 133 v°. « Déclaration de Roy portant suspension de diverses privilèges et exemptions de tailles. » Compiègne, 13 juillet 1764. — Fol. 134. Provisions de Charles-Firmin Cordier, receveur particulier des eaux et forêts en la maîtrise d'Amiens. Paris, 16 janvier 1765. — Fol. 135 v°. « Revente de la vicomté de Calais. » 9 janvier 1765. — Fol. 136 v°. Provisions d'Antoine-Louis-Langlès, président au grenier à sel de Grandvilliers. Paris, 8 mai 1765. — Fol. 138. Provisions de Louis Boril d'Orcan, trésorier de France à Amiens. Paris, 19 juin 1765. — Fol. 139 v°. Provisions de Jacques-Antoine de Gand, greffier en chef au bureau des finances d'Amiens. Compiègne, 7 août 1765. — Fol. 142. Provisions d'Antoine-Charles de St-Fussien, receveur des tailles à Montdidier. Paris, 11 septembre 1765. — Fol. 151. Arrêt du Conseil relatif à l'octroi de Doullens. Versailles, 15 mai 1759. — Fol. 155. Provisions de Charles-Nicolas Rappellet, grenetier à Breteuil. Paris, 1^{er} juillet 1765. — Fol. 157. « Enregistrement d'une transaction passée entre le receveur du domaine et les Célestins de la ville d'Amiens. » Amiens, 15 septembre 1765. — Fol. 161. Provisions de Jean-Baptiste-Augustin Bosquillon de Blangy, trésorier de France à Amiens. Paris, 12 février 1766. — Fol. 163. Provisions de Maximilien-François-de-Paule Vrayet de Moranviller, trésorier de France audit siège. Paris, 26 février 1766. — Fol. 166 v°. Provisions de Louis-Léon Guerard, trésorier de France audit siège. Paris, 23 avril 1751. — Fol.

175. Provisions de Roch-Augustin Hareux, rapporteur du point d'honneur au bailliage d'Amiens. Paris, 23 avril 1766. — Fol. 177. Provisions d'Antoine-Louis-Langlès, lieutenant des maréchaux au bailliage d'Amiens. Paris, 16 juillet 1766. — Fol. 179 v°. Provisions de Jean-François-Nicolas Pillon, grenetier à Montdidier. Paris, 2 juillet 1766. — Fol. 181 v°. Provisions de Louis Mouret, juge garde des entrepôts des sels à Amiens. Paris, 26 novembre 1766. — Fol. 185. Provisions de François-Alexandre Gobinet, commis à la recette des tailles à St-Quentin. Versailles, 15 avril 1767. — Fol. 185 v°. « Arrêt du conseil d'État du Roi qui continue pour dix années au profit de la ville d'Amiens l'octroy de 5 l. 6 s. par muid de vin et 6 l. par chaque barrique d'eau-de-vie. » Versailles, 29 mars 1767. — Fol. 186 v°. Provisions de Dominique-Gabriel Lemercier, élu à Péronne. Compiègne, 5 août 1767. — Fol. 189. Provisions de François-Joseph Carrey, naturalisé, maître particulier des eaux et forêts à Amiens. Paris, 14 mars 1767. — Fol. 191 v°. Provisions de Florimond-Isidore Pingré de Villers, lieutenant particulier au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 27 mai 1767. — Fol. 192 v°. Provisions de Jean-Baptiste Roger, contrôleur au grenier à sel d'Amiens. Paris, 9 septembre 1767. — Fol. 195 v°. Provisions de Louis-Firmin Froment, trésorier de France à Amiens. Paris, 16 décembre 1767. — Fol. 198 v°. Provisions de Jean-Baptiste-Nicolas Dubrun, président aux traites à St-Valery. Paris, 2 décembre 1767. — Fol. 201 v°. Provisions de François de Sachy de St-Aurin, ci-devant capitaine au régiment de la Couronne et chevalier de St-Louis, en l'office d'avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. Paris, 30 mars 1768. — Fol. 203. Provisions de Louis-Paul Maillart, procureur du Roi au bailliage de Montdidier. Versailles, 20 avril 1768. — Fol. 204 v°. Provisions de Louis Foulon, contrôleur au grenier à sel d'Aumale. Versailles, 4 mai 1768. — Fol. 209. Provisions de Gabriel-François-Nicolas Creton, président au grenier à sel de St-Valery. Paris, 31 août 1767. — Fol. 210 v°. Provisions de Michel Mauvoisin, élu à Abbeville. Versailles, 15 juin 1768. — Fol. 211 v°. Provisions de Noël Delahaye, à la chapelle royale dite du Château dans la cathédrale de Boulogne. Versailles, 27 septembre 1765. — Fol. 212. Provisions de Henri Duteil, en la chapelle royale dite du Château, dans ladite cathédrale. Versailles, 27 septembre 1765. — Fol. 212 v°. Provisions d'Auguste-Dieudonné Fontaine, procureur du Roi au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 16 mai 1768. — Fol. 213 v°. Provisions de Jean Lambert, procureur du Roi aux mesurages et envois des sels à St-Valery. Paris, 30 juillet 1766. —

Fol. 215. « Arrêt du conseil d'État pour la prise de possession du bail des fermes générales unies, sous le nom de Julien Alaterre, pendant 6 années. » Versailles, 24 novembre 1767. — Fol. 218. Provisions de Nicolas Souillart, procureur du Roi des traites à Péronne. Paris, 25 juillet 1768. — Fol. 219 v°. Provisions d'Édouard-Victor-Alexis de Caix, élu à Doullens. Versailles, 14 novembre 1765. — Fol. 222 v°. Provisions de Charles-Constantin Levavasseur, greffier en chef criminel au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 16 novembre 1763. — Fol. 224. Provisions d'Antoine-Robert Triboulet, contrôleur au grenier à sel de Montdidier. Compiègne, 17 août 1768. — Fol. 225 v°. Provisions d'Étienne-François-Nicolas Baillet, élu à Amiens. Fontainebleau, 26 octobre 1768. — Fol. 228. Provisions d'Alexandre Fauchon, procureur du Roi en l'élection d'Amiens. Paris, 17 novembre 1768. — Fol. 229. Provisions de Laurent-François. Le Clercq, grenetier à Ault. Paris, 21 janvier 1767. — Fol. 230 v°. Provisions de Louis-Jean Lenormant, receveur général des finances de la généralité d'Amiens. Paris, 17 novembre 1768. — Fol. 234. Bail du moulin du Roi à Abbeville. Abbeville, 3 décembre 1768. — Fol. 236 v°. Provisions de Jean-Baptiste-François-de-Paule Huet, seigneur d'Hébécourt, lieutenant criminel au bailliage de Péronne. Compiègne, 17 août 1768. — Fol. 238 v°. Provisions de Jean-Baptiste Dottin, receveur particulier en la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens. Compiègne, 18 août 1768. — Fol. 239 v°. Bail du domaine d'Ambleteuse. Boulogne, 5 février 1763. — Fol. 240 v°. Provisions de Florent Boullanger, élu à Montdidier. Paris, 26 août 1769. — Fol. 241 v°. Provisions de Louis-Joseph Couleau, seigneur de Boiseran. Paris, 23 juin 1768. — Fol. 248. Provisions de Nicolas-Thomas Lucet, lieutenant en l'élection de Doullens. Versailles, 15 juin 1768. — Fol. 249. Provisions d'Augustin de Masso, chevalier de la Ferrière, maréchal de camp, sous-gouverneur du Dauphin, du comte de Provence et du comte d'Artois, en la charge de gouverneur des villes et citadelle d'Amiens. Fontainebleau, 14 octobre 1769. — Fol. 249 v°. « Arrêt du Conseil portant concession de deux terrains vagues scitués au hameau de Capécure, en Boulonnois, au profit du sieur Descayeulx. » Versailles, 16 octobre 1759. — Fol. 252. Provisions de Louis Bienaimé, contrôleur au grenier à sel de Corbie. Paris, 15 novembre 1769. — Fol. 254 v°. Provisions de Pierre-Jean-Baptiste-Joseph Guerard, seigneur d'Espinaux, lieutenant particulier en la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Amiens. Paris,

26 avril 1769. — Fol. 255 v°. « Sous-bail des censives non engagées de la ville et des paroisses du gouvernement de Calais. » Calais, 3 décembre 1768. — Fol. 258 v°. Provisions de Pierre-Étienne-François Gosset, président en l'élection de Doullens. Paris, 29 novembre 1769. — Fol. 259 v°. Provisions de Robert-Valery-Alexandre Blondin, lieutenant en l'amirauté de St-Valery. Versailles, 31 décembre 1768. — Fol. 260 v°. Provisions de Charles-Augustin-Hippolyte Cocquerel, conseiller au bailliage de Montdidier. Paris, 13 juillet 1766. — Fol. 262 v°. Provisions de Charles Ducamp, procureur du Roi au grenier à sel de St-Valery. Paris, 13 décembre 1769. — Fol. 267 v°. Provisions d'Alexandre-Nicolas de Bray de Flexelles, avocat du Roi au bureau des finances d'Amiens. Paris, 3 juin 1770. — Fol. 268 v°. Provisions d'Antoine-Adrien Ducrocq de Bancre, trésorier de France à Amiens. Paris, 13 juin 1770. — Fol. 269 v°. Provisions de Jean-Jacques-Vulfran Delgorgue, président au grenier à sel d'Abbeville. Paris, 28 juin 1770. — Fol. 270 v°. Provisions de François Derveloy, lieutenant en l'élection d'Amiens. Paris, 28 juin 1770. — Fol. 274 v°. « Déclaration du Roi qui maintient et confirme les officiers des bureaux des finances dans tous les privilèges qui leur ont été précédemment accordés. » Versailles, 12 juillet 1770, — etc.

C. 1993. (Registre.) — In-fol. 358 feuillets, papier.

1770-1781¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. Provisions d'Honoré-Jean-Marie Cordier de la Houssoye, conseiller au siège royal de Calais. Paris, 13 mars 1768. — Fol. 2. Provisions de Michel-François Hermand de Norville, président en l'élection d'Abbeville. Paris, 31 août 1770. — Fol. 5 v°. Provisions de Jacques-Jean-Guilain Duval de Nampty, trésorier de France à Amiens. Paris, 5 décembre 1770. — Fol. 11. Provisions de François-Joseph Pagart d'Armansart, lieutenant général civil, commissaire enquêteur en la sénéchaussée de Boulogne. Paris, 16 juillet 1770. — Fol. 16. « Lettres patentes portant érection de Biache en baronie », en faveur de Charles-François Bibaut de Misery. Versailles, septembre 1768. — Fol. 22. Provisions de Louis-Jean-Baptiste Gaillard, seigneur de Framicourt, maître particulier des eaux et forêts à Abbeville. Paris, 28 mars 1771. — Fol. 24. « Enregistrement d'arrêt du Conseil et contrat d'aliénation à titre d'engagement des droits utiles de la paroisse de St-Léonard. » 1771. — Fol. 26. Provisions de François-Jacques Clémenceau, lieutenant général en la sénéchaussée de Ponthieu. Paris, 20 novembre 1771. — Fol. 31 v°. Provisions de Pierre-Martin Delamotte, rapporteur du point d'honneur au bailliage

de St-Quentin. Paris, 26 mars 1772. — Fol. 33 v°. Provisions de Pierre-Charles Fruictier, contrôleur au grenier à sel d'Ault et Mers. Paris, 24 mai 1769. — Fol. 35. « Arrêt (du Conseil) qui ordonne la réunion du fief d'Exauvillers au fief d'Exauvillers dit Crapin. Versailles, 16 juin 1772. — Fol. 40 v°. Provisions de Louis-François-Marie Guerlain, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts de Boulonnois. Paris, 29 avril 1772. — Fol. 44. Provisions de Jean-Baptiste Nédonchel, président aux traites à Montreuil. Paris, 12 février 1772. — Fol. 45 v°. Provisions de Joseph-François-Nicolas Hacot, lieutenant criminel au siège royal de Montreuil. Paris, 12 février 1772. — Fol. 48. Provisions de Charles Doliger, garde général des bois et forêts en la maîtrise particulière d'Abbeville. Paris, 21 août 1771. — Fol. 49. Lettres d'érection de la terre de Folleville en marquisat, en faveur de Charles-Gabriel de Folleville, seigneur de Manancourt, Bouchavesnes, etc. Paris, novembre 1719. — Fol. 53. Provisions de Jacques-François Godard d'Argoule, trésorier de France à Amiens. Versailles, 31 décembre 1772. — Fol. 55. « Arrêt du Conseil portant concession de 4 terrains vagues scitués entre Calais et Gravelines, au profit du sieur de Tauffe. » Versailles, 26 janvier 1773. — Fol. 59. « Terrain accordé à la ville d'Amiens, pour y construire une écurie pour la maréchaussée. » Arrêt du Conseil. Versailles, 23 février 1773. — Fol. 61. « Confirmation de noblesse des enfans de M. Bosquillon de Rosières. » Arrêt du Conseil. Versailles, 4 mai 1773. — Fol. 63. Provisions de Louis-Armand-Philippe Delaforge, président au grenier à sel de Breteuil. Versailles, 26 mars 1772. — Fol. 65. Arrêt du Conseil faisant au marquis d'Achy concession d'une redevance de la terre de Nouvion. Versailles, 28 décembre 1772. — Fol. 69. Provisions de Louis-Antoine-Delacourt, président des traites à Amiens. Versailles, 4 juin 1753. — Fol. 71. Provisions de Jean-Baptiste-Melchior Blondel, contrôleur au grenier à sel de St-Quentin. Paris, 13 novembre 1773. — Fol. 72 v°. Provisions de Louis-Charles Douville, procureur du Roi en la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Abbeville. Paris, 13 janvier 1773. — Fol. 75 v°. « Lettres patentes sur arrêt portant règlement pour l'enregistrement du bail des fermes. » Fontainebleau, 17 octobre 1773. — Fol. 83 v°. Provisions de Jean-Baptiste Loysel Le Gaucher, maire de Rue. Paris, 21 avril 1773. — Fol. 84 v°. Provisions de Jean-Étienne Maillard, lieutenant de maire à Marle. Paris, 24 mars 1773. — Fol. 86. « Enregistrement d'un arrêt du Conseil, portant concession et aliénation de

¹ Dates d'enregistrement.

deux terrains vagues situés à Outrau, près Boulogne.» 1773. — Fol. 87 v°. Provisions de François Broutel, grenetier à Grandvilliers. Paris, 23 mars 1774. — Fol. 91 v°. Provisions de Jacques-François-Joseph Robert, procureur du Roi en l'amirauté de Boulogne. Paris, 26 mai 1773. — Fol. 94. «Enregistrement du bail des domaines des généralités d'Amiens et Soissons.» Paris, 22 février 1774. — Fol. 100 v°. et 107. Arrêt du Conseil portant concession d'un terrain sablonneux nommé les Molières d'Hénoq, entouré de trois côtés par les eaux de la Canche à Étaples. La Muette, 14 juin 1774 — Fol. 102 v°. Provisions de Jean-François-Nicolas Pillon, lieutenant civil en l'élection de Montdidier. Paris, 19 juin 1774. — Fol. 110. Provisions de Henri-Louis-Libéral-Antoine-Gaspard de la Tour de la Boulie, maître particulier des eaux et forêts à Calais. Paris, 2 mars 1773. — Fol. 113. Provisions de Nicolas Couture, greffier en chef criminel au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 23 février 1774. — Fol. 114 v°. «Enregistrement du bail des fermes générales.» Versailles, 26 avril 1774. — Fol. 121 v°. Provisions de Pierre Francastel, grenetier à Grandvilliers. Paris, 22 février 1775. — Fol. 123. «Arrêt du Conseil qui ordonne que Jean Berthaux sera mis en possession de la régie des domaines. Versailles, 22 décembre 1774. — Fol. 128 v°. Provisions de Charles-Godefroy Masson, grenetier à Montdidier. Paris, 22 mars 1775. — Fol. 130. Provisions de Pascal-Jacques Marotte, assesseur à la ville d'Albert. Paris, 5 avril 1775. — Fol. 131. Arrêt du Conseil pour la construction d'un moulin sur le terroir de Deniécourt. Versailles, 28 mars 1775. — Fol. 134. Provisions de Jean-Jacques Famery à une chapelle royale du château de Boulogne. La Muette, 3 juin 1774. — Fol. 135 v°. Provisions de Jean-Baptiste Hénoq, contrôleur au grenier à sel de Nampont-St-Martin. Paris, 17 mai 1775. — Fol. 139. Provisions de François-Joseph Corduant, procureur du Roi au grenier à sel de Corbie. — Fol. 141. Provisions de François-Joseph Poujol, président en l'élection de Doullens. Versailles, 2 août 1775. — Fol. 142 v°. Provisions du même, grenetier audit lieu. Versailles, 2 août 1775. — Fol. 144 v°. Provisions de Jean-Louis-François Boutillier, élu à Amiens. Paris, 17 août 1775. — Fol. 147 v°. Provisions d'Alexandre-Guillaume-Achille Mitiffeu, élu à Amiens. Paris, 30 août 1775. — Fol. 149 v°. Provisions de Jacques-André Duflos, élu à Doullens. Paris, 17 janvier 1776. — Fol. 151 v°. Provisions d'Alexis-François Campion, procureur du Roi au grenier à sel de Grandvilliers. Paris, 17 août 1775. — Fol. 154 v°. Édit portant suppression des corvées. Versailles, février 1776. — Fol. 160. Arrêt du Conseil qui

accorde aux vassaux du Roi, jusqu'au 1^{er} janvier 1777, pour rendre les foi et hommage dus à son heureux avènement. Versailles, 7 août 1775. — Fol. 162. Provisions d'Ambroise Huet-Durotois, élu à St-Quentin. Paris, 1^{er} mai 1776. — Fol. 164. Provisions de Charles-Luglien Cauvel de Carouge, président au grenier à sel de Montdidier. Paris, 1^{er} mai 1776. — Fol. 166. Provisions de Clément-Nicolas-Vincent Hecquet de Beaufort, avocat du Roi en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Fontainebleau, 19 octobre 1775. — Fol. 167 v°. Provisions de Nicolas Mitouart, garde général des eaux et forêts en la maîtrise particulière d'Amiens. Paris, 1^{er} mai 1776. — Fol. 171. Lettres de naturalité de Jacques-Thaddée Foulter, prêtre, natif d'Irlande. Fontainebleau, octobre 1740. — Fol. 172 v°. «Déclaration qui rétablit par provision l'ancien usage observé pour les réparations des grands chemins.» Versailles, 11 août 1776. — Fol. 173 v°. Provisions de Nicolas-Joseph Lenain, grenetier à Albert. Fontainebleau, 7 novembre 1776. — Fol. 175. Provisions de Louis-Joachim Gorlier, procureur du Roi au grenier à sel d'Albert. Fontainebleau, 7 novembre 1776. — Fol. 176 v°. Arrêt du Conseil qui accorde un délai pour les foi et hommage dus au Roi. Versailles, 17 janvier 1777. — Fol. 179. Arrêt du Conseil portant règlement sur les ventes et reventes des domaines. Versailles, 7 mars 1777. — Fol. 184. Provisions de Charles-Gabriel Lemaire, président au grenier à sel de Grandvilliers. Paris, 13 février 1770. — Fol. 185. Provisions de Louis-Philippe-Marie Duriez, greffier en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Calais. Paris, 26 février 1777. — Fol. 186 v°. Provisions de Charles-Xavier-Louis, seigneur de Senonville, maître particulier des eaux et forêts à Abbeville. Versailles, 3 juin, et Paris, 25 juin 1777. — Fol. 190 v°. Provisions de Charles-Alexandre-François Gobinet de Villecholles, receveur des impositions de l'élection de St-Quentin. Paris, 11 juin 1777. — Fol. 192 v°. Arrêt du Conseil portant concession de 12 arpents 1/2 de terre aux habitants d'Énoq et d'Haudicq. Versailles, 25 mars 1777. — Fol. 199. Provisions de Jean-Baptiste-Charles-Paul Boutteville, procureur du Roi au bailliage et prévôté de Péronne. Paris, 12 mars 1777. — Fol. 200 v°. Édit portant suppression de tous les offices de receveurs et contrôleurs généraux des domaines et bois. Versailles, août 1777. — Fol. 205 v°. Lettres patentes en forme d'édit, portant remplacement et supplément d'apanage en faveur du comte d'Artois. Versailles, juin 1776. — Fol. 217. Provisions de Jacques-Édouard Verain de Varennes, receveur des

tailles de l'élection de Montdidier. Paris, 30 mars 1763. — Fol. 219. Arrêt du Conseil relatif à la régie des domaines. Versailles, 14 décembre 1777. — Fol. 225 v°. Provisions de Jacques-François Féret, greffier en l'élection d'Amiens. Paris, 11 juin 1777. — Fol. 228. Provisions de Nicolas-Jacques Duwanel, sieur de la Bouillarderie, lieutenant de la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Abbeville. Versailles, 31 décembre 1777. — Fol. 235. Provisions d'André-Vincent Boistel d'Exauvillers, trésorier de France à Amiens. Paris, 11 mars 1778. — Fol. 237 v°. Provisions de Louis-Marie-Thomas Routtier, avocat du Roi en la sénéchaussée de Boulogne. Paris, 6 août 1777. — Fol. 239 v°. Provisions de Jean-François-Guy Pillon de la Tour, élu à Montdidier. Paris, 14 janvier 1778. — Fol. 242. Provisions d'André-Alexandre Michault, contrôleur au grenier à sel d'Abbeville. Paris, 8 avril 1778. — Fol. 244. Provisions de François-Félix-Xavier-René Boullanger de Rivery, lieutenant particulier au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 11 février 1778. — Fol. 245 v°. Provisions de Charles-Louis-Gabriel Le Correur, président en l'élection de Doullens. Paris, 29 avril 1778. — Fol. 248. Provisions de Jacques Holleville, grenetier à Doullens. Paris, 29 avril 1778. — Fol. 249 v°. Provisions de Jacques-Sébastien de St-Jullien, président au grenier à sel de Nampont-St-Martin. Versailles, 14 avril, et Paris, 13 mai 1778. — Fol. 253. Provisions de Nicolas-Antoine Delfe, élu à Abbeville. Versailles, 19 mai, et Paris, 7 mai 1778. — Fol. 256 v°. Provisions de Claude-Clément-Alexandre Le Tellier, seigneur de Grécourt, président au grenier à sel de Péronne. Versailles, 31 décembre 1776. — Fol. 258 v°. Provisions de François-Bernard Bunel, avocat du Roi au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 29 juillet 1778. — Fol. 260. Provisions de Charles-Alexandre Cozette, trésorier de France à Amiens. Paris, 26 août 1778. — Fol. 266. Provisions de Philippe-Marie-Henri Pujol, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 12 août 1778. — Fol. 270 v°. Provisions de Georges Duflos, greffier en chef de l'élection de Doullens. Paris, 11 février 1779. — Fol. 272. Provisions d'Henri Jorand, procureur du Roi au grenier à sel de St-Quentin. Paris, 24 février 1779. — Fol. 273 v°. Provisions de Jean-Baptiste-Antoine Mopinot, trésorier de France à Amiens. Paris, 24 février 1779. — Fol. 280. Provisions d'Alexandre-Charles-François Hudeline de Corton, grenetier à St-Quentin. Paris, 24 mars 1779. — Fol. 283 v°. Provisions de Jacques-François-Joseph Serault, trésorier de France à Amiens. Paris, 28 avril 1779. — Fol. 284 v°. Provisions de Pierre-Charles-Marie Audibert,

garde-marteau en la maîtrise particulière de Calais. Paris, 12 août 1778. — Fol. 286. Provisions de Louis-Marie Blanquart, procureur du Roi audit siège. Paris, 12 août 1778. — Fol. 287 v°. Provisions du sieur Dacary de Beaucoroy, lieutenant au régiment de Roussillon-infanterie, en la charge de capitaine de Beauquesne. Versailles, 11 avril 1779. — Fol. 289 v°. Provisions de Louis-Charles-Marie Palyart, élu à Amiens. Paris, 24 mars 1779. — Fol. 291 v°. Provisions de Mathias-Antoine de Haussy de Robécourt, avocat du Roi au bailliage et prévôté de Péronne. Versailles, 31 décembre 1778. — Fol. 292 v°. Lettres de noblesse de François Delporte, négociant à Boulogne. Versailles, décembre 1776. — Fol. 296. Provisions de Robert Ternaux, garde-marteau en la maîtrise particulière de Boulogne. Paris, 28 avril 1779. — Fol. 302 v°. Provisions d'Adrien Cozette, trésorier de France à Amiens. Paris, 10 novembre 1779. — Fol. 304. Provisions de François-Marie Delaporte, lieutenant en la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Amiens. Paris, 14 avril 1779. — Fol. 306. Lettres patentes accordées par le Roi au comte d'Artois, relativement au droit de prélation de la baronnie de Picquigny. Versailles, 10 décembre 1779. — Fol. 307. Arrêt du Conseil qui décharge les demoiselles Froment du droit de franc fief. Versailles, 14 décembre 1779. — Fol. 309. «Déclaration concernant la taille et la capitation.» Versailles, 13 février 1780. — Fol. 320 v°. Provisions de Jean-Laurent Quignon, grenetier à Ault et Mers. Paris, 19 avril 1780. — Fol. 322. Arrêt du Conseil portant concession d'un terrain à Amiens, rue des Clairons. Versailles, 9 novembre 1779. — Fol. 323 v°. Provisions d'Antoine-Pierre Blanquart de la Barrière, maître particulier des eaux et forêts à Boulogne. Versailles, 31 décembre 1779. — Fol. 326. «Édit portant suppression de quarante-huit offices de receveurs généraux des finances et établissement d'un nouvel ordre à cet égard.» Versailles, avril 1780. — Fol. 330. Provisions de Noël-Michel-Augustin Damiens d'Hébécourt, élu à Montdidier. Paris, 5 juillet 1780. — Fol. 331 v°. Lettres patentes sur arrêt portant concession de terres entre Calais et Gravelines. Versailles, 5 juillet 1687. — Fol. 332 v°. Édit portant suppression et création nouvelle de trois offices de receveurs généraux, etc. Versailles, janvier 1780. — Fol. 335 v°. Provisions de Pierre Gobaut de Criquelles, contrôleur général des domaines du comté de Ponthieu. Versailles, 12 juillet 1780. — Fol. 339 v°. Provisions de Jean-Daniel Mouguet de la Sablonnière, lieutenant

en la maîtrise des eaux et forêts de Boulonnois. Paris, 23 mai 1780. — Fol. 342. Provisions de Pierre-Médard-Martin de Charles, receveur général du comté de Ponthieu. Versailles, 12 juillet 1780. — Fol. 343. Lettres patentes concernant la recette générale des finances de la généralité d'Amiens. Versailles, 23 juin 1780. — Fol. 347. v°. Lettres patentes sur arrêt permettant à la ville d'Amiens l'acquisition d'une maison, pour y construire une halle couverte. Versailles, 13 septembre 1780. — Fol. 350 v°. Ascensement d'un terrain inculte d'environ 6 mesures à Outreau. 1780. — Fol. 353. Arrêt du Conseil portant concession d'une portion de commune aux habitants de la paroisse de Bonères, (Bon air ?) Versailles, 20 avril 1779, — etc.

C. 1994. (Registre.) — In-fol. 293 feuillets, papier.

1781-1787¹. — Registre aux Chartes. — Fol. 1. Provisions de Charles-Antoine Dépréault, procureur du Roi en la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Amiens, Paris, 8 mars 1780. — Fol. 5. Provisions de Joseph-René-Louis Boistel de Belloy, trésorier de France à Amiens. Paris, 14 mars 1781. — Fol. 8 v°. Provisions de Charles-François Lefebvre, vicomte de la Mailliardière, capitaine à la suite de la cavalerie, en la charge de lieutenant de Roi en Picardie. Versailles, 22 mars 1775. — Fol. 10 v°. Arrêt du Conseil qui autorise le sieur Darras, charcutier à Amiens, rue St-Leu, au coin de la rue de Ville, à avancer la devanture de sa maison. Versailles, 10 juillet 1781. — Fol. 12 v°. « Enregistrement de lettres patentes portant vente et aliénation des garennes de Dannes, de Neufchâtel-le-Becq et Nord-Buisson. » 16 juillet 1781. — Fol. 14. Arrêt du Conseil relatif au projet de nouvel alignement et décoration de la place d'Armes d'Amiens. Versailles, 20 juillet 1781. — Fol. 15 v°. Arrêt du Conseil portant concession de deux portions de terrains à Amiens, île St-Germain. Versailles, 28 novembre 1780. — Fol. 17. Provisions de Louis-Adrien-Charles Bruslé, lieutenant en l'amirauté de St-Valery. Paris, 29 novembre 1780. — Fol. 19 v°. Provisions de Mathieu-Joseph-Guillaume de St-Amour, procureur du Roi au bailliage d'Ardres. Paris, 12 septembre 1781. — Fol. 24 v°. Provisions de Jean-Baptiste-Charles Dequeux de Beauval, lieutenant particulier en la sénéchaussée et présidial d'Abbeville. Paris, 2 mai 1781. — Fol. 26 v°. Provisions d'Éloi-François de Ribeaucourt, seigneur de Rouveroy, élu à Abbeville. Paris, 28 novembre 1781. — Fol. 27 v°. Édît portant création de quarante-huit offices de receveurs généraux des finances. Versailles, octobre 1781. — Fol. 32 v°. Ordonnance du bureau des finances qui, à la suite de

l'incendie du village de la Chaussée, près de Calais, ordonne qu'à l'avenir les toitures en chaume qui seront à réparer dans le Calaisis seront remplacées par des couvertures en tuiles. 31 janvier 1782. — Fol. 33. Lettres patentes du comte d'Artois relativement aux droits à percevoir sur ses vassaux du comté de Ponthieu, pour raison de foi, hommage et réception d'aveux. Versailles, 20 février 1782. — Fol. 34 v°. Provisions de Jean-Marie Darjuzon, écuyer, receveur général des finances de la généralité d'Amiens. Paris, 28 novembre 1781. — Fol. 36. Provisions de Jean-Etienne-Nicolas Boulanger, lieutenant particulier au bailliage et gouvernement de Montdidier. Paris, 1^{er} août 1781. — Fol. 40 v°. Provisions de Landry-François-Adrien François, contrôleur au grenier à sel d'Albert. Paris, 1^{er} mai 1782. — Fol. 43. Arrêt du Conseil portant concession aux maire et échevins de Desvrenes (Desvres), de l'ancien château dudit lieu. Versailles, 21 janvier 1764. — Fol. 50. Arrêt du Conseil relatif aux droits perçus par le comte de Lannoy, à Auxy-le-Château. Versailles, 20 avril 1777. — Fol. 54. Id. Versailles, 23 mars 1778. — Fol. 60 v°. Provisions de Félix-Marcel Cordier, procureur du Roi en l'élection d'Abbeville. Paris, 24 juillet 1782. — Fol. 63. Arrêt du Conseil portant concession au chapitre de la cathédrale d'Amiens d'une portion de terrain près du Moulin Neuf. Versailles, 6 août 1782. — Fol. 65 v°. Arrêt du Conseil relatif à la commune du Quesnel. La Muette, 26 septembre 1782. — Fol. 67 v°. Provisions du marquis de la Ferrière, gouverneur des villes et citadelle d'Amiens. Versailles, 9 juin 1772. — Fol. 70. Arrêt du Conseil qui ordonne qu'il sera procédé à la vente d'un terrain de 43 verges, en la basse ville de Boulogne. Versailles, 23 juillet 1782. — Fol. 72. Provisions de Jean-François Bocquet, contrôleur au grenier à sel de Doullens. Paris, 18 décembre 1782. — Fol. 74. Provisions de Jean-Louis Adrien Cambronne, procureur du Roi en l'élection de St-Quentin. Versailles, 16 janvier 1783. — Fol. 75 v°. Provisions de Bernard Dumollin, procureur du Roi au bureau des finances d'Amiens. Versailles, 16 janvier 1783. — Fol. 79 v°. Lettres de confirmation de noblesse pour Joseph de Comerford, irlandais. Paris, octobre 1776. — Fol. 83. Provisions d'Antoine de Lasaux, greffier ancien au bureau des finances d'Amiens. Paris, 26 février 1783. — Fol. 84. Provisions du même, greffier alternatif audit siège. Paris, 26 février 1783. — Fol. 85. Provisions du même, greffier triennal audit siège. Paris, 26 février 1783. — Fol. 86. Provisions du même, greffier de la chambre du domaine et voirie audit bu-

¹ Dates d'enregistrement.

reau Paris, 26 février 1783. — Fol. 87 v°. Arrêt du Conseil relatif à la place d'Armes d'Amiens. La Muette, 17 septembre 1782. — Fol. 89 v°. Provisions de Paul Fayard de Bourdeilles, receveur général des finances à Amiens. Paris, 4 septembre 1782. — Fol. 95. Provisions de Pierre-Éloi de Ribeaucourt, élu à Abbeville. Paris, 9 avril 1783. — Fol. 97. Provisions de Jean-Louis-Marie Mathon à une chapelle royale du château de Boulogne. Marly, 29 octobre 1780. — Fol. 98 v°. Provisions de Jean-Baptiste-Gaspard-Henri Thiérion, trésorier de France à Amiens. Paris, 14 mai 1783. — Fol. 101. Provisions de Nicolas Parent, sieur de Martigni-Briand, chevalier d'honneur au bureau des finances d'Amiens. Paris, 27 février 1782. — Fol. 102. Ascensement des garennes d'Écaut et du Choquel en Boulonnois. 3 février 1783. — Fol. 105. Arrêt du Conseil qui confirme l'aliénation de 23 mesures, 28 perches de terrain inculte dans le marais de Guines. Versailles, 28 mai 1782. — Fol. 106 v°. Arrêt du Conseil relatif à un diamant déposé entre les mains des officiers municipaux d'Amiens. 1783 (?). — Fol. 111 v°. Provisions de François-Alexandre Fauchon, procureur du Roi au grenier à sel d'Amiens. Paris, 28 mai 1783. — Fol. 114. Provisions de Henri-Joseph Blanquart, procureur du Roi au siège royal de Calais. Paris, 28 mai 1783. — Fol. 116. Provisions de Pierre-Martin-Judith-Éléonor de Thosse, lieutenant en l'amirauté de Calais. Paris, 9 avril 1783. — Fol. 117. Provisions de Joseph-Hippolyte Huguet du Hallier, maître particulier des eaux et forêts à Calais. Paris, 13 août 1783. — Fol. 119 v°. Provisions d'Antoine-Nicolas de Lasaux, greffier au bureau des finances d'Amiens. Paris, 17 décembre 1783. — Fol. 124 v°. Ascensement de 15 mesures de prés dits les prés d'Hocquinchen au Pont de Briques, paroisse St-Léonard en Boulonnois. 12 novembre 1783. — Fol. 126. Ascensement de l'étang de Camiers en Boulonnois. 20 octobre 1783. — Fol. 127. Arrêt du Conseil portant ascensement de terrains le long du chemin de Boulogne à St-Martin. Versailles, 19 août 1783. — Fol. 128. Arrêt du Conseil portant engagement des droits utiles et honorifiques de la seigneurie, et justice de St-Léonard près Boulogne. Versailles, 23 septembre 1783. — Fol. 130. Arrêt du Conseil portant concession de prés, à St-Pierre lès Calais. Fontainebleau, 18 novembre 1783. — Fol. 131. Ordonnance du bureau des finances concernant les grands chemins du Calais et de l'Ardresis. Amiens, mars 1784. — Fol. 133 v°. Provisions de Louis-François-Bonaventure Hémart, élu à Doullens. Versailles, 17 mars 1784. — Fol. 135. Ascensement de l'étang de Cormorand, Claireau et Grisemarine et des terrains en

dépendants, sis au hameau du Choquel, paroisse de Condette 23 octobre 1783. — Fol. 137. Provisions de Pierre-Marie Leporque de Belval, lieutenant particulier assesseur criminel en la sénéchaussée de Boulonnois. Versailles, 14 janvier 1784. — Fol. 139 v°. Provisions d'Antoine-Joseph Lemarchant de Wallieux, trésorier de France à Amiens. Paris, 7 mai 1784. — Fol. 140 v°. Arrêt du conseil du comte d'Artois, en faveur des Cordeliers de Doullens. Versailles, 25 mai 1783. — Fol. 143. Provisions de Jean-Baptiste-Auguste-Marie Fontaine, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Versailles, 16 janvier 1783. — Fol. 145. Provisions de Charles-Antoine-Joseph Cambronne, élu à St-Quentin. Paris, 9 juin 1784. — Fol. 147. Provisions de Louis-Henri Brunel d'Horna, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 12 mars 1783. — Fol. 148 v°. « Arrêt du conseil d'État portant concession au proffit des officiers municipaux de la ville d'Ardres de l'hôtel du gouverneur de ladite ville. Versailles, 7 novembre 1781. — Fol. 152. Provisions de Marie-Charles-Firmin-Alexandre Dufresne de Beaucourt, conseiller au bailliage d'Amiens. Paris, 10 juillet 1782. — Fol. 154. Arrêt du Conseil rendu sur la requête d'Alexandre-Ferdinand Lapostolle, « démonstrateur de chymie de l'académie des sciences et belles lettres et arts de la ville d'Amiens, professeur de mouture et de boulangerie, contenant qu'il vient d'être chargé par le sieur intendant et commissaire départi en la généralité d'Amiens de donner publiquement des leçons sur la mouture et la boulangerie, mais que, pour porter cette partie de l'économie rurale au degré de perfection dont les nouvelles expériences la rendent susceptible, il seroit indispensable d'avoir un moulin économique, où se feroient les démonstrations ; qu'on ne peut former un pareil établissement sans un concours d'eau, et qu'il paroît certain que les seigneurs des rivières qui coulent à Amiens n'y consentiroient pas, attendu qu'ils sont propriétaires de tous les moulins rustiques, que, dans ces circonstances, le suppliant auroit pensé que la construction d'un moulin à vent rempliroit les vues du sieur intendant et le vœu de la province, qu'en conséquence il auroit jetté les yeux sur l'emplacement d'un cavalier en partie éboulé faisant partie des fortifications d'Amiens, lequel emplacement contient environ vingt toises et se trouve borné au nord et à l'occident par l'avenue d'arbres du rempart, à l'orient et au milieu par les murs de clôture de différents jardins » ; concession à lui faite dudit cavalier, moyennant une redevance annuelle de 120 l. de froment. Versailles, 18

mai 1784. — Fol. 158. Provisions de Louis-Alexandre Brocot, maître particulier des eaux et forêts à Abbeville. Paris, 18 août 1784. — Fol. 162 v°. Provisions de Jean-Antoine Dusevel, greffier en chef de l'élection de Doullens. Paris, 21 juillet 1784. — Fol. 164. Arrêt du Conseil portant concession d'un terrain vague nommé le Verdin, aux environs d'Étaples. Versailles, 27 juillet 1784. — Fol. 165. Ascensement de deux petites portions de terre nommées les Haute et Basse Communettes, en la banlieue de Desvres. Amiens, 17 décembre 1784. — Fol. 166 v°. Provisions de Jean-Pierre Gueudet, procureur du Roi au grenier à sel de Montdidier. Paris, 1^{er} septembre 1784. — Fol. 168. Ascensements de divers terrains sur la paroisse de Desvres. 1785. — Fol. 171. Provisions de Fursy Naudé, élu à Péronne. Paris, 17 novembre 1784. — Fol. 172 v°. Provisions de Robert Pincepré, élu à Péronne. Paris, 24 novembre 1784. — Fol. 174. Provisions de Remy-Lambert Pluche, greffier en l'élection de Péronne. Versailles, 11 février 1784. — Fol. 177 v°. Provisions de Charles-Marie Payen, contrôleur au grenier à sel de Péronne. Versailles, 21 décembre 1782. — Fol. 179 v°. Provisions de Jean-Baptiste-Louis Deville, trésorier de France à Amiens. Versailles, 16 mars 1785. — Fol. 180 v°. Arrêt du Conseil portant inféodation au marquis de Vêrac de deux pièces de terre à Dargies, au lieu dit la Grande Fosse. Versailles, 9 novembre 1784. — Fol. 182. « Ascensement de deux portions de terre, l'une nommée la commune de l'Épinoy, et l'autre la commune de Pillebois. » 14 avril 1785. — Fol. 183 v°. « Arrêt du Conseil portant ascensement du vieux château de Beauquesne. » Versailles, 17 février 1784. — Fol. 186. « Accensement d'une portion de terrain en la banlieue de Desvres nommée les Créquiers. » Amiens, 30 avril 1785. — Fol. 187. Provisions de Louis-François Maillart, président en l'élection d'Amiens. Paris, 6 avril 1785. — Fol. 188 v°. Arrêt du Conseil portant ascensement d'un terrain au faubourg St-Pierre à Amiens, rue de Bonnar. Versailles, 6 avril 1784. — Fol. 189. Provisions de Jean-Baptiste Goret, président au grenier à sel de Roye. Paris, 8 juin 1763. — Fol. 190 v°. Provisions de Jean Bertin, grenetier à Roye. Versailles, 8 avril 1751. — Fol. 192. Ascensement d'un terrain au lieu dit la Poterie, paroisse de Desvres. Amiens, 31 mai 1785. — Fol. 193. « Ascensement d'un terrain à la Poterie, paroisse de Desvres. » Amiens, 31 mai 1785. — Fol. 194 v°. « Ascensement d'un terrain vague faisant partie de la forêt de Desvres. » Amiens, 2 juin 1785. — Fol. 195. Ascensement de six portions de terrains sis à Amiens, à St-Maurice,

Camon, au pont du Cange, à la porte du Cours et à la porte de Noyon. 7 octobre 1783. — Fol. 197. Lettres patentes portant réunion des biens de l'abbaye de N.-D. de Biache à ceux de l'abbaye de Fervaque. Versailles, juin 1767. — Fol. 198. Provisions de Pierre-Jean Lefebvre, greffier en l'élection de Montdidier. Paris, 28 mai 1785. — Fol. 199 v°. Provisions de Guillain-Joseph Bauchard, élu à St-Quentin. Paris, 6 juillet 1785. — Fol. 200 v°. Arrêt du Conseil portant concession à Joseph Denis, bourgeois d'Amiens, de l'emplacement d'un cavalier sis à Amiens dit le Four des Champs, pour y établir un moulin à vent économique. Versailles, 10 août 1784. — Fol. 202 v°. Provisions de Nicolas-Remisius Audibert, garde marteau en la maîtrise de Calais. Paris, 8 juin 1785. — Fol. 203 v°. Arrêt du Conseil concernant la reconstruction de la porte d'entrée du bureau des finances d'Amiens, sur le devis du sieur Rousseau, ancien inspecteur des ponts et chaussées, ingénieur de la ville d'Amiens. Versailles, 13 novembre 1784. — Fol. 206. Provisions de Pierre-Charles-François-Auguste du Liège, trésorier de France à Amiens. Paris, 8 juin 1785. — Fol. 208 v°. Provisions d'Étienne-Fursy Minette, lieutenant en l'élection de Péronne. Paris, 3 août 1785. — Fol. 209 v°. Concession au sieur Lemaire de 113 mesures, 46 verges de terrain faisant partie des communes de Bresmes. 28 juillet 1785. — Fol. 211. Concession au sieur Petit, d'un marais de 35 mesures, 36 verges dans la paroisse d'Ardres, 10 août 1785. — Fol. 215. Provisions d'Henri-Valery Leroux, grenetier à St-Valery. Paris, 17 août 1785. — Fol. 217. Provisions de Jacques-Pierre-Maubailarcq, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts de Calais. Paris, 17 août 1785. — Fol. 218 v°. Provisions d'Antoine-Louis Tellier de Blanriez, maître particulier des eaux et forêts à Calais. Paris, 14 septembre 1785. — Fol. 220. Accensement de 12 verges de pré en la banlieue de Desvres. Amiens, 12 novembre 1785. — Fol. 220. « Accensement de 16 verges de terre au faubourg de Beauvais, entre la porte de la ville et le fort de l'Éperon », à Amiens. Amiens, 12 novembre 1785. — Fol. 223. Provisions de Joseph-René-Louis Boistel de Belloy, lieutenant particulier au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 17 août 1785. — Fol. 224. « Contract de vente d'une maison située près les fortifications de la ville de Boulogne-sur-Mer. » Amiens, 22 novembre 1785. — Fol. 226. Provisions de Louis-Pierre Lebrun, conseiller enquêteur et commissaire examinateur au bailliage et présidial d'Amiens. Paris, 20 juillet 1785. — Fol. 227. Provisions d'Éloi

Fouquier, greffier en chef garde-scel de la juridiction des juges consuls de St-Quentin, etc. Versailles, 27 janvier 1785. — Fol. 228. Ascensement de 5 à 6 arpents de terrain au Pilbois, banlieue de Desvres. Amiens, 14 janvier 1786. — Fol. 229. « Ascensement d'une portion de terrain rue du Don (à Amiens), au nommé Dubois. » Amiens, 26 janvier 1786. — Fol. 230. Ascensement d'un terrain, même rue, au sieur Lefèvre. Amiens, 26 janvier 1786. — Fol. 237. Ascensement d'un terrain vague, même rue, à Jean-Baptiste Boucher. Amiens, 11 février 1786. — Fol. 237 v°. Ascensement d'un terrain vague, même rue, à Marie-Rose Lavergne, veuve de François Pinchon, fabricant. Amiens, 11 février 1786. — Fol. 238. Ascensement d'un terrain vague, même rue, à Marie-Adrienne-Charlotte Verry, Amiens, 11 février 1786. — Fol. 240. Provisions de Nicolas-Louis du Liège, trésorier de France à Amiens. Versailles, 31 décembre 1785. — Fol. 242. Provisions de Louis-Michel Dargnies, lieutenant en l'élection d'Abbeville. Paris, 25 janvier 1786. — Fol. 243 v°. Provisions de Jacques Colomban de Miannay, sieur d'Offoy, élu à Abbeville. Paris, 9 février 1786. — Fol. 240. Provisions de Charles-François-Siméon-Joseph Thélu, trésorier de France à Amiens. Paris, 25 janvier 1786. — Fol. 248. Provisions de Claude-Clément de Grain, élu à Péronne. Versailles, 31 décembre 1785. — Fol. 249. Ascensement d'un terrain entre le Mail et le Camp des Buttes, à Jacques Lordel. Amiens, 28 mars 1786. — Fol. 250 v°. Provisions d'Amable Creton, président au grenier à sel d'Amiens. Paris, 8 mars 1786. — Fol. 252. Vente des droits honorifiques de la paroisse de St-Étienne près de Boulogne. Amiens, 9 mai 1786. — Fol. 253 v°. Provisions de Quentin-Nicolas Bruslé, élu à St-Quentin. Paris, 5 avril 1786. — Fol. 255. Provisions de Pierre Baclet, procureur du Roi en l'élection de Doullens, Paris, 26 avril 1786. — Fol. 258. Provisions du même, procureur du Roi au grenier à sel dudit lieu. Paris, 26 avril 1786. — Fol. 259 v°. Provisions de Louis Bruslé, procureur du Roi au grenier à sel de St-Valery. Paris, 7 décembre 1785. — Fol. 261 v°. Provisions de Jean-Baptiste-Gabriel Bouzard, président au grenier à sel d'Ault et Mers. Paris, 10 mai 1786. — Fol. 262 v°. Provisions de Joseph du Rosel, président en l'élection de Péronne. Paris, 22 mars 1786. — Fol. 264. Provisions de Jacques-Adrien Aliamet, trésorier de France à Amiens. Paris, 10 mai 1786. — Fol. 265. Arrêt du Conseil portant concession à Benoît Guibon d'une pièce de terre près la Porte Neuve à Boulogne. Fontainebleau, 8 novembre 1785. — Fol. 266. Provisions de Charles-Antoine-Augustin Grand-homme, président au grenier à sel de Corbie. Paris, 24 mai 1786. —

Fol. 267 v°. « Ascensement d'un terrain au faubourg de Beauvais, vis-à-vis l'éperon près les fossés de la ville », à Amiens. Amiens, 11 juillet 1786. — Fol. 268. Ascensement de quatre portions de terrains à Ardres. Amiens, 15 juillet 1786. — Fol. 271. « Arrêt du Conseil portant concession d'un magasin en la ville de Boulogne », à Benoît Guibon. Versailles, 24 février 1784. — Fol. 272. Provisions de Charles-François Porchel Lefebvre, garde-marteau en la maîtrise de Calais. Versailles, 26 juillet 1786. — Fol. 273 v°. « Provisions de Claude Ledoux, sieur de Bourseville, trésorier de France à Amiens. Paris, 23 août 1786. — Fol. 273 v°. « Ascensement d'un terrain vague situé à Amiens, donnant sur la rivière qui flue au devant de la cour Savary. » Amiens, 7 octobre 1786. — Fol. 274. « Ascensement d'un terrain vague à Amiens, paroisse de St-Germain, près le pont de St-Maurice et de la poissonnerie d'eau douce. » Amiens, 7 octobre 1786. — Fol. 274 v°. Ascensement d'un terrain à Amiens au Camp des Buttes. Amiens, 7 octobre 1786. — Fol. 276 v°. Provisions de Charles-Denis-Louis Durieux, élu à Péronne. Paris, 9 août 1786. — Fol. 276 v°. « Ascensement d'un terrain vague depuis la porte chartière des Augustins, jusqu'à leur porte du cloître », à Amiens. Amiens, 2 décembre 1786. — Fol. 277 v°. « Ascensement d'un terrain vague à Amiens au marché aux Betttes. » Amiens, 2 décembre 1786. — Fol. 281 v°. Provisions de Jean-Baptiste-Fursy Lecreux, lieutenant en l'élection de Péronne. Paris, 9 octobre 1786. — Fol. 282 v°. Concession de deux pièces de pré à St-Pierre lès Calais. Amiens, 21 décembre 1786. — Fol. 284. « Ascensement d'un terrain vague entre les faubourgs de Beauvais et d'Hautoye » à Amiens. 21 décembre 1786. — Fol. 289. Arrêt du Conseil portant concession d'une pièce de terre, près de Boulogne, au-dessus des Tintelleries. Versailles, 4 avril 1786. — Fol. 290 v°. Provisions de Claude-Jean-Louis Dartois, avocat du Roi au bailliage et siège royal de St-Quentin. Versailles, 31 décembre 1778. — Fol. 292 v°. Provisions de Gaspard Mollien, lieutenant en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Calais. Paris, 9 août 1786, — etc.

C. 1995. (Registre.) — In-fol. 292 feuillets, papier.

1703-1727. — Registre aux sentences. —

Fol. 6. Relativement à une fondation faite à la fabrique de Caubert. Moulin à Rue. 23 mai 1704. — Fol. 9. Dame Renée de Rambure, duchesse de Caderousse, dame d'Hornoy, relativement à la seigneurie dudit Hornoy. 17 juillet 1704. — Fol. 11. Renée de Gouffier, damoiselle d'Espagny.

16 août 1704. — Fol. 15. Ferme de la grande et petite Calimoche et de la Malassise. 3 décembre 1704. — Fol. 16 v°. Cierge à offrir à la cathédrale d'Amiens le jour de St Firmin. 10 janvier 1705. — Fol. 19. Domaine d'Ardres. 5 février 1705. — Fol. 22. Marguerite de la Haye, veuve d'Adrien de Tutelle, seigneur de Guémy, lieutenant-colonel de cavalerie. 24 avril 1705. — Fol. 29. Fiefs au Titre, à Waben, à Groslier, terre de Belle-brune, etc. 29 août 1705. — Fol. 39 v°. Duchesse de Nemours. 10 juillet 1705. — Fol. 65. Seigneurie de Rouverel. 23 novembre 1708. — Fol. 83. Fief de Gorges, à Airaines. 3 octobre 1710. — Fol. 125. Réfection du pavé de la ville d'Amiens. 30 janvier 1715. — Fol. 138 v°. Ordonnance relative aux droits de péages, barrages, passages, tant par terre que par mer. 1^{er} mars 1716. — Fol. 153 v°. Rente à la paroisse St-Jean du faubourg de Rouvroy à Abbeville. 15 mai 1717. — Fol. 159 v°. Louis de Lannoy, chevalier, seigneur comte dudit lieu, seigneur d'Auxy-le-Château, côté de France. 23 novembre 1717. — Fol. 195 v°. Seigneurie de Fontsonme. 9 août 1721. — Fol. 227. Joseph Digeon, chapelain à Amiens, pour la façade d'une maison à refaire à Amiens, rue St-Leu. 27 août 1726, — etc.

C. 1996. (Registre.) — In-fol. 272 feuillets, papier.

1727-1770. — Registre aux sentences. —

Fol. 1. Soumission de Jean Bequet, gressier, pour la fourniture des pavés de la ville d'Amiens. 3 mai 1727. — Fol. 1 v°. Démolition et rétablissement d'une maison à Amiens, rue basse St-Martin, à Jean Bultel, receveur de l'hôtel-de-ville d'Amiens. 15 mai 1727. — Fol. 10 v°. Bâtiment à construire entre la maison à l'enseigne de la Grosse Tête, et à celle du Grand Monarque. 11 octobre 1728. — Fol. 13. Visite ordonnée sur la plainte « tant des voituriers et roulliers quy entrent dans cette ville d'Amiens, que des personnes les plus distinguées de cette ville, qu'il y avoit du risque de passer en voitures par les portes de cette dite ville, à cause du mauvais estat du pavé. » 13 octobre 1728. — Fol. 35. Droits qui se perçoivent au Câtelet, au profit du sieur de Sart. 26 novembre 1731. — Fol. 42. « S'est présenté haut et puissant seigneur M^c Antoine-René de la Roche de Fontenille, abbé commendataire d'Auberive, prieur commendataire de St-Pierre d'Abbeville, chanoine de l'église cathédrale de Paris et grand vicaire de Mgr l'évêque d'Amiens, lequel, pour satisfaire à l'arrêt du conseil privé du Roy du 26 juillet 1729, par lequel Sa Majesté ordonne que les chanoines, chapitre, seigneurs, de la vicomté de St-Pierre de ladite ville d'Abbeville, seront tenu de remettre au greffe du bureau des finances d'Amiens un plan et estat contenant les rues et maisons qu'ils prétendent

dépendre de ladite vicomté, a ce jourd'huy remis au greffe de ce bureau un plan figuratif avec un estat des maisons qui dépendent de ladite vicomté de St-Pierre. » 10 octobre 1732. — Fol. 77. Moulin de Neuville, paroisse St-Léonard. 25 novembre 1739. — Fol. 86. Puits construit à Amiens, rue des Tripes. 3 mars 1741. — Fol. 108. Dame Louise-Marie Doresmieux, veuve de François Daigneville, chevalier, seigneur de Romaine Liercourt et du fief de Boiville, et damoiselle Louise-Charlotte Daigneville, fille et héritière dudit François. 11 décembre 1742. — Fol. 144. Jean-Charles-Alexandre Lesart de Prémont, chevalier, seigneur de Nielle et de Lostebarne, pair du comté de Guines, demeurant à Ardres. 12 avril 1749. — Fol. 175 v°. François-Louis-Gabriel Lefournier, chevalier, seigneur de Wargemont, seigneur de Ribeaucourt, Domart, Bernaville, Berneuil, Dreuil, Sorel, Wanel, Lheure, Florenquezelle, Méricourt et autres lieux, guidon des gendarmes de la garde ordinaire du Roi, mestre de camp de cavalerie, demeurant à Paris, rue St-Marc. 21 juin 1757. — Fol. 196 v°. Jean-Joachim Rouhault, marquis de Gamaches, grand d'Espagne de 1^{re} classe, comte et gouverneur de St-Valery-sur-Somme, des pays et rocs de Cayeux, brigadier des armées du Roi et mestre de camp du régiment Royal Piémont, pour la terre et seigneurie de Boismont. 21 octobre 1761. — Fol. 197 v°. Charles-Louis-André Daumale, chevalier, seigneur d'Ivrencheux et autres lieux, ancien cheveu-léger de la garde du Roi. 27 novembre 1761. — Fol. 228 v°. Soumission pour le pavage des rues d'Amiens. 28 mars 1767. — Fol. 243 v°. Droit de minage des grains à Boulogne. 15 juin 1768. — Fol. 256 v°. Pâturage dans la garenne du Gard. 25 février 1769. — Fol. 270 v°. Marie-Gertrude Vaillant, veuve de Joseph-François marquis de Ligne, seigneur de Toflet pour le moulin du Roi à Abbeville. 10 mai 1770, — etc.

C. 1997. (Registre.) — In-fol. 19 feuillets, papier.

1770-1787. — Registre aux sentences. —

Fol. 13. Condamnation contre le nommé Belvaud, maître couvreur, pour avoir travaillé à une maison à Amiens, rue des Sergents, sans avoir au préalable coupé les gouttières saillantes qui s'y trouvent. 16 mai 1771. — Fol. 15 v°. Droits seigneuriaux à payer par M. Picquet de Belloy, pour une maison par lui acquise à Amiens. 3 août 1771. — Fol. 18 v°. Jean-François Chassepot de Beaumont, chevalier, seigneur de Pissy, Framicourt, Angé (Hangest) et autres lieux. 28 août 1771. — Fol.

26. Moulin à vent à Ambleteuse. 18 février 1772. — Fol. 40. Condamnation des sieurs Damiens, d'Acheux et Gorin de Tronville, à faire repaver la devanture de leurs maisons, sur les plans dressés par le sieur Sellier, architecte. 19 juin 1773. — Fol. 56 v°. Maison à Amiens rue de Beauvais, chargée entre autres redevances d'un surcens à la confrérie de N.-D. du Puy dans la cathédrale d'Amiens. 19 mai 1774. — Fol. 89. Jean-Baptiste de Mons, chevalier, seigneur d'Havernas et autres lieux, etc. 4 mars 1777. — Fol. 140 v°. Projet de nouvel alignement de la place d'Armes d'Amiens. 22 septembre 1781. — Fol. 174 v°. Terrain à Amiens, vis-à-vis le rempart entre la porte St-Pierre et le pont Barabant, ascensé à Pierre Dufour, teinturier en soie. 24 mai 1785. — Fol. 178 v°. Seigneurie de Marconnelle. 13 août 1785. — Fol. 182 v°. Seigneurie de Montigny et de St-Acheul. 10 décembre 1785, — etc.

C. 1998. (Registre.) — In-fol. 353 feuillets, papier.

1757-1791. — « Registre contenant les noms des créanciers du bureau des finances de la généralité d'Amiens, 1757 à 1791. »

C. 1999. (Registre.) — In-fol. 25 feuillets, papier.

1728-1739. — Registre aux amendes de consignations.

C. 2000. (Liasse.) — 3 pièces, papier (imprimées).

1757-1786. — « Arrest du conseil d'État du Roi portant suppression de dix offices de procureurs postulans au bureau des finances d'Amiens, et réunion de fonctions à la communauté des procureurs postulans au bailliage et siège présidial d'Amiens. » Compiègne, 12 juillet 1757 ; et « Arrest du conseil d'État du Roi, qui, en dispensant les pourvus actuels d'offices de procureurs au bailliage et siège présidial d'Amiens de se faire recevoir et prêter serment au bureau des finances de ladite ville, oblige leurs successeurs auxdites réceptions et prêtations de serment. » Versailles, 1^{er} avril 1758 (impr. 4 p. in 4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui ordonne : 1° que l'alignement donné au nommé Solmont dans la rue des Capucins de cette ville (d'Amiens) sera et demeurera nul... 2° que, pour éviter à l'avenir l'arbitraire dans les alignements, il sera dressé un plan général de la ville, sur lequel seront tracés les alignemens qui doivent avoir lieu », etc. Versailles, 21 mars 1777 (impr. 6 p. in-4°. Amiens). — « Arrêt du conseil d'État du Roi concernant le droit de survivance des offices des bureaux des finances qui

y sont dénommés. » Versailles, 6 juin 1786 (impr. 4 p. in-4° Imp. Roy. 1786).

C. 2001. (Liasse.) — 31 pièces, papier (imprimées).

1774-1786. — « Ordonnance du bureau des finances de la généralité de Paris concernant l'établissement d'un nouveau marché aux veaux dans l'enclos des Bernardins, près le quai de la Tournelle. » 8 février 1774 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1774). — Id., « concernant l'ouverture des rues nécessaires pour l'établissement du marché aux veaux. » 1^{er} mars 1774 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1774). — Id., « concernant l'élargissement de deux grands chemins dans la province du Gâtinois, traversant la ville de Courtenay. » 8 mars 1774 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1774). — Id., « concernant l'élargissement d'un grand chemin allant de Nemours à Montereau, traversant les villages de Darvault, la Nosage, Villemer, Villecerf, Ville St-Jacques et Montarlot. » 19 avril 1774 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1774). — Id., « concernant la police dans les ateliers des paveurs et la conservation des ouvrages publics. » 2 août 1774 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1774). — Id., « portant défense de faire des étalages de linges et autres sur les arbres des grandes routes ou sur les haies, d'endommager les bornes milliaires et les pavés au pied desdites bornes, de laisser séjourner sur les routes », etc. 2 août 1774 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1774). — Id., « concernant les réparations aux murs de face des maisons sises dans les traverses des villes, bourgs et villages de la généralité. » 6 septembre 1774 (impr. 3 p. in-4°. 1774). — Id., « concernant la suppression et formation de nouveaux chemins à Mitry-en-France portant défense au juge et au procureur fiscal de Mitry de s'immiscer dans la connoissance des matières attribuées au bureau des finances. » 10 janvier 1775 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1775). — Id., « portant défense aux officiers de la justice de Chaillot ou faubourg de la Conférence, de plus s'immiscer à l'avenir en façon quelconque, dans la connoissance de la juridiction et police de la voierie dans l'étendue dudit faubourg, ni d'y percevoir aucuns droits de voierie quelconques. » 27 mai 1778 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1777, sic). — Id., « pour prévenir les dégradations du pont de la ville de St-Florentin. » 22 juillet 1778 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1778). — Id., « concernant les carrières. » 7 août 1778 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1778). — Id., « qui condamne Edme Bezine, laboureur au Port, paroisse de Briennon, en 150 l. d'amende pour avoir fait paître ses bestiaux dans les emplacements, remblais et talus du canal de Bourgogne, et avoir usé de voies de fait à l'égard

des officiers préposés pour veiller aux ouvrages dudit canal. » 28 août 1778 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1778). — Id., « concernant les caves prolongées sous la voie publique. » 4 septembre 1778 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1778). — Id., « pour l'exécution des réglemens portant défenses de faire aucuns ouvrages à la face des maisons et murs de clôture, sur les rues et chemins dont le pavé est à l'entretien du Roi, sans en avoir obtenu préalablement les permissions des trésoriers de France, commissaires de Sa Majesté au département des ponts et chaussées. » 21 avril 1780 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1780). — Id., « pour faire cesser les encombrements qui existent sur le chemin conduisant de St-Ouen au village d'Épinay et au port de la Briche. » 6 juin 1780 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1780). — Id., « pour prévenir les délits et malversations dans les comptes de pavés fabriqués pour le service des chemins, ponts et chaussées à l'entretien du Roi. » 30 juin 1780 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1780). — Id., « pour l'écoulement des eaux qui proviennent des grande et petite rue de Reuilly, de la Planchette et de Rambouillet. » 21 juillet 1780 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1780). — Id., « portant défenses aux nommés Jacquier, Roger et Monturat, de plus à l'avenir pêcher dans le canal de Bourgogne, ni d'en dégrader les accotemens. » 22 décembre 1780 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., « qui commet par provision Barthélemy Raimbaux, pour faire la perception des droits de péage sur les bateaux passant sous le pont de Sèves », etc. 10 janvier 1781 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., « par laquelle des sentences rendues en l'élection de Beauvais concernant le triplement des octrois de la même ville ont été déclarées nulles », etc. 17 janvier 1781 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id. « qui défend les étalages, de quelque espèce qu'ils soient ; dans le carrefour de la rue du Pont à Bray-sur-Seine. » 23 janvier 1781 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., « portant que, dans le délai de trois mois, à compter du 16 février 1781, tous les corps, communautés, confrairies et tous autres, si aucuns y a, ayant droit en tout ou partie à la propriété ou usage de l'église dite de St-Michel, située cour du palais à Paris, seront tenus de représenter au procureur du Roi leurs titres de propriété, possession ou jouissance, ... sinon... que ladite église sera et demeurera réunie... au domaine du Roi. » 16 février 1781 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., condamnant plusieurs femmes, pour avoir enlevé des branches d'arbres de la grande route de Paris à St-Germain. 27 mars 1781 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., relativement au péage du pont de Sèves. 10 avril 1781 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., relativement au péage du pont de Sèves. 10 avril 1781 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., « qui

condamne le sieur Jacob, voyer à St-Denys et à Ménilmontant, en 300 l. d'amende, pour alignemens par lui donnés sur les routes entretenues aux frais du Roi. » 19 juin 1781 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., « qui condamne le sieur Paffe à démolir deux étages de sa maison sur le pont au Change, par lui construits sans permission », etc. 19 juin (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., pour des dégradations aux arbres et autres contraventions sur la route de Neuilly. 19 juin 1781 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., « concernant des fouilles faites le long de la route de Melun à Vaulx-le-Peuil », etc. 21 août 1781 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — « Ordonnance de M. l'intendant de la généralité de Paris, concernant la police qui doit être observée dans les galiottes et coches d'eau de la généralité de Paris, par les soldats des troupes de Sa Majesté, tant de l'infanterie que de la cavalerie. » 26 septembre 1781 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Id., sur le même objet. 21 novembre 1781 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — « Ordonnance du bureau des finances de la généralité de Paris concernant la direction du pavé de la ville, faubourg et banlieue de Paris. » 7 mars 1786 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1786).

C. 2002. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

1592-1601. — « Déclaration de la terre de Bougainville. » 3 janvier 1601. — Déclaration des terres appartenant à Charles de Belloy, écuyer, sieur du Belloy, sises à Bougainville. XVII^e s. — « Déclaration d'un fief appartenant à Charles Carton, lieutenant du village de Camps en Amiénois. » 29 décembre 1600. — Déclaration d'un autre fief audit lieu. 16 mars 1601. — Déclaration et dénombrement d'un fief abrégé, dépendant de la seigneurie de Cempuis à M. de Créquy, prince de Poix, seigneur dudit Cempuis. 17 décembre 1600. — Déclarations de fiefs dépendant de ladite seigneurie. 7 avril 1601. — Déclaration d'un fief dépendant de la seigneurie de Dargies, à Françoise de Ballenay, comtesse de Bouchage, dame de Montigny, Dargies et autres lieux. 14 décembre 1600. — Déclaration des noms et surnoms des gentilshommes et autres faisant profession des armes, des personnes sujettes au ban et arrière-ban, du nombre des fiefs, terres et seigneuries, rentes inféodées, etc., dépendant de la seigneurie et village de Dargies. XVII^e s. — Réception de Joël Hémerly, cultivateur à Domart, en qualité d'homme de relief de 3 journaux de prés, etc. à Démuin. 21 mars 1601. — « Déclaration d'un fief appartenant à Joël Hémerly, séant à Démuin. XVII^e s. — Déclaration d'un fief tenu des hoirs de feu François d'Ardres, seigneur

de Fricamps. 2 janvier 1601. — Déclaration d'un fief dépendant de la seigneurie de Hangart. 17 décembre 1600. — Dénombrement d'un fief noble nommé le Camp Marsis, séant à Verignes (Vraignes ?), tenu de M. de Rambures, à cause de sa terre et seigneurie d'Hornoy. 3 février 1601. — « Déclaration d'un fief appartenant à Jehan Cauet, piqueur demeurant à Meigneux. » 5 mars 1601. — « Déclaration d'un fief appelé le fief de Ménéviller, séant audit Ménéviller. » 12 novembre 1600. — Déclaration d'un fief à Offignies. 9 mars 1601. — Id., d'un autre fief audit lieu. 9 mars 1601. — Déclaration d'un fief nommé le bois de Guisy, à Oresmaux. 24 mars 1601. — Déclaration de fiefs par Antoine Lefebvre, seigneur du Pont, demeurant à Bergicourt. 2 janvier 1601. — Déclaration de fiefs tenus de Charles de Quenet, chevalier. 9 mars 1601. — « C'este le déclaration du fief que Pierre Barron tient et advoue tenir de hault et puissant seigneur Monsieur de Quenet, chevalier, seigneur dudict lieu de Quenet », etc. XVIII^e s. — Id., d'un autre fief tenu dudit seigneur. XVII^e s. — Déclaration d'un fief sis à St-Aubin. 8 janvier 1601. — Déclaration d'un fief sis à Thois. 20 mars 1601. — Déclaration d'un fief sis à la Verrière. 13 novembre 1592, — etc.

C. 2003. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 15 papier.

1621-1787. — « Estat des esterlins délivrés à la ville ce XVIII^e janvier 1621 », et jours suivants. — Acte de non préjudice par Geoffroy Rogeau, prévôt de Beauvoisis, pour dresser le rôle des gentilshommes résidant dans ladite prévôté. 13 août 1642. — Déclaration de la terre de Guillaucourt. 1758. — Vente d'une maison sise à Becquincourt. 29 décembre 1787, — etc.

C. 2004. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 23 papier (1 imprimée).

1687-1764. — Pièces de procédures relatives à la terre de Nielle. 1687. — Titres relatifs à une maison sise à Amiens, rue des Coches. 1718-1749. — Projet d'ordonnance portant règlement sur les attributions du bureau des finances en matière de voirie. 23 juillet 1756. — « Inventaire de Marie-Elisabeth Cagnard. » 16 septembre 1757. — Ordonnance du bureau des finances qui prononce l'interdiction de l'église St-Michel d'Amiens, considéré que ladite église « est dans un tel état de vétusté, qu'elle paroît menacer d'une chute prochaine,.... notamment par le mauvais état de la charpente et du clocher. » 23 février 1763 (impr. affiche). — « Ordonnance aux fins d'opposition de scellés pour le sieur Bourée. » 23 novembre 1763. — « Ordonnance qui commet le lieutenant général de St-Quentin, pour faire

l'inventaire et la vente des effets délaissés par une bâtarde décédée à St-Quentin. » 7 avril 1764, — etc.

C. 2005. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

1765-1775. — Réquisitoire du procureur du Roi, pour les déclarations à faire par les tenanciers du Roi. 11 janvier 1765. — Ordonnance portant défense de mettre à exécution une sentence du bailliage de Péronne. 31 mai 1766. — Ordonnance qui oblige les sieurs Lebel à établir le trottoir du pavé devant leurs maisons sises à Amiens, rue des Granges. 5 juillet 1766. — Ordonnance pour l'apposition des scellés dans la maison d'une bâtarde décédée à Yvrench. 14 novembre 1767. — Ordonnances relatives aux gouttières, enseignes et noms de rues. 7 décembre 1767. — Ordonnance relative au pont St-Michel à Amiens, et à la tour qui y tient. 8 février 1768. — Ordonnance relative à un terrain vague sis à Amiens, sur l'eau des Majots, ci-devant appelé le Cornet Noyon. 28 avril 1768. — Ordonnance relative à un pot rempli d'espèces d'or, trouvé dans des fondations à Doullens. 6 juin 1768. — Autre ordonnance sur le même objet. 2 juillet 1768. — Ordonnance concernant la grande et petite voirie 18 mars 1769. — Ordonnance relative à l'apposition des scellés chez Alexandre-Nicolas-François Cannet, receveur des tailles de l'élection d'Amiens. 30 juillet 1772. — Ordonnance relative à la confiscation des biens de deux individus du village de Boves, condamnés à être pendus. 17 février 1774. — Ordonnance sur la succession d'un loueur de chevaux de St-Quentin, qui a été fustigé et marqué. 16 février 1775. — Ordonnance relative à la succession de Thomas Willis, sujet anglais. 6 mai 1775. — Ordonnance relative à la succession de Marc Le Comte, bâtard, décédé à Bécourt en Boulonnois sans postérité. 26 mai 1775. — Ordonnance sur la succession de Marie Yansen, anglaise. 22 juin 1775. — Id., 30 juin 1775. — Id., 19 septembre 1775. — Id., 10 octobre 1775. — Ordonnance relative à des bâtiments élevés à Abbeville, chaussée du Bois. 12 août 1775, — etc.

C. 2006. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

1777-1780. — Ordonnance relative à la succession de Jacques Dumont, tonnelier, décédé à Boulogne sans héritiers. 25 juin 1777. — Id., 1^{er} juillet 1777. — Id., 24 juillet 1777. — Id., 12 août 1777. — Pièces diverses concernant ladite succession. 1777. — Ordonnance pour l'adjudication d'une maison sise à Amiens, rue des Crignons. 13 décembre 1777. — Ordonnance à l'effet de nommer un commissaire pour l'inventaire

des titres et papiers concernant le domaine chez les sieurs Genet et Jacquin. 31 juillet 1778. —

Ordonnance sur la succession du sieur Postel, receveur du domaine à Boulogne. 27 février 1779.

— Ordonnance qui prescrit le croisement des scellés apposés par les officiers de Boulogne sur les effets de la dame Worde. 16 février 1779. —

Ordonnance sur les scellés à apposer sur les effets des anglais décédant à Boulogne. 9 mars 1779. —

Ordonnance concernant la maison sise à Amiens rue des Crignons, où pend pour enseigne le bois de Chantilly. 5 août 1779. — Id., 4 septembre 1779. —

Ventilation de la ferme de la Mairie, paroisse de Colembert. 22 décembre 1779. — Ordonnance

contre Pierre Sauval, basse rue Notre-Dame à Amiens. 17 juin 1780. — Ordonnance concernant

la maison de la femme Dreux, marchand libraire, sise à Amiens, au coin des rues des Sergents et du Beau Puits. 15 juillet 1780, — etc.

C. 2007. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1781-1783. — Ordonnance concernant la succession d'une fille bâtarde décédée à St-Quentin.

7 mai 1781. — Pièces relatives à la succession de David Cholet, sujet suisse, protestant, décédé à Fins. 1781-1782. — Ordonnance sur un terrain

vague dans la banlieue de Desvres. 26 janvier 1782. — Ordonnance sur la succession d'un bâtard décédé

à Amiens. 29 janvier 1782. — « Ordonnance concernant la couverture des maisons du Calais. »

31 janvier 1782. — « Ordonnance sur réquisitoire rendue à l'occasion de la succession d'un soy-disant

Pierre Richier décédé à Calais. » 5 février 1782. — « Ordonnance qui condamne M^e Sta, notaire à

Desvres, à l'amende. 9 avril 1782. — Ordonnance afin de parvenir à l'adjudication d'un terrain vague

au marché au Feurre à Amiens. 17 juillet 1782. — Ordonnance relative à la commune de Quesnel.

19 novembre 1782, — etc.

C. 2008. (Liasse.) — 15 pièces, papier (1 plan).

1783-1787. — Ordonnance concernant la voirie de la ville de Calais. 5 juillet 1783. —

Ordonnance relative à une maison à Amiens, rue Jeanne Natière. 30 juillet 1783. — Ordonnance

relative à une maison à Amiens rue des Capucins. 9 juillet 1785. — « Plan de deux portions de

terreins concédés aux sieurs Hannoy et Crépin, déposé avec le procès-verbal d'arpentage en ce

bureau, le 24 novembre 1785 », lesdits terrains sis rue du Don à Amiens. Plan dressé par Sellier.

Amiens, 9 novembre 1785. — Ordonnance sur les couvertures de paille dans le Calais. 8 août 1786.

— « Ordonnance de liquidation du revenu d'année du tiers du fief de Puzeaumont. » 4 octobre 1786.

— Ordonnance sur la succession du sieur Breviande, décédé garde-magasin de l'arsenal d'Amiens, étranger. 24 janvier 1787. — Pièces relatives à ladite succession. 1787, — etc.

ÉTATS D'ARTOIS.

C. 2009. (Registre.) — Petit in-fol., 56 feuillets, papier.

1769-1789. — Actes et résolutions de l'ordre de la noblesse aux états d'Artois. — Fol. 1. Attestation

que « la maison de Longueval a subsisté en Artois pendant plusieurs siècles, qu'elle a eu rang et séance

dans notre corps », etc. Arras, 30 octobre 1769. — Fol. 2 v^o. Attestation de noblesse et séance aux états

de la maison de le Merchier, d'où descendent MM. Lamoral-Charles-Antoine Lemerchier, écuyer,

seigneur de Valière, et Pierre-Adrien-François-Xavier Lemerchier, écuyer, seigneur de Renaucourt.

19 novembre 1769. — Fol. 3. Résolu de prier les députés ordinaires de l'ordre à la cour, de faire les

démarches nécessaires pour obtenir une marque distinctive pour tous les gentilshommes du corps.

19 novembre 1769. — Fol. 3 v^o. Attestation de noblesse et séance aux états de la maison

d'Averhoul. 29 novembre 1769. — Fol. 5 v^o. Id., de Procopé-François-Placide, marquis de Bassecourt,

seigneur du grand et petit Fontaine les Boulant. 25 août 1770. — Fol. 6 v^o. Id., de la maison de Lattre

d'Ayette. 30 janvier 1771. — Fol. 8. Id., de la maison de la Forge. 20 mars 1771. — Fol. 9. Id., de Charles-

Antoine-Joseph Hubert, écuyer, seigneur de Mons en Barœul, la Haute Anglée, prévôt de la terre

domaniale d'Équennes. etc. 10 septembre 1771. — Fol. 10. Id., d'Anne-François-Louis-Joseph Duval de

Fiennes, chevalier, seigneur de St-Martin-Glise, Sautricourt, etc. 2 octobre 1771. — Fol. 11. Réponse

du duc de Choiseul au marquis de Cressy, député du corps de la noblesse d'Artois à la cour, sur la

demande par lui faite d'une marque distinctive pour ledit ordre, et à l'autoriser « à exiger de ceux qui se

présenteront à l'avenir pour être admis aux états, qu'indépendamment des preuves de noblesse du côté

paternel, ils fassent encore celle de six générations sur les degrés de la mère et de l'ayeule. Sa Majesté n'a

pas jugé à propos d'accorder la première de ces demandes, attendu que la noblesse peut acquérir par

des services militaires une marque distinctive plus flatteuse et plus honorable que celle qui seroit

accordée à la seule qualité de gentilhomme », quant à la seconde demande, elle est accordée, sous la réserve

que la nouvelle preuve ne pourra être exigée des enfants dont les pères ont actuellement séance aux

états. Fontainebleau, 24 octobre 1770. — Fol. 10 v°. « Règlement fait en conséquence de la lettre de M. le duc de Choiseul en date du 24 octobre 1770. » 29 novembre 1770. — Lettre de l'ordre à M. Raulin de Belval, l'un de ses députés à la cour, relativement audit règlement. Arras 15 janvier 1771. — Fol. 12. Lettre de l'ordre au marquis de Monteynard, ministre de la guerre, lui envoyant ledit règlement, le priant de le faire agréer par le Roi. Arras, 15 janvier 1771. — Fol. 13. Attestation de noblesse et séances aux états de Louis-Marie-Chrysostome Deslyons. 18 janvier 1773. — Fol. 14 v°. Id., de la maison de la Forge. 6 février 1773. — Fol. 15. Id., d'Alexis-François comte de Lannoy et du Saint Empire, capitaine aux gardes de S. M. Catholique. 7 mars 1773. — Fol. 16 v°. Id., de la maison de Lassus du Cauroy. 7 juin 1773. — Fol. 17 v°. Attestation que le chevalier de Gantès est susceptible d'obtenir le titre de comte. 22 avril 1774. — Fol. 18. Attestation de noblesse et séance aux états de M. Vollant de Berville, lieutenant au régiment d'infanterie d'Aquitaine. 22 juin 1774. — Fol. 19. Id., de M. Lauretan. 22 décembre 1774. — Fol. 20. Id., de Joseph de Baillencourt dit Courcol, actuellement au service dans le régiment de la Martinique, en garnison au Fort-Royal. 23 janvier 1775. — Fol. 21. Id., de Jean-Emmanuel-Joseph de Gosson, écuyer, seigneur de Barlin. 23 janvier 1775. — Fol. 22. Id., de Pierre-Louis-Robert et Jean-Baptiste-Joseph-Xavier de Briois. 6 février 1775. — Fol. 23. Attestation que les seigneurs d'Hesdigneul, branche de la maison de Béthune, jouissent depuis plus d'un siècle du titre de marquis. 29 mars 1775. — Fol. 24 v°. Attestation de noblesse et séance aux états de la maison de Beaulaincourt de Bellenville. 31 mars 1775. — Fol. 25 v°. Id., de Pierre-Claude-Joseph et Pierre-Albert-Arsène Dambrines. 10 avril 1775. — Fol. 26 v°. Id. de Joseph-Ignace Gosse, seigneur de Dostrel, Louez, St-Éloy, etc., et Vindicien-Charles-Eugène-Joseph Gosse de St-Éloy, son fils. 23 juin 1775. — Fol. 28. Id., de Charles-Joseph-Julien-Florent de Coupigny. 30 juin 1776. — Fol. 29. Id., d'Antoine-Joseph-Marie Lamoral de Cardevac. 14 janvier 1777. — Fol. 30. Id., de François-Joseph Chollet. 14 janvier 1777. — Fol. 31. Id., d'André-François-Louis-Nicolas Haudouart. 24 avril 1777. — Fol. 32. Id., de la maison de Mailly-Couronnel. Arras, 13 mai 1778. — Fol. 33 v°. Id., de Théodore-Jean-Joseph Delaporte, chevalier, seigneur de Remainil. 13 juin 1778. — Fol. 34 v°. Id., de Joseph-Marie-Casimir Blin de Grincourt. 9 juillet 1778. — Fol. 36. Id., de Jean-Guislain-Marie Boucquel, chevalier, seigneur de Beauval, Sarton, Valhuon et autres lieux. 12 octobre

1780. — Fol. 37. Id., de Pierre-Henry-Auguste Le François, écuyer. 21 novembre 1780. — Fol. 38. Id., de Jean-Louis Lemerchier, seigneur de Criminil, ancien officier au régiment de Monaco. 4 décembre 1782. — Fol. 38 v°. Id., de MM. de Bassecourt, de Thieulaines, Descoutes et d'Harchies. 13 février 1783. — Fol. 39. Id., d'Eugène-Louis-Philippe de Salperwick. 18 avril 1784. — Fol. 40. Id., de MM. le baron de Coutes, de Bassecourt, de Thieulaines et de Harchies. 3 octobre 1784. — Fol. 41. Id., de Charles-François-Hubert de Malet. 29 juillet 1785. — Fol. 41 v°. Id., d'Adrien-François, Charles-Joseph, Adrien 2^e et Jean-Joseph de Longueval. 2 décembre 1785. — Fol. 46. Id. de Philippe-Louis Le Rique, seigneur de Marquais. 6 avril 1788. — Fol. 47. Id., de M. Dupont, écuyer, conseiller au parlement de Paris. 22 mars 1789. — Fol. 48 v°. « Résolution de la noblesse entrante aux états d'Artois, prise conséquemment à ses protestations et résolutions du 29 avril 1789 », protestant s'opposer « à tout ce qui a été, comme à tout ce qui sera fait, voté ou délibéré par les nobles non admis et reçus dans ledit corps, faisant actuellement partie de l'assemblée de la noblesse du bailliage d'Arras », etc. 30 avril 1789. — Fol. 59 v°. Réponse à un article à insérer dans le cahier de la noblesse de la province d'Artois, portant que « la province d'Artois, conformément à ses droits, privilèges et capitulations, continuera d'être administrée par des états généraux provinciaux, qui à l'avenir devront être composés des représentans de l'universalité des ordres du clergé et du tiers état et de la totalité des membres de l'ordre de la noblesse, suivant le mode de convocation adopté pour la nomination des députés aux États Généraux du royaume. » — Fol. 53 v°. Protestation contre ledit article. 30 avril 1789.

C. 2010. (Liasse.) — 22 pièces, papier
(1 imprimée, 8 plans).

1738-1781. — États d'Artois. — « Analyse du dernier mémoire de M. l'évêque d'Arras, intitulé : Observations pour le corps du clergé des états d'Artois en général, et l'évêque d'Arras, en particulier, contre le corps de la noblesse et du tiers état de la même province ; pour les états d'Artois, contre M. l'évêque d'Arras » (impr. 11 p. in-fol. 1739). — « Plan et carte figuratif du village et terroir de Combles, fait et dressée dans le mois de may de l'année mil sept cent trente-huit par Alexis Coquerel, maître arpenteur juré et géomètre du bailliage de Péronne, demeurant à Maurepas, et Joseph Demiant, maître arpenteur juré et géomètre de la province d'Artois, demeurant en la ville d'Arras, renseigné par notre procet-verbal du vingt-huit no-

vembre de la présente année 1738. » — Annexes dudit plan. — Répertoire dudit plan. 28 novembre 1738. — « Plan du village et terroir de Rapechie. » 1759. — Plan du marais de Rapechy. 30 juillet 1767. — « Plan du marais de Maizerolles. » 12 août 1767. — Procès-verbal dudit plan. 12 août 1767. — « Déclaration du terroir du Petit Dompierre et le hameau de Rapchy en deçà de l'Authy, du côté de l'Artois, faisant partie d'icelle province du pays d'Artois », etc. 25 avril 1750. — « Déclaration que donnent les bailli, gens de loy, principaux habitants et quatre plus haut cotizés au centième, du village de Combles, de tout bien fonds, manoirs, terres labourable et bois... situé et compris dans l'étendu du vain pâturage dudit village, pour satisfaire aux ordonnances de Messeigneur les députés généraux et ordinaire des états d'Artois, en datte du cinq mars et dix de décembre mille sept cent cinquante-neuf. » XVIII^e s. — Id., Lesbœufs et Lesvaques. 17 juin 1761. — Id., Mézerolles. 1^{er} juin 1761. — Id. Petit Dompierre, Rapechy et le Fédoï. 24 juillet 1762. — Id. Terramesnil. 19 février 1761. — « Rôle que donnent les gens de loy et principaux habitants et quatre plus haut cotizés au centième du village de Comble, de tous les biens fonds, manoirs, terres labourables... situés dans laditte paroisse et compris dans les cahiers d'institution et de récollement d'icelle, pour satisfaire aux ordonnances de Monseigneur les députés généraux et ordinaires des états d'Artois, du 11 janvier 1778 et 3 février 1779. » 12 décembre 1779. — Id., Dompierre et Rapechy. 10 mai 1779. — Id. Lesbœufs et Lesvaques. 28 octobre 1779. — Id., Mézerolles. 1^{er} juin 1779. — Id., Terramesnil. 7 avril 1781.

ASSEMBLEE PROVINCIALE DE PICARDIE.

C. 2011. (Registre.) — In-fol. 243 pages, papier.

1787. — Délibérations. — Page 1. Séance du 14 août. « Tous les membres choisis par Sa Majesté, à l'exception de M. Bertin, lieutenant général au bailliage de Montdidier, se sont rendus à Amiens, et ce jourd'hui quatorze aoust mil sept cent quatre-vingt-sept, se sont transportés à dix heures du matin dans une des salles de l'hôtel commun de cette ville, qui leur avoit été indiquée, où étant, ils ont exhibé et mis sur le bureau leurs lettres de cachet portant les ordres du Roi, dont copies seront transcrites à la fin du présent procès-verbal, et alors ladite assemblée s'est trouvée composée ainsi qu'il suit :

M. le duc d'Havré et de Croÿ, président de l'assemblée.

Pour l'ordre du clergé :

M. l'évêque d'Amiens.

M. l'abbé de Lestocq, doien de l'église cathédrale d'Amiens, et abbé de Clairfay.

M. l'abbé de la Ville de Mirmont, doien de l'église roiale de St-Quentin, et abbé de Noaillé.

M. l'abbé Mellier, doien de l'église roiale de St-Vulfranc d'Abbeville.

M. l'abbé de la Courette-Casamajor, chancelier, chanoine de l'église roiale de Péronne.

Pour l'ordre de la noblesse :

M. Duroux de Varenne, commandeur de St-Maulvis.

M. le duc de Villequier, gouverneur du comté et gouvernement du Boulonnois.

M. le comte de Mailly, seigneur du comté de Mailly.

Pour l'ordre du tiers-état :

M. Dufrêne, conseiller d'État, lieutenant général au bailliage d'Amiens.

M. Lecaron de Chocqueuse, maire d'Amiens.

M. Douville de Maillefeu, mayeur-commandant d'Abbeville.

M. Torchon de Lihu, avocat au Parlement, conseiller du Roi, rapporteur du point d'honneur.

M. Margerin, écuyer, lieutenant criminel et ancien mayeur de St-Quentin.

M. Bernault, cultivateur.

M. Legressier de Belterre, lieutenant particulier de la sénéchaussée et mayeur de Boulogne.

M. Mouron, ancien échevin et consul de Calais.

Les membres de l'assemblée aiant pris leurs places dans la forme prescrite par le règlement, sous la présidence de M. le duc d'Havré, ils ont été informés de l'arrivée de MM. d'Agay, père et fils, commissaires du Roy, et ils ont député pour les recevoir, savoir dans l'ordre du clergé M. l'abbé Mellier, dans celui de la noblesse M. le duc de Villequier, et dans celui du tiers état MM. Dufrêne et Douville de Maillefeu, qui se sont rendus au haut du grand escalier, où ils les ont trouvé, et de suite les ont accompagné dans la salle d'assemblée. MM. les commissaires du Roy se sont placés à la droite de M. le duc d'Havré, président ; conformément aux ordres particuliers du Roi, et s'étant couverts ainsi que les membres de l'assemblée, M. d'Agay père a dit :

Messieurs, Le Roi aiant jugé convenable au bien de ses peuples d'établir dans les provinces et généralité de son royaume différentes assemblées, Sa Majesté a fait connoître ses intentions sur la fixation et la composition de celles qui doivent avoir lieu dans cette généralité par un règlement particulier. Conformément à ce règlement, Sa Majesté vous a choisi, Messieurs, pour

former la première assemblée, qui doit elle-même compléter l'intégrité (sic) de ses membres, et elle nous a commis pour faire l'ouverture de cette assemblée. Pour l'exécution des ordres du Roi, nous allons vous remettre le brevet du règlement arrêté le huit juillet dernier, à l'effet d'être déposé dans le greffe de l'assemblée provinciale, après en avoir fait lecture par M. Maugendre, notre premier secrétaire, que nous avons pris pour notre greffier.

Alors lecture a été faite du règlement, après quoi M. le commissaire du Roi a continué :

D'après le règlement dont vous venez d'entendre la lecture, Messieurs, et les instructions particulières qui vous ont été adressées, vous devez procéder d'abord à la nomination d'un greffier et à celle de deux procureurs syndics, dont un dans l'ordre du clergé ou de la noblesse, et un autre dans l'ordre du tiers-état. Vous aurez ensuite à nommer dix-huit membres, pour compléter avec vous, Messieurs, les trente-six dont l'assemblée provinciale doit être composée : savoir quatre dans l'ordre du clergé, cinq dans l'ordre de la noblesse, et neuf dans celui du tiers-état, en observant que chacun des huit département dans lesquels la province est divisée, ait le nombre de représentans déterminé par le règlement. Vous devrez nommer également la moitié des membres qui commenceront à former les assemblées de département ; enfin vous aurez à faire le choix de quatre membre, dont un dans l'ordre du clergé, un autre dans l'ordre de la noblesse et deux dans celui du tiers-état, pour former la commission intermédiaire. Nous ne doutons pas, Messieurs, que le choix fait par le Roi de personnes aussi distinguées dans tous les ordres par la naissance, les lumières et l'amour du bien public, présidées par un chef qui réunit toutes ces qualités au plus haut degré, ne remplisse le vœu des peuples et les vues de bienfaisance de Sa Majesté pour leur bonheur. Le désir d'y concourir avec vous, Messieurs, et de prouver à cette province que le zèle qui m'a toujours animé pour son lien ne peut jamais s'affaiblir, formera le lien d'une correspondance qui nous unira intimement pour le service de Sa Majesté et la félicité des peuples de cette province.

M. d'Agay aiant ensuite laissé sur le bureau le règlement fait par le Roy sur la formation et la composition de l'assemblée, signé Louis, et plus bas : le baron de Breteuil, il a été arrêté qu'il seroit annexé au présent procès-verbal, et M. le duc d'Havré, président, a dit :

Appelé par le choix du Roy à l'honneur de présider l'assemblée provinciale de Picardie, destiné à concourir avec tous les membres qui la composent à la fondation et à la stabilité de ce monument

frapant de la bienfaisance de Sa Majesté pour son peuple, nous devons à la reconnaissance notre premier hommage. Que le moment heureux qui nous rassemble soit donc consacré à renouveler un serment cher et sacré pour tous les cœurs françois, celui du respect, de la fidélité et de l'amour pour le meilleur et le plus auguste des rois. Pénétrés de l'importance des objets qui nous sont confiés, unis par les liens sacrés du patriotisme, plein d'ardeur pour le bien public et pour celui de la province de Picardie en particulier, nous ne négligerons rien pour remplir dignement une mission aussi flatteuse, pour répondre aux vues paternelles de Sa Majesté, et justifier sa confiance en méritant et obtenant celle de la province. Animés par d'aussi puissants motifs, nous nous livrerons avec le dévouement le plus entier à un travail dont les détails multipliés exigent des connaissances profondes, des soins assidus, des prévoyances continuelles, une justice rigoureuse, une bienfaisance éclairée et une fermeté inébranlable. Nous ne devons pas nous dissimuler que ce travail important ne peut recevoir le sceau de sa perfection qu'après avoir passé plusieurs fois au creuset de l'expérience, et avoir acquis une consistance que la maturité du temps peut seul lui imprimer. Livré depuis longtems, Monsieur, au soin de l'administration, employé toujours avec succès dans celles qui vous ont été confiées, vous recueillez en ce moment dans le sentiment de la province de Picardie, pour vous et M. votre fils, le fruit de l'attachement dont vous ne cessez tous deux de lui donner des marques si touchantes ; l'époque de votre maladie, Monsieur, fut celle de l'hommage unanime qui vous fut décerné par la reconnaissance ; ce prix flatteur que vous avez obtenu, Monsieur, est celui auquel nous ne cesserons d'aspirer. Le zèle et l'harmonie qui règneront dans l'assemblée en étant garants de la sagesse de ses délibérations, lui mériteront la même récompense. Pénétrés de l'importance dont il est de ne jamais séparer les intérêts du Roi de ceux de ses peuples, convaincus du principe de force qui émane de cette union, nous ne cesserons d'en resserrer les nœuds. Eh ! qui mérite plus d'en obtenir la plénitude qu'un souverain qui choisit ses sujets pour les dépositaires de sa confiance, leur remet une partie de ses fonctions, et semble appeler tous les citoyens à partager le fardeau de sa puissance ? Heureux et flatté d'être en ce moment l'organe de l'assemblée, j'unis mes sentiments et mes vœux à ceux qu'elle forme pour une province dont les intérêts lui sont aussi chers que sacrés : nous vous félicitons,

Messieurs, d'être à même d'y concourir avec vous. Aidés du secours de vos lumières, animés du même esprit, tendant au même but, le concert qui règnera entre nous deviendra le présage certain et le garant le plus sûr pour la province du bonheur dont elle ne tardera pas à recueillir de nouveaux fruits.

MM. les commissaires du Roi s'étant retirés et aiant été reconduits par les mêmes députés, de la même manière qu'ils avoient été reçus ; M. le duc d'Havré, président, a dit :

Messieurs, l'instant où nous recevons notre existence doit être celui du dévouement le plus entier au bonheur de la province de Picardie. Loin d'avoir à vous retracer les obligations que nous contractons, je trouverai dans les exemples que vous donnerez, dans les talens que vous développerez, et dans les lumières que vous procurerez, de nouveaux motifs pour me pénétrer davantage de l'étendue de nos devoirs et de l'importance de nos fonctions. Le but que nous nous proposons, Messieurs, nous fera surmonter les difficultés, applanir les obstacles ; l'unité de nos principes, notre application constante, notre union inaltérable, doivent nous procurer ces avantages. Nous trouverons dans les résultats heureux de notre travail, dans le fruit que la province en recueillera, et dans la confiance dont elle nous honorera, la récompense la plus flatteuse et les motifs les plus touchants d'une nouvelle émulation. Efforçons-nous, Messieurs, d'imprimer à nos travaux un caractère inéfaçable de solidité, en leur méritant le suffrage de la nation et la protection du souverain qui, daignant nous choisir pour les agents de ses vues paternelles, a tant de droits à notre reconnaissance et à notre amour. Vos lumières, Messieurs, ne me laissent que l'hommage de mon zèle à vous offrir ; je vous supplie cependant encore de me permettre de remplir un devoir cher à mon cœur. La place que j'ai l'honneur d'occuper acquiert en ce moment un double prix pour moi, puisqu'elle m'autorise à exprimer à l'assemblée le profond attachement dont je suis pénétré pour les membres respectables qui la composent, et pour la province qu'ils représentent.

Ensuite M. le président a fait lecture des observations qui lui ont été adressées par le ministre, et annoncé qu'il falloit commencer les opérations par procéder à la nomination d'un greffier. Alors M. le duc de Villequier, comme député du Boulonnois, s'étant levé, a dit qu'avant de rien faire, il demandoit que l'assemblée voulut bien entendre la lecture d'une réclamation dont était chargé M. de Belterre au nom du comté du Boulonnois, et en aiant obtenu la permission de M. le président, M. de Belterre a dit : qu'en sa

qualité de conseiller de l'administration du comté et gouvernement du Boulonnois, il ne pouvoit se dispenser de communiquer avant tout à l'assemblée la délibération prise le 9 de ce mois, dans une assemblée du corps et conseil de l'administration, contenant ses observations, réserves et réclamations contre les atteintes que son incorporation à la présente assemblée et l'exécution du règlement du 8 juillet dernier à cet égard pourroient porter à son existence et à sa constitution légale ; pourquoi il prioit M. le président de vouloir bien ordonner la lecture et l'enregistrement de ladite délibération, dont il a déposé une expédition sur le bureau, et lui en donner acte, et en conséquence prioit et requéroit l'assemblée, suivant le vœu de ladite délibération, de s'abstenir de nommer aucun député pour le Boulonnois, et le dispenser de concourir à toute élection, jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur les représentations que ladite administration se propose de faire au Roi et à nosseigneurs de son Conseil, auxquels dire et réquisition M. le duc de Villequier a déclaré acquiescer et adhérer. M. le duc de Villequier et M. de Belterre se sont ensuite retirés, après avoir laissé ladite délibération sur le bureau, et la lecture en aiant été faite, la matière mise en délibération et les opinions formées, M. le duc de Villequier et M. de Belterre sont rentrés, et M. le président a annoncé et a dit que l'assemblée donnoit acte à M. le duc de Villequier et à M. de Belterre de leurs dires, réquisitions et réclamations, que l'assemblée actuelle ne s'opposoit pas à ce qu'il fut fait droit sur les représentations de l'administration du Boulonnois, mais qu'elle ne pouvoit anticiper sur la décision du Roi, ni s'abstenir de satisfaire aux dispositions dudit règlement, qui devoit être provisoirement et préalablement exécuté ; l'assemblée a arreté en même tems que la délibération laissée sur le bureau seroit déposée en ses archives. Et attendu que l'assemblée n'avoit pas encore de greffier pour tenir le précédent procès-verbal et en délivrer auxdits sieurs députés du Boulonnois les expéditions qu'ils en pourroient requérir, elle a prié M. Margerin, lieutenant criminel de St-Quentin, l'un de ses membres, d'en remplir les fonctions, et l'a autorisé à en délivrer et signer les expéditions qui seroient requises, ce qui a été accepté par ledit sieur Margerin. MM. les députés du Boulonnois ont concouru aux autres opérations de l'assemblée, pour se conformer à ses vœux et satisfaire aux ordres du Roi, en se réservant dans tous les droits énoncés en la délibération du corps et conseil de leur administration ; en conséquence, il a été pro-

cédé de suite à la nomination du greffier par voie de scrutin, ainsi qu'il est prescrit par le règlement. Les scrutins ayant été ouverts, le sieur Berville, procureur à Amiens, a été élu à la pluralité des suffrages. Le sieur Berville mandé et venu, M. le duc d'Havré, président, lui a fait part de sa nomination de greffier de l'assemblée, et il a aussitôt pris place au bureau, pour en remplir les fonctions. Ensuite il a été procédé à la nomination des deux procureurs syndics, aussi par la voie de scrutin, et dans la forme prescrite par le règlement. Les scrutins aiant été ouverts, l'élection des deux procureurs syndics a été faite à la pluralité des suffrages, savoir dans l'ordre de la noblesse, M. le comte de Gomer, et dans celui du tiers-état, M. Bouillet de Varenne, écuyer, avocat en Parlement et au bailliage d'Amiens, de l'académie de la même ville, censeur royal et inspecteur de la librairie. Il a été procédé par voie de scrutin, à la nomination de dix-huit membres pour compléter l'assemblée, conformément au règlement. Les scrutins aiant été ouverts, leur élection a été faite à la pluralité des suffrages, ainsi qu'il suit :

Nomination des dix-huit membres qui doivent compléter l'assemblée provinciale :

DEPARTEMENTS :

- | | | |
|-------------|---|---|
| Amiens. | { | Dans l'ordre du clergé : |
| | | M. Dargnies, vicaire général du diocèse d'Amiens, et archidiacre. |
| | | Dans l'ordre de la noblesse : |
| Abbeville. | { | M. le prince de Poix. |
| | | Dans l'ordre du tiers-état : |
| | | M. Duliège, écuyer, trésorier de France au bureau des finances d'Amiens. |
| Montdidier. | { | M. Louis Delahaie, négociant. |
| | | Dans l'ordre de la noblesse : |
| | | M. le comte de Crécy, |
| Péronne. | { | Dans l'ordre du tiers-état : |
| | | M. Dequen, lieutenant particulier. |
| | | Dans l'ordre du clergé : |
| Péronne. | { | Dom Mathieu, religieux bénédictin, prieur de St-Nicolas de Rigny et procureur de l'abbaye roiale de Corbie. |
| | | Dans l'ordre du tiers-état : |
| Péronne. | { | M. Bonnel. |
| | | Dans l'ordre de la noblesse : |

- | | | |
|---|---|---|
| St-Quentin. | { | M. le comte d'Herly. |
| | | Dans l'ordre du tiers-état : |
| | | M. Vaillant, lieutenant général de Péronne. |
| Doullens. | { | Dans l'ordre de la noblesse : |
| | | M. le marquis de Caulincourt. |
| | | Dans l'ordre du tiers-état : |
| Gouvernement de Boulogne. | { | M. Fouquier d'Herouel, fourier des logis du Roi. |
| | | Dans l'ordre de la noblesse : |
| | | M. le marquis de la Meth. |
| Gouvernement de Calais, Montreuil et Ardres | { | Dans l'ordre du tiers-état : |
| | | M. Couleau de Boisserand, prévôt de Doullens. |
| | | Dans l'ordre du clergé : |
| Gouvernement de Calais, Montreuil et Ardres | { | M. Fasquel, curé d'Ardres. |
| | | Dans l'ordre du tiers-état : |
| | | M. de Béhague, lieutenant général et maire de Calais. |
| Gouvernement de Calais, Montreuil et Ardres | { | Dans l'ordre du clergé : |
| | | M. l'abbé de Gargan. |
| | | Dans l'ordre du tiers-état : |
| Gouvernement de Calais, Montreuil et Ardres | { | M. de Latteux, avocat et ancien mayor de Boulogne. |
| | | |

Les nominations ainsi faites, il a été arrêté que, pour se conformer à l'un des articles compris dans les observations dont lecture venoit d'être faite par M. le président, il seroit célébré demain, quinze du présent mois d'aoust, jour de l'Assomption, une messe à laquelle l'assemblée assisteroit en corps. M. l'évêque d'Amiens a témoigné à l'assemblée le regret qu'il avoit de ne pas pouvoir la célébrer lui-même, à cause de son office pontifical, et M. l'abbé de Lestocq a proposé de le remplacer, ce qui a été accepté par l'assemblée unanimement et avec reconnaissance. » Suit la teneur des lettres de cachet.

P. 14. Assemblée du 15 août. « L'assemblée étant formée, M. Bouillet de Varenne, nommé procureur syndic pour l'ordre du tiers-état y a pris place, et ensuite tous les membres se sont rendus en l'église de St-Firmin le martyr dit en Castillon, pour y entendre la messe célébrée par M. de Lestocq, suivant la délibération du jour d'hyer. Messieurs réunis après la messe, il a été arrêté de faire une députation prise dans les trois ordres à MM. Dagay, père et fils, commissaires du Roi, pour les saluer de la part de l'assemblée. La députation a été composée, savoir : dans l'ordre du clergé, M. l'abbé de Lestocq, dans celui de la noblesse, M. le com-

mandeur de St-Maulvis, et dans celui du tiers-état, de MM. de Chocqueuse et de Lihu. L'assemblée a aussi arrêté de faire les dépôts dans la salle de l'hôtel-de-ville où elle tient séance, en attendant qu'elle ait choisi un emplacement pour y établir des archives. Elle a encore arrêté de faire imprimer ses délibérations, conformément aux observations dont lecture a été faite à la dernière séance; en conséquence, elle a nommé pour son imprimeur, le sieur Caron fils, imprimeur du Roi à Amiens, et elle a autorisé MM. les procureurs syndics à faire imprimer la première délibération du jour d'hier. » — P. 15. Assemblée du 16 août. Election de M. Maillart, procureur du Roi à Montdidier, en remplacement de M. Bertin, lieutenant général audit lieu, l'un des dix-huit membres nommés par le Roi, et dont les motifs d'abstension avaient été agréés. Formation de la commission intermédiaire: « Pour l'ordre du clergé: M. Dargnies, grand vicaire et archidiacre; pour l'ordre de la noblesse: M. le comte de Crécy; pour l'ordre du tiers-état: M. Duliège, trésorier de France, M. Delahaye, négociant. » — P. 18. Assemblée du 17 août. Election des personnes qui doivent, avec les présidents nommés par le Roi, commencer à former les assemblées de départements.

- | | |
|-------------|--|
| Amiens. | Ordre de clergé :
M. l'abbé de Baisne, grand vicaire.
Ordre de la noblesse :
M. le chevalier de Belloi,
maréchal des camps.
M. Desforges de Caulières.
M. le chevalier de Moyenneville.
Ordre du tiers-état :
M. Soyer, propriétaire au Hamel.
M. de Bellancourt, ancien échevin
et négociant.
M. Le Sellyer, avocat à Amiens.
M. Asselin, commissaire à Amiens.
M. Deshayes, négociant à Amiens. |
| Abbeville. | Ordre du clergé :
M. l'abbé Mellier, doyen de
l'église roiale de St-Vulfran.
M. l'abbé de Buissy.
Ordre de la noblesse.
M. Dumaniel de Brailly.
Ordre du tiers-état :
M. Plantart, négociant à Abbeville,
comme propriétaire.
M. Lesueur, avocat, même ville.
M. Duval de Grandpré, procureur
du Roi de la même ville.
M. Butteux, avocat, même ville. |
| Montdidier. | Ordre du clergé : |

- | | |
|-------------|--|
| Péronne. | M. Pépin, doyen de la collégiale
de Roye.
M. Auty, curé de Puits la Vallée.
Ordre de la noblesse :
M. le marquis d'Hargicourt.
Ordre du tiers-état :
M. de Vignereuil, maire de
Montdidier.
M. Prévôt, avocat du Roi à Roye.
M. Delaitre, propriétaire à Mo-
reuil.
M. Paillart Le Blond, cultivateur à
Breteuil.
Ordre du clergé :
M. l'abbé de la Courett-Casamajor,
chancelier de l'église roiale de
Péronne.
M. Chevrier, religieux bénédictin
de l'ordre de Cluny, prieur de
Lihons.
Ordre de la noblesse :
M. le marquis de Folleville.
Ordre du tiers-état :
M. Bouteville du Metz, échevin.
M. Robécourt, avocat du Roi.
M. Torchon de Fouchet, avocat
en Parlement, propriétaire.
M. Marchand de Lisle,
propriétaire. |
| St-Quentin. | Ordre du clergé :
M. Violette, curé de Notre-Dame
de St-Quentin.
Ordre de la noblesse :
M. le comte de Pardieu.
M. le chevalier de Fransures.
Ordre du tiers-état :
M. Maillet, conseiller à St-
Quentin et ancien mayer.
M. Fouquier, mayer, même ville.
M. Martine de Neufville,
propriétaire.
M. Marolle de Marolle, proprié-
taire. |
| Doullens. | Ordre du clergé :
M. Billet, prieur d'Épécamp.
Ordre de la noblesse :
M. Malet de Coupigny.
M. le comte de Bussy-Canaples.
Ordre du tiers-état :
M. Darras, père, échevin à
Doullens. |
| Doullens. | M. Alexandre, notaire à Doullens.
M. Delaire propriétaire. |

Gouvernement
de Calais,
Montreuil
et Ardres.

M. François Delasalle, cultivateur à Acheux.
Ordre du clergé :
M. Chavin, curé-doyen de la ville de Calais.
M. Godde, curé de la ville de Guines.
Ordre de la noblesse :
M. de Berne de Longvilliers.
Ordre du tiers-état :
M. Mouron, ancien échevin et juge consul.
M. Poultier, lieutenant général à Montreuil.
M. Bénard, ancien maire et négociant à Calais.
M. de St-Amour, procureur du Roi de la ville d'Ardres.

P. 18. Assemblée du 18 août. Serment prêté par le greffier. Frais d'administration. Fixation des assemblées préliminaires de départements au 1^{er} septembre pour se compléter, et au 6 octobre suivant, pour vaquer aux opérations qui leur sont attribuées. — P. 19. Assemblée du 20 août. Réception de 200 exemplaires du règlement du 5 août pour les assemblées provinciales et celles qui leur sont subordonnées. Discours de M. Bouillet de Varenne, sur les opérations préliminaires dont aura à s'occuper le bureau intermédiaire jusqu'à l'assemblée du mois de novembre, et qui devront principalement porter sur les travaux publics, la taille et la subvention territoriale. — P. 27. Assemblée du 21 août. Clôture de la première session. Discours de M. d'Agay, commissaire du Roi, et du président.

P. 32. Assemblée du 17 novembre. « A dix heures du matin, M. le duc d'Havré et de Croÿ, président de l'assemblée provinciale de Picardie, prévenu par une lettre de cachet de Sa Majesté du 11 octobre dernier, de convoquer les membres de cette assemblée, et par une seconde et quatre de ce mois, d'avertir M. le duc de Villequier et M. Prévôt, son avocat à Roye, à l'effet d'y assister comme députés du département de Montdidier, aiant adressé des lettres de convocation à chacun des membres, ceux-ci après nommés se sont réunis en son hôtel à Amiens, et de là l'ont conduit et se sont rendus en cérémonie dans une des salles de l'hôtel de ladite ville, choisie pour la tenue de l'assemblée, les députés présents à cette première séance étoient, sçavoir :

M. le duc d'Havré et de Croÿ, président.

De l'ordre du clergé :

M. l'évêque d'Amiens.

M. l'abbé de L'Estocq, doyen de la cathédrale de la même ville, et abbé de Clairfaÿ.

M. l'abbé de la Ville de Miremont, doyen de l'église royale de St-Quentin et abbé de Noaillé.

M. l'abbé Mellier, doyen de l'église royale de St-Vulfran d'Abbeville.

M. l'abbé Dargnies, archidiacre de Ponthieu, vicaire général du diocèse d'Amiens.

M. l'abbé de la Courret-Casamajor, chancelier chanoine de l'église royale de Péronne.

Dom Mathieu, religieux bénédictin à l'abbaye royale de Corbie, prieur de St-Nicolas de Rigny.

M. Fasquel, curé d'Ardres.

De l'ordre de la noblesse :

M. le duc de Villequier.

M. le comte d'Herly.

M. le comte de Crécy.

M. le duc de Mailly.

M. le prince de Poix.

M. le marquis de La Meth.

De l'ordre du tiers-état :

M. Dufresne, chevalier, conseiller d'État, lieutenant général au bailliage d'Amiens, seigneur de Marcelcave.

M. Le Caron de Choqueuse, chevalier, maire d'Amiens.

M. Duliège d'Izancourt, écuyer, propriétaire audit Amiens.

M. Delahaye, écuyer et négociant, propriétaire en la même ville.

M. Douville de Maillefeu, chevalier, mayeur, commandant d'Abbeville.

M. Dequeux de Beauval, lieutenant particulier en la sénéchaussée de Ponthieu et au siège présidial d'Abbeville, propriétaire en ladite ville.

M. Maillart, écuyer, procureur du Roy à Montdidier.

M. Prévôt, avocat du Roy au bailliage de Roye et ancien maire de ladite ville.

M. Bonnel, propriétaire à Roye-sur-Matz.

M. Le Vaillant de Brasle, écuyer, lieutenant général au bailliage de Péronne.

M. Torchon de Lihu, avocat en Parlement, conseiller du Roi, rapporteur du point d'honneur, seigneur et propriétaire de Lihu.

M. Margerin, écuyer, lieutenant criminel et ancien mayeur de St-Quentin.

M. Fouquier d'Hérouel, écuyer, fourier des logis du

Roi, seigneur et propriétaire d'Hérouel.

M. Couleau de Boisrand, prévôt royal, lieutenant général de police et ancien maire de Doullens.

M. Bernault, cultivateur aux fermes de Septenville.

M. de Béhague, écuyer, lieutenant général et maire de Calais.

M. Mouron, ancien échevin et juge consul, propriétaire à Calais.

Procureurs-généraux syndics :

M. le comte de Gomer, pour le clergé et la noblesse.

M. Boullet de Varenne, écuyer, avocat en Parlement et au bailliage d'Amiens, de l'académie de la même ville, censeur royal et inspecteur de la librairie, pour le tiers-état.

Secrétaire-greffier :

M. Berville.

« M. le président a pris place dans un fauteuil étant sur une estrade élevée d'un degré ; MM. du clergé à sa droite, en observant entr'eux l'ordre accoutumé dans leurs assemblées ; MM. de la noblesse à sa gauche, suivant leur âge, et MM. du tiers-état, la moitié joignant le clergé et l'autre la noblesse, suivant l'ordre des départements. » Le chevalier du Roux de Varenne, commandeur de St-Mauvis et le marquis de Caulincourt, tous deux députés de l'ordre de la noblesse, empêchés l'un par des affaires particulières, l'autre par son service militaire. Le duc de Mailly et M. Duliège nommés par le président pour aller prévenir les commissaires du Roi ; celui-ci étant arrivé, « MM. les procureurs-syndics ont été les recevoir au pied de l'escalier, et MM. l'abbé de L'Estocq, le prince de Poix, Dufresne et Prévôt ont été nommés par M. le président, pour aller les recevoir au haut de l'escalier et les conduire dans la salle. MM. les commissaires du Roi entrés et reçus par l'assemblée debout et découverte, ils ont été conduits à deux fauteuils élevés d'un degré et placés en face de celui de M. le président, en avant du bureau de MM. les procureurs-syndics et de celui du secrétaire-greffier ; après quoi, chacun aiant pris sa place et s'étant couvert, M. d'Agay père a dit : »
Discours de M. d'Agay : « Les réformes les plus sévères étant reconnues insuffisantes pour établir la balance nécessaire entre les revenus et les charges de l'État, Sa Majesté a considéré que la perception uniforme des vingtièmes offrait un moien d'autant plus juste de lui procurer un supplément de revenus, que ce moien ne fera que rétablir la proportion de l'imposition à l'égard de ceux des propriétaires qui ne l'acquittoient qu'incomplètement, sans qu'il en résulte pour ceux qui les paioient exactement aucune espèce d'augmentation... Sa Majesté regarde également comme un des objets importants qui

doivent vous occuper en premier ordre, les mesures à concerter pour les travaux des grandes routes qu'elle confie entièrement à notre vigilance... Graces à la législation bienfaisante de Sa Majesté et aux sages conseils d'une assemblée à jamais mémorable qui lui a transmis le vœu de la Nation, l'odieux régime de la corvée a disparu. Déjà des travaux informes, arrosés par les sueurs de la classe indigente des peuples, étoient remplacés dans cette province par des routes construites avec plus de solidité par des mains plus exercées. Les contributions qu'elles coûtent à la classe la plus aisée des campagnes, en soulageant les malheureux, épargnent à la province le prix inestimable d'une multitude immense de journées souvent inutiles et mal employées. La preuve certaine de cette vérité si intéressante pour l'humanité, résulte des calculs que j'ai exposés aux yeux du gouvernement, dès les premières époques de l'administration qui m'a été confiée, qui établissent que la valeur des journées d'hommes et de chevaux employés par corvées en nature dans cette province, évaluées au plus bas prix, formoit un objet de 900,000 l. au moins. Les essais que j'ai concertés avec un grand nombre de propriétaires éclairés, et qui ont été exécutés par les ordres de Sa Majesté pour la conversion des corvées en argent, ont réduit cette valeur effrayante à la somme de 335.000 l. par an, avant les loix qui ont étendus ce bienfait de Sa Majesté à tout le royaume. Il est digne de votre zèle et de votre amour pour le bien public, de perfectionner de plus en plus cette partie de l'administration, si essentielle pour la prospérité de la province, dont les détails multipliés ne peuvent atteindre à leur dernière perfection, que par des soins longtems soutenus, et une vigilance infatigable. Après avoir rempli les intentions de Sa Majesté, en vous annonçant ses volontés paternelles, le tendre intérêt de la reconnoissance qui m'attache inviolablement à cette province, semble me permettre de déposer dans le sein de cette assemblée quelques observations que j'ai recueillies par l'expérience, et j'ose dire, dans les travaux d'une longue administration. Ces fréquens incendies qui désolent la Picardie et qui étonnent les autres provinces ont épuisé inutilement toutes les recherches sur les moiens de les prévenir, parce qu'ils ont des causes phisiques et morales que la législation et le tems seuls peuvent corriger. Les secours que j'ai employés pour en adoucir les funestes effets, avec la sensibilité qui est due aux malheureux, ont été répandus en partie pour la reconstruction des maisons avec des couvertures en thoules,

précaution qui a eu des succès marqués, pour les garantir de nouveaux incendies et réformer graduellement le vice presque général des constructions dans les campagnes. La continuité de cette méthode opérera sûrement, quoique lentement, un changement universel de construction, qui préviendra ces désastres si fréquents. Fixons un moment nos regards sur le commerce et l'industrie de cette province : quel heureux avenir se présente à nos yeux pour sa prospérité, lorsque les travaux de la rivière de Somme, déjà exécutés en grande partie, après avoir desséchés des marais et fertilisé des campagnes nombreuses, ouvriront entièrement une libre navigation sur ce fleuve qui la traverse d'une extrémité à l'autre, lorsqu'elle jouira dans le port de St-Vallery, où les ouvrages de l'art combattent avec tant de persévérance les invasions de la mer, de l'heureux échange des riches productions de la nature et de l'industrie qui lui est particulière, avec les richesses maritimes ! Mais quelle administration n'envierait pas la gloire de s'immortaliser, en portant à sa perfection ce monument admirable de l'industrie humaine, qui a reçu dans son état imparfait, les hommages de toutes les nations éclairées, par les suffrages de plusieurs souverains, et par le concours des étrangers célèbres ? La jonction de la Somme avec l'Escaut par le canal souterrain ouvrira une nouvelle communication des mers dans le sein de cette province ; elle deviendra votre ouvrage, lorsque vous porterez au pied du trône, le vœu de la province et de la Nation pour sa dernière perfection. » Réponse du duc d'Havré, président. Après le départ des commissaires du Roi, dans le même cérémonial que leur arrivée, discours du président. Lecture des instructions ministérielles. « M. le président a dit que ... au moyen de la distraction du Boulonnois du nombre de ses départements, ce n'étoit plus à titre de représentant de ce comté que M. le duc de Villequier étoit présent à cette assemblée, mais que Sa Majesté s'étant déterminée à donner au département de Montdidier huit députés à l'assemblée provinciale, comme à celui d'Amiens, elle l'avoit à raison des biens qu'il possède dans l'élection de Montdidier, nommé avec M. Prévôt pour former avec un député ecclésiastique et un député du tiers état tiré de ce même département, les quatre nouveaux députés qu'il doit fournir, qu'ainsi c'étoit à titre de représentants du département de Montdidier, que M. le duc de Villequier et M. Prévost se trouvoient membres de cette assemblée. » En conséquence M. Paulinier, prieur de St-Mard-lès-Roye et M. Le Comte, propriétaire à Campremi, élus pour compléter le département de Montdidier à l'assemblée provinciale. Le vicomte de Bétisy, pour l'ordre de la noblesse, et M. Bonnet, conseiller à la cour des monnaies,

propriétaire à Erches, pour le tiers-état, élus pour former avec les deux membres qui seront nommés par l'assemblée de Montdidier, le nombre de vingt auquel a été porté celui des députés de cette assemblée. Acceptation de l'offre faite par une députation du chapitre de la cathédrale et de l'évêque, de célébrer la messe du St-Esprit à la cathédrale ; fixée au lendemain à 10 h. 1/2. Transcription des lettres de cachet adressées au duc d'Havré, président, les 11 octobre et 4 novembre 1787. — P. 49. Du 18 novembre. Messe du St-Esprit célébrée par l'évêque à la cathédrale. Remerciements à l'évêque et au chapitre, ainsi que du vin de présent offert par le chapitre ; au bureau des finances, aux officiers municipaux, pour vin de présent, etc. Députations nommées à cet effet. Arrêté de faire dire chaque jour à 8 h. 1/2 une messe à St-Firmin en Castillon, et de s'assembler ensuite de 9 h. à 2 h. de relevée. Lettre de l'archevêque de Toulouse au président lui marquant que l'intention du Roi est « que les présidents et membres des assemblées provinciales réduisent le luxe de leur dépense et notamment de leur table, de la manière qui convient à l'économie qu'elle entend apporter dans l'administration des provinces, et que Sa Majesté verra de plus avec satisfaction que les personnes qui seroient par leur fortune en état de faire de la dépense, donnent l'exemple à celles dont le zèle ne doit point être à charge à leurs facultés. » Excuses du marquis de Caulincourt, obligé de rejoindre son régiment. Nomination de quatre commissaires, pour prendre avec les procureurs-syndics connaissance des lettres et mémoires, en rendre compte et les distribuer aux bureaux : MM. l'abbé Dargnies, le chevalier de Varenne, Prévost et Boisserand. — P. 50. Assemblée du 19 novembre. MM. le comte d'Herlye et de Choqueuse nommés commissaires aux archives. Rapport de M. de Gomer, procureur-syndic, Lecture de l'édit et des règlements ; résumé succinct des opérations de la première assemblée du mois d'août et de la commission intermédiaire, sur les travaux des routes, sur la taille et autres impositions, sur la subvention territoriale ; « elle a distribué le travail qu'elle avoit à faire, entre ses membres : M. l'abbé Dargnies s'est chargé de celui relatif au bien public, M. le comte de Cressy, de celui des impositions, M. Duliège, de celui qui concerne les travaux publics, et M. Delahaye de tout ce qui regarde le commerce, l'agriculture et la navigation ; sur la réclamation du Boulonnois contre son incorporation à l'assemblée de Picardie, et l'augmentation de quatre membres de la représentation du

département de Montdidier. Rapport de M. Boulet de Varenne sur les assemblées complètes des départements d'Amiens, Abbeville, Péronne, Montdidier, St-Quentin, Doullens, et de Calais, Montreuil et Ardres ; résumé des dépenses des différents départements et des réponses envoyés par ceux-ci sur une série de questions relatives aux impositions. Rapport particulier sur le travail du département de Montdidier, par le duc de Mailly. Distribution de l'assemblée en cinq bureaux : de l'impôt ; des fonds et de la comptabilité ; des travaux publics ; de l'agriculture, du commerce, de la navigation et du bien public ; commission particulière des vingtièmes. « Sur la représentation de MM. les députés du département d'Abbeville, il a été arrêté que, lorsque MM. du bureau de l'agriculture, du commerce, de la navigation et du bien public traiteroient la partie de la navigation, ils appelleroient MM. l'abbé Mellier et Dequeux, députés de ce département. » Travail des bureaux. — P. 92. Assemblée du 20 novembre. Observations à faire sur les assemblées préliminaires de départements. Réclamation de l'hôtel-de-ville de Montreuil sur ce qu'aucun représentant de ladite ville n'a été nommé à l'assemblée provinciale. Travail des bureaux. — P. 93. Assemblée du 21 novembre. Travail des bureaux. — P. 93. Assemblée du 22 novembre. « M. le marquis de Lameth et M. Bonnel, membre de l'assemblée, étant indisposés, il a été arrêté de leur faire une députation, pour leur témoigner la part qu'elle prend à leur indisposition. MM. de L'Estocq et de Boisseran ont été nommés à cet effet. » Réception du procès-verbal de l'assemblée du département de Calais. Travail des bureaux. — P. 94. Assemblée du 23 novembre. Il sera demandé aux villes et communautés un état de leurs recettes et dépenses, biens fonds, octrois, etc. Travail des bureaux. — P. 94. Assemblée du 24 novembre. Rapport du bureau des travaux publics, relatif aux travaux des routes, et à la suite duquel il est décidé de demander au Roi la résiliation des baux des adjudications faites par les ingénieurs des ponts et chaussées pour l'entretien des routes. — P. 96. Assemblée du 26 novembre. « Lecture d'une délibération de la commission intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne, par laquelle elle a arrêté d'envoyer à l'assemblée le plan de division de son département en cinq arrondissements, en observant qu'aux termes du règlement, il lui paroissoit que la nomination des quatre membres du cinquième arrondissement proposé, doit être faite, dans le cas où il seroit adopté, moitié par l'assemblée provinciale, et moitié par celle du département : en raison de quoi, elle joignoit une liste des sujets qu'elle croyoit éligibles. La même délibération porte que l'assemblée

sera priée de faire connoître dans lequel des deux ordres, ou de la noblesse ou du tiers-état les annoblis doivent être admis aux assemblées. » Sur quoi délibéré : 1° qu'il ne pouvoit y avoir que quatre arrondissements dans ledit département de Péronne, conformément à ce qui a été prescrit par l'arrêt du Conseil ; 2° de renvoyer au bureau du règlement l'examen de la composition de ces arrondissements ; 3° d'y renvoyer également l'objet concernant l'admission des annoblis aux assemblées. » Travail des bureaux. — P. 97. Assemblée du 27 novembre. Discours du chevalier du Roux de Varenne, commandeur de St-Mauvis, pour faire observer que, ne siégeant à ladite assemblée que comme représentant de la noblesse, et n'étant fondé d'aucun pouvoir de l'ordre de Malte, sa présence « ne peut faire présumer le consentement dudit ordre à tout ce qui pourroit s'y opérer de contraire à ses privilèges, ni altérer les droits de réclamations que l'ordre peut avoir et faire valoir en temps et lieux, quand il plaira au Roi de faire examiner lesdits privilèges, et rendre à l'ordre la protection dont il a joui jusqu'à présent, et sans laquelle il n'a pu, depuis tant de siècles, subsister et remplir honorablement ses engagements envers l'État et envers toute la chrétienté. » Le même jour à 5 h. de relevée, audition du compte rendu par M. Laurent de Lionne sur les travaux du canal supérieur de la Somme. — P. 98. Assemblée du 28 novembre. Travail des bureaux. — P. 98. Assemblée du 29 novembre. Travail des bureaux. — P. 99. Assemblée du 1^{er} décembre. Dépôt par le duc de Mailly : 1° d'un état contenant le dépouillement des délibérations prises par les assemblées paroissiales des communautés du département de Montdidier, pour la formation des assemblées municipales ; 2° d'un état de paroisses divisées en deux communautés ou collectes et des communautés qui en renferment plusieurs dans le même département ; 3° d'un état de sa population. Rapport par M. Boulet de Varenne sur le procès-verbal des séances de l'assemblée complète du département de Calais, Montreuil et Ardres. Demande par M. de Béhague, comment il serait pourvu au logement du comte de Rochambeau, commandant en chef de la province résidant à Calais ; renvoyé au bureau de l'impôt. Travail des bureaux. — P. 103. Assemblée du 3 décembre. Travail des bureaux. — P. 103. Assemblée du 4 décembre. Projet de règlement proposé par le bureau des fonds, de la comptabilité et du règlement ; renvoyé à la première lecture. Rapport du bureau du bien public sur les dépouillements dans les bailliages de Pé-

ronne, Roye et St-Quentin et partie de celui de Montdidier ; « arrêté que le Roi sera très humblement supplié de renouveler les dispositions portées par la déclaration ci-dessus citée, (du 20 juillet 1764,) de prendre toutes les précautions que lui dictera sa sagesse, pour attirer l'exécution des dispositions y portées, soit en développant davantage les articles qui lui paroîtront en avoir besoin, soit en recommandant plus spécialement au ministère public d'en surveiller et d'en suivre l'exécution. Travail des bureaux. — P. 107. Assemblée du 5 décembre. Entrée des commissaires du Roi avec le cérémonial habituel. Discours de ceux-ci, apportant à l'assemblée de la part du Roi, des instructions sur l'agriculture, sur les communications par terre et par eau et sur les moyens d'arrêter et de prévenir les accidents les plus funestes à l'humanité. Remerciements du président. Après leur départ, refus par M. Bonnet, conseiller de la cour des monnaies, d'accepter la nomination qui a été faite de lui à l'assemblée provinciale, parmi les quatre membres qui devaient compléter la députation du département de Montdidier ; M. Triboulet, fils, maître de poste à Montdidier, élu à sa place. Rapport du comte de Gomer, procureur-syndic, sur le petit nombre des membres de la commission intermédiaire ; renvoyé au bureau du règlement. Lecture du mémoire envoyé par les officiers municipaux d'Amiens sur les revenus et charges de ladite ville. Travail des bureaux. — P. 111. Assemblée du 6 décembre. Rapport du bureau du règlement sur la question du petit nombre des membres de la commission intermédiaire ; sur sa proposition, décidé qu'on demanderait au Roi de l'augmenter de deux membres ; l'un du clergé ou de la noblesse alternativement, et l'autre du tiers-état. Rapport du même bureau sur la réclamation faite par les officiers municipaux d'Amiens contre la nomination de M. Maressal de la Houssoye comme membre du département de cette ville, et ajoutant la lecture d'une délibération de la commission intermédiaire de l'assemblée de département d'Amiens, « de laquelle il résulte que le greffier de l'élection de cette ville a refusé de donner aux membres de ladite commission intermédiaire les éclaircissements dont ils avoient besoin, parcequ'il n'en avoit pas reçu d'ordre supérieurs. » Délibéré sur le premier point que l'élection de M. de la Houssoye a été régulièrement faite, et sur le second, que le président serait prié d'écrire au ministre, pour lui demander d'autoriser l'assemblée provinciale et celles des départements ainsi que leurs commissions intermédiaires, à prendre dans les greffes des tribunaux et autres dépôts publics tous

les éclaircissements dont ils auront besoin. Rapport du bureau des travaux publics sur les instructions données par le commissaire du Roi ; il résulte dudit rapport « que la généralité est percée de vingt-deux routes, que ces routes ont été divisées en trois classes, avec autant de justice que d'intelligence par M. de la Touche ; 2° que ces vingt-deux routes intéressent également le général de la province ; 3° enfin, que ces vingt-deux routes formant un total de 210 lieues, 175 toises, finies cette année, et qu'en 1789, époque où le gouvernement paroît désirer que nous adoptions un nouveau régime, il ne restera plus que sept lieues et demie à réparer, et 23 lieues et demie, 34 toises à construire à neuf. » Sur les conclusions dudit rapport, délibéré : « 1° que Sa Majesté seroit très humblement suppliée d'autoriser l'assemblée à continuer pour l'année 1789 la prestation en argent pour le rachat de la corvée sur la totalité de la province, au prorata des devis estimatifs des travaux qui auront été arrêtés par le Conseil, d'après les états qui en auront été présentés par elle ou sa commission intermédiaire, sans toutefois que ladite prestation puisse excéder le septième de la taille, accessoire et capitation réunis et proportionnellement pour les pays non taillables ; 2° que Sa Majesté seroit également suppliée de vouloir bien continuer le don d'environ 50.000 l. qu'elle a bien voulu accorder chaque année à la province pour les fonds de charité ; 3° qu'elle voudroit bien confier à l'assemblée la distribution desdits fonds, pour par elle être employés à la confection des chemins vicinaux de communauté à communauté ; 4° qu'elle voudroit bien autoriser l'assemblée à disposer du quart desdits fonds, pour subvenir aux besoins des communautés les plus indigentes, et qui seroient hors d'état de fournir une contribution pour les chemins vicinaux, à la charge d'en rendre compte tous les ans au Conseil ; 5° que Sa Majesté voudroit bien autoriser l'assemblée à diviser les chemins en quatre classes, sçavoir :

1^{er} classe, les routes qui peuvent être regardées comme de grande communication.

2^e classe, les routes de communication avec les provinces limitrophes.

3^e classe, les chemins d'une ville à l'autre, dans l'intérieur de la province.

4^e classe, enfin, les chemins vicinaux formant deux divisions : la première, ceux d'embranchement d'une communauté à une grande route ; la seconde, ceux de communauté à communauté.

6° Que Sa Majesté seroit humblement suppliée d'autoriser l'assemblée à faire exécuter les travaux des trois

premières classes, sur les fonds de l'imposition générale, comme devant être, eu égard à leur utilité, à la charge de l'universalité de la province. Ceux des chemins vicinaux de la première division, un quart aux frais de la communauté qui aura demandé l'embranchement, un quart aux frais de l'élection, et le surplus sur les fonds de l'imposition générale. Enfin ceux de la seconde division partie sur les fonds de charité, partie sur une contribution déterminée de l'imposition foncière des deux communautés intéressées, et le surplus sur les contributions volontaires des seigneurs, propriétaires, forges, manufactures et établissements intéressés à leur confection. 7° Enfin, que la commission intermédiaire s'occuperait, d'ici à la prochaine tenue, de classer nominativement les chemins des communautés de la généralité, suivant la distinction ci-dessus énoncée, et d'après les demandes qui lui seroient faites. » Travail des bureaux.

P. 123. Assemblée du 7 décembre. Séance du matin. Rapport de la commission particulière des vingtièmes, portant principalement sur le taux trop élevé auquel a été fixé l'abonnement pour la Picardie. Sur les conclusions dudit rapport, arrêté que la province ne pouvait proposer un abonnement dont le prix excédât le produit net de l'imposition actuelle, et de faire sur ce des remontrances au Roi, y transcrites. — P. 130. Assemblée du 7 décembre. Séance de 5 h. de relevée. Rapport du bureau du bien public, relativement aux canaux de St-Valery et de la Somme. Délibération remise. — P. 138. Assemblée du 10 décembre. Séance du matin. Délibération sur le rapport précédent : « 1° Que les travaux du canal de la basse Somme, dont les projets et états estimatifs ont été approuvés par le Conseil, continueront d'être exécutés, et que les adjudications des ouvrages portés dans les devis et états seront faites et passées par sa commission intermédiaire, l'autorisant à pourvoir aux événements imprévus qui pouvoient arriver pendant la confection desdits ouvrages, ainsi qu'à tout ce qui peut tendre à leur perfection, et que, pour le surplus des ouvrages dont les projets et états estimatifs n'ont pas encore été approuvés du Conseil, il y sera sursis jusqu'à ce que les états et projets desdits ouvrages aient été communiqués à l'assemblée, pour qu'elle y puisse faire ses observations, et ensuite approuvés du Conseil. 2° Que ce qui concerne le hallage, seroit exécuté, et que la commission intermédiaire, en arrêteroit les devis et en recevoit les adjudications. 3° Que les travaux du canal supérieur seroient suivis l'année prochaine dans la partie de la rivière de Somme qui coule de Bray à Amiens, en la commençant dans la partie inférieure, et que la commission intermédiaire

seroit aussi chargée de tous les devis et marchés à arrêter sur le travail proposé pour 1788. 4° Que des fonds destinés pour la suite de ces ouvrages à faire en ladite année 1788, il en seroit distrait un tiers, pour payer les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires riverains, et qu'en opérant ces remboursements ; les particuliers seroient payés avant les communautés, et d'abord les plus anciens en date entre ces premiers. 5° Que les mémoires et projets de M. de Lionne seront envoyés au département de Péronne, et qu'il lui sera demandé un mémoire détaillé de son vœu, relativement à la direction du canal et au dessèchement des marais de son district, ainsi que des moyens d'opérer l'un et l'autre objet, pour que, sur le rapport qui en sera fait à la première tenue de l'assemblée, elle puisse aviser au parti qu'elle croira devoir prendre. 6° Enfin que Sa Majesté seroit humblement suppliée d'agréer les hommages de la reconnaissance de l'assemblée, par (pour ?) les preuves qu'elle a données de sa bienfaisance à la province, lorsqu'elle a ordonné l'ouverture d'un canal de communication de la Somme à l'Escaut, et accordé des fonds pour cet objet. » — P. 139. Assemblée du 10 décembre. Séance de 5 h. de relevée. Rapport du bureau du bien public, sur les moyens de prévenir et arrêter les incendies. Délibération suspendue jusqu'à ce que l'académie d'Amiens ait publié l'ouvrage qu'elle prépare sur cet objet. — P. 141. Assemblée du 11 décembre. Prière au président de « faire solliciter auprès de Sa Majesté, par M. l'archevêque de Toulouse, ministre principal, la permission à l'assemblée de porter au pied du trône par une députation, l'hommage de son respect, de sa fidélité et de sa reconnaissance. » Lecture des observations sur les règlements des 8 juillet et 5 août. — P. 141. Assemblée du 12 décembre. Rapport du bureau du bien public : 1° sur l'établissement d'un marché franc réclamé par la ville de Péronne ; délibéré d'appuyer ladite réclamation ; 2° relativement à deux mémoires sur la nécessité de chercher à procurer à la province le plus grand nombre de chevaux ; délibéré que la commission intermédiaire écrira aux départements pour leur demander leurs vœux et les moyens qu'ils auront à proposer pour parvenir à ce but ; 3° sur l'éducation des abeilles « non seulement négligée, mais presque inconnue en Picardie » ; délibéré qu'on suivra sur cet objet la même marche que sur les haras ; 4° sur la disette et la cherté excessive du bois dans la province, et notamment dans le Santerre ; délibéré que la commission intermédiaire écrira aux départements, pour avoir leur avis sur la

plantation des communes et des voiries, et qu'on sollicitera du Roi et de son Conseil une loi qui rende les communautés responsables des dommages qui seront faits aux plantations sur leurs territoires, enfin de demander une diminution de droits d'entrée sur les charbons de terre venant de l'étranger ; 5° sur la suppression des pépinières royales ; délibéré de demander ladite suppression ; 6° sur l'impôt proposé sur les chaumes ; ledit impôt déclaré inadmissible, attendu la trop grande cherté du chauffage ; 7° sur un mémoire relatif à la nécessité d'un règlement uniforme concernant les chemins de traverse ; 8° sur un mémoire relatif au dessèchement de la vallée d'Authie ; délibéré de s'informer des intentions du comte d'Artois avant de rien arrêter ; 9° sur un mémoire proposant le projet d'un nouveau canal de navigation de l'Oise à la Somme, par Roye : renvoyé au bureau intermédiaire du département de Montdidier. — P. 159. Assemblée du 13 décembre. Séance du matin. Observations du bureau de règlement sur les procès-verbaux des assemblées de départements. Règlement provisoire déposé par le bureau du règlement ; délibéré de le mettre provisoirement à exécution. — P. 165. Assemblée du 13 décembre. Séance de 5 h. de relevée. Réponse de l'abbé Mellier sur les observations du bureau de règlement sur le procès verbal du département d'Abbeville. Observations sur les règlements des 8 juillet et 5 août. — P. 166. Assemblée du 14 décembre. Rapport du bureau des travaux publics sur l'état actuel des routes dans la généralité, l'état des derniers levés en remplacement de la corvée, et l'état de l'emploi de ces mêmes fonds pendant l'année 1787 et de la dépense projetée pour 1788. Rapport du bureau du bien public, sur les moyens de favoriser le transit des marchandises entre l'Allemagne, la Suisse, Genève et l'Angleterre, par la France. Lettre du contrôleur général au président, lui mandant que l'offre d'un abonnement équivalent au produit net de l'imposition ne peut être accepté. Lettre du commissaire du Roi faisant savoir que l'imposition du Boulonnois doit être distraite des premiers états remis à l'assemblée. Rapport de la commission particulière des vingtièmes. — P. 194. Assemblée du 15 décembre. Rapport du bureau des travaux publics. Rapport du bureau de l'impôt, contenant un projet de confection d'un cadastre pour la perception de la taille réelle, des considérations sur la capitation, les vingtièmes et les prestations en argent. — P. 228. Assemblée du 17 décembre. Séance du matin. Rapport du bureau des travaux publics. Observations du bureau du bien public sur les travaux à faire pour parvenir à diviser les eaux de navigation des eaux d'écoulement du gouvernement de Calais et Ardres. Aperçu des frais de l'établissement de l'assemblée

provinciale et des assemblées de département. Observations sur les moyens à employer pour procurer des logements aux membres non résidents pendant la tenue de l'assemblée. Formation d'un comité de trois avocats, pour le rapport des affaires qui intéressent les communautés : composé de MM. Morgan, Boistel de Belloy et Boulet de Varennes. Lettre du contrôleur général relative à l'abonnement des vingtièmes. — P. 235. Assemblée du 17 décembre. Séance de 5 h. de relevée. Rapport de la commission particulière des vingtièmes. — P. 237. Assemblée du 18 décembre. Rapport du bureau des travaux publics. Rapport du bureau du bien public, relativement à la gabelle. Commissaires à nommer par les départements, pour veiller à l'état des chemins. Dépenses nécessaires au régime de l'assemblée. Élection de l'abbé Paulinier, prieur de St-Mard, et de M. Maillard, procureur du Roi à Montdidier, au cas où le Roi consentirait à augmenter de deux membres la commission intermédiaire. Cloture de la session. Visite des archives par MM. le comte d'Herlye et de Choqueuse délégués à cet effet. Régisseurs des vingtièmes. Le comte de Cressy et M. Maillard envoyés vers les commissaires du Roi pour les inviter à faire la cloture de la session. Ceux-ci introduits avec le même cérémonial qu'à l'ouverture. Discours des commissaires du Roi et réponse du président. Discours du président après le départ des commissaires du Roi. Signatures des membres de l'assemblée. — etc.

C. 2012. (Registre.) — In-fol. 484 pages, papier.

1787-1788. — Délibérations de la commission intermédiaire. — P. 1. Séance du 27 août. Composition de la commission : duc d'Havré et de Croy, président, L'abbé Dargnies, le comte de Crécy, MM. Duliège et Delahaie, plus MM. le comte de Gomer et Boulet de Varenne, procureurs syndics. Lecture du règlement du 5 août. M. Duliège, chargé des travaux publics ; le comte de Crécy, des impositions ; M. Delahaie, du commerce, de l'agriculture et de la navigation ; l'abbé Dargnies, du bien public. Délibéré de s'assembler tous les vendredis à 3 h. de relevée, et en cas de fête, la veille. — P. 2. Séance du 7 septembre. Rapport par M. Delatouche, ingénieur, sur l'état des chemins de la généralité. Examen de plusieurs procès-verbaux des assemblées de département ; éclaircissements demandés à l'intendant. Examen de plusieurs mémoires, requêtes et états de dépenses. — P. 2. Séance du 14 septembre.

Présidence de l'abbé Dargnies. Accusés de réceptions des procès-verbaux des départements. — P. 3. Séance du 21 septembre. Envoi par l'intendant des états de département des impositions de la présente année, et d'un exemplaire des observations par M. de Montrest, commandant le corps des volontaires de Bourbon, sur les divers degrés de fertilité du sol du royaume. Réclamation de l'hôtel-de-ville d'Amiens contre la nomination de M. Maressal de la Houssoye comme membre de l'assemblée de département d'Amiens. Emplacement à trouver pour le département d'Amiens. — P. 4. Séance du 28 septembre. Octroi de 24 s. par velte d'eau-de-vie de la ville de Calais. Question de savoir si les procureurs syndics ont voix délibérative dans les assemblées. Mémoire de M. Sellier sur la mendicité. Logement des membres de l'assemblée de département d'Abbeville. — P. 6. Séance du 5 octobre. Dépouillement de la correspondance. Dépôt sur le bureau d'un mémoire imprimé, intitulé : *Projet d'abolir la gabelle en France*, par M. de Montigny, ancien gendarme de la garde du Roi. — P. 7. Séance du 12 octobre. Réception des instructions pour les assemblées des départements. Divers objets proposés aux assemblées de départements, pour y diriger leurs recherches. Éclaircissements à demander à l'intendant sur les chemins vicinaux et les fonds de charité. Réception d'un ouvrage de M. Dutillet, de l'académie des sciences, sur la corruption des blés. Dépouillement de la correspondance. — P. 11. Séance du 29 octobre. Dépouillement de la correspondance. Secours demandé par le département de Calais, en faveur du sieur Lefévre, professeur d'hydrographie dans ladite ville, et du sieur Renard, ancien professeur d'hydrographie. Rapport sur un mémoire tendant à autoriser le département de Montdidier, à envoyer huit députés à l'assemblée provinciale, au lieu de quatre. — P. 14. Séance du 26 octobre. Dépouillement de la correspondance. Lecture d'un projet d'instructions relatives aux grandes routes. — P. 16. Séance du 29 octobre. Projet d'augmenter la députation du département de Montdidier à l'assemblée provinciale. Dépouillement de la correspondance. — P. 17. Séance du 2 novembre. Lecture de l'arrêt qui désunit le comté de Boulogne de l'assemblée provinciale de Picardie. Dépouillement de la correspondance. Sur le projet d'établir un bureau des pauvres proposé par les procureurs syndics du département d'Amiens. Carte du département d'Amiens envoyée par lesdits procureurs syndics. Impossibilité de satisfaire à la demande par lesdits procureurs du plan routier de la généralité. — P. 20. Séance du 9 novembre. Dépouillement de la correspondance. Lecture d'un mémoire sur les chemins. — P. 21. Séance du 15 novembre. Lecture

de divers mémoires et dépouillement de la correspondance. — P. 22. Séance du 28 décembre. La première après la réunion de l'Assemblée. « L'état général de la contribution pour les chemins arrêté à 363,578 l., 17 s., 2 d..... La nomination de M. Maressal de la Houssoye décidée régulière..... Les présidents des assemblées de départements ne peuvent être membres de la commission intermédiaire provinciale..... La réparation du presbitère de Frucourt sur Limeu peut-elle être autorisée par la commission?... Le bureau intermédiaire du département d'Amiens est chargé de procéder à l'adjudication au rabais des réparations à faire au presbitère de Frucourt..... La réclamation du chapitre de la cathédrale d'Amiens tendante à obtenir une indemnité pour le terrain pris sur eux pour le nouveau canal de la Somme, renvoyée au travail général sur les indemnités relatives aux canaux..... Sur la requête des habitans de Camon, tendante à la décharge de leur industrie, qu'ils prétendent sans fondement monter à une somme de 800 l. ; délibéré qu'il n'y a lieu à accorder ladite décharge..... Demande faite à M. l'intendant des pièces relatives aux travaux à parachever dans les gouvernements de Calais et Ardres, pour parvenir à diviser les eaux de navigation de celles d'écoulement... Nomination et appointements des commis..... Le secrétaire greffier autorisé à payer les commis employés pendant la tenue de l'assemblée provinciale. »

1788. — P. 28. Séance du 4 janvier. « Sur la demande des officiers municipaux d'Abbeville de la maison conventuelle des religieux de Cluny, qu'ils désiroient être destinée au logement des états majors des régiments ; délibéré d'en faire la demande à M. le contrôleur général..... Demande faite au bureau intermédiaire du département d'Amiens de ses observations, et aux officiers municipaux de ladite ville de leur vœu sur la direction du canal dans la partie qui cotoye cette ville..... Nouvelles instances à M. le contrôleur général, pour obtenir la résiliation des baux d'entretien des routes..... Délibéré d'écrire à M. le contrôleur général, pour scavoir sur quels fonds seront affectés les frais des premières assemblées..... pour lui réitérer le vœu déjà formé par l'assemblée provinciale de l'augmentation de deux membres dans la composition de la commission intermédiaire. » — P. 30. Séance du 11 janvier. « Sur la demande des procureurs syndics du département d'Amiens, de la communication des plans de la direction projetée du canal supérieur de la Somme, et des mémoires et renseignements dont

il peut être accompagné ; délibéré d'écrire à M. Laurent de Lionne pour lui demander un double de ses plans..... Sur la réponse de M. l'intendant à la demande faite par la commission, des pièces relatives aux travaux à parachever pour rétablir la navigation dans les gouvernements de Calais et Ardres ; délibéré d'écrire à M. le contrôleur général, pour lui faire part de cette réponse, et le prier de faire expliquer le Conseil sur cet objet..... Question de préséance entre le chanoine envoyé par le chapitre de Noyon, seigneur de Matigny, et le syndic de l'assemblée municipale dudit lieu ; délibéré d'écrire à M. le contrôleur général, en le priant de proposer cette question au Conseil... La requête des habitants de Machy expositive des pertes qu'ils ont essuyé par un incendie, et tendante à obtenir des secours, renvoyée au bureau intermédiaire du département d'Abbeville, pour vérifier l'exposé des faits et avoir son avis..... Le mémoire de M. de Villard, inspecteur des manufactures de Picardie (sur la culture du mûrier et des vers à soie) renvoyé à MM. de la chambre du commerce pour avoir leur avis. » Travaux des routes. Vingtièmes. — P. 33. Séance du 18 janvier. « Sur la requête de Pierre Morvillers, maréchal-ferrant à Aumont, tendante à être maintenu syndic de l'assemblée municipale de ce lieu ; délibéré qu'il n'y avoit lieu à statuer..... Sur une lettre de M. le contrôleur général, qui recommande à la commission de s'occuper sans retard de l'exécution des délibérations de l'assemblée, délibéré d'écrire à ce ministre, en lui faisant de nouvelles instances pour obtenir la résiliation des baux d'entretien, et de lui adresser un mémoire d'observations, relativement au projet d'arrêt du Conseil qu'il a envoyé, lequel ne paroît pas pouvoir s'accorder avec l'exécution des délibérations de l'assemblée sur les travaux des routes..... Demande faite à M. de la Touche d'une carte générale itinéraire de la généralité d'Amiens. » — P. 36. Séance du 25 janvier. « Renvoyé à M. l'Intendant les procès-verbaux des baux d'entretien des routes. » — P. 36. Séance du 1^{er} février. Vingtièmes. « Délibéré d'écrire à M. le contrôleur général, pour demander que les fonds de l'octroi soient remis à la disposition de l'assemblée, ainsi que les fonds libres et variables, pour la mettre à portée d'exécuter ses délibérations..... Réception de divers mémoires sur les haras..... La requête des habitants d'Omissy contenant réclamation contre l'attribution faite au profit seul du nommé Capron de la somme de 80 l. accordée en diminution sur la taille de toute la paroisse, renvoyée au département de St-Quentin, pour avoir son avis..... Envoi à M. de la Millière du projet des ouvrages à faire en terrasses, fascines et

clayonnages, pour le soutien des talus du canal de St-Vallery-sur-Somme..... Répondu au département de Calais, Montreuil et Ardres, qui demande l'accélération des formalités nécessaires pour obtenir un arrêt du Conseil qui ordonne la continuation des travaux de dessèchement du Calaisis et de l'Ardresis, que son vœu avoit été prévenu, que la demande des pièces y relatives avoit été faite à M. l'Intendant, et que la commission avoit écrit à ce sujet à M. le contrôleur général..... Le mémoire des officiers municipaux de Montreuil contenant de prétendus griefs sur les entreprises des officiers de l'élection de Doullens, contraires à leurs privilèges, envoyé au bureau intermédiaire de Doullens, pour avoir des éclaircissements et son avis sur cette réclamation..... La réclamation des officiers municipaux de Montreuil pour l'établissement d'une maison de travail dans ladite ville, renvoyée à l'assemblée provinciale. » — P. 38. Séance du 2 février. « Lettre de M. le contrôleur général qui annonce la résiliation des baux d'entretien, en conséquence renvoi à M. de la Touche du projet des devis des ouvrages des routes de la généralité, et prière d'en faire sur-le-champ un nouveau, conformément toutefois à tout ce qui a été prescrit par l'assemblée provinciale. » — P. 39. Séance du 8 février. « Décision de M. le contrôleur général, qui accorde l'autorisation demandée de deux membres dans la composition de la commission intermédiaire..... Lettre de M. le contrôleur général relative au paiement des frais d'établissement des assemblées provinciales et de départements..... Réponse de M. l'Intendant sur la demande à lui faite par la commission de donner des ordres au directeur des vingtièmes de lui remettre tous les renseignements qui se trouvent dans ses bureaux, et qui ont servi de base à la quotité de cette imposition..... La requête du sieur Chapuy, inspecteur des domaines de M. le comte d'Artois, tendante à la décharge de la capitation, renvoyée au bureau intermédiaire d'Abbeville. » Envoi au comité des avocats de demandes d'autorisation de plaider par des communautés. — P. 43. Séance du 15 février. Autorisation à M. Martin, seigneur de Villers-St-Christophe, d'abattre des ormes sur la grande route de son terroir. Id. au chapitre de Noyon, sur partie de la route de Chauny à St-Quentin. « Sur le projet de M. de la Touche de supprimer le pont de l'avancée à la sortie de Péronne du côté de Cambrai, et d'y substituer un terre-plein, avec chaussée en pavés de grès ; la commission a délibéré de le communiquer au bureau intermédiaire de Péronne, pour avoir son vœu. Sur la requête

du sieur Chapuis..... Renvoi au bureau intermédiaire du département d'Abbeville de la requête de l'assemblée municipale de Sorel, tendante à être autorisée à faire faire une réparation considérable et urgente à leur église paroissiale..... Lettre du syndic d'Estreboeuf, concernant la formation de la municipalité de cette paroisse, renvoyée au département d'Amiens..... La requête des habitants d'Alquines présentée à M. le contrôleur général et renvoyée à la commission par M. de la Millière, tendante à obtenir l'élargissement de la rivière qui traverse ce lieu, communiquée au bureau intermédiaire de Calais.» Procès de Méricourt-sur-Somme contre Proyard. « Invitation aux sept bureaux intermédiaires de prendre pour modèle de lettre et tableau à envoyer aux municipalités, pour en obtenir des renseignements sur les vingtièmes, la lettre et le tableau que l'un d'eux a proposés à la commission. » — P. 46. Séance du 22 février. « La requête de quatre tondeurs d'Abbeville, tendante à la décharge de leurs vingtièmes d'industrie renvoyée aux suppliants, avec un arrêté au bas, qui porte que la commission peut statuer sur cet objet. » Indemnité aux propriétaires sur la route d'Abbeville à Hesdin. « Sursi à statuer sur la requête des habitants de Proyard, par laquelle ils demandent des fonds de charité pour la réparation des rues de leur village..... Dépôt d'une lettre de M. le contrôleur général et de la copie de celle que ce ministre a écrite à M. l'Intendant, relativement aux réparations ou reconstructions d'églises ou presbytères..... Lettre de M. le contrôleur général qui résout la question de préséance entre le syndic et le chanoine délégué de Matigny..... La requête des habitants de Conchy-les-Pots et celle du seigneur de Bains envoyées au département de St-Quentin. » Pont de Laneuville les Bray sur la route d'étape. « Invitation aux bureaux intermédiaires de prévenir dans leurs districts que les lettres, paquets et mémoires doivent être adressés francs de port..... La commission peut seule statuer sur les requêtes et mémoires..... Envoi d'une instruction à toutes les municipalités, sur le nouveau régime des travaux des routes. » — P. 51. 1^{re} séance du 29 février. « Envoi à M. le contrôleur général du détail estimatif de tous les ouvrages à exécuter en 1788, » etc. « La commission autorisée en vertu d'une lettre de M. le contrôleur général à suppléer au vœu de l'assemblée provinciale sur le cas où le prix des adjudications excéderoit le montant de la contribution, et sur le cas où il lui seroit inférieure. » — P. 52. 2^e séance du 29 février. « Lecture du projet d'arrêt mentionné dans la séance précédente..... Envoi dans les départements de l'ouvrage de M. Portal, sur divers objets du bien

public..... Requête tendante à obtenir le droit de faire pâître des bestiaux dans les pâturages d'Harsy, rejetée..... Requête aux fins d'obtenir la reconstruction de l'église succursale de Guyencourt-(Saucourt) renvoyée au bureau du département de Péronne..... La nomination de MM. Maillart et Paulinier confirmée. » — P. 54. Séance du 5 mars. « Rapports de différents mémoires de la chambre du commerce de Picardie, sur les funestes effets du traité de commerce conclu le 26 septembre 1786. Démarches de la commission sur cet objet. » — P. 55. Séance du 7 mars. « Observations de MM. du bureau intermédiaire de St-Quentin sur la concession faite par la commission en sa séance du 15 février, en faveur de M. Martin, des arbres plantés sur le territoire de Villers-St-Christophe. » Indemnité réclamée par M. Martine de Beaulieu, pour terrain pris sur lui pour le nouveau chemin de St-Quentin à La Fère. Lettre du contrôleur général annonçant que le Roi a accordé 65,000 l. pour travaux de charité. — P. 57. Séance du 12 mars. Dépouillement de la correspondance. « Renvoi au bureau intermédiaire de St-Quentin de la requête du curé de Nauroy, qui réclame des réparations à son presbytère..... Renvoi à M. l'Intendant de la requête de la dame Boistel d'Welles, vu qu'il s'agit d'un objet contentieux..... Décision demandée sur la préséance des curés dans les assemblées municipales..... Envoi à M. de la Millière d'un projet de chemin de St-Quentin à Guise. » Sur l'adjudication des biens communaux de Vignacourt. « Délibéré de se joindre aux officiers municipaux d'Amiens, pour obtenir que cette ville soit dispensée de garnison au moins pendant deux ans, dans le cas où MM. les gardes du corps du Roi n'y résideroient plus... Délibéré de se joindre aux mêmes officiers municipaux pour obtenir de M. l'évêque d'Amiens l'application d'une partie des biens et revenus des deux maisons de l'ordre de Cluny supprimées à Abbeville et à Lihons, au profit des pauvres de cette ville..... Lecture d'un modèle de projet d'arrêt à expédier, pour régler l'abonnement des vingtièmes. » — P. 60. Séance du 13 mars. « Vœu du département d'Amiens sur l'exécution d'une partie du canal de Picardie qui cotoye la ville d'Amiens..... Nouvelles instances auprès de M. le contrôleur général, pour obtenir la disposition des fonds de l'octroy. » — P. 61. Séance du 14 mars. « Lecture du projet d'arrêt proposé par MM. les procureurs syndics, pour régler l'abonnement des vingtièmes. » — P. 62. Séance du 20 mars. « Envoi du tableau des vingtièmes du département d'Amiens, depuis 1750, jusques

et compris 1787.» Rejet d'une demande de l'assemblée municipale d'Occoche, relative au remplacement d'un de ses membres pour infirmité. «Le bureau intermédiaire de Péronne autorisé à passer à l'adjudication d'une partie de route restée en souffrance en 1787, faute d'adjudication.» Énumération de 15 dossiers relatifs à des réparations d'églises et presbytères envoyés par l'intendant. Requêtes diverses envoyées par le même. — P. 65. Séance du 21 mars. Renvoi aux juges compétents d'une requête des habitants de Mons-Boubert à l'effet d'être autorisés à nommer un agent pour veiller à la sûreté des grains. «La réclamation des officiers municipaux de Montreuil relativement à la traverse de cette ville renvoyée à M. de la Touche..... Le mémoire du sieur Clabaut, aubergisteau faubourg de Montreuil, contenant réclamation d'une portion de terrain d'un ancien grand chemin vis-à-vis sa maison, renvoyé à l'ingénieur en chef, pour avoir son avis..... Sursi sur la délibération du bureau intermédiaire de Doullens relative à la plantation des voyeries et communes..... Le rejet de la somme de 109 l. 5 s. demandé par MM. les officiers municipaux de Corbie accordé..... Réception du détail estimatif de tous les ouvrages à faire dans la généralité d'Amiens..... Fixation de l'époque à laquelle les adjudicataires des travaux des routes doivent mettre leurs ouvrages en état de réception.» — P. 67. Séance du 28 mars. «Envoi à l'ingénieur en chef de toutes les pièces relatives à la réparation du pont de Bienassise..... L'indemnité réclamée par le nommé Hénon, éclusier à Oye, à cause de la non-jouissance de trois quartiers de terre employés à un dépôt de cailloux, fixée à 30 l., et au compte de l'entrepreneur..... Le redressement et l'élargissement de la rivière d'Alquines autorisé..... Lettre de M. le contrôleur général des finances relative aux frais d'administration..... Observations de la commission sur les frais d'administration..... Secours accordés par le gouvernement aux incendiés du bourg d'Oisemont.» Indemnités réclamées par les entrepreneurs des travaux des routes, pour la résiliation des baux d'entretien. Réparation de la couverture du presbytère de Frucourt, «Les observations du département d'Abbeville sur les affaires de réparations ou reconstructions d'églises ou presbytères renvoyées à l'assemblée provinciale.» Presbytère d'Hangest-en-Santerre. «Réception de mémoires de la chambre du commerce de Picardie, sur le préjudice du traité de commerce et de navigation entre la France et l'Angleterre..... Renvoi au bureau intermédiaire de St-Quentin de diverses requêtes des officiers du bailliage, afin de modération de leur capitation.....

Lettre du bureau intermédiaire de St-Quentin, qui annonce ne pouvoir pas continuer ses séances dans le lieu où il les a tenues jusqu'à ce jour, et demande à être autorisé à prendre à loyer une maison qui ne coûtera que 400 l... Sursi sur la contestation élevée entre les assemblées municipales d'Herly et d'Étalon, qui veulent l'une et l'autre incorporer dans leur communauté le hameau d'Herlieux..... Sur la requête des cultivateurs de Raucourt, Bouchavesnes, Moislains, le Mesnil en Arrouaise et Saillisel, relative aux prétendus dégâts causés sur leurs terres par les cerfs et les biches », etc.

P. 75. Séance du 4 avril. Dépouillement de la correspondance. «Opérations préliminaires avant la distribution des fonds de charité..... Projet de circulaire aux municipalités proposé par le bureau intermédiaire d'Amiens, approuvé sous une modification..... Le sieur Degove autorisé à se fermer par une haye vive ou sèche plantée sur la crête du talud, au chemin d'Amiens à St-Maurice..... Plainte du syndic de la municipalité de Cucq, sur la prétendue insulte à lui faite par le nommé Pierre Lefebvre, matelot audit lieu..... Envoi au bureau du département d'Abbeville de toutes les pièces relatives au presbytère de Feuquières.» Sur le remplacement d'un membre de la municipalité de Noyers décédé. «Requête de la communauté des grand et petit Mesnil-St-Nicaise, relativement à la démarcation de leur terroir avec celui du grand Rouy, qui est de la généralité de Soissons..... Lettre du sieur Dufour, seul membre actuel de la municipalité de Chaulnes, et qui prétend, vu son grand âge, se déporter de cette place. Nota : cette municipalité existe depuis 1771..... Formation d'une nouvelle municipalité à Chaulnes..... Requête aux fins de révocation d'un des membres de la municipalité d'Hapancourt..... Requête du hameau de Giffécourt, tendante à être autorisé à former une municipalité » ; autorisation accordée. «Délibéré d'écrire à M. de la Touche, pour l'inviter à désigner les sous-ingénieurs qui seront chargés de faire les devis et détails estimatifs dans le département de Doullens..... Plainte du curé de Millencourt, pour n'avoir pas été appelé à l'assemblée municipale, lors des renseignements donnés sur les biens du clergé ; délibéré de faire une nouvelle convocation où le seigneur et le curé seront appelés..... Invitation au bureau intermédiaire de Doullens de prendre tous les renseignements nécessaires, pour connoître les motifs qui ont porté les propriétaires de la mine de houille qui se trouve aux environs de cette ville, à l'abandonner..... Rapport de M. Delahaye, sur l'établissement provisoire d'un chemin de hallage avec les chevaux, sur

la rivière de Somme. » — P. 82. Séance du 8 avril. « Maladie épidémique de Thieulloye-la-ville ; M. Legrand, docteur en médecine à Amiens, délégué pour y administrer les secours usités ci-devant, sous l'administration de M. l'intendant. » — P. 83. Séance du 11 avril. « Cimetières à fournir aux non catholiques. » Secours à distribuer aux incendiés d'Oisemont. « Lettre de MM. les officiers municipaux de St-Vallery, tendante à obtenir l'établissement de quatre marchés francs chaque année..... Obstacles formés par MM. les agents généraux du clergé à la communication des éclaircissements demandés par les assemblées municipales ou de départements..... Envoi au bureau de Calais et à l'ingénieur en chef d'une requête relative à la grande route commencée depuis Calais jusqu'à Gravelines. » Établissement d'un vicaire à Andres. École vétérinaire. — P. 86. Séance du 18 avril. « Demande de M. Le Grand, pour être autorisé à continuer cette année le cours d'accouchement gratuit en la ville d'Amiens..... Épidémie de Fay lès Hornoy, » M. Le Grand autorisé à s'y transporter. « Délibération du bureau d'Amiens tendante à faire abattre les ormes plantés sur la route d'Amiens à Dreuil..... La démission de Louis Rocque, greffier de la municipalité de Seigneville non acceptée..... Le remplacement de M. Ouillot, seigneur de Drancourt, nommé syndic de Boismont, autorisé... Le rétablissement du chemin de la ville d'Eu à Paris renvoyé à l'assemblée provinciale, à sa prochaine tenue.... Invitation au bureau d'Abbeville de prendre en considération l'offre faite par l'assemblée municipale de Senarpont et Réderie d'une somme de 1,200 l., pour le rétablissement des chemins vicinaux de leurs territoires..... Plainte sur le mauvais état de la route de Flandre, dans la partie de Fonche à Conchy. » Vœu pour l'établissement d'un marché franc à Péronne. « Cause du mauvais état du pont de Laneuville lès Bray..... Sur la demande du syndic de la paroisse du Temple lès Waben d'une seconde municipalité ; néant..... Sur pareille demande des habitants de Ransart ; néant..... Consentement de la ville de Montreuil de contribuer pour un tiers à la dépense des ouvrages à faire à la traverse de cette ville..... Vérification des devis des ouvrages relatifs aux routes. » — P. 90. Séance du 25 avril. « Annonce d'un envoi prochain de grains de turneps..... Éclaircissements donnés par M. l'intendant sur l'établissement de l'école royale vétérinaire d'Alfort..... Le curé de Thieulloye-la-ville autorisé à délivrer des cartes aux malades de sa paroisse, à raison d'une demi-livre de viande par jour, à la charge d'en faire passer la liste de huitaine en huitaine. » Incendiés d'Oisemont. « Délibération

sur les observations faites par le bureau d'Abbeville relativement à la forme de procéder aux adjudications des réparations ou reconstructions d'églises et de presbytères. » Corvées. Emploi de la somme de 363,578 l. 17 s. 2 d. pour les travaux des routes. Carréuts. Sur le remplacement de M. Fouquier, maire de St-Quentin. Municipalité des Autheux, contre M. de Milly, seigneur dudit lieu. Frais d'établissement du bureau de Calais. — P. 95. Séance du 2 mai. Cours public d'accouchement. Octroi de Picardie, Gardes-messiers. « Le bureau d'Amiens délégué pour passer à l'adjudication des ouvrages en terrasses, fascinaiges et clayonnages, pour le soutien des taluds du canal de St-Vallery. » Curement du fossé qui sépare les marais de Vieulaines. Route de Paris en Flandre, entre Fonche et Conchy. Moulin de Pont lès Bray. Réparations à faire à l'église de Marieux. Id. au presbytère d'Havernas. « La requête des habitants de Querrieux tendante à être autorisée à faire un emprunt de 900 l. (pour un procès contre leur seigneur), renvoyée au bureau de Doullens..... La réclamation des officiers municipaux d'Ardres relativement à l'adjudication des travaux des routes de leur gouvernement rejetée, et la conduite du bureau de Calais approuvée..... Sur la requête de quelques habitants d'Écuire, en destitution de leur syndic ; néant. » Réparation de la traverse de Montreuil. Travail fait dans le département de Calais, pour constater l'état actuel des routes. — P. 98. Séance du 9 mai. Vingtièmes. Gardes-messiers. « Base de proportion indiquée par la commission aux bureaux intermédiaires, pour statuer sur les réclamations des officiers de justice et privilégiés qui se pourvoiront en décharge de leur capitation. » Pour l'adjudication des arbres sur la route du faubourg de Hem à Dreuil. Logement du curé de Routiauville. Chemin d'embarquement pour les troupeaux d'Épagnette. Reconstruction du clocher de Laneuville-sire-Bernard. Extraction de bousins dans les marais de Tugny. Capitation. Corvée. Incendie à Happancourt. Projet de reconstruction d'un pont d'Occoche au petit Occoche. Garde messier. Projet de reconstruction d'un pont à Fréchencourt. — P. 104. Séance du 16 mai. « Requête du sieur Brice, entrepreneur des travaux de pavage de différentes traverses sur les routes de la généralité, expositive des obstacles qu'il éprouve dans l'extraction des grès. » Garde messier de Coisy. Travaux des routes. « Requête des officiers municipaux de St-Vallery, adressante au Conseil, pour obtenir l'établissement dans cette ville de quatre marchés francs chaque année. » Réparation des rues

de Beaudéduit, Sommereux et Oresmeaux. Vingtièmes. — P. 107. Séance du 17 mai. « Rejet d'une somme de 58 l., 16 s. 2 d. sur la communauté d'Hocquelus autorisé et ordonné être répartie au prochain département, au marc la livre de la taille. » Id. d'une somme de 21 l. pour Aigneville. Id. de 237 l. 11 s. pour Bellancourt, Corvées. Machiel. — P. 109. Séance du 19 mai. « Proposition du bureau d'Amiens sur l'emploi des fonds destinés à secourir les incendiés d'Oisemont. » Vingtièmes. — P. 112. Séance du 20 mai. « Lettre de la commission intermédiaire de l'Isle de France, relative à la ligne de démarcation en litige entre les élections de Beauvais et de Montdidier, dans les paroisses de Velennes et d'Oroer. » Chemins vicinaux. Gardes messiers. Capitation. Projet de refonte des cloches et d'exhaussement du clocher de l'église de Franvillers. Droit de quint dû par plusieurs communautés à l'abbaye de St-Riquier. Marais Hugo à Étinehem. Marais de Coquelles, Frethun, Nielles, Coulogne, St-Tricat et Hames, gouvernement de Calais. Vingtièmes. — P. 120. Séance du 21 mai. Traverse d'Équennes. Tourbages à Vieulaines. Traverse de Translay St-Jean de Marais, banlieue de Rue. Reconstruction du clocher de Laneuville-sire-Bernard. Extraction et enlèvement de grès sur la paroisse de Clatre. Route de St-Quentin à Guise. « Représentations du département de St-Quentin sur le local nécessaire à la tenue de ses séances. » — P. 124. 1^{re} séance du 30 mai. « Sur le projet d'établissement d'un bureau d'encouragement pour le commerce de Picardie, proposé par la chambre de commerce de cette province, délibéré de prier M. le duc d'Havré et de Croÿ d'interposer ses bons offices, pour obtenir cet établissement. » — P. 124. 2^e séance du 30 mai. « La municipalité de Chaulne, formée le 27 avril dernier par ordre de la commission, déclarée non avenue, en vertu d'une lettre de M. le contrôleur général. » Auxy-le-Château. Sur les gratifications accordées aux destructeurs de loups et louveteaux. « Questions faites par le bureau d'Amiens relatives à la formation des municipalités. » Canal de St-Valery. Gardes messiers. Pont de Taussac. « La conduite tenue par les habitants de Dameraucourt en adjugeant eux-mêmes les réparations à faire au presbytère de ce lieu, désapprouvée. » Réparations à faire au presbytère de Ville-St-Ouen. « Conduite tenue par le bureau de Péronne, pour retenir les tireurs de grès employés au service des routes dans ce département. » Tourbages de Chipilly. Capitation. Réparations à faire au presbytère d'Omissy. « Sur la proposition du bureau de St-Quentin de forcer les municipalités à tenir un registre coté et paraphé par le juge du lieu, délibéré qu'il suffisoit qu'elles eussent un registre et qu'il y auroit peut-être des

inconvéniens à exiger qu'il fut coté et paraphé par le juge du lieu..... Sur la proposition du bureau de Doullens de faire constater instamment l'état des approvisionnements en cailloux, délibéré de faire faire incessamment cette opération, et d'en écrire à l'ingénieur en chef. » Sur l'adjudication des biens communaux de Vignacourt. Fonds de corvées. Grande route de Marck. Réclamation par la communauté de Surques de portions de ses communes qui ont été usurpées. — P. 135. Séance du 6 juin. Vingtièmes. « Gratification accordée pour la destruction d'un loup. » Vergne et chemin d'embarquement pour les bestiaux d'Épagnette. « Le mémoire de M^{me} la duchesse d'Elbeuf sur les inconvénients qu'il y auroit à ouvrir le nouveau canal de jonction de l'Oise à l'Escaut, communiqué au bureau de Montdidier..... Délibération relative à la conduite à tenir par les bureaux intermédiaires, lors des cas fortuits, tels que grêle, incendie, etc. » Route d'Amiens à Péronne et St-Quentin. Extraction de grès. Garde messier. « La nomination du sieur abbé Brunel, membre de l'assemblée municipale d'Acheux, confirmée, par la commission. » Requête des habitants de St-Riquier et villages voisins, se plaignant de ce que « le sieur de la Houssoye de Neuville, ancien seigneur de Mézicourt, est venu demeurer au village de Bellencourt au mois de mars 1787, et que, n'aient pas d'autre ressource que la chasse pour pourvoir à sa subsistance et à celle de sa famille, il n'a cessé depuis cette époque de braconner avec ses enfants sur leur terroir, sans aucune distinction de saison, et à travers les grains croissans. » — P. 143. Séance du 13 juin. Participation du Boulonnois aux fonds libres. Sur les adjudications des biens communaux. Octroi de Picardie. Cours d'accouchement. « Nomination des caissiers de la prestation en argent. » Incendie d'Oisemont. Gardes messiers. Taille. Vingtième. Réparation des rues d'Équennes. Auberge sur la route d'Eu à Abbeville. Terre plein de l'avancée de Péronne. Contribution à la réparation du presbytère de Saucourt. Réparation du chemin de St-Quentin à Homblières. « Formation ordonnée de la municipalité d'Abihem (?) » Réparations à faire à l'église de Franvillers. — P. 152. Séance du 20 juin. « Assurance donnée par M. le contrôleur général à M. le duc d'Havré, d'un don de 180,000 l. accordé par le Roi pour l'encouragement du commerce..... Gratification accordée pour la destruction d'un loup..... Décision de la commission sur les cas où les communautés doivent contribuer aux reconstructions et réparations d'églises et presbytères. » Réparation de l'église d'Oisemont. Sédi-

tion à Oisemont causée par le retard apporté dans la distribution des aumônes Décharge de vingtièmes accordée aux incendiés d'Oisemont. Approvisionnements de cailloux pour les routes. « Le mémoire de l'assemblée municipale de Selincourt renvoyé au bureau d'Amiens, pour aviser à quelle municipalité les fermes de l'abbaye dudit Selincourt doivent être réunies. Vicairie de Forceville. Sur une requête des habitants de Montières et Étouvy. Clercs laïcs et gardes messiers. « Le mémoire des seigneur et habitans de Goyencourt, expositif de la perte qu'ils éprouvent par la grêle, renvoyé au bureau de Montdidier. » Extraction des grès pour les routes, curement et élargissement de l'Authie à Béalcourt. Réclamations de M. de Milly, seigneur des Authieux. Rejet d'une requête tendant à la formation d'une nouvelle municipalité à Fréchencourt. « Arrivée prochaine de M. Blanchet, pour faire la visite de la rivière de Somme..... Invitation aux sept bureaux intermédiaires de nommer des commissaires pour la surveillance des routes. » — P. 162. Séance du 27 juin. Rectification des municipalités. « Le mémoire du régiment de Bourbon dragons, aux fins de réparation et élargissement du chemin d'Ardres à Hardingham communiqué au bureau de Calais, etc. » Destruction des loups. « La nomination de deux nouveaux membres dans la municipalité de Fay lès Hornois déclarée irrégulière et non avenue. » Rectification des municipalités. Corvées de Parvillers. Gardes messiers. Mauvais état de la grande route de Paris en Flandre, de Cuvilly à Péronne. Travaux sur la route de Paris à Valenciennes. Ouvrages d'art du département de St-Quentin. Capitation. Vingtièmes. « Décision sur le nombre des membres qui doivent composer les assemblées municipales. » Locaux du bureau de St-Quentin. Rejet d'un mémoire de l'assemblée municipale de Vignacourt, l'effet d'avoir un mesureur de sel. Chemin à Flixecourt. Ouvrages d'art du département de Doullens. Pont de Bienassise. Mémoires relatifs aux routes. Buse à clapet établie à la pointe de Pinchefalise.

P. 171. Séance du 4 juillet. « Observations de la commission sur la distribution des fonds de charité..... Distribution de ces fonds. » Remerciements au contrôleur général, pour l'obtention de ces fonds. Instructions aux bureaux intermédiaires. Arrêt concernant les abonnements des vingtièmes. Frais d'administration de l'assemblée provinciale. Attribution exclusive des communes réclamée par l'Intendant. Travaux à l'église de Bettembos. Pont sur la Cologne à Doingt. — P. 180. Séance du 5 juillet. « Changement proposé par la communauté des maîtres boulangers, à l'ancien classement qui a servi

jusqu'aujourd'hui de base à la réparation de l'industrie. » Vicairie de Bougainville. Pont sur la Selle à Salouel. « Épidémie de Renancourt. » Requête des habitants de Nampont-Saint-Martin, relativement aux eaux sauvages. Construction de l'église de Rotangis. Arvillers. Le Quesnel. Tourbages de Giffecourt, paroisse de Castres. Réparations à faire à l'église de Flixecourt. Route d'Amiens à Albert. « Gratification de 300 l. accordée à la maréchaussée d'Amiens. » Inondations causées par le canal de la Somme, de Sailly à St-Quentin. Gardes messiers. — P. 186. Séance du 11 juillet. Capitations. Vingtièmes. Arbres à abattre sur la route d'Amiens à Abbeville, du faubourg de Hem à Dreuil. Mauvais état de la route de Flandre à Cuvilly. Traitement de l'ingénieur en chef et gages des jardiniers des pépinières. Logement et frais de bureau de M. de la Touche. Pépinière royale d'Amiens. Prétendus délits commis sur les routes. Linge de l'hôtel des gardes du corps à Amiens. — P. 189. Séance du 16 juillet. « Envoi de l'arrêt concernant la convocation des États Généraux. Grêle du 13 juillet. « Épidémie de Mesnil-Conteville. » Marais de Cucq. Conduite à tenir à l'égard des pères et mères chargés de nombreuses familles. Sur la nomination des collecteurs. Gardes messiers. Mine de houille des environs de Doullens. Désunion demandée par la communauté du Plouy de celle de Domqueur. « MM. Desmery, Duval et Le Sellyer invités à suppléer les trois avocats du comité pour la consultation à donner aux habitans de Toutencourt. » Emprunt de 900 l. demandé par la communauté de Querrieux, pour les frais d'un procès. « Question du bureau de Calais sur les opérations relatives aux reconstructions ou réparations d'églises et presbytères. » Ouvrages du canal de la Somme. — P. 196. Séance du 18 juillet. Formes à observer pour la tenue des assemblées municipales. Chemin de Roye à Péronne. Gardes messiers. « Ordre à M. Lapostole, apothicaire du Roi, de fournir toutes les drogues nécessaires à l'épizootie régnante dans un troupeau de bêtes à laine à Beauquesne. Incendie d'Oisemont. « M. le comte de Gomer nommé commissaire pour la surveillance des édifices publics à la charge des fonds de la province. Réparations à faire au Château d'eau d'Amiens..... Gratification de 160 l. accordée à M. Durand, secrétaire de la chambre du commerce et du bureau d'encouragement. » Dégâts occasionnés par les grandes eaux à Paillart. Sur la réparation des rues de Buyon et Plachy. Gardes messiers. et clers laïcs. « La formation de l'assemblée municipale de Conty déclarée régulière. Insulte faite aux membres

de l'assemblée municipale d'Oisemont. Capitation. « Hommage fait à la commission par l'académie des sciences d'Amiens d'un ouvrage qui contient l'analyse de tous les mémoires qui ont concouru à indiquer le moyen le plus simple et le moins dispendieux de prévenir et d'éviter les incendies. » — P. 203. Séance du 19 juillet. Route d'Abbeville à Airaines. Réparations à faire à la digue des bas champs de petit Port. Visas de rôles de corvées. Route de Flandre. « Sur la requête des habitans de Flamicourt, aux fins de réduction de leur capitation et de réunion à la paroisse de Doingt; néant..... Le mémoire de M. Dupontlévêque, bourgeois de Péronne, concernant l'établissement d'une blanchisserie envoyé au bureau d'encouragement. » Prétendues pertes essuyées par les habitans de Préaux-Ratiauville. « Gratification de 12 l. accordée à Pierre et Marie-Jeanne Delaviers, pour avoir sauvé deux personnes en danger de se noyer. Couvertures en tuiles. Gardes messiers. — P. 208. Séance du 24 juillet. Vingtièmes. Gardes messiers. Capitation. Réparations à faire au Château d'eau d'Amiens. Canal de St-Valery. « Félicitation à M. Laurent de Villedeuil, pour sa promotion à la place de secrétaire d'État..... L'assemblée municipale de Monsures informée que la police des communes appartient à M. l'Intendant. » Procès des habitans de Verton contre un particulier de Berck. Travaux des routes. Grêle du 13 juillet à Montdidier. Route de Paris à Valenciennes. Rôles de corvées visés. — P. 212. Séance du 1^{er} août. Frais des assemblées provinciales et de départemens. Avis aux cultivateurs dont les récoltes ont souffert par la grêle du 13 juillet. Secours à distribuer aux victimes de ladite grêle. Pépinières royales. Vingtièmes. Exemptions d'impositions en faveur des pères de nombreuses familles. Réparations à faire à la caserne de la maréchaussée d'Oisemont. Rôles de corvées. « Le curé de Chepy renvoyé à se pourvoir par-devant les juges de ce lieu, pour faire réparer les rues de ce village. » — P. 220. Séance du 2 août. Insultes faites à la municipalité d'Oisemont. Concierge de l'hôtel de Cerisy. Gardes messiers. « La communauté d'Arry renvoyée à se pourvoir par-devant M. l'Intendant », pour exemption de taille. Fontaine-sous-Montdidier. Visas de rôles de corvées. Canal de la Somme. Décharges d'impositions. Rôle de corvée de Corbie. Travaux des routes. — P. 224. Séance du 8 août. Route de Cuvilly à Orville. Capitation de Montreuil. Contribution de corvée. « Épidémie de Canny... Obstacles à la répartition de la taille, des accessoires et de la capitation des taillables. » Grêle du 13 juillet. Travaux des routes. « Requête du sieur Racine aux fins de réception des ouvrages du canal de St-Valery..... Analyse de la lettre de M. le contrôleur général sur les travaux du canal de St-Valery.....

Rapport de M. Delahaye sur les travaux du canal de St-Vallery. » Réparations à faire aux murs de la pépinière d'Amiens. Pont de Taussac. Réparations à faire au pont et à l'écluse de Groffliers. Rôles des vingtièmes d'Amiens. — P. 235. Séance du 9 août. Route d'Amiens à Breteuil. Dommages causés par les grandes eaux à Coullemelle. Réparations à faire aux rues de Paillart. Gardes messiers. Moulin sur le canal de la Somme à Épenancourt. Presbytère d'Hardecourt aux Bois. « Remise de 12 l. accordée au sieur Éloi Lenglet, chirurgien à Barleux, père de 12 enfans vivans, sur ses impositions de la présente année. » Blanchisserie du sieur Dupontlévêque à Péronne. Contestation entre la communauté d'Estrées-lès-Crécy et la marquise de Vilmant. Presbytère de Coisy. Visas de rôles de corvées. Réparations de la traverse de Montreuil. Route de Guines à Landrethun. Le mémoire du régiment de Bourbon-dragons, aux fins d'amélioration du chemin d'Ardres à Hardinghem a été envoyé à M. de la Touche. « Chemin de Lostebarne à Ardres. « Délibéré d'écrire à M. le contrôleur général, pour sçavoir si les biens des hôpitaux doivent être compris dans les matières nouvellement imposables. » — P. 245. Séance du 13 août. Sur un arrêt du Conseil, pour l'autorisation des dépenses qui excéderont 500 l. « Lettre de M. le contrôleur général concernant la convention des assemblées de département fixée du 10 au 20 novembre. » Loterie de 12,000,000 l. en faveur des grêlés. Culture du turneps. Route d'Amiens à Paris. Gardes messiers. Grêlés. Octroi de Picardie. Incendie à Tilloloy. « Délibération sur l'exemption de la taille de propriétés accordée aux mineurs. » Décharges accordées par la commission. Visas de rôles de corvées. Route de Paris en Angleterre. Lettre de la municipalité de Vismes, aux fins de destitution du syndic dudit lieu. Réparation du clocher de Liomer. « Le père et le frère du curé d'une paroisse doivent être exclus de la municipalité. Avances faites par le syndic de Lucheux. Indemnités relatives aux canaux. « L'indemnité réclamée par le curé d'Éterpigny à raison de la non jouissance de la dixme dont le prive l'ouverture du canal, rejetée. » Dîme des fruits croissans sur les bords du canal. Rôles des vingtièmes d'industrie des bouchers et charcutiers de St-Quentin. Route de Péronne à Bapaume. Réparations à faire à la caserne de la maréchaussée de Forestmontiers. Sur une exemption accordée au nommé de Flesselles, soldat provincial. — P. 258. Séance du 22 août, « Arrêt du Conseil du 8 août,

qui fixe au 1^{er} mai prochain la convocation des États Généraux..... Arrêt du Conseil du 8 août portant règlement sur les formes de l'assiette et répartition des impositions par les assemblées provinciales », etc. Id. du 10 août, sur les contestations relatives à la collecte. Proposition de faire contribuer les villes franches à la prestation en argent. Invitation de M. Blondel de procéder au plus tôt à la répartition des impositions. Brevet général des impositions de la généralité d'Amiens pour l'exercice 1789, y transcrit. Réclamation du duc de Beuvron contre l'obligation qu'on veut lui imposer de placer des garde-fous à un pont sur la Cologne à Doingt. Abattage des arbres sur la route d'Amiens à Abbeville du faubourg de Hem à Dreuil. Corvées. Capitation. Vingtièmes. Gardes messiers. Pont de Brienne. Sablière de Cuvilly. Canal de St-Valery. Pont de Taussac. « Gratification de 6 l., pour la destruction de deux louveteaux. » Route de Rouen à Amiens. Pompes à incendie à Formerie. Décharges d'impositions réclamées. Indemnités relatives aux routes. Démissions de syndics de paroisses non acceptées. Communauté des maîtres perruquiers d'Abbeville. Incendie à Nouvion. Linge de l'hôtel des gardes du corps à Amiens. — P. 272. Séance du 22 août. Épidémie de Canny, de Roye-sur-Matz. « Observations sur la distribution des fonds de charité dans le département de Montdidier. » Visas de rôles de corvées. Travaux des routes. Fontaine-sous-Montdidier. Couvertures en tuiles. Réparations à faire pour rendre praticable un pont sur le canal près de Ham. Point d'eau sur la Somme. « Irrégularités que présentent les paroisses de Chipilly et d'Étinehem, toutes deux en même tems des élections de Péronne et Doullens, sans ligne de démarcation..... Rapport de M. le comte de Gomer, sur la répartition des fonds de charité dans le département de Péronne. Indemnités réclamées pour établissement de deux ponts. Vœu d'affranchir à jamais les pauvres de la taxation du sel. Réclamation du sieur Nicolas Fosset, greffier de la subdélégation de Calais pour la confection des rôles de capitation. École vétérinaire d'Alfort. — P. 287. Séance du 29 août. « Lettre de M. le contrôleur général, qui annonce que les procureurs syndics des départements pourront s'adresser aux greffiers des grands bailliages, pour avoir la communication des rôles ci-devant déposés aux élections. Secours en faveur des grêlés. Projet d'arrêt relatif à la vente du terrain des anciens chemins abandonnés. Vingtièmes. Corvées. Gardes messiers. Linge de l'hôtel des gardes du corps. « Envoi à M. de la Touche du mémoire des officiers municipaux de St-Vallery, tendant à démontrer la nécessité de faire entrer les eaux de la mer dans le canal, par la buse à clapet. Réparation de

la traverse d'Équennes. Supplément de pension à accorder au chapelain d'Étouvry. « Sur le mémoire de l'assemblée municipale de Dury, aux fins de faire réprimer le glanage par voie d'autorité ; néant. Pavage demandé d'une partie de la traverse de Cuvilly. « Le bureau de Péronne délégué pour procéder à l'adjudication des bois provenans de la démolition du pont de l'avancée du faubourg de Bretagne de cette ville. » Route de Paris en Flandre. Grêle du 13 juillet, dans le département de Péronne. Imposition aux travaux des routes des faubourgs et banlieue de St-Quentin. Visas de rôles de corvées. Amélioration des bêtes à laine. Lettre de l'abbesse de Fervaques relative au terrain demandé pour l'établissement d'une blanchisserie à Péronne. « Mandat de 934 l. 4 s. 3 d., au profit de M. Durand, secrétaire de la chambre du commerce..... C'est aux bureaux intermédiaires à recevoir les ouvrages de presbytères, etc., ainsi que ceux des routes. » — P. 300. Séance du 5 septembre. « Délibération sur l'augmentation progressive des grains, et sur la nécessité de procurer des semences aux cultivateurs grêlés..... Envoi au bureau de Montdidier de la copie de la lettre de Mme la comtesse de Clermont-Tonnerre, aux fins de rendre la navigation du Dom utile à ce canton..... Malgré les observations de M. l'Intendant sur la délibération du 13 août, relativement à l'exemption de la taille accordée aux mineurs, délibéré de persister dans l'arrêt du 13. » Capitation. Point d'eau de la Somme. Canal de St-Valery. « Mandat de 3 l., pour la destruction d'un louveteau..... Le bureau d'Amiens invité à prévenir le plus incessamment possible les propriétaires et locataires de ne pas ensemercer les renclotures et terres labourables qui se trouvent dans la direction du canal. » Réparations à faire à la pépinière d'Amiens. Perte d'eau à percer sur une place nommée la Cense, à Grandvilliers. Formeries. Contestation entre Longpré lès Amiens et la ville d'Amiens, relativement aux communes. Décharge de corvée à obtenir en faveur des incendiés. Modifications au rôle de capitation d'Abbeville. Destruction du pont de l'avancée du faubourg de Bretagne à Péronne. Sur un mémoire du sieur du Pontlévêque, de Péronne, relativement à sa blanchisserie. Plaintes sur la négligence des adjudicataires des travaux des routes. « Causes de l'humidité qui règne dans les villages traversés par les routes. » Visas des rôles de corvées et d'industrie. Grêle du 13 juillet à Étinehem. Route de Dunkerque à Doullens. Traverse de Montreuil. « Assurance que le département de Calais n'a pas souffert de l'orage du 13 juillet der-

nier Rapport de l'ingénieur en chef sur les ateliers non adjudgés..... Les bureaux intermédiaires invités à faire le relevé des produits éventuels, tels que l'exploitation des tourbages et de la haute futaye. » Octroi de Picardie. Délivrances de mandats à divers. « Adjudication de la fourniture du linge à l'hôtel des gardes du corps du Roi..... Ouverture de l'assemblée du département d'Abbeville. » — F. 315. Séance du 12 septembre. « Rappel de M. Necker à l'administration des finances. » Route de Paris en Flandre. Réclamation du comte de Beuvron. Casernes d'Ardres, fournitures de lits. Travail préparatoire de l'état de population. Réparation à faire au clocher de Liomer. Surtaxes éprouvées par certaines communautés sur la répartition de la corvée. Canal de St-Valery. Épidémies de Fay lès Hornoy, de Pissy. Clerc lai de Cayeux. Pâturages de Cayeux. Pour l'adjudication des arbres, sur la route d'Amiens à Abbeville. Disette de bois dans la province. Pertes causées dans le département d'Abbeville, par les orages de juin et juillet. Visas de rôles de corvées. « Instructions données au bureau intermédiaire de Montdidier, pour le remplacement de M. Delistre. Communauté des chaudronniers de Péronne. Faucardement de la Somme. Route de Cambrai, mémoire du marquis d'Estourmel. Estreiller. Mandats à divers. « Le frère d'un curé qui est membre né de la municipalité, ne peut en être élu membre. » Heure d'assemblée de la municipalité de Beauvoir. « M. David, subdélégué de Montreuil, renvoyé à se pourvoir par-devant M. l'Intendant, pour obtenir le paiement de 87 l. 10 s qu'il réclame pour la vérification du rôle de capitation..... Mandats délivrés aux ouvriers employés aux hôtels de Cerisy et de la résidence », etc. — P. 340. Séance du 19 septembre. Avance de 100,000 fr. à faire pour trois mois. Supplément de pension au chapelain d'Étouvy. Cours d'accouchement à Amiens. Approvisionnements à faire en 1789 sur les routes. Commissaire à nommer pour constater l'état actuel des routes. Épidémie de Renancourt. Oresmeaux. Cempuis. Incendie à Tilloloy. Contribution des faubourgs d'Abbeville à la corvée. Travaux à faire aux églises de Sorel et de Vercourt. « Instructions données au bureau intermédiaire d'Abbeville, pour le remplacement de M. Plantard. » Mauvais état de la route de Paris en Angleterre. Visas de rôles de corvées. Liercourt et Dunck. Witaine-Église. Sur la vente des anciens chemins. Muidorge. « L'ouverture de l'assemblée du département de St-Quentin fixé au 11 octobre... Instruction donnée au sieur Jacques Lefebvre, commis buraliste des aides à Beauval, pour faire procéder à son remplacement dans l'assemblée municipale de ce lieu... La division des villages de Donqueur et de Plouich autorisée par la

commission..... L'ouverture de l'assemblée du département de Calais fixée au 11 novembre. » Pépinières royales. — P. 350. Séance du 26 septembre. Impôts de 1789. Paiement des adjudications des travaux des routes, sur les fonds de charité. Emprunt de 100,000 l. proposé dans ce but. Réclamation du duc de Beuvron. Épidémie de Longueau. Pépinières royales. Sur le remplacement de M. Plantard au bureau d'Abbeville. Communauté des perruquiers d'Abbeville. Visas de rôles de corvées. Sur le projet d'arrêt relatif aux chemins abandonnés. Caserne de la maréchaussée à Forestmontiers. Décharges demandées par la communauté de Létoile. Observations du bureau de Calais sur le régime des routes. Mandats au profit des avocats du comité.

P. 358. Séance du 3 octobre. « Réception des commissions pour la répartition des impôts de 1789. » Arrivée prochaine de M. de la Grèze, commissaire général des haras. « Approbation de la distribution des fonds de charité proposée par le bureau d'Amiens..... Situation actuelle des malades indigens de Longueau. » St-Thibaut. Brique à donner aux incendiés d'Oisemont. Indemnités dues pour les routes. Sur le projet d'arrêt pour la vente des anciens chemins. « Causes du retard des nominations de collecteurs dans le département d'Amiens..... Observations à faire à M. le directeur général sur l'énormité de la dépense qu'entraînera l'exécution de l'art. VII de la 2^e section du règlement du 8 août. » Visas de rôles de corvées. « La distribution des fonds de charité proposée par le bureau d'Abbeville approuvée..... L'ouverture de l'assemblée du département de Montdidier fixée au 13 octobre. Roiglise. Travaux des ponts et chaussées. « Demande de la réunion des deux municipalités du Petit Frénoy et de Gricourt en une seule » ; accordée. Dénonciation contre le bailli de Honnecourt. Épidémie à Heilly. « Situation de la caisse de la corvée à Calais..... de la caisse de l'octroi de Picardie..... Représentations de la chambre du commerce pour obtenir des députés aux États Généraux..... Refus fait par le greffier de l'élection d'Amiens de communiquer au bureau de département les renseignements nécessaires pour la répartition de l'impôt..... La répartition des fonds de charité proposée par le bureau de Doullens approuvée. » — P. 370. Séance du 8 octobre. « Obstacles éprouvés par le département de Péronne pour la répartition des impôts..... Mêmes obstacles éprouvés par le bureau d'Abbeville..... Id. par le bureau de Doullens..... Id. par le bureau de Montdidier..... Compte rendu à M. Nec-

ker de tous ces obstacles, et envoi au Conseil de toutes les pièces y relatives. » — P. 372. Séance du 10 octobre. « Entretien de M. de la Grèze avec la commission, sur l'amélioration des haras. » Projet sur la convocation des assemblées d'arrondissement. « Observations de MM. les procureurs syndics provinciaux sur les droits d'usage..... Observations de la commission, sur la capitation des non taillables. » Arrêt du Conseil du 30 septembre 1788. Id. du 4 octobre. Demande d'un emprunt de 100,000 l. sur les fonds de l'octroi. Plainte par les fermiers généraux des messageries, sur la difficulté du passage sur les terres, lors de la reconstruction du pont près de Conchy. Projet de rendre la rivière du Don navigable. Greffiers des juridictions royales. Réduction de capitation réclamée par le sieur de Monsigny, lieutenant particulier au bailliage de Montreuil. « Observations de M. l'Intendant sur la réclamation du greffier de la subdélégation de Calais. » Décharges de capitations. Procès-verbal de l'assemblée d'arrondissement d'Airaines. Pont de Taussac. « L'ouverture de l'assemblée du département d'Amiens fixée au 11 octobre. » — P. 384. Séance du 15 octobre. Incendie chez le sieur Létoquart, à Amiens, « et dans lequel une partie de sa famille a péri ;..... les faits exposés dans le mémoire du sieur Létoquart sont exacts, que ce jeune homme âgé de quinze ans et son frère âgé d'environ deux ans méritent la plus grande faveur du gouvernement, que les secours qu'ils réclament leur sont d'autant plus indispensables que toute leur fortune ayant été engloutie, avec leur famille dans l'affreux incendie qui a consumé leur maison, ils n'ont d'autre ressource que la bienfaisance du souverain. » Pont de Taussac. Travaux à faire à l'école du Titre. « Demande en décharge de collecte. » Réclamation de la municipalité de Montigny lès Nampont, relativement aux marais communs. Neuilly-l'Hôpital. Destitution demandée du syndic de Vismes. Plantation des communes. Cimetières pour les non catholiques. Clerc-lai de Louches. « Honoraires du vicaire, gages du clerc-lai et logement du commandant de St-Pierre, gouvernement de Calais, approuvés..... Observations sur le droit de la ville de Calais d'envoyer des députés aux États Généraux. » — P. 390. Séance du 19 octobre. Frais d'établissement du bureau intermédiaire de Calais. « Dépôt d'une lettre de M. le directeur général des finances, qui annonce que les assemblées provinciales ne seront pas convoquées cette année..... L'emprunt demandé d'une somme de 100,000 l. sur l'octroi de Picardie, pour subvenir aux travaux des routes, accordé par le Conseil..... Entretien de MM. de la Millière et Dubois avec la commission, sur l'exécution du canal de St-Valery..... Offre du bureau d'Abbeville d'une somme de 300 l.

en faveur des grelés. » École vétérinaire d'Alfort. Épidémies de Canny et Roye-sur-Matz. Mauvais état du chemin de Roye à Montdidier. Canal de la Somme. Caserne de maréchaussée d'Albert. « Procès-verbal de l'assemblée d'arrondissement de Lihons, pour le remplacement de MM. Chevrier et Torchon. » Aubigny aux Kaisnes. Pont de Villers Bocage. « Réception d'un mandat de 618 l., de la part de la maison philanthropique de Versailles, en faveur des grelés. » — P. 398. Séance du 24 octobre. « Annonce d'une somme de 30,000 l. en faveur des grelés, par M. le directeur général des finances..... Réflexions de la commission sur la modicité du secours,... pour subvenir à la réparation d'une perte de plus de trois millions..... Distribution entre les départements d'Abbeville, Péronne et Montdidier : 1° de la somme de 30,000 l. accordée par le Roi aux grelés ; 2° de celle de 15,972 l. provenant de la contribution volontaire ès mains du secrétaire provincial. » Vingtièmes. Mémoire du duc de Beuvron, relativement au pont de la Cologne à Doingt. Gages du clerc lai de Cayeux. Frais d'établissement du bureau de Calais. « Envoi à la commission intermédiaire de l'Isle de France d'un mémoire en réponse à celui de la municipalité de Velennes. » Marquis de Valenglart. Impositions. Épidémies de Thieulloy-la-Ville, de Famechon, de Rieucourt. Pont dormant de l'avancée de Péronne. Faucardement de la Somme de Sailly-Laurette à Frise. « Deux procès-verbaux de l'assemblée générale des habitants de St-Quentin, pour députer aux États Généraux de 1614. » Grieffs contre le syndic de Honnecourt. Epidémie d'Heilly. Rainneville. Clerc maître d'école de Licques. Réparations à faire sur la route de Desvres à Calais. « Envoi au bureau d'encouragement de la délibération du bureau intermédiaire de Calais, relative aux secours à accorder au bureau de charité de cette ville, pour la fabrication des filets..... Autorisation demandée par le département de Calais, pour pouvoir subvenir promptement à tous les cas fortuits qui pourroient arriver par les inondations auxquelles ce pays est fréquemment exposé. » Balinghem. « Incendie de Maucourt..... Mandat de 17,700 l., au profit du secrétaire provincial. » — P. 411. Séance du 30 octobre. Impositions. « Envoi au bureau d'Abbeville d'un état des pauvres du quartier Marcadé de cette ville. » Incendie d'Oisemont, couvertures en tuiles. Lits militaires d'Ardres. « Vœu de deux départemens et de la juridiction consulaire d'Abbeville, sur la forme de convocation des États Généraux. » Réparations à l'église de Sorel. Vingtièmes. Harde-

court-aux-bois. « Vœu du département de St-Quentin, pour qu'il n'y ait qu'un syndic dans chaque paroisse.... Projet de l'assemblée du département de Doullens, de changer la destination des fonds de charité proposée par le bureau intermédiaire de ce département » ; écarté. Décharges et exemptions de tailles. Pont de Querrieux. Sur diverses délibérations du département de Calais. Écuire. Dessèchement du Calaisis. Incendie à Pys. École vétérinaire d'Alfort. — P. 422. Séance du 7 novembre. « Dépôt d'une lettre de M. le directeur général des finances, qui annonce qu'un seul collecteur sera à l'avenir chargé du recouvrement de tous les impôts. » Capitation des non taillables. Travaux à faire dans la traverse de Montreuil. Élargissement de la route près de Beauvais. St-Pierre lès Calais. Décharges de capitations. « Sursi à statuer sur la réclamation de M. Morgan, » tendant à ce que sa cote de capitation soit portée sur le rôle de la noblesse. Autorisation de construire une auberge sur la grande route d'Eu à Abbeville. Épidémies de Pissy, de Riencourt, de Famechon. Rôles de corvées visés. Mandats d'à-compte. « Avis donné par le bureau de Péronne, qu'il se trouve en dépôt ès mains de M. Gonnet de 2,318 l. 11 s., 9 d., en faveur des grelés. » Dessèchement de l'Authie. « Remplacement de deux membres de l'assemblée du département de Doullens..... Demande de réunir les paroisses mixtes en une seule. » La Vicogne. « Procès-verbal de l'assemblée complète de Calais, Montreuil et Ardres ; projet d'atlas des chemins vicinaux dans ce département..... Observations de M. Parent de Grosmont, résidant à Ardres, sur la soumission faite illégalement par les officiers municipaux de cette ville de la concession des terrains employés aux fortifications de la place et des bâtimens appartenants à Sa Majesté..... Incendie de St-Nicaise..... Rapport de M. Delahaye sur la préparation du chanvre proposée par M. l'abbé Brasle. » — P. 435. Séance du 14 novembre. Hemmes, paroisse de Marck. Travaux des routes. « Communiqué au bureau de St-Quentin la prétendue découverte du sieur William, maire du Catelet, d'une sorte de tourbes composé de feuilles..... Réunion ordonnée des fermes de l'abbaye de Ste-Larme à la municipalité de Selincourt, et des fermes du Fayel à la municipalité de Montagne. Modération de capitation. Clerc-lai de Grandvilliers. Épidémies de Longueau, de Damery. Puy-la-Vallée. Gardes messiers. Breteuil, participation aux fonds de charité. Plainte du marquis de Bracquemont, relativement à la route de Paris en Flandre. École vétérinaire d'Alfort. Département des tailles pour 1789. « Envoi à M. le directeur général des finances du procès-verbal tenu par M. Bouteville-Dumetz, contre les officiers de l'élection de Péronne », au

sujet du département des impositions. « Explication du mot futaie... Le mémoire de M. le marquis d'Estourmel sur le pavage du chemin de Chaulnes à Lihons envoyé à l'ingénieur... Mandat de 6 l. pour la destruction d'un loup. » Canal de la Somme. Sépulture des non catholiques à Brucourt. « Envoi à M. le directeur général des finances d'un mémoire tendant à prévenir la distraction de la baronnie d'Honnecourt de la généralité d'Amiens..... Observations du bureau de Calais sur la modicité des fonds de charité qui lui ont été accordés. » Réparation à faire au chemin de Montreuil à Hesdin. Capitation de la ville d'Ardres. Réparations à faire à une digue près d'Écuire. Faucardement de la Somme. Canal de St-Valery. Incendie à Villers aux Érables. « Rapport de M. le comte de Crécy du vœu des départements sur le premier placement des étalons », y transcrit. « Rapport de M. Delahaye sur la proposition faite par l'ingénieur en chef, d'ordonner certaines réparations à la pépinière royale d'Amiens », y transcrit. « Rapport de MM. le comte de Crécy et le comte de Gomer, sur la formation des États Généraux. » — P. 463. Séance du 21 novembre. « Lettre de M. le directeur général des finances, qui annonce que les assemblées provinciales et de département pourront désormais appeler à leur régénération les officiers des bureaux des finances et des élections. » Garde messier de Paillart. Friaucourt, Boismont. Épidémies de Rumigny, du Pont-de-Metz, de Bacouel. « Procès-verbal de nomination de M. Wallé pour député à l'assemblée du département d'Abbeville. Vicaires de Drucat et de Cambron. « Plaintes de plusieurs communautés, sur les ravages occasionnés par les eaux de la rivière de Somme. » Réparations à faire au presbytère et à l'école de Morchain. Barleux. Humbercourt. Luchaux. « Mandat de 24 l. au sieur Vincent dit La Retraite, pour la destruction de 4 louves..... Procès-verbal de réception du terreplein substitué au pont dormant de Péronne. » Sur les pertes occasionnées par les orages, incendies et autres cas fortuits. « Différentes pièces relatives à une inondation et à la destruction d'un noc appelé le pont de Laubamy » département de Calais. « Envoi au bureau d'encouragement d'une lettre de l'assemblée municipale de Locquin, qui annonce que le nommé François Desvignes, soldat au régiment de Bervick, possède des connoissances utiles en matière d'instrumens propres à perfectionner la filature de coton. » École vétérinaire d'Alfort. Incendie à Crevecœur lès Ferrières. » Rapport de M. le comte de Gomer sur l'état des municipalités dans

le département d'Abbeville », y transcrit. Incendie à Beuvraignes. — P. 480. Séance du 22 novembre. « Délibération de la commission sur les différens vœux qui ont été adressés pour la forme de convocation des États Généraux », — etc.

C. 2013. (Registre.) — In-fol. 589 pages, papier.

1788-1789. — Délibérations de la commission intermédiaire. — 1788. — Fol. 1. Séance du 28 novembre. Élection par l'assemblée d'arrondissement d'Amiens du sieur Sagnier à l'assemblée du département d'Amiens, à la place du sieur Dumont; décédé. Syndics paroissiaux. Épidémie de Bacouel. Modération de capitations. Épidémies de Canny, Roye sur Matz et Damery. Route d'Amiens à Montdidier. Haras. Incendie à Bussus, département de Doullens. Travaux des routes. Canal de la Somme. Hem, près Doullens. Fabrique de filets de pêche à Calais. Naours. Changement de municipalité demandée par les habitants de Calais. — P. 10. Séance extraordinaire du 1^{er} décembre. Misère à Amiens; ateliers de charité. Canal de St-Valery. Épidémie de Rumigny. Procédé inventé par l'abbé Bralle, curé de Tertry, pour la préparation du chanvre. — P. 16. Séance du 5 décembre. Tailles. Vingtièmes. Capitation. Octroi de 24 s. perçus à Calais. Maladie sur les bêtes à cornes entre la Canche et l'Authie. Clerc maître d'école de Licques. Collecteurs. Pont de Nampont. Épidémie de Damery. Contribution de la corvée. Mésintelligence survenue dans la municipalité de Honnecourt. Réparations au chœur de l'église du Catelet. Réparations des églises et presbytères. Ponts et chaussées. Canal de la Somme. Épidémie de Conteville. Incendies à Courcelles et à La Chaussée. — P. 28. Séance du 12 décembre. Retard éprouvé par le recouvrement des impositions ordinaires. Nomination de MM. Hurtrel, curé de Frohen-le-Grand et Cornu, curé d'Yvrench, pour remplacer MM. Piot, ancien prieur de St-Riquier et Delamarre, curé de St-Martin de Doullens, à l'assemblée de département de Doullens. Fonds de charité. Entreprises faites sur les communes de Caubert. Écluse du royon de Verthon. Sur un mémoire du seigneur de Villers sur Authie demandant qu'il soit procédé à une nouvelle formation de la municipalité de sa paroisse, attendu que ceux qui la composent n'ont été élus que par cabale. Chauffage des troupes à Abbeville. Ponts de Colline et de Villers sur Authie. Visme. Capitation. Réparation de l'église de Sorel. Travaux des routes. Claveau sur les bêtes à laine de Beauquesne. Établissement d'un troupeau de bêtes à laine anglaises par M. Mouron. Réparations à faire à l'église de Campigneules lès petites Andres. Collecte de 587 l. 10 s. sur les habitants de Vieille-Église, pour

nourrir et vêtir les pauvres. Fontaines publiques d'Amiens. — P. 39. Séance du 19 décembre. Montreuil sur Mer, pour la répartition des impositions. Secours réclamé par la comtesse de St-Simon pour quatre paroisses dépendantes de sa terre, éprouvées par la grêle. Ateliers de charité près d'Amiens. Secours en faveur des cultivateurs qui ont éprouvé des pertes par l'orage du 13 juillet. Mesures de bienfaisance en faveur des ouvriers d'Abbeville. Redressement, élargissement et curement de l'Authie. Neuville-Drancourt. Redevance due par la communauté d'Izeux à l'abbaye du Gard. Puits à Bouillancourt en Sery. Épidémie de Bergicourt. Grande route de Flandre. Ouvriers sans travail à Amiens. Mesures prises par les officiers municipaux d'Amiens, pour assurer l'approvisionnement en farines de la ville d'Amiens, que la congélation de la Somme et de la Selle faisaient craindre de voir interrompu. Épidémie de Fouquescourt. Noc de Boismont. Ponts et chaussées. Incendie à Fresnoy-le-Grand. — P. 51. Séance du 29 décembre. Emploi d'une partie des fonds de la caisse de l'octroi de Picardie au soulagement des familles indigentes et des ouvriers d'Amiens. Réception d'une délibération du bureau intermédiaire du département d'Abbeville, « relativement au renvoi qui lui a été fait d'un état des pauvres du quartier Marcadé de ladite ville, qui avoit été adressé par Mme l'abbesse de Willancourt à M. le directeur général des finances, de laquelle il résulte qu'un grand nombre d'habitants d'Abbeville, et notamment les ouvriers de fabrique, sont dans la plus grande détresse » ; mesures prises à ce sujet. Destruction d'une grande partie des ponts lors des crues de 1784. Fonds de charité. État des avances faites par différents syndics. Canal de la Somme. Route d'Abbeville à Arras. Demande de réunion de la ferme de Selincourt à Aumont. Incendie au faubourg de Thuisson à Abbeville. Route de Paris en Angleterre. Canal de la Somme. Épenancourt. Frais des assemblées de départements. — P. 65. Séance extraordinaire du 30 décembre. Fonds de charité. L'Étoile. Breteuil. Incendie à Corbie la nuit du 6 au 7 décembre. Marck. Gages du clerc maître d'école, logement du capitaine de St-Pierre lès Calais. Robergues. Pont de Conchy. Traverse de Flixecourt, sur la route d'Amiens à Abbeville. Chemins d'Ardres à Hardinghem. Pont de Bienassise. Logement du grand prévôt de la maréchaussée. Incendies à la paroisse de N.D. de la Chapelle près d'Abbeville, à Péronne, à Villers le Vert, à Chepy, à Villevecque. Épidémie de Bergicourt.

Moyens proposés par M. Delegorgue, de Lille, pour empêcher les suites funestes des incendies. Épidémie d'Heilly, mission de Dom Mathieu, bénédictin. Indemnité de 1,200 l. à M. Berville, secrétaire provincial, attendu la modicité de ses appointements. Rapport y transcrit des procureurs syndics provinciaux sur les diverses assemblées de départements.

1789. — P. 179. Séance du 3 janvier. Nomination de membres de diverses assemblées de départements : M. Walle, du tiers état à Abbeville, en remplacement du sieur Plantard ; les sieurs Bayard, curé du Mesnil, et Caron, pour remplacer le 1^{er} dans l'ordre du clergé le sieur Chevrier, et le second dans celui du tiers état, le sieur Torchon, de Fonches, au département de Péronne. Demande par la duchesse d'Estissac, de secours pour les habitants de Domeliens-Royaucourt, pour la réparation de leur église. Secours demandés par M. Boistel d'Welles, en considération des pertes qu'il a subies par l'orage du 13 juillet ; répondu par le ministre que « ce propriétaire s'était déjà pourvu devant la commission, et que sans doute, par sa position et son aisance, il ne lui a point paru dans le cas de participer à des secours qui doivent toujours être appliqués aux plus malheureux. » Fonds libres de la capitation. Réclamation du bureau intermédiaire d'Amiens, pour connaître les ressources des villes et des campagnes et relativement aux associations de bienfaisance. Incendies à Buvrains, à Folie en Santerre et à Rosières. Secours réclamés par les officiers municipaux de Doullens, en faveur des pauvres de leur ville « qu'ils annoncent être au nombre de plus de 750. » Logement et frais de bureau de M. de la Touche, ingénieur. Offre des receveurs généraux des finances d'une contribution volontaire de 2,000 l. à raison de 1,000 l. pour chacun d'eux, en faveur des cultivateurs victimes de l'orage du 13 juillet. — P. 185. Séance du 5 janvier. Rapport des procureurs syndics provinciaux sur la misère publique, les secours déjà distribués et les nouveaux secours demandés par l'Intendant, et délibération prise en conséquence, par laquelle la commission, « considérant qu'elle n'a pu voir qu'avec étonnement que MM. les officiers municipaux d'Amiens, après avoir sollicité et obtenu d'elle des secours en faveur des pauvres de cette ville à deux reprises différentes, aient cru avoir besoin de réclamer l'intervention de M. l'Intendant, pour en demander de nouveaux, que la commission devait s'attendre aussi à recevoir directement d'eux, d'après l'invitation motivée qu'elle leur en avait faite, et surtout d'après leur promesse continuée dans leur lettre du 30 décembre dernier, un état détaillé de l'emploi des fonds qui leur ont été accordés, que d'ailleurs celui qui a été remis à la

commission par M. l'Intendant, est incomplet,.... qu'il serait même à désirer que MM. les officiers municipaux se concertassent avec le bureau de charité, pour concourir ensemble le plus efficacement au même but, il a été arrêté : 1^o d'accorder à MM. les officiers municipaux d'Amiens une somme de 6,000 l. sur les fonds de l'octroi de Picardie, pour subvenir à l'entretien des ateliers de charité qu'ils ont établi ; 2^o », etc. — P. 193. Séance du 9 janvier. Canal de Picardie ; projet de règlement pour prévenir les dégâts que pourraient occasionner les grandes eaux, lors du dégel. Fièvre pourpreuse à Fontaine sous Catheux, réclamation du sieur Josse, chirurgien-apothicaire à Corneilles. Reconstructions et réparations des églises et presbytères. Remerciement des officiers municipaux d'Amiens, pour les 6,000 l. Remparts d'Amiens détruits par suite des ouvrages du canal du pont de Barraban à celui des Célestins. Impositions. Caserne de maréchaussée de Forestmontiers. Secours demandé par les officiers municipaux de Calais, à cause de « la rigueur de la saison qui augmente beaucoup le nombre des pauvres et leurs besoins. » Ponts et chaussées. Épidémie du Pont-de-Metz. Incendies à St-Quentin, à Vergies. — P. 204. Séance extraordinaire du 10 janvier. Diminution en moins imposé accordée à la province de Picardie. Travaux des routes. Mesures à prendre pour prévenir les suites de la crue des eaux, lors du dégel, à Amiens. Epidémie de Canny. — P. 209. Séance du 16 janvier. Incendie d'Oisemont. Secours à accorder au sieur Létouart, « pour l'aider à élever un frère qui lui reste du désastre dans lequel il a perdu son père, sa mère enceinte de cinq mois, deux de leurs enfants, un domestique et avec eux toute sa fortune. Réparations ou reconstructions d'églises ou presbytères. État relatif au recouvrement des impositions, y transcrit. Épizootie à craindre dans la vallée de Doingt, près de Péronne. Allocation d'une somme de 3,000 l. au bureau intermédiaire d'Abbeville, pour secourir les pauvres de ladite ville, « pour éviter les événements funestes que le désespoir des pauvres donnerait lieu de redouter. Travaux des routes. Impositions. Lettre du bureau intermédiaire de Montdidier, qui, « après avoir fait quelques observations sur la distribution des secours accordés par le gouvernement, ajoute qu'il est affligé de voir que la plupart des paroisses maltraitées sont pressées vivement de paier le reste de leurs impositions, et que le très modique secours qu'elles obtiennent, au lieu d'être employées à leur subsistance et autres besoins personnels, est attendu pour les paiements à faire aux

collecteurs, et que tant de malheureux n'en tireront d'autres soulagemens que de devoir moins. » — P. 219. Séance extraordinaire du 17 janvier. Demandes de décharges d'impositions. Travaux des routes. Gratifications pour couvertures en tuiles. Inondations à Hames, département de Calais. Lecture d'un « mémoire par plusieurs citoïens de la ville de Calais, du nombre desquels sont MM. les juge et consuls de cette ville, ont proposé à MM. les officiers municipaux de ladite ville, de se réunir pour former une cotisation avec laquelle on viendrait au secours des pauvres. » Réclamations par les officiers municipaux de Montreuil contre la nomination des adjoints. État y transcrit des paiements à faire aux propriétaires et jardiniers des pépinières royales. Canal de la Somme. Représentations par l'abbaye de Selincourt, relativement à la réunion des fermes de St-Pierre lès Selincourt à la municipalité de Selincourt. — P. 231. Séance du 23 janvier. Réparations à faire aux puits de Bouillancourt. Logement des officiers de la maréchaussée. Plaintes par plusieurs municipalités sur la modicité des attributions accordées pour la confection des rôles. Impositions. Demandes de décharges. Canal de la Somme ; aqueduc de St-Christ. Demande d'établissement d'atelier de charité à Villers-Faucon. Travaux des routes. Réclamation par le bureau intermédiaire de St-Quentin des bons offices de la commission, pour prévenir la suppression du chapitre de St-Quentin. — P. 242. Séance du 30 janvier. Petites paroisses à réunir dans le département de Melun. Pont de Laneuville-lès-Bray. Fonds de charité. Traverse de Flixecourt. Montières. Sarcus. Clerc lai de Cayeux. Mortemer. Formeries. Incendie d'Oisemont. Travaux des routes. Royaucourt, paroisse de Domeliens, reconstruction du clocher renversé. Ferrières : dégâts commis par la grêle du 13 juillet. Rapport de M. de la Haye, relativement au canal de la Somme, y transcrit. Autre rapport y transcrit, du même, relativement à l'amélioration des bêtes à laine. — P. 258 v°. Séance du 31 janvier. Incendies à Morlencourt et Villers-le-Vert, à Pyes. Impositions. Ateliers de charité. Lettre du bureau d'encouragement, « à qui la commission avait recommandé le nommé François Desvignes, originaire de Locquins, dont le département de Calais a annoncé les talens pour les mécaniques propres à filer le coton et pour les fabriques de toiles fines. » École vétérinaire d'Alfort. Épidémies d'Heilly et de Bacouel. — P. 266. Séance du 6 février. Frais de tirage au sort de la milice. Fonds de charité. Transaction des habitants du Catelet avec leur seigneur, pour la reconstruction du chœur de leur église et autres objets. Incendie d'Oisemont.

Impositions. Tours en Vimeux. Épidémie d'Arvillers. Grêle du 13 juillet 1788. Travaux faits au clocher de Franvillers. Gratification réclamée par M. Rousseau, pour la surveillance des ouvrages d'entretien faits aux édifices de la ville d'Amiens. Rapport de M. Maillart, sur des travaux réclamés par les officiers municipaux de Guines, y transcrit. Épidémie de Bergicourt. — P. 287. Séance du 13 février. Réparations aux églises de Vercourt, de Petit Port, et autres édifices. Hardecourt au Bois. Ferme de St-Pierre de Selincourt. Décharges d'impositions. Voitures d'eau et de terre de Guines à Calais. Prestation représentative de la corvée. Canal de St-Valery. Épidémie de Roye-sur-Matz et de Damery. Curement et redressement de l'Authie. — P. 298. Séance du 20 février. Courcelles-sous-Moyencourt. Incendie d'Oisemont. Grêle du 13 juillet 1788. Tours en Vimeux. Impositions. Gratifications au sieur Duquenne, inspecteur du canal de Picardie. Travaux des routes. Répartition d'une somme de 596 l. 10 s. sur les habitants de Vieilléglise, pour l'assistance des pauvres de ladite paroisse. Maître d'école de Nielles, gouvernement d'Ardres. Licques. Navigation de la basse Somme, de St-Valery à Amiens. Ponts de Bray. — P. 309. Séance du 27 février. Grêle du 13 juillet 1788 ; élection de Montdidier. Pont de Doingt et le duc de Beuvron. Chemin d'Ardres à Hardinghem. Incendie d'Oisemont. Réduction de tarif demandée par MM. Morgan et Leleu, négociants à Amiens, pour des riz qu'ils ont fait venir pour les besoins du peuple, attendu la cherté du blé. Gratification réclamée par M. Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens. Pierre-Charles-Joseph de la Haye, écuyer à Amiens, imposé à la capitation, sur sa demande, sur le rôle de la noblesse du département. Hubert Boutté serrurier à Escarbotin. La Faloise. Canal de St-Valery, droit de 6 s. 4 d. prétendu par M. Feret, greffier en chef de l'élection d'Amiens, comme faisant partie des émoluments de son office. Route de Calais à Guines. Épidémie du Pont-de-Metz. — P. 323. Séance du 6 mars. Traverse du Translay. Bourseville. Plainte de Jean Macron, syndic et receveur de vingtièmes de Crouy, de ce que, le 10 décembre précédent, « il a été, en venant à la ville d'Amiens, arrêté par des malfaiteurs qui le maltraitèrent et lui volèrent une somme de 265 l. qu'il apportait à la recette des vingtièmes. » Incendies à Chepy, à Cayeux. Pépinière royale d'Amiens. Travaux des routes. Plainte de la municipalité de Cottenchy « contre le sieur Desavennes et son beau-frère, relativement aux excès qu'ils se permettent contre les habitants dudit lieu. Épidémie de Pissy. Canal de St-Valery. — P.

232. Séance du 13 mars. Lettre du directeur général, disant, « qu'il n'est pas possible de faire attribuer au tiers état l'avantage de nommer son secrétaire, comme font les deux premiers ordres, le greffier d'un bailliage étant dans cette occasion le secrétaire du tiers, par le même principe qui assure la présidence de l'assemblée de cet ordre au premier officier du siège. Dissension, dans la municipalité de Formerie. Grêle du 18 juillet à Bray. Répartition d'une somme de 75 l. sur les charcutiers d'Amiens, pour la gratification à faire aux employés des fermes qui ont empêché l'introduction des viandes étrangères, pendant l'année 1788. Drucat. Cambron. Maurepas. Plainte par plusieurs paroisses contre le sieur Vallée, garde étalon à Boucly. Travaux des routes. Délibérations des villes de Péronne et d'Albert et du bureau intermédiaire de St-Quentin, contenant le vœu unanime d'obtenir des états dans la province de Picardie. Incendie à Villeévêque. Vœu du bureau intermédiaire de Calais, en faveur des états provinciaux. Épidémie du Chaussoy. Chien enragé à Hourges. Rapport y transcrit de M. de la Haye, sur un mémoire relatif aux travaux de la basse Somme. Beaucamp-le-Vieil. Argoule. — P. 347. Séance du 20 mars. Fermes de Selincourt. Réparations à faire aux églises de Sorel et de Champigneules. Travaux des routes. Procès soutenu en Parlement par la communauté des perruquiers d'Abbeville. Quesnoy-sous-Airaines. Impositions. Molliens-Vidame. — P. 357. Séance du 27 mars. Constructions et réédifications d'églises et presbytères. Impositions. Dépenses à la charge des communautés. Travaux des routes. Réparation de l'église de Sorel. Épizootie sur un troupeau de moutons appartenant au sieur Vinchon, laboureur à Ennemain. Chemin de Lihons à Chaulnes. Travaux à faire à un aqueduc à Sangatte. Grande route en construction de Calais à Gravelines. Travaux du Calaisis. Linge de l'hôtel des gardes du corps. Incendie à Yonval, paroisse de Mautort. Manufacture de Formerie. Canal de St-Valery. — P. 368. Séance du 3 avril. Culture des pommes de terre. Formerie. Réparations et reconstructions d'églises et presbytères. Impositions. Travaux à faire dans la généralité. Délibération prise par le bureau d'encouragement pour l'établissement d'un comité destiné à venir au secours des pauvres de la ville d'Amiens. A la suite du décès du sieur Jumel-Riquier, directeur des fontaines de la ville d'Amiens, « arrêté de réunir la direction de tous les ouvrages publics qui se font sur les fonds de la province, en une seule province qui aura le titre d'ingénieur architecte de la province; en conséquence, ladite commission a nommé provisoirement M. Rousseau à ladite place

d'ingénieur architecte de la province et directeur des fontaines publiques de la ville d'Amiens, et lui a accordé un traitement annuel de douze cent livres et le logement au château d'eau de la ville d'Amiens, pourquoi il lui sera délivré une commission provisoire, sous le sceau de l'assemblée provinciale. » Secours de 600 l. accordé au jeune Létouart. Matelots classés de la rivière de Somme. Épidémie du Pont-de-Metz. — P. 373. Séance du 12 avril. Indemnités à payer aux propriétaires des terrains employés pour la confection des routes. Frais d'impressions. Question de la suppression du chapitre de St-Quentin. Pépinière royale d'Amiens. Marais de Longueau. Travaux des routes. Cours public d'accouchement à Amiens. Impositions. Charrons d'Amiens. Concierge du château d'eau d'Amiens. — P. 381. Séance du 17 avril. Tours-en-Vimeu. Cahon et Gouy. Incendie à Montières-les-Amiens. Fabricants de Meigneux. Paniers à incendie à Cayeux. Canaux de Cayeux et de Lanchères. Impositions. Travaux des routes dans le département d'Abbeville. Demande d'indemnité par les députés de la campagne à l'assemblée générale de l'assemblée de Ponthieu, pour la rédaction des cahiers et des députés aux États Généraux. Sur les limites du Soissonnais et de la Picardie. Municipalité de Maurepas. Grêle du 13 juillet. Étang de Haut à Rouvroy. Réparations à l'église de Pontru. États provinciaux demandés par l'assemblée générale des habitants de Doullens. Refonte des cloches de Frethun. Capitation roturière de Montreuil. Frais d'administration des assemblées provinciale et de départements. Canal de St-Valery. — P. 397. Séance du 24 avril. Ouvrages des ponts et chaussées, ports et navigation. Sur une délibération des habitants d'Haleine, paroisse de St-Thibaut, relative à l'établissement d'une maison vicariale, et par laquelle MM. le marquis de Grasse et Boulnois s'obligent à fournir gratuitement, l'un le bois de construction, l'autre le terrain. Pont sur la Selle à Salouel. Route d'Eu à St-Valery. Canal des bas champs de Cayeux. Travaux des routes. Commune de Roye sur Matz. École gratuite pour les filles à Guerbigny. Épizootie dans la vallée de Doingt. Pont à charroi à Bettencourt. Conchil-les-Pots. Route de Paris en Flandre. Ferme de Bonneval. Yzeux. Canal de la Somme, indemnité réclamée par les officiers municipaux d'Amiens. Redressement, curement et élargissement de la rivière de Grouches. Incendie à Pozières. École vétérinaire d'Alfort. Épidémies de Roye sur Matz, de Damery, du Pont-de-Metz. — P. 413. Séance du 1^{er} mai. Affaire des seigneur et habitants de Selincourt contre l'abbaye dudit lieu, relative-

ment aux fermes de ladite abbaye. Travaux du port de St-Valery. Travaux des routes. Primes pour l'importation des grains étrangers. Route d'Eu à St-Valery. — P. 418. Séance du 2 mai. Incendie d'Oisemont. Moulin à papier incendié à Montières lès Gamaches. Réparations des ponts de Collines à Villers. Route de Paris en Angleterre. Étroitesse du faubourg St-Sulpice à Ham. Routes du département de Doullens. Incendies à Épléssier et à Pyes. Épidémie de Roye sur Matz. — P. 424. Séance du 8 mai. Incendie à Pozières. Vicariat à Marlers. Wiencourt-l'Équipée. Impositions. Canal de St-Valery. Épidémie à Bus. Canal de la haute Somme. Constructions et réparations d'églises et presbytères. Sur la séparation des villages de Plouy et de Donqueur. Incendie à Franvillers. Gratification demandée par le prévôt général de la maréchaussée, pour les cavaliers de maréchaussée et du régiment de Royal-Champagne et les cuirassiers qui sont obligés par les circonstances de faire des tournées de jour et de nuit. Pour la prompte répartition des fonds de charité. Incendies à Saulchoix sous Domeliers et à Bovent. Épizootie à Beauquesne et hydrophobie sur les moutons de Longueau. — P. 436. Séance extraordinaire du 12 mai. Secours demandés en faveur des indigents par les citoyens composant l'assemblée réunie en l'hôtel-de-ville d'Amiens et par les officiers municipaux d'Abbeville. Ascensement des remparts d'Amiens. Entretien des ponts, canaux et écluses du Calais. Travaux de Montreuil. Aqueduc à construire à Coulogne, département de Calais. — P. 444. Séance du 15 mai. Incendie à Rollot. Canal de St-Valery. Route d'Amiens à Cambrai. Incendie d'Oisemont. Constructions et réparations des églises et presbytères. Gratification au sieur Descoutures, chargé de veiller à la conservation de la fontaine de la rue des Rabuissons à Amiens. Villers sur Authie. Travaux des routes. Couvertures en tuiles. Canal de la Somme. Capture d'un insensé à Nauroy et son transport dans les prisons d'Amiens. Impositions. Réparation au four du maître d'école de Nielles, gouvernement d'Ardres. Gages du maître d'école de ladite paroisse. Troupeau de moutons atteint d'hydrophobie à Longueau. Épidémie du Chaussoy. — P. 460. Séance extraordinaire du 17 mai. Canal de St-Valery. — P. 462. Séance extraordinaire du 20 mai. « Lettre par laquelle M. le vicomte de Selincourt informe la commission que quatre-vingt-trois maisons du village de Selincourt ont été brûlées le 17 de ce mois, et réclame des secours en faveur des infortunés habitants de ce village ; il expose en même tems qu'il leur a donné tout ce qu'il avait en sa possession dans le moment : argent grains et autres comestibles, et qu'il ne lui restait

plus ni grains ni argent,..... a été arrêté de leur envoyer, dès demain, le plus matin possible, deux tonnes de ris, du sel et du beurre, pour faire une soupe économique semblable à celle qu'on distribue aux pauvres de cette ville, que pour cet effet, il y sera en même tems envoyé une cuve et tous les autres instruments nécessaires pour que la préparation de cette soupe n'éprouve aucun retard, et sur ce que M. Boulet de Varenne a dit qu'ayant été s'informer de M. le prieur de l'abbaye de Saint-Jean d'Amiens, du procédé qu'on observe pour préparer les ris, cet honnête ecclésiastique qui préside la société respectable qui s'est chargée de la préparation et de la distribution de la soupe qui se fait pour les pauvres d'Amiens, avait offert de se transporter sur les lieux, pour apprendre aux habitants le procédé de cette préparation, à veiller à la distribution de ces secours ; il a été arrêté de lui adresser des remerciemens de cette nouvelle preuve de sa bienfaisance, et de le prier de pourvoir avec une sage économie aux autres besoins pressans que pourraient avoir les malheureux incendiés. » — P. 463. Séance du 22 mai. Sur un mémoire adressé au directeur général des finances par le sieur Pèlerin de Formerie, à qui il avait été fait défenses de se présenter aux séances de l'assemblée municipale dudit lieu, pour y avoir porté le trouble. Réclamation des habitants de St-Valery, contre une prétendue surtaxe des impositions. Incendie d'Oisemont ; couvertures en tuiles. Demande de suspension des droits sur le riz. Épidémie de Roye sur Matz. Incendie à Cannessières. Tourbages de Morcourt. Travaux des routes. Impositions. Incendie du faubourg de Thuisson à Abbeville. Cires fournies pour les séances de l'assemblée du tiers état de la ville d'Amiens. Secours en tuiles aux incendiés de Chepoix. Couverture en ardoises d'une maison incendiée au grand Frétoy. Épidémie à Bresle. Gratification demandée par M. de Lignes, commandant pour le Roi à Amiens, « pour les cavaliers qui sont en service extraordinaire dans les différentes villes de la province, pour y maintenir l'ordre et veiller à la sûreté des citoyens. Fontaines publiques et château d'eau d'Amiens. Cantonniers. Canal de St-Valery. Incendie de Selincourt. — P. 478. Séance du 29 mai. Secours demandés par l'abbesse de Berteaucourt, en faveur des habitants de cette paroisse réduits à la plus grande indigence. Ateliers de charité. Observations des officiers municipaux de Montreuil, sur l'augmentation de la capitation de cette ville. Réparations à faire au clocher de Liomer, à l'école du Titre. Couvertures en tuiles à Oisemont. Grattépanche.

Fonds de charité, leur emploi. Canal de St-Valery. Pont de Nampont. Impositions. Incendie à Follie. Mauvais état du pont de Bonneuil. Incendie à Bussu. Route d'Amiens à Breteuil. Béliers et brebis de Hollande au Rosel. Épidémie à Poix, à Bresle. Frais d'administration. — P. 500. Séance extraordinaire du 2 juin. Pénurie de grains dans plusieurs villages voisins de Saint-Quentin. — P. 502. Séance du 5 juin. Ateliers de charité d'Amiens. Construction d'un aqueduc à Sangatte. Canal de Picardie. Travaux des routes. Faucardement dans le département de St-Quentin. Mauvais état des chaussées qui traversent la ville de Doullens. Impositions. — P. 524. Séance du 12 juin. Secours aux gelés des départements d'Abbeville, Péronne et Montdidier. Bateau écrasé par l'éroulement de l'écluse de Voyaux. Ateliers de charité d'Amiens. Incendie de Selincourt. Remerciements au prieur de l'abbaye St-Jean, pour son zèle à secourir les incendiés de Selincourt. Caserne de la maréchaussée de Desvres. Impositions. Travaux des routes. Mémoires « par lesquels les municipalités de Famechon, Camp et St-Aubin, exposent que leurs villages sont menacés d'incendies, et demandent en conséquence qu'il soit formé une garde composée des habitants pris à tour de rôle, pour faire la patrouille pendant les nuits, et veiller à la conservation commune. » Disette des grains ; éclaircissements à prendre en conséquence. Communauté des maîtres perruquiers d'Abbeville. Construction d'un nocq au droit de l'égout du petit Lavier. Adjudication des matériaux de l'ancien pont de Nampont. Grêle du 13 juillet 1788. Pont de Querrieu, route d'Amiens à Cambrai. Ergnies. Canal à ouvrir à Écuire. Canal de St-Valery. Haute paie à accorder aux cavaliers en détachement à Amiens. Demande de secours par la municipalité de Doullens, en faveur des pauvres de ladite ville. Épidémies de Rumigny, du Pont-de-Metz, de Thézy-Glimont. Modérations de vingtièmes. — P. 554 Séance du 19 juin 1789. Réparations des ponts de Collines et de Villers sur Authie. Canal de la Somme. Répartition des fonds de charité. Lettre de M. Blondel, relativement aux dangers que pourrait avoir le désir annoncé par le Roi d'accorder la remise des impositions arréragées. Incendie d'Oisemont. Gages du clerc maître d'école de Sentelie. Forestmontiers, emplois des fonds de charité. Manufacture de Formerie. Mémoire par lequel les municipalités de Warlus et de Citernes demandent à être autorisées à s'armer pour garder leurs maisons et leurs grains et prévenir les incendies et l'enlèvement des récoltes dont ils sont menacés. Travaux des routes. Canal de la Somme. Brigade de maréchaussée résidant à Licques.

Travaux à faire à l'école et au logement du clerc-lai de Campagne, gouvernement de Calais, et de Berck, gouvernement d'Ardres. Réparations faites à l'église de Campigneules. « MM. Degand, Cannet, Davelui et Jourdain de Lélodge fils, députés du comité de l'association civique, aiant été admis dans la salle des séances de la commission, ils ont fait lecture d'un mémoire tendant à établir la nécessité d'un hallage avec des chevaux, pour faire le service des gribannes qui doivent amener des grains pour la subsistance de cette ville et des autres villes de la province, et à démontrer que, sans ce hallage, il était impossible de pourvoir à la subsistance de cette province d'une manière efficace. » Délibération sur cet objet. Honoraires de M. Le Grand, médecin, pour les épidémies. Épidémie du Pont-de-Metz. — P. 569. Séance du 22 juin 1789. Rapport du sieur Moignet sur l'opération dont il avait été chargé par la commission, relativement au halage demandé par l'association civique, et délibération sur cet objet. — P. 571. Séance du 26 juin. Ateliers de charité à établir aux environs de Péronne, pour prévenir les suites de la mendicité. Gages du clerc maître d'école de Godenvillers. Mémoire du sieur Boisbergue, boulanger à Amiens, réclamant une indemnité de 2.720 l. 4 s. 8 d., pour les pertes que lui ont occasionnées les émeutes des 29 et 30 avril précédents, somme paraissant exagérée et réduite à 1.200 l. Fourdrinoy. Impositions. Dessèchement des bas champs et autres de St-Josse sur Mer. Réparations à l'église de Sorel. Moreuil. Travaux des routes. Travaux à faire à l'église et au presbytère de Pernois. Dépôt sur le bureau de l'acte de l'association civique fait entre plusieurs citoyens d'Amiens. Lettre des officiers municipaux d'Amiens sur les ateliers de charité, et état des primes payées aux blatiers, « la commission considérant que les ressources qu'elle a entre les mains s'épuisent d'une manière sensible, que cependant les besoins de l'hiver paraissent devoir être encore plus impérieux que ceux actuels, que les fonds de l'octroi étant alimentés par toute la province, toutes les villes y ont dans une juste proportion un droit égal à celle d'Amiens, et que, dans l'état des choses, on a la perspective effrayante de n'avoir plus de moien de pourvoir aux calamités qui se préparent pour l'hiver prochain, il a été arrêté d'écrire à M. le directeur général, pour le prier de la manière la plus pressante de venir au secours de la province, et particulièrement de la ville d'Amiens, en lui exposant l'état de détresse où elle se trouve, et néanmoins qu'il sera expédié au profit de MM. Les officiers municipaux d'Amiens un man-

dat de 3.000 l. sur les fonds de l'octroi de Picardie.» Arrêté d'écrire aux officiers des élections, pour les prier de prendre, lors de leurs chevauchées, tous les renseignements possibles sur l'état des récoltes et les pertes de leurs contribuables. Halage provisoire sur la Somme. — P. 584. Réunion extraordinaire du 30 avril. Mémoire de M. Boulet de Varennes, procureur syndic provincial : « L'extrême cherté du bled et la cessation presque entière des travaux de la manufacture ont accrus dans cette ville plus qu'ailleurs le nombre des pauvres : toutes les rues sont pleines de mandians de l'un et de l'autre sexe, et parmi les mandians, un grand nombre seraient en état de travailler, en les occupant, on parviendrait à faire cesser la mendicité, on éviterait les attroupemens et les évènements funestes qui en peuvent résulter ; convaincu de cette vérité, il y a plus de quatre mois, Messieurs, que vous sollicités sans succès un état détaillé des pauvres ; dans une assemblée extraordinaire du bureau de charité tenu le 20 de ce mois, à laquelle nous avons été appelés, cet état avoit enfin été promis, le projet en avoit été arrêté sous nos yeux, il a été dressé particulièrement par plusieurs de MM. les curés de cette ville, aidés par des commissaires de leurs paroisses, il sera parachevé et rapporté à l'assemblée de lundi prochain ; nous avons demandé et on nous a promis de nous donner sur une colonne séparée, et dans un état particulier, tous les pauvres valides de l'un et de l'autre sexe, qui étant absolument sans travail, pourront être employés aux travaux publics ; et si les fonds dont le gouvernement vous a confié l'administration, Messieurs, peuvent y suffire, en fournissant à une partie des malheureux actuellement sans travail, des salaires proportionnés à la cherté du pain, vous soulagerés le bureau de charité dont les ressources, absolument insuffisantes pour subvenir à tous les besoins, s'appliqueront avec plus de succès au soulagement des malades, des infirmes, des enfans en bas âge et des ouvriers qui, ne pouvant gagner par le travail le plus assidu qu'une partie du pain nécessaire à leur subsistance et à celle de leur famille, ont besoin d'un supplément sans lequel il faut qu'eux et leurs enfans périssent de besoin et de misère. Nous avons espéré, Messieurs, pouvoir mettre dès mardi dernier ces états sous vos yeux, puisqu'il avoit dû être rapporté à l'assemblée du lundi 27 ; les travaux du ministère n'ayant pas permis à plusieurs de MM. les curés de parachever les tâches dont chacun d'eux était chargé, et qu'ils ont promises pour lundi prochain, 4 mai, nous n'avons encore aucune base sur laquelle on puisse appuyer une détermination fixe. Cependant Messieurs, les circonstances

actuelles, l'espèce de fermentation qui agitait hier une grande partie du peuple, les suites fâcheuses qui en ont résulté et les évènements plus funestes encore qui peuvent s'ensuivre, tout averti sans doute MM. les officiers municipaux qu'il est absolument nécessaire d'empêcher les attroupemens que le seul moyen d'y parvenir est de continuer chez eux ceux des ouvriers qui peuvent y être occupés, en engageant le bureau de charité à leur fournir le supplément nécessaire à la subsistance de leur famille et d'occuper à des travaux publics ceux qui, étant absolument sans travail, surchargent et remplissent les rues de cette ville ; il faut ouvrir des ateliers de charité dans les environs de cette ville, et dans différents endroits en même tems ; l'ingénieur de la province nous a fait remettre, il y a quelques jours, les devis et détails estimatifs du chemin d'Amiens à Conty ; nous savons que le chemin de St-Maurice est dans le plus mauvais état, peut-être MM. les officiers municipaux vous indiqueront-ils encore quelques autres endroits de la banlieue, sur lesquels il serait utile de placer des ateliers de travail ; nous ne vous parleront point, quant à présent, de l'accensement des remparts dont l'hôtel-de-ville a demandé la concession au Conseil, les projets très importants et les mémoires y relatifs ne nous ont été adressés que depuis quelques jours ; vous nous avez chargés, Messieurs, et nous aurons l'honneur de vous en faire incessamment le rapport ; quant à présent, il n'a pas été question d'appliquer les fonds du Roi ou ceux de la province qu'à des travaux qu'on puisse commencer incontinent et sans délai. » Délibération sur ledit mémoire, — etc.

C. 2014. (Registre.) — In-fol. 597 pages, papier.

1789-1790. — Délibérations de la commission intermédiaire. — 1789. — P. 1. Séance du 3 juillet. Secours demandés pour la subsistance des habitans de la province. Marais communs de Balinghem en Calais. Dessèchement de l'Ardrès et du Calais. Chemin d'Ardrès à Hardinghem. Autorisation par le directeur général de tirer des magasins du directoire des vivres de la guerre à Lille, 5.000 setiers, partie froment et partie seigle, pour la subsistance des habitans. Épizootie du claveau à Rosières. Réparations à la nef de l'église de Campigneules. Ateliers de charité d'Amiens. Incendie d'Oisemont. Sur l'emploi des fonds de charité. Destruction des loups. Travaux des routes. Canal de la Somme. Impositions. Vol commis sur le collecteur des tailles de Montigny-les-Jongleurs. Construction

d'une école à Bussu. Travaux à l'église de Cocquelles, gouvernement de Calais. Épidémie de Fricamps. Épizootie du claveau à Dourier sous Airaines. Chemin provisoire de halage sur la Somme. — P. 22. Séance du 10 juillet. Terres de l'abbaye d'Honnecourt. Contestation entre l'abbaye de S^e Austreberthe et M. de Louverval, pour des entreprises sur la Canche. Réparations d'églises et presbytères. Impositions. Épidémie de Blancfossé, près Bonneuil. Réparation de la caserne d'Oisemont. Revelles. Misère à Saleux et Salouel. Droit perçu sur les étoffes à Amiens. Ateliers de charité d'Amiens. Caserne de la maréchaussée d'Albert. Tourbages ; dégradations commises par les riverains de la Somme. Canal de la Somme. Travaux des routes. Canaux de l'Ardresis. — P. 36. Séance du 17 juillet. Impositions. Épizootie du claveau à Dourier sous Airaines. Reconstruction d'un pont à Picquigny, sur la route d'Amiens à Abbeville. Couvertures en tuiles et en ardoises. Incendie à Picquigny. Incendie à Selincourt, « qui a consumé 81 maisons, non compris l'église et le presbitère », lettre du vicomte de Selincourt. — P. 48. Séance du 22 juillet. Incendie à Canny. Travaux des routes. Pont de Taussac. Gages du clerc maître d'école de Noyelle sur Mer. Réparations à l'église de Vercourt. Incendie à Berteaucourt lès Thennes. Incendie à Happencourt ; couvertures en ardoises et en tuiles. Ham. Épizootie à Rosières. Hem. Drucat en Ponthieu. Casernes d'Ardres. Demande de réduction de droits sur les charbons de terre venant d'Angleterre. Pépinières. Dessèchement du Marquenterre. — P. 64. Séance du 24 juillet. Route d'Abbeville à Paris par Amiens. « Lettre par laquelle M. le comte de Sommyèvre demande à la commission de l'informer promptement des lieux où elle croit nécessaire d'établir des postes de troupes pour protéger les récoltes, afin qu'il puisse prendre en conséquence des arrangements pour en envoyer suivant les destinations qui lui seront proposées », délibération en conséquence. Route de Rouen à Dunkerque. Travaux des routes. Incendies à Chepoix, à Beuvraignes ; couvertures en tuiles. Ateliers de charité à Amiens. Demande par la chambre du commerce de Picardie du remboursement des dépenses faites pour le transport des grains appartenant à l'association civique d'Amiens, au moyen du halage établi par la commission. Dépenses occasionnées par l'établissement dudit halage. — P. 70. Séance du 31 juillet. Envoi par les députés du bailliage à l'Assemblée Nationale d'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale du 23 de ce mois, renfermant une invitation à la paix, au maintien de l'ordre et de la tranquillité, et

une copie d'une lettre de l'ambassadeur d'Angleterre au comte de Montmorin. Incendie à la Chaussée lès Picquigny ; couvertures en tuiles. Canal de St-Valery. Impositions. Embreville. Route d'Angleterre par Beauvais. Réclamation de la municipalité de St-Sulpice près Ham, contre un reste des fortifications de ladite ville qui rend le passage très étroit. Incendie à Contay. Bertangles. Lecture d'un décret de l'Assemblée Nationale, pour le rétablissement de la tranquillité publique. Ateliers de charité. Ouvrages d'art des ponts et chaussées, ports et navigation. — P. 80. Séance du 7 août. Envoi à Amiens par le comte de Puiséguir d'un détachement de cent dragons du régiment de Bourbon, pour la garde des moissons. Drucat. Route de Paris en Angleterre. Travaux des routes. Réparations à faire au pignon de l'église de Seux. Incendie à Nielles. Ateliers de charité entre Bray et Sailly-Laurette. — P. 86. Séance du 14 août. Impositions. Ville sous Corbie. Travaux des routes. Ateliers de charité à Amiens ; lettre des officiers municipaux demandant à la commission de pourvoir à la dépense qu'ils ont occasionnée ; « la matière mise en délibération, la commission considérant que la ville d'Amiens a consommé exorbitamment des fonds de l'octroi, et qu'elle a fait des représentations à ce sujet au ministre des finances, que, dans ces circonstances, elle ne peut en accorder de nouveau à MM. les officiers municipaux, mais qu'il est néanmoins nécessaire de pourvoir provisoirement au paiement des ouvriers employés à ces ateliers, il a été arrêté d'autoriser l'emprunt des sommes nécessaires au paiement des ouvriers sur la caisse de l'octroi de Picardie, jusqu'à concurrence de 4.000 l. » Demande de secours par les officiers municipaux d'Abbeville, pour leurs travaux de charité ; 1.500 l. pour ce votées. Ateliers de charité demandés par la municipalité de Bussy lès Daours. Ponts et chaussées, ports et navigation. Ponts de Soyécourt, Arly, Mazancourt et Villers-Carbonnel. Curement des fossés de Verton. Épidémie de Roye sur Matz. Bussu. Canal de la Somme. Mémoires des assemblées municipales et principaux habitants de Baizieux, Bresle, Hénencourt, Senlis, et Warloy, « expositif que la cherté et la rareté du bled occasionnent dans leur pays des révoltes continuelles, qu'ils ne sont pas en sureté chez eux, que la populace de leurs paroisses le menace de piller et ravager leurs grains à la moisson prochaine, que, pour prévenir ce désastre, ils désireroient que M. le marquis de La Meth leur envoyât une quinzaine de soldats de son régiment en garnison à Lille en Flandre », délibéré d'écrire à ce sujet au marquis de La Meth, colonel commandant le

régiment de Couronne-infanterie. « Mémoire par lequel l'assemblée municipale et les principaux habitants de la paroisse de Varennes demandent à être autorisés à monter et faire monter la garde par tous les habitans de cette paroisse, pour se garantir des troubles répandus dans la province... sur quoi délibérant, ladite commission, considérant qu'il seroit dangereux d'autoriser indistinctement l'armement de tous les particuliers d'une paroisse, a arrêté qu'il n'y avoit pas lieu d'accorder la demande de cette assemblée municipale. » Villers-Bocage. Maître d'école de Nielles, gouvernement d'Ardres. Chemin d'Ardres à Hardinghen. Maréchaussée de Desvres. Incendie de Selincourt. — P. 98. Séance du 21 août. Envoi de pièces par les députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale ; promulgation de décrets intéressant la sureté publique. Lecture d'une lettre « par laquelle M. le duc d'Havré et de Croÿ informe la commission des plaintes portées à l'Assemblée Nationale par quelques cantons de la province, sur la promulgation prétendue faite à la sollicitation de la commune de Paris, de son arrêté du 30 juillet dernier. Sur quoi délibérant, il a été arrêté de répondre à M. le duc d'Havré et de Croÿ, que cette promulgation n'a point été sollicitée par la commune de Paris, et qu'elle n'a eu lieu que par une erreur ou un malentendu qui sont l'effet des circonstances orageuses où on se trouvait à cette époque dans la ville d'Amiens. » Lettre par laquelle « M. Latour du Pin, ministre de la guerre, annonce qu'il a donné des ordres pour envoyer à Amiens un détachement de troupes, pour y assurer la tranquillité publique » ; remerciements. Canal d'Ardres. Dessèchement du Calais et de l'Ardresis. Acte du 31 juillet 1785, « par lequel le seigneur de Senarpont accorde aux habitans dudit lieu l'usage d'un bâtiment pour y tenir les assemblées publiques de la communauté, moyennant une redevance annuelle de deux sous, et à la charge de l'entretien de toutes réparations. » Incendie à Montigny, couvertures en tuiles. Route de Paris à Valenciennes. Travaux de charité d'Amiens. Canal de St-Valery. Incendies à Villers-Campsart, à Villeroy, à Rethonviller, à Ételfay. Rente aux Jacobins d'Amiens. Épidémie du Pont-de-Metz. Mémoire y transcrit de M. Delahaye, relatif aux travaux de charité. — P. 106. Séance du 28 août. Commission du Conseil qui nomme M. Maugendre subdélégué général de l'intendance de Picardie ; difficultés soulevées à ce sujet. Travaux des routes. Route de Montreuil à Abbeville. Gages du nommé Beausse, clerc-lai et maître d'école de Fourny-en-Artois et de Rebergue, gouvernement de Montreuil. Lettre par laquelle « M. Legrand, médecin, mande

qu'une fièvre continue qui le travaille depuis huit jours avec redoublement, le met dans l'impossibilité de se rendre à Saleux..... pour visiter les malades indigens » ; M. Decois, médecin, envoyé à sa place. Épizootie du claveau à La Falaise. Ateliers de charité d'Amiens. — P. 111. Séance du 4 septembre. Sur un tableau comparatif des récoltes de 1788 et 1789. Refus d'autoriser les habitants de Saleux-Salouel à organiser des patrouilles nocturnes. Pont de l'Abreuvoir, au faubourg de Hem à Amiens. Refus d'autoriser les paroisses de Lannoy, Ellecourt, Noyelle et Vironchaux à s'armer. Travaux des routes. Dessèchement du Calais et de l'Ardresis. Approvisionnements de grains à Calais. Ateliers de charité. Navigation de la basse Somme, d'Amiens à Abbeville. Nouveaux fonds de charité demandés par les officiers municipaux d'Abbeville ; impossibilité de donner les fonds demandés, mais autorisation à ladite municipalité de faire un emprunt de 3.000 l. sur les fonds de l'octroi. Épidémie de Bresle. — P. 117. Séance du 11 septembre. Pension sur un bénéfice à l'abbé Brasle, inventeur d'un nouveau procédé pour la manipulation des lins et chanvres. Incendie à Beuvraines. Couvertures en tuiles. Emploi des 35.000 l. de fonds, de charité accordés par le Roi à la province. Ouvertures de croisées au château d'eau d'Amiens par M. Rousseau. Travaux des routes. Épidémie de Fricamps. — P. 122. Séance du 17 septembre. Dessèchement du Calais et de l'Ardresis. — P. 126. Séance du 18 septembre. M. Derveloy nommé subdélégué général. Dessèchement du Calais et de l'Ardresis. Travaux des routes. Refus d'autoriser la municipalité de Monsures à faire patrouiller les habitants qui s'y refusent. Impositions. Autorisation à la municipalité de Marcelcave de former un rôle de répartition de 190 l., montant des frais de séjour de quatre soldats du régiment de Conty qui ont concouru à la conservation de la moisson de cette paroisse. Translay. Fonds réclamés par la municipalité d'Abbeville, pour occuper les ouvriers sans travail ; autorisée à emprunter. Travaux des routes. Ormes abattus sur la route de St-Quentin à Cambrai. Cantonniers du département de Doullens. Pensions des nommés Martin et Souville, chirurgiens à Calais. Licques. Épizooties sur les bêtes à laines. Plaintes par les directeurs des aides de Roye, Péronne et Montreuil, sur ce que les circonstances ont rendu la perception dans leurs directions presque nulle. — P. 134. Séance du 26 septembre. Sur le procédé inventé par l'abbé Brasle, pour la manipulation du lin et du chanvre. Lettre de M. Derveloy, subdélégué, envoyant

« un mémoire justificatif de M. Jourdain de l'Éloge, négociant de cette ville, à l'occasion des accusations de monopole et d'accaparement de bled ; M. Derveloy annonce par cette lettre que M. le contrôleur général l'engage à concerter avec la commission les moyens les plus propres à procurer à ce négociant malheureux la sûreté à laquelle il a droit pour sa personne et ses propriétés, et à le rétablir dans la réputation à laquelle peuvent prétendre les meilleurs citoyens. » Analyse du mémoire de M. Jourdain, et délibération par laquelle la commission « déclare qu'elle reconnoit M. Jourdain de l'Éloge comme un homme de bien, distingué par ses connaissances dans le commerce, utile à la ville, à la province et même à l'État par l'étendue de ses spéculations commerciales, et comme un bon citoyen qui à bien mérité de sa patrie et de ses concitoyens par l'établissement très avantageux de ses moulins économiques, et par les ressources de subsistance qu'il a procurées dans des tems de disette au moyen des relations de commerce qu'il a chez l'étranger et principalement dans toutes les places commerçantes du Nord. Elle déclare aussi qu'il est à la connaissance personnelle de chacun de ses membres, que M. Jourdain de l'Éloge n'a entrepris la construction des moulins à mouture économique, qu'à la sollicitation du gouvernement et aux vives instances de M. Dupleix, alors intendant de la province, et qu'il n'a épargné ni dépenses ni soins pour les porter à la perfection qu'ils ont acquise ; qu'il a refusé la récompense pécuniaire qui lui a été offerte par le gouvernement à l'occasion de cette construction de moulins. La commission est persuadée qu'il n'a porté dans cet établissement aucune vue d'intérêt personnel, et qu'il ne s'est déterminé à le former que par la seule considération du bien public. En effet, les avantages de cet établissement sont infiniment précieux et incalculables. Il est prouvé que le procédé qu'on y employe pour la mouture des grains, en économise beaucoup la consommation, que la farine en est plus belle et qu'elle produit une nourriture plus saine et plus agréable. Si des avantages généraux que présente cet établissement, on passe aux services particuliers que la ville d'Amiens en a tirés, on trouve qu'il est reconnu que M. Jourdain, en 1774 a fait moudre gratuitement les grains de l'Hôpital, qui n'avoit pu obtenir nulle part ailleurs une pareille faveur ; que souvent dans le tems de disette, il a lui seul alimenté la ville ; que l'hyver dernier, lorsque tous les autres moulins étoient englacés, ceux de l'Étoile, à force de dépense, ont été les seuls à pourvoir à la subsistance des habitans de cette ville. La commission estime que la demande de la destruction de ces moulins est

aussi absurde que maligne, qu'elle est d'ailleurs injuste, indiscrete et impolitique, que, loin que cette destruction puisse être regardée comme le vœu général des habitans d'Amiens, la classe honnête et non envieuse des citoyens de cette ville regarde cet établissement comme le plus avantageux de ceux qui existent dans la province, pense qu'il mérite les plus grands encouragemens et désire qu'il s'en forme de nouveaux sur le même modèle ; mais s'il étoit possible que le peuple, aveuglé par la plus funeste prévention, réclamât généralement contre cet établissement, il seroit nécessaire que le gouvernement employât toute l'autorité du pouvoir exécutif pour le conserver, parce qu'il est de la sagesse du gouvernement de vouloir le bien du peuple malgré lui, lorsque les mesures qu'on employe ne blessent pas sa liberté ; qu'outre les avantages qui viennent d'être développés, il en existe un autre non moins important, celui de soustraire le peuple au brigandage qu'exerce sur lui le plus grand nombre des meuniers auxquels il est obligé d'avoir recours pour convertir les grains en farines. La commission est également convaincue, et elle s'est procuré la preuve que, loin que ces moulins aient donné lieu à des monopoles et à des accaparemens de blé, M. Jourdain de l'Éloge a beaucoup plus importé de grains qu'il n'en a exporté, que particulièrement cette année, la ville d'Amiens doit à sa prévoyance, à ses belles opérations de commerce, de n'avoir pas été victime de la plus affreuse famine. Avec cette conviction, on juge aisément qu'elle a vu avec la plus grande amertume, avec la plus grande douleur, qu'un citoyen qui a rendu des services si éminens à sa patrie, ait été outragé d'une manière si révoltante, au moment où celui-ci jouissait du fruit de ses soins et de son dévouement patriotique ; elle ne peut se dissimuler que les conséquences d'une pareille insurrection sont effrayantes, que la proscription révoltante qui menace M. Jourdain de l'Éloge et toute sa famille, retrace toutes les horreurs de la plus funeste anarchie, qu'il est du devoir d'une bonne administration d'accorder une protection efficace à ce citoyen respectable, pour le rétablir dans son honneur et lui garantir la sûreté de sa personne et de ses propriétés. Il a été arrêté d'adresser copie de la présente délibération à M. Derveloy, en l'invitant à se joindre à la commission, afin de déterminer le gouvernement à prendre les mesures les plus promptes, pour que M. Jourdain de l'Éloge soit incessamment rendu à son état et à sa famille et pour que désormais la tranquillité et l'honneur d'aucun citoyen ne soient plus

troublés par de semblables excès. » Plainte par les électeurs et officiers municipaux d'Amiens, de ce que les habitants de plusieurs villages se sont opposés à ce que les blatiers amènent des blés à Amiens. Ateliers de charité d'Abbeville. Route de Flandre en Allemagne. Logement de la sœur des écoles chrétiennes d'Oisemont. Impositions. « Lettre par laquelle le nommé Fribourg, demeurant à Viefvillers, se plaint que François Morel a insulté la patrouille le 6 de ce mois à 11 heures du soir, et qu'il a désarmé ladite patrouille, qu'en conséquence il doit être puni comme perturbateur du repos public ; sur quoi la commission a délibéré d'envoyer la lettre du nommé Fribourg au bureau intermédiaire d'Amiens, pour concilier l'affaire, s'il y a lieu. » Maladie sur les bêtes à laine à Authie. Travaux des routes. Atelier de charité aux travaux du canal de la basse Somme. Incendie d'un moulin à tan. Chemin de Péronne à Biache. Incendie d'Oisemont ; couvertures en tuiles. Incendies à Braucourt et à Boulogne-la-Grasse. Épidémie du Pont-de-Metz. — P. 145. Séance du 29 septembre. Établissement d'un atelier de charité au canal de St-Valery, pour les ouvriers d'Abbeville sans travail. Vœu pour l'assignation d'une pension sur l'abbaye de Moreuil, actuellement vacante, en faveur de l'abbé Brasle, inventeur d'une machine pour la manipulation du chanvre ; « la commission a pensé aussi qu'il étoit de son devoir de ne point laisser échapper cette occasion de faire connaître au Roi les services signalés rendus à cette province par M. l'abbé Dargnies, grand vicaire de ce diocèse, et d'implorer en sa faveur la justice de Sa Majesté ; elle a considéré avec satisfaction que le concours de ces deux demandes, loin de présenter des prétentions opposées, faciliterait l'exécution des favorables dispositions du Roi pour M. l'abbé Brale, parce que tout autre que M. l'abbé Dargnies qui seroit pourvu de cette abbaye médiocrement rentée, verroit avec peine qu'on assignât sur ses revenus une pension qui en absorberoit les deux tiers ; au lieu que ce prêtre respectable, accoutumé à faire tous les sacrifices qu'exige le bien public, qui d'ailleurs est le plus ardent zéléteur de l'utile invention de M. l'abbé Brale, iroit au-devant de tous les arrangements qui seroient nécessaires, pour lui assurer un sort indépendant de tous les évènements. La matière mise en délibération, il a été arrêté que MM. les députés du baillage d'Amiens à l'Assemblée Nationale seront instamment priés d'être auprès de Sa Majesté les organes du vœu de la commission intermédiaire, et de la supplier par tous les motifs de bien public et de justice, de prendre ce vœu dans la plus grande considération, en lui représentant combien les circonstances

malheureuses rendent nécessaire et même indispensable la publicité du secret de M. l'abbé Brale, que depuis le traité de commerce avec l'Angleterre, nos manufactures ayant été anéanties, plusieurs milliers d'ouvriers sont restés sans travail, abandonnés à la plus effrayante misère et au désespoir ; que la ville livrée aux suites funestes d'un tel état de choses, redoute l'approche de l'hiver ;..... que l'invitation faite à la commission de prendre des mesures pour assurer à M. l'abbé Brale une subsistance honnête, jusqu'à ce que le Roi ait daigné remplir la promesse qu'il a faite en sa faveur, ne présente pas à cet ecclésiastique un avenir certain ; qu'en effet, les fonds libres de la capitation, seuls fonds qui puissent être employés à des actes de bienfaisance, et qui ne montent qu'à dix-sept mille livres et quelques livres, ne seront pas à beaucoup près suffisants pour fournir aux trois objets principaux de leur destination : les épidémies, les épizooties et les gratifications pour les couvertures en thules... Et en ce qui concerne M. l'abbé Dargnies, que ses longs services dans la carrière ecclésiastique, son dévouement absolu pour le bien public, son désintéressement et toutes les autres vertus évangéliques et civiles, lui ont mérité depuis longtemps une récompense que sa modestie ne lui a jamais permis de solliciter ; la commission invoque ici le témoignage de M. l'évêque d'Amiens, certaine que ce prélat respectable applaudira au vœu qu'elle a formé, MM. les députés seront donc instamment priés de faire valoir toutes ces considérations auprès de Sa Majesté, et que particulièrement M. l'abbé Dargnies exerce depuis vingt ans les fonctions de grand vicaire, que, comme administrateur de l'Hôtel-Dieu de la ville, il a beaucoup contribué à rétablir l'ordre dans la comptabilité de l'administration de ses biens, ce qui a mis cette maison à portée de seconder les vues du gouvernement sur l'augmentation des lits des malades, et de procurer par là à ces malheureux, qui jusqu'alors avoient été confondus plusieurs à la fois dans un même lit, l'avantage inappréciable de coucher seuls ; qu'enfin, comme député de l'assemblée provinciale, ayant été nommé membre de la commission intermédiaire, il a offert d'en remplir gratuitement les fonctions, ce qu'il a fait jusqu'ici avec un zèle digne des plus grands éloges, ses travaux en cette partie n'ayant été suspendus que dans le tems de la tenue de l'assemblée du clergé. »

P. 148. Séance du 2 octobre. Assemblées provinciales. Division du royaume en départements. Incendie à Hervilly. Impositions. Incendie à Hardivillers. Cou-

vertures en tuiles. Travaux des routes. Ateliers de charité d'Amiens. Canal de St-Valery. Épidémie de Blancfossé. Incendie à Savy. Proposition par les électeurs, officiers municipaux et conseil de ville de la ville d'Amiens réunis, de demander aux municipalités de la généralité un état des grains qu'elles possèdent. « Délibéré de faire connoître à ladite assemblée que la commission, considérant avec juste raison que la demande des renseignemens cy-dessus à toutes les municipalités jetteroient l'allarme, par la connoissance exacte que l'on auroit dans bien des paroisses de la quotité de grains peu suffisante à la subsistance des habitans ou à l'approvisionnement de celles voisines ou des marchés à proximité, que de là naîtroit une crainte fondée de disette générale », et qu'il était prudent de ne rien faire à ce sujet. — P. 155. Séance du 9 octobre. Sur le vœu de faire donner l'abbaye de Moreuil à l'abbé Dargnies, avec une pension pour l'abbé Brale. Epizootie de la clavelée à Warloy-Baillon. Réparations à faire à la nef de l'église de Vercourt. Pépinières royales. Travaux des routes. Incendie à Nouvion. « M. l'abbé Mellier, membre du bureau intermédiaire de ce département, ayant été introduit dans l'assemblée, a fait le tableau de la misère qui règne à Abbeville, et exposé la nécessité des ateliers de charité, pour occuper les ouvriers qui manquent de travail ; il a exposé en même tems que MM. les officiers municipaux d'Abbeville n'avoient ni fonds ni moyens de s'en procurer, pour pourvoir au paiement des ouvriers qui y seroient employés, et il a réclamé en conséquence des secours suffisans pour y pourvoir » ; la somme de 2.400 l. accordée à la municipalité d'Abbeville. Travaux des routes. « Mémoire par lequel M. Montaigu, l'un des procureurs syndics de l'assemblée du département de Doullens, propose un projet à l'effet d'accélérer la libération des dètes de l'Etat par une contribution volontaire des cy-devant privilégiés. M. Montaigu engage le bureau intermédiaire de Doullens à prier la commission intermédiaire provinciale de faire autoriser son projet par l'Assemblée Nationale ; sur quoi délibérant, ladite commission a arrêté d'informer ledit bureau intermédiaire qu'il seroit tout aussi convenable que M. Montaigu adressât lui-même directement son mémoire. » Demande d'une brigade de maréchaussée par les habitants de Lihons, et haute paie du détachement de troupes qui est audit lieu. Canal de la Somme. « La séance tenante, MM. Maisnel, commissaire pour le département d'Amiens, Degand et Tondu, commissaires pour la chambre du commerce de Picardie, de la Varennes, colonel au corps royal du génie, Dejean, capitaine au même corps, et Cordier de la Houssoye, député à

l'assemblée du département de Calais, invités par la commission pour conférer sur l'objet dont il va être cy-après parlé, se sont présentés et ont été introduits ; MM. Dubois, inspecteur général des ponts et chaussées dans la province, et Laurent de Lyonne, directeur du canal de la haute Somme, attendus pour le même objet, se sont aussi présentés et ont été également introduits ; il a été observé que M. le chevalier de Belloy, l'un des commissaires du département d'Amiens, et MM. Poullain et Lefèvre-Langlet, commissaire de la commune, ne se sont pas rendus à l'invitation qui leur a été faite par la commission au même sujet. Ensuite il a été exposé qu'au moment des premiers troubles arrivés en cette ville, la commission avoit cherché à en prévenir de nouveaux, en invitant MM. les officiers municipaux à établir des ateliers de charité, dont elle a fait les fonds presque en entier sur la caisse de l'octroi de Picardie ; mais que, considérant d'une part le peu d'utilité de ces travaux, et de l'autre part qu'ils consommoient une grande partie des fonds de l'octroi destinés à des ouvrages d'un autre genre, elle avoit pensé qu'il seroit possible d'employer ces fonds plus utilement, et de remplir tout à la fois leur destination primitive ; que, pour parvenir à ces deux fins convenables, il falloit se faire autoriser à porter dans la partie basse de la Somme les travaux publics, attendus depuis si longtems dans cette partie de rivière, pour en perfectionner la navigation d'Amiens à Abbeville ; mais que, pour cet effet, elle avoit déjà ouvert une première conférence où elle avoit appelé M. Delatouche, ingénieur en chef des ponts et chaussées dans cette province, commis par arrêt du Conseil du 20 mars 1782, pour faire les sondes, nivellemens et projets nécessaires pour assurer la navigation entre Amiens et Abbeville ; mais que cet ingénieur avoit déclaré qu'il n'avoit aucun travail fait sur cette partie de la Somme, et qu'il lui faudroit près d'un an pour faire toutes les opérations relatives à cet objet ; que dans ces circonstances, la commission se voyoit dans l'impossibilité de remplir les vues qu'elle avoit conçues pour l'emploi utile des fonds de l'octroi, lorsque M. Laurent de Lyonne, directeur du canal de la haute Somme, a fait connoître qu'ayant été chargé antérieurement à M. Delatouche de la direction des travaux de la basse Somme, il avoit fait alors toutes les opérations que la commission paroissoit désirer de M. Delatouche, qu'ayant en effet représenté tous les cahiers de sonde et de nivellement, ainsi que tous les plans qu'il avoit annoncé, la commission, d'après l'examen

qu'elle en avoit fait, avoit reconnu non seulement la possibilité, mais même la grande utilité de l'exécution de ces travaux, mais qu'elle avoit été arrêté dès lors par deux points principaux : le premier résulloit de l'attribution qui avoit été donnée à M. Delatouche de la direction des travaux de la basse Somme par l'arrêt du Conseil du 20 mars 1782, et le second, de la décision prise par l'assemblée provinciale en son arrêté du 10 décembre 1787, de porter les travaux du canal dans la partie supérieure de la Somme entre Amiens et Bray ; que, dans cet état de choses, il avoit fallu faire rendre à M. Laurent de Lyonne la direction des travaux de la partie basse de la Somme qui lui avoit été précédemment attribuée, et se faire autoriser à porter dans cette partie de la rivière les travaux du canal et les fonds qui y sont affectés ; qu'elle s'en étoit en effet adressé à MM. les députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, pour obtenir du Conseil par leur intervention, l'autorisation nécessaire pour changer le siège des travaux et en confier la direction à M. Laurent de Lyonne qui avoit par devers lui les opérations de détail convenables pour l'exécution de ses travaux tels que les projets, plans, sondes et nivellemens ; que cette demande ayant été présentée par lesdits députés au ministre des finances, il a reconnu la justice et l'absolue nécessité de son exécution, pour occuper les ouvriers de cette ville, que l'anéantissement de nos manufactures laisse sans travail : qu'en effet MM. les députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale viennent d'adresser à la commission intermédiaire une lettre de ce ministre, par laquelle il annonce que les motifs qu'elle donne pour être autorisée à porter entre Amiens et Picquigny les travaux de la rivière de Somme tenans aux circonstances, le portent à penser que ce changement dans l'ordre du travail ne peut qu'être avantageux, et que la commission intermédiaire doit en conséquence l'adopter ; que ce ministre a ajouté par cette lettre, quant à la seconde proposition qui a pour objet de substituer dans la direction des travaux à faire entre Abbeville et Amiens M. de Lyonne à M. Delatouche, qu'il y trouvoit de l'inconvénient, attendu que les motifs qui, sur la demande du commerce, avoient porté à donner la confiance du gouvernement à cet égard au sieur Delatouche, préférablement à tout autre, lui sembloient subsister dans toute leur force et que, si cet ingénieur avoit tardé jusqu'à présent à faire les projets dont il s'agit, c'étoit par la raison que le commerce sembloit s'être restraint pour le moment, à établir dans cette partie de la rivière de Somme un hallage provisoire, et que c'étoit à cela que s'estoient bornées toutes les démarches qu'il avoit

faites depuis quelque tems relativement à cette même partie ; qu'au surplus il pensoit qu'il conviendrait avant tout que M. de Lyonne donnât connoissance des projets qu'il a dit être en état de représenter, et les remit à M. Dubois qu'il savoit être au moment de se rendre à Amiens ; que cet inspecteur général des ponts et chaussées les examinerait et en conférerait avec la commission intermédiaire, et les feroit passer ensuite avec son avis à M. de la Millière, qui lui en rendroit compte. M. Delahaye a observé, sur la seconde partie de cette lettre, qu'étant syndic de la chambre du commerce, lorsque cette chambre du commerce a demandé que l'administration des ponts et chaussées fût chargée de la direction des travaux à faire dans la partie basse de la Somme, il en connoissoit les raisons et qu'il n'y en avoit pas eu d'autres que le retard apporté par M. Laurent de Lyonne à la confection des projets relatifs à la perfection de la navigation depuis Amiens jusqu'à Abbeville, mais que puisque M. Laurent présentait aujourd'hui ce travail tout fait, les motifs qui lui avoient fait substituer dans le tems l'administration des ponts et chaussées devoient le faire rentrer dans l'exercice d'un emploi qui avoit été moins bien rempli encore par cette administration. M. Laurent de Lyonne a été alors prié de présenter ses projets, plans, sondes et nivellemens, pour les soumettre à la discussion, ce qui ayant été fait, il a été conféré sur les avantages de ce projet et sur les moyens de son exécution ; après quoi plusieurs de MM. ont demandé que la séance soit remise au lundi 12 de ce mois, ce qui a été trouvé juste et raisonnable. » — P. 165. Séance du 12 octobre. Canal de Picardie. « La commission considérant que l'exécution du projet proposé peut seule procurer de l'ouvrage et des moyens de subsistance à un grand nombre d'ouvriers actuellement sans travail, que le dénuement le plus absolu, la misère la plus accablante et le désœuvrement peuvent porter à des excès que peut-être il seroit impossible d'arrêter, ou qui au moins ne pourroient l'être que par une grande effusion de sang, qu'il est de l'humanité et de la sagesse de l'administration de prévenir par tous les moyens possibles, il a été arrêté que M. Laurent de Lyonne remettrait le plutôt possible les plans, projets, nivellemens, sondes, devis et détails estimatif de tous les ouvrages à faire pour la perfection de la navigation de la rivière de Somme, depuis Amiens jusqu'à Abbeville, à la commission intermédiaire, pour les adresser à l'assemblée des ponts et chaussées, à l'effet de communiquer ses observations et son avis sur ce travail à M. de la Millière

qui les fera passer avec les pièces cy-dessus énumérées à ladite commission intermédiaire. » Sur les décrets de l'Assemblée Nationale des 23 et 26 septembre ; proclamation rédigée en conséquence : « Depuis quelque tems une partie des citoyens se refusent au payement de leurs impositions, ils sont abusés par des hommes pervers et méchans qui, pour fomenter le désordre dans l'espoir d'en profiter, leur persuadent que l'Assemblée Nationale les en a dispensés. La commission intermédiaire provinciale de Picardie, instituée principalement pour veiller aux intérêts politiques des habitans de cette province, ne peut les laisser plus longtems dans une erreur aussi préjudiciable à la chose publique : il est de son devoir de leur faire connoître le véritable esprit des décrets rendus par l'Assemblée Nationale, afin de les prévenir contre les insinuations artificieuses des perturbateurs du repos public. Beaucoup de citoyens ignorent que la véritable destination des impôts est de leur procurer la sûreté de leurs personnes et la conservation de leurs propriétés ; ils ignorent que c'est à la surveillance continuelle du gouvernement alimenté par les impositions, qu'ils doivent la sécurité dont ils jouissent au sein de leurs familles et la protection efficace de leurs propriétés..... Les mauvais citoyens ne manqueront pas sans doute de faire envisager ces mesures comme extrêmement rigoureuses ; eh bien qu'on juge du mal qu'ils ont déjà causé, ces hommes pervers ! Ces mesures sont encore insuffisantes pour subvenir aux besoins de l'État ; au moins l'Assemblée Nationale paroît en avoir été convaincue, puisqu'elle a voté et décrété un secours extraordinaire très considérable, dont la principale cause est la suspension du payement des impositions. Lorsque les représentans de la Nation font connoître à leurs commettans leurs principes et leurs vœux d'une manière aussi expresse et aussi positive, est-il possible d'élever des doutes sur leurs intentions, et tous les bons citoyens ne doivent-ils pas au contraire s'empresse de seconder des dispositions qui ne tendent qu'au bien général ? L'impôt de la gabelle a été jusqu'à présent, il est vrai, odieux au peuple, mais cette haine tient à un régime qui n'existe plus : en effet, l'Assemblée Nationale, en laissant subsister cet impôt, l'a débarrassé de tout ce que l'ancien régime avoit de redoutable ; d'après son décret, il n'y a plus de vente forcée, plus de gênes pour les grosses et menues salaisons, plus de visites domiciliaires, plus de peines afflictives ; il n'existe plus aujourd'hui qu'une vente commerciale dont le privilège réside entre les mains du Roi, à un prix de plus de moitié moindre que celui qui existoit..... Désignée spécialement par les représentans de la Nation pour veiller avec les juridictions et les

municipalités aux moyens d'assurer le recouvrement des droits subsistans, la commission intermédiaire provinciale donnera l'exemple de son dévouement au salut de l'État ; mais persuadée en même tems que ce n'est que par le concours de tous ceux qui sont revêtus d'un caractère public, qu'on peut espérer le rétablissement de l'ordre, le retour de l'obéissance aux loix et l'exécution complète des décrets de l'Assemblée Nationale et du Roy, elles acquerront des droits plus étendus à leur protection et qu'elles ne la réclameront pas en vain, dans ces tems de calamités où les secours du gouvernement deviennent si précieux. Le rétablissement de l'ordre doit encore procurer un avantage d'une grande importance : personne n'ignore avec quelle sagesse l'Assemblée Nationale, en favorisant la libre circulation des grains dans l'intérieur du royaume, a proscrit toutes les exploitations ; or un des moyens les plus sûrs d'empêcher qu'il ne soit fait aucun enlèvement de grains pour l'étranger, c'est d'employer les agents qui seront préposés pour s'opposer à l'introduction du sel de contrebande à surveiller toutes les infractions du décret des grains, qui pourroient être commises par des ennemis du bien public. La commission intermédiaire invite donc, de la manière la plus expresse, toutes les municipalités de son ressort à employer tous les moyens qui sont en leur pouvoir, tant pour procurer le recouvrement des impositions subsistantes, que pour s'opposer à l'introduction dans la province du sel de contrebande ; elle les invite notamment à faire prêter main-forte, par les milices citoyennes de leur ressort aux employés de la ferme générale et à ceux de la régie générale de aides, toutes les fois qu'elles en seront requises ; et pour leur faire connaître les véritables dispositions des décrets de l'Assemblée Nationale et les intentions de Sa Majesté sur la perception et le recouvrement des impositions et autres droits subsistans, la commission leur adresse avec la présente proclamation un exemplaire de chacune des deux proclamations du Roi du 27 septembre dernier qui sanctionne les décrets de l'Assemblée Nationale des 23 et 26 du même mois. Elle invite aussi tous les citoyens, par les motifs les plus puissans du bien public et de leur intérêt particulier, à acquitter avec exactitude le montant de leurs impositions, à redoubler d'effort et de zèle pour venir au secours du gouvernement, et à employer toutes les voies de la persuasion envers ceux qui chercheroient à se soustraire au payement de leurs contributions. La commission intermédiaire promet honneur et protection de la part du gou-

vernement à tous ceux qui concourront au maintien de l'ordre, de la paix et de la tranquillité publique. » Secours de 1.200 livres pour les ateliers de charité d'Amiens. — P. 171. Séance du 13 octobre. Demande d'un nouvel atelier au canal de St-Valery pour les ouvriers d'Abbeville sans travail ; accordé. — P. 172. Séance du 16 octobre. Contribution patriotique. Couvertures en tuiles à Oisemont. Ponts et chaussées. Projet de construire une maison commune à Vieille-Eglise. Moulin à tan à Amiens. Aqueduc près du fort Nicolaÿ. Mandat de 1.200 l. à M. Cordier de la Houssaye, commissaire à l'exécution des travaux de dessèchement du Calais. Pont de Nampont. Travaux relatifs à la perfection de la navigation de la Somme entre le quai du Port et le lieu dit la Chaudière, à Amiens. Lettre des président et syndics de la chambre du commerce de Picardie, « expositive que, dans le nombre des députés aux Etats Généraux se trouve un très petit nombre de négocians, on craint que les matières qui y sont relatives ne soient pas discutées dans toute leur étendue ; que cette juste crainte a déterminé plusieurs ports maritimes et villes de fabriques, ont nommé des députés particuliers, à l'effet de se rendre auprès de l'Assemblée Nationale, pour y présenter et défendre les intérêts généraux du commerce ; que ces motifs ont déterminé la chambre du commerce à députer M. Jourdain de l'Eloge et S. Debray, mais que, comme cette députation va occasionner des frais inévitables auxquels les fonds de la chambre ne peuvent faire face, n'ayant que quatre mille livres par an qui lui restent pour les frais extraordinaires, ils prient la commission de leur faire part de la résolution qu'elle aura prise sur leur exposé. Sur quoi la commission, considérant que la situation alarmante dans laquelle le commerce de Picardie se trouve depuis plusieurs années exige que l'on employe tous les moyens possibles de faire cesser l'inertie des manufactures de cette province, il a été arrêté de faire connoître à la chambre du commerce que la commission approuvoit la députation dont il s'agit. » — P. 181. Séance du 23 octobre. Eclaircissements demandés par le ministre des finances sur la sortie des grains. Travaux des routes. Impossibilité par le gouvernement d'accorder de nouveaux secours aux élections de Montdidier et de Péronne. Impositions. Cérémonial à observer pour le département des impositions de 1790. Paiement du logement de trois cavaliers de maréchaussée et d'un détachement de cavalerie à Lihons. Plantations des routes. Cormont. Ecole vétérinaire d'Alfort. — P. 192. Séance du 30 octobre. « Instruction sur l'imposition des cy-devant privilégiés, pour les six derniers mois 1789 », y transcrite. Répartition des impositions de 1790 et observations y transcrites.

Refus d'accorder un secours au sieur Henry, marchand de drap et farinier à St-Quentin, pour la perte d'un bateau. Travaux des routes. Caserne de maréchaussée de Poix. Secours demandé par les habitants de Lœuilly, exposant « que la rigueur de l'hiver a tellement influé sur leur récolte de cette année, qu'ils n'ont recueilli que la douzième partie des grains qu'ils récoltent ordinairement. ». Réclamation par les députés de l'Ardresis contre leurs impositions. Nesle-l'Hôpital. Réparations à l'église et au presbytère de Coquelles, département de Calais. — P. 207. Séance du 6 novembre. Canal de la Somme. Question de la rédemption de la province de la gabelle. Travaux des routes. Canal de St-Valery. Réclamations contre le syndic de Carrépuits. Incendie à Grandvilliers, dans la nuit du 22 au 23 octobre. Epidémie de Glimont-Thézy. Marieux. Lamotte-Brebière. — P. 215. Séance du 13 novembre. « Lecture d'un mémoire dans lequel on expose les causes qui peuvent faire craindre une prochaine disette de grains dans cette province, et où on démontre la nécessité d'en faire venir des États-Unis de l'Amérique le plutôt possible, afin de prévenir cette disette ; on y propose en conséquence de faire acheter au compte de la province des bleds et des farines dans les différents ports de l'Amérique septentrionale ; et pour cet effet, de faire autoriser la commission intermédiaire provinciale par un décret de l'Assemblée Nationale sanctionné par Sa Majesté, à faire faire par des négocians chargés de cette commission tous les achats nécessaires pour cet approvisionnement ; ces négocians s'obligeroient de rendre compte de leurs opérations à l'assemblée provinciale ou à sa commission intermédiaire. La matière mise en délibération, la commission, pénétrée de la vérité des faits exposés dans le mémoire cy-dessus, convaincue de la nécessité de faire venir des grains de l'étranger, reconnoissant enfin que le plan d'opérations indiqué dans ce mémoire produiroit l'effet salutaire qu'on est en droit d'en attendre, il a été arrêté d'adresser ce mémoire à MM. les députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, et de les prier de proposer à l'Assemblée Nationale le projet qu'il convient pour en obtenir un décret avec la sanction de Sa Majesté, qui autorise la commission intermédiaire à faire toutes les opérations nécessaires pour se procurer des bleds et farines des États-Unis de l'Amérique, et à imposer sur la province la perte qui pourrait résulter de la suite de ces opérations, et sous la condition néanmoins, que ces bleds et farines ne pourroient estre vendus au delà du prix courant, les frais accessoires compris. » Lettre du

corps municipal d'Amiens et du comité permanent réunis, réclamant contre les achats de blés faits dans les campagnes par la municipalité de Paris. « La commission considérant que la conduite des préposés du bureau des subsistances porte atteinte aux droits naturels qu'ont les habitans de cette ville sur les grains qui croissent dans les lieux circonvoisins, que cette conduite tend à affamer la province de Picardie, qu'elle est illégale, étant contraire aux dispositions de l'arrêt du Conseil du 7 septembre dernier, qui fixe à 15 lieues de rayon les limites dans lesquelles les habitans de Paris sont autorisés à pourvoir à la subsistance de cette ville, qu'enfin ces mesures sont un accaparement déguisé, prohibé par tous les réglemens intervenus sur cette matière, il a été arrêté d'écrire à MM. les députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, pour les prier de dénoncer à cette assemblée la conduite illégale des préposés du bureau des subsistances de Paris et solliciter un décret qui réprime des mesures aussi préjudiciables à l'intérêt des provinces que révoltantes par l'injustice des procédés. » Primes d'encouragement accordées par le Roi aux négocians qui feront venir des grains et farines de l'étranger. Dépôt sur le bureau d'une lettre des députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, au sujet de la nouvelle division du royaume, d'un plan du département dont Amiens doit être le chef-lieu et d'un exemplaire du discours de M. Thouret sur la nouvelle division territoriale du royaume. Observations de la commission sur ces différents objets, notamment « sur le projet du département d'Amiens, que les plus fortes considérations doivent les engager à faire tous leurs efforts pour obtenir un arrondissement plus considérable, parce que celui projeté n'a pas l'étendue arrêtée par l'Assemblée Nationale ; de faire valoir les considérations qui peuvent déterminer à joindre au plan projeté soit l'élection de St-Quentin, soit une partie du Beauvaisis, soit enfin le duché d'Aumale et le comté d'Eu ; de les engager à multiplier les districts le plus qu'il leur sera possible, soit parce que cela peut conduire à une plus grande représentation à l'Assemblée Nationale, soit parce que leur étendue étant moins considérable, il en résulteroit une communication plus facile entre l'administration et ceux qui en dépendent, des éclaircissemens plus certains dans les affaires et une exécution plus prompte. » Paiement des greffiers des juridictions royales du département de Picardie, qui ont fait les relevés des registres aux baptêmes, mariages et sépultures, d'après lesquels les subdélégués ont formé les états de populations de leurs districts pour l'année 1788. Impositions. Travaux des routes. Paiement de pension viagère par

Firmin Ducroquet, ancien cleric-lai et maître d'école du Bosquel. Goyencourt. Restauration du clocher de l'église de Franvillers. — P. 225. Séance du 20 novembre. Réception de décrets de l'Assemblée Nationale. Impressions desdits décrets. Impositions. Travaux des routes. Bouillancourt en Sery. Couvertures en tuiles. Cempuis. Reconstruction de l'école du Titre. Réclamation des électeurs et officiers municipaux d'Amiens contre les accaparements en grains de la ville de Paris. Réparation des chaussées en pavés de Guines. Epidémie de Bresle. — P. 233. Séance du 27 novembre. Déclarations à faire par les titulaires de bénéfices. Bijoux et vaisselle d'or et d'argent à envoyer à la monnaie. Prestation des chemins. Impositions. Redressement, curement et élargissement de la rivière de Grouches et dessèchement de l'ancien lit de l'Authie. Epizootie à Authie. Marck : gages de trois maîtres d'écoles, refonte d'une cloche à l'annexe des Attaques. Ecole vétérinaire d'Alfort. Nielles. Ouvriers sans travail à Montreuil, fonds de charité. Travaux des routes. Epidémie de Saleux. — P. 243. Séance du 4 décembre. Corrections d'erreurs dans les exemplaires imprimés des décrets de l'Assemblée Nationale. Réception de plusieurs décrets. Grains à acheter en Amérique. Projet d'arrondissement de la Picardie dans la nouvelle division du royaume. Prime annoncée par le ministre des finances pour les importations de riz. « M. le contrôleur général des finances ayant invité la commission par une lettre qu'il lui a écrite le 25 novembre dernier, à prendre des mesures pour rappeler parmi les habitans de St-Quentin l'esprit de concorde qui paroît s'en être éloigné ; et à y faire exécuter le décret de l'Assemblée Nationale du 23 septembre dernier et la déclaration du Roi du 27, il a été arrêté d'écrire sur-le-champ au bureau intermédiaire de St-Quentin, pour avoir des éclaircissemens sur la nature des troubles qui subsistent dans cette ville, et des mesures à prendre pour y ramener la concorde. » Octroi de Picardie. « La direction des fonds de l'octroi de Picardie n'a été remise à l'administration provinciale qu'avec divers assignats considérables, montant à la somme de 74.592 l. 9 s., savoir 57.235 l. dont le paiement a été réservé à M. l'Intendant pour acquitter les dix articles de dépenses annuelles désignées en la lettre de M. le contrôleur général des finances du 10 juin 1788, et 17.347 l. 9 s. destinés à l'acquit des quatre articles de dépenses mentionnées en ladite lettre, dont les mandats de payement doivent être expédiés par la commission. La commission intermédiaire provinciale s'est vu dans la nécessité d'y ajouter encore une partie

de ses frais d'administration, montantes à 34.800 l., de sorte que les assignats fixes et déterminés se sont élevés à la somme de 109.382 l. 9 s. Le produit annuel de cet octroi étant de 175.000 l. environ, il en résulte que les fonds réellement disponibles ne montent par chaque année qu'à environ 75.600 l. Depuis l'époque où l'administration de ces fonds a été confiée à l'administration provinciale, la commission intermédiaire, commandée par les circonstances les plus impérieuses, a accordé à la ville d'Amiens, tant par destination absolue que par forme d'emprunt, une somme de 66.400 l., avec laquelle le corps municipal a alimenté les ateliers de charité qu'il a établi pour pourvoir à la subsistance des ouvriers de la manufacture qui sont sans travail. Cette somme de 66.400 l., jointe à celle d'environ 87.600 l. payée à la décharge de la ville pour les années 1778 et 1789, conformément aux assignats arrêtés par le Conseil, porte à la somme de 150.000 l. les fonds prélevés sur la caisse de l'octroi en faveur de cette ville depuis environ dix-huit mois que la commission intermédiaire en a la direction. C'est dans cet état de choses que le corps électoral et municipal de la ville d'Amiens propose par sa délibération du 15 octobre dernier différents articles de suppression et de réduction sur les assignats faits sur les fonds de l'octroi, et demande l'application à son profit des économies qui en doivent résulter. Ces articles sont : 1° Le traitement de 6.000 l. attribué à M. l'Intendant comme président de la chambre du commerce ; 2° le supplément de traitement de 4.000 l. accordé à ce magistrat, par l'art. 3 de l'arrêt du Conseil du 6 juin 1783 ; 3° la somme de 10.315 l., pour loyer et entretien de l'hôtel et écuries des gardes du corps ; 4° la somme de 4.000 l., pour l'entretien de l'hôtel de l'Intendance, du château d'eau et des fontaines de la ville d'Amiens ; 8° des 400 l. pour le cours d'accouchement ; 6° enfin de 3.032 l. 19 s., pour intérêt des rentes foncières du domaine dues par la ville. Le corps électoral et municipal de cette ville, en demandant l'abandon de ces sommes, s'engage formellement à en employer l'excédent, toutes charges acquittées, au soulagement des pauvres, et à en rendre un compte particulier chaque année à l'assemblée provinciale ou au Conseil. M. le contrôleur général, en communiquant à la commission intermédiaire cette réclamation, a fait connoître d'avance qu'il pressentoit que la demande de la ville d'Amiens n'étoit autre chose qu'un abandon à son profit sur le produit de l'octroy d'une somme de 27.747 l. 19 s., sur laquelle elle se propose de faire ensuite des économies qui ne profiteroient qu'à elle seule, tandis que, si ces économies sont possibles, elles doivent profiter à la caisse même de l'octroi, c'est à dire à toute la province. L'opinion de

la commission intermédiaire étant absolument semblable à celle du ministre, elle jugera sans doute convenable de se dispenser d'ouvrir une discussion sur les inconvéniens que présenteroit l'admission d'un tel projet ; elle se contentera d'observer que, sur les objets de dépenses qui sont variables, elle a déjà fait profiter la province des économies qu'une bonne administration devoit lui procurer. » Économies à faire sur les revenus patrimoniaux de la ville d'Amiens. Observations sur le mémoire de la municipalité d'Amiens sur ces différents objets. « Ce mémoire porte sur deux points principaux : le soulagement des malheureux, le maintien de la sûreté et de la tranquillité publique. On expose d'abord que, pendant l'hiver dernier, on assistoit 12.000 pauvres, qu'aujourd'hui le nombre en est accru, et que les facultés de ceux qui pouvoient les soulager sont considérablement diminués ; que pendant tout l'hiver dernier, on a occupé plus de 3.000 ouvriers à des ateliers de charité ; que ces ateliers ont continué pendant tout l'été, et n'ont cessé que lorsque la commission intermédiaire a eu ouvert les travaux du canal.... Le ministre, après avoir annoncé que toutes les dépenses de la ville doivent être acquittées d'abord sur les revenus patrimoniaux, et que ces revenus ne peuvent pas être employés à des actes de bienfaisance, tant qu'il reste des charges à acquitter, après même avoir, conformément à ce principe, fait connoître que les fonds de l'octroi doivent être déchargés jusqu'à concurrence des sommes auxquelles monteront les économies projetées, paroîtroit néanmoins porté à penser qu'il seroit de justice de venir au secours de la ville avec les fonds de la province ; mais cette opinion n'est sans doute fondée que la persuasion où il est que la ville a déjà fait de grands sacrifices, et que la caisse de l'octroi est garnie de fonds considérables ; il est donc nécessaire de le désabuser sur ces deux points principaux, et de lui faire connoître la véritable situation des choses. Il est très vrai, en effet, que la misère est extrême à Amiens, que le malheur du peuple y est à son comble, que, depuis le traité de commerce avec l'Angleterre, un grand nombre de familles d'ouvriers sont sans travail et sans aucuns moyens de subsistances, que cet état désespérant les a porté à des excès très dangereux et très allarmans, qui ont troublé l'ordre et la tranquillité publiques, et qu'enfin il a été établi pour venir à leurs secours des ateliers de charité aux abords de la ville. Mais avec quels fonds ces ateliers ont-ils été alimentés ? Est-ce avec des fonds provenant des deniers patrimoniaux ? non, c'est avec ceux qui leur

ont été accordés par la commission intermédiaire, sur la caisse de l'octroi de Picardie et sur les fonds de charité, d'après l'autorisation du premier ministre des finances ; la ville d'Amiens qui a des revenus très considérables, n'a contribué en rien dans cette dépense ; cette première circonstance mérite sans doute une grande considération. Ce ne seroit sans doute pas une raison pour ne plus venir à son secours, si l'état de la caisse pouvoit le permettre, mais il s'en faut de beaucoup qu'elle soit dans une position assez avantageuse pour cela.... En effet, la commission intermédiaire voyant avec beaucoup de peines que les fonds qu'elle fournissoit pour alimenter les ateliers de la ville étoient gaspillés, qu'il n'y avoit ni ordre ni conduite dans les travaux, que les ouvriers payés à la journée se contentoient de se trouver chaque jour à l'appel, que ce régime ne faisoit qu'entretenir une fainéantise pernicieuse qui se propageoit d'une manière effrayante parmi le peuple, tellement qu'une dépense de 80.000 l. n'avoit pas produit pour 8.000 l. de travaux utiles, qu'enfin les fonds de l'octroi étoient détournés de leur véritable destination, elle a cherché les moyens de les ramener à leur destination primitive, et de les faire servir en même tems de secours aux pauvres de la ville, et sous ce double rapport, elle a demandé à être autorisée à porter les travaux dans la partie basse de la Somme, pour le perfectionnement de la navigation de cette rivière ; elle a pris pour cet effet des mesures concertées avec autant de prudence que les circonstances les lui ont permises ; le ministre est instruit de toutes ces dispositions qu'il est inutile de rapeler ici ; enfin tous les ateliers ont été ouverts, tous les ouvriers qui étoient employés à ceux établis par la ville y ont été reçus, dès qu'ils ont témoigné la volonté de l'être, il n'y a que les fainéans qui s'en soient abstenus, et ceux-là ne méritent aucune considération. Or c'est un point de fait que la commission peut affirmer, que les fonds actuellement en caisse et ceux qui doivent y rentrer seront de beaucoup insuffisans, tant pour subvenir à l'acquit des charges assignées sur la caisse, que pour pourvoir à la confection des premiers travaux déterminés par la commission ; » délibéré, entre autres choses, « de représenter en outre au Conseil que la commission intermédiaire ne peut, sans manquer à la confiance dont la province l'a honoré, et sans abandonner des travaux utiles qui secourent plus efficacement que tous ceux qui pourroient leur être substitués, les pauvres valides d'Amiens, donner les mains à une nouvelle distraction de fonds de la caisse de l'octroy, en faveur de cette ville. » Délits commis sur le canal de la Somme. Travaux à faire aux églises de Seux et de Nielles. Incendie à la chaussée lès Picquigny ; couvertures

en tuiles. Navigation de la basse Somme. Route d'Abbeville à Eu. — P. 258. Séance du 5 décembre. Impositions. Sommereux. Four à chaux et briqueterie à Oisemont, en faveur des incendiés. Banteux. Travaux des routes. Authieulle. Frais de bureau et installation de M. de la Touche, ingénieur, Épidémie de Blancfossé. Détachements du régiment d'Orléans-dragons et des chasseurs de Choisy, envoyés au Crotoy pendant la dernière guerre, pour la surveillance de cette partie de la côte. — P. 270. Séance du 11 décembre. Réception de décrets de l'Assemblée Nationale. Disette menaçante à Montreuil, magasins d'approvisionnements demandés par la municipalité de ladite ville. Impositions. Imprimés pour la levée des soldats provinciaux. Réparations faites à l'école de Nielle. Paiement de deux dragons qui ont été accordés à la paroisse de Bougainville, pour veiller avec les habitants à la conservation des moissons et au maintien de l'ordre. Surveillance à exercer sur les voituriers qui amènent du bois à Amiens demandée par les officiers municipaux de ladite ville, repoussée, attendu les inconvénients que cette mesure pourrait avoir pour l'approvisionnement de la ville. Incendie à la Neuville-Roy. Grains à faire venir d'Amérique. Démission donnée par le sieur Dubois, syndic de Dury, attendu « les difficultés réitérées et même les mauvais propos qu'il essaye » de la part des membre de la municipalité. Demande d'affermier des communes par les officiers municipaux de Guines. Suppléments de salaires réclamés par le second vicaire, les sœurs des écoles chrétiennes et le clerc-lai de Guines. — P. 278. Séance du 18 décembre. Réception de décrets et lettres patentes. Estrées, plantation des chemins, contestation entre le seigneur et les habitants. Dépôt sur le bureau de six plans différents de la division du département d'Amiens envoyés par le duc d'Havré, « qui observe que celui n° 4 a été adopté à l'unanimité ; le calcul ayant été fait du plan, il a été reconnu qu'il ne donnoit que 316 lieues 1/24, au lieu de 328 lieues dont le département devoit être composé, conformément au décret de l'Assemblée Nationale, il a été délibéré d'écrire en conséquence aux députés du bailliage d'Amiens à ladite assemblée. Impositions. Plantation d'arbres sur la route de Doullens à Abbeville. Atelier de charité ouvert au canal de la Somme, entre St-Maurice et Argœuves, plainte de M. Laurent de Lyonnie sur le trop grand nombre d'ouvriers (environ 200) qui y sont admis et qui menace de s'accroître encore. Gages des clercs maîtres d'écoles de Licques et

de Landrethun. Délibération de la municipalité de Licques « relativement à l'invitation à elle faite par les officiers de justice d'Ardres de se rendre en cette dernière ville pour y délibérer sur l'établissement d'une nouvelle administration de département et de districts ; par cette délibération ladite municipalité réclame l'établissement d'un district à Licques, qui seroit composé de 17 tant villages que hameaux, dont les plus éloignés n'en seroient distans que de six quarts de lieues,.... délibéré de marquer à ce bureau (de Calais) que la municipalité de Licques peut se pourvoir par-devant l'Assemblée Nationale, pour obtenir le district qu'elle désire. » Mesures à prendre pour empêcher les inondations du bas Calais. Villers-St-Christophe. Pépinière royale au faubourg de Noyon d'Amiens. Travaux des routes. — P. 289. Séance du 24 décembre. Réception de décrets et lettres patentes. Impositions. Paiement des trois cavaliers de maréchaussée et du détachement de cavalerie envoyés à Lihons pour la sûreté du canton. Contribution patriotique. Travaux des routes. Couvertures en tuiles à Oisemont. Pépinière royale de Vermand. Réparations des écluses, ponts, canaux, etc. de St-Josse-sur-Mer réclamées par le baron de Torcy ; seigneur dudit lieu. Réparations à l'église de Vercourt. Incendie causé par la foudre du 13 juillet 1789 à Barleux. Incendie à Pys, couvertures en tuiles. Canal de St-Valery. Incendies à Éclusiers et à Suzanne. Atelier de charité à Sailly. Incendie de Sélincourt. — P. 301. Séance du 31 décembre. Contribution patriotique. Impositions. Incendie d'Oisemont. « Sur les réclamations formées par divers propriétaires de terrains sur lesquels est creusé le nouveau canal de la basse Somme aux abords de la ville d'Amiens, la commission sentant toute la justice de ces réclamations qui alloient s'opposer à la continuation des travaux qui procuroient la subsistance des pauvres ouvriers de cette ville, a délibéré, vu l'absence du sieur Laurent de Lyonne, directeur du canal, de l'envoyer quérir par un exprès à Péronne, chargé de la ramener à Amiens le samedi 2 janvier prochain, aux fins de concerter les moyens de concilier les intérêts des réclamans avec la nécessité de continuer à occuper les pauvres ouvriers ; il a été à ce sujet écrit au sieur Duquesne, inspecteur dudit canal, de se rendre ledit jour 2 janvier à l'assemblée de la commission, dans le cas où ledit sieur Laurent de Lyonne ne seroit pas arrivé. » Travaux de dessèchement du Calais et de l'Ardresis. Vicaire de Villers-Campsart. Réceptions de décrets et lettres patentes. Lettre des députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, relativement à la navigation de la basse Somme et aux travaux de charité. Route de Calais à Desvres, observations par le sieur Grandclas, inspecteur des

ponts et chaussées du département de Calais. Travaux des routes. Bouvresse. St-Josse-sur-Mer. Incendie du 21 décembre à Bouquehault en Calais. Lettre des députés du bailliage d'Amiens, sur les grains à faire venir de l'étranger. Sur des grains fournis par plusieurs particuliers aux officiers municipaux de Guines. Délibération de la municipalité de Nouvelle-Église, « qui, en exposant que le nommé Charles-Joseph Clément, orphelin, âgé de quatre ans, n'a hérité d'autres biens de ses parens qu'une maison située à Camiers, dont on ne retire que dix livres de loyer annuel ; que cet enfant n'ayant aucun parent qui puisse lui procurer le nécessaire, la municipalité a arrêté de lever sur les habitans les plus aisés de Nouvelle-Église, une somme de 72 l. pour la nourriture et entretien de cet enfant, et a chargé le syndic de ce lieu de faire le nécessaire pour que, dans le cas où ledit Clément vint à mourir en bas âge, la communauté pu être autorisée à se pourvoir par-devant les juges compétens, à l'effet de reprendre sur son bien les sommes qui auroient été fournies à ses besoins, pour être ces sommes employées au soulagement des pauvres de cette paroisse ; vu l'avis du bureau intermédiaire de Calais, Montreuil et Ardres, considérant qu'elle n'a pas le pouvoir d'autoriser aucune imposition, la commission a délibéré de faire connoître ce motif audit bureau intermédiaire, en lui recommandant d'exhorter ladite municipalité à faire volontairement une contribution en faveur dudit Clément. » Octroi de Picardie. Plantations sur les routes du département de Péronne. Augmentation de traitement accordée au sieur Berville, secrétaire, et traitements des autres employés de la commission. 1790. — P. 314. Séance du 8 janvier. Impositions. Secours et décharges réclamés par la ville de Bray, « qui a souffert toutes les calamités les plus grandes, depuis le funeste orage du 13 juillet 1788. » Contestation entre Molliens en Beauvoisis et Monceaux l'Abbaye, au sujet de la limitation de leurs territoires respectifs. Incendie d'Oisemont. Sur un mémoire des syndic et habitans de la paroisse Notre-Dame de Boves, représentant « que la misère qui règne dans ce village est effrayante, qu'ils auroient désiré pouvoir employer le grand nombre d'ouvriers qui sont sans travail, mais que la modicité des fonds de charité qui leur ont été accordés ne le leur permet aucunement ; » autorisés à les employer à la réparation d'un chemin déjà pratiqué dans le marais de Boves, entre ce village et Cagny. Demande de logement aux frais de la province par le chevalier du Tertre, commissaire ordonnateur des

guerres de la division de Picardie ; renvoyé à la prochaine assemblée générale. Loyer des chaises pour l'assemblée du bailliage dans l'église des Cordeliers. Ormes à planter au calvaire de la voirie d'Amiens. Canal de St-Valery. Observations du bureau intermédiaire du département de Calais relativement aux impositions de 1790, avec les réponses de la commission. — P. 326. Séance du 15 janvier. Réception de décrets et lettres patentes. Impositions. Incendies à Suzanne. Portion congrue réclamée par le sieur Douchet, curé de Lignières, pour la cure de la commanderie d'Oisemont. Couvertures en tuiles. Casernes d'Ardres. Canal de la Somme. Octroi de Picardie. Canal de St-Valery. Travaux des routes. Incendies à Tilloloy et Forceville. — P. 340. Séance du 22 janvier. Contribution patriotique. Épidémie de Franvillers. Pépinière royale d'Amiens. Canal de la Somme. Marquenterre. Réception de lettres patentes et décrets. Travaux des routes. Impositions. Nouveaux officiers municipaux à nommer à St-Quentin. — P. 348. Séance du 29 janvier. Impositions. Grêle du 13 juillet 1788. Mémoire « par lequel la veuve Hommassel et son fils, entrepreneurs de manufacture à Abbeville, demandent par forme de secours, un prêt de 60 à 70.000 l. au gouvernement, sans intérêts, pendant quatre à cinq ans, pour soutenir leur manufacture et être à portée de faire travailler un grand nombre d'ouvriers qui seroient réduits à la plus grande misère, s'ils étoient contraints de cesser subitement leurs travaux, » communiqué au bureau intermédiaire d'Abbeville, pour éclaircissements et avis. Incendie à St-Sauflieu, couvertures en tuiles. Id. chez le sieur Warnier, le jeune, fabricant de papier à Ailly sur Noye. Entretien des canaux, ponts et écluses du Calais. Canal de la Somme. Entretien de l'hôtel de Cerisy à Amiens. Lettre du bureau intermédiaire d'Abbeville, tendant « à être autorisé à augmenter le prix des ouvrages qui s'exécutent par les ouvriers de la manufacture dans la partie du canal de la Somme qui est aux abords de la ville d'Abbeville, de crainte que les ouvriers rebutés par un travail pénible et peu lucratif, cessent les travaux et rejettent par là cette ville dans les embarras qu'on a cherché à éviter ; » refusé. Mandat de 249 l. 18 s. au profit du sieur Naudé-Tattegrain, marchand épiciercirier, pour fourniture de bougies et chandelles depuis le 11 septembre précédent. Réception de lettres patentes et décrets. Travaux des routes. Gratification de 120 l. à M. Grandclas, inspecteur des ponts et chaussées du département de Calais, relativement à des réparations d'églises et presbytères. Canal de St-Valery. Réparations à l'église et au presbytère de Cocquelles. — P. 359. Séance du 5 février. Contribution patriotique.

Impositions. Couvertures en tuiles. Épidémie de Franvillers. Canal de la Somme. Tourbages dans les marais du Petit-St-Jean. Paiement de deux soldats du régiment de la Couronne, qui ont séjourné à Hénencourt pour veiller à la conservation des moissons. Fournitures faites à l'assemblée provinciale par Caron, imprimeur à Amiens. Travaux préparatoires pour l'organisation des municipalités. Troubles à Villers-St-Christophe. Nesle-l'Hôpital. Refus par la meunière de Bergicourt de moudre des grains à prix d'argent. Navigation de la Somme entre Amiens et Abbeville. Ponts et chaussées. Canal de St-Valery. Gratification de 200 l. au sieur Hébert, sous-ingénieur, chargé des réparations d'églises et presbytères dans le département de Montdidier. Atelier de charité à Montdidier. Épidémie du Petit-St-Jean. Association civique d'Amiens : « Examen fait du mémoire adressé le 23 décembre 1789 à M. Necker... par les commissaires de l'association civique de la ville d'Amiens, et des pièces y jointes :... la commission croit, avant de donner l'avis qu'on lui demande, devoir observer que l'association civique s'est formée sous les seuls auspices de M. Dagay, intendant de la province, et de MM. les officiers municipaux, que la commission n'a point été appelée aux différentes assemblées tenues à l'hôtel-de-ville, que les membres résidans à Amiens ont seulement été convoqués individuellement et par billet particulier, comme les autres citoyens, et qu'enfin les deux procureurs syndics et le secrétaire greffier sont du nombre des souscripteurs ; d'après cette observation préliminaire, elle estime que la demande des commissaires de l'association civique est juste et bien fondée. Sur l'invitation des officiers municipaux, et en présence du commissaire départi dans la province, des citoyens en grand nombre se sont réunis à l'hôtel-de-ville les 13 et 15 juin 1789, pour aviser aux moyens de préserver leurs concitoyens de la disette : l'art. 1^{er} de l'acte de l'association porte qu'ils seront unis sous le nom de société civique, à l'effet de procurer autant et aussitôt qu'ils le pourront tous les grains nécessaires pour la subsistance de la ville d'Amiens et de ses environs jusqu'au 1^{er} septembre 1789 ; l'acte a été souscrit de plus de cent actionnaires, les actions ont été fixées à 5.000 l. Deux négociants ont été députés l'un en Angleterre, l'autre en Hollande, pour procurer à l'association civique la plus grande quantité de grains possible : ils n'ont pu obtenir chez l'étranger que de menus grains tels que seigle et pabelle, le blé que s'est procuré l'association leur a été cédé par des négo-

cians français. Les associés ont dû compter sur les dangers de la mer et sur la baisse que l'approche de la moisson pouvoit occasionner dans le prix des grains ; ces risques sont les seuls qu'ils aient dû et voulu courir, mais ce n'est aucune de ces causes qui a occasionné la perte de plus de 300.000 l. dont ils demandent l'indemnité. Les inquiétudes du peuple sur sa subsistance s'étoient manifestées, dès le mois de mars, par des attroupemens séditieux ; au mois de juillet, l'insurrection étoit à son comble, les factieux se portèrent en foule et armés à l'hôtel-de-ville ; après d'inutiles négociations, les officiers municipaux, aux plus grands dangers, furent obligés d'accorder au peuple une baisse de près de moitié sur le prix du blé, et plus de moitié sur le prix de la pabelle, le blé valoit alors et depuis longtems entre 10 à 11 l. le septier, et la pabelle 7 l. 8 s. ; l'ordonnance des officiers municipaux rendue, imprimée, publiée et exécutée le 14 juillet, porte : « Attendu les besoins du peuple, nous avons ordonné que la pabelle ne sera vendue jusqu'au 1^{er} septembre que sur le pied de 3 l. le septier, et le bled, 6 l. le septier, *sauf l'indemnité* des propriétaires. » Voilà la vraie, la principale cause de la perte immense qu'éprouvent les actionnaires de la société civique : c'est le baissement forcé du prix de leurs grains qu'une ordonnance de police les a obligé de vendre plus de moitié au-dessous du prix d'achat : il leur est donc dû une indemnité ; ils auroient droit de la réclamer, quand bien même elle ne leur auroit pas été promise, à plus forte raison sont-ils fondés à la demander, lorsque le baissement du prix des grains n'a été ordonné que *sauf l'indemnité des propriétaires*. » Quant à cette indemnité, l'état de détresse absolue où se trouve la ville d'Amiens ne lui permet pas de la supporter ; on ne peut pas la prendre sur l'octroi de Picardie, ni sur la contribution patriotique ; « le produit de l'imposition que payeront les cy-devant privilégiés par forme de supplément pour les six derniers mois 1789 n'est destiné ni à couvrir le déficit ni à acquitter les charges ordinaires de l'État ; l'art. III du décret du 26 septembre porte que les sommes provenant des rôles de supplément seront destinées à être réparties en moins imposé sur les anciens contribuables en 1790 dans chaque province : c'est le peuple qui a profité de la baisse dans le prix des grains de l'association civique, et c'est cette baisse qui a causé cette perte dont les associés demande qu'on les indemnise : c'est donc sur le produit des rôles de supplément qu'on peut assigner l'indemnité due aux actionnaires : toute la province a profité de proche en proche des approvisionnement procurés par l'association civique, le produit des rôles ne doit pas s'appliquer divisément à chaque paroisse de la

généralité, mais spécialement dans les endroits et aux personnes qui ont le plus souffert ; c'est donc sur le produit des rôles de supplément de la province que peut être assignée l'indemnité que nous croyons les actionnaires de l'association civique fondés à réclamer, jusqu'à concurrence de ce qui excède la perte, à raison de cinq pour cent que chaque actionnaire doit supporter sur le montant de chaque action. » — P. 373. Séance du 12 février. Impositions. Donqueur et le Plouich. Incendie d'Oisemont. Couvertures en tuiles. Gratification aux cavaliers et dragons envoyés à Lihons. Ateliers de charité d'Amiens. Frais occasionnés par la capture du nommé Malézieux, détenu pour cause de folie dans les prisons du dépôt d'Amiens. Réception de décrets et lettres patentes. Délit commis dans les bois du Saulchoy sous Domeliers. Contribution représentative de la corvée. Travaux des routes. Épidémie de Longpré lès Amiens. École vétérinaire d'Alfort. — P. 380. Séance du 19 février. Contribution patriotique. Réception de décrets et lettres patentes. Vente du sel. Impositions. Dromaisnil. Décharges et modérations de capitation. Gratifications aux brigades de maréchaussée. Incendie à Nouvion, couvertures en tuiles. Hydrophobie sur les troupeaux de Dourier et du Pont-de-Metz. Canal de la Somme. Question de savoir si la commission intermédiaire peut approuver comme elle l'a fait jusqu'à présent en exécution des anciens réglemens, toutes les dépenses des communes non excédant 500 l. et en ordonner l'imposition sur les habitants des paroisses. Fourniture de papier par M. Wallois, libraire. Labroye et Brandicourt. Travaux des routes. Épidémie de Gentelles. École vétérinaire d'Alfort, Nocq fils. — P. 394. Séance du 26 février. Impositions. Contribution patriotique. Incendie à Villers-Campsart. Balinghem, usurpation de marais. Travaux des routes. Reconstruction du pont d'Ailly sur Somme. Épidémie de Longpré lès Amiens. Canal de la Somme, rapport de M. Delahaye sur les indemnités à payer aux propriétaires expropriés. — P. 401. Séance du 2 mars. Association civique d'Amiens, vérification de ses comptes, réclamation de M. Jourdain de l'Éloge. Bray sur Somme. Ravages de la grèle trois fois en sept années à Gratibus, Boussicourt, Marestmontiers et Bouillancourt. Incendie à Manancourt. — P. 406. Séance du 5 mars. Impositions. Difficultés entre M. de Belloy, seigneur de Dromaisnil et la communauté dudit lieu. Incendies à Roiglise, à St-Riquier. Ateliers de charité d'Amiens. Épidémies de Saleux et

Salouel. Octroi de Picardie. Canal de la Somme. Greffier de Merlimont. Réception des lettres patentes sur décrets qui prohibent les vœux monastiques. Travaux des routes. Construction du pont de Querrieux. Translay. — P. 416. Séance du 10 mars. Impositions. Assassinat de Jean-Baptiste Thuillier, de Vignacourt, sur la route de Lyon à Paris. Incendie à Canny. Réception de décrets et lettres patentes et d'une adresse de l'Assemblée Nationale aux Français, accompagnée d'une lettre des députés du bailliage d'Amiens. Réparations à faire à un pont sur la Somme près de Corbie. — P. 420. Séance du 12 mars. Ateliers de charité d'Amiens. Impositions. Couvertures en tuiles. Saint-Saufliou. Ventes d'arbres. Refus par l'ancien syndic de Bernaville de remettre à la nouvelle municipalité les clefs de la maison commune. Travaux des routes. Canal de Picardie. Épidémie de Cormeilles. Rencloture des molières du Marquenterre. Navigation de la basse Somme entre Amiens et Abbeville ; ateliers de charité demandés. — P. 430. Séance du 15 mars. Impositions. Coisy. Travaux des routes. Contribution patriotique. Canal de St-Valery. Réparations à faire aux digues, ponts et écluses du Calais. Bureau des pauvres de Calais. Réparations à l'école de Nielles. — P. 437. Séance du 19 mars. Impositions. Incendie à Estreboeuf. Avelesges et Aumont. Haute paie pour le détachement de Berry résidant à Fins. Canal de St-Valery. Augmentation de traitement demandée pour MM. Maisnel, procureur-syndic et Dequen, secrétaire du bureau intermédiaire d'Amiens. Réclamation de la communauté de Rogy-la-Grandville contre son incorporation au district de Montdidier. Réclamations contre la nomination des nouveaux officiers municipaux d'Écuire. Ponts et chaussées. Ateliers de charité. — P. 447. Séance du 25 mars. Impositions. Réparations et reconstructions des églises, presbytères, etc. Les Autheux. Incendie à Contay. Caserne de Forest-montiers. Contribution représentative de la corvée. Réclamation sur la formation irrégulière de plusieurs municipalités. Incendie d'Oisemont. Canal de la Somme. Contribution patriotique. Incendie et grêle à Rollot. Incendie à Luheux. Inondation à Cahon. — P. 456. Séance du 26 mars. Mémoires présentés par l'abbaye de Corbie et le chapitre d'Amiens, relativement aux difficultés que présente le décret de l'Assemblée Nationale du 23 janvier 1790, relativement à l'acquit des décimes, etc. Impositions. Nampty. Canal de la Somme. Mémoire « par lequel les habitans du village de Rambure, département d'Amiens, exposent que leur village est composé de deux parties : l'une bailliage et l'autre Ponthieu, lesquelles ont eu jusqu'à présent leur administration particulière ; que les fonds régis par ces deux coutumes sont mêlés les uns

dans les autres, et que le tout ne forme qu'un seul et même territoire ; pourquoi, et attendu les difficultés qu'il y auroit de distinguer les parties Ponthieu de celles qui sont bailliage et de former deux rôles particuliers, ils demandent que les habitants de la partie Ponthieu soient tenus de se réunir à eux, pour ne former qu'une seule et même municipalité, laquelle sera chargée de faire un seul et même rôle, qui comprendra le montant des impositions que la paroisse doit acquitter tant à Amiens qu'à Abbeville ; » autorisé. Salouel. Travaux des routes. Canal de St-Valery. Travaux de charité à Amiens. Épidémie de Cormeilles. Lihons. — P. 463. Séance du 31 mars. Contribution patriotique. Impositions. Long sur Somme. Embreville. Ursulines d'Abbeville. Couvertures en tuiles. Canal de la Somme. Hôtel de Cerisy à Amiens. Canal de St-Valery. Sur l'organisation de la nouvelle municipalité de St-Quentin. Demande par la municipalité de Berny d'être conservée dans le district d'Amiens. Travaux des routes. Secours aux ouvriers sans travail. Lihons. Épidémies de Pierregot, Molliens au Bois, Cormeilles, Montigny-Villaincourt.

P. 475. Séance du 3 avril. Éclaircissements demandés à l'Assemblée Nationale par le sieur Vatin, curé et maire de Remaucourt, relativement aux principes de la cotisation pour la propriété, etc. Impositions. Ateliers de charité à Montdidier. Épidémie du Saulchoy. Canal de St-Valery. Réception d'une ordonnance de la maîtrise d'Amiens portant règlement sur la chasse. Travaux des routes. — P. 480. Séance du 9 avril. Impositions. Mémoire de la commune de St-Valery apporté par MM. de Rivery et Dubrun, députés de ladite ville, contenant des représentations sur le taux auquel sont portées leurs impositions, comparativement aux autres contribuables de la généralité. Impositions. Pissy. Réparations à faire au château d'eau d'Amiens. Réception de décrets et lettres patentes. Neuville et Ransart. Incendie d'Oisemont. École vétérinaire d'Alfort, le sieur Charles-Éléonore Nocq, fils du sieur Nocq, maréchal-vétérinaire à Amiens, y envoyé aux frais de la province, en considération des longs services de son père. Incendie au faubourg St-Gilles de Roye. Lihons. Canal de la Somme. Travaux des ponts et chaussées, ports maritimes, etc. Contribution représentative de la corvée. Canal de St-Valery. Épidémie de Montigny. — P. 505. Séance du 16 avril. Impositions. Contribution patriotique. « Mémoire par lequel le sieur Louis Gignon, fermier de la ferme de Ruffigny, expose que cette ferme, quoique enclavée dans le territoire du bourg

d'Ault, département de Neufchâtel, a toujours été comprise dans le département des impositions de l'élection d'Amiens, avec la paroisse de Croix-au-Bailly, et toujours imposée au rôle de cette paroisse, » etc. Commanderies de l'ordre de Malte. Flibeaucourt. Incendie d'Oisemont. Incendies à Tilloloy et à Forceville. Tourbages à Longueau, Beauvoir-Rivière. Bois et forêts domaniaux et ecclésiastiques. Dissensions dans la commune de Longpré-les-Corps-Saints. Bureau de charité de Doullens. Demande de réunir les fermes de Favières à la municipalité de Flesselles. Contestation entre la municipalité de Bernay et le chapitre de St-Vulfran d'Abbeville. St-Acheul. Ateliers de charité à Doullens. Incendie de la plus grande partie du bourg de Crève-cœur ; secours de 15.000 l. accordé par le Roi. « Mémoire par lequel la veuve Hommassel et fils réclament un prêt de 60 à 70.000 l. pendant cinq années, pour les aider à soutenir leur manufacture de draps fins qui occupent 5 à 600 ouvriers dans ladite ville d'Abbeville, » renvoyé au ministre, « en le prévenant que les fonds de la province ne peuvent contribuer en rien au prêt réclamé. » Travaux des routes. Contribution représentative de la corvée. Canal de la basse Somme. Epidémie de Warlus. Pont de Querrieux. — P. 521. Séance du 23 avril. Réception de décrets et lettres patentes. Contribution patriotique. Impositions. Envoi par le ministre d'un mémoire « par lequel la dame de Cussac demeurante à Nesle, demande des secours en considération de son grand âge et de l'extrême misère où différens malheurs l'ont réduite ; il a été observé que Nesle n'est point du ressort de l'assemblée de Picardie. » Grêle du 13 juillet 1788. Travaux des routes. Incendie de La Chaussée. Canal de la basse Somme. Paiement des détachements de troupes envoyés à Villers-Outreau. Brigade de maréchaussée de Doullens. Réclamation de la municipalité d'Amiens apportée par MM. Degand, maire, Bettefort et Flesselles, députés de ladite municipalité, contre la nomination faite par la commission provinciale, du sieur Rousseau, à la place de directeur des fontaines publiques. Contestation entre les villages de Sequehart et de Levergies, au sujet des terres de l'ancienne ferme de Senancourt. Beauvoir-Rivière. Incendie à Neuville-St-Amand. Canal de St-Valery. — P. 534. Séance du 30 avril. Contribution patriotique. Impositions. « Lettre par laquelle M. Langlet, receveur des décimes, à qui la commission intermédiaire avoit demandé une copie des départemens des chambres ecclésiastiques diocésaines, répond qu'il n'en a jamais été fait ; qu'il se contentoit d'ouvrir tous les ans un nouveau registre contenant les états des bénéfices sujets aux impositions des décimes avec la somme à laquelle il

étoit imposé, sans être aucunement question des revenus, que ce registre étoit visé par M. l'évêque, et paraphé par deux conseillers députés de la chambre ecclésiastique par lui choisis, et que, lorsqu'il survenoit une augmentation, elle se faisoit au marc la livre de l'imposition. » Calais. Contestation entre les municipalités de Barleux et d'Eterpigny sur la démarcation des limites de leurs territoires respectifs. Ferme d'Hucleux. Canal de St-Valery. Epidémie de Longpré lès Amiens. Plainte par M. Rousseau, ingénieur, de ce que les officiers municipaux d'Amiens ont nommé le sieur Malivoir directeur des fontaines publiques à sa place. Reconstruction du clocher de l'église de Franvillers. Neslette. Bougainville. Réception de décrets et lettres patentes. Montgérain. Travaux des routes. Dessèchement du Calaisis et de l'Ardresis. Travaux de charité de la communauté de Neuville. — P. 554. Séance du 7 mai. Contribution patriotique. Impositions. Secours de 4.000 l. accordé par le Roi, pour aider les habitants de Resson à reconstruire leurs maisons incendiées par la foudre le 12 avril. « Adresse des habitans d'Aumâtre à l'Assemblée Nationale, par laquelle ils offrent à la patrie, pour et au nom de tous ceux qui ne jouissent pas de 400 l. de revenus nets, le don patriotique, libre et volontaire de la somme de 662 l. 6 s., montant du rôle de supplément des cy-devant privilégiés possédant fonds dans la paroisse pour les six derniers mois 1789. » Offrande patriotique de 7021.5 s. par la commune de Gentelle. « La commission, sur la demande qui en a été faite par M. le comte de Gomer, procureur-syndic provincial, a expédié au nom de MM. les députés du département de la Somme à l'Assemblée Nationale, un mandat de 96 l. sur les fonds libres de la capitation de 1790, pour le remboursement des frais de gravure de la carte dudit département. » Lecture d'un mémoire de M. Dejean sur la navigation de la Somme. Canal de la Somme. Canal de St-Valery. Travaux de charité d'Hornoy. Caulières. La Faloise. Réception de décrets et lettres patentes. Dessèchement de l'Ardresis. Epidémies d'Esclainvillers, de Gentelles. Ponts et chaussées. Pont de la Vicogne. Canal de St-Valery. — P. 572. Séance du 14 mai. Contribution patriotique. Impositions. Ferme du grand et petit Selve. Ferme d'Hucleux. Ferme de l'abbaye de Moreaucourt des champs. Compensations accordées. Incendie de Selincourt, couvertures en tuiles ; état fait par le sieur Caron, architecte à Hornoy. Epidémie de Frettecuisse. Octroi de St-Valery. St-Saufliou. Mandats délivrés aux secrétaires provincial et des départemens. Réception de décrets et lettres

patentes. Demande de réunion de Rambures-bailliage avec Rambures-Ponthieu. Buyon. Travaux des routes. Prestation des chemins. Epidémies de Pierregot et de Molliens au Bois, — etc.

C. 2015. (Registre.) — In-fol. 208 pages, papier.

1790. — Délibérations de la commission intermédiaire. — P. 1. Séance du 21 mai. Contribution patriotique. Impositions. Canal de St-Valery. Réception d'un mémoire de MM. Morgan, père et fils, V^c Alexandre, Cannet et compagnie, négociants à Amiens « contenant le projet en cette ville d'une caisse pour l'échange journalier des petits assignats contre du numéraire » ; appui donné à ce projet. Procès entre la municipalité d'Epléssier et la demoiselle Collette, Sœur d'école d'Oisemont. Compensations accordées à divers. Epidémie de Pierregot. « Opposition faite le 5 janvier dernier, à la requête du comité municipal de la ville, faubourg et banlieue de St-Quentin, entre les mains du directeur des aides de ladite ville, à ce qu'il ne se dessaisisse pas des deniers qu'il a en sa possession, provenans de l'octroi de 20 s. par velte d'eau-de-vie, dont il a fait la perception et recette, desquels deniers ils entendent lui demander compte ; sur quoi la commission a délibéré d'adresser copie de cette délibération au ministre, en lui représentant que cette arrestation de deniers est très préjudiciable à la province, en ce qu'elle force l'interruption des travaux, et aux particuliers, parcequ'il est dû à un grand nombre de propriétaires des indemnités qu'il seroit juste et convenable de payer. » Canal de la Somme. Contribution représentative de la corvée. Dessèchement du Calais. Travaux des routes. Incendie de Crèveœur. Warsy. Lettre du contrôleur général au sujet de la demande de prêt faite par la veuve Hommassel et fils d'Abbeville, pour relever leur manufacture, demandant « de lui indiquer les moyens de leur procurer quelques secours.... délibéré de répondre à ce ministre que, pour avoir des éclaircissemens positifs à ce sujet, la commission a écrit au bureau intermédiaire d'Abbeville, qui lui a rendu les meilleurs témoignages sur l'activité, l'attention et la vigilance de ces entrepreneurs auxquels, malgré la faillite qu'ils venoient d'essuyer, on ne pouvoit reprocher aucun défaut de probité, que, si le secours en question étoit refusé, un grand nombre d'ouvriers se trouveroit sans travail et viendroit augmenter le nombre des infortunés qui n'est déjà que trop considérable à Abbeville, où les habitans ont été chargés d'un doublement de capitation pour donner du travail à ceux qui en manquoient ; que, d'après ces motifs, la commission regardoit le sieur Hommassel et fils dignes de la bienfaisance du gouvernement, qui ne pourroit

cependant procurer les avantages proposés par les supplians, qu'autant que ces secours seroient d'une certaine importance. » Lettre du sieur Joly, maire de Beauquesne, « qui demande l'autorisation de la commission pour forcer le sieur Thuillier, laboureur en ce lieu, à faire le service de la garde nationale établie en cette paroisse, auquel il se refuse constamment, et contre lequel la municipalité a prononcé une sentence qui le condamne en l'amende ; sur quoi il a été délibéré de renvoyer le réclamant à se pourvoir par-devant l'Assemblée Nationale. » — P. 24. Séance du 28 mai. Contribution patriotique. Impositions. Epidémie de Gentelles. Impressions faites pour l'intendance en 1789 par le sieur Caron, imprimeur du Roi à Amiens. Fonds de charité. Canal de la Somme. Canal de St-Valery. Reconstruction de la nef de l'église de Villers aux Erables. Contribution représentative de la corvée. Réception de décrets et lettres patentes. « Lettre par laquelle M. Marduel, curé et maire d'Airaine, sollicite de la commission une décision qui oblige le préposé du seigneur à louer à la municipalité du lieu les poids et mesures étalonnés nécessaires pour le service du marché. » Travaux des routes. Dessèchement du Calais. Compensations accordées. — P. 46. Séance du 4 juin. Contribution patriotique. Impositions. Incendie du presbytère de Villers-Campart au mois d'août 1789. Fermes de Septenville et de Belle-Eglise. Cours public de meunerie et de boulangerie à Amiens par M. Lapostolle. Canal de la Somme. Réparations aux églises et presbytères. Approbation des dépenses locales de différentes paroisses. Cayeux. « Lettre par laquelle M. le contrôleur général des finances marque à la commission qu'il auroit désiré pouvoir seconder l'intérêt qu'elle prend à M. Lefrancq père, contrôleur des vingtièmes à Calais, et lui procurer la place de contrôleur principal des vingtièmes de la généralité d'Amiens, mais que les motifs qu'il a déjà fait connoître à la commission ont déterminé l'administration à n'opérer aucun changement dans cette partie. » Mise sur le bureau d'une « copie d'une décision de la municipalité de l'Etoile, nommée arbitre entre les municipalités de Ville-Saint-Ouen et Flixecourt. Canal de la Somme. Blangy sur Somme. Travaux des routes. Dessèchement et navigation de l'Ardrèsis. Compensations accordées. — P. 67. Séance du 11 juin. Contribution patriotique. Impositions. Octroi de Picardie, situation de la caisse. Frais d'administration de l'année 1789. Bouquemaison. Réception de décrets et lettres patentes. Difficultés survenues entre les municipalités de Fles-

selles, d'une part, Naours et Havernas, de l'autre, relativement à la démarcation des limites de leurs territoires respectifs. « Mémoire par lequel la municipalité d'Harcelaine se plaint que le sieur curé dudit lieu affecte de contrevenir aux réglemens concernant le service divin, qu'il ne dit la messe les dimanches et fêtes qu'à midi, et l'office du soir extrêmement tard, ce qui met les habitans de cette paroisse dans la plus grande gêne,.... la commission considérant que la réclamation de la municipalité d'Harcelaine ne peut regarder l'administration, a arrêté de la renvoyer à se pourvoir contre le curé dudit lieu par-devant l'ordinaire diocésain. » Difficulté entre la paroisse de Soreng-Bazinval et celle de l'Épinoiy. Talmas. Contribution représentative de la corvée. Travaux des routes. Incendie à Ressons. « Mémoire par lequel le sieur Clément Desprez réclamoit les secours du gouvernement, pour continuer et perfectionner l'établissement d'une fabrique d'alun à Monchy-Humières, près Compiègne. » Navigation de la basse Somme. Compensations accordées. — P. 91. Séance du 18 juin. Impositions. Contestation entre la municipalité de Quevauvillers et celle de Moyencourt, au sujet des limites respectives de leurs territoires. « Mémoire présenté à l'Assemblée Nationale, sous les noms des officiers municipaux de Quevauvillers, Pissy, Cléry et autres paroisses au nombre de 60, par lequel on expose que toutes ces paroisses ont été privées en 1789 de toute espèce de récolte, des ressources habituelles du commerce, et sont entièrement dénuées de numéraire. » Gratification pour couverture en tuiles au sieur Warnier, fabricant de papier à Ailly sur Noye. Mandat de 1,030 l. au profit des sieurs Debray, négociant ; et Jourdain de l'Éloge, députés auprès de l'Assemblée Nationale, pour y discuter les objets qui intéressent le commerce, et de 241 l. 6 s. 3 d., au profit de M. Crépin, procureur au parlement de Paris, pour les frais de la postulation dont il a été chargé en 1786 par l'administration du canal de la Somme, dans l'affaire intentée par le curé de Cizancourt aux fermiers du canal, relativement au refus de payer la dîme sur les digues dans les marais et étangs de St-Christ. Canal de la Somme. Frais d'administration de diverses municipalités. Buse à construire à la tête du canal de St-Valery. Travaux des routes. Incendie de Selincourt. Compensations accordées. — P. 107. Séance du 23 juin. Remise des titres à faire aux administrateurs du district de St-Quentin, « délibération prise par les administrateurs du district de cette ville, contenant la demande de par eux faite audit bureau intermédiaire de la remise de tous les titres, papiers et renseignemens qu'ils

avoient en leur possession, ladite demande fondée sur la teneur de l'art. 8 du décret de l'Assemblée Nationale du 22 décembre dernier » ; et extrait d'une délibération du bureau intermédiaire de St-Quentin, « qui demande à la commission l'autorisation convenable pour la remise dont il s'agit, en observant à la commission qu'il existe plusieurs villages qui ont toujours été du département ou de l'élection de St-Quentin, et qui, suivant la nouvelle division, se trouvent maintenant du ressort des districts de Péronne et de Cambrai, où les nouvelles administrations ne sont pas encore formées, ledit bureau intermédiaire se trouvoit dans la nécessité de rester en fonction au regard de ces paroisses, enfin qu'aux termes des instructions sur le susdit décret, p. 55, il doit être nommé des commissaires par les nouvelles administrations de département d'une même province, pour se réunir dans la ville où étoit le siège de la précédente administration, à l'effet de s'occuper entre autres choses de mettre à fin les anciennes affaires ;.... lettre de MM. les députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, en réponse à la question cy-dessus, dont la solution leur a été demandée.... Statué de répondre au bureau de St-Quentin » qu'il n'y a aucune difficulté de faire la remise desdits papiers, à l'exception de ceux qui concernent les communautés qui n'entrent pas dans ce district, et pour lesquelles le bureau intermédiaire de St-Quentin continuera à fonctionner. Impositions. Travaux des routes. — P. 109. Séance du 25 juin. Contribution patriotique. Impositions. Incendie d'Hardivillers. Épidémies de Gentelles, Fricamps, Petit St-Jean, Longpré les Amiens, Pierregot, Montigny. Gratification de 150 l. aux cavaliers de maréchaussée, pour service extraordinaire. Emprunts faits par la ville d'Amiens en 1740, pour acquisition de grains. Réception de décrets et lettres patentes. La municipalité de Buire renvoyé par-devant les juges compétents, « sur sa réclamation tendante à être autorisée à rentrer en possession de la maison qu'elle prétend lui appartenir, occupée par Pierre Pidoux, pour en destiner l'usage à la tenue de ses assemblées. » Lettre par laquelle M. Necker « témoigne ses regrets de ne pouvoir venir au secours de la maison de la veuve Hommassel et fils, manufacturiers de draps à Abbeville. » Canal de la Somme ; indemnités aux propriétaires expropriés. Envoi par M. Dejean de deux plans pour être joints au mémoire précédemment envoyé par lui sur la navigation de la Somme. Canal de St-Valery. Travaux des routes. Grêle du 13 juillet 1788. Fonds de charité accordés au dépar-

tement de Doullens pour 1789. Compensations accordées.

P. 134. Séance du 2 juillet. Impositions. Contribution patriotique, Incendie de Crèvecœur, couvertures en tuiles. Contestation entre Fay les Hornoy et Thieulloy-l'Abbaye. Épidémie de Corneilles. Incendie à Villers-Campsart. Canal de la Somme. Hôtel Cerisy à Amiens. Établissement d'un marché sollicité par la communauté d'Hangest en Santerre, renvoyé par-devant le nouveau département. Frais d'administration de diverses communautés. Réception de décrets et lettres patentes. Ponts et chaussées, ports maritimes et navigation. Canal de St-Valery. Travaux des routes. Logement et frais de bureau de l'ingénieur en chef. — P. 146. Séance du 9 juillet. Contribution patriotique. Impositions. Incendie à Gamaches. Modérations et décharges d'impositions. Incendie du presbytère de St-Aubin-Rivière, la nuit du 8 au 9 juin 1790. Incendie à Chepoix. Morve. Incendie à Roiglise. Gratification aux cavaliers de maréchaussée. Incendie à Buire, la nuit du 23 au 24 mars 1790. Épidémie de Warlus. Canal de la Somme. Ponts et chaussées. Frais d'entretien des édifices publics à la charge de la province. Incendie d'Oisemont. Réception de décrets et lettres patentes. Réparations du chœur de l'église de Gorges. Frais d'administration de diverses communautés. Réception des instructions adressées par ordre du Roi aux directoires des départements. Canal de St-Valery. Travaux des routes. Dessèchement de l'Ardesis. Compensations accordées. — P. 166. Séance du 16 juillet. Réception de décrets et lettres patentes. Écuire. Impositions. Buigny lès Gamaches. Frais d'administration de diverses communautés. Incendie de Resson. Travaux des routes. « Lettre du directoire du district de Breteuil, département de l'Oise, qui demande à la commission la remise des papiers et les renseignemens nécessaires et relatifs aux routes, chemins, canaux, ateliers de charité, réparations d'églises et presbytères et autres objets qui regardent l'arrondissement dudit district, il lui a été répondu qu'aux termes de la première section de l'instruction adressée par ordre du Roi au directoire du département de l'Oise, la commission ne pouvoit faire la remise demandée, qu'autant que ledit district lui fourniroit une autorisation en forme qui le subroge au directoire du département de Beauvais ; qu'au surplus, tous les papiers relatifs aux objets généraux d'administration appartenant au département de la Somme qui va être formé, ne peuvent être distraits des bureaux de la commission ; qu'en conséquence ceux que la commission aura à lui remettre ne concerneront que

des affaires particulières, ce qui ne lui procurera pas les lumières qu'il désire ; qu'enfin il sera dans le cas de s'adresser audit département de la Somme, pour obtenir les renseignemens ultérieurs dont il aura besoin. » Incendies de Crèvecœur, de Laneuville-Roy, et de Chepoix ; couvertures en tuiles. Incendie à Bellicourt le 22 juin 1790. Canal de Saint-Valery. Travaux des routes. Contribution représentative de la corvée. Pont de Querrieux. Canal de la Somme. Compensations accordées. — P. 182. Séance du 23 juillet. Contribution patriotique. Frais d'administration de diverses communautés. Agnières. Impositions. Écoulement des eaux de la paroisse de Verton par l'écluse de Grosfliers. Fonds de charité. Canal de la Somme. Gratification de 100 l. au sieur Cahon, dit Picard, garçon des bureaux de l'assemblée provinciale, en considération de son exactitude et de la perte de son emploi. « Lettre du procureur général syndic du département de l'Aisne, qui, en prévenant la commission que le corps administratif de ce département a terminé ses séances, que le directoire est en pleine activité, et que deux commissaires commis se transporteront incessamment à Amiens, pour avoir les papiers qui concernent les communautés dont le district de St-Quentin est composé ; sur quoi il a été délibéré d'autoriser le bureau intermédiaire de cette ville à remettre au nouveau district de ce lieu les papiers qui ont trait aux affaires courantes. » Compensations accordées. — P. 188. Séance du 30 juillet. Réception d'instructions envoyées par le Roi aux directoires des départements de l'Aisne et du Pas-de-Calais. Contribution patriotique. Canal de St-Valery. Impositions. Lettre de l'Intendant, « qui, en partageant l'opinion de la commission sur la remise qu'elle croit pouvoir être faite au sieur Morillot, cy-devant directeur des aides à Doullens, et actuellement à Péronne, en considération des pertes qu'il a faites dans cette première ville, lors de l'insurrection qui y est arrivée, en conséquence, la commission a délibéré de marquer au préposé qu'elle lui faisoit remise de la somme de 568 l. 12 s. 7 d., dont il se trouve en débit sur son compte de la caisse de l'octroi de 20 s. par velte d'eau-de-vie pour l'année 1788. » Canal de la Somme. Réception d'une ordonnance de l'Intendant, qui enjoint aux anciens syndics des paroisses de Lanches-St-Hilaire et de Camon, « de remettre aux nouvelles municipalités les titres et papiers qui concernent ces municipalités. » Épidémie de Pernoy. Contribution représentative de la corvée. Fonds de charité de Péronne. Ecole vétérinaire d'Alfort. Canal de St-Valery. Travaux des routes. Compensations accordées. —

P. 196. Séance du 6 août. Réception des instructions adressées au directoire du département de la Seine-Inférieure, de décrets, de proclamations et de lettres patentes. Bureau de charité de Doullens. Impositions. Tertry. Épidémie de Mirvaux. Romescamps. Incendie de Crèvecœur. Autorisation au bureau d'Abbeville de remettre ses papiers à l'administration qui le remplacera. Gratification aux cavaliers de maréchaussée résidant à Licques. Creusement d'un puits à Oisemont. Travaux des routes. Marais de la ville d'Amiens. Compensations accordées. — P. 201. Séance du 13 août. Réception de décrets, proclamations et lettres patentes. Saint-Valery. Travaux des routes. Impositions. — P. 203. Séance du 17 août. Réception des instructions envoyées au directoire du département de la Somme. « Lettre de MM. les administrateurs du directoire du département de la Somme, datée du 16 de ce mois, contenant l'envoi d'un extrait de leur délibération du 5 précédent, par laquelle ils ont délégué, en qualité de commissaires pour recevoir les registres et papiers déposés aux archives des bureaux intermédiaires des départemens de la province de Picardie, les personnes ci-après dénommées, savoir : Pour le département d'Amiens, MM. Jourdain et Dejean, déjà nommés par l'assemblée générale du département ; pour celui d'Abbeville, M. Hecquet Dorval ; pour celui de Péronne, M. Duroizel ; pour celui de Doullens, M. Hémerly ; et pour celui de Moididier, M. Maillart. MM. du directoire du département de la Somme, par la même délibération, invitent la commission intermédiaire à adopter et faire adopter par les bureaux intermédiaires que la remise des papiers de ces dernières administrations soit faite aux commissaires ci-dessus désignés, qui en feront le triage et remettront lesdits papiers aux administrations qu'ils concernent. Enfin par l'art. 4 de ladite délibération, autorisent leurs commissaires à recevoir en même tems les comptes desdits bureaux intermédiaires, en présence et conjointement avec les directoires de district, même à toucher les fonds dont ils pourroient être dépositaires et reliquataires, soit pour leurs frais d'administration, soit pour restant des fonds de charité, soit de toute autre nature, comme aussi de donner bonne et valable décharge des comptes et reliquats d'iceux. Lecture faite des pièces adressées, la commission considérant qu'il avoit été déjà satisfait en partie aux dispositions insérées dans la lettre de M. le contrôleur général, relativement à l'envoi de l'instruction annoncée par ladite lettre, considérant aussi que, par le § 1 de ladite instruction il est expressément voulu que les

procureurs syndics des bureaux intermédiaires soient délégués par la commission, pour faire aux personnes déléguées par le directoire du département de la Somme la remise des papiers et registres déposés dans lesdits bureaux intermédiaires, considérant pareillement que la même instruction charge spécialement la commission intermédiaire de rendre le compte général des fonds de la province et l'autorise à réserver momentanément les papiers qu'elle jugera lui être nécessaires pour établir ce compte, que conséquemment elle ne pourra satisfaire au texte littéral de ladite instruction, que lorsque les bureaux intermédiaires lui auront transmis respectivement les pièces relatives à ladite comptabilité qui se trouvent dans leurs archives, ce qui paroît ne pouvoir se concilier avec l'autorisation donnée par l'art. 4 de la délibération du directoire du département aux commissaires par lui nommés pour recevoir les registres et papiers déposés aux archives des bureaux intermédiaires ; considérant enfin que MM. du directoire du département de la Somme peuvent avoir journellement besoin dans leur travail des divers registres et papiers qui sont encore ès mains de la commission et dont elle pourroit se dessaisir sur-le-champ, qu'il conviendrait peut-être, tant pour en hâter la remise, que pour obvier aux frais de déplacement des commissaires des départemens voisins qui se partagent l'ancienne consistance de la province, d'engager MM. les administrateurs du directoire du département de la Somme à donner à leurs commissaires une autorisation spéciale pour recevoir dès à présent l'intégralité desdits papiers et registres déposés aux archives de la commission, autres néanmoins que ceux concernant la comptabilité. Il a été délibéré : 1° de déléguer MM. les procureurs syndics des bureaux intermédiaires d'Amiens, Abbeville, Doullens, Péronne, Moididier et St-Quentin, pour par eux faire aux personnes dénommées en la délibération du 5 de ce mois du directoire du département de la Somme, la remise de tous les registres et papiers concernant les communautés de ce département, qui se trouvent déposés aux archives desdits bureaux intermédiaires, à l'exception néanmoins de ceux desdits papiers relatifs au compte de l'administration, lesquels seront envoyés sans délai à la commission intermédiaire provinciale, pour quoi expédition de la présente délibération sera adressée sur-le-champ à chacun desdits bureaux intermédiaires, auxquels il sera écrit pour les prier de s'y conformer ; 2° d'écrire à MM. du directoire du département de la Somme, pour leur faire part que la commission, selon leur vœu exprimé en leur délibération du 5 de ce moi, ci-dessus

analysée, a adopté et engagé les bureaux intermédiaires à adopter que la remise des papiers soit faite aux commissaires qu'ils ont désignés en leur dite délibération ; il a été arrêté en outre que MM. du directoire du département de la Somme seront priés de vouloir bien peser les considérations qui ont empêché la commission d'adhérer aux dispositions de l'art. 4 de leur susdite délibération du 5 de ce mois ; 3° la commission voulant accélérer autant qu'il est en son pouvoir la remise de tous les papiers dont MM. du directoire du département peuvent avoir journallement besoin dans leur travail, il a été délibéré de leur annoncer par la même lettre : I°. l'envoi de l'instruction faite à la commission par M. le contrôleur général des finances, II° l'envoi qui en a été fait par la commission aux bureaux intermédiaires d'Amiens, Abbeville, Doullens, Péronne, Montdidier et St-Quentin, III° la délibération qui vient d'être prise à l'égard de la remise de papiers existans dans les bureaux intermédiaires ; 4° MM. du directoire du département seront priés d'examiner si, pour la plus grande facilité de leur travail, et pour éviter les frais de déplacement des commissaires délégués par les directoires des départemens voisins qui se partagent l'ancienne division de la province de Picardie, il ne leur paroitroit pas convenable de recevoir par les commissaires qu'ils ont nommés, et au jour qui sera convenu avec eux, l'intégralité des registres et papiers étant actuellement aux archives de la commission intermédiaire provinciale, autres néanmoins que ceux concernant la comptabilité, à la charge par eux d'en faire ensuite le partage et la distribution entre les directoires des différens départemens qu'ils concernent, et dans le cas où cette proposition seroit adoptée, MM. les administrateurs du directoire du département seront priés de donner à leurs commissaires une autorisation spéciale à cet effet. Il a été arrêté enfin que copie de la présente délibération sera envoyée à M. le contrôleur général des finances.»
 Autorisation du paiement des dépenses de la commission, — etc.

C. 2016. (Registre.) — In-fol. 500 pages, papier.

1787-1789. — « Livre pour les copies de lettres de l'assemblée provinciale de Picardie et de sa commission intermédiaire. » — 1787. — P. 1. Lettre à l'Intendant, relativement à la formation des municipalités. 8 septembre. — P. 1. A l'Intendant, demandant communication des états de départemens de 1787, pour aider à la formation des municipalités. 8 septembre. — P. 2. Au syndic d'Oisemont, relativement à l'incendie dudit lieu. 10 septembre. — P. 2. A Pierre Morviller, habitant d'Aumont, sur sa

réclamation relativement à la nomination d'un autre que lui comme syndic dudit lieu. 10 septembre. — P. 2. Au syndic de Moyenne ville, Bienfay et Valenglart, relativement à la désunion de ladite paroisse d'avec celle de Bouillancourt. 10 septembre. — P. 3. Au bureau intermédiaire du département d'Amiens, lui accusant réception du procès-verbal des séances de l'assemblée dudit département, et lui envoyant ce qui existe de procès-verbaux d'assemblées municipales dudit département. 13 septembre. — P. 3. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, accusant réception du procès verbal des séances de l'assemblée dudit département. 15 septembre. — P. 4. Id. au bureau intermédiaire de Péronne. 15 septembre. — P. 4. Id. au bureau de Montdidier. 15 septembre. — P. 4. Id. au bureau de Doullens, lui envoyant les procès verbaux des assemblées municipales dudit département. 15 septembre. — P. 5. Au bureau de Calais, accusant réception du procès verbal des séances dudit département. 15 septembre. — P. 6. Au bureau d'Amiens, relativement au lieu de ses séances. — P. 7. A divers membres de l'assemblée provinciale, au sujet de leur logement à Amiens pendant la tenue des séances de ladite assemblée. 22 septembre. — P. 7. Aux procureurs syndics de Calais, relativement aux ponts et chaussées, aux revenus et charges des paroisses et à l'ordre à suivre par l'assemblée lorsqu'elle se rend en cérémonie à l'église. 22 septembre. — P. 8. Aux procureurs syndics de St-Quentin, sur le lieu de l'assemblée dudit département, les dépenses de ladite assemblée, et la formation des arrondissements. 22 septembre. — P. 10. A l'Intendant, sur l'impression des délibérations de l'assemblée provinciale et autres écrits que celle-ci voudra rendre publics. 28 septembre. — P. 10. Au bureau intermédiaire de Doullens, notamment sur la requête du syndic d'Acheux réclamant contre la nomination de l'abbé Brunel. « Cette réclamation nous a paru très juste : le règlement du 8 juillet n'appelle aux assemblées municipales que le curé, pour l'ordre du clergé ; en second lieu, le sieur abbé Brunel tiendroit dans cette assemblée la place d'un taillable, et il ne l'est pas. Nous ne pouvons cependant rien décider, ce sera à votre assemblée générale à donner son avis sur la requête qui vous est présentée, et ensuite cette requête et l'avis seront adressés à notre assemblée provinciale, pour être statué définitivement. » 28 septembre. — P. 12. Au bureau intermédiaire d'Abbeville. « Nous avons cru devoir nous adresser directement aux officiers municipaux de notre ville, pour procurer des

logemens à ceux de MM. de notre assemblée qui ne sont pas résidens ici, et ils se sont prêtés à nous rendre ce service avec toute l'honnêteté que nous avons lieu d'attendre d'eux : étant dans le même cas que nous, Messieurs, il nous a semblé que vous deviez suivre la même marche, et qu'il ne seroit convenable d'interposer l'autorité de M. l'Intendant, que dans le cas d'un refus des officiers municipaux de votre ville de se prêter à la proposition que vous lui ferez à ce sujet. » 5 octobre. — P. 13. Circulaire aux départements leur envoyant les instructions du contrôleur général, et les priant de fixer un jour du 10 au 20 de ce mois, pour la première assemblée complète. 6 octobre. — P. 14. Lettre au bureau intermédiaire de Calais, sur le point de savoir si les procureurs syndics ont voix délibérative dans les assemblées. 6 octobre. — P. 15. A l'Intendant, pour savoir si les frais des travaux des routes sont pris exclusivement sur les fonds de charité, et à combien se montent les fonds de charité accordés par an à la province. 12 octobre. — P. 17. Aux procureurs syndics du département d'Abbeville, sur les formes adoptées par la commission pour sa correspondance. 19 octobre. — P. 17. Lettre au département de Montdidier, et circulaire aux six autres départements, relativement aux impositions. 20 octobre. — P. 19. Lettre aux procureurs syndics du département d'Amiens, relativement aux fonds de charité. 26 octobre. — P. 21. A l'Intendant, relativement à la capitation des privilégiés. 27 octobre. — P. 22. Aux procureurs syndics du département d'Amiens, sur la demande par eux faite d'un plan routier, et sur la rectification des arrondissements. 2 novembre. — P. 22. Au contrôleur général, sur l'augmentation du nombre des membres du département de Montdidier, réclamé par l'assemblée complète dudit département 31 octobre. — P. 23. Aux procureurs syndics du département d'Amiens, sur le maintien du bureau des pauvres. 7 novembre. — P. 24. A l'Intendant, relativement aux vingtièmes. 9 novembre.

1788. — P. 25. Lettre au bureau intermédiaire d'Amiens, lui marquant « que le Conseil a décidé que les représentations faites par MM. les officiers municipaux d'Amiens contre la nomination du sieur Maressal de la Houssoye pour député à l'assemblée du département de cette ville, n'étoient point fondées, et que la nomination du sieur Maressal étoit régulière. » 2 janvier. — P. 26. Au bureau intermédiaire de Doullens sur la décharge d'industrie réclamée par les habitants de Camon. 4 janvier. — P. 27. Circulaire aux sept départements, sur l'amélioration des haras. 4 janvier. — P. 27. Lettre au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement au

canal de la Somme. 4 janvier. — P. 28. A l'Intendant, sur le dessèchement du Calais et de l'Ardresis. 4 janvier. — P. 29. Au contrôleur général, relativement au vœu de l'assemblée provinciale pour l'augmentation des membres de sa commission intermédiaire. 4 janvier. — P. 29. A M. de la Touche, relativement aux travaux des routes. 4 janvier. — P. 30. Au contrôleur général, sur le même objet. 16 janvier. — P. 31. Circulaire aux sept départements, relativement à l'abonnement des vingtièmes. 17 janvier. — P. 32. Lettre au contrôleur général, sur la navigation des gouvernements de Calais et Ardres. 21 janvier. — P. 33. Au contrôleur général, sur les travaux des routes et la contribution représentative de la corvée. 21 janvier. — P. 36. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur le mauvais état de la route de Flandre, entre Fins et Bonavy. 23 janvier. — P. 36. Id. entre Péronne et Sailly. 23 janvier. — P. 36. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet d'un incendie arrivé à Machy. 23 janvier. — P. 36. Au contrôleur général, pour avoir son avis sur une question de préséance entre un syndic du département de Péronne et un membre du chapitre de Noyon. 23 janvier. — P. 37. Circulaire aux sept départements, sur ce que plusieurs communautés, malgré les instructions du Roi qui veulent que toutes les contestations où les communautés ont intérêts soient avant tout portées à la commission intermédiaire provinciale, pour par elle être soumises aux avocats du comité, continuent à porter directement les affaires qui les concernent à l'Intendant. 24 janvier. — P. 37. Lettre au bureau intermédiaire d'Amiens, lui marquant que la commission avait décidé que la nomination du syndic d'Aumont étoit régulière. 25 janvier. — P. 38. A l'intendant, pour se plaindre de ce que le directeur des vingtièmes n'a pas encore remis à la commission les renseignements qui ont servi de base à la quotité de cette imposition. 2 février. — P. 38. Au contrôleur général, pour lui demander les renseignements nécessaires pour ladite imposition. 2 février. — P. 39. A l'Intendant, accusant réception de la nouvelle carte de France dirigée par M. Capitaine. 4 février. — P. 39. Au contrôleur général, lui demandant la remise des fonds appartenant à la province. 4 février. — P. 39. A M. de la Millière, au sujet du canal de St-Valery. 4 février. — P. 40. Au bureau intermédiaire de Calais, sur la navigation du Calais et de l'Ardresis. 6 février. — P. 41. Circulaire aux sept bureaux intermédiaires, leur demandant les renseignements nécessaires pour établir l'état général des frais d'établissement des assemblées provinciale et de départements. 8 février. — P. 41. Lettre au bureau intermédiaire de Calais,

relativement à la traverse de Montreuil, sur la route de Paris à Calais. 10 février. — P. 42. Au contrôleur général, sur l'augmentation du nombre des membres de la commission. 11 février. — P. 42. A l'Intendant, relativement aux vingtièmes. 11 février. — P. 43. Circulaire aux sept départements, sur la disette de bois dans la province. 12 février. — P. 43. A chacun des trois avocats du comité, leur envoyant leur nomination et les instructions leur indiquant l'objet de leur mission. 13 février. — P. 43. Lettre aux avocats du comité sur une contestation entre les habitants de Morisel d'une part, et ceux de Moreuil et la duchesse d'Elbeuf, de l'autre. 14 février. — P. 44. Aux mêmes, sur une contestation entre les officiers municipaux de Calais et les administrateurs des domaines. 14 février. — P. 44. Aux mêmes, sur une contestation entre les habitants de Méricourt sur Somme et ceux de Proyart. 19 février. — P. 44. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur la suppression du pont de l'Avancée, à la sortie de ladite ville. 18 février. — P. 45. A M. de la Touche, sur le même objet. 18 février. — P. 45. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, « sur les réclamations de M. Martine de Villers et du chapitre de Noyon, relativement aux arbres plantés sur les grandes routes passant dans les seigneuries dont ils ont demandé l'adjudication. » 19 février. — P. 45. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur une réparation considérable à faire à l'église de Sorel. 19 février. — P. 46. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur une demande de fonds de charité par les habitants de Cressy lès Nesle, pour la réparation urgente des rues de leur village. 19 février. — P. 46. Circulaire aux bureaux intermédiaires d'Abbeville, Péronne, St-Quentin, Montdidier et Calais, sur l'abonnement des vingtièmes. 19 février. — P. 47. Lettre à l'Intendant, sur les indemnités qui restent dues aux propriétaires pour les terrains employés pour la confection des grandes routes et extraction des matériaux. 23 février. — P. 47. Au contrôleur général, lui envoyant les frais d'établissement des assemblées provinciales et de départements, montant à la somme totale de 17.316 l. 1 s. 2 d. 24 février. — P. 48. Circulaire aux sept départements, leur envoyant une décision du Roi sur la préséance dans les assemblées municipales entre les syndics et les ecclésiastiques. 29 février. — P. 48. Lettre au bureau intermédiaire de Péronne, sur la question de préséance entre le syndic de Matigny et un membre du chapitre de Noyon, délégué pour représenter ledit chapitre, seigneur du lieu ; lequel doit présider l'assemblée. 1^{er} mars. — P. 49. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, lui envoyant une requête des habitants du hameau de Giffécourt sur l'impossibilité dans laquelle ils prétendent être de se

former une municipalité. 1^{er} mars. — P. 49. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur la caducité du pont de La Neuville lès Bray. 2 mars. — P. 49. Circulaire aux sept départements, sur la correspondance entre les communautés, la commission intermédiaire et les bureaux intermédiaires. 2 mars. — P. 50. Lettre à M. de la Touche, sur le mauvais état du pont de La Neuville lès Bray. 3 mars. — P. 50. Au contrôleur général, sur les travaux des routes. 4 mars. — P. 51. Circulaire aux entrepreneurs des routes, leur donnant avis de la résiliation des baux d'entretien et adjudication faits par anticipation pour 1788 et 1789. 5 mars. — P. 52. Lettre à M. de la Millière, relativement à la contribution représentative de la corvée. 6 mars. — P. 52. Circulaire aux sept bureaux intermédiaires, sur le nouveau régime adopté par l'assemblée pour les travaux des chemins. 6 mars. — P. 53. Lettre au bureau intermédiaire de Péronne, sur la reconstruction demandée de l'église de Guyencourt-Saulcourt. 7 mars. — P. 53. Au contrôleur général, pour appuyer le mémoire de la chambre du commerce sur les funestes effets du traité de commerce avec l'Angleterre du 26 septembre 1786. « Nos fabriques languissent, plus de la moitié de nos ouvriers sont sans travail : les précautions prises pour empêcher les dangereux effets de la mendicité vont devenir inutiles. » 8 mars. — P. 53. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur une requête présentée par M. Martine de Réaulieu, pour obtenir, par forme d'indemnité du terrain dont il a été privé par la confection du chemin de St-Quentin à La Fère, une portion de l'ancien chemin d'Urvillers à St-Quentin qu'il dit être maintenant inutile. 12 mars. — P. 54. A M. de la Touche, sur le même objet. 12 mars. — P. 54. Au contrôleur général, réclamant la remise des fonds de la province. 14 mars. — P. 55. Circulaire aux sept bureaux intermédiaires, leur envoyant un exemplaire imprimé du procès verbal des séances de l'assemblée provinciale, et les entretenant de plusieurs objets, notamment des moyens propres à remplacer les pépinières royales, au cas où elles seraient supprimées, de la manière de répartir la taille et accessoires, du projet de jonction avec l'Oise par les rivières de l'Avre et du Dom, du canal de Picardie, du dessèchement des marais, etc. 14 mars. — P. 56. Lettre à M. de la Millière, sur un projet de chemin de St-Quentin à Guise. 19 mars. — P. 56. Au contrôleur général, sur les adjudications de biens communaux. 19 mars. — P. 57. A l'Intendant, sur les travaux de charité. 30 mars. — P. 57. A M. de la Touche, sur

le projet de chemin de St-Quentin à Guise. 20 mars. — P. 57. Au bureau intermédiaire de Doullens, sur l'adjudication des biens communaux de Vignacourt. 20 mars. — P. 58. Au bureau intermédiaire de Péronne, relativement à la préséance réclamée par les curés dans les assemblées municipales, lui recommandant en même temps de ne traiter désormais qu'une seule affaire dans la même lettre ou dans le même mémoire. 20 mars — P. 58. Aux officiers municipaux d'Amiens, sur la forme dans laquelle ils doivent correspondre avec la commission. 20 mars. — P. 59. Au comte de Brienne, ministre de la guerre, lui marquant que, « le bruit s'étant répandu ici que les gardes du corps de la compagnie de Luxembourg ne devoient plus y résider, l'instant a paru favorable à nos officiers municipaux pour solliciter de vous, Monsieur, la grâce d'une suspension de garnison dans cette ville. Ils nous ont communiqué les motifs sur lesquels ils se sont appuyés pour réclamer cette faveur, et nous ne pouvons qu'y applaudir. Il n'est que trop vrai, Monsieur, que le logement des gardes du corps pèse depuis 29 ans sur la classe moyenne des citoyens, qui est celle peut-être qui mérite le plus de ménagement, ses autres charges étant sans contredit les plus fortes. Il n'est que trop vrai aussi que l'hôtel construit à grands frais dans cette ville est insuffisant pour en faire un corps de casernes, et que les citoyens se trouveroient encore chargés de fournir les logements d'une nouvelle garnison. Ces considérations nous ont paru si justes, Monsieur, que nous avons cru de notre devoir de joindre notre vœu à celui des officiers municipaux d'Amiens. Puisse leur zèle et le nôtre s'accorder avec les vues de justice et de bienfaisance qui distinguent votre ministère. » 22 mars. — P. 59. A l'évêque d'Amiens, lui marquant que « l'établissement du bureau des pauvres est un monument de votre bienfaisance que tous les bons citoyens ont toujours désiré de voir consolider par des moyens durables et indépendants, du moins en partie, de la ressource précaire des aumônes publiques. Combien ce vœu ne doit-il pas s'accroître, lorsque l'on considère la misère affreuse qui afflige aujourd'hui la province, et plus particulièrement encore cette ville, où des milliers d'ouvriers sont sans travail, et n'ont d'autre espoir de subsistance que dans les secours qu'ils tirent du bureau, lorsqu'on ne peut se dissimuler que le mal n'est peut-être pas à son comble et que l'état désastreux de la fabrique nous présage un avenir bien plus fâcheux encore. La Providence, Monseigneur, semble avoir mis dans vos mains ces moyens de consolidation par la suppression de deux maisons de l'ordre de Cluny. Les officiers municipaux de la ville d'Amiens, touchés du sort malheureux de leurs concyotoiens, se sont empressés

de solliciter une part dans la distribution des revenus de ces deux maisons, pour assurer l'existence et les heureux effets d'un établissement qui est votre ouvrage. Ils ont en même tems réclamé de nous que nous réunissions nos vœux aux leurs, pour obtenir cette grâce de vous, Monseigneur. Certains d'être toujours bien accueillis en en sollicitant de pareilles, sûrs que votre cœur est d'accord avec nos vœux, nous en déposons ici l'expression, heureux si nous pouvons par là concourir à un acte de bienfaisance aussi honorable pour la religion qu'utile à la société. » 22 mars. — P. 60. Circulaire aux sept départements relativement aux municipalités. 22 mars. — P. 61. Lettre au contrôleur général, sur l'abonnement des vingtièmes. Datée du 18 mars, partie le 25. — P. 63. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur les réparations de l'école du Titre, du clocher de Neslette, de l'église de Vercourt, etc. 27 mars. — P. 63. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur la réparation du presbytère d'Épenancourt et la reconstruction de l'école d'Auvillers. 27 mars. — P. 63. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur les réparations de plusieurs presbytères et de l'église du Câtelet. 27 mars. — P. 64. Au bureau intermédiaire d'Amiens, lui envoyant, entre autres, une requête des habitants de Beaudéduit, tendant à être autorisés à faire réparer les murs de leur village par des corvées en nature. 27 mars. — P. 66. Au bureau intermédiaire de Doullens, sur la reconstruction demandée d'un pont entre le grand et le petit Occoche. 28 mars. — P. 66. A M. de la Touche, sur les travaux des routes. 28 mars. — P. 66. A M. de la Touche, sur la réparation du pont Raquet, sur la route de Guines à Landrethun, écroulé. 28 mars. — P. 67. Au contrôleur général, sur les frais de l'administration provinciale, et lui faisant observer l'insuffisance des fonds mis à la disposition de l'assemblée. 30 mars. — P. 68. A M. de la Millière, relativement à la demande d'autorisation par les habitants d'Alquines de faire quelques ouvrages pour résister aux inondations. 1^{er} avril. — P. 68. A l'Intendant, sur les secours à distribuer aux incendiés d'Oisemont. 4 avril. — P. 69. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet d'une affaire concernant les habitants d'Hocquelus. 4 avril. — P. 70. A la chambre du commerce d'Amiens au sujet de son nouveau mémoire sur les funestes effets du traité de commerce avec l'Angleterre. 6 avril. — P. 72. Circulaire aux sept bureaux intermédiaires, relativement à l'emploi des fonds de charité. 10 avril. — P. 73. Lettre au contrôleur général, au sujet des insultes adressées par le nommé Pierre Lefebvre, matelot,

au syndic de Cucq dans l'exercice de ses fonctions. 10 avril. — P. 75. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, relativement à la révocation d'un des membres de la municipalité d'Happencourt. 10 avril. — P. 75. A M. de la Touche, lui demandant à quel ingénieur ou sous-ingénieur le bureau intermédiaire de Doullens pourra s'adresser pour faire les devis et détails estimatifs des réparations et reconstructions à faire dans ledit département. 10 avril. — P. 75. Au bureau intermédiaire de Doullens, relativement à une mine de houille ouverte quelques années auparavant aux environs de ladite ville, et abandonnée depuis. 11 avril. — P. 77. A la chambre du commerce, au sujet de l'établissement provisoire d'un chemin de halage sur la Somme. 15 avril. — P. 77. Au bureau intermédiaire de Calais, sur le rétablissement du Pont Raquet. 17 avril. — P. 77. Au contrôleur général, relativement aux cimetières à fournir par les communautés dans les lieux où il y a des non catholiques. 18 avril. — P. 79. A l'intendant, sur les secours à fournir aux incendiés d'Oisemont. 18 avril. — P. 80. Commission à M. Legrand, docteur en médecine, pour aller soigner les malades atteints de l'épidémie à Thieulloy-la-Ville. 8 avril. — P. 80. Id. à Fay lès Hornoy. 18 avril. — P. 81. Lettre à l'Intendant, relativement au paiement des pensions et entretien des élèves pensionnaires de la province à l'école vétérinaire d'Alfort. 19 avril. — P. 82. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement à un projet de rectification des arrondissements dudit département et de ceux d'Abbeville et de Doullens. 20 avril. — P. 82. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur les mesures qu'il se propose de prendre pour parvenir à l'entière formation des municipalités. 21 avril. — P. 84. Mandement de Pierre-François Paulinier, chanoine régulier de la congrégation de France, prieur et seigneur de St-Mard, et membre de la commission intermédiaire, délégué pour l'administration provisoire des secours accordés pour les épidémies, autorisant M. Aclocque, curé de Thieulloy-la-Ville à délivrer des cartes aux malades atteints de l'épidémie qui règne audit lieu, pour se faire fournir par le boucher le plus prochain une 1/2 l. de viande à chacun. — P. 84. Lettre à l'intendant, relativement au cours d'accouchement fait à Amiens. 24 avril. — P. 86. Au contrôleur général, sur l'établissement d'un marché franc à Péronne. 24 avril. — P. 87. Au contrôleur général, relativement au pont de Laneuville lès Bray. 25 avril. — P. 89. Au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet de l'incendie d'Oisemont. 28 avril. — P. 90. A l'Intendant, lui demandant des éclaircissements au sujet des élèves de l'école vétérinaire d'Alfort. 2 mai. — P. 90. Circulaire aux sept bureaux intermédiaires,

relativement à la contribution représentative de la corvée. 28 avril. — P. 91. Lettre au bureau intermédiaire d'Amiens, sur les travaux des routes. 28 avril. — P. 92. Aux habitants d'Oisemont non incendiés, sur la décharge d'impositions qu'ils demandent, en récompense de la bienfaisance avec laquelle ils ont secouru leurs concitoyens incendiés. 3 mai. — P. 94. Au contrôleur général, relativement à l'octroi de Picardie. 4 mai. — P. 94. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur le canal de St-Valery. 5 mai. — P. 95. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur ses dépenses d'administration. 9 mai. — P. 95. Au contrôleur général, sur la demande faite au Roi pour l'assemblée provinciale, d'une somme de 68.253 l. provenant de la vente des arbres abattus sur le bord des routes de la généralité, et qui a été versée dans la caisse du trésorier des ponts et chaussées, pour être employés à l'établissement des chaussées en pavés dans toutes les traverses des routes des villages et bourgs de la généralité, 9 mai. — P. 99. Circulaire aux contrôleurs des vingtièmes, pour conférer avec eux sur la manière de parvenir à la plus juste répartition des vingtièmes. 13 mai. — P. 102. Lettre au bureau intermédiaire de Doullens, sur la réclamation des habitants d'Acheux contre la nomination de l'abbé Brunel. 15 mai. — P. 103. Aux mêmes, sur la reconstruction d'un pont à Fréchencourt. 5 mai. — P. 103. Aux mêmes, sur la réparation d'un pont à Occoche. 15 mai. — P. 104. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur la reconstruction du clocher de Laneuville-sire-Bernard, qui menace ruine. 15 mai. — P. 105. Au contrôleur général, sur le refus par divers propriétaires de laisser extraire des grès dans leurs bois pour le pavage des traverses des grandes routes. 20 mai. — P. 107. A M. de la Millière, sur le même objet. 20 mai. — P. 107. Id. à l'Intendant. 20 mai. — P. 109. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur les travaux des routes. 24 mai. — P. 110. Au contrôleur général, sur le projet d'établir quatre foires ou marchés francs à St-Valery. 28 mai. — P. 112. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur une contestation relative aux limites respectives de l'élection de Montdidier et de celle de Beauvais à Velennes et Oroër. 30 mai. — P. 112. A la commission intermédiaire provinciale de l'Ile de France, sur le même objet. 30 mai. — P. 115. A M. Chamont, lui demandant divers éclaircissements au sujet des vingtièmes. 24 mai. — P. 115. A l'Intendant, sur la reconstruction du clocher de Laneuville-sire-Bernard. 25 mai. — P. 119. Au bureau interméd-

diaire de Péronne, relativement aux fournitures de grès pour les routes. 7 juin. — P. 120. A l'Intendant, sur les ponts et chaussées. 7 juin. — P. 124. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur les tourbages de Chipilly. 7 juin. — P. 124. Au bureau intermédiaire de Montdidier, lui envoyant une délibération d'une assemblée municipale « que nous présumons être de votre département, quoique le village n'y soit point énoncé, la recherche que nous avons faite d'après les signatures qui sont au bas et le lieu où elle a été mise à la poste nous donne lieu de croire qu'elle vient de Noyers. » 7 juin. — P. 124. Poursuites demandées par les officiers municipaux de Surques contre plusieurs particuliers qui ont anticipé sur les communes de ladite paroisse. 8 juin. — P. 125. Circulaire aux bureaux intermédiaires sur la culture du turneps. 11 juin. — P. 125. Lettre au bureau intermédiaire de Péronne, sur une gratification demandée par le sieur Picard, cultivateur à Solente, pour l'indemniser de la perte de quinze chevaux qu'une maladie violente lui a enlevés. 11 juin. — P. 127. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur le projet de nouveau canal de navigation d'Avricourt à l'Oise. 13 juin. — P. 127. Aux religieux de St-Riquier, sur ce que « les habitans d'Oneux, Neuville, Buigny-l'Abbé, Noyelle, Villencourt, Bussu, Arvillers, Gapenne, Maison-Rolland et Millencourt ont réclamé nos bons offices auprès du Conseil, à l'occasion d'un droit de quint denier en toute mutation, même du père au fils, dont ils sont tenus envers votre abbaye. Ce droit nous a paru en effet très rigoureux, mais étant fondé sur des titres authentiques, nous avons cru, avant de faire aucune démarche, devoir vous proposer un tempérament qui pourroit être également avantageux et pour vous et pour ces habitans : ce seroit de commuer volontairement de gré à gré ce droit vraiment onéreux en une censive ou prestation annuelle qui en seroit représentative. » 17 juin. — P. 131. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur une requête des syndic, maire et échevins de Braucourt, afin d'obtenir un terrain de 60 verges, pour servir de sépulture aux non catholiques. 21 juin. — P. 134. A M. de la Touche sur des reconstructions et réparations de presbytères et de ponts. 21 juin. — P. 136. Circulaire aux bureaux intermédiaires, sur les reconstructions et réparations des églises et presbytères. 27 juin. — P. 137. Aux mêmes, sur les cimetières à fournir aux non catholiques. 28 juin. — P. 138. Lettre à l'intendant relativement aux travaux des églises et presbytères. 27 juin. — P. 139. Au contrôleur des finances, au sujet d'insultes graves commises envers l'assemblée municipale d'Oisemont par quelques séditieux du lieu. 27 juin. — P. 139. Au même, sur

la contribution des villes aux travaux des routes. 27 juin. — P. 140. A l'abbé Dagnies, relativement aux désordres d'Oisemont et à la nécessité d'accélérer la distribution des secours provenant des quêtes faites à Amiens et à Abbeville. 26 juin. — P. 140. Circulaire aux bureaux intermédiaires au sujet des travaux des routes. 27 juin. — P. 145. Aux mêmes, les informant que le contrôleur général avait décidé que deux beaux-frères pouvaient être à la fois membres de la même assemblée municipale, et que de deux frères, l'un pouvait être membre et l'autre greffier de la même municipalité. 30 juin.

P. 148. Lettre au bureau intermédiaire de Péronne, sur une requête des habitants de Balâtre, demandant des secours en considération des pertes qu'une grêle peu commune a fait subir à leur récolte. 4 juillet. — P. 148. A M. de la Touche, sur les travaux des routes. 5 juillet. — P. 150. Circulaire aux bureaux intermédiaires, sur les gratifications à accorder à ceux qui détruisent des loups. 9 juillet. — P. 150. Lettre au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet de nouvelles nominations à faire dans la municipalité de Fay lès Hornoy. 10 juillet. — P. 151. A M. de la Touche sur le mauvais état de la route de Paris en Flandre. 11 juillet. — P. 153. Au bureau intermédiaire de Doullens, sur la requête par l'assemblée municipale de Vignacourt tendant à être autorisée à commettre un mesureur pour le sel d'impôt. 12 juillet. — P. 154. Au contrôleur général, pour le remercier de ses bons offices dans le don de 180.000 l. fait par le Roi à la province pour l'encouragement des manufactures. 13 juillet. — P. 154. Circulaire aux départements, leur annonçant ledit don. « Le gouvernement a observé que ce qui met les Anglais à portée d'établir les marchandises à un prix beaucoup plus bas que les nôtres, c'est l'usage des mécaniques pour la filature du coton : usage qui apporte dans le prix de la main d'œuvre une différence si grande à leur avantage, qu'elle est à peine concevable ;..... l'usage en sera établi dans des ateliers publics ; chacun y pourra venir apprendre les moyens de les faire travailler : les négociants et fabricants aisés seront invités de s'en procurer à leurs frais, et on se flatte que les seigneurs, les riches propriétaires et les communautés, échauffés par le patriotisme, s'empresseront de les multiplier dans leurs cantons : si ces établissemens réussissent au gré du gouvernement, il n'est pas douteux que l'on parviendra à obtenir la concurrence avec les étoffes de coton fabriquées en Angle-

terre.... On ne peut espérer des succès aussi prompts pour les étoffes de laine, parceque les laines Angloises sont bien supérieures et tout à la fois d'un prix de beaucoup inférieur aux nôtres. Il n'y a que deux moyens de combattre les avantages que les Anglois ont sur nous en ce point, c'est d'une part de tâcher de s'en procurer d'étrangères, et de l'autre de travailler à perfectionner les nôtres.... Nous devons vous faire connoître combien le gouvernement désire de voir le commerce des toiles de lin en vigueur dans cette province ; tout est avantage dans ce commerce : il multiplieroit la culture de cette production précieuse, notre sol y étant propre, nous aurions sous la main les matières premières..... Nous vous invitons, Messieurs, à faire part de tous ces détails aux assemblées municipales de votre district, et à les exhorter à concourir aux vues de bienfaisance dont le gouvernement a donné l'exemple..... Nous nous flattons, Messieurs, que vous vous porterez avec d'autant plus de zèle à consolider cet établissement, qu'il est dans son principe l'ouvrage du patriotisme éclairé de M. le duc d'Havré et de Croy, président de notre assemblée, dont les vives représentations ont fait connoître au Conseil l'état désastreux du commerce de la province. » 14 juillet. — P. 156. Aux mêmes, sur les dépenses d'administration des départements. 15 juillet. — P. 156. Lettre au bureau intermédiaire de Montdidier, sur plusieurs affaires, notamment sur une requête des habitants de Catheux tendant à être indemnisés des pertes qu'ils ont subies par suite d'une inondation. 15 juillet. — P. 156. Au contrôleur général, relativement aux vingtièmes. 15 juillet. — P. 157. Au même, relativement aux frais d'administration de l'assemblée provinciale. 16 juillet. — P. 159. Circulaire aux départements sur « le désastre affreux qui vient d'affliger la plus grande partie de notre province : des cantons entiers, de la plus grande étendue, ont été ravagés par une grêle qui a causé des dommages considérables dans les villes et détruit tout, absolument tout, dans les campagnes. Il faut nous hâter, Messieurs, de nous mettre en mesure de pouvoir solliciter de la bienfaisance de Sa Majesté des secours en faveur des malheureux habitans de cette province qui ont été victimes de ce fléau destructeur ; si les effets s'en sont étendus sur votre département, nous ne saurions trop vous engager à faire constater d'une manière bien précise et bien circonstanciée toutes les pertes que cet accident peut y avoir occasionné. Nous nous flattons, Messieurs, que, dans une circonstance comme celle-ci, où l'humanité réclame avec tant de force les secours publics et particuliers, ce sentiment et le patriotisme qui vous anime ne vous permettront pas

de vous reposer sur d'autres que vous-mêmes du soin de faire une opération dont l'importance est inappréciable. » 16 juillet. — P. 160. Lettre à MM. d'Esmerly, Duval et Le Scellier, avocats à Amiens, les priant de suppléer aux fonctions des avocats du comité dans une affaire qui regarde les habitants de Toutencourt, parce que « MM. du comité ne pouvoient pas connaître de cette affaire, ayant été précédemment consultés par les parties. » 17 juillet. — P. 160. Au bureau intermédiaire de Doullens, sur une contestation entre les habitants de Machiel et ceux de Crécy. 17 juillet. — P. 161. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet notamment de trois requêtes présentées à l'Intendant par les habitants de Tigny, Noyelle et le Quesnoy, afin d'obtenir des secours pour les dégâts causés par la foudre et la grêle dans lesdites communes. 17 juillet. — P. 162. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur une requête des habitants de Beaucourt sur le même objet. 18 juillet. — P. 164. A M. de la Touche, relativement à un pont sur la Cologne à Doingt. 18 juillet. — P. 164. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement à la construction d'un pont sur la Selle à Salouel. 19 juillet. — P. 165. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur l'agrandissement de l'église de Rotangy. 20 juillet. — P. 165. Au bureau intermédiaire de Doullens, au sujet de la réparation de l'église de Flixecourt. 20 juillet. — P. 166. Au contrôleur général, lui demandant à qui doivent être faites à l'avenir les déclarations que doivent faire les propriétaires ou fermiers des changements qui peuvent arriver pour l'assiette de la taille ou autres impositions. 14 juillet. — P. 166. Au même, au sujet de réparations à faire à l'église de Rebergues, gouvernement de Montreuil. 18 juillet. — P. 167. A M. de la Touche, sur une requête des habitants de Nampont-St-Martin, qui demandent l'autorisation de prendre les moyens propres à se mettre à l'abri des eaux sauvages et des inondations. 20 juillet. — P. 167. Au bureau intermédiaire de Montdidier, au sujet de requêtes présentées par les habitants de Caix qui évaluent leur perte aux dix-neuf vingtièmes de la récolte, par François-Germain Gueudet fermier de la ferme du Caurel, et par les habitants de Crèvecœur lès Ferrières, expositives des pertes qu'ils ont éprouvées par la grêle et la foudre, et au sujet d'un incendie arrivé à Rosières. 21 juillet. — P. 168. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur les dégâts causés par la grêle à Soyécourt, Marcellet et Walieux, à Maucourt et à Vermandovillers. 21 juillet. — P. 169. Au contrôleur général, sur la marche suivie

par les municipalités des villes, pour faire rendre exécutoires leurs rôles de capitation. 14 juillet. — P. 170. Au même, relativement à la grêle du 13 juillet. 17 juillet. — P. 171. A M. de la Millière, sur les arbres à abattre sur la route d'Amiens à Abbeville, du faubourg de Hem à Dreuil. 24 juillet. — P. 171. A l'Intendant, sur les décharges à faire en faveur des particuliers pères de dix enfants vivants. 24 juillet. — P. 173. Circulaire aux bureaux intermédiaires, leur envoyant un exemplaire de l'arrêt du Conseil concernant la convocation des États Généraux. « Nous avons arrêté, Messieurs, de vous prier d'en adresser dans le ressort de votre département des exemplaires à tous les corps laïcs et séculiers, aux communautés religieuses, aux juridictions royales, et généralement à tous les corps qui ont des archives », leur demandant combien ils estiment qu'il leur faut d'exemplaires. 24 juillet. — P. 173. Lettre au contrôleur général, lui adressant « un mémoire du procureur du Roi de l'hôtel-de-ville de Doullens, contenant des plaintes sur la prétendue mauvaise administration du corps municipal de cette ville. Les faits nous ont paru si graves, que nous avons cru devoir vous adresser ce mémoire pour vous mettre à portée, Monsieur, de faire instruire votre religion sur les abus qui y sont dénoncés. » 24 juillet. — P. 175. Au même, lui demandant de la graine de turneps, pour planter dans les cantons ravagés par la grêle du 13 juillet, « seul moyen, non pas de réparer cette perte, mais d'en diminuer les funestes effets... Peut-être ce moment est celui qu'il importe de saisir pour accrédi-ter cette culture et en faire connoître tous les avantages aux habitans des campagnes ; l'idée en est du moins consolante, au milieu des calamités qui affligent notre province. » 25 juillet. — P. 176. Au même, relativement à des insultes faites à l'assemblée municipale d'Oisemont. 26 juillet. — P. 177. Au même, lui envoyant un mémoire de réclamation pour l'administration des biens communaux de Picardie. 26 juillet. — P. 177. A M. de la Touche, sur le mauvais état de la route de Paris en Flandre entre Roye et Péronne. 27 juillet. — P. 178. Au même, lui demandant ses observations sur une requête de l'assemblée municipale de Paillart, qui demande l'envoi dans ce village d'un ingénieur pour constater les dommages occasionnés par les grandes eaux et aviser aux moyens de les réparer. 28 juillet. — P. 179. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur la demande faite par l'assemblée municipale de Villers-Bretonneux, de fonds de charité pour la réparation des rues de ladite paroisse. 28 juillet. — P. 181. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur les tourbages de Castres. 29 juillet. — P. 182. Au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet de l'incendie d'Oisemont. 29 juillet. — P. 184. Au

bureau d'encouragement, pour le féliciter de sa création. 27 juillet. — P. 187. Au même, pour appuyer une demande de secours et d'encouragements faite par M. du Pontlévêque, bourgeois de Péronne, pour une blanchisserie qu'il a établie auprès de cette ville. 30 juillet. — P. 188. Au bureau intermédiaire de Calais, sur des portions de communes usurpées à Balinghem. 31 juillet. — P. 190. Au comte de Calonne de Courtebourne, pour prendre part à la perte qu'il a faite de sa femme. 2 août. — P. 190. A M. Laurent de Villedeuil, pour le féliciter de sa promotion au ministère dans le département duquel se trouve la Picardie. 2 août. — P. 193. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur des réparations à faire notamment aux églises de Vercourt et de Sorel. 5 août. — P. 196. A l'Intendant, l'informant que la commission a ouvert une contribution volontaire au profit des victimes de la grêle du 13 juillet. 8 août. — P. 196. Circulaire à tous les députés à l'assemblée provinciale, sur le même objet, et leur demandant leur offrande. 10 août. — P. 196. Aux bureaux intermédiaires, sur le même objet. 11 août. — P. 190. Lettre à M. Blondel, relativement aux impositions. 13 août. — P. 199. Au contrôleur général, lui envoyant l'état des pertes causées dans le département de Montdidier par l'orage du 13 juillet. « Cet état relevé sur les procès-verbaux tenus par les commissaires délégués par le bureau intermédiaire du département, pour se transporter sur les lieux qui ont souffert de la grêle, a été formé à trois colonnes contenant le nombre des feux de chaque paroisse victime de ce désastre, le montant de ses impositions totales et l'importance de sa perte... Vous remarquerez en effet, Monsieur, par cet état, qu'en ramenant toutes les quotités des pertes propres à chaque paroisse à un même dénominateur, le terme moyen est presque de moitié, et nous observerons que la surface du terrain qui a été exposé à la grêle et autres effets de l'orage, est de 24 lieues quarrées ; or en ne comptant par lieue quarrée que 1.200 arpens en bled et autant en grain de mars ou autres genres de culture, comme chanvre, vignes, prairies, et n'évaluant le produit brut de chaque arpent qu'à 60 l. prix moyen, la valeur totale seroit de 3.456.000 l., ce qui fait pour moitié 1.728.000 l. » 13 août. — P. 200. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur les troubles d'Oisemont. — P. 203. Au même, sur les réparations à faire à la caserne de la brigade de maréchaussée dudit lieu. 16 août. — P. 205. Circulaire aux marchands de toiles

d'Amiens, pour l'adjudication du blanchissage du linge des gardes du corps. 17 août. — P. 205. Lettre au bureau intermédiaire de Péronne (Abbeville ?), sur les travaux des ponts de Nampont et de Pont-Remy. 18 août. — Fol. 205. Au bureau intermédiaire de Montdidier, lui envoyant un sac de graine de turneps donné par le gouvernement. 21 août. — P. 206. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur la réparation du pont et de l'écluse de Groffliers. 21 août. — P. 207. Au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet du canal de St-Valery. 23 août. — P. 208. A M. Prévôt, au sujet des épidémies de Canny et de Roye sur Matz. 24 août. — P. 208. Circulaire aux bureaux intermédiaires, relativement aux travaux des routes. 26 août. — P. 209. Aux mêmes, relativement à l'exemption de taille personnelle accordée aux mineurs. 26 août. — P. 209. Lettre au bureau intermédiaire de Péronne, le priant de prendre des éclaircissements sur la blanchisserie du sieur Dupontlévêque, qui demande un encouragement sur les 180.000 l. accordées pour le commerce de Picardie. 30 août. — P. 211. Au même, au sujet d'un moulin établi sur le canal de la Somme à Licourt. 30 août. — P. 213. Au même, au sujet du presbytère d'Hardecourt au Bois. 30 août. — P. 212. A M. Necker, directeur général des finances, pour le féliciter de sa promotion au ministère. 31 août. — P. 213. Au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet du pont de Taussac. 1^{er} septembre. — P. 215. Au bureau intermédiaire de Doullens, sur des réparations à faire à la caserne de Forestmontiers. 1^{er} septembre. — P. 218. Au bureau intermédiaire de Montdidier, notamment sur des travaux à faire pour protéger le village de Coullemelle contre les eaux sauvages. 2 septembre. — P. 220. Au directeur général des finances, relativement à la prestation représentative de la corvée. 2 septembre. — P. 222. Au bureau intermédiaire de Péronne, pour faire cesser les irrégularités que présentent les deux paroisses de Chipilly et d'Étinehem, qui toutes deux sont en même temps des élections de Péronne et de Doullens, sans ligne de démarcation. 3 septembre. — P. 223. A M. Lefébure, régisseur de l'école vétérinaire d'Alfort, au sujet des élèves pensionnaires de la province à ladite école. 4 septembre. — P. 224. Au bureau intermédiaire de Doullens, notamment sur une requête des habitants d'Authieule, expositive des dégâts causés dans ladite paroisse par l'orage de 8 juin précédent. 8 septembre. — P. 225. A M. de la Touche, relativement au pont sur la Cologne à Doingt. 9 septembre. — P. 227. Au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet du canal de St-Valery. 10 septembre. — P. 228. Au directeur général des finances, au sujet de l'exportation des grains. « Si vous regardez, Monsieur, la suspension que vous

proposez de l'exportation des grains comme devant produire des effets vraiment salutaires pour tout le royaume, elle devient nécessaire et indispensable pour cette province par la nature des circonstances : le peuple en Picardie ne vit que de pain, c'est le seul aliment qui soutienne son existence ; la chèreté de cette denrée doit par conséquent être plus allarmante pour lui que pour tout autre. Vous n'ignorez pas d'ailleurs, Monsieur, l'état désastreux de nos manufactures : il est tel qu'un nombre infini d'ouvriers est dévoué à la misère la plus effrayante ; et ce mal moral et politique, vous le savez, Monsieur, vient d'être encore aggravé par l'orage funeste du 13 juillet, qui a détruit tout, absolument tout, sur des cantons entiers de cette province. » Ils lui demandent des semences de grains pour la province. 10 septembre. — P. 230. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, relativement aux cimetières pour les non catholiques. 11 septembre. — P. 234. Au bureau intermédiaire de Montdidier, au sujet du renouvellement des assemblées de départements. 15 septembre. — P. 235. Nouvelle lettre de félicitation à M. Necker. 16 septembre. — P. 235. Lettre au même, relativement aux vingtièmes. 16 septembre. — P. 237. Circulaire aux départements d'Amiens, Calais, Doullens, St-Quentin et Abbeville, sur les retards qu'éprouve la distribution des fonds de charité. 16 septembre. — P. 237. Lettre au bureau intermédiaire de Montdidier, sur les réparations de la nef de l'église du Quesnel. 18 septembre. — P. 238. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet du remplacement d'un des députés à l'assemblée dudit département. 20 septembre. — P. 239. A M. de la Millière, relativement à la traverse de Montreuil. 20 septembre. — P. 341. A l'Intendant, relativement aux casernes d'Ardres. 21 septembre. — P. 341. A l'Intendant, sur les sommes à payer aux greffiers des juridictions royales qui ont fait les relevés des registres aux baptêmes, mariages et sépultures, pour former les états de population de 1787. 21 septembre. — P. 244. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur divers points d'administration. 23 septembre. — P. 246. Au même, répondant à différentes questions relativement à la tenue de l'assemblée d'arrondissement qui doit pourvoir au remplacement de M. Plantard. 26 septembre. — P. 247. Au directeur général des finances, au sujet de la contribution représentative de la corvée. 28 septembre. — P. 251. A M. Legrand, le priant de se transporter à Longueau, où il règne une maladie épidémique. 30 septembre. —

P. 252. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, lui marquant que la commission ne peut s'assujétir à accuser réception de tous les rôles qu'il lui envoie : « Nous ne saurions trop vous assurer, Messieurs, que rien n'est perdu de vue ici, et vous en seriez bien persuadés, si vous aviez la moindre idée du travail immense qui nous occupe : nous aurons vérifié avec toute l'attention dont nous sommes capables, plus de 3.000 rôles dans l'année, tant pour la contribution représentative de la corvée, que pour les vingtièmes des fonds, ceux de l'industrie et de la capitation, tandis que les bureaux intermédiaires de départements qui n'en ont pas à beaucoup près une aussi grande quantité, ne les visent que très imparfaitement. Et observez, Messieurs, que ce travail n'est qu'une petite partie du détail : jugez donc de ce que doit être tout le détail joint aux grands objets d'administration ! D'ailleurs, Messieurs, il ne faut pas se dissimuler que notre régime n'entraîne des longueurs considérables, surtout en ce qui concerne les rôles : vous n'ignorez pas que nous n'avons qu'une séance par semaine, souvent il arrive que les envois tombent le lendemain de la séance, et dans ce cas ils se trouvent naturellement reculés de huit jours ; ensuite on ne peut les vérifier qu'à leur tour, et il faut les faire signer par un certain nombre de personnes qu'il faut rassembler ; après, on les envoie à l'Intendance, où ils restent plus ou moins de tems, suivant les circonstances : enfin le renvoi est encore subordonné au moment du départ des diligences et quelque fois à la surcharge du travail dans le bureau. » 30 septembre. — P. 253. A M. Legrand, le priant de se transporter à Heilly, où il règne une maladie épidémique. 1^{er} octobre. — P. 254. Au bureau des incendiés, en faveur du sieur Létouart. 1^{er} octobre. — P. 254. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement au fort imposé. 1^{er} octobre. — P. 256. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur le projet de canal de navigation d'Avricourt à l'Oise. 1^{er} octobre. — P. 257. Au même, au sujet des opérations relatives aux constructions et réparations d'églises et presbytères. 2 octobre. — P. 259. Au directeur général des finances, lui envoyant les états des pertes des départements de Péronne et d'Abbeville, à la suite des derniers orages. « Vous verrez dans le premier, que la perte qui y est évaluée 1.426.295 l., approche beaucoup de celle éprouvée par le département de Montdidier. Celle d'Abbeville n'est pas aussi considérable : elle n'est évaluée qu'à 329.257 l. 10 s. ; elle n'a pas non plus pour cause l'orage du 13 juillet, mais elle n'en mérite pas moins d'être prise en considération du Conseil, et les malheureux qui la supportent n'en sont pas moins dans le cas d'éprouver la bienfaisance du Roi. » 3 octobre. — P. 260. Au directeur général des

finances, se plaignant de ce que les officiers de l'élection d'Amiens refusent de communiquer au bureau intermédiaire de ladite ville les renseignements nécessaires pour faire la répartition des impositions, et de ce que, par ce fait, cette opération se trouve suspendue. Octobre. — P. 263. Au bureau intermédiaire de Calais, lui renvoyant le rôle de répartition des gages du maître d'école, des honoraires du vicaire et de la rétribution des sœurs de la Providence de Guines. 8 octobre. — P. 264. Au directeur général des finances, sur ce que les officiers de l'élection de Péronne, allant plus loin encore que ceux d'Amiens, non seulement « ont refusé au bureau intermédiaire de Péronne la communication des pièces dont ils avoient besoin, mais même ils ont arrêté de faire eux-mêmes le département de la taille, et de rendre, sur la réquisitoire d'un de leurs membres, attendu l'abstention du procureur du Roi, un jugement qui portera en substance que défenses seront faites aux membres du bureau intermédiaire de l'assemblée de ce département, de s'immiscer dans les fonctions attribuées aux élections par les édits, ordonnances, déclarations, arrêts et règlements intervenus sur le fait de la taille et département d'icelle, avec injonction de s'y conformer. D'un autre côté, les bureaux intermédiaires d'Abbeville et de Doullens témoignent les mêmes craintes de la part des officiers de leurs élections respectives ; celui d'Abbeville particulièrement se fonde sur ce qu'il n'a pu obtenir aucune communication, quoique le subdélégué ait transmis les ordres de M. l'Intendant aux officiers de leur élection. » 8 octobre. — P. 265. Au duc de Mailly, relativement à sa contribution. 9 octobre. — P. 267. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur les réparations à faire au clocher de Sorel. 10 octobre. — P. 269. Circulaire aux assemblées de départements, relativement à l'amélioration des haras. 14 octobre. — P. 270. Aux mêmes, sur la forme des convocations d'arrondissement, pour la nomination des représentants aux assemblées de départements. 14 octobre. — P. 271. Aux départements de Doullens, Péronne, Amiens, Montdidier, Abbeville et St-Quentin, sur les difficultés faites par les élections pour laisser les bureaux intermédiaires faire le département des impositions, leur marquant que le ministre vient de leur envoyer un arrêt du Conseil du 4 du même mois, « qui règle les opérations à faire pour le département de la taille de 1789. Comme il restitue MM. les officiers des élections dans leurs anciens droits, nous avons tout

lieu de croire que vous n'éprouverez plus de difficulté de leur part pour obtenir les éclaircissements dont vous avez besoin pour ce travail important.» 14 octobre. — P. 272. Aux assemblées de départements, sur la dispense de payer des droits d'amortissement accordée aux communautés laïques qui possèdent des droits de pacage, chauffage, et tous autres droits d'usages. 14 octobre. — P. 273. Lettre au bureau d'encouragement, pour appuyer la demande de secours faite par le sieur Dupontlévêque, de Péronne, pour sa blanchisserie. 15 octobre. — P. 274. Au directeur général des finances, au sujet de la répartition des impositions. 16 octobre. — P. 278. Circulaire aux assemblées de départements, relativement aux dix étalons que le gouvernement se propose d'envoyer dans la province de Picardie. 18 octobre. — P. 280. Lettre au marquis de Valangart, en réponse à différentes questions par lui posées sur les droits et prérogatives de la présidence dans les assemblées provinciales et de départements. 25 octobre. — P. 281. A M. Blondel, en faveur du jeune Létoquart, incendié. 26 octobre. — P. 283. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur une contestation intéressant les assemblées municipales de Pargny et Fontaine, Épenancourt, Morchain et Potte. 27 octobre. — P. 283. A M. de la Touche, sur la construction d'un pont près de Conchy. 27 octobre. — P. 284. A l'Intendant, relativement à la rémunération d'un travail exécuté par le greffier de la subdélégation de Calais. 27 octobre. — P. 284. A M. Legrand, le priant de se transporter à Famechon et à Riencourt où on annonce qu'il règne des maladies épidémiques. « Comme les maladies régnantes n'ont souvent pas les propriétés malfaisantes qu'on leur attribue, et que par cette raison ces sortes de réclamations se répètent souvent, nous ne saurions trop vous recommander, Monsieur, d'agir dans ces circonstances avec toute la réserve dont vous êtes capables, et de faire entendre aux habitants que les symptômes de maladie n'étant pas dangereux, ils ne sont pas en droit de réclamer les secours du gouvernement ; vous vous rappelez, Monsieur, que Longeau étoit précisément dans ce cas. » 27 octobre. — P. 285. A M. Hourier, procureur fiscal de la justice de Poix, le chargeant de veiller à la distribution des secours aux malades indigents de Famechon. 27 octobre. — P. 286. Au directeur général des finances, relativement au remplacement des membres décédés depuis la dernière tenue des assemblées de départements. 30 octobre. — P. 288. A M. Brun, relativement à la réception des ouvrages du canal de St-Valery. 2 novembre. — P. 289. Aux bureaux intermédiaires d'Amiens et d'Abbeville et à la chambre du commerce, au sujet dudit canal. 3 novembre. — P. 290. Au bureau intermédiaire

d'Abbeville, pour le féliciter de la contribution qu'il vient de faire en faveur des victimes de l'orage du 13 juillet. 4 novembre. — P. 290. Au bureau intermédiaire de Montdidier, au sujet du sieur Caffet, aspirant à l'école vétérinaire. 4 novembre. — P. 291. A M. de la Touche, relativement au canal de St-Valery. 4 novembre. — P. 292. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet du syndic municipal de Vismes. 6 novembre. — P. 295. Circulaire aux départements, relativement aux procès-verbaux des assemblées de départements. 6 novembre. — P. 296. Lettre à M. Laurent de Lionne, au sujet du canal de la Somme. 7 octobre. — P. 297. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur la difficulté de remédier à l'abus des quêtes particulières faites par les cultivateurs. 7 novembre. — P. 299. A la communauté des marchands épiciers et drapiers d'Abbeville, sur un procès pendant en la sénéchaussée de Ponthieu, entre ladite communauté et la fermière du duc de Fleury. 7 novembre. — P. 300. A la commission intermédiaire d'Ile de France, au sujet de difficultés élevées entre les municipalités de Velennes et de Boursaines. 7 novembre. — P. 300. Au directeur général des finances, au sujet de divers travaux à faire, notamment aux églises de Vercourt et de Franvillers. 8 novembre. — P. 302. Au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet du faucardement de la Somme. 11 novembre. — P. 305. Au bureau d'encouragement, relativement à une manufacture de filets établi dans le bureau de charité de la ville de Calais. 14 novembre. — P. 306. A l'Intendant, sur le rétablissement demandé d'un petit pont tournant sur le bras de rivière qui traverse la basse ville de Calais. 14 novembre. — P. 307. Au directeur général des finances, relativement aux relations qui doivent exister entre l'assemblée provinciale et celles qui lui sont subordonnées, et notamment avec les syndics paroissiaux et municipaux. « M. l'Intendant d'Amiens, dans la conviction sans doute que les syndics paroissiaux devoient être ses agens de préférence, leur a toujours adressé les règlements à promulguer, et il en est résulté jusqu'ici un grand nombre d'inconvénients. Il s'est établi d'abord un conflit d'autorité nuisible au bien du service public : vous n'ignorez pas, Monsieur, que ce sont dans les agens les plus subordonnés du pouvoir que cette rivalité subsiste avec plus d'empire ; toutes les fois donc qu'il s'est présenté des occasions de se contrequarrer respectivement de la part de ces deux espèces de syndics, elles ont été saisies avec empressement par

l'un ou l'autre, suivant les circonstances, et il n'a pu qu'en résulter du désavantage pour le service. Une suite inévitable de ce premier inconvénient, Monsieur, c'est que les syndics paroissiaux ne communiquent pas aux assemblées municipales les ordres qui leur sont transmis par M. l'Intendant, de manière que ces assemblées ne peuvent pas les exécuter en ce qui les concerne : il pourroit même arriver qu'ils apportassent des obstacles à leur exécution, faute de les connoître. Une autre raison qui doit surtout faire désirer la suppression des syndics paroissiaux, c'est l'augmentation de la dépense qu'occasionneroit aux communautés d'habitans la continuation du régime qui admettroit deux syndics dans chaque paroisse. La promulgation de l'arrêt du Conseil du 8 août dernier en fournit une preuve évidente. M. l'Intendant a fait afficher cet arrêt dans toutes les paroisses de la généralité, ensuite nous l'avons fait réimprimer conformément à l'instruction contenue en la lettre de M. Lambert, et nous en avons adressé des exemplaires à chaque municipalité : il en est résulté une double dépense en pure perte. Si, au lieu de suivre cette marche, M. l'Intendant nous eut fait remettre un exemplaire de cet arrêt avec son attache, nous l'aurions adressé, comme nous l'avons fait, à chaque municipalité, et l'intention du Conseil auroit été également remplie. Au reste vous sentez, Monsieur, que ce magistrat et nous, nous n'avons fait en cela que suivre l'instruction qui nous avoit été donnée par le ministre des finances. Les syndics paroissiaux entraînent encore dans un autre objet de dépense non moins considérable : chaque envoi qui leur est fait coûte aux paroisses cinq sols, et l'on observe qu'il y en a près de 1.300 dans la généralité, et que les envois se succèdent assez fréquemment. Il y a entre outre des frais de voyages, de vacations et de déplacements, ainsi que des gratifications allouées à ces syndics : quelques-uns même ont des remises sur leurs impositions ; tout cela, comme vous le présumez bien, Monsieur, tourne à la charge de la communauté, qui, d'un autre côté, sera encore obligé de pourvoir à la dépense de l'assemblée municipale : nous avons sous les yeux des états où cette dépense des syndics paroissiaux monte pour une seule paroisse et pendant une seule année à la somme de 47 l. 6 s. Enfin la nouvelle décision du Conseil, qui règle qu'il n'y aura plus qu'un seul collecteur pour toutes les impositions dans chaque paroisse, ôte aux syndics paroissiaux la seule fonction qui leur restoit, celle de receveur des vingtièmes ; dès lors leur suppression n'entraîne plus aucun inconvénient : nous osons dire même que le bien du service, l'uniformité dans l'exécution des ordres de l'administration, et l'économie dans les

dépenses qui grèvent les habitans de la campagne, en font une loi nécessaire et indispensable. » 14 novembre. — P. 309. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur une municipalité à former avec Woincourt-Ponthieu et Ysengremer. 15 novembre. — P. 310. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur des dissensions entre le syndic municipal de Honnecourt et la municipalité dudit lieu. 15 novembre. — P. 311. Au bureau intermédiaire de Calais, au sujet des pouvoirs désirés par l'assemblée dudit département assez étendus, pour être à portées de prévenir ou d'arrêter les accidents imprévus auxquels le Calaisis et l'Ardresis sont exposés. 15 novembre. — P. 312. A M. Blondel, relativement aux impositions du Boulonnois. 15 novembre. — P. 316. Au bureau intermédiaire de Calais, relativement aux travaux des communautés. 16 novembre. — P. 317. A l'abbé Quentin, curé de Saleux, lui demandant des éclaircissements sur une épidémie que l'on prétend régner au Pont-de-Metz. 18 novembre. — P. 319. Au bureau intermédiaire de Calais, le remerciant des trois expéditions qu'il a envoyées de tous les procès-verbaux de ses séances. « Nous croyons cependant devoir vous prévenir que nous ne les enverrons pas au ministre des finances ni à M. l'Intendant, parce qu'aucuns règlements ne nous y assujettissent, et que ce seroit contracter en quelque sorte une obligation qu'il ne seroit peut-être pas en notre pouvoir de remplir pour ce qui concerne les autres départements. C'est pourquoi, en applaudissant aux vues qui vous ont guidées dans ce travail, nous vous invitons, par les motifs que nous venons de vous mettre sous les yeux, à vous en abstenir désormais ; nous n'en avons même pas besoin pour nous, parce que toutes les matières étant classées dans nos archives, nous nous reportons sans peine à toutes vos délibérations que vous nous avez envoyé en détail. Nous ne saurions trop applaudir aussi au projet d'atlas de tous les chemins vicinaux de votre département, déjà mis en exécution par M. Cordier de la Houssoye ; nous vous prions, Messieurs, d'être auprès de lui les interprètes de notre reconnoissance et du vœu que nous formons pour que, se livrant à son zèle, il lève sur cet atlas, pour notre usage particulier, une carte générale, sur une échelle moins étendue ; cette carte nous seroit vraiment de la grande utilité ; nous n'oserions former ce vœu, si nous n'étions en droit de tout attendre d'un aussi bon cytoyen. » 19 novembre. — P. 322. A l'abbé Tessier, lui envoyant l'état des pertes occasionnées par l'orage du 13 juillet. 25 novembre. — P. 322. Au bureau intermédiaire

d'Abbeville, lui envoyant l'état des pauvres du quartier Marcadé de ladite ville adressé au directeur général des finances par l'abbesse de Willancourt, et lui demandant des éclaircissements sur les secours demandés par ladite abbesse en faveur desdits pauvres. 25 novembre. — P. 324. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet de réparations à faire à la nef de l'église de Sorel. 26 novembre. — P. 327. A M. Prévost, avocat du Roi à Roye, le chargeant de prier M. Midi, médecin en ladite ville, de se transporter à Damery, où, suivant M. de Braquemont, il règne une maladie épidémique, le priant en outre d'y faire les distributions de secours. 16 novembre. — P. 328. A M. Le Vassor, à Crépy en Valois, le remerciant de l'envoi par lui fait d'un ouvrage sur la méthode la plus simple de répartir les impositions dans la plus juste proportion. 28 novembre. — P. 329. A M. Le Grand, le priant de se rendre de nouveau à Bacouel, dont la maladie fait des progrès alarmants. 29 novembre. — P. 331. Au garde des sceaux et à M. Necker, leur envoyant « une copie du supplément au mémoire de M. le comte de Gomer que nous vous avons envoyé précédemment. Après le plus mûr examen de toutes les observations qui nous ont été remises sur la forme de convocation des États Généraux, nous avons cru devoir adopter de préférence le projet indiqué dans ce mémoire, et en former notre vœu sur cette matière importante. Daignez en être, Monsieur, l'interprète auprès de Sa Majesté : elle y verra le désir du bien ; nous osons croire même que ce vœu n'est pas étranger à son cœur, ni si éloigné peut-être des vues patriotiques des ministres qui composent son conseil. » 1^{er} décembre. — P. 332. Aux officiers municipaux d'Amiens, leur marquant que « touchés comme vous de l'état de détresse du peuple de la ville d'Amiens, nous nous sommes empressés d'entrer dans les vues bienfaisantes et patriotiques qui ont dirigé la demande que vous nous avez faite d'une partie des fonds de charité qui sont à notre disposition. Heureusement nous avons mis en réserve une somme de 14.250 l., pour subvenir au cas imprévu, car sans cela, Messieurs, votre demande seroit venue à tard, et c'eut été en vain que vous auriez réclamé de nous de venir au secours de nos malheureux concitoyens. » 2 décembre. — P. 333. Au directeur des finances, au sujet du secours de 4.000 l., sur les fonds de charité que la commission vient d'accorder à la ville d'Amiens, pour subvenir à la classe indigente. 3 décembre. — P. 336. Au bureau intermédiaire de Saint-Quentin, lui demandant son avis sur un mémoire du sieur Williamme, maire du Câtelet, « contenant l'annonce d'une prétendue découverte que ce particulier a faite d'une sorte de tourbe composées de feuilles et de charbon de

terre ». — P. 337. Au directeur général des finances, sur ce qui s'observe dans la province à l'égard des syndics paroissiaux, dont le service a paru au Roi désormais inutile. 5 décembre. — P. 341. A M. de la Touche, au sujet du pavage du chemin de Chaulnes à Lihons. 5 décembre. — P. 341. Au directeur des finances, relativement aux haras. — P. 342. A M. Laurent de Lionne, sur différents objets intéressant le canal de la Somme. 7 décembre. — P. 344. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur l'établissement d'un cimetière à Braucourt. 8 décembre. — P. 346. Au directeur général des finances, lui adressant un mémoire du bureau intermédiaire de St-Quentin, tendant à prévenir la distraction de la baronnie de Honnecourt de la généralité d'Amiens. 9 décembre. — P. 347. Au bureau intermédiaire de Calais, sur des réparations à faire à la digue d'Écuire. 9 décembre. — P. 347. Au directeur général des finances, relativement aux pépinières royales. 9 décembre. — P. 348. Au même, au sujet d'un nouveau procédé proposé par l'abbé Bralle, curé de Tertry, pour la préparation du chanvre. 12 décembre. — P. 351. A M. de la Touche, sur des précautions à prendre pour le canal de St-Valery. « La braye est dit-on pleine de glace, on craint de voir la digue crever au noc de Boismont, et il pourroit être instant de réparer ce noc, ou plutôt de le boucher, comme inutile. » 16 décembre. — P. 353. Au directeur général des finances, lui marquant que « la misère affreuse qui désole notre province est au-dessus de toute expression : les villes de fabrique, qui réunissent un grand nombre d'ouvriers dont le travail, lorsqu'ils en ont, suffit à peine pour leur subsistance de chaque jour, ces villes offrent surtout le spectacle affligeant d'une détresse dont il n'y a pas d'exemple. L'anéantissement total de nos manufactures sacrifiées au traité de commerce ne nous faisoit déjà que trop redouter d'avance la saison actuelle. Plusieurs faillites considérable, qui ont porté le dernier coup à un grand nombre de nos fabricans, la rigueur excessive du froid et la grande cherté du pain, viennent achever de plonger dans le besoin le plus allarmant plus de la moitié des habitans d'Amiens et d'Abbeville. Dans une telle occurrence, Monsieur, les secours que procurent les aumônes ordinaires étant bien insuffisants, MM. les officiers municipaux d'Amiens, touchés du sort de leurs concitoyens malheureux, ont cherché les moyens d'y suppléer : ils ont fait un fond pour l'établissement de deux ateliers de charité », secours insuffisants : « la dépense d'une

seule semaine les fera tarir ; il faut donc chercher de nouvelles ressources et ne pas attendre, pour s'en procurer, que les premières soient entièrement épuisées ». Ils demandent la disposition des fonds de l'octroi de Picardie : « Nous avons déjà l'exemple d'un semblable emploi de ces fonds, puisqu'ils sont aujourd'hui encore affectés à l'acquit d'un emprunt qui avoit été fait en 1740 pour venir au secours des pauvres de la province. L'année 1740 fut une époque à jamais mémorable par la misère des peuples : l'époque présente est encore plus dure et plus désastreuse en tout les sens. La caisse de l'octroi a en ce moment plus de fonds que n'en exigent les travaux actuels du canal de Picardie : mais d'ailleurs les plus beaux établissements, les monuments les plus imposans ne valent pas la vie d'un seul homme, et il s'agit ici, Monsieur, de celle de plusieurs milliers d'individus. » 16 décembre. — P. 355. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur la demande par les habitants de Friaucourt et Boismont d'être déchargés du fournissement des canonniers auxiliaires, en faveur du service de la côte auquel ils sont attachés. 16 décembre. — P. 355. Au directeur général des finances, sur les retards dans le recouvrement des impositions. 17 décembre. — P. 357. Au même, pour réclamer l'administration des communes. 18 décembre. — P. 358. Aux officiers municipaux d'Amiens, leur marquant que le Roi a approuvé l'affectation de 4.800 l. à prendre sur les fonds de charité, pour établir des ateliers de charité en faveur des ouvriers d'Amiens sans travail. 18 décembre. — P. 360. A M. Lefebvre, régisseur de l'école vétérinaire d'Alfort, lui faisant connaître le choix du sieur André Caffet, comme élève pensionnaire de la province à ladite école. 19 décembre. — P. 360. Au directeur général des finances, sur la demande par les officiers municipaux d'Abbeville, d'être déchargés du chauffage de la garnison. 19 décembre. — P. 362. Aux receveurs généraux des finances, leur demandant de participer à la contribution volontaire ouverte entre les mains du secrétaire provincial, en faveur des victimes de l'orage du 13 juillet. 20 décembre. — P. 362. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur la distribution des fonds de charité. 20 décembre. — P. 363. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur les réparations à faire au presbytère et aux écoles de Morchain et de Potte. 20 décembre. — P. 363. Au bureau intermédiaire de Calais, sur deux réclamations par la paroisse de Hames, l'une concernant une inondation causée par des poutres qui ont été mises au pont de Hames, l'autre relative à la suppression du noc nommé l'Aubaine. 20 décembre. — P. 364. Au bureau d'encouragement, lui envoyant « une lettre par laquelle l'assemblée municipale de Locquin annonce que le sieur François Desvignes,

soldat au régiment de Bervick, possède des connoissances utiles en matière d'instrumens propres à perfectionner la filature du coton et la fabrique des étoffes, notamment celle des toiles les plus fines. » 20 décembre. — P. 364. Au bureau intermédiaire d'Amiens, lui marquant que la nomination de M. Sangnier, l'aîné, comme député à l'assemblée dudit département, a été confirmée par le Conseil. 20 décembre. — P. 365. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, lui marquant que « l'extrême misère qui règne dans la ville d'Amiens, et qui provient principalement de la multitude des ouvriers de fabrique qui sont sans travail, nous a fait présumer qu'Abbeville, qui contient aussi un grand nombre de fabriques, doit être à peu près dans le même cas ; c'est pour quoi nous avons arrêté dans notre séance du 19 de ce mois, de destiner sur les fonds de charité qui sont restés en réserve une somme de 2.400 l. », pour travaux de charité. 22 décembre. — P. 367. Au directeur général des finances, lui demandant des éclaircissements sur les réparations d'églises et de presbytères dans les villes qui renferment plusieurs paroisses. 26 décembre. — P. 369. A M. Prévôt, lui demandant des renseignements sur la maladie qui règne à Fouquescourt. 27 décembre. — P. 369. Au bureau intermédiaire de Calais, contenant plusieurs questions concernant l'organisation municipale de Montreuil au point de vue du recouvrement des impositions. 27 décembre. — P. 370. Au directeur général des finances, au sujet de secours demandés par la comtesse de St-Simon, en faveur des habitants de ses quatre paroisses, victimes de la grêle. 29 décembre. — P. 371. Au même, le remerciant des nouveaux secours accordés par le Roi en faveur des victimes de l'orage du 13 juillet. 29 décembre. — P. 372. A l'Intendant, au sujet de travaux effectués pour le redressement, l'élargissement et le curement de l'Authie. 29 décembre. — P. 373. Au bureau intermédiaire de Doullens, au sujet d'un incendie survenu à Bussu. 29 décembre. — P. 375. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, lui renvoyant la transaction et le rôle de répartition fait par l'assemblée municipale du Câtelet d'une somme de 1.200 l. pour payer les frais d'un procès entre les habitants et le seigneur dudit lieu, et des réparations au chœur de leur église. 30 décembre. — P. 375. Aux officiers municipaux d'Amiens, leur faisant savoir que le Roi a autorisé la destination d'une partie des fonds de l'octroi de Picardie au soulagement des familles indigentes et des ouvriers des fabriques de la province. 30 décembre. — P. 376. Aux bureaux inter-

médiaires de Montdidier, Amiens, Abbeville et Péronne, sur la répartition d'un nouveau secours de 20.000 l. accordé par le Roi aux victimes de la grêle. 31 décembre. — P. 377. Souhaits de nouvelle année au directeur général des finances, à M. Laurent de Villedeuil et au duc d'Havré. 31 décembre.

1789. — P. 379. Aux officiers municipaux d'Amiens, au sujet des mesures qu'ils ont prises « pour assurer dans cette ville l'approvisionnement des farines que la congélation des rivières de Somme et de la Celle faisoient craindre de voir interrompus. » 2 janvier. — P. 380. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, concernant l'établissement d'un cimetière pour les non catholiques à Hargicourt. 4 janvier. — P. 380. Au bureau d'encouragement, lui envoyant un mémoire de M. Mouron sur l'établissement qu'il a formé d'un troupeau de béliers et de brebis anglaises. 4 janvier. — P. 381. Au bureau intermédiaire de Calais, au sujet d'un rôle par l'assemblée municipale de Vieille-Église, pour la répartition d'une somme de 596 l. 10 s, pour assister, nourrir et vêtir les pauvres. 4 janvier — P. 381. A M. de la Touche, au sujet des ponts de Collines et de Villers, et des plaintes du bureau intermédiaire d'Abbeville, sur l'insubordination des sous-ingénieurs, qui prétendent ne pas pouvoir correspondre avec eux, que l'ingénieur en chef n'ait été préalablement consulté. 4 janvier. — P. 382. A la chambre du commerce, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel les matelots classés de la Somme prétendent jouir de la navigation exclusive de cette rivière. 4 janvier. — P. 383. A l'Intendant, lui marquant que « quelque flatteuses que soient pour nous les relations qui nous mettent à portée de correspondre avec vous, nous n'avons pas vu sans étonnement, nous dirons même sans peine, que MM. les officiers municipaux d'Amiens, après avoir sollicité et obtenu de nous à deux reprises différentes des secours en faveur des pauvres de cette ville, aient cru avoir besoin de réclamer votre intervention pour en réclamer de nouveaux » ; ils viennent néanmoins, comme cette demande est juste, de faire expédier auxdits officiers municipaux un mandat de 6.000 l. sur les fonds de l'octroi de Picardie. 6 janvier. — P. 384. Au directeur général des finances, lui envoyant copie de l'état remis à l'Intendant le 3 de ce mois par les officiers municipaux d'Amiens, contenant l'aperçu des dépenses qu'ils ont faites pour le soulagement des pauvres, depuis le 9 décembre 1788, époque de l'établissement des ateliers de charité, avec des observations. 6 janvier. — P. 387. A M. Tascher, abbé de Ste-Larme, sur la réunion de la ferme de Selincourt à la municipalité d'Aumont. 7 janvier. — P. 392. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au

sujet d'un incendie considérable survenu au faubourg de Thuisson de ladite ville. 9 janvier. — P. 392. A M. de la Touche, lui marquant que la partie des remparts d'Amiens, du pont Barrabant à celui des Célestins « a garanti en 1784 la basse ville d'une inondation. Cette partie de rempart se trouvant aujourd'hui détruite par suite des opérations du canal, nous avons tout lieu de craindre qu'il n'en résulte des accidens fâcheux au premier dégel, les circonstances étant à peu près les mêmes qu'en 1784, et M. Laurent de Lionne n'y ayant pas encore fait substituer une digue suffisante pour arrêter l'effet des eaux. » Il est prié de se transporter sur les lieux, pour aviser à ce qu'il y a à faire. 9 janvier. — P. 393. A M. Maisnel, le priant d'accompagner M. Delatouche dans ladite opération, pour lui fournir tous les renseignements dont il aura besoin. 9 janvier. — P. 393. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, lui envoyant un mandat de 3.000 l. sur les fonds de l'octroi, pour le soulagement des indigents de ladite ville. 9 janvier. — P. 394. A M. Delatre, à Boves, lui demandant des éclaircissements au sujet d'une requête présentée par le nommé Capelle, du village de Fouencamps, à l'effet d'obtenir une gratification, pour avoir, au péril de sa vie, sauvé quatre personnes entraînées par les eaux avec une voiture et deux chevaux. 10 janvier. — P. 394. Aux officiers municipaux d'Amiens, relativement aux mesures à prendre pour prévenir les dangers que la crue extraordinaire des eaux pourrait occasionner. 10 janvier. — P. 395. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet de la répartition des fonds de charité. 10 janvier. — P. 395. A M. de Croissy, chevalier de St-Louis, le chargeant de distribuer les secours aux indigents atteints de l'épidémie du Pont-de-Metz. 10 janvier. — P. 396. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur les mesures à prendre pour parer aux accidents qui pourraient être occasionnés par le dégel. 10 janvier. — P. 397. A l'Intendant, relativement au canal de la Somme. 11 janvier. — P. 398. A l'Intendant, sur les états d'avances des syndics paroissiaux. 12 janvier. — P. 399. Au curé du Pont-de-Metz, pour lui faire savoir que la commission a résolu de ne plus charger les curés de faire les distributions de secours dans les pays atteints des épidémies, afin d'éviter les inconvénients qui pourraient résulter de l'animosité de ceux qui se croiraient moins bien partagés. 13 janvier. — P. 399. Au directeur général des finances, au sujet des secours réclamés par M. Boistel d'Welles, pour les pertes qu'il a éprouvées par l'orage du 13 juillet. 14 janvier. — P. 400. Au bureau intermédiaire de Péronne,

sur la jouissance des digues et de la pêche du canal de la Somme, 15 janvier. — P. 401. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur une épidémie qui règne à Fournival et les mesures à prendre pour la répartition des secours avec équité et économie. 15 janvier. — P. 403. A l'Intendant, au sujet d'une gratification réclamée par le grand prévôt de la maréchaussée de la généralité d'Amiens. 16 janvier. — P. 403. Au directeur général des finances, lui marquant que : « nous n'avons pas lieu de présumer que notre délibération du 5 de ce mois, relative aux nouveaux secours que nous avons accordé à MM. les officiers d'Amiens, pour subvenir aux besoins des pauvres de cette ville serait pour ce corps municipal un prétexte d'une insurrection contre nous et contre l'autorité que le Roi a daigné nous confier, nous avons eu l'honneur de vous adresser cette délibération, vous n'y aurez sûrement pas trouvé de motifs réels de plainte de leur part, cependant, Monsieur, elle a donné lieu à une délibération que nous osons dire être indigne du corps qui l'a prise, comme de celui à qui elle est adressée. Les officiers municipaux d'Amiens ont oublié que s'ils avaient l'honneur d'être les représentans de leurs concitoyens, nous avons celui d'être les représentans des trois ordres de la province, et qu'à ce titre, la subordination qu'ils nous dénie aujourd'hui n'a rien qui doive coûter à leur amour propre, puisqu'ils sont appelés à nous remplacer. Mais la conduite que tient le corps municipal d'Amiens n'est que le développement d'un parti pris contre l'assemblée provinciale, au moment où elle a demandé à toutes les villes de son ressort un état de ses revenus et de ses dépenses, avec la représentation des deux derniers comptes comme pièces justificatives. » Ils lui envoient copie de ladite délibération, « elle nous dispensera du désagrément de vous rappeler ici l'amas indigeste des inculpations fausses qui nous y sont faites et des tournures injurieuses qu'on a affecté d'y donner. Vous verrez sans doute qu'on y a porté l'indécence jusqu'au point d'affecter de croire que nous inscririons dans nos registres ce tissu d'injures qui nous est adressé, pour donner une satisfaction que nous ne devons pas : c'est le comble du délire, mais c'est aussi l'outrage le plus grand qu'il soit possible de se permettre, vis-à-vis même de ses inférieurs. Et de qui, Monsieur, recevons-nous cet outrage ? D'un corps qui ne s'est jamais adressé à nous que pour avoir des grâces, et à qui nous n'en avons jamais refusé ; d'un corps de qui nous n'avons jamais réclamé que des choses justes que nous n'avons pas toujours obtenu..... Dans la circonstance présente, quoique d'après les réglemens, les bureaux intermédiaires de départements soient le lien réciproque de correspondance entre les

assemblées municipales et nous, instruits de la résistance que les officiers municipaux d'Amiens ont toujours apporté à correspondre avec le bureau intermédiaire de cette ville, nous nous sommes prêtés à correspondre directement avec eux..... Quoi qu'il en soit, Monsieur, cette délibération contient la preuve d'une vérité que nous avons annoncés bien des fois à M. Blondel, c'est que quelques-uns des corps municipaux ne veulent pas reconnaître l'autorité des assemblées provinciales, et qu'ils affectent à son égard une insubordination contraire à l'ordre et au bien public. Nous espérons, Monsieur, que vous nous ferez rendre justice de l'offense grave au-delà de toute expression que nous avons reçue de l'hôtel-de-ville : la moindre qui puisse nous être accordée, c'est la radiation sur leurs registres de la délibération qui la contient, et une prompte injonction de nous remettre les états détaillés que nous leurs avons demandé. » 17 janvier. — P. 407. A M. de Croissi, chevalier de St-Louis, au Pont-de-Metz, lui marquant que « nous ne pouvons.... consentir qu'avec beaucoup de restriction à la prolongation que vous avez demandé des secours en faveur des convalescents. » 21 janvier. — P. 407. Circulaire aux départements relativement à la capitation des non taillables. 21 janvier. — P. 409. Lettre au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement aux maladies épidémiques. 21 janvier. — P. 410. Aux bureaux intermédiaires de Montdidier et de Péronne, sur les ateliers de charité à établir dans les paroisses grelées. 21 janvier. — P. 411. Au bureau intermédiaire de Doullens, lui faisant savoir que, sur la demande de la municipalité de Doullens, la commission a destiné une somme de 600 l. en faveur des pauvres de ladite ville. 21 janvier. — P. 415. Circulaire aux départements, relative aux travaux des routes. 23 janvier. — P. 421. Lettre au directeur général des finances, au sujet « de l'éloignement que témoignent MM. les officiers municipaux d'Amiens, pour l'exécution de l'arrêt du Conseil du 30 septembre dernier, relativement à la répartition de la capitation sur les habitans de cette ville. » 3 février. — P. 424. A M. Necker, au sujet d'un mémoire « des matelots habitans les Hemmes, gouvernement de Calais, ... d'être autorisés à nommer un syndic, pour répartir avec eux leurs impositions. » 4 février. — P. 425. Au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet d'une maladie épizootique qui règne sur les bêtes à cornes le long de la rivière de Doingt. 6 février. — P. 426. Au directeur général des finances, lui marquant que « l'orage du 13 juillet 1788 réduit à un

tel excès de misère les habitans des campagnes qui en ont été atteintes, que ces malheureux, hors d'état de payer leurs impositions, se voyent encore exposés à des frais de contraintes que les receveurs particuliers des finances sont presque forcés d'exercer contre eux, pour satisfaire à leurs engagements. » 6 février. — P. 428. Au directeur général des finances, au sujet du jeune Létouart, victime d'un incendie à Amiens. 6 février. — P. 432. Au bureau intermédiaire de Calais, au sujet d'un mémoire par lequel M. de Relingues demande à être taxé à la capitation à compter de l'année précédente. 9 février. — P. 435. Au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet d'un secours de 450 l. accordé à la municipalité de Villers-Faucon, pour travaux de charité. 12 février. — P. 437. Au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet de la reconstruction du pont de La Neuville lès Bray. 16 février. — P. 440. Au directeur général des finances, au sujet des troubles apportés dans les assemblées municipales de Mortemer par le fils du nommé Prache et dans celles de Formerie par le sieur Pèlerin. 16 février. — P. 441. Au directeur général des finances, pour appuyer les réclamations formées par les notaires d'Abbeville et les habitans du Ponthieu contre l'arrêt du Conseil du 12 juillet, qui oblige les notaires d'Abbeville à inscrire sur un répertoire les testaments des personnes vivantes. 16 février. — P. 442. A M. de la Millière, relativement aux travaux des routes et au canal de St-Valery. 18 février. — P. 444. Circulaire aux départemens, sur l'éducation des bêtes à laine. 20 février. — P. 447. Lettre au bureau intermédiaire de Calais, pour lui recommander le nommé François Desvignes comme mécanicien. 26 février. — P. 448. Lettre à M. Prévôt, au sujet de l'épidémie de Canny. 27 février. — P. 448. A l'Intendant, au sujet du curement de l'Authie. 27 février. — P. 451. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, relativement à la reconstruction du chœur de l'église du Câtelet. 28 février. — P. 454. A M. Nocq, au sujet d'un troupeau de moutons mordu par un chien enragé à Longueau. 3 mars. — P. 455. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur l'établissement d'un cimetière pour les non catholiques d'Hargicourt et Villeret. 3 mars. — P. 456. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement à une épidémie à Arvillers. 3 mars. — P. 457. A M. Hourier, le remerciant de ses soins dans l'épidémie de Famechon, et lui demandant des éclaircissemens sur une maladie régnant au Saulchoy. 5 mars. — P. 457. Au directeur général des finances, au sujet de l'ordre donné par M. Lambert aux ingénieurs des ponts et chaussées de la Flandre, du Hainaut et de la Picardie, d'accompagner le marquis d'Estournel que le Roi a

chargé de présider à l'examen des projets relatifs aux canaux de navigation à construire dans lesdites provinces. 6 mars. — P. 458. A M. Blondel, au sujet des travaux des églises et presbytères. 6 mars. — P. 461. Au directeur général des finances, au sujet du droit exclusif réclamé par le sieur Lefèbvre d'avoir des voitures d'eau et de terre de Guines à Calais. 10 mars. — P. 464. Au directeur général des finances, au sujet des fermes de Selincourt. 10 mars. — P. 464. Au même, au sujet du projet de suppression du chapitre royal de St-Quentin. 11 mars. — P. 467. Aux bureaux intermédiaires d'Amiens, Abbeville, Montdidier et Péronne, sur les secours à distribuer aux paroisses grelées, 13 mars. — P. 468. Au bureau intermédiaire de Calais, relativement aux gages du maître d'école de Nielles. 13 mars. — P. 469. Au bureau intermédiaire de Calais, sur ce que les officiers municipaux de Montreuil réclament contre la fixation de la capitation roturière de ladite ville. 13 mars. — P. 470. Au bureau intermédiaire de Péronne, lui envoyant un mémoire par lequel les officiers municipaux de Bray demandent à être déchargés d'une partie de leurs impositions, en considération des pertes que leur a causées la grêle du 13 juillet. 13 mars. — P. 471. A M. Hourier, sur les moyens par lui proposés pour venir au secours des malades indigents du Saulchoy. 14 mars. — P. 474. A M. Brun, au sujet du canal de St-Valery. 16 mars. — P. 479. Au directeur général des finances, relativement aux fermes de Selincourt. 24 mars. — P. 480. A la municipalité de Selincourt, sur le même objet. 24 mars. — P. 481. Au directeur général des finances, sur les difficultés du recouvrement des impositions. 25 mars. — P. 483. A l'Intendant, au sujet du riz que MM. Morgan et Leleu ont fait venir pour les besoins du peuple. 26 mars. — P. 484. A M. Brun, sous-ingénieur à St-Valery, au sujet du canal de St-Valery. 28 mars. — P. 487. A M. Delatouche, au sujet dudit canal. 4 avril. — P. 488. A l'Intendant, sur les mesures à prendre entre la commission et lui, pour régler leurs attributions respectives sur les décharges des vingtièmes de 1788. 10 avril. — P. 490. Au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet d'un mémoire par lequel les matelots classés de la Somme réclament le privilège exclusif de la navigation sur cette rivière, reprochant en même temps audit bureau la lenteur qu'il met dans l'expédition des affaires. 13 avril. — P. 491. Au directeur général des finances, au sujet de la décharge d'impositions réclamée par le sieur Demachy, victime d'un incendie le 18

décembre 1787. 13 avril. — P. 492. Au marquis d'Hargicourt, sur la destitution du greffier de la municipalité d'Hangest. 13 avril. — P. 493. A M. de la Millière, relativement aux travaux des routes. 14 avril. — P. 496. Au bureau intermédiaire de Calais, sur un aqueduc à construire près de la digue du fort Neulay. 18 avril. — P. 500. A M. de la Millière, relativement aux poursuites que plusieurs propriétaires de fonds exercent contre des ouvriers tireurs de grès. 25 avril, — etc.

C. 2017. (Registre.) — In-fol. 496 pages, papier.

1789-1790. — Correspondance. — 1789. —

P. 1. Lettre de la commission intermédiaire au directeur général des finances, relativement aux travaux des routes. 25 avril. — P. 3. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement à l'adjudication de 19 journaux de communes appartenant à la communauté de Roye sur le Matz. 25 avril. — P. 3. Aux officiers municipaux d'Amiens, relativement à une assemblée du bureau des pauvres qui doit avoir lieu le lundi suivant, pour « aviser aux moyens de venir au secours de nos concitoyens indigens. » 25 avril. — P. 4. A M. Necker, relativement aux frais d'administration. 28 avril. — P. 7. A M. de la Millière, sur les travaux du canal de St-Valery. 30 avril. — P. 8. Aux officiers municipaux d'Amiens, à propos des mouvements populaires qui ont eu lieu le veille dans ladite ville. 30 avril. — P. 10. Au directeur général des finances, au sujet des accaparements de blés, qui ont provoqué une émeute à Amiens. 4 mai. — P. 12. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, au sujet d'une incendie survenu au hameau de Villevecque. 5 mai. — P. 13. A M. de la Touche, sur le mauvais état de la route de Clermont à Amiens. 6 mai. — P. 17. A M. Necker, au sujet des frais d'administration. 10 mai. — P. 17. A M. de Ligne, sur des gratifications à accorder aux cavaliers de la maréchaussée, à ceux de Royal-Champagne, et aux cuirassiers, pour leur belle conduite, lors des derniers troubles. 10 mai. — P. 18. A M. Renouard, sur les mesures qu'il prend pour établir l'ordre dans Amiens. 11 mai. — P. 19. Au bureau d'encouragement, sur la demande faite par le bureau intermédiaire de Péronne, de deux béliers et de deux brebis de race Anglaise pour placer chez deux cultivateurs de Roisel. 12 mai. — P. 20. Au bureau intermédiaire de Doullens, sur des réparations à faire notamment à l'église de Franvillers. 13 mai. — P. 21. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur des plaintes portées par la municipalité de Formeries contre le sieur Pèlerin, entrepreneur de manufactures audit lieu. 13 mai. — P. 25. Aux officiers municipaux d'Amiens,

relativement aux ateliers de charité établis à Amiens pour apaiser la sédition. 14 mai. — P. 27. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur la nécessité d'employer les fonds de charité à des travaux utiles. 14 mai. — P. 29. Au directeur général des finances, lui exposant que des évènements impérieux ont obligé la commission à dépenser déjà en travaux de charité 27,000 l., sur les 30,000 que le Roi l'avait autorisée à prélever sur la caisse de l'octroi de Picardie ; « le terme approche où les pouvoirs qui nous ont été confiés par le Roi seront épuisés, et cependant les grandes calamités qui accablent le peuple ne sont pas prêtes à cesser. Nous ne pouvons, nous ne devons pas même vous dissimuler, Monsieur, que sa détresse est si extrême, que nous aurions à redouter à tous les instans son désespoir, si la vigilance d'une police militaire ne l'empêchoit d'éclater. Un relevé exact de tous les pauvres de cette ville nous a présenté la liste effrayante de 12,000 individus qui n'ont d'autre ressource que celle d'une charité trop souvent insuffisante et malheureusement toujours incertaine. Ce qui est plus allarmant encore, c'est que le nombre des pauvres ne peut qu'augmenter : les fabricants qui ont fait travailler jusqu'aujourd'hui, même à leur perte, pour nourrir leurs ouvriers, ont leurs magasins remplis de marchandises, dont ils ne peuvent trouver le débit, en sorte que leurs facultés s'épuisant, il n'est pas même de semaines où plusieurs d'entre eux ne ferment leurs ateliers » ; demande de nouveaux secours. 14 mai. — P. 32. Au bureau intermédiaire de Péronne, relativement aux travaux de charité. 15 mai. — P. 33. A M. de la Millière, au sujet du canal de St-Valery. 17 mai. — P. 36. A M. de la Touche, sur le même objet. 18 mai. — P. 39. Au vicomte de Selincourt, relativement à une contestation entre lui, les habitants de Selincourt et l'abbaye de S^c-Larme, au sujet des fermes de cette abbaye. 19 mai. — P. 40. A l'abbé Tascher, sur le même objet. 19 mai. — P. 41. Au directeur général des finances, sur la construction d'un aqueduc à Sangatte. 19 mai. — P. 42. A M. Hourier, contrôleur à Poix, au sujet de l'épidémie du Chaussoy. 19 mai. — P. 42. A M. Legrand, médecin, le priant de se transporter au village de Bresle, pour faire son rapport sur une maladie qui y règne. 19 mai. — P. 42. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement à la reconstruction du pont de Salouel. 19 mai. — P. 43. Au collège des médecins d'Amiens, relativement au cours d'accouchement qui « a toujours lieu

au mois de décembre : la rigueur de cette saison et la difficulté des communications qui est presque générale à cette époque, rendoient pour ainsi dire nulles les dispositions bienfaisantes du gouvernement : en effet, il ne se rendoit presque jamais que quatre à cinq élèves à chaque cours, malgré sa publicité et sa gratuité. Un autre motif pouvoit encore éloigner les sujets de ce cours gratuit, c'est sa durée prolongée l'espace de six semaines dans la saison la plus rigoureuse, dans la saison où les ressources de subsistance sont le moins abondantes. Ce long espace de tems augmentoit d'ailleurs considérablement la dépense, qui quelquefois étoit à la charge de l'élève, quoique le plus souvent elle ait été à celle de la paroisse qui désiroit se procurer un sujet instruit... Cependant les honoraires du professeur étoient de 400 l. par chaque cours, et MM. les officiers municipaux d'Amiens faisoient les frais de trois médailles d'argent pour l'encouragement des élèves.» Les médecins sont priés de s'appliquer à perfectionner cette institution. 20 mai. — P. 44. Au bureau intermédiaire de Calais, au sujet de l'aqueduc de Sangatte. 20 mai. — P. 44. Aux maîtres en chirurgie d'Amiens, au sujet du cours d'accouchement. 20 mai. — P. 48. A M. Prudhomme, le priant de distribuer les secours aux indigents atteints de l'épidémie à Bresle. 20 mai. — P. 49. Au directeur général des finances, au sujet de la place de concierge du château d'eau d'Amiens disputée par le sieur Rousseau, ancien inspecteur des ponts et chaussées, architecte, nommé par la commission, et le sieur Malivoir, nommé par les officiers municipaux d'Amiens. 21 mai. — P. 50. Au directeur général des finances, relativement au dessèchement du Calaisis et de l'Ardresis. 21 mai. — P. 53. Au vicomte de Selincourt, au sujet du désastre qui vient d'arriver à ladite paroisse, et lui envoyant des secours. 21 mai. — P. 54. Au directeur général des finances, relativement aux travaux de charité. 21 mai. — P. 55. A M. Delatouche, relativement aux travaux des routes. 21 mai. — P. 57. A l'Intendant, sur la suppression des droits de tarif sur le riz. 22 mai. — P. 58. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet des fonds de charité. 22 mai. — P. 59. Au directeur général des finances, relativement aux ravages occasionnés par la grêle du 13 juillet. 22 mai. — P. 61. A M. de la Millière, au sujet de la proposition faite d'employer les mendiants des environs d'Amiens à ramasser des cailloux pour l'entretien des grandes routes autour de cette ville, ce dont le clergé, la noblesse et le haut tiers peuvent faire les avances. 22 mai. — P. 62. A M. Tascher, abbé de S^{te}-Larme, au sujet des fermes de ladite abbaye. 23 mai. — P. 63. Au directeur général des finances, au sujet des haras. 24 mai. — P. 64. Au

directeur général des finances, relativement aux communes de Marck. 24 mai. — P. 67. Au bureau intermédiaire de Doullens, au sujet de la reconstruction d'un pont sur l'Authie, à Occoche. 25 mai. — P. 68. Circulaire aux départements relativement aux travaux des routes. 25 mai. — P. 68. Lettre à M. Deligne, commandant pour le Roi à Amiens, au sujet des gratifications par lui demandées en faveur des troupes envoyées dans différentes localités de la province pour maintenir l'ordre. 25 mai. — P. 70. Au directeur général des finances, pour le paiement des travaux des routes. 26 mai. — P. 71. Au vicomte de Selincourt, au sujet des secours à envoyer aux habitants incendiés de ladite paroisse. 26 mai. — P. 73. Au directeur général des finances, sur les indemnités réclamées par un nombre considérable de députés de la campagne de la sénéchaussée de Ponthieu, pour leurs frais de déplacement lors de l'assemblée de ladite sénéchaussée, pour y porter les cahiers de doléances de leurs commettants aux États Généraux. 26 mai. — P. 75. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement aux incendiés d'Oisemont. 27 mai. — P. 77. Au directeur général des finances, relativement aux constructions et réparations d'églises et de presbytères. 29 mai. — P. 81. Au comte de la Luzerne, ministre de la marine, lui envoyant et appuyant une requête des habitants de Mons-Boubert « par laquelle ils exposent combien la milice des matelots pour servir sur les vaisseaux du Roi leur est préjudiciable ; la perte de tous les sujets que le sort y a destinés, en augmentant l'effroi de ces agriculteurs, leur fait regarder comme l'avantage le plus précieux, celui de l'exemption de la milice des matelots. » 29 mai. — P. 85. A M. Midy, médecin à Roye, pour le remercier des soins qu'il a donnés aux malades atteints de l'épidémie de Roye sur Matz. 30 mai. — P. 88. A M. Sellier, à l'école des Arts, le remerciant de ses observations sur ladite école. 31 mai. — P. 88. Au directeur général des finances, sur les moyens à prendre pour subvenir à la subsistance du peuple, à propos de délibérations des municipalités de Montbrehain, Hargicourt et Beaucourt, département de St-Quentin, sur l'insuffisance de l'approvisionnement en grains desdites paroisses. 2 juin. — P. 91. A l'Intendant, sur le même objet. 3 juin. — P. 92. A M. Delatouche, au sujet des chaussées en pavés de grès. 4 juin. — P. 96. A M. Michault-Aliamet, à Abbeville, relativement au canal de la basse Somme. 6 juin. — P. 100. Au bureau intermédiaire

d'Amiens, au sujet de la maison vicariale d'Allaines, paroisse de St-Thibault, pour laquelle le marquis de Grasse et le sieur Boulnois s'obligent à fournir gratuitement l'un les bois de construction, l'autre le terrain. 10 juin. — P. 103. Au directeur général des finances, relativement aux ateliers de charité, dont les officiers municipaux d'Amiens craignent la suspension. 10 juin. — P. 104. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement aux réclamations élevées contre les abus et vexations exercées par le collecteur de Romescamp. 12 juin. — P. 105. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur les secours à apporter aux paroisses victimes de la grêle du 13 juillet. 12 juin. — P. 107. A M. Decaix, receveur des gabelles, sur le sel à accorder aux incendiés de Selincourt. 13 juin. — P. 108. A M. de Croissy, au sujet de l'épidémie du Pont-de-Metz. 14 juin. — P. 109. Au directeur général des finances, sur la disette de grains qui se fait sentir dans la province et les moyens employés pour la combattre. 16 juin. — P. 113. A l'Intendant, au sujet de la reconstruction du bourg d'Oisemont incendié. 16 juin. — P. 114. Au bureau intermédiaire de Doullens, lui envoyant un mandat de 600 l. sur l'octroi de Picardie, pour les pauvres de ladite ville. 17 juin. — P. 115. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, au sujet d'un insensé mis au dépôt de mendicité d'Amiens. 17 juin. — P. 116. A M. Tascher, abbé de S^{te}-Larme, sur les secours à envoyer aux incendiés de Selincourt. 18 juin. — P. 117. Au vicomte de Selincourt, sur le même objet. 18 juin. — P. 119. Au directeur général des finances, relativement aux fonds de charité. 19 juin. — P. 121. Au directeur général des finances, relativement aux grains et farines destinés à l'approvisionnement de la province. 20 juin. — P. 123. Circulaire aux départements, envoyant à chacun des fonds de charité à distribuer. 20 juin. — P. 124. Lettre à M. Legrand, médecin, le priant de se transporter à Fricamps, où règne une épidémie. 23 juin. — P. 125. Au directeur général des finances, relativement aux hautes paies réclamées par les commandants des troupes détachées pour le maintien de la tranquillité publique dans la province. 23 juin. — P. 126. Au directeur général des finances, sur des dissensions qui existent dans la communauté des perruquiers d'Abbeville. 23 juin. — P. 127. A M. Delatouche, sur la nécessité de doubler la marche des bateaux pour assurer la subsistance de la ville d'Amiens, et les travaux à faire pour mettre provisoirement la Somme en état de comporter ce supplément de circulation. 23 juin. — P. 129. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement à la distribution du moins imposé. 25 juin. — P. 131. Au bureau intermédiaire de Doullens, lui marquant

qu'à l'avenir les fonds de charité ne pourront plus être affectés à la réparation des rues des villages qui ne sont point de chaussées ni des traverses utiles. 26 juin. — P. 131. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur le même objet. 26 juin. — P. 133. Aux commissaires de l'association civique, sur l'établissement d'un halage provisoire sur la Somme. 27 juin. — P. 135. Au chapitre d'Amiens, le priant de n'apporter aucun obstacle à l'établissement dudit halage dans ses propriétés. 28 juin. — P. 134. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur les secours à distribuer aux victimes d'incendies, inondations, intempéries et autres accidents. 30 juin. — P. 136. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, relativement au régime à observer pour la confection des routes. 30 juin. — P. 136. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur des plaintes portées par les adjudicataires des travaux des routes contre M. de Villecholles. 30 juin. — P. 138. A M. Deu, au sujet du halage provisoire à établir sur la Somme. 30 juin. — P. 138. A l'Intendant, au sujet de demandes faites par les municipalités de Warlus et de Citerne d'organiser des patrouilles, pour veiller à la conservation des grains et prévenir les effets des menaces de feu, comme aussi au sujet des moyens pris par la municipalité de Formerie pour remédier à la disette. 30 juin.

P. 140. Lettre au directeur général des finances, demandant de nouveaux secours pour les travaux de charité d'Amiens. 2 juillet. — P. 144. Au bureau intermédiaire de Calais, au sujet du dessèchement du Calaisis et de l'Ardresis. 4 juillet. — P. 145. A M. Moussette, vétérinaire à Montdidier, le priant de se transporter à Rosières où il règne une épizootie. 4 juillet. — P. 145. A M. Legrand, médecin, le priant d'aller à Blancfossé, où il règne une épidémie très dangereuse. 6 juillet. — P. 145. Au directeur général des finances, lui marquant que « nous avons vu avec beaucoup de peine dans la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire le 30 du mois dernier, que vous étiez dans l'impossibilité de nous donner aucun autre secours en subsistance que ceux que vous nous avez procuré. Ils ont néanmoins été bien peu considérables, car ils se sont réduits pour la ville d'Amiens à deux cents sacs pesant quarante mille, ce qui est insuffisant pour la subsistance d'un seul jour ; mais nous sçavons que les circonstances maîtrisent les dispositions relatives à ce genre d'opérations, et si nous vous rapellons si souvent nos besoins, c'est par la confiance où nous som-

mes qu'en vous les faisant bien connoître, vous saisissez tous les moyens qui se présenteront de venir à notre secours. Il paraît que l'association civique n'a pu jusqu'à présent se procurer de bled en quelque endroit que ce soit, ce qui est très fâcheux, car la rareté de ces grains entraîne après elle l'inconvénient d'avoir une très grande influence sur le prix des menus grains qui, dans ces tems de disette, alimentent seuls la partie la moins aisée du peuple, qui est toujours la plus considérable. D'un autre côté, il est incertain de sçavoir si le secours de cinq mille septiers partie en bled, partie en seigle, que vous avez, Monsieur, destiné pour cette province, pourra y parvenir. Nous sommes instruits qu'on a envoyé à Lille des voitures pour en faire le transport ici, mais qu'on n'y a trouvé aucune espèce de grains et que de là on a été renvoyé à Dunkerque. Nous ignorons quel sera le résultat de ce changement dans l'indication des magasins... En vous priant, Monsieur, de faire protéger les moissons, dans la crainte malheureusement trop fondée qu'elles ne soient dévastées ou envahies soit par les pauvres qui sont pressés par la faim, soit par les malfaiteurs qui cherchent à profiter du malheur public, nous n'avons pas entendu vous proposer d'armer le peuple pour veiller à leur conservation ; nous avons toujours pensé, au contraire, qu'il y auroit les plus grands inconvénients à le faire... Nous désirerions donc que le gouvernement fit répartir des troupes dans les campagnes, à des distances très rapprochées pour pouvoir se donner réciproquement main forte en cas de besoin ; en mettant peu d'hommes dans chaque village, on en protégeroit un plus grand nombre, et leur résidence seroit moins à charge aux habitans des campagnes... Nous croyons, Monsieur, que ces mesures doivent être prises sans éclat, et qu'il seroit prudent de préférer dans ce moment de fermentation de les faire mettre à exécution par des ordres privés et ministériels plutôt que par des formes publiques, qui n'ont d'efficacité que lorsqu'elles sont suivies avec une exacte sévérité. » 6 juillet. — P. 147. A M. de Sommièvre, commandant pour le Roi dans la province de Picardie, au sujet des troupes à envoyer dans différentes localités de la province pour empêcher la dévastation des moissons et assurer la tranquillité publique. « Il paroîtroit plus convenable d'y employer de la cavalerie que de l'infanterie, tant parcequ'elle en imposeroit davantage, que parcequ'elle se porteroit plus aisément et plus promptement partout où sa présence deviendroit nécessaire. » 8 juillet. — P. 149. Aux officiers municipaux d'Amiens, leur marquant que « l'épuisement des ressources qui sont en nos mains et la juste crainte que le mal ne devienne encore l'hiver prochain bien plus grand qu'il ne l'est

aujourd'hui, nous ont déterminé à solliciter de la manière la plus pressante M. le directeur des finances de venir au secours de cette ville avec des fonds provenant des impositions, soit en autorisant M. l'intendant à délivrer à votre profit, Messieurs, des ordonnances de paiement qui seroient reçues pour comptant au trésor royal, soit de toute autre manière qu'il jugeroit convenable. Nous allons réitérer auprès du ministre des finances notre prière en votre faveur, car nous sommes dans l'impossibilité de fournir plus longtems aux dépenses considérables et réitérées qu'occasionnent vos ateliers de charité. » La commission leur assigne cependant encore une somme de 2,400 l. sur les fonds de l'octroi. « Animés comme nous du zèle le plus grand pour la chose publique, vous avez vu sans doute avec peine, des sommes considérables dépensées sans aucune utilité réelle pour la commune, et vous avez exigé des agens que vous avez employé pour la direction des ateliers que vous avez établi un nouvel ordre dans l'exécution des travaux. Nous ne pouvons qu'applaudir, Messieurs, aux vues qui vous ont dirigé, elles sont dans les principes d'une bonne administration ; il ne nous reste que le désir de les voir exécuter promptement. Nous avons remarqué dans le rapport du directeur de ces ouvrages, des craintes qu'il ne faut point écouter : il est fâcheux qu'elles fassent de telles impressions dans l'esprit de ceux qui sont commis pour diriger un si grand nombre d'ouvriers, à qui il faut en imposer par une contenance assurée. Cette observation, Messieurs, ne vous sera sûrement pas échappée. » 9 juillet. — P. 150. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur des difficultés qui se sont élevées au sujet de l'adjudication des travaux du presbytère de Thiepval. 9 juillet. — P. 150. Circulaire aux départements, relativement aux cotes de capitation des secrétaires du Roi. 9 juillet. — P. 152. Lettre à M. Cambrai de Villers, sur de prétendus ravages causés parmi les bestiaux de Démuin par un chien suspect de la rage. 10 juillet. — P. 152. A l'Intendant, relativement aux couvertures en tuiles et en ardoises à Oisemont. 10 juillet. — P. 154. Au directeur général des finances, lui rendant compte « des réclamations qui nous ont été faites par MM. les officiers municipaux d'Amiens : elles nous ont paru si exagérées et si peu conformes à l'esprit qui doit diriger une administration, que nous n'avons pas voulu y répondre sans connoître les intentions du Conseil et votre opinion particulière, Monsieur, sur la conduite que nous avons à tenir. Il est nécessaire de

vous exposer ici, Monsieur, les principes que nous avons adopté en acceptant la mission dont l'assemblée provinciale a daigné nous charger. Nous sommes presque tous citoyens de la ville d'Amiens : cette qualité, si nous suivions les mouvements secrets qui portent naturellement tous les hommes à une sorte de prédilection pour les lieux qui les ont vu naître, sembleroit peut-être excuser quelque préférence en faveur de cette ville : mais nous croirions être indignes de la confiance dont on nous a honoré, si nous n'étions sans cesse en garde contre ce sentiment. Nous faisons tous nos efforts pour ne jamais perdre de vue que nous sommes les mandataires de toute la province ; nous songeons toujours que nous aurons un compte à lui rendre de toutes les opérations que nous aurons faites, et nous ne voulons pas nous exposer à des reproches de préférence qui seroient de véritables abus de confiance. Un autre principe dont nous ne nous sommes pas plus écarté, c'est de ne jamais perdre de vue l'avenir dans les tems de la plus grande détresse, et lorsque le moment présent sembloit exiger de nous les sacrifices les plus étendus. Nous osons croire, Monsieur, que ces principes sont les vôtres, et qu'ils doivent être la règle de toute bonne administration. Messieurs les officiers municipaux d'Amiens paroissent bien éloignés de les adopter et d'en reconnoître l'équité : ils ont même des prétentions toutes contraires. Ils considèrent l'octroi de Picardie comme leur patrimoine, et ils blament ouvertement une prévoyance qui, malheureusement, n'est que trop légitime et trop bien fondée. Nous vous avons fait part de nos craintes, Monsieur, dans la lettre que nous avons eu l'honneur de vous écrire le 2 de ce mois : nous y avons observé que lorsque nous aurions gagné le tems de la récolte, la détresse qui cesseroit pour la plus part des villes, seroit la même pour nous, parceque la cherté du pain n'étoit pas le plus grand mal que nous avons à redouter ; cette assertion n'est que trop certaine. L'hiver prochain, non seulement il faudra secourir des milliers d'ouvriers sans travail, mais même il faudra les chauffer, les vêtir pour le jour, les couvrir pour la nuit ; et c'est lorsqu'on a la certitude d'avoir cette masse effrayante de besoins à satisfaire, qu'on parle d'épuiser les ressources dans la saison la plus douce de l'année !... D'ailleurs les ressources qui proviennent des fonds de l'octroi ne peuvent et ne doivent pas être destinés pour la ville d'Amiens seule : la caisse de l'octroi de Picardie est alimentée par la consommation des eaux-de-vie qui a lieu dans toute la province. Chaque partie de cette province sembleroit donc y avoir un droit proportionné à cette consommation. Si on avoit une proportion arithmétique, la part de la ville d'Amiens auroit été

bien peu importante, car elle ne forme pas même un douzième dans la population de la province : mais il faut en convenir, cette proportion ne seroit pas juste : la consommation y est plus forte et les besoins sont plus grands... Vous ne verrez peut-être pas sans étonnement, Monsieur, qu'elle profite déjà de quatre-vingt-trois mille sept cent soixante sept livres neuf sols sur 1789, surtout lorsque vous sçavez que cette somme formera plus de la moitié de la recette de cette année, car, à coup sûr, elle ne montera pas, vu la misère publique, à plus de 160,000 l.... Vous observerez peut-être aussi, Monsieur..., que les secours accordés à Amiens excèdent cette égalité proportionnelle que nous avons fait vœu de suivre : cependant nous ne croyons pas mérité ce reproche. Nous avons tellement senti combien étoit délicate notre position, que nous avons recouru au Conseil chaque fois qu'il a été nécessaire d'accorder de nouveaux secours. D'ailleurs il est certain que cette ville étoit dans une situation qui sortoit de l'ordre commun, le mal étoit grand et pressant, il falloit un remède prompt, nous l'avions sous la main, les circonstances nous commandoient, nous y avons obéi. Mais il faut un terme à tout, même à la bienfaisance, car elle cesse d'avoir ce caractère si le principe en est injuste : nous croyons n'être pas encore sorti des bornes, mais nous croyons aussi qu'en faisant un pas de plus, nous les franchirions, et que nous en serions comptables à la province. Telles sont, Monsieur, les considérations importantes qui ont déterminé la proposition que nous vous avons faite par la lettre que nous avons eu l'honneur de vous écrire le 2 de ce mois : elle ne vous a sûrement point paru *sacrilège*, car ce n'est point l'humeur et la passion qui président à nos opérations : la raison seule, la froide et sévère raison prépare nos résolutions. Il est essentiel, nous l'avons déjà dit, Monsieur, et nous ne craignons pas de le répéter : oui, il est essentiel de continuer les ateliers de charité, mais il seroit injuste, nous devons le dire aussi, de les continuer aux dépens de la province. MM. les officiers municipaux d'Amiens ne veulent pas que nous ayons recours à la bienfaisance du Roi : il n'est donc qu'un moyen d'y pourvoir, et ce moyen, les officiers municipaux ne devoient pas attendre qu'on leur indiquât : ils ont 90,000 l. de revenus ; à quoi sont-ils employés ? C'est ce qu'il ne nous a pas encore été possible de pénétrer officiellement, les officiers municipaux d'Amiens ayant été les seuls de la province qui aient refusé de nous don-

ner connoissance de l'état de leurs revenus et charges. Mais quelques abus plus saillants que les autres ont frappé tous les citoyens, et à ce titre ils nous sont connus. Or c'est, Monsieur, dans la réforme de ces abus qu'il convient de chercher des ressources, ce sont celles-là seules qu'il convient de scruter rigoureusement, et nous ne doutons pas qu'une sage économie observée pendant quatre ans seulement ne soit capable de couvrir une dépense de 120,000 l. qu'auroit pu faire la ville d'Amiens à l'époque la plus désastreuse peut-être qui ait eu lieu depuis l'établissement des communes. Voilà ce que disent tous les citoyens honnêtes, toutes les personnes sensées penseront de même. Cette conduite auroit été noble et louable, les officiers municipaux n'auroient pas été obligés d'exagérer sans cesse un mal qui n'est que trop réel et qui n'a pas besoin d'être exagéré pour attirer à eux seuls des fonds qui appartiennent à toute la province. Encore si ces fonds étoient bien employés, si cet emploi avoit une utilité réelle pour la commune, la réclamation de MM. les officiers municipaux seroit plus excusable, mais le plus grand désordre, le gaspillage le plus révoltant président à l'emploi de ces fonds. Vous ne voudrez pas croire, Monsieur, que les premières dispositions faites au moment de l'émeute subsistent encore ; vous croirez moins encore que les 41,400 l. dépensées sur l'octroi de Picardie et les 4,800 l. de fonds de charité que nous avons accordé à cette ville n'ont pas produit pour 3,000 l. d'ouvrages : ce sont cependant des vérités irréfragables, des vérités qu'il vous est possible de faire constater, et lorsque nous engageons MM. les officiers municipaux par des invitations douces, amicales et réitérées à établir un meilleur ordre de travail dans leurs ateliers de charité, ils nous répondent que le peuple sçait bien qu'il n'est pas là pour travailler, que les sommes dépensées ont servi à donner du pain à des milliers d'hommes et que quelques centaines de toises de chemins de plus ou de moins ne sont rien en comparaison de ce grand objet. Sans doute, la vie d'un seul homme vaut mieux que tous les chemins possibles, mais quand on peut réunir l'avantage de tirer quelque utilité de la dépense faite pour sa subsistance, il est d'une bonne institution de chercher les moyens d'en profiter, et certainement la saison permettoit de l'exiger. Il est donc surprenant que MM. les officiers municipaux tiennent un pareil langage. Eux seuls n'aperçoivent pas d'ailleurs l'inconvénient qui résulte de cet ordre de choses : ils accoutument à l'oisiveté une race d'hommes qui va perpétuer ce mal contagieux, et l'enraciner peut-être à tel point qu'il sera impossible de l'extirper.» 12 juillet. — P. 161. Aux officiers municipaux de Breteuil, au sujet d'une épidémie qui règne à

Blancfossé. 18 juillet. — P. 162. A M. de Sommièvre, lui marquant que « de nouvelles réclamations des habitans des campagnes et les changemens survenus dans la destination des troupes nous déterminent à revenir sur l'objet de la lettre que nous avons eu l'honneur de vous écrire le 8 de ce mois. Jamais le mal ne fut si pressant, Monsieur, on commence déjà à voler une partie des grains, quoiqu'ils ne soient pas encore mûrs. Les malheurs que nous venons d'éprouver et que nous éprouvons encore par l'effet d'une espèce de famine, nous font regarder la conservation des grains comme le premier, le plus important et le plus essentiel objet qui doit occuper le gouvernement. » 22 juillet. — P. 163. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet des réparations des ponts de Collines et de Villers. 23 juillet. — P. 164. A M. Blondel, en réponse à une lettre de celui-ci, du 16 juin, demandant « s'il s'étoit réellement répandu dans quelque partie de notre province des bruits sur le désir que le Roi a fait annoncer aux États Généraux d'accorder à ses peuples la remise des impositions arréragées. Vous nous annonciez que les receveurs généraux des finances avoient témoigné au ministre des inquiétudes à ce sujet, et craignoient qu'il n'en résultât des entraves dans le recouvrement. Les renseignemens que nous nous sommes procurés, Monsieur, nous mettent à portée de vous donner l'assurance flatteuse que ces craintes sont peu fondées, particulièrement en ce qui concerne le recouvrement des impôts de la province confiée à nos soins. » 23 juillet. — P. 165. Au bureau intermédiaire d'Amiens, l'invitant « à faire des démarches pour opérer la conciliation commencée par M. le marquis de Grasse entre l'assemblée municipale de Formery et le sieur Pèlerin. » 23 juillet. — P. 166. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement aux couvertures en tuiles. 24 juillet. — P. 167. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur la demande par l'assemblée municipale de Roisel de deux béliers frisons. 24 juillet. — P. 169. A l'Intendant, relativement à la reconstruction du bourg d'Oisemont. 24 juillet. — P. 170. Au comte de Sommyèvre, lui envoyant un état des lieux où il est nécessaire d'envoyer des détachemens de troupes. 24 juillet. — P. 170. Circulaire aux municipalités, les informant de l'envoi de détachemens de troupes pour assurer la tranquillité publique. 24 juillet. — P. 171. Au bureau intermédiaire de Péronne, relativement aux chaussées de pavés de grès. 25 juillet. — P. 173. A l'intendant, au sujet

des plaintes formées par la municipalité de Breteuil, sur ce que, s'étant occupé de faire le logement du détachement de 50 hommes envoyés audit lieu, « ils ont éprouvé des entraves de la part du receveur de M. l'abbé de Breteuil et de celui de M^{lle} de Béthune, dame du lieu, qui ont refusé de se prêter à aucuns arrangemens, sans avoir consulté l'un et l'autre ; de sorte que la classe indigente du peuple, la moins intéressée à la résidence de cette troupe, se trouve en supporter tout le fardeau. » 26 juillet. — P. 175. Au bureau intermédiaire de Calais, sur l'agrandissement de la chapelle des Attaques, à Marck, la fixation des gages du clerc-lai et maître d'école et les réparations à faire à l'école de ladite paroisse. 26 juillet. — P. 175. A l'intendant, au sujet de détachements de troupes à envoyer à Conty, à Fleury, à Tilloy et à Picquigny. 28 juillet. — P. 176. A M. Deligne, commandant pour le Roi à Amiens, relativement aux détachements de troupes à envoyer pour faire la police dans les campagnes. 28 juillet. — P. 197. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur des réparations à faire notamment à l'église de Pontru. 29 juillet. — P. 181. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement aux travaux des routes. 30 juillet. — P. 184. A M. Necker. « Les citoyens de la ville de Paris viennent de vous décerner le triomphe le plus flatteur, un triomphe dont aucun homme n'a été honoré jusqu'ici, nous y applaudissons avec toute la France ; votre nom va servir de ralliement à tous les bons citoyens pour rétablir l'ordre public comme suspendu par votre retraite du ministère. Ce retour des citoyens à l'ordre public est devenu, Monsieur, bien nécessaire et bien pressant, car nous sommes dans un véritable état d'anarchie. Tout est dans le plus grand désordre dans cette province, et les loix sont impuissantes et sans force pour réprimer les excès condamnables auxquels on se livre. La noblesse, la bourgeoisie aisée et les grands cultivateurs sont obligés de désertir les campagnes, parcequ'ils sont menacés d'être assiégés et pillés dans leurs châteaux et dans leurs maisons, et par une fatalité qui n'a pas d'exemple, ce sont, à quelques exceptions près, ceux qui se sont le plus livrés aux actes d'humanité et de bienfaisance envers les pauvres, qui sont les plus exposés à l'aveugle fureur de ces malheureux : il suffit d'être riche pour exciter leur cupidité. » 2 août. — P. 185. A M. de Puiséguir, commandant pour le Roi dans les provinces de Picardie et d'Artois, se plaignant de ce que, au moment où toutes les mesures étaient prises pour établir des patrouilles militaires dans les campagnes, « le commandant de Dauphin-dragons a reçu ordre de se rendre sans délai à Rouen, de manière que toutes ces dispositions se sont trouvées

rompues au moment où elles allaient être mises à exécution. » 3 août. — P. 187. Au comte de St-Priest, ministre et secrétaire d'État au département de la maison du Roi, sur le même objet. 4 août. — P. 188. Id. à M. Necker. 4 août. — P. 190. Circulaire aux municipalités, sur les mesures à prendre relativement aux troupes à envoyer dans les campagnes, pour assurer la sécurité publique. « Il est d'usage qu'un officier commande un détachement de 24 hommes, mais ce détachement peut être éparé environ trois lieues à la ronde, ainsi vous pourriez vous entendre avec les lieux circonvoisins, pour répartir ce nombre d'hommes à la distance indiquée, et fixer un chef-lieu où l'officier puisse résider convenablement. En second lieu, Messieurs, il faudra pourvoir au logement des hommes et des chevaux, de manière à contenter les soldats : vous y serez les plus intéressés, car plus ils seront contents, mieux le service se fera. En troisième lieu, il faudra aussi pourvoir tant à la subsistance des hommes qu'à celles des chevaux, l'état major de ce régiment ne pouvant se charger de faire passer des subsistances partout où seront envoyés les détachemens. A l'égard de la nourriture des hommes, elle sera toute entière à la charge des habitans qui profiteront de la protection des troupes, parce que la paie du Roi servira aux dragons de gratification pour le service pénible auquel ils se trouveront assujettis. Quant à celle des chevaux, l'état major remettra aux communautés ce que le Roi accorde pour y pourvoir ; dans le cas où cela serait insuffisant à cause de la difficulté de se procurer des fourrages dans cette saison, le surplus de la dépense sera aussi en la charge de la communauté. Si ces conditions vous conviennent, Messieurs, il faudra prendre, au reçu de la présente, une délibération par laquelle vous fixerez le nombre d'hommes que vous jugerez devoir vous être nécessaires et offrirés de pourvoir à la dépense qu'ils occasionneront. » 4 août. — P. 193. Lettre aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, leur accusant réception de l'arrêté pris par l'Assemblée pour calmer les troubles qui agitent la capitale et les provinces. 7 août. — P. 193. Circulaire aux bureaux intermédiaires, relativement aux travaux des routes. 8 août. — P. 200. Lettre au marquis de Lameth, au sujet d'une demande de troupes par lui faite pour assurer la sécurité des paroisses dont il est seigneur. 11 août. — P. 202. A M. de Cléry, trésorier de l'octroi de Picardie, l'autorisant à prêter sur la caisse dudit octroi 4,000 l. aux officiers municipaux d'Amiens, pour

travaux de charité. 14 août. — P. 204. A M. de Blergies, au sujet d'une maladie épidémique qui règne dans ladite paroisse. 18 août. — P. 205. A M. Necker, relativement à un emprunt de 30,000 l. que le vicomte de Selincourt propose de faire en son nom personnel, pour venir en aide aux incendiés dudit lieu. 19 août. — P. 207. Aux électeurs des trois ordres, officiers municipaux et conseil de ville d'Amiens, en réponse à la demande par eux faite d'être mis en état de pourvoir à la dépense des travaux de charité, sur l'octroi de Picardie. La commission ne peut satisfaire à cette demande. « Messieurs les officiers municipaux se sont crus jusqu'à présent [autorisés] à regarder l'octroi de la province comme leur patrimoine, et cette opinion, toute erronée qu'elle est, s'est beaucoup accrue à ce qu'il paraît par la lettre que leur a écrit M. Necker le 6 juin dernier, car ils nous l'ont toujours rappelé avec la plus entière confiance toutes les fois que nous avons opposé à leurs réclamations les motifs d'équité qui nous empêchaient de les accueillir. Nous oserions dire que MM. les officiers municipaux ne sont pas entrés dans les intentions de ce ministre à jamais célèbre : l'esprit de justice et de sagesse qui président à toutes ses résolutions ne permet pas de douter qu'il ne connaisse parfaitement la mesure de son pouvoir et qu'il ne respecte en même tems les droits de chacun : on ne pouvait donc pas raisonnablement croire qu'il eut entendu disposer au profit de la ville d'Amiens des deniers qui appartiennent à toute la province. » Il faut donc chercher d'autres ressources pour alimenter les ateliers de charité, parmi lesquelles une plus grande économie dans la comptabilité, les biens communaux, un emprunt même. « Qu'il nous soit permis, Messieurs, de renouveler ici l'expression de nos regrets sur la manutention des ateliers de charité : vous avez été à portée de reconnaître vous-même le peu d'utilité qu'en retirera la ville ; nous regardons comme constant que le résultat du travail n'ira qu'à peine au douzième de la dépense. Nous avons invité différentes fois MM. les officiers municipaux de veiller à l'exécution de ces travaux, de fournir des outils aux ouvriers, de les faire travailler à la tâche, enfin de prendre des mesures certaines pour tirer au moins quelque avantage de la dépense énorme de ces ateliers : nos prières ont été vaines jusqu'à présent... Si vous aviez besoin de l'exemple des autres villes pour vous y déterminer, nous pourrions vous citer Abbeville, Mondidier et Doullens, où les travaux des ateliers de charité ont été exécutés à la plus grande satisfaction de l'administration. » 20 août. — P. 211. Circulaire aux départements, relativement aux travaux des routes. 20 août. — P. 214. Lettre au bureau intermédiaire

d'Amiens, au sujet des abus qui existent dans les travaux de charité de ladite ville. « Nous ne craignons pas de dire que c'est une grande faute en administration que de ne point tirer parti des dépenses qu'on est obligé de faire pour venir au secours du peuple, qu'il est très dangereux d'accoutumer des hommes valides à recevoir de quoi subvenir à leur subsistance, sans en exiger un travail équivalent. » De nouvelles mesures sont à prendre. « Des projets contradictoires sur la direction à donner au canal de la haute Somme, aux abords et dans l'intérieur de cette ville, ont été jusqu'à présent un obstacle à l'exécution des travaux dont l'assemblée provinciale avoit autorisé la continuation ; mais nous avons cru que, dans les conjectures malheureuses où nous nous trouvions, il étoit de notre devoir de chercher à concilier tous les projets, et nous nous sommes flattés qu'en rassemblant les compagnies et les administrateurs les plus intéressés à l'avantage commun de cette ville, l'esprit public qui doit nous animer tous, pourroit applanir les difficultés, et que d'un commun accord, nous parviendrions peut-être à déterminer d'une manière constante et invariable la direction que doit avoir le canal... Nous avons jugé en conséquence qu'il convenoit d'appeler par commissaires, au nombre de deux par chaque compagnie, le bureau intermédiaire du département d'Amiens, le corps municipal et le comité permanent réuni et la chambre du commerce de Picardie, afin de conférer ensemble sur cet important objet. Nous appellerons également MM. Laurent de Lionne et Delatouche, chargés tous deux de la direction des travaux à faire sur la rivière de Somme, le premier dans la partie supérieure, et l'autre dans celle inférieure. » 22 août. — P. 216. A M. Laurent de Lionne, sur le même objet. 22 août. — P. 217. A M. Delatouche, id. 22 août. — P. 217. Au comte de Puysegur, sur le dessèchement du Calaisis et de l'Ardresis. 23 août. — P. 218. Au bureau intermédiaire de Calais, Montreuil et Ardres, sur le même objet. 23 août. — P. 221. A M. Maillart, membre de la commission, le prévenant de la fixation pour le jeudi suivant de conférences à l'effet de prendre un parti définitif sur la direction à donner au canal. 26 août. — P. 222. A M. Decois, médecin, sur une épidémie qui règne à Saleux. 27 août. — P. 223. A M. Delatouche, l'informant que, par mesure d'économie, l'exécution des projets relatifs à l'établissement de chaussées en grès dans plusieurs traverses de villages, sera suspendue. 21 août. — P. 225. Au bureau inter-

médiaire de Péronne, au sujet des chaussées en pavés de grès. 31 août. — P. 228. Au contrôleur général, relativement aux réparations d'églises et de presbytères. 1^{er} septembre. — P. 230. Au contrôleur général, se plaignant de l'irrégularité du procédé par lequel M. Maugendre a notifié lui-même à la commission sa propre nomination à la place de subdélégué général de l'intendance de Picardie ; observant d'ailleurs que la commission ne croit pas avoir à correspondre directement avec le subdélégué général, et ajoutant : « Au surplus, Monsieur, cette commission devient aujourd'hui sans effet, M. Maugendre ayant cru devoir à sa sûreté personnelle de s'absenter de la ville, paroit avoir laissé encore la province sans administration, car, il s'est fait délivrer un passeport pour la Bretagne, sa patrie, et il est parti avec toute sa famille. Vous croirés sans doute convenable, en procédant à son remplacement, de faire un choix qui n'expose plus la province aux mêmes inconvénients. » 31 août. — P. 232. A M. Masset, relativement au canal de St-Vallery. 4 septembre. — P. 233. Aux électeurs des trois ordres réunis à Amiens, leur faisant savoir que la commission ne peut pas se prêter à la continuation d'emprunt qu'ils demandent : les fonds de l'octroi de Picardie ne doivent pas être détournés plus longtemps de leur véritable destination ; les travaux du canal prêts à être mis à exécution pourront donner d'ailleurs du travail aux ouvriers d'Amiens, et ajoutant : « D'ailleurs, Messieurs, permettes que nous vous le disions, de quel œil la province nous verroit-elle destiner en votre faveur des fonds qui lui appartiennent, lorsque nous ne pouvons ignorer que vous en avés à votre disposition ? Le ministre même qui vous montre une bienveillance marquée, pourrait-il applaudir à une pareille mesure, lorsqu'il vient d'accorder une somme de 35.000 l. pour fournir aux dépenses extraordinaires du moment ? Vous nous dites à la vérité, Messieurs, que vous avés donné une autre destination à cette somme, qui l'absorbera en entier ; comme particuliers, nous ne pouvons pas douter d'une assertion avancée par une compagnie composée de l'élite des citoiens, mais comme administrateurs, comme mandataires, comme comptables de notre administration, il ne nous est pas permis de déférer à une assertion non justifiée. » 9 septembre. — P. 235. Au contrôleur général, lui marquant que « nous désirerions beaucoup pouvoir vous donner des résultats satisfaisans sur les produits comparés des récoltes de 1788 et 1789, mais comme nous craignons de vous jeter dans l'erreur, et que, dans cette matière, les erreurs ont des conséquences funestes, nous n'avons pas cru devoir adresser aux bureaux intermédiaires de départemens, ni les projets tableaux que vous

nous avés envoié, ni les instructions que contient la lettre que vous nous avés fait l'honneur de nous écrire le 31 aoust dernier, sans vous avoir préalablement proposé quelques observations. » Suivent lesdites observations. 10 septembre. — P. 238. A M. Blondel, relativement aux travaux des routes. 11 septembre. — P. 239. Aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, leur exposant que, « depuis le moment où les troubles qui ont agité tout le roïaume se sont communiqués à la ville d'Amiens, nous n'avons pas cessé de nous occuper du soin de trouver des moïens de pourvoir à la subsistance des ouvriers sans travail. Nous avons dans le principe, indiqué à MM. les officiers municipaux l'établissement des ateliers de charité. Cet établissement fait précipitamment et au milieu des dangers d'une émeute populaire, a été formé sur des bases vicieuses : on y a admis indistinctement des personnes de tout sexe et de tout âge, il en est résulté des désordres affreux ; ces ateliers sont devenus l'azile des mauvaises mœurs, le foyer où se fermentaient les émotions populaires qui se sont succédées plusieurs fois depuis cette époque. La débauche et l'insubordination ne sont pas les seuls maux que produisent ces ateliers de charité ; tous ces ouvriers paraissent s'être concertés pour ne vouloir pas travailler ; ils se contentent de se trouver à l'appel, afin de recevoir leurs salaires, et ils ne se livrent aucunement au travail. Cet abus est poussé à tel point, qu'il ne se trouve pas pour 6,000 livres d'ouvrages utiles, tandis qu'on a dépensé plus de 60,000 l. Nous avons vainement fait jusqu'ici des représentations à MM. les officiers municipaux, nous les avons vainement engagés à convertir le travail par journée en travail à la tâche, le régime primitif, tout vicieux qu'il est, subsiste encore.... Nous avons formé le projet de changer l'établissement de ces ateliers, et de nous charger nous-mêmes de la surveillance, en les dirigeant vers des objets qui sont confiés à votre administration, vers des objets qui, toute à la fois seraient d'une utilité générale pour la province, et rempliraient la destination des fonds qui y seraient employés. » Ce projet consisterait, 1^o à faire rendre à M. Laurent de Lionne la direction des travaux de la partie basse de la Somme, 2^o à consacrer à reporter sur cette partie de la rivière les travaux que l'assemblée provinciale, dans son arrêté du 10 décembre 1787 avait délibéré de porter dans la partie supérieure de la Somme entre Amiens et Bray ; « l'assemblée provinciale elle-même ne pourrait nous savoir mauvais gré

d'une réclamation dictée par les circonstances les plus impérieuses : il faut du pain à des milliers d'ouvriers sans travail, et nous ne voïons que le seul moïen que nous indiquons pour leur en procurer d'une manière qui se concilie avec un bon emploi des fonds dont le Roi nous a confié l'administration, et pour le plus grand avantage de la province. » 12 septembre. — P. 241. Aux électeurs des trois ordres, officiers municipaux et conseil de la ville d'Amiens réunis, relativement à la capitation. 14 septembre. — P. 243. Aux électeurs des trois ordres, officiers municipaux, etc., d'Amiens, au sujet de fenêtres ouvertes par M. Rousseau dans le château d'eau, sans autorisation, et traitant subsidiairement la question du directeur des fontaines publiques d'Amiens. 15 septembre. — P. 249. Au bureau intermédiaire de Doullens, au sujet de l'établissement de cantonniers sur les routes dudit département. 15 septembre. — P. 250. A M. de la Varenne, colonel au corps royal du génie, lui envoyant, pour les examiner, neuf plans relatifs au canal de la Somme. 16 septembre. — P. 251. A l'Intendant, lui envoyant plusieurs rôles pour être rendus exécutoires : la commission estime qu'il ne suffit pas à certains de ces rôles d'avoir été rendus exécutoires en l'absence de l'Intendant par M. Maugendre, subdélégué général, et que la ratification de l'Intendant est nécessaire. 17 septembre. — P. 252. Au bureau intermédiaire d'Amiens, lui demandant ses observations sur un mémoire tendant à obtenir que les travaux du canal de St-Valery soient rapprochés d'Abbeville, afin de procurer aux ouvriers de la manufacture de cette dernière ville un travail dont le produit fourniroit à leurs besoins. 18 septembre. — P. 253. A M. Delatouche, le priant de faire son possible pour entrer dans les vues dudit mémoire provenant des officiers municipaux d'Abbeville et du comte de Mautort. 19 septembre. — P. 254. Aux entrepreneurs des travaux de St-Valery, sur le même objet. 22 septembre. — P. 255. Aux commissaires du bureau d'encouragement, au sujet du procédé découvert par l'abbé Brale pour une meilleure préparation du chanvre. 23 septembre. — P. 256. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement aux travaux des routes. 23 septembre. — P. 260. Au bureau intermédiaire de Calais, sur une délibération des habitants de Balinghem en Calais, relative à des abus qui se seraient introduits dans la jouissance des marais communs de cette paroisse. 24 septembre. — P. 262. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement aux travaux du canal de la Somme. 25 septembre. — P. 263. A M. Derveloy, subdélégué général, le félicitant du choix qui a été fait de lui pour remplir les fonctions d'administrateur de la province en l'absence de

l'intendant, et relativement à la correspondance entre la commission et l'intendance. 24 septembre. — P. 265. Au même, au sujet d'un mémoire de M. Jourdain de l'Éloge, sur des attaques injustes dont il serait l'objet. 28 septembre. — P. 265. Aux officiers municipaux d'Abbeville, leur faisant connaître qu'il n'est plus possible à la commission d'accorder de nouveaux fonds sur l'octroi de Picardie, pour travaux de charité. Tout ce qu'elle peut faire encore, c'est de leur offrir un prêt de 2,400 l. au plus. 29 septembre. — P. 267. A M. Asselin, député de l'assemblée du département d'Amiens, au sujet des secours à accorder aux incendiés d'Oisemont pour couvertures en tuiles. 30 septembre. — P. 271. A M. Delatouche, le priant de s'occuper sans retard des tracés, plans, devis et détails estimatifs des travaux à faire au canal de St-Valery à proximité de la ville d'Abbeville. 30 septembre. — P. 271. Au comte de Mautort, sur les inconvénients qu'il y aurait à changer les travaux commencés au canal de St-Valery, pour les reporter ailleurs, et lui marquant qu'il serait beaucoup plus convenable d'en proposer de nouveaux, en laissant subsister les anciens. 30 septembre. — P. 272. A M. Cordier de la Houssoye, le priant de rechercher les moyens de perfectionner la navigation de la Somme. 30 septembre.

P. 274. Circulaire aux départements, sur le recouvrement de la contribution représentative de la corvée. 2 octobre. — P. 276. Lettre aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, sur la demande faite par eux à la commission de ses réflexions sur les assemblées provinciales et sur celles qui leur sont subordonnées. « Daignés nous permettre, Messieurs, de vous proposer s'il ne serait pas convenable que vous demandiés avec force qu'il ne soit décrété sur cet objet de la plus haute importance, sans avoir consulté le vœu des provinces. A coup sûr il ne sera pas reçu par la Nation avec le même enthousiasme qu'il a excité parmi ses représentans, et nous en avons déjà la preuve. On voit avec peine que l'Assemblée veuille nous dépayser, s'il est permis de s'exprimer ainsi, on est humilié de la voir soumettre notre sort, nos mœurs, nos usages, nos coutumes, nos habitudes, au système d'un calcul qui peut bien donner l'idée de la perfection en géométrie, mais ne doit pas servir de règle aux actions morales des hommes. La commission intermédiaire, les bureaux de départemens qui en dépendent et les municipalités sont propres par la

chaîne des relations établies entre eux, à vous faire connaître le vœu de chaque province. Pourquoi ne les consulterait-on pas sur un objet qui les intéresse aussi essentiellement ? Ce serait le moyen d'arrêter l'esprit de système qui paraît avoir dirigé le projet de constitution. » 3 octobre. — P. 277. A M. Necker, relativement aux indemnités à accorder aux boulangers victimes de l'émeute des 29 et 30 avril précédents à Amiens. 4 octobre. — P. 281. Au contrôleur général, relativement au dessèchement du Calaisis et de l'Ardresis. 8 octobre. — P. 282. A M. Derveloy, subdélégué général, sur le même objet. 3 octobre. — P. 285. A MM. le chevalier de Belloy, Maisnel, Poullain, Lefèvre-Lenglet, Degand et Tondu, relativement aux travaux du canal de la Somme aux abords et dans l'intérieur de la ville d'Amiens. 9 octobre. — P. 285. Au contrôleur général, à l'effet d'être autorisée à prendre 60,000 l. sur la caisse des ponts et chaussées, pour rembourser à celle de l'octroi de Picardie partie d'une somme de 100.000 l. empruntée à celle-ci en 1788 pour payer les travaux des routes et soulager les contribuables, ledit remboursement étant nécessaire pour faire face à la dépense des ateliers à ouvrir aux abords de la ville d'Amiens, pour perfectionner la navigation de la Somme. 10 octobre. — P. 287. Aux électeurs, officiers municipaux, etc., de la ville d'Amiens, sur la réduction des prix du sel et le recouvrement des impositions. 12 octobre. — P. 290. Circulaire aux départements, sur l'établissement des cantonniers. 12 octobre. — P. 293. Lettre au bureau intermédiaire d'Abbeville, l'informant que la commission a fait un mandant de 1,200 l. pour mettre les officiers municipaux de ladite ville en état de continuer les travaux de charité. 12 octobre. — P. 297. Au bureau intermédiaire d'Amiens, lui demandant des éclaircissements au sujet d'un droit de marque sur les étoffes qui se perçoit à la halle foraine d'Amiens. 14 octobre. — P. 299. Au bureau intermédiaire de Saint-Quentin, relativement aux travaux de la route de St-Quentin à Guise. 14 octobre. — P. 301. A M. Rigoley d'Ogni, intendant général des postes, au sujet des représentations faites par le courrier de la malle, à l'effet d'obtenir en faveur des chevaux faisant le service de ladite malle, l'usage d'une mare sur la route d'Amiens à Breteuil, près du hameau du Chapon Blanc. 14 octobre. — P. 302. Au contrôleur général, relativement à l'incendie d'Oisemont. 15 octobre. — P. 305. Au contrôleur général, lui faisant savoir qu'il ne sort de grains d'aucun port de la généralité de St-Valery à Calais, mais qu'il en sort par Bergues, qui n'est pas du même ressort. La commission lui fait part des alarmes qu'elle a conçues en apprenant que les commissaires du bureau

des subsistances de Paris avaient acheté 200,000 sacs de blé en Picardie, « ce qui fait à peu près la valeur d'une année de consommation dans toute la province. » 18 octobre. — P. 307. A M. de Cizancourt, caissier de la corvée à Péronne, sur les remboursements à faire à la caisse de l'octroi de Picardie. 18 octobre. — P. 309. Aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, leur adressant le mémoire d'observations rédigé par la commission sur le projet présenté à ladite Assemblée sur les nouveaux arrondissements à donner aux provinces. « Nous joignons ici une carte géographique sur laquelle nous avons tracé la ligne de démarcation qui formerait notre arrondissement, désignée par la teinte bleue et violette : celle en jaune désigne l'étendue de pays que nous perdrons. Nous vous prions, Messieurs, de faire valoir nos observations auprès de l'Assemblée Nationale, en y joignant celles que votre sagesse vous dictera. » 20 octobre. — P. 310. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur l'autorisation demandée par les habitants de Moreuil à passer contrat par-devant notaire d'une rente de 150 l., au principal de 3,000 l., pour payer les frais d'un procès entre cette communauté et celle de Morisel. 21 octobre. — P. 311. A M. de Villecholles, caissier de la corvée, sur les plaintes qui s'élèvent contre lui de ce qu'il refuse d'acquitter les mandats délivrés au profit de l'adjudicataire des travaux des routes, sous prétexte qu'il n'a pas de fonds en caisse. 15 octobre. — P. 311. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur le même objet. 22 octobre. — P. 320. Aux officiers municipaux de Roye, leur faisant connaître les représentations faites par M. de Boissy, officier dans le régiment de Berry, sur la modicité du traitement des cavaliers en détachement dans ladite ville. 1^{er} novembre. — P. 322. Au contrôleur général, relativement aux impositions. 4 novembre. — P. 326. Aux bureaux intermédiaires de Montdidier à Amiens au sujet de l'établissement d'un chef et de trois cavaliers de maréchaussée et d'un détachement de troupes à Lihons. 7 novembre. — P. 327. Au duc d'Havré, sur le projet de rédimier la province de la gabelle et du tabac. 8 novembre. — P. 333. A M. Houzé, caissier de la prestation de la corvée, sur les remboursements à faire à la caisse de l'octroi. 11 novembre. — P. 334. Circulaire aux départements, sauf à celui de Calais, sur le projet de rédimier la province de la gabelle et du tabac. 11 novembre. — P. 335. « Observations sur l'imposition de 1790. » —

P. 340. Au bureau intermédiaire de Montdidier sur des travaux exécutés sur la route d'Amiens à Albert, sans autorisation de la commission. 13 novembre. —

P. 342. A M. Duquesne, employé à la direction du canal, sur ce que des ouvriers de la campagne ont été employés à travailler audit canal. 14 novembre. —

P. 344. Aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, relativement à la nouvelle division du royaume et au projet de département qui doit correspondre à l'ancienne Picardie. « Nous perdons une fort grande étendue de terrain, mais nous l'avons bien prévu : il n'était pas possible que le Calaisis et l'Ardresis nous restassent, étant éloignés de 30 à 36 lieues du centre. St-Quentin était à peu près dans le même cas, cependant une circonstance pouvait nous faire désirer de le conserver, c'est la confection du canal de la haute Somme : il y a tout à craindre en effet que l'entière perfection de cet ouvrage important n'éprouve beaucoup d'obstacles lorsque son exécution sera soumise à deux administrations différentes... Nous avons vu avec beaucoup de satisfaction qu'on a respecté, autant que les localités ont pu le permettre, les limites anciennes des provinces, et cette considération nous arrête un peu sur les observations que nous avons à vous proposer relativement à la portion de la Normandie que nous avons réclamé pour former notre arrondissement : cependant comme toutes les convenances parlent en notre faveur, nous croions devoir insister sur l'exécution de notre premier projet. Il est une première considération qui vous paraîtra sans doute comme à nous, Messieurs, de la plus haute importance, ce serait d'avoir une représentation pleine à l'Assemblée Nationale : les avantages qui en doivent ou peuvent résulter sont trop évidens pour avoir besoin d'être développés ; d'ailleurs c'est la moindre chose qu'une province ait une représentation entière, lorsque d'autres en ont cinq ou six à la fois. Or nous ne pouvons espérer de l'obtenir qu'autant que nous aurons un territoire assés étendu, une population assés considérable pour atteindre la proportion que vous déterminerés ; suivant le projet que vous nous présentés, il est plus que probable que nous ne pourrons pas nous élever à cette proportion. En effet, ce projet ne comporte guères que six districts, au lieu que par celui que nous vous avons proposé, il serait facile d'en établir neuf, dont les chefs-lieux seraient : Amiens, Abbeville, Doullens, Péronne, Montdidier, Clermont, Beauvais, Aumale et Eu. Il est bon de vous observer, Messieurs, que le comté d'Eu et le duché d'Aumale forment en quelque sorte deux districts particuliers dans la Normandie, et régis par des coutumes particulières : que de plus le comté d'Eu est déjà détaché en partie de cette province, étant du ressort de la sénéchaussée de Ponthieu, pour les cas roïaux, et ressortissant dans tous les autres cas,

nuement au parlement de Paris. Ces deux cantons sont d'ailleurs infiniment plus éloignés de Rouen que d'Amiens, et ils forment dans la Picardie une espèce d'angle rentrant qui indique que leur dépendance naturelle doit se rapporter à cette province. Les considérations politiques parlent aussi en notre faveur ; la Normandie à l'avantage de réunir plusieurs ports dans son département, et tous beaucoup meilleurs que celui du Tréport situé dans le comté d'Eu ; le département de Picardie, au contraire, dépouillé, s'il est permis de s'exprimer ainsi, du Boulonnais et du Calaisis, ne conserve plus que le port de St-Vallery, qui, comme on sait, n'est pas regardé comme important. Or s'il est vrai que la multiplicité des ports fasse la richesse d'un païs, il est évident qu'il sera beaucoup plus avantageux pour le comté d'Eu et les païs adjacens de dépendre de l'administration de Picardie, parceque la Normandie, qui a beaucoup de ports et de bons, négligera celui du Tréport, tandis que la Picardie, qui n'en a qu'un médiocre, donnera tous ses soins pour améliorer celui-là. Quant au duché d'Aumale, ce sont les raports du commerce qui le tient à Amiens : toutes les étoffes nommées Aumales, Blicourt, Crèvecœur, se fabriquent dans ce canton, et de là s'apportent en cette ville, où elles reçoivent les apprêts qui leurs donnent le cours dans la vente. Ce commerce a tellement établi les relations entre Amiens et ce païs, que tous ceux qui l'habitent viennent journellement dans cette ville, tandis qu'ils ne connaissent même pas celle de Rouen. Vous sentez, Messieurs, combien, d'après cet état de choses il résulterait d'avantages pour ce canton d'être réuni à l'administration de Picardie, tout en faisant leurs affaires commerciales, les habitans de ces cantons pourraient s'occuper de toutes celles qui seraient relatives à l'administration et de leurs affaires contentieuses. Nous ajouterons qu'Aumale étant tout à fait sur la lizière de Normandie, et à moins d'une lieue de distance de Picardie, ne peut jamais faire un chef-lieu de district en Normandie, au lieu qu'en le réunissant à notre département, on lui ferait un très bel arrondissement de tous les lieux qui avoisinent la principauté de Poix. Enfin nous ne devons pas omettre de vous observer, Messieurs, que Clermont ne pouvant pas être chef-lieu d'un district qu'autant que vous pourrés en composer neuf, il est très important de faire tous vos efforts pour lui procurer cet avantage, sans

lequel cette ville se trouverait comme anéantie. En effet, Clermont a déjà un bailliage dont le ressort est assés considérable, cette juridiction a donné lieu à nombre d'établissement qui font vivre cette petite ville, et si cette juridiction n'était pas conservée, tout ce qui tient à la judicature, conseillers, notaires, procureurs et huissiers seraient sans ressource, un grand nombre de familles aux abois... Les mêmes motifs nous font désirer de conserver un district à Doullens ; il devient d'ailleurs d'une nécessité absolue, au moien de ce que l'Assemblée a décrété que le nombre ternaire serait observé dans chaque département, ainsi que vous l'avez mandé, Messieurs, par votre lettre d'hier. Doullens est, par sa position, le seul lieu qui puisse former le sixième district : il est à sept lieues d'Amiens, huit d'Abbeville et douze de Péronne, et par conséquent au centre d'une fort grande étendue de terrein trop éloignée de ces trois villes... Ne croiriez vous pas convenable, Messieurs, de demander à l'Assemblée de réserver aux départements la faculté de réformer entr'eux, par des échanges réciproques, les arrondissements, pour les ramener à une plus grande régularité ; il en pourrait résulter cette perfection à laquelle le comité de constitution paraissait tenir beaucoup. Nous désirerions savoir aussi, Messieurs, si l'intention de l'Assemblée est de former les districts dans une proportion d'étendue, de population et de contributions aussi égale que les circonstances le permettront. Cette mesure serait désirable sans doute, elle est même absolument nécessaire entre Amiens, Abbeville et Doullens, où tout est mélangé d'une manière inconcevable, mais les coutumes y résistants, cet obstacle arrêtera-t-il l'Assemblée Nationale ? » 15 novembre. — P. 349. Aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, au sujet des accaparements de grains faits par les préposés du bureaux de subsistances de Paris. « Cette manœuvre odieuse, qui tend à nous affamer pour alimenter Paris, est sûrement contraire aux intentions de l'Assemblée Nationale, qui annonce vouloir maintenir l'égalité entre la capitale et les provinces. C'est dans cette confiance que nous lui demandons justice. Nous vous prions, Messieurs, d'être les interprètes de notre réclamation, nos plaintes sont légitimes, la conduite des députés de Paris est illégale et impolitique : elle est illégale, parce qu'ils n'ont le droit de faire leurs achats que dans l'étendue de 15 lieues de raïons, et qu'au mépris de cette loi limitative, ils viennent à 27 lieues aux portes de notre ville, faire des accaparements déguisés, offrir des primes, proposer des conditions avantageuses aux laboureurs et accélérer le moment d'une disette presqu'inévitable ; pour nous elle est impolitique, nous le prouvons par

le fait : au mois de juillet dernier, nous manquions de grains à Amiens, plusieurs citoïens généreux se sont réunis sous la dénomination d'association civique, pour en faire venir de tous les lieux où il serait possible de s'en procurer à tel prix que ce fût : des commissaires sont partis sur-le-champ, ont acheté, chés l'étranger à grands frais des grains de toute espèce, et l'ont fait expédier pour Amiens ; eh bien, vous le savés, Messieurs, ce grain destiné pour la subsistance du peuple n'a pas été plutôt arrivé, qu'il a été volé, pillé, gaspillé par ce même peuple à qui il était destiné. D'après cela, les proposés du bureau des subsistances peuvent-ils se flatter que les approvisionnement qu'ils se proposent de faire passer par Amiens y seront respectés par le peuple justement indigné de la conduite peu fraternelle des habitans de Paris ? Sans doute ces préposés feront escorter les convois qu'ils attendent, et ils opposeront la force à la violence, mais c'est donc une guerre civile qu'ils nous annoncent ! Il dépend, Messieurs, de l'Assemblée Nationale d'écarter de nous les malheurs qui nous menacent, en forçant la commune de Paris de se renfermer dans les justes bornes qui lui ont été prescrites, et en favorisant le projet contenu au mémoire que nous avons l'honneur de vous adresser ci-joint. » 16 novembre. — P. 350. A M. Necker, demandant une prime pour l'importation du riz. 17 novembre. — P. 352. A M. de Montaran, intendant du commerce, sur le même objet. 17 novembre. — P. 352. Id. aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale. 17 novembre. — P. 353. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement aux travaux des routes. 17 novembre. — P. 356. Au duc d'Havré, sur les secours à accorder à la paroisse de Lœuilly, pour mauvaise récolte. 18 novembre. — P. 356. Au duc d'Havré, lui envoyant « la levée géométrique de l'arrondissement de notre département. Nous l'avons fait faire avec la plus grande exactitude par M. Moignet, conducteur principal dans les ponts et chaussées, dont nous avons éprouvé le zèle et les talents dans différentes circonstances où nous l'avons employé avec succès. Vous remarquerez que les limites ont été tracées avec beaucoup de soin, et que les lignes ont été tirées dans les angles, c'est-à-dire dans leur plus grande longueur. Cependant nous n'avons pas encore l'étendue suffisante pour former notre département : en effet il ne se trouve dans les limites tracées sur la feuille que 297 lieues 3/4 de surface de terrain, ce qui fait 26 lieues 1/4 de moins

des 324 auxquelles on paraît avoir borné les départemens. Le géographe que vous consulterés pourra vérifier nos calculs : ils sont on ne saurait plus justes. Il y a donc un manquement évident, mais par l'examen, ce manquement va, Monsieur le duc, vous paraître beaucoup plus considérable. En effet, il se trouve sur cette étendue environ 12 lieues couvertes de sable, tant le long de la côte entre la ville d'Eu et l'embouchure de l'Authie, que dans la baie de la rivière de Somme. En second lieu, en conservant l'élection de Mondidier, qui, comme vous le voïés, Monsieur le duc, ne peut être détachée de notre département, puisqu'il est encore incomplet, même en l'y comprenant, on ne peut cependant pas laisser subsister cette élection telle qu'elle est, car vous remarquerés qu'elle se prolonge jusques dans le faubourg de Beauvais ; or si on ne nous laissait pas cette dernière ville, il est certain qu'il y aurait encore à reprendre sur cette élection au moins 12 à 15 lieues de surface de terrain, pour lui former un arrondissement. Ces deux objets distraits de l'étendue que comporte le projet actuel, et réunis avec le manquement que nous éprouvons déjà, portera le manquement effectif au moins de 54 lieues quarrées de surface, ce qui ne serait rien moins que juste, par une foule de raisons que nous vous avons déjà développées... Nous avons pour nous étendre quatre cantons de convenances : le comté d'Eu, le duché d'Aumale, la Beauvaisis en partie, et le Vermandois ou l'élection de St-Quentin. Nous ne savons pas bien quelle est l'étendue de tous ces différens cantons, parce que nous n'avons pas eu le tems de le faire mesurer et que nous n'en connaissons pas parfaitement les limites ; on nous assure cependant que le comté d'Eu et le duché d'Aumale ne contiennent pas plus de 15 à 20 lieues de surface, ce qui serait encore insuffisant pour nous compléter. » La raison la plus forte qui milite en faveur de leur réunion audit département, « c'est que ces cantons sont remplis de bois, et que nous en manquons au point d'être un jour obligés d'abandonner notre province. Si donc nous les réunissons à notre département, le premier objet peut-être dont l'assemblée provinciale devrait s'occuper, serait d'ouvrir une communication facile au milieu de tous les bois dont les païs sont couverts... Ainsi une partie du Beauvaisis, le duché d'Aumale et le comté d'Eu pourraient nous donner les 60 lieues quarrées de surface qui nous manquent environ ; et quand il y aurait quelque chose en sus, il n'y aurait sûrement pas d'inconvénients à nous l'accorder, comme nous avons déjà eu l'honneur de vous le dire : 1° parce que nous n'avons qu'une assemblée dans notre province ; 2° à raison des convenances ; 3° parcequ'il est plus juste d'étendre

que de restreindre ; 4° enfin parcequ'il y a trois à quatre mille lieues quarrées d'excédent, dont il serait naturel que nous profitassions comme les autres. Si vous n'adoptés pas ce projet, Monsieur le duc, il semble qu'il nous faudrait au moins laisser l'élection de St-Quentin ; si l'éloignement et le défaut de relations paraissent devoir les écarter de notre département, la considération de la navigation les en rapproche certainement beaucoup. Vous croïés devoir conserver Péronne par cette raison, mais sous ce rapport, Péronne ne nous est d'aucune utilité sans St-Quentin, car ce sera vainement qu'on poussera le canal jusqu'à Péronne, si on ne le mène pas au point d'opérer la jonction de la Somme avec l'Escaut. A quoi servirait en effet un canal qui coulerait dans une vallée où il ne se trouve aucune ville de commerce au-delà d'Amiens ?... Nous ne dissimulons pas cependant que l'éloignement est un grand motif d'opposition à notre demande ; nous sommes obligés de convenir qu'il y a 23 à 24 lieues de distances des confins de l'élection de St-Quentin à Amiens. Mais de quelque manière qu'on se prononce sur cet objet, nous nous pouvons nous détacher de Péronne : il est à notre convenance, il nous avoisine, il forme un arrondissement parfait, et c'est d'ailleurs un païs très riche, qu'il est essentiel pour nous de conserver... Il nous reste, Monsieur le duc, à vous observer que ce serait vouloir la ruine de Mondidier, que de lui enlever sa juridiction, que ce serait aller même contre votre intention et celle de l'Assemblée Nationale, puisqu'au lieu de rapprocher la justice des justiciables, cette mesure l'en écarterait à leur grand préjudice. Si nous ne consultations que l'intérêt de la ville d'Amiens, nous adopterions ce projet avec empressement, parce qu'il tendrait à lui donner la plus grande importance ; mais nous pensons que des hommes publics ne doivent jamais être déterminés par de semblables considérations, et nous sommes sûrs d'avance que nos principes sont d'accord avec les vôtres. Nous vous prions, M. le duc, de nous informer s'il est toujours question d'une cour suprême à Amiens : comme cet établissement intéresse toute la province comme nous, nous mettrons le plus grand intérêt dans le succès de ce plan, qui paraissait être celui du comité de constitution. » 18 novembre. — P. 360. Au bureau intermédiaire d'Amiens, à l'effet de faire réparer le chemin de Saint-Valery à Abbeville, pour faciliter le passage des blés destinés à l'approvisionnement de Paris. 19 novembre.

— P. 362. A M. Delatouche, sur le même objet. 20 novembre. — P. 364. Au duc d'Harvé lui envoyant « un projet d'arrondissement calculé d'après les cartes de Cassini, qui nous donne à quelque chose près en moins, l'étendue de terrain déterminé par l'Assemblée Nationale. Vous pourrés remarquer que, quoique nous aïons compris la ville de Beauvais et de plus le comté d'Eu et le duché d'Aumale, nous sommes bien éloignés d'avoir l'étendue que votre premier projet comportait... Le motif qui nous a déterminé à nous resserrer beaucoup autour de Beauvais, c'est que notre position nous permet, exige même que nous formions son arrondissement en revenant sur Amiens, car, dans la distance de douze lieues qui sépare ces deux villes, il n'y a aucun chef-lieu, de manière qu'il sera vraiment avantageux que cette grande distance soit partagée, ce qui ne pourrait pas avoir lieu, si on ne nous donnoit pas Beauvais. D'ailleurs nous savons que les Beauvaisins, instruits de l'incertitude où l'on est de les placer dans le département de Melun ou dans celui d'Amiens, préféreroient infiniment d'être dans ce dernier, à cause des relations de commerce qu'ils ont à Amiens. » La commission s'occupe de préparer le travail que le duc d'Harvé lui a demandé sur la population de la province. « Lorsque notre département sera très décidément fixé, nous vous projeterons des arrondissemens pour les districts, si cela vous fait plaisir, M. le duc ; mais en attendant, permettés que nous vous représentions fortement qu'abstraction faite des intérêts de la ville d'Amiens et des autres grandes villes de province, le bien du peuple exige que ces districts soient multipliés le plus possible, afin que les citoïens n'éprouvent plus l'inconvénient contre lequel on a si justement réclamé, d'être à une trop grande distance des corps administratifs et des cours de justice où ils ressortiront : si on n'en faisait que trois, une grande quantité de justiciables seroit à dix ou douze lieues du premier degré de juridiction. Comme le plan ci-joint et le précédent n'ont pas laissés que de donner un certain travail, nous vous serions obligé de nous en accuser réception. » 24 novembre. — P. 367. Au bureau intermédiaire de Péronne, relativement à la distribution des fonds de charité dans ledit département. 25 novembre. — P. 370. A M. de la Millière, relativement à la réparation du chemin de Saint-Valery à Abbeville. 25 novembre. — P. 373. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement à l'imposition des ci-devant privilégiés. 27 novembre. — P. 376. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, relativement aux travaux des routes. 30 novembre. — P. 378. A M. Renouard, grand prévôt, l'informant que « l'insurrection est à son comble au bourg d'Oisemont ; il y a été fait dernièrement une distribution des gratifications accordées à ceux qui

ont recouvert en tuiles leurs maisons incendiées, et ceux qui n'y ont point participé, soit par omissions, soit parce qu'ils n'avaient pas encore faits ou achevés leurs couvertures, se sont portés aux plus violens excès contre les membres de la municipalité, qui n'ont eu que passivement part à ces opérations. Nous sommes informés que ces officiers courent les plus grands risques de la vie, qu'ils sont menacés d'être assassinés, et que notamment nombre de ces malheureux sont allés chés l'un d'eux avec des haches et un coupet de boucher, dans la vue de le tuer. Nous sommes également informés, Monsieur, et nous ne devons pas vous le dissimuler, que la brigade de maréchaussée résidente dans ce bourg n'a rien moins que fait son devoir, et que cette conduite de sa part n'a pas peu contribuée à enhardir les turbulens ; il en est un surtout qui est marié dans ce lieu, qui mérite que vous recherchiez exactement sa conduite. Nous vous prions donc, Monsieur, d'interposer toute l'autorité que vous donne votre place, pour rétablir l'ordre et la tranquillité publique dans le bourg d'Oisemont... Comme les membres de cette municipalité coureraient de grands risques s'ils s'assembloient, nous avons prié le bureau intermédiaire d'Amiens de déléguer un commissaire, pour faire d'office le rôle de la prestation en argent représentative de la corvée de cette paroisse, et celui de l'imposition des six derniers mois 1789 sur les ci-devant privilégiés. Ce bureau aiant nommé pour commissaire M. l'abbé de Baisnes, archidiacre, ce commissaire se propose de s'y rendre le mardi 8 décembre prochain ; la brigade résidente à Oisemont n'aïant pas prouvé jusqu'à présent qu'on put compter sur elle, nous croïons qu'il seroit peut être convenable que vous les fissiés accompagner de deux cavaliers de maréchaussée de cette résidence. » — P. 381. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement à un procès de la paroisse de Villers Campsart. 4 décembre. — P. 382. A M. Le Correur, président de l'élection de Doullens, relativement au droit de juridiction prétendu par ladite élection sur la ville de Montreuil, qui, de son côté, prétend s'y soustraire. 5 décembre. — P. 382. Au duc d'Harvé pour le féliciter de sa promotion à la Toison d'or. 6 décembre. — P. 383. Circulaire aux six élections, relativement aux impositions. 6 décembre. — P. 385. Lettre au bureau intermédiaire d'Amiens, sur l'envoi de l'abbé de Baisnes, pour rétablir l'ordre à Oisemont. 9 décembre. — P. 386. A M. Blondel, relativement à la contribution patriotique. 10 décembre. — P. 387. Au bureau

intermédiaire de St-Quentin, sur le même objet. 10 décembre. — P. 388. Au bureau intermédiaire de Calais, au sujet des impositions. 11 décembre. — P. 390. Aux officiers municipaux d'Ardres, sur la contribution représentative de la corvée. 12 décembre. — P. 393. Aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, sur les ouvrages à faire pour améliorer la navigation de la Somme d'Amiens à Abbeville. 17 décembre. — P. 395. Au contrôleur général des finances, sur le même objet. 17 décembre. — P. 396. Aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, sur l'autorisation accordée par le Roi d'acheter des grains en Amérique. 17 décembre. — P. 400. A M. Chamont, directeur des vingtièmes, sur la confection des rôles des vingtièmes. 20 décembre. — P. 407. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur les travaux des routes. 23 décembre. — P. 409. Au bureau intermédiaire d'Amiens, lui marquant que la commission n'a pu « qu'applaudir aux puissans motifs qui vous ont engagé à ne pas prendre des municipalités de votre département les éclaircissemens que demandaient MM. les officiers municipaux de cette ville, sur le produit de la récolte de 1789 ;... instruits comme vous, Messieurs, des enlèvemens frauduleux qui se sont faits jusqu'à la porte d'Amiens, nous avons cru seulement devoir prévenir les suites qui en doivent résulter, afin d'obvier aux inconvéniens que nous avons déjà essués, et notre intention est d'approvisionner de grains étrangers les villes de la province, dans la persuasion où nous sommes que les habitants de la campagne étant à peine pourvus de la quantité nécessaire à leurs consommations, cesseront probablement, sous peu, d'apporter leurs grains au marché. » 26 décembre. — P. 411. Au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet de plaintes dirigées contre le sieur Maillard, syndic de Carrépuits. 31 décembre. — P. 412. A M. Laurent de Lionne, au sujet de délits qui se commettent sur le canal de la Somme. 31 décembre.

1790. — P. 414. Lettre à MM. Boulet et Duchâteau, laboureur à Campagne et Andres, qui avaient réclamé le paiement des blés par eux fournis aux officiers municipaux de Guines. 2 janvier. — P. 419. A la chambre du commerce de Picardie, au sujet d'une gratification annuelle de 1.800 l., sur les fonds du commerce, réclamée par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, pour les travaux du canal de St-Valery. 6 janvier. — P. 420. A M. de Villecholles, à St-Quentin, sur sa négligence à payer ce qu'il doit à la caisse de l'octroi. 6 janvier. — P. 422. A la chambre du commerce de Picardie, lui marquant que la commission ne peut entrer dans la dépense du halage avec des chevaux d'Amiens à St-Valery.

7 janvier. — P. 427. Circulaire aux bureaux intermédiaires, relativement à l'assiette des impositions de 1790. 9 janvier. — P. 428. Lettre à M. Lambert, contrôleur général, au sujet des secours sollicités par le corps électoral et municipal d'Amiens, sur l'octroi de Picardie ; cette caisse est devenue insuffisante même pour faire face à ses charges annuelles montant à 109.000 l. « Cette insuffisance se manifeste de plus en plus : il ne reste aujourd'hui à la caisse que 12.501 l. 19 s. 9 d.... sur cette somme, il a été payé le 9 de ce mois, environ 4.000 l. pour la dépense du canal ; il faudra encore paier à peu près la même somme le 17, pour le même objet, et enfin le 20 il est échu un paiement de 6.000 l. accordé annuellement au sieur Lavette, entrepreneur de la salle de spectacle, par arrêt du Conseil du 6 juin 1783. Dans cette situation, nous nous sommes trouvés dans l'obligation de faire rentrer les 50.000 l. qui ont été prêtés sur les fonds de l'octroi aux caissiers de la contribution représentative de la corvée ; et comme le terme que nous leurs avons donné pour le remboursement de ce prêt n'est pas encore échu, que d'ailleurs ces caissiers éprouvent beaucoup de difficultés pour le recouvrement de cette contribution, nous leurs avons prêté une somme équivalente sur les fonds étant dans la caisse du trésorier des ponts et chaussées, lesquels proviennent de la vente des arbres abbatués sur les routes... Au moien des assignats considérables qui sont affectés sur les fonds de l'octroi et de la prorogation des travaux du canal, cette somme de 50.000 l. ne tardera pas à être consommée, et vous en serés aisément convaincu, Monsieur, si vous voulés vous reporter aux pièces que nous avons eu l'honneur de vous adresser le 1^{er} de ce mois : elles prouvent que le produit de l'octroi est presqu'entièrement nul ; vous reconnaitrés aussi, Monsieur, que, loin de pouvoir donner de nouveaux secours aux pauvres de la ville d'Amiens, nous ne pouvons pas même continuer ceux que nous leurs avons procurés jusqu'à présent. Nous vous prions donc, Monsieur, de vouloir bien nous indiquer les moiens à employer pour subvenir doresnavant au paiement des charges affectées sur cet octroi. » 11 janvier. — P. 430. A M. Delatouche sur le mauvais état des routes de la province. 11 janvier. — P. 430. Au syndic de St-Maulvis, pour le réprimander d'avoir refusé d'ordonner dans sa communauté le service nécessaire pour l'enlèvement des décombres de l'incendie survenu à Villers-Campsart. 11 janvier. — P. 431. Au bureau intermédiaire de Calais, au sujet des impositions de 1790. 12 janvier. — P. 433. Au bureau inter-

médiaire de Calais, relativement aux secours dont la ville de Montreuil a besoin. 15 janvier. — P. 434. Au contrôleur général, l'informant qu'il y a beaucoup de mouvement et de fermentation à Péronne, à cause de l'augmentation du prix des grains et de l'enlèvement d'une grande quantité qu'on transporte à Valenciennes, et que le peuple suppose devoir aller de là dans le Brabant. 15 janvier. — P. 435. Au bureau intermédiaire de Doullens, relativement au pont de Querrieux. 18 janvier. — P. 438. Au bureau intermédiaire de Doullens, relativement au curement, redressement et élargissement de la Grouche, et au dessèchement de l'ancien lit de l'Authie, pour éviter les inondations. 20 janvier. — P. 439. A M. de la Millière, relativement au canal de St-Valery. 21 janvier. — P. 441. Au bureau intermédiaire d'Amiens, l'informant que le Roi a accordé à la ville d'Amiens un secours de 20.000 l. pour travaux de charité. 21 janvier. — P. 443. Au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet de la reconstruction du bourg d'Oisemont. 23 janvier. — P. 444. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, lui envoyant une ordonnance de l'intendant « pour mettre fin à l'opiniâtreté avec laquelle le sieur Herbert, syndic de la paroisse de Maisnil-Trois-Fétus se refuse à distribuer aux particuliers grélés de sa résidence les sommes qui lui ont été confiées. » 23 janvier. — P. 444. Au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet d'une demande de secours faite par le marquis d'Estourmel « en faveur de onze chefs de famille habitans de Suzanne, qui ont perdus leurs maisons et leurs meubles par deux incendies arrivés à 15 jours de distance l'un de l'autre. » 23 janvier. — P. 446. A M. de la Millière, au sujet de plantations d'arbres à Villers-St-Christophe. 24 janvier. — P. 448. A M. Delatouche, relativement au canal de St-Valery. 29 janvier. — P. 449. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur la nécessité pour ladite ville de trouver de nouveaux ouvrages à faire pour utiliser le secours qui vient de lui être accordé. 29 janvier. — P. 450. A M. de la Millière, au sujet du canal de St-Valery. 30 janvier. — P. 455. A M. Lefranc, lui marquant que « nous ne pouvons, Monsieur, espérer d'être conservés membres de la nouvelle assemblée du département ; il est peut-être même dans l'intention de plusieurs de nous de s'en abstenir s'ils étaient nommés, comme vous le préjugés, tel que soit l'avenir qui nous attend, un de nos vœux les plus sincers sera d'être à portée de rendre un témoignage public des services que vous avés rendus à la province, et de faire connaître aux membres de la nouvelle administration combien il lui serait avantageux d'employer vos talents et votre expérience à la perfection du nouveau régime qui va s'établir ; les services du père devant être une recommandation pour le fils, M. Lefranc fils doit, à ce titre, compter sur la nôtre, si les circonstances nous permettent de la faire

valoir. » 1^{er} février. — P. 455. Aux officiers municipaux de Calais, les remerciant de leurs vœux et leur exprimant « les regrets de voir les relations qui nous rapprochaient prêtes à cesser par le nouvel ordre de choses qui se prépare : l'espoir qu'il en doit résulter quelques avantages peut seul adoucir nos regrets. » 1^{er} février. — P. 456. Circulaire aux départements, les priant de mettre leur comptabilité en état. 2 février. — P. 457. Lettre à M. Legrand, médecin, le priant de se transporter au Petit-St-Jean, où règne une épidémie. 3 février. — P. 457. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement à la construction d'un pont sur le chemin d'Abbeville à St-Valery. 3 février. — P. 459. Aux citoyens actifs de la paroisse d'Halloy-lès-Pernois, relativement à la formation de leur municipalité. 5 février. — P. 461. Circulaire aux assemblées municipales, relativement à la confection des rôles des vingtièmes. 8 février. — P. 462. Lettre à M. du Roisel, syndic de Douilly, sur le refus qu'il fait de recevoir les mandements, décrets, proclamations du Roi et autres pièces qu'on lui envoie. 9 février. — P. 463. A M. Laurent de Lionne, sur la demande faite par le corps électoral et municipal d'Amiens, d'outils pour les ateliers de charité. 9 février. — P. 465. A M. de la Millière, relativement au canal de St-Valery. 10 février. — P. 466. A M. Delatouche, sur le même objet. 10 février. — P. 468. Au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur ce que les membres de l'assemblée municipale de Villers-St-Christophe se plaignent de ce que leur syndic les convoque dans sa propre maison, demandant à ce qu'ils soient réunis dans la chambre pratiquée au dessus de la chapelle de St-Christophe. 11 février. — P. 468. Circulaire aux receveurs particuliers des finances, sur les retards qu'éprouve le recouvrement des impositions. 12 février. — P. 469. Lettre à la chambre du commerce, relativement au canal de St-Valery. 15 février. — P. 470. Au bureau intermédiaire de Calais, sur le magasin d'approvisionnements projeté par la municipalité de Montreuil, pour parer à la disette. 17 février. — P. 473. Au bureau intermédiaire de Calais, au sujet de la demande faite de l'établissement d'un district à Licques, par l'assemblée municipale dudit lieu. 18 février. — P. 474. Au curé de Thézy, relativement à une épidémie qui règne à Gentelles. 21 février. — P. 475. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur l'établissement de nouveaux ateliers de charité sur les chemins du Petit-St-Jean et de

St-Fuscien. 23 février. — P. 475. Au bureau intermédiaire d'Amiens, relativement à la capitation de Saint-Valery. 23 février. — P. 468. A M. Delatouche, au sujet de ses frais de bureau. 26 février. — P. 478. A M. Legrand, médecin, le priant de se transporter à Longpré-lès-Amiens, où règne une épidémie. 28 février. — P. 480. A M. Delatouche, sur les indemnités à payer aux propriétaires de terrains employés pour l'ouverture des routes. 3 mars. — P. 481. A M. de la Millière, relativement à l'abonnement payé par la ferme générale, pour tenir lieu des droits dus par elle à l'octroi de St-Valery. 4 mars. — P. 482. A M. de la Millière, relativement au canal de la haute Somme et aux réclamations du marquis d'Estourmel contre l'arrêt donné aux travaux. 4 mars. — P. 484. Au premier ministre des finances, lui demandant des éclaircissements au sujet de l'art. 15 du 1^{er} paragraphe de la constitution qui porte qu'aucun impôt ou contribution en nature ou en argent ne pourront être levés, qu'aucun emprunt ne pourra être contracté autrement que par un décret de l'assemblée des représentants de la Nation. 4 mars. — P. 485. A M. Lambert, contrôleur général, au sujet du secours de 3.000 l. demandé par les députés de la ville de Montdidier en faveur des pauvres invalides de ladite ville. « Vous nous invités... à nous faire connaître s'il ne serait pas possible de ménager sur les fonds libres de la capitation une somme quelconque en leur faveur. Tous les fonds libres de la province, Monsieur, sont épuisés : ils n'ont d'ailleurs été jamais assez considérables pour y affecter une dépense aussi importante » ; la commission propose « de changer la destination de la somme de 3.000 l. accordée sur le trésor royal aux officiers municipaux de cette ville pour l'établissement d'un atelier de charité,... et de le faire distribuer aux vieillards et autres pauvres invalides ; nous pourrions à son remplacement par des fonds de charité, par la manière qui suit : lors de la distribution de ces fonds de l'exercice 1789, nous avons mis en réserve une somme de 15.000 l., pour subvenir aux cas imprévus : cette somme n'étant pas encore absorbée, nous pourrions prélever une somme de 3.000 l. en faveur de la ville de Montdidier, en remplacement de celle que le Roi lui a accordée pour ouvrir des ateliers de charité. » 4 mars. — P. 486. A M. Delatouche, relativement aux ponts de Taussac et de Querrieux. 4 mars. — P. 487. A M. Lambert, contrôleur général, au sujet du remplacement du syndic de Cramont, contre lequel des plaintes graves s'étaient élevées. 5 mars. — P. 487. Au contrôleur général, relativement à la contribution patriotique. 5 mars. — P. 489. Au corps municipal d'Amiens, touchant la fourniture du linge aux troupes en quartier dans ladite ville. 6 mars. — P. 490. A M. Desmarests,

desservant la cure de Touttencourt, relativement à l'adjudication des terres de la fabrique dudit lieu. 7 mars. — P. 493. A la municipalité de Breteuil, au sujet d'une épidémie qui règne à Cormeille. 10 mars. — P. 493. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur une contestation relative à des détails d'administration. 11 mars. — P. 496. Aux députés de l'Assemblée Nationale, sur les infractions qui se commettent contre les décrets de l'Assemblée relatifs à l'organisation des municipalités. 12 mars, — etc.

C. 2018. (Registre.) — In-fol. 146 pages, papier.

1790. — Correspondance. — P. 1. Lettre au bureau intermédiaire d'Amiens, l'informant que la commission vient d'envoyer un mandat de 4.000 l. aux officiers municipaux d'Amiens, pour continuer les travaux de charité. 13 mars. — P. 2. Au bureau intermédiaire de Calais, au sujet de l'entretien d'un orphelin à Nouvelle-Église. 13 mars. — P. 3. A M. Amelot, relativement à la contribution patriotique. 14 mars. — P. 4. A la municipalité de St-Acheul, au sujet d'une contestation sur les limites de son territoire. 14 mars. — P. 6. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur une demande par les habitants du Marquenterre, afin d'être autorisés à aliéner des communes, pour payer les frais d'un procès. 15 mars. — P. 8. A M. Lambert, contrôleur général, sur le point de savoir si les privilégiés doivent payer la contribution représentative de la corvée. 18 mars. — P. 14. Au bureau intermédiaire de Calais, sur ce que la digue élevée à l'extrémité du glacis à l'est de ladite ville se trouvant coupée en quatre endroits, met le pays en danger d'être submergé. 21 mars. — P. 15. Au bureau intermédiaire d'Abbeville, sur le secours demandé par la veuve Homassel et fils, entrepreneurs de manufacture à Abbeville, pour pouvoir continuer à faire travailler leurs ouvriers. 22 mars. — P. 17. A M. Legrand, médecin, le priant de se rendre à Pierregot et à Molliens-au-Bois, où règne une épidémie. 23 mars. — P. 17. Circulaire aux municipalités, relativement aux impositions. 23 mars. — P. 18. Lettre au bureau intermédiaire de Calais, relativement à la contribution patriotique. 23 mars. — P. 20. Au comte de Saint-Priest, sur la formation de la nouvelle municipalité de St-Quentin. 24 mars. — P. 21. A M. Delatouche, lui envoyant les pièces y énumérées relatives à une affaire concernant le sieur Racine. 24 mars. — P. 23. A M. Petit, ancien syndic et laboureur à Mirvaux, le chargeant de distribuer des secours aux malades de

Pierregot et de Molliens-au-Bois. 25 mars. — P. 24. A M. Delatouche, relativement à l'établissement d'une buse à clapet à la tête du canal de St-Valery, sous la pointe de Pinchefalise. 26 mars. — P. 25. A M. Loyez, sur des travaux à faire au pont d'Ailly-sur-Somme. 15 mars. — P. 25. A M. Desprez, médecin, relativement à l'épidémie de Cormeilles. 27 mars. — P. 26. A M. Josse, chirurgien à Cormeilles, sur le même objet. 27 mars. — P. 28. Circulaire aux départements autres que celui de Calais, sur les difficultés du recouvrement des impositions. 30 mars. — P. 28. Lettre à M. Legrand, médecin, le priant de se transporter à Montigny-Villaincourt, où règne une épidémie. 31 mars. — P. 29. Au bureau intermédiaire de Calais, relativement aux impositions. 31 mars. — P. 31. Au bureau intermédiaire d'Amiens, l'informant que le Roi a accordé un secours de 6.000 l. en faveur des ouvriers d'Amiens sans travail. 2 avril. — P. 32. A M. Blondel, sur les réclamations de la ville de St-Valery contre le taux élevé auquel elle a été imposée à la capitation. 2 avril. — P. 33. A M. Prestrelle, curé de Pierregot, relativement à l'épidémie qui règne audit lieu. 3 avril. — P. 34. Au premier ministre des finances, lui marquant que « de nouveaux malheurs nous mettent chaque jour dans le cas d'intéresser la bienfaisance du gouvernement : celui que vient d'éprouver le bourg de Crèvecœur-lez-Lihons est si grand et si déplorable, qu'il excitera particulièrement votre sensibilité. Ce bourg, composé de 450 feux, vient d'être consumé presque en entier : plus de 400 maisons ont été la proie des flammes ; les infortunés habitans n'ont pu presque rien sauver ; on estime la perte à près de deux millions. Vous sentirés comme nous, Monsieur, qu'il faut porter des secours et des secours efficaces au milieu d'un si grand désastre ; nous regrettons amèrement de ne pouvoir le faire nous-mêmes : nos ressources ont toujours été beaucoup au-dessous des besoins, et surtout dans l'année qui vient d'être révolue, année trop mémorable par les calamités de toutes espèces qui ont affligé la France. Ce n'est donc que par des ressources extraordinaires que les habitans de Crèvecœur peuvent être secourus. Daignés, Monsieur, vous intéresser en leur faveur, ils sont dignes de toute votre sollicitude par l'étendue de leur malheur ; ils sont dénués de tout : la désolation est parmi eux. Soiés leur patron, soiés leur bienfaiteur, nous ne leur laisserons pas ignorer que c'est en vous que nous avons mis nos espérances et tout à la fois les leurs. » 3 avril. — P. 35. Au bureau intermédiaire de Péronne, relativement à un mémoire présenté au comte de Puiségur. « par le sieur Noël, lieutenant du bourg de Lihons, expositif qu'il lui reste dû une somme de 40 à 50 écus sur celle de 3 à 4.000 l. qu'il

a déboursé depuis le mois de mai, jusqu'au mois d'aoust dernier, pour fournir à crédit aux nécessiteux de ce bourg le grain nécessaire à leur subsistance. Ce particulier observe qu'il ne peut nullement compter sur le recouvrement de ce qu'il lui reste dû, parce que ses débiteurs sont tous réduits à l'aumône. Dans ces circonstances, il réclame de nous un dédommagement de cette avance qu'il prétend lui être très à charge. Nous serons flattés, Messieurs, de donner au sieur Noël une marque de l'estime que méritent les actes de bienfaisance et de patriotisme qu'il a exercé si généreusement ; mais malheureusement la pénurie extrême des fonds qui sont à notre disposition, met des entraves incontestables à notre bonne volonté : nous verrions donc avec un vrai plaisir que la municipalité de Lihons prit des moïens propres à donner au sieur Noël la juste satisfaction qu'il réclame, soit en déterminant les habitans de ce bourg à se cottiser en faveur de ce particulier, soit en employant d'autres voies que leur sagesse leur dictera, ou que vous croirés vous-mêmes, Messieurs, pouvoir leur indiquer. » 3 avril. — P. 36. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement aux impositions. 3 avril. — P. 40. A M. Le Grand, médecin, relativement à l'épidémie de Gentelles. 8 avril. — P. 43. A M. de la Millière, au sujet des travaux des routes à faire sur la contribution représentative de la corvée. 10 avril. — P. 49. Aux représentans de l'Assemblée Nationale, à propos de mémoires présentés par les municipalités de Vignacourt et de Neuilly-le-Dien, et de plaintes de plusieurs municipalités du département, au sujet des impositions. 14 avril. — P. 55. A M. Lambert, relativement à des secours réclamés par les habitans de Bray-sur-Somme. 15 avril. — P. 56. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur un mémoire des habitans de Gratibus, Boussicourt, Marestmontiers et Bouillancourt, exposant que, depuis sept ans, ils ont été ravagés trois fois par la grêle, et demandant des secours. 15 avril. — P. 58. A Stanislas Foré, à Longpré-lès-Amiens, le remerciant des soins qu'il prend des malades dudit lieu. 16 avril. — P. 58. A M. Lambert, au sujet des difficultés qu'a fait naître la confection des rôles des impositions, sur la ligne de démarcation entre les territoires de diverses communautés. 16 avril. — P. 60. A M. Lambert, sur un conflit de compétence entre la commission et l'intendant, relativement aux reconstructions et réparations des églises et presbytères. 19 avril. — P. 65. A M. Billecocq, maire de Roye, au sujet des impositions. 23 avril. — P. 72. A M. Lambert, lui

demandant des éclaircissements sur plusieurs questions concernant les impositions. 27 avril. — P. 76. A M. Lambert, relativement à la contribution patriotique. 27 avril. — P. 78. Circulaire sur le cailloutage des routes. 28 avril. — P. 81. Lettre à la municipalité d'Oisemont, pour appuyer un mémoire par lequel M. de Quevauvillers, procureur en la prévôté de Vimeux, demande à être déchargé de la collecte pour la présente année. 28 avril. — P. 84. Aux municipalités d'Argœuves, Ailly-sur-Somme, Picquigny, Lachaussée et St-Sauveur, les engageant à distribuer leurs tourbes entre leurs habitants, pour qu'elles ne soient pas dérobées par les malfaiteurs. 29 avril. — P. 86. A M. Delatouche, relativement aux travaux des routes à exécuter sur la contribution représentative de la corvée. 1^{er} mai. — P. 88. Au bureau intermédiaire de Calais, sur les travaux de dessèchement du Calaisis et de l'Ardresis. 1^{er} mai. — P. 93. A M. Necker, sur la contestation entre la commission et la municipalité d'Amiens, pour la nomination du directeur des fontaines publiques de ladite ville. 6 mai. — P. 93. Aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, sur le même objet. 6 mai. — P. 94. A M. Lambert, sur les mesures à prendre à cause du décès de M. Chamont, directeur des vingtièmes. 6 mai. — P. 98. A M. de la Millière, sur l'affaire du directeur des fontaines publiques d'Amiens. 8 mai. — P. 99. A M. Rousseau, sur le même objet. 9 mai. — P. 101. Au bureau intermédiaire de Calais, relativement aux impositions. 10 mai. — P. 104. A M. Le Grand, au sujet des épidémies de Pierregot et de Molliens-au-Bois. 14 mai. — P. 105. A M. Sorel, curé de Frettecuisse, relativement à l'épidémie qui règne audit lieu. 17 mai. — P. 106. A M. Lambert, appuyant la demande de secours faite par la veuve Hommassel et fils, d'Abbeville, pour pouvoir continuer sa manufacture, dont la cessation priverait de travail une quantité d'ouvriers. 18 mai. — P. 109. A M. Dejean, le remerciant d'un mémoire qu'il a envoyé à la commission sur la navigation de la Somme. 18 mai. — P. 109. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur l'indemnité réclamée par ladite ville pour le passage du canal à travers ses fermes du Petit-St-Maurice. 18 mai. — P. 112. A M. Delatouche, sur la demande faite par le bureau intermédiaire d'Abbeville d'un secours de 12.000 l. pour continuer les travaux de charité sur le canal de St-Valery. 22 mai. — P. 113. A M. Necker, au sujet d'observations faites par deux maisons de commerce d'Amiens, sur la contribution patriotique. 25 mai. — P. 113. Aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, les remerciant de la lettre qu'ils ont écrite aux officiers municipaux d'Amiens. « Elle était bien propre à les ramener à des mesures

conciliatoires et amicales, et il aurait été vraiment bien désirable que le succès répondit à la délicatesse de votre procédé, et à la pureté de vos intentions, mais il paraît que nous n'aurons pas cette satisfaction : nous sommes instruits que la municipalité veut engager cette contestation avec beaucoup d'opiniâtreté et d'humeur, et que, malgré la modération de notre réclamation, on s'est expliqué sur nous d'une manière peu décente et peu convenable. Sûrs de notre irréprochabilité, tout ce qui nous est personnel nous touche peu, mais si votre religion, Messieurs, n'était pas suffisamment éclairée, et si le mémoire de la municipalité contenait quelqu'assertion qu'il fût important de détruire, nous vous prions de vouloir bien nous le communiquer, afin qu'il ne reste aucun doute sur les faits dans une affaire qui intéresse aussi essentiellement l'état et la fortune d'un citoyen estimable. » 26 mai. — P. 114. A M. Lambert, relativement aux impositions de la ville de Montreuil. 26 mai. — P. 116. A la chambre du commerce de Picardie, relativement à la fabrique d'alun et de vitriol établie à Monchy-Humières, près de Compiègne, par le sieur Clément Desprez. 27 mai. — P. 117. A M. de la Millière, sur les travaux des ponts et chaussées. 27 mai. — P. 120. A M. Lambert, sur les soulagements à accorder aux habitants de Selincourt. 28 mai. — P. 125. Aux officiers municipaux de Warlus, leur envoyant un secours de 120 l. pour les indigents atteints de l'épidémie audit lieu. 5 juin. — P. 126. Aux officiers municipaux de Cayeux-sur-Mer, sur l'administration des biens ecclésiastiques. 7 juin. — P. 128. A M. Noblesse, curé et maire à Dreuil-sous-Airaines, sur quelques points relatifs aux impositions. 9 juin. — P. 128. Au bureau intermédiaire d'Amiens, sur un mémoire de la municipalité de Selincourt expositif que le prieur de l'abbaye dudit lieu vient de vendre une grange dépendant de ladite abbaye, moyennant une somme de 1.000 l. ; « cette municipalité demande qu'on lui indique la marche qu'elle doit tenir en cette circonstance, pour la conservation de la chose publique » ; la municipalité a le droit et l'autorité de s'opposer à la vente dont il s'agit, « et d'empêcher toute dégradation des biens de l'abbaye de S^e-Larme. » 11 juin. — P. 130. Circulaire relative à la contribution patriotique. 11 juin. — P. 132. Lettre au bureau intermédiaire de Doullens, sur les difficultés qui divisent les municipalités de Flesselles, Naours et Havernas, pour la démarcation des limites de leurs territoires respectifs. 15 juin. — P. 133. A l'intendant, sur l'état de la caisse de l'octroi de

Picardie. 16 juin. — P. 135. A M. de la Millière, sur les réparations à faire au chemin de Montdidier à Saint-Just. 18 juin. — P. 139. Au bureau intermédiaire de Montdidier, sur un secours de 3.000 l. sollicité par les députés de ladite ville en faveur des pauvres invalides. 22 juin. — P. 141. Au bureau intermédiaire de Saint-Quentin, sur la remise des papiers à la nouvelle administration du district de St-Quentin. 23 juin. — P. 143. Aux officiers municipaux de Crouy, sur les tourbages autorisés par les religieux du Gard. 25 juin. — P. 145. A la municipalité de Crèvecœur, lui envoyant le secours de 15.000 l. accordé par le gouvernement aux incendiés dudit lieu. 3 juillet. — P. 145. A M. Gosselin, receveur particulier des finances à Amiens, sur ce qu'il a envoyé garnison chez le receveur de l'abbé de Corbie, pour le contraindre à payer les impositions dudit abbé. 1^{er} juillet, — etc.

C. 2019. (Registre.) — In-fol. 96 pages, papier.

1787-1790. — Correspondance des procureurs-syndics. — P. 3. Lettre à M. Laurent de Lionne, relativement aux travaux du canal de Picardie. 22 décembre 1787. — P. 4. A la chambre du commerce de Picardie, lui demandant son avis sur un mémoire envoyé à l'assemblée provinciale, sur les avantages que procurerait à la province le commerce de transit par le port de Calais. 31 décembre 1787. — P. 5. A M. Laurent de Lionne, relativement au canal de la Somme. 18 janvier 1788. — P. 6. A la chambre du commerce de Picardie, sur la culture des mûriers et l'éducation des vers à soie. 22 janvier 1788. — P. 6. Aux procureurs-syndics de l'assemblée provinciale des Trois-Evêchés et du Clermontois, acceptant l'échange de relations avec eux. 24 janvier 1788. — P. 7. A M. Delatouche, lui demandant la confection d'une carte itinéraire de la généralité d'Amiens. 24 janvier 1788. — P. 7. Circulaire aux procureurs-syndics des bureaux intermédiaires, relativement aux travaux des routes. 5 avril 1788. — P. 8. Lettre à MM. de Lowerval, seigneur de Toutencourt, Mépui, gérant de la mense abbatiale de Corbie, et de Canonville, propriétaire de la forêt de Vignacourt, au sujet des grès à extraire dans leurs propriétés, pour le pavage des routes. 17 avril 1788. — P. 9. Circulaire aux bureaux intermédiaires, relativement aux vingtièmes. 4 mai 1788. — P. 9. Lettre au bureau intermédiaire de St-Quentin, sur les recherches à faire au sujet des biens des gens de mainmorte. 20 mai 1788. — P. 11. A l'intendant, relativement au partage d'un marais commun des habitants de Coquelles et autres paroisses circonvoisines. 7 juin 1788. — P. 12. Circulaire aux bureaux intermédiaires, les priant de nommer des commissaires pour surveiller les opérations des travaux des routes. 27 juin 1788. —

P. 17. Lettre aux procureurs-syndics de Calais, sur la réclamation faite par M. Cordier de la Houssoye du remboursement d'une somme de 135 l. par lui déboursée dans les transports qu'il a faits comme commissaire aux routes. 21 août 1788. — P. 20. Aux procureurs syndics de la généralité d'Auch, sur l'interprétation à donner au § 2 des instructions du mois de novembre relatives à l'approbation que les assemblées provinciales ont le droit de donner pour toutes les dépenses non excédant 500 l., délibérées par les municipalités. 26 août 1788. — P. 23. Aux procureurs syndics du département d'Amiens, sur l'époque des assemblées d'arrondissement, pour le remplacement et les régénérations des membres des assemblées de départements. 15 septembre 1788. — P. 24. A M. Legrand, le priant de se rendre à Pissy, où règne une épidémie. 8 septembre 1788. — P. 26. Au bureau intermédiaire de Péronne, sur le refus par les officiers des élections de fournir les renseignements nécessaires pour faire la répartition de la taille. 8 octobre 1788. — P. 27. Au bureau intermédiaire de Doullens, sur le même objet. 8 octobre. — P. 29. Aux procureurs syndics du département de Péronne, sur la mauvaise volonté des membres de l'assemblée municipale d'Heudicourt. Si les autres moyens de persuasion étaient insuffisants, « vous pourriez les menacer de faire réunir leur paroisse à une autre municipalité : cette menace nous a souvent réussie parceque l'idée d'être subordonnée à une paroisse voisine, avec laquelle il existe quelquefois une rivalité, qui d'ailleurs dirigerait en quelque sorte la répartition des impôts, est vraiment une idée effrayante pour les gens de la campagne. » 14 octobre 1788. — P. 34. A M. Cuillié, commis des finances et trésorier de la maison philanthropique de Versailles, le remerciant de la somme de 618 l. par lui envoyée au nom de ladite société. 4 novembre 1788. — P. 37. A M. Dupuis, secrétaire de l'intendance de Montpellier, pour souscrire à un exemplaire de son ouvrage sur les droits de contrôle. 13 décembre 1788. — P. 38. A l'intendant, sur les rôles de répartition des gages des maîtres d'école de Tigny, Sommereux et Cayeux, et des gardes messiers de diverses paroisses. 18 décembre 1788. — P. 41. A l'intendant, sur les mesures à prendre pour éviter les dégâts que pourraient occasionner les grandes eaux provenant du dégel et de la fonte des neiges. 10 janvier 1789. — P. 49. Aux procureurs-syndics du département d'Amiens, sur une irrégularité existant dans la composition de l'assemblée

municipale de Sarcus. 8 février 1789. — P. 51. A l'intendant sur les réclamations des secrétaires du Roi, au sujet de leur capitation au rôle des villes. 12 mars 1789. — P. 69. Aux procureurs-syndics du département de Calais, sur des réparations faites à l'église de Campigneules. 4 juillet 1789. — P. 70. Réquisitoire relatif à des moutons atteints du claveau à Dourier-sous-Airaines. 8 juillet 1789. — P. 75. Lettre à l'intendant sur des dégradations aux biens communaux faites par des particuliers riverains de la Somme, entre Cappy et St-Quentin. 14 octobre 1789. — P. 76. Réquisitoire au sieur Racine de faire réparer dans la huitaine l'atelier de Flixecourt, sur la route d'Amiens à Abbeville. 8 novembre 1789. — P. 86. Lettre à l'intendant, sur une contestation entre les habitants de Moyencourt, d'une part, et ceux de Quevauvillers, Fresnoy-au-Val et Courcelles, de l'autre, relativement à un canton nommé le Haut-Moyencourt. 4 février 1790. — P. 90. Au bureau intermédiaire de Montdidier, relativement à l'incendie qui a consumé la majeure partie du bourg de Crèvecœur. 23 avril 1790, — etc.

C. 2020. (Registre.) — In-fol. 10 pages, papier.

1787-1788. — « Registre aux dépôts des pièces d'administration de l'assemblée provinciale de Picardie et de sa commission intermédiaire, commencé le 14 août 1787. »

C. 2021. (Registre.) — In-fol. 83 pages, papier.

1789-1790. — « Registre pour la transcription des lettres patentes, déclarations, adressées à l'assemblée provinciale de Picardie. » — P. 1. « Lettres patentes du Roi, qui ordonnent l'envoi aux tribunaux, municipalités et autres corps administratifs, des décrets de l'Assemblée Nationale qui ont été acceptés et sanctionnés par Sa Majesté. » 3 novembre 1789. — P. 6. « Décrets de l'Assemblée Nationale des 4, 6, 7, 8 et 11 août 1789. » — P. 10. « Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale du 10 août 1789 »; décret pour la répression des désordres. — P. 12. Décret pour l'emprunt de 30 millions. 9 août 1789. — P. 12. Décret pour l'emprunt de 24 millions. 27 août. — P. 13. Décret pour la contribution patriotique. 6 octobre 1789. — P. 17. Décret sur la vente et circulation des grains et farines. 29 août 1789. — P. 18. Décret qui interdit l'exportation des grains. 18 septembre 1789. — P. 19. Décret pour l'exécution de ceux des 29 août et 18 septembre. 5 octobre 1789. — P. 20. Décret pour le recouvrement des impositions. 23 septembre 1789. — P. 22. Décret qui ordonne le rôle de supplément des privilégiés. 26 septembre 1789. — P. 24. Décret

pour l'instruction des procès criminels. 8 et 9 octobre 1789. — P. 29. « Loi martiale contre les attroupemens. » 21 octobre 1789. — P. 35. « Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée Nationale concernant l'envoi et la transcription des décrets sur les registres des cours, tribunaux, corps administratifs et municipalités. » 6 novembre 1789. — P. 36. « Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée Nationale concernant la nomination des suppléans. » Paris. 7 novembre 1789. — P. 37. « Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée Nationale portant que les titulaires de bénéfices et tous supérieurs de maisons et établissemens ecclésiastiques seront tenus de faire dans deux mois la déclaration de tous les biens dépendans desdits bénéfices, maisons et établissemens. » 18 novembre 1789. — P. 38. « Lettres patentes du Roi par lesquelles Sa Majesté ordonne l'exécution de deux décrets de l'Assemblée Nationale des 7 et 14 novembre, relatifs à la conservation des biens ecclésiastiques, et celle des archives et bibliothèques des monastères et chapitres. » Paris, 27 novembre 1789. — P. 40. « Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée Nationale du 9 de ce mois, qui prohibe la disposition de tous bénéfices, à l'exception des cures. » Paris, 27 novembre 1789. — P. 41. « Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée Nationale du 27 novembre 1789, portant qu'il ne sera plus permis à aucun agent de l'administration... de rien recevoir à titre d'étrennes », etc. Paris, 29 novembre 1789. — P. 42. « Lettres patentes du Roi, sur le décret de l'Assemblée Nationale du 16 novembre 1789, portant qu'il ne sera plus expédié de provisions d'offices de judicature », etc. Paris, 29 novembre 1789. — P. 43. « Lettres patentes du Roi, sur un décret provisoire de l'Assemblée Nationale concernant les municipalités. » Paris, 3 décembre 1789. — P. 45. « Lettres patentes du Roi sur un décret de l'Assemblée Nationale concernant les délits qui se commettent dans les forêts et bois. » Paris, décembre 1789. — P. 47. « Lettres patentes du Roi sur un décret de l'Assemblée Nationale pour la constitution des municipalités. » Paris, décembre 1789. — P. 55. « Instruction de l'Assemblée Nationale sur la formation des nouvelles municipalités dans l'étendue du royaume. » 14 décembre 1789. — P. 65. Lettres patentes concernant la contribution patriotique. 30 décembre 1789. — P. 66. « Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée Nationale des 19 et

et 21 décembre 1789 concernant la caisse d'escompte, et portant établissement d'une caisse de l'extraordinaire. » Janvier 1790. — P. 68. Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée Nationale des 4 et 5 janvier 1790 concernant les pensions, traitemens conservés, etc., la suspension de tout paiement, même provisoire », etc. Paris, 14 janvier 1790. — P. 72. « Lettres patentes du Roi sur un décret de l'Assemblée Nationale concernant les condamnations prononcées pour raison des délits et des crimes. » Paris, janvier 1790. — P. 72. « Lettres patentes du Roi, sur un décret de l'Assemblée Nationale, pour la constitution des assemblées primaires et des assemblées administratives. » Paris, janvier 1790. — P. 82. « Instructions de l'Assemblée Nationale, sur la formation des assemblées représentatives et des corps administratifs. » 8 janvier 1790, — etc.

C. 2022. (Registre.) — In-fol., 24 feuillets, papier.

1787. — « Registre cotté A, pour servir à inscrire des rapports, mémoires et autres éclaircissemens du bureau des impositions. » — Fol. 1. « États des impositions des élections de la généralité d'Amiens. » — Fol. 5. « Mémoire de M. Prévost », sur les frais d'administration de l'assemblée provinciale. — Fol. 7 v^o. Renseignements pour les impositions dans l'élection de Montdidier.

C. 2023. (Registre.) — In-fol., 92 feuillets, papier.

1788-An III. — Registre de transcription des mandats délivrés sur les fonds de la corvée et des dépenses relatives aux travaux des routes.

C. 2024. (Registre.) — In-fol., 48 feuillets, papier.

1788-1790. — Registre de transcription des dépenses sur les fonds de l'octroi de Picardie et sur les fonds de l'octroi de St-Valery.

C. 2025. (Registre.) — In-fol., 67 feuillets, papier.

1787-An IV. — Registre des paiements faits aux adjudicataires des travaux des routes.

C. 2026. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1790. — « Inventaire des registres et papiers relatifs à l'administration de l'assemblée provinciale de Picardie et de sa commission intermédiaire, dont la remise sera faite aux commissaires délégués par l'assemblée générale du département de la Somme, en exécution, tant des instructions publiées par ordre du Roi pour les départemens de la Somme, du Pas-de-Calais, de l'Oise et de l'Aisne, que des

délibérations du directoire du département de la Somme du (blanc) et de la commission intermédiaire provinciale de Picardie. » — « Inventaire des registres et papiers relatifs à la comptabilité de l'administration provinciale de Picardie, dont la remise sera faite aux commissaires délégués par l'assemblée du département de la Somme, en exécution, tant des instructions publiées par ordre du Roi pour les départemens de la Somme, du Pas-de-Calais, de l'Oise et de l'Aisne, que des délibérations du directoire du département de la Somme du 5 août 1790 et de la commission intermédiaire de Picardie », — etc.

C. 2027. (Liasse.) — 4 pièces, papier (2 imprimées).

1788-1789. — Impositions (Inv. M, N.) — Arrêt du Conseil qui ordonne l'imposition sur la communauté de Mollien-en-Beauvoisis des sommes nécessaires pour l'entretien des routes pendant l'année 1788 (impr. 6 p. in-fol). — « Proclamation de la commission intermédiaire provinciale de Picardie » sur le paiement des impositions. 12 octobre 1789 (impr. 8 p. in-4^o. Amiens, 1789). — « Département de Doullens. État des impositions des dixième et vingtièmes perçus sur les biens fonds de l'élection et département de Doullens, pendant les années 1747 à 1787. » — « Extrait d'un mémoire présenté par la commission intermédiaire du département d'Abbeville à l'assemblée provinciale de Picardie, sur les impositions dont la ville et l'élection d'Abbeville sont chargées. »

C. 2028. (Liasse.) — 49 pièces, papier (4 imprimées).

1788-1789. — Impositions (Inv. O.) — « Copie de l'extrait du brevet général arrêté au Conseil le 28 juin 1788, pour la levée et imposition de la taille, des impositions accessoires d'icelle, ainsi que de la capitation, y compris les 4 sols pour livre et les impositions établies au marc la livre de la capitation pendant l'année prochaine 1789. » — « Observations sur les causes d'augmentation et diminution dans la répartition des accessoires de la taille et capitation des taillables au marc la livre de la taille. » 22 août 1788. — « Généralité d'Amiens. Brevet général. Année 1789. » — « Arrêt du conseil d'État du Roi portant règlement pour les assem-

blées provinciales, de départemens et municipales, sur les formes de la répartition et assiette de la taille, capitation et autres impositions, et celles de la nomination à la collecte. » 8 août 1788 (impr. 11 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). — « Département d'Abbeville. » Commission pour la répartition des impositions de 1789. Versailles, 5 septembre 1788. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les opérations du département des tailles pour l'année prochaine 1789. Versailles, 4 octobre 1788 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). — Observations sur la forme à donner aux mandemens relatifs aux impositions. — « Extrait de la séance de l'assemblée de département d'Abbeville, du 22 octobre 1788. » — « Copie de la lettre écrite par M. le directeur général à M. Dagay, intendant d'Amiens », sur la question de savoir à qui appartient le droit de viser les contraintes. 24 octobre 1788. — Lettre du bureau intermédiaire du département d'Abbeville à la commission intermédiaire sur différents objets relatifs au département de la taille. Abbeville, 31 octobre 1788. — Mandement à envoyer aux municipalités, pour le département des impositions. 1789 (impr. 14 p. in 4°). — Procès-verbal par Louis-Antoine Maisnel, procureur-syndic de l'assemblée du département d'Amiens, du refus fait par le greffier de l'élection de lui fournir les renseignements nécessaires au département de la taille. 3 octobre 1788. — « Copie de la lettre écrite par la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens à M. le directeur général des finances », sur ledit refus. 4 octobre 1788. — « Extrait de la lettre de MM. les procureurs-syndics du département de Doullens à la commission intermédiaire provinciale de Picardie », demandant des ordres pour se faire communiquer les pièces nécessaires au département de la taille. 4 octobre 1788. — « Copie de la délibération de MM. les officiers de l'élection de Péronne du 6 octobre 1788 », au sujet de la délibération du bureau intermédiaire du département de Péronne à eux communiquée, « laquelle porte en substance que lesdits membres se croient autorisés, tant en vertu de l'art. 2 de l'édit de leur création, que d'une lettre à eux adressée par M. Necker, directeur général des finances, le 24 septembre dernier, à travailler exclusivement aux officiers de cette juridiction, au département de la taille de cette année, déclarant qu'ils sont en possession de la commission qui en fixe le montant pour cette élection, l'invitant en sadite qualité de subdélégué, à lever les scellés apposés en vertu d'ordres supérieurs sur les papiers de ce greffe, et à leur faire donner ceux dont ils pourront avoir besoin pour effectuer ledit travail. La matière mise en délibération, Messieurs déclarent

que l'intention de ces membres a d'autant plus lieu de les surprendre, que ni l'art. 2 de l'édit dont ils se prévalent, ni la lettre écrite par M. Necker, ne leur confèrent le droit de faire le département de la taille, que ce droit, inhérent aux fonctions des élections, ne peut leur être ôté sans une loi positive duement enregistrée, d'autant plus qu'ils le tiennent des représentans de la Nation, c'est-à-dire des États Généraux, que d'un autre côté jamais on n'a pensé qu'une lettre d'un ministre, tel éclairé et tel chéri qu'il puisse être de la Nation et du monarque, puisse avoir force de loi ; que ce qui achève de convaincre que les privilèges, prérogatives, et droits des élections ne peuvent recevoir une atteinte aussi mortelle, puisqu'elle tendroit à les anéantir, est d'un côté l'arrêt d'enregistrement du même édit de création des assemblées provinciales, qui *restreint et modifie leurs fonctions*, de l'autre, la déclaration en date du 24 septembre dernier, *qui leur permet de les reprendre comme à l'ordinaire, et les remet au même état qu'elles étoient ci-devant*. Loin donc d'obtempérer à ladite délibération, la compagnie a unanimement résolu de s'occuper du département de cette année, et de faire à cet égard usage de ses droits, ainsi qu'elle l'a toujours fait, que M. Naudé, conseiller et plus ancien gradué de ce siège (attendu que M. le procureur du Roi a déclaré s'abstenir, en sa qualité de subdélégué et celle de père du sieur Gonnet, greffier de ladite assemblée), fera de son consentement à l'audience de demain le réquisitoire mis à l'instant sur le bureau, et portant en substance que deffenses seront faites auxdits membres de l'assemblée intermédiaire de cette ville de s'immiscer dans les fonctions attribuées aux élections par les édits, ordonnances, déclarations, arrêts et règlements intervenus sur le fait de la taille et département d'icelle, avec injonction de s'y conformer, etc., etc., etc. » — Délibération du bureau intermédiaire de Péronne, arrêtant de passer outre à la précédente délibération de l'élection, et de procéder sans retard au département des impositions, en se passant des renseignements que l'élection refuse de lui fournir. 7 octobre 1788. — « Extrait de la séance du bureau de l'assemblée complete du département de Doullens du 13 octobre 1788 », sur ce que le greffier de l'élection diffère, jusqu'à ce qu'il ait reçu des ordres de la cour, de lui communiquer les pièces nécessaire à la répartition des impositions. — « Extrait de la séance de l'assemblée du département de Doullens du 14 octobre 1788 », sur le même objet. — Lettre de M. Necker à la commission intermédiaire, au sujet des difficultés faites par les

élections au département des impositions par les bureaux intermédiaires de départements. Paris, 14 octobre 1788. — Lettre de M. Necker à la commission intermédiaire, sur le même objet. Paris, 25 octobre. — « Copie de l'arrêt d'enregistrement en la cour des Aides du 13 novembre 1788, de la déclaration du Roi concernant les formes de la répartition et levée des tailles et les contestations y relatives, enregistrée en l'élection d'Amiens le 22 novembre suivant. » — Lettre de M. Necker à la commission intermédiaire, sur le refus par les officiers de l'élection de Péronne, de remettre au bureau intermédiaire les pièces nécessaires pour le département des tailles, à moins qu'ils ne fussent admis eux-mêmes à concourir à cette opération. Paris, 19 décembre 1788. — « État des impositions ordinaires de la généralité d'Amiens pour l'année 1789. » — « Instruction sur les formes qui doivent être observées pour l'examen et décision des différentes demandes en décharge ou modération présentées sur les impositions, dont la connoissance est attribuée aux assemblées provinciales. » — Brevet général des impositions de 1789, pour la province de Picardie, — etc.

C. 2029. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1788-1789. — Impositions. (Inv. P, R.) — Département des impositions du département de Péronne pour 1789. 14 octobre 1788. — Id., département de Doullens. 21 novembre 1788. — Cahier général des droits d'usage de la province de Picardie, pour 1789. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Doullens du 8 juillet 1789. Droit de nouvel acquet ou d'usages, au paiement duquel la communauté de Hem veut se soustraire, quoiqu'elle l'ait constamment payé depuis nombre d'années. » — « Rapport fait à la séance du 8 juillet 1789 du bureau de département de Doullens, par M. Montaigu, l'un des procureurs-syndics », sur le même objet. — Procès-verbal d'assemblée des syndic et membres de la municipalité de Hem, sur la même affaire. 11 mai 1789. — Lettres des officiers municipaux de Doullens, id. Doullens, 7 juillet 1789. — « Extrait des registres journal et de recette particulières des finances de l'élection de Doullens, pour les sommes payées par le nommé François Pluquet, collecteur de tailles de l'année 1787 de la paroisse de Hem, d'après la vérification faite par M. l'abbé de l'Estocq, président de l'assemblée du département de Doullens, en présence de plusieurs membres du bureau intermédiaire, le 6 mai 1789. » — Lettre des officiers de l'élection de Doullens au bureau intermédiaire dudit lieu sur la même affaire. Doullens, 21 mars 1789. — « État des droits du

nouvel acquêt ou d'usages, suivant la perception qui en a été faite par le sieur Gorjon de Verville, receveur particulier des finances de Doullens, commençant en 1766, première année de l'exercice dudit receveur. » Doullens, 17 mars 1789. — Mémoire de M. Gorjon de Verville, sur l'affaire des droits d'usages de Hem. Doullens, 17 mars 1789. — Rôle de la capitation de la ville d'Abbeville pour 1789. 31 juillet 1788. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens. Séance du 17 juillet 1789 », — etc.

C. 2030. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

1788 : — Impositions. — Plainte par Blimont Quevillart, de Briquemesnil, contre un double emploi fait à son préjudice sur le rôle des impositions de ladite paroisse. 13 mai, — etc.

C. 2031. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1788-1789. — Capitation des nobles. (Inv. AA.) — Requête de Jacques-Joseph-Pascal Leboucher d'Ailly, chevalier, seigneur de Richemont, Bouillancourt-en-Sery, Bouttencourt-lès-Blangy, Wiry et autres lieux, demeurant à Abbeville, à M. d'Agay, intendant, à l'effet d'être compris dans le rôle de la noblesse de Ponthieu. 5 février 1788. — Requête de Pierre-François-Marie Desachy de St-Aurin, écuyer, à Amiens, à M. d'Agay, intendant, à l'effet d'être particulièrement imposé au rôle de la capitation de ladite ville, et non conjointement avec son frère, comme par le passé. 1^{er} septembre 1788. — Requête du sieur Glène, chevalier de St-Louis, ancien capitaine au régiment provincial de Péronne, à l'intendant, à l'effet d'être taxé au rôle de la capitation, pour pouvoir jouir de sa pension. 19 juin 1789, — etc.

C. 2032. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

1787-1789. — Capitation des employés. (Inv. DD.) — Rôle de la capitation des employés de la généralité d'Amiens pour 1788. Versailles, 25 décembre 1787. — Id., 1789. Versailles, 27 juin 1789.

C. 2033. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1785. — Vingtièmes. (Inv. KK.) — « État de tous les papiers relatifs à l'imposition des vingtièmes depuis 1750, jusques et compris 1785. » Élection d'Abbeville.

— Id. Élection d'Amiens. — Id. Élection de Doullens. — Id. Élection de Montdidier. — Id. Élection de Péronne.

C. 2034. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

XVIII^e s. — Vingtièmes. (Inv. RR.) — Mémoire relatif à l'abonnement des vingtièmes. — « Tableau général de tous les fonds qui sont dans l'étendue du département de [Montdidier] et de leurs produits, déduction faite seulement des frais de culture. » — « Projet de tableau qui seroit fourni par chaque paroisse. »

C. 2035. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

1787-1790. — Vingtièmes. (Inv. SS.) — « Extrait de la séance de l'assemblée provinciale de la généralité d'Amiens du 7 décembre 1787, neuf heures du matin. Premier rapport de la commission particulière des vingtièmes. » — « Extrait de la séance du 14 décembre 1787 de l'assemblée provinciale de Picardie, 5 heures de relevée. Deuxième rapport de la commission particulière des vingtièmes. » — « Extrait de la séance du 17 décembre 1787 de l'assemblée provinciale de Picardie, 5 heures de relevée. Troisième rapport de la commission particulière des vingtièmes. » — Lettre de M. Lambert au duc d'Havré, relativement à la délibération du 14 décembre de l'assemblée provinciale, au sujet des vingtièmes, avec ces mots de la main de M. Lambert : « Les ateliers de charité seront remis, Monsieur le duc, pour l'année 1788, à la disposition de l'assemblée. » Versailles, décembre 1787. — Lettre de M. Blondel à la commission intermédiaire, au sujet de l'abonnement des vingtièmes. Paris, 25 février 1788. — Lettre de M. Lambert à la commission, sur les mesures à prendre par elle pour procéder à la répartition de l'abonnement des vingtièmes. Versailles, 3 mars 1788. — « Projet d'un modèle général d'arrêt pour régler les abonnements des vingtièmes. » — « Observations sur le projet d'arrêt du Conseil pour l'abonnement des vingtièmes. » — Lettre de M. Lambert à la commission, relativement audit projet. Versailles, 30 avril 1788. — Modèle du rôle des vingtièmes pour les six derniers mois de 1788. — Id. pour 1789. — Lettre de M. Blondel à la commission, sur la confection des rôles des vingtièmes. Paris, 23 juillet 1788. — Lettre de M. Necker à la commission, relativement aux abonnements des vingtièmes. Versailles, 18 octobre 1788. — Lettre de l'intendant à la commission, sur la suspension de l'abonnement des vingtièmes. 22 octobre 1788. — Lettre de M. Lambert à la commission, sur les opérations préliminaires des

seconds cahiers des rôles des vingtièmes pour 1790. Paris, 18 avril 1790. — Lettre de M. Lambert à la commission, lui exprimant ses regrets de ne pouvoir nommer M. Francy père, contrôleur des vingtièmes à Calais, à la place de contrôleur principal des vingtièmes de la généralité d'Amiens : Paris, 30 juin 1790. — Lettre de M. Lambert à la commission, relativement au mandat de 253 l. 19 s. délivré par le bureau intermédiaire de Péronne au profit du secrétaire de ce bureau, sur le receveur de la contribution patriotique, pour remboursement des frais et avances occasionnés par la rédaction des rôles de cette contribution. Paris, 14 août 1790, — etc.

C. 2036. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1790. — Impositions de 1790. (Inv. N 3.) — Département des impositions de 1790. Département d'Amiens. — Id., département de Montdidier. — Id., département de Péronne. — Département des rejets pour ladite année. Département d'Amiens, — etc.

C. 2037. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1790. — Impositions de 1790. (Inv. O 3.) — Lettre de M. Lambert à la commission intermédiaire, contenant la solution de diverses questions qu'elle lui avait posées au sujet des impositions ordinaires de 1790. Paris, 6 janvier. — « Questions proposées par la commission intermédiaire provinciale de Picardie, sur la répartition des impositions des six derniers mois 1789 et 1790. » Solutions données par le Ministre. 5 janvier 1790. — « Questions proposées par la commission intermédiaire provinciale de Picardie, sur la répartition des impositions des six derniers mois 1789 et de 1790. » Solutions données par M. Anson, membre du comité des finances et par les députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale. — « Requeste concernant l'imposition taillable du département d'Abbeville, par le marquis de Valanglard, président d'icelui », — etc.

C. 2038. (Liasse.) — 8 pièces, papier (1 imprimée).

1788-1790. — Décharges et modérations d'impositions (Inv. X 3.) — Lettre de M. Lambert à la commission intermédiaire, l'informant que le Roi a fixé à 30.000 l. la diminution en moins imposé de la généralité d'Amiens, et à 60.000 l. les fonds destinés à être employés en

travaux de charité, pour faciliter la reconstruction du bourg d'Oisemont, incendié Versailles, 28 février 1788. — « Arrêt du conseil d'État du Roi concernant les abonnemens de vingtièmes, et portant remise de toute augmentation sur ladite imposition pour la présente année 1788. » 31 mai 1788 (impr. 11 p. in -4°, Imp. Roy. 1788). — « État des indigens de la paroisse de Ronssoy pour l'année 1788. » — Tableau des indigens de la paroisse de Templeux-le-Guérad. 1789, — etc.

C. 2039. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1788-1790. — Décharges et modérations d'impositions. (Inv. Y 3.) — Lettre de M. Necker à la commission intermédiaire, lui demandant son avis sur une lettre de la comtesse de St-Simon, qui demande des secours en faveur de quatre de ses paroisses éprouvées par la grêle. Paris, 14 décembre 1788. — Lettre de M. Necker à la commission, lui demandant des éclaircissements sur une demande de secours faite par la duchesse d'Estissac, en faveur des habitants de Domellieux-Royaucourt, victimes de la grêle du 13 juillet. Paris, 31 décembre 1788. — Lettre de M. Necker à la commission, sur la demande de nouveaux secours faite par le curé d'Ételfay, en faveur des habitants de ladite paroisse, grêlés deux fois cette année. Paris, 31 décembre 1788. — Lettre de M. Necker à la commission, sur une demande de secours faite par le nommé Galand, demeurant à Rollot, en considération des pertes qu'il a éprouvées par un incendie et par une mortalité sur les bestiaux. Versailles, 12 mai 1789. — Lettre de M. Necker à la commission, relativement à l'incendie qui, le 18 de ce mois, a consumé une partie du village de Selincourt. Versailles, 31 mai 1789. — Fragment d'une lettre sur le même objet. Versailles, 11 juin 1789. — Requête de Pierre-Denis Vaquette, ci-devant fermier des domaines de Sains-Moranvillé, en Picardie, à M. Necker, à l'effet d'obtenir des secours en raison des pertes qu'il a subies par la grêle et autres accidents, et qui l'ont contraint de quitter ladite ferme. 4 août 1789. — Lettre de M. Lambert à la commission, lui demandant des renseignements sur une demande de secours faite par le marquis d'Estourmel, en faveur de onze chefs de familles de Suzanne victimes de deux incendies à quinze jours de distance. Paris, 13 janvier 1790. — Lettre de M. Blondel à la commission, sur des réclamations faites par le sieur Martin, garde-étalon, laboureur à Beupuis, au sujet de sa cotisation à la taille. Paris, 18 janvier 1790. — Lettre de M. Lambert à la commission, sur ce que les habitants de Vironchaux réclament la cotisation

des bois que l'abbaye de Valoire possède sur leur territoire. Paris, 10 juin 1790, — etc.

C. 2040. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

1789. — Rôles d'impositions. (Inv. & 4.) — Rôle de supplément sur les ci-devant privilégiés. Exercice pour l'année 1789. Département d'Amiens, paroisse de Bacouel.

C. 2041. (Liasse.) — 6 pièces, papier, (1 imprimée).

1787. — Règlement. (Inv. A 5.) — « Règlement fait par le Roi, sur la formation et la composition des assemblées qui auront lieu dans la généralité d'Amiens, en vertu de l'édit portant création des assemblées provinciales. » Versailles, 8 juillet. — « Règlement fait par le Roi sur les fonctions des assemblées provinciales et de celles qui leur sont subordonnées, ainsi que sur les relations de ces assemblées avec les intendans des provinces. » 5 août (impr. 11. p. in-fol.). — Arrêt du Conseil qui désunit le gouvernement et comté de Boulonnois de l'assemblée provinciale de la généralité de Picardie. Versailles, 9 octobre. — Règlement pour l'assemblée provinciale de Picardie... 5 novembre. — « Notice succincte et énonciative des objets qui ont occupé l'assemblée provinciale de Picardie, dans la séance du 19 novembre 1787. » — « Instructions que les assemblées provinciales de Rouen et de Champagne ont laissées à leur commission intermédiaire. »

C. 2042. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

1787. — Règlement. (Inv. B 5.) — « Projet de règlement général pour l'administration de l'assemblée provinciale de Picardie. »

C. 2043. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1787. — Règlement. (Inv. O 5.) — « Procès-verbal de la première séance de l'assemblée de département de la ville d'Abbeville. » 1^{er}-2 septembre. — « Procès-verbal des séances de l'assemblée complete de département de la ville d'Abbeville. » 20-27 octobre. — « Procès-verbal de la première séance de l'assemblée du département d'Amiens. » 1^{er}-3 septembre. — « Procès-verbal de la première séance de l'assemblée complete du département d'Amiens. » 20 octobre - 8 novembre. — « Procès-verbal de l'assemblée du départe-

ment de Doullens. » 1-3 septembre. — « Procès-verbal des séances de l'assemblée complète du département de Doullens. » 20-26 octobre. — « Procès-verbal de l'assemblée du département de Montdidier. » 1-3 septembre. — « Procès-verbal de l'assemblée (complète) du département de Montdidier. » 20-29 octobre. — « Assemblée du département de Montdidier. Rapport du bureau des propriétés foncières etc., lu par M. Prévost, avocat du Roy à Roye, en la séance du 26 octobre 1787. » — « Département de Montdidier. Mémoire par M. de Bussy, cultivateur à Rouvrel, lu à la séance du vendredi 26 octobre 1787 », sur les impositions. — « Procès-verbal de l'assemblée du département de Péronne. » 1 - 4 septembre. — « Procès-verbal de l'assemblée complète du département de Péronne. » 20-29 octobre. — « Extrait du registre aux délibérations de l'assemblée de département de St-Quentin. » 20 octobre - 5 novembre, — etc.

C. 2044. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1788. — Règlement. (Inv. P 5.) — « Procès-verbal des séances de l'assemblée de département de la ville d'Abbeville. » 13-25 octobre. — « Procès-verbal des séances de l'assemblée de département d'Amiens. » 11-25 octobre. — « Procès-verbal de l'assemblée du département de Doullens. » 11-24 octobre. — Procès verbaux des séances de l'assemblée du département de Montdidier. 13-21 octobre. — « Assemblée du département de Montdidier. Court aperçu sur le commerce de la tannerie de la ville de Montdidier. » — « Assemblée du département de Montdidier. » Mémoire sur l'administration des enfants trouvés dans les campagnes. — « Assemblée du département de Montdidier. Mémoire concernant la manufacture de bas de la ville de Mondidier. » — « Procès-verbal de l'assemblée du département de Péronne. » 15-25 octobre. — « Courte analyse des réflexions faites par le département de Péronne sur le canal de la haute Somme », — etc.

C. 2045. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

1788. — Règlement. (Inv. Q 5.) — Procès-verbal de remplacement de membres de diverses assemblées. Arrondissement de Doullens, 21 octobre. — Id., arrondissement de St-Riquier, 8 octobre.

C. 2046. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

1788. — Règlement. (Inv. A 6.) — « Répertoire des pièces adressées à l'assemblée provinciale ou à

sa commission intermédiaire, pour avoir l'avis du comité des avocats. »

C. 2047. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

1789. — Règlement. (Inv. O 6.) — « Doléances des députés du tiers état des bailliages d'Amiens et de Ham réunis. » 4 avril 1789.

C. 2048. (Liasse.) — 9 pièces, papier, (2 imprimées).

1788-1790. — Règlement. (Inv. P 6.) — Mémoire de la chambre du commerce de Picardie au Conseil, sur la représentation du commerce aux futurs États Généraux. 30 septembre 1788. — « Observations sur l'arrêt du Conseil du 5 octobre 1788, pour la convocation d'une assemblée de notables au 3 novembre prochain » (impr. 32 p. in-4°, 1788). — « Supplément au mémoire lu à la commission intermédiaire provinciale le 14 novembre 1788, sur la formation des États Généraux. » — « Extrait des registres aux délibérations de MM. les doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale de N.-D. d'Amiens », relativement aux États Généraux et aux assemblées des trois états de la ville d'Amiens, de 1560 à 1588. — Id. de 1614 à 1649. — « Mémoire lu comte de Mareuil, pour le rétablissement des états dans la partie de la généralité d'Amiens où il n'y en a plus. » — « Délibération de la ville de Doullens, pour supplier Sa Majesté de daigner accorder les états provinciaux à la province de Picardie. » 15 mars 1789 (impr. 8 p. in-4°. Amiens, 1789). — « État donné par M. le lieutenant général au bailliage d'Amiens, en conformité du règlement fait par le Roi le 30 mai 1789 des dépenses relatives aux assemblées préliminaires générales du bailliage d'Amiens et du bailliage secondaire de Ham, tenues en exécution des lettres de convocation du 24 janvier 1789. » — Requête de Joseph Bruyant, maître menuisier à Péronne, et autres ouvriers, à l'effet d'être payés des travaux par eux faits dans les églises St-Jean-Baptiste et St-Fursy, pour les assemblées électorales des États Généraux, dans ladite ville. Péronne, 13 février 1790.

C. 2049. (Liasse.) — 1 pièce, papier (imprimée).

1790. — Règlement. (Inv. Q 6.) — Circulaire du comité ecclésiastique, envoyant un modèle des états qu'il a envoyé à tous les bureaux intermédiaires. Paris, 1^{er} février.

C. 2050. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1788. — Règlement. (Inv. U 6.) — « Tableau de la paroisse de Frettecuisse et le Carraux, contenant cinq divisions et une colonne d'observation, pour servir à la nomination de la collecte pour l'année 1789. » 5 octobre. — Id. Frettemeulle et dépendances. 7 septembre. — « Tableau des propriétaires et habitants de la municipalité de Frettemeulle, Maigneville et Infray. » 26 octobre.

C. 2051. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1787-1788. — Règlement. — « Extrait du registre des délibérations des assemblées de la paroisse de Forceville », pour la confection du rôle pour le paiement du vicaire de ladite paroisse. 4 mars 1787. — Procès-verbal d'élection des membres de la municipalité de Tœufles. 20 juillet 1788. — Modèle d'état des paroisses peu nombreuses et des hameaux, dont on propose la réunion aux municipalités voisines : Ile-de-France, département de Melun. — Arrêt du Conseil qui ordonne la réunion de petites communautés dépendant des recettes particulières des finances de Melun et d'Étampes. Versailles, 30 novembre 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département d'Amiens », fixant pour la ville d'Amiens le nombre des adjoints et des électeurs dont est question dans l'arrêt du Conseil du 30 septembre 1788, etc. 2 décembre 1788, — etc.

C. 2052. (Liasse.) — 10 pièces, papier. (2 imprimées).

1787-1789. — Règlement. (Inv. N 9, O 9, 9, & 9, B 10, S 10.) — « Mémoire pour obtenir d'être autorisé à planter les communes, dans la province de Picardie. » XVIII^e s. — « Exposition sommaire des principales causes de la multiplicité des frais de justice supportés par le Roi, relativement aux procès criminels poursuivis à la requête tant des parties publiques que civiles (insolvables), et de quelques moyens de remédier à ce désordre onéreux à l'État et aux domaines du Roi, adressée à l'administration provinciale de Picardie à Amiens. » 26 février 1788. — « Essai d'un expédient pour le rachat et extinction des emprunts en constitutions de rentes par contrats faits par le clergé général de France, pour l'acquit de ses dons gratuits à l'État, et pour l'accroissement et amélioration des biens du commerce et des revenus, mouvances et domaines du Roi, sans aucune atteinte préjudiciable à ceux du clergé ; donné à l'administration provinciale établie dans la généralité d'Amiens. » 5 décembre 1787. — « Instruction sur l'imposition des ci-devant

privilegiés, pour les six derniers mois 1789. » 30 octobre 1789 (impr. 4 p. in-4°. Amiens, 1789). — « Mémoire pour Paul Menu, intimé, contre Médard Lenglet, appellant » relativement aux dépointements. Paris, 31 juillet 1787 (impr. 25 p. in-4°. Paris, 1787). — « Mémoire sur les suites des dépointements de fermages dans les baillages de Péronne, Montdidier, Roye et St-Quentin, lu à l'assemblée provinciale, le 4 décembre 1787. » — « Instructions données à la commission intermédiaire provinciale de Picardie », sur les travaux des routes, la distribution du moins imposé, la répartition de la taille, la population, le commerce, l'industrie, les impositions, etc. XVIII^e s. — Mémoire concernant la nomination du sieur Chamont, fils, à la suite de la direction des vingtièmes à Amiens. 1788, — etc.

2053. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1788-1790. — Règlement. (Inv. S 13, T 13, U 13, X 13, Y 13, Z 13, & 13.) — Mémoires relatifs à une contestation de territoire élevée entre le village de Maisoncelle, élection de Beauvais, et celui de Muidorge, élection de Montdidier. XVIII^e s. — « Éclaircissements sur la contestation qui a lieu entre la communauté de Velennes, élection de Beauvais, et celle de Boursaines, Hénu et Ozoërs, élection de Montdidier. » 1788. — Lettre de la commission intermédiaire d'Ile-de-France à celle de Picardie, sur ladite affaire. Paris, 20 octobre 1788. — « Extrait du registre aux délibérations de l'assemblée municipale du bourg de Formerie », relativement aux troubles occasionnés par le nommé Pellerin, dans l'assemblée municipale dudit lieu. 1789. — « Mémoire pour le sieur Nicolas Pellerin, entrepreneur de manufacture, demeurant à Formerie », au sujet de prétendues injustices dont il est victime dans sa cotisation aux impositions. 22 mars 1789. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens », sur une contestation entre Molliens-en-Beauvoisis et Monceau-l'Abbaye, pour la délimitation de leurs territoires. 29 décembre 1789. — Mémoire du greffier et adjoint de la municipalité de Mortemer à l'intendant, sur le trouble occasionné par le sieur Prache, fils, dans l'assemblée municipale dudit lieu. 23 janvier 1789. — Lettre des procureurs-syndics du département d'Amiens aux

procureurs-syndics provinciaux, sur une irrégularité dans la composition de l'assemblée municipale de Sarcus. Amiens, 30 janvier 1789. — Requête à la commission intermédiaire, relativement à des bois coupés dans les bois de Domeliers appartenant au chapitre d'Amiens, par des particuliers dudit lieu. 30 janvier 1790, — etc.

C. 2054. (Liasse.) — 6 pièces, papier (imprimées).

1785-1788. — Imprimés. (Inv. BB 13.) — « Règlement du Conseil concernant l'administration provinciale du Berry » (impr. 28 p. in-4°. Paris, 1785). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que provisoirement les commissaires du Conseil, précédemment pris dans les bureaux des finances supprimés dans différentes généralités du royaume exerceront, comme commissaires du Conseil, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par Sa Majesté, les fonctions mentionnées dans les arrêts qui les ont commis à cet effet. » St-Cloud, 13 juin 1788 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les greffes des tribunaux d'exception supprimés, et les poursuites en matière criminelle relatives au recouvrement des impositions. » Versailles, 28 juin 1788 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les contestations relatives à la collecte, et les règles générales de la perception. » Versailles, 10 août 1788 (impr. 12 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui règle provisoirement les formes de la répartition des impositions par les municipalités des villes. » Versailles, 30 septembre 1788. (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). — « Arrêt du conseil d'État du Roi concernant les opérations du département des tailles pour l'année prochaine 1789. » Versailles, 4 octobre 1788 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1788).

C. 2055. (Liasse.) — 9 pièces, papier (imprimées).

1787-1789. — Imprimés. (Inv. PP 13, B 14, C 14, E 14, G 14.) — « Procès-verbal de l'assemblée provinciale de Picardie tenue à Amiens au mois d'août 1787 » (impr. 44 p. in-4°. Amiens, 1787). — « Procès-verbal des séances de l'assemblée provinciale de Touraine, tenue à Tours par ordre du Roi le 6 octobre 1787 » (impr. 44 p. in-4°. Tours, 1787). — « Procès-verbal des séances de l'assemblée provinciale de Touraine, tenue à Tours le 29 octobre 1787 » (impr. 55 p. in-4°. Tours, 1787). — « Second procès-verbal des séances de l'assemblée provinciale d'Anjou » (impr. 75 p. in-4°. Angers, 1787). — « Procès-verbal des séances

de l'assemblée provinciale de Champagne, tenue à Châlons dans le mois d'août 1787 » (impr. 48 p. in-4°. Châlons). — « Procès-verbal des séances de l'assemblée provinciale de l'Orléanois, tenue à Orléans le six septembre mil sept cent quatre-vingt-sept » (impr. 70 p. in-4°. Orléans, 1787). — « Procès-verbal des séances de l'assemblée provinciale d'Ile-de-France, tenue à Melun dans le mois d'août 1787 » (impr. 64 p. in-4°. Imp. Roy. 1787). — « Proclamation de la commission intermédiaire provinciale de Picardie » sur le paiement des impositions, 12 octobre 1789 (impr. 8 p. in-4°. Amiens, 1789), — etc.

C. 2056. (Liasse.) — 4 pièces, papier (2 imprimées).

1787. — Bien public. (Inv. U 14.) — « Rapport du bureau du bien public fait à l'assemblée du département à Mondidier, le 27 octobre 1787, par M. De Lettres. » — Questions à traiter par les assemblées provinciales, relativement au bien public. 4 décembre 1787 (impr. 8 p. in-fol.). — « Mémoire pour servir d'extention et de supplément au discours prononcé par M. le marquis de Valangart à l'assemblée d'Abbeville, pour présenter à MM. de l'assemblée provinciale les moyens de procurer l'avantage et la prospérité de son département, sans nuire à la levée des deniers du Roi. »

C. 2057. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1785-1787. — Bien public. (Inv. X 14.) — « Mémoire sur les moyens d'empêcher les incendies », par Florimond Le Roux. 23 juin 1785. — « Bureau du bien public. Sur les moyens de prévenir et arrêter les incendies et d'en réparer les suites fâcheuses », par M. de Douay de Baisnes, vicaire général. 7 novembre 1787. — « Réponse par M. Le Roux aux objections qui ont été élevées contre le projet contenu en ses deux mémoires relatifs aux incendies. » 7 novembre 1787. — Lettre de Florimond Le Roux à M. Mesnel, procureur syndic du département d'Amiens, relativement à ses mémoires sur les incendies. Amiens, 9 novembre 1787. — « Département de Doullens. Mémoire sur la fréquence des incendies dans les campagnes. » — Lettre du bureau intermédiaire de Doullens à la commission intermédiaire, lui envoyant ledit mémoire.

Doullens, 28 novembre 1787. — « Mémoire sur les moyens les plus simples et les moins dispendieux de prévenir dans la généralité de Picardie les incendies dans les campagnes, ou d'en arrêter les progrès. » XVIII^e s. — Supplément audit mémoire. — « Mémoire relatif aux incendies des villages de Picardie, et de ceux des provinces où l'usage est de couvrir en paille », par M. de Senermont, capitaine du génie, v. 1787. — Lettre de Florimond Le Roux, relativement aux murs de séparation entre les maisons, pour parer aux incendies. XVIII^e s., — etc.

C. 2058. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

1787-1788. — Bien public. (Inv. Y 14, Z 14.) — « Copie d'un mémoire présenté à l'assemblée de département de Péronne, par M. de Robécourt, membre de cette assemblée, sur le chaume et la disette du bois dans le département. » 8 novembre 1787. — « Observations succinctes sur la disette du bois dans la province de Picardie, et sur le défaut de pâture » par M. Dequen. 12 septembre 1788.

C. 2059. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1787-1788. — Bien public. (Inv. & 14.) — Mémoire sur les biens communaux de Blangy-Tronville. — Id., de Cerisy-Gailly. — Id., de Gamaches. 6 juin 1788. — Id., de Maisnil-Franleu. 11 mai 1788. — Id., de St-Léonard et Morlencourt. 11 décembre 1787. — Id., de Thézy-Glimont. 27 avril 1788, — etc.

C. 2060. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1787-1788. — Bien public. (Inv. A 15.) — État des revenus et charges de la communauté de Beauquesne. 13 décembre 1787. — Id., de Bernaville. 6 décembre 1787. — Id., de Domart-en-Ponthieu. 3 décembre 1787. — Id., de Doullens. 4 décembre 1787. — Id., d'Ochancourt. — Id., du Pont-de-Metz.

C. 2061. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1790. — Bien public. (Inv. N 15.) — Mémoire du comité de l'association civique d'Amiens à la commission intermédiaire, au sujet des approvisionnements faits en Hollande et en Angleterre par ladite association pour parer à la famine qui menace la ville d'Amiens et la France entière, et l'impossibilité de les transporter de St-Valery à Amiens, demandant l'établissement d'un chemin de halage provisoire, pour pouvoir les amener par la Somme. — Lettre de M. de Montaran à la commission intermédiaire, au sujet de l'indemnité réclamée par l'association civique, pour

les pertes qu'elle a éprouvées dans les achats de grains qu'elle a faits pour l'approvisionnement d'Amiens. Paris, 30 janvier. — Lettre de M. Necker à la commission, sur ledit objet. Paris, février.

C. 2062. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1787-1788. — Bien public. (Inv. R 15, X 15, Z 15.) — Mémoire pour les communautés de Bussy-lès-Daours, Daours et Vecquemont, sur l'extraction des tourbes. 11 mai. — Mémoire de l'assemblée municipale de Fricamps, sur l'impossibilité où elle est de planter les places dudit village lesquelles appartiennent au seigneur. Fricamps, 15 mai. — Mémoire du bureau intermédiaire du département d'Abbeville, sur la plantation des communes. 9 octobre. — Mémoire sur l'agriculture. — « Notice de la séance du 12 décembre 1787 à l'assemblée provinciale de Picardie », sur le projet d'établir un marché franc à Péronne, — etc.

C. 2063. (Liasse.) — 8 pièces, papier (2 imprimées).

1787-1788. — Bien public. (Inv. B 16, E 16, I 16, M 16.) — « Bureau intermédiaire du département de Montdidier. Mémoire sur la meilleure éducation des bêtes à laine, leur multiplication, nourriture, et sur les haras, relatif à la demande faite au nom de l'assemblée provinciale, par la lettre de MM. les procureurs-syndics, du 4 janvier 1788. » — « Instruction sur la culture des turneps ou gros navets. Imprimée par ordre du Roi » (impr. 8 p. in-4°, Imp. Roy. 1788). — Lettre de l'intendant à la commission intermédiaire, relativement au blé noir. 5 octobre 1787. — « Avis aux cultivateurs dont les récoltes ont été ravagées par la grêle du 13 juillet 1788, rédigé par la société royale d'agriculture, et publié par ordre du Roi » (impr. 16 p. in-8°, Imp. Roy. 1788), — etc.

C. 2064. (Liasse.) — 3 pièces, papier (1 imprimée).

1761-1787. — Bien public. (Inv. N 16, T 16.) — « Arrest du conseil d'État du Roi portant établissement d'une chambre de commerce en la ville d'Amiens. » Versailles, 6 août 1761 (impr. 8 p. in-4°, Amiens, 1761). — « Assemblée du département de Montdidier. Mémoire sur la manufacture de serges dite de Tricot,

lu par M. Ango, curé de Montigny, doyen rural, à la séance du 27 octobre 1787. » — « Assemblée du département de Montdidier. Mémoire et observations sur les manufactures de Tricot et Quiry, par M. Scellier, négociant à Montdidier, lu à la séance du samedi 27 octobre 1787 par M. Angot, l'un des membres de l'assemblée. »

C. 2065. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1787-1789. — Bien public. (Inv. U 16, X 16.) — « Département de Montdidier. Rapport du bureau de population, bestiaux, commerce local, par M. Dauchy, lu à la séance de l'assemblée du département de Montdidier le 27 octobre 1787. » — Lettre des députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale à la commission intermédiaire, relativement au procédé inventé par l'abbé Brasle, pour la préparation et la filature du chanvre. Versailles, 6 septembre 1789. — Lettre de M^{me} de Lièreville au duc d'Havré, pour lui démontrer que ledit procédé n'était pas un secret. Logis du Roi à Amiens, 15 septembre 1789. — Lettre de M^{me} de Lièreville au duc d'Havré, lui faisant savoir qu'elle avait trouvé un moyen de blanchir les toiles de fil de chanvre et coton en 15 jours, et demandant l'ancien arsenal d'Amiens qui va être démoli, pour y établir une blanchisserie. Logis du Roi à Amiens, 23 septembre 1789. — Lettre du bureau d'encouragement pour les manufactures et commerce de Picardie à la commission, au sujet du procédé de l'abbé Brasle. Amiens, 26 septembre 1789. — Lettre des députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale à la commission, sur les récompenses à accorder à l'abbé Brasle. Versailles, 3 octobre 1789, — etc.

C. 2066. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1787-1788. — Bien public. (Inv. B 17.) — « Mémoire pour les fabricants de baracant et autres étoffes en laine de la ville d'Abbeville », sur les effets désastreux du traité de commerce entre la France et l'Angleterre. 12 décembre 1787. — « Mémoire sur les pertes qu'éprouvent les manufactures de Picardie par le traité de commerce conclu entre la France et la Grande-Bretagne, le 26 septembre 1786. » 14 décembre 1787. — « Précis sur les inconvénients du traité de commerce et de navigation conclu entre la France et l'Angleterre le 26 septembre 1786. » 14 décembre 1787. — « Nouvelles observations de la chambre du commerce de Picardie sur le traité de commerce entre la France et l'Angleterre, à l'effet d'indiquer les moyens de modifier les conséquences onéreuses de ce traité. » 12 février 1788. — « Observations

sur les représentations de la chambre du commerce de Normandie, relativement au traité de commerce entre la France et l'Angleterre. » 29 février 1788. — « Observations de la chambre du commerce de Picardie sur le mémoire des fabricans d'Abbeville ayant pour objet de faire connoître les inconvénients du traité de commerce conclu le 26 septembre 1786 entre la France et l'Angleterre. » Amiens, 4 avril 1788. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », au sujet des mémoires présentés par la chambre du commerce sur le traité de commerce avec l'Angleterre. 5 mars 1788. — « Nouveau mémoire de la chambre de commerce de Picardie sur le préjudice que le traité de commerce et de navigation entre la France et l'Angleterre cause aux fabriques nationales. » Versailles, 15 mars 1788, — etc.

C. 2067. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1787-1789. — Bien public. (Inv. D 17.) — « Observations de la chambre du commerce de Picardie, sur la nécessité de n'exiger le paiement de l'octroy de 20 s. par velte d'eau-de-vie que des consommateurs, et non des négocians faisant le commerce en gros. » 14 décembre 1787. — Mémoire relatif aux droits sur les eaux-de-vie, adressé à l'assemblée provinciale. 1788. — Extraits des lettres des directeurs de Roye, Péronne et Montdidier, relativement à l'octroi de 20 s. par velte d'eau-de-vie. Novembre 1789, — etc.

C. 2068. (Liasse.) — 10 pièces, papier (2 imprimées).

« 1785-1790 ». — Bien public. (Inv. F 17, G 17, I 17, M 17.) — Certificat des négociants de la ville de Péronne, attestant qu'une extension de prairie est nécessaire à la blanchisserie du sieur Dupontlévesque. 29 juillet 1788. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui permet au sieur Jean-Baptiste-Maurice-Luppier Clément-Desprez de fabriquer, vendre et débiter exclusivement à tous autres, pendant l'espace de quinze années, l'alun et le vitriol naturels, dans un arrondissement de dix lieues aux environs de la manufacture qu'il a établie au lieu de Monchy-Humières, près de Compiègne. » 22 février 1785 (impr. affiche). — Certificats en faveur de la fabrique d'alun du sieur Clément-Desprez. 30

octobre 1789 (impr. 4 p. in-4°, Amiens, 1789). — Mémoire au sujet de ladite fabrique d'alun. XVIII^e s. — Lettre de la chambre de commerce à la commission intermédiaire, sur le même objet. Amiens, 8 janvier 1790 — « Réflexions patriotiques sur les moulins à l'eau », par M. Montaigu, procureur-syndic du département de Doullens. — « Extrait du registre aux délibérations de la société des vaines de charbon de Picardie. » 8 mai 1788. — « Copie d'une lettre de Lille du 9 mai 1788, relativement à la recherche du charbon de terre à Bouquemaison, à M. Buttin, négociant à Doullens », par M. Libert. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Doullens du 2 juillet 1788. Fosse ouverte de houille ou charbon de terre au village de Bouquemaison », — etc.

C. 2069. (Liasse.) — 8 pièces, papier (3 imprimées).

1788-1789. — Bien public. (Inv. R 17.) — « Extrait des registres des délibérations de la commission intermédiaire provinciale de Picardie », relativement aux secours à distribuer aux victimes de la grêle du 13 juillet 1788. 1^{er} août 1788 (impr. 2 p. in-4°). — « État des paroisses grêlées le 30 mai et 13 juillet 1788. Département de Montdidier. » 7 août 1788. — « État des pertes causées dans le département de Péronne par la grêle du 13 juillet 1788, et par une autre grêle tombée le 30 mai précédent. » 27 août 1788. — « Rôle de répartition de la somme de 167 l. accordée par Sa Majesté, pour l'indemnité des pertes qu'a souffert la paroisse de Cambron par les pluies et gresles du 13 juillet 1788 », etc. 14 juillet 1789. — « Rolles de répartition de quarante-cinq l. accordé au cultivateur qui ont perdu par la gresles du 13 juillet 1788 de la paroisse de Bouchavenne », etc. 15 décembre 1789. — « Mémoire historique des ravages causés dans la province de Picardie, par la grêle du 13 juillet 1788 », — etc.

C. 2070. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

1788. — Bien public. — « État des fons déposés ès mains du sieur Wallois, secrétaire du département d'Abbeville, pour être employés au soulagement des personnes de la province de Picardie qui ont souffert des dommages faits par les orages et grêles des mois de juin et juillet 1788. » Abbeville, 18 octobre. — « Département de St-Quentin. État des contributions volontaires faites en faveur des habitans qui ont souffert de la grêle du 13 juillet 1788. » — « État des sommes provenantes de la contribution volontaire destinée à la réparation des pertes occasionnées par l'orage du 13 juillet

1788. » — « État des sommes reçues par le secrétaire provincial pour subvenir au soulagement des personnes qui ont éprouvé des pertes par l'orage du 13 juillet dernier. » — Correspondance relative à ladite contribution et à une loterie faite en faveur des victimes de la grêle, — etc.

C. 2071. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1790. — Bien public. — Rôle de répartition d'un secours accordé aux victimes de la grêle du 13 juillet 1788. Paroisse de Bazentin le grand et le petit. — Id., Bouchavesne. — Id., Chipilly. — Id., Chuignes. — Id., Étinehem. — Id., Feuillières et Buscourt. — Id., Flaucourt. — Id., Goyencourt. — Id., Mametz. — Id., Montauban. — Id., Rancourt. — Id., Suzanne. — Id., Vermandovillers, — etc.

C. 2072. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

1799. — Bien public. (Inv. Z 17.) — « Extrait du registre municipal de la paroisse de Puchevillers et le Quesnoy », relativement au moins imposé des incendiés dudit lieu. 21 février.

C. 2073. (Liasse.) — 40 pièces, papier.

1788-1790. — Bien public. (Inv. A 18, B 18, C 18.) — Cautionnement fourni pour Charles-André Caffet, élève à l'école vétérinaire de Charenton. 12 novembre 1788. — Id., pour Charles-Éléonore Nocq. 12 avril 1790. — « Décompte des pensions et entretiens pour les six premiers mois 1788 des élèves aux frais de la province de Picardie à l'école vétérinaire d'Alfort. » — Id. 2^e semestre 1790. — Extrait du contrôle des élèves de l'école vétérinaire de Paris, pour les deux premiers quartiers de l'année 1790. — Pièces relatives à l'admission de Joseph Bastion à l'école vétérinaire. 1789. — Id., de Louis-Marie Bultel. 1789. — Id., d'André Caffet. 1788. — Id., du sieur Moussette. 1789. — Id., de Louis-Charles-Léonor Nocq. 1788. — Id., d'Antoine Verrier. 1788. — Demande par Louis-Théodore Warcousin, à l'effet d'être admis à l'école vétérinaire aux frais de la généralité. Alfort, 29 janvier 1790, — etc.

C. 2074. (Liasse.) — 20 pièces, papier (1 imprimée).

1761-1789. — Bien public. (Inv. M 18.) — « Secret

pour détruire les taupes dans les champs, prairies et jardins » (impr. 2 p. in-4° Imp. Roy., 1761). — « Liste de l'école des mathématiques, arts, manufactures et commerce de la ville d'Amiens, pour l'année 1787, présenté à l'administration de la Picardie par son très humble serviteur Sellier. » —

Lettre de M. Sellier à l'administration générale de la Picardie, lui envoyant ladite liste, lui recommandant son école, et lui faisant l'offre de ses nombreux ouvrages sur les questions les plus variées. École des arts d'Amiens, 8 septembre 1787.

— Lettre de M. Sellier au bureau du bien public, lui faisant hommage de son travail sur le bien public. École des arts d'Amiens, 28 novembre 1787.

Lettre de M. Sellier à l'intendant sur l'éducation des bourgeois. — Lettre de M. Sellier à l'intendant sur l'éducation des habitants de la campagne. — Lettre de M. Sellier à l'évêque d'Amiens, sur l'éducation de la jeunesse de tous les états. École des arts d'Amiens, 20 janvier 1787.

— « Nouvelles observations de M. Sellier, sur les hôpitaux et tous les lieux habités par des hommes, lues et bien accueillies par la société royale de médecine de Paris. » — « Supplément aux ouvrages de M. Sellier sur les moyens de purifier l'air de tous les lieux habités par des hommes. » — Mémoire de M. Sellier sur l'agriculture. — Requête des officiers municipaux de St-Valery à la commission intermédiaire, demandant le transfert dans leur ville d'une brigade de maréchaussée de Valines ou d'ailleurs. 4 octobre 1788. — « Extrait du registre aux chartres de l'hôtel-de-ville et mairie de Doullens », relativement aux mesures à prendre pour parer aux inondations. 30 janvier 1789. — « Mémoire pour demander que la mouture des grains ne soit plus payée en nature, mais en argent. » — « Mémoire pour les commerçants d'Abbeville », relativement à la navigation. — Lettre de M. Ledoux de Bourseville, pour appuyer une requête des habitants de Bourseville sur la nécessité d'ouvrir différents fossés pour le passage des eaux sauvages. 27 août 1788, — etc.

C. 2075. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1770-1789. — Bien public. (Inv. N 18.) — « Copie de la lettre écrite à M. d'Agay par M. Terray le 5 novembre 1770 », lui mandant que le Roi a accordé une diminution de 10.000 l. sur l'imposition des taillables de sa généralité. — « Copie de la lettre écrite à M. d'Agay par M. Terray le 5 novembre 1772 », relativement aux travaux de charité. — « Instruction pour le bureau d'encouragement établi à Amiens, sur l'emploi des 180.000 l. dont Sa Majesté a fait don à la province de Picardie. » 1788. — « Extrait du registre aux

délibérations de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens. Procès-verbal de la séance du 5 janvier 1789 », relativement aux travaux de charité. Expédition du 12 janvier 1789.

C. 2076. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

1788-1789. — Bien public. (Inv. Q 18.) — Requête de plusieurs particuliers de Picquigny à l'assemblée provinciale, à l'effet d'être indemnisés de la perte de terrain que leur fait éprouver le nouvel alignement qui leur est donné pour reconstruire leurs maisons incendiées. 30 juin 1788. — « Département d'Abbeville. Diminutions proposées sur les impositions de 1789 », en faveur des incendiés. 21 juillet 1789.

C. 2077. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1787-1789. — Bien public. (Inv. R 18.) — « Réflexions sur les haras de la généralité d'Amiens, pour servir de renseignements à l'assemblée provinciale de Picardie sur cette partie, et sur l'avantage pour elle de l'opération qui vient de se faire, ou précis d'un mémoire de 1787. » — « Rapport fait à MM. de la commission intermédiaire du département de Doullens et agréé par elle en sa séance du 16 janvier 1788 », relativement aux haras. — Mémoire du marquis de Grasse sur les haras. 20 janvier (l'année manque). — « Raport de M. le comte de Crécy sur les haras. — « Projet d'administration pour les haras de la province de Picardie », par M. de la Grèze, directeur général des haras. — « Notes sur les haras de la généralité de la province de Picardie. » — « Précis sur les vues d'un établissement de haras militaires », — etc.

C. 2078. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1788. — Domaines nationaux. (Inv. V 20.) — « États des domaines et forêts du Roi, biens patrimoniaux des princes du sang et de l'ordre de Malthe. Élection d'Amiens. — Id., élection de Doullens. — Id., élection de Montdidier. — Id., élection de Péronne.

C. 2079. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1786-1789. — Travaux publics. (Inv. Z 20.) — « Détail estimatif de tous les ouvrages d'entretien, de réparation et de confection neuve à faire dans la géné-

ralité d'Amiens pendant l'année 1787. » 28 novembre 1786. — Id., 1788. 15 novembre 1787. — Id., 1788. 25 février 1788. — Id., 1789. 31 mars 1789. — Mémoire par l'abbé Calais sur les moyens de parvenir à la confection des grandes routes par l'établissement d'un péage, présenté à la première séance de l'assemblée complète. 1787. — « Généralité d'Amiens. Routes et chemins de grande communication. État général des routes faites et à l'entretien parfait, de celles à réparer pour être mises à l'entretien, de celles ébeauchées et à finir, et enfin de celles qui ne sont que projetées. » 25 février 1788.

C. 2080. (Liasse.) — 4 pièces, papier (3 plans).

1788-1789. — Travaux publics. (Inv. A 21, B 21.) — Devis d'ouvrages à exécuter pendant l'année 1788, sur la route d'Amiens à Péronne et St-Quentin. 14 mai 1788. — « Projet de rallongement d'un arceau de six pieds d'ouverture sur la route de Paris en Flandres entre Roye et Péronne, près de Villers-Carbonelle. » 8 novembre 1789. — « Projet de rallongement d'un arceau de 6 pieds d'ouverture, près Mazancourt, grande route de Paris en Flandres, par Péronne. » 3 novembre 1789. — « Pontceau de Soyécourt, route d'Amiens à Péronne », plan, coupe et élévation. 3 novembre 1789.

C. 2081. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1787-1790. — Travaux publics. (Inv. C 21.) — « Généralité d'Amiens. Travaux des routes sur les fonds en rachat de corvée. État de situation au 31 décembre 1787, des travaux ordonnés en ladite année pour les grandes routes. » — Id., au 31 décembre 1788. — Id., au 31 décembre 1789. — « Département de St-Valery. Travaux des routes sur les fonds en rachat de corvée pendant l'année 1788. État de situation au 3 novembre 1788 des travaux ordonnés en ladite année pour les grandes routes. » — Id., 3 décembre 1788. — Id., 1^{er} janvier 1789. — Id., 1^{er} mars 1789. — Id., 1^{er} avril 1789. — Id., 1^{er} mai 1789. — Id., 1^{er} juin 1789. — Id., 1^{er} juillet 1789. — Id., 1^{er} août 1789. — Id., 1^{er} septembre 1789. — Id., 1^{er} octobre 1789. — Id., 1^{er} novembre 1789. — Id., 1^{er} février 1790. — « Année 1790. État de situation des ouvrages qui s'exécutent par bail sur les fonds du Roy dans l'étendue du département de Péronne pour l'entretien de la route de Paris en Flandres et ses embranchemens », — etc.

C. 2082. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

1787-1790. — Travaux publics. (Inv. D 21, E 21.) — « Ponts et chaussées. Généralité d'Amiens. Exercice 1786. Situation des ouvrages

ordonnés par l'état du Roi des ponts et chaussées dudit exercice, au 31 décembre 1787. » — Id., exercice 1787, au 31 décembre 1788. — Id., exercice 1788, au 31 décembre 1789. — « Exercice 1787. Canal de St-Vallery, commerce de Picardie. Situation des ouvrages ordonnés sur les fonds de commerce de Picardie, au 31 décembre 1787. — Extrait de l'état de situation des ouvrages ordonnés par l'état du Roi des ponts et chaussées ; exercice 1787 ; au 31 décembre 1789. — Id., exercice 1788. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, relativement aux ouvrages d'entretien des routes pavées. Paris, 17 mars 1789, — etc.

C. 2083. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1787-1790. — Travaux publics. (Inv. P 21.) — État du Roi des ponts et chaussées de la généralité d'Amiens. Exercice 1786. — Id., exercice 1787. — Id., exercice 1788. — Id., exercice 1790. — « Observations concernant les travaux des ponts et chaussées, ports maritimes et navigation de la généralité d'Amiens pour l'année 1789, tant pour adjudications passées, que pour ouvrages non adjugés, en conséquence de l'état présenté par l'ingénieur de la province en date du 31 mai dernier. » 31 juillet 1789. — « État tant des retranchemens opérés sur les fonds de 1787, à raison de 349 l. 10 s. 9 d. 1/2, que des fonds accordés sur l'exercice 1788, et sur lesquels doivent porter ces retranchemens. » — Lettre de M. de la Touche à la commission intermédiaire, relativement aux gratifications accordées aux inspecteurs et sous-ingénieurs, pour travaux aux églises, presbytères, etc., au canal de St-Valery et à l'état du Roi de l'exercice 1788. Amiens, 4 janvier 1790, — etc.

C. 2084. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1787-1790. — Travaux publics. (G 21, H 21, J 21.) — Lettre de M. Lambert à la commission intermédiaire, relativement aux travaux des routes. Paris, 9 janvier 1788. — « Département de Péronne. Situation des routes. Route de Paris à Lille et Dunkerque, par Péronne, Bapaume et Arras. » — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, relativement

aux projets de la traverse du village de Translay, route de Rouen à Dunkerque. Paris, 7 août 1790. — « Généralité de Picardie. Département de St-Quentin. Devis des ouvrages à faire pour la reconstruction du pontceau de trois pieds d'ouverture et soixante pieds de longueur d'une tête à l'autre en maçonnerie de grès dans le fond d'Orvillers, grande route de Paris en Flandres par Roye et Péronne. » 21 mars 1787. — « Devis des ouvrages à faire pour la reconstruction d'un pont de six pieds d'ouverture et soixante pieds de longueur d'une tête à l'autre en maçonnerie de briques et de pierre de taille, sur la grande route de Paris en Flandres par Roye et Péronne, près du village de Marchélepot. » 21 mars 1787. — « Département de St-Quentin. Route de Péronne à Arras par Bapaume. Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1788 pour l'acquit de la contribution des communautés cy-après dénommées de l'année 1787, et qui avoit déjà été destinées en la susdites année sur la route de Péronne à Arras. » 10 février 1788. — Id. « Devis des ouvrages qui sont restés à adjuger en 1787 et qui doivent être exécutés pendant l'année 1788 », etc. 10 février 1788. — « État du cailloux non employé provenant des approvisionnements antérieurs à l'année 1788, ainsi que celui nécessaire pour l'entretien de la route pour l'année 1789. Route d'Amiens à Péronne », — etc.

C. 2085. (Liasse.) — 31 pièces, papier (1 imprimée).

1787-1790. — Travaux publics. (Inv. K 21). — « Généralité de Picardie. Grandes routes et chemins de grandes communications. État général des routes faites et à l'entretien parfait, de celles à réparer pour être mises à l'entretien, et de celles à faire à neuf. » 11 juillet 1787. — « État des ouvrages faits sur les routes du département de St-Quentin, dont les adjudications ont été passées à Péronne en 1788. » 15 octobre 1788. — « État général des ouvrages de transports faits au 23 décembre 1788. » — « État de situation des ouvrages de transports de matériaux adjugés par Messieurs du bureau intermédiaire de Péronne en 1788. » 15 octobre 1789. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui ordonne l'imposition sur les communautés de la généralité d'Amiens des sommes nécessaires à l'entretien et à la confection des routes de ladite généralité pendant l'année 1788. » Versailles, 30 mars 1788 (impr. 6 p. in-fol.). — Route de Paris en Angleterre par Amiens, Abbeville, etc. ; feuilles de dépenses du mois de juin 1789. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, sur les gratifications à accorder au personnel des ponts et chaussées. 11 avril 1789. — « État préliminaire de dépense

pour les appointemens de l'ingénieur en chef, ceux des inspecteurs et sous-ingénieurs des ponts et chaussées pendant l'année 1789. » Amiens, 31 mai 1789. — « État des gratifications accordées à l'ingénieur en chef, aux inspecteurs et sous-ingénieurs des ponts et chaussées, suivant les ordres du Conseil du 11 avril 1789. » Amiens, 31 mai 1789. — « État des gratifications accordées à l'ingénieur en chef et au sous-ingénieur des ponts et chaussées, sur les fonds des ports maritimes, suivant les ordres du Conseil du 11 avril 1789. » Amiens, 31 mai 1789. — « État préliminaire de dépense pour les appointemens d'un sous-ingénieur employé à la suite des travaux et aux opérations relatives aux ports maritimes et à la navigation de la Somme depuis Amiens jusqu'à St-Vallery, pendant l'année 1789. » Amiens, 31 mai 1789. — « État préliminaire de dépense pour les salaires des conducteurs, piqueurs et autres employés à la suite des travaux des routes, achats et entretien d'outils, frais d'imprimés, de levées de plans, nivellemens, recherches de matériaux et autres dépenses pendant l'année 1789. » Amiens, 31 mai 1789. — Observations de l'assemblée des ponts et chaussées sur divers projets. 24 octobre 1789. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, relativement aux ouvrages à exécuter sur les routes de la généralité. Paris, 25 avril 1790. — « État des réductions faites sur les approvisionnemens de plusieurs parties de routes qui ne doivent plus faire partie à l'avenir du département d'Amiens. » Amiens, 25 mai 1790, — etc.

C. 2086. (Liasse.) — 12 pièces, papier (1 plan).

1787-1789. — Travaux publics. (Inv. L 21.) — « Département de Moididier. Article chemins. Extrait du rapport de M. le duc de Mailly à l'assemblée provinciale, en la séance du lundi 19 novembre 1787. » — « Observations sur différents articles des délibérations de l'assemblée provinciale de Picardie concernant les ponts et chaussées. » 14 et 17 décembre 1787. — « Notice de la séance du 15 décembre 1787 à l'assemblée provinciale de Picardie. Rapport du bureau des travaux publics ». — « Observations sur le régime des ponts et chaussées », par M. Dequen. Séance du 19 septembre 1788. — « Mémoire sur la nécessité de rétablir la route de Poix à Forges », etc. 12 octobre 1788. — Plan joint audit mémoire. — « Requête pour solliciter auprès de l'assemblée provinciale de Picardie

le rétablissement et l'entretien de la chaussée Brunehaut à l'endroit où la rivière de Somme la coupe et empêche l'ancienne et directe communication du Santerre avec le Vermandois », par M. Polleux. 1788. — « Département de Doullens. Mémoire des travaux publics, du 28 janvier 1789. » — « Régime de l'administration des ponts et chaussées. » — Mémoire sur la construction et l'entretien des routes. — Mémoire sur la route de communication des villes de Péronne et Ham, par M. Dehaussy de Guyeval, directeur des postes à Péronne. — « Extrait du rapport de l'assemblée du département d'Amiens, sur les objets relatifs aux grands chemins et à ceux locaux et vicinaux. »

C. 2087. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

1788-1789. — Travaux publics. (Inv. M 31.) — « Généralité d'Amiens. Routes et chemins de grandes communications ; état général des routes faites et à l'entretien parfait, de celles à réparer pour être mises à l'entretien, de celles ébauchées et à finir, et enfin de celles qui ne sont que projetées. » 1^{er} février 1788. — « Généralité d'Amiens. État des ouvrages à faire pendant l'année 1789, tant pour les ponts et chaussées que pour les ports maritimes et navigation, en conséquence des adjudications passées aux entrepreneurs. » 31 décembre 1789.

C. 2088. (Liasse.) — 53 pièces, papier (1 plan).

1788-1790. — Travaux publics. (Inv. R 21.) — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, sur le mauvais état de la route de Flandre. Paris, 8 janvier 1788. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire du département d'Abbeville, du 19 juin 1788 », sur une requête de la municipalité de Nampont-St-Martin, à l'effet de faire creuser des fossés le long de la chaussée. — Requête des fermiers généraux des messageries à M. de la Millière, se plaignant du mauvais état de la portion de route de Cuvilly à Orville. Paris. 28 juillet 1788. — Procès-verbal par M. Cuvillier, relatif à la route de Paris en Angleterre entre Abbeville et Montreuil. 19 août 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne, du 23 août 1788 », relativement aux travaux des routes. — Mémoire de M. Loyer, inspecteur des ponts et chaussées du département d'Amiens, relativement à la montée de Moufflers. Amiens, 31 août 1788. — « Rapport concernant l'atelier de Faucaucourt à Villrs-Carbonelle, route d'Amiens à Péronne », par M. Fournier, sous-ingénieur des ponts et chaussées. Amiens,

2 septembre 1788. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire du département d'Abbeville, du 11 septembre 1788 », relativement aux travaux des routes. — Plaintes de l'assemblée municipale de St-Sulpice, sur la difficulté du passage dudit lieu pour le charroi. St-Sulpice, 23 février 1789. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire du département de St-Quentin du vendredi 17 avril 1789 », sur le même objet. — Lettre du baron d'Oguy aux procureurs généraux-syndics de l'assemblée provinciale, sur une plainte du courrier de la malle contre le projet de supprimer la mare du hameau du Chapon-Blanc. Paris, 9 mai 1789 — « Rapport sur la lette de M. le baron d'Ogny, intendant général des postes, écrite à MM. les députés composant la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur le même objet, par M. Loyer 22 juin 1789. — « Plan figuré de la traverse du Chapon-blanc. » — Rapport de M. Loyer relatif à une carrière sur la route d'Amiens à Abbeville à l'entrée de Flixecourt. Amiens, 5 juillet 1789. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, sur la nécessité d'accélérer les travaux du pont de Nampont. Paris, 5 août 1789. — « Copie de la lettre du sieur Merleu, maître de poste à Abbeville, à MM. les fermiers généraux des messageries », sur le mauvais état de la route d'Abbeville à Nouvion. Octobre 1789. — Mémoire de M. Loyer, sur la réparation à faire de la traverse de Flixecourt, route d'Amiens à Abbeville, Amiens, 22 octobre 1789. — Lettre du bureau intermédiaire de Montdidier, sur la nécessité de construire 80 toises de chaussées en pavés à l'entrée du village de Cuvilly. Montdidier, 13 novembre 1789. — « Rapport sur la lettre de M. Cordier de la Houssoye, membre de l'assemblée du département de Calais, à MM. de la commission intermédiaire, relativement au pavé de la traverse de la ville de Montreuil », par M. Ansquer. Abbeville, 3 décembre 1789. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Doullens, du 10 mars 1790 », relativement aux travaux des routes. — « Département de Péronne. État des relevés à bout qu'il convient de faire en 1790 sur différentes parties de la route de Paris en Flandres par Roye et Péronne, et ses embranchements. » 1^{er} avril 1790. — « État des relevés à bout qu'il convient de faire en 1790 sur différentes parties de la route de Paris à Vallenciennes par St-Quentin et Cambrai, et sur partie de la route de St-Quentin à la Fère. » 2 avril 1790. — « Procès-

verbal fait par la municipalité de Talmas, sur un délit fait au pont de la Vicogne. » 12 avril 1790, — etc.

C. 2089. (Liasse.) — 18 pièces, papier (1 imprimée).

1787-1790. — Travaux publics. (Inv. Y 21.) — Modèles d'états et devis relatifs aux travaux des routes. — Lettre d'envoi de diverses instructions sur le même objet (impr. 2 p. in-4°).

C. 2090. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1789-1790. — Travaux publics. (Inv. A 22.) — « État des ouvrages faits par les cantonniers pendant le mois d'août 1789, sur la route de Péronne à Arras, par Bapaume. » — Id., septembre 1789. — Id., octobre 1789. — Id., novembre 1789. — Id., juin 1790. — « État des cantonniers employés sur la route d'Abbeville à la ville d'Eu, du 1^{er} au 31 octobre 1789. — « État des ouvrages faits par les cantonniers pendant le mois d'octobre, sur la route d'Amiens à Péronne. » 1789. — Id., novembre 1789. — Id., juin 1790 — « État des ouvrages exécutés pendant le mois de février 1790 par les cantonniers de la généralité d'Amiens, sur la route d'Amiens à Rouen. » — « État de la dépense pour salaire des cantonniers employés dans le département de St-Vallery, sur la route d'Abbeville à la ville d'Eu, pendant le mois de février 1790. »

C. 2091. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. (Inv. E 22.) — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Doullens, du 20 février 1788 », sur la disette des bois et la nécessité de planter les voiries et communes. — Lettre de M. de la Touche à la commission intermédiaire, sur la nécessité de reconstruire les murs de la pépinière d'Amiens. Amiens, 10 juillet. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire, de l'assemblée du département de Péronne, du 16 juillet 1788 », relativement aux pépinières. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, au sujet de la demande faite par l'assemblée provinciale de Picardie de supprimer les pépinières royales. Paris, 22 juillet. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Doullens du 7 août 1788 », sur les moyens d'établir des pépinières dans ledit département. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire du département de Calais, Montreuil et Ardres, du vendredi 5 septembre 1788 », sur les moyens de remplacer les pépinières royales. — « Mémoire sur le projet de suppression des

pépinières royales et leur remplacement », par le bureau intermédiaire du département d'Abbeville. 18 septembre. — « Réflexions sur les pépinières », par le marquis de Valenglart. 18 septembre, — etc.

C. 2092. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1790. — Travaux publics. (Inv. F 22.) — « État des 35 ateliers compris dans le département de Montdidier, dont 31 adjugés le 14 juin 1790. » 14 juin. — « Département de Péronne. Relevé des procès-verbaux d'adjudication des travaux des routes en cailloutis pour l'année 1790. » Péronne, 15 juin. — « État des adjudications des travaux à faire sur les routes du département d'Abbeville en l'année 1790. » Abbeville, 21 juin. — « Département de Doullens. Relevé des adjudications faites des travaux des routes pour l'année 1790, par le bureau intermédiaire du département de Doullens, le 16 juin de ladite année. » 23 juin, — etc.

C. 2093. (Liasse.) — 154 pièces, papier (2 plans).

1784-1790. — Travaux publics. (Inv. G 22.) — Réclamation par Francois Dupont, laboureur, de 232 l., pour terres par lui fournies pour la route d'Abbeville à Eu. 4 juin 1789. — Requête de la municipalité de Lignières-Châtelain à la commission intermédiaire, relativement aux travaux des routes. Lignières-Châtelain, 7 mai 1788. — Requête de Jacques-Louis de Sailly, entrepreneur à Amiens, à la commission intermédiaire, relativement à la construction de deux ponts à Flixecourt. 23 juin 1788. — Requête à la commission intermédiaire, par Blimond Dephay et Laurent Dupays, à l'effet d'être payés de travaux par eux faits sur la route d'Eu à St-Valery. 1789. — « État des nouvelles indemnités restantes à payer au 1^{er} juillet 1788, pour les terrains et bâtimens qui se trouvent compris dans la traverse des différentes routes de la généralité d'Amiens. » 1^{er} août 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens », relativement aux indemnités réclamées par les particuliers expropriés pour les routes. 23 septembre 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département de Péronne », sur le même objet. 8

octobre 1788. — « État général de toutes les indemnités, tant de celles payées d'après les ordonnances de M. l'intendant sur les rapports de l'ingénieur en chef et des sous-ingénieurs des ponts et chaussées, que de celles restantes à payer pour des terrains et batimens pris à l'occasion de l'ouverture des différentes parties de la route d'Abbeville à Arras par Doullens, à compter depuis 1776 jusqu'y compris l'année 1789. » 23 mars 1790. — « Route d'Amiens à Compiègne. Plan des parties de terrain prises à différents particuliers, pour la construction de la route neuve entre Montdidier et Rollot en 1788 et 1789. » — Pièces relatives aux réclamations d'indemnités pour immeubles pris pour travaux des routes à Beaumarais, par les demoiselles Carmier ; — à Beaumetz, par la municipalité dudit lieu ; — à Bethencourt-sur-Mer, par Antoine-Geoffroy Beauvisage ; — à Bois-l'Abbé, par François Murgallet ; — à Bouillancourt, par Jacques-Joseph-Pascal Leboucher d'Ailly ; — à Bouquemaison, par Jacques Caron ; — à Bouttencourt sous Blangy, par Jean Caudron ; — à Bouttencourt, par Pierre Roussel ; — à Boves, par Jeanne Lacroix, veuve Houpin ; — à Campagne, paroisse d'Oust, par M. Anseaume, avocat ; — à Canchy, par Pierre Ridoux et consorts ; — à Croisette, par Michault Revillon ; — à Croisette, paroisse d'Huchenneville, par Alexandre Tabart ; — à Croix-au-Bailly, par Marie-Élisabeth-Pauline Creton-Dufoluy ; — à Croix-au-Bailly, par Jean-Baptiste Fruitier ; — à Duncq, paroisse de Liercourt, par François Wallet ; — à Fay-lès-Hornoy, par Claude Thuillier ; — à Flixecourt, par Nicolas Lecul et Pierre-Vaast-Côme Olive ; — à Flixecourt, par Pascal Sainte, Legrand et consorts ; — à Fressenneville, par Jean-Baptiste Dufrien, serrurier à Tully ; — à Fressenneville, par la fabrique dudit lieu ; — à Fressenneville, par Denis Lecat ; — à Frocourt-sous-Poix, par Marie-Anne Dragon ; — à Gournay, par M. Fouqueret, vicaire ; — à Gournay, par M. de Chuignes et le comte de Gomer ; — à Huppy, par la fabrique de St-Vulfran d'Abbeville ; — à Labroye, par la veuve Broquevielle ; — à Labroye, par Jean-Baptiste Paillard et consorts ; — à Lamotte-Croix-au-Bailly, par Louis-Nicolas Belvaux ; — à Lamotte-Croix-au-Bailly, par la fabrique dudit lieu ; — à Liercourt, par les demoiselle Meurice ; — à Lincheux, par Louis Lenglet ; — à Lincheux, par François Lesage ; — à Martainneville, par M. Tillette de Mautort ; — à Meneslies, par François-Gaspard Eglet ; — à Monchaux-sur-Bresle, par Antoine Herteaux ; — à Mortemer, par Pierre-Luglien Cocquerel ; — à Moufflers, par Pierre-François Douillet ; — à Nampont-St-Firmin, par la veuve

Testu ; — à Neufville-lès-St-Riquier, par Noël Caumartin et François Leroy ; — à Nouvion par M. de Belloy ; — à Oye, par Philippe Hénon ; — aux haies du Plaissiel, par M. Bridoux, curé d'Oneux ; — à Poix, par l'Hôtel-Dieu dudit lieu ; — à Querrieux, par l'Hôtel-Dieu d'Amiens ; — à Querrieux, par Jean Andrieu et Jean Brunel ; — à Réderie, par François Chrestien ; — à Ribemont, par Pierre Éloy ; — à Saucourt, par Antoine-Geoffroy Beauvisage ; — à Thieulloy-l'Abbaye, par Élisabeth Bulot ; — à Thieulloy-l'Abbaye, par Louis-Antoine-Joseph de Marne, prieur curé dudit lieu ; — à Thieulloy-l'Abbaye, par Louis-François Despréaux et consorts ; — à Thieulloy-l'Abbaye, par Claude Gentien ; — à Thieulloy-l'Abbaye, par Joseph Pécol ; — à Urvillers, par Balthasar-Melchior d'Ostrel et consorts ; — à Warlus, par Charles Betembost ; — à Warlus, par Jean-Baptiste Dupuit ; — à Warlus, par Pierre-Firmin Leclerc ; — à Warlus, par Adrien Migneux ; — à Warlus, par Philippe Poiret ; — à Warlus, par François Somon ; — à Warlus, par Jean-Baptiste Vallé ; — à Woincourt, par Claude-François Caron ; — à Woincourt, par Catherine Lephay ; — à Woincourt, par Jacques Lerond ; — à Woincourt, par Jean-Baptiste Louchet ; — à Woincourt, par l'abbé Marchand ; — à Woincourt, par François Petit, — etc.

C. 2094. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. (Inv. H 22, J 22.) — « Inventaire de la route d'Amiens à Paris, à partir d'Amiens, jusqu'au fond de la Hute à Gallet. » 19 octobre 1788. — « Mémoire sur des parties de grande route qui doivent être mises en la charge des généralités du Soissonnais et de l'Isle-de-France, à la décharge de celle d'Amiens », — etc.

C. 2095. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. (Inv. O 22.) — Projet d'arrêt du Conseil, pour déterminer les formes à suivre pour la vente du terrain des anciens chemins abandonnés. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire du département d'Abbeville », sur ledit projet. 11 septembre. — Id., département de Doullens. 17 septembre. — Id., département d'Amiens. 23 septembre. — Id., département de Péronne. 24 septembre. — Id., département de St-Quentin. 26 septembre, — etc.

C. 2096. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1786-1789. — Travaux publics. (Inv. S 22.) —

« Copie de la lettre écrite par M. de Calonne, contrôleur général des finances, à M. d'Agay, intendant de Picardie, le 18 mars 1786 », relativement aux indemnités à accorder aux ingénieurs des ponts et chaussées, pour les travaux supplémentaires que leur nécessitent les travaux de charité. — « État et distribution proposée pour l'emploi des fonds de charité de l'année 1787 dans la généralité de Picardie. » — « Emploi proposé par la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens des fonds de charité accordés par le Roi pour la généralité en l'année 1788. » 29 décembre 1788. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel de ville d'Abbeville, du jeudi 30 septembre 1789..... en l'assemblée de MM. les officiers municipaux et députés des ordres et corps de la ville d'Abbeville, convoquée et tenue en la chambre du conseil de l'hôtel-de-ville », sur l'achèvement de la route d'Angleterre au moyen de travaux de charité. — « Mémoire sur les moyens d'employer avantageusement les pauvres de la ville d'Amiens à des ateliers de charité. » 1789, — etc.

C. 2097. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1788-1790. — Travaux publics. — Projet d'arrêt relatif aux travaux des routes. 1788. — « Copie du rapport fait au bureau intermédiaire du département de Doullens, par M. Hurtrel, membre de l'assemblée dudit département et commissaire nommé pour la surveillance d'une partie des grandes routes, du 12 mars 1789. » — « Procès-verbal de visite et estimation des ouvrages à faire au presbîtere de Quevauviller. » par Pierre Châtelain, maître charpentier à Fricamp. 22 juin 1789. — Procès-verbal de visite dudit presbîtere par le sieur Loyer, inspecteur des ponts et chaussées au département d'Amiens. 29 septembre 1789. — « Devis des ouvrages à faire pour la réparation du presbîtere de Quevauviller. » Amiens, 6 octobre 1789. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, au sujet de l'application des fonds qui doivent être fournis par le trésor royal pour le service des ponts et chaussées. Paris, 6 février 1790, — etc.

C. 2098. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1787-1789. — Travaux publics. (Inv. Y 22, B 23, E 23.) — Lettre du comte de Mareuil, relativement à un projet de canal de Dieppe à Paris. 15 décembre 1787. — « Copie de la lettre écrite par M. Lambert à M. de la Millière, le 25 août 1788 », sur la charge donnée par le Roi au marquis d'Estourmel de présider à l'examen des projets relatifs aux canaux de navigation à construire dans

les provinces de Flandre, Hainaut, Artois, Cambrésis et Picardie. — « Copie du brevet de M. le marquis d'Estourmel, employé en qualité de maréchal de camp, pour présider à l'assemblée des canaux de navigation en Artois, Flandres, Hainaut, Cambrésis et Picardie. » Versailles, 26 août 1788. — « Mémoire de M. Hurtel, curé de Frohen-le-Grand à l'assemblée provinciale, sur le dessèchement de la vallée d'Authie. 21 octobre 1788. — « Observations sur le projet de faire entrer l'eau de la mer dans le canal de St-Valery », par M. de la Touche. Amiens, 6 septembre 1788. — Mémoire des officiers municipaux de St-Valery, sur le même objet, — etc.

C. 2099. (Liasse.) — 76 pièces, papier (4 plans).

1788-1790. — Travaux publics. (Inv. F 23.) — Observations des officiers municipaux de St-Valery sur la portion du canal de St-Valery adjugée au sieur Racine. St-Valery, 13 mai 1788. — « Extrait de la délibération de la chambre du commerce de Picardie, du 19 août 1788 », relativement aux travaux du canal de St-Valery. — Requête du sieur Racine à la commission intermédiaire, au sujet des paiements qu'il réclame pour les travaux supplémentaires par lui faits au canal de St-Valery. 20 août 1788. — Lettre des officiers municipaux de St-Valery aux procureurs-syndics de la commission intermédiaire, sur la nécessité urgente de faire entrer de l'eau par la buse qui vient d'être placée à grands frais à Pinchefalise. St-Valery, 28 août 1788. — Mémoire de M. de la Touche, ingénieur, pour se justifier des imputations calomnieuses dirigées contre lui, au sujet des indemnités accordées à l'entrepreneur des travaux du canal de St-Valery, dont l'adjudication a eu lieu le 14 mars 1786. 24 octobre 1788. — Pièces annexes de ladite affaire. — « Procès-verbal de visite des travaux du sieur Racine au canal de St-Valery. » 10 novembre 1788. — « Table du nivellement du canal de St-Valery. » 11 novembre 1788. — « Résultat des fouilles faites sur les digues du canal, en exécution de l'arrêté de la commission intermédiaire du 19 octobre dernier. » 12 novembre 1788. — « Détail estimatif des ouvrages restant à faire en terrassements, pour la perfection de la partie de canal ouverte sur la rive gauche de la Somme, entre la ferme de M. de la Bouillarderie et la pointe de Pinchefalise ». etc. 24 décembre 1788. — « Toisé d'une partie de terrasses en remblais restant à faire, pour boucher

le vuide servant d'écoulement aux eaux du noc placé sous Boismont », etc. 27 décembre 1788. — « Toisé des terrasses à faire pour la partie du contrefossé du canal de St-Valery », etc. 27 décembre 1788. — « Toisé des terrasses restantes à faire à l'entrepreneur, pour fermer l'ouverture qui servait de communication au canal avec le contrefossé. » 27 décembre 1788. — « Observations de la chambre de commerce de Picardie, en réponse à la requête du sieur Racine, entrepreneur de la 1^{re} partie du canal de St-Vallery, dont l'adjudication est du 14 mars de l'année 1786. » 25 février 1789. — « Mémoire de la chambre du commerce de Picardie expositif que l'état dans lequel le sieur Racine présente les travaux du canal de St-Vallery n'est pas totalement conforme à ce qui est voulu par les conditions de l'adjudication », etc. Amiens, 25 février 1789. — « Observations des commissaires sur l'état du canal de Picardie à St-Valeri, constaté par le procès-verbal du 10 novembre 1788. » 15, 23 avril 1789. — Observations de MM. Asselin et Maisnel sur la requête et l'état présentés par l'entrepreneur de la basse Somme, le 20 août précédent. 28 avril 1789. — Observations de M. de la Millière à la commission intermédiaire, sur les projets des ouvrages à faire pour l'ouverture de la seconde partie du canal de St-Valery. Paris, 15 mai 1789. — « Réponse pour le sieur Jean-Baptiste Racine, entrepreneur de la 1^e partie du canal de St-Valery, au mémoire de la chambre de commerce de Picardie, et aux observations de MM. les commissaires nommés par les bureaux intermédiaires d'Amiens et d'Abbeville, pour la visite du canal dont il s'agit. » Gorenflos, 30 juillet 1789. — Lettre de la chambre de commerce de Picardie à la commission intermédiaire, sur l'affaire du sieur Racine. Amiens, 14 janvier 1790. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, sur le projet d'établir une buse à clapet à la tête du canal de St-Valery, sous la pointe de Pinchefalise. Paris, 2 février 1790. — Copies de différentes lettres relatives aux travaux de M. Racine au canal de St-Valery. 1790. — « Toisé des travaux du canal de St-Vallery fait en may 1786. » 14 février 1790. — Lettre de M. de la Touche à la commission intermédiaire, relativement audit canal. Amiens, 14 février 1790. — « Mémoire de la chambre de commerce de Picardie, pour servir de réplique à la réponse que le sieur Racine a fait le 30 juillet 1789 tant au mémoire de laditte chambre du 25 février 1789, qu'aux observations qu'elle a faites sur la requête dudit sieur Racine », avec un plan. Amiens, 16 mars 1790. — « Observations ultérieures des commissaires, sur l'état du canal de St-Vallery à Abbeville, constaté sur le procès-verbal du 10 novembre 1788. » 16 mars 1790. — « Extrait

du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens », relativement au canal de St-Valery. 16 mars 1790. — « Réponse au mémoire de la chambre du commerce de Picardie, concernant les réclamations du sieur Racine, entrepreneur de la première partie du canal de St-Valery. Amiens, 18 mars 1790. — « Rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de la généralité de Picardie, sur la contestation élevée entre le sieur Racine, entrepreneur de la première partie du canal de St-Vallery-sur-Somme », etc. Amiens, 2 avril 1790. — « Observations de la commission intermédiaire provinciale de Picardie, sur la contestation existante entre la chambre de commerce et le sieur Racine, relativement à l'exécution des travaux de la première partie du canal de St-Valery-sur-Somme. » 4 juin 1790. — « État de pièces relatives au canal de St-Valery, nécessaires au jugement de la contestation entre l'entrepreneur de la 1^e partie et la chambre de commerce de Picardie. » — « Détail estimatif des ouvrages restants à faire en terrassements, pour la perfection de la partie de canal ouverte sur la rive gauche de la Somme, entre la ferme de M. de la Bouillarderie et la pointe de Pinchefalise », etc. — « État des dépenses extraordinaires faites par l'entrepreneur du canal de St-Valery-sur-Somme », etc. — « Inconvénients qui sont résultés de ce que M. Racine, entrepreneur du canal, n'a pas suivy le devis et les adjudications qui ont été faites. » — « Canal de St-Vallery, profils de la partie depuis la pointe de Pinchefalise, jusqu'à la 1^e ferme près celle de St-Blimond, sur 1,559 t. 3 d. de longueur totale. » — « Profil détaillé de la partie du canal de St-Valery-sur-Somme à commencer en 1786 sur 1,559 t. 3 d. de longueur », etc. — « Canal de St-Vallery. Commerce de Picardie. Situation des ouvrages ordonnés sur les fonds du commerce de Picardie, au 31 décembre 1788. » — Id., au 31 décembre 1789, — etc.

C. 2100. (Liasse.) — 63 pièces, papier.

1780-1790. — Travaux publics. (Inv. G 23.) — Pièces relatives aux réclamations d'indemnités pour immeubles pris pour l'ouverture du canal de St-Valery à Boismont et Saigneville, par M. de la Bouillarderie ; — à Saigneville, par M. d'Applaincourt ; — par Philippe Beauvarlet, seigneur de Drucat ; — par Jeanne Catherine Blancart, veuve Duchesne ; — par Marie et Catherine Boullon ; — par Marie Louise Breton, veuve Beut ; — par Pierre-François Catillon, chaudronnier à

Abbeville ; — par MM. Descaules ; — par M. Delf ; — par M. Gaffé, conseiller du Roi en l'élection de Ponthieu ; — par Jean-Charles Joly ; — par Nicolas Mélan ; — par Charles Monchaux ; — par la fabrique de Saigneville ; — par M. de St-Blimond ; — par M. Ternois ; — par Louis-Jacques Tonnelier. — « Extrait de la séance du 5 septembre 1788, de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », relativement à l'estimation des terrains sur lesquels doit passer le canal. — « État des indemnités à payer aux propriétaires des terrains entrepris par le canal et le contrefossé du canal de St-Vallery à Abbeville, à partir de la ferme de M. de la Bouillarderie, jusqu'à la rivière de Gouy. » — « Indemnités arrêtés par MM. Maisnel et Lefebvre-Langlet, commissaires nommés par le bureau du département d'Amiens et la chambre de commerce de Picardie », — etc.

C. 2101. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1789. — Travaux publics. (Inv. H 23.) — « Observations de la commission intermédiaire provinciale de Picardie, sur le projet des conditions portées dans le devis des ouvrages à faire pour la continuation du canal de St-Valery-sur-Somme. » — Correspondance relative à ladite affaire.

C. 2102. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1789-1790. — Travaux publics. (Inv. J 23.) — Lettre de M. de Mautort à la commission intermédiaire, l'assurant de son concours pour l'établissement des travaux de charité près d'Abbeville. Cambron, 7 septembre 1789. — « Mémoire pour demander que les travaux du canal de St-Vallery soient rapprochés d'Abbeville », pour venir en aide aux ouvriers sans travail de ladite ville, par MM. Tillette et de Mautort. Abbeville, 12 septembre 1789. — Extrait d'une délibération des officiers municipaux et des députés des trois ordres de la ville d'Abbeville, sur le même objet. 14 septembre 1789. — Extrait de la délibération du bureau intermédiaire du département d'Abbeville, en sa séance du 15 septembre 1789 », sur le même objet. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens », portant observations sur ledit projet. 22 septembre 1789. — « Rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de la généralité de Picardie, sur le mémoire adressé à MM. les députés de la commission intermédiaire provinciale par MM. les officiers municipaux de la ville d'Abbeville. » Abbeville, 29 septembre 1789. — « Objets qu'il est préalablement nécessaire que MM. de la commission intermédiaire décident sur

l'établissement d'un nouvel atelier au canal de St-Valery, pour y occuper une partie des ouvriers de la ville d'Abbeville, qui, dans ce moment, manquent de travail. » Amiens, 13 octobre 1789. — Lettre du bureau intermédiaire du département d'Abbeville, marquant que « nous sommes exposés depuis huit jours à tout ce que une insurrection combinée de la part des ouvriers réduits au désespoir par la cessation des travaux du canal et autres ateliers de charité, peut produire de fâcheux. Vous n'ignorez plus qu'ils ont arrêté une voiture qu'ils soupçonnaient être chargée de marchandises anglaises, qu'ils ont consommés sur la voye publique tout ce qui pouvoit être la proie des flammes, et qu'ils en ont jetté le reste à l'eau, presque à la vue de la municipalité renforcée des milices nationales et militaires. On pouvoit tout appréhender en sévissant, mais l'impunité nous impose pareillement à tout de leurs parts. Nous avons passé le samedi dans des allarmes et des inquiétudes qui sont prêtes à se renouveler ; vous sentez, Monsieur, la nécessité de les distraire par un travail qui assure leur subsistance et notre tranquillité. » Abbeville, 23 mai 1790. — Lettre de M. de la Touche à la commission intermédiaire, lui marquant qu'il ne voit aucun inconvénient à la demande du bureau intermédiaire d'Abbeville. Amiens, 23 mai 1790, — etc.

C. 2103. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1789-1790. — Travaux publics. (Inv. K 23.) — Lettre de M. de la Touche à la commission intermédiaire, au sujet du projet pour l'amélioration de la navigation de la basse Somme. Amiens, 10 février 1789. — Mémoire relatif au port de St-Valery et la navigation de la Somme. 4 septembre 1789. — « Rapport du directeur du canal de la Somme (M. Laurent de Lionne), sur les travaux de la basse Somme. » 4 novembre 1789. — « Rapport du directeur des travaux de la basse Somme, relativement aux journaliers qui y sont employés par charité. » Amiens, 18 décembre 1789. — « Basse Somme. Rapport du directeur des travaux, sur la nécessité de les étendre jusques à l'abbaye du Gard. » Amiens, 18 décembre 1789. — « Observations de l'assemblée des ponts et chaussées, sur le projet des ouvrages proposés pour l'amélioration de la navigation de la rivière de la basse Somme, entre Amiens et Abbeville. » 22 janvier 1790. — Réponses de M. Laurent de Lionne auxdites observations. 4

février 1790. — « Mémoire sur la navigation de la Somme, depuis son entrée à Amiens jusqu'à l'abbaye du Gard », par M. Dejean. Amiens, 25 mars 1790. — « Basse Somme. Pièces relatives à la réclamation du sieur Laurent de Lionne », — etc.

C. 2104. (Liasse.) — 4 pièces, papier (2 plans).

1790. — Travaux publics. (Inv. L 23.) — « Rapport concernant les indemnités des terrains employés par le canal de la partie basse de la Somme, entre Amiens et l'abbaye du Gard. » 25 juin. — « Plan des terrains pris par le canal de la basse Somme, d'Amiens à Ailly. » — Plan des terrains pris pour le canal de la Somme, depuis Ailly-sur-Somme jusqu'à l'abbaye du Gard, — etc.

C. 2105. (Liasse.) — 183 pièces, papier (1 plan).

1789-1790. — Travaux publics. (Inv. L 23.) — Pièces relatives aux indemnités à payer pour immeubles pris pour l'ouverture du canal de la basse Somme, à Ailly, sur M^{me} Baillet ; — sur les héritiers de la veuve Beauvais ; — sur les héritiers de la veuve Berneux de Septenville ; — sur M^{me} Calmer ; — sur Nicolas Gourguechon ; — sur Henri Leroy ; — sur les héritiers Nicolas Martin ; — sur M. de Migneux ; — sur les héritiers Adrien Pecquet ; — sur Jean-Baptiste Pecquet ; — sur Joseph Pecquet ; — sur les héritiers Jean Poussard ; — sur M. Prévôt ; — sur les héritiers François Rivery ; — sur Pierre Sainte ; — sur M. de Vallois ; — à Argœuves, sur M. d'Argœuves ; — sur François Cottrel ; — sur M. Gérard ; — sur Jean-François Govin ; — sur Louis Leleu ; — sur M. Lucas, secrétaire du chapitre d'Amiens ; — sur M. Poulain ; — sur les héritiers Antoine Sagnier ; — sur Antoine Tellier ; — sur l'abbé de Vatival ; — à Belloy, sur M. Boistel de Belloy ; — sur M^{me} Lecouvreur de Boulainvillers ; — sur M^{me} Thuillier ; — sur M. Tripier ; — à Breilly, sur le comte d'Artois ; — à Dreuil, sur M. Blondin ; — sur Jean-Baptiste Lenglacé ; — à Étouvy, sur M^{lle} Baillet ; — sur Alexis Boidin ; — sur Félix Debray et consorts ; — sur François Duval ; — sur Joseph Duval ; — sur François Fortin ; — sur Jean-Baptiste et Louis Fouré ; — sur Jean-Louis Leclerc ; — sur Jean-Baptiste Lenglacé ; — sur Joseph Letourneur ; — sur Honoré Maille ; — sur Christophe Mercier ; — sur M. Nollent ; — à Lachaussée, sur Jacques Barbier ; — sur la veuve Joseph Caron ; — sur la veuve Pierre Caron ; — sur Marie-Françoise Duvivier ; — sur Joseph Duvivier ; — sur Charles Flandres ; — sur M. Fouache ; — sur M. Gambier de Crouy ; — sur

Augustin Lenoir ; — sur Honoré Lenoir ; — sur François Mallet ; — sur la veuve Masson dit Bellehomme ; — sur la veuve François Moy ; — sur la veuve Claude Orville ; — sur M. Paillart ; — sur M. de Selle ; — sur Jean-Claude Thuillier ; — sur M. Thuillier de Beaufort ; — sur M^{me} Thuillier, de Tirancourt ; — sur M. Tripier ; — à la ferme du Petit-St-Maurice, sur la ville d'Amiens ; — à St-Maurice et Longpré, sur M. Boistel d'Exauvillers ; — sur M. et M^{lle} Follet ; — à St-Sauveur, sur les héritiers Carpentier ; — sur Jacques Chocholles ; — sur Jean-Baptiste Chocholles ; — sur Antoine Derivery et consorts ; — sur M. Dumoulin ; — sur M. Finet ; — sur M. Frennelet ; — sur Jean et Joseph Gaudéfroy ; — sur Jean-François Harlé ; — sur Jean-François Harlé et Jean-Baptiste Sené ; — sur Pierre Ladent et Adrien Martin ; — sur Pierre Martin ; — sur M. de Meigneux ; — sur les héritiers Adrien Pecquet ; — sur M^{lle} Pouchet ; — sur M. Prévost ; — sur Geneviève Vaat ; — sur Nicolas Vaat ; — sur Nicolas Vaat et Nicolas Saurel, — etc.

C. 2106. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

1790. — Travaux publics. (Inv. M 23.) — Requête des officiers municipaux et habitants d'Argœuves à la commission intermédiaire, se plaignant de ce que leur seigneur entend toucher l'indemnité qui doit être payée pour la traversée du canal dans leurs marais communs. 26 février. — « État des indemnités dues relativement aux terrains pris aux particuliers pour le canal de la basse Somme, depuis compris le terroir de St-Maurice et Lompré, jusques et compris celui de Belloy, conformément aux estimations de MM. Laurent de Lionne et Dheilly. »

C. 2107. (Liasse.) — 199 pièces, papier (1 plan).

1787-1790. — Travaux publics. (Inv. N 23.) — « Extrait de la délibération de la commission intermédiaire du département d'Amiens, du 29 novembre 1787 », relativement aux travaux du canal et réglant différents points concernant les communautés de Blangy-Tronville et Cerisy-Gailly. — « Procès-verbal de mesurage et arpentage du terrain du canal » à Blangy-Tronville. 6 décembre 1787. — Requête des seigneur, syndic et habitants de Blangy-Tronville à l'assemblée provinciale, sur le même objet. 15 décembre

1787. — Mémoire du chapitre de la cathédrale d'Amiens, à l'effet d'être indemnisé de ce dont il a été exproprié pour l'établissement du canal. 6 décembre 1787. — Requête des habitants de Cerisy-Gailly à l'assemblée du département d'Amiens, à l'effet d'être indemnisés des terrains dont ils ont été expropriés pour l'établissement du canal. 8 décembre 1787. — Copies de différentes pièces relatives à la réclamation par le chapitre de Péronne d'indemnités pour les terrains qui lui ont été pris pour le canal, sur les terroirs d'Omiécourt-lès-Cléry et de Feuillières. — Requête d'Antoine Polleux, fermier du moulin de Pont-lès-Brie, pour demander la rentrée en possession d'environ 25 verges de terre situées le long et au delà du contrefossé du canal, et destinées à placer une maison de garde. 17 avril 1788. — Pièces relatives à ladite affaire. — Mémoire de M. Laurent de Lionne sur une requête du sieur Foilain Fernet, adjudicataire des eaux et digues du canal de la Somme, entre Péronne et Frise. 26 juin 1788. — « Extrait des instructions demandées le 6 mars 1788 à la commission intermédiaire de Picardie par M. Laurent de Lionne. » 20 juillet 1788. — « Observations sur la requête de M. le curé d'Éterpigny », par M. Laurent de Lionne. 20 juillet 1788. — « Seconde requête que prend la liberté de présenter à MM. de l'assemblée provinciale d'Amiens Antoine Polleux, fermier des moulins de Pont-lès-Brye, pour demander l'exécution de la convention qu'il a faite avec M. Laurent de Lionne, directeur du canal de Picardie », etc. — « Rapport du directeur des travaux sur les arrérages d'indemnités dues aux gens de main morte », pour le canal de la haute Somme. Amiens, 18 décembre 1789. — Toisés des travaux du canal de la haute Somme. — « Nouveaux travaux du canal de la Somme. » Feuilles de journées. — « État des sommes dues par le canal de la haute Somme, pour les appointemens des personnes employées à la conduite des travaux dudit canal, pendant les mois de novembre et décembre 1789. » — Id., janvier et février 1790. — Id., mars 1790. — Id., avril 1790. — Id., mai 1790. — Id., 1^{er} novembre 1789 au 1^{er} mars 1790. — Id., mars, avril et mai 1790. — Id., 1^{er} mars au 1^{er} juin 1790. — « État de ce qui est dû aux gardes-écluses, ports et ponts du canal de la Somme pour leurs gages, pendant l'année 1789. » — États de ce qui est dû à différents particuliers pour travaux et fournitures pour le canal de la haute Somme, notamment au sieur Leblond, arpenteur royal à Péronne ; au sieur Anotaux, charpentier ; à Adrien Roger, maître charpentier à Péronne ; au sieur Dufour, maître vitrier à Péronne, « pour avoir pint un modèle d'écluse de toutes pièces..... plus,

pour avoir pint cinq modèles de pont de différentes formes et grandeur,..... pour avoir pint un modèle d'aqueduc » ; au sieur Leblond, dessinateur, « pour raison des voyages qu'il a fait, tant pour lever les plans des montagnes de Sormont, Frise et Laneuville, que pour différents autres plans qu'il a levé sur le canal de la haute Somme » ; au sieur Duquêne, inspecteur des travaux. — « État des dépenses faites pendant le mois de juillet 1789, pour raison des travaux du canal de la Somme. Atelier de Sailly. » — Id., août 1789. — « Situation des fonds accordés par le Roy pour le canal de Picardie, en 1786 et 1787, à l'époque du 1^{er} mars 1788 », — etc.

C. 2108. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1788-1789. — Travaux publics. — Lettre du bureau intermédiaire du département de Péronne, envoyant le procès-verbal de l'adjudication du faucardement de la Somme, depuis Sailly-Lorette jusqu'au dessous du moulin de Frise. Péronne, 14 octobre 1788. — Lettre de M. Laurent de Lionne envoyant différents devis et adjudications. 18 novembre 1788. — Procès-verbal d'adjudication du faucardement de la Somme, des moulins de Ham à Font-Somme. 8 juillet 1789, — etc.

C. 2109. (Liasse.) — 22 pièces, papier (5 plans).

1787-1789. — Travaux publics. (Inv. P 23.) — Requête d'Antoine Lejeune, laboureur et ancien tourbier à Chipilly, à l'assemblée provinciale, à l'effet de réception des travaux par lui faits au canal entre Chipilly et Méricourt. Chipilly, 8 mars 1788. — Requête de Pierre-Eugène-François Legrand, adjudicataire de la ferme des droits utiles du canal de la Somme à Cappy à l'assemblée provinciale, se plaignant des contraventions commises sur ledit canal par les habitants. 24 juin 1788. — « Copie de la lettre écrite par M. Laurent à la commission intermédiaire de Picardie, le 2 juillet 1788 », lui faisant savoir que « les eaux de la Somme, entre Sailly et St-Quentin sont si élevées, que tous les marais et la plus part des héritages situés le long de cette rivière en sont absolument couverts, ce qui cause le plus grand tort aux propriétaires, dont quelques uns courent le risque d'être ruinés. Cette inondation extraordinaire est causée par la hauteur excessive à laquelle les propriétaires des moulins retiennent les eaux, et surtout par le défaut de faucar-

dement des courants de la Somme ». — Lettre du marquis d'Estourmel marquant que le prince de Condé couchera chez lui à Suzanne en retournant à Paris après le camp, en passant par Bapaume, Eaucourt, Longueval et Maricourt ; il engage la commission à charger M. Barthélemy de visiter le chemin et de le faire réparer : le service du Roi y gagnera, les troupes qui vont de Bray-sur-Somme à Bapaume suivant ce chemin » ; il demande des réparations à plusieurs autres chemins de la même région. St-Omer, 13 septembre 1788. — Lettre du marquis d'Estourmel aux procureurs-syndic de l'assemblée du département de Péronne, relativement au canal de St-Simon à Péronne. St-Quentin, 19 octobre 1788. — « Détail estimatifs des terrasses non adjudgées entre Bray et Sailly-Lorette ». 22 octobre 1788. — Id., entre Sailly-Lorette et l'écluse projetée au dessous de Corbie. 22 octobre 1788. — « État des sommes payées à différents adjudicataires, pour les travaux entre Bray et Camons, à l'époque du 1^{er} novembre 1788 ». 1^{er} novembre 1788. — Tableau des dépenses payées en 1788 pour les travaux du canal de la Somme entre St-Simon et Amiens ». 1^{er} novembre 1788. — Mémoire de M. Laurent de Lionne répondant à plusieurs renseignements demandés relativement au canal de la haute Somme. Péronne, 2 novembre 1788. — Lettre de sieur Lacroix relative à ses appointements. Ham, 15 février 1789. — « Plan de situation des travaux du canal de la Somme, depuis Étinehem jusqu'à Méricourt ». — Id., de Méricourt à Sailly-Lorette. — Id., de Sailly-Lorette au château de Vaire. — Id., du château de Vaire à la commune d'Étampes. — « Carte figurative de la jonction des navigations de la Flandre avec celles de la France, par le canal souterrain de Picardie », — etc.

C. 2110. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. (Inv. Q 23.) — Procès-verbal dressé contre un homme trouvé coupant des bousins sur le terrain du canal à Cappy. 12 avril. — Procès-verbal dressé contre Jean-Baptiste Renard, tourbier, adjudicataire de la 3^e partie du canal dans la commune de Hamelet, pour contravention. 21 mai. — Différents procès-verbaux relatifs à des délits commis sur le canal, — etc.

C. 2111. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. (Inv. R 28.) — Lettre de M. Laurent de Lionne, répondant à une demande de plans du canal de la Somme. Péronne, 8 février. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens du Jeudi

17 janvier 1788 », relativement au passage du canal à travers la ville. — Énumération de pièces relatives à la traversée du canal de la Somme dans Amiens. — Instructions demandées par M. Laurent de Lionne, au sujet du canal de la Somme. 6 mars 1788. — Lettre des procureurs-syndics du département d'Amiens aux procureurs-syndics provinciaux, au sujet de la partie du canal qui cotoie la ville d'Amiens. Amiens, 7 mars. — Mémoire de M. Sellier relatif à un projet proposé par lui pour faire passer le canal à travers la ville d'Amiens. École des arts d'Amiens. 28 avril. — Requête de Jacques Coupé et d'Antoine-Paul Coquerel, arpenteurs royaux au département de Péronne, à la commission intermédiaire, se plaignant de ce que, dans l'arpentage et plan des communes de Cappy, ils sont constamment arrêtés par les eaux. 20 août. — Requête de Charles Léger, dit Cadet, entrepreneur du canal de la Somme dans les marais de Chuignolles, à l'effet d'être payé du montant de son adjudication. 7 octobre. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens » des 29 novembre, 1^{er} et 13 décembre 1787, au sujet des plans envoyés par M. Laurent de Lionne, de la navigation de la Somme au dessus et au dessous de la ville d'Amiens. Expédition du 23 décembre 1788, — etc.

C. 2112. (Liasse.) — 36 pièces, papier (1 plan).

1787-1790. — Travaux publics. (Inv. S 23, U 23, X 23.) — Plan d'une portion du terroir de Voyenne. 1787. — Requête de Louis de Blotiefierre, chevalier, seigneur de Voyenne et de Courtemanche, en partie, chevalier de St-Louis, gouverneur de la ville d'Argenteuil en Ile-de-France, à la commission intermédiaire, se plaignant du préjudice à lui causé par l'excavation d'une partie du contrefossé du canal de la haute Somme. 30 mars 1788. — « Observations sur la requête de M. de Voyennes », par M. Laurent de Lionne. 20 juillet 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne », relativement à ladite affaire. 30 juillet 1788. — Mémoire de M. de Blotiefierre de Voyenne, sur le même objet. Voyennes, 30 septembre 1789. — « Observations sur le mémoire remis par M. de Voyennes à MM. du bureau intermédiaire de Péronne », par M. Laurent de Lionne. 7 octobre 1789. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du

département de Péronne », sur la même affaire. 7 octobre 1789. — Copies de lettres de 1784 relativement au dessèchement projeté des marais de Péronne et des communautés voisines. Copie conforme du 8 décembre 1787. — « Extrait de la lettre écrite par M. de Misery à M. Laurent de Lionne le 2 décembre 1787 », relativement au dessèchement des marais de Bazincourt. Copie conforme du 10 décembre 1787. — Lettre de M. Laurent de Lionne envoyant un certain nombre de pièces y énumérées, relatives au canal de la Somme. Péronne, 6 mars 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne », au sujet d'un mémoire présenté par les habitants de plusieurs localités voisines de Ham, sur le mauvais état du pont qui traverse le canal de la Somme à l'entrée de cette ville. 11 août 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne », relativement à une requête par laquelle des arpenteurs chargé d'une opération sur la Somme, en exécution d'un arrêt du Parlement intervenu entre le marquis d'Estourmel, seigneur de Cappy, et les habitants dudit lieu, demandent que l'ordonnance de l'intendant du 24 octobre 1777 sur la fixation du point d'eau sur cette rivière, soit exécutée. 21 août 1788. — Requête des syndic et habitants d'Éterpigny à l'assemblée provinciale, à l'effet d'être payés d'une somme de 284 l. 9 s. 9 d. qui leur est due pour arrérages de l'intérêt de l'indemnité pour le terrain de leur commune pris pour l'ouverture du canal. 29 avril 1789. — Lettre de M. Castéja envoyant une requête du curé d'Éterpigny, et ajoutant : « Voudriez-vous bien, en faisant mes compliments à M. votre père, le prier de dispenser mon vieux vétérans La Tulipe, de se présenter pour être payé au mois de janvier? S'il luy arivoit accident, celui de mourir, par exemple, j'en avertirois M. votre père, auquel je saurai gré d'éviter cette peine à mon vieux camarade. » frameville, 29 novembre 1788. — Lettre de M. Laurent de Lionne relativement à l'adjudication de la ferme des eaux et digues du canal de la Somme. Péronne, 30 octobre 1788. — Ordonnance de l'intendant, sur requête des procureurs syndics provinciaux de Picardie y transcrite, qui condamne plusieurs adjudicataires des digues du canal de la Somme à certaines cotisations, pour défaut de faucardement. 19 janvier 1789. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne », relativement aux conditions de l'adjudication à passer de la pêche du canal, de la jouissance des digues, etc. 21 janvier 1789, — etc.

C. 2113. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

« 1787-1790 ». — Travaux publics. (Inv. Y 23, & 23.) — « Rapport du directeur du canal de la Somme, sur la plantation à faire entre les ponts de Barrabant et des Célestins. » 3 mars 1790. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à la commission intermédiaire provinciale, à l'effet d'être autorisé à occuper 200 ouvriers de plus sur le canal. « Vous n'ignorez pas que la misère est à son comble, surtout dans les campagnes ; il ne se passe pas de jour qu'il ne me vienne une foule de malheureux manquant de pain et d'ouvrage, qui étoient accoutumés à trouver des ressources chaque année dans les travaux du canal, depuis la fin de l'hyver jusques à la moisson ; je ne puis que leur dire qu'il m'est défendu d'occuper plus de monde, qu'il n'y en a, mais ces malheureux ne peuvent s'imaginer que des travaux auxquels ils ont été occupés si longtemps et dans des années d'abondance, ne leur offrent point la moindre ressource dans un moment où ils en ont un besoin si pressant. Je suis obligé de les plaindre, d'entendre l'expression de leur désespoir, et je vous avoue que j'ai le cœur doublement navré, quand je pense à l'origine et aux causes d'une suspension qui empêche depuis six mois de soulager les pauvres habitants des villes et des villages situés sur la Somme et aux environs. » Péronne, 13 mai 1789. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne », favorable aux conclusions du précédent mémoire. 13 mai 1789. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, lui demandant son avis au sujet d'une proposition faite par le marquis d'Estourmel « de faire établir un atelier sur le canal de Picardie entre Corbie et Bray-sur-Somme, à l'effet d'y employer les manouvriers de Rosières et d'Harbonnières » « qui sont réduits en ce moment à la plus grande misère. » Paris, 28 mai 1789. — Lettre du marquis d'Estourmel, au sujet des difficultés que doit faire naître la décision prise par la commission intermédiaire d'ouvrir un atelier sur la basse Somme, et de renvoyer tous les ouvriers employés le long du canal de la haute Somme, de Ham à Bray. Paris, 20 octobre 1789. — « Copie de la lettre écrite à M. Laurent de Lionne par MM. les députés composant la commission intermédiaire de Picardie », lui marquant que l'état actuel de la caisse de l'octroi de Picardie ne leur permet pas de conserver plus longtemps des ouvriers dans la partie supérieure du canal de la Somme. 10 janvier 1790. — « Canal de la haute Somme. État »

nominatif des ouvriers qu'il sera à propos de conserver sur le canal de la haute Somme, depuis la chaussée d'Offois, jusques et compris à Amiens. » 22 janvier 1790. — « Rapport du directeur des canaux de la Somme et de Picardie », sur ce que « la municipalité de Paris, ne sachant à quoi occuper le grand nombre d'ouvriers qui manquent de travail dans la capitale, les offres pour les travaux d'utilité publique qui s'exécutent dans les provinces, qu'elle se charge des frais de leur voyage et qu'elle s'oblige à les faire payer à raison de 20 s. par jour ouvrier. On en a déjà envoyé 800 au canal de Bourgogne, et il en étoit aussy parti quelques uns pour celui de Dieppe à Creil, mais ces derniers, au nombre de cent, sont revenus, à ce qu'on croit, par la raison que le projet n'étoit pas encore tracé sur le terrain... La commission pourroit profiter de cette circonstance pour accélérer quelques-unes des parties des canaux de la Somme et de Picardie, qui sont susceptible de recevoir un grand nombre de cette espèce d'ouvriers. » 22 janvier 1790. — « Rapport du directeur des travaux du canal de la Somme, sur les travaux de la haute Somme », au sujet du renvoi des ouvriers occupés auxdits travaux. 22 janvier 1790. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne », sur le même objet. 10 février 1790. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, lui demandant son opinion sur ladite affaire. Paris, 27 mars 1790, — etc.

C. 2114. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1788-1790. — Travaux publics. (Inv. A 24.) — Lettre de M. Laurent de Lionne sur le séchage et l'empilement des tourbes extraites dans les travaux du canal entre Bray et Corbie. Péronne, 5 août 1789. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne », sur ladite affaire. 5 août 1789. — « Décisions de la commission intermédiaire provinciale de Picardie, sur les questions cy-contre proposées par M. Laurent de Lionne, directeur des travaux du canal de la Somme. » 16 avril 1790, — etc.

C. 2115. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1789-1790. — Travaux publics. (Inv. C 24.) — Note relative au dessèchement du Marquenterre. « Extrait de la délibération du bureau intermédiaire du département d'Abbeville », sur une requête de Jean-Charles Jumel-Riquier, qui expose l'intérêt qu'a le gouvernement à la conservation des digues construites pour la renclôture de 660 journaux de

terrain dans le Marquenterre. 9 mars 1790. — Autre délibération du même bureau sur le même objet. 23 mars 1790, — etc.

C. 2116. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1789. — Travaux publics. — « Travaux de charité. Navigation de la basse Somme. » Feuilles de journées. — Id. Toisés. — Id. États des sommes dues à divers particuliers, notamment au sieur Dumas, maître fondeur, rue de Noyon, à Amiens, 23 l. 15 s. pour une cloche, pour l'atelier du canal, — etc.

C. 2117. (Liasse.) — 2 pièces, papier (1 plan).

1790. — Travaux publics. (Inv. O 24.) — « Plan de la route de Mondidier à Saint-Just. » — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, l'informant que le contrôleur général a approuvé l'exécution du projet de nouvelle route de Montdidier à St-Just. Paris, 22 juin.

C. 2118. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1787-1790. — Travaux publics. (Inv. P 24, PP 24.) — Lettre de M. Boistel à l'effet de faire payer sur les fonds destinés aux indemnités les experts qu'il a employés à l'estimation du canal. Amiens, 2 juillet 1790. — « Rapport du directeur du canal de la Somme sur la lettre de M. Boistel. » 13 juillet 1790. — Lettre de M. Laurent de Lionne envoyant deux plans du canal de la Somme, de Voyenne à Laneuville-lès-Bray. Péronne, 26 novembre 1788. — Mémoire sur le dessèchement de tous les marais de Picardie, par M. Laurent de Lionne. Amiens, 8 décembre 1787.

C. 2119. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

1788-1790. — Comptabilité. (Inv. A 4, M 4, O 5, M 6.) — « Extrait des procès-verbaux de l'assemblée provinciale du Berri, concernant les ateliers de charité. » — « Extrait des procès-verbaux de la haute Guyenne, concernant l'employ des fonds de charité. » — « Emploi proposé par la commission intermédiaire provinciale de

la généralité d'Amiens des fonds de charité accordés par le Roi pour la généralité en l'année 1788. » — « Assemblée provinciale de Picardie. Répartition des fonds de charité. » 1788. — Lettre de M. Blondel à la commission intermédiaire, contenant des observations sur le projet d'emploi des fonds de charité de la généralité d'Amiens. Paris, 29 janvier 1789. — « Travaux des routes ; département de Péronne. Prix des ateliers de ce département, suivant le détail estimatif fourni par l'ingénieur en chef. » — Élection de Péronne. États de recouvrement de la corvée. — Récépissés du receveur de l'octroi de Picardie.

C. 2120. (Liasse.) — 221 pièces, papier.

1789-1790. — Comptabilité. — Octroi de Picardie. Pièces justificatives des comptes de 1789 et 1790. — États de dépenses faites pour le canal de la Somme. — Pièces de comptabilité relatives audit canal. — Mémoires de travaux faits à l'hôtel de Cerisy à Amiens. — « État de dépense concernant l'entretien des fontaines publiques (de la ville d'Amiens), pendant les six premiers mois de l'année 1789. » — Mémoires de travaux exécutés auxdites fontaines. — Mandat de 600 l. à M. Rousseau, ingénieur-architecte de la province, pour les six premiers mois de ses honoraires. 14 août 1789. — Acquits des rentes et remboursements effectués sur l'octroi de 20 s. par velte d'eau-de-vie et secours accordés à la ville d'Amiens. — Mandats pour travaux de charité. — Mandats de la pension allouée aux Frères des écoles chrétiennes. — Mémoire de fournitures de reliures, registres, etc., pour l'administration de l'octroi. — « État de dépense des réparations et ouvrages d'entretien faits à l'hôtel des gardes du corps du Roi de la compagnie de Luxembourg, pendant les six premiers mois de l'année de 1789. » — « État de dépense des réparations et ouvrages d'entretien faits à l'hôtel de l'intendance pendant les six premiers mois de 1790, en vertu des ordres de M. l'intendant. » — Récépissé par M. Houzé, trésorier de l'académie d'Amiens, de 1.500 l. pour les six premiers mois de la subvention de 3.000 l. accordée à ladite académie. Amiens, 2 juillet 1790. — Récépissés par l'intendant du supplément de traitement à lui accordé sur l'octroi de Picardie. — Mémoires de travaux exécutés au Château d'eau d'Amiens, — etc.

C. 2121. (Liasse.) — 37 pièces, papier.

1777-1790. — Comptabilité. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne »,

relativement à une demande de remboursement de différents frais, faite par M. Dupontlévesque, caissier du canal de la Somme à Péronne. 21 janvier 1789. — Lettre de M. Laurent de Lionne au sujet d'un fonds de 20.000 l. qui a été remis à feu M. Laurent et à lui. 19 février 1790. — « Bordereau des pièces comptables relatives aux travaux du canal de la Somme qui m'ont été remises par M. Dupontlévesque », par M. Laurent de Lionne. 14 avril 1790. — « Observations sur la situation de la caisse du canal à Péronne », par M. Laurent de Lionne. 6 mai 1790. — « Plan d'administration pour les travaux du canal de la Somme », 1770. « État des personnes employées à l'année aux travaux du canal de la Somme, entre St-Simon et Amiens », etc. Copies conformes de 1790, — etc.

C. 2122. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1787-1789. — Comptabilité. (Inv. L 7, N 7, O 7.) — « État des dépenses de l'assemblée du département d'Amiens, du 1^{er} janvier 1788 au 1^{er} janvier 1789. » 13 janvier 1789. — Factures à l'appui dudit état. — « Compte rendu à la commission intermédiaire provinciale de Picardie le 10 avril 1789 par le secrétaire provincial, des sommes par lui touchées en 1788 pour l'acquit des frais des assemblées provinciales et de département. » — « Compte rendu au Conseil des frais d'administration de l'assemblée provinciale de la généralité d'Amiens, pour l'année entière 1788. » — « État des avances et déboursés faits pour l'assemblée du département d'Amiens par le secrétaire-greffier, depuis le 1^{er} septembre 1787, jusqu'au 8 novembre de la même année. » 8 novembre 1787. — Factures à l'appui dudit état, — etc.

ASSEMBLEE PROVINCIALE DU SOISSONNAIS.

C. 2123. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1788-1790. — Bien public. — Demandes de secours en faveur de gentilshommes nécessiteux. — Copie d'un mémoire présenté par la supérieure des Filles de la Croix de Nesle à M. Necker, exposant que ladite communauté « est occupée depuis 95 ans à l'éducation de tous les enfans de la ville de Neelle et des villages voisins », et que « depuis douze ans sa situation est déplorable : les charités publiques diminuent, les enfans ne payent plus d'honoraires, les maladies sont dispendieuses, le

renchérissement des denrées est excessif » ; elle demande des secours en conséquence. — Lettre de M. Necker à la commission intermédiaire, lui demandant des éclaircissements sur ladite requête. Paris, 25 avril 1789. — « Extrait des registres des délibérations de la commission intermédiaire provinciale du Soissonnais, en la séance du 27 avril 1789 », à l'effet de demander lesdits éclaircissements au bureau intermédiaire de Noyon. — Mémoire des officiers municipaux de Nesle, pour appuyer ladite requête, et certifiant « que l'établissement des Filles de la Croix en cette ville est très utile pour l'éducation des enfants de la ville et des faubourgs, que cette maison n'est pas fondée et qu'elle ne subsiste que par le travail des sœurs, leur grande économie, et la faible rétribution qu'elles tirent des parents des enfants qu'elles enseignent. » Nesle, 27 mai 1789, — etc.

C. 2124. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1787-1788. — Administration communale. — HAM. — Lettre des officiers municipaux de Ham, contenant des renseignements sur la population, le nombre de paroisses, le corps municipal et les exempts de ladite ville. Ham, 2 avril 1788. — NESLE. — Lettre de M. Delaune, maire de Nesle, à M. Lambert demandant des éclaircissements au sujet de l'organisation municipale de ladite ville. Nesle, 3 décembre 1787. — Lettre de M. Lambert au comte d'Egmont, président de l'assemblée provinciale, lui envoyant ladite lettre, et le priant de faire connaître au maire de Nesle les règlements relatifs à l'organisation municipale. Paris, 12 décembre 1787. — Renseignements sur la population, le nombre de paroisses, le corps municipal et les exempts de la ville de Nesle. Nesle, 26 mars 1788.

C. 2125. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

1789. — Travaux publics. — Lettre de M. de la Millière à la commission intermédiaire, lui demandant des éclaircissements sur une requête par laquelle les habitants de Ham demandent que la partie de la chaussée de la route de Paris en Flandre qui traverse cette ville entre la porte de Noyon et celle de St-Quentin, soit réparée et entretenue sur les fonds représentatifs de la corvée. Paris, 29 juin. — Rapport de M. Becquey de Beaupré, inspecteur des ponts et chaussées, sur ladite requête. Soissons, 13 août.

C. 2126. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1788-1789. — Impositions. — « Municipalité de Moyenneville. État des domaines et forêts du Roi, biens patrimoniaux des princes du sang », etc. 1^{er} avril 1788. — « Élection d'Abbeville. Droits de nouvel acquet des usages, année 1789. Extrait du département fait et arrêté le 11 octobre 1788 par la commission intermédiaire provinciale de Picardie », etc. — « Communauté de Valoires. Rôle de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de l'année (1789) », — etc.

C. 2127. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1787-1788. — Règlement. — Mémoire de M. Dumaisniel, député dans l'ordre de la noblesse, relativement à l'arrondissement du département d'Abbeville. Octobre 1787. — Mémoire sur le même objet. Octobre 1787. — « Projet général d'arrondissement des départements d'Amiens, d'Abbeville et de Doullens. » 15 novembre 1787. — Mémoire des procureurs-syndics relativement aux assemblées municipales. 3 octobre 1788. — « État général des municipalités du département d'Abbeville. » 3 octobre 1788, — etc.

C. 2128. (Liasse.) — 171 pièces, papier (1 imprimée).

1787-1788. — Règlement. — « Ordonnance de M. l'intendant de Picardie, concernant les assemblées paroissiales qui se tiendront pour composer les assemblées municipales à établir dans toutes les villes et communautés de la généralité d'Amiens où il n'y en a pas, les campagnes du Boulonnois exceptées, en exécution de l'édit du mois de juin 1787 », etc. 4 août 1787 (impr. 8 p. in-4° 1787). — « Procès-verbal de l'assemblée de la paroisse d'Aigneville, pour la nomination d'un syndic et autres membres qui doivent composer l'assemblée municipale, en exécution du règlement de Sa Majesté du 8 juillet 1787. » 14 août 1787. — Id. Ailliez. 15 août 1787. — Id. Ailly-le-Haut-Clocher. 15 août 1787. — Id. Ainneville, Campagne et Frireulles. 15 août 1787. — Id. Airaines et Dallery. 26 août 1787. — Id. Airon-Notre-Dame. 19 août 1787. — Id. Airon-St-Vast. 15 août 1787. — Id. Andainville et Fresnoy. 19 août 1787. — Id. Aquet. 12 août 1787. — Id. Arguel. 12 août 1787. — Id. Argoulle et Petit-Chemin. 12 août 1787. — Id. Arrest.

12 août 1787. — Id. Arry. 15 août 1787. — Id. Auxy et Miaquère. 15 août 1787. — Id. Avesne. 15 août 1787. — Id. Bancourt. 19 août 1787. — Id. Beaucamp-le-Viel. 19 août 1787. — Id. Behen. 12 août 1787. — Id. Bellencourt et Monfliers. 12 août 1787. — Id. Berk. 30 septembre 1787. — Id. Bernâtre. 2 août 1787. — Id. Le Boille hameau du Vergeolay. 23 août 1787. — Id. Boubers et Mons. 12 août 1787. — Id. Boufflers. 19 août 1787. — Id. Bouillancourt-sur-Miannay. 12 août 1787. — Id. Brailly-lès-Cornehotte 15 août 1787. — Id. Bretel, paroisse de Boimont. 1^{er} mai 1788. — Id. Brocourt. 15 août 1787. — Id. Buigny-lès-Gamaches. 15 août 1787. — Id. Buire-le-Secq. 19 août 1787. — Id. Buménard. 15 août 1787. — Id. Bussu-Bussuel. 19 août 1787. — Id. Cambron. 15 août 1787. — Id. Canchy. 12 août 1787. — Id. Cannessières. 12 août 1787. — Id. Caours-lès-Preez. 26 août 1787. — Id. Caumont et Caumondel. 20 août 1787. — Id. Cocquerel sur Somme. 15 août 1787. — Collines-Beaumont. 25 août 1787. — Id. Conchil-le-Temple. 12 août 1787. — Id. Conteville. 15 août 1787. — Id. Cornehotte. 26 août 1787. — Id. Coullonviller et Hanchy. 15 août 1787. — Id. Courtieux. 9 septembre 1787. — Id. Courcelles. 8 septembre 1787. — Id. Croquoison. 15 août 1787. — Id. Cucq et Trépied. 19 août 1787. — Id. Cumontville, hameau, paroisse de Neuilly-le-Dien. 30 septembre 1787. — Id. Dominois. 12 août 1787. — Id. Domvast. 15 août 1787. — Id. Doudelainville, 16 août 1787. — Id. Dreuil, 9 août 1787. — Id. Drucat. 12 août 1787. — Id. Eaucourt sur Somme et Merlier. 12 août 1787. — Id. Elicourt-Noyelles. 26 août 1787. — Id. Embreville. 15 août 1787. — Id. Enconnaye, 25 août 1787. — Id. Epagne. 12 août 1787. — Id. Epagnette. 15 août 1787. — Id. Famechon. 15 août 1787. — Id. Flibeaucourt. 12 août 1787. — Id. Flixicourt-Ponthieu, dit Boudelaville. 19 août 1787. — Id. Fontaine-sur-Somme. 15 août 1787. — Id. Framicourt le Petit. 19 août 1787. — Id. Francière la Cense. 12 août 1787. — Id. Franleux. 23 septembre 1787. — Id. Fresne. 26 août 1787. — Id. Fresneville. 21 août 1787. — Id. Froyelle. 15 août 1787. — Id. Gapenne-Ponthieu. 12 août 1787. — Id. Genvillers-Hellencourt. 12 août 1787. — Id. Grébautménil et Trenquie. 19 août 1787. — Id. Groffliers. 19 août 1787. — Id. Guibermesnil-Watiéville. 15 août 1787. — Id. Guibermesnil, Watiéville et St-Jean-les-Brocourt. 19 août 1787. — Id. Hallencourt. 15 août 1787. — Id. Hélicourt et la Cense. 15 août 1787. — Id. Heucourt. 19 août 1787. — Id. Hiermont. 19 août 1787. — Id. Hocquellus. 17 août 1787. — Id. Houdent. 19 août 1787. — Id. Huchenneville-Leminille. 12 août 1787. — Id. Huppy et Poultière.

19 août 1787. — Id. La boissière. 19 août 1787. — Id. Labroye-Branlicourt. 19 août 1787. — Id. Lannoy. 15 août 1787. — Id. Laviers. 26 août 1787. — Id. Lheure. 2 septembre 1787. — Id. Liercourt. 15 août 1787. — Id. Ligescourt. 12 août 1787. — Id. Limercourt-Inval. 19 août 1787. — Id. Liomer. 15 août 1787. — Id. Long et Cotellet. 26 août 1787. — Id. Longpré-les-Corps-Saints. 19 août 1787. — Id. Machiel. 12 août 1787. — Id. Machy-Baillon. 12 août 1787. — Id. Maingeville-Frettemeulle. 19 août 1787. — Id. Maisnil-le-Donqueur. 15 août 1787. — Id. Maizicourt. 18 août 1787. — Id. Mareuil. 12 août 1787. — Id. Marquenterre. Quend, 2 mai 1788. — Id. Martaigneville-sur-Mer. 12 août 1787. — Id. Martinneville-les-Buts et une partie d'Onicourt. 15 août 1787. — Id. Mautort. 26 août 1787. — Id. Le Mazis. 26 août 1787. — Id. Meneslies. 15 août 1787. — Id. Merlincourt. 9 septembre 1787. — Id. Mesniers (Maisnières) et Vis. 12 août 1787. — Id. Miannay et Lambercourt. 19 août 1787. — Id. Moimont, grand et petit. 20 août 1787. — Id. Monchelet-Haudrechy. 15 août 1787. — Id. Montigny vers Ponthieu. 19 août 1787. — Id. Morivale. 19 août 1787. — Id. Nampont-St-Firmin vers Montreuil. 12 août 1787. — Id. Nampont-St-Martin vers Ponthieu. 12 août 1787. — Id. Neslette, Foucaucourt et Sery. 19 août 1787. — Id. Neuilly l'Hôpital. 19 août 1787. — Id. Nollette et Saily-Bray. 19 août 1787. — Id. Novion. 15 août 1787. — Id. Noyelle sur mer. 15 août 1787. — Id. Ochancourt et le Mesniel-les-Ochancourt. 23 septembre 1787. — Id. Ouville, Ouvillers, Buigni et La Motte. 15 août 1787. — Id. Pendé-Sallenelle. 27 octobre 1787. — Id. Le Plessiel. 2 septembre 1787. — Id. Le Plouy. 26 août 1787. — Id. Pont-Remy. 12 août 1787. — Id. Ponches. 12 août 1787. — Id. Ponthoille. 15 août 1787. — Id. Port, l'un et l'autre. 26 août 1787. — Id. Le Quesne. 19 août 1787. — Id. Le Quesnoy-St-Sulpice. 19 août 1787. — Id. Rambures. 15 août 1787. — Id. Regnierécluse. 19 août 1787. — Id. Saily-le-Sec. 12 août 1787. — Id. St-Aubin en Rivière. 12 août 1787. — Id. St-Aubin sur mer. 26 août 1787. — Id. St-Josse sur mer. 12 août 1787. — Id. St-Lau, paroisse de Maison-Ponthieu. 15 août 1787. — Id. St-Martin. 1787. — Id. St-Maxent-Ponthieu. 15 août 1787. — Id. St-Quentin. 19 août 1787. — Id. Senarpont et dépendances. 12 août 1787. — Id. Sorel. 12 août 1787. — Id. Sorres et Rouvroy. 18 août 1787. — Id. Tigny-Noyelle sur Authie. 19 août 1787. — Id. Le Titre. 12 août 1787. — Id. Le Tranlez, 15 août 1787. — Id. Valine. 15 août 1787. — Id. Vauchelle. 26 août 1787. — Id. Vercour. 26 août 1787. — Id. Verton. 12

août 1787. — Id. Vieulaines. 15 août 1787. — Id. Ville-St-Ouin. 15 août 1787. — Id. Villeroy sur Authie. 12 août 1787. — Id. Villers-sous-Ailly. 19 août 1787. — Id. Villers sous Authie. 12 août 1787. — Id. Vironchaux. 12 août 1787. — Id. Vis-sur-Authie. 12 août 1787. — Id. Visme-au-Mont, Visme-au-Val et le Moulin. 12 août 1787. — Id. Vis-au-Marais et Montehuit. 19 août 1787. — Id. Vrono et Hémenecourt. 12 août 1787. — Id. Wabent. 19 août 1787. — Id. Wailly, 12 août 1787. — Id. Wanel. 15 août 1787. — Id. Wavans. 15 août 1787. — Id. Wiammeville, l'un et l'autre. 26 août 1787. — Id. Witainéglise. 19 août 1787. — Id. Woirel. 26 août 1787. — etc.

C. 2129. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

1787-1790. — Administration communale. — « Etat des charges locales des villes du département d'Abbeville. » Octobre 1787. — CUCQ. Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire d'Abbeville, au sujet de requêtes des habitants de la paroisse de Cucq et du nommé Pierre Lefèvre, matelot audit lieu. Amiens, 7 juin 1787. — EPAGNETTE. « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 9 mai 1788 », au sujet d'une requête des habitants d'Epagnette tendant à la réparation d'un chemin d'embarquement pour les troupeaux du village. — « Devis des ouvrages à faire pour la construction d'une vergne et d'un chemin de débarquement pour les bestiaux de pâturage du village d'Epagnette. » — Réception desdits ouvrages. 9 juin 1789. — FAVIERES. Lettre de M. Dargnies de Fresne, au sujet des molières de Favières. Abbeville, 30 juillet 1788. — FONTAINE-SUR-SOMME. « Extrait des deux derniers comptes de la communauté de la paroisse de Fontaine-sur-Somme », etc. 1779, 1780. 30 décembre 1787. — « Devis des ouvrages que la municipalité de Fontaine-sur-Somme propose pour l'emploi d'une somme de 600 l. de fonds de charité, dont 400 l. des fonds du Roi de 1789, et 200 l. de contribution volontaire. » 21 juillet 1789. — GROFFLIERS. Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire d'Abbeville, relativement à la réparation du pont et de l'écluse de Groffliers et à la construction d'un pont en charpente sur le canal de dessèchement près de la maison du meunier. Amiens, 21 août 1788. — LIOMER. Requête de M. Bouchon, curé, et des syndic et habitants de Liomer au bureau intermédiaire d'Abbeville, demandant des réparations à la charpente du clocher de l'église

audit lieu. 9 juin 1788. — Procès-verbal des visites des réparations à faire au clocher de Liomer, par M. Loyer. 3 juillet 1788. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour la réparation de la charpente du clocher de l'église de Liomer », par le même. Amiens 9 juillet. — « Devis des ouvrages à faire pour la réparation de la charpente du clocher de l'église de Liomer », par le même. 9 juillet 1788. — Procès-verbal de réception desdits travaux. 23 avril 1789. — MACHIEL. Délibération des curé, syndic et élus de Machiel sur l'usage à faire d'environ 30 mesures de communes vises dans ledit village aux deux côtés de la rivière. 6 avril 1788. — RAMBURELLES. Lettre de l'assemblée municipale de Ramburelles faisant savoir qu'il n'y a dans ladite paroisse ni communes, ni voiries, ni places vagues. Ramburelles, 9 mai 1788. — VIEULAINES. Délibération des syndic et assemblée municipale de Vieulaines relativement aux tourbages. 13 mai 1788, — etc.

C. 2130. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1787-1788. — Bien public. — « Mémoire sur les poids et mesures, lu à l'assemblée du département d'Abbeville le 22 octobre 1787 », par M. Marduel, curé d'Airaines. — « Extrait du rapport du bureau du bien public en la séance du 12 décembre 1777 de l'assemblée provinciale de Picardie, 11 heures du matin », relativement à la disette du bois et à la plantation des voiries et communes. Extrait conforme du 12 février 1788. — « Mémoire pour obtenir d'être autorisé à planter les communes dans la province de Picardie. » — Mémoire du bureau intermédiaire du département d'Abbeville relativement aux haras. 31 janvier 1788. — Mémoire sur l'inspection des étalons. Abbeville, 31 janvier 1788, — etc.

C. 2131. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1787-1790. — Travaux publics. — « Généralité de Picardie. Etat général des routes faites et à l'entretien parfait, de celles à réparer », etc. Crécy, 8 novembre 1787. — « Extrait de l'état général de ce que doivent payer les communautés de la généralité d'Amiens pendant l'année 1788, pour leur contribution aux travaux des routes. » 26 août 1788. — Id. pour 1789. 1^{er} octobre 1789. — Procès-verbaux de réception de travaux faits sur la route de Paris en Angleterre par Amiens et Abbeville, — etc.

ASSEMBLEE DE DEPARTEMENT D'AMIENS.

C. 2132. (Registre.) — In-fol., 91 feuillets, papier.

1787-1788. — Procès-verbaux de l'assemblée.
— 1787. — Fol. 1. Du 1^{er} septembre, à l'évêché.

Membres de l'assemblée désignés par le Roi :

« M. l'évêque d'Amiens, président.

Pour l'ordre du clergé : M. l'abbé de Douay de Baisnes, vicaire général du diocèse et archidiacre d'Amiens.

Pour l'ordre de la noblesse : M. le chevalier de Moyenneville ; M. le comte de Caullières ; M. le chevalier de Belloy de Dromesnil, maréchal des camps.

Pour l'ordre du tiers état : M. le Scellyer, avocat ; M. Bellencourt, ancien échevin ; M. Soyer, propriétaire au Hamel, près Corbie ; M. Deshaies, négociant et échevin ; M. Asselin, commissaire. »

Discours du président. Le sieur Dequen élu secrétaire. Division du département en cinq arrondissements : Amiens, Oisemont, Poix, Bouillancourt-sur-Miannay, Grandvilliers, avec l'énumération des paroisses qui devront composer chacun d'eux. Élection de dix membres pour compléter l'assemblée :

« Dans l'ordre du clergé : M. Pecquet, curé et doyen de Grandvilliers ; M. Dubrun, curé et doyen de St-Vallery ; M. Brandicourt, curé de St-Firmin le Confesseur.

Dans l'ordre de la noblesse : M. de Gribauval ; M. le marquis de Grasse.

Dans l'ordre du tiers état : M. Dumont, prévôt royal à Oisemont ; M. Le Roux, ancien maire à Amiens ; M. Ledoux, seigneur de Bourseville, pour l'arrondissement de Bouillancourt ; M. Fauchon, propriétaire à Conty ; M. Maressal Delahoussoye, propriétaire à Amiens. »

Nomination de deux syndics : M. Dutilloy, chanoine et official d'Amiens ; M. Mainiel, avocat en Parlement et au bailliage, et l'un des quatre conseillers perpétuels de la ville d'Amiens. La commission intermédiaire composée de MM. l'abbé de Baisne, de Belloy de Dromesnil, Le Sellier et Asselin. La messe du St-Esprit fixée au lendemain dimanche dans la chapelle de l'évêché. — Fol. 7. Du 2 septembre. Messe du St-Esprit célébrée par l'évêque d'Amiens dans la chapelle de l'évêché. — Fol. 7. Du 3 septembre. « Instructions. » Lieu où on pourra faire les dépôts et où la commission intermédiaire tiendra provisoirement ses séances. « Cloture. » — Fol. 7 v°. Assemblée complète. Première séance, du 20 octobre ; aux Célestins. Composition de l'assemblée. Discours du président non transcrit. Remplacement de M. de Gribauval qui s'est excusé, par M. Jourdain de Thieulloy. « M. Maressal s'est levé et a mis sur le

bureau copie d'une signification à lui faite le jour d'hier à la requête de MM. les maire et échevins de la ville d'Amiens, contenant protestation de nullité de la nomination et élection faite de sa personne pour l'un des membres de l'assemblée, comme contraire au règlement du 8f juillet, sous prétexte que, comme cultivateur, la ferme de Boufflert qu'il exploite n'est point scituée dans l'étendue de l'élection d'Amiens, mais bien dans celle de Doullens, et que, comme habitant et bourgeois d'Amiens, il n'a point passé par les charges municipales de ladite ville », M. Maressal, continué provisoirement dans ses fonctions de membre de l'assemblée... Ensuite M. Le Doux de Bourseville a dit qu'avant de passer outre, il convenoit de régler le rang qu'il devoit tenir dans l'assemblée, qu'il y paroissoit appelé dans l'ordre du tiers état, et que cependant sa charge de président trésorier de France au bureau des finances d'Amiens, lui donnoit le droit de prendre le premier rang dans l'ordre de la noblesse... Mgr l'évêque d'Amiens, président, a répondu... que, dans les assemblées les rangs ne sont point réglés sur la qualité des personnes, mais sur celle de leurs propriétés, que le nombre des représentans de la noblesse fixé par le règlement étoit rempli, qu'il avoit été nommé représentant du tiers état, et que sa nomination dans cet ordre ne pouvoit en aucune manière déroger aux droits de sa charge, qu'il pouvoit d'ailleurs ne prendre aucune qualité relative à son état. Sur quoi, M. Le Doux a pris place et séance suivant sa nomination dans l'ordre du tiers état, protestant que sa nomination et le rang qu'il tiendra ne pourront préjudicier ny porter atteinte aux droits et prérogatives de sa charge, et qu'il n'entend prendre aucune qualité relative à son état... Rapport de MM. les procureurs-syndics » y transcrit, sur les travaux de la commission intermédiaire, différents objets dont l'assemblée aura à s'occuper. « Confirmation de la nomination de MM. les procureurs-sindic et secrétaire-greffier et de la commission intermédiaire... Formation des bureaux : Bureau des grandes routes et chemins vicinaux, des canaux et du commerce ;... Bureau de la taille, des accessoires et de la capitation ;... Bureau des vingtièmes ;... Bureau des charges locales, des fonds de charité et du bien public ;... Bureau du règlement et de l'agriculture. » Messe du St-Esprit fixée au lendemain dans la chapelle de l'évêché. — Fol. 16. Du 21 octobre. Messe du St-Esprit célébrée par l'évêque dans sa chapelle. — Fol. 16. Du 22 octobre. « Se concerter avec les autres départemens... Arrêté de prévenir la commission intermé-

diaire provinciale de l'ouverture et des occupations de l'assemblée.... Préséance » réclamée par M. Brandicourt, curé de St-Firmin le Confesseur, en sa qualité de curé d'Amiens, sur les doyens de Grandvilliers et de St-Valery. Arrêté qu'entre les bénéficiers de même titre, le rang devait se décider à l'ancienneté, et que, par conséquent, M. Brandicourt devait passer après les doyens de Grandvilliers et de St-Valery, plus anciens que lui. — Fol. 16 v°. Du 23 octobre. « État des impositions de chaque département. » — Fol. 16 v°. Du 24 octobre. On demandera aux hôtels de villes, l'état détaillé de leurs revenus et charges. — Fol. 17. Des 25, 26, 27 octobre. Travail des bureaux. — Fol. 17 v°. Du dimanche 28 octobre. « L'assemblée s'est rendue en corps en l'église collégiale de St-Martin de cette ville, pour y assister à la sainte messe qui a été célébrée par M. l'abbé de Baisnes. » — Fol. 17 v°. Du 29 octobre. Travail des bureaux. — Fol. 17 v°. Du 30 octobre. « Il a été mis sur le bureau copie d'une signification faite ce jourd'huy à l'assemblée par le ministère du nommé Cappel, huissier, à la requête de la congrégation des curés de la ville d'Amiens, contenant protestation contre l'avis de l'assemblée sur la question de préséance qui s'est élevée entre M. le curé de St-Firmin le Confesseur de ladite ville d'Amiens et MM. les doyens de Grandvilliers et St-Vallery, avec déclaration que, faute par l'assemblée d'assigner à M. le curé de St-Firmin le rang qu'il doit avoir, ils se pourvoieront par-devant qui et ainsi qu'il appartiendra. Il a été observé sur cette signification qu'il étoit déplacé d'employer le ministère d'un huissier pour faire parvenir des réclamations à une assemblée composée des représentans de tous les ordres d'un département, que de pareilles significations ne pouvoient tendre, en se multipliant par la suite, qu'à porter le trouble dans le sein des assemblées, que MM. les curés n'avoient d'autre parti à prendre que celui de réclamer par une simple lettre que l'assemblée du département auroit transmise à l'assemblée provinciale pour y avoir égard s'il y échéoit, ce dont le département se seroit empressé de leur faire part. Il a été unanimement arrêté de prier MM. de l'assemblée provinciale de prendre les précautions qu'elle jugera les plus convenables pour prévenir les abus qu'entraîneroient bientôt pareilles significations, qui doivent surtout être interdites entre les membres directement ou indirectement, en cas de diversité d'opinions de la part de ceux dont l'avis n'auroit pas prévalu. » — Fol. 18. Du 31 octobre. « Formation des arrondissemens », avec l'énumération des paroisses qui composeront chacun d'eux et le montant de leurs impositions : Amiens ; Croÿ, chef-

lieu Conty ; Poix ; Airaines ; St-Valery. « Division des membres entre les arrondissemens.... Inégalités entre les arrondissemens.... Motifs pour augmenter le nombre des membres du département.... L'assemblée a unanimement applaudi aux soins apportés à la confection de la carte ; MM. les procureurs-syndics ont été priés de vouloir bien continuer à s'en occuper, pour la porter au degré d'exactitude dont elle est susceptible.... Nécessité de réprimer la mendicité renaissante.... Nécessité d'interdire les cabarets », discours du président sur ces deux derniers objets, y transcrit. — Fol. 24. Du 3 novembre. « Rapport du bureau du règlement. » Municipalité de Gamaches. « Arrêté sur le rapport du bureau du règlement », y transcrit. — Fol. 25. Du dimanche 4 novembre. Messe à la collégiale St-Martin. — Fol. 25 v°. Du 5 novembre. « Rapport du bureau des grandes routes. » — Fol. 26 v°. Du 6 novembre. « Rapport du bureau de la taille. » — Fol. 27 v°. Du 7 novembre. « Rapport du bureau des vingtièmes », à la suite duquel, à l'exception du clergé qui s'est abstenu, délibéré « que la province en général avoit le plus grand intérêt à solliciter de Sa Majesté un abonnement qui fut commun à tous les ordres pour la contribution qui leur est commune, elle avoit aussi le plus grand intérêt à supplier Sa Majesté de vouloir bien exclure tout abonnement particulier, soit vis-à-vis d'aucun des trois ordres, soit vis-à-vis des particuliers, parce que, ce que gagnent les abonnés et que perd le gouvernement ne peut que se reprendre sur les non abonnés, tout abonnement particulier étant par cette raison destructif de toute égalité et proportion dans la contribution entre les abonnés et non abonnés ; que cette inégalité et cette disproportion est plus sensible dans cette province que dans aucune autre du royaume, qu'elle est palpable surtout dans le département, puisque le clergé y possède, et nommément autour des murs d'Amiens, toutes les terres de meilleure qualité, et que les préposés à l'imposition ne manquent jamais de prendre pour base de leur opération, quoique l'abonnement les affranchisse de la contribution ; que c'est sur cette base étrangère que se répare trop souvent sur les terres de qualité inférieure restés entre les mains des contribuables, la perte que l'administration fait par l'abonnement », avec ces mots de la main de l'évêque, président, à la suite de sa signature : « Sans approbation de la délibération ci-dessus, et avec exception de tout ce qui concerne les privilèges et droits du clergé. » — Fol. 28. Du 7 novembre, 5 heures de relevée. « Rapport du bureau du bien public : mendicité, ... incendies, ... haras, ... culture des lins,

.... multiplication et amélioration des élèves, causes et remèdes du bled noir. » — Fol. 30 v°. Du 8 novembre. « Aperçu de dépense.... Moïens de subvenir à la dépense.... De l'avantage des roues à larges jantes.... Dépôts. » Signatures des membres de l'assemblée.

1788. — Fol. 31 v°. Séance du 11 octobre, aux Cordeliers. Composition de l'assemblée. Membres excuses et absents. Discours du président non transcrit. Composition des bureaux de l'impôt ; du règlement, des fonds et de la comptabilité ; des travaux publics, des chemins et de la corvée ; du commerce, de l'agriculture et du bien public ; commission particulière pour le travail relatif aux États Généraux. Commission pour la visite du greffe et des archives. Messe du St-Esprit fixée au lendemain à l'évêche. — Fol. 33. Du 12 octobre. Messe du St-Esprit célébrée par l'évêque dans sa chapelle. — Fol. 33. Du 13 octobre. Messe dans l'église des Cordeliers, pour M. Dumont, membre de l'assemblée, décédé. Rapport y transcrit des procureurs-syndics. — Fol. 47 v°. Dès 13 et 14 octobre. Travail des bureaux. — Fol. 47 v°. Du 15 octobre. Installation de M. Sangnier, élu pour remplacer M. Dumont, décédé. Tailles. Travail des bureaux. — Fol. 48. Du 16 octobre. Réception prochaine des travaux du canal de la basse Somme à St-Valery. — Fol. 48. Du 17 octobre. Travail des bureaux. — Fol. 48. Du 18 octobre. Les délibérations de l'assemblée et du bureau intermédiaire ne seront transcrites aux registres que lorsque leurs procès-verbaux auront été lus et approuvés en séances. Vicaire de Bougainville. — Fol. 49. Du dimanche 19 octobre. Messe dans l'église des Cordeliers. — Fol. 49. Du 20 octobre. Travail des bureaux. — Fol. 49. Du 21 octobre. Rapport y transcrit de la commission nommée pour le travail relatif au vœu à former pour la convocation des États Généraux ; où on lit entre autres choses : « Nous pensons, Messieurs, que, comme le mérite doit seul fixer les suffrages, aucune personne ne doit paroître éligible de droit et à raison d'aucune place, mais encore une fois, le mérite personnel seul et non la place doit servir de titre et de véritable recommandation ; par cette raison, nous pensons qu'aucune cour, corps ou compagnie ne doivent avoir le droit de nommer particulièrement de députés, mais que tous leurs membres doivent seulement jouir de celui de tous les citoyens recommandables par leur mérite personnel et par l'estime publique..... Nous doutons s'il seroit à propos de faire participer au droit d'éligibilité les célibataires et toutes personnes chargées de la perception ou recouvrement des impôts ou de commissions du même genre. Nous

pensons, Messieurs, qu'il seroit plus proportionnel à la quotité et au nombre des individus de chacun des trois ordres de l'État, que les représentans du clergé vis-à-vis de ceux de la noblesse ne se trouvassent que dans la proportion de un à deux, et ces deux ordres ensemble vis-à-vis du tiers état dans la proportion de trois à six ; ce sont les proportions adoptées dans la formation des états du Dauphiné » ; adopté. — Fol. 53. Du 22 octobre. Députation vers le chevalier de Moyenneville, indisposé. Rapport y transcrit du bureau du bien public sur la disette de bois et les moyens d'y remédier. Autre rapport du même bureau relativement aux secours accordés aux incendies d'Oisemont. Travail des bureaux. — Fol. 56. Du 23 octobre, 9 heures du matin. Rapport du bureau de l'impôt, y transcrits. Rapport y transcrit du bureau du bien public, relativement aux haras. Rapport du bureau des travaux publics, y transcrit. — Fol. 71 v°. Du 23 octobre, 4 heures après midi. Rapports y transcrits du bureau du règlement, relativement à la formation des municipalités et aux dépenses de l'assemblée, traitement de ses employés, etc. — Fol. 79 v°. Du 24 octobre. Rapports y transcrits du bureau du bien public, relativement au canal de la Somme et le raccordement entre le canal de la haute Somme ; et celui de la basse Somme ; à propos d'une plainte des habitants de Laneuville au sujet d'exactions des commis de la régie des aides qui prétendent leur faire payer des droits pour les branches provenant de la taille et l'émondage de leurs arbres fruitiers et dont ils se servent pour allumer leurs feux, et sur les octrois municipaux en général. — Fol. 86 v°. Du 25 octobre, 9 heures du matin. Rapport y transcrit de M. Dutilloy, sur les revenus et charges de la ville d'Amiens. — Fol. 87 v°. Du 28 octobre, 5 heures après-midi. Plainte de M. Delatouche sur ce que plusieurs personnes l'accusent de partialité vis-à-vis l'entrepreneur du canal de St-Valery. Rapport y transcrit du bureau de l'impôt, sur l'arrêt concernant la répartition de la capitation roturière des villes. Rapports y transcrits du bureau du bien public, relativement aux épidémies, aux chirurgiens et aux sages-femmes, et relativement aux manufactures et aux suites funestes du traité de commerce avec l'Angleterre. « Et après que l'assemblée a eu contribué entre ses membres une somme de 600 l. en faveur des malheureuses victimes de la grêle du 13 juillet dernier, indépendamment des sommes particulièrement données tant par Mgr le président que par plusieurs de ses membres », clôture de l'assemblée et signatures

des membres présents, — etc.

C. 2133. (Registre.) — In-fol., 280 pages, papier.

1787-1788. — « Registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département d'Amiens. » 1787. — P. 1. Séance du 10 septembre. « Dépôt des archives et tenue des assemblées aux Cordeliers », provisoirement, en attendant que l'assemblée générale du département ait choisi un autre emplacement, attendu qu'en accordant ledit local, « les pères Cordeliers avoient prévenu qu'ils ne pouvaient l'abandonner à toujours, parcequ'il a sa destination et son utilité particulière dans leur maison. » Excuse de M. de Gribeauval de ne pouvoir se trouver à l'assemblée, à raison de son état et des soins continuels qu'exige de lui le service du Roi... Réclamation de la municipalité d'Amiens contre la nomination de M. Maressal. » — P. 3. Du 17 septembre. Requête des habitants de Moyenneville, Bienfay et Valenglart, à l'effet d'être désunis de la paroisse de Bouillancourt-sur-Miannay. Assemblées municipales. Rapport des procureurs-syndics y transcrit relativement aux chemins vicinaux. — P. 7. Du 26 septembre. « Indication de l'assemblée complète au 20 octobre... Lettre relative à la nomination de M. Maressal. » Logement des membres de l'assemblée. « Les départemens de l'année 1787 sont à l'assemblée provinciale... Fonds de charité. » — P. 9. Du 1^{er} octobre. Correspondance. Municipalité de Picquigny. « Retard des assemblées complètes confirmé par M. le contrôleur général. » Woincourt. — P. 10. Du 8 octobre. Continuation des recherches pour trouver un emplacement pour la tenue de l'assemblée et la conservation des archives. « Corps municipal de St-Vallery... État du corps municipal de Gamaches » ; le comte de Rohault, seigneur du lieu, travaille à le faire rétablir dans son ancien état. Municipalité de Cayeux-sur-Mer. Municipalité de la Vacquerie. Ferme de Hucqueleu. « Impositions des villes franches. » Les circulaires à envoyer aux municipalités seront imprimées. — P. 14. Du 15 octobre. Lettre du bureau intermédiaire de Doullens mandant « que, pour concourir à l'uniformité désirée dans la fixation du jour de l'ouverture des assemblées complètes de département, ils ont aussi choisi le 20 de ce mois pour la tenue de leur première assemblée... Abbeville concoure également... Maisnil-lès-Franleux doit avoir une administration particulière... St-Quentin a fixé la tenue de son assemblée au 20... Montdidier, même jour... Ils proposent de correspondre pour l'établissement d'un régime et d'un travail uniforme... Imposition de la corvée... État des grandes routes... Aperçu de

dépenses. » — P. 17. Du 17 octobre. « Réparations de presbiteraire, Frucourt... Translation des dépôts et des assemblées aux Célestins. » — P. 18. Du 15 novembre. « On arrête de demander à la municipalité de St-Vallery de diviser les objets de sa réponse à la circulaire du 18 septembre en autant de mémoires particuliers... Désunion Moyenneville. » Refus par la ville d'Amiens à la lettre à elle écrite le 26 octobre, pour avoir un état de ses revenus et charges. Les procureurs-syndics se renseigneront sur la destination de la maison dite des Filles Pénitentes de cette ville. — P. 19. Du 22 novembre. « Grand chemin d'Eu à St-Vallery-sur-Somme... Répartition des aumônes accordées aux incendiés d'Oisemont... Reconstruction des maisons incendiées à Oisemont... Arrondissement du département. » — P. 22. Du 23 novembre. « Demander aux villes et communautés l'état de leurs revenus et de leurs charges. » — P. 23. Du 26 novembre. « Envoi à l'assemblée provinciale des réponses des municipalités à la circulaire du 18 septembre dernier », relativement aux chemins vicinaux. St-Valery, Cerisy-Gailly et Blangy-Tronville. — P. 24. Du 29 novembre. « Extrait du rôle justificatif de la nomination de M. Maressal au département... Refus du greffier de l'élection de communiquer ses rôles... Indemnité due à ceux dont la propriété est jugée nécessaire à la chose publique » ; règlement y transcrit à ce sujet. « Il est dû 120 l. aux cavaliers de la maréchaussée... 30 l. pour le logement de M. Dumont... Émoluments des commis... Perception par les aides pour le remboursement des officiers municipaux de la ville de St-Vallery. » — P. 31. Du 6 décembre. Sursis à statuer sur différents mémoires. — P. 31. Du 13 décembre. « Charges de la municipalité de St-Valery ; comment on y pourvoit... Charges de la municipalité de Grandvilliers... Du régime intérieur de la municipalité de Grandvilliers, raisons de la ramener à la nouvelle constitution... Carte du département : coût d'icelle. » Canal de la Somme, indemnité demandée par le chapitre d'Amiens et les habitants de Camon. « Nouvelles représentations de Cerisy-Gailly relativement au creusement du canal. »

1788. — P. 34. Du 7 janvier. « Désunion et réunion : Habancourt-la-Grange... Revenus et charges de la municipalité de Gamaches... Poste aux lettres et aux chevaux ; St-Vallery... Établissement de maréchaussée, St-Vallery... Francs marchés ;

St-Vallery... Confirmation de la nomination de M. Maressal... Réparations presbitérales ; Frucourt. » Canal de la Somme le long de la ville d'Amiens. « Suppression d'un commis soldé de 125 l. » — P. 37. « Réclamation contre la nomination du syndic d'Aumont... Amélioration des haras... Charges municipales ; Oisemont. » — P. 38. « Réparations presbitérales ; Frucourt. » — P. 39. Presbytère de Frucourt. « Charges municipales ; Grandvilliers. » Requête d'« un sieur Agricole Gamounet, natif d'Avignon, qui prétend avoir trouvé le secret de construire des moulins de deux espèces inconnues jusqu'à lui, le premier servant à organciner les soyes, le second à perfectionner le dévidage des soyes, laines et cotons ; il prétend également que ces deux moulins sont très utiles et très avantageux pour la fabrique d'Amiens, et pour parvenir à les établir dans ladite ville, il demande la concession d'un terrain dont il donne le plan et le prêt d'une somme de 10.000 l. remboursable en dix ans... Vingtièmes ; abonnement... Nomination du syndic d'Aumont confirmée. » Abbaye du Gard, pièce de terre au Montjoi. — P. 42. Du 7 février. « Canal... Vingtièmes... Réparations presbitérales ; Damereaucourt. » Famechon. Lignières-Châtelain. Soupicourt. Brassy. Montagne. Fontaine-le-Sec. Hainneville. — P. 44. Du 14 février. « Haras... Désunion ; Habencourt... Vingtièmes... Canal... Comptabilité ; dépenses. » — P. 48. Du 19 février. « Vingtièmes. » — P. 48. « Réparations presbitérales ; Frucourt. » Municipalités. « Désunion ; Moyenneville... Réunion ; Selincourt... Canal. » — P. 50. Du 28 février. « Canal. » — P. 50. Du 6 mars. « Canal ; délibération », rapport y transcrit du chevalier de Belloy sur ce sujet ; « arrêté du bureau... Les paquets doivent être francs de port... Règlement ; préséance... Réparations d'églises et presbitaires... Dénomination des procureurs-syndics, secrétaires et greffiers... Bien public ; instructions sur divers objets... Vingtièmes... Grandes routes. » — P. 72. Du 13 mars. « Vingtièmes. » Presbytère de Frucourt. — P. 77. Du 19 mars. Viulaine. « Vingtièmes ; matières nouvellement imposables ; M. le marquis de Grasse. — P. 78. Du 27 mars. Pépinières. « Plantation des communes... État des municipalités... Nécessité de l'entière formation des municipalités... Règlement sur la rectification des nominations irrégulières dans les municipalités... Règlement qui prescrit les formalités pour les démissions et les remplacements... Fonds de charité ; Molliens le-Vidame. » — P. 87. Du 3 avril. « Rôle de répartition ; Cayeux ;... Bouguainville ; Sommereux... Thennes... Réparations

presbitérales ; Oisemont... Damereaucourt. » Impositions. Incendie à Fontaine-sur-Somme. « Franc chauffage ; Dreuilles-Amiens... Demande en décharge d'impositions par les non incendiés d'Oisemont. » Oresmaux et Sommereux. « Fonds de charité. » Marlers. « Poste aux lettres ; St-Vallery... Marchés francs ; St-Vallery. » — P. 95. Du 10 avril. Municipalités. Monsures. « On ne peut être président d'une municipalité et syndic d'une autre... Les lettres et paquets doivent être adressés aux syndics nommément... Gamaches doit former une municipalité aux termes du règlement du 8 janvier 1787... Réparations presbitérales : Boves. » Corvées. Tilloy-lès-Conty. Grandes routes. « Fonds de charité... Berny. » — P. 101. Du 15 avril. « Désunion Bezencourt et Tronchoy... Règlement de municipalité ; Monsures... Réunion ; Selincourt... Règlement de municipalité ; Eslencourt... Réparation du clocher de Sommereux... Réparation de presbitère ; Hocquincourt... Comptabilité ; frais d'établissement... Frais de charité ; Saisseval... Ramburelles. » Route d'Angleterre. « Circulaire relative aux fonds de charité... Désunion ; Moyenneville. » — P. 106. Du 22 avril. « Irrégularité de municipalité ; Lhortoy... Oisemont... Marchez francs ; St-Vallery... Distribution d'aumônes ; Oisemont... Réparations presbitérales ; Boves... Projet d'arrondissement des départemens d'Amiens, Abbeville et Doullens. » — P. 108. Du 24 avril. « Réparations presbitérales ; Damereaucourt... Reconstruction d'un pont ; Salouel. » Routes et chemins. Romescamps et St-Mauvis. « Observations sur la forme des adjudications de corvée. » — P. 112. Du 29 avril. Règlement ; Formerie... On ne peut être président d'une municipalité et syndic d'une autre. » Réparation du clocher d'Élencourt. « Réparations presbitérales ; Hocquincourt. » Travaux des routes. « Distribution d'aumônes ; Oisemont... Beauchamp et Embreville... Oisemont : établissement d'un chaufour et d'une briqueterie... Caisse de la corvée. » — P. 117. Du 6 mai. « Reconstruction de presbitère Oisemont... Imposition de la corvée... Entreprise de terrain pour établissement de route ; Fressenneville... Clayonnage... Fonds de charité ; Conty... Réparations de rues à la corvée... Réunion ; Selincourt... Marchés francs ; St-Vallery. » Cambron. Guyencourt et Berny. Hangard. Oisemont. « Vexation des aides ; Laneuville-lès-Amiens. » — P. 124. Du 13 mai. « Adjudications de corvées ; route d'Amiens à

Breteuil. » — P. 126. Du 13 mai, 3 heures de relevée. « Adjudications de corvées. Route d'Amiens à Flixecourt. » Oisemont. « Vingtièmes. » — P. 130. Du 14 mai. « Adjudication d'ouvrages sur la route d'Amiens à Rouen. » Id. sur la route de Poix à Grandvillers. « Vingtièmes..... Réparations presbitérales ; Hocquincourt. » — P. 134. Du 20 mai. « Réparations presbitérales ; Boves. » Guyencourt. « Les deux beaux-frères peuvent-ils être en même tems membres de la même assemblée ?... Deux frères peuvent-ils être l'un membre et l'autre greffier ?... Emplacement au bureau des finances et à l'élection pour les assemblées provinciales et de département » ; sur ce que le bureau n'a « point tant obtenu aux Célestins qu'aux Cordeliers que des emplacements insuffisants pour l'établissement d'une chambre d'assemblée et d'un bureau pour le travail journalier, considérant la gêne qui en résulte pour le service, celle qui résulte aussi du deffaut de liberté dans l'une et l'autre maison. » — P. 140. Du 27 mai. « Établissement d'une briqueterie et d'un four à chaux à Oisemont. » Dromesnil. Nampty. « Réparation de clocher : Sommereux.... Réparations presbitérales ; Bonneleau.... Reconstruction du pont de Salouel.... Réparations presbitérales de Damereaucourt.... Construction du pont de Taussac. » Estrebœuf. « Les arbres sur la route d'Amiens à Dreuil seront abbattus.... Entretien et direction du pavage d'Amiens. » — P. 150. Du 3 juin. Route d'Amiens à Breteuil. Presbytère de Boves. Incendie à Neuville-Drancourt. « Pertes faites en mer » par des pêcheurs de Cayeux. « Reconstruction du pont de Salouel. » La Faloise. Villers-Bretonneux. — P. 154. Du 10 juin. « Réunion demandée par les habitans de Selincourt à la commune des fermes de l'abbaye de Ste-Larme. » Buyon et Plachy. Presbytère de Damereaucourt. « — Adjudication de la brique et de la chaux à fournir aux incendiés d'Oisemont... Tumulte dans une séance municipale à Oisemont. » Faÿ-les-Hornoy. Bretel. Courcelles-sous-Thoix. Wattebléry. Villeroy. — P. 162. Du 17 juin. Vicaire de Forceville. « Représentation de la nécessité d'augmenter les portions congrues des vicaires.... Réparations à faire à la nef de l'église de la Neuville-au-Bois. » Incendie d'Oisemont. Lignières-Châtelain. « Réparations à l'église d'Oisemont. » Marais de Monsures. Marais de Caubert. Pavage d'Amiens. Turneps. Travaux des routes. Municipalités. « Invitation réitérée aux officiers de Gamaches de procéder à la formation de leur assemblée municipale. » Conty. Acheux. Agnières. Allery. Andainville. Beaudéduit. Citerne. Damereaucourt. Frettemolle. Halloy. Hamel.

Hescamps. Huppy. Lamotte-en-Santerre. Lanchères. Moyenneville. Neuville-sous-St-Germain. Riencourt. Sains. St-Aubin-Montenoy. Selincourt. Thieulloy-l'Abbaye. Thoix. Tilloloy. Wiry-au-Mont. Tœuffles. Tours. Villers-Campsart. Vraignes. Camps-en-Amiénois. Dourier. Fresnes. Aumâtre. Aubercourt. Bailleul. Bellavesne. Bergicourt. Bethencourt-Rivière. Bosquel. Bougainville. Cambron. Chepy. Contre. Éplessier. Etrejus. Friaucourt. Glisy. Gouy-l'Hôpital. Hangest-sur-Somme. Guizancourt. Heucourt. Lincheux. Marcel. Mesnil-Heudin. Molliens-Vidame. Molliens-en-Beauvoisis. Moyencourt. Romescamps. — P. 192. Du 1^{er} juillet. « Deux beaux-frères peuvent être à la fois membres de la même assemblée municipale, et deux frères peuvent être à la fois l'un membre et l'autre greffier. » Nampty. Vicaire de Bougainville. Sentelie. Renancourt. Rumigny. « Réparations à faire au clocher de Sommereux... « Requête des habitans de Salouel pour être désunis de la paroisse de Saleux... Réparations proposées à faire à l'arrière-pont de Saleux. » Épidémie à Renancourt. « Dégâts occasionnés par les orages aux rues d'Ainval et aux chemins qui y aboutissent. » Reconstructions et réparations des églises et presbytères. Impositions. « Dégâts et dommages causés par la grêle, inondation, incendie ou autre cas fortuit à faire vérifier et constater par un membre du département ou un des députés de cette assemblée voisin des lieux accidentés. » Pont de Taussac. Rôles de corvée. Alignement à Villers-Bretonneux. Briques et chaux pour les incendiés d'Oisemont. « Devis de la chaux à fournir par entreprise aux incendiés d'Oisemont, pour être employée à la reconstruction de leurs habitations, et conditions de l'adjudication » ; y transcrit. « Canal de St-Valery. » Travaux des routes. Courcelles-sous-Thoix. — P. 214. Du 8 juillet. « Les adjudications des revenus des villes et communautés continueront d'être faites par l'intendant ou ses subdélégués... Explication des motifs qui ont déterminé la municipalité de Conty à ne nommer que six membres » Projet de réunir les fermes de Selincourt à la municipalité dudit lieu. « Cimetière à fournir aux non catholiques. » Presbytère d'Oisemont. « Réparations à la machine hydraulique d'Amiens. » Sentelie. « Dégâts occasionnés par les orages à Belleville... Dégradations occasionnées par les grandes eaux à Paillart... Réparations à faire aux rues d'Équennes... Dégradations et pertes occasionnées par les eaux à Thoix... Remise d'impositions à cause d'incendie (arrivé le 14 mai) demandée par les habitants de Tilloloy. » Fournitures des

briques d'Oisemont. Ainval. Acheux. Estrebœuf. Cottenchy. Messe à Étouvry les fêtes et dimanches. Destruction d'un loup ; gratification. « Division des chemins en quatre classes. » Capitation. — P. 227. Du 15 juillet. « Dépôt aux archives d'une lettre avec l'état des dépenses du département arrêté par le Conseil. » Fay-lès-Hornoy. Aumâtre, Fresne et Tilloloy. « Autorisation à payer les deux cachets gravés par le sieur Debray. » Oisemont. « Dommages causés par les pluies sur les terroirs de Cahon et Gouy. » Id. au Montant. « Dommage occasionné par la grêle sur le terroir de Boisrault... Dommage causé par les eaux d'orage sur un canton du terroir de Vaux et Yonval. » Id. à Caubert. Capitation. Monsures. Vente des arbres sur les routes. Gratification pour la destruction d'un loup. « Pépinières à faire établir et cultiver... Écoulement à faire donner aux eaux qui inondent une place à Grandvilliers... Don d'une somme de 180.000 l. par le Roy à la province de Picardie, pour l'encouragement de ses fabriques, etc. » Chepy. — P. 236. Du 22 juillet. Bouvresse. Vicaire de Forceville. Érection d'un vicaire à Tours. Lanchères. Impositions. Glisy. Incendie à Neuville-Drancourt. La Faloise. Beauchamp et Embreville ; corvée. « Dégâts occasionnés à Acheux par les eaux. » Id. Ainval. Incendiés de Tilloloy. Pertes occasionnées par les orages de juin à Bouillancourt-sur-Miannay. Incendie d'Oisemont. « Pertes et dégâts occasionnés par la grêle à faire constater dans ce département... Gratifications à accorder sur les fonds libres de la capitation pour l'occision des loups... Toisé des pignons de quelques incendiés d'Oisemont. » Terrains pris pour les routes. Vicaire de Bougainville. — P. 252. Du 29 juillet. « Grandvilliers ; perte d'eau sur la place... Rétablissement de la route de Poix à Grandvilliers. » Presbytère de Bonneleau. « Municipalité bien formée à Conty. » Rumigny. « Pont sur la rivière de Selle au bout de Salouel. » Presbytère d'Oisemont. Impositions. « Réparations à la couverture de l'église de Neuville-au-Bois. » La Verrière. Réderie. Ainneville et Saigneville. « Thiculoy-l'Abbaye ; grêle... Réparations à plusieurs petits ponts à Lanchères... Miannay et Lambercourt ; dégâts... Commissaires trésoriers de France supprimés, etc... Namps-au-Val ; incendie. » — P. 261. Du 5 août. « Questions sur le temps et la manière de s'assembler », pour les municipalités. « Cempuis ; dégâts... Nesle-l'Hôpital ; id... Tilloloy ; incendie... Formery ; pompes... Bouillencourt en Sery... Thoix... Villeroy ; malversations... Damereaucourt ; grêle... Bailleul ; dégâts... Lamaronde ; id... Mouflières ; pertes... Thieulloy-la-Ville ; épidémie... Courcelles sous

Thoix. » Impositions. — P. 272. Du 7 août. Frettemolle. St-Sauflieu. Convocation des États Généraux. » Impositions. Lignièrès-Foucaucourt. Buyon et Plachy. — P. 276. Du 12 août. « Caieux et Cambron ; pertes... Pont de Taussac... Travaux de route... Neuville-au-Bois, Damereaucourt et Bailleul... Courcelles-sous-Thoix... Le Montant ; pertes. » Impositions. « Pépinières roïales... Travaux au canal de St-Valery... Camps-en-Amiénois... Villers-Bretonneux... Sentelie », — etc.

C. 2134. (Registre.) — In-fol., 144 feuillets, papier.

1788-1789. — Délibérations du bureau intermédiaire. — 1788. — Fol. 1. Du 19 août. « Placart injurieux à la municipalité d'Oisemont » ; troubles dans cette localité. Travaux des routes. « Lanchères ; récolte manquée... Villers-Campsart ; tumulte... Tailly ; incendie... St-Servais ; rétribution au chapelain... Équennes ; rétablissement de la traversée. » — Fol. 3. Du 26 août. « Dury ; abus du glanage. » Impositions. Canal de St-Valery. Catigny. « Pertuis à établir à Grandvilliers sur la place dite la Cense... Oisemont ; réparations à la caserne. » — Fol. 7. Du 2 septembre. « Fabrique d'étoffes de toute espèce ; le sieur Vilin. » Impositions. Cayeux. « Plainte en malversation contre le syndic de Villeroy... Formery ; pompes. » Acheux en Vimeux. Travaux des routes. — Fol. 11. Du 11 septembre. « Ouverture de l'assemblée entière du département au 11 octobre 1788. » Impositions. Pont de Taussac. « Surtaxe dans la contribution des corvées... Communication à prendre des rôles etc., cy-devant ès greffes des élections dans ceux des grands bailliages. » Travaux des routes. Tilloloy. Canal de St-Valery. — Fol. 15. Du 16 septembre. « Assemblée d'arrondissement d'Airaines, pour le remplacement de feu M. Dumont... Hescamps ; marre à établir. » — Fol. 17. Du 23 septembre. « Délivrance de briques aux incendiés d'Oisemont... Anciens chemins abandonnés... Oisemont ; réparations provisoires à l'église après l'incendie... Pépinière roïale d'Amiens... Redressement des routes du département... Grandvilliers ; recomblement de la marre. » Travaux des routes. — Fol. 21. Du 30 septembre. Travaux des routes. Pont de Taussac. — Fol. 22. Du 7 octobre. Impositions. Assemblée d'arrondissement d'Airaines, pour le remplacement de feu M. Dumont, par M. Sangnier, de St-Maulvis... Pont d'Hangest-sur-Somme à rétablir... Aubigny ; revenus patrimoniaux. » Pont de Taussac.

— Fol. 25 v°. Du 27 octobre. « Observations sur le premier paiement des étalons envoyés dans la province. » Travaux des routes. Impositions. — Fol. 28. Du 28 octobre. Pont de Taussac. « Non comparution de MM. les receveurs particuliers des finances. » Bourseville. « Marchés à établir à Lignières-Châtelain... Canal de St-Valery. » — Fol. 34 v°. Du 5 novembre. « Réunion des fermes de St-Pierre-lès-Selincourt à la municipalité dudit lieu. » Travaux des routes. — Fol. 36. Du 6 novembre. Travaux des routes. « St-Vallery ; officiers municipaux. » Impositions. « Oisemont ; nomination d'adjoints... Foucaucourt-hors-Nesle ; visite de l'église... Canal de St-Vallery. » — Fol. 40 v°. Du 11 novembre. « St-Pierre-lès-Selincourt, réunion des fermes dudit lieu à la municipalité d'Aumont. » Travaux des routes. Thieulloy-la-Ville. Réparation de l'église et du clocher du Bosquel-Friaucourt. Oisemont. Boves. — Fol. 43. Du 18 novembre. Impositions. Travaux des routes. « Municipalités ; observations relatives au port des paquets. » — Fol. 45. Du 25 novembre. « Adjudication des ormes sur la route d'Amiens à Abbeville. » Impositions. « Grandvilliers ; officiers municipaux demandent un représentant aux États Généraux. » — Fol. 46 v°. Du 2 décembre. Travaux des routes. Impositions. « Réunion des fermes de St-Pierre-lès-Selincourt. » Municipalités. « Gollencourt ; réunion dudit lieu à la municipalité de Dommartin. » Caubert. — Fol. 49. Du 5 décembre. « Frais de département... Grêle... Bouillancourt en Sery ; mise en état des puits ». etc. « Amiens ; logement des gardes du corps. » Municipalités. — Fol. 50 v°. Du 11 décembre. Impositions. « Pont de Salouel. » — Fol. 51 v°. Du 16 décembre. Impositions. — Fol. 52 v°. Du 18 décembre. Impositions. « Commerce des grains. » Bourseville ; dégâts causés par les eaux sauvages. Aubigny. Travaux des routes. — Fol. 54. Du 23 décembre. « Nomination d'adjoint... Nomination de M. Sangnier l'aîné comme député à l'assemblée de département. » Oisemont. « Friaucourt ; mémoires des habitants pour être déchargés du fournissement des canoniers auxiliaires... Formerie ; deux pompes à acheter... Saleux ; reconstruction du pont de ce village. » — Fol. 56. Du 30 décembre. Canal de St-Valery. Impositions. « Mandat de 300 l. au profit des pères Cordeliers pour le loyer du bureau... Le bureau considérant que le malheur des tems et l'intempérie de la saison aiant forcé la cessation de tout travail, il en résulte la plus grande misère et des assemblées du peuple, que si les biens communaux et revenus des villes et communautés, les charges annuelles déduites, semble être particulièrement destinés et

devoir être employés à subvenir aux besoins qu'elles éprouvent dans des momens de détresse et des cas extraordinaires tels qu'incendie, inondation et autres, c'est surtout dans la circonstance actuelle qu'il écheroit d'y recourir, qu'il n'est pas possible de se dispenser, si les froids continuent, d'aviser aux moïens de secourir le peuple d'une manière plus efficace encore qu'on ne l'a fait jusqu'icy, qu'il pourroit même devenir nécessaire de recourir à la voie de l'imposition, mais que ce ne doit être qu'après que toutes les ressources qui pourroient être ouvertes auront été reconnues insuffisantes, d'où il résulte qu'il auroit été de la dernière importance que l'administration provinciale eut été mise à portée de connoître quelles pouvoient être les ressources de chaque ville et communauté en particulier, afin de pouvoir dispenser les secours qu'elle est dans le cas d'y porter, suivant l'exigence du cas, et en les faisant contribuer dans la proportion que leur faculté à chacune pourroit le permettre, qu'il est démontré et reste pour constant qu'il en est dans ce moment dont les efforts sont éloignés d'atteindre à ce qu'on auroit lieu d'en attendre ; que d'ailleurs toutes les paroisses et municipalités du département ont tous les droits au moins proportionnellement égaux à la source où l'administration provinciale puise les secours qu'elle distribue ; qu'il conviendroit aussi que l'emploi des secours qui, dans ce moment, ne peut être appliqué à des travaux aussi utiles que dans toute autre saison, ne le fut pas non plus trop légèrement et de manière à ne produire aucun fruit ni avantage par la suite ; qu'il seroit donc on ne sçauroit plus intéressant que le bureau fut éclairci sur les doutes qu'il a témoigné relativement à la connoissance à prendre des revenus et des ressources particulières des villes et municipalités ; le bureau considérant d'un autre côté que les secours passagers que quelques particuliers se sont ingérés d'annoncer en cherchant à intéresser la charité de tous les citoyens dont ils se sont chargés de recueillir l'effet et de se rendre les dispensateurs, ne peut que porter le plus grand coup à un établissement dont une longue expérience a déjà assez démontré l'utilité, qu'une pareille association ne peut que détourner pour un tems et peut-être pour la suite les regards des âmes charitables de dessus le bureau, auquel il vient d'être accordé des lettres patentes, que d'ailleurs une pareille association dont les membres restent en quelques sortes inconnus et qui pourroient se régénérer et se multiplier à leur gré, pourroit entraîner une foule d'inconvéniens ; qu'enfin la formation de cette association a prévenu

les quêtes qu'auroit pu faire le bureau de charité établi, il a été arrêté de prier MM. de la commission intermédiaire de vouloir bien se reporter au procès-verbal de l'assemblée générale du département en sa séance du (blanc) octobre dernier, et de vouloir bien, si besoin, en réitérer les sollicitations auprès du Conseil, pour en obtenir les ordres nécessaires, à l'effet par le bureau de pouvoir mettre l'administration provinciale de plus en plus à portée de subvenir à porter des secours aux habitans des villes et des différentes provinces de campagne suivant le besoin, et dans la juste proportion qu'il conviendra ; qu'au surplus MM. de la commission intermédiaire seront priés de vouloir bien prendre singulièrement en considération la délibération prise par l'assemblée complète en sadite séance du 25 octobre dernier ; et enfin qu'ils seroient encore priés d'autoriser le bureau à écrire à Messieurs les officiers de police, pour leur demander de n'autoriser à l'avenir aucune nouvelle association de bienfaisance ou autre qui auroit pour but des soins et des secours auxquels le bureau de charité a suffi jusqu'à présent, et d'autoriser le bureau à en faire part à mesdits sieurs du bureau de charité, pour soutenir et ranimer leur zèle, s'il pouvoit en être besoin. »

1789. — Fol. 58. Du 5 janvier. Cahon, Neuville-Drancourt. Impositions. « 6,000 l. employées à la subsistance des pauvres restés sans travail. » Travaux des routes. — Fol. 60. Du 13 janvier. « État des dépenses de l'assemblée du département d'Amiens du 1^{er} janvier 1788 au 1^{er} janvier 1789. » Indemnités. Pont de Salouel. Oisemont ; collecteurs. Offoy : vaine pâture. Bouillancourt-en-Sery. Bettencourt-Rivière. Beauchamps. Nesle-l'Hôpital. — Fol. 64 v°. Du 15 janvier. Travaux des routes. Impositions. « Commissaires pour la réception des ouvrages parachevés sur les routes. » Chaussées en grès. — Fol. 69. Du 20 janvier. Incendie à Marlers. Incendie d'Oisemont. Travaux des routes. Impositions. Formerie. — Fol. 71 v°. Du 23 janvier. St-Valery. « Amiens, administration municipale. » Équennes. Bourseville. — Fol. 72 v°. Du 17 janvier. « Amiens ; répartition de la capitation. » — Fol. 73. Du 28 janvier. « Amiens ; répartition de la capitation. » Impositions. « Réunion des fermes de l'abbaye de Selincourt à Aumont. » Tours. Rambures. « Tours ; érection d'un vicaire. » Réparations d'églises et presbytères. — Fol. 77. Du 30 janvier. « Capitation d'Amiens ; nobles, officiers de justice et privilégiés. » — Fol. 77 v°. Du 31 janvier. Id. — Fol. 77 v°. Du 3 février. « Capitation. » — Fol. 78. Du 4 février. Plainte du curé doyen de Grandvillier contre la municipalité dudit lieu, à l'occasion de la

nomination d'un maître d'école. « Eslencourt ; réparations du chœur. » — Fol. 79. Du 4 février. « Lettre concernant la capitation bourgeoise. » — Fol. 79 v°. Du 6 février. « Répartition de la capitation bourgeoise... Péronne ; lettre et délibération concernant la conversion de l'assemblée provinciale de Picardie en états provinciaux... Mandat de la somme de 11,554 l. accordée au département, sur les fonds de charité de l'année 1788. » — Fol. 80. Du 10 février. Pépinière d'Amiens. « Répartition des secours accordés aux grélés... Règlement pour la convocation des États Généraux... Neuville-Drancourt ; démission du syndic. » Travaux des routes. « Amiens ; le sieur Seret, greffier de l'élection, requête pour être maintenu dans le droit de perception de 6 s. 4 d. qu'il prétend être dus à son office. » — Fol. 83. Du 12 février. Quevauvillers. Cayeux. St-Pierre-à-Gouy. Pont sur la Selle à Plachy. « Arrêt du conseil d'État du Roi concernant la réunion de plusieurs hameaux aux municipalités voisines... Amiens ; mandat de la somme de 600 l. accordée annuellement aux frères des écoles chrétiennes. » — Fol. 85. Du 17 février. La Chaussée-lès-Picquigny. « Requête de M. Delahaye, afin d'être placé au rôle de la capitation des nobles. » La Faloise. Canal de St-Valery. — Fol. 87. Du 20 février. Incendie de Marlers. — Fol. 87 v°. Du 25 février. Croy. Incendie à Chepy. « Pépinière royale d'Amiens. » Réparations à faire au clocher du Bosquel. Bourseville. — Fol. 89 v°. Du 3 mars. Travaux des routes. « Le sieur Delahaye au rôle de la noblesse... Observations de plusieurs officiers de justice. » Impositions. St-Pierre-à-Gouy. — Fol. 91 v°. Du 10 mars. Incendie d'Oisemont. « Oisemont ; impositions. » Impositions. « Seigneville ; rétablissement du clocher. » — Fol. 95 v°. Du 17 mars. « Blargies ; reconstruction du clocher. » Incendie à Cayeux. Écoles vétérinaires. Pont de Taussac. — Fol. 96 v°. Du 7 avril. Travaux des routes. Impositions. « Boismont, établissement d'un pont... Bosquel ; réparation du clocher... Cayeux ; achat de panier à eau pour incendie. » Bas champs de Cayeux. Tours. La Faloise. « Croissi ; reconstruction de deux ponts... Aumont ; remplacement de syndic. » Marlers. « Forestmontiers ; devis des ouvrages proposés avec les fonds de charité... Lettre de M. le directeur concernant la confection de la taille » ; y transcrite. « Sarcus ; irrégularités dans la municipalité. » Canal entre Bray et Sailly-Lorette. « Lettre de M. le directeur relative aux secours accordés aux grélés », y transcrite. Cambron,

Wincourt-l'Équipée, secours aux grélés. — Fol. 102 v°. Du 15 avril. « Plaintes de la commission adressés au bureau sur le retard des expéditions. » Impositions Pont de Salouel. Bourseville. Morcourt ; secours aux grélés. St-Fuscien. « Moyencourt ; devis des ouvrages proposés avec les fonds de charité... Morcourt ; devis pour la réparation des rues et chemins. » Travaux des routes. — Fol. 106 v°. Du 22 avril. Travaux des routes. Impositions. Bas champs de Cayeux. Moulin à papier à Montières-lès-Gamaches. « Fresmontiers ; fonds de charité. » — Fol. 109 v°. Du 28 avril. Caserne d'Oisemont. « François Lemaire ; secours réclamé pour avoir eu la jambe cassée » en travaillant à une écluse du canal à Pinchefalze. Canal de la basse Somme. Impositions. « Neuville-Leuilly ; fonds de charité, mandat de 200 l... Rogi-Lagrandville, id., mandat de 400 l. ;... Villers-Bretonneux, id., mandat de 102 l... Creuse, fonds de charité. » Eaux sauvages à Saleux. — Fol. 111 v°. Du 1^{er} mai. « Émotions populaires ; moien d'y remédier » ; travaux de charité. « Observations sur la nomination du sieur Rousseau pour conduire les travaux de charité... Le bureau en général et les membres chacun en particulier, vivement affligés que la commission, comme les officiers municipaux, paroissent oublier si souvent son existence et le but de son institution, et informés par la délibération de la commission du 30 avril dernier, que les officiers municipaux poursuivent l'accensement des remparts et fortifications de cette ville, sur laquelle ils ont fourni et présenté au Conseil un projet qui ne peut qu'intéresser essentiellement le département sous une infinité de rapports, et qui pourroit n'avoir pour but que de surprendre du conseil de S. M. la prorogation d'octroi que la ville a le plus grand intérêt de voir supprimer », etc. « Moyencourt ; fonds de charité. » — Fol. 113. Du 5 mai. « Lettre de M. le directeur concernant les inspecteurs et sous-ingénieurs... Marcelcave ; fonds de charité. » Leuilly, id. Hornoy ; id. Impositions. « Andainville, travaux de route avec les fonds de charité... Neuville-Drancourt ; fonds de charité. » — Fol. 117. Du 12 mai. « Hescamps-St-Clair, fonds de charité. » Morcourt, id. Rumigny, id. Cayeux, id. Cottenchy, id. Fresmontiers, id. « Oisemont ; brique et chaux aux incendiés... Hescamps, dégats... Ainal, fonds de charité. » Oresmaux, id. « Morcourt, tourbage. » — Fol. 119 v°. Du 19 mai. Travaux des routes. « Esserteaux ; fonds de charité. » Caulières, id. Aubigny, id. Molliens-Vidame, id. Construction d'un puits à Poix. « — Élencourt ; réparation du clocher, terminé... Oisemont ; état de couvertures faites ;... cazerne. »

Sarcus. Reconstruction du pignon de l'église de Seux. Couverture de l'église de Condé-Folie. Pont de Salouel. Pont de Plachy. — Fol. 124. Du 26 mai. St-Valery. « Foresmontiers ; fonds de charité... Blés venant de l'étranger. » Canal de St-Valery. « Camps et St-Aubin demandent à faire patrouille la nuit... Taisnil ; fonds de charité. » Bas champs de Cayeux. « Boves, fonds de charité... Paroisses qui n'ont pas encore fournis leurs devis pour les fonds de charité... Grattepanche ; emploi des fonds de charité. » Romescamps. Travaux des routes. « Tours ; fonds de charité. » Oresmeaux, id. Conty, id. Neuville-lès-Lœuilly, id. — Fol. 129. Du 2 juin. Incendie d'Oisemont. Construction d'un puits à Poix. Airaines, le Quesnoy et Riencourt. Rogy, fonds de charité... « Ateliers de charité... État de primes payées aux blattiers... Insuffisance de fonds... Abus des primes... Famechon ; garde nocturne... Berni ; fonds de charité » Moulin à papier de Montières-lès-Gamaches. Bouillancourt-en-Sery. « Travaux des routes. » — Fol. 134. Du 9 juin. Ponts de Salouel et de Plachy ; églises de Seux et de Condé-Folie. « Caserne d'Oisemont... Poix ; fonds de charité. » Hescamps, id. Lanchères, id. « Ateliers de charité. » Grattepanche ; fonds de charité. Fresmontiers, id. Boves, id. — Fol. 137 v°. Du 12 juin. Ateliers de charité. « Observations sur la disette des grains... Ordonnance de police qui fait défense de faire du pain mollet... Tagni ; fonds de charité. » Marcelcave, id. — Fol. 139 v°. Du 16 juin. Travaux des routes. Oisemont. Petit-St-Jean. « Formerie ; chèreté et rareté du bled... Délits commis sur la route d'Abbeville... Haleine, paroisse de St-Thibault ; érection d'un vicaire. » — Fol. 141. Du 19 juin. Travaux des routes. Impositions. « Citerne : requête expositive du pillage à craindre des moissons. » Arbres abattus sur la route d'Abbeville. « Wincourt-l'Équipée ; secours en riz. » Fourdrinoy. Romescamps. Rumigny ; fonds de charité. Estrebœuf, id. Hebecourt, — etc.

C. 2135. (Registre.) — In-fol., 146 feuillets, papier.

1789-1790. — Délibérations du bureau intermédiaire. — 1789. — Fol. 1. Du 25 juin. « Mandat pour les fonds de charité de 1789... Oresmaux, fonds de charité... Association civique. » Travaux des routes. « Régime des ateliers de charité. » Quevauvillers. « Tagni ; fonds de charité. » — Fol. 4. Du 27 juin. Travaux des routes. « Glisi ; fonds de charité. » — Fol. 6. Du 28 juin. « Fonds de charité. » — Fol. 6. Du 30

juin. « Travaux de routes... Fonds de charité... Sarcus ; disette de grains... Amiens ; primes et ateliers de charité... Oisemont ; incendiés... Saleu et Salouel ; médiocrité de la dépouille... Revelles, puits... Oisemont ; cazerne. » — Fol. 8. Du 7 juillet. Travaux des routes. « Poix ; fonds de charité. » Hornoy, id. Morcourt, id. Cottenchy, id. Canal de la Somme. « Routes ; établissement de cantonniers... Berny ; fonds de charité. » Aliéné. « Disette de grains. » Impositions. « Marlers ; vicaire... Glisy ; fonds de charité. » Canal de St-Valery. — Fol. 11. Du 14 juillet. « Poix ; fonds de charité. » Impositions. « Formerie ; disette de grains... Pont de Pecquigny... Travaux de routes. » Pont de Taussac. « Incendie de Selincourt... Fonds de charité... Pont de Lanchères... Hornoy... Grandvillers ; secours pour cause de calamité... Cambron ; grélés. » — Fol. 13 v°. Du 21 juillet. « Travaux de routes... Villers-Bretonneux ; fonds de charité. » Nampty, id. Dromesnil, id. La Faloise, id. « Amiens. ateliers de charité... Canal de St-Valery. » La Chaussée-lès-Picquigny ; fonds de charité. Pont de Salouel. Impositions. Aliéné. « Leuilly et le Prieuré ; fonds de charité. » — Fol. 15 v°. Du 28 juillet. Travaux des routes. « Fossemanant ; fonds de charité. » Frémontiers, id. — Fol. 16. Du 4 août. « Airaines ; fonds de charité. » Dromesnil, id. Impositions. Fouilloy. « Viencourt-l'Équipée, fonds de charité. » Aubigny, id. Moyencourt, id. — Fol. 17. Du 11 août. Travaux des routes. « Selincourt ; incendiés, ». Impositions. « Fouilloi ; état de la dépouille... Cagni ; fonds de charité... Officiers municipaux ; règlement. » Formerie. — Fol. 19. Du 18 août. « Réception du portail de Seux. » Briques et chaux à Oisemont. « La Falloise ; fonds de charité. » — Fol. 20. Du 25 août. Impositions. Travaux des routes. « 300 exemplaires du décret pour la tranquillité publique. » Bougainville. Rupture du pont de Sallouel... Saleux ; patrouilles... Grattepanche ; fonds de charité... Moiens de pourvoir aux malheurs du peuple », réception d'une lettre de la commission intermédiaire provinciale. « Le sieur Isnard, réception du pont de Taussac. » — Fol. 21 v°. Du 1^{er} septembre. « Avis du bureau sur la construction des chaussées en cailloutis. » — Fol. 22 v°. Du 9 décembre. « Marcelcave, paiement de 4 soldats de Conti... Bourseville ; reproche au syndic. » Quevauvillers. Travaux des routes. — Fol. 24. Du 16 septembre. Impositions. — Fol. 24 v°. Du 22 septembre. Impositions. « Oisemont ; école » des filles. Travaux des routes. Incendie à Villers-Campsart. Molliens-en-Beauvoisis. « Seux ; église. » Canal de St-Valery. Andainville, fonds de charité. — Fol. 26 v°. Du 29 septembre. « Dury ;

rétribution de la garde militaire et du messier... Cantonniers. » Canal de la haute Somme. — Fol. 27. Du 6 octobre. Gratification demandée par M. Loyer, inspecteur des ponts et chaussées. « Corvée... Avis aux trois paroisses grélées de faire leurs rôles de corvée d'une manière particulière... Berny ; fonds de charité... Manipulation du chanvre. » — Fol. 28 v°. Du 13 octobre. « Pont de Taussac. » Impositions. Bas champs de Sallenelle. Travaux des routes. — Fol. 29 v°. Du 20 octobre. « Adjudication de la ferme des eaux et digues du canal de la haute Somme. » Travaux des routes. Pont de Taussac. Impositions. Réparations d'églises et presbytères. « Neuville-lès-Leuilly ; fonds de charité. » Lœuilly. Andainville, fonds de charité. Dury. — Fol. 33 v°. Du 27 octobre. « Morcourt, Wiencourt et Cambron ; grêle... Déclaration concernant la contribution patriotique. » Impositions. Formeries. « Grandvillers ; l'on ne peut leur accorder de secours à présent. » — Fol. 36. Du 3 novembre. « Lanchères ; fonds de charité. » Hangest. Travaux des routes. Canal de la Somme. Impositions. — Fol. 37. Du 10 novembre. Travaux des routes. Impositions. Garde militaire. Bosquel. « Hornoï ; fonds de charité... Emploi de ce qui reste des fonds de charité. » — Fol. 40 v°. Du 17 novembre « Paiement des cantonniers du département d'Amiens. » Travaux des routes. Impositions. « Cayeux ; fonds de charité... Projet de négociation pour la gabelle. » Mureaumont. Bouillancourt-en-Sery. « Pont sur la levée du marais de Boismond. » — Fol. 45. Du 24 novembre. « Caulières ; fonds de charité. » Impositions. Travaux des routes. Canal de St-Valery. « Conty ; ci-devant privilégiés... Boirault ; traitement des syndic et greffier. » Croissy, Monsures et La Chaussée. « Amiens, avis des officiers municipaux sur le rachat de la gabelle. » — Fol. 48. Du 25 novembre. Impositions. Oisemont. Route d'Amiens à Paris. — Fol. 49. Du 26 novembre. Impositions. Travaux des routes. — Fol. 50. Du 1^{er} décembre. Sommereux. Travaux des routes. Impositions. Incendie de Selincourt. « Ainval et Boiron ; fonds de charité. » Quevauvillers. Oisemont. — Fol. 53 v°. Du 9 décembre. Villers-Campsart. « Bougainville, paiement de soldats... Mission de M. l'abbé de Baisnes à Oisemont... Contribution patriotique... Impositions de 1790 ; observations... Bougainville, contestation sur l'étendue du territoire. » Travaux des routes. « Vaux et Yonval ; défectuosité des chemins. » Chaus-

sées en grès et en cailloutis. « Villers-sous-Mareuil ; fonds de charité. » — Fol. 58 v°. Du 15 décembre. Presbytère de Quevauvillers. — Fol. 59. Du 22 décembre. Travaux des routes. « Grains à faire venir de l'Amérique... Oisemont ; procès-verbal de M. de Baisnes... Briques à délivrer aux incendiés d'Oisemont... Bacouel ; fonds de charité. » Marcelcave, id. Sarcus, id. Impositions. « Bouvresne et Boutavant ; désunion. » Cayeux. « Bosquel, visite des fours et cheminées... Bouquainville ; délibération pour deux dragons accordé à la paroisse... St-Saufflieu, indemnité relative aux couvertures. » Villers-Campsart. Oisemont. — Fol. 65 v°. Du 26 décembre. « Décrets de l'Assemblée Nationale... Amiens et St-Vallery ; lettres concernant les comestibles. » — Fol. 66. Du 29 décembre. Impositions. « Villers-Campsart ; vicaire... Pont d'Ailly-sur-Somme. » Canal de la haute Somme. « Soues et Hangest-sur-Somme ; division des territoires... Le sieur Racine ; canal de St-Vallery... Hornoy ; rôle pour les fonds de charité. » Loyer de chaises pour l'assemblée primaire. Travaux des routes. Bourseville. Rumaisnil. « Molliens-Beauvoisis ; réclamation contre les limites du terroir d'avec celui de Monceaux... Condé-Folie ; église... Oisemont ; incendiés. » Ercourt. « Amiens ; droit qui se perçoit à la halle foraine. »

1790. — Fol. 71. Du 4 janvier. Impositions. Travaux des routes. « Flers ; fonds de charité. » Gratification au sieur Brun, sous-ingénieur à St-Valery. Marlers. « Fleury ; fonds de charité. » Villers-Campsart. « Frais d'administration de 1789. » — Fol. 75. Du 12 janvier. « Amiens, députation de M. Maisnel, etc., à l'Assemblée Nationale. » Travaux des routes. Impositions. « Hocquincourt ; église... Opérations préliminaires pour l'imposition de 1790. » — Fol. 77 v°. Du 14 janvier. Impositions. Pont de Taussac. Corvées. « Rumigny ; fonds de charité. » Neuville-lès-Lœuilly, id. Travaux des routes. « Formerie ; fonds de charité... Lettre du ministre concernant les impositions de 1790 », y transcrite. — Fol. 80. Du 19 janvier. Impositions. Travaux des routes. « Flers ; fonds de charité... Condé-Folie ; église... Cantonniers... Amiens, consommation journalière de bled, seigle ; etc. » Canal de St-Valery. « Bergicourt ; municipalité, mouture des grains. » Petit-St-Jean. « Ailly-sur-Somme, reconstruction de pont. » — Fol. 84 v°. Du 21 janvier. « Département des impositions de 1790. » — Fol. 88. Du 29 janvier. Impositions. « Hescamps ; fonds de charité. » Moyencourt, id. Oisemont. St-Valery. « St-Saufflieu ; fonds de charité. » Fleury, id. Travaux des routes. — Fol. 90 v°. Du 3 février.

« Amiens, décharge et modération de capitation... Conty ; fonds de charité. » Impositions. — Fol. 93 v°. Du 9 février. « Fourdrinoy ; fonds de charité. » Fluy, id. Revelles, id. Berny, id. « Amiens, emploi d'une somme de 20,000 l. accordée par le Roi à la ville. » Travaux des routes. « Comptabilité... Canal de la basse Somme. » Oisemont. Église de Sommereux. « Romescamps ; fonds de charité. » — Fol. 97. Du 16 février. Travaux des routes. « Taisnil ; fonds de charité. » Impositions. Canal de St-Valery. Incendie. « Villers-Campsart. » Cagny ; fonds de charité. — Fol. 99. Du 23 février. « Fourdrinoy ; fonds de charité. » Esserteaux ; id. Église du Bosquel. Travaux des routes. Impositions. « Hescamps ; formation de la nouvelle municipalité. » Molliens-Vidame. « Poix : cazerne... Oisemont, formation de la nouvelle municipalité... Cayeux ; fonds de charité. » — Fol. 102 v°. Du 2 mars. Travaux des routes. Impositions. « Camps en Amiennois ; fonds de charité. » Neuville et Drancourt, id. Église du Bosquel. « Amiens ; établissement d'ateliers de charité... « Fransure, municipalité, demande son suffrage pour être du district de Mondidier... État de la situation des impositions de 1790... Canal de la haute Somme. » — Fol. 106. Du 9 mars. Travaux des routes. Canal de St-Valery. Impositions. « Villers-Campsart ; formation de la nouvelle municipalité. » Tilloloy, id. — Fol. 109 v°. Du 16 mars. « Cottenchy ; fonds de charité. » Travaux des routes. Impositions. « Boves ; fonds de charité. » Incendie à Estrebœuf. « Oisemont ; incendiés. » St-Valery. Canal de St-Valery. « Ainal ; fonds de charité. » Dury. Vicaire d'Avelesges. Paraclet des Champs. — Fol. 117. Du 23 mars. Travaux de charité d'Amiens. Travaux des routes. Fleury ; fonds de charité. Chapitre de la cathédrale d'Amiens. Municipalité de Salouel. Rambures. Impositions. Oisemont, couvertures en tuiles. Dury ; contribution patriotique. Bazinval. — Fol. 121. Du 30 mars. Église du Bosquel. Travaux des routes. Impositions. — Fol. 122. Du 31 mars. Incendie à Blangy. Guyencourt. Impositions. Incendie à Pendé. Oresmeaux ; fonds de charité. Revelle, id. Oisemont. Cantepie. Municipalités. — Fol. 126. Du 7 avril. Travaux des routes. Ruffigny. Saisseval ; travaux de charité. Oisemont. — Fol. 128. Du 13 avril. Travaux de charité de St-Valery, Acheux et Frioules, Ercourt, Cambron. Travaux des routes. Longueau. Aumont. Fransures. St-Valery. — Fol. 130. Du 20 avril. Lettre y transcrite du contrô-

leur général relativement aux impositions. Contestation de limites de territoires entre Hangest et Soues, relativement à la ferme de Bichecourt. Travaux des routes. Boves ; fonds de charité. Morcourt, id. Impositions. Plaintes contre le clerc lai de Woincourt. Bougainville. Canal de la haute Somme. Église de Sommereux. Oisemont. Nampsaumont. — Fol. 135. Du 27 avril. Wiry-au-Mont et au Val. St-Valery ; fonds de charité. Marcelcave, id. Soues et Hangest. Travaux des routes. Impositions. Contestation de limites entre Buyon-Plachy et St-Saufliou. Aumâtre. Territoire de Cottency ; Paraclat des Champs. Incendie à Villeroy. — Fol. 140. Du 4 mai. Impositions. St-Aubin-Montenoy. Travaux des routes. Incendiés. St-Sauflien. Famechon. Incendie de Selincourt ; Caron, architecte à Hornoy. — Fol. 142 v°. Du 11 mai. Impositions. Clairiy ; fonds de charité. Frémontiers. Buyon. La dame d'Auxy décédée au château de Friaucourt au mois d'avril 1787. Travaux des routes, — etc.

C. 2136. (Registre.) — In-fol. 256 pages, papier.

1787-1790. — « Registre aux lettres de l'assemblée du département d'Amiens, commencé le 6 septembre 1787. » — P. 1. Lettre du bureau à la commission intermédiaire provinciale, lui envoyant une expédition du procès-verbal de l'assemblée du département des 1^{er}, 2 et 3 septembre, et lui demandant quelques explications au sujet de cette formalité exigée par les instructions. 6 septembre 1787. — P. 3. A la commission intermédiaire, au sujet de la réclamation faite par la municipalité d'Amiens contre la nomination de M. Maressal de la Houssoye à l'assemblée du département. 18 septembre 1787. — P. 3. A l'assemblée municipale d'Amiens, sur le même objet. 18 septembre 1787. — P. 4. « Circulaire aux syndics des paroisses qui n'ont point envoyé les procès-verbaux de la formation des municipalités. » 18 septembre 1787. — P. 4. Circulaire aux municipalités, leur demandant « quelle est la nature du sol de votre territoire, quels sont les objets de culture de votre paroisse, l'espèce de commerce auquel on s'y adonne, les foires, les marchés que les habitants fréquentent ou qu'ils pourroient fréquenter, et surtout l'état des chemins qui y conduisent, les réparations dont ils sont susceptibles et leur distance des grandes routes. » 18 septembre. — P. 5. Lettre à la commission intermédiaire, sur l'affaire de M. Maressal de la Houssoie. 21 septembre 1787. — P. 5. « Circulaire aux membres de l'assemblée du département non domiciliés en la ville », au sujet de leur logement pendant la tenue de l'assemblée. 22 septembre 1787. — P. 6. « Circulaire à chacun des

membres de l'assemblée du département d'Amiens », au sujet de la tenue de l'assemblée. 27 septembre 1787. — P. 7. « Circulaire aux départements de la province », afin de se concerter avec eux pour fixer le jour de la tenue des assemblées complètes. 7 octobre 1787. — P. 8. « Circulaire à tous les membres de l'assemblée de département », leur faisant savoir que l'ouverture de l'assemblée complète est fixée au 20 octobre, 8 octobre 1787. — P. 8. Lettre à la commission intermédiaire, au sujet des paroisses qui sont divisées en deux communautés. 9 octobre 1787. — P. 9. A la commission intermédiaire, sur la tenue de l'assemblée complète du département. 9 octobre 1787. — P. 10. A l'assemblée municipale d'Amiens, sur l'affaire de M. Maressal de la Houssoie. 14 octobre 1787. — P. 10. A la commission intermédiaire, au sujet de la capitation des privilégiés. 24 octobre 1787. — P. 11. A la commission intermédiaire, relativement aux fonds de charité. 24 octobre 1787. — P. 11. Aux procureurs-syndics du département de Péronne, au sujet de l'abonnement des vingtièmes. 24 octobre 1787. — P. 12. Aux procureurs-syndics du département de Calais, sur le rang observé pour se rendre à la messe du St-Esprit. 26 octobre 1787. — P. 13. Aux procureurs-syndics du département de Doullens, au sujet de l'abonnement des vingtièmes. 26 octobre 1787. — P. 14. « Circulaire pour les municipalités », leur demandant un état de leurs revenus et charges. 26 octobre 1787. — P. 14. Lettre à la commission intermédiaire, sur le bureau des pauvres et les moyens de faire cesser la mendicité, dont un serait « d'autoriser les curés ou autres commissaires du bureau des pauvres, assistés de sergents de ville, ou même d'un cavalier de maréchaussée, à visiter les cabarets à certains jours ouvrables de la semaine, et à les faire vider par les ouvriers connus pour être assistés du bureau ; nous scavons, Messieurs, que M. de Chauvelin, ancien commissaire départi dans la Picardie, avoit tenté d'interdire les cabarets aux ouvriers de la manufacture le lundi et autres jours ouvrables, et que des raisons d'administration s'y opposèrent ; mais à quel point l'abus ne s'est-il point multiplié depuis [que] l'état de cabaretier est devenu la ressource de la fainéantise ? Au reste, il doit être permis à un père de veiller sur ses enfants et de suivre l'emploi de ce qu'il lui donne pour subvenir aux premiers besoins de la vie, et d'empêcher qu'ils ne l'emploient en débauches ; c'est le cas où se trouve le bureau vis-à-vis de ceux qu'il assiste : il ne demande

point à aller au-delà, et il a tout lieu d'espérer que la considération des droits sur la consommation des boissons ne prévaudra pas dans le conseil d'un Roi également juste et compatissant. » 31 octobre 1787. — P. 16. A la commission intermédiaire, au sujet de la carte du département extraite de celle de toute la généralité « que nous avons trouvé chez M. Delatouche... Cette carte indique les villages ou paroisses où se reportent différents hameaux ou écarts, pour ne former ensemble qu'une même communauté et contribuer en commun au paiement des impositions. Un trait noir forme cette indication, un trait rouge pourroit rapporter à chaque paroisse les secours ou hameaux qui en dépendent ; de cette manière, on pourroit saisir d'un coup d'œil et la paroisse et la communauté d'où chaque endroit dépendroit ; on pourroit encore ajouter la distance à laquelle chaque village se trouve des grandes routes, par un trait bleu, suivant qu'on le voit sur la grande carte ; enfin pour plus de développement, on pourroit s'aider des cartes de M. de Cassini ; toute cette opération ne pourroit tendre qu'à rendre notre correspondance plus simple et plus facile, surtout en vous procurant, Messieurs, et aiant par devers vous la carte entière de la province. Il seroit même bien à désirer que chaque département put avoir cette dernière ; ce ne seroit point un grand coût que de la faire graver, mais auparavant il faudroit que chaque département eût travaillé de son côté comme nous avons fait du nôtre et continuerons de le faire, à rectifier toutes les erreurs qui existent dans les noms et les rapports de tous les villages entre eux. Avant tout, nous croions qu'il conviendrait que nous fussions à portée de rapporter et d'asseoir sur notre carte la situation de toutes les routes, en y distinguant les trois classes renseignées dans le compte que vous a rendu M. Delatouche ; nous ne pouvons le faire qu'autant que vous voudrez bien nous confier le plan routier qu'il vous a remis en même temps, et qui doit se trouver dans votre dépôt. » 2 novembre 1787. — P. 18. A l'assemblée municipale de St-Valery, au sujet des octrois de ladite ville. 22 novembre. — P. 18. A l'assemblée provinciale, relativement à l'incendie d'Oisemont. 24 novembre 1787. — P. 19. A l'assemblée provinciale, lui envoyant l'état de formation des municipalités du département. 28 novembre 1787. — P. 20. Au sieur Parmentier, syndic à Cayeux, lui marquant que « nous recevrons avec plaisir votre mémoire sur les abus qui se glissent dans la répartition des subsides, les inconvénients de la forme usitée, et les moies d'y remédier. » 28 novembre 1787. — P. 21. A l'assemblée provinciale, sur l'affaire de M. Maressal de la Houssoye. 3 décembre 1787.

P. 24. A l'assemblée municipale d'Amiens, lui faisant savoir que le Conseil a jugé la nomination de M. Maressal de la Houssoye régulière. 9 janvier 1788. — P. 24. Aux officiers municipaux d'Amiens, leur demandant leurs observations sur la direction projetée du canal de la Somme dans la partie qui cotoie la ville d'Amiens. 10 janvier 1788. — P. 24. Aux procureurs-syndics provinciaux sur le même objet. 10 janvier 1788. — P. 26. A l'assemblée municipale de St-Valery, lui demandant « comment vous subvenez au paiement des charges de votre municipalité, lorsque vous dites qu'elle n'a aucuns revenus. » 14 janvier 1788. — P. 26. Aux membres de l'assemblée du département, sur l'amélioration des haras. 14 janvier 1788. — P. 27. A l'assemblée municipale d'Oisemont, lui demandant des éclaircissements, sur son sergent de ville. 18 janvier 1788. — P. 27. A la municipalité de Gamaches, sur la constitution du corps municipal dudit lieu. 18 janvier 1788. — P. 27. A la municipalité de St-Valery, sur la demande qu'elle a faite de l'établissement d'une poste aux lettres et d'une poste aux chevaux d'Eu à St-Valery. 18 janvier 1788. — P. 28. Aux officiers municipaux d'Amiens, sur la partie du canal de la Somme qui doit cotoyer la ville. 22 janvier 1788. — P. 29. Au curé de Frucourt, au sujet des réparations de son presbytère. 1^{er} février 1788. — P. 29. « Circulaire à toutes les municipalités », sur l'obligation où elles sont d'envoyer à la commission intermédiaire provinciale les pièces relatives aux contestations où elles ont intérêt. 4 février 1788. — P. 30. Lettre à la municipalité de Dameraucourt, sur les réparations à faire au presbytère dudit lieu. 6 février 1788. — P. 31. A la commission intermédiaire, relativement aux vingtièmes. 15 février 1788. — P. 32. Au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet des haras. 19 février 1788. P. 33. A Pierre Morviller, maréchal ferrant à Amiens, sur la nomination du syndic dudit lieu. 19 février 1788. — P. 33. A l'assemblée municipale de Blargie, sur la désunion demandée par les habitants d'Habancourt et Hanincourt. 21 février 1788. — P. 34. Aux officiers municipaux d'Amiens, relativement au canal de la Somme. 28 février 1788. — P. 34. Aux procureurs-syndics provinciaux, sur le passage du canal de la Somme à Amiens. 10 mars 1788. — P. 35. « Circulaire aux municipalités » sur l'abonnement des vingtièmes. 13 février 1788. — P. 37. « Circulaire aux municipalités », relativement aux travaux des routes. 14 mars 1788. — P. 38. « Circulaire aux

municipalités », sur l'obligation où elles sont d'envoyer au bureau intermédiaire du département toutes les lettres et paquets contenant leurs requêtes, mémoires ou réponses, sauf ce qui concerne l'autorisation qui leur est nécessaire pour plaider en nom collectif, et qui doit être envoyé directement à la commission intermédiaire provinciale. 14 mars 1788. — P. 40. Lettre à la commission intermédiaire, au sujet des vingtièmes. 14 mars 1788. — P. 40 Aux officiers municipaux d'Amiens, sur le même sujet. 18 mars 1788. — P. 44. A la commission intermédiaire, sur une demande d'établissement de marchés francs faite par les officiers municipaux de St-Valery. 11 avril 1788. — P. 44. A l'assemblée municipale de Cayeux, sur la répartition d'une somme de 100 l. accordée au maître d'école de ladite paroisse, pour l'instruction gratuite des pauvres. 12 avril 1788. — P. 44. A l'assemblée municipale de Bougainville, au sujet du vicaire dudit lieu. 12 avril 1788. — P. 47. A la commission intermédiaire, sur la démission du greffier de l'assemblée municipale de Saigneville. 17 avril 1788. — P. 48. « Circulaire aux municipalités », sur le projet de faire planter les communes. 25 avril 1788. — P. 49. « Circulaire aux municipalités », leur demandant divers renseignements. 16 avril 1788. — P. 50. « Circulaire aux municipalités » au sujet des fonds de charité, et leur demandant divers renseignements nécessaires à leur répartition. 17 avril 1788. — P. 51 Lettre à la commission intermédiaire, relativement à l'incendie d'Oisemont. 18 avril 1788. — P. 52. Au syndic de Marest-Oust, sur la correspondance du bureau avec les assemblées municipales. 18 avril 1788. — P. 53. A l'assemblée municipale d'Eslenecourt sur la plainte par le curé dudit lieu de n'avoir pas été appelé à la rédaction de l'état des matières imposables. 22 avril 1788. — P. 53. A l'assemblée municipale de Sommereux, sur des réparations à faire au clocher dudit lieu. 22 avril 1788. — P. 54. A l'assemblée municipale de St-Valery, sur l'établissement de marchés francs audit lieu. 24 avril 1788. — P. 55. Aux procureurs syndics provinciaux, au sujet des travaux des routes. 25 avril 1788. — P. 57. A l'assemblée municipale de Romescamps, relativement aux biens de l'ordre de Malte. 26 avril 1788. — P. 58. A l'assemblée municipale de St-Mauvis, sur le même objet. 26 avril 1788. — P. 59. A l'assemblée municipale de Salouel, sur une affaire qui intéresse ladite paroisse. 28 avril 1788. — P. 60. Aux procureurs-syndics provinciaux, relativement au canal de la Somme. 2 mai 1788. — P. 60. A la municipalité d'Oisemont, sur la fabrication de la brique et de la chaux, pour la reconstruction des

maisons incendiées. 2 mai 1788. — P. 61. A l'assemblée municipale de Creuse, sur la correspondance administrative. 6 mai 1788. — P. 61. A l'assemblée municipale de St-Pierre-à-Gouy, sur le même objet. 6 mai 1788. — P. 62. A l'assemblée municipale d'Eslenecourt, sur la nécessité de reconstruire le chœur de l'église dudit lieu. 6 mai 1788. — P. 62. A la municipalité de Formerie, sur la tenue des assemblées municipales. 6 mai 1788. — P. 64. A la municipalité d'Oisemont sur les aumônes à distribuer aux incendiés. 8 mai 1788. — P. 64. A M. Delatouche, ingénieur des ponts et chaussées de la généralité, sur les travaux des routes. 11 mai 1788. — P. 65. A la commission intermédiaire, sur les travaux des routes. 15 mai 1788. — P. 67. A la communauté de St-Pierre de Selincourt, au sujet des fermes de l'abbaye de S^e-Larme. 16 mai 1788. — P. 68. A la commission intermédiaire, relativement à l'établissement de marchés francs à St-Valery. 16 mai 1788. — P. 68. A la commission intermédiaire, sur la répartition des secours accordés aux incendies d'Oisemont. 16 mai 1788. — P. 70. A la commission intermédiaire, au sujet du canal de St-Valery. Mai 1788. — P. 71. A la commission intermédiaire, au sujet du pont de Taussac. 20 mai 1788. — P. 71. A M. Delatouche, ingénieur en chef, sur la vente des arbres de la route d'Abbeville. 6 juin 1788. — P. 72. A M. Loyer, ingénieur du département d'Amiens, sur la réparation du clocher de Sommereux. 9 juin 1788. — P. 73. A la municipalité de Dromainnil, sur la nomination de trois membres pour compléter l'assemblée municipale dudit lieu. 9 juin 1788. — P. 74. Aux officiers municipaux d'Amiens, sur une requête du sieur Coupelon, maître écrivain, relativement à l'entretien du pavé de ladite ville. 9 juin 1788. — P. 75. A la municipalité de Marlers, sur l'érection d'un vicaire dans ladite paroisse. 10 juin 1788. — P. 76. A la commission intermédiaire, sur des troubles survenus à Oisemont. 10 juin 1788. — P. 78. A la commission intermédiaire, au sujet du pont de Saleux. 18 juin 1788. — P. 78. A la commission intermédiaire, au sujet des fermes de l'abbaye de S^e-Larme de Selincourt. 18 juin 1788. — P. 83. A la commission intermédiaire, sur la réparation de l'église d'Oisemont. 20 juin 1788. — P. 84. Aux officiers municipaux de Gamaches, sur le renouvellement du corps municipal dudit lieu. 20 juin 1788. — P. 86. A la municipalité de Bouillancourt en Sery, sur ce que les habitants de Wattebléry, se plaignent de ne pas être appelés aux assemblées. 10

juin 1788. — P. 86. A M. Loyer, ingénieur, sur des réparations à faire à la couverture de la nef de l'église de Neuville-au-Bois. 26 juin 1788. — P. 88. A la municipalité de Boismont, au sujet d'un syndic et de deux nouveaux membres à élire. 27 juin 1788. — P. 91. Aux procureurs-syndics provinciaux, relativement au canal de St-Valery. 3 juillet 1788. — P. 93. A M. Thouret, membre de la municipalité de Nampty, lui recommandant d'assister exactement aux assemblées. 13 juillet 1788. — P. 94. A la municipalité de Sommereux, sur la réparation de son clocher. 5 juillet 1788. — P. 97. A la municipalité de Saleux sur une requête des habitants de Salouel, qui demandent à être distraits de Saleux. 10 juillet 1788. — P. 103. A M. Jourdain de Thieulloy, sur la réparation des rues d'Équennes. 16 juillet 1788. — P. 103. A M. Fauchon, à Conty, sur des dégâts commis par les eaux à Thois. 16 juillet 1788. — P. 105. Au comte de Caulières, sur les dégâts causés à Vaux et Yonval par les orages des 15, 16, 17 et 18 juillet. 18 juillet 1788. — P. 105. Au comte de Caulières, sur des inondations qui ont eu lieu à Caubert au mois de juin précédent. 18 juillet 1788. — P. 105. Au doyen de St-Valery, sur les dommages causés par les pluies à Cahon et Gouy le 9 juillet. 18 juillet 1788. — P. 106. Au doyen de St-Valery, sur les dommages causés au Montant, paroisse de Bouillancourt-sous-Miannay par les inondations du mois précédent. 18 juillet 1788. — P. 107. A la commission intermédiaire, sur la culture du turneps, pour suppléer aux récoltes détruites. 22 juillet 1788. — P. 107. A M. Boulet de Varennes, sur le même objet. 22 juillet 1788. — P. 108. Aux procureurs-syndics provinciaux, sur les réparations du château d'eau d'Amiens. 22 juillet 1788. — P. 109. A la commission intermédiaire, au sujet d'un incendie arrivé à Neuville-Drancourt. 25 juillet 1788. — P. 114. A la municipalité de Cayeux, au sujet des rôles de répartition pour les appointements du maître d'école et pour les gages du garde messier de ladite paroisse. 28 juillet 1788. — P. 114. A la municipalité de Sommereux, sur le rôle de répartition des appointements du maître d'école de ladite paroisse. 28 juillet 1788. — P. 115. A la commission intermédiaire provinciale, sur un incendie arrivé à Tilloy. 29 juillet 1788. — P. 115. Au doyen de Saint-Valery, sur des dégâts occasionnés par les grandes eaux à Bouillancourt-sous-Miannay au mois de juin. 30 juillet 1788. — P. 116. A M. Sohier, membre du département, au Hamel lès Corbie, lui demandant des éclaircissements sur les dégâts causés par la grêle à Wiencourt l'Équipée et à Morcourt. 1^{er} août 1788. — P. 117. A la municipalité d'Oisemont, sur la

décharge de vingtième accordée aux incendiés dudit bourg. 4 août 1788. — P. 121. A la commission intermédiaire, sur les dégâts causés par la grêle au mois de juin, au hameau de Belleville. 8 août 1788. — P. 122. Au comte de Caulières, lui demandant de vouloir bien constater les dégâts causés par la grêle du 12 juillet à Thieulloy-l'Abbaye. 8 août 1788. — P. 123. A la municipalité de Conty, lui marquant que la commission intermédiaire a approuvé les raisons qui ont engagé l'assemblée paroissiale dudit lieu à ne nommer que six membres pour l'assemblée municipale. 8 août 1788. — P. 124. A la municipalité de Lanchères, sur le rétablissement et l'entretien de plusieurs petits ponts. 8 août 1788. — P. 124. A M. Fauchon, à Conty, sur un incendie survenu à Namps-au-Val, au mois de juin précédent. 9 août 1788 — P. 125. Au marquis de Grasse, le priant de vérifier les pertes causées à la Verrière par les eaux sauvages, le 21 juillet. 9 août 1788. — P. 126. A la municipalité de Saleux, relativement à la construction d'un pont sur la Selle. 9 août 1788. — Fol. 129. A l'hôtel-de-ville d'Amiens, au chapitre et à l'abbaye de St-Jean de ladite ville, au sujet de la convocation des États Généraux. 14 août 1788. — P. 129. A l'hôtel-de-ville d'Amiens, sur les secours à apporter aux victimes de la grêle du 13 juillet. 14 août 1788. — P. 131. A un destinataire non désigné, au sujet du canal de St-Valery. 14 août 1788. — P. 133. A l'académie d'Amiens, aux officiers du grand bailliage, etc., sur les secours à fournir aux victimes de l'orage du 13 juillet. 16 août 1788. — P. 137. Au comte de Caulières, le priant de vérifier le dommage causé par la grêle à Damereaucourt. 19 août 1788. — P. 137. Au même, pour faire de même à La Maronde. 20 août 1788. — P. 137. A M. Ledoux, de Bourseville, le priant de se transporter à Bailleul, Bellifontaine et dans tous les lieux accidentés des environs. 20 août 1788. — P. 138. Au comte de Caulières, le priant de vérifier les dégâts causés par la grêle à Thieulloy-la-Ville. 20 août 1788. — P. 140. Aux procureurs-syndics provinciaux, sur la tenue prochaine des assemblées de départements. 21 août. — P. 145. Aux membres de l'assemblée du département d'Amiens, au sujet des secours à procurer aux victimes de la grêle du 13 juillet. 23 août 1788. — P. 147. Aux membres de l'assemblée du département, au sujet des pépinières. 23 août 1788. — P. 148. Aux officiers municipaux d'Amiens, sur les droits que peut avoir ladite ville à prétendre à ce que les États Généraux soient tenus dans ses murs. 29 août 1788. — P. 152. Aux membres de l'assemblée de département,

leur faisant savoir que l'assemblée se réunira le 11 octobre à 9 h. du matin dans une des salles du couvent des Cordeliers. 11 septembre 1788. — P. 152. Circulaire aux municipalités, leur donnant des instructions d'après les différentes décisions du Roi adressées à la commission intermédiaire provinciale. 15 septembre 1788. — P. 155. Lettre à l'assemblée municipale d'Airaines, sur le remplacement de M. Dumont à l'assemblée de département. 24 septembre 1788. — P. 157. A M. Ansquière ingénieur des ponts et chaussées à Abbeville, au sujet des approvisionnements des routes. 27 septembre 1788. — P. 157. A MM. Brun et Loyer, au sujet des travaux des routes. 7 octobre 1788. — P. 158. Aux officiers municipaux d'Amiens, relativement aux États Généraux. 7 octobre 1788. — P. 157. Au président de l'élection, sur le refus fait par le greffier de ladite élection de communiquer au bureau les pièces nécessaires à l'imposition de la taille. 15 octobre 1788. — P. 160. A la commission intermédiaire, au sujet du pont de Taussac. 15 octobre 1788. — P. 161. A M. Loyer, ingénieur, sur le rétablissement du pont d'Hangest-sur-Somme. 15 octobre 1788. — P. 161. A M. Delatouche, sur des insinuations défavorables dirigées contre lui. 25 octobre 1788. — P. 163. A la commission intermédiaire, sur la répartition des fonds de charité accordés par le Roi aux grélés. 6 novembre 1788. — P. 164. A M. Loyer, au sujet d'une requête des habitants de Foucaucourt-hors-Nesle, sur l'interdiction de leur église. 14 novembre 1788. — P. 165. A la municipalité du Quesnoy-sur-Airaines, au sujet du paiement des greffiers des assemblées municipales. 14 novembre 1788. — P. 166. A M. Lefebvre, entrepreneur à Oisemont, sur la fourniture de la brique aux incendiés dudit lieu. 17 novembre 1788. — P. 166. A M. Loyer, ingénieur, sur les réparations à faire au clocher de Sommereux. 17 novembre 1788. — P. 167. A la municipalité du Bosquel, sur la réparation du clocher dudit lieu. 21 novembre 1788. — P. 168. Aux officiers de l'élection d'Amiens, sur le département des tailles. 26 novembre 1788. — P. 169. A M. Loyer, ingénieur, sur des réparations à faire à la nef de l'église de Condé-Folie. 28 novembre 1788. — P. 169. A la commission intermédiaire, sur la vente des arbres de la route d'Amiens à Abbeville. 2 décembre 1788. — P. 170. A la commission intermédiaire, au sujet de l'affaire avec l'élection. 2 décembre 1788. — P. 172. Aux procureurs-syndics provinciaux, au sujet du canal de St-Valery. 5 décembre 1788. — P. 174. « Circulaire aux différents propriétaires des terres entreprises pour le creusement du canal » de St-Valery, y dénommés. 24 décembre 1788. P. 176. Lettre à M. Sangnier,

aîné, à St-Mauvis, lui faisant savoir sa nomination comme député à l'assemblée du département. 8 janvier 1789. — P. 176. A M. Jourdain de Thieulloy, relativement au pont de Salouel. 13 janvier 1789. — P. 177. Au chapitre de la cathédrale, au sujet d'un pont à reconstruire à Buyon-Plachy. 18 janvier 1789. — P. 178. Aux officiers municipaux d'Amiens, sur la répartition de la capitation. 28 janvier 1789. — P. 178. A la commission intermédiaire, sur « le silence affecté que gardent les officiers municipaux sur l'envoy que nous leur avons fait de l'arrêt du Conseil du 30 septembre dernier et de la délibération que nous avons prise en conséquence. » 24 janvier 1789. — P. 180. Aux officiers municipaux de Grandvilliers, au sujet des troubles qui existent dans ladite paroisse pour la nomination d'un clerc lai. 5 février 1789. — P. 181. Aux officiers municipaux d'Amiens, leur réclamant la communication des rôles de la capitation bourgeoise de 1788. 5 février 1789. — P. 182. Au greffier en chef de l'élection, au sujet du rôle des tailles. 3 février 1789. — P. 182. Au bureau intermédiaire de Péronne, lui marquant que « nous sommes convaincus comme vous, Messieurs, des avantages de la constitution des assemblées provinciales sur celle des états provinciaux tels que nous les connaissons ; nous croions même avec vous que cette constitution est la meilleure pour toute espèce d'administration provinciale, quelque puisse être d'ailleurs sa dénomination ; nous croyons aussi que le peuple ne sçauroit en ce moment trop faire entendre sa voix pour réclamer le prétieux avantage de s'administrer lui-même et pour indiquer la forme d'administration qu'il croit la plus propre à son bonheur ; nous croyons enfin que les municipalités, qui sont ses interprètes, doivent exprimer son vœu, et nous profitons de votre exemple, pour faire auprès des villes de ce département ce qui dépendra de nous pour qu'elles demandent des états sous le régime des assemblées provinciales. » 10 février 1789. — P. 183. A M. Loyer, au sujet de la réparation de l'église de Seux. 12 février 1789. — P. 183. Circulaire aux municipalités, au sujet des fonds de charité. 6 mars 1789. — P. 185. « Circulaire concernant les moutons et les fonctions des syndics paroissiaux. » 17 mars 1789. — P. 187. Lettre à la commission intermédiaire sur le privilège exclusif de la navigation de la Somme réclamé par les matelots classés de ladite rivière. 17 avril 1789. — P. 189. Au prince de Poix, sur la réparation du chœur de l'église d'Élencourt. 21 avril 1789. — P. 189. Au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet du canal de la Somme. 24 avril 1789.

— P. 189. A la commission intermédiaire, relativement au canal des bas champs de Cayeux. 24 avril 1789. — P. 190. « Circulaire concernant le recouvrement des rôles des tailles. » 28 avril 1789. — P. 193. Lettre aux procureurs-syndics du département d'Abbeville relativement au canal de St-Valery. 25 mai 1789. — P. 195. A la commission intermédiaire, au sujet des incendiés d'Oisemont. 4 juin 1789. — P. 195 A la chambre du commerce, relativement au canal de Saint-Valery. 10 juin 1789. — P. 197. A M. Pincepré de Buire, député à l'Assemblée Nationale, au sujet de la disette. 4 juillet 1789. — P. 197. Aux procureurs-syndics provinciaux, sur les ateliers de charité. 4 juillet 1789. — P. 200. A l'évêque d'Amiens, sur la tenue des assemblées de départements. 12 septembre 1789. — P. 201. A M. Dubrun, doyen de St-Valery, relativement aux cantonniers. 8 octobre 1789. — P. 201. A la commission intermédiaire, au sujet du canal de Picardie. 12 octobre 1789. — P. 204. A la commission intermédiaire, relativement aux cantonniers. 13 novembre 1789. — P. 205. A la municipalité de Sarcus, sur l'administration municipale. 17 novembre 1789. — P. 206. A l'abbé Mellier, relativement au canal de St-Valery. 19 novembre 1789. — P. 207. A la commission intermédiaire relativement aux cantonniers. 20 novembre 1789. — P. 209. A la commission intermédiaire, au sujet des subsistances. 23 décembre 1789. — P. 210. A la commission intermédiaire, sur la reconstruction d'Oisemont. 23 décembre 1789. — P. 211. A M. Dubrun, doyen de St-Valery, lui demandant des renseignements sur la consommation en grains de ladite ville. 26 décembre 1789. — P. 212. A la commission intermédiaire, au sujet du canal. 5 janvier 1790. — P. 212. Au marquis de Valengart, sur l'imposition des privilégiés. 14 janvier 1790. — P. 213. A la commission intermédiaire, sur le département des impositions. 15 janvier 1790. — P. 215. A la commission intermédiaire, relativement aux cantonniers. 21 janvier 1790. — P. 215. A la municipalité de Villers-Campsart, sur l'incendie dudit lieu. 21 janvier 1790. — P. 216. Aux officiers municipaux d'Amiens, sur les travaux de la basse Somme. 30 janvier 1790. — P. 217. Aux procureurs-syndics provinciaux, sur la constitution des municipalités. 5 février 1790. — P. 217. Circulaire aux municipalités sur les éclaircissements à donner au sujet des biens ecclésiastiques. 18 février 1790. — P. 218. Lettre à M. Piquet, sur les réparations à faire au clocher de Sommereux. 24 février 1790. — P. 219. A l'évêque d'Amiens, sur la reconstruction du clocher du Bosquel. 25 février 1790. — P. 220. Aux officiers municipaux d'Amiens au sujet des

travaux de charité. 1^{er} mars 1790. — P. 223. Aux officiers municipaux d'Oisemont, sur une décharge d'imposition demandée par un incendié dudit lieu. 18 mars 1790. — P. 223. A la commission intermédiaire, relativement aux ateliers de charité. 26 mars 1790. — P. 224. Aux officiers municipaux de St-Valery, relativement à la taille. 29 mars 1790. — P. 226. A M. Picquet de Dourier, au sujet de la contribution patriotique. 30 mars 1790. — P. 227. A la commission intermédiaire, sur l'adjudication des arbres de la route d'Amiens à Breteuil. 3 avril 1790. — P. 227. Au comité ecclésiastique à l'Assemblée Nationale, au sujet des biens ecclésiastiques. 5 avril 1790. — P. 228. A M. Brun, sous-ingénieur, au sujet des travaux de charité. 17 avril 1790. — P. 229. Au comité des finances, au ministre et aux députés du bailliage d'Amiens à l'Assemblée Nationale, sur des difficultés que font les officiers de l'élection d'Amiens pour signer les rôles des impositions. 21 avril 1790. — P. 232. A M. Laurent de Lionne, relativement au canal de la haute Somme. 26 avril 1790. — P. 232. A M. Piquet, doyen de Grandvilliers, sur la réparation du clocher de Sommereux. 26 avril 1790. — P. 234. Au procureur du Roi en l'élection, relativement aux impositions. 29 avril 1790. — P. 236. A la commission intermédiaire, sur les difficultés soulevées par les officiers de l'élection au sujet du mandement de 1790. 8 mai 1790. — P. 237. A M. Bachimont, à Courcelles, sur le refus par lui fait de remettre à la nouvelle administration de ladite municipalité les pièces dont il était détenteur lorsqu'il en était syndic. 12 mai 1790. — P. 238. A Louis Duminil, à Cavillon, sur des propos injurieux par lui proférés à l'endroit de la municipalité de ladite paroisse. 15 mai 1790. — P. 240. Au maire de Domart-sur-la-Luce, sur des contraventions par lui commises aux règlements concernant la garde des bestiaux et la conservation des récoltes. 17 mai 1790. — P. 240. A la municipalité de Poix, sur un différend en limites de territoires avec Éplessier. 19 mai 1790. — P. 240. Au sieur Bertoux, à St-Romain, sur les frais des assemblées primaires. 19 mai 1790. — P. 241. Aux députés du bailliage à l'Assemblée Nationale, les remerciant d'avoir obtenu le décret du 30 avril, relativement aux rôles des impositions. 19 mai 1790. — P. 244. A la municipalité de Remiencourt, relativement à la contribution patriotique. 27 mai 1790. — P. 245. Circulaire aux municipalités, sur le retard éprouvé par le recouvrement des impositions de 1790. 28 mai 1790. — P. 246. Lettre de M. Belloy, maire de

Tœufles, sur la contribution patriotique. 29 mai 1790. — P. 246. A MM. Loyer et Brun, sur les travaux des routes. 2 juin 1790. — P. 247. Aux officiers municipaux d'Amiens, au sujet du canal. 3 juin 1790. — P. 248. Circulaire aux municipalités, sur la contribution patriotique. 5 juin 1790. — P. 250. Lettre aux municipalités de Fresnoy et de Fluy, sur une contestation de territoires. 18 juin 1790. — P. 252. A la municipalité de Fourdrinoy, sur la garde à monter pour la conservation des moissons 2 juillet 1790. — P. 252. A la municipalité d'Hornoy, sur la répartition d'une somme pour travaux de charité. 2 juillet 1790. — P. 253. A la municipalité de Quesnoy-sous-Airaines, sur la contribution patriotique 16 juillet 1790. — P. 254. A la municipalité d'Airaines, sur le même objet. 20 juillet 1790. — P. 255. A M. Dubrun, sur des plaintes en mauvais traitements contre le maître d'école de Woincourt. 20 juillet 1790, — etc.

C. 2137. (Registre.) — In-fol., 11 pages, papier.

1787-1788. — « Registre aux dépôts des pièces d'administration de l'assemblée de département d'Amiens et de sa commission intermédiaire, commencé le 1^{er} septembre 1787. »

C. 2138. (Liasse.) — 20 pièces, papier (1 imprimée).

1787-1789. — Impositions. — « Extrait du rôle des sommes que le Roi en son Conseil veut et ordonne être payées par les bourgeois, marchands et artisans des villes franches et abonnées de la généralité d'Amiens, pour leur capitation de l'année 1787 », etc. ; ville de St-Valery. 27 février 1787. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 9 mai 1788 », relativement à la capitation des officiers de justice et des privilégiés. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 13 août 1788 », au sujet des excédents à déduire des impositions. — Lettre de la commission intermédiaire à l'assemblée du département d'Amiens, lui envoyant un arrêt du conseil d'État du 30 septembre précédent qui règle provisoirement les formes de la répartition des impositions par les municipalités des villes. Amiens, 14 octobre 1788. — « Copie de la lettre écrite par M. le directeur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens le 14 octobre 1788 », au sujet des difficultés faites par les officiers des élections pour le département des tailles. — Lettre des procureurs syndics provinciaux à l'assemblée du département

d'Amiens, lui faisant savoir qu'à cause de la réunion des États Généraux, il ne serait rien innové en 1789 sur l'imposition des vingtièmes. Amiens, 18 octobre 1788. — « Année 1788. Projet de répartition de la capitation des non taillables de la généralité d'Amiens. » — Id. 1789. — « Département d'Amiens ; mandement pour la capitation des non taillables en 1789. » — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire du département d'Amiens, relativement à la capitation des non taillables. Amiens, 21 janvier 1789. — Département de la capitation des non taillables du département d'Amiens. 3 mars 1789. — Lettre des procureurs syndics provinciaux à ceux du département d'Amiens, sur le rôle de la capitation des villes d'Amiens et de St-Valery. Amiens, 5 mai 1789. — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet de la capitation. Amiens, 9 juillet 1789. — « État de pertes formé par le bureau intermédiaire du département d'Amiens, pour servir à la répartition du moins imposé accordé par le Roy à ce département en l'année 1789. » 22 septembre 1789. — Élection d'Amiens. Extrait du département des droits de nouvel acquet des usages 1790. — Modèle d'imprimé pour le département de la taille. 1789 (impr. 14 p. in-4°). — etc.

C. 2139. (Liasse.) — 245 pièces, papier.

1788. — Impositions. — États des domaines et forêts du Roi, biens patrimoniaux des princes du sang, de l'ordre de Malte et des hôpitaux : Acheux en Vimeu. — Ailly-sur-Somme. — Aubercourt. — Aumâtre. — Aumont. — Avesne et Saulchoy. — Avlèges. — Bacouel. — Bailleul. — Bainast et Le Zaleux. — Beauchamps-Embreville. — Beaudéduit. — Behen. — Bellavesne. — Belleuse. — Bellifontaine. — Belloy-St-Léonard. — Bernapré. — Berny. — Betembos. — Bettencourt-Rivière. — Biencourt. — Blangy-sous-Poix. — Blangy et Tronville. — Blargies. — Bouguainville. — Bouillancourt-sur-Miannay et Montent. — Bourseville. — Bouzencourt. — Bovel. — Boves. — Brassy. — Bray-lès-Mareuil. — Breilly-sur-Somme. — Bussy. — Buyon et Plachy. — Cachy. — Cagny. — Cahons et Gouy. — Camps-en-Amiénois. — Cartigny. — Cauberq. — Caulliers. — Cayeux. — Cavillon. — Cempuis. — Cérisy-Buleux. — Cérisy-Gailly. — Chepy et Moncheaux. — Chocqueuse-les-Bénards. — Citerne et Ionville. — Clairly-le-Saulchoy. — Condé-Folie.

— Contenchy. — Contre. — Conty, Luzières et Rivière. — Courcelles-lès-Poix. — Courcelles-sous-Thoix. — Creuse. — Croissy. — Croix-au-Bailly. — Croix-rault. — Croy-Wailly. — Dameraucourt. — Dargies. — Domart-sur-la-Luce. — Dreuil-lès-Amiens. — Droménil. — Dury. — Épaumesnil. — Éplessiers. — Équenne. — Éremcourt. — Eslencourt. — Essertaux. — Estrées. — Étrebœuf. — Étrejus. — Famechon. — Fay-lès-Hornoy. — Feuquières. — Fleury. — Floixicourt. — Fluy. — Fontaine-le-Sec. — Fontaine-sous-Catheux. — Forceville. — Formerie. — Fossemanant. — Foucaucourt-hors-Nesle. — Fourdrinoy. — Framicourt-le-Grand. — Fransure. — Frémontier. — Frenneville. — Fresnes. — Fresnoy-au-Val. — Fressenneville. — Frétemolle. — Fretteville. — Friaucourt. — Friccamps. — Friville. — Frucourt-sur-Limeux. — Gamaches. — Gentelle. — Glisy. — Golancourt. — Gouy-les-Groseillers. — Gouy-l'Hôpital. — Grandvilliers. — Grattepanche. — Guignemicourt. — Guizencourt. — Guyencourt. — Hallivillers. — Hamel. — Hamet. — Hangard. — Hangest-sur-Somme. — Herculaines. — Hercourt. — Hescamps. — Heucourt. — Hocquincourt. — Hornoy. — Huppy et Poulrière. — Jumelle et Petit Bosquet. — Lachaussée et Tirecourt. — Lafaloise. — Laleu. — Lamaronde. — La Motte-en-Santerre. — Lanchères. — Lavacquerie. — Laverrière. — Le Capel. — Leuilly et le Prieuré. — Lignières-Châtelain. — Lignières-hors-Foucaucourt. — Limeux. — Lincheux. — Maisnil-Franleux. — Marcelcave. — Marest et Ouste-Campagne. — Marlez. — Meigneux. — Méreaucourt. — Mérélessart. — Méricourt-en-Vimeux. — Le Mesge. — Mesnil-Éudin. — Métigny. — Miannay-Lambercourt. — Moliens-le-Vidame. — Molliens-Beauvoisis. — Monsures. — Montagne. — Morcourt. — Mouflières. — Moyencourt. — Mureaumont. — Namps-au-Mont. — Namps-au-Val. — Nampty. — Nesle-l'Hôpital. — Neuville-au-Bois. — Neuville et Drancourt. — Neuville-Leully. — Neuville-Molliens. — Neuville-sous-St-Germain. — Nibat. — Offignies. — Offoy. — Oisemont. — Oissy. — Oresmaux. — Pendé. — Pissy. — Poix. — Pont-de-Metz. — Prouzel. — Le Quesnoy-sur-Airaine. — Quevauvillers. — Ramburelles. — Rambures. — Remiencourt. — Riencourt. — Revelles. — Rogy. — Romescamps. — Roustiauville. — Rumesnil. — Rumigny. — Saigneville. — St-Aubin. — St-Blimond. — Ste-Segrée. — St-Fuscien et Petit Cagny. — St-Mard. — St-Maxent. — St-Pierre-à-Gouy. — St-Romain. — Saints. — St-Saulieu. — St-Thibaut. — St-Vallery. — Saisseval. — Saleux et Salouel. —

Sarcus. — Sarnoy. — Saulchoy-sous-Poix. — Saveuse. — Sentelie. — Seux. — Sommereux. — Soupliecourt. — Sous. — Tagny. — Teufles. — Thenes et Bertaucourt. — Thézy et Glimont. — Thieuloy-l'Abbaye. — Thieulloy-la-Ville. — Thoix. — Tilloloy. — Tilloy-Floriville. — Tours. — Tronchoy. — Vaire-sous-Corbis. — Vellenne. — Vergies. — Vers et Hépécourt. — Viefvillers. — Villerois. — Villers-Bretonneux. — Villers-Campsart. — Villers-sur-Mareuil. — Vismes, Hantecourt et le Plouy. — Vraignes. — Warfusé et Abancourt. — Warlus. — Wiencourt-l'Équipé. — Wiry-au-Mont. — Woincourt et Izengremel.

C. 2140. (Liasse.) — 117 pièces, papier.

1789-1790. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. Acheux en Vimeux. — Ailly-sur-Somme. — Aimeville-Campagne. (M. de Milly; chevalier de Lignier d'Aineville, etc.) — Airaines. — Amiens. — Aubercourt. — Aumâtre. — Aumont. — Avelège. — Avesnes et Saulchoy. — Bacouel. — Bailleul. — Bainat et Zalleux. — Beauchamps-Embreuille. — Beaudéduit. — Behen. — Bellavesne. — Belleuse. — Bellifontaine. — Belloy-St-Léonard. — Berny. — Bertaucourt-lès-Thennes. (Marquis de Thézy, etc.) — Betembos. — Bettencourt-Rivière. — Biencourt. — Blangy-sous-Poix. — Blangy-Tronville. — Blargie. — Boimont. — Bouillancourt-sur-Miannay. — Bougainville. — Bourseville. — Boutavant. (M. Machanette, vicaire, etc.) — Bouzencourt. — Bovel. — Boves. — Brassy. — Bray-lès-Mareuil. — Breilly-sur-Somme. — Bussy-lès-Poix. — Buyon et Plachy. — Cachy. — Cagny. — Cahon et Gouy. — Cambron. — Camps en Amiénois. — Cantepie, Lisle et St-Hilaire. — Catigny. — Caubercq. — Caulière. — Cavillon. — Cayeux (sur Mer.) — Cempuis. — Cerisy-Buleux. — Cerisy-Gailly. — Chepy. — Chocqueuse. — Citerne et Yonville. — Clairly (Saulchoy). — Condé et Folie. — Contre. — Conty. — Contenchy. — Courcelles-sous-Moyencourt. — Courcelles-sous-Thoix. — Creuse. — Croissy. — Croix-au-Bailly. — Croixrault. — Croy-Wailly. — Dargies. — Domart-sur-la-Luce. — Dourier. — Dreuil-lès-Amiens. — Dreuil-lès-Molliens. — Droménil. — Dury, Amilly et Trouwargnies. — Épaumesnil. — Éplessiers. — Eslencourt. — Esquenne. — Éramécourt. — Essertaux. — Estrebeuf. — Estrées. — Étrejus. — Famechon. — Faucaucourt-hors-Nesle. — Fay-lès-Hornoy. — Ferrière. — Feuquières et Feuquerrolles. — Flers. — Fleury. — Floixicourt. — Fluy.

— Fontaine-sous-Catheux et Bonnelleue. — Fontaine-Secq. — Forceville. — Formerie. — Fossemanant. — Fourdrinoy. — Fransures. — Fresmontier. — Fresne. — Fresneville. — Fresnoy-au-Val. — Fressenneville. — Frettecuisse et le Carraux. — Frettemeulle, Maigneville et Infray. — Frettemolle et dépendances. — Friaucourt. — Fricamps. — Friville, Escarbotin, Belloy et Noirville. — Frucourt, — etc.

C. 2141. (Liasse.) — 145 pièces, papier.

1789-1790. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. Gamaches. — Gentelles. — Glisy. — Gollencourt. — Gouy-les-Groisselliers. — Grandvillers. — Gratepanche. — Guencourt (Firmin-Jean-Baptiste Ducroquet, noble ; Alexis Nollent, curé ; Guibet, architecte à Amiens, etc.) — Guignemicourt. — Guisencourt. — Hainneville. — Hallivillers-Louwarde. — Hamel. — Hamelet. — Hangard. — Hercelaines. — Hescamps et St-Clair. — Heucourt. — Hocquincourt et Estalmenil. — Hornoy-Blanchemaison. — Huppy. — Jumelle, Petit-Bosquel et St-Nicolas de Rigny. — Lachaussée et Tirancourt. — La Faloise. — La Grand-ville, ci-devant Rogy. — Laleu. — Lamaronde. — Lamotte-en-Sangterre. — Lanchères. — Laneuville-au-Bois. — Lavacquerie. — Laverrière. — Lecapel. — Leuilly. — Lignières-Châtelain. — Lignières-hors-Foucaucourt. — Limeux. — Lincheux et Halliviller. — Longueau. — Marcelcave. — Marest-Oust. — Marlez. — Meigneux. — Ménévillers. (Le prince de Poix ; M. de Louvencourt de l'Estocq ; M. de Rivery, seigneur de Tagny ; duc d'Havré, seigneur de Namps-au-Val, etc.) — Mérélessart. — Méricourt-en-Vimeux. — Le Mesge. — Mesnil-Eudin. — Mesnil-le-Franleux. — Métigny. — Metz (Pont de). — Miannay et Lambercourt. — Molliens-en-Beauvoisis. — Moliens-le-Vidame. (Les écoles dudit lieu ; M. Duval, curé ; M. Mortier, ancien curé ; M. de Septenville, bourgeois d'Amiens, etc.) — Monchel et Ercourt. — Monsures. — Montagne. — Morcourt. — Mouflière. — Moyencourt. — Moyenneville et Bienfay. (M. Tellier, curé de Moyenneville ; marquis de Vallanglard ; M. de Moyenneville, d'Amiens ; M^{lle} de Vallanglard ; marquise de Villemant, etc.) — Mureaumont. — Namps-au-Mont. — Namps-au-Val. — Nampty. — Nesle-l'Hôpital. — Neuville-Drancourt. (M. Devisme, curé ; marquis de St-Blimond, à Pendé ; M. de Riencourt ; M. Danzel d'Ouille ; M^{lle} de Blangermont, etc.) — Neuville-lès-Leuilly. — Neuville-sous-St-Germain (Neuville-Coppegueule). — Nibat. — Offignye. — Offoy. —

Oisemont. — Oissy. — Oresmeaux. — Paillart. — Pendé, Tilloy et Salnelle. — Picquigny. (Comte d'Artois ; M. Vasseur, curé ; M. de Savoye, vicaire ; M. Vrayet de Moranvillet, trésorier de France à Amiens ; comte de Gomer ; M. Tillette, seigneur d'Eaucourt ; M. Laurendeau, avocat à Amiens, etc.) — Pissy. — Poix. — Prouzel. — Le Quesnoy. — Quevauvillers. — Ramburelles. — Rambures. — Remiencourt. — Rethiauville. — Revelles. — Riencourt. — Romescamps. — Rumaisnil. — Rumigni. — Saigneville. — Sains. — St-Aubin-Montenoy. — St-Blimond. — Ste-Segrée. (M. du Passage, noble, seigneur du lieu ; M. de Meigneux.) — St-Fuscien. — St-Marc. — St-Mauvis. — St-Maxens. — St-Pierre-à-Gouy. — St-Romain. — St-Saulfieu. — St-Thibault. — St-Valery. — Saisseval. — Saleux-Salouel. — Sarcus. — Saulchoy-sous-Poix. — Saveuse. — Senarpont, Bernapré et Rédery. — Sentelie. — Seux. — Sommereux. — Soues. — Soupliecourt. — Taisnil. — Thézy-Glimont. — Thieulloy-l'Abbaye. — Thieulloy-la-Ville. — Thoix. — Tilloloy. — Tilloy-Floriville. — Tœuffles, Rogeans et Saulchoy. — Tours. — Tronchoy et dépendances. — Vaire-sous-Corbie. — Velenne. — Vergies. — Vers et Hépécourt. — Viefvillers. — Viencourt-l'Équipé. — Villeroy. — Villers-Bretonneux. — Villers-Campsart. — Villers-lès-Mareuil. — Vismes, Hantecourt et le Plouy. — Vraignes. — Warfusée et Abancourt. — Warlus. — Wiry-au-Mont et au Val. — Woincourt et Izengremel.

C. 2142. (Registre.) — In-folio. 175 feuillets, papier.

1789-1790. — Impositions. — « Registre contenant 197 feuillets, cottés et parafés par premier et dernier, par nous Adrien-Florimond Pujol, écuier, lieutenant de maire de la ville d'Amiens ; sur lequel seront transcrites à fur et à mesure, toutes les déclarations portées sur le premier registre pour la contribution patriotique établie par décret de l'Assemblée Nationale du 6 octobre, sanctionné le 9 du même mois d'octobre 1789. Fait à l'hôtel de ville d'Amiens le 28 novembre 1789. »

C. 2143. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1787-1788. — Règlement. — « Extrait du procès-verbal de la 1^{re} séance de la commission intermédiaire de l'assemblée du département d'Amiens, tenue en l'une des salles des pères Cordeliers de la ville d'Amiens,

le 10 septembre 1787 » ; au sujet du local pour tenir ladite assemblée et y conserver les archives. — « Extrait de la séance du 4 juillet 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur le coût des rôles de répartition des impositions. — Lettre des officiers municipaux de Gamaches aux procureurs-syndics du département d'Amiens, relativement aux États Généraux. 4 septembre 1788. — « Instructions pour l'assemblée préliminaire du département d'Amiens. »

C. 2144. (Liasse.) — 2 pièces, papier.

1787. — Bien public. — « Copie d'une lettre de M. Lambert à M. le duc d'Havré », lui envoyant un petit ouvrage imprimé de M. Tillet de l'académie des sciences, sur le blé noir. Paris, 28 septembre. — « Bureau du bien public ; rapport à l'assemblée du département d'Amiens », sur les haras. 20 octobre.

C. 2145. (Liasse.) — 140 pièces, papier.

1788-1790. — Bien public. — « État et distribution des fonds de charité pour l'année 1788. Département d'Amiens. » 11 septembre 1788. — Id. 1789. 10 novembre 1789. — « État de l'emploi des fonds de charité pour l'exercice 1789. — « État des fonds de charité demandés pour 1788 et de ceux accordés. » — « État des paiements faits sur les fonds de charité de 1788. » — Mandats de paiements à faire aux communautés sur les fonds de charité, pour la réparation des chemins : Acheux-en-Vimeux. — Ainal et Boiron. — Airaines. — Aubigny. — Bacouel. — Berny. — Boves. — Cagny. — Camps-en-Amiénois. — Caulières. — Cayeux-sur-Mer. — Clairly. — Conty. — Cottenchy. — Dromesnil. — Essertaux. — Étrebeuf. — Flers. — Fleury. — Fluy. — Formerie. — Fossemanant. — Fourdrinoy. — Fresmontiers. — Glisy. — Grattepanche. — Guyencourt. — Hangest-sur-Somme, St-Pierre-à-Gouy et Picquigny. — Hercourt. — Hescamps. — Hornoy. — Lachaussée-lès-Picquigny. — La Falloise. — La Grandville. — Lanchères. — Leuilly et le Prieuré. — Marcelcave. — Mesnil-Œudin. — Molliens-le-Vidame. — Morcourt. — Moyencourt. — Nampty. — Neuville et Drancourt. — Neuville-lès-Leuilly. — Oresmaux. — Poix. — Revelle. — Rogy-Lagrandville. — Romescamps. — Rumigny. — Saint-Saufliou. — St-Vallery. — Saisseval. — Sarcus. — Taisnil ou Tagny. — Tours-en-Vimeux. — Villers-Bretonneux. — Wiencourt-l'Équipée, — etc.

C. 2146. (Liasse.) — 7 pièces, papier (1 imprimée).

1788-1789. — Bien public. — « État de distribution des secours accordés par le Roy aux paroisses du département d'Amiens qui ont le plus souffert de la grêle du mois de juillet 1788 appliqués aux paroisses de Morcourt, Wiencourt-l'Équipée et Cambron », etc. — « Extrait de l'état général de distribution des secours accordés par le Roi aux paroisses du département d'Amiens qui ont le plus souffert de la grêle du mois de juillet 1788. Paroisse de Cambron. » — Id. Morcourt. — Id. Wiencourt-l'Équipée. — « Perte des particuliers de Morcourt dont les terres ont été ravagées par la grêle du 13 juillet 1788. » 21 avril 1789. — « Avis aux cultivateurs dont les récoltes ont été ravagées par la grêle du 13 juillet 1788, rédigé par la société royale d'agriculture, et publié par ordre du Roi » (impr. 16 p. in-8°. Imp. Roy. 1788), — etc.

C. 2147. (Liasse.) — 97 pièces, papier (1 plan).

1788. — Bien public. — Pièces relatives aux fonds de charité demandés par différentes communautés pour la réparation des chemins et rues des villages : Beau-déduit. — Bellavesne. — Belleuze. — Berny. — Bettembos. — Bettencourt-Rivière. — Boismont. — Bouquainville. — Bouillancourt sur Miannay. — Bouillancourt en Sery. — Bourseville. — Bouvresse. — Bovelles. — Brassy. — Bray-lès-Mareuil. — Breilly. — Buyon et Plachy. — Élencourt. — Épaumesnil. — Éplessiers. — Éramecourt. — Équennes. — Essertaux. — Estrebeuf. — Gamaches. — Gentelles. — Glisy. — Grandvillers. — Guignemicourt. — Guyencourt. — Hamel. — Hamelet. — Hangard. — Hangest-sur-Somme. — Hercourt. — Heucourt. — Hocquincourt. — Hornoy. — Huppy. — Jumelle. — Marest-Oust. — Marlers. — Marquenneville. — Mazis. — Méréaucourt. — Mérélessart. — Métigny. — Miannay et Lambercourt. — Monsures. — Montagne. — Moyenneville. — Mureaumont. — Nibat. — Nesle-l'Hôpital. — Neuville au Bois. — Neuville lès Molliens. — Neuville-St-Germain (Neuville-Coppegueule). — Offignies. — Pendé. — Picquigny. — Pissy. — Pont-de-Metz. — Prousel. — Vaire-sous-Corbie. — Velennes. — Vergies. — Villers-Campsart. — Villers-sur-Mareuil. — Warlus. — Wiencourt-l'Équipée. — Woincourt et Yzengremer.

C. 2148. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1787-1788. — Administration communale. — « Extrait du registre aux délibérations de l'assemblée provinciale de Picardie », sur les états de recettes et dépenses à demander aux communautés. 23 novembre 1787. — Réponses aux circulaires adressées par l'assemblée aux officiers municipaux des communes, le 15 avril 1788 sur les biens des communes ; le 16, sur la formation des communautés, et le 17, sur l'état des chemins et des rues : Bougainville ; — Boutancourt et Ansenes ; — Briqueménil ; — Chaussoy-sur-Poix ; — Domart-sur-la-Luce ; — Dreuil ; — Estrée ; — Fluy ; — Glisy ; — Nampty ; — Thoix. — Lettre des procureurs-syndics provinciaux au bureau intermédiaire, au sujet de la décision d'après laquelle, provisoirement, les adjudications concernant les villes et communautés continueraient à être faites par l'intendant ou ses subdélégués. Amiens, 30 juin 1788, — etc.

C. 2149. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1788-1789. — Administration communale. — BOISRAULT. — Requête par Jean-Baptiste Barbier, victime d'un incendie à Boisrault, le 30 octobre précédent, à l'effet d'être déchargé d'impositions. 28 février 1789. — CAYEUX-SUR-MER. — Mémoire de plusieurs particuliers de Cayeux, concernant les vaines et vagues propres à recevoir des plantations. Cayeux, 27 avril 1788. — Requête de Jacques Hoingne, marchand drapier à Cayeux, victime d'un incendie, à l'effet d'être déchargé d'impositions. 26 mai 1789. — CHEPY. — Procès-verbal d'un incendie arrivé à Chepy le 23 décembre 1788. — CROISSY. — Lettre de l'assemblée municipale de Croissy, appuyant une demande en décharge de taille faite par un nommé Laruelle. Croissy, 2 octobre 1788.

C. 2150 (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1788. — Administration communale. — DAMEREAUCOURT. — Requête de Jules-François Dabauval, curé de Damereaucourt, à l'assemblée provinciale, demandant des réparations à son presbytère. 31 janvier. — « Devis des ouvrages qui sont à faire au presbitaire de Damereaucourt. » — Délibération des habitants de Damereaucourt, au sujet desdites réparations. 20 avril. — « Extrait de la séance du 30 mai 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur le même objet. — « Devis des ouvrages à faire par supplément au presbitère de Damereaucourt », par M. Loyer. 12 juillet. — Détail estimatif desdits ouvrages. — « Extrait du

registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens. Séance du 19 aoust 1788 », sur le même objet. — Adjudication desdits travaux par-devant le marquis de Grasse, en son château de Sarcus, 17 septembre, — etc.

C. 2151. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1788-1789. — Administration communale. — ÉPLESSIER. — Procès-verbal d'un incendie arrivé à Éplessier le 15 avril 1789. — ESTREBEUF. — Procès-verbal d'un incendie arrivé à Estrebeuf le 6 décembre 1788. — FONTAINE-SEC. — Requête de Noël Hecquet, laboureur à Fontaine-Sec, au bureau intermédiaire, à l'effet d'obtenir des secours en considération d'une perte qu'il a faite de grains entraînés par les eaux dans une vallée sèche et de deux chevaux. 29 octobre 1788. — FORCEVILLE. — Procès-verbal d'un incendie arrivé à Forceville. 15 mai 1788. — FRETTEMEULLE. — « État des voyages et avances faites par le syndic de l'assemblée municipale de Fretteville et dépendances, élection d'Amiens, pendant l'année 1788 et 1789. » Maigneville, 3 octobre 1789. — « Extrait du rôle de taille de la paroisse de Fretteville et dépendances, pour l'année 1789 », à propos des pertes éprouvées par ledit Pierre Gosset. Maigneville, 24 mai 1789. — Requête par Pierre Gosset, laboureur à Maigneville, demandant une remise d'impositions, pour pertes de chevaux. 21 avril 1789. — FRICAMPS. — Procès-verbal d'un incendie arrivé à Fricamps le 3 décembre 1788. — HESCAMPS. — Procès-verbal d'un incendie arrivé à Hescamps, le 4 août 1788, — etc.

C. 2152. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1788-1790. — Administration communale. — HOCQUINCOURT. — Requête de Jean-Baptiste Douillet, curé d'Hocquincourt, à la commission intermédiaire provinciale, demandant des réparations à son presbytère. 3 avril 1788. — Procès-verbal de visite desdites réparations à faire, par le sieur Loyer, inspecteur des ponts et chaussées. 27 mai 1788. — « Détail estimatif des ouvrages à faire, au presbitère d'Hocquincourt », par M. Loyer. Amiens, 2 juin 1788. — « Devis des ouvrages à faire pour la démolition du presbitère d'Hocquincourt sur une partie de sa longueur, et la réparation de la partie restante », par le même. 7 juin 1788. — « Extrait du

registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens du 8 juillet 1788 ». sur le même objet. — Adjudication desdits travaux. 16 juillet 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens, de la séance du 12 janvier 1790 », chargeant M. Asselin de procéder à la réception desdits travaux. — Procès-verbal de réception desdits travaux. 23 avril 1790, — etc.

C. 2153. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1788-1789. — Administration communale. — JUMEL. — « Année 1788. Tableau des propriétaires et habitants de la municipalité de Jumelle. » Jumel, 15 octobre 1788. — LA CHAUSSEE. — Procès-verbal d'un incendie survenu à Lachaussée le 20 novembre 1788. — LA FALOISE. — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire d'Amiens, lui mandant de faire savoir à la municipalité de la Faloise que c'est par-devant l'intendant qu'elle doit se pourvoir pour être autorisée à vendre la dépouille d'une portion de ses prés communaux. Amiens, 16 août 1788. — LA MARONDE. — « Etat des pertes de biens de la communauté de la Maronde. » La Maronde, 26 juillet 1788. — LIGNIERES-HORS-FOUCAUCOURT. — Requête en décharge par Louis Martin, laboureur à Lignières-hors-Foucaucourt, pour cause de maladie. 13 juin 1789. — LONGUEAU. — Demande de secours faite par Jean-Baptiste Houbron, ménager à Longueau, pour perte de vaches. 14 octobre 1788. — MARLERS. — Mémoire du syndic de Marlers contenant l'état des impositions des incendiés de ladite paroisse. Marlers, 1^{er} avril 1788. — MONSURES. — Requête des curé et principaux habitants de Monsures au bureau intermédiaire, au sujet de réparations à faire au clocher de l'église dudit lieu. 9 juillet 1788. — NAMPS-AU-VAL. — Procès-verbal d'un incendie arrivé à Namps-au-Val. 30 juin 1788. — « Noms des incendiés de la paroisse de Namps-au-Val et la perte que chacun d'eux peut avoir fait et la quantité de leur taille, accessoire et capitation que chaque incendié et imposé. » Namps-au-Val, 2 juin 1789, — etc.

C. 2154. (Liasse.) — 8 pièces, papier

1788-1790. — Administration communale. — NEUVILLE-AU-BOIS. — Requête des syndic et quatre notables de la Neuville-au-Bois à la commission intermédiaire, demandant la réparation de la couverture de la nef de leur église. 15 juin 1788. — Procès-verbal de visite des travaux à faire à l'église de la Neuville-au-Bois. 2 juillet 1788. —

« Devis des ouvrages à faire pour la réparation de la couverture de l'église de Neuville-au-Bois » par le sieur Loyer, 16 juillet 1788 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux par-devant Messire Pierre de Roussel, chevalier de Belloy-Dromaisnil, au château de Dromaisnil. 6 septembre 1788. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour la réparation de la couverture de l'église de Neuville-aux-Bois. » 16 juillet 1788. — Procès-verbal de réception desdits travaux. 9 mars 1790, — etc.

C. 2155. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1786-1788. — Administration communale. — OISEMONT. — Requête de Louis de Guny, prieur curé d'Oisemont, à l'intendant, demandant des réparations à son presbytère. 30 mai 1786. — Procès-verbal de visite du presbytère d'Oisemont, par Charles Delamarre, maître charpentier et entrepreneur de bâtiments à Amiens. 13 avril 1787. — « État estimatif des opérations à faire au presbiterre de la paroisse de St-Martin du bourg d'Oisemont », etc., par le même. Amiens, 13 avril 1787. — « Extrait du registre aux délibérations de la municipalité d'Oisemont », relativement à ladite affaire. 1^{er} mai 1788. — Mémoire des habitants de Forceville, Neuville-au-Bois, Fresne-Tilloloy et Villeroy, sur le même objet. 7 juin 1788, — etc.

C. 2156. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1788-1789. — Administration communale. — PENDE. — Requête d'Alexis Maison, laboureur à Pendé, à l'intendant, à l'effet d'obtenir une diminution de taille, en raison des pertes qu'il a subies. 27 juillet 1788. — PETIT-ST-JEAN. — Délibération des habitants du Petit-St-Jean, au sujet de gazons enlevés par M. de Boullainvillers dans les marais dudit lieu. 10 juin 1789. — PONT-DE-METZ. — Requête de l'assemblée municipale du Pont de Metz à la commission intermédiaire, à l'effet d'obtenir une diminution d'impositions à cause de l'épidémie qui règne audit lieu. 29 mars 1789. — « État de toute les personne qui ont été ataqué de la maladie épidémique qui a régné dans la paroisse du Pont-de-Met. » 1789. — ST-VALERY. — Mémoire des maire et échevins de St-Valery à la commission intermédiaire, relativement aux octrois municipaux. St-Valery. 3 mai 1788. — SALEUX. — Requête d'Antoine-Honoré de Buigni, ouvrier saiteur à Saleux, à l'intendant, demandant une indemnité, pour les dégâts occasionnés par les inonda-

tions à une pièce de terre lui appartenant. 1^{er} février 1789, — etc.

C. 2157. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1788-1790. — Administration communale. — SALOUEL. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département d'Amiens », relativement à des réparations provisoires à faire sur le pont sur la Selle au bout du village de Salouel. 1^{er} juillet 1788. — « Extrait de la séance du 5 juillet 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur le même objet. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens », sur la même affaire. 29 juillet 1788. — Mémoire de la municipalité de Saleux et Salouel, sur le même objet. 31 août 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens », qui délègue un commissaire pour se transporter sur les lieux. 23 décembre 1788. — Procès-verbal de visite des lieux par Pierre-Charles-François Lesellyer, avocat en Parlement et au bailliage d'Amiens, commissaire du bureau intermédiaire. 11 janvier 1789. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens », sur ladite affaire. 15 avril 1789. — « Devis et adjudication du pont de Salouel. Amiens 1789. » — « Détail estimatif des ouvrages à faire au pont de Saloël, sur la rivière de Celle », par M. Loyer. Amiens, 1^{er} avril 1789. — Procès-verbal de réception desdits travaux. Salouel, en la ferme du sieur Jourdain-Thieulloy, au-dessus dudit pont, 20 juin 1790, — etc.

C. 2158. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1788-1789. — Administration communale. — SAINS. Procès-verbal d'élection de la municipalité. 6 juillet 1788. — GRAND ET PETIT SELVE. — Requête de Pierre Vilpoix, fermier des fermes du Grand et Petit Selve, à la commission intermédiaire, à l'effet d'obtenir une réduction de tailles, en considération d'un incendie dont il a été victime en sa ferme du Grand Selve, perte évaluée à 8.500 l. 30 juin 1788. — Mémoire de M. Dubrun, curé de St-Valery, sur cet incendie arrivé le 25 avril précédent. St-Valery, 15 septembre 1788. — SEUX. Requête des syndic et membres de l'assemblée municipale de Seux au bureau intermédiaire d'Amiens, demandant la reconstruction du pignon de leur église, qui menace ruine. 3 février 1789. — Procès-verbal de visite des travaux à faire à l'église de Seux. 18 février 1789. — « Devis des ouvrages à faire pour la reconstruction du

pignon de l'église de Seux », par M. Loyer, inspecteur des ponts et chaussées. 16 avril ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 9 juin 1789. — « Détail estimatif des ouvrages à faire au pignon de l'église de Seux. » Amiens, 16 avril 1789. — Délibération des syndic et assemblée municipale de Seux, au sujet desdits travaux. 10 mai 1789. — Procès-verbal de réception desdits travaux. 9 août 1789, — etc.

C. 2159. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1788. — Administration communale. — THIEULLOY-LA-VILLE. — Requête des syndic et principaux habitants de Thieulloy-la-Ville au bureau intermédiaire, exposant que le 12 juillet, une grêle a causé dans leur paroisse de grands dégâts ; qu'ils ont en outre souffert d'une épidémie, et de plus qu'ils ont subi une mortalité sur les porcs. Thieulloy-la-Ville, 27 juillet. — Procès-verbal par le comte de Caullières des pertes arrivées à Thieulloy-la-Ville par la grêle du 12 juillet, par l'épidémie et par la mortalité des porcs. 28 août. — État des personnes atteintes de l'épidémie de Thieulloy-la-Ville. — « État estimatif du dommage causé par l'orage et la grêle qu'on a essuyé le 12 juillet 1788 » à Thieulloy-la-Ville. — « Liste et nombre des malade de la paroisse de Thieulloy-la-Ville qu'il ont esté ataqué de la maladie espidesmique dans le courant de l'année 1788. » — « Thieulloy-la-Ville. État des malades, morts, qui ont éprouvé la maladie épidémi arrivée en l'année 1788, et des pertes qu'on a essuyé par l'orage arrivé au mois de juillet de la même année. » — THOIX. — Procès-verbal par Jacques-Nicolas Fauchon, des dégâts advenus sur le territoire de Thoix par l'orage du 17 janvier 1788. 22 juillet. — « État estimatif des pertes occasionnées par l'orage du 17 juin 1788 aux habitants de la paroisse de Thoix. » — TILLOLOY-EN-VIMEUX. — Procès-verbal d'un incendie à Tilloloy, et dont les pertes sont évaluées à 36,918 l. 14 mai. — Procès-verbal dudit incendie, par Augustin-Louis Asselin, commissaire délégué par le bureau intermédiaire. 15 juillet. — Requête des habitants de Tilloloy, à l'effet d'être déchargés, de corvées, en considération dudit incendie. 16 novembre.

C. 2160. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1788-1789. — Administration communale. — VAUX ET YONVAL. — Procès-verbal des dommages causés sur le territoire de Vaux et Yonval, paroisse de Mautort, par les orages et crues d'eau arrivés les 15, 16, 17 et 18 juin 1788. 19 juin 1788. — Procès verbal desdits dégâts par le comte

de Caulière, délégué par le bureau intermédiaire. 30 juillet 1788. — WIENCOURT-L'ÉQUIPEE. — Procès-verbal par l'assemblée municipale de Wiencourt-l'Équipée des dommages causés sur le terroir dudit lieu « par une grêle et un ouragan épouvantable » survenus la veille vers dix heures du matin. 15 et 16 juillet 1788. — Requête de l'assemblée municipale de Wiencourt-l'Équipée au bureau intermédiaire, demandant une réduction d'impositions en raison dudit sinistre. 17 juillet 1788. — Procès-verbal des dégâts causés par ledit orage, par François-Nicolas Soyer, commissaire délégué du bureau intermédiaire. 7 août 1788. — État des pertes causées par ledit orage. 13 août 1788. — Nouvelle requête des principaux habitants de Wiencourt-l'Équipée, demandant des secours. 1789. — « Répartition de la somme de 200 l. accordée par l'assemblée provinciale de Picardie, par forme de dédommagement, aux habitants de la paroisse de Wiencourt-l'Équipé, qui ont eu le malheur de perdre la majeure partie de leur moisson par la grêle du 13 juillet 1788. » 14 juin 1789, — etc.

C. 2161. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne l'imposition sur les communautés de la généralité d'Amiens des sommes nécessaires à l'entretien et à la confection des routes de ladite généralité, pendant l'année 1788. Du 30 mars 1788. » Aumâtre. — Bailleul, Grandsart, Héronnel, la ferme du Coquerel et la ferme de Cumont. — Cahons et Gouy. — Cavillon. — Caulière. — Croixrault. — Démuin. — Domart-sur-la-Luce. — Estrebeuf. — Gentelles. — Hamel. — Harcelaine. — Lamaronde. — Lignièrès-hors-Faucaucourt. — Marchés le Cave. — Marest et Oust. — Moufliers. — Moyencourt. — Neuville-lès-Molliens. — Nibat, Saucourt, Baqueville et la ferme de Wailly. — Poix. — Rambures. — Riencourt. — Saigneville. — St-Sauflieu — St-Maulvis et les deux fermes de la Haute et Basse Rozières. — St-Maxens et Warcheville. — Senarpont, Bernapré et Réderie. — Tours, Longuemoire, le Caurroy et Hamincourt. — Vaux et Yonval.

C. 2162. (Liasse.) — 6 pièces, papier (1 imprimée).

1783-1787. — Travaux publics. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui règle le nombre de chevaux, mulets et bœufs qui seront à l'avenir attelés aux voitures, et qui prescrit différentes formalités pour la conservation des routes. » Versailles, 20 avril 1783 (impr. 8 p. in-4°. Amiens,

1783.) — « Copie du certificat des sieurs Gautiers frères du 12 mai 1787 », sur les avantages des roues à jantes larges de six pouces à la semelle, dont ils font usage depuis le mois de mars 1785. — « Mémoire sur les roues à larges jantes » par M. Maressal de la Houssoye. 5 novembre 1787. — « Généralité de Picardie ; grandes routes et chemins de grandes communications. État général des routes faites et à l'entretien parfait, de celles à réparer pour être mises à l'entretien, et de celles à faire à neuf », par M. Delatouche. Amiens, 11 juillet 1787. — « État des parties de chaussées, tant en pavés de grès qu'en cailloutis, dans la traverse des villes et banlieue de la généralité d'Amiens, et à la charge desdites villes et particuliers », par M. Delatouche. Amiens, 22 novembre 1787, — etc.

C. 2163. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. — Permission et alignement accordé à Pierre Jourdain, au village de Montières, par Pierre-Louis Duliège, écuyer, conseiller du Roi, président-trésorier de France et grand-voyer en la généralité d'Amiens, commissaire du Conseil pour les ponts et chaussées. Amiens, 1^{er} mars. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne l'imposition sur les communautés de la généralité d'Amiens des sommes nécessaires à l'entretien et la confection des routes de ladite généralité, pendant l'année 1788. » Versailles, 30 mars. — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire, lui envoyant pour les archives dudit bureau trente-huit devis en double. Amiens, 19 avril. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, le 25 avril 1788 », sur les observations du bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet des affiches qui lui ont été envoyées pour les adjudications des travaux des routes. — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire, lui demandant son avis sur le choix qu'elle a fait des receveurs particuliers des tailles pour remplir les fonctions de caissiers de la contribution représentative de la corvée. Amiens, 29 avril. — « Assemblée provinciale de Picardie ; délibérations de la commission intermédiaire sur la proposition faite par le bureau intermédiaire du département d'Amiens d'abattre les arbres sur la route d'Amiens à Abbeville, depuis le faubourg de Hem jusqu'à Dreuil. » — « Estimation des arbres restants sur la route d'Amiens à Abbeville, entre Amiens et Dreuil-sur-

Somme », par M. De La Touche. Amiens, 11 juillet. — « Copie de la lettre écrite par M. de la Millière à la commission intermédiaire provinciale », sur ladite affaire. 16 août. — « Adjudication de 360 ormes sur la route d'Amiens à Abbeville, en 10 lots. » 25 novembre, — etc.

C. 2164. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. — « Mémoire sur la nécessité de rétablir la route de Poix à Formerie », présenté par l'assemblée municipale de Formerie, et attesté par plusieurs municipalités intéressées. Formerie, 6 juillet. — Mémoire de M. Jourdain de Thieulloy sur le même objet. Amiens, 27 septembre. — « Projet d'un chemin de Formerie à Poix. » — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire sur la division décidée par l'assemblée provinciale des chemins en quatre classes. Amiens, 27 juin. — « État des nouvelles indemnités restantes à paier au 1^{er} juillet 1788, pour les terrains et batimens qui se trouvent compris dans la traverse des différentes routes de la généralité d'Amiens. » — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire, relativement aux pépinières. Amiens, 1^{er} juillet. — « Extrait de la séance du 2 août 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur les travaux des routes. — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire « sur la prétendue mauvaise exécution du pont de Taussac. » Amiens, 1^{er} septembre. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, du 23 août 1788 », sur le même objet. — « Extrait de l'état général de ce que doivent payer les communautés de la généralité d'Amiens pendant l'année 1788, pour leur contribution aux travaux des routes. » 26 août, — etc.

C. 2165. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire, lui demandant ses observations sur un projet d'arrêt concernant la vente des anciens chemins abandonnés. Amiens, 9 septembre. — « Extrait de la séance du 19 septembre 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », concernant les travaux des routes. — « Procès-verbal de visite des routes d'Abbeville à St-Valleri, de St-Valleri à la ville d'Eu et de St-Valleri à Cayeux », par M. Dubrun, curé de St-Valery. St-Valery, 3 octobre. — Procès-verbal de visite des travaux à faire à la route d'Amiens en Normandie, par le comte de Caullière. 4 octobre. —

Procès-verbal de visite de la route d'Amiens à Abbeville entre Amiens et Flixecourt, par M. du Tilloy, chanoine, procureur-syndic du bureau intermédiaire du département d'Amiens. 7 octobre. — « Rapport du bureau des travaux publics fait à la séance de l'assemblée du département d'Amiens, le 23 octobre 1788. » — Demandes d'acompte par plusieurs entrepreneurs de travaux de routes. — « État du cailloux qui s'est trouvé sur la route d'Abbeville à Eu, tant de ramassage que de carrières, de quelle année il provient, et ce qui reste à fournir par les entrepreneurs au 6 novembre 1788 », — etc.

C. 2166. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1788-1790. — Travaux publics. Route de Paris en Angleterre, par Beauvais. — Procès-verbal de visite de la traversée de ladite route à Équennes, par Augustin-Louis Asselin, membre du bureau intermédiaire. 30 juillet 1788. — Id., de Poix à Airaines. 4 octobre 1788. — Devis d'ouvrages à exécuter sur la route de Paris en Angleterre par Beauvais, en 1790. Atelier du fond de Taussac. — Id., atelier vis-à-vis le Bois-Robert. — Id., atelier de l'entrée de Grandvilliers au fond de Croixrault. — Id., atelier du fond de Croixrault à Lincheux. — Id., atelier de Camps à Airaines, — etc.

C. 2167. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

1788-1790. — Travaux publics. Route de Paris en Angleterre, par Amiens. — Devis des ouvrages à exécuter sur la route de Paris en Angleterre par Amiens en 1788. Atelier entre Breteuil et Esquennoy. — Id., de l'entrée d'Esquennoy à la Folie-Bonneuil. — Id., de la Folie-Bonneuil à la sortie d'Hébécourt. — Id., du pont de Chapon à Flers. — Id., de l'entrée de Flers à la sortie d'Esserteaux. — Id., de la sortie d'Esserteaux à la descente du pont de St-Saufliou. — Id., du pont de St-Saufliou à l'entrée d'Hébécourt. — Id., entre Hébécourt et Dury. — Id., entre Dury et Amiens. — Id., d'Amiens à Montières. — De Montières à la sortie d'Ailly. — Id., d'Ailly au delà de Picquigny. — Id., du pont de la Chaussée à la vieille route de Belloy à Yzeux. — Id., de la vieille route de Belloy à Yzeux à Flixecourt. — Id., de la Butte à Gallet au Chapon Blanc. — Id., 1790. Atelier de Breteuil à Esquennoy. — Id., de l'entrée d'Esquennoy à la Folie-

de-Bonneuil. — Id., de la Folie-de-Bonneuil au bois du Quint. — Id., du chemin de Fransures à la sortie d'Esserteaux. — Id., d'Esserteaux au pont de St-Sauflieu. — Id., du pont de St-Sauflieu à l'entrée d'Hébécourt. — Id., de l'entrée du village à la sortie du bois d'Hébécourt. — Id., du bois d'Hébécourt aux chaussées de pavé au-delà de Dury. — Id., du pont de la Chaussée, au chemin de Belloy à Yzeux. — Id., du chemin de Belloy à Yzeux à Flixecourt, — etc.

C. 2168. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1788-1790. — Travaux publics. Route de Dieppe à Abbeville, par Eu. — Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1788 sur la route de Dieppe à Abbeville par Eu. Atelier d'Abbeville à la sortie de Miannay. — Id., Atelier de Cambron. — Id., de celui de Cambron à celui de Valines. — Id., de Valines. — Id., de Woincourt. — Id., de Woincourt à Eu. — Id., 1790. Atelier d'Abbeville à la sortie de Cambron. — Id., de Cambron. — Id., de Miannay à Valines. — Id., de Miannay. — Id., de Valines à Fressenneville. — Id., de Fressenneville à la sortie de Woincourt. — Id., de Woincourt à Eu. — « État des ouvrages exécutés pendant le mois de janvier 1790 par les cantonniers de la généralité d'Amiens, sur la route d'Abbeville à la ville d'Eu. » — Id., mars. — Id., avril. — Id., mai. — Id., juin. — États de dépenses pour salaires des cantonniers sur ladite route. — « Travaux des routes sur les fonds en rachat de corvée pendant l'année 1788. Département de St-Vallery-sur-Somme », — etc.

C. 2169. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1788-1790. — Travaux publics. Route d'Amiens à Rouen, par Poix. — Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1788 sur la route d'Amiens à Rouen par Poix. Atelier de la sortie d'Amiens à la sortie du Pont-de-Metz. — Id., de Clairay. — Id., de celui de Clairay à celui de Quevauvillers. — Id., de celui de Clairay à celui de Quevauvillers. — Id., de Quevauvillers. — Id., de celui de Quevauvillers à Poix. — Id., de Poix à Épléssiers. — Id., de la sortie d'Épléssiers à l'entrée de Caulières. — Id., de l'entrée de Caulières aux limites de la Normandie. — Id., 1790. Atelier de la sortie d'Amiens à l'entrée du Pont-de-Metz. — Id., de la sortie du Pont-de-Metz à Clairay. — Id., de Clairay à l'entrée de Quevauvillers. — Id., de l'entrée de Quevauvillers au pont de Fossebleuet. — Id., du pont de Fossebleuet à l'entrée de Poix. — Id., de l'entrée de Poix à celle de Caulières. — Id., de l'entrée de Caulières aux limites de la Normandie, — etc.

C. 2170. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

1788-1790. — Travaux publics. Routes diverses. — Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1788 sur la route d'Abbeville à St-Valery-sur-Somme. — Id. 1789. — Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1790 sur la route de St-Valery-sur-Somme à Dieppe par Eu. Atelier de Laleu à Lanchères. — Id., de la Motte. — Id., de Brutelles. — Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1788, sur le chemin de St-Valery à Cayeux. — Id., 1790. — « Devis estimatif des ouvrages à faire pour la réparation des plus mauvais pas de Picquigny à Abbeville, par Airaine et Pont-Remy, depuis la sortie de Picquigny, jusqu'au pont de Dunck », par M. Loyer. Amiens, 13 juillet 1789. — « État des ouvrages exécutés pendant le mois de janvier 1790 par les cantonniers de la généralité d'Amiens », sur diverses routes. — Id., mars. — Id., avril. — Id., mai. — Id., juin. — « État des paiements faits à chacun des cantonniers employés sur les différentes parties de routes du département d'Amiens, pendant le 1^{er} semestre de l'exercice commençant le 1^{er} octobre 1789 », — etc.

C. 2171. (Liasse.) — 7 pièces, papier (1 plan).

1788-1789. — Travaux publics. Canaux. — Lettre des procureurs-syndics provinciaux au bureau intermédiaire, sur les travaux du canal de la Somme. 4 janvier 1788. — « Observations des officiers municipaux de la ville d'Amiens, sur le projet de perfectionner la navigation dans l'intérieur de la ville. » Février 1788. — Plan d'une partie du canal de la Somme, accompagnant une réclamation de M. Beauvarlet de Drucat. 1789. — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire, relativement au canal de St-Valery. 23 août et 22 septembre 1788, — etc.

C. 2172. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1788-1789. — Comptabilité. — Extrait de l'état des frais d'administration de l'assemblée provinciale de Picardie, bureau intermédiaire d'Amiens, année 1788. — Mandat de 768 l. 9 s. au sieur Caron, imprimeur, pour impressions par lui faites pour le compte du département. Amiens, 5 janvier 1789. — « État des dépenses de l'assemblée de département d'Amiens depuis le 1^{er} septembre 1787, jour de son ouverture ; déboursés faits par le secrétaire-greffier », — etc.

ASSEMBLEE DE DEPARTEMENT DE DOULLENS.

C. 2173. (Liasse.) — In-fol., 74 feuillets papier.

1787-1788. — « Registre aux délibérations de l'assemblée complète du département de Doullens. » — 1787. — Fol. 2. Séance du 20 octobre. « En exécution des instructions envoyées par M. le contrôleur général, et adressées à MM. de la commission intermédiaire du département de Doullens par MM. de la commission intermédiaire de l'assemblée provinciale de Picardie le 6 du courant, MM. de l'assemblée du département de Doullens, sur l'indication qui leur a été faite par MM. de la commission intermédiaire dudit département, du jour de l'assemblée complète, se sont rendus aujourd'hui, 20 octobre 1787, en l'hôtel du département :

M. l'abbé de l'Estocq, président.

Dans l'ordre du clergé :

MM. Billet, prieur d'Épécamps.

De La Marre, curé de St-Martin de Doullens.

Piot, prieur de l'abaye royale de St-Riquier.

Dans l'ordre de la noblesse :

MM. Malet de Coupigny, seigneur d'Occoche.

De Bucy-Canaples, seigneur dudit lieu et de Fieffes.

D'Aumale, seigneur d'Yvrencheux.

Lequieu de Moyenneville, seigneur de Daours et Vesquemont.

Dans l'ordre du tiers état :

MM. François Dusart, propriétaire à Acheux.

Darras, père, premier échevin à Doullens.

Alexandre, notaire et ancien échevin audit Doullens.

Louis-Charles Bernaut, cultivateur à Septenville.

Bulteux, propriétaire à Donqueur.

Brandicourt, cultivateur à Domart.

Hardy, cultivateur au Valheureux.

Rigaut, notaire à Quérieux.

M. le Président a dit : Messieurs, il semble que je devrois me borner aujourd'hui à vous remettre sous les yeux le procès-verbal de notre assemblée provinciale, il retrace suffisamment les sentimens qui animent ce grand corps dont j'ai l'honneur d'être membre. MM. les commissaires du Roy ont déployé dans cette assemblée les vues du monarque dont ils sont les organes ; ils ont d'avance rendu justice à l'impartialité, à la sagesse, aux travaux patriotiques, à la prudence non seulement de l'assemblée, mais encore de celles des différens départemens de la province. M. le duc d'Havré, président de l'assemblée, né et formé pour présider des François et surtout des Picards, a développé

tous les mouvemens affectueux d'un cœur qui ne voit dans ses concitoyens que des semblables ; il a tracé avec une simple et noble énergie, les opérations à faire, comme si elles étoient déjà faites, persuadé que l'amour de la patrie est la passion dominante de cette province. Que pourrois-je ajouter, Messieurs, à ce qu'il a dit ? Déjà je trouve en vous l'accomplissement de sa prédiction ; le discernement et l'impartialité ont dirigé vos délibérations préliminaires et fixé vos élections. Notre assemblée, avantageusement complétée par vos suffrages, ne rassemble que des hommes qui se disputeront sans rivalité la gloire d'être plus utiles que leurs associés. L'assiduité et les recherches de la commission intermédiaire nous assurent que, par elle, le fardeau qui nous est imposé deviendra léger. Heureux donc si, par le concours de tant de circonstances favorables, nous venons à bout de remplir les vues paternelles du Roi, en contribuant au bonheur de ses peuples et la prospérité de l'État. Heureux moi-même, et mille fois heureux, si je puis, Messieurs, comme je le dois, faire valoir dans l'assemblée provinciale vos travaux particuliers et les y faire apprécier tout ce que je suis intimement convaincu qu'ils vaudront pour le bien de ce département. » Désignation des membres des différens ordres pour chaque arrondissement :

« Pour celui de Doullens :

Dans l'ordre du clergé :

M. de La Marre, curé de St-Martin de Doullens.

Dans l'ordre de la noblesse :

M. Malet de Coupigny.

Dans l'ordre du tiers état :

MM. Darras et Alexandre.

Pour l'arrondissement de St-Riquier :

Dans l'ordre du clergé :

Domp Piot, prieur de St-Riquier.

Dans l'ordre de la noblesse :

M. d'Aumale.

Dans l'ordre du tiers état :

MM. Butteux et Brandicourt.

Pour l'arrondissement de Vignacourt :

Dans l'ordre du clergé :

M. Billet, prieur d'Épécamps.

Dans l'ordre de la noblesse :

M. de Bucy.

Dans l'ordre du tiers état :

MM. Bernaut et Hardy.

Pour l'arrondissement de Corbie :

Dans l'ordre du clergé :

M. l'abbé de l'Estocq, président.

Dans l'ordre de la noblesse :

M. Le Quiou de Moyenneville.

Dans l'ordre du tiers état :

MM. François et Rigaut. »

Arrêté de faire célébrer le lendemain une messe solennelle du Saint-Esprit, suivant les intentions du Roi. — Fol. 3 v°. Séance du dimanche 21 octobre. « Conformément à l'arrêté de l'assemblée du jour d'hier, tous les membres se sont rendus en l'hôtel du département, d'où ils ont été en corps à l'église des révérends pères Cordeliers, pour y entendre la messe, après laquelle étant revenus à l'hôtel, ils ont fait leurs remerciements à M. le prieur d'Épécamps de l'avoir célébrée. » — Fol. 3 v°. Séance du 22 octobre. Commission nommée pour faire l'aperçu des dépenses de l'assemblée. — Fol. 4. Séance du 23 octobre. Aperçu des dépenses nécessaire pour la tenue annuelle de l'assemblée. — Fol. 4 v°. Séance du 24 octobre. Réponses à un questionnaire envoyé par la commission intermédiaire provinciale, relativement aux impositions. — Fol. 7. Séance du 25 octobre. Lecture de différents mémoires, notamment sur la plantation des communes, par M. de Moyenneville ; sur le projet d'établir un corps de casernes à Doullens pour y loger un régiment de cavalerie, par M. de Châtillon, lieutenant de Roi à Doullens ; sur les chemins vicinaux, par M. François. Réclamation du syndic municipal d'Acheux contre la nomination de l'abbé Brunel, chapelain, à l'assemblée municipale dudit lieu. — Fol. 7 v°. Séance du 26 octobre. Assemblées municipales. Règlement des frais de la présente assemblée. Impositions.

1788. — Fol. 8. Assemblée du 11 octobre. Lettre y transcrite du duc d'Havré, faisant savoir que le Roi « a décidé uniformément que le premier jour de la convocation des assemblées de département aura lieu cette année du 10 au 20 octobre inclusivement, afin que ceux de MM. les présidents de ces assemblées, qui, étant employés au service, ne peuvent quitter leur division avant le 15 octobre, puissent ainsi concilier leurs fonctions militaires avec leur présidence, en fixant l'époque de leur assemblée du 15 au 20 octobre. » Douai, 16 août 1788. M. Cornu, prêtre, curé d'Yvrench, a été nommé député pour le clergé, en remplacement de M. Piot, démissionnaire ; M. de La Marre, aussi député pour le clergé, excusé pour cause de maladie ; M. Darras, député pour le tiers-état, absent à Paris pour affaires particulières, sera de retour ce soir. Rapport y transcrit des procureurs-syndics sur tous les objets traités depuis la précédente assemblée. Formation des bureaux :

« Le premier, qui est celui de l'impôt et de règlement, est composé de MM. l'abbé de l'Estocq, président, d'Aumale, Brandicourt et Rigaut ; le second, qui est celui des fonds de la comptabilité, est composé de MM. l'abbé de l'Estocq, président, de Bucy, Butteux et Alexandre ; le troisième, qui est celui des travaux publics, est composé de M. l'abbé de l'Estocq, président, Billet, de Moyenneville, Darras et François ; le quatrième, qui est celui de l'agriculture, du commerce et du bien public, est composé de MM. l'abbé de l'Estocq, président, Billet, de Coupigny, Hardy et Bernaut. » Commission extraordinaire, pour la répartition et l'assiette de la taille. MM. de Bucy et Alexandre nommés commissaires à la rédaction et révision des procès-verbaux. Plainte par J.-B. Labbé, dit St-Jean, au service du marquis de Clermont-Tonnerre, d'avoir été nommé collecteur de taille pour 1789 par la municipalité de Bertangle. Messe du Saint-Esprit pour le lendemain dimanche, par l'abbé de Montaigu, l'un des procureurs-syndics. — Fol. 10 v°. Séance du dimanche 12 octobre. Messe du Saint-Esprit aux Cordeliers. M. Nourtier, chargé de recevoir de chacun des trois ordres séparément leurs bienfaisances volontaires en faveur des grelés du 13 juillet. — Fol. 10 v°. Séance du 13 octobre. Séance prise par M. Cornu, arrivé la veille. Députation envoyée chez le président de l'élection. Répartition de la taille et impositions accessoires. Difficultés faites par le président de l'élection de remettre les pièces nécessaires. Daours, Vecquemont et Buissy. « Rapport particulier aux routes..... MM. Delamare et de Coupigny, membres de l'assemblée, étant indisposés, il a été arrêté de leur faire une députation, pour leur témoigner la part qu'elle prend à leurs indispositions. » Rapport des procureurs-syndics, y transcrit, relativement à la collecte des paroisses mi-parties et autres ; au « règlement pour les frais de l'assemblée, approuvé par M. le contrôleur général » ; à l'amélioration des haras ; aux pâturages communs de Ham ; à « une mine de houille ou charbon de terre dans les environs de Doullens, ouverte en 1785 et comme abandonnée depuis deux ans. » ; à la répartition des tailles et accessoires, etc. — Fol. 14. Séance du 14 octobre. Rapport y transcrit du bureau des travaux publics, sur les routes du département. Lettre y transcrite du sous-ingénieur d'Abbeville à M. Butteux, relativement à la route d'Abbeville à Doullens. Abbeville, 8 octobre 1788. Difficultés faites par l'élection à remettre les pièces relatives à l'assiette

de la taille. — Fol. 16. Séance du 15 octobre. Démission donnée par M. Delamarre, curé de St-Martin de Doullens, député de l'ordre du clergé, à cause de ses infirmités. « L'assemblée est convenu que l'on continueroit d'envoyer tous les jours chez M. Delamarre, pour avoir des nouvelles de sa santé, en luy manifestant la peine qu'elle ressentoit de le perdre. » Mesures prises pour pourvoir à son remplacement. Dépouillement de la correspondance. « Suite du rapport de MM. les procureurs-syndics. » Emploi des fonds de charité. — Fol. 19. Séance du 16 octobre. Suite du rapport des procureurs-syndics, séance par séance. Nécessité d'établir un chemin de Doullens à Albert, et un autre de Doullens à Auxy-le-Château. Charbon de terre. — Fol. 23. Séance du 17 octobre. « Suite du rapport de MM. les procureurs-syndics. Grandes routes. » Rapport du bureau de l'impôt au sujet de la répartition de la capitation des nobles. Répartition des impositions par les municipalités des villes. — Fol. 25 v°. Séance du 18 octobre. Plantation des communes et voiries. « Projet pour la nomination des électeurs représentatifs des arrondissements. » La Vicogne. — Fol. 26 v°. Séance du 20 octobre. Dépouillement de la correspondance. Lettre de M. Necker, y transcrite, faisant savoir que la convocation des assemblées provinciales n'aura pas lieu cette année. 15 octobre 1788. Haras. « Sur la représentation d'un des membres de l'assemblée, au nom des trois ordres, de ce qu'il lui étoit revenu qu'au sujet de l'élection à faire au chef-lieu de l'arrondissement de Doullens, il avoit été insinué à la majeure partie des municipalités la prédilection à accorder à l'un plutôt qu'à l'autre, du membre à choisir dans l'ordre du clergé, il a été délibéré unanimement de prévenir par une lettre le maire de la ville de Doullens, que l'assemblée désavoue les insinuations qui ont pu être données de sa part pour le choix du membre à nommer pour remplacer M. Delamarre, et de le prier de notifier à l'assemblée d'arrondissement avant de procéder à l'élection, ce désaveu formel, comme n'y ayant aucune part. » — Fol. 28. Séance du 21 octobre. Travaux des routes. Gabelle. Dessèchement de l'Authie. — Fol. 29. Séance du 22 octobre. Dépouillement de la correspondance. M. Hurtel, curé de Frohen-le-Grand, nommé par l'assemblée d'arrondissement de Doullens au lieu de M. Delamare, curé de St-Martin de cette ville. M. Correur, maire de Doullens, nommé président de l'assemblée d'arrondissement de Doullens. Imposition sur les corvées. — Fol. 30. Séance du 23 octobre. M. Billet, prieur d'Épécamps, nommé du bureau intermédiaire, en remplacement de M. Delamare. Gardes messiers. Plantation des grands chemins. Fréquence des incendies. — Fol. 31.

Séance du 24 octobre. Chemins vicinaux. Exemption de la taille personnelle et de propriété à accorder aux mineurs. Mine de houille et charbon de terre ouverte à Bouquemaison. Emploi des 6.824 l. accordées au département. — Fol. 33. Séance du 25 octobre. Réclamation contre la décision d'après laquelle les adjudications de différentes natures de revenus des villes et communautés continueraient à être faites provisoirement par l'intendant ou ses subdélégués. — Fol. 33 v°. « Résumé des mémoires lus à la séance du jeudy 25 octobre 1787 à l'assemblée du département de Doullens par plusieurs membres des trois ordres, en réponse à la question quatorzième proposée par l'assemblée intermédiaire provinciale de Picardie, ainsi énoncée : *Sur les objets de bien public et d'amélioration qui pourroient intéresser la province en général, et le département en particulier* : Défrichements... Grandes routes... Chemins vicinaux... Plantations... Mendicité... Police des champs et des moissons... Taille et impositions. » — Fol. 37 v°. « Rapport du bureau de l'impôt, sur la capitation ; ... sur la répartition et assiette de la taille et de ses accessoires ; ... sur l'exemption de la taille personnelle ou de propriété accordée aux mineurs. » — Fol. 40 v°. « Rapport du bureau du bien publique, sur l'analyse du projet des haras ; ... sur les marais communaux ; ... sur la disette du bois ; ... sur la gabelle ; ... sur le dessèchement ; ... sur les gardes messiers ; ... sur les plantations des grands chemins ; ... sur les abus qui se commettent dans le tems des moissons ; ... sur les incendies ; ... sur le reculement des barrières ; ... sur l'extraction du charbon de terre. » — Fol. 50 v°. « Rapport du bureau des travaux publics : Route de Doullens à Amiens... Route d'Abbeville à Flixecourt... Route d'Amiens à Cambrai, par Albert... Chaussée de pavé. » — Fol. 63. « Délibération de l'assemblée », relativement aux travaux des routes. — Fol. 64. « Rapport du bureau des travaux publics relativement aux chemins vicinaux. » — Fol. 71 v°. « Rapport du bureau de règlement », sur la suppression des municipalités dans les portions de paroisses mixtes ; la délimitation des départements d'Abbeville et de Doullens, — etc.

C. 2174. (Registre.) — In-fol. 196 feuillets, papier.

1787-1790. — « Registre aux délibérations de la commission intermédiaire du département de Doullens. » — 1787. — Fol. 1. Séance du 3 septembre ; réunie « en la chambre de la prévôté, chez les R. P. Cordeliers

de cette ville, où les audiences se tiennent ordinairement, à cause du mauvais état de l'hôtel commun de ladite ville ». Membres : MM. De l'Estocq, président de l'assemblée de département, d'Aumale, président de la commission intermédiaire, de La Marre, curé de Saint-Martin de cette ville, François, Alexandre. Projet d'établir un hôtel de département ; on attendra pour cela l'arrivée de l'intendant qui doit venir le 12 à Doullens pour l'assiette de la taille. Le secrétaire-greffier chargé de se procurer les éléments nécessaires sur les impositions. — Fol. 1 v°. Du 4 octobre. L'intendant a chargé le maire de Doullens de faire l'avance des fonds nécessaires pour faire dans la maison de M. Darras tout ce qui serait convenable, tant pour le logement du président de l'assemblée de département, que pour la tenue des assemblées et le dépôt des archives. Impositions. Assemblées municipales. Les assemblées de département seront remises au 20 octobre prochain. Fonds de charité. Traités et gabelles. — Fol. 3. Du 10 octobre. Travaux des routes. Chemins vicinaux. Dépouillement de la correspondance. Convocation de l'assemblée complète de département. Assemblées municipales. — Fol. 5. Du 17 octobre. Correspondance avec le département d'Abbeville. Moyen de faire face aux dépenses des assemblées provinciale et de départements. — Fol. 5 v°. Du 31 octobre. Bonnay. Moulins à eau. — Fol. 6. Du 7 novembre. « Proposition pour l'abonnement des vingtièmes de la part du bureau du département d'Amiens, et invitation à ce bureau de faire la même proposition... Projet d'arrondissement pour les départements. » Cramont et Beauvoir-Rivière. — Fol. 6 v°. Du 14 novembre. Assemblées municipales, etc. Yvrench. — Fol. 7 v°. Du 21 novembre. « Honoraires des syndics et greffiers dans toutes les municipalités. » Bourdon. — Fol. 7 v°. Du 25 novembre. Demande par l'assemblée provinciale d'états de recettes et dépenses, etc., des communautés. — Fol. 8. Du 28 novembre. « Compte rendu par M. Delamarre de la commission qu'il avoit accepté de se transporter chez le maire de Doullens, pour lui notifier l'arrêté de l'assemblée provinciale de Picardie pour les objets cy-dessus... Chemins vicinaux. » Fréquence des incendies. — Fol. 8 v°. Du 4 décembre. « Remise faite par le maire de Doullens sur l'état et des comptes portés en la délibération du 25 novembre dernier. » — Fol. 9. Du 5 décembre. « Id. par les officiers municipaux de la ville de Corbie. » — Fol. 9. Du 12 décembre. « Id. pour les municipalités de Domart » et Bernaville. — Fol. 9. Du 19 décembre. « Id. par les municipalités de

Flixecourt et Beauquesne.... Indemnité réclamée par le chapitre d'Amiens, seigneur de Camon, pour des entreprises faites sur leur terrain pour le canal de Picardie.... Plainte par les habitants de Camon, par rapport à l'industrie. » — Fol. 10 v°. Du 28 décembre. « Envoy de pièces de la part des officiers municipaux de St-Riquier, conformément à la délibération du 25 novembre 1787. »

1788. — Fol. 10 v°. Du 9 janvier. « Amélioration des haras. » — Fol. 11. Du 16 janvier. Plainte par M. d'Amiens, seigneur d'Acheux ; incompétence du bureau. Haras. — Fol. 11 v°. Du 30 janvier. Comité d'avocat établi par l'assemblée provinciale, pour examiner les contestations dans lesquelles les communes pourraient être intéressées. « Abonnement des vingtièmes. » — Fol. 12 v°. Du 7 février. Biens communaux de Vignacourt. — Fol. 12 v°. Du 13 février. « Lettre du bureau de Péronne relative aux haras, abonnement des vingtièmes et disette du bois, etc. » Requête de M. d'Amiens d'Acheux. « Frais d'établissement du département. » Vingtièmes. — Fol. 13 v°. Du 20 février. « Disette du bois et plantations des communes. » Biens communaux de Vignacourt. — Fol. 15 v°. Du 27 février. « Reconstruction du presbytère de Rubempré. » — Fol. 15 v°. Du 5 mars. Reconstructions et réparations des églises et presbytères. Préséance entre les syndics des communautés et les ecclésiastiques. Agriculture. — Fol. 16. Du 12 mars. Rapports entre les assemblées municipales et les administrations provinciale et de département. Occoche. « Rejet d'une somme de 109 l. 5 s. sur tous les habitants de la ville de Corbie. » — Fol. 17. Du 19 mars. Grandes routes. Vingtièmes. Moyens propres à remplacer les pépinières royales. — Fol. 18 v°. Du 26 mars. « Non invitation du seigneur et du curé aux assemblées municipales de Millencourt. » Commune d'Étinehem. Grandes routes. Biens communaux de Vignacourt. Rejet sur les habitants de Corbie. « Fonds de charité. » — Fol. 20. Du 2 avril. Presbytère de Rubempré. Presbytère de Dompierre. Municipalités. Contestation entre le curé et les habitants d'Agenvillers, relativement au presbytère. Occoche. — Fol. 21 v°. Du 9 avril. « Municipalité non établie pour la paroisse du Temple lès Waben. » Berteaucourt. Grandes routes. Municipalités. Étinehem. — Fol. 22 v°. Du 16 avril. Millencourt. « Privilège réclamé par le chirurgien de Cramont (Isidore Léger), que les habitants dudit lieu ont imposé à la taille pour raison de son industrie, et ont nommé collecteur du sel... Fonds de charité... Mine de houille et charbon aux environs de Doullens. » Presbytère de Pont-Noyelle. Millencourt. Réclamation de M. de Milly, seigneur des

Autheux. Presbytères de Rubempré ; de Coisy. » — Fol. 25. Du 23 avril. Presbytère d'Havernas. Réparations à l'église de Marieux. Chipilly, tourbages. Chaussée de St-Laurent à Albert. « Administration de biens communaux faite par autre que syndic municipal de Fréchencourt. » Presbytère d'Agenvillers. Municipalités. Étinehem. — Fol. 26 v°. Du 30 avril. Grandes routes. Presbytère de Coisy. Fréchencourt. Incorporation des habitans de Ransart dans la municipalité de Neuville. Temple lès Waben. Pont de Fréchencourt. Pont d'Occoche. Biens communaux de Vignacourt. — Fol. 28. Du 7 mai. « Réparation à faire à la cazerne de la maréchaussée de Foresmontiers. » Entretien des routes. M. de Verville nommé caissier des contributions représentatives de la corvée. Les Autheux. Chirurgien de Cramont. « Vœu pour la réparation des vingtièmes. » Ravages faits par les corbeaux à Heuzecourt. Puchevillers. — Fol. 30. Du 14 mai. Église de Sarton. Querrieux. — Fol. 30 v°. Du 31 mai. Gardes messiers. Capitation des officiers de justice et privilégiés. Les Autheux. Rivery. Gorenflos. « Nomination prétendue irrégulière du sieur abbé Brunel, élu membre de la municipalité d'Acheux. » Pont d'Occoche. Pont de Fréchencourt. Presbytère de Pont-Noyelle. Travaux des routes. — Fol. 33. Du 28 mai. Tourbages de Daours. « Requête à fin de rejet de la part de Mme la marquise de Villeman, dame de la paroisse d'Estrée lès Cressy. » Travaux des routes. Étinehem. Nomination contestée de l'abbé Brunel à Acheux. — Fol. 35 v°. Du 4 juin. Hamel lès Ponche. Incendie à Daours. Collecteur de Rivery. Exhaussement du clocher et refonte de deux cloches à Franvillers. Fréchencourt. Étinehem. Presbytères. Demande d'un cachet pour le bureau du département. — Fol. 36 v°. Du 11 juin. Les Autheux. Le Plouy. Fréchencourt. Presbytères de Coisy, de Dompierre. Curement et élargissement de l'Authie à Béalcourt. Travaux des routes. Biens communaux de Vignacourt. Heilly, Poulainville et Authieulle. Culture du turneps. — Fol. 40. Du 18 juin. « Rapport de MM. les procureurs-syndics sur les fonds de charité ; avis du bureau sur les requêtes qui ont été présentées », y transcrits. Composition irrégulière de la municipalité de Vaux sous Corbie. « Plainte par la municipalité de Longvillers des ravages qu'on fait dans les récoltes. » Grandes routes. Authieulle. « Avis demandé au bureau par la commission intermédiaire provinciale, sur des plaintes formées par les communautés de St-Riquier, Bellencourt, Buiguy l'Abbé et Vauchelles, contre les sieurs de la Houssoye de Neuville. » Communes de Bernay. Répartition de la taille. — Fol. 46. Du 25 juin. « Rapport de MM. les procureurs-syndics, sur la répartition de la taille », y transcrit. Forestmontiers.

Marais communs de Hem. Presbytère et église de Pernois. Travaux des routes. Flixecourt-Bout-de-la-ville. Nomination de l'abbé Brunel, d'Acheux. Municipalité d'Abihem. Réparations à l'église de Franvillers. Rivery. Presbytère d'Havernas. Pont de Flixecourt. A la fin de cette délibération, la signature de M. Alexandre est suivie de ces mots : « Observant toutefois que la requête et le mémoire des habitans de Hem doit être communiqué à MM. les officiers municipaux de Doullens, seigneurs dudit Hem. » — Fol. 49. Du 2 juillet. Protestation des procureurs-syndics contre l'observation qui suit la signature de M. Alexandre au bas du procès-verbal de la précédente séance ; ladite observation regardée comme non avenue. Indemnités réclamées par les entrepreneurs anciens des grandes routes. Mine de houille et charbon ouverte aux environs de Doullens. Emprunt de 900 l. demandé par les habitans de Querrieux. Presbytère d'Agenvillers. Domqueur et le Plouy. « Surveillance des routes ; nomination de commissaire à cet effet. » Églises et presbytères. Arquèves. Presbytères de Rubempré, de Coisy. Curement et élargissement de l'Authie à Béalcourt. Les Autheux. Cimetières pour les non catholiques. — Fol. 53. Du 9 juillet. Bagneux. Havernas. Chemins vicinaux. Incendie le 18 mars à Coisy. Gézaincourt. Préaux-Ratauville. Vauchelle lès Authie. Marieux. Fieffes. Orages. « Décharge d'impositions pour un père de famille chargé de douze enfans vivants. » Pont de Fréchencourt. « Règlement provisoire pour les communes. » Pépinières. Occoche. Camon. « Nomination de M. Verville, caissier de la contribution en argent représentative de la corvée. » Presbytère de Dompierre. Extraction de grès dans les bois du marquis de Louverval, seigneur de Toutencourt. Presbytère de Pont-Noyelle. Freschevillers. Barly. Montigny-aux-Jongleurs. Belloy. — Fol. 57. Du 16 juillet. Église et presbytère de Pernois. Chemins vicinaux. Caserne de maréchaussée de Forestmontiers. Fontaine-sur-Maye. Destruction des loups. Neuville. Vignacourt. Flixecourt. Dépenses du département. Pertes essuyées par les habitans de Montrelet. — Fol. 59 v°. Du 23 juillet. Grêle du 13 juillet ; pertes éprouvées. Machiel et Crécy. Église de Flixecourt dit Bout-de-la-ville. Incendie le 23 mai à Hem. Grêle et inondations à Hem. — Fol. 61. Du 30 juillet. Presbytère de Coisy. « Maladie épidémique sur les bêtes à laine. » Pertes à Favières, par l'inondation. Hamelet. États Généraux. Presbytères d'Agenvillers et de Rubempré. Épidémie à Montonvillers. Fonds de

charité. — Fol. 63. Du 6 août. « Mémoire sur les pépinières royales et leur remplacement », par les procureurs-syndics, y transcrit. Presbytère de Dompierre. Cramont. Neuville. Pertes à Heuzecourt par les orages. Id. à Vauchelles lès Quesnoy, par la grêle du 13 juillet. Halloy lès Pernois. Presbytère de Pont-Noyelle. Gorenflos. Exhaussement du clocher de Franvillers. Pertes subies par la grêle, par les habitants de Bouchon et d'Étinehem. — Fol. 68 v°. Du 13 août. Chemin provisoire sur la grande route à Flixecourt. Presbytère de Pernois. Travaux des routes. Pluies et orages à Moufflers. Secours aux victimes de l'orage du 13 juillet. Presbytère d'Agenvillers. Pépinières royales. Rejet sur la taille. — Fol. 71 v°. Du 20 août. Décharges accordées en considération d'un incendie arrivé à Daours. Mirvaux. Taille. Acheux. Travaux des routes. Orages à Wagnies, à Canaples. Presbytère de Rubempré. — Fol. 73. Du 27 août. Caours et Neufmoulin. Grêle du 13 juillet : Étinehem. Travaux des routes. — Fol. 74 v°. Du 3 septembre. Presbytères de Coulonvillers, de Coisy. Beauvoir-Rivière. Travaux des routes. Caserne de Forestmontiers. Gorenflos. Soldat provincial de Poulainville. Impositions. « Insubordination prétendue d'un membre municipal de la paroisse de Beauval, qui ne veut ni assister aux assemblées, ni en signer les délibérations. » Presbytères et églises de Pernois, Franvillers et Pont-Noyelle. Senlis-Hédouville. — Fol. 76 v°. Du 10 septembre. Impositions. Frohen le Grand. Travaux des routes. Chipilly et Étinehem. Louvencourt. Beauval. — Fol. 78 v°. Du 17 septembre. Incendie à Hem au mois de mai précédent. Projet de reconstruction de l'église de St-Léger lès Authie. Daours. Impositions. Agenvillers. Presbytère de Rubempré. Épizootie du claveau à Beauquesne. Agenville. L'Étoile. Tourbage et haute futaie. Travaux des routes. « Lettre de M. Piot portant démission de sa place de membre du département de Doullens. » Fonds de charité. — Fol. 80 v°. Du 24 septembre. Presbytère de Dompierre. Travaux des routes. Abonnement pour les vingtièmes. — Fol. 81 v°. Du 1^{er} octobre. Municipalité de Gapenne. Beaucourt. Presbytère de Roussent. Travaux des routes. Rainneville ; fonds de charité. — Fol. 82 v°. Du 8 octobre. Lamotte-Buleux ; fonds de charité. Donqueur et Le Plouich. Beauquesne. Bussu. Impositions. Travaux des routes. — Fol. 84. Du 29 octobre. Travaux des routes. Incendie à Bussu la nuit du 15 au 16 septembre précédents. Taxe d'office demandée par des fabricants de papier à Daours. Bussu. Presbytère de Rubempré. Donqueur et Le Plouy. Impositions. — Fol. 87 v°. Du 5 novembre. Collecteur de Corbie. Taille. Travaux des routes. — Fol. 88 v°. Du

12 novembre. Presbytère de Dompierre. Travaux des routes. — Fol. 90. Du 19 novembre. Presbytère de Roussent. Naours. Pont de Villers-Bocage. Travaux des routes. Presbytère de Coulonvillers. Impositions. Église et presbytère de Pernois. Mons-Béalcourt. Réparations à faire à l'école publique de Bussu. Crochets à incendie à Bussu. — Fol. 92. Du 26 novembre. Bertangles. Travaux des routes. Fonds de charité. Yvrencheux. Gorges. — Fol. 93. Du 3 décembre. Bertangles. Travaux à l'église de Franvillers. Clerc lai de Camon. — Fol. 93 v°. Du 10 décembre. La Vicogne. Flesselles. Travaux des routes. Troupeau de moutons atteint du claveau à Beauquesne. Presbytère de Coulonvillers. Collecteur de Corbie. Gueschart et Neuville. — Fol. 95 v°. Du 17 décembre. Incendie à Corbie, secours aux sinistrés. Impositions. — Fol. 97 v°. Du 24 décembre. Forêt de Luchaux. Bussu. Naours. Travaux des routes. MM. Hurtel et Cornu nommés députés à l'assemblée du département de Doullens. Épizootie sur les bêtes à corne à Quend, Colline et Fresnay. — Fol. 99. Du 31 décembre. Presbytère de Dompierre. Caserne de maréchaussée de Forestmontiers.

1789. — Fol. 99 v°. Du 7 janvier, Travaux des routes. Incendie à Bussu au mois de septembre précédent. Clerc lai de Camon. Impositions. — Fol. 101 v°. Du 14 janvier. Fourniture de pain aux indigents d'Heilly. Agenville. Épizootie de Quend, Colline et la Fresnaye. Impositions. Cramont. — Fol. 103. Du 21 janvier. « Départ de M. de Bucy, nomination en son lieu et place de M. Billet, prieur d'Épécamps, pour les opérations dont étoit chargé ce premier commissaire. » Travaux des routes. « Incendiés de Corbie. » Garde étalon. Ateliers de charité à établir à Doullens et aux environs. Presbytère de St-Pierre de Doullens. — Fol. 105. Du 28 janvier. Impositions. Dissentiments entre Donqueur et le Plouy. Travaux des routes. Travaux au clocher de l'église de Franvillers, par M. de Lapalme. Reconstruction du pont d'Occoche. — Fol. 107. Du 4 février. Cramont. Impositions. Presbytères de St-Hilaire, de Dompierre. — Fol. 108 v°. Du 11 février. Presbytère d'Agenville. Syndic d'Agenville. Travaux de charité. Incendie de Bussu. Hameaux à réunir aux paroisses les plus voisines. Hem. — Fol. 109 v°. Du 18 février. Hem. Fonds de charité accordés à différentes municipalités. — Fol. 110. Du 4 mars. Servante du curé de Daours imposée à la corvée. Dissentions à Cramont. Éducation des bêtes à laine. Presbytère d'Agenvillers. Presbytère de Gézaincourt. —

Fol. 111. Du 11 mars. « Contestations entre les habitans de Lanche et ceux de St-Hilaire, pour raison de la reconstruction de la nef de l'église de cette dernière paroisse. » Perte de chevaux et bestiaux par le fermier de Bonneval, paroisse de Buigny-St-Maclou. Villers-Bocage. Impositions. Pont de Villers-Bocage. Toutencourt. Franqueville. « Suppression des syndics paroissiaux. » — Fol. 114. Du 18 mars. Malades indigents à Heilly, soignés par le sieur Péchin, chirurgien. Impositions. Argœuves. Presbytère d'Agenvillers. Travaux des routes. Presbytère de Dompierre. Flixecourt. Montreuil sur Mer. Hem. — Fol. 115 v°. Du 26 mars. « Requête présentée par M. Berthe, seigneur de Villers-Bocage, contre les syndic et membres de la municipalité de laditte paroisse. » Franqueville. Incendie à Hem l'année précédente. — Fol. 116 v°. Du 1^{er} avril. Néant. — Fol. 116 v°. Du 7 avril. Néant. — Fol. 116 v°. Du 15 avril. Néant. — Fol. 116 v°. Du 22 avril. Hem. Impositions. Travaux des routes. Villers-Bocage. Caserne de maréchaussée de Forestmontiers. Pont de Villers-Bocage. « Délibération de MM. les officiers municipaux de la ville de Doullens tendant à supplier Sa Majesté de daigner accorder des états provinciaux à la province de Picardie. » Incendie à Hermencourt. Fonds de charité. Ouvrages à faire à Heilly. Caours et Neufmoulin. Franvillers. Fermier de Bouneval à Buigny-St-Maclou. Villers-Bocage. Contestation entre Domqueur et le Plouy. — Fol. 120. Du 29 avril. Hem. Vignacourt. Incendies de Bussu, de Corbie. Presbytère de Talmas. Travaux des routes. Incendie à Franvillers. Donqueur et le Plouy. — Fol. 122. Du 6 mai. Hem. Presbytères de St-Pierre de Doullens, de Campignoles la Grande, de Cerisy. — Fol. 124. Du 13 mai. Yzeux et Flesselles. Presbytère de St-Hilaire. Impositions. Travaux des routes. Domléger. Hem, droit d'usage. Fonds de charité. — Fol. 125 v°. Du 20 mai. Cramont. Travaux des routes. Incendie de Bussu. Domqueur et le Plouy. Église de Franvillers et presbytère de Pont-Noyelle. Fonds de charité. — Fol. 127. Du 27 mai. Soldat provincial de Talmas. Heilly. Presbytères de Talmas, de Coisy. Fonds de charité. Pont d'Occoche. Travaux des routes. — Fol. 128. Du 3 juin. Presbytère de Rubempré. Reconstruction de l'école publique de Bussu. Travaux des routes. Presbytère de Pont-Noyelle. Clerc lai de Grouches. Montreuil-sur-Mer. Bêtes à laines. Travaux de charité. — Fol. 129 v°. Du 10 juin. Machiel. Capitation des nobles, privilégiés, etc. Presbytère de Gézaincourt. Domqueur et le Plouy. Presbytère de Pont-Noyelle. Travaux des routes. — Fol. 130 v°. Du 17 juin. Pont de Villers-Bocage. Église et presbytère de

Pernois. — Fol. 131. Du 25 juin. Impositions. Travaux des routes. Fonds de charité. École publique de Bussu. « Lettre relative à la disette et à la cherté du bled écrite à MM. les procureurs-syndics de ce département, par M. Pincepré de Buire, député aux États Généraux et commissaire pour la province de Picardie du comité des subsistances de l'assemblée nationale », y transcrite.

Fol. 134 v°. Du 1^{er} juillet. Travaux des routes. Exemption de taille prétendue par les officiers municipaux de Montreuil. Fonds de charité. Presbytères de Gézaincourt, de Rubempré. —

Fol. 136. Du 8 juillet. Travaux de charité. Presbytère de Talmas. St-Riquier. Drucat-Ponthieu. Réparations à faire à la toiture de l'église de Vignacourt. Travaux des routes. Domqueur et le Plouy. Logement de la brigade de maréchaussée de Doullens. « Modération demandée par les officiers de l'élection de cette ville sur la capitation qu'ils payent à raison de leurs offices. » Presbytère de Rubempré. Fonds de charité. Hem, droit de nouvel acquet ou d'usage. — Fol. 140 v°. Du 15 juillet. « Gratification demandée par des particuliers de Belloy, pour avoir couvert en tuiles des bâtimens qui ont été incendiés. » Capitation des secrétaires du Roi. Pont de Villers-Bocage. Soldats pour garder les grains pendant la moisson demandés par la municipalité de Contay. Travaux de charité. Bussu. Travaux des routes. Presbytère des Authoux. — Fol. 141 v°. Du 22 juillet. Travaux des routes. Bertangles. Incendiés de Contay, de Selincourt. Cantonniers. Travaux de charité. Presbytère de Gézaincourt. — Fol. 144. Du 29 juillet. Travaux de charité. Buire. Église de Vignacourt. Presbytères de Talmas, de Rubempré. — Fol. 145. Du 5 août. Travaux de charité de Fieffes et Montrelet. Travaux des routes. Cramont. Soldats pour garder les moissons. « Requête des municipaux et habitans de Varenne, qui demandent qu'il soit monté une garde exacte tous les jours, pour garantir la paroisse des évènements qui pourroient arriver à cause des troubles qui se répandent dans la province. » Capitation des non taillables. Matériaux de l'ancien pont de Querrieux. « Délibération de l'assemblée municipale de Buissy lès Daours, dont l'objet est d'obtenir des fonds de charité établis par le seigneur du lieu en faveur des pauvres de cette paroisse. » — Fol. 148. Du 12 août. Travaux des routes. Travaux de charité. Presbytère de St-Hilaire et Lanches. Vente des matériaux de l'ancien pont de Querrieux. — Fol. 149. Du 19 août. Routes et chaussées en pavés de grés. Travaux de charité, de Vaux-

sous Corbie, de Rubempré. — Fol. 149 v°. Du 26 août. Travaux de charité de Beaucourt, Bussu, Favières, etc. Travaux des routes. Presbytère d'Yzeux. Matériaux de l'ancien pont de Querrieux. — Fol. 150 v°. Du 2 septembre. Chaussées qui traversent la ville de Doullens. — Fol. 150 v°. Du 9 septembre. Travaux de charité de Neuville. Travaux des routes. — Fol. 151. Du 16 septembre. Travaux de charité de Rainneville. Procès-verbal relatif « aux obstacles que le sieur Brice prétend éprouver de plusieurs propriétaires dans l'extraction des grès nécessaires à la confection des routes. » Réparation du pavé de la ville de Doullens. Nouveau pont en charpente de Querrieux. Cantonniers. — Fol. 152 v°. Du 23 septembre. Vol fait en 1788 chez Alexis Cordier, collecteur des tailles de Montigny-Jongleurs. Impositions. Travaux des routes. Neuville, chemin vicinal. Épizootie sur les bêtes à laine à Authie. — Fol. 153 v°. Du 30 septembre. École publique de Bussu. Milicien de Montigny-Jongleurs. Travaux des routes. Maladie sur les bêtes à laine à Authie. Impositions des privilégiés. — Fol. 155. Du 7 octobre. Néant. — Fol. 155. Du 14 octobre. Travaux des routes. Contribution représentative de la corvée. Cramont. Vol chez le collecteur de Montigny-Jongleurs. Église de Vignacourt. — Fol. 156 v°. Du 21 octobre. Hem. droits d'usage. Travaux des routes. Impositions. Cantonniers. Réparations d'églises et presbytères. — Fol. 158. Du 28 octobre. Vauchelles lès Domart. Longueville. Impositions. Presbytère de St-Hilaire et Lanches. Forestmontiers. Contribution patriotique. Nouveau pont de Querrieux. — Fol. 160. Du 4 novembre. Bouquemaison. Frais de syndics et de greffiers. Travaux des routes. — Fol. 160 v°. Du 11 novembre. Travaux des routes. Impositions. Bonneville. — Fol. 161 v°. Du 23 novembre. « Affranchissement absolu et rachat de l'impôt de la gabelle et de celui du tabac. » — Fol. 161 v°. Du 18 novembre. Travaux de charité de Gézaincourt. Travaux des routes. États de population des paroisses demandé par la commission intermédiaire. — Fol. 162 v°. Du 25 novembre. Curement et élargissement de la Grouche ; dessèchement de l'Authie. Travaux de charité de Querrieux et d'Occoche. Travaux des routes. Domqueur et St-Hilaire. Maladie sur les bêtes à laine à Authie. Droits de nouvel acquet des usages. — Fol. 164. Du 2 décembre. Travaux de charité de Belleval et Brailly. Campignole. Alignement de la grande route à Bouquemaison. Lamotte-Buleux. Travaux extraordinaires du sieur Ansquer. Cramont. Travaux des routes. Authieule. « Refus fait par les officiers municipaux de Montreuil de recevoir le mandement pour le supplément sur les cy-devant privilégiés pour

les six derniers mois 1787. » — Fol. 165 v°. Du 9 décembre. Canal de Picardie. « Sursis de huit jours accordé au nommé Darras, de Warloy-Baillon, qui a refusé de payer ses impositions, et a menacé de tuer les proposés à la recette des tailles. » Travaux des routes. Contribution patriotique. Impositions de 1790. Plantation par les officiers municipaux de Doullens sur le chemin de Hem. — Fol. 166 v°. Du 16 décembre. Authieule. Travaux des routes. Impositions. — Fol. 167. Du 23 décembre. « Refus fait par Nicolas Darsin, syndic destitué de la paroisse de Gramont, de remettre à la municipalité les papiers, titres, etc., ainsi que la clef du lieu où se tiennent les assemblées.... Procès-verbal tenu par les membres de ce bureau et MM. les officiers de l'élection de Doullens, en présence de M. Dubois ; trésorier de France, et de M. de Verville, receveur particulier des finances, pour la répartition des impositions de 1790. » Quantité de grains nécessaire pour attendre la récolte prochaine. Travaux des routes. Alignement de Bouquemaison. Ville sous-Corbie. Portions congrues. Franqueville. Caserne de maréchaussée de Forestmontiers.

1790. — Fol. 168 v°. Du 13 janvier. Travaux des routes. Forestmontiers et Neuville. — Fol. 169. Du 20 janvier. Campignoles-la-Grande et Lamotte-Buleux. École publique de Bussu. Travaux des routes. Authieule. — Fol. 170. Du 27 janvier. Moins imposé. Impositions. Demande de soldats par la municipalité de Hénencourt, pour protéger les moissons. Presbytère de St-Hilaire. Pont de Querrieux. Curement, dessèchement et élargissement de la Grouche et de l'Authie. Travaux des routes. — Fol. 171 v°. Du 3 février. Impositions. Caserne de maréchaussée de Forestmontiers. Travaux des routes. — Fol. 172. Du 10 février. Domqueur et le Plouy. Travaux des routes. Impositions. Dîmes et biens ecclésiastiques. Contribution patriotique. — Fol. 173. Du 24 février. Incendie à St-Riquier. Presbytère de Querrieux. Pont de Querrieux. Impositions. Plantation par les officiers municipaux de Doullens de la grande route de Doullens à Abbeville, du pont de Hem aux murs de la ville. Dompierre. Travaux des routes. — Fol. 174. Du 3 mars. Décharge d'imposition demandée par la veuve de J.-B. Thuillier, routier à Vignacourt, dont le mari a été assassiné sur la route de Lyon à Paris, et à qui on a volé une somme d'argent considérable. « Réparation à faire à différents ponts de la ville de Corbie. » Travaux des routes. Maurepas. Contribution patriotique. — Fol. 175. Du 10 mars. Travaux des routes. Impositions. Refus par

l'ancien syndic de Bernaville de remettre les papiers de la communauté. St-Hilaire et Lanches. — Fol. 176. Du 17 mars. Incendie à Contay. Presbytère de Saint-Hilaire et Lanches. Autheux. Buire. Travaux des routes. Bouquemaison. Exemption de taille prétendue par les officiers municipaux de Montreuil. Bureau de charité de Doullens. — Fol. 177. Du 24 mars. Hénencourt. Bertangles. Travaux de charité des Autheux. Impositions. Églises et presbytères de Rubempré. Gézaincourt, Pont-Noyelle et Franvillers. Neuville. Hérissart. — Fol. 178 v°. Du 14 août. Incendies de St-Riquier. Travaux des routes. Impositions. St-Acheul. « Mémoire relatif à la destitution faite par le nouveau corps municipal de cette ville du receveur du bureau de charité. » Authieule. Autheux. Vaux en Amiénois. Flibeaucourt. Neuville. Ateliers de charité de Doullens. Contribution patriotique. — Fol. 182. Du 21 avril. Domléger. Travaux des routes. Gorenflos. — Fol. 182 v°. Du 28 avril. Yzeux. Impositions. Ponts de Corbie. Neuville. — Fol. 184. Du 5 mai. Impositions. Incendie de Contay. « Contestation de limites de terroir entre La Houssoye et Pont-Noyelle.... Id., entre Outrebois et Boisbergues. » Montreuil. « Réunion de la ferme de St-Vast — cense à la municipalité de Pont-Noyelle... Contestation pour limites de terroir entre St-Acheul et Montigny. » Travaux des routes. « Contestation de limites entre Flêselles, Naours et Havernas. » — Fol. 185 v°. Du 12 mai. St-Acheul. Incendie à Buire. Travaux des routes. Presbytère de St-Hilaire et Lanches. « Contestation de limites entre Oneux, Neuville-St-Riquier et la ville dudit St-Riquier. » Maréchaussée. — Fol. 186 v°. Du 19 mai. Église de Vignacourt. Mirvaux. Franssu. Impositions. Travaux des routes. Mesnil et Domléger. — Fol. 187 v°. Du 26 mai. Impositions. « Contestation de limites entre Coullonviller et Cramont. » Travaux des routes. « Réparations à faire au chœur de l'église de Gorges. » Travaux de charité de Neuville. — Fol. 188 v°. Du 2 juin. Impositions. Don patriotique. Bouquemaison. Travaux des routes. Contestations de limites entre Havernas, Flesselles et Vignacourt. — Fol. 189 v°. Du 9 juin. Impositions. Travaux des routes. Ferme du Valheureux. Bouquemaison. Église de Vignacourt. — Fol. 190 v°. Du 16 juin. Don patriotique. Authieule. Chemins vicinaux et ateliers de charité. Contribution patriotique. Travaux des routes. — Fol. 191 v°. Du 23 juin. Don patriotique, Hédauville. Impositions. Travaux des routes. Rivery. — Fol. 192 v°. Du 30 juin. Ferme de St-Vast-cense et Pont-Noyelle. Réparations à l'église de Gorges. Impositions. Don patriotique. Varenne. Travaux des routes. — Fol. 193 v°. Du 7 juillet. Travaux des routes. — Fol. 194. Du 14 juillet. Travaux des

routes. — Fol. 194 v°. Du 21 juillet. Don patriotique, Favières. Cramont. Presbytère de St-Hilaire et Lanches. Reconstructions et réparations d'églises et presbytères. Millencourt. — Fol. 195 v°. Du 24 juillet. « Frais d'administration de ce bureau pour les six premiers mois 1790 et autres frais », — etc.

C. 2175. (Liasse.) — 257 pièces, papier.

1788. — Impositions. — États des domaines et forêts du Roi, biens patrimoniaux des princes de sang, de l'ordre de Malte et des hôpitaux : Acheux. — Agenville. — Arquèves. — Autheux. — Authieule. — Authye. — Auvilé-le-Titre. — Bagneux. — Baizieux. — Barly. — Beaucourt. — Beaumetz. — Beauquesne. — Beauval et Huleux. — Beauvoir-l'Abbaye (dépendance de Buigny-St-Maclou). — Beauvoir-Rivière. — Belle-Église. — Bellival et Breilly. — Belloy. — Bernaville. — Berneuil. — Bertangle. — Berteaucourt. — Betencourt. — Boisbergues. — Bonnance (dépendance de Buigny-St-Maclou). — Bonnay. — Bonneville. — Bosjean et l'Aiguille. — Bouchon. — Bouquemaison — Bourdon. — Bresles. — Brévillers. — Brucamps. — Buigny-l'Abbé. — Buigny-St-Maclou. — Buires. — Buissy. — Bus. — Bussu. — Camon. — Campignoles-les-Grandes. — Canaples. — Candas. — Canteleux. — Caours et Neufmoulin. — Cardonete. — Chipilly. — Contay. — Conteville. — Coulonvillers. — Cramont. — Daours. — Domart. — Domémont. — Dompierre. — Donqueur. — Doullens. — Drucat et Pré. — Drugy. — Épécamps — Ergnies. — Estrées lès Cressy. — Estruval. — Étinehem. — Favières. — Fieffes. — Fienvillers. — Flexelles et Olincourt. — Fontaine sous May. — Franqueville et Barlette. — Fransu et Houdencourt. — Franvillers. — Frohend-le-Grand et le Petit-Meillard. — Frohen-le-Petit. — Gapenne. — Gézaincourt et Bretel. — Gorenflos. — Gorges. — Grouches. — Gueschard. — Halloy-lès-Pernois. — Hamelet. — Harponville. — Havernas. — Heilly. — Hem-Hardinval. — Hénencourt. — Hérissart. — Heuzecourt et Grimont. — La Barre. — La Houssoye. — Lamote-Brebière. — Lamote-Buleux. — Lavicogne et le Rozel. — Léalvillers. — Lépine-lès-Bruières. — Létoille. — Longuet. — Longvillers. — Longuevillette. — Louvencourt. — Luchuel. — Machiel. — Maintenay. — Maison Ponthieu. — Maison-Roland. — Maizicourt. — Marcheville. — Marieu. — Méricourt-l'Abbé. — Mesnil-Donléger. — Millencourt. — Mirvaux. — Molliens-aux-Bois. — Mons et Béalcourt. — Montigny-aux-Jon-

gleurs. — Montigny-Vilaincourt. — Montonvillers. — Mont-Regnault (dépendance de Surcamps). — Montrelet. — Mouflers. — Naours. — Neuville et Ransart. — Neuville-St-Riquier. — Nolette. — Noyelle-en-Cauchie. — Occoche. — Oneux et Le Fétel. — Outrebois. — Pernois. — Petit-Quemin et Dominois. — Piergot. — Pont-Noyelle. — Poulainville. — Préaux. — Prouville. — Quérioux. — Quesnoy. — Raincheval. — Rainneville. — Régnier-l'Écluse. — Remaisnil. — Ribeaucourt. — Ribemont. — Rivery. — Romont (ferme). — Roussent. — Rubempré. — Sailly-Laurette. — St-Auchel. — St-Gratien. — St-Hilaire et Lanches. — St-Léger-l'Épinoy. — St-Léger lès Authie. — St-Ouin. — St-Riquier. — St-Vast. — St-Vast, cense (dépendance de Pont-Noyelle). — St-Vast, cense, sur mer, (dépendance de Campigneules-les-Grandes). — Senlis et Hédauville. — Septenville (dépendance de Rubempré). — Sériel. — Surcamps. — Talmas. — Le Temple. — Thièvres. — Toutencourt. — Treues. — Vacquerie. — Valdesmaisons. — Valheureux. — Le Valvion. — Varenne. — Vauchelle lès Authies. — Vauchelle lès Domart. — Vauchelle lès Quesnoy. — Vaux en Amiénois. — Vaux sous Corbie. — Vesquemont. — Ville sous Corbie. — Villencourt. — Vinacourt. — Vironchaux. — Wargnies. — Warloy-Baillon. — Yaucourt. — Yvrench. — Yvrencheux. — Yzeux, — etc.

C. 2176. (Liasse.) — 37 pièces, papier.

1789. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. Acheux. MM. Damiens, écuyer, seigneur du lieu ; Gellé, curé ; François, écuyer ; de Saint-Aurin, écuyer ; Mademoiselle Damiens ; les héritiers de M. Barthélemy Damiens, écuyer ; M. de Romainville, écuyer ; M^{me} veuve de Fréchencourt, écuyer ; comte de Querecques, chevalier ; MM. Brunel du Rozel, écuyer ; Morel d'Hérival, écuyer. — Arquèves. Le comte de Mailly, seigneur du lieu ; M^c Louis d'Albert, curé. — Authieulle. MM. Petit, seigneur du lieu, à Amiens ; Boitel d'Exauvillers. — Auviller. Éloi Der, curé. — Bagneux. Le prieur, seigneur du lieu. — Balance, ferme. Le marquis de Reigne, seigneur de Dompierre ; M. de Boubert, seigneur de Vis ; baron de Torsy, seigneur de Conchil et d'Authy. — Barly. M. de Grimaldy, évêque de Noyon, abbé commandataire du Petit-St-Jean d'Amiens et prieur de St-Pierre d'Abbeville, seigneur du lieu ; MM. Asselin, curé ; de la Porte, seigneur de Remainil, Vaquerie et autres lieux ; Le Correur, maire de Doullens ; Goiez, seigneur de Neuville. — Béalcourt. MM. de Buissy, seigneur du lieu ; Hurtrel, curé. — Beaucourt. M. de Beaucourt, seigneur du lieu. — Beauquesne. Le

seigneur de Louvencourt ; duc de Luynes, seigneur du lieu ; M. Dembreville, curé. — Beauvoir-l'Abbaye, ferme. — Beauvoir-Rivière. Le comte de Marle, seigneur du lieu ; M. Mortier, curé. — Belléglise, ferme. M. Champignelle, commandeur de Fieffes. — Bellinvalle et Brailly. Le commandeur de Beauvoir, seigneur du lieu, en partie. — Belloy. Joseph-René Boitel, écuyer, seigneur du lieu ; M. Boitel de Belloy, écuyer, seigneur de St-Vast ; Pierre-Nicolas-Ferdinand de Deaurin de Bureuille, écuyer, seigneur du lieu ; y demeurant. — Bernaville. Le comte d'Artois ; comte de Gomer ; marquis de Persant ; MM. Cauchy, curé ; de Belloy, seigneur de Bourdon ; marquis de Wargemont ; de Buissy, seigneur de Fief ; comte de Nolesthein (d'Hunolstein), seigneur de Hodencourt et Franqueville ; de Mons, seigneur d'Avernas ; de Milly, seigneur de Sotheux (des Authieux). — Bertangle. Le marquis de Clermont-Tonnerre, comte de Thoury-en-Sologne, seigneur du lieu ; M. Manot, curé ; le seigneur de Villers-Bocage. — Berteaucourt-les-Dames. — Bettencourt lès St Ouen. Le comte Doria, seigneur du lieu, demeurant à Cayeux ; MM. Trenquis, curé ; de Sel, seigneur de Vignacourt ; Laurendeau, avocat à Amiens ; de Crocquoison de la Cour de Fief, seigneur de Flixecourt ; marquis de Callonville ; M^{me} de Fréchencourt, dame de St-Ouin ; M. de Rafétole, seigneur de la forêt de Vinacourt. — Bézieux. MM. Blondin de Bréville, président à la cour des Monnaies de France, seigneur du lieu ; de Choiseul, seigneur d'Heilly. — Boisbergues. Nicolas Deneux, curé ; M. Lefebvre, seigneur d'Authieux. — Boisjean. MM. Dumetz, seigneur du lieu ; de Witasse, seigneur de Vermandovillers. — Bonnances. — Bonnaye. Le comte de Choiseuil-Gouffier, seigneur d'Heilly et Bonnaye ; MM. Lefebvre, curé ; de Gomer, seigneur de la Houssoye. — Bonneville. Le marquis de Bucy, comte de Canaples, seigneur de Fieffes, Bonneville, Montrelet, Guilmont et autres lieux ; M. Dècle, vicaire ; chevalier de Gaillon, commandeur de Fieffes. — Bouchon. MM. Pointart, curé ; Jourdain de l'Éloge, seigneur du lieu en partie ; de Rembure, id. ; Damerval, id. ; de Saveuze, d'Abbeville ; Dussauzay, seigneur de Vauchelle. — Bouquemaison. M. Artus, curé. — Bresle. Le marquis de Lameth. — Bretel. M. Blin de Bourdon, seigneur du lieu. — Brévillers. M^{le} Hémart, dame du lieu ; M. de Lavingne, curé. — Brucamps. Le marquis du Sauzain ; marquise de Vilmant. — Bourdon. MM. de Bourdon

seigneur du lieu ; Maréchal de la Houssoy. — Buigny-l'Abbé. M. de Belloy, seigneur de Rogent. — Buigny-St-Macloux. M. Tilette, seigneur du lieu. — Buire. Henri-Gabriel de Berry, chevalier, marquis d'Essertaux, seigneur de Treux, Buire, Ville sous Corbie, Villecourt et Dernancourt, chevalier de St-Louis, au château d'Essertaux ; Jean-Baptiste Aveneaux, curé ; marquis de Choiseul-Gouffier, seigneur d'Heilly, etc ; M. de Guergand, seigneur de Rollepote. — Buissy. Charles-Gabriel, comte de Gomer : M^{lle} Damiens, veuve de M. de Fréchencourt de Daours ; M. Fouquerel, curé. — Bus. MM. de Nampty, seigneur du lieu ; de Rainnemart, gentilhomme. — Bussu. M. Hardy, vicaire.

C. 2177. (Liasse.) — 53 pièces, papier.

1789. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. — Camon. MM. Bouchon, maire ; De Brie, curé ; « les hermites de Camon » ; la sœur d'école. — Campignolles. Le baron de Torcy ; M. Lécuyer, curé. — Canaples. MM. de Bucy, seigneur et comte du lieu ; Cazuette, curé ; Artus, seigneur de Vargny ; comte de Gomer. — Candas. MM. de Verville ; de Guimicourt. — Cardonnette. Le prince de Vaudémont, seigneur du lieu ; Nicolas-François Leblond, curé ; M. de Crocquoison de la Cour de Fief. — Caus et Neufmoulins. M. Savoye ; curé ; M^{me} d'Heusé, de Paris, dame du lieu. — Chipilly. — Coisy. Le prince de Vaudémont, seigneur du lieu ; comte de Vauvigneux ; M. Jourdain de Thieulloy. — Contay. M^{me} de Saveuse, dame du lieu ; Jean-Baptiste Jourdain, curé. — Conteville. MM. Desavoye, curé ; Delaneuville et consorts, seigneurs du lieu en partie ; comte d'Artois ; comtesse du Manet. — Coulonviller. MM. Petit, curé ; de Cauminil, seigneur du lieu ; comtesse de Vauchelle. — Cressy-Granges. — Cromont. Le comte de Pestre, seigneur du lieu ; comtesse de Vauchelles ; marquis d'Antecourt. — Dommard les Ponthieu. Le comte d'Artois ; comte de Nolestin (d'Hunolstein) ; comte de St-Léger ; comte de Wargemont ; marquise de Vilmand. — Domémont. MM. François, seigneur du lieu ; Fauvelle, curé. — Domléger. La comtesse de Riencourt ; M. d'Antecourt, seigneur du lieu ; comte d'Artois. — Dompierre. La marquise de Ranes ; M. Jourdain de l'Éloge. — Donqueur-le Plouy. M. Helluin, vicaire. — Doullens. MM. Lamarre, curé de St-Martin ; Campion, vicaire de Saint-Martin ; Rogeret, curé de St-Pierre ; Holleville, curé de Notre-Dame ; de Verville ; de la Cour de Fief ; Thuillier, aumônier de la citadelle. — Dours. MM. de Moyenneville, seigneur du lieu ;

Debonnaire, curé. — Drucat. MM. Decault, seigneur du lieu ; chevalier Decault, Tilette de Buigny. — Drugy, paroisse de St-Mauguille. — Ergnies. Le chapitre d'Amiens, seigneur du lieu. — Étinehem. M^e Jacques Lamar, curé. — Estrées les Cressy. M^e Charles Levé, curé ; marquise de Vilmand, dame du lieu. — Favière. L'abbé de St-Valery, seigneur du lieu en partie ; MM. de Caumesnil, seigneur du lieu en partie ; Mantel, curé. — Fienvillers. MM. Fontaine, vicaire ; marquis des Essarts, seigneur de Maison-Ponthieu. — Flesselles, Olincourt, etc. MM. de Bray, seigneur du lieu ; de Bray de Bussus ; de Saisseval ; de Buigny, seigneur de Buigny. — Fontaine sur Maye. MM. Lefebvre du Grier ; du Nornoy, seigneur du lieu. — Forestmontiers. M. Dubouguer, curé ; vicomte des Essarts. — Franqueville et Barlette. Le baron d'Hunolstin, seigneur du lieu ; comte de Wargemont. — Franssu et Houdencourt. MM. Oger, curé ; Wignier, seigneur de Franssu ; baron d'Hunolstin, seigneur d'Houdancourt. — Franvillers. Le comte de Choiseul-Gouffier. — Frohen-le-Petit. Lefebvre, curé. — Gapenne. MM. Balesdent, curé ; de Carpentin, seigneur du lieu. — Gézaincourt. M. Bulan, curé ; M^{me} de Fouquesolle, dame du lieu. — Gorenflos. M. Moreaux, seigneur du lieu. — Goyaval-Beaumetz. Le marquis de Wargemont ; marquise de Vilmand ; M. Mariotte, curé. — Grouches. Le marquis de Chepy, seigneur du lieu ; MM. Batonnier, curé ; de Verville, seigneur du fief d'Harponville ; duc de Luynes. — Gueschart. Le comte de Crécy, seigneur du lieu, en partie ; M. Pouillet, curé. — Halloy les Pernoy. M. Longuet, curé. — Hamelet. M. Meillier, curé. — Harponville. M. d'Hespel, chevalier, seigneur du lieu. — Havernas. MM. Desmons, chevalier, seigneur du lieu ; Hordé, curé. — Hédauville. Le marquis de Lameth, écuyer, seigneur du lieu. — Heilli. Le comte de Choiseul-Gouffier, seigneur du lieu. — Hem, Hardinval, Riquemaisnil et L'Alleu. MM. de Saisseval ; Montaigu, curé ; vicomte de Saisseval, seigneur de Riquemaisnil ; comte d'Artois. — Hémencourt, ferme. La comtesse de Fontaines, dame du lieu. — Hénencourt. Le marquis de Lameth, seigneur du lieu ; Alexis Tattegrain, curé ; M. de Gomer. — Hérisart. M. de Noyencourt, seigneur du lieu. — Hestroy, ferme. — Hestruval, l'abbaye de Dommartin, seigneur du lieu. — Heuzecourt. M^{me} Bôitel, dame du lieu ; M. Devillers, curé.

C. 2178. (Liasse.) — 61 pièces, papier.

1789. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. — La Barre. Le comte Deporte, seigneur du lieu. — La Houssoye. Le comte de Gomer, seigneur du lieu ; M. Sellier, curé. — Lamotte-Brebière. Le chevalier d'Argœuve. — Lamotte-Buleux. — Lavicogne. M. Herbette, curé. — Léalvillers. MM. Damiens, écuyer, seigneur d'Acheux et Léavillers ; Dupré, curé. — Lépinès-Bruiers. L'abbé de Longvilliers, diocèse de Boulogne, seigneur du lieu. — L'Étoile. MM. Jourdain de l'Éloge, seigneur du lieu ; Dacheux, vicaire ; de Rambures. — Longuet. M. de Calonne, seigneur du lieu. — Longueville. Le prieur de Bagneux, seigneur du lieu. — Longvillers. Le marquis d'Hantecourt, seigneur et patron du lieu ; MM. Desjardins, curé ; de Belvalet, marquis d'Hemerville, demeurant en Artois ; marquis de Wargemont. — Louvencourt. M. de Lestocq, seigneur du lieu. — Luchuel. MM. Brisse, curé ; de Verville, seigneur du lieu ; marquis de Chepy. — Machiel. L'abbé de Forestmontiers, seigneur du lieu ; M. Lievrin, curé. — Maintenay. MM. de Maintenay, seigneur du lieu ; baron de France ; de Mirbonne, prieur. — Maison d'Émond, ferme. — Maison lez Ponthieu. Le marquis des Essarts, seigneur du lieu ; Isidore Leblond, curé. — Maison-Rolland. M. Gorin, curé. — Maizicourt. Charles-François de la Houssoye, seigneur du lieu en partie ; dame Charlotte de Boubers ; douairière de messire Nicolas de la Houssoy, chevalier de Neuxville ; M. Courtin, curé. — Marcheville et Corroye. — Marieux. M. de Chocqueuse, seigneur du lieu. — Meillard-le-Grand. M^{me} veuve de Meillard. — Méricourt-l'Abbé. M. Billot, curé ; comte de Choiseul-Gouffier, seigneur d'Heilly, etc. — Grand Mezoutre. — Petit Mezoutre, ferme. — Millencour. M^{me} de Millencour ; M. Deschamps, curé. — Mirvaux. Pierre Domont, curé. — Molliens-au-Bois. Messire Philippe-Jacques Pujol, écuyer, conseiller-secrétaire du Roi, maison, couronne de France et de ses finances, seigneur du lieu ; M. Momert, curé. — Montigni-aux-Jongleurs. M. Roger, curé. — Montigny-Villaincourt. Le marquis de Lameth, seigneur de Montigny ; MM. Jean-François Cagé, curé ; de la Cour de Fieffe, seigneur de Villaincourt. — Montonvillers. Le marquis de Clermont-Tonnerre, comte de Thoury en Sologne, seigneur de Bertangle, Montonvillers et autres lieux, au château de Bertangle ; M. Obaton, curé. — Montrelet. Le commandeur de Fieffe, seigneur du lieu ; MM. de Bucy, comte de Canaples, seigneur du lieu ; Seré, curé. — Mouflers. Le marquis du Sauzoy, seigneur

du lieu ; M. Duboille, curé. — Naours. L'abbé Duperoux, titulaire de la prévôté de S.-Martin de Naours ; MM. Mercier, curé ; de Nully, chapelain de Notre-Dame de Naours. — Neuville-St-Riquier. M. Duméniel, seigneur du lieu. — Neuville. MM. Goyer, seigneur du lieu ; Gaudfroy, curé. — Nollette et Sailli-Bray. MM. de Beaucorroy, seigneur de Nollette ; Jacques Mellier, curé ; Vaillant, seigneur de Sailli-Bray ; marquis des Essarts, seigneur de Saily-le-Sec. — Occoche. Le comte de Coupigny, seigneur du lieu ; M. Beaumont, curé. — Oneux et Fétel. MM. Bridoux, curé ; Farcy, vicaire ; de Cauminy, seigneur viager du Fétel. — Outrebois. MM. Flohart, prieur et curé ; Daumalle, de Doullens, seigneur d'Yvrencheux, de Courcelles et d'une partie d'Outrebois. — Pernois. MM. Selier, curé ; de Carpentin, seigneur de Gapennes ; comte de Gomer. — Petit-Quemin à Dominois. M. de Beaulieu, chevalier de St-Louis, seigneur du lieu. — Piergot. — Pont-Noyelle. L'abbé de St-Vaast d'Arras, seigneur du lieu ; marquis de Lameth ; marquis de Querrieux ; M. Gresset, bourgeois d'Amiens. — Poulainville. M. Drocourt, curé ; marquis de Clermont-Tonnerre ; prince de Vodmont (Vaudémont), seigneur du lieu en partie. — Préau-Rateauville. — Prouville. Le comte d'Oiliamson (Williamson ?), seigneur du lieu ; Pétin, prieur curé. — Querrieux. Le marquis de Querrieux. — Le Quesnoy. — Raincheval. MM. Gorgeon de Verville, seigneur du lieu ; Deprès, curé. — Raineville. MM. Vaysse, seigneur du lieu ; Canaple, curé ; prince de Vaudémont, seigneur de Coisy. — Ransart. — Regniérécluse. Le comte de Sœucourt (Soyécourt), seigneur du lieu ; M. Volet, curé. — Remaisnil. Le comte de la Porte ; M. Petit, curé. — Ribaucourt. MM. Lefournier, marquis de Wargemont ; Lefournier, comte de Wargemont ; Jean-Chrysostome Lesueur, chapelain. — Ribemont. Le comte de Choiseul-Gouffier, seigneur du lieu ; marquis d'Essertaux ; marquis de Lameth. — Rivery. M. de Rivery. — Romont, ferme, paroisse de Roussent. M. de Bardé, seigneur du lieu. — Roussent. Le baron de France ; M. de Warluzel, curé. — Rozel, ferme, dépendant de Lavicogne. — Rubempré. MM. Cozette, seigneur du lieu ; Lecule, curé ; Routier, vicaire.

C. 2179. (Liasse.) — 41 pièces, papier.

1789. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de

1789. — Saily-Laurette. M. Vast, curé. — St-Acheul. M. Lefebvre, curé ; M^{me} Boitel, dame du lieu ; comte d'Aurienson. — St-Gratien. Messire Jean-Baptiste-Marie-Robert Jourdain de Thieuloy, écuyer, seigneur du lieu ; M. Hévin, curé. — St-Hilaire et Lanches. M. de Froissy, seigneur du fief de St-Hilaire ; comte d'Artois, seigneur de Lanches ; comte de Laporte ; comte de Nolestin (Hunolstein.) — St-Léger-l'Épinoy. Charles-Bernard de Brossard, seigneur de St-Léger, y demeurant ; M. Helluin, curé. — St-Léger lès Authie. MM. de Landas, comte de Louvignies, seigneur du lieu ; Hubert-Eugène Raison, curé. — St-Ouën. M^{me} de Frehencourt, dame du lieu ; M. Thiron, curé. — St-Riquier. M. Callé, curé. — St-Sauveur. MM. de Mons de Meigneux, seigneur du lieu ; Lejoindre, prieur-curé. — St-Vast en Chaussée. MM. Boitel, seigneur du lieu ; de Gomer ; Carette, curé. — St-Vast cense, paroisse de Campigneulles-les-Grandes. — Senlis et Hédeauville Le marquis de Lameth, seigneur de Senlis ; M. Ruin, curé. — Septenville. — Sérinel, ferme. — Surcamps. M. Longuet, curé. — Talmas. M. de Fléchin, seigneur du lieu. — Thièvres. M. de Chocqueuse, seigneur du lieu. — Tigny-Nempont. — Toutencourt. Le marquis de Louveral ; M. Flamand, curé. — Treux. Henry-Gabriel de Bery, chevalier, marquis d'Essertaux, seigneur de Treux, Buire, Ville sous Corbie, Dernancourt, chevalier de St-Louis. — Le Temple lès Waben. — Valdemaïson. M. de Clermont, à Bertangle. — Le Valvion. — Vaqueries. Le comte de Laporte de Remaisnil, seigneur du lieu ; M. Fauvel, curé ; comte d'Artois. — Varenne, Hierville, et Abbaye de Clairfay. Le comte d'Hezecques, baron de Mailly ; MM. de Carbonelle, seigneur d'Hierville ; Nicolas Dupré, curé. — Vauchelles lès Domart. Le marquis du Sauzé (Sauzay), lieutenant-général des armées du Roi, seigneur du lieu. — Vauchelles les Authie. Mlle Léperon d'Ochancourt. — Vauchelle-Quesnoy. La marquise de Montenay ; comte de Laporte. — Vaux en Amiennois. M. Boitel de Belloy, seigneur de Monchy-Frémont ; marquis de Clermont-Tonnerre. — Vaux sous Corbie. M. Leully, curé. — Vesquemont. Le chevalier de Moyenneville, seigneur du lieu ; M. Derbese, curé. — Ville sous Corbie. Le marquis d'Essertaux, seigneur du lieu ; M. Obry, curé. — Vinacourt. MM. de Selle, maître des requêtes, seigneur du lieu ; marquis de Canonville, seigneur de la forêt de Vignacourt ; l'école des filles de Vignacourt. — Vironchaux. Le comte de Laporte ; comte de Soicourt ; M. de Teuffles, seigneur du lieu. — Wargnies. M. Arthus, seigneur du lieu. — Warloy-Baillon. Le marquis de Lameth, seigneur du lieu ;

Jean-François Roussent, curé ; Henry-François Savoy, vicaire. — Willencourt sur l'Authy. Ancelin Daras et Mlle David, seigneurs du lieu en partie. — Yaucourt-Bussu. MM. Vaillant, seigneur du lieu ; Madon, doyen et curé. — Yvrench. MM. Cornu, curé ; Tellier, vicaire ; de Buissy, seigneur du lieu. — Yvrencheux. M. d'Aumale, seigneur du lieu. — Yzeux. MM. de Cantelleux, seigneur du lieu ; Gabrie, curé.

C. 2180. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

1789-1790. — Impositions. — États désignatifs et estimatifs des biens et revenus de toutes natures possédés par les curés, vicaires, chapelains et autres bénéficiés, et en général de tous les établissements ecclésiastiques. Authieux. — Authieulle. — Barly. — Beauval. — Beauvoir-Rivière. — Berneuil. — Berthaucourt-les-Dames. — Boisbergue. — Bonneville. — Bouquemaison. — Brevillers. — Canaples. — Domart. — Franssu. — Frohen-le-Grand. — Gorge. — Halloy lès Pernois. — Hem-Hardinval. — Hérissart. — Lavicogne. — Léalvillers. — Luchuel. — Naours. — Ribeaucourt. — Le Rozel. — St-Hilaire et Lanches. — St-Léger-l'Épinoy. — St-Ouen. — Surcamps. — Talmas. — Vaquerie. — Valdemaïson. — Valheureux. — Vauchelles lès Domart. — Déclaration des biens et revenus du curé de Barly. — Id., du prieuré de Moreaucourt, à Bonneville. — Id., de la fabrique de Bouquemaison. — Id., de la cure de Domémont. — Id., de la cure d'Havernas. — Id., de la cure de Prouville. — Id., de la cure de Remaisnil. — Id., de la cure de Vauchelle lès Authie. — Id., de la cure de Vauchelle lès Domart, — etc.

C. 2181. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1787-1790. — Impositions. — « Extrait de la séance de l'assemblée provinciale de la généralité d'Amiens, du 7 décembre 1787, à neuf heures du matin » ; rapport de la commission des vingtièmes. — Département des taille, capitation et accessoires pour le département de Doullens. 1789. — Id., 1790.

C. 2182. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

1788. — Règlement. — Lettre de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire de Doullens, lui demandant un état des frais de l'assemblée dudit département. Amiens, 8 février.

C. 2183. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1788-1789. — Administration communale. —
PONT-NOYELLE. — Requête de Charles Roullé, curé de Pont-Noyelle à l'intendant, demandant des réparations à son presbytère. 10 avril 1788. — Procès-verbal de visite des travaux à faire audit presbytère. Pont-Noyelle, 18 juin 1788. — « Devis des ouvrages à faire pour la réparation du presbytère de Pont-Noyelle », par M. Fournier, sous-ingénieur des ponts et chaussées au département d'Albert. 6 juillet 1788. — « État estimatif des ouvrages à faire pour la réparation du presbytère de Pont-Noyelle. » 6 juillet 1788. —
RUBEMPRE. — Requête du curé de Rubempré à l'assemblée du département de Doullens, demandant des réparations à son presbytère. 25 février 1788. — Réclamation des syndic et communauté de Rubempré contre ladite requête. Rubempré, 4 mars 1788. — « Procès-verbal de transport de M. François à Rubempré, à l'effet de concilier M. le curé et les habitans. » 14 avril 1788. — Procès-verbal de visite des travaux à faire audit presbytère. 29 avril 1788. — « Devis des ouvrages à faire pour la réparation du presbytère de Rubempré », par M. Fournier. 25 juin 1788. — Détail estimatif desdits ouvrages. 25 juin 1788. — « Réponse de la municipalité, par laquelle elle prétend que les réparations étant survenues par la négligence de l'ancien curé, la paroisse ne doit pas en être chargée. » 12 octobre 1788. — Tentative de conciliation entre le curé et les habitants, par M. Alexandre, membre du bureau intermédiaire. 4 mai 1789. — Accord entre le curé et les habitants. 26 juin 1789. — « Devis des ouvrages à faire pour les réparations du presbytère de Rubempré », par le sieur Cozette, expert. Doullens, 7 juillet 1789. — Détail estimatif desdits ouvrages. 7 juillet 1789, — etc.

C. 2184. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour la construction d'une première arche de 6 pieds d'ouverture et 36 pieds de longueur d'une tête à l'autre dans la traverse de Flixecourt, route d'Amiens à Abbeville. » Amiens, 14 janvier. — Id., 2^e arche. 14 janvier. — Devis desdits ouvrages. 14 janvier. — Adjudication des travaux de la première arche. 20 mai. — Id., de la seconde arche. 20 mai.

ASSEMBLEE DE DEPARTEMENT DE MONTDIDIER.

C. 2185. (Registre.) — In-fol., 75 feuillets, papier.

1787-1788. — « Procès-verbaux de l'assemblée du département de Montdidier. » — 1787. Fol. 1. Du 1^{er} septembre. (Salle de l'hôtel-de-ville de Montdidier). Présents : le duc de Mailly, président ; pour le clergé, M. Pépin, doyen de la collégiale royale de Roye ; pour la noblesse, M. Conty, chevalier, marquis et seigneur d'Hargicourt ; pour le tiers-état, MM. Desaintfussien de Vignereuil, écuyer, maire de Montdidier, Prévost, avocat du Roi à Roye, ancien maire de ladite ville, de Lettres, écuyer, seigneur et propriétaire de l'Épinoy, paroisse de Moreuil, Paillard-Leblond, cultivateur à Breteuil, conseiller du Roi, son procureur au grenier à sel et ancien lieutenant de maire. Discours du président, y transcrit. François Maillard, bourgeois de Montdidier, élu greffier ; MM. Conty, marquis d'Hargicourt et Bosquillon de Genlis, écuyer, avocat en Parlement et au bailliage de Montdidier, et ancien maire de ladite ville, élus procureurs-syndics ; le marquis de Monchy, chevalier seigneur de Cantigny et autres lieux, élu membre de l'assemblée en remplacement du marquis d'Hargicourt. Élection de huit membres pour compléter l'assemblée : pour le clergé, MM. Angot, curé de Montigny et doyen rural, Leuillier, curé de Sourdon ; pour la noblesse, MM. Aubé de Braquemont, chevalier, seigneur de Damery, Guillebon, fils, seigneur de Beauvoir ; pour le tiers-état, MM. Cauvel, conseiller, procureur du Roi en l'élection de Montdidier, propriétaire, Dauchy, propriétaire à St-Just, Galoppe, propriétaire, seigneur d'Armancourt, de Bussi, propriétaire et cultivateur à Rouvrel. Élection du bureau intermédiaire : MM. Angot, le marquis de Monchy, Cauvel et Dauchy. La messe du St-Esprit fixée au lendemain. — Fol. 2 v^o. Du 2 septembre, onze heures du matin, messe du St-Esprit à St-Pierre, célébrée par M. Pépin, doyen de Roye, un des membres de l'assemblée. — Fol. 3. Du 3 septembre. Les observations à faire sur le règlement du 5 août remises à l'assemblée complète, après préparation par le bureau intermédiaire. Frais d'administration. Le bureau intermédiaire formera un état des arrondissements du département. Correspondance des procureurs-syndics avec M. Boulet de Varenne, procureur-syndic de l'assemblée provinciale. Logement des membres de l'assemblée. Les archives seront déposées dans la salle de l'hôtel-de-ville où l'assemblée tient ses séances. Discours de clôture du président y transcrit. L'assemblée complète convo-

quée pour le 6 octobre. — Fol. 5. Du 20 octobre. (Hôtel de-ville). Première séance de l'assemblée complète. Composition de l'assemblée. Discours du président. Élection de M. Véret, curé de Villers lès Roye, pour l'ordre du clergé, en remplacement de M. Lœuiller, curé de Sourdon, qui n'a pas accepté. Messe du St-Esprit fixée au lendemain. — Fol. 5 v°. Du 21 octobre, onze heures. Messe du St-Esprit célébrée à St-Pierre par M. Pépin, doyen du chapitre de Roye, « MM. Ango et Auty faisant les fonctions d'assistants ; M. Pépin a fait avant l'offertoire un discours analogue à la circonstance. » — Fol. 6. Du 22 octobre. Rapport des procureurs-syndics sur ce qui s'est passé depuis l'assemblée préliminaire. Confirmation du bureau intermédiaire et du secrétaire greffier. État présenté par les procureurs-syndics des arrondissements dont les chefs-lieux seront Montdidier, Roye, Breteuil et Moreuil. Cinquième arrondissement créé à St-Just. Composition des bureaux : (Impositions ; — population, bestiaux et commerce local ; — bien public ; — propriétés foncières, navigation et agriculture.) Frais de l'assemblée. — Fol. 7. Rapports des procureurs-syndics, y transcrits : Frais de l'assemblée ; accomplissement des instructions ministérielles ; « syndics résidents ; députés assignés aux arrondissements ; procès-verbaux des assemblées municipales ; instructions données par l'assemblée préliminaire ; règlement ; multiplicité des rôles ; rôle de la capitation ; rôle des vingtièmes ; état des aperçus des frais ; syndics et greffiers des assemblées municipales ; arrondissements ; chemins ; tailles et impositions. » — Fol. 15 v°. Du 26 octobre. Les mémoires relatifs à chaque bureau seront transcrits sur un registre spécial. « Rapport du bureau des propriétés foncières, navigation et agriculture. » — Fol. 16. Du 27 octobre. « Rapport du bureau de la population, des bestiaux et du commerce local..... Rapport de la commission pour les frais et les honoraires. » — Fol. 17. Du 27 octobre. « Augmentation du nombre des députés, porté à vingt », en remplacement du Boulonnois, détaché de la province. Titres du département de Montdidier à cette augmentation. « Rapport du bureau du bien public. » — Fol. 18. Du 29 octobre. Lecture d'un mémoire de M. Lendormy, docteur de la faculté de médecine de Paris sur les maladies propres au département. « Rapport du bureau des impositions. » Frais de l'assemblée. Remerciements aux officiers municipaux pour le local qu'ils ont prêté à l'assemblée. Discours de clôture du président. — Fol. 19 v°. « Discours de M. le duc de Mailly, président de l'assemblée du département de

Montdidier, à l'ouverture de l'assemblée, du 20 octobre 1787 », y transcrit. — Fol. 20 v°. « Discours de M. le duc de Mailly à la clôture de l'assemblée, le lundi 29 octobre 1787 », y transcrit. — Fol. 21 v°. « Compliment fait à M. le duc de Mailly par M. Prévost, avocat du Roi à Roye, après la signature du procès-verbal faite le 29 octobre 1787 au soir », y transcrit.

1788. — Fol. 22. Du 13 octobre. Composition de l'assemblée. Discours du président et réponse de M. Pépin. Excuse de M. de Bussy, à cause du mauvais état de sa santé. Dépôt du procès-verbal de nomination par l'assemblée d'arrondissement de Moreuil, de M. Julliard, en remplacement de M. de Lettres décédé. Messe du St-Esprit célébrée à St-Pierre par M. Ango. Élection de M. Dainval de Frétoy, en remplacement du vicomte de Béthisy, député supplémentaire, nommé par l'assemblée provinciale pour l'ordre de la noblesse. Élection de deux membres supplémentaires : M. Pillon de la Tour, curé de St-Sépulcre de Montdidier, pour le clergé de l'arrondissement de Montdidier, et M. de Bacq, propriétaire et cultivateur à Moyenneville, pour le tiers-état de l'arrondissement de St-Just. Rapport y transcrit des procureurs-syndics sur les opérations du bureau intermédiaire depuis la dernière assemblée du département : tempête du 13 juillet 1788 ; travaux des routes ; augmentation du nombre des députés du département ; décès de M. de Lettres ; nouveaux membres de l'assemblée ; « limites entre l'élection de Montdidier et celle de Beauvais ; syndic royal ; quels moyens à prendre pour obliger l'assemblée municipale ou paroissiale à se conformer à ce qui leur est prescrit ; composition régulière des municipalités ; bien public, haras, éducation des bestiaux ; canal de jonction de l'Oise à la Somme ; commerce ; les pépinières royales ; travaux des routes ; indemnité pour résiliation des baux ; application des paroisses aux ateliers supprimés ; nomination d'un caissier ; traverse de Cuvilly ; chemins vicinaux ; certificats, mandats ; taille ; mandements pour la taille ; titres cléricaux ; matières nouvellement imposables ; comptabilité ; déplacement des commissaires ; fonds de charité ; paroisses grélées ; fonds de charité demandés pour les grélés ; contribution volontaire pour les grélés ; adjudication d'ouvrages pour églises et presbytères ; autorisation de dépenses jusqu'à 500 l. par la commission ; projet d'arrêt du Conseil pour l'autorisation des dépenses des églises et presbytères ; têtes de loups, gratifications ; turneps ; »

États Généraux : des huit corps à qui le bureau les a fait passer (les exemplaires de l'arrêt du Conseil du 5 juillet concernant la convocation des États Généraux), M. le doyen du chapitre de Roye est le seul qui ait envoyé des renseignements extraits des registres des délibérations du chapitre : c'est la copie, 1° d'un acte capitulaire du 18 juillet 1614, par lequel le chapitre a nommé un de ses membres comme député à l'assemblée du clergé convoquée à Amiens par M. l'Évêque, à l'effet d'élire des députés aux états indiqués au ... septembre suivant en la ville de Sens, 2° d'un acte capitulaire du 20 octobre 1614, par lequel le chapitre, sur la sommation à lui faite le 30 septembre, à la requête du procureur du Roi du bailliage de Roye, de comparoître devant le gouverneur de Roye ou son lieutenant général, en l'auditoire, pour nommer des députés du clergé aux États Généraux indiqués à Sens, a chargé trois de ses membres de représenter à l'assemblée qu'ils avoient comparu à l'évêché le 25 juillet, et nommé pour député M. de St-Jean, prévôt et chanoine d'Amiens. » Impositions. Composition des bureaux. Vins de présent offerts au président de l'assemblée par les officiers de l'élection et par les officiers municipaux de Montdidier ; députation nommée pour les remercier. — Fol. 52. Du 14 octobre. Travail des bureaux. — Fol. 52. Du 15 octobre. Id. — Fol. 52 v°. Du 16 octobre. « Arrêt du Conseil du 4 octobre 1788 », au sujet duquel les procureurs-syndics observent « que le bureau n'avoit éprouvé aucun refus de la part de MM. les officiers de cette élection qui, dès le moment qu'ils avoient sçu que le bureau étoit occupé de la répartition de la taille, lui avoient fait donner communication des rôles de 1788 et de quelques déclarations faites au greffe de leur siège, qu'en conséquence, les opérations du département de la taille de 1789 s'étoient trouvées terminées avant la tenue de la présente assemblée, conformément à ce qui avoit été prescrit par la lettre de M. Necker du 25 septembre », etc. « Adjoints pour les municipalités..... Électeurs..... Formes des assemblées d'arrondissements..... Haras..... Lettres écrites par le greffier de l'élection à tous les syndics royaux de ce département..... Défenses faites au greffier de l'élection de s'immiscer à donner des ordres aux syndics royaux..... Lettres circulaires écrites aux syndics municipaux..... Messe des morts pour M. de Lettres, à célébrer demain. » — Fol. 54 v°. Du 17 octobre. « Messe des morts pour M. de Lettres », célébrée à St-Pierre par M. Ango. « Compliment de condoléance à Madame la duchesse de Mailly à l'occasion de la mort du marquis de Chamillard..... Rapport du bureau de l'impôt », y transcrit. — Fol. 58 v°. Du 18 octobre,

10 heures du matin. « Rapport du bureau du bien public », y transcrit, sur les travaux des routes. Arrêté de l'assemblée sur les conclusions dudit rapport. — Fol. 65. Du 18 octobre, 5 heures de relevée. « Second rapport du bureau du bien public », y transcrit, au sujet de l'imposition en rachat de la corvée. Délibération sur les conclusions dudit rapport. « Rapport du bureau de la comptabilité et du règlement », y transcrit. Délibération sur les conclusions dudit rapport. — Fol. 69 v°. Du 19 octobre. « Troisième rapport du bureau des travaux publics », y transcrit. Délibération sur les conclusions dudit rapport. « Jonction de l'Oise à la rivière d'Avre et navigation de ladite rivière d'Avre et de celle du Dom.... Fossés, ravines et canaux dans les villages et territoires du département..... Commerce, manufacture, tannerie..... Béliers et brebis à distribuer aux cultivateurs..... Secours pour l'hôpital de Montdidier. » — Fol. 72. Du 20 octobre. « Enfants trouvés..... Rapport du bureau du bien public » y transcrit, sur la plantation des communes et voiries. « Nomination de M. Mareux comme député du tiers état pour l'arrondissement de St-Just », en remplacement de M. de Bacq, nommé à la séance du 13, et qui ne peut accepter. Députations à M. Lendormy, médecin à Montdidier, pour le remercier d'un mémoire qu'il a envoyé sur les enfants trouvés et à M. Scellier, négociant de ladite ville, pour le remercier de son zèle pour la restauration du commerce dans le département. « Rapport du compte de la recette et dépense de l'assemblée. » — Fol. 74. Du 21 octobre. Vols de cailloux sur les routes. Discours de clôture du président, — etc.

C. 2186. (Registre.) — In-fol., 123 feuillets, papier.

1788-1790. — Délibérations du bureau intermédiaire — 1788. — Fol. 1. Du 13 février, 10 heures du matin. (Cabinet de M. Bosquillon de Genlis). Division du département en cinq arrondissements, et état des paroisses qui composent chacun d'eux. État des députés appartenant à chacun des arrondissements. — Fol. 7 v°. Du 13 février, trois heures de relevée. Réparations à faire aux rues de Verpillières. Travaux des routes. « Éducation des bestiaux, haras..... Abonnement des vingtièmes. » — Fol. 8 v°. Du 10 avril. Sur diverses décisions du Conseil. Neuville-le-Roy. Damery. Hangest. Ferme et régie générale. « Formation des municipalités. » Lettre y transcrite du contrôleur général à la commission intermédiaire provinciale, sur la composition des assemblées municipales. 6 mars 1788. Lettre

y transcrite du contrôleur général à la commission intermédiaire provinciale, sur le remplacement des membres des assemblées municipales, en cas de mort ou de démission. 7 mars 1788. « Projet de lettre à écrire aux syndics des assemblées municipales des paroisses dont les procès-verbaux de nomination sont imparfaits », y transcrit. — Fol. 15. Du 17 avril. « Distribution des fonds de charité. » Travaux des routes. Comptabilité. — Fol. 17. Du 30 avril. « Adjudications des travaux des routes. » — Fol. 17, v°. Du 9 mai. « Fonds de charité. » Roye-sur-Matz. Neuville-le-Roi. « Vingtèmes..... Mémoire sur la répartition à faire des vingtèmes pour les six derniers mois de 1788, y compris les 180,000 l. d'augmentation en conséquence de l'abonnement accordé », par M. Bosquillon de Genlis, y transcrit. — Fol. 24 v°. Du 2 juin. « Canal... Grêle, Dameri. » Lettre y transcrite des procureurs-syndics provinciaux au bureau intermédiaire de Montdidier, à l'effet de nommer des commissaires pour les routes. 27 juin 1788. Lettre y transcrite de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Montdidier, au sujet de la dépense concernant les églises et presbytères. 27 juin 1788. — Lettre y transcrite du contrôleur général à la commission intermédiaire, relativement aux cimetières à fournir aux non catholiques 3 avril 1788. — Fol. 27 v°. Du 19 juin. « Canal..... Commissaires pour vérification de dommages » causés par la grêle ou autres accidents analogues. — Fol. 29. Du 10 juillet. « Commissaires pour les routes..... Canal. » — Fol. 29. Du 16 juillet. « Vérification des accidents fortuits et dommages » ; nomination de commissaires. — Fol. 30. Du 24 juillet. « Chemins vicinaux..... Distribution des fonds de charité pour 1788..... État arrêté au Conseil des dépenses du département..... Déplacements gratuits des commissaires délégués..... Commissaire pour la représentation des têtes de loup..... Encouragement des fabriques et du commerce.... Pépinières royales..... Frais d'administration, année 1788. » — Fol. 32 v°. Du 30 juillet. « Dommages causés par la grêle des 30 mai et 13 juillet 1788..... État de distribution proposé pour l'emploi des fonds de charité 1788 », y transcrit. « Oroër, Vellennes ; limites entre les élections de Beauvais et Montdidier. » Lettre y transcrite du bureau à la commission intermédiaire, au sujet de la contribution en rachat de la corvée. Lettre y transcrite du bureau à la commission, au sujet des limites entre l'élection de Montdidier et celle de Beauvais. Id., sur le projet de canal de jonction de l'Oise à la Somme. Fontaines-sous-Montdidier. Décisions du Conseil relatives aux assemblées municipales. Lettre y transcrite du

contrôleur général à la commission intermédiaire provinciale, sur les formes à observer pour la tenue des assemblées municipales. Paris, 14 juillet 1788. — Fol. 36 v°. Du 7 août. « Grêle..... Motifs de la forme donnée aux procès-verbaux..... État des paroisses grélées le 30 mai et 13 juillet », y transcrit. « Nouvelle demande sur les fonds de charité. » Vingtèmes. Municipalités. — Fol. 39. Du 19 août. Travaux des routes. « Secours (de 600 l.) pour les cultivateurs grélés, donnés par M. le duc de Mailly et les membres du bureau. Lecture d'une lettre écrite aux procureurs-syndics par M. Aleaume, notaire au Châtelet, faisant savoir « qu'une personne qui ne veut pas être connue l'avoit chargé de remettre à M. le directeur du *Journal de Paris*, une somme de douze cens livres, pour être distribuée aux plus nécessiteux des cultivateurs grélés de cette élection. » — Fol. 41. Du 28 août. Secours pour les victimes de l'orage du 13 juillet. « Remplacement de M. de Lettres, député de l'arrondissement de Moreuil », décédé. Impositions. — Fol. 43. Du 4 septembre. « Fonds de charité : distribution arrêtée par la commission..... Destination des 1,254 l. envoyées de Paris pour la grêle. » Bonvillers. Impositions. Réparations à faire à l'église du Quesnel. « Extrait de la délibération du 13 juillet 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur les impositions et l'exemption de taille personnelle pour les mineurs, y transcrite. « État des paroisses grélées le 13 juillet 1788, dont la perte est au-dessus des deux tiers », y transcrit. — Fol. 46. Du 11 septembre. Travaux des routes. « Décision sur la distribution des fonds de charité. » — Fol. 47 v°. Du 18 septembre. Remplacement de M. de Lettres, décédé. « Projet d'arrêt pour la vente des anciens chemins abandonnés..... Comptabilité..... Lettres écrites aux 44 municipalités de l'arrondissement de Moreuil, sur l'élection d'un membre de l'assemblée en remplacement de M. de Lettres », y transcrites. Montdidier, 20 septembre 1788. — Fol. 49 v°. Du 26 septembre. Travaux des routes. Lettre y transcrite de la commission intermédiaire au bureau intermédiaire relativement à la dépense des églises et presbytères. Amiens, 27 juin 1788. Id., relativement aux réparations de l'église du Quesnel. Amiens, 18 septembre 1788. Projet d'arrêt du Conseil y transcrit, pour les réparations d'églises et de presbytères. « Extrait de la délibération de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 19 septembre 1788 », sur les travaux des routes, y transcrit. — Fol. 54 v°. Du 2 octobre. Réception d'une lettre du duc de

Mailly qui annonce l'ouverture de l'assemblée du département pour le 13 octobre. — Fol. 55. Du 8 octobre. Fresnoy. « Département pour la taille de 1789. » — Fol. 56. Du 30 octobre. Département de la taille. Réparations à l'église du Quesnel. Fresnoy. — Fol. 57. Du 6 novembre. « Breteuil, fonds de charité..... Puy-la-Vallée. » — Fol. 59. Du 20 novembre « Premier secours pour les grélés, de 23,283 l..... Contribution volontaire de MM. les députés externes de l'assemblée de département..... Distribution des fonds ordonnés par le Roi et de ceux provenant de la contribution volontaire en faveur des victimes de l'orage du 13 juillet 1788 ; extrait de la séance du 24 octobre 1788 de la commission intermédiaire provinciale de Picardie », y transcrit. — Fol. 61 v°. Du 4 décembre. Capitation. Secours aux grélés. « État de répartition de la somme de 23 283 l. assignée par la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », y transcrit. « Lettre circulaire écrite aux 40 paroisses grélées au-dessus du tiers », y transcrite. — Fol. 64 v°. Du 18 décembre. Capitation. Incendies. « Nouveaux fonds de charité demandés. » Lettres à ce sujet à la commission intermédiaire provinciale, y transcrite. 11 décembre 1788.

1789. — Fol. 65 v°. Du 15 janvier. « Nouveaux secours pour les cultivateurs grélés le 13 juillet 1788, mandat de 9,630 l..... Observations et avis du bureau intermédiaire du département de Montdidier sur les projets des baux à renouveler pour l'entretien des chaussées de pavés de grès à recommencer en avril prochain », y transcrites. Lettre y transcrite de la commission intermédiaire au sujet du nouveau secours de 9,630 l. pour les grélés. Amiens, 31 décembre 1788. Réponse y transcrite du bureau intermédiaire de Montdidier à ladite lettre. Janvier 1789. — Fol. 68 v°. Du 22 janvier. Réclamations contre les poursuites rigoureuses exercées par le receveur particulier des finances contre les collecteurs des paroisses grélées, pour le paiement de ce qui reste dû de leurs impositions. Royaucourt, Étefay, Ferrières, etc., demandes de secours. Travaux des routes. « Épidémie de Fournival. » Lettres y transcrites à ce sujet. Lettres y transcrites au sujet de l'épidémie d'Arvillers. — Fol. 72 v°. Séance du 3 février. Impositions. Travaux des routes. Ateliers de charité dans les paroisses grélées ; envoi de 2,400 l. par la commission intermédiaire. État de répartition y transcrit de ladite somme. Capitation des non taillables ; correspondance y transcrite à ce sujet. Lettres y transcrites au sujet des travaux des routes, de la contribution en rachat de la corvée, de la modicité de la fixation de 2 d. pour livre de la taille,

pour la confection des rôles. « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 16 janvier 1789 », sur le même objet, y transcrit. « État de répartition de la somme de 9,300 l., faisant partie de celle de 9,630 l., nouveau secours accordé aux grélés du 13 juillet 1788 », y transcrit. — Fol. 80 v°. Du 12 février. Capitation des non taillables. Fonds de charité. Reconstructions et réparations d'églises et presbytères. « Paroisses ou hameaux au-dessous de neuf feux à réunir aux municipalités voisines. » — Fol. 82 v°. Du 26 février. Garde messier de Villers-lès-Roye ; lettre y transcrite. — Fol. 83. Du 19 mars. Capitation. Roquencourt. État y transcrit des frais d'administration de 1788. — Fol. 84. Du 22 avril. Roye-sur-Matz. « Secours pour des particuliers grélés. » — Fol. 84 v°. Du 7 mai. Hédencourt. Buvraines. — Fol. 85. Du 14 mai. Tricot. Nomination d'un clerc lai maître d'école à Puy-le-Vallée. Chepoix. Incendiés. Plainval. Pont de Bonneuil. Incendie à Roye les 5 et 6 janvier 1789. Follie, incendie. — Fol. 86 v°. Du 28 mai. Castel. Montigny, incendie. Neuville-le-Roy, id. — Fol. 87. Du 4 juin. Moreuil. Damery. « Lettre à M. Necker par les députés du bureau », au sujet de la disette de grains, y transcrit. — Fol. 88 v°. Du 10 juin. Cantonniers. Travaux des routes. Frais d'administration. Damery. — Fol. 90. Du 17 juin. Travaux des routes. Fonds de charité. Lettre y transcrite au sujet des travaux des routes. — Fol. 92. Du 23 juin. Thilliers. Travaux des routes. Fonds de charité. — Fol. 93. Du 9 juillet. Travaux des routes. — Fol. 94. Du 23 juillet. « Buvraines, gratification en tuiles. » Chepoix, id. Neuville-le-Roy, id. Hardivilliers et Maisoncelle, id. « État de distribution proposé pour l'emploi des fonds de charité de l'année 1789 », y transcrit. Fresnoy. « État de répartition de la somme de 5,880 l. 18 s. 4 d. en faveur des grélés du 13 juillet 1788 », y transcrit. — Fol. 99 v°. Du 6 août. Quiry-le-Sec. Épidémie de Roye-sur-Matz. — Fol. 100. Du 13 août. Montigny, couvertures en tuiles. Travaux des routes. Incendie à Beuvraines. — Fol. 102. Du 17 septembre. Ravenel, couvertures tuiles. — Fol. 102 v°. Du 1^{er} octobre. Roye-sur-Matz. — Fol. 103. Du 8 octobre. Dancourt et Popincourt. — Fol. 103. Du 15 octobre. Cantonniers. — Fol. 103 v°. Des 22 octobre, 12 et 19 novembre. — Fol. 104. Du 26 novembre. Gabelle et tabac. — Fol. 104. Du 1^{er} décembre. Frais de bureau. « Esquenoy ; chute d'une partie du clocher. » — Fol. 104 v°. Du 3 décembre. Impositions. — Fol. 104 v°. Du 10 décembre. Impositions. — Fol. 105. Du 17 décembre au matin.

Impositions. — Fol. 105. Du 17 décembre après-midi. Travaux des routes. Guerbigny. Impositions. Fontaine-St-Lucien. — Fol. 106. Du 24 décembre. Beuvraines ; couvertures entuiles. Esclainvilliers, incendie.

1790. — Fol. 106 v°. Du 12 janvier. Fontaine-St-Lucien. Travaux des routes. — Fol. 106 v°. Du 14 janvier. Cantonniers. Ailly-sur-Noye ; couvertures en tuiles. — Fol. 107. Du 21 janvier. Impositions. « Breteuil, haute paie à accorder à un détachement de dragons » y envoyé pour le maintien de l'ordre. — Fol. 107 v°. Du 28 janvier. Impositions. — Fol. 108. Du 4 février. Beuvraines, Thennes, incendies. — Fol. 108. Du 11 février. Cantonniers. Frais de bureau. Canny, incendie. — Fol. 108 v°. Du 25 février. État y transcrit des frais d'administration. — Fol. 109. Du 4 mars. Impositions. — Fol. 109. Du 11 mars. Ételafy, incendie. Cuvilly. — Fol. 109 v°. Du 18 mars. Impositions. Troussel, couvertures en tuiles. Secours aux grélés du 13 juillet. — Fol. 110. Du 25 mars. Reconstruction de l'église de Villers-aux-Érables. Cuvilly. — Fol. 110. Du 1^{er} avril. Impositions. — Fol. 110 v°. Du 15 avril. Demande de remises d'impositions pour les paroisses grélées. — Fol. 111. Du 22 avril. Travaux des routes. Église de Villers-aux-Érables ; adjudication moyennant 10,400 l. « Montgerain, illégalité prétendue de la composition actuelle de la municipalité. » — Fol. 112. Du 29 avril. Impositions. — Fol. 113. Du 4 mai. Travaux des routes. — Fol. 113. Du 6 mai. Esclainvilliers, couvertures en tuiles. — Fol. 113 v°. Du 20 mai. Lawarde-Mauger. — Fol. 113 v°. Du 22 mai. Travaux des routes. — Fol. 114. Du 27 mai. Travaux des routes. Cuvilly. — Fol. 115. Du 2 juin. Travaux des routes. — Fol. 115 v°. Du 14 juin. Travaux des routes. Frais d'administration. Hardivilliers, incendie. État de répartition d'une somme de 3,930 l. en faveur des grélés, y transcrit. — Fol. 117. Du 23 juin. Impositions. Arvillers, grélés. — Fol. 118. Du 1^{er} juillet. Travaux des routes. Chepoix, incendie. Fontaine-St-Lucien. Arvillers, secours aux grélés. — Fol. 119. Du 8 juillet. Maisoncelle, couvertures en tuiles. — Fol. 119 v°. Du 15 juillet. Travaux des routes. — Fol. 120. Du 30 juillet. Lettre y transcrite de M. Berville, secrétaire provincial, au sujet des frais d'administration. 27 juillet 1790. — Fol. 120 v°. Du 10 août. Frais d'administration. — Fol. 121. Du 20 août. Lettre y transcrite de M. Berville sur la remise des papiers du département au directoire du district de Montdidier. Amiens, 10 août 1790. « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de Picardie, en sa séance du 17 août 1790 », sur le même objet, y transcrit. Cantonniers, — etc.

C. 2187. (Registre.) — In-fol., 170 feuillets, papier.

1789-1790. — Registre aux décrets. — Fol. 2. « Lettres patentes du Roi qui ordonnent l'envoi aux tribunaux, municipalités et autres corps administratifs des décrets de l'Assemblée Nationale qui ont été acceptés ou sanctionnés par Sa Majesté : » 3 novembre 1789. — Fol. 4. « Extraits des procès-verbaux de l'Assemblée Nationale. Articles de constitution. » — Fol. 5. « Décrets de l'Assemblée Nationale des 4, 6, 7, 8 et 11 août 1789 » abolissant le régime féodal, etc. — Fol. 7 v°. « Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale du 18 août 1789 » sur le maintien de l'ordre public. — Fol. 9. Décret de l'Assemblée Nationale qui décide un emprunt de trente millions. 9 août 1789. — Fol. 9 v°. Décret de l'Assemblée Nationale relatif à la contribution patriotique. 6 octobre 1789. — Fol. 13. Décret de l'Assemblée Nationale sur la vente et la circulation des grains et farines. 29 août 1789. — Fol. 13. Décret de l'Assemblée Nationale sur le même objet. 18 septembre 1789. — Fol. 14. Décret de l'Assemblée Nationale qui ordonne que toutes les municipalités seront tenues d'exécuter les décrets des 29 août et 18 septembre 1789. 6 octobre 1789. — Fol. 15. Décret de l'Assemblée Nationale sur le recouvrement des droits subsistants. 23 septembre 1789. — Fol. 16. Décret de l'Assemblée Nationale sur le recouvrement des deniers publics. 26 septembre 1789. — Fol. 17 v°. Décret de l'Assemblée Nationale sur la célérité de l'instruction des procès criminels. 8 et 9 octobre 1789. — Fol. 21 v°. « Loi martiale contre les attroupemens. » 21 octobre 1789. — Fol. 23. Décret de l'Assemblée Nationale sur la formation d'un tribunal chargé de juger les crimes de lèse nation. 21 octobre 1789. — Fol. 23. Décret de l'Assemblée Nationale sur les passe-ports. 15 octobre 1789. — Fol. 25. « Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée Nationale concernant l'envoi et la transcription des décrets sur les registres des cours, tribunaux, corps administratifs et municipalités. » 6 novembre 1789. — Fol. 25 v°. « Lettres patentes du Roi sur décret du 5 novembre, concernant la nomination des suppléans. » Paris, 7 novembre 1789. — Fol. 26. Lettres patentes sur décret du 13 novembre, concernant les déclarations à faire des biens ecclésiastiques. 18 novembre 1789. — Fol. 27. Lettres patentes sur les décrets des 7 et 14 novembre, relatifs à la conservation des biens ecclésiastiques et celle des archives et bibliothèques des établissements religieux. 27 novembre 1789. — Fol. 27 v°. Lettres patentes sur décret du 28 novembre, sur l'imposition

des ci-devant privilégiés. 29 novembre 1789. — Fol. 28. Lettres patentes sur décret, sur l'admission des non catholiques aux emplois civils et militaires. Décembre 1789. — Fol. 28 v°. Lettres patentes sur décret du 14 décembre, pour la constitution des municipalités. Décembre 1789. — Fol. 34. Lettres patentes sur décret du 17 décembre concernant les formes et modes de répartition à l'égard des taillables de la Champagne, etc. 19 décembre 1789. — Fol. 34 v°. Lettres patentes sur décret du 28 décembre, sur la juridiction contentieuse à exercer provisoirement par les officiers municipaux. 30 décembre 1789. — Fol. 35. Lettres patentes sur décrets des 29 et 30 décembre 1789, sur les municipalités. Janvier 1790. — Fol. 36. Lettres patentes sur décret du 26 décembre, relativement à la contribution patriotique. 30 décembre 1789. — Fol. 36 v°. « Proclamation du Roi concernant les déclarations pour la contribution patriotique. » 14 janvier 1790. — Fol. 38 v°. Lettres patentes sur décret du 9 novembre, qui prohibe la disposition de tous bénéfices à l'exception des cures. 27 novembre 1789. — Fol. 39. Lettres patentes sur décret du 16 novembre, concernant la confiscation des grains et farines en contravention. 27 novembre 1789. — Fol. 39 v°. Lettres patentes sur décret du 16 novembre concernant les provisions d'offices de judicature. 29 novembre 1789. — Fol. 40. Lettres patentes sur décret du 27 novembre, qui prohibe toutes espèces d'étrennes, gratifications, vins de villes, etc., à ceux qui exercent des fonctions publiques. 29 novembre 1789. — Fol. 41. « Proclamation du Roi concernant les déclarations pour la contribution patriotique. » 14 janvier 1790. — Fol. 43. Lettres patentes sur décrets des 19 et 21 décembre 1789, concernant la caisse d'escompte et la caisse de l'extraordinaire. Janvier 1790. — Fol. 45. Lettres patentes sur décret du 21 janvier, concernant les condamnations prononcées pour raison des délits et des crimes. Janvier 1790. — Fol. 45 v°. Lettres patentes sur décrets des 4 et 5 janvier, concernant les pensions, traitements conservés, etc. 14 janvier 1790. — Fol. 46 v°. Lettres patentes sur décret du 23 janvier, concernant la compensation des quittances des décimes, etc. 27 janvier 1790. — Fol. 47 v°. Lettres patentes sur décret du 22 janvier, pour la constitution des assemblées primaires et administratives. Janvier 1790. — Fol. 54. Lettres patentes sur décret du 28 janvier 1790, concernant les octrois, droits d'aides, etc. 31 janvier 1790. — Fol. 54 v°. Lettres patentes sur décret du 30 janvier, concernant les impositions. 3 février 1790. — Fol. 55 v°. Lettres patentes sur décret du 5 février, sur les déclarations des biens ecclésiastiques. 12 février

1790. — Fol. 56. Lettres patentes sur décret du 11 février, concernant la détermination de la valeur de la journée de travail. 12 février 1790. — Fol. 57. Lettres patentes sur décret du 13 février qui prohibe les vœux monastiques. 19 février 1790. — Fol. 57 v°. Lettres patentes sur décret du 23 février, concernant la sûreté des personnes, des propriétés, etc. 26 février 1790. — Fol. 59. Lettres patentes sur décrets des 19 et 20 février, qui fixent le traitement des religieux qui sortiront de leurs maisons. 26 février 1790. — Fol. 60. Lettres patentes sur décrets de 15 janvier, 16 et 26 février, qui divisent la France en départements. 4 mars 1790. — Fol. 78 v°. Proclamation du Roi sur décret du 7 janvier, concernant le serment à prêter par la garde nationale. 16 mars 1790. — Fol. 79. Proclamation du Roi sur décret du 28 février, concernant l'armée. 21 mars 1790. — Fol. 80 v°. Lettres patentes sur décret du 17 mars sur l'aliénation aux municipalités de 400 millions de biens ecclésiastiques. 24 mars 1790. — Fol. 81 v°. Lettres patentes sur décret du 16 mars, concernant les personnes détenues en vertu d'ordres particuliers. 26 mars 1790. — Fol. 84. Lettres patentes sur décret du 20 février, concernant les religieux, 26 mars 1790. — Fol. 85 v°. Lettres patentes sur décret du 18 mars, pour arrêter les abus relatifs aux bois et forêts ecclésiastiques. 26 mars 1790. — Fol. 88. Proclamation du Roi sur décret du 29 mars, concernant les assemblées primaires et administratives. 30 mars 1790. — Fol. 89 v°. Lettres patentes sur décrets des 14, 15, 18, 20 et 21 mars, concernant la suppression de la gabelle, etc. 30 mars 1790. — Fol. 92. Lettres patentes sur décret du 2 mars relatif à la contribution patriotique. 1^{er} avril 1790. — Fol. 93 v°. « Instructions publiées par ordre du Roi, sur les divisions et démarcations de territoire relativement à la confection des rôles de 1790. » 22 avril 1790. — Fol. 95. Instructions sur la manière d'opérer les compensations de la moitié des quittances de décimes ou de capitation payées par les ci-devant privilégiés, avec leurs cotisations dans les rôles de suppléments des six derniers mois 1789. 13 avril 1790. — Fol. 100. Lettres patentes sur décret du 22 mars concernant la suppression du droit de marque des cuirs. 24 mars 1790. — Fol. 103 v°. Lettres patentes sur décret du 15 mars, concernant les droits féodaux. 28 mars 1790. — Fol. 114 v°. Lettres patentes sur décret du 20 mars, relativement aux administrations de départements et de districts et à la police. 20 avril 1790. — Fol. 116 v°. Lettres patentes sur décrets des 16 et 17 avril, concernant les dettes du clergé, les assignats, etc. 22 avril 1790. — Fol. 119. Lettres patentes sur décrets des 14 et 20 avril

concernant l'administration des biens déclarés à la disposition de la Nation, etc. 22 avril 1790. — Fol. 121. Proclamation du Roi relative aux assignats. 19 avril 1790. — Fol. 122 v°. Lettres patentes sur décret du 25 avril, concernant les maîtres de poste. 5 mai 1790. — Fol. 124. Lettres patentes sur décret du 22 mars, sur la continuation des procès contre la régie. 14 mai 1790. — Fol. 125 v°. Lettres patentes sur décret du 3 mai, concernant les droits féodaux rachetables. 9 mai 1790. — Fol. 137. Proclamation du Roi, concernant les impositions de 1790. 6 juin 1790. — Fol. 139 v°. Lettres patentes sur décret du 14 mai, pour la vente de quatre cent millions de domaines nationaux. 17 mai 1790. — Fol. 145. Lettres patentes sur décret du 31 mai, relatif à l'instruction pour la vente de quatre cent millions de domaines nationaux. 3 juin 1790. — Fol. 153. Proclamation du Roi sur décret du 1^{er} juin, concernant la forme, la valeur et le nombre des assignats. 13 juin 1790. — Fol. 154 v°. Proclamation du Roi sur décret du 9 mai, relatif à la signature des assignats. 13 juin 1790. — Fol. 156. Lettres patentes sur décret du 18 juin, concernant la dîme. 23 juin 1790. — Fol. 157 v°. Lettres patentes sur décret du 26 juin, relatif aux rôles de supplément sur les privilégiés. 4 juillet 1790. — Fol. 159. Lettres patentes sur décret du 13 juillet, relativement aux impositions. 22 juillet 1790. — Fol. 160. Proclamation du Roi sur décret du 19 juillet, qui règle l'uniforme des gardes nationales. 23 juillet 1790. — Fol. 162. Proclamation du Roi sur décrets des 26 juin et 3 juillet, concernant l'armée navale. 7 juillet 1790. — Fol. 164. Proclamation du Roi sur décret du 10 juillet, concernant le recouvrement des impositions suspendu par les tentatives de gens mal intentionnés. 24 juillet 1790. — Fol. 165. Proclamation du Roi sur décret du 18 juillet, concernant le paiement d'arrérages des rentes et pensions assignés sur le clergé, etc. 23 juillet 1790. — Fol. 166 v°. Lettres patentes sur décret du 19 juillet, relatif aux contributions publiques. 23 juillet 1790. — Fol. 167. Proclamation du Roi sur décret du 4 juillet sur la circulation des poudres et munitions. 18 juillet 1790. — Fol. 168. Lettres patentes sur décret du 22 juillet, concernant les délits de chasse commis dans les lieux réservés aux plaisirs du Roi. 25 juillet 1790. — Fol. 169. Lettres patentes sur décret du 20 juillet, relativement aux juifs. 7 août 1790. — Fol. 171. Proclamation du Roi relative au recouvrement des avances faites pour les subsistances. 19 août 1790. — Fol. 171 v°. Proclamation du Roi sur décret du 11 février, qui déclare « que les municipalités n'ayant le droit ni de destituer leurs membres ni de les priver d'aucun de leurs droits civils, la délibération de la municipalité

de Montdidier du 6 novembre dernier n'a aucun caractère légal, et qu'elle ne peut en conséquence porter atteinte ni à l'honneur ni à aucun des droits du sieur Cousin de Beaumesnil. » 11 février 1790, — etc.

C. 2188. (Registre.) — In-fol., 52 feuillets, papier.

1787-1790. — « Registre cotté C, pour servir à inscrire les rapports, mémoires et éclaircissemens du bureau du bien public, etc. » — Fol. 1. « Rapport du bureau du bien public fait à l'assemblée du département de Montdidier, par M. de Lettres, écuyer, seigneur et propriétaire de l'Épinoy, paroisse de Moreuil, le 27 octobre 1787 »; réponses à diverses questions, pour les villes et bourgs de Roye, Breteuil, Moreuil, St-Just. Crèvecœur-lès-Lihus, Hardivillers, Maignelay, Guerbigny. — Fol. 16 v°. « Mémoire sur les maladies qui règnent le plus fréquemment à Montdidier et dans les villages circonvoisins, sur leurs causes et les moyens de les prévenir, par M. Chandon, médecin à Montdidier, correspondant de la société royale de médecine. » — Fol. 20. « Mémoire par M. Lendormy, médecin à Montdidier, docteur régent de la faculté de médecine de Paris, lu par M. Cauvel à la séance de l'assemblée de département dudit Montdidier, le 29 octobre 1787 », sur les maladies endémiques. — Fol. 25. « Mémoire sur la carie ou bled noir. » — Fol. 25 v°. « Mémoire sur les incendies et les incendiaires pour cause de dépointement de fermage. » — Fol. 27 v°. « Mémoire sur la mendicité. » — Fol. 30. « Mémoire sur la meilleure éducation des bêtes à laine, leur multiplication, nourriture, etc., relatif à la demande faite au nom de l'assemblée provinciale par la lettre de MM. les procureurs-syndics du 4 janvier 1788. » — Fol. 37. « Délibération du bureau intermédiaire en sa séance du 16 juillet 1788 », relativement à la tempête du 13 juillet précédent. — Fol. 38. « Extrait de la séance du 6 juin 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur les dommages causés par la grêle dans la paroisse de Damery. — Fol. 39. « Court aperçu sur le commerce de la tannerie de la ville de Montdidier. » — Fol. 41. Mémoire relatif aux enfants trouvés, et aux sources minérales de l'élection de Montdidier, par M. Lendormy. 15 octobre 1788. — Fol. 45 v°. « Mémoire concernant la manufacture de bas de la ville de Montdidier », par M. Scellier, négociant et changeur pour le Roi à Montdidier. 17 octobre 1787. — Fol. 47 v°. « Mémoire concernant la filature des laines pour l'usage des bas au métier et des bas tricotés », par M. Scellier.

12 février 1788. — Fol. 49. « Rapport sur les hôpitaux, fait par M. Billecocq le jeune, administrateur du district de Montdidier, dans la séance du conseil général du district du 29 septembre 1790. »

C. 2189. (Liasse.) — 131 pièces, papier.

1788. — Impositions. — États des domaines et forêts du Roi, biens patrimoniaux des princes du sang, de l'ordre de Malte et des hôpitaux : Abbeville-St-Lucien. — Ailly-sur-Noye. — Ainal. — Auxy-le-Grand et le Petit. — Andechy. — Arviller. — Assainviller. — Aubeviller. — Ayencourt-le-Monchel. — Bayonviller. — Beaucourt. — Beaufort. — Beaupuis. — Becquigny. — Berny. — Biermont. — Blancfossé. — Boitteau-La-Boissière. — Bouchoire. — Bouillancourt. — Boulognes. — Boursaine. — Boussicourt. — Bus. — Buvraines. — Caix. — Canny. — Cantigny. — Cardonnois. — Castel. — Catheu. — Caurel, dépendance de Maignelay. — Cayeux. — Chaussoy-Épagny. — Chirmont. — Coivrel. — Conteville. — Contoire. — Cormeille. — Coullemelles. — Courcelles-Épayelles. — Courtemanche. — Crèvecœur-lès-Ferrières. — Dancourt. — Davenécourt. — Domeliens. — Dompierre. — Donfront. — Donmartin. — Erches. — Esclainvillers. — Esquenoy. — Étefay. — Fécamps. — Ferrières. — Fignièrès. — Fléchies. — Folleville. — Follie. — Fontaine-sous-Montdidier. — Fouencamps. — Fournival. — Frétoy. — Le Gallet. — Grandvillers-au-Bois. — Gratibus. — Grivesne. — Grivillers. — Guerbigny. — Guillaucourt. — Gury. — Hailles. — Hangest. — Hargicourt. — Hautviller. — Hourges. — La Berlière. — La Boissière. — La Mothe-Brunvillers. — Laneuville-le-Roy. — Laneuville-lès-Ressons. — Laneuville-sire-Bernard. — Lataulle. — Laucourt. — Lawarde-Mauger. — Léchel et Diencourt. — Lieuviller. — Liguère-le-Roye. — Louvrechy. — Maignelers. — Mailly-comté. — Maizière. — Malpart. — Mareuil-la-Mothe. — Maresmontier. — Marquivillers. — Marigny-aux-Cerises. — Méharicourt. — Ménesvillers. — Ménil-Conteville. — Ménil-St-Georges. — Merville-au-Bois. — Mesviller dit Pienne. — Montgérain. — Montigny. — Moreuil. — Morizel. — Mortemer. — Moyenneville. — Neufvy. — Onviller. — Orviller et Sorel. — Pierrepont. — Plessier-Rozinviller. — Ploiron. — Popincourt. — Promp-le-Roy. — Quesnel. — Le Quesnoy. — Quiry-le-Sec. — Ravenel. — Remaugies. — Remiencourt. — Ressons. — Riquebourg. — Rollot. — Roquencourt. — Rozières. — Rouvrel. — Rubescourt. — St-

Aurin. — St-Mards-lès-Triot. — St-Martin-aux-Bois. — Sains-Morenviller. — Sauchoy-sur-Davenécourt. — Sauviller-Mongival. — Septoutre. — Sourdon. — Thilloloy. — Thory. — Tricot. — Tronquoy. — Troussencourt. — Vaux-sous-Montdidier. — Vendeuil et Caply. — Verpillières. — Villers-lès-Roye. — Villers-Tournelles. — Villers-Vicomte. — Waquemoulin. — Warsies. — Warvillers.

2190. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1789. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. Abbeville-St-Lucien. — Ailly-sur-Noye. Le comte de Canisy, seigneur du lieu ; M. Rohart, ancien curé. — Auxy-le-Grand et le Petit. Le marquis de Soyecourt, seigneur d'Auxy-le-Grand ; duchesse d'Elbœuf, dame d'Auxy-le-Petit, en partie ; comte de Maitz, seigneur d'Auxy-le-Petit, en partie ; M. Prévost, curé d'Auxy. — Ainal. M. d'Inval. — Andechy. Le comte de Riencourt, seigneur du lieu ; M. Lempereur, curé. — Armancourt. M. Galoppe, seigneur du lieu. — Arviller. M. de Louvel, seigneur du lieu. — Assainvillers. Le duc de Villequier-Aumont. — Aubvillers. M. de Brache. — Ayencourt et le Monchel. M. Gentien, curé ; duc d'Étissac. — Bayonviller. Le chapitre de St-Quentin, seigneur du lieu ; Jean-Baptiste-Guillain Codevelle, curé. — Beaucourt. Le comte de Riencourt, seigneur du lieu ; comte Doria ; M. Caron, curé. — Beaufort. Le marquis de Navier, seigneur du lieu. — Beauptuis. — Beauvoir et Évaux. MM. de Beauvoir ; Malinguehen seigneur d'Évaux. — Becquigny. M. de St-Aurin, chevalier de St-Louis, seigneur du lieu ; Jean-François Maillard, curé. — Beuvraigne. M. Vincent, curé. — Blancfossé. M^{lle} de Béthune, dame du lieu ; M. Queste, curé. — Boitteaux. — Bonviller. Le marquis d'Argicour (Hargicourt) ; M. Varcousin, curé. — Bouchoir. MM. Fuhaux, curé ; de Navier, seigneur voyer du lieu ; de Louvel, seigneur du lieu en partie. — Bouillancourt. M^{lle} de Villers, dame du lieu. — Boulogne. — Boursaines. — Brache. Charles-Louis Dainval, seigneur du lieu. — Bus.

C. 2191. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

1789. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. Caix. Le marquis de Feuquières. — Campremy. Le comte de Crénole, seigneur du lieu. — Canny. Le

comte de Barbaçon (Barbanson), seigneur du lieu ; M. Dobel, curé. — Cantigny. MM. de Monchy, seigneur du lieu ; Firmin-Joseph Caboche, curé. — Le Cardonnois. Claude de la Cour, curé. — Castel. Les chapelains de la cathédrale d'Amiens, seigneurs du lieu ; M. Cauet, curé ; comte de Boufflers ; duchesse d'Elbeuf. — Catheux. M. Lesage, seigneur du lieu. — Cayeux. Le comte Doria, seigneur du lieu ; Sébastien Gaffet, curé ; duc de Biron. — Chaussoy-Épagny. M. Morgan, seigneur du lieu. — Chirmont. Le duc de Mailly, M. Moindreux, curé ; prince Camille de Rohan. — Conteville. — Contoire. La princesse d'Elbœuf. — Cormeilles, — Coulmelle. M. du Mesnil, seigneur du lieu ; comte de Mailly. — Courcelle-Épayelle. Le prieuré de Montdidier, seigneur de Courcelles ; Alexandre Varé, curé ; M^{me} de Louvencourt, dame d'Épayelle. — Courtemanche. M. Poulet, curé. — Crapeaumesnil. Le marquis de Soyécourt, seigneur du lieu ; M. Lenglet, curé. — Cuvilly et ferme de Bellicourt. M^{me} Petipas, dame de Séchelles et Cuvilly. — Damery. — Dancourt. Le marquis de Soyaucourt, seigneur du lieu. — Davenescourt. La comtesse de La Myrre, tutrice de ses enfants, seigneurs du lieu ; MM. l'abbé Damire, prieur ; Duboille, curé. — Démuin et Courcelle. M. Legras, seigneur du lieu ; Thuin, curé ; Lambert, vicaire. — Domeliens, Royaucourt et dépendances. M. Delattre, curé ; duc de Liancourt. — Domeliers, Le chapitre de la cathédrale d'Amiens, seigneur du lieu ; Jean-Firmin Hucher, curé. — Domfront. M^{me} de Louvencourt, dame du lieu. — Dompierre. — Dompmartin. — Erches. Les dames du Val de Grâce à Paris, dames du lieu ; Antoine Goron, curé. — Esclainvillier. Le duc de Mailly ; M. Dubus, curé. — Esquennoy. Le prince Camille de Rohan, commandeur, seigneur du lieu ; Jean-Baptiste D'Anne, vicaire. — Ételfay. M. Devillers, curé. — Ferrières. Le vicomte de Béthisy, seigneur du lieu. — Fescamps. Jean-François Cagnard, curé. — Fignière. — Fléchy. M^{lle} de Béthune, dame du lieu. — Folleville. Le duc de Mailly ; M. Fouquerelle, curé. — Follie. Le chapitre de la cathédrale d'Amiens, seigneur du lieu ; Jean-Baptiste Cleuet, curé. — Fontaine-sous-Montdidier. Le Bailli Denos, commandeur, seigneur du lieu ; M. Duponchel, curé. — Fouencamps. Le marquis de Thézy ; marquis d'Esserteaux ; M. Lefebvre, curé. — Fournival. Le duc de Fitz-James ; duc de Liencourt ; Léonor Féron, curé. — Freneaux. M. de la Bosse, seigneur du lieu. — Frénoye-lès-St-Marc. Louis Hennequin, curé. — Le Frétoy. M. Dainval du Frétoy ; duc de Liancourt ; Paul Beauger, curé.

C. 2192. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

1789. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. Le Gallet. Le commandeur, seigneur du lieu. — Griviller. M^{me} de Montovillié ; Louis-Charles Brunel, curé. — Guerbigny. Le comte de Soyécourt, seigneur du lieu ; marquis de Runes, seigneur de Warsy ; M. Riquier, curé. — Guillaucourt. Le comte de Martillat, seigneur du lieu. — Gury. Le baron de Pont-l'Abbé, seigneur du lieu en partie ; M. Martin, vicaire en chef. — Gratibus. Le comte de Cambrai, seigneur du lieu ; M. Boulet, curé. — Hailles. Nicolas-Lucie de Herte, seigneur du lieu ; Jean-Baptiste Thiéry, curé ; comte de Boufflers. — Hainviller. — Halluin. Le duc de Liancourt, marquis d'Halluin. — Hangest La comtesse de Lamirre ; duchesse d'Elbeuf. — Hargicourt. Le marquis d'Hargicourt ; comte de Clermont-Tonnerre. — Hourges. MM. d'Incourt, seigneur du lieu ; Marcq, curé. — Ignaucourt. M^{me} de Bonnaire, dame du lieu en partie ; comte de Béthisy, seigneur du lieu en partie. — La Boissière. M. Lecaron de Choqueuse, seigneur du lieu ; Jean-Baptiste Masson, curé ; marquis de Rohault. — Lafraye. — Laneuville-Roy. Le marquis de Feuquières, baron de Laneuville-Roy ; M. Delamarche, curé. — Laneuville-lès-Ressons. Le marquis de Gouy, seigneur du lieu ; M. Gruny, curé. — Laneuville-sire-Bernard. La duchesse d'Elbeuf, dame du lieu. — Lannoy. — Lataulle. Le marquis de Méry ; M. Merville, vicaire. — Laucourt. Le marquis de Soyaucourt, seigneur du lieu. — Lawarde-Mauger. Le duc de Luynes. — Léchelle et Diencourt. M. de Louvele, seigneur du lieu. — Lieuvillers. — Lignières-lès-Roye. Le marquis de Rouault, seigneur du lieu. — Louvrechy. Le duc de Mailly. — Mailly-comté. Le duc de Mailly, seigneur du lieu ; Charles-François Leuillier, curé. — Malpart. M^{lle} de Canbray, dame du lieu. — Maresmontier. M^{lle} de Villers, dame du lieu. — Marigny-aux-Cerises. Le vicomte d'Hautefort, seigneur du lieu. — Marquiviller. M. Aubert de Rossainville, seigneur du lieu. — Maulers et Lachaussée. — Méharicourt. M. de Bracquemont, seigneur du lieu. — Ménéviller. M. Tribert, curé. — Merville-au-Bois. M. de Hertes, seigneur du lieu. — Mesnil-Conteville. — Le Mesnil-St-Georges. — Merville ou Pienne. Le duc de Villequier ; M. Grenot, curé. — Mézières. Le comte de Béthisy. — Montdidier. — Mongérain. Le duc de Liencourt ; M. Houbillard, curé. — Montigny : Le duc de

Liancourt. — Montiers. MM. de Montiers ; Gaudefroy, ancien curé. — Moreuil. La duchesse d'Elbeuf, dame du lieu ; duc de Mailly. — Morisel. Innocente-Catherine de Rougé, duchesse d'Elbeuf ; comte de Bouflers ; Charles-Nicolas Ansart, curé. — Mortemer. M. de d'Orviller, seigneur du lieu. — Moyenneville. M. Richard, prieur-curé. — Muidorge. L'abbé de St-Lucien, seigneur du lieu ; Thomas Dubois, curé. — Neufvy. Jacques Calmat, prieur-curé. — Noirémont. M. de Sacquépée de Thézy, seigneur du lieu.

C. 2193. (Liasse.) — 51 pièces, papier.

1789. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés, pour les six derniers mois de 1789. Onviller. Les enfants mineurs du comte de La Myre, seigneur du lieu. — Orviller. MM. de Bains, seigneur du lieu ; Halloi, curé. — Oursel-Maison. M. Rivière, curé. — Pierrepont. Le comte de Clermont, seigneur du lieu ; M. Millon, curé. — Plainval. — Le Plessier-Rozainviller. — Le Ploiron. Les représentants du marquis de Conflans, seigneur du lieu. — Popincourt. Le marquis de Soyaucourt ; M. Périn, curé. — Pronleroy. Le marquis de Pronleroy. — Quénel et St-Mard en Chaussée. MM. Lefort du Quesnel, chevalier, seigneur du lieu ; Emgramer, curé. — Le Quesnoy. Le chapitre de la cathédrale d'Amiens, seigneur du lieu en partie ; l'évêque de Soissons, id. ; l'abbé de Chilly, prêtre, desservant la cure du lieu. — Quinquempoix. MM. Lescalopier, seigneur du lieu ; Vermand, curé. — Quiry-le-Sec. Le duc de Mailly ; M. Gaudissart, curé doyen. — Ravenel. Mme de Guermante, dame du lieu. — Remaugies. La comtesse de la Myre et ses enfants mineurs, seigneurs du lieu. — Remiencourt. MM. Picart, prieur-curé ; Briet de Fortmanoir, seigneur du lieu. — Ressons. — Riquebourg. Le marquis de Gouy, seigneur du lieu. — Rocquencourt. François Faÿ, curé. — Rollet. M. Dhailly, vicaire. — Rozières. M. Deville et Mme Cannet, seigneur et dame du lieu ; MM. Ducrocq, curé ; Tempez, premier vicaire ; Petit, second vicaire. — Rouvrel. Le comte de Boufflers ; Jean-Baptiste Beaurain, curé. — Roye. — Rubécourt. — St-Agnan, Grivenne, Le Plessier, La Follie-Guéard et dépendances. M. Gri-enne. — Ste-Eusoye. Jacques Binet, curé. — St-Mard-lès-Triot. — St-Martin-aux-Bois. — St-Taurin. Louis Ami, prieur de St-Taurin ; M. Paulignie, curé. — Sauchoy-sur-Davenescourt. Le marquis de Rune ; prince de Davenescourt. — Saulchoy-sous-Dommelier. — Sauvillers-Mongival. Le duc de Mailly. — Septoutre. — Sourdon. M. Dumesnil de

Frémontier, légataire universel de Mme de Fricamps, décédée en 1789, pour la seigneurie de Sourdon. — Thieux. — Thory. — Le duc de Mailly. — Tricot. — Troussencourt. M. de Guilbon, fils, seigneur du lieu ; Mlle de Béthune ; dame du fief de Bourdin. — Vaux-sous-Montdidier. Le duc de Liancourt. — Vendeuil. Mlle de Béthune, dame de Vendeuil-Caply ; M. Alavoine, curé. — Verpillières. MM. de Soyécourt ; Durotoy, curé. — Villers-aux-Érables. Mlle de Villers ; M. Carette, curé. — Villers-lez-Roye. M. de Chuignes, conseiller au parlement de Paris, seigneur du lieu. — Villers-Tournelles. Le comte de Fransures, seigneur du lieu. — Villers-Vicomte. Mlle de Béthune, dame du lieu ; M. Defosse, curé ; de Barentin, ancien garde des sceaux, demeurant à Hardiviller. — Vrely. L'abbé de St-Éloy de Noyon, seigneur du lieu ; M. Frennelet, curé. — Wacquemoulin. Charles-François Bosquillon, prieur-curé ; M. de Pronleroy, seigneur. — Warsy. Le marquis et vicomte de Rune et Warsy ; M. Boquillon, de Montdidier, ci-devant curé. — Warvillers. Le vicomte de Louvel, seigneur du lieu. — Warignyes. — Welles. MM. Capronnier, curé ; Boistel d'Welles.

C. 2194. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

1787. — Impositions. — « Mémoire par M. de Bussi, cultivateur à Rouvrel, lu à la séance du vendredi 26 octobre 1787 », relativement aux impositions.

C. 2195. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1787-1788. — Bien public. — « Rapport du bureau du bien public fait à l'assemblée du département de Montdidier par M. De Lettres, le 27 octobre 1787. » — « État de la population du département de Montdidier fait le 24 novembre 1787. » — « Mémoire par M. Lendormy, médecin à Montdidier, docteur régent de la faculté de médecine de Paris, lu par M. Cauvel, à la séance de l'assemblée du département de Montdidier du 29 octobre 1787 », sur les maladies endémiques du pays. « Nous pourrions prouver que, si les bons Picards n'ont pas tout à fait la gentillesse méridionale, ils sont plus braves, plus sensés, plus fidèles, plus nobles..... » — « Mémoire concernant la manufacture des bas de Montdidier », par M. Scellier, marchand de draps et changeur pour le Roi à Montdidier. 17 novembre 1787. — Lettre de M. de Bacq à M. Dauchy, déclinant les fonctions de député à l'assemblée du département, à cause de sa mauvaise santé. 14 octobre 1788. — Mémoire

du docteur Lendormy relatif aux enfants trouvés et aux eaux minérales de la région. « J'ai surtout interrogé la nature sur la composition des montagnes de l'E. S. E. de l'élection ; j'ai vu avec satisfaction que les nayades de Séchelles, de Bains, de Boulogne, d'Hainviller, toutes ferrugineuses et très propres aux maladies d'obstructions viscérales, ne le cédoient pas à celle qui, sur les bords de la Seine, verse la santé à la source de Passy. » Montdidier, 15 octobre 1788, — etc.

C. 2196. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1788. — Travaux publics. — Réponses de l'ingénieur à plusieurs demandes à lui faites par l'assemblée de département de Montdidier relativement aux travaux des routes. — « Mémoire pour proposer dans la partie méridionale de cette province une communication de l'Oise à Amiens et à la mer par les rivières du Dom et de l'Avre, et par un canal à ouvrir sur un espace de trois lieues seulement », par le comte d'Herly. — « Mémoire pour Mme la duchesse d'Elbeuf à l'assemblée provinciale de Picardie », contre ledit projet. Paris, 18 mai 1788. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire du département de Montdidier du lundi 2 juin 1788 », arrêtant que la commission intermédiaire serait priée de faire procéder par des ingénieurs à des opérations de nivellement et de vérifications nécessaires pour se rendre compte dudit projet. — Mémoire au sujet dudit projet de canal et des observations de la duchesse d'Elbeuf et autres. Roye, 3 juillet 1788. — « Copie de la lettre de Mme la comtesse de Clermont-Tonnerre à M. le contrôleur général, du 11 août 1788 », en faveur dudit projet. — Divers mémoires sur le même objet, — etc.

ASSEMBLEE DE DEPARTEMENT DE PERONNE.

C. 2197. (Registre.) — In-fol. 135 feuillets, papier.

1787-1790. — « Registre aux délibérations de l'assemblée de département de Péronne. » — 1787. — Fol. 1. Séance du 1^{er} septembre. Composition de l'assemblée : « M. le comte de Castéja, seigneur de Framerville, président de l'assemblée ; pour l'ordre du clergé : M. l'abbé de la Couaret-Casamajor, chancelier, chanoine de l'église royale de Péronne ; pour l'ordre de la noblesse : M. le marquis de Folleville, seigneur de Manancourt ; pour l'ordre du tiers état : M. Bouteville-Dumetz, échevin, avocat en Parlement et au bailliage de Péronne, M. Dehaussy de Robécourt, écuyer, avocat du Roy au bailliage de Péronne, propriétaire, M. Marchant-Delille, ancien officier d'infanterie, résidant à Albert, propriétaire, M. Torchon de Fonchet ;

avocat en Parlement, propriétaire. » Discours y transcrit du président. Réponse y transcrite de l'abbé de la Couret-Casamajor, au nom de l'assemblée. Le sieur Gonnet, avocat, élu secrétaire-greffier. Division du département en quatre arrondissements : Péronne, Albert, Bray et Lihons, et état de chaque arrondissement par paroisses. Nomination de huit membres pour compléter l'assemblée. Arrondissement d'Albert, ordre du clergé : Jean-François Mallet, prêtre, curé de Milliancourt ; ordre de la noblesse : marquis de Peyroux ; députés de villes : M. François, lieutenant de maire de la ville d'Albert. Arrondissement de Bray, ordre du clergé : M. Thibaudet, prier de Pertain ; ordre de la noblesse : M. Witasse, seigneur de Fontaine ; députés des villes : M. de Chataignier, maire de Bray ; députés des campagnes : M. Delille, cultivateur à Bussu, paroisse de Dompierre. Arrondissement de Lihons, députés des campagnes : M. Dequenescourt, cultivateur à Punchy. Élection des deux procureurs-syndics : l'abbé Calais, chanoine de St-Léger, M. Tattegrain, avocat. Élection du bureau intermédiaire : ordre du clergé, M. Thibaudet ; ordre de la noblesse, le marquis du Peyroux ; ordre du tiers état, MM. Bouteville-Dumetz et Dehaussy de Robécourt. La messe du St-Esprit fixée au lendemain dans l'église St-Jean-Baptiste de Péronne. — Fol. 7. Du 2 septembre. Messe du St-Esprit à St-Jean-Baptiste, célébrée par l'abbé de la Couret-Casamajor. — Fol. 7. Du 3 septembre. Discours y transcrit de M. Dehaussy de Robécourt aux officiers municipaux de Péronne, pour les remercier de l'offre qu'ils ont faite à l'assemblée, de la salle de leur hôtel commun, pour tenir ses séances. — Fol. 8. Du 4 septembre. Le bureau intermédiaire s'assemblera une fois par semaine, et plus souvent s'il le faut. Correspondance du bureau avec toutes les assemblées municipales du département. Armoire pour les archives. Discours du président, y transcrit. Lettre y transcrite du baron de Breteuil à M. de Castéja, pour l'informer de sa nomination à la présidence de l'assemblée. Versailles, 20 juillet 1787. Lettre y transcrite du duc d'Havré à M. Dumetz, l'informant que l'assemblée provinciale l'a nommé membre de l'assemblée du département de Péronne pour le tiers état. Amiens, 17 août 1787.

Fol. 10. Du 20 octobre. Le marquis de Folleville excusé jusqu'au 25, pour affaires indispensables. Discours y transcrit du président. Compte rendu y trans-

crit de M. Tattegrain, procureur-syndic, des travaux du bureau intermédiaire, contenant des observations sur le règlement du 5 août 1787. Présentation d'un mémoire de l'abbé Calais, sur les moyens à prendre pour subvenir aux dépenses de l'entretien des grandes routes et d'un autre mémoire concernant la ville de Bray. Messe du St-Esprit fixée au lendemain à St-Jean-Baptiste. « M. l'abbé de la Courret-Casamajor a été prié de célébrer cette messe ; MM. de Chevrier, prieur de Lihons, Thibaudet, prieur de Pertain et l'abbé Calais se sont offerts pour être prêtre assistant, le second et le troisième pour faire le diacre et le sous-diacre, ce que l'assemblée a accepté avec reconnaissance. » — Fol. 19. Du 21 octobre. Messe du St-Esprit célébrée comme ci-dessus. — Fol. 19 v°. Du 22 octobre. Distribution de l'assemblée en quatre bureaux : impositions, chemins et canaux, agriculture et commerce, bien public. Présentation de plusieurs mémoires, renvoyés aux bureaux compétents. — Fol. 20. Du 23 octobre. Établissement du budget du département. Rapport y transcrit du bureau de l'agriculture et du commerce : haras ; domestiques de fermes. Établissement de deux prix à donner tous les ans, pendant la tenue de l'assemblée, à ceux qui auront les plus beaux poulains de trois à six ans ; « dans l'espèce des chevaux de trait ou propres à l'artillerie ; ... le premier consistant en une médaille de 150 l., ou ladite somme en argent, au choix de la personne qui obtiendra le prix, et le second consistant en la somme de 60 l., la médaille portera d'un côté la légende : *prix d'émulation*, et dans l'écusson la figure d'un cheval, et au revers ces mots : *département de Péronne, année.....*, les chiffres seront gravés. Attendu l'urgence du mal et la modicité des prix d'émulation, il seroit très important que les laboureurs eussent le droit de porter cette médaille ; l'assemblée provinciale sera priée d'employer ses bons offices auprès du gouvernement pour en obtenir la permission », et de trois prix en argent aux propriétaires des trois plus beaux taureaux publics de l'âge de trois à six ans ; « le premier de 100 l., le second, de 60 l., et le troisième de 40 l. Ces taureaux seront amenés à Péronne, en prenant les précautions nécessaires pour éviter les dangers, et les prix seront distribués chaque année pendant la tenue de l'assemblée. Il a été proposé d'accorder une prime pour multiplier les bêtes à laine et en perfectionner l'espèce », les membres de l'assemblée qui ont des connaissances spéciales invités à rédiger leurs mémoires à ce sujet. — Fol. 24. Du 24 octobre. « Éclaircissements demandés par la commission intermédiaire provinciale, suivant sa lettre du 14 octobre 1787 », au sujet des impositions ; réponses y transcrites de l'assemblée du département de Péronne. L'assemblée provinciale priée de fixer les séances des assemblées de département au 20 octobre,

afin de ne pas déranger les membres desdites assemblées qui sont cultivateurs. Statué que toutes les ordonnances ou règlements adressés aux paroisses, soit par l'assemblée provinciale, soit par celle du département, soit par l'intendant, devront être conservées aux greffes des municipalités. — Fol. 26 v°. Du 25 octobre. Rapport du bureau du bien public : moyens de parer aux incendies, constructions en pierres, en briques, en pisé. Projet d'établir un marché franc à Péronne. — Fol. 28. Du 26 octobre. Rapport y transcrit du bureau des chemins et canaux. — Fol. 34 v°. Du 27 octobre. Suite du rapport du bureau des chemins et canaux, y transcrit. — Fol. 37 v°. Du 29 octobre. Lecture d'un mémoire de M. de Quenescourt sur les blés noirs et le chaulage, d'un autre de M. Lemarchant-Delille sur l'excellence de l'engrais que les aires des étables et des bergeries peuvent fournir ; d'un autre de M. Witasse de Fontaine, sur la mendicité ; d'un autre de M. de Robécourt sur le chanvre et la rareté du bois dans la province ; délibération à ce sujet. Discours de clôture du président, y transcrit. Distribution des membres de l'assemblée entre les quatre arrondissements. Modèle de rôle pour les tailles et accessoires.

1788. — Fol. 41 v°. Du 15 octobre. Le marquis Dupeyroux, excusé pour ses affaires. Démissions de MM. de Chevrier et Torchon de Fonchet, remplacés par MM. Bayart, doyen du Mesnil-St-Nicaise et Caron, seigneur de Fonches. Présidence de l'abbé de Lacourette, en l'absence du comte de Castéja. Lettre d'excuse de ce dernier, empêché par son service militaire. Discours du président, éloge du comte de Castéja. Distribution des bureaux. Rapport y transcrit des procureurs-syndics : dépenses du département ; règlement ; impositions ; chemins et canaux. Messe du St-Esprit fixée au lendemain. — Fol. 50. Du 16 octobre. Messe du St-Esprit. Suite du rapport, y transcrit, des procureurs-syndics : commerce, agriculture et bien public. — Fol. 55. Du 17 octobre. Rapport y transcrit du bureau de l'impôt. Députation vers les officiers municipaux de Péronne. « M. le marquis d'Estourmel, maréchal de camp, ayant fait témoigner à l'assemblée le désir de conférer avec elle de plusieurs objets relatifs au bien du département, M. le président a fait rompre le bureau au moment où M. le marquis d'Estourmel s'est présenté, et après l'avoir écouté sur tout ce qu'il a cru devoir proposer, lui sorti, le bureau a repris sa séance. » M. Laurent de Lionne, directeur du canal de la Somme, mandé à l'assemblée.

Nomination d'une commission pour le travail concernant les États Généraux. — Fol. 56 v°. Du 18 octobre. Mémoire y transcrit de M. Delille, cultivateur à Bussu et membre de l'assemblée, sur les avantages qu'il a retirés de la culture de la spergule à la suite des derniers orages. Rapport y transcrit du bureau du bien public au sujet des haras. — Fol. 58 v°. Du 20 octobre. Assemblées municipales. Somme de 2.000 l. accordée par le Roi pendant cinq ans pour encourager l'établissement de tuileries dans l'élection de Péronne. Rapport y transcrit du bureau du règlement sur les assemblées municipales à la présence à y donner aux curés à défaut des seigneurs, au nombre des séances, etc. — Fol. 62. Du 21 octobre. Impositions. — Fol. 63. Du 22 octobre. Étalons. Comptabilité. — Fol. 63. Du 23 octobre. Rapport y transcrit du bureau de la comptabilité. Id. du bureau du bien public, sur les dégâts causés par la grêle et les moyens d'arrêter le brigandage. « États Généraux ; rapport de la commission nommée pour l'examen de cet objet », y transcrit ; délibération de l'assemblée à ce sujet. Rapport y transcrit du bureau des chemins et canaux publics. Délibération à ce sujet. — Fol. 71. Du même jour, 5 h. de relevée. Rapport y transcrit du bureau du bien public sur les délits commis sur des arbres plantés dans les seigneuries du marquis d'Estourmel et du chapitre de St-Fursy, et sur la disette de bois dans la province. — Fol. 72. Du 24 octobre. Rapport y transcrit du bureau des chemins et de la navigation, au sujet du canal de la haute Somme. Rapport y transcrit du bureau du bien public, sur les pertes occasionnées par la grêle du 13 juillet précédent et sur les secours obtenus en faveur des grelés. Id., sur les secours demandés par le sieur Dupontlèvesque pour sa blanchisserie. Rapport y transcrit des procureurs-syndics, sur la gratification à accorder au sieur Berthélemy, sous-ingénieur du département, pour les travaux par lui faits relativement aux réparations d'églises et presbytères. — Fol. 77 v°. Du 25 octobre. Sur une lettre du marquis d'Estourmel relativement au canal. Discours du président, y transcrit.

Fol. 79 v°. « Suite du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département de Péronne. » Comptabilité. — Fol. 79 v°. Du 26 mai 1790. Dépôt de plusieurs requêtes relatives au sieur Serpette, cultivateur à Curlu, à la carrière de Buscourt, à la pêche du canal, aux travaux dudit canal, aux gardes messiers, aux impositions, etc., et de plusieurs lettres. — Fol. 82. « Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée Nationale du 15 du présent mois de mars, concernant les droits féodaux. » Paris, 28 mars 1790. — Fol. 89. « Lettres patentes du Roy sur un décret de l'Assemblée Nationale portant que

les accusés qui auroient été et qui seroient condamnés par des jugemens prévôtaux à quelques peines, autres néanmoins que des peines afflictives, seront provisoirement élargis. » Paris, 3 avril 1790. — Fol. 89 v°. Lettres patentes sur décret qui assujettit tous les citoyens au logement des gens de guerre. Paris, 7 avril 1790. — Fol. 89 v°. « Proclamation du Roi relative aux assignats décrétés par l'Assemblée Nationale. » 19 avril 1790. — Fol. 90. Lettres patentes sur décret concernant les administrations de départements et de districts et la police. Paris, 20 avril 1790. — Fol. 91. Lettres patentes sur décret du 11 avril, sur les droits d'octroi. Paris, 20 avril 1790. — Fol. 91 v°. Proclamation du Roi sur décret concernant la remise des papiers aux départements, etc. 20 avril 1790. — Fol. 92. Lettres patentes sur décrets des 14 et 20 avril, concernant l'administration des biens déclarés à la disposition de la Nation, etc. Paris, 22 avril 1790. — Fol. 93 v°. Lettres patentes sur décrets des 16 et 17 avril concernant les droits du clergé, etc. Paris, 22 avril 1790. — Fol. 96. Lettres patentes sur décret du 25 avril concernant le service des maîtres de postes. Paris, 5 mai 1790. — Fol. 96 v°. Du 2 juin 1790. Dépôt de différentes pièces sur le bureau. — Fol. 97. Rapport y transcrit de l'abbé Calais, commissaire des routes du département. — Fol. 97 v°. Du 9 juin 1790. Délibération du bureau intermédiaire, autorisant l'établissement de deux gardes messiers à Cartigny. — Fol. 98. Du 16 juin 1790. Délibération du bureau intermédiaire, sur des demandes en secours et remises d'impositions. — Fol. 99. Du 19 juin 1790. Délibération du bureau intermédiaire sur les travaux des routes, les impositions, etc. — Fol. 100. Du 20 juin 1790. Délibération du bureau intermédiaire. Rapport y transcrit de l'abbé Calais, commissaire des routes. — Fol. 101. Du 23 juin 1790. Délibération du bureau intermédiaire sur divers objets, notamment sur une indemnité à accorder au sieur Berthélemy pour la surveillance par lui faite de l'emploi des fonds de charité, sur l'abandon fait par M. Dupeyroux, ancien membre du bureau, de ses honoraires et indemnité de logement au profit des nécessiteux, etc. — Fol. 102 v°. Proclamation du Roi sur décret du 9 avril, au sujet des municipalités qui voudront acquérir des biens nationaux ecclésiastiques. 25 avril 1790. — Fol. 103. Lettres patentes sur décret relativement aux droits de marque des cuirs. Paris, 14 mai 1790. — Fol. 105. Lettres patentes sur décret du 24 mai qui prorogent jusqu'au 15 août le terme fixé pour la conversion des billets de la caisse d'escompte en assi-

gnats. Paris, 29 mai 1790. — Fol. 105 v°. Lettres patentes sur décret du 3 mai concernant les droits féodaux rachetables. Paris, 9 mai 1790. — Fol. 112 v°. Lettres patentes sur décret concernant l'abolition du droit de triage et la propriété des bois, pâturages, marais, etc. Paris, 26 mai 1790. — Fol. 114. Du 30 juin 1790. Délibération du bureau intermédiaire sur divers objets, notamment sur les travaux des routes. — Fol. 114 v°. Lettres patentes sur décret du 10 avril sur l'exemption du contrôle et du papier timbré en faveur des actes relatifs aux élections des municipalités, corps administratifs, délibérations, etc. Paris, 11 mai 1790. — Fol. 115. Lettres patentes, sur décret du 21 mai, concernant la distribution des bois communaux en usance. Paris, 31 mai 1790. — Fol. 115 v°. Proclamation du Roi relative aux impositions de 1790. 6 juin 1790. — Fol. 117 v°. Du 14 juillet. Délibération du bureau intermédiaire sur divers objets, notamment sur les impositions. — Fol. 118 v°. Lettres patentes sur décret du 18 juin concernant la dîme. Paris, 23 juin 1790. — Fol. 120. Lettres patentes sur décret du 14 mai pour la vente de quatre cent millions de domaines nationaux. Paris, 17 mai 1790. — Fol. 124. Lettres patentes sur décret du 31 mai relatif à l'instruction pour ladite vente. Paris, 3 juin 1790. — Fol. 130. Proclamation du Roi sur décret du 1^{er} juin, concernant la forme, la valeur et le nombre des assignats. 13 juin 1790. — Fol. 131 v°. Proclamation du Roi sur décret du 9 mai, relatif à la signature des assignats. 13 juin 1790. — Fol. 132 v°. Du 21 juillet 1790. Délibération du bureau intermédiaire sur divers objets, notamment sur les travaux des routes. — Fol. 133. Lettres patentes sur décrets des 6 et 7 juin, relatifs aux bois des communautés tant ecclésiastiques que laïques. Paris, 23 juin 1790. — Fol. 133 v°. Du 24 juillet 1790. Délibération du bureau intermédiaire sur divers objets, notamment sur un nouveau secours de 3.240 l. en faveur des victimes de la grêle du 13 juillet 1788. — Fol. 134. Du 31 juillet 1790. Délibération du bureau intermédiaire sur divers objets, notamment sur les travaux des routes, les comptes des frais d'administration, etc., — etc.

C. 2198. (Registre.) — In-fol., 241 feuillets, papier.

1787-1790. — « Registre aux délibérations de la commission (bureau) intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne. » — 1787. — Fol. 1. Du 12 septembre. La réunion du bureau intermédiaire fixée au mercredi de chaque semaine. « M. de Robécourt a dit qu'il a acheté, conformément à la délibération de la susdite quatrième séance, une armoire à deux batans en bois de chêne du nommé Carbon, revendeur en cette ville, moyennant le prix

de 56 l., avec convention qu'il n'en sera payé que sur les premiers fonds dont l'assemblée pourra disposer. Cette armoire a été, de l'agrément de MM. les officiers municipaux, ce jourd'huy placée dans la chambre du conseil de l'hôtel-de-ville. » Observations à faire au règlement du 5 août. — Fol. 1 v°. Du 19 septembre. Observation au règlement du 5 août. — Fol. 2. Du 26 septembre. Municipalités. « Messieurs ont arrêté de charger le nommé Lefevre, tapissier en cette ville, de faire un fauteuil pour M. le président de l'assemblée de département. » — Fol. 2. Du 30 septembre. La tenue de l'assemblée complète différée. — Fol. 2 v°. Du 3 octobre Même objet. — Fol. 2 v°. Du 9 octobre. Correspondance. — Fol. 2 v°. Du 10 octobre. Correspondance. Municipalités. — Fol. 3. Du 17 octobre. Municipalités. Canal de la Somme. — Fol. 3 v°. Du 22 novembre. Correspondance. Observations sur le plan de division du département en cinq arrondissements. — Fol. 4 v°. Du 27 novembre. Travaux des routes. Réclamation des communautés de l'arrondissement de Péronne contre la taxe de 9 s. par journal projetée d'établir au profit des pauvres, pour leur tenir lieu du chaume.

1788. — Fol. 5. Du 2 janvier. Municipalité de Matigny. — Fol. 6. Du 30 janvier. Sur le projet de suppression des haras. Travaux des routes. Canal de la Somme. — Fol. 7. Du 1^{er} février. Impositions. Comités d'avocats pour consulter sur les procès qui intéressent les communautés. — Fol. 7 v°. Du 12 février. État y transcrit des dépenses du département. Cressy lès Nesle. — Fol. 8 v°. Du 20 février. Disette de bois dans la province. Travaux des routes. — Fol. 9 v°. Du 23 février. Travaux à faire au pont de l'avancée, à la sortie de Péronne, du côté de Cambrai. Impositions. Cressy lès Nesle. — Fol. 10 v°. Du 27 février. Pont de l'avancée à la sortie de Péronne, du côté de Cambrai. — Fol. 10 v°. Du 2 mars. Même objet. — Fol. 11. Du 5 mars. Lettre y transcrite à la commission intermédiaire, au sujet de la présidence à donner aux curés, dans les assemblées municipales, en l'absence des seigneurs, et au sujet du canal de la Somme. — Fol. 11 v°. Du 12 mars. Question de préséance entre M. Vinchon, chanoine de la cathédrale de Noyon, et le sieur Fournier, syndic de la municipalité de Matigny. Reconstructions et réparations des églises et presbytères. Reconstruction du pont de Laneuville lès Bray. Travaux des routes. — Fol. 14. Du 19 mars. Contestation entre Herly et Étalon, sur le point de savoir si le hameau d'Her-

lieux doit être réuni à l'une ou à l'autre des deux communautés. — Fol. 14 v°. Du 26 mars. Lettre y transcrite des agents généraux du clergé à M. Nobescourt, procureur-syndic du chapitre de St-Fursy de Péronne, communiqué par le destinataire à l'abbé Calais, procureur-syndic du département, au sujet de la déclaration demandée par le bureau intermédiaire de Péronne, en vertu des ordres de la commission intermédiaire provinciale, « des domaines et forêts du Roi, des biens patrimoniaux des princes du sang, de l'ordre de Malthe et des hopitaux, celle des biens du clergé et des abonnemens particuliers », lui marquant que « les assemblées provinciales n'ont pas le droit... de demander au clergé les déclarations de ses biens, parce qu'il ne les doit à personne ; le Roi lui-même a toujours reçu avec bonté les refus motivés qu'il en a constamment faits. Comment en effet pourroit-on concilier la liberté de ses dons avec des déclarations qui ne sont demandées que pour l'imposer dans une proportion qu'il n'auroit pas fixée, et à des impôts qu'il n'auroit pas consentis ? Aussi, Monsieur, la lettre du Roi à l'assemblée provinciale de Picardie ne parle pas du clergé ; c'est par une extension fort déplacée de cette lettre, que le bureau intermédiaire de Péronne y a compris les biens ecclésiastiques, et il est extraordinaire que ce soit une portion d'une assemblée populaire qui débute par toucher à un droit que le clergé tient de la Nation, et qui doit être d'autant plus cher à cette Nation, qu'il est aujourd'hui le seul vrai monument de son ancienne grandeur. Nous vous exhortons, Monsieur, à tout refuser, et à rappeler à votre bureau intermédiaire que son devoir est de défendre les droits de tous ses concitoyens, et non de les violer. » Paris, 20 mars 1788. « Il a été observé que cette lettre est fondée sur une supposition fautive, qu'elle suppose que le bureau a demandé au clergé même ou à quelques membres du clergé la déclaration de leurs biens, tandis qu'il a seulement demandé à chaque municipalité la déclaration des biens ecclésiastiques situés dans son district. Messieurs, considérant que cet exemple est extrêmement dangereux, et qu'il tend non seulement à priver l'assemblée des éclaircissemens nécessaires sur les revenus ecclésiastiques dans les paroisses où le chapitre est propriétaire, mais encore à l'en priver également dans les autres paroisses et à rompre les liens de l'obéissance et de la confiance qui doivent attacher les assemblées municipales à la commission provinciale et au bureau intermédiaire, ont arrêté d'adresser copie de la présente délibération à la commission intermédiaire provinciale, et de lui demander ses ordres. S'est présenté ensuite le sieur Dufour, lieutenant de la baronnie de Briost, demeurant à Chaulnes, lequel a dit que le Roi ayant

érigé en charges les offices municipaux de Chaulnes, ces offices ne furent point levés, que, pour y suppléer, Sa Majesté a donné des commissions à différens particuliers de cette paroisse, et qu'il est le seul d'entre eux qui soit encore vivant ; que cette circonstance rend nécessaire la formation d'une municipalité nouvelle, aux travaux de laquelle il concourroit volontiers, si son âge de soixante-douze ans ne l'exemtoit pas des charges publiques ; sur cet exposé, Messieurs ont arrêté d'écrire à la commission intermédiaire provinciale de lui représenter qu'il est indispensable de pourvoir à l'établissement provisoire d'une municipalité à Chaulnes, surtout en ce moment où il s'agit d'obtenir une déclaration des biens nouvellement imposables, et de lui observer que le parti le plus convenable paroît être de faire donner à la communauté de Chaulnes l'ordre de s'assembler à l'effet de procéder à l'élection des membres qui doivent former la municipalité, et dans le cas où cette communauté négligeroit ou refuseroit de le faire, autoriser le bureau intermédiaire à en nommer les membres d'office. » Correspondance. Contestation de limites entre Mesnil-St-Nicaise et Rouy-Licourt. Marché franc de Péronne. — Fol. 17. Du 28 mars. Lettre y transcrite du sieur Nobécourt, théologal et procureur-syndic du chapitre de St-Fursy, au sieur Bourdon, laboureur et lieutenant de la seigneurie d'Hesbécourt, lui enjoignant de ne faire aucune déclaration des biens qu'il tient du chapitre, à titre de fermier. Péronne, 25 mars 1788. « Messieurs ont arrêté d'en adresser sur-le-champ une copie collationnée à la commission intermédiaire provinciale, et de lui observer que l'effet de cette lettre circulaire a été si prompt et d'une conséquence tellement dangereuse, que, depuis sa distribution, le bureau n'a reçu aucune déclaration. » — Fol. 17 v°. Du 2 avril. Fonds de charité pour Framerville. Municipalités. — Fol. 18. Du 9 avril. Correspondance. Moulins de Bray. Licourt. — Fol. 20. Du 16 avril. Travaux des routes. — Fol. 21. Du 23 avril. Fonds de charité. Chaulnes. Canal de la Somme. — Fol. 22. Du 25 avril. Travaux des routes. — Fol. 22 v°. Du 30 avril. Insuffisance de l'armoire destinée aux archives ; devis et adjudication d'une plus grande. — Fol. 23 v°. Du 2 mai. Travaux des routes. — Fol. 24. Du 7 mai. Requête des cultivateurs de Bouchavesses, Moislains, Mesnil en Arrouaise et Saillisel, aux fins de destruction des biches et cerfs qui se trouvent en trop grand nombre dans les bois voisins. Canal de la Somme. — Fol. 24 v°. Du 13 mai. Travaux des routes. — Fol. 26. Du 14 mai. Tra-

vaux des routes. — Fol. 27 v°. Du 19 mai. Correspondance. Travaux des routes. — Fol. 28 v°. Du 21 mai. Hardecourt au Bois. Impositions. Travaux des routes. — Fol. 30 v°. Du 28 mai. Appui donné à une requête d'Antoine Verrier, garçon maréchal, natif de Liancourt-Fosse, à l'effet d'obtenir une place à l'école vétérinaire. — Fol. 31. Du 18 juin. Travaux des routes. Hardecourt au Bois. — Fol. 32 v°. Du 25 juin. Travaux des routes. Envoi de graine de turneps. Secours aux incendiés. — Fol. 33 v°. Du 29 juin. Fonds de charité : travaux des routes ; rues d'Harbonnières, de Framerville, de Proyart, de Berny, de Fonches, d'Irles, de Miraumont, de Cressy lès Nesle, de Hancourt, d'Étinehem, de Parvillers, etc. — Fol. 40. Du 2 juillet. Travaux des routes. Contribution représentative de la corvée des faubourgs de Péronne. Brie. — Fol. 42 v°. Du 5 juillet, Travaux des routes. — Fol. 43. Du 9 juillet. Reconstructions et réparations des églises et presbytères. Travaux des routes. Cimetières à fournir aux non catholiques. Tuileries. — Fol. 44 v°. Du 10 juillet. Travaux des routes. — Fol. 45. Du 16 juillet. Canal de la Somme. Blanchisserie du sieur Dupontlévêque près de Péronne. Pépinières royales. Destruction des loups. Envoi par le Roi d'une somme de 180.000 l. pour l'encouragement de l'industrie dans la province. Municipalités. Demandes de secours. — Fol. 47 v°. Du même jour, 16 juillet. Grêle du 13 juillet. — Fol. 49. Du 23 juillet. Frais de bureau : le bureau a pensé, par mesure d'économie, « qu'il ne falloit point prendre de commis en titre, et qu'il falloit seulement employer des écrivains ; que des commis en titre, quoique révocables *ad nutum*, seront moins subordonnés que des écrivains, que, dans les cas pressants, le commis qui voudra tout faire par lui-même expédiera moins vite que plusieurs écrivains, d'ailleurs toujours fort actifs, parce qu'ils savent devoir être payés en proportion de leur travail, qu'en supposant que, pour ne pas laisser l'ouvrage en arrière, le commis employe des mains étrangères, il s'en fera un moyen pour demander des gratifications, ou même une augmentation d'appointements, qu'il regardera comme une pension qu'il touchera tous les ans ; que, s'il a un autre état, il ne voudra pas le sacrifier pour une commission dont la durée est incertaine. » Canal de la Somme. — Fol. 50 v°. Du 30 juillet. Canal de la Somme. Luceux. Fresnoy. — Fol. 51 v°. Du 2 août. Assemblées municipales. États Généraux. — Fol. 52. Du 11 août. Grêle du 4 juillet. Municipalités. Canal de la Somme. Travaux des routes. — Fol. 54. Du 13 août. Travaux des routes. Municipalité de Chaulnes. — Fol. 55. Du 20 août. Canal de la Somme. Demandes de secours. — Fol. 56. Du 23 août. Blanchisserie du sieur Dupontlévêque.

Travaux des routes. — Fol. 57 v°. Du 27 août. Blanchisserie du sieur Dupontlévêque. — Fol. 58 v°. Du 3 septembre. Canal de la Somme. Impositions. — Fol. 60. Du 10 septembre. Travaux des routes. — Fol. 60 v°. Du 17 septembre. Contribution représentative de la corvée. Impositions. Travaux des routes. Incendie à Roiglise en 1784. — Fol. 62 v°. Du même jour 17 septembre. Pont de l'avancée de Péronne au faubourg de Bretagne. Lettre du marquis d'Estourmel annonçant le passage du prince de Condé revenant du camp de St-Omer. Convocation à la tenue prochaine de l'assemblée du département. Le clocher de Mesnil-St-Nicaise détruit par un coup de foudre. — Fol. 65. Du 24 septembre. Heudicourt. Travaux des routes. — Fol. 66. Du 1^{er} octobre. Travaux des routes. Casernement de la brigade de maréchaussée d'Albert. — Fol. 68. Du 6 octobre. Impositions. — Fol. 68 v°. Du 7 octobre. Refus par les officiers de l'élection de communiquer les pièces nécessaires au département des impositions. — Fol. 69. Du 8 octobre. Impositions. Élection de députés à l'assemblée du département pour l'arrondissement de Lihons, en remplacement du prieur de Lihons et de M. Torchon de Fouchet. Canal de la Somme. Commission du Conseil y transcrite, concernant la répartition de la taille et autres impositions dans le département de Péronne pour 1789. — Fol. 71. Du 29 octobre. Croix-Molignaux. Lettre du marquis d'Estourmel, qui demande ce que les communes doivent entendre par le mot futaie. Demande par les officiers municipaux de Bray d'établir une garde de nuit dans leur ville pendant l'hiver. Travaux des routes. Fonds de charité. — Fol. 73 v°. Du 1^{er} novembre. Renseignements à demander au greffier de l'élection pour le département des impositions. — Fol. 73 v°. Du 5 novembre. Travaux des routes. Demande, par l'assemblée municipale de Barleux, d'être autorisée à faire construire une maison pour y tenir ses séances : « Messieurs considérant qu'il existe à Barleux deux écoles publiques, dans lesquelles l'assemblée municipale peut tenir d'autant plus librement ses séances qu'elles n'ont lieu ordinairement que le dimanche, estiment qu'il n'y a pas lieu de l'autoriser à construire des bâtimens nouveaux, qui seroient une charge de plus pour la communauté. » Réparations à faire aux écoles de Potte. Tourbages de Bray, Étinehem, Méricourt, Proyart et Chuignolles. Canal de la Somme. — Fol. 77. Du 12 novembre. Luceux. Demandes de secours. — Fol. 77 v°. Du 19 novembre. Impositions. — Fol. 78. Du 26 novembre. Impositions. Correspon-

dance avec les municipalités. — Fol. 79. Du 3 décembre. La somme de 18.436 l. accordée au département de Péronne sur la contribution volontaire ouverte au profit des victimes de la grêle du 13 juillet. — Fol. 79 v°. Du 10 décembre. Frais du département. Demandes de secours. Champien. Canal de la Somme. Travaux des routes. — Fol. 82 v°. Du 20 décembre. Dégradations arrivées à l'église d'Éterpigny, par le canal de la Somme. Incendie à Maurepas le 6 octobre. — Fol. 83 v°. Du 26 décembre. Travaux des routes. — Fol. 84 v°. Du 31 décembre. Impositions. Incendie à Péronne, faubourg de Paris. Demande de deux béliers et de deux brebis de belle espèce par l'assemblée municipale de Roisel. Canal de la Somme.

1789. — Fol. 86. Du 7 janvier. Canal de la Somme. Impositions. Travaux des routes. Lettre des officiers municipaux de Péronne informant « qu'ils viennent d'ouvrir une souscription de bienfaisance pour secourir les pauvres les plus nécessiteux de la ville et des faubourgs. Messieurs considérant que la plupart d'entre eux sont membres de différens corps dont ils partageront et ont déjà partagé les actes de bienfaisance, et ne pouvant par cette raison donner à celui-ci toute l'étendue qu'ils désireroient, ont arrêté d'envoyer à Messieurs les officiers municipaux une somme de 84 l. » — Fol. 88. Du 12 janvier. Mesures à prendre, en vue du dégel et de la fonte des neiges. Impositions. — Fol. 88 v°. Du 14 janvier. Incendie à Morlancourt et Villers-le-Vert le 24 décembre 1788. Demandes de secours. Fricourt. Canal de la Somme. Atelier de charité demandé à Villers-Faucon. Incendie à Pyes, le 16-17 octobre 1788. Appui donné à une demande de secours présentée par le nommé Augustin Croisil, qui, lors dudit incendie, « s'est trouvé enfermé sous des ruines, où il a manqué de perdre la vie, et qui, depuis cet accident, est incapable de travailler, n'étant pas encore guéri des blessures que la chute et le poids des décombres lui ont faites », en travaillant à arrêter les progrès des flammes. Travaux des routes. Rapport y transcrit de M. Bouteville-Dumetz sur les projets de baux à renouveler ou d'adjudications à passer pour l'entretien des routes. — Fol. 95. Du 21 janvier. Travaux des routes. Canal de la Somme. — Fol. 95 v°. Du 28 janvier. Grêle du 13 juillet. Impositions. Réclamation contre le projet de ne faire représenter les bailliages de Péronne, Montdidier et Roye que par quatre députés seulement aux États Généraux. Canal de la Somme. Reconstructions et réparations des églises et presbytères dans les villes à plusieurs paroisses. Impositions. — Fol. 98. Du 4 février. Grêle du 13 juillet ; ateliers de charité. — Fol. 99. Du 11 février. Capitation. Travaux des routes. — Fol. 103. Du 16 février. Travaux des routes. —

Fol. 103 v°. Du 18 février. Plaintes portées contre le garde étalon de Boucly. Grêle du 13 juillet. Travaux des routes. Travaux de charité à Villers-Faucon. Réunion des hameaux composés de moins de neuf feux. Somme de 6.433 l. envoyée par la commission intermédiaire pour travaux de charité. — Fol. 105. Dudit jour, 4 heures de l'après-midi. Lettre collective y transcrite du bureau intermédiaire et des officiers municipaux de Péronne au directeur général des finances, au sujet de la réunion des trois bailliages de Péronne, Montdidier et Roye, pour nommer ensemble huit députés aux États Généraux. — Fol. 106. Du 28 février. Capitation des nobles. — Fol. 106 v°. Du 11 mars. Canal de la Somme ; rapport y transcrit de M. Bouteville-Dumetz. Maladie sur les bêtes à laine du sieur Jean-Baptiste Vinchon, laboureur à Ennemain. Pont de Laneuville lès Bray. Perfectionnement des bêtes à laine. Municipalité de Maurepas. — Fol. 112. Du 18 mars. Suppression des syndics paroissiaux. Béthancourt. Grêle du 13 juillet à Bray. Demandes de secours. Épizootie sur les bêtes à cornes le long de la rivière de Doingt. — Fol. 113 v°. Du 8 avril. Impositions. Travaux des routes. — Fol. 114 v°. Du 15 avril. Adjudications des presbytères de Mesnil-Bruntel et de Hem-Monacu. Arbres sur les routes. Travaux des routes. — Fol. 116 v°. Du 6 mai. Travaux des routes. Impositions. — Fol. 117. Du 13 mai. Autorisation à M. Laurent de Lionne d'employer 200 personnes sur le canal, en considération de la misère. Mortalité du poisson dans les étangs pendant l'hiver précédent. — Fol. 117 v°. Du 20 mai. Travaux des routes. Canal de la Somme. — Fol. 118 v°. Du 3 juin. Grêle du 13 juillet. Capitation des nobles. Travaux des routes. — Fol. 120. Du 12 juin. Canal de la Somme. — Fol. 120 v°. Du 17 juin. Travaux des routes. — Fol. 121. Du 23 juin. Travaux des routes ; rapport y transcrit de l'abbé Calais. — Fol. 122. Du 30 juin. Travaux des routes. Vieux château d'Albert servant de caserne à la maréchaussée. Canal de la Somme. — Fol. 124 v°. Du 8 juillet. Fonds de charité : Canal de la Somme. Demandes de secours. Travaux des routes. Rapport y transcrit de l'abbé Calais sur le faucardement de la Somme et du canal. — Fol. 127. Du 13 juillet. Réception d'un mandat de 6.935 l. de fonds de charité. — Fol. 127. Du 15 juillet. Travaux des routes. — Fol. 127 v°. Du 29 juillet. Frais du département. Réductions d'impositions à accorder aux incendiés. Impositions. Rapport y transcrit de l'abbé

Calais sur les travaux des routes. Nomination de cantonniers. — Canal de la Somme. — Fol. 129 v°. Du 5 août. Canal de la Somme ; tourbes. — Fol. 130 v°. Du 12 août. Demande de décharge d'impositions. — Fol. 130 v°. Du 17 août. Mesures à prendre pour le rétablissement de la tranquillité publique. — Fol. 131. Du 19 août. Travaux des routes. — Fol. 131 v°. Du 26 août. Travaux des routes. Canal de la Somme. — Fol. 132. Du 9 septembre. Canal de la Somme ; rapport y transcrit de l'abbé Calais. — Fol. 133. Du 11 septembre. Canal de la Somme ; tourbes. — Fol. 133 v°. Du 16 septembre. Travaux des routes. Demande d'établissement d'une brigade de maréchaussée à Lihons. — Fol. 134 v°. Du 26 septembre. Travaux des routes. Canal de la Somme. — Fol. 135 v°. Du 7 octobre. Canal de la Somme. Cavaliers de maréchaussée à Lihons. Travaux des routes. Rapport y transcrit de l'abbé Calais sur le faucardement de la Somme. — Fol. 138 v°. Du 21 octobre. Incendie à Foucaucourt le 30 mars précédent. Impositions. Reconstructions et réparations d'églises et de presbytères. Travaux des routes. — Fol. 139 v°. Du 28 octobre. Fermiers de l'abbaye d'Honnecourt. Plaintes contre le syndic de Carrépuits. — Fol. 140 v°. Du 11 novembre. Travaux des routes. — Fol. 141. Du 15 novembre. Gabelle. — Fol. 141 v°. Du 25 novembre. Canal de la Somme. Couvertures en tuiles : Puchevillers ; Pyes. Ateliers de charité. — Fol. 143 v°. Du 9 décembre. Frais du département. Travaux des routes. — Fol. 145. Du 16 décembre. Remise d'impositions à accorder au sieur Éloi Langlet, chirurgien à Barleux. Incendie à Barleux par chute de la foudre le 13 juillet 1789. Incendie à Maucourt le 20 septembre 1788. — Fol. 146. Du 16 décembre. Impositions. Incendie à Rosières le 20 avril 1788. — Fol. 147 v°. « Lettres patentes du Roi qui ordonnent l'envoi aux tribunaux... des décrets de l'Assemblée Nationale », etc., y transcrites. 3 novembre 1789. — Fol. 148. « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen », y transcrite. — Fol. 150. « Extrait des procès-verbaux de l'Assemblée Nationale. Articles de constitution », y transcrits. — Fol. 151. « Décrets de l'Assemblée Nationale des 4, 6, 7, 8 et 11 août 1789 », y transcrits. — Fol. 154. Décret y transcrit de l'Assemblée Nationale pour le rétablissement de l'ordre public. 10 août 1789. — Fol. 155 v°. Décret y transcrit de l'Assemblée Nationale sur l'emprunt de trente millions. 9 août 1789. — Fol. 156. Id. du 27 août 1789. — Fol. 156. Décret de l'Assemblée Nationale sur la contribution patriotique, y transcrit. 6 octobre 1789. — Fol. 159 v°. Décret y transcrit de l'Assemblée Nationale sur la liberté de la vente et de la circulation des grains et farines. 29 août 1789. — Fol. 161 v°. Décret y transcrit de l'Assemblée

Nationale sur le recouvrement des droits subsistants. 23 septembre 1789. — Fol. 163. Décret de l'Assemblée Nationale sur le recouvrement des impositions, y transcrit. 26 septembre 1789. — Fol. 164. « Décret sur la réformation de quelques points de jurisprudence criminelle », y transcrit. 8 et 9 octobre 1789. — Fol. 167 v°. « Loi martiale contre les attroupemens », y transcrite. 21 octobre 1789. — Extraits de procès-verbaux de l'Assemblée Nationale. — Fol. 172. Lettres patentes y transcrites sur décret de l'Assemblée Nationale du 16 novembre, portant qu'il ne sera plus expédié de provisions d'offices de judicature. 29 novembre 1789. — Fol. 174. Lettres patentes y transcrites sur le décret provisoire de l'Assemblée Nationale concernant les municipalités. 3 décembre 1789. — Fol. 174 v°. Lettres patentes y transcrites sur décrets des 7 et 14 novembre relatifs à la conservation des biens ecclésiastiques, etc. Paris, 27 novembre 1789. — Fol. 175 v°. Du 23 décembre. Blés à faire venir des États-Unis. Travaux des routes. Biens ecclésiastiques. — Fol. 176 v°. Lettres patentes y transcrites sur les déclarations à faire des biens ecclésiastiques. 18 novembre 1789. — Fol. 178. Lettres patentes sur l'imposition des ci-devant privilégiés. 29 novembre 1789.

1790. — Fol. 178 v°. Du 20 janvier. Travaux des routes. Impositions. — Fol. 179. Lettres patentes y transcrites pour l'admission des non catholiques à tous les emplois. Décembre 1789. — Fol. 179 v°. Lettres patentes y transcrites sur la constitution des municipalités. Décembre 1789. — Fol. 187. Du 27 janvier. Travaux des routes. — Fol. 187 v°. Du 3 février. Municipalités. — Fol. 188. Lettres patentes y transcrites concernant la contribution patriotique. 30 décembre 1789. — Fol. 188 v°. « Proclamation du Roy concernant les déclarations pour la contribution patriotique. » 14 janvier 1790. — Fol. 190. Lettres patentes y transcrites sur les municipalités. Janvier 1790. — Fol. 192 v°. Lettres patentes sur décret relatif aux conditions exigées pour être citoyen actif, y transcrites. 16 janvier 1790. — Fol. 193. Du 18 février. Frais d'administration. Pensions, etc. — Fol. 194. Dudit jour, 5 h, après midi. Comptabilité. — Fol. 194 v°. Lettres patentes sur décrets des 19 et 21 décembre concernant la caisse d'escompte, y transcrites. Janvier 1790. — Fol. 195 v°. Lettres patentes y transcrites sur décrets des 4 et 5 janvier, concernant les pensions, traitements conservés, etc. 14 janvier 1790. — Fol. 197 v°. Du 27 février. Rôles des privilégiés. — Fol. 199. Du 3 mars.

Octrois de Péronne. Impositions. — Fol. 200. Lettres patentes y transcrites sur décret pour la constitution des assemblées primaires et des assemblées administratives. Janvier 1790. — Fol. 207. Lettres patentes sur décret des 30 janvier 1790 concernant les recouvrements et versements des impositions. 3 février 1790. — Fol. 208. Du 10 mars. Obstacles à la perception des octrois, aides et autres droits. — Fol. 208. Canal de la Somme. Travaux des routes. — Fol. 209. Lettres patentes sur décret, au sujet des déclarations à faire des biens ecclésiastiques, y transcrites. 12 février 1790. — Fol. 210. Lettres patentes y transcrites sur décret concernant la détermination de la valeur de la journée de travail. 12 février 1790. — Fol. 210 v°. Du 24 mars. Impositions. — Fol. 211. Du 31 mars. Travaux des routes. — Fol. 211 v°. Du 7 avril. Détachement de 8 hommes du régiment de Berry envoyé à Fins. Travaux des routes. — Fol. 212. Du 15 avril. Canal de la Somme. Hyancourt-le-Petit. — Fol. 213. Du 21 avril. Travaux des routes. — Fol. 213 v°. Du 28 avril. Rapport y transcrit de l'abbé Calais sur les travaux des routes. Correspondance. — Fol. 215 v°. Lettres patentes y transcrites sur décrets des 15 janvier, 16 et 26 février, qui ordonnent la division de la France en 83 départements. 4 mars 1790. — Fol. 226 v°. Lettres patentes y transcrites sur décret du 13 février, prohibant les vœux monastiques. 19 février 1790. — Fol. 227. Proclamation du Roi sur décret, concernant le serment à prêter par les gardes nationales, y transcrite. 16 mars 1790. — Fol. 227. Lettres patentes y transcrites sur le traitement des religieux qui sortiront de leurs maisons. 26 février 1790. — Fol. 228. Lettres patentes y transcrites sur décret concernant la sûreté des personnes, des propriétés, etc. 26 février 1790. — Fol. 229. Lettres patentes sur décret concernant les personnes détenues en vertu d'ordres particuliers, y transcrites. Paris, 26 mars 1790. — Fol. 231. Lettres patentes y transcrites sur décret concernant les religieux. 26 mars 1790. — Fol. 232. Lettres patentes sur décret du 18 mars, pour arrêter les abus relatifs aux bois et forêts domaniaux ou ecclésiastiques, y transcrites. 26 mars 1790. — Fol. 233. Lettres patentes y transcrites sur décret, relativement à la contribution patriotique. 1^{er} avril 1790. — Fol. 234. Proclamation du Roi sur décret concernant l'armée, y transcrite. 21 mars 1790. — Fol. 237. Lettres patentes y transcrites sur décrets des 14, 15, 18, 20 et 21 mars, concernant la suppression de la gabelle, etc. 30 mars 1790. — Fol. 239. Du 5 mai Rapport y transcrit de l'abbé Calais sur les travaux des routes. — Fol. 240. Du 19 mai. Rapports y transcrites de l'abbé Calais, sur les travaux des routes, — etc.

C. 2199. (Liasse.) — 19 pièces, papier, (5 imprimées).

1787-1789. — Impositions. — Lettre des procureurs-syndics de l'assemblée de département d'Amiens, au sujet de l'abonnement des vingtièmes. Amiens, 24 octobre 1787. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, sur le même objet. Amiens, 24 janvier 1788. — Circulaire du bureau intermédiaire du département d'Amiens, à l'effet de connaître l'état des forêts du Roi, des biens patrimoniaux des princes du sang, de ceux de l'ordre de Malte et des hôpitaux, de ceux du clergé et de l'Église dans chaque paroisse, en vue de l'abonnement des vingtièmes. Amiens, 13 février 1788 (impr. 2 p. in-4°). — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, lui envoyant ladite circulaire comme modèle. Amiens, 19 février 1788. — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne, demandant des éclaircissements sur les domaines du Roi et des princes du sang et sur les biens des hôpitaux, de l'ordre de Malte et du clergé. Péronne, février 1788 (impr. 2 p. in-4°). — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne, envoyant des états à colonnes pour divers éclaircissements. Péronne, mars 1788 (impr. 1 p. in-4°). — « Copie de la lettre écrite par M. le directeur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, le 15 octobre 1788 », faisant savoir qu'en raison de la convocation des États généraux pour 1789, il ne serait provisoirement rien innové relativement aux vingtièmes, et que la convocation des assemblées provinciales n'aurait pas lieu en 1788. — « Copie de la lettre écrite par M. le directeur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens le 18 octobre 1788 », lui marquant que, nonobstant l'abonnement, le montant des rôles des vingtièmes de la province pour 1789 n'excédera pas le montant de ceux de 1788. — Modèle de rôle des vingtièmes pour 1789, — etc.

C. 2200. (Liasse.) — 64 pièces, papier (2 imprimées).

1788. — Impositions. — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne demandant le relevé des produits éventuels, tels que ceux provenant des tourbages et de l'exploitation des hautes futaies. Péronne, septembre (impr. 1 p. in-4°). — Réponses affirmatives à ladite circulaire : Avricourt. — Berteaucourt. — Bouchavenne. — Chuignolles. — Cléry-sur-Somme. —

Contalmaison. — Dernancourt. — Devise. — Ennemain. — Étinehem. — Falvy. — Fricourt. — Grand-court. — Lihons. — Owillers-Laboisselle. — Roiglise. — Solente. — Sorel. — Templeux-le-Guerard. — Thiepval. — Tincourt-Boucly. — Vermandovillers, — etc.

C. 2201. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1788-1789. — Impositions. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui ordonne l'imposition sur les communautés de la généralité d'Amiens des sommes nécessaires à l'entretien et à la confection des routes de ladite généralité pendant l'année 1788. » 30 mars 1788. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, proposant de charger les receveurs particuliers des tailles du recouvrement de la contribution représentative de la corvée. Amiens, 3 mai 1788. — « Assemblée provinciale de Picardie. Contribution en argent représentative de la corvée. Demande aux fins de la réimposition de la somme de 20 l. 18 s. 6 d. sur la paroisse de Parvillers. Extrait de la séance du 27 juin 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens. » — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 24 juillet 1788 », relativement à la contribution représentative de la corvée. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 23 août 1788 », au sujet d'une surtaxe éprouvée par la paroisse de Fontaine-sous-Montdidier dans la contribution représentative de la corvée. — Imposition de la contribution représentative de la corvée sur la paroisse de Guyencourt. 18 septembre 1789. — « Extrait de l'état général de ce que doivent payer toutes les communautés de la généralité d'Amiens pendant l'année 1789, pour leur contribution aux travaux des routes. » Amiens, 1^{er} octobre 1789, — etc.

C. 2202. (Liasse.) — 20 pièces, papier (1 imprimée).

1788-1790. — Impositions. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, le priant d'accélérer l'expédition des rôles de capitation. Amiens, 17 juillet 1788. — « Copie de la lettre de M. le directeur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens le 12 mars 1789 », sur les retards mis par les assemblées municipales à faire leurs rôles de tailles pour 1789. — « Instructions sur les formes qui doivent être observées pour l'examen et décision des différentes demandes en décharge ou modération présentées sur les impositions, dont la

connaissance est attribuée aux assemblées provinciales. » 1789. — « Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de Picardie le 12 janvier 1790 », sur la nécessité d'accélérer le travail relatif à la répartition des impositions de 1790, et lui demandant l'envoi chaque semaine de l'état d'avancement de cette opération. — « Copie de la lettre écrite par M. Necker à la commission intermédiaire provinciale de Picardie le 8 février 1790 », sur les retards que souffre le recouvrement des impositions, notamment dans les élections de Doullens, Montreuil et Montdidier. — Lettre de M. Lambert au bureau intermédiaire de Péronne, sur ce qu'il n'a pas encore terminé le département des impositions. Paris, 26 février 1790. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale du bureau intermédiaire de Péronne, lui envoyant avec des observations, les instructions publiées par ordre du Roi pour accélérer la confection des rôles des impositions de 1790. Amiens, 30 mars 1790. — « Instructions publiées par ordre du Roi pour accélérer la confection et le recouvrement des rôles des impositions dans les différentes villes et communautés. » 1790 (impr. 3 p. in-fol.), — etc.

C. 2203. (Liasse.) — 58 pièces, papier.

1789-1890. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. Ablaincourt. M. d'Ablaincourt. — Albert. Le duc d'Orléans ; M. Cousin de la Ferrière, prieur d'Albert, demeurant à Soissons ; M. Cachie, curé ; MM. Pedot et Lombart, vicaire ; Boistel d'Exauvillers, trésorier de France à Amiens ; marquis de la Meth, seigneur d'Hénencourt. — Allaines. — Assevillers. Le comte de Mailly. — Auchonvillers. Le comte Desecques (d'Hesecque), seigneur du lieu ; M. Malherbe, curé. — Authuille. Le baron de Linart ; M. Neveu, curé. — Aveluy. Le baron de Linart, seigneur du lieu. — Avricourt ou Devicourt. Messire de Campagne, seigneur du lieu ; M. Jougleux, curé ; vicomte d'Hautefort, seigneur de Champien. — Balatres. Le vicomte d'Hautefort. — Becquincourt. MM. Serpette, curé ; Ducastel, ancien curé ; marquis d'Estourmel. — Barleux. — Bazentin. Messire de Guilbon, seigneur de Bazentin ; M^e Clément Letaille, curé. — Beaucourt. — Beaumont-Hamel. Le duc d'Orléans. — Bécourt-Bécordel. M^e Philippe Dinouart, curé de Bécordel ; M^{me} de Bécordel ; M^{me} de Walicourt,

dame de Bécourt. — Belloy. M^{me} d'Aumale, dame du lieu. — Bernes. M. Cocu, curé. — Bertrancourt. M. de Queréque, seigneur du lieu. — Biache. — Billancourt. Le comte Dumez. — Bouchavenne. Le marquis de Folleville. — Bouvincourt. M. Pieffort, seigneur du lieu. — Bouzincourt. Le duc d'Orléans, seigneur du lieu ; M. Estévé, curé. — Bray. Le duc d'Orléans, seigneur du lieu. — Brie. La baronne d'Amerval, dame du lieu. — Briot. M. de Perigny. — Canny-Capy. Le marquis d'Estourmel, seigneur du lieu ; Jean-Charles Lefebvre, curé ; duc d'Orléans. — Carnoy. MM. Jourdain de Thieulloy, seigneur du lieu ; Solon, curé de Montauban et de Carnoy. — Carrépuits. Le comte de Soyécourt, seigneur du lieu ; M. Camus, curé. — Cauvigny. — Champien. Messire Abraham-Frédéric d'Hautefort, seigneur d'Hautefort. — Chilly. Le duc de Chaulne. — Chuignes. MM. Pieffort, seigneur du lieu ; Lemaistre ; curé ; marquis d'Estourmel. — Chipilly. M. Thierion, seigneur du lieu. — Chuignolles. Le vicomte d'Hervilly, seigneur du lieu ; M. Bernard, curé ; marquis d'Estourmel. — Cizancourt. M. Poulitier de Perigny, seigneur du lieu. — Cléry. M. Bernard de Ballainvilliers, seigneur du lieu. — Cœurlu et Fargny. Pierre du Saussoye, prieur-curé ; Angélique Thibault de Champieng, dame de Cœurlu et Fargny. — Coigneux. M. Deboffles, curé ; comte d'Amiens, seigneur du lieu. — Combles. M. de Combles, seigneur du lieu. — Contalmaison. Henry Dehangre, seigneur du lieu ; marquis de Lameth. — Courcelle au Bois. — Courcelette. MM. de Bréda, chevalier de St-Louis, seigneur du lieu ; Demonchaux, curé. — Cressy-lez-Neelle. Le marquis de Neelle. — Curchy. Le marquis de Nesle ; M. Gérard, curé. — Dernencourt. Messire Henry-Gabriel de Berry, chevalier, marquis d'Essertaux, seigneur de Treux, Buireville et Dernencourt, chevalier de St-Louis, ancien capitaine de gendarmerie de la compagnie de Bretagne ; duc d'Orléans ; marquis de Lameth ; M. Dequehegny, curé. — Dompierre. Le marquis d'Estourmel ; M. Courtin, curé. — Dreslincourt. — Écluziers et Veaux. — Englebelmer et Witermont. Le comte Dhezecques, seigneur d'Englebelmer et Witermont ; duc d'Orléans, seigneur d'Englebelmer en partie ; M. Létocart, curé. — Épenancourt. M. Guillot, curé. — Estalon. Le comte d'Herlye, seigneur du lieu. — Étrée en Chaussée. — Étrées et Deniécourt. Le vicomte d'Hervilly-Canisy. — Éterpigny. Le commandeur, seigneur du lieu. — Étinehem. Le duc d'Orléans, — etc.

1788-1790. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. Faÿ. Le vicomte d'Hervilly. — Feuillières et Buscourt. Le chapitre de St-Fursy de Péronne, seigneur de Buscourt et Feuillières en partie. Messire François-Clément Lenoère, (Lenoir) seigneur de Feuillières. Messire François-Joseph Reinard de Bussy, curé de Feuillières. — Flaucourt. La comtesse de St-Simon, dame du lieu. — Flers. Le chapitre de St-Fursy de Péronne, seigneur du lieu. — Fontainelès-Cappy. M. de Fontaine, chevalier de St-Louis ; marquis d'Estourmel. — Forceville. Le marquis de Quérecque, seigneur du lieu. — Foucaucourt. Le baron de Foucaucourt. — Fouquecourt. Le duc de Chaunes. — Framerville. Le comte de Casteja, seigneur du lieu ; M. Baquet, curé. — Fransart. Le comte de Fransart, seigneur du lieu ; MM. de la Farelle, seigneur du lieu en partie ; Bouly, curé. — Frennes. Le duc de Chaunes. — Frénois. Le vicomte de Mailly. — Fricourt. Le duc d'Orléans. — Frize. Le marquis d'Estourmel. — Ginchy. — Goyencourt. — Grandcourt. Le duc d'Orléans, seigneur du lieu ; messire Benoit Demiaulte, prieur-curé. — Gueudecourt. Le chapitre de St-Fursy de Péronne, seigneur du lieu. — Guencourt-Saulcourt. Le marquis d'Estourmel ; M. de Saulcourt. — Guignemont. M. de Bucy, seigneur du lieu. — Hallu. L'abbaye de Ste-Aldegonde de Maubeuge, seigneur du lieu ; marquis de Neelle ; duc de Chaulne. — Harbonnières. Le marquis de Feuquières. — Hardecourt-aux-Bois. MM. Boucquel de la Comté, seigneur du lieu ; Dassonvillez, desservant. — Hattencourt. Joseph Véret, curé ; M. Delafarelle, seigneur du lieu. — Haucourt. M. Pieffort, seigneur du lieu. — Hébécourt. — Hem-Monacu. MM. Caussin, curé ; Sartoux, ancien curé. — Herbécourt. Le marquis d'Estourmel. — Herleville et Mazure. Le comte de Castéja, seigneur du lieu. — Herlye. Le comte d'Herlye, seigneur du lieu ; M. L'Evraux, curé ; le marquis de Nesle. — Hiencourt-le-Grand. — Hiencourt-le-Petit. — Humbercourt. M. Grégoire Legrand, curé. — Irlès. Le duc d'Orléans. — La Chavatte. M. de Bracquemont, seigneur du lieu ; vicomte de Mailly. — Laneuville-lès-Bray. M. Follye, curé ; marquis d'Estourmel ; duc d'Orléans. — Languoisin. Louis de Mailly, marquis de Nesle. — Laforest. M. de Balainvilliers, intendant de Languedoc. — Lesbœufs. Le chapitre de St-Fursy de Péronne, seigneur du lieu. — Liancourt. M. Lescalopier, seigneur du lieu. — Licourt. M. Poulletier de Perigny, seigneur du lieu. — Lihons.

— Longueval. Baltazar-Louis-Marie Petipas, capitaine commandant au régiment de la Reine, seigneur du lieu ; Pierre Vasseur, curé. — Lucheux. Marie-Charles-Amable d'Albert duc de Luynes, baron de Lucheux, etc. — Mailly. Le comte d'Hésecque. — Mametz. M. Jourdin de Thieulloy, seigneur du lieu ; M^e Adrien Boulenger, curé ; duc d'Orléans. — Manicourt. Le comte d'Herlye, seigneur du lieu ; marquis de Nesle. — Marcelet-Soyécourt. Le marquis, seigneur de Soyécourt ; M. de Gomer, seigneur du lieu. — Marchélepot. — Maricourt. MM. Cauet, curé ; Morgan de Maricourt. — Maucourt. Le duc de Chaunes ; M. Lefebvre, curé. — Maurepas. M. de Balainvilliers, intendant de Languedoc, seigneur du lieu ; M^e Henry Roger, curé. — Méaulte. Le duc d'Orléans. — Ménils-en-Arrouaise. — Ménil-St-Nicaise. Le marquis de Nesle. — Méricourt-sur-Somme. MM. de Canteleux, seigneur du lieu ; de Landres, titulaire du prieuré ; Bourgois, desservant le prieuré ; Tilloloy, curé. — Ménil et Martinsart. La baronne de Wime ; MM. Daudoire, seigneur de Martinsart ; du Pillant, seigneur de Martinsart en partie. — Millencourt et Laviéville. Le marquis de Lameth, seigneur du lieu ; M. Mallet, curé. — Miraumont. Le duc d'Orléans. — Misery. MM. Bibaut de Misery, seigneur du lieu ; Thomas Havet, curé. — Moilains. L'abbaye de St-Vaast d'Arras, seigneur du lieu ; Jean-Baptiste Lefèvre, curé. — Montauban. M^e Félix Solon, curé ; M. Dhervilly, seigneur du lieu. — Morlancourt et Villers-le-Vert. Le marquis du Sausay, seigneur du lieu ; duc d'Orléans ; MM. Fayel, curé de Villers-le-Vert ; Landry, curé de Morlancourt, — etc.

C. 2205. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1788-1790. — Impositions. — Rôles de supplément sur les ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789. Omiécourt. M. Bourdon d'Omiécourt. — Owillers-la-Boisselle. M. Dufourmantel, curé ; duc d'Orléans. — Parvillers. M. de Bracquemont, seigneur du lieu en partie. — Péronne. MM. Croizet, curé de N. D. de Bretagne ; Lalouette, curé de St-Jean ; Curaté, principal du collège ; de Beyne, curé de St-Quentin-Capelle ; Caudron, vicaire ibid. ; Lemaire, vicaire à St-Jean ; les chanoines et chapelains de St-Fursy ; les chanoines de St-Léger ; Bouland, aumônier du château ; de Guillebon, curé de Saint-Sauveur ; Grain, vicaire ibid. ; Duroisel, prieur-curé de St-Quentin-en-l'Eau ; Ducoroy, curé de Ste-Radegonde. — Pozières. M^e Étienne Caffin, curé ; duc d'Orléans. — Pressoir. — Proyard. M. Postel, prieur. — Puchevillers. M^{me} de Fréchencourt, dame du lieu ; M. Demanché, curé. — Punchy. Le comte d'Herly,

seigneur du lieu ; marquis de Nesle. — Puzeumont. MM. Leroux, seigneur du lieu ; Delcourt, curé ; duc de Chartres. — Puzeaux. L'abbaye de St-Vaast d'Arras, seigneur du lieu ; l'école de Puzeaux ; duc de Chaulnes. — Pys. Le duc d'Orléans. — Rancourt. — Reinécourt. Le comte de Castéja, seigneur du lieu. — Rethonvillers. Le vicomte d'Hautefort, seigneur du lieu ; M. Hédouin, prieur-curé ; marquis de Nesle ; duc de Chaulnes. — Roisel. M. Lecreux, curé. — Rouvroy. — Sailly-au-Bois. Le marquis d'Estourmel. — Sailly-Saillisel. Le marquis de Montagu, seigneur de Sailly. — Solente. Louis-Joseph comte de Mailly, marquis de Neelle, seigneur du lieu. — Suzanne et Billon. Le marquis d'Estourmel. — Templeux-la-Fosse. Le marquis d'Estourmel, seigneur du lieu. — Thiepval. MM. Pingré, seigneur du lieu ; André Loriot, curé ; duc d'Orléans. — Vadencourt. M. Lupart, curé. — Vauvillers. M. Damai, curé ; marquis d'Estourmel ; duc de Chaulnes. — Vermandovillers. M. de Vermandovillers. — Villers-au-Flos. M. de Louvervalle, seigneur du lieu. — Villers-Carbonnel. MM. Pieffort, président honoraire en l'élection de Péronne, seigneur du lieu ; Longate, curé. — Ytte (Ytre). Antoine-Joseph Leblanc, curé, — etc.

C. 2206. (Liasse.) — 17 pièces, papier (2 imprimées).

1787-1788. — Règlement. — « Procès-verbal de l'assemblée provinciale de Picardie tenue à Amiens au mois d'août 1787 » (impr. 44 p. in-4°. Amiens, 1787). — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, lui envoyant ledit procès-verbal, et attirant son attention sur différents points, notamment sur les haras, la plantation des communes et voiries pour prévenir la disette du bois, les moyens propres à remplacer les pépinières royales, la manière de répartir les taille et accessoires, la direction du canal de Picardie et le dessèchement des marais Amiens, 14 mars 1788. — « Assemblée du département de Péronne. État nominatif des membres de cette assemblée auxquels MM. du bureau intermédiaire sont priés de faire passer un exemplaire du procès-verbal de 1787. » — Lettre de M. Lambert au bureau intermédiaire, l'informant que la tenue des assemblées complètes de départements est prorogée de quelque temps. Paris, 27 septembre 1787. — « Généralité d'Amiens. Instructions pour l'assemblée préliminaire du département de Péronne » (impr. 8 p. in-fol. 1787). — « Extrait de la séance du 4 juillet 1788 de la commis-

sion intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens.» — Lettre de M. de Castéja, relativement à la convocation des assemblées de département. Landau, 11 septembre 1788. — « Réclamations que portent à MM. les députés composant l'assemblée du département de Péronne, les paroisses composant l'arrondissement de ladite ville, premièrement sur la nomination des députés du tiers état de cet arrondissement ; secondement, sur la formation de cet arrondissement ; troisièmement sur l'admission des députés nobles ou annoblis dans les députés du tiers état tant à l'assemblée provinciale qu'à celle d'élection », — etc.

C. 2207. (Liasse.) — 14 pièces, papier (3 imprimées).

1788-1789. — Bien public. — « Mémoire pour obtenir d'être autorisé à planter les communes dans la province de Picardie. » — « Extrait du rapport du bureau du bien public en la séance du 12 décembre 1787 de l'assemblée provinciale de Picardie, 11 heures du matin. Disette du bois ; plantation des voyeries et communes. » — Lettre d'envoi des deux pièces précédentes par la commission intermédiaire provinciale. Amiens, 12 février 1788. — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne aux assemblées municipales sur le même objet, et demandant des renseignements sur les plantations qui peuvent exister dans les communes. Mars 1788 (impr. 1 p. in-4°). — Lettre des procureurs-syndics provinciaux au bureau intermédiaire de Péronne, le priant de rechercher les meilleurs moyens pour parvenir à l'amélioration des haras. Amiens, 4 janvier 1788. — Lettre du bureau intermédiaire d'Abbeville à celui de Péronne sur le même objet. Abbeville, 7 février 1788. — Id., du bureau intermédiaire d'Amiens. Amiens, 19 février 1788. — Id., du bureau intermédiaire de Doullens. Doullens, 20 février 1788. — Id., du bureau intermédiaire de Montdidier. Montdidier, 23 février 1788. — « Extrait d'un mémoire envoyé à la commission provinciale de Picardie » par le bureau intermédiaire de Montdidier, relativement aux haras. — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne aux assemblées municipales au sujet du don de 180.000 l. fait par le Roi à la province, pour l'encouragement des manufactures. Péronne, 29 juillet 1788 (impr. 2 p. in-4°). — « Copie de la lettre de M. le directeur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de Picardie du 11 juillet 1789 », au sujet des secours à apporter aux incendiés de Selincourt, — etc.

C. 2208. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1788. — Bien public. — Correspondance relative aux dégâts commis par la grêle du 30 mai 1788 : Balatre. — Cressy. — Damery. — Fresnoy lès Roye. — Goyencourt. — Waucourt, — etc.

C. 2209. (Liasse.) — 28 pièces, papier (1 imprimée).

1788-1789. — Bien public. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, sur les mesures à prendre pour constater les dégâts causés par la grêle du 13 juillet 1788. Amiens, 16 juillet 1788. — Lettre de l'assemblée municipale de Carréputis sur les pertes éprouvées par ladite paroisse par la grêle du 13 juillet. Carréputis, 17 juillet 1788. — Lettre de M. Lemarchand de Lille sur les constatations qu'il doit faire des dégâts occasionnés par la grêle du 13 juillet. Contalmaison, 18 juillet 1788. — « Extrait du registre des délibérations de la commission intermédiaire provinciale de Picardie », sur les secours à accorder aux victimes de l'orage du 13 juillet. 1^{er} août 1788 (impr. 2 p. in-4°). — Lettre du syndic de Waucourt à M. Quenescourt, contenant des plaintes sur les dégâts occasionnés par la grêle dans ladite paroisse, et observations par M. Quenescourt, constatant qu'aux environs de Waucourt et de Balatre, les pertes sont peu considérables, et ajoutant : « Les vues de toutes ses paroisses qui se plaignent pour peu de chose est d'éviter de contribuer au soulagement des paroisses qui ont été grellées ; voilà ce qui les fait plaindre. » 5 août 1788. — Délibération du chapitre de St-Fursy de Péronne, qui accorde un secours de 1.200 l. pour être distribué à ceux de ses vassaux les plus maltraités par la grêle. 22 août 1788 (extrait). — « État des pertes causées dans le département de Péronne par la grêle du 13 juillet, et par une autre grêle tombée le 30 mai précédent. » 27 août 1788. — Lettre de M. Castéja, sur les secours à accorder par le département aux victimes de la grêle. Strasbourg, 30 août 1788. — « Projet de lettre à écrire aux municipalités, pour leur annoncer les secours à elles donnés à l'occasion de la grêle. » — « Copie de la lettre de M. le directeur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens le 12 février 1789 », sur les secours demandés par la comtesse de St-Simon en faveur des quatre paroisses dépendant de sa terre et éprouvées par la grêle. — « Copie de la lettre de M. Necker à MM. de la commission intermédiaire de Picardie du 6 juin 1789 », exprimant la satisfaction du Roi sur la régularité avec laquelle s'est

effectuée la répartition des secours accordés aux grêlés dans la province. — Lettre de l'abbé Tessier, de l'académie des sciences au bureau intermédiaire de Péronne, lui demandant des éclaircissements sur les effets de la grêle du 13 juillet dans ledit département, — etc.

C. 2210. (Liasse.) — 162 pièces, papier.

1788-1789. — Bien public. — Grêle du 13 juillet 1788. États des pertes, procès-verbaux, certificats, etc. : Ablaincourt. — Assevillers. — Bazentin. — Becquincourt, Herbécourt et Assevillers. — Berny. — Bouchavesnes. — Bray. — Bussu. — Cappy. — Carnoy. — Carrépuis. — Chaulnes. — Chilly. — Chipilly. — Chuignes. — Chuignolles. — Cléry. — Contalmaison. — Curlu et Fargny. — Deniécourt. — Estrées-Deniécourt. — Étinehem. — Fay. — Feuillières. — Flaucourt. — Foucaucourt. — Fouquescourt. — Framerville. — Fransart. — Frégicourt. — Fricourt. — Goyencourt. — Hallu. — Harbonnières. — Hattencourt. — Hem-Monacu. — Herbécourt. — Humbercourt. — Hyencourt-le-Grand. — Laboiselle-Auvillers. — La Chavatte. — Laneuville-lès-Bray. — Leforest. — Lihons. — Longueval. — Mametz. — Marcelet-Soyécourt. — Maricourt. — Maucourt. — Méaulte. — Mesnil-en-Arrouaise. — Moislains. — Montauban. — Morlancourt et Villers-le-Vert. — Parvillers. — Pressoir. — Proyard. — Punchy. — Rancourt. — Reinnecourt. — Rouvroy. — Saily-Saillisel. — Soyécourt. — Suzanne. — Vauvillers. — Vermandovillers. — Villers-aux-Flos.

C. 2211. (Liasse.) — 243 pièces, papier (2 imprimées).

1787. — Administration communale. — « Extrait du registre aux délibérations de l'assemblée provinciale de Picardie, du 23 novembre 1787 », arrêtant de demander aux communautés les états de recettes et dépenses de leurs biens fonds, des octrois, et des charges dont est grevée chaque espèce de bien et octroi. — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne en conséquence de ladite délibération, et demandant en outre l'état séparé des biens qui peuvent appartenir aux pauvres de chaque paroisse. Péronne, décembre 1787 (impr. 1 p. in-4°). — Réponses affirmatives à ladite circulaire : Aizecourt et Cornillois. — Assevillé. — Athies. — Aveluy. — Balatre. — Bavelincourt. — Becquincourt. — Belloy-en-Santerre. — Bernes. — Berny. — Bertrancourt. — Bouchavesne, — Brie. — Briost. — Buire-Courcelle. — Cappy. — Cartigny. — Chipilly. — Chuignes. — Chuignolles. — Cléry. — Combles. — Contalmaison. — Courcelette. — Cressy. — Curchy. — Curlu et Fargnier. — Devise.

— Doingt. — Dompierre. — Driencourt. — Éclusier-Vaux. — Ennemain. — Équancourt. — Estrées-Deniécourt. — Étinehem. — Étalon. — Falvy. — Fins. — Flers. — Flaucourt. — Fonches. — Fontaine lès Pargny. — Foucaucourt. — Fresnes. — Frise. — Harbonnières. — Hem-Monacu. — Henleville et Mazure. — Herlye. — Hervilly. — Heudicourt. — Hiancourt-le-Petit. — Humbercourt. — Laneuville lès Bray. — Lesbœufs. — Licourt. — Liencourt. — Liéramont. — Luchaux. — Mailly. — Mametz. — Manancourt-Etrécourt. — Marcelet-Soyécourt. — Marchélepot. — Marquaix et Hamelet. — Matigny. — Maurepas. — Méricourt sur Somme. — Mesnil-Bruntel. — Mesnil en Arrouaise. — Mesnil-St-Nicaise. — Miraumont. — Misery. — Moislains. — Monchy-Lagache. — Mons-en-Chaussée. — Morchain. — Ognolles. — Owillers-Laboisselle. — Pargny. — Parvillers. — Pertain. — Pœuilly. — Pressoir. — Quivières. — Roiglise. — Roisel. — Ronsoy. — Saily-Saillisel. — Solente. — Sorel. — Templeux-la-Fosse. — Templeux-le-Guérard. — Tertry. — Tincourt-Boucly. — Vadencourt. — Vauvillers. — Villecourt. — Villers-aux-Flos. — Villers-Carbonnel. — Villers-Faucon. — Warluzel. — Ytte (Ytre). — etc.

C. 2212. (Liasse.) — 17 pièces, papier (8 imprimées).

1788. — Administration communale. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Picardie, sur la nécessité de soumettre les pièces relatives aux contestations intéressant les communautés, à un comité d'avocats. Amiens, 24 janvier. — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne aux assemblées municipales, sur le même objet. Péronne, février (impr. 1 p. in-4°). — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Picardie, ajoutant de nouvelles instructions sur le même objet. Amiens, 5 mars. — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne aux assemblées municipales, en conséquence de la lettre précédente. Péronne, mars (impr. 1 p. in-4°). — « Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur des finances à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, le 30 janvier 1788 », pour accélérer la formation des assemblées municipales. — « Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens le 6 mars 1788 », sur la manière de pourvoir

à la rectification des nominations irrégulières des assemblées municipales. — « Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens le 7 mars 1788 », sur le fonctionnement des assemblées municipales. — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne aux assemblées municipales, sur la formation et le fonctionnement desdites assemblées. Péronne, 13 avril (impr. 3 p. in-4°). — « Copie de la lettre écrite à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens par M. le contrôleur général des finances, de Paris, le 14 juillet 1788 », en réponse à différentes questions sur la manière dont doivent se tenir les assemblées municipales. — Circulaire du bureau intermédiaire de Péronne aux assemblées municipales, portant extrait de ladite lettre. Péronne, août (impr. 2 p. in-4°), — etc.

C. 2213. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1787-1788. — Administration communale. — ATHIES. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité d'Athies. 4 mai 1788. — AUTHUILLE. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril 1788. — BAZENTIN. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 27 avril 1788. — Procès-verbal d'élection des adjoints. 5 octobre 1788. — BEAUCOURT. — Procès-verbal d'élection des adjoints. 5 octobre 1788. — BEAUMONT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. — BECQUINCOURT. — Procès-verbal d'élection de deux membres de la municipalité. 27 avril 1788. — Procès-verbal d'élection de deux membres de la municipalité. 28 septembre 1788. — BERNY. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 27 avril 1788. — Procès-verbal d'élection des adjoints. 28 septembre 1788. — BERTRANCOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité 1^{er} mai 1788. — BOUZINCOURT. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 25 mai 1788. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 12 octobre 1788. — BRIOST. — Procès-verbal d'élection des syndic et membres de la municipalité. 5 octobre 1787, — etc.

C. 2214. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1787-1789. — Administration communale. — CARTIGNY. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril 1788. — CHIPILLY. — Requête des pauvres de Chipilly à l'intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber pour leur chauffage. 7 janvier 1788. — Lettre du

procureur-syndic de Chipilly déclarant n'avoir aucune connaissance de ladite requête. Chipilly, 1^{er} mars 1788. — Lettre de fr. Hue Rinui, dominicain, en faveur des pauvres de Chipilly. Amiens, 18 avril 1788. — CHUIGNOLLES. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 18 mai 1787. — CLERY. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 24 août 1788. — Id., 18 octobre 1789. — COMBLES. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 5 octobre 1788. — CONTALMAISON. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 11 octobre 1789. — COURCELETTE. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 27 avril 1788. — DOMPIERRE. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 27 avril 1788. — ENGLEBELMER. — Procès-verbal d'élection de quatre membres de la municipalité. 27 avril 1788. — ENNEMAIN. — Procès-verbal d'élection de quatre membres de la municipalité. 18 mai 1788. — ÉPEHY. — Procès-verbal d'élection des syndic et membres de la municipalité. 12 août 1787. — ÉQUENCOURT. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril 1788. — ESTREES-DENIECOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 27 avril 1788. — ÉTINEHEM. — Procès-verbal d'élection de trois adjoints, — etc.

C. 2215. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

1788. — Administration communale. — FLERS. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril. — FORCEVILLE. — Procès-verbal d'élection de deux membres de la municipalité. 11 mai. — Id., de deux membres et de trois adjoints. 5 octobre. — FOUCAUCOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril. — FOUQUESCOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 27 avril. — FRANSART. — Procès-verbal d'élection de deux députés pour l'assemblée d'arrondissement qui doit se tenir à Lihons pour l'élection de deux membres de l'assemblée du département. 28 septembre. — FRESNES. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 21 septembre. — FRESNOY-LES-ROYE. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril. — FRICOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril. — Procès-verbal d'élection

de trois membres de la municipalité. 27 avril. — FRANSART. — Procès-verbal d'élection de deux députés pour l'assemblée d'arrondissement qui doit se tenir à Lihons, pour l'élection de deux membres de l'assemblée du département. 28 septembre. — FRESNES. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 21 septembre. — FRESNOY-LES-ROYE. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril. — FRICOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril. — Procès-verbal d'élection de trois adjoints. 19 septembre. — GOYENCOURT. — Requête de la municipalité de Goyencourt à la commission intermédiaire provinciale, à l'effet d'obtenir des fonds de charité pour la réparation des rues dudit village. — GRANDCOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril. — Procès-verbal d'élection de trois adjoints. 7 septembre. — HANCOURT. — Certificat d'élection de Jean-Charles Carpeza en qualité de syndic dudit lieu. 5 avril. — HARBONNIERES. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 1^{er} juin. — HARDECOURT AUX-BOIS. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril. — HERBECOURT. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril. — HEUDICOURT. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril. — HUMBERCOURT. — Procès-verbal d'élection de six membres de la municipalité. 27 avril. — HIANCOURT-LE-PETIT. — Élection d'un syndic et de trois membres de la municipalité. 20 avril. — Procès-verbal d'élection d'un greffier. 5 octobre, — etc.

C. 2216. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

1787-1788. — Administration communale. — LABOISSELLE et OVILLERS. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — LA CHAVATTE. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 29 avril 1788. — LANGUEVOISIN. — Procès-verbal d'élection de deux députés pour élire à Lihons deux membres de l'assemblée du département. 28 septembre 1788. — LIERAMONT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — LIHONS. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 27 avril 1788. — Lettre de M. Maillart, syndic de Lihons, au sujet de réparations à faire au presbytère dudit lieu. Lihons, 2 novembre 1788. — LONGAVESNE. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — LONGUEVAL. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 5 octobre 1788. — MAILLY — Procès-verbal d'élection de deux membres de la municipalité. 20 avril 1788. — MAMETZ. — Procès-

verbal d'élection des syndic et autres membres de la municipalité. 1^{er} mai 1787. — MANANCOURT-ÉTRICOURT. — Procès-verbal d'élection de quatre membres de la municipalité. 20 avril 1788. — MANICOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 24 avril 1788. — MARCELLET-SOYECOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 27 avril 1788. — MARCHELEPOT. — Procès-verbal d'élection de quatre membres de la municipalité. 11 mai 1788. — MATIGNY. — Procès-verbal d'élection de quatre membres de la municipalité. 20 avril 1788. — Procès-verbal d'élection des trois adjoints. 7 septembre 1788. — Procès-verbal de l'assemblée municipale relativement aux formes à observer pour les assemblées municipales et aux secours à accorder aux grélés. 7 septembre 1788. — Lettre du syndic de Matigny contenant différentes questions relatives à l'administration municipale. 17 septembre 1788, — etc.

C. 2217. (Liasse.) — 39 pièces, papier.

1787-1790. — Administration communale. — MAUCOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — MESNIL-EN-ARROUAISE. — Procès-verbal d'élection d'un syndic. 1^{er} avril 1788. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — MENIL-MARTINSART. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — MILLENCOURT. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — MIRAUMONT. — Lettre des officiers municipaux de Miraumont au sujet des formes à observer pour les assemblées municipales. 11 octobre 1788. — MISERY. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 14 septembre 1788. — MONS-EN-CHAUSSEE. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril 1788. — Procès-verbal de formation de la nouvelle municipalité. 2 février 1790. — MORCHAIN. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 7 mai 1788. — MORLANCOURT et VILLERS-LE-VERT. — Convocation à une assemblée de la paroisse pour examiner la question de la nécessité d'un garde messier. 21 septembre 1788. — Procès-verbal d'assemblée de ladite paroisse décidant de nommer un garde messier. 21 septembre 1788. — Correspondance relative à ladite affaire. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 5 octobre

1788. — OGNOLLES. — Procès-verbal d'élection de deux membres de la municipalité. 27 avril 1788. — PERONNE. — « Mémoire sur l'établissement d'un marché franc en la ville de Péronne. » 1787. — Correspondance relative à ladite affaire. — PERTAIN et BERSAUCOURT. — Procès-verbal d'élection d'un syndic et des membres de la municipalité. 12 août 1787. — PRESSOIR. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril 1788. — PROYART. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — PUZEAUX. — Procès-verbal d'élection de deux députés pour élire à Lihons deux membres de l'assemblée provinciale. 28 septembre 1788, — etc.

C. 2218. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

1787-1788. — Administration communale. — RANCOURT. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril 1788. — REINNECOURT. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 12 mai 1788. — RETHONVILLERS. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 6 juillet 1788. — Requête du syndic de la paroisse et de deux habitants de Rethonvillers, au bureau intermédiaire, se plaignant de ce que le syndic municipal de ladite paroisse « a présenté un délibéré à la porte de l'église, tendant à faire reconstruire ou réparer l'école des garçons de notredite paroisse et que la dépense en soit payé au mail (*sic*) la livre de la taille. » 23 septembre 1788. — Lettre de M. Hédouin, prieur-curé de Rethonvillers à M. Gonnet de Fiéville, président du bureau intermédiaire, lui exposant les motifs de son refus de signer une délibération qui doit être remise à l'assemblée, au sujet d'une réparation à faire à l'école dudit lieu. 24 septembre 1788. — Lettre du sieur Villain, syndic municipal de Rethonvillers, sur ladite affaire. 26 septembre 1788. — ROIGLISE. — Procès-verbal d'élection de trois adjoints. 5 octobre 1788. — ROISEL. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 15 mai 1788. — Id. 22 juillet 1788. — RONSSOY. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril 1788. — ROUVROY. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — TEMPLEUX-LA-FOSSE. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 10 juin 1788. — TEMPLEUX-LE-GUERARD. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la municipalité. 20 avril 1788. — THIEPVAL. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 5 octobre 1788. — TINCOURT-BOUCLY. — Procès-verbal d'élection de trois membres de la

municipalité. 20 avril 1788. — VILLECOURT. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril 1788. — Procès-verbal d'élection de trois adjoints. 12 octobre 1788. — YTRES. — Procès-verbal d'élection d'un membre de la municipalité. 20 avril 1788 (cancelé), — etc.

C. 2219. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1788-1789. — Travaux des routes. — « Copie de la lettre écrite par M. Delatouche à MM. les procureurs-syndics de l'assemblée provinciale de Picardie, le 5 février 1788 », au sujet de la suppression du pont de l'avancée à la sortie de Péronne, du côté de Cambrai. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, du 5 février 1788 », sur le même objet. — « Devis des ouvrages à faire pour le convertissement du pont actuel sur le fossé de l'avancée de la porte de Bretagne de Péronne en une chaussée massive en craon et terre », par M. Berthelmy. 23 février 1788. — Détail estimatif desdits ouvrages, par M. Delatouche. 22 mars 1788. — Procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 21 mai 1788. — « État des bois provenant de la démolition du pont de l'avancée du faubourg de Bretagne de Péronne. 12 juillet 1788. — Procès-verbal d'adjudication desdits bois. 24 septembre 1788, — etc.

C. 2220. (Liasse.) — 45 pièces, papier. (4 imprimées).

1788. — Travaux des routes. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale envoyant pour les municipalités des instructions sur les travaux des routes. Amiens, 6 mars. — Requête des entrepreneurs des entretien et confection des routes de la généralité d'Amiens, au Conseil, à l'effet d'obtenir une indemnité pour les pertes que le changement de régime pour les travaux des routes et d'autres causes leur ont occasionnées. 15 mars. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 28 mars 1788 », au sujet de ladite requête. — Imprimés relatifs à l'adjudication des travaux des routes pour 1788 (impr. 4 p. in-fol.). — Requête des syndic et habitans de Ménil-Bruntel, se plaignant d'un abus relatif aux corvées. 5 mai. — Requête de plusieurs habitants de Cartigny à la commission intermédiaire provinciale, demandant que les tâches de corvées de chaque paroisse soient faites et adjudgées en particulier. 7 mai. — Lettre des procureurs-syndics provinciaux au bureau intermédiaire de

Péronne, le priant de nommer des commissaires pour chaque partie de routes qui se trouve dans le département. Amiens, 27 juin. — Requête des maire et échevins de Péronne à la commission intermédiaire provinciale, à l'effet de faire paver la chaussée qui conduit à la porte Dauphine, percée depuis sept ans dans les remparts de ladite ville. 7 juillet. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 19 juillet 1788 », relativement à la réparation des chemins de traverses et rue de Fresne. — « Extrait de la séance du 2 août 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », au sujet des devins relatifs aux routes, qui doivent être déposés dans les archives des bureaux intermédiaires. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 23 août 1788 », au sujet des certificats de l'état des travaux des routes à envoyer par les ingénieurs aux bureaux intermédiaires, etc. — « État des nouvelles indemnités restantes à paier au 1^{er} juillet 1788, pour les terrains et batimens qui se trouvent compris dans la traverse des différentes routes de la généralité d'Amiens. » Péronne, 1^{er} octobre. — « Extrait de la séance du 23 août 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur le même objet. — « État des indemnités qui restent dues pour terrain pris à l'occasion des routes ouvertes dans la généralité de Picardie, d'après les différents états remis par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées à M. l'intendant. » — « Extrait de la séance du 24 octobre 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », relativement aux indemnités. — « Extrait de l'état général de ce que doivent payer toutes les communautés de la généralité d'Amiens, pendant l'année 1788, pour leur contribution aux travaux des routes. Élection de Péronne. » 26 août. — « Assemblée provinciale de Picardie. Extrait de la séance du 5 septembre 1788 », relativement aux travaux des routes. — « Extrait de la séance du 5 septembre 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur divers objets relatifs aux travaux des routes. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, lui demandant ses observations au sujet d'un projet d'arrêt sur les formes à suivre pour la vente des anciens chemins abandonnés. Amiens, 9 septembre. — « Extrait de la séance du 9 septembre 1788 de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », relativement aux cailloux à mettre sur les routes, — etc.

C. 2221. (Liasse.) — 36 pièces, papier (4 imprimées).

1789-1790. — Travaux des routes. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire d'Amiens, au sujet des projets des baux à renouveler pour l'entretien des chaussées de pavés de grès. Amiens, 1^{er} janvier 1789. — Modèle d'états d'ouvrages faits par les cantonniers sur les routes. — Instructions de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, relativement à la préparation des ouvrages à faire sur les routes, etc. Amiens, 23 janvier 1789. — Imprimés relatifs à l'adjudication des travaux des routes pour 1789 (impr. 4 p. in-fol.). — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, relativement à l'entretien des chaussées de pavés de grès. Amiens, 25 juillet 1789. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, sur le même objet. Amiens, 8 août 1789. — Réponse de M. Berthelmy à ladite lettre. 21 août 1789. — « Procès-verbal qui constate les matériaux restans et non employés depuis les limites de l'Artois jusqu'à l'embouchure de Chaulnes. » 7 août 1789. — Id., depuis l'embouchure de Chaulnes jusqu'à Roye. 8 et 9 août 1789. — « Adjudication au rabais d'ouvrages publics » annoncée pour le 1^{er} septembre 1789 (impr. affiche). — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, relativement aux cantonniers. Amiens, 20 août 1789. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet de la plantation de 877 pieds d'arbres sur les routes. Amiens, 6 novembre 1789. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet de la construction de plusieurs ponts. Amiens, 30 novembre 1789. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, sur le travail des cantonniers. Amiens, 28 avril 1790. — Avis d'adjudication de travaux à faire sur les routes d'Amiens à Péronne et de Paris à Dunkerque pour le 14 juin 1790 (impr. affiche), — etc.

C. 2222. (Liasse.) — 50 pièces, papier.

1787-1790. — Travaux des routes. — ROUTE DE PARIS EN FLANDRE. — Devis de travaux à exécuter en pavés de grès et en cailloutis. 1788. — Copie de deux requêtes à l'intendant par Charles-François

Coupé, voiturier à Fins, à l'effet d'être payé de travaux dont il s'est rendu adjudicataire sur la route de Paris en Flandre. Août et 18 septembre 1787. — « Réponse aux questions faites par MM. de la commission intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne, sur les plaintes portées par le nommé Charles-François Coupé, voiturier à Fins », par M. Berthelmy. Péronne, 25 novembre 1787. — Mémoire de Joseph-Gabriel Lamon, entrepreneur de travaux sur la route de Paris en Flandre, se plaignant des difficultés qu'il éprouve de la part des casseurs de grès. 30 avril 1788. — Correspondance relative à ladite affaire. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens le 24 avril 1789 », au sujet de la demande faite par les sieurs Foilain-Fernet et François Rivage, d'être autorisés à exploiter 41 ormes plantés le long de deux pièces de terre sur la route de Paris en Flandres entre Péronne et Éterpigny. — Procès-verbal d'adjudication desdits ormes. 23 novembre 1789. — Correspondance relative à des arbres à abattre sur ladite route. 1789. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, relativement à une augmentation de prix demandée par le sieur de Sailly, sur les travaux de pavés de grès dont il est adjudicataire sur la route de Paris en Flandre. Amiens, 10 novembre 1789. — Avis de l'adjudication pour le 18 novembre 1789 de travaux de réparations sur ladite route. — Rapports de l'abbé Calais sur des travaux effectués sur ladite route. 27 avril et 18 juin 1790. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet de la vente de plusieurs arbres plantés sur ladite route. Amiens, 19 juillet 1790, — etc.

C. 2223. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

1787-1790. — Travaux des routes. — ROUTE DE PERONNE A ARRAS. — Devis de travaux à exécuter en pavés de grès et en cailloutis. 1788, 1789. — Devis des ouvrages à exécuter pendant les années 1787, 1788 et 1789, sur la route de Péronne à Arras, par Bapaume, pour le compte des communautés ci-après nommées. » 1787. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens du 20 mars 1788 », au sujet de la mise en adjudication d'une portion de la route de Péronne à Arras restée en souffrance, faute d'adjudicataire. — « Devis des ouvrages à exécuter en 1788 sur la route de Péronne à Arras par Sailly et Bapaume, pour l'acquit de la contribution des communautés cy après dénommées, pour l'année 1787, dont l'employ

est resté à adjudger » par M. Berthelmy. 10 février 1788 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 30 avril 1788. — « Avis de l'adjudication pour le 15 janvier 1789 de l'approvisionnement en cailloux de ladite route pour 1788. — Rapports de l'abbé Calais sur les travaux de la route de Péronne à Arras. 19 juin, 10, 24 juillet, 28 septembre 1789. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de Picardie, en sa séance du 2 octobre 1789 », relativement à des nominations de cantonniers pour ladite route. — « Rapport des matériaux fournis pour l'année 1788 sur les routes de Péronne aux limites de l'Artois, et l'embranchement de Doingt », par l'abbé Calais. 21 avril 1790. — « Rapport du sable fournis sur l'atelier n° 5, et sur la route de Doingt », par l'abbé Calais. 15 mai 1790, — etc.

C. 2224. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

1788-1790. — Travaux des routes. — ROUTE D'AMIENS A PERONNE. — Devis de travaux à exécuter sur ladite route, — etc.

C. 2225. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1788-1790. — Travaux des routes. — ROUTE D'AMIENS A PERONNE. — Lettre de M. Delatouche à M. de Bouteville, membre du bureau intermédiaire de Péronne, relativement au prix de la fourniture des matériaux pour un atelier resté sans adjudicataire sur la route d'Amiens à Péronne, et ajoutant : « Je me persuade, Monsieur, que vos affaires vous ramèneront plus d'une fois à Amiens ; j'aurois bien du plaisir à vous y recevoir et à faire connoissance avec vous. Vous vous confirmeriez de plus en plus que les ingénieurs des ponts et chaussées ne sont pas si noirs qu'on les a fait d'abord ; aussi je vois avec bien de la satisfaction que le département de Péronne en général, et plusieurs autres encore, se plaisent déjà à nous rendre la justice qui nous est due ; c'est une preuve de leur zèle et qu'ils s'occupent sérieusement du service, ce qui les a mis à portée de reconnoître la vérité, sans chercher à la déguiser. J'aime à croire que les départemens où nous n'avons pas encore obtenu la même justice sont animés du même esprit, et qu'ils nous la rendront enfin ; alors nous agirons tous de concert et avec les mêmes vues et le même désir du bien public ; nous ne pourrions manquer de faire de bonne besogne, car,

sans ce concert, et sans une confiance réciproque de part et d'autre, le succès seroit au moins incertain. » Amiens, 23 octobre 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne du 6 mai 1789 », sur une indemnité demandée par François Mulgalet, ménager à Aubigny, pour 37 verges 1/2 de terre qui lui ont été prises pour une partie de la chaussée sur la route d'Amiens à Péronne, près du bois l'Abbé. — « Rapport de M. Calais sur les matériaux fournis par le sieur de Sailly, adjudicataire des ateliers n^{os} 83 et 111, route d'Amiens à Péronne. » 23 mars 1790. — « Rapport des matériaux fournis sur la route de Péronne à Amiens », par l'abbé Calais. 22 juin 1790. — CHEMIN DE LIHONS A CHAULNES. — Envoi par la commission intermédiaire provinciale d'une réponse de l'ingénieur des ponts et chaussées sur la proposition du marquis d'Estourmel de faire paver ledit chemin sur les fonds du Roi. Amiens, 2 mars 1789, — etc.

C. 2226. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

1788. — Canal de la Somme. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département de Péronne, séance du 7 mai 1788 », sur plusieurs requêtes relatives au canal de la Somme. — Requête des curé, marguillier, syndic et principaux habitants d'Éterpigny, à l'assemblée de département de Péronne, relativement à des dommages causés au cimetière et à l'église dudit lieu par des débordements du canal. Juin. — « Observations sur la requête des habitants d'Éterpigny », par M. Laurent de Lionne. 25 novembre. — « Réponse aux observations de M. Laurent de Lionne, faite par les habitans d'Éterpigny. » 15 décembre. — Requête à l'assemblée du département de Péronne par le sieur Goguet, d'Épenancourt, se plaignant de ce qu'on veut l'empêcher de prendre du sable à la sablière ouverte pour le canal, pour la construction d'un moulin sur le canal entre Épenancourt et Pargny. Épenancourt, 16 juillet. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne, du 30 juillet 1788. », relativement à une requête du curé d'Éterpigny, pour raison de la dîme dont il est privé sur les terrains convertis en eaux, dans l'étendue de sa paroisse, pour l'ouverture du canal, — etc.

C. 2227. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1789. — Canal de la Somme. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Picardie, au sujet d'une gratification réclamée au profit du sieur Duquesne, inspecteur du canal. Amiens, 29 janvier. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire de Péronne, au sujet de l'adjudication de la ferme des eaux et digues du canal. Amiens, 20 février. — « Adjudication de la ferme du canal de la Somme, depuis St-Simon jusqu'à la chaussée de Sailly-Lorette, pour les années 1790, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97 et 98. » 17 juin. — Lettre du bureau intermédiaire de St-Quentin à celui de Péronne, au sujet du faucardement de la partie de la Somme qui ne fait pas partie du canal. St-Quentin, 18 mai. — Lettre de M. Laurent de Lionne à M. Gonnet, secrétaire du département de Péronne, au sujet des tourbes extraites dans les ateliers entre Bray et Sailly-Lorette. Amiens, 6 septembre. — « Atelier de charité à Sailly-Lorette. État de la dépense du canal de la Somme pendant le mois de septembre 1789. » 30 septembre, — etc.

INSPECTION DES MANUFACTURES.

C. 2228. (Registre.) — In-fol. 190 feuillets, papier.

1670-1787. — « Registre destiné à l'enregistrement des édits, déclarations, lettres patentes, arrêts et autres règlements généraux et particuliers donnés par le conseil du Roy sur le fait des manufactures du royaume, lequel registre doit être déposé au bureau de visite et de marque des étoffes et toiles d'Abbeville. » — Fol. 2. « Statuts et règlements des manufactures de la ville d'Abbeville. » 30 octobre 1670. — Fol. 9. « Arrest du conseil d'État du Roy portant défenses aux maistres houpriers et à tous autres qui ne sont point maistres sergers-baracaniens, de fabriquer et faire fabriquer en ladite ville des serges, baracans et autres étoffes de ladite fabrique », etc. 5 juin 1703. — Fol. 116. « Lettres patentes du Roy et règlement concernans les serges, les droguets, les baracans », etc. 20 juin 1741. — Fol. 12. « Règlement pour les serges, les droguets, les barracans, les callemandes et autres étoffes qui se fabriquent dans la province de Picardie, à l'exception de la ville d'Amiens. » 20 juin 1741. — Fol. 24. « Arrêt du conseil d'État du Roi, et lettres patentes sur icelui données à Versailles le 28 mars 1747, portant règlement pour les barracans qui se fabriquent à Abbeville. » Versailles, 28 mars 1747. — Fol. 27 v^o. « Arrêt du conseil d'État du Roy qui permet aux

maîtres baracaniers de la ville d'Abbeville de faire dégraisser, peigner, houer, filer et préparer chez eux les laines pour leurs baracans. » 23 novembre 1680. — Fol. 28 v°. Arrêt du Conseil « qui maintient les baracaniers d'Abbeville dans le droit de teindre en leurs maisons les laines et étoffes de leur fabrique. » 22 mars 1723. — Ordonnance de l'intendant de Picardie sur les manufactures d'Abbeville. Amiens, 26 janvier 1731. — Arrêt du Conseil « qui ordonne que la moitié des amendes qui seront prononcées par les maire et échevins d'Abbeville, pour raison des contraventions aux règlements des manufactures, continuera d'être appliqué comme par le passé au profit de l'hôtel commun de ladite ville. » 6 mai 1747. — Fol. 32. « Règlement pour la teinture des étoffes de laine et des laines servant à leur fabrication. » 15 janvier 1737. — Fol. 44. « Instruction sur le débouilli des laines destinées à la fabrication des tapisseries. » — Fol. 48. « Instruction donné par nous, directeur général des finances, aux inspecteurs commis pour l'exécution des règlements concernant les manufactures. » — Fol. 51. Arrêt du Conseil « portant règlement pour la fabrique des toiles qui se font dans les différents endroits de la province de Picardie, des élections d'Amiens, d'Abbeville, de Montdidier et de Doullens. » 8 avril 1749. — Fol. 68 v°. « Lettres patentes sur le règlement des bas et autres ouvrages de bonneterie au métier. » Versailles, 16 juillet 1743. — Fol. 68. « Règlement pour les bas et autres ouvrages de bonneterie au métier qui se fabriquent dans le royaume. » 16 juillet 1743. — Fol. 75 v°. « Édit du Roi portant suppression des jurandes et communautés du commerce, arts et métiers. » Versailles, février 1776. — Fol. 81. « Édit du Roy portant suppression des communautés d'arts et métiers ci-devant établies dans les villes du ressort du parlement de Paris et création de nouvelles communautés dans celles desdites villes, dont l'état arrêté au Conseil est annexé au présent édit. » Versailles, avril 1777. — Fol. 87 v°. Arrêt du Conseil « qui commet le sieur Bertin, trésorier des revenus casuels, pour faire le recouvrement des droits établis au profit de Sa Majesté par l'édit de création des nouvelles communautés d'arts et métiers des différentes villes du ressort du parlement de Paris », Versailles, etc. 21 juin 1777. — Fol. 87 v°. Lettres patentes concernant les manufactures. Marly, 5 mai 1779. — Fol. 91. Lettres patentes « portant établissement des bureaux de visite et de marque des étoffes », etc. Versailles, 1^{er} juin 1780. — Fol. 94. Lettres patentes portant règlement pour la fabrication des étoffes de laine. Versailles, 4 juin 1780. — Fol. 97. Lettres patentes portant règlement pour la

fabrication des toiles et toileries. Versailles, 28 juin 1780. — Fol. 99 v°. Lettres patentes portant règlement pour la fabrication des étoffes de laine dans la généralité d'Amiens. Versailles, 22 juillet 1780. — Fol. 103 v°. Arrêt du Conseil « qui ordonne l'établissement des bureaux de visite et la marque des étoffes de laines dans Amiens, Abbeville, Grandvillers, Crèvecœur, Hardivillers, Tricot et Quiry. » Versailles, 2 septembre 1780. — Fol. 104. « Instruction pour le blanchissage des toiles. » — Fol. 105. Lettres patentes portant règlement pour la fabrication des toiles et toileries dans la généralité de Picardie Versailles, 30 septembre 1780. — Fol. 109 v°. « Instructions données par nous, directeur général des finances aux gardes jurés et autres préposés à la desserte des bureaux de visite et de marque, concernant l'exécution des lettres patentes des 1^{er} et 28 juin 1780. » — Fol. 110 v°. Arrêt du Conseil « qui porte établissement de bureaux pour la visite et la marque des toiles et toileries dans la généralité d'Amiens. » Versailles, 19 février 1781. — Fol. 111. Arrêt du Conseil « qui détermine la manière dont les gardes jurés et autres préposés à la desserte des bureaux de visite et de marque compteront du produit des droits des marque, amende et confiscations qu'ils sont chargés de percevoir. » Versailles, 12 mars 1781. — Fol. 112. Arrêt du Conseil relatif à la marque des étoffes dans les provinces pour lesquelles il n'a pas été fait de règlements. Versailles, 12 mars 1781. — Fol. 112 v°. Arrêt du Conseil « qui accorde aux fabricans, négocians et marchands, un délai pendant lequel ils pourront faire apposer une marque de grâce aux étoffes qui, lors de la publication dudit arrêt ne se trouveront point revêtues des marques prescrites. » Versailles, 19 mars 1781. — Fol. 113 v°. Arrêt du Conseil « qui détermine les fonctions des juges des manufactures, lors de l'élection des gardes jurés, et qui fix les droits qui leur seront payés. » Versailles, 28 juin 1781. — Fol. 114. Arrêt du Conseil qui proroge jusqu'au 1^{er} octobre le délai pour la marque de grâce. Versailles, 12 juillet 1781. — Fol. 114 v°. Arrêt du Conseil « qui ordonne que les coupons d'étoffes et toiles de six aunes et au-dessous pourront circuler et être exposés en ventes, sans être revêtus de marques. » Versailles, 25 juillet 1781. — Fol. 115. Lettres patentes « portant règlement pour les maîtres et les ouvriers dans les manufactures et dans les villes où il y a communautés d'arts et métiers. » La Muette, 12 septembre 1781. — Fol. 116 v°. Arrêt du Conseil qui proroge le délai pour la marque de grâce. Versailles, 27 septembre 1781. — Fol. 117. Arrêt du Conseil relatif aux

comptes de recettes à remettre aux intendants par les préposés aux bureaux de visite et de marque. Versailles, 27 septembre 1787. — Fol. 117 v°. Arrêt du Conseil qui fixe à 10 pour cent les droits d'entrée dans le royaume pour la bonneterie étrangère. Versailles, 25 octobre 1781. — Fol. 118 v°. Arrêt du Conseil « qui révoque celui du 25 juillet dernier, qui a permis la circulation dans le royaume des étoffes et toiles en coupons de six aunes et au-dessous, sans être revêtues des marques. » Versailles, 4 novembre 1781. — Fol. 119. Arrêt du Conseil « qui fait défenses de transporter d'une ville à un autre des provinces maritimes ou frontières du royaume les métiers propres aux manufactures », etc. Versailles, 30 décembre 1781. — Fol. 119 v°. Arrêt du Conseil « qui ordonne que les plombs de teinture apposés sur les étoffes,..... seront contremarqués dans les bureaux de visite. » Versailles, 18 avril 1782. — Fol. 120. Arrêt du Conseil « concernant la fabrication des étoffes de draperies, sergetterie et autres étoffes de laine indistinctement. » Versailles, 15 février 1783. — Fol. 120 v°. Arrêt du Conseil « portant défenses aux propriétaires des établissemens de commerce qui auront obtenu des privilèges ou encouragemens pécuniaires, de traiter de la vente desdits établissemens, sans en avoir obtenu la permission du contrôleur général des finances. » Versailles, 12 mai 1783. — Fol. 121. Arrêt du Conseil relatif aux plombs à apposer sur les étoffes. Versailles, 8 août 1783. — Fol. 121 v°. Arrêt du Conseil relatif au transport des métiers propres à la manufacture. Versailles, 4 septembre 1783. — Fol. 122. Arrêt du Conseil sur les procès-verbaux pour contraventions aux réglemens, du 15 janvier 1784. Versailles, 15 janvier 1784. — Fol. 122 v°. Arrêt du Conseil « qui fait défenses à tous ouvriers de retenir ou de vendre les pennes, bouts, corons et déchets des manufactures » etc. Versailles, 7 mai 1784. — Fol. 124. Lettres patentes « qui autorisent les visites dans les boutiques et magasins des marchands négocians pour la vérification des étoffes, toiles et toileries. » Versailles, 26 août 1784. — Fol. 124 v°. Lettres patentes qui ordonnent « que la longueur des mouchoirs qui se fabriquent dans le royaume sera égale à leur largeur. » Versailles, 23 septembre 1784. — Fol. 125. Arrêt du Conseil concernant les marchandises destinées pour l'étranger. Versailles, 25 octobre 1784. — Fol. 125 v°. Arrêt du Conseil relatif aux droits d'entrées sur les coutils étrangers. Versailles, 10 novembre 1784. — Fol. 126. Arrêt du Conseil « qui renouvelle les anciennes défenses d'introduire dans le royaume aucunes toiles de coton et mousselines venant de l'étranger, autres que celles

de l'Inde » etc. Versailles, 10 juillet 1785. — Fol. 128. Arrêt du Conseil concernant les marchandises étrangères prohibées dans le royaume. Versailles, 17 juillet 1785. — Fol. 129 v°. Arrêt du Conseil fixant un délai pour faire les déclarations prescrites par l'arrêt du 10 juillet précédent. St-Cloud, 7 octobre 1785. — Fol. 129 v°. Arrêt du Conseil « portant nouveau règlement pour les toiles peintes et imprimées dans le royaume. » Fontainebleau, 10 novembre 1785. — Arrêt du Conseil relatif aux plombs pour la marque des draps. Versailles, 7 décembre 1785. — Fol. 132 v°. Arrêt du Conseil « portant nouveau règlement pour les toiles peintes et imprimées dans le royaume. » Fontainebleau, 10 novembre 1785. — Fol. 133 v°. Arrêt du Conseil portant règlement sur l'entrée des marchandises du cru et fabriques d'Angleterre », etc. Versailles, 6 septembre 1701. — Arrêt du conseil de commerce sur le même objet. 17 septembre 1716. — Fol. 136. Id. 18 mars 1717. — Fol. 137. Arrêt du Conseil « qui ordonne que l'arrêt du Conseil du 10 novembre 1785 portant règlement pour les toiles peintes, n'aura son exécution qu'à compter du 1^{er} avril prochain », etc. Versailles, 10 janvier 1786. — Fol. 138 v°. Arrêt du Conseil « qui dispense de la marque de tolérances les mousselines rayées », etc. Versailles, 9 janvier 1786. — Fol. 139. Arrêt du Conseil « qui assujettit les couvertures de laines à l'apposition du plomb prescrit par celui du 7 décembre 1785. » Versailles, 26 janvier 1786. — Fol. 139 v°. Arrêt du Conseil « portant établissement d'un bureau pour la visite et marque des toiles peintes à Amiens. » Versailles, 23 mars 1786. — Fol. 140. Arrêt du Conseil relatif à la marque des toiles peintes ou imprimées. Versailles, 24 mars 1786. — Fol. 141. Arrêt du Conseil relatif aux couvertures de soie et coton. Versailles, 18 mai 1786. — Fol. 141. Arrêt du Conseil relatif à la diminution des plombs. Versailles, 31 mai 1786. — Fol. 142. Arrêt du Conseil relatif à la vente des mousselines rayées, quadrillées et brochées, etc. Versailles, 14 juillet 1786. — Fol. 142 v°. « Instruction donnée par M. l'intendant d'Amiens aux fabricans de cette généralité. » 12 juillet 1786. — Fol. 144. « Ordonnance des officiers municipaux, juges de manufactures de la ville d'Amiens, pour faire observer l'ordre et la décence dans l'intérieur du bureau de visite et de marque des étoffes. » Amiens, 29 août 1736. — Fol. 145. Arrêt du Conseil qui condamne Alexis Blandin pour faux plomb de teinture. Versailles, 26 janvier 1786. — Fol. 148 v°. Arrêt du Conseil qui proroge pour quinze ans les privilèges des sieurs Van

Robais. Versailles, 10 août 1784. — Fol. 149 v°. « Copie de lettres sur arrêt concernant la manufacture des moquettes d'Abbeville. » Versailles, 13 juin 1770. — Fol. 150. Arrêt du Conseil « qui défend à tous cardeurs, fileurs et autres ouvriers, de se servir pour le cardage et la filature du coton des mêmes outils que pour le cardage et la filature de la laine. » Versailles, 12 janvier 1787. — Fol. 150. Arrêt du Conseil relatif aux marques à appliquer sur les toiles. Versailles, 19 janvier 1787. — Fol. 151. Arrêt du Conseil relatif aux inspecteurs des manufactures. Versailles, 27 janvier 1787, — etc.

C. 2229. (Registre.) — In-fol. 123 pages, papier.

1785-1789. — P. 1. « Extrait d'une lettre écrite le 13 avril 1785 par M. Blondel, intendant du commerce, à M. Villard, inspecteur des manufactures de Picardie », sur le parti à prendre par les préposés au sujet des étoffes qui leur paraîtront de provenance étrangère. — P. 2. Extrait d'une lettre de M. de Montaran à M. Villard, sur ce que les fabricants de Beauvais et des environs se refusent à appliquer deux plombs à leurs étoffes. 13 avril 1785. — P. 3. Lettre de M. Derveloy à M. Villard, relativement à la vérification des étoffes, toiles et toileries. 5 juillet 1785. — P. 4.

Copie des modèles imprimés pour les procès-verbaux de saisies des étoffes fabriquées en contravention. — P. 7. Procès-verbaux et autres pièces de procédures contre des teinturiers, marchands, etc., pour contraventions, et relativement à des insultes, rébellions et voies de fait commises par des ouvriers au bureau de marque. — P. 46. « Dépôt des coins du bureau de marque des étoffes de l'année 1785. » 15 juillet 1786. — P. 78. « Procès-verbal de bris des coins de 1785. 7 mars 1787. — P. 94. « Sentence de MM. les officiers municipaux de la ville et banlieue d'Amiens, qui condamne les nommés Thierry et Henry sa femme, solidairement l'un pour l'autre en l'amende de 500 l., pour avoir exercé au mépris des réglemens la profession de courtier et de courtière. » 30 juin 1787, — etc.

C. 2230. (Registre.) — In-fol. 97 feuillets, papier.

1787. — « Registre destiné à recevoir, suivant l'art. 2 de l'arrêt du Conseil du 19 janvier 1787 les empreintes des marques que doivent apposer sur les toiles de leur fabrication tous les fabricants qui sont dans l'usage de faire marquer leurs toiles au bureau de visite et de marque de la ville d'Amiens » Abbeville, 2 avril 1787.

TABLE.

TABLE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

	Pages
Intendance de Soissons.....	2
Breuil.....	2
Brouchy.....	2
Buverchy.....	3
Eppeville.....	3
Esmery-Hallon.....	3
Gollancourt.....	3
Grécourt.....	3
Ham.....	3
Muille-Villette.....	6
Nesle.....	7
Villeselve.....	7
Voyenne.....	7
Subdélégation d'Abbeville.....	10
Abbeville.....	10
Beauchamp.....	10
Bouvincourt.....	11
Doudelainville.....	11
Eaucourt.....	11
Épagne.....	11
Épagnette.....	11
Ércourt.....	11
Gamaches.....	11
Huppy.....	11
Liercourt.....	11
Long.....	11
Maisnières.....	11
Nampont-St-Martin.....	11
Oisemont.....	11
Pont-Remy.....	11
Tours-en-Vimeux.....	11
Villers-sous-Ailly.....	11
Subdélégation d'Albert.....	11
Albert.....	11
Bouzinourt.....	11
Contalmaison.....	12
Englebelmer.....	12
Grandcourt.....	12
Laneuville-lès-Bray.....	12
Pozières.....	12
Pys.....	13

Thiepval.....	13
Subdélégation d'Amiens	13
Ailly-sur-Somme	14
Amiens.....	15
Aubigny	15
Auxy-le-Château.....	16
Belloy-sur-Somme.....	16
Berteaucourt-lès-Thennes.....	16
Domart-sur-la-Luce	17
Famechon	17
Fontaine-sur-Somme	17
Formerie	17
Glisy	17
Guizancourt	17
Hamel (Le).....	17
Hangard	17
Hangest-sur-Somme	17
Lachaussée-Tirancourt	17
L'Étoile	17
Longueau	17
Mailly-Rainneval.....	18
Picquigny.....	18
Pont-de-Metz	18
Renancourt.....	18
Rivery	18
Saint-Sauveur	18
Sarnois (Oise).....	18
Suzanne	18
Thézy-Glimont	18
Vaux-sous-Corbie.....	18
Élection d'Amiens.....	20
Élection de Doullens.....	107
Élection de Péronne.....	108
Élection de Ponthieu.....	109
Grenier à sel d'Amiens.....	130
Grenier à sel d'Ault et Mers.....	130
Grenier à sel de Doullens	130
Grenier à sel de Saint-Quentin.....	133
Maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville.....	134
Maîtrise des eaux et forêts d'Amiens.....	135
Maîtrise des eaux et forêts du comté de Marle, la Fère et St-Quentin.....	144
Bureau des finances d'Amiens.....	145
États d'Artois	197
Assemblée provinciale de Picardie.....	199
Assemblée provinciale du Soissonnais.....	314
Assemblée de département d'Abbeville.....	315
Assemblée de département d'Amiens.....	318
Assemblée de département de Doullens.....	346
Assemblée de département de Montdidier	359
Assemblée de département de Péronne	370
Inspection des manufactures.....	389